ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

QUATRIÈME LÉGISLATURE

TABLES GÉNÉRALES

des **DOCUMENTS** et **DÉBATS** parlementaires

établies par le Service des Archives

11 juillet 1968 — 1er avril 1973

2e PARTIE

TABLE NOMINATIVE

TOME I

A à C

PARIS

IMPRIMERIE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

ABRÉVIATIONS

J.O.	Journal Officiel (Lois et Décrets).
p.	Pages.

SIGLES DES GROUPES POLITIQUES

App.	Apparenté.
C.	Groupe communiste.
F.G.D.S.	Groupe de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste.
P.D.M.	Groupe Progrès et Démocratie Moderne.
R.I.	Groupe des Républicains Indépendants.
U.D.R.	Groupe d'Union des Démocrates pour la République.
S.	Groupe socialiste.
N.I.	Députés n'appartenant à aucun groupe.

AVANT-PROPOS

Les Tables de législature de l'Assemblée Nationale, dont la périodicité est en principe quinquennale, comportent deux parties : la **Table des Matières** et la **Table Nominative.** Par référence au compte rendu intégral des séances publié par le *Journal officiel* (Débats), elles donnent l'ensemble des informations, l'une sur l'Assemblée Nationale, l'autre sur l'activité parlementaire des députés et des membres du Gouvernement.

*
* *

La **Table Nominative** est une table d'auteurs ; elle indique, pour chaque député, sa circonscription électorale, son appartenance politique, la date de son élection. Elle indique également ses fonctions au sein de l'Assemblée Nationale, les Commissions dont il fait partie et les organismes dans lesquels il représente l'Assemblée.

Sous la rubrique « Dépôts », sont indiqués toutes les propositions de loi ou de résolution, tous les rapports dont il est l'auteur, avec leurs numéros et leurs dates de dépôt.

Sous la rubrique « Interventions », prennent place, dans l'ordre chronologique, toutes les discussions auxquelles il a pris part, qu'il s'agisse de débats législatifs, de débats sur une déclaration du Gouvernement, de questions d'actualité, de questions orales sans débat ou de questions orales avec débat.

L'indication de chacune de ces interventions est suivie d'une analyse des sujets traités par l'orateur avec la mention des dates des séances publiques concernées et des pages du *Journal officiel* (Débats) où se trouve le compte rendu sténographique.

Dans une discussion sur un projet ou une proposition de loi, les interventions sont indiquées article par article et tous les amendements déposés ou soutenus sont mentionnés et brièvement analysés.

Pour les membres du Gouvernement, la date du décret les nommant est indiquée ainsi que la liste des projets de loi dont ils sont signataires et la liste de leurs interventions en séance avec une analyse de celles-ci.

Lorsque référence est faite à l'Edition des lois et décrets du *Journal officiel*, la mention *J.O.* figure avant la date indiquée.

Les analyses de discours et d'amendements sont faites de façon aussi succincte et objective que possible et visent à permettre de retrouver, grâce aux indications de pages et de dates, leur texte intégral.

Cette Table retrace donc, pour la quatrième législature, l'activité à l'Assemblée Nationale de chaque député et de chaque membre du Gouvernement.

EXPLICATION DES SIGLES

A.C.T.I.M.	Agence pour la coopération technique, industrielle et économique.
A.F.P.	Agence France presse.
A.F.P.A.	Association pour la formation professionnelle des adultes.
A.G.R.E.F.	Association des grandes entreprises françaises faisant appel à l'épargne.
A.G.S.	Association pour la gestion de régime d'assurance des créances des salariés.
A.M.E.X.A.	Assurance maladie des exploitants agricoles.
A.M.G.	Assistance médicale gratuite.
A.N.A.H.	Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.
A.N.P.E.	Agence nationale pour l'emploi.
A.N.V.A.R.	Agence nationale de valorisation de la recherche.
A.S.S.U.	Association du sport scolaire et universitaire.
A.V.T.S.	Allocation aux vieux travailleurs salariés.
B.A.P.S.A.	Budget annexe des prestations sociales agricoles.
B.I.C.	Bénéfices industriels et commerciaux.
B.I.T.	Bureau international du travail.
B.R.G.M.	Bureau des recherches géologiques et minières.
B.U.M.I.D.O.M.	Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer.
B.U.S.	Bureau universitaire de statistiques.
C.A.P.	Certificat d'aptitude professionnelle.
C.A.V.A.R.	Caisse allocations vieillesse des arts graphiques et plastiques.
C.A.V.M.U.	Caisse allocations vieillesse des professeurs de musique.
C.E.A.	Commissariat à l'énergie atomique.
C.E.E.	Communauté économique européenne.
C.E.G.	Collège d'enseignement général.
C.E.M.E.A.	Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation sportive.
C.E.R.N.	Centre européen de recherches nucléaires.
C.E.S.	Collége d'enseignement secondaire.
C.E.T.	Collège d'enseignement technique.
C.F.P.	Compagnie française des pétroles.
C.F.P.C.	Centre de formation du personnel communal.
C.G.I.	Code général des impôts.
C.H.U.	Centre hospitalier universitaire.
C.I.D.J.	Centre d'information et de documentation jeunesse.
C.I.I.	Compagnie internationale pour l'informatique.
C.I.R.A.	Centre interministériel de renseignements administratifs.
C.I.S.I.	Compagnie internationale de services en informatique.
C.N.C.E.	Centre national du commerce extérieur.
C.N.E.J.	Centre national d'études judiciaires.

C.N.E.S.	Centre national d'études spatiales.
C.N.E.T.	Centre national d'études des télécommunications.
C.N.E.X.O.	Centre national d'exploitation des océans.
C.N.I.E.L	Centre national interprofessionnel de l'économie laitière.
C.N.I.P.E.	Centre national dinformation sur le progrés économique.
C.N.P.F.	Conseil national du patronat français.
C.N.R.S.	Centre national de la recherche scientifique.
C.N.T.	Caisse nationale des télécommunications.
C.O.D.E.R.	Commission de développement économique régional.
C.O.F.A.C.E.	Compagnie française d'assurances pour le commerce extérieur.
C.O.S.	Coefficient d'occupation des sols.
C.R.E.D.O.C.	Centre de recherches et de documentation sur la consommation.
C.S.T.B.	Centre scientifique et technique du bâtiment.
C.U.M.A.	Coopérative d'utilisation en commun de matériel agricole.
C.U.C.E.S.	Centre universaitaire de coopération économique et sociale.
D.A.T.A.R.	Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.
D.E.U.G.	Diplôme d'études universaitaires générales.
D.G.R.S.T.	Délégation générale à la recherche scientifique et technique.
D.O.M.	Départements d'outre-mer.
E.D.F.	Electricité de France.
E.N.A.	Ecole nationale d'administration.
E.N.I.M.	Etablissement national des invalides de la Marine.
F.A.C.	Fonds d'aide et de coopération.
F.A.F.	Fonds d'assurance formation.
F.A.S.A.S.A.	Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles.
F.D.E.S.	Fonds de développement économique et social.
F.E.D.	Fonds européen de développement.
F.E.C.L.	Fonds d'équipement des collectivités locales.
F.E.O.G.A.	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole
F.I.A.N.E.	Fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement.
F.I.A.T.	Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire.
F.I.C.	Fonds d'intervention culturelle.
F.I.D.E.S.	Fonds d'investissement et de développement économique et social.
F.I.D.O.M.	Fonds d'investissements des départements d'outre-mer.
F.I.R.S.	Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre.
F.N.A.F.U.	Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme.
F.N.A.H.	Fonds d'amélioration de l'habitat.
F.N.A.T.	Fonds national d'aménagement du territoire.
F.N.S.E.A.	Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.
F.O.N.J.E.P.	Fonds de coopération de la jeunesse et d'éducation populaire.
F.O.R.M.A.	Fonds d'orientation et de régularisation des marchéa agricoles.
F.R.O.M.	Fonds régionaux d'organisation des marchés.
F.S.I.R.	Fonds spécial investissement routier.
G.A.E.C.	Groupement agricole d'exploitation en commun.
G.A.T.T.	General agreement on tarifs and trade.
G.D.F.	Gaz de France.
G.F.A.	Groupements fonciers agricoles.
H.L.M.	Hsbitstions à loyers modéré.

I.D.H.E.C.	Institut des hautes études cinématographiques.
I.D.I	Institut de développement industriel.
I.L.M.	Immeubles à loyer moyen.
I.L.N.	Immeubles à loyer normal.
I.N.A.	Institut national de l'audiovisuel.
I.N.R.A.	Institut national de la recherche agronomique.
I.N.S.A.	Institut national des sciences appliquées.
I.N.S.E.E.	Institut national de la statistique et des études économiques.
I.N.S.E.R.M.	Institut national de la santé et de recherche médicale.
I.P.E.S.	Institut de préparation aux enseignements du second degré.
I.R.A.P.	Instituts régionaux d'administration publique.
I.R.I.A.	Institut de recherche d'informatique et d'automatique.
I.R.P.P.	Impôt sur le revenu des personnes physiques.
I.U.T.	Institut universitaire de technologie.
I.V.D.	Indemnité viagère de départ.
J.O.	Journal officiel (lois décrets).
O.C.D.E.	Organisation de coopération et de développement économique.
O.C.O.R.A.	Office de coopération radiophonique.
O.E.C.E.	Organisation européenne de coopération économique.
O.L.P.	Organisation de libération de le Palestine.
O.M.S.	Organisation mondiale de la santé.
O.N.D.A.	Office national de diffusion statistique.
O.N.E.R.A.	Office national d'études et de recherches aérospatiales.
O.N.I.C.	Office national interprofessionnel des céréales.
O.N.I.S.E.P.	Office national d'information sur les enseignements et les professions.
O.N.S.E.R.	Organisation nationale pour la sécurité routière.
O.N.U.	Organisation des Nations unies.
O.R.S.T.O.M.	Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer.
O.R.T.F.	Office de radiodiffusion-télévision française.
O.T.A.N.	Organisation du traité de l'Atlantique-Nord.
O.T.A.S.E	Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est.
P.A.D.O.G.	Plan d'aménagement et d'organisation générale de la région parisienne.
P.L.D.	Plafond légal de densité.
P.L.R.	Programmes à loyer réduit.
P.M.E.	Petites et moyennes entreprises.
P.M.U.	Paris mutuel urbain.
P. et T.	Postes et télécommunications.
P.O.S.	Plans d'occupation des sols.
P.R.I.	Programme de relogement immédiat.
P.S.R.	Programmes sociaux de relogement.
R.A.T.P.	Régie autonome des transports parisiens.
R.C.B.	Rationalisation des choix budgétaires.
R.I.V.P.	Régie immobilière de la ville de Paris.
R.T.L.N.	Réunion des théâtres lyriques nationaux.
S.A.F.E.R	Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural.
S.A.I.F.	Sociétés agricoles d'investissement foncier.
S.D.A.U.	Schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme.
S.D.E.C.E.	Service de documentation et de contre-espionnage.

S.E.F.C.I.S.	Société pour l'étude et la fabrication de circuits intégrés spéciaux.
S.E.I.T.A.	Service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes.
S.F.P.	Société française de production.
S.I.B.E.V.	Société interprofessionnelle du bétail, de l'élevage et de la viande.
S.I.C.A	Société d'intérêt collectif agricole.
S.I.C.O.M.I.	Société immobilière pour le commerce et l'industrie.
S.I.D.O.	Société interprofessionnelle des oléagineux.
S.I.E.C.A.	Service d'information, d'études et de cinématographie des armées.
S.M.A.G.	Salaire minimum agricole garanti.
S.M.I.G.	Salaire minimum interprofessionnel garanti.
S.M.I.C.	Salaire minimum interprofessionnel de croissance.
S.N.C.F.	Société nationale des chemins de fer français.
S.N.E.C.M.A.	Société nationale d'études et de construction de moteurs d'avion.
S.N.E.P.	Société nationale des entreprises de presse.
S.N.I.A.S.	Société nationale industrielle aérospatiale.
S.O.F.I.R.A.D.	Société financière de radiodiffusion.
S.O.P.E.X.A.	Société pour l'expansion des produits agricoles.
S.S.	Sécurité sociale.
T.D.F.	Télédiffusion-France.
T.L.U.	Taxe locale d'urbanisation.
T.O.M.	Territoires d'outre-mer.
T.P.S.	Taxe sur les prestations de services.
T.V.A.	Taxe sur la valeur ajoutée.
U.E.O	Union de l'Europe occidentale.
U.F.C.V.	Union française des centres de vacances.
U.G.C.	Union générale cinématographique.
U.N.A.F.	Union nationale des associations familiales.
U.N.A.T.	Union nationale des associations de tourisme et de plein air.
U.N.E.S.C.O.	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.
U.N.E.D.I.C.	Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
U.P.	Unité pédagogique.
U.R.S.S.A.F.	Union pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales.
V.R.P.	Voyageurs, représentants, placiers.
V.R.T.S.	Versement représentatif des taxes sur les salaires.
Z.A.D.	Zones d'aménagement différé.
Z.I.F.	Zones d'intervention foncière.
Z.U.P.	Zones à urbaniser en priorité.

LISTE ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS

ayant exercé leur mandat pendant la quatrième Législature

A

MM.

ABDOULKADER MOUSSA (Ali), Territoire français des Afars et des Issas.
ABELIN (Pierre), Vienne.
ACHILLE-FOULD (Aymar), Gironde.
AILLIÈRES (Michel d') Sarthe.
ALDUY (Paul), Pyrénées-Orientales.
ALLONCLE (Michel), Charente.
ANDRIEUX (Maurice), Pas-de-Calais.
ANSQUER (Vincent), Vendée.
ANTHONIOZ (Marcel), Ain (1).
ARNAUD (Henri), Bouches-du-Rhône (2).
ARNOULD (Léon), Moselle.
AUBERT (Emmanuel), Alpes-Maritimes.
AYMAR (Robert), Isère.
Mme **AYMÉ DE LA CHEVRELIÈRE** (Marie-Magdeleine), Deux-Sèvres.

B

BAILLY (Jean), Territoire de Belfort (3).
BALLANGER (Robert), Seine-Saint-Denis.
BARBEROT (Paul), Ain.
BARBET (Raymond), Hauts-de-Seine.
BAREL (Virgile), Alpes-Maritimes.
BARILLON (Georges), Yonne (4).
BARROT (Jacques), Haute-Loire.
BAS (Pierre), Paris.
BAUDIS (Pierre), Haute-Garonne.

MM.

BAUDOUIN (Henri), Manche.
BAUMEL (Jacques), Hauts-de-Seine (5).
BAYLE (Marcel), Var.
BAYOU (Raoul), Hérault.
BEAUGUITTE (André), Meuse.
BEAUVERGER (Auguste), Ille-et-Vilaine (6).
BECAM (Marc), Finistère (7).
BÉGUÉ (Guy), Lot-et-Garonne.
BELCOUR (Henri), Corrèze (8).
BÉNARD (François), Oise.
BÉNARD (Mario), Var.
BENNETOT (Michel de), Finistère.
BENOIST (Daniel), Nièvre.
BÉNOUVILLE (Pierre de), Paris (9).
BÉRARD (Jacques), Vaucluse.
BÉRAUD (Marcel), Pas-de-Calais.
BERGER (Henry), Côte-d'Or.
BERNARD-REYMOND (Pierre), (Hautes-Alpes (10).
BERNASCONI (Jean), Paris.
BERTHELOT (Marcellin), Seine-Saint-Denis.
BERTHOUIN (Fernand), Indre-et-Loire.
BETTENCOURT (André), Seine-Maritime (11).
BEUCLER (Jean-Jacques), Haute-Saône.
BEYLOT (Pierre), Dordogne.
BICHAT (Jean), Meurthe-et-Moselle.
BIGNON (Albert), Charente-Maritime.
BIGNON (Charles), Somme.

(1) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969, il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat le 5 juillet 1972.

(2) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Joseph Comiti, nommé membre du Gouvernement.

(3) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969, il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat le 5 juillet 1972.

(4) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Jean Chament, nommé membre du Gouvernement, donne sa démission de son mandat de député le 16 septembre 1969. Entré en fonction le 8 février 1971, en remplacement de M. Chamant nommé membre du Gouvernement.

(5) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969, il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat le 5 juillet 1972.

(6) Entré en fonction, le 8 février 1971, en remplacement de M. Michel Cointat, nommé membre du Gouvernement. Décédé le 14 septembre 1972.

(7) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Michelet, nommé membre du Gouvernement.

(8) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Jacques Chirac, nommé membre du Gouvernement.

(9) Elu le 14 juin 1970.

(10) Elu le 5 décembre 1971.

(11) Nommé membre du Gouvernement, les 12 juillet 1968, 22 juin 1969, 6 juillet 1972.

MM.

BILLECOCQ (Pierre), Nord (1).
BILLÉRES (René), Hautes-Pyrénées.
BILLOTTE (Pierre), Val-de-Marne.
BILLOUX (François), Bouches-du-Rhône.
BISSON (Robert), Calvados.
BIZET (Emile), Manche.
BLARY (Henri), Nord.
BLAS (René), Côte-d'Or (2).
BOILEAU (André), Vosges (3).
BOINVILLIERS (Jean), Cher.
BOISDÉ (Raymond), Cher.
BOLO (Alexandre), Loire-Atlantique (4).
BONHOMME (Jean), Tarn-et-Garonne.
BONNEL (Pierre), Pas-de-Calais.
BONNET (Christian), Morbihan (5).
BORD (André), Bas-Rhin (6).
BORDAGE (Augustin), Deux-Sèvres.
BOROCCO (Edmond), Haut-Rhin.
BOSCARY-MONSSERVIN (Roland), Aveyron (7).
BOSCHER (Michel), Essonne.
BOUCHACOURT (Jacques), Nièvre.
BOUDET (Roland), Orne.
BOUDON (Paul), Maine-et-Loire (8).
BOULAY (Arsène), Puy-de-Dôme.
BOULIN (Robert), Gironde (9).
BOULLOCHE (André), Doubs.
BOURDELLÈS (Pierre), Côtes-du-Nord.
BOURGEOIS (Georges), Haut-Rhin.
BOURGES (Yvon), Ille-et-Vilaine (10).
BOURGOIN (Pierre), Paris (11).
BOUSQUET (Raymond), Paris (12).
BOUSSEAU (Marcel), Vendée.
BOUTARD (Jacques), Haute-Vienne.
BOYER (Jean), Isère.
BOZZI (Jean). Corse.

(1) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969, le 8 juillet 1972.
(2) Entré en fonction, le 8 février 1971, en remplacement de M. Robert Poujade, nommé membre du Gouvernement.
(3) Entré en fonction, le 4 avril 1972, en remplacement de M. Poncelet, nommé membre du Gouvernement.
(4) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Rey, nommé membre du Gouvernement.
(5) Nommé membre du Gouvernement le 6 juillet 1972.
(6) Nommé membre du Gouvernement, les 12 juillet 1968, 22 juin 1969 et 6 juillet 1972.
(7) Elu sénateur le 26 septembre 1971.
(8) Entré en fonction, le 22 avril 1971, en remplacement de M. Rivain, décédé.
(9) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, le 6 juillet 1972.
(10) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, le 6 juillet 1972.
(11) Se démet de son mandat de député le 6 mai 1970. Décédé le 11 mai 1970.
(12) Entré en fonction, le 11 août 1968, en remplacement de M. Couve de Murville, nommé Premier Ministre.

MM.

BRESSOLIER (Henry), Tarn.
BRETTES (Robert), Gironde.
BRIAL (Benjamin), îles Wallis et Futuna.
BRIANE (Jean), Aveyron (1).
BRICOUT (Edmond), Aisne.
BRIOT (Louis), Aube.
BROCARD (Jean), Haute-Savoie.
BROGLIE (Jean de), Eure.
BRUGEROLLE (André), Charente-Maritime.
BRUGNON (Maurice), Aisne.
BUFFET (Romain), Saône-et-Loire (2).
BUOT (Henri), Calvados.
BURON (Pierre), Mayenne.
BUSTIN (Georges), Nord.

C

CAILL (Antoine), Finistère.
CAILLAU (Georges), Lot-et-Garonne.
CAILLAUD (Paul), Vendée.
CAILLE (René), Rhône.
CALDAGUÈS (Michel), Paris.
CALMEJANE (Robert), Seine-Saint-Denis.
CAPELLE (Jean), Dordogne.
CAPITANT (René), Paris (3).
CARPENTIER (Georges), Loire-Atlantique.
CARRIER (Michel), Ain (4).
CARTER (Roland-Charles), Paris.
CASSABEL (Jean-Pierre), Aude.
CASSAGNE (René), Gironde (5).
CATALIFAUD (Albert), Aisne.
CATRY (Benjamin), Pas-de-Calais.
CATTIN-BAZIN (Maurice), Isère.
CAZENAVE (Franck), Gironde.
CERMOLACCE (Paul), Bouches-du-Rhône.
CERNEAU (Marcel), La Réunion.
CÉSAIRE (Aimé), La Martinique.
CEYRAC (Charles), Corrèze (6).
CHABAN-DELMAS (Jacques), Gironde (7).

(1) Elu le 5 décembre 1971.
(2) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Philippe Malaud, nommé membre du Gouvernement.
(3) Nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968. Donne sa démission de Ministre de la Justice, le 28 avril 1969. Décédé le 23 mai 1970.
(4) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Anthonioz, nommé membre du Gouvernement.
(5) Décédé le 12 novembre 1968.
(6) Entré en fonction, le 7 août 1972, en remplacement de M. Jean Charbonnel, nommé membre du Gouvernement.
(7) Nommé Premier Ministre le 20 juin 1969. Elu le 20 septembre 1970. Il est mis fin à ses fonctions de Premier Ministre le 5 juillet 1972.

MM.

CHABRAT (Jacques), Gironde (1).
CHALANDON (Albin), Hauts-de-Seine (2).
CHALOPIN (Jean), Maine-et-Loire (3).
CHAMANT (Jean), Yonne (4).
CHAMBON (Jean), Pas-de-Calais.
CHAMBRUN (Charles de), Lozère.
CHANDERNAGOR (André), Creuse.
CHAPALAIN (Jean-Yves), Sarthe.
CHARBONNEL (Jean), Corrèze (5).
CHARIÉ (Pierre), Loiret (6).
CHARLES (Arthur), Côtes-du-Nord.
CHARRET (Edouard), Rhône.
CHASSAGNE (Jean-Baptiste), Loiret (7).
CHAUMONT (Jacques), Sarthe.
CHAUVET (Augustin), Cantal.
CHAZALON (André), Loire.
CHAZELLE (René), Haute-Loire.
CHEDRU (Georges), Seine-Maritime (8).
CHIRAC (Jacques), Corrège (9).
Mme CHONAVEL (Jacqueline), Seine-Saint-Denis (10).
CLAUDIUS-PETIT (Eugène), Loire.
CLAVEL (Georges), Hérault.
CLOSTERMANN (Pierre), Yvelines (11).
COINTAT (Michel), Ille-et-Vilaine (12).
COLIBEAU (Raymond), Paris (13).
COLLETTE (Henri), Pas-de-Calais.
COLLIÈRE (André), Hérault.
COMITI (Joseph), Bouches-du-Rhône (14).

(1) Entré en fonction, le 21 juillet 1969, en remplacement de M. Chaban-Delmas, nommé Premier Ministre. Décédé le 26 juillet 1970.

(2) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969. Il est mis fin à ses fonctions de Ministre, le 5 juillet 1972.

(3) Entré en fonction, le 7 août 1972, en remplacement de M. Foyer, nommé membre du Gouvernement.

(4) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, il est mis fin à ses fonctions de Ministre le 20 juin 1969. Elu le 19 octobre 1969. Nommé membre du Gouvernement le 7 janvier 1971, il est mis fin à ses fonctions de Ministre le 5 juillet 1972.

(5) Nommé membre du Gouvernement, le 6 juillet 1972.

(6) Décédé le 12 mars 1973.

(7) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Henri Duvillard, nommé membre du Gouvernement.

(8) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Bettencourt, nommé Ministre.

(9) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, le 6 juillet 1972.

(10) Entrée en fonction, le 5 septembre 1968, en remplacement de M. Jean Lolive, décédé.

(11) Donne sa démission de son mandat de député, le 19 septembre 1969.

(12) Nommé membre du Gouvernement, le 7 janvier 1971, il est mis fin à ses fonctions de ministre, le 5 juillet 1972.

(13) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Kaspereit, nommé membre du Gouvernement.

(14) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, le 6 juillet 1972.

MM.

COMMENAY (Jean-Marie), Landes.
CONTE (Arthur), Pyrénées-Orientales (1).
CORMIER (Paul), Loir-et-Cher (2).
CORNET (Pierre), Ardèche.
CORNETTE (Maurice), Nord.
CORRÈZE (Roger), Loir-et-Cher.
COUDERC (Pierre), Lozère.
COUMAROS (Jean), Moselle.
COUSTÉ (Pierre-Bernard), Rhône.
COUVE DE MURVILLE (Maurice), Paris (3).
COUVEINHES (René), Hérault.
CRESPIN (Roger), Marne (4).
CRESSARD (Jacques), Ille-et-Vilaine.

D

DAHALANI (Mohamed), Territoire des Comores (5).
DAMETTE (Auguste), Nord.
DANEL (Liévin), Nord (6).
DANILO (Philippe), Rhône.
DARCHICOURT (Fernand), Pas-de-Calais (7).
DARDÉ (Jean), Haute-Garonne.
DARRAS (Henri), Pas-de-Calais.
DASSAULT (Marcel), Oise.
DASSIÉ (Albert), Loire-Atlantique.
DEBRÉ (Michel), La Réunion (8).
DECHARTRE (Philippe) **(DUPRAT-GENEAU,** dit —) Charente-Maritime (9).
DEFFERRE (Gaston), Bouches-du-Rhône.
DEGRAEVE (Jean), Marne.
DEHEN (Albert), Charente-Maritime (10).
DELACHENAL (Jean), Savoie.
DELAHAYE (André), Eure.
DELATRE (Georges), Seine-Maritime.

(1) Nommé Président-directeur général de l'Office de radiodiffusion-télévision française, le 19 juillet 1972. Démissionna de son mandat de député.

(2) Décédé le 13 avril 1972.

(3) Nommé Premier Ministre, le 10 juillet 1968, il est mis fin à ses fonctions de Premier Ministre, le 20 juin 1969.

(4) Entré en fonction, le 8 février 1971, en remplacement de M. Taittinger, nommé membre du Gouvernement.

(5) Elu le 12 juillet 1970.

(6) Décédé le 2 janvier 1970.

(7) Décédé le 23 décembre 1968.

(8) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, le 5 juillet 1972.

(9) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, démissionne le 15 mai 1972.

(10) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Philippe Dechartre, nommé membre du Gouvernement.

MM.

DELELIS (André), Pas-de-Calais.
DELHALLE (Jacques), Aube (1).
DELIAUNE (Gérard), Gironde.
DELMAS (Louis-Alexis), Aveyron (2).
DELONG (Jacques), Haute-Marne.
DELORME (Claude), Basses-Alpes.
DENIAU (Xavier), Loiret (3).
DENIS (Bertrand), Mayenne.
DENVERS (Albert), Nord.
DEPREZ (Charles), Hauts-de-Seine.
DESANLIS (Jean), Loir-et-Cher (4).
DESTREMAU (Bernard), Yvelines.
DIDIER (Emile), Hautes-Alpes (5).
Mlle **DIENESCH** (Marie-Madeleine), Côtes-du-Nord (6).
DIJOUD (Paul), Hautes-Alpes.
DOMINATI (Jacques), Paris.
DONNADIEU (Louis), Tarn (7).
DOUZANS (Jacques), Haute-Garonne.
DRONNE (Raymond), Sarthe.
DUBOSQ (Franz), Basses-Pyrénées (8).
DUCOLONÉ (Guy), Hauts-de-Seine (9).
DUCOS (Hippolyte), Garonne (10).
DUCRAY (Gérard), Rhône.
DUHAMEL (Jacques), Jura (11).
DUMAS (Pierre), Savoie (12).
DUMORTIER (Jeannil), Pas-de-Calais.
DUPONT-FAUVILLE (Hubert), Pas-de-Calais.
DUPUY (Fernand), Val-de-Marne.
DURAFFOUR (Paul), Saône-et-Loire.
DURAFOUR (Michel), Loire.
DURBET (Léopold), Savoie (13).
DURIEUX (Jean), Nord.

(1) Entré en fonction, la 13 août 1968, en remplacement de M. Robert Galley, nommé membre du Gouvernement.
(2) Décédé le 4 février 1973.
(3) Nommé membre du Gouvernement, le 6 juillet 1972.
(4) Entré en fonction, le 13 avril 1972, en remplacement de M. Cormier, décédé.
(5) Elu sénateur le 26 septembre 1971.
(6) Nommée membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, le 6 juillet 1972.
(7) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Limouzy, nommé membre du Gouvernement.
(8) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Michel Inchauspé, nommé membre du Gouvernement.
(9) Election annulée, le 3 octobre 1968, par le Conseil constitutionnel. Elu le 15 décembre 1968.
(10) Décédé le 14 novembre 1970.
(11) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969, le 1er janvier 1971, le 5 juillet 1972.
(12) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat, le 20 juin 1969. Elu le 19 octobre 1969.
(13) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Piarra Dumas, nommé membre du Gouvernement. Donne sa démission de son mandat de député, le 16 septembre 1969.

MM.

DUROMÉA (André), Seine-Maritime.
DUSSEAUX (Roger), Seine-Maritime.
DUVAL (Michel), Puy-de-Dôme.
DUVILLARD (Henri), Loiret (1).

E

EHM (Albert), Bas-Rhin.

F

FABRE (Robert), Aveyron.
FAGOT (Alban), Isère.
FAJON (Etienne), Seine-Saint-Denis.
FALALA (Jean), Marne.
FANTON (André), Paris (2).
FAURE (Edgar), Doubs (3).
FAURE (Gilbert), Ariège.
FAURE (Maurice), Lot.
FAVRE (Jean), Haute-Marne.
FEIT (René), Jura.
FEIX (Léon), Val-d'Oise.
FEUILLARD (Gaston), La Guadeloupe.
FIEVEZ (Henri), Nord.
FIGEAT (Robert), Loiret (4).
FLORNOY (Bertrand), Seine-et-Marne.
FONTAINE (Jean), La Réunion.
FONTANET (Joseph), Savoie (5).
FORTUIT (Jean-Claude), Essonne.
FOSSÉ (Roger), Seine-Maritime.
FOUCHET (Christian), Meurthe-et-Moselle.
FOUCHIER (Jacques), Deux-Sèvres.
FOYER (Jean), Maine-et-Loire (6).
FRAUDEAU (Maurice), Essonne (7).
FREY (Roger), Paris (8).
FRYS (Joseph), Nord.

(1) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, il est mis fin à ses fonctions de ministre, le 5 juillet 1972.
(2) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969, il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat, le 5 juillet 1972.
(3) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, il est mis fin à ses fonctions de Ministre, le 20 juin 1969. Elu le 19 octobre 1969, nommé membre du Gouvernement, le 7 juillet 1972.
(4) Entré en fonction, le 7 août 1972, en remplacement de M. Xavier Deniau, nommé Ministre.
(5) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969, le 6 juillet 1972.
(6) Nommé membre du Gouvernement, le 6 juillet 1972.
(7) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Hamon, nommé membre du Gouvernement.
(8) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, il est mis fin à ses fonctions de Ministre, le 5 juillet 1972.

G

MM.

GABAS (François), Haute-Garonne (1).
GABRIAC (Jean), Aveyron (2).
GAILLARD (Félix), Charente (3).
GALLEY (Robert), Aube (4).
GARCIN (Edmond), Bouches-du-Rhône.
GARDEIL (Robert), Bouches-du-Rhône.
GARETS (Bertrand des), Gironde (5).
GASTINES (Henri de), Mayenne.
GAUDIN (Pierre), Var.
GENEVARD (Christian), Doubs (6).
GEORGES (Maurice), Seine-Maritime.
GERBAUD (François), Indre.
GERBET (Claude), Eure-et-Loir.
GERMAIN (Hubert), Paris (7).
GERNEZ (Raymond), Nord.
GIACOMI (Pierre), Corse.
GIRARD (Gaston), Loiret (8).
GISCARD D'ESTAING (Olivier), Alpes-Maritimes.
GISCARD D'ESTAING (Valéry), Puy-de-Dôme (9).
GISSINGER (Antoine), Haut-Rhin.
GLON (André), Côtes-du-Nord (10).
GODEFROY (Pierre), Manche.
GODON (Gérard), Yvelines.
GORSE (Georges), Hauts-de-Seine.
GOSNAT (Georges), Val-de-Marne.
GRAILLY (Michel de), Paris.
GRANDSART (Raymond), Charente-Maritime (11).
GRANET (Paul), Aube.
GRIMAUD (Jean), Morbihan (12).

(1) Entré en fonction, le 14 novembre 1970, en remplacement de M. Hippolyte Ducos, décédé.

(2) Entré en fonction, le 5 février 1973, en remplacement de M. Louis-Alexis Delmas, décédé.

(3) Décédé le 9 juillet 1970.

(4) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, le 6 juillet 1972.

(5) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Robert Boulin, nommé membre du Gouvernement.

(6) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Edgar Faure, nommé membre du Gouvernement. Donne sa démission de son mandat de député, le 16 septembre 1969. Entré en fonction, le 7 août 1972, en remplacement de M. Edgar Faure, nommé membre du Gouvernement.

(7) Nommé Ministre le 6 juillet 1972.

(8) Entré en fonction, le 13 mars 1973, en remplacement de M. Charié, décédé.

(9) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969, le 6 juillet 1972.

(10) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de Mlle Marie-Madeleine Dienesch, nommée membre du Gouvernement.

(11) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Jean de Lipkowski, nommé membre du Gouvernement. Décédé le 9 novembre 1971.

(12) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Raymond Marcellin, nommé membre du Gouvernement.

MM.

GRIOTTERAY (Alain), Val-de-Marne.
GRONDEAU (Jacques), Gironde.
GRUSSENMEYER (François), Bas-Rhin.
GUENA (Yves), Dordogne (1).
GUICHARD (Claude), Dordogne (2).
GUICHARD (Olivier), Loire-Atlantique (3).
GUILBERT (Raymond), Manche.
GUILLE (Georges), Aude.
GUILLERMIN (Henri), Rhône.

H

HABIB-DELONCLE (Michel), Paris.
HALBOUT (Emile), Orne.
HALGOUET (Yves du), Morbihan.
HAMELIN (Jean), Ille-et-Vilaine (4).
HAMON (Léo), Essonne (5).
HAURET (Robert), Maine-et-Loire.
Mme **de HAUTECLOCQUE** (Nicole), Paris.
HÉBERT (Jacques), Manche.
HÉLÈNE (Léopold), La Guadeloupe.
HERMAN (Pierre), Nord.
HERSANT (Robert), Oise.
HERZOG (Maurice), Haute-Savoie).
HINSBERGER (Etienne), Moselle.
HOFFER (Marcel), Vosges.
HOGUET (Michel), Eure-et-Loir.
HOUEL (Marcel), Rhône.
HUNAULT (Xavier), Loire-Atlantique.

I

ICART (Fernand), Alpes-Maritimes.
IHUEL (Paul), Morbihan.
INCHAUSPÉ (Michel), Basses-Pyrénées (6).

J

JACQUET (Marc), Seine-et-Marne.
JACQUET (Michel), Loire.
JACQUINOT (Louis), Meuse.

(1) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, il est mis fin à ses fonctions de Ministre, le 20 juin 1969.

(2) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Yves Guena, nommé membre du Gouvernement.

(3) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, le 6 juillet 1972.

(4) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Yvon Bourges, nommé membre du Gouvernement.

(5) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969, il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat le 5 juillet 1972.

(6) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat, le 20 juin 1969.

MM.

JACSON (William), Meurthe-et-Moselle.
JALU (Pierre), Gard.
JAMOT (Michel), Yvelines.
JARRIGE (Maurice), Moselle (1).
JARROT (André), Saône-et-Loire.
JEANNENEY (Jean-Marcel), Isère (2).
JENN (Alphonse), Haut-Rhin.
JOANNE (Louis), Charente-Maritime.
JOUFFROY (Henri), Jura (3).
JOUSSEAUME (Claude), Charente-Maritime (4).
JOXE (Louis), Rhône.
JULIA (Didier), Seine-et-Marne.

K

KASPEREIT (Gabriel), Paris (5).
KEDINGER (Pierre), Moselle.
KRIEG (Pierre-Charles), Paris.

L

LABBÉ (Claude), Hauts-de-Seine.
LACAGNE (Henri), Saône-et-Loire.
LACAVÉ (Paul), La Guadeloupe.
LA COMBE (René), Maine-et-Loire.
LAFAY (Bernard), Paris (6).
LAFON (Jean), Charente (7).
LAGORCE (Pierre), Gironde.
LAINÉ (Jean), Eure.
LAMPS (René), Somme.
LARUE (Tony), Seine-Maritime.
LASSOURD (Henri), Ille-et-Vilaine.
LAUDRIN (Hervé), Morbihan.
LAVERGNE (Robert), Hauts-de-Seine (8).
LAVIELLE (Henri), Landes.

(1) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Pierre Messmer, nommé membre du Gouvernement. Donne sa démission de son mandat de député, le 16 septembre 1969. Entré en fonction, le 26 mars 1971, en remplacement de M. Messmer, nommé membre du Gouvernement.

(2) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, il est mis fin à sas fonctions de Ministre d'Etat, le 20 juin 1969.

(3) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Duhamel, nommé membre du Gouvernamant.

(4) Entré en fonction, le 13 janvier 1972, en remplacement de M. de Lipkowski, nommé Miniatre.

(5) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969, il est mia fin à aas fonctions de Secrétaire d'Etat, le 5 juillet 1972.

(6) Nommé membra du Gouvernement, le 22 juin 1969, il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat, le 5 juillet 1972.

(7) Entré en fonction, le 10 juillet 1970, en remplacement de M. Geillard, décédé.

(8) Entré an fonction, le 13 août 1968, en ramplacement de M. Albin Chalandon, nommé membre du Gouvernement. Décédé le 13 août 1972.

MM.

LEBAS (Bernard), Nord.
LE BAULT DE LA MORINIÈRE (René) Maine-et-Loire.
LEBON (André), Ardennes.
LECAT (Jean-Philippe), Côte-d'Or (1).
LE DOUAREC (François), Ille-et-Vilaine.
LEHN (Gérard), Bas-Rhin.
LEJEUNE (Max), Somme.
LE MARC'HADOUR (Alain), Nord (2).
LELONG (Pierre), Finistère.
LEMAIRE (Maurice), Vosges.
LEPAGE (Pierre), Indre-et-Loire.
LEROY (Roland), Seine-Maritime.
LEROY-BEAULIEU (Pierre), Hérault.
LE TAC (Joël), Paris.
LE THEULE (Joël), Sarthe (3).
L'HUILLIER (Waldeck), Hauts-de-Seine.
LIMOUZY (Jacques), Tarn (4).
LIOGIER (Albert), Ardèche.
LIPKOWSKI (Jean-Noël de), Charente-Maritime (5).
LOLIVE (Jean), Seine-Saint-Denis (6).
LONGEQUEUE (Louis), Haute-Vienne.
LUCAS (Henri), Pas-de-Calais (7).
LUCIANI (Emile), Somme.

M

MACQUET (Benoît), Loire-Atlantique.
MADRELLE (Philippe), Gironde (8).
MAGAUD (Charles), Paris (9).
MAINGUY (Paul), Hauts-de-Seine.
MALAUD (Philippe), Saône-et-Loire (10).
MALÈNE (Christian de La), Paris.
MARCELLIN (Raymond), Morbihan (11).

(1) Nommé membre du Gouvernement, le 15 mai 1972, le 6 juillet 1972.

(2) Entré en fonction, le 2 janvier 1970, en remplacement de M. Liévin Danel, décédé.

(3) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, il est mis fin à ses fonctions de Secréteire d'Etet, le 20 juin 1969. Elu le 19 octobre 1969.

(4) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969, il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat, le 5 juillet 1972.

(5) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, élu le 12 décembre 1971. Il eat mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat le 5 juillet 1972.

(6) Décédé le 5 septembre 1968.

(7) Entré en fonction, le 7 avril 1970, en remplacement de Mme Prin, décédée.

(8) Entré en fonction, le 12 novembre 1968, en remplacement de M. René Cassagne, décédé.

(9) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Roger Frey, nommé membre du Gouvernement.

(10) Nommé membre du Gouvarnement le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, le 6 juillet 1972.

(11) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, le 6 juillat 1972.

MM.

MARCENET (Albert), Paris.
MARCUS (Claude), Paris.
MARETTE (Jacques), Paris.
MARIE (Bernard), Basses-Pyrénées.
MARQUET (Michel), Paris (1).
MARTIN (Claude), Paris.
MARTIN (Hubert), Meurthe-et-Moselle.
MASSÉ (Jean), Bouches-du-Rhône.
MASSOT (Marcel), Basses-Alpes.
MASSOUBRE (Jean-Louis), Somme.
MATHIEU (Gilbert), Côte-d'Or.
MAUGER (Pierre), Vendée.
MAUJOÜAN DU GASSET (Joseph), Loire-Atlantique.
MAZEAUD (Pierre), Hauts-de-Seine.
MÉDECIN (Jacques), Alpes-Martimes.
MENU (Robert), Nord.
MERCIER (Jacques), Essonne.
MESSMER (Pierre), Moselle (2).
MEUNIER (Lucien), Ardennes.
MICHEL (Henri), Drôme (3).
MICHELET (Edmond), Finistère (4).
MIOSSEC (Gabriel), Finistère.
MIRTIN (André), Landes.
MISSOFFE (François), Paris.
MITTERRAND (François), Nièvre.
MODIANO (Henri), Paris.
MOHAMED (Ahmed), Comores.
MOINE (Henri), Côte-d'Or (5).
MOLLET (Guy), Pas-de-Calais.
MONDON (Raymond), Moselle (6).
MONTALAT (Jean), Corrèze (7).
MONTESQUIOU (Pierre de), Gers.
MORELLON (Jean), Puy-de-Dôme (8).
MORISON (Pierre), Rhône).
MORON (Jacques), Haute-Garonne.
MOULIN (Arthur), Nord.
MOUROT (Jean-Paul), Indre.
MURAT (Guy), Lot (9).
MUSMEAUX (Arthur), Nord.

(1) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Fenton, nommé membre du Gouvernement.

(2) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, il est mis fin à ses fonctions de Ministre, le 20 juin 1969. Elu le 19 octobre 1969, nommé membre du Gouvernement, le 26 février 1971, et Premier Ministre, le 5 juillet 1972.

(3) Elu le 5 décembre 1971.

(4) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969. Décédé, le 9 octobre 1970.

(5) Entré en fonction, le 16 juin 1972, en remplacement de M. Lecat, nommé membre du Gouvernement.

(6) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969. Décédé, le 31 décembre 1970.

(7) Décédé, le 22 septembre 1971.

(8) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Giscard d'Estaing, nommé membre du Gouvernement.

(9) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Pons, nommé membre du Gouvernement.

N

MM.

NARQUIN (Jean), Maine-et-Loire.
NASS (Armand), Moselle (1).
NESSLER (Edmond), Oise.
NEUWIRTH (Lucien), Loire.
NILÈS (Maurice), Seine-Saint-Denis.
NOILOU (Louis), Alpes-Maritimes (2).
NOTEBART (Arthur), Nord.
NUNGESSER (Roland), Val-de-Marne.

O

ODRU (Louis), Seine-Saint-Denis
OFFROY (Raymond), Seine-Maritime.
OLLIVRO (Edouard), Côtes-du-Nord.
ORNANO (Michel d'), Calvados.
ORTOLI (François), Nord (3).

P

PAILLER (René), Sarthe (4).
PALEWSKI (Jean-Paul), Yvelines.
PAPON (Maurice), Cher.
PAQUET (Aimé), Isère.
PASQUA (Charles), Hauts-de-Seine.
PEIZERAT (Georges), Savoie (5).
PERETTI (Achille), Hauts-de-Seine.
PERONNET (Gabriel), Allier.
PERROT (Gaston), Yonne.
PETIT (Camille), Martinique.
PEUGNET (Alfred), Pas-de-Calais (6).
PEYREFITTE (Alain), Seine-et-Marne.
PEYRET (Claude), Vienne.
PHILIBERT (Louis), Bouches-du-Rhône.
PIANTA (Georges), Haute-Savoie.
PIC (Maurice), Drôme (7).
PIDJOT (Roch), Nouvelle-Calédonie et dépendances et Nouvelles-Hébrides.

(1) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Mondon, nommé membre du Gouvernement.

(2) Entré en fonction, le 16 décembre 1971, en remplacement de M. Ziller, décédé.

(3) Nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, il est mis fin à ses fonctions de Ministre, le 5 juillet 1972.

(4) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Joël Le Theule, nommé membre du Gouvernement. Donne sa démission de son mandat de député, le 16 septembre 1969.

(5) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Fontenet, nommé membre du Gouvernement.

(6) Entré en fonction, le 26 décembre 1968, en remplacement de M. Derchicourt, décédé.

(7) Elu sénateur, le 26 septembre 1971.

MM.

PIERREBOURG (Olivier Harty de), Creuse.
PLANNEIX (Joseph), Puy-de-Dôme.
PLANTIER (Maurice), Basses-Pyrénées.
PLEVEN (René), Côtes-du-Nord (1).
Mme **PLOUX** (Suzanne), Finistère.
POIRIER (Jean-Marie), Val-de-Marne.
POMPIDOU (Georges), Cantal (2).
PONCELET (Christian), Vosges (3).
PONIATOWSKI (Michel), Val-d'Oise.
PONS (Bernard), Lot (4).
POUDEVIGNE (Jean), Gard.
POUJADE (Robert), Côte-d'Or (5).
POULPIQUET (Gabriel de), Finistère.
POUYADE (Pierre), Var.
PREAUMONT (Jean de), Paris.
Mme **PRIN** (Jeannette), Pas-de-Calais (6).
PRIVAT (Charles), Bouches-du-Rhône.

Q

QUENTIER (René), Nord.

R

RABOURDIN (Guy), Seine-et-Marne.
RABREAU (Michel), Loire-Atlantique (7).
RADIUS (René), Bas-Rhin.
RAMETTE (Arthur), Nord.
RAYNAL (Pierre), Cantal (8).
REGAUDIE (René), Haute-Vienne.
RENOUARD (Isidore), Ille-et-Vilaine.
RETHORÉ (Raymond), Charente.
REY (Henry), Loire-Atlantique (9).
RIBADEAU DUMAS (Roger), Drôme.
RIBES (Pierre), Yvelines.
RIBIÈRE (René), Val-d'Oise.
RICHARD (Jacques), Val-d'Oise.
RICHARD (Lucien), Loire-Atlantique.

(1) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969, le 6 juillet 1972.
(2) Elu Président de la République, le 15 juin 1969.
(3) Nommé membre du Gouvernement, le 6 juillet 1972.
(4) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969, le 6 juillet 1972.
(5) Nommé membre du Gouvernement, le 7 janvier 1971, le 6 juillet 1972.
(6) Décédée, le 6 avril 1970.
(7) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Olivier Guichard, nommé membre du Gouvernement.
(8) Elu le 21 septembre 1969.
(9) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969. Nommé membre du Conseil constitutionnel, le 24 février 1971.

MM.

RICHOUX (Robert), Meurthe-et-Moselle (1).
RICKERT (Ernest), Bas-Rhin (2).
RIEUBON (René), Bouches-du-Rhône.
RITTER (Georges), Bas-Rhin.
RIVAIN (Philippe), Maine-et-Loire (3).
RIVES - HENRYS (André), **(RIVES DE LAVAYSSE**, dit —) Paris (4).
RIVIÈRE (Joseph), Rhône.
RIVIÈRE (Paul), Loire.
RIVIEREZ (Hector), Guyane.
ROBERT (Paul), Territoire de Belfort (5).
ROCARD (Michel), Yvelines (6).
ROCCA SERRA (Jean-Paul de), Corse.
ROCHET (Hubert), Nord (7).
ROCHET (Waldeck), Seine-Saint-Denis.
ROGER (Emile), Nord.
ROLLAND (Hector), Allier.
ROSSI (André), Aisne.
ROUCAUTE (Roger), Gard.
ROUSSET (David), Isère.
ROUX (Claude), Paris.
ROUX (Jean-Pierre), Vaucluse.
ROUXEL (Ernest), Côtes-du-Nord (8).
ROYER (Jean), Indre-et-Loire.
RUAIS (Pierre), Paris.

S

SABATIER (Guy), Aisne.
SABLÉ (Victor), La Martinique.
SAID IBRAHIM (Adeham), Comores (9).
SAINT-PAUL (André), Ariège.
SALLÉ (Louis), Loiret.
SALLENAVE (Pierre), Basses-Pyrénées.
SANFORD (Francis), Polynésie française.
SANGLIER (Jacques), Paris (10).
SANGUINETTI (Alexandre), Haute-Garonne.

(1) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Jacques Trorial, nommé membre du Gouvernement.
(2) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. André Bord, nommé membre du Gouvernement.
(3) Décédé le 21 avril 1971.
(4) Démissionnaire de son mandat de député, le 16 mai 1972.
(5) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Beilly, nommé membre du Gouvernement.
(6) Elu le 26 octobre 1969.
(7) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Billecocq, nommé membre du Gouvernement.
(8) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Pleven, nommé membre du Gouvernement.
(9) Elu préaident du Conseil du Gouvernement du Territoire des Comores. Donne sa démission de son mandat de député, le 15 avril 1970.
(10) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Lefay, nommé membre du Gouvernement.

MM.

SANTONI (Georges), Vaucluse.
SARNEZ (Olivier de), Seine-Maritime.
SAUZEDDE (Fernand), Puy-de-Dôme.
SCHLOESING (Edouard), Lot-et-Garonne.
SCHNEBELEN (Maurice), Moselle.
SCHUMANN (Maurice), Nord (1).
SCHWARTZ (Julien), Moselle.
SERS (Henry), La Réunion (2).
SERVAN - SCHREIBER (Jean - Jacques), Meurthe-et-Moselle (3).
SIBEUD (Gérard), Drôme.
SOISSON (Jean-Pierre), Yonne.
SOUCHAL (Roger), Meurthe-et-Moselle (4).
SOURDILLE (Jacques), Ardennes.
SPENALE (Georges), Tarn.
SPRAUER (Germain), Bas-Rhin.
STASI (Bernard), Marne.
STEHLIN (Paul), Paris.
Mme **STEPHAN** (Yvonne), Morbihan (5).
STIRN (Olivier), Calvados.
SUDREAU (Pierre), Loir-et-Cher.

T

TAITTINGER (Jean), Marne (6).
TERRENOIRE (Alain), Loire.
TERRENOIRE (Louis), Orne.
THILLARD (Paul), Hautes-Pyrénées.
Mme **THOME-PATENOTRE** (Jacqueline), Yvelines.
THORAILLER (Edmond), Eure-et-Loir.
TIBERI (Jean), Paris (7).
TISSANDIER (Maurice), Indre.
TISSERAND (André), Territoire de Belfort.
TOMASINI (René), Eure.
TONDUT (Paul), Gard.
TORRE (Henri), Ardèche.
TOUTAIN (Jean-Marie), Hauts-de-Seine (8).
TREMEAU (Bernard), Saône-et-Loire.
TRIBOULET (Raymond), Calvados.

(1) Nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, le 6 juillet 1972.
(2) Entré en fonction, le 14 août 1968, en remplacement de M. Debré, nommé Ministre.
(3) Elu le 28 juin 1970.
(4) Se démet de son mandat de député, le 19 mai 1970.
(5) Entrée en fonction, le 7 août 1972, en remplacement de M. Christian Bonnet, nommé membre du Gouvernement.
(6) Nommé membre du Gouvernement, le 7 janvier 1971.
(7) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. René Cepitent, nommé membre du Gouvernement.
(8) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Beumel, nommé membre du Gouvernement.

MM.

TRICON (Emile), Hauts-de-Seine.
Mme **TROISIER** (Solange), Val-d'Oise.
TRORIAL (Jacques), Meurthe-et-Moselle (1).
TURCO (Jean), Paris (2).

V

Mme **VAILLANT - COUTURIER** (Marie-Claude), Val-de-Marne.
VALADE (Jacques), Gironde (3).
VALENET (Raymond), Seine-Saint-Denis.
VALLEIX (Jean), Gironde.
VALLON (Louis), Paris.
VALS (Francis), Aude.
VANCALSTER (Gabriel), Nord (4).
VANDELANOITTE (Robert), Nord.
VEDRINES (Henri), Allier.
VENDROUX (Jacques), Pas-de-Calais.
VENDROUX (Jacques - Philippe), Saint-Pierre-et-Miquelon.
VER (Antonin), Tarn-et-Garonne.
VERKINDERE (Adrien), Nord (5).
VERNAUDON (Roland), Val-de-Marne (6).
VERPILLIÈRE (Guy de la), Ain.
VERTADIER (Pierre), Vienne.
VIGNAUX (Paul), Gers.
VILLON (Pierre), Allier.
VINATIER (Jean), Corrèze (7).
VITTER (Pierre), Haute-Saône.
VITTON (Roger de), Morbihan.
VIVIEN (Robert-André), Val-de-Marne (8).
VOILQUIN (Albert), Vosges.
VOISIN (Alban), Nord.
VOISIN (André-Georges), Indre-et-Loire.
VOLUMARD (Pierre), Isère (9).

(1) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat, le 20 juin 1969.
(2) Entré en fonction, le 7 août 1972, en remplacement de M. Germain, nommé membre du Gouvernement.
(3) Entré en fonction, le 20 octobre 1970, en remplacement de M. Chaban-Delmas, Premier Ministre.
(4) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. François Ortoli, nommé membre du Gouvernement.
(5) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Maurice Schumann, nommé membre du Gouvernement.
(6) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Robert-André Vivien, nommé membre du Gouvernement.
(7) Entré en fonction, le 23 septembre 1971, en remplacement de M. Montalat, décédé.
(9) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969, il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat, le 5 juillet 1972.
(9) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Jean-Marcel Jeanneney, nommé membre du Gouvernement.

W

MM.

WAGNER (Robert), Yvelines.
WEBER (Pierre), Meurthe-et-Moselle.
WEINMAN (Jacques), Doubs.
WESTPHAL (Alfred), Bas-Rhin.

Z

MM.

ZILLER (Pierre), Alpes-Maritimes (1).
ZIMMERMANN (Raymond), Haut-Rhin.

(1) Décédé le 17 décembre 1971.

LISTE DES DÉPUTÉS

PAR DÉPARTEMENTS

(Elections législatives des 23 et 30 juin 1968.)

I. — DÉPARTEMENTS DE LA MÉTROPOLE

Circonscription	
	AIN
1re ..	MM. BARBEROT (Paul).
2e ..	ANTHONIOZ (Marcel) (1) nommé membre du Gouvernement le 22 juin 1969.
3e ..	CARRIER (Michel) (remplaçant). de la VERPILLIÈRE (Guy).
	AISNE
1re ..	MM. SABATIER (Guy).
2e ..	BRICOUT (Edmond).
3e ..	BRUGNON (Maurice).
4e ..	CATALIFAUD (Albert) (1).
5e ..	ROSSI (André).
	ALLIER
1re ..	MM. ROLLAND (Hector).
2e ..	VEDRINES (Henri).
3e ..	VILLON (Pierre) (GINSBURGER Roger dit VILLON).
4e ..	PÉRONNET (Gabriel).
	ALPES (BASSES-)
1re ..	MM. MASSOT (Marcel).
2e ..	DELORME (Claude).
	ALPES (HAUTES-)
1re ..	MM. DIDIER (Emile) élu sénateur le 26 septembre 1971.
2e ..	DIJOUD (Paul) (1).
	ALPES-MARITIMES
1re ..	MM. BAREL (Virgile).
2e ..	MÉDECIN (Jacques).
3e ..	ICART (Fernand).
4e ..	AUBERT (Emmanuel).
5e ..	GISCARD D'ESTAING (Olivier).
6e ..	ZILLER (Pierre) décédé le 17 décembre 1971.
	NOILOU (Louis) (remplaçant).

Circonscription	
	ARDÈCHE
1re ..	MM. CORNET (Pierre) (1).
2e ..	TORRE (Henri).
3e ..	LIOGIER (Albert).
	ARDENNES
1re ..	MM. MEUNIER (Lucien).
2e ..	LEBON (André).
3e ..	SOURDILLE (Jacques).
	ARIÈGE
1re ..	MM. FAURE (Gilbert).
2e ..	SAINT-PAUL (André).
	AUBE
1re ..	MM. BRIOT (Louis).
2e ..	GALLEY (Robert) nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968.
	DELHALLE (Jacques) (remplaçant).
3e ..	GRANET (Paul).
	AUDE
1re ..	MM. GUILLE (Georges).
2e ..	VALS (Francis).
3e ..	CASSABEL (Jean-Pierre).
	AVEYRON
1re ..	MM. BOSCARY-MONSSERVIN (Roland) (1). élu sénateur le 26 septembre 1971.
2e ..	FABRE (Robert).
3e ..	DELMAS (Louis) (1) décédé le 4 février 1973.
	GABRIAC (Jean) (remplaçant).

N.B. — Voir ci-après la liste des députés élus aux élections partielles.
(1) Elu le 23 juin 1968.

Circonscription

BOUCHES-DU-RHONE

1re .. MM. COMITI (Joseph) nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968.
ARNAUD (Henri) (remplaçant).
2e .. LUCAS (Pierre).
3e .. DEFFERRE (Gaston).
4e .. BILLOUX (François) (1).
5e .. GARDEIL (Robert).
6e .. GARCIN (Edmond).
7e .. CERMOLACCE (Paul).
8e .. MASSE (Jean).
9e .. PHILIBERT (Louis).
10e .. RIEUBON (René).
11e .. PRIVAT (Charles).

CALVADOS

1re .. MM. BUOT (Henri).
2e .. BISSON (Robert) (1).
3e .. d'ORNANO (Michel) (1).
4e .. TRIBOULET (Raymond) (1).
5e .. STIRN (Olivier).

CANTAL

1re .. MM. CHAUVET (Augustin) (1).
2e .. POMPIDOU (Georges) (1) élu Président de la République le 15 juin 1969.
(2).

CHARENTE

1re .. MM. RETHORÉ (Raymond) (1).
2e .. MM. GAILLARD (Félix) décédé le 9 juillet 1970.
LAFON (Jean) (remplaçant).
3e .. ALLONCLE (Michel).

CHARENTE-MARITIME

1re .. MM. DECHARTRE (Philippe) (DUPRAT-GENEAU dit DECHARTRE) nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968.
DEHEN (Albert) (remplaçant).
2e .. BIGNON (Albert) (1).
3e .. BRUGEROLLE (André).
4e .. JOANNE (Louis).
5e .. de LIPKOWSKI (Jean-Noël) (1) nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968.
GRANDSART (Raymond) (remplaçant) décédé le 9 novembre 1971.

Circonscription

CHER

1re .. MM. BOISDÉ (Raymond) (1).
2e .. BOINVILLIERS (Jean).
3e .. PAPON (Maurice).

CORRÈZE

1re .. MM. MONTALAT (Jean) décédé le 22 septembre 1971.
VINATIER (Jean) (remplaçant).
2e .. CHARBONNEL (Jean) (1) nommé membre du Gouvernement le 6 juillet 1972.
CEYRAC (Charles) (remplaçant).
3e .. CHIRAC (Jacques) (1) nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968.
BELCOUR (Henri) (remplaçant).

CORSE

1re .. MM. BOZZI (Jean) (1).
2e .. GIACOMI (Pierre) (1).
3e .. de ROCCA SERRA (Jean-Paul) (1).

COTE-D'OR

1re .. MM. POUJADE (Robert) (1) nommé membre du Gouvernement le 7 janvier 1971.
BLAS (René) (remplaçant).
2e .. BERGER (Henry).
3e .. LECAT (Jean-Philippe) nommé membre du Gouvernement le 15 mai 1972.
MOINE (Henri) (remplaçant).
4e .. MATHIEU (Gilbert) (1).

COTES-DU-NORD

1re .. MM. CHARLES (Arthur).
2e .. PLEVEN (René) (1) nommé membre du Gouvernement le 22 juin 1969.
ROUXEL (Ernest) (remplaçant).
3e .. Mlle DIENESCH (Marie-Madeleine) (1) nommée membre du Gouvernement le 12 juillet 1968.
MM. GLON (André) (remplaçant).
4e .. OLLIVRO (Edouard).
5e .. BOURDELLES (Pierre).

CREUSE

1re .. MM. HARTY de PIERREBOURG (Ollvier).
2e .. CHANDERNAGOR (André).

(1) Elu le 23 juin 1968.
(2) M. Raynal (Pierre) : voir p. 29.

Circonscription

DORDOGNE

1re .. MM. GUÈNA (Yves) (1) nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968. GUICHARD (Claude) (remplaçant).
2e .. CAPELLE (Jean).
3e .. BEYLOT (Pierre).
4e .. JANOT (Pierre).

DOUBS

1re .. MM. WEINMAN (Jacques) (1).
2e .. BOULLOCHE (André).
3e .. FAURE (Edgar) (1) nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968. GENEVARD (Christian) (remplaçant).

DROME

1re .. MM. RIBADEAU DUMAS (Roger).
2e .. PIC (Maurice) élu sénateur le 26 septembre 1971 (2).
3e .. SIBEUD (Gérard).

ESSONNE

1re .. MM. FORTUIT (Jean-Claude).
2e .. BOSCHER (Michel).
3e .. MERCIER (Jacques).
4e .. HAMON (Léo) nommé membre du Gouvernement le 22 juin 1969. FRAUDEAU (Maurice) (remplaçant).

EURE

1re .. MM. de BROGLIE (Jean) (1).
2e .. LAINÉ (Jean) (1).
3e .. DELAHAYE (André).
4e .. TOMASINI (René) (1).

EURE-ET-LOIR

1re .. MM. GERBET (Claude).
2e .. THORAILLER (Edmond).
3e .. HOGUET (Michel) (1).

FINISTÈRE

1re .. MM. MICHELET (Edmond) nommé membre du Gouvernement le 22 juin 1969. BÉCAM (Marc) (remplaçant).
2e .. de BENNETOT (Michel).
3e .. de POULPIQUET (Gabriel) (1).
4e .. LELONG (Pierre).
5e .. CAILL (Antoine) (1).

Circonscription

6e .. Mme PLOUX (Suzanne).
7e .. MM. MIOSSEC (Gabriel).
8e .. PETIT (Jean-Claude).

GARD

1re .. MM. TONDUT (Paul).
2e .. POUDEVIGNE (Jean) (1).
3e .. ROUCAUTE (Roger).
4e .. JALU (Pierre).

GARONNE (HAUTE-)

1re .. MM. SANGUINETTI (Alexandre).
2e .. BAUDIS (Pierre).
3e .. MORON (Jacques).
4e .. DARDÉ (Jean).
5e .. DOUZANS (Jacques).
6e .. DUCOS (Hippolyte) décédé le 14 décembre 1970. GABAS (François) (remplaçant).

GERS

1re .. MM. VIGNAUX (Paul).
2e .. de MONTESQUIOU (Pierre) (1).

GIRONDE

1re .. MM. VALLEIX (Jean).
2e .. CHABAN-DELMAS (Jacques) (1) nommé Premier ministre le 20 juin 1969. CHABRAT (Jacques) (remplaçant) décédé le 26 juillet 1970 (3).
3e .. GRONDEAU (Jacques).
4e .. CASSAGNE (René) décédé le 12 novembre 1968. MADRELLE (Philippe) (remplaçant).
5e .. ACHILLE-FOULD (Aymar).
6e .. BRETTES (Robert).
7e .. CAZENAVE (Franck).
8e .. LAGORCE (Pierre).
9e .. BOULIN (Robert) (1) nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968. des GARETS (Bertrand) (remplaçant).
10e .. DELIAUNE (Gérard).

HAUTS-DE-SEINE

1re .. MM. L'HUILLIER (Waldeck) (1).
2e .. CHALANDON (Albin) nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968. LAVERGNE (Robert) (remplaçant).
3e .. TRICON (Emile).
4e .. PASQUA (Charles).
5e .. DEPREZ (Charles).

(1) Elu le 23 juin 1968.
(2) M. Michel (Henri) : voir p. 29.
(3) M. Velade (Jacques) : voir p. 29.

Circonscription		
6e	..	PERETTI (Achille).
7e	..	BARBET (Raymond).
8e	..	BAUMEL (Jacques) nommé membre du Gouvernement le 22 juin 1969.
		TOUTAIN (Jean-Marie) (remplaçant).
9e	..	LABBÉ (Claude).
10e	..	GORSE (Georges).
11e	..	DUCOLONÉ (Guy) (annulation de son élection par le Conseil constitutionnel le 3 octobre 1968) (2).
12e	..	MAZEAUD (Pierre).
13e	..	MAINGUY (Paul).

HÉRAULT

1re	.. MM.	COUVEINHES (René).
2e	..	CLAVEL (Georges).
3e	..	COLLIÈRE (André).
4e	..	LEROY-BEAULIEU (Pierre).
5e	..	BAYOU (Raoul).

ILLE-ET-VILAINE

1re	.. MM.	CRESSARD (Jacques).
2e	..	LE DOUAREC (François) (1).
3e	..	LASSOURD (Henri) (1).
4e	..	RENOUARD (Isidore) (1).
5e	..	COINTAT (Michel) (1) nommé membre du Gouvernement le 7 janvier 1971.
		BEAUVERGER (Auguste) (remplaçant).
6e	..	BOURGES (Yvon) (1) nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968.
		HAMELIN (Jean) (remplaçant).

INDRE

1re	.. MM.	GERBAUD (François).
2e	..	TISSANDIER (Maurice).
3e	..	MOUROT (Jean-Paul).

INDRE-ET-LOIRE

1re	.. MM.	ROYER (Jean) (1).
2e	..	LEPAGE (Pierre).
3e	..	BERTHOUIN (Fernand).
4e	..	VOISIN (André) (1).

ISÈRE

1re	.. MM.	PAQUET (Aimé) (1).
2e	..	JEANNENEY (Jean-Marcel) nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968.
		VOLUMARD (Pierre) (remplaçant).
3e	..	AYMAR (Robert).
4e	..	FAGOT (Alban).
5e	..	ROUSSET (David).
6e	..	BOYER (Jean).
7e	..	CATTIN-BAZIN (Maurice).

JURA

1re	.. MM.	FEIT (René).
2e	..	DUHAMEL (Jacques) nommé membre du Gouvernement le 22 juin 1969.
		JOUFFROY (Henri) (remplaçant).

LANDES

1re	.. MM.	MIRTIN (André) (1).
2e	..	LAVIEILLE (Henri).
3e	..	COMMENAY (Jean-Marie).

LOIR-ET-CHER

1re	.. MM.	SUDREAU (Pierre).
2e	..	CORRÈZE (Roger).
3e	..	CORMIER (Paul) décédé le 13 avril 1972.
		DESANLIS (Jean) (remplaçant).

LOIRE

1re	.. MM.	DURAFOUR (Michel).
2e	..	NEUWIRTH (Lucien).
3e	..	CHAZALON (André).
4e	..	CLAUDIUS-PETIT (Eugène).
5e	..	TERRENOIRE (Alain).
6e	..	RIVIÈRE (Paul).
7e	..	JACQUET (Michel).

LOIRE (HAUTE-)

1re	.. MM.	BARROT (Jacques).
2e	..	CHAZELLE (René).

LOIRE-ATLANTIQUE

1re	.. MM.	REY (Henry) nommé membre du Gouvernement le 22 juin 1969.
		BOLO (Alexandre) (remplaçant).
2e	..	DASSIÉ (Albert).
3e	..	MACQUET (Benoît).
4e	..	MAUJOÜAN du GASSET (Joseph).
5e	..	HUNAULT (Xavier) (1).
6e	..	CARPENTIER (Georges).
7e	..	GUICHARD (Olivier) (1) nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968.
		RABREAU (Michel) (remplaçant).
8e	..	RICHARD (Lucien) (1).

(1) Elu le 23 juin 1968.

(2) Réélu. Voir p. 29.

Circonscription

LOIRET

1re .. MM. DUVILLARD (Henri) (1) nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968.
CHASSAGNE (Jean-Baptiste) (remplaçant).
2e .. SALLÉ (Louis).
3e .. CHARIÉ (Pierre) (1) décédé le 12 mars 1973.
GIRARD (Gaston) (remplaçant).
4e .. DENIAU (Xavier) (1) nommé membre du Gouvernement le 6 juillet 1972.
FIGEAT (Robert) (remplaçant).

LOT

1re .. MM. FAURE (Maurice).
2e .. PONS (Bernard) nommé membre du Gouvernement le 22 juin 1969.
MURAT (Guy) (remplaçant).

LOT-ET-GARONNE

1re .. MM. CAILLEAU (Georges).
2e .. BEGUÉ (Guy).
3e .. SCHLOESING (Edouard).

LOZÈRE

1re .. MM. COUDERC (Pierre) (1).
2e .. de CHAMBRUN (Charles) (1).

MAINE-ET-LOIRE

1re .. MM. NARQUIN (Jean).
2e .. FOYER (Jean) (1) nommé membre du Gouvernement le 6 juillet 1972.
CHALOPIN (Jean) (remplaçant).
3e .. RIVAIN (Philippe) (1) décédé le 21 avril 1971.
BOUDON (Paul) (remplaçant).
4e .. HAURET (Robert) (1).
5e .. LE BAULT de la MORINIÈRE (René) (1).
6e .. LA COMBE (René) (1).

MANCHE

1re .. MM. GUILBERT (Raymond).
2e .. BIZET (Emile) (1).
3e .. BAUDOUIN (Henri) (1).
4e .. GODEFROY (Pierre) (1).
5e .. HÉBERT (Jacques) (1).

Circonscription

MARNE

1re .. MM. TAITTINGER (Jean) (1) nommé membre du Gouvernement le 7 janvier 1971.
CRESPIN (Roger) (remplaçant).
2e .. FALALA (Jean) (1).
3e .. DEGRAEVE (Jean) (1).
4e .. STASI (Bernard) (1).

MARNE (HAUTE-)

1re .. MM. FAVRE (Jean) (1).
2e .. DELONG (Jacques) (1).

MAYENNE

1re .. MM. BURON (Pierre) (1).
2e .. de GASTINES (Henri).
3e .. DENIS (Bertrand) (1).

MEURTHE-ET-MOSELLE

1re .. MM. SOUCHAL (Roger) se démet de son mandat de député le 19 mai 1970 (2).
2e .. JACSON (William) (1).
3e .. WEBER (Pierre) (1).
4e .. BICHAT (Jean) (1).
5e .. FOUCHET (Christian).
6e .. MARTIN (Hubert).
7e .. TRORIAL (Jacques) nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968.
RICHOUX (Robert) (remplaçant).

MEUSE

1re .. MM. JACQUINOT (Louis) (1).
2e .. BEAUGUITTE (André) (1).

MORBIHAN

1re .. MM. MARCELLIN (Raymond) (1) nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968.
GRIMAUD (Jean) (remplaçant).
2e .. BONNET (Christian) (1) nommé membre du Gouvernement le 6 juillet 1972.
Mme STÉPHAN (Yvonne) (remplaçant).
3e .. MM. LAUDRIN (Hervé) (1).
4e .. de POULPIQUET du HALGOUET (Yves) (1).
5e .. de VITTON (Roger de PEYRUS).
6e .. IHUEL (Paul).

(1) Elu le 23 juin 1968.
(2) M. Serven-Schreiber (Jeen-Jecquee) : voir p. 29.

Circonscription		
	MOSELLE	
1re ..	MM.	MONDON (Raymond) (1) nommé membre du Gouvernement le 22 juin 1969. NASS (Armand) (remplaçant).
2e ..		KÉDINGER (Pierre).
3e ..		ARNOULD (Léon).
4e ..		SCHNEBELEN (Maurice).
5e ..		SCHVARTZ (Julien) (1).
6e ..		COUMAROS (Jean).
7e ..		HINSBERGER (Etienne) (1).
8e ..		MESSMER (Pierre) (1) nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968. JARRIGE (Maurice) (remplaçant).
	NIÈVRE	
1re ..	MM.	BENOIST (Daniel).
2e ..		BOUCHACOURT (Jacques).
3e ..		MITTERRAND (François).
	NORD	
1re ..	MM.	ORTOLI (François) (1) nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968. VANCALSTER (Gabriel) (remplaçant).
2e ..		BILLECOCQ (Pierre) nommé membre du Gouvernement le 22 juin 1969. ROCHET (Hubert) (remplaçant).
3e ..		DANEL (Liévin) (1) décédé le 2 janvier 1968. LE MARC'HADOUR (Alain) (remplaçant).
4e ..		MENU (Robert).
5e ..		NOTEBART (Arthur).
6e ..		VANDELANOITTE (Robert).
7e ..		FRYS (Joseph).
8e ..		HERMAN (Pierre).
9e ..		BLARY (Henri) (1).
10e ..		SCHUMANN (Maurice) (1) nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968. VERKINDÈRE (Adrien) (remplaçant).
11e ..		DENVERS (Albert).
12e ..		CORNETTE (Maurice) (1).
13e ..		DAMETTE (Auguste) (1).
14e ..		ROGER (Emile).
15e ..		RAMETTE (Arthur).
16e ..		GERNEZ (Raymond).
17e ..		DURIEUX (Jean).
18e ..		BUSTIN (Georges).
19e ..		MUSMEAUX (Arthur).
20e ..		FIEVEZ (Henri).
21e ..		MOULIN (Arthur) (1).
22e ..		LEBAS (Bernard).
23e ..		VOISIN (Alban).

Circonscription		
	OISE	
1re ..	MM.	DASSAULT (Marcel) (1).
2e ..		NESSLER (Edmond).
3e ..		HERSANT (Robert).
4e ..		QUENTIER (René).
5e ..		BÉNARD (François) (1).
	ORNE	
1re ..	MM.	TERRENOIRE (Louis) (1).
2e ..		BOUDET (Roland).
3e ..		HALBOUT (Emile).
	PARIS	
1re ..	MM.	KRIEG (Pierre-Charles).
2e ..		DOMINATI (Jacques).
3e ..		CAPITANT (René) nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968. TIBERI (Jean) (remplaçant).
4e ..		BAS (Pierre).
5e ..		CALDAGUÈS (Michel).
6e ..		COUVE de MURVILLE (Maurice) (1). nommé Premier ministre le 10 juillet 1968. BOUSQUET (Raymond) (remplaçant).
7e ..		KASPEREIT (Gabriel) nommé membre du Gouvernement le 22 juin 1969. COLIBEAU (Raymond) (remplaçant).
8e ..		MARCUS (Claude).
9e ..		FANTON (André) nommé membre du Gouvernement le 22 juin 1969. MARQUET (Michel) (remplaçant).
10e ..		MARTIN (Claude).
11e ..		FREY (Roger) nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968. MAGAUD (Charles (remplaçant).
12e ..		BOURGOIN (Pierre) se démet de son mandat le 6 mai 1970 (2).
13e ..		MODIANO (Henri).
14e ..		GERMAIN (Hubert) nommé membre du Gouvernement le 6 juillet 1972. TURCO (Jean) (remplaçant).
15e ..		de GRAILLY (Michel).
16e ..		de la MALENE (Christian LUNET).
17e ..		MARETTE (Jacques).
18e ..	Mme	de HAUTECLOCQUE (Nicole).
19e ..	MM.	ROUX (Claude).
20e ..		HABIB-DELONCLE (Michel).
21e ..		STEHLIN (Paul).
22e ..		LAFAY (Bernard) (1) nommé membre du Gouvernement le 22 juin 1969. SANGLIER (Jacques) (remplaçant).
23e ..		de PRÉAUMONT (Jean).
24e ..		MISSOFFE (François).

(1) Elu le 23 juin 1968.
(2) M. de Bénouville : voir p. 29.

Circonscription		
25e	..	VALLON (Louis.
26e	..	LE TAC (Joël) (1).
27e	..	BERNASCONI (Jean).
28e	..	RUAIS (Pierre).
29e	..	RIVES-HENRYS (André RIVES de LAVAYSSE dit) démissionnaire de son mandat de député le 16 mai 1972.
30e	..	CARTER (Roland-Charles).
31e	..	MARCENET (Albert).

PAS-DE-CALAIS

1re	.. MM.	MOLLET (Guy).
2e	..	CHAMBON (Jean).
3e	..	BONNEL (Pierre) (1).
4e	..	BERAUD (Marcel) (1).
5e	..	DUMORTIER (Jeannil).
6e	..	COLLETTE (Henri) (1).
7e	..	VENDROUX (Jacques).
8e	..	CATRY (Benjamin).
9e	..	DUPONT-FAUVILLE (Hubert).
10e	..	ANDRIEUX (Maurice).
11e	.. Mme	PRIN (Jeannette) décédée le 6 avril 1970.
	MM	LUCAS (Henri) (remplaçant).
12e	..	DARRAS (Henri).
13e	..	DELELIS (André).
14e	..	DARCHICOURT (Fernand) décédé le 23 décembre 1968.
		PEUGNET (Alfred) (remplaçant).

PUY-DE-DOME

1re	.. MM.	BOULAY (Arsène).
2e	..	GISCARD d'ESTAING (Valéry) (1) nommé membre du Gouvernement le 22 juin 1969.
		MORELLON (Jean) (remplaçant).
3e	..	PLANEIX (Joseph).
4e	..	SAUZEDDE (Fernand).
5e	..	DUVAL (Michel).

PYRÉNÉES (BASSES-)

1re	.. MM.	SALLENAVE (Pierre).
2e	..	PLANTIER (Maurice).
3e	..	INCHAUSPÉ (Michel) (1) nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968.
		DUBOSQ (Franz) (remplaçant).
4e	..	MARIE (Bernard).

PYRÉNÉES (HAUTES-)

1re	.. MM.	BILLERES (René).
2e	..	THILLARD (Paul).

Circonscription		

PYRÉNÉES-ORIENTALES

1re	.. MM.	ALDUY (Paul).
2e	..	CONTE (Arthur) nommé Président-Directeur général de l'Office de radiodiffusion-télévision française le 19 juillet 1972, démissionnaire le 22 juillet 1972.

RHIN (BAS-)

1re	.. MM.	RADIUS (René) (1).
2e	..	BORD (André) (1) nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968.
		RICKERT (Ernest) (remplaçant).
3e	..	RITTER (Georges) (1).
4e	..	EHM (Albert) (1).
5e	..	LEHN (Gérard) (1).
6e	..	WESTPHAL (Alfred) (1).
7e	..	GRUSSENMEYER (François) (1).
8e	..	SPRAUER (Germain) (1).

RHIN (HAUT-)

1re	.. MM.	BOROCCO (Edmond) (1).
2e	..	BOURGEOIS (Georges) (1).
3e	..	JENN (Alphonse) (1).
4e	..	ZIMMERMANN (Raymond) (1).
5e	..	GISSINGER (Antoine) (1).

RHONE

1re	.. MM.	CAILLE (René).
2e	..	GUILLERMIN (Edouard).
3e	..	CHARRET (Edouard) (1).
4e	..	JOXE (Louis).
5e	..	COUSTE (Pierre-Bernard).
6e	..	HOUEL (Marcel).
7e	..	DANILO (Phlippe).
8e	..	MORISON (Pierre).
9e	..	RIVIERE (Joseph).
10e	..	DUCRAY (Gérard).

SAVOIE (HAUTE-)

1re	.. MM.	VITTER (Pierre) (1).
2e	..	BEUCLER (Jean-Jacques).

SAONE-ET-LOIRE

1re	.. MM.	MALAUD (Philippe) nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968.
		BUFFET (Romain) (remplaçant).
2e	..	DURAFFOUR (Paul).
3e	..	LACAGNE (Henri) (1).
4e	..	JARROT (André) (1).
5e	..	TREMEAU (Bernard).

(1) Elu le 23 juin 1968.

Circonscription		
SARTHE		
1re	MM.	CHAPALAIN (Jean-Yves).
2e		CHAUMONT (Jacques).
3e		DRONNE (Raymond).
4e		LE THEULE (Joël) (1) nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968.
5e		PAILLER (René) (remplaçant).
		d'AILLIÈRES (Michel) (1).
SAVOIE		
1re	MM.	DELACHENAL (Jean) (1).
2e		FONTANET (Joseph) nommé membre du Gouvernement le 22 juin 1969.
		PEIZERAT (Georges) (remplaçant).
3e		DUMAS (Pierre) (1) nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968.
		DURBET (Léopold) (remplaçant).
SAVOIE (HAUTE-)		
1re	MM.	BROCARD (Jean).
2e		PIANTA (Georges) (1).
3e		HERZOG (Maurice).
SEINE-MARITIME		
1re	MM.	DUSSEAULX (Roger).
2e		LARUE (Tony).
3e		LEROY (Roland).
4e		de SARNEZ (Olivier).
5e		BETTENCOURT (André) (1) nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968.
		CHEDRU (Georges) (remplaçant).
6e		GEORGES (Maurice) (1).
7e		DUROMEA (André).
8e		FOSSÉ (Roger) (1).
9e		OFFROY (Maurice-Raymond).
10e		DELATRE (Georges) (1).
SEINE-ET-MARNE		
1re	MM.	JACQUET (Marc) (1).
2e		RABOURDIN (Guy).
3e		FLORNOY (Bertrand) (1).
4e		PEYREFITTE (Alain) (1).
5e		JULIA (Didier).
SEINE-SAINT-DENIS		
1re	MM.	FAJON (Etienne).
2e		BERTHELOT (Marcelin).
3e		ROCHET (Waldeck) (1).
4e		NILÈS (Maurice) (1).

Circonscription		
5e		CALMEJANE (Robert).
6e		LOLIVE (Jean) décédé le 5 septembre 1968.
	Mme	CHONAVEL (Jacqueline) (remplaçant).
7e		ODRU (Louis).
8e		BALLANGER (Robert).
		VALENET (Raymond).
DEUX-SÈVRES		
1re	Mme	AYMÉ de la CHEVRELIÈRE (Marie-Madeleine) (1).
1re	MM.	FOUCHIER (Jacques) (1).
3e		BORDAGE (Augustin) (1).
SOMME		
1re	MM.	LAMPS (René).
2e		MASSOUBRE (Jean-Louis) (1).
3e		BIGNON (Charles).
4e		LEJEUNE (Max).
5e		LUCIANI (Emile) (1).
TARN		
1re	MM.	BRESSOLIER (Henry).
2e		LIMOUZY (Jacques) nommé membre du Gouvernement le 22 juin 1969
		DONNADIEU (Louis) (remplaçant).
3e		SPENALE (Georges).
TARN-ET-GARONNE		
1re	MM.	BONHOMME (Jean).
2e		VER (Antonin).
VAL-DE-MARNE		
1re	Mme	VAILLANT-COUTURIER (Marie-Claude).
2e	MM.	DUPUY (Fernand).
3e		GOSNAT (Georges) (1).
4e		GRIOTTERAY (Alain).
5e		BILLOTTE (Pierre) (1).
6e		NUNGESSER (Roland) (1).
7e		VIVIEN (Robert-André) nommé membre du Gouvernement le 22 juin 1969.
		VERNAUDON (Roland) (remplaçant).
8e		POIRIER (Jean-Marie).
VAL-D'OISE		
1re	MM.	PONIATOWSKI (Michel).
2e		RICHARD (Jacques).
3e		FEIX (Léon) (1).
4e		RIBIERE (René).
5e	Mme	TROISIER (Solange).

(1) Elu le 23 juin 1968.

Circonscription		
VAR		
1re	MM.	GAUDIN (Pierre).
2e		BENARD (Marlo).
3e		POUYADE (Pierre).
4e		BAYLE (Marcel).
VAUCLUSE		
1re	MM.	ROUX (Jean-Pierre).
2e		SANTONI (Georges).
3e		BERARD ((Jacques).
VENDÉE		
1re	MM.	CAILLAUD (Paul) (1).
2e		BOUSSEAU (Marcel) (1).
3e		MAUGER (Pierre).
4e		ANSQUER (Vincent) (1).
VIENNE		
1re	MM.	VERTADIER (Pierre) (1).
2e		ABELIN (Pierre).
3e		PEYRET (Claude) (1).
VIENNE (HAUTE-)		
1re	MM.	REGAUDIE (René).
2e		BOUTARD (Jacques).
3e		LONGEQUEUE (Louis).

Circonscription		
VOSGES		
1re	MM.	HOFFER (Marcel) (1).
2e		LEMAIRE (Maurice) (1).
3e		PONCELET (Christian) (1) nommé membre du Gouvernement le 6 juillet 1972.
		BOILEAU (André) (remplaçant).
4e		VOILQUIN (Albert) (1).
YONNE		
1re	MM.	SOISSON (Jean-Pierre).
2e		CHAMANT (Jean) (1) nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968.
		BARILLON (Georges) (remplaçant).
3e		PERROT (Gaston).
YVELINES		
1re	MM.	JAMOT (Michel).
2e		PALEWSKI (Jean-Paul).
3e		GODON (Gérard).
4e		CLOSTERMANN (Pierre) démissionnaire le 19 septembre 1969 (2).
5e		DESTREMAU (Bernard).
6e		WAGNER (Robert).
7e		RIBES (Pierre).
8e	Mme	THOME-PATENOTRE (Jacqueline).
TERRITOIRE DE BELFORT		
1re	MM.	TISSERAND (André).
2e		BAILLY (Jean-Marie) nommé membre du Gouvernement le 22 juin 1969.
		ROBERT (Paul) (remplaçant).

II. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Circonscription		
GUADELOUPE		
1re	MM.	HELENE (Léopold).
2e		LACAVE (Paul).
3e		FEUILLARD (Gaston).
GUYANE		
	M.	RIVIEREZ (Hector) (1).

Circonscription		
MARTINIQUE		
1re	MM.	PETIT (Camille) (1).
2e		CÉSAIRE (Aimé) (1).
3e		SABLÉ (Victor) (1).
LA RÉUNION		
1re	MM.	DEBRÉ (Michel) (1) nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968.
		SERS (Henry) (remplaçant).
2e		FONTAINE (Jean) (1).
3e		CERNEAU (Marcel) (1).

(1) Elu le 23 juin 1968.

(2) M. Rocard (Michel) : voir p. 30.

III. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Circonscription

COMORES

1re .. MM. MOHAMED (Ahmed) (1).

2e .. SAID IBRAHIM (Adeham) (1) élu Président du Conseil du Gouvernement du Territoire des Comores le 15 avril 1970 (2).

TERRITOIRE FRANÇAIS DES AFARS ET DES ISSAS

M. ABDOULKADER (Moussa Ali) (1).

Circonscription

NOUVELLE-CALÉDONIE ET DÉPENDANCES ET NOUVELLES-HÉBRIDES

M. PIDJOT (Roch) (1).

POLYNÉSIE FRANÇAISE

M. SANFORD (Francis) (3).

ILES WALLIS ET FUTUNA

M. BRIAL (Benjamin) (3).

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

M. VENDROUX (Jacques-Philippe) (1).

(1) Elu le 23 juin 1968.

(2) M. Dahalani : voir p. 30.

(3) Le premier tour des élections générales a eu lieu le 7 juillet 1968 dans ces territoires.

LISTE PAR DÉPARTEMENT DES DÉPUTÉS ÉLUS AUX ÉLECTIONS PARTIELLES

Circonscriptions

I. — DEPARTEMENTS DE LA METROPOLE

ALPES (HAUTES-)

1re .. M. Pierre BERNARD-REYMOND, élu le 5 décembre 1971, à la suite de l'élection au Sénat de M. Emile Didier.

AVEYRON

1re .. M. Jean BRIANE, élu le 5 décembre 1971, à la suite de l'élection au Sénat de M. Roland Boscary-Monsservin.

CANTAL

2e .. M. Pierre RAYNAL, élu le 21 septembre 1969, à la suite de l'élection de M. Georges Pompidou à la Présidence de la République.

CHARENTE-MARITIME

5e .. M. Jean-Noël de LIPKOWSKI, élu le 12 décembre 1971, à la suite du décès de M. Raymond Grandsart, son remplaçant.
M. Jean-Noël de Lipkowski étant resté membre du Gouvernement, M. Claude JOUSSEAUME, son remplaçant, entre en fonction le 13 janvier 1972.

DOUBS

3e .. M. Edgar FAURE, élu le 19 octobre 1969, à la suite de la démission de M. Christian Genevard, son remplaçant.
M. Edgar Faure ayant été nommé membre du Gouvernement le 7 juillet 1972, M. Christian GENEVARD, son remplaçant, entre en fonction le 7 août 1972.

DROME

2e .. M. Henri MICHEL, élu le 5 décembre 1971, à la suite de l'élection au Sénat de M. Maurice Pic.

Circonscriptions

GIRONDE

2e .. M. Jacques CHABAN-DELMAS, élu le 20 septembre 1970, à la suite du décès de M. Jacques Chabrat, son remplaçant.
M. Jacques Chaban-Delmas étant resté Premier Ministre, M. Jacques VALADE, son remplaçant, entre en fonction le 20 octobre 1970.

HAUTS-DE-SEINE

11e .. M. Guy DUCOLONÉ, élu le 15 décembre 1968, à la suite de l'annulation de son élection par le Conseil constitutionnel.

MEURTHE-ET-MOSELLE

1re .. M. Jean-Jacques SERVAN-SCHREIBER, élu le 28 juin 1970, à la suite de la démission de M. Roger Souchal.

MOSELLE

8e .. M. Pierre MESSMER, élu le 19 octobre 1969, à la suite de la démission de M. Maurice Jarrige, son remplaçant.
M. Pierre Messmer ayant été nommé membre du Gouvernement le 26 février 1971, M. Maurice JARRIGE, son remplaçant, entre en fonction le 26 mars 1971.

PARIS

12e .. M. Pierre de BENOUVILLE, élu le 14 juin 1970, à la suite de la démission de M. Pierre Bourgoin.

SARTHE

4e .. M. Joël LE THEULE, élu le 19 octobre 1969, à la suite de la démission de M. René Pailler, son remplaçant.

SAVOIE

3e .. M. Pierre DUMAS, élu le 19 octobre 1969, à la suite de la démission de M. Léopold Durbet, son remplaçant.

YONNE

2e .. M. Jean CHAMANT, élu le 19 octobre 1969, à la suite de la démission de M. Georges Barillon, son remplaçant.
M. Jean Chamant ayant été nommé membre du Gouvernement le 7 janvier 1971, M. Georges BARILLON, son remplaçant, entre en fonction le 8 février 1971.

YVELINES

4e .. M. Michel ROCARD, élu le 26 octobre 1969, à la suite de la démission de M. Pierre Clostermann.

II. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER

COMORES

2e .. M. Mohamed DAHALANI, élu le 12 juillet 1970, à la suite de l'élection de M. Saïd Ibrahim, Président du Conseil du Gouvernement du Territoire des Comores.

A

ABDOULKADER (Moussa Ali)

Député du Territoire français des Afars et des Issas
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôt :

Sa proposition de loi modifiant la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée territoriale du Territoire français des Afars et des Issas, n° 361 [10 octobre 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur sa proposition de loi tendant à modifier la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée territoriale du Territoire français des Afars et des Issas : *Donner à la circonscription d'Ali Sabieh la place qui lui revient au sein de la Chambre des députés du territoire ; harmonisation du découpage électoral du district de Djibouti avec la refonte accomplie sur le plan administratif par la Chambre des députés et par le Conseil du gouvernement local ; réorganisation du district de Djibouti ; équilibre entre les diverses circonscriptions électorales du territoire ; population étrangère à Djibouti* [17 octobre 1968] (p. 3359, 3360) ;

— du projet de loi relatif à l'état civil dans le Territoire français des Afars et des Issas : *Elaboration du projet ; respect de la coutume coranique* [9 mai 1972] (p. 1432) ;

— du projet de loi modifiant les articles 2, 6, 25 (alinéa 1er) et 30 de la loi n° 67-521 du 3 juillet 1967 relative à l'organisation du Territoire français des Afars et des Issas et l'article 2 (alinéa 1er) de la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée de ce territoire : *Ses précisions sur le vote de la proposition par la Chambre des députés du territoire* [12 octobre 1972] (p. 4106) ; *efficacité des institutions du territoire ; nécessité de rendre plus représentative la Chambre des députés locale et d'étoffer le Conseil de Gouvernement ; caractère libéral et démocratique de cette réforme* (p. 4109) ; En deuxième lecture : *Nécessité de réaliser un meilleur équilibre de la représentation des populations du territoire ; résultats des travaux de la mission d'identification des populations* [23 novembre 1972] (p. 5618, 5619).

ABELIN (Pierre)

Député de la Vienne
(2e circonscription)
P.D.M., puis N.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe Progrès et démocratie moderne [5 octobre 1972] (p. 3946).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Cesse d'appartenir à cette Commission [6 octobre 1972] (p. 3992).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [23 octobre 1968] (p. 3477).

Dépôts :

Sa proposition de résolution tendant à modifier l'article 134 du règlement, **n° 32** [12 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à créer une allocation familiale en faveur des orphelins, **n° 165** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi portant création et organisation des régions, **n° 1586** [18 décembre 1970].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Importance des dépenses improductives de l'Etat ; rigidité de certaines structures ; insuffisance du pouvoir d'achat d'un grand nombre de salariés ; déficit budgétaire ; problème de l'emploi ; coopération entre le Gouvernement, sa majorité et ceux qui ne sont pas de la majorité ; importance primordiale de l'emploi ; accroissement de la consommation ; politique des investissements ; crédit hôtelier ; nécessité de maintenir une politique de structuration et de restructuration économique ; création d'un institut national d'investissement comparable à l'I.R.I. italien (Institut pour la reconstruction industrielle) ; problème agricole ; suppression des crédits correspondant à la deuxième génération de la force de frappe ; nature des dépenses publiques ; situation des artisans ; problème des collectivités locales ; construction européenne ; planification à l'échelle européenne ; harmonisation européenne ; sur le plan fiscal et monétaire* [18 juillet 1968] (p. 2320 à 2322) ;

— du projet de loi relatif aux salaires des ouvriers et techniciens à statut ouvrier du Ministère des Armées : *Reconversion de la manufacture d'armes de Châtellerault ; conséquence du départ des bases américaines* [19 juillet 1968] (p. 2385) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Retrait de la France de l'O.T.A.N. son refus de toute forme de supranationalité ; entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté ; plan Harmel ; ses observations sur la technologie et les brevets ; pouvoirs des institutions communes résultant du Traité de Rome ; fonctionnement du Conseil des Ministres ; demande à quoi aboutissent les efforts déployés par notre diplomatie pour favoriser la libéralisation des pays de l'Est européen ; portée de nos ambitions en Amérique latine ; lutte contre la primauté du dollar ; traité franco-allemand ; ses observations sur la Tchécoslovaquie ; progression de la flotte soviétique en Méditerranée ; implantation de l'U.R.S.S. en Egypte et à Aden ; construction de l'Europe* [7 novembre 1968] (p. 4095, 4096) ; ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi : *Nombre des collectifs en 1968 ; son abstention* [19 novembre 1968] (p. 4737, 4738) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Politique gouvernementale ; plan de stabilisation ; crise de l'emploi ; causes de la crise de mai et de novembre ; conséquences d'une dévaluation du franc ; mesures proposées par le Gouvernement ; taux de la T.V.A. ; mesures prévues en faveur des collectivités locales ; situation des agriculteurs qui sont présentement au forfait ; modifications du S.M.I.G. ; situation des entreprises ; tarifs des services publics ; effets mécaniques de l'augmentation de la T.V.A. ; situation des vieillards ; ses observations sur la S.N.C.F. ; rapport Nora ; expansion économique ; contrôle des changes ; contrôle des prix ; charge fiscale ; nécessité d'une fiscalité moderne ; découvert du budget ; unification des législations fiscales ; création d'une unité monétaire européenne ; sanctions à l'encontre des spéculateurs* [27 novembre 1968] (p. 4877 à 4879).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la

région et du Sénat : *Procédure suivie par le Gouvernement ; composition du Sénat ; mode d'élection de ses membres ; atteinte portée à la Constitution ; compétence du Sénat ; saisine du Sénat ; représentation des forces économiques et sociales ; rôle du Conseil économique et social ; contrôle de l'exécutif de la Commission des finances du Sénat ; aspect politique de la réforme* [13 décembre 1968] (p. 5475, 5476).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre fiscal, Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article* [17 décembre 1969] (p. 2324) ; *Ses observations sur son amendement* (p. 2324) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Art. 22 : *Problème de l'engagement des dépenses ; signification du vote du budget ; rôle de la Commission des finances* [30 octobre 1969] (p. 3079, 3080) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Ses observations sur le VIe Plan ; objectifs du Ve Plan ; évolution de la production intérieure brute et de la consommation des ménages ; investissements productifs au cours du Ve Plan ; excès des dépenses improductives ; ses observations sur le département de la Vienne ; et de l'administration ; pouvoirs d'enquête construction des C.E.G. ; plan-calcul ; conditions de la coordination avec d'autres pays européens ; action de la D.A.T.A.R. ; prêts du F.I.A.T. ; limites de la décentralisation industrielle ; ses observations sur la Bretagne ; crédits d'intervention affectés à la rénovation rurale ; ses observations sur l'aérotrain* [7 novembre 1969] (p. 3516, 3517).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Echec du Ve Plan d'équipement ; insuffisance structurelle ; balance commerciale française ; problème du chômage ; question des prix ; taux de la T.V.A. ; ses observations sur le taux de progression de 6 % par an ; conséquence du blocage des crédits ; blocage des crédits affectés à la formation professionnelle accélérée ; contrôle des changes ; financement des investissements indispensables au développement économique ; investissement public ; projet de l'aérotrain ; participation des salariés à la marche des grandes entreprises ; politique des revenus ; impôt direct ; impôt sur le revenu ; sécurité sociale ; probleme de l'agriculture ; organisation des marchés ; aménagement du territoire ; ses observations sur les options du VIe Plan* [13 mai 1970] (p. 1668 à 1670).

Prend part à la discussion générale sur le projet de loi de finances pour 1971 : *Conséquences de la dévaluation ; réductions budgétaires sur les dépenses d'équipement ; majoration de l'impôt sur le revenu : consommation intérieure ; situation des industries d'équipement ; hausse des prix d'intervention ; chômage des jeunes ; crédits concernant les interventions sociales ; écart entre les revenus des Français ; nécessité de diminuer les charges improductives* [21 octobre 1970] (p. 4455) ; *problème de la coordination de l'air, du rail et de la route ; décentralisation administrative ; problème de l'engagement de la dépense ; équipement sociaux ; nécessité de rénover la fiscalité ; spéculation foncière ; possibilité de se soustraire à tout droit de succession par la détention de certains emprunts ; institution d'une sorte de taxe sur les biens acquis ou possédés* (p. 4456) ; Son rappel au règlement : *Ses observations sur le déroulement des débats budgétaires pendant que se tient le Conseil des Ministres* (p. 4457) ; Première partie, Art. 37 : *Sa non-participation au vote* [22 octobre 1970] (p. 4580) ; Deuxième partie, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Boulloche relatif à la publicité des déclarations d'impôts (projet de loi de finances pour 1971)* [27 octobre 1970] (p. 4765).

Prend part à la discussion du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales : *Caractère du texte en discussion ; tutelle administrative exercée par les préfets ; ses observations sur le concept de l'« Etat nation »* [25 novembre 1970] (p. 5906) ; *question des subventions ; contraintes que constituent les normes imposées par des services de l'administration centrale ; syndicats de communes ; nécessité de créer des unités communales valables ; problème de la fiscalité ; ses observations sur la taxe foncière et l'impôt sur les carburants ; réforme régionale* (p. 5907).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun ; opinion de M. Robert Schuman sur ce problème* [9 juin 1971] (p. 2611) ; *Conférence de La Haye ; autorité*

du Président de la République en matière de politique étrangère ; plan Werner ; limitation du rôle de la Commission ; problème de la livre sterling ; intérêt de la participation britannique en matière de défense (p. 2612) ; *attitude des Etats-Unis à l'égard de la Communauté ; problème des pays sous-occupés* (p. 2613).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Conceptions du Plan ; problème du financement* [17 juin 1971] (p. 3031) ; *harmonisation des grandes décisions économiques du secteur privé avec les objectifs nationaux ; turbotrain ; conditions d'une véritable planification ; participation des salariés aux décisions de l'entreprise* (p. 3032).

Mise au point au sujet de son vote sur le budget des Anciens combattants et Victimes de guerre [27 octobre 1971] (p. 4969).

Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. L 663-7 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement (majoration du taux en raison du conjoint)* [17 mai 1972] (p. 1617).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : explication de vote sur la motion de censure : *Ne vote pas la motion de censure ; n'approuve ni le Programme commun de la gauche, ni le Gouvernement* [5 octobre 1972] (p. 3944).

ACHILLE-FOULD (Aymar)

Député de la Gironde
(5[e] circonscription)
P.D.M.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est nommé vice-président de cette Commission [5 avril 1972] (p. 804).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale [8 novembre 1968] (p. 4217) ;

— membre de la Commission de contrôle de la gestion de l'Office de radiodiffusion-télévision française [20 décembre] (p. 7023).

Dépôts :

Sa proposition de loi portant interdiction et dissolution des associations ou groupements de fait provoquant à la haine raciste, n° 131 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à proroger la durée d'application des dispositions transitoires prévues aux articles 7 et 8 de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, n° 302 [3 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822), III. — Coopération, n° 838 [17 octobre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376), III. — Coopération, n° 1397 [14 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de de loi de finances pour 1972 (n° 1993), III. — Coopération, n° 2012 [8 octobre 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le proje tde loi de finances pour 1973 (n° 2582), III. — Coopération (crédits du Ministère des Affaires étrangères — Coopération), n° 2587 [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 6 : *Liberté de la presse ; régime fiscal des entreprises de presse ; conséquence de l'introduction de la publicité à l'O.R.T.F.* [23 octobre 1968] (p. 3500, 3501) ; Après l'Art. 16 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « les droits de circulation sur les vins sont supprimés. La perte de recette est compensée par une taxe sur les alcools, les vins, les jus de raisin, moûts et moûts concentrés en provenance des pays tiers »* [24 octobre 1968] (p. 3547, 3548) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, TRANSPORTS - MARINE MARCHANDE : *Problèmes de la marine marchande ; situation de notre flotte marchande ; problèmes de l'emploi ; possibilité d'envisager un débat sur les problèmes de la marine marchande* [31 octobre 1968] (p. 3785, 3786); *sa question de savoir si le Gouvernement n'a pas l'intention de transférer vers le Nord des activités de construction navale ; problème de la région d'Aquitaine* (p. 3790) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Expansionnisme russe ; ses observations sur le Nigeria et le Biafra ; ses observations sur une discussion au Parlement britannique mettant directement la France en cause dans les livraisons d'armes qui s'effectuent à partir du Gabon et de la Côte-d'Ivoire* [7 novembre 1968] (p. 4074, 4075) ; *ses observations sur les paroles de M. Debré ; marine soviétique en Méditerranée ; question d'une prochaine présence russe à Mers-el-Kébir ; problème du Moyen-Orient ; possibilité pour la France de prendre l'initiative d'une conférence circumméditerranéenne* (p. 4075, 4076) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : II. — INFORMATION ET O.R.T.F. : *Ses observations sur les sociétés de rédacteurs ; diffusion de la publicité à la télévision ; association du Parlement aux tables rondes chargées d'étudier l'influence de l'accroissement du temps de la publicité à la télévision ; lourdeur des structures de l'O.R.T.F. ; réforme de l'O.R.T.F. ; situation du personnel après les grèves* [19 novembre 1968] (p. 4710 à 4712).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur la politique militaire : *Ses observations sur la marine ; son importance ; déplacement en Méditerranée de quelques bâtiments soviétiques ; répartition en pourcentage des moyens de la marine dans l'enveloppe globale des Armées* [5 décembre 1968] (p. 5146, 5147) ;

— sur la déclaration du Gouvernement : *Ses observations sur le référendum ; élection de M. Georges Pompidou à la Présidence de la République ; politique extérieure ; rapprochements à l'égard des pays de l'Est ; nos relations avec les Etats-Unis et le Moyen-Orient ; embargo sur les fournitures d'armes à Israël ; nécessité de relancer l'Europe ; problème de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun ; coordination des transports ; ses observations sur la recherche et la technologie ; défense commune de l'Europe ; coopération avec l'outre-mer ; épanouissement de nos libertés ; nécessité d'une information objective ; réforme régionale ; problème de la participation ; responsabilités de l'Etat et de l'administration ; définition d'une politique industrielle ; aide aux activités de pointe et de recherche scientifique appliquée ; amélioration de la formation professionnelle ; restructuration de notre industrie ; problèmes de l'agriculture ; revision de notre politique fiscale ; rôle du Plan ; politique sociale* [26 juin 1969] (p. 1742 à 1744).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission spéciale sur la proposition de résolution tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale, Art. 50 du Règlement : *Son amendement tendant à compléter les modifications proposées pour cet article par un nouveau paragraphe : « la Conférence des Présidents peut proposer à l'Assemblée de tenir d'autres séances en dehors de celles prévues à l'alinéa 3 sur proposition du Premier Ministre, du Président de l'Assemblée Nationale ou d'un Président d'une Commission permanente saisie au fond »* [23 octobre 1969] (p. 2884) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Ses observations sur les paroles du Premier Ministre ; durée des programmes ; émissions en couleur ; problème du rayonnement extérieur et de la coopération ; assujettissement de l'Office au régime fiscal de droit commun ; organisation de l'Office ; nécessité de rendre plus commercial l'O.R.T.F. ; compétition entre les deux chaînes sur le plan de l'information ; ses observations sur les nouveaux statuts ; organisation des stations régionales ; problème de la publicité ; ses observations sur la Commission présidée par M. Paye ; ses observations sur la proposition de loi du groupe Progrès et démocratie moderne* [21 novembre 1969] (p. 4219 à 4221) ; Après l'Art. 49 : *Destination des fonds libérés par l'amendement de M. Dijoud* (p. 4232) ; TAXES PARAFISCALES : *Propagande en faveur de la production d'alcools et de vins ; exportation du vin et des produits alcooliques* [22 novembre 1969] (p. 4275) ; *situation des éleveurs de volaille ; réorganisation de la profession* (p. 4275) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969, Après l'Art. 10 : *Problème du sucrage des vins ; situation des viticulteurs ; promesse de M. Pisani* [9 décembre 1969] (p. 4727,4728) ; *son sous-amendement tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe I de l'amendement du Gouvernement, à remplacer les mots : « dans la limite des 4 % des quantités reçues » par les mots : « dans la limite des 6 % des quantités reçues » et dans le troisième alinéa du même paragraphe à remplacer : « est portée à 8 % pour l'année 1970, à 6 % pour l'année 1971 » par les mots : « est portée à 12 % pour l'année 1970, à 8 % pour l'année 1971 et à 6 % pour l'année 1972 »* (p. 4728) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4729).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Drame du Moyen-Orient ; problème du Vietnam ; objectifs de la France ; défense de la paix ; poursuite de la politique de neutralité active en Méditerranée et dans le Sud-Est asiatique ; solidarité vis-à-vis de l'Afrique et du tiers monde ; initiatives du Président Pompidou à La Haye ; absence d'une flotte nationale ; vente de Mirages à la Libye ; ses observations sur la politique d'embargo ; relations amicales de la France avec chacun des pays méditerranéens ; ses observations sur le discours de Phnom-Penh ; coopération avec certains pays d'Afrique ; conséquence du conflit nigérian ; ses observations sur les conférences de Yaoundé ; stabilisation des prix des matières premières ; organisation d'une meilleure coopération de nos jeunes; multilatéralisation de l'aide ; ses observations sur le Marché commun ; retour de la France dans l'Union occidentale européenne ; négociations avec la Grande-Bretagne ; ses observations sur l'Europe agricole ; nécessité de consolider la construction de l'Europe économique et de faire de l'Europe une réalité politique* [28 avril 1970] (p. 1327 à 1329).

Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme du régime des poudres et substances explosives : *Ses observations sur le Traité de Rome ; cas de la poudrerie de Saint-Médard ; amélioration du texte initial du Gouvernement par la Commission ; statut du personnel ; situation des ouvriers de l'ancienne poudrerie de Limoges* [26 mai 1970] (p. 1933) ; Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement de Mme Ploux* (p. 1948).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au désencadrement du crédit [29 mai 1970] (p. 2149, 2150).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de programme relative aux équipements militaires de la période 1971-1975 : *Rôle de la marine ; sous-marins nucléaires ; retard pris dans la construction des cinq sous-marins nucléaires lanceurs d'engins ; charges de fonctionnement et de personnel ; problème des investissements ; ses observations sur le sous-marin nucléaire d'attaque ; responsabilité de la France à l'égard des départements et territoires d'outre-mer ; construction d'avisos de 1.200 tonnes* [8 octobre 1970] (p. 4188, 4189) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1971, Art. 13 : *Taxe sur les logements ; application de la T.V.A. sur les vins de consommation courante ; situation des vins français au sein du marché européen* [22 octobre 1970] (p. 4537) ; Deuxième partie : CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Mise au point au sujet de son vote sur l'article 37 du projet de loi de finances pour 1971* [27 octobre 1970] (p. 4765) ; *nécessité de mettre en chantier un programme de vedettes rapides ; moyens en personnel de la marine ; ses observations sur le cinquième sous-marin nucléaire lanceur d'engins* (p. 4773, 4774) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de Rapporteur pour avis : *Montant du budget de la Coopération ; stabilité de l'effort français en cette matière ; évolution politique de l'Afrique ; ses observations sur la Côte-d'Ivoire, le Sénégal, le Cameroun, le Dahomey, le Congo-Brazzaville et la République centrafricaine ; pertes subies par le corps expéditionnaire français au Tchad* [5 novembre 1970] (p. 5191) ; *problème de l'aide directe en matériel militaire ; détermination de la France à réaliser son plan de désengagement des forces d'intervention ; accords de défense signés par la France avec un certain nombre de pays africains ; situation au Nigeria ; organisation de la Communauté africaine et malgache ; ses observations sur les aides directes ; problème de l'aide privée ; système de garantie contre les risques politiques ; bilatéralisme devant être le complément d'une aide multilatérale organisée ; ses observations sur le fait que la coopération ne doit plus être limitée aux seuls horizons de la francophonie* (p. 5192) ; *ses observations*

sur la politique de continuité du Gouvernement (p. 5207) ; *ses observations sur l'Europe ; Conférence de La Haye ; ses observations sur la trilogie : achèvement, approfondissement et élargissement de l'Europe ; lien entre l'intégration économique et l'unification politique ; renforcement de la solidarité monétaire ; entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun ; attitude de la France vis-à-vis des « super-grands » ; indépendance de notre politique ; ses observations sur les propos du Président Nixon devant l'Assemblée générale de l'O.N.U.* (p. 5207 à 5209) ;

— sur la motion de censure : *Causes du malaise actuel ; attitude du groupe Progrès et démocratie moderne ; abus dénoncés par le rapport de la Cour des comptes ; problème de la jeunesse* [20 avril 1971] (p. 1269, 1270).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au prix des carburants [23 avril 1971] (p. 1417).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes, Art. 1er : *Son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « dans un délai de six mois » les mots : « dans un délai de deux ans »* [2 juin 1971] (p. 2283) ; *délai envisagé pour la concrétisation de la réforme* (p. 2283) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa de cet article : « Les communes dont la population, les dimensions et les moyens sont suffisants pour assurer leur autonomie et leur développement »* (p. 2285) ; *ses observations sur son amendement ; retrait de celui-ci* (p. 2285, 2286) ; Art. 2 : *Composition de la Commission d'élus* (p. 2286) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du premier alinéa de cet article : « une commission d'élus spécialement constituée à cet effet dans chaque département est chargée de dresser pour l'ensemble du département... »* (p. 2287) ; *rôle du préfet et du conseil général* (p. 2288, 2289) ; *retrait de son amendement* (p. 2289) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du sixième alinéa de cet article : « de 10 maires »* (p. 2291) ; *composition de la commission d'élus* (p. 2291) ; *son amendement tendant, dans la deuxième phrase du sixième alinéa de cet article à supprimer les mots : « leur nombre ainsi que »* (p. 2292) ; *son amendement tendant après le sixième alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa : (consultation par la commission des conseillers généraux et des maires concernés)* (p. 2293) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2293) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article après les mots : « de regroupements de communes »à insérer les mots : « ou de syndicats de communes »* (p. 2294) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2294) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : (modifications des limites des cantons)* (p. 2295) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2295) ; Après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (soumission au conseil général du projet départemental de regroupement communal)* (p. 2296) ; Art. 3 : *Ses observations sur cet article* (p. 2296) ; Art. 7 : *Son amendement tendant : 1° dans le cinquième alinéa du paragraphe I de cet article à substituer aux mots : « d'adjoint spécial » les mots : « de maire adjoint » ; 2° en conséquence, à faire diverses substitutions* [3 juin 1971] (p. 2326) ; *retrait de son amendement* (p. 2326) ; *son amendement tendant, dans le paragraphe III de cet article à substituer aux mots : « après avis » les mots : « sur avis conforme »* (p. 2328) ; *retrait de son amendement* (p. 2328) ; Après l'art. 7 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux, la nouvelle commune fusionnée comptera le même nombre d'électeurs sénatoriaux que l'ensemble des communes avant leur fusion »* (p. 2331) ; Après l'Art. 10 : *Son amendement identique à celui déposé après l'article 7* (p. 2336) ; ses explications de vote : *Indépendance et autonomie réelles des communes ; réforme des finances locales* (p. 2345) ;

— du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur : *Ses observations sur les paroles de M. Dronne* [21 juin 1971] (p. 3163) ; ses explications de vote (p. 3193) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : CRÉDITS MILITAIRES : *Importance de la stratégie maritime ; utilité de notre milieu marin pour notre outil de dissuasion nucléaire ; étendue de nos eaux territoriales ; constitution d'équipages entraînés capables de mettre en œuvre le capital des bâtiments de guerre* [2 novembre 1971]

(p. 5181) ; *problème des volontaires pour l'embarquement à bord des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins ; réalisation du programme des bâtiments de surface ; situation de nos coopérants ; utilisation des arsenaux ; tâches civiles des arsenaux militaires* (p. 5182) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION, en qualité de *Rapporteur pour avis : Rôle de la France en matière de coopération ; nécessité d'abandonner toute conception trop nationaliste de l'aide de la France ; nécessité de pluriannualiser cette aide ; système des garanties d'investissement ; possibilité d'envisager des contrats types revisables d'un commun accord entre les parties* [3 novembre 1971] (p. 5216, 5217) ; *entrée de la Chine à l'Organisation des Nations unies* (p. 5236) ; *entrée de la Grande-Bretagne dans l'Europe ; problème de la défense ; dégagement progressif des Etats-Unis ; responsabilités du monde nouveau qui se dessine sous nos yeux ; Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement* (p. 5237) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Situation des personnels de l'O.R.T.F. ; recours aux pigistes permanents* [8 novembre 1971] (p. 5499) ; *montant de la redevance ; contrôle de l'équilibre financier de l'Office ; émissions régionales ; relations de la presse écrite et de l'O.R.T.F. ; problème de la publicité* (p. 5500) ; INFORMATION : Son rappel au règlement : *Ses observations sur le déroulement du débat* [9 novembre 1971] (p. 5538) ; *liberté de la presse ; prix de revient d'un journal* (p. 5539) ; *situation des journalistes ; constitution de sociétés de journalistes ; possibilité de constituer une commission tripartite sur le problème de l'information* (p. 5540) ; Commission mixte paritaire : *Distinction entre les grands crus viticoles et les crus moyens* [15 décembre 1971] (p. 6803) ;

— du projet de loi portant statut général des militaires, Art. 9 : *Liberté d'expression des militaires ; associations d'anciens élèves ; cas des sous-officiers et officiers mariniers* [3 mai 1972] (p. 1279, 1280) ; Art. 20 : *Sa confiance en l'autorité du Ministre d'Etat chargé de la Défense nationale* (p. 1290, 1291) ; en deuxième lecture : *Situation du corps des officiers mariniers et des marins* [14 juin 1972] (p. 2452).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale avec débat relative à l'O.R.T.F. [10 mai 1972] (p. 1482) : *Nécessité d'une réforme profonde de l'O.R.T.F. ; rapport Paye ; autonomie indispensable de l'Office ; rôle des commissions spéciales ; présentation par le Gouvernement d'un plan de réforme avant la fin de la session* (p. 1485, 1486, 1487, 1494).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale, ses explications de vote : *Ses observations sur la haute administration ; libéralisation de l'O.R.T.F.* [24 mai 1972] (p. 1871) ; *rapports entre l'Assemblée Nationale et le Gouvernement ; cohésion de la majorité* (p. 1872).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de loi portant interdiction et dissolution des associations ou groupements de fait provoquant la haine raciste et les propositions de loi de M. Edouard Charret tendant à la répression des discriminations raciales et de la provocation à la haine raciste ; de M. Andrieux portant modification des articles 187 et 416 du Code pénal et tendant à réprimer pénalement la ségrégation ou les discriminations raciales ; de M. Robert Ballanger tendant à réprimer la provocation à la haine raciste et à rendre plus efficace la législation sur la répression des menées racistes et antisémites ; de M. Andrieux tendant à l'interdiction et à la dissolution des associations ou groupements de fait incitant à la haine raciste ; de M. Chazelle tendant à compléter ou modifier les articles 187 et 416 du Code pénal afin de réprimer les actes de discrimination ou de ségrégation raciales ou religieuses : *Ses observations sur l'accord intervenu entre le Gouvernement et la Commission* [7 juin 1972] (p. 2281, 2282) ;

— du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française : *Maintien du monopole et de l'autorité de l'Etat à travers les structures nouvelles ; qualité des émissions ; rôle de l'information ; ses observations sur France-Inter* [15 juin 1972] (p. 2523) ; *moralisation des relations de l'O.R.T.F. avec l'extérieur ; indépendance du président-directeur général ; situation du personnel de l'O.R.T.F. ; problème de l'objectivité ; relations des directeurs de chaînes et des directeurs des unités d'information*

(p. 2524) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à modifier cet article* [16 juin 1972] (p. 2586) ; *rôle de l'Office de radiodiffusion-télévision française ; retrait de son amendement* (p. 2586) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la fin de cet article : « étant précisé que les programmes intéressant l'éducation et la formation pourront être définis par les ministères compétents dans ce domaine »* (p. 2602) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Stasi et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 175 du Code de la famille et de l'aide sociale en vue d'étendre la priorité accordée en matière de marchés publics à certains organismes de travailleurs handicapés, Art. 1er : *Son amendement tendant après les mots : « de cirages et encaustiques » à insérer les mots : « et autres produits d'hygiène et d'entretien »* [28 juin 1972] (p. 2966).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : ses explications de vote sur la motion de censure : *Place des P.D.M. au sein de la majorité ; artisans et commerçants ; décret d'application des lois à caractère social ; libertés* [5 octobre 1972] (p. 3936).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale avec débat relative au remboursement de la T.V.A. aux collectivités locales [20 octobre 1972] (p. 4273).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au sommet européen [27 octobre 1972] (p. 4466, 4467).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur pour avis* pour la Coopération : *Evolution politique de l'Afrique francophone depuis un an (Madagascar, Dahomey, Burundi, Cameroun) ; compagnie Air Afrique ; troisième convention de Yaoundé prévue pour 1975 ; nécessité de globaliser les relations entre l'Europe et l'Afrique et, pour la France, d'envisager la « ligne Maginot de la francophonie en Afrique »* [15 novembre 1972] (p. 5251) ; *insuffisance de la garantie accordée par l'assurance actuelle aux industriels français qui investissent en Afrique ; coopération de la Chine ; aides interafricaines ; reproches d'aide liée et de néocolonialisme ; bilatéralisation européenne de la coopération* (p. 5252).

AILLIÈRES (Michel d')

Député de la Sarthe
(5e circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est nommé vice-président de cette Commission [3 avril 1969] (p. 851), [3 avril 1970] (p. 750), [6 avril 1971] (p. 923), [5 avril 1972] (p. 804).

Est nommé :

— membre du Comité des prix de revient des fabrications d'armement [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale [17 septembre 1969] (p. 2335) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de finances pour 1969 œuvre de l'actionnariat du personnel à la Société nationale industrielle aérospatiale et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation [20 décembre 1972] (p. 6416).

Dépôts :

Son avis présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341), I. — Ministère des Armées. — Titre III, n° 395 [25 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi (n° 369) tendant à ramener à un an la durée du service militaire, n° 460 [18 novembre 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 622), modifiant la

loi du 9 avril 1935 fixant le statut du personnel des cadres actifs de l'armée de l'air, **n° 751** [27 juin 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822), I. — Ministère d'Etat chargé de la Défense nationale. — Titre V, **n° 839** [17 octobre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances rectificatives pour 1969 (n° 904), **n° 950** [9 décembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 892) autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement espagnol relative au service national des doubles-nationaux, signée à Madrid le 9 avril 1969, **n° 1106** [28 avril 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1131) relatif à l'Ecole polytechnique, **n° 1179** [28 mai 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1244), rejeté par le Sénat, relatif à l'Ecole polytechnique, **n° 1251** [17 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1273), modifiée par le Sénat, en deuxième lecture, relatif à l'Ecole polytechnique, **n° 1283** [24 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi tendant à la création d'une commission chargée d'examiner les problèmes posés par l'application aux fonctionnaires militaires d'une indemnité familiale de résidence, **n° 2161** [17 décembre 1971].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 145 du règlement, au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées à la suite d'une mission à Madagascar, aux Comores, à la Réunion et à Djibouti, en juillet 1971, **n° 2184** [18 décembre 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie, articles additionnels : *Cas des objecteurs de conscience* [23 juillet 1968] (p. 2486) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, DÉPENSES MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, en qualité de Rapporteur pour avis : *Augmentation des soldes et des salaires ; fonctionnement des armées ; crédits d'entretien du matériel et des immeubles ; ses observations sur les carburants ; problème de l'instruction ; service national ; libération, par anticipation, d'une fraction du contingent ; nécessité de revoir les programmes d'instruction ; problème des sursis ; ses observations sur les engagements ; situation des personnes militaires et civiles ; cas des sous-officiers ; revalorisation du « prêt du soldat » ; cas des officiers d'administration ; problème des personnels de la gendarmerie ; son adhésion à un service national, obligatoire et court* [30 octobre 1968] (p. 3738, 3739) ; Art. 34 : *Soldes des sous-officiers ; revalorisation du prêt de l'appelé ; projets de statuts des personnels* (p. 3759) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Boisdé ; possibilité de remplacer la date du « 1er décembre 1968 » par celle du « 1er janvier 1969 »* [27 novembre 1968] (p. 4894, 4895).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique militaire : *Dépenses militaires ; force nucléaire de dissuasion ; forces de manœuvre et d'intervention ; défense opérationnelle du territoire ; conséquence de l'existence d'un armement nucléaire ; ses observations sur le vecteur piloté, l'engin sol-sol-balistique et les sous-marins nucléaires ; fabrication des engins intercontinentaux ; défense européenne ; force de dissuasion ne devant pas être exclusive des autres moyens de défense ; rôle des forces de manœuvre ; chars AMX-30 ; hélicoptère de manœuvre ; armes nucléaires tactiques ; défense opérationnelle du territoire* [5 décembre 1968] (p. 5134 à 5136).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi du 9 avril 1935 fixant le statut du personnel des cadres actifs de l'armée de l'Air, en qualité de *Rapporteur : distinction faites parmi les officiers de l'ar-*

mée de l'Air ; leur recrutement ; analyse du texte ; perspectives de carrière des officiers mécaniciens [14 octobre 1969] (p. 2648, 2649) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Pourcentage des crédits militaires dans le budget de la nation ; exécution de la deuxième loi de programme ; fondement de la force nucléaire stratégique ; ses observations sur les sous-marins « Le Redoutable », « Le Terrible », « Le Foudroyant » ; production de matières fissiles et fissibles ; crédits utilisés par le Commissariat à l'énergie atomique ; crédits de la force nucléaire ; programme de refonte des bâtiments de surface ; budget de l'armée de l'Air ; programme « Jaguar » ; ses observations sur les avions F.1 ; appareil à géométrie variable ; modernisation de l'armée de Terre ; importance de l'industrie d'armement ; retombées économiques des dépenses militaires ; ses observations sur la prochaine loi de programme* [17 novembre 1969] (p. 3833, 3834) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969, en qualité de *Rapporteur pour avis : Autorisation donnée au Musée de l'armée à encaisser, à son profit, le produit des droits d'entrée et des taxes spéciales ; intervention militaire française au Tchad ; coopération avec ce pays* [9 décembre 1969] (p. 4714, 4715) ; Art. 22 : *Conséquence des mutations concernant le Ministère de la Défense nationale et celui des Postes et Télécommunications* (p. 4738) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à la fin du paragraphe XIII de l'amendement du Gouvernement à supprimer les mots : « ou le financement de l'accroissement du domaine forestier de l'Etat »* (p. 4748) ; *augmentation du coût des travaux ; opérations de reboisement ; retrait de son amendement* (p. 4748, 4749) ;

— du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault, Art. 7 : *Ses observations sur le fonds spécial et ses ressources ; problème de l'achat des actions mises en vente* [16 décembre 1969] (p. 4972) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 68-703 du 31 juillet 1968 relative aux corps militaires des médecins des armées, des pharmaciens chimistes des armées, des personnels militaires féminins, des officiers techniciens et des sous-officiers du service de santé des armées, en qualité de *Rapporteur suppléant : Conditions de nomination des médecins et des pharmaciens chimistes des armées au premier grade d'officier ; affectation obligatoire au service de santé pendant leur service militaire des étudiants en médecine, en pharmacie et en chirurgie dentaire ; date jusqu'à laquelle le corps des officiers techniciens du service de santé pourra se recruter parmi les militaires des trois armées ; organisation des corps de réserve des médecins du service de santé* [2 juin 1970] (p. 2168) ;

— du projet de loi relatif à l'Ecole polytechnique, en qualité de *Rapporteur : Emplois choisis à la sortie de l'école ; nombre des candidats à l'Ecole polytechnique ; motifs de la réforme ; modifications du statut des professeurs ; méthodes d'enseignement ; transfert de l'école à Saclay-Palaiseau ; rapport de la commission Lhermitte ; nouveau statut de l'école ; remboursement des frais d'études dans certaines conditions ; définition du code d'exécution particulier du service militaire ; accès des femmes à l'Ecole polytechnique ; emplois offerts aux femmes à la sortie de l'X ; création du cadre des personnels militaires féminins de réserve ; délai d'application de ce texte* [2 juin 1970] (p. 2169, 2170) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à substituer au troisième alinéa de cet article trois nouveaux alinéas (établissement du budget de l'école ; contrôle administratif de l'école ; modalités d'application du présent article)* (p. 2174) ; *application du contrôle* a posteriori *aux universités* (p. 2174) ; *recrutement des personnels* (p. 2174, 2175) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (présentation des candidats du sexe féminin au concours d'entrée à l'Ecole polytechnique)* (p. 2175) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2175) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « en qualité de personnel militaire féminin de réserve » les mots : « dans le cadre des personnels militaires féminins de réserve qui sera créé par décret »* (p. 2176) ; *son amendement tendant à substituer au dernier alinéa de cet article un nouvel alinéa : « les modalités d'application de la présente loi aux personnels du sexe féminin seront fixées par décret. En tout état de cause, les dispositions du présent article entreront en vigueur le 1er janvier 1972 »* (p. 2176) ; *application du texte* (p. 2176) ; en deuxième lecture : *Rejet par le Sénat du projet de loi ; orientation de l'Ecole polytechnique ; conditions de gestion de l'école* [17 juin 1970] (p. 2771) ; *ses observations sur*

la question préalable déposée par M. Villon (p. 2773) ;

— du projet de loi relatif au service national : *Mission du service militaire ; ses observations sur une armée de métier ; nombre des engagés ; augmentation des sursitaires ; durée du service militaire ; modification du rythme des incorporations ; demande d'incorporation dès l'âge de 18 ans ; cas des jeunes qui n'ont pas passé de C.A.P ; limitation du nombre des sursis accordés ; date d'incorporation des étudiants ; problème des exemptions ; cas des soutiens de famille ; situation de certains jeunes dont la présence est indispensable au fonctionnement d'une entreprise ou d'une exploitation ; remise en cause des conseils de révision ; abaissement de la majorité électorale* [9 juin 1970] (p. 2352, 2353) ; Art. 2 : *Incorporation des étudiants* (p. 2376) ; Art. 3 : *Droit de vote accordé aux jeunes ayant accompli leur service* (p. 2381) ; Après l'Art. 15 : *Etude d'un service civique* [10 juin 1970] (p. 2426) ; Art. 18 : *Ses observations sur la commission d'examen des demandes de dispense et d'exemption ; maintien des commissions au niveau départemental ; leur composition* (p. 2427) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Ses observations sur la dissuasion nucléaire ; réduction des effectifs ; vie des unités de l'armée de Terre ; accroissement des moyens d'instruction et de formation ; nécessité d'une armée de conscription ; moyens dont disposent les délégations militaires dans certains départements ; condition militaire ; amélioration des soldes ; indemnité pour charges militaires* [27 octobre 1970] (p. 4769) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT ET L'URBANISME : *Répartition des crédits pour les H.L.M. ; coût de la construction ; réduction du taux de la T.V.A. ; centres secondaires ruraux ; accession à la propriété ; insuffisance du nombre des primes ; rôle des caisses d'épargne ; remise en état des logements anciens* [4 novembre 1970] (p. 5124) ;

— du projet de loi relatif au reclassement de certains fonctionnaires de l'administration des Postes et Télécommunications, Art. 1er : *Sa mise en garde sur l'extension aux fonctionnaires du service des poudres des dispositions prévues par cet article* [18 novembre 1970] (p. 5769) ;

— du projet de loi relatif à l'amélioration des structures forestières, Après l'Art. 24 : *Ses sous-amendements tendant, d'une part, au début de l'un des amendements de M. Cointat, d'autre part, dans le dernier alinéa du texte proposé par un autre amendement de M. Cointat, enfin dans le paragraphe 3 du texte proposé par un nouvel amendement de M. Cointat, après les mots : « un décret en Conseil d'Etat » à insérer les mots : « pris après avis des organisations professionnelles intéressées »* [26 novembre 1970] (p. 5970, 5971, 5973) ; Art. 26 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Cointat, après les mots : « l'avis favorable » à insérer les mots : « de 50 % »* (p. 5978) ;

— du projet de loi portant Code du service national, Art. 4 : *Conditions pour être candidat à des fonctions publiques* [6 avril 1971] (p. 916) ; Art. 32 : *Système des commissions départementales* [7 avril 1971] (p. 949) ; Art. 50 : *Informations des postulants objecteurs de conscience* (p. 955) ;

— du projet de loi sur l'apprentissage, Art. 12 : *Dérogations à l'âge de la scolarité obligatoire* [8 juin 1971] (p. 2518) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, CRÉDITS MILITAIRES : *Importance des systèmes de force dits « classiques » ; effort consacré par la France à sa défense ; désaffection des Français à l'égard de leur armée ; ses observations sur les pratiques actuelles des services du recrutement ; insuffisance des moyens d'instruction ; malaise parmi les personnels officiers et sous-officiers ; réductions d'effectifs* [2 novembre 1971] (p. 5179) ;

— du projet de loi portant statut général des militaires : *Situation des militaires d'active ; mission des militaires ; création d'un pécule* [2 mai 1972] (p. 1243) ; Ses observations sur l'Art. 3 : *Traitement des militaires de carrière et des retraités officiers et sous-officiers* (p. 1244) ; Art. 3 : *Son amendement (fixation par la loi des statuts particuliers des militaires de carrière)* (p. 1259) ; *garantie des droits fondamentaux des militaires* (p. 1262) ; Ses explications de vote : *Droits fondamentaux des militaires ; problème des soldes et des retraites ; fixation des statuts particuliers ; son vote* [3 mai 1972] (p. 1323) ; En deuxième lecture, Art. 9 : *Appartenance à des groupements ou associations ayant un caractère plus ou moins professionnel ; indemnité familiale d'expatriation en Allemagne accor-*

dée aux fonctionnaires civils [14 juin 1972] (p. 2454) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. André-Georges Voisin, Bricout et Radius, portant réglementation des professions d'expert agricole et foncier et d'expert forestier, Art. 6 : *Incompatibilités (fonctionnaires dépendant du Ministère de l'Agriculture, génie rural, eaux et forêts)* [25 mai 1972] (p. 1907) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, DÉPENSES MILITAIRES, Art. 25 : *Son amendement réduisant les crédits du paragraphe II ; indemnité familiale d'expatriation en Allemagne* [8 novembre 1972] (p. 4872) ; *retrait* (p. 4872) ; AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Equipements collectifs ; logements décents pour tous les Français ; D.A.T.A.R.* [17 novembre 1972] (p. 5415) ; *métropoles d'équilibre ; dérogations à la décentralisation ; villes nouvelles implantées trop près de la capitale ; villes moyennes de la couronne du bassin parisien ; aide apportée par l'Etat aux implantations industrielles tertiaires ; Sarthe classé dans une zone non aidée alors que bien des problèmes s'y posent ; politique du coup par coup ; décentralisation du pouvoir de décision* (p. 5416) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel à la Société nationale industrielle aérospatiale et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation, en qualité de *Rapporteur suppléant : Fondement de la question préalable présentée au Sénat par les groupes socialiste et communiste ; réfutation faite par M. Michel Debré ; position de la Commission de la défense nationale* [19 décembre 1972] (p. 6343).

ALDUY (Paul)

Député des Pyrénées-Orientales
(1re circonscription)
F.G.D.S., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [7 octobre 1969] (p. 2510) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 1188) relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [5 juin 1970] (p. 2302) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce (n° 2750) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des dispositions de l'article 94 du Code municipal aux communes de 80.000 à 120.000 habitants, n° 578 [20 décembre 1968].

Sa proposition de loi tendant à assurer la protection juridique des Français rapatriés, n° 701 [7 mai 1969].

Sa proposition de loi relative à l'enseignement des langues et cultures régionales et à leur utilisation par la Radiodiffusion et la Télévision françaises, n° 789 [19 septembre 1969].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 15 : *Son amendement tendant à compléter cet article par la phrase suivante : « les boissons alcoolisées, en provenance des pays tiers voient leurs droits majorés dans des conditions à déterminer par décret »* [24 octobre 1968] (p. 3547) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) : *Problème de la propagande ; intéressement des agences de voyage françaises ou étrangères par une incitation finan-*

cière directe : bureau du tourisme français à Québec ; carence des bureaux français à l'étranger ; action des agences de voyage ; problème de l'équipement : littoral Languedoc-Roussillon ; création d'une banque nationale des investissements [31 octobre 1968] (p. 3806, 3807) ; *nécessité de pratiquer une politique de crédit à bon marché ; simplification des règles d'urbanisme et de protection des sites ; formalisme administratif ; nécessité de rétablir le système des cures thermales telles qu'elles existaient avant les ordonnances de 1967 ; exemple de la station d'Amélie-les-Bains ; rétablissement de l'exonération de la T.V.A. en faveur des touristes étrangers payant en traveller's checks ; remise en vigueur des bons d'essence pour étrangers ; crédits relatifs aux autoroutes de liaison ; coût des résidences secondaires en appartement à vocation touristique ; ses observations sur les stations de neige* (p. 3807, 3808) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Problème du logement ; notion de logement social ; politique sociale du logement ; cas des jeunes ménages ; possibilité d'éliminer des H.L.M. les familles dont les revenus dépassent le plafond fixé ; insuffisance du nombre de P.L.R. ; loyers des H.L.M. ; accorder aux offices d'H.L.M. le droit de modeler les loyers en fonction des revenus des locataires ; possibilité de reporter des crédits d'I.L.N. sur H.L.M. ordinaires et les P.L.R. ; accession à la propriété ; primes non convertibles ; conséquence du fait qu'aucun plafond de ressources n'est imposé pour l'obtention des primes convertibles avec prêts spéciaux ou prêts différés ; simplification des modèles ; ses observations sur les simplifications administratives ; permettre aux municipalités de délivrer elles-mêmes le permis de construire ; assouplissement des règles d'architecture ; rôle du Comité national pour la sécurité des usagers de l'électricité ; abaissement du prix de revient des logements sociaux étant commandé par celui des terrains ; système des marchés pluriannuels ; instauration d'un système de financement à bon marché de l'accession à la propriété ; marché hypothécaire français ; mise en œuvre d'un crédit hypothécaire capable de promouvoir un très large développement de l'accession à la propriété* [12 novembre 1968] (p. 4312 à 4314) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Réorganisation du service des rapatriés* [14 novembre 1968] (p. 4395) ; *Protection juridique des rapatriés ; instauration d'un véritable moratoire ; rôle de l'agence de défense des biens ; garantie des pensions ; situation des retraités des trois pays d'Afrique du Nord* (p. 4396) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Situation de l'agriculture française ; crédits agricoles ; développement de la production ; système de soutien des marchés ; ses observations sur le vin ; interdiction de coupage des vins importés ; politique de la qualité ; chaptalisation des vins ; vins naturels du Roussillon ; nécessité de rendre compétitifs les vins doux naturels et les vins d'appellation ; mise en œuvre d'une organisation communautaire du vin ; difficultés dans le secteur de la production fruitière et maraîchère : constitution d'un cadastre arboricole* [16 novembre 1968] (p. 4542, 4543) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Ses observations sur les accords de Grenelle ; politique gouvernementale ; problème des prix ; contrôle des changes ; taxe de circulation sur les viandes* [27 novembre 1968] (p. 4882, 4883) ; *organisation du marché de la viande ; incidences des nouvelles dispositions sur certains produits agricoles ; exportation des vins de qualité ; conditions de la ristourne sur le matériel agricole ; taux de remboursement forfaitaire ; régime de la décote ; industrie du bâtiment ; hausse des tarifs des services publics ; déficits des transports publics de la région parisienne : réforme des entreprises nationalisées ; charges fiscales ; incidence de la suppression de la taxe sur les salaires sur les budgets des collectivités locales ; détermination des responsables de la crise ; coût de la campagne de tir dans le Pacifique ; avion « Concorde » ; rôle des banques nationalisées ; politique du Gouvernement lors du dernier trimestre* (p. 4883, 4884) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal : *Acomptes d'impôt sur les sociétés ; réforme de la T.V.A. ; conditions d'octroi de la déduction pour investissement accordée pour certaines commandes de matériels ; envahissement du marché français par les biens d'équipement étrangers ; majoration de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur ; son souhait de voir frapper davantage certains objets de luxe ; franchise accordée au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour les revenus provenant d'obligations non indexables et émises en France ; encouragement de l'épargne populaire ; prélèvement exceptionnel sur les banques ; possibilité de frapper les bénéfices des banques en fonc-*

tion de la conjoncture ; ses observations sur l'amendement destiné à frapper les bénéfices de la spéculation ; fiscalité des viticulteurs ; régime du crédit à moyen terme et à long terme ; renforcement des pouvoirs du Parlement ; accroissement du pouvoir de contrôle du Parlement par la mise en place de commissions d'enquête parlementaires ; niveau des salaires [17 septembre 1969] (p. 2302, 2303) ; Art. 3 : *Problème de la super-vignette ; rétablissement de la détaxation des carburants instituée au profit des touristes étrangers* (p. 2323) ; Art. 5 : *Prélèvement exceptionnel sur les banques ; possibilité de prévoir un traitement de faveur aux banques qui consentent à participer au capital des sociétés d'économie mixte de construction de logements, de rénovation ou d'aménagement urbain* (p. 2328) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer : *Moratoire de plein droit en faveur des rapatriés qui ont obtenu des prêts de réinstallation ; application du moratoire aux intérêts ; cas des petits agriculteurs ; cas des acquéreurs de logements ou d'appartements obtenus au moyen des prêts du Crédit foncier ; situation des commerçants ; extension du moratoire à tous les organismes de crédit ayant passé convention avec l'Etat ou qui ont été habilités par l'Etat à accorder des prêts aux rapatriés ; ses observations sur les caisses de Crédit maritime mutuel ; problème de l'indemnisation des rapatriés ; champ d'application de la loi ; nécessité d'un engagement gouvernementat au sujet du dépôt du projet de loi de programme pour la session du printemps prochain et également quant à l'inscription d'un minimum de crédits au budget de 1971 ; situation des spotiés ; extension de la notion de rapatriés aux Français d'Algérie et aux Français de tous les pays d'outre-mer ; situation des personnes âgées ; attitude du Gouvernement de la République algérienne* [7 octobre 1969] (p. 2500, 2501) ; En deuxième lecture : *Problème de l'indemnisation ; son vote ; pratique des prêts non conventionnés* [23 octobre 1969] (p. 2887).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique et des Réformes administratives, une question orale sans débat relative aux préjudices de carrière subis par les fonctionnaires ayant servi en Tunisie [24 octobre 1969] (p. 2924, 2925, 2927).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, après l'Art. 6 : *Taux de T.V.A. appliqué aux apéritifs et aux différents alcools ; régime général des vins ; prix du vin ; complaisance du Gouvernement français à l'égard du Portugal ; problème du Banyuls ; charge fiscale sur le whisky* [29 octobre 1969] (p. 3044) ; Art. 11 : *Fiscalité pesant sur le cinéma ; bureaux d'aide sociale* (p. 3053) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) : *Mise en place d'une politique globale et concertée du tourisme ; mise à la disposition de l'industrie touristique des moyens financiers nécessaires à son développement ; coordination des actions des Pouvoirs publics ; rôle de nos bureaux à l'étranger ; rôle d'une agence étrangère pour la publicité touristique française ; activité de nos agences de voyage ; conséquence de la politique d'encadrement du crédit sur l'industrie hôtelière ; primes spéciales d'équipement hôtelier du F.D.E.S. ; prêts consentis au tourisme social ; réexamen des aides à l'hôtellerie ; ses observations sur le Languedoc-Roussillon ; problème de la coordination ministérielle ; rôle des collectivités locales ; problème du thermalisme ; sa question de savoir selon quels critères le supplément de taxe de compensation sur les salaires est attribué aux communes touristiques ; politique des loisirs* [5 novembre 1969] (p. 3352, 3353) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Insuffisances de notre développement industriel ; responsabilités du Gouvernement au cours des dernières années ; exemples de l'Allemagne et de l'Italie ; crédit à l'entreprise ; coordination entre les autorités responsables de l'industrialisation ; ses observations sur l'institut de développement industriel ; problème de la patente ; déficit des brevets ; détermination de la responsabilité de l'ensemble des actions nécessaires au développement industriel ; mise en œuvre des znoes industrielles ; critères de répartition des aides ; finalité humaine de la politique gouvernementale ; accroissement du pouvoir d'achat des salariés* [6 novembre 1969] (p. 3454, 3455) ; AGRICULTURE — F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Incidences des importations étrangères sur les conserveries françaises ; cas du département des Pyrénées-Orientales ; importations de Grèce ; conserverie devant jouer un rôle de stabilisateur des prix ; intervention de l'Etat pour le soutien du marché des fruits et légumes* [19 novembre 1969] (p. 3963).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative aux problèmes agricoles [17 avril 1970] (p. 1150) : *Dégradation accélérée du revenu des agriculteurs ; taux de croissance de l'agriculture retenu par le Gouvernement pour la durée du VI^e Plan : durée de l'étalement de l'augmentation des prix agricoles rendue nécessaire par la dévaluation ; assouplissement des mesures d'encadrement du crédit ; dérèglement des marchés ; taux de mutation des propriétés foncières ; défense de l'agriculture dans le cadre du Marché commun ; marché du vin ; importations* (p. 1155, 1156) ; *faillites de nombreuses conserveries du Midi et importation de conserves de fruits et de légumes des pays tiers (Grèce, Portugal) ; exonération de la taxe de compensation au tarif douanier sur le Xérès et le Malaga* (p. 1162).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Ses observations sur la proposition déposée par le groupe de l'Union des démocrates pour la République ; ses observations sur la créance d'indemnisation ; montant des crédits affectés annuellement à l'indemnisation ; ses observations sur les prêts de réinstallation* [11 juin 1970] (p. 2506) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI^e Plan : *Politique de l'expansion urbaine à l'échelle humaine ; problèmes posés par les villes ; ses observations sur le logement ; environnement des logements sociaux ; réserves foncières ; problème de la décentralisation ; fonctionnement de l'administration municipale ; rénovation des finances locales* [17 juin 1970] (p. 2744, 2745) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT ET L'URBANISME : *Industrie du bâtiment ; crédits destinés à la construction sociale ; exemple du département des Pyrénées-Orientales ; hausse du prix de la construction ; problème de l'entreprise Quillery ; ses observations sur la Z.U.P. de Nîmes ; nécessité de permettre aux collectivités locales de créer des réserves foncières ; renforcement de l'effort de l'Etat dans le domaine des H.L.M., des P.S.R. et des P.L.R. ; accession à la propriété ; nécessité de ne pas continuer à développer des villes nouvelles construites directement ou indirectement par l'Etat ; modification du système des prêts hypothécaires ; objectifs du VI^e Plan* [4 novembre 1970] (p. 5122, 5123) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Situation des rapatriés ; estimation de leurs biens ; diminution du montant des interventions publiques en faveur des rapatriés* [9 novembre 1970] (p. 5433) ; *réintégration de certains contractuels de la police d'Algérie rapatriés ; déception des rapatriés* (p. 5434).

Son rappel au Règlement : *Son vote sur la loi tendant à la prorogation de la loi Debré sur l'enseignement privé* [4 mai 1971]

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : SERVICES DU PREMIER MINISTRE : PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Nombre des entreprises industrielles qui, en 1969-1970, ont effectivement quitté la région parisienne pour s'installer en province ; décentralisation des entreprises du secteur tertiaire ; montant global des aides ; décentralisation de l'aide à l'industrialisation ; allégement de la procédure d'obtention des primes d'industrialisation ; crédits prévus pour la création de réserves foncières* [25 octobre 1971] (p. 4879, 4880) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : LOGEMENT ET URBANISME : *Nombre des logements aidés ; nombre de logements vétustes ; nécessité d'établir une sorte de compensation entre le nombre des H.L.M. et celui des P.S.R.* [29 octobre 1971] (p. 5103) ; *augmentation du nombre d'I.L.M. et d'I.L.N. ; accession à la propriété ; octroi de primes et de prêts ; développement du secteur social ; possibilité de permettre aux sociétés d'économie mixte de construction de réaliser des opérations de rénovation sans attendre les crédits ; possibilité de permettre aux municipalités d'emprunter aux caisses d'épargne ; simplification des procédures ; création d'espaces verts et aménagement d'équipements socio-éducatifs ; nécessité d'établir une loi de programme pluriannuelle* (p. 5104) ; TOURISME : *Nécessité de ne pas dissocier l'aménagement de l'arrière-pays de celui de la côte lors des grandes opérations d'aménagement du littoral ; suppression de la taxe de séjour* (p. 5136) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Situation de l'emploi ; ses observations sur l'I.D.I. ; problème des transports* [5 novembre 1971] (p. 5429) ; *problème de la métropole de Barcelone ; nécessité de développer les zones industrielles créées par l'Etat ; son souhait de connaître le*

pourcentage des terrains équipés en zones industrielles qui ont été occupés par des industries nouvelles ou des industries en voie d'expansion ; politique de l'énergie ; ses observations sur la façade méditerranéenne ; situation de la région de Perpignan à Sète ; sa question de savoir quand le gaz naturel pourra atteindre la côte orientale des Pyrénées (p. 5430) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Problèmes relatifs aux rapatriés ; réintégration dans les fonctions publique, civile ou militaire ; montant de l'indemnisation ; réintégration de certains contractuels de la police d'Algérie* [10 novembre 1971] (p. 5630, 5631) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur le secteur des fruits et légumes ; protection de la production nationale contre celle des pays tiers ; développement de l'organisation économique des producteurs de fruits et légumes ; recensement des plantations* [15 novembre 1971] (p. 5725) ;

— du projet de loi portant réforme de *l'assurance vieillesse des travailleurs non* salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : ses explications de vote : *Alignement du régime des retraites sur le régime général ; indexation des retraites sur l'évolution des salaires ; coefficient de rattrapage ; abstention du groupe socialiste* [18 mai 1972] (p. 1654, 1655) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, Art. 2 : *Affectation du produit de la taxe sur les salaires ; ressources des collectivités locales* [19 mai 1972] (p. 1745) ; ses explications de vote : *Humanisation des rapports entre l'administration et les commerçants ; montant du pécule ; son souhait d'une indemnité viagère de départ comparable à l'I.V.D. ; son abstention* (p. 1770).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'indemnisation des rapatriés [19 mai 1972] (p. 1763, 1764).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales ; ses explications de vote : *Vote du groupe socialiste* [19 mai 1972] (p. 1791) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Le groupe socialiste ne demande pas la suppression des compagnies républicaines de sécurité ; présence des C.R.S. dans Paris* [7 novembre 1972] (p. 4797) ; *amnistie laissant subsister les conséquences accessoires de la peine ; indemnisation des rapatriés ; sa demande qu'un nouveau projet de loi soit déposé avant la fin de la présente session en vue de remplacer par un texte plus juste la loi de 1970 et son décret d'application ; problème de l'application de cette loi faute d'effectifs suffisants ; avances aux plus déshérités substituant la notion de charité à celle de justice ; incapacité d'instituer une caisse nationale des indemnisations comparable à celle des dommages de guerre ; lenteur des procédures adoptées* (p. 4798, 4799) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Viticulture méridionale ; marché des fruits et légumes ; dégradation de la situation des maraîchers et des arboriculteurs* [15 novembre 1972] (p. 5211) ; *préconise des prévisions de récolte et des recensements par des comités économiques agricoles des fruits et légumes ; application de la préférence communautaire dans le secteur des fruits et légumes ; nécessité de réformes de structures pour sauver les horticulteurs et les arboriculteurs* (p. 5212) ; TOURISME : *Absence de politique d'ensemble du tourisme ; son regret que la fonction de secrétaire d'Etat au tourisme ait été supprimée ; manque d'un plan méthodique d'équipement ; insuffisance des dotations de crédits ; délégations régionales ; besoin de création d'hôtels moyens* [17 novembre 1972] (p. 5365) ; *son regret que les problèmes du tourisme soient examinés en quarante-six minutes* (p. 5366) ; EQUIPEMENT ET URBANISME : *Sa défense des villes moyennes ; graves conséquences de la création des métropoles d'équilibre sur le développement des villes moyennes ; absorption de la majeure partie des crédits d'urbanisme par l'agglomération parisienne et les villes nouvelles de la région parisienne ; utilisation des crédits affectés aux réserves foncières pour les villes nouvelles dont celles de la région parisienne ; crédits de rénovation urbaine réservés aux villes de plus de 150.000 habitants : Nîmes, Perpignan ; plancher pour l'obtention des crédits destinés à la création d'espaces verts ; développement de la région parisienne ; prolifération des tours ; paiement par 42 millions de Français des trois quarts du déficit des transports parisiens* (p. 5385, 5386) ; ECONOMIE ET FINANCES. — I. — CHARGES COMMUNES : *Demande pour quelles raisons seulement 270 millions sur un milliard ont été distribués aux rapatriés* (p. 5487) ; ETAT B. — TITRE IV : *Vote du groupe socialiste contre les crédits de ce titre* (p. 5495).

ALLONCLE (Michel)

Député de la Charente
(3e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2211), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993), XII. — Services du Premier Ministre : I. — Services généraux : environnement, n° **2011** [8 octobre 1971].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article L 310 du Code de la sécurité sociale afin d'assouplir les conditions d'attribution de l'indemnité correspondant à l'assistance d'une tierce personne, n° **2379** [31 mai 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1226) tendant à modifier les dispositions de l'article 416, paragraphe 2, du Code de la sécurité sociale, relatif aux bénéficiaires de la législation concernant les accidents du travail et les maladies professionnelles, n° **2448** [21 juin 1972].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582), XII. — Services du Premier Ministre : I. — Services généraux : environnement, n° **2586** [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969, Art. 10 : *Sauvegarde de la forêt française ; problème du défrichement ; équilibre biologique et climatique du pays ; énumération des cas d'interdiction ; taxe sur le défrichement* [9 décembre 1969] (p. 4743, 4744) ; *cas où une décision d'exemption de la taxe est prise* (p. 4747) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière, Art. 30 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du quatrième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « un représentant du conseil de l'Ordre des médecins » les mots : « un représentant désigné par le Centre national des professions de santé »* [4 décembre 1970] (p. 6217) ; Art. 40 : *Son amendement tendant après les mots : « des représentants des caisses d'assurance maladie » à rédiger comme suit la fin du deuxième alinéa de cet article : « des représentants des établissements d'hospitalisation publics et privés et des représentants désignés par le Centre national des professions de santé, sera définie par décret »* (p. 6225) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT : *Pollution de l'eau et de l'air* [8 novembre 1971] (p. 5508) ; *ses observations sur le sentiment de vivre dans une société assiégée ; la protection de la nature, devoir civique* (p. 5509, 5510) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE — I. — SERVICES GÉNÉRAUX — PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT, en qualité de *Rapporteur pour avis : Nécessité d'une intervention énergique de l'Etat vu la discordance entre les intérêts individuels et l'intérêt collectif ; pollution de l'environnement liée au système de développement actuel fondé sur le profit et la superconsommation ; valeur des biens naturels ; refus de la doctrine de la croissance zéro ; nécessité de s'opposer au progrès technique aveugle ; le budget pour 1973, prolongement de celui pour 1972 ; activités de recherche ; liaisons avec l'enseignement ; nécessité de sensibiliser l'opinion publique* [27 octobre 1972] (p. 4485, 4486).

ANDRIEUX (Maurice)

Député du Pas-de-Calais
(10e circonscription)
C.

SECRÉTAIRE
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé Secrétaire de l'Assemblée Nationale [4 avril 1972] (p. 787, 789).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750).

Cesse d'appartenir à cette Commission [15 avril 1970] (p. 1082).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [15 avril 1970] (p. 1082), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228); 2° le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ; 3° le projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230) [28 avril 1972] (p. 1219) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 2419), de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce (n° 2750) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Sa proposition de loi portant modification des articles 187 et 416 du Code pénal et tendant à réprimer pénalement la ségrégation ou les discriminations raciales, n° 308 [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à démocratiser les procédures de fusion et de modification des limites territoriales des communes, n° 311 [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à l'affiliation obligatoire et gratuite des titulaires de la carte d'invalidité non assurés sociaux à un régime d'assurances sociales obligatoires, n° 320 [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à l'interdiction et à la dissolution des associations ou groupements de fait incitant à la haine raciste, n° 344 [9 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à rendre obligatoire le dépistage de la phénylcétonurie à la naissance, n° 698 [7 mai 1969].

Sa proposition de loi relative à l'assurance maladie, à l'assurance invalidité, à l'assurance maternité et à l'assurance décès des travailleurs non salariés des professions non agricoles, n° 851 [22 octobre 1969].

Sa proposition de loi tendant à assurer la rénovation des cités et de l'habitat miniers du bassin du Nord et du Pas-de-Calais, n° 1464 [25 novembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à améliorer les conditions de fonctionnement des institutions mutualistes, n° 1518 [10 décembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à assurer l'emploi des handicapés physiques dans les entreprises, n°1741 [19 mai 1971].

Sa proposition de loi tendant à l'orientation et au développement de la formation professionnelle, n° 1744 [19 mai 1971].

Sa proposition de loi portant réforme des régimes d'assurance vieillesse des professions artisanales, industrielles et commerciales, n° 2256 [26 avril 1972].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'Education nationale : *Caractère de l'enseignement sous le régime gaulliste ; enseignements maternel, primaire et secondaire ; conception réactionnaire de l'école maternelle ; fermeture de classes ; situation dans la région du Nord-Pas-de-Calais* [24 juillet 1968] (p. 2554, 2555) ; *ses observations sur les C.E.S., C.E.T. et sections d'éducation professionnelle ; situation des élèves âgés de 14 à 15 ans de la Seine-Saint-Denis ; exemple d'une commune de 3.000 habitants des Bouches-du-Rhône ; création d'emplois de professeur certifié stagiaire dans les centres pédagogiques régionaux ; problème de la sélection* (p. 2555, 2556).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, INDUSTRIE : *Ses observations sur les houillères nationales ; accélération du processus de liquidation des Charbonnages ; subvention*

accordée aux Charbonnages ; rapport Nora ; implantation à Douvrin-la-Bassée - Billy-Berclau d'une usine de fabrications mécaniques pour Renault-Peugeot ; problème de l'industrialisation diversifiée ; possibilité de confier aux Charbonnages l'exploitation coordonnée du charbon, du gaz et du pétrole [5 novembre 1968] (p. 3923, 3924).

Son rappel au Règlement : *Protestation du groupe communiste contre la non-inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi tendant à généraliser la quatrième semaine de congé payé* [11 décembre 1968] (p. 5348).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Ses observations sur le Nord de la France ; implantation de Renault-Peugeot dans la zone de Douvrin-la-Bassée ; réduction de la production charbonnière du bassin du Nord - Pas-de-Calais ; problèmes du financement* [12 décembre 1968] (p. 5416, 5417).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sans débat relative à l'enfance inadaptée [13 décembre 1968] (p. 5454, 5455, 5456).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969 : *Réduction des crédits relatifs à l'Education nationale ; problème de la formation pédagogique ; ses observations sur les bibliothèques, le centre national de la recherche scientifique, la promotion sociale ; cas de la région du Nord ; foyers socio-éducatifs ; enfance inadaptée* [29 avril 1969] (p. 1125, 1126) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Après l'Art. 6 : *Suppression de la T.V.A. sur les produits de grande consommation ; réduction du nombre des taux ; ses observations sur la loi sur l'assurance maladie ; relèvement du plafond de la première tranche du revenu imposable ; institution, pour les artisans, dits fiscaux, d'un abattement spécial ; suppression de la taxe complémentaire ; possibilité devant être donnée aux municipalités de minorer la charge fiscale des petits et moyens contribuables et de majorer celle des supermarchés ; réduction des privilèges fiscaux* [29 octobre 1969] (p. 3041) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Activités de l'Etat tendant à concentrer la meilleure part des ressources entre les mains des groupes industriels ; détachement des services publics et nationalisés rentables ; mise en place des entreprises et services nécessitant des dépenses couvertes par des capitaux publics ; exemple du projet de financement des autoroutes ; « privatisation » du téléphone ; ses observations sur l'université ; fonds d'action conjoncturelle ; sous-exploitation de vastes zones du territoire ; gestion démocratique de l'E.D.F. et des Charbonnages de France ; nationalisation de la sidérurgie, de l'industrie automobile et du secteur pétrolier ; projets d'extension de l'Imprimerie nationale à Douai et d'implantation de Renault à Douvrin et à Douai* [7 novembre 1969] (p. 3520, 3521) ; EDUCATION NATIONALE : *Problème de l'enfance inadaptée ; compétence de quatre ministères pour l'inadaptation ; crédits* ***d'équipement pour l'enfance inadaptée*** *; classe de perfectionnement à Caen fonctionnant dans un wagon désaffecté ; vote de députés communistes* [13 novembre 1969] (p. 3638, 3639) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : Après l'Art. 57 : *Vote du groupe communiste sur l'amendement de MM. Sabatier et Collette* [19 novembre 1969] (p. 4029) ;

— du projet de loi portant modification de loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Ses observations sur la loi de 1966 ; disproportion entre les retraités et le risque couvert ; retraite vieillesse ; ses observations sur la T.V.A. ; nécessité d'ouvrir des droits similaires à la protection de la santé et de la vie ; problème du financement ; taux de la contribution ; définition des risques couverts ; proposition du groupe communiste* [2 décembre 1969] (p. 4475 à 4477) ; *proposition de l'orateur en ce qui concerne un financement tripartite : cotisation des affiliés, participation du budget, contribution des entreprises à la caisse nationale d'assurance maladie* (p. 4477) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Il est institué un régime autonome d'assurance obligatoire couvrant les risques maladie, invalidité, décès et les charges de la maternité pour les travailleurs non salariés dont l'activité principale s'exerce ou s'est exercée dans les professions non agricoles »* [3 décembre 1969] (p. 4541) ; *champ d'application de la loi* (p. 4541) ; Art. 13 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (institution d'une*

caisse nationale ; son administration) (p. 4573) ; Après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (institution d'une commission chargée d'étudier les conditions dans lesquelles pourraient être fondus dans un régime unique de prévoyance sociale, les différents régimes d'assurance vieillesse et d'assurance maladie, d'assurance maternité, d'assurance invalidité et d'assurance décès*) (p. 4595) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4595).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Deniau, Chazelle, Ansquer, Fouchier, Olivier Giscard d'Estaing et Nilès, relatives à la situation des handicapés physiques [6 mai 1970] : *Budget de misère consacré à l'enfance inadaptée ; propositions faites par une association de parents d'enfants inadaptés relatives à la création et au fonctionnement des « Imp-Impro » ateliers et foyers* (p. 1563, 1564).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Politique industrielle ; résultats du V[e] Plan ; nécessité d'une réforme démocratique des structures de l'éducation nationale ; rénovation pédagogique ; contribution financière des collectivités locales ; conception de l'emploi ; fonctionnement des classes pratiques et des classes de transition* [17 juin 1970] (p. 2777, 2778) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1971 : Art. 33 : *Situation des rentiers-viagers ; possibilité d'affecter les majorations de rentes d'un coefficient qui tienne compte de la hausse du coût de la vie* [22 octobre 1970] (p. 4560) ; Deuxième partie : ÉDUCATION NATIONALE : *Options du VI[e] Plan ; ses observations sur la rentrée 1970 ; mesures nouvelles pour l'enseignement public ; facilités données à l'enseignement privé ; crédits d'équipement ; réduction du taux de croissance des dépenses d'éducation ; problème des retards scolaires ; situation des institutrices de la maternelle* [14 novembre 1970] (p. 5551) ; *propositions du parti communiste ; vote du groupe communiste* (p. 5552) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Art. 20 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* [9 décembre 1970] (p. 6309) ; *Aide du Gouvernement à l'enseignement privé* (p. 6309) ;

— sur le projet de loi modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés : *Ses explications de vote : Révision d'une loi antilaïque* [27 avril 1971] (p. 1491) ; *Ségrégation sociale à l'école ; carte scolaire* (p. 1492).

Pose à M. le Ministre des Affaires culturelles une question orale avec débat relative aux affaires culturelles [28 mai 1971] (p. 2195) ; *Situation de l'Opéra et de l'Opéra-Comique ; misère des bibliothèques et de la lecture publique ; menace de destruction de la cité des artistes à Paris ; situation des théâtres et conservatoires de province ; niveau dérisoire des finances de la culture ; liberté de création en France* (*O.R.T.F., cinéma*) (p. 2200, 2201).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel ; du projet de loi relatif à l'apprentissage ; du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles ; du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente : *Ses observations sur la lutte sociale ; situation du technique dans le département de la Gironde ; mission de l'enseignement supérieur ; système des fondations de type américain ; rôle de l'Etat ; recrutement des enseignants* [7 juin 1971] (p. 2427) ; *droit de la formation professionnelle ; ses conditions ; problème de l'apprentissage ; contrôle de l'application de la loi* (p. 2428). PROJET DE LOI D'ORIENTATION SUR L'ENSEIGNEMENT TECHNOLOGIQUE ET PROFESSIONNEL, Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du deuxième alinéa de cet article* [8 juin 1971] (p. 2470 ; *ses observations sur son amendement* (p. 2470) ; Art. 3 : *Son sous-amendement tendant après les mots : « discipline technologique » à rédiger ainsi la fin de l'amendement de M. Capelle : « notamment une formation mathématique associée à des connaissances suffisantes des sciences expérimentales et de leurs méthodes, une initiation à caractère polytechnique et une initiation à la vie économique »* (p. 2470) ; *ses observations sur son sous-amendement* (p. 2470) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (possibilité pour les jeunes ayant accompli le premier degré et le premier cycle du second degré d'envisager l'enseignement technologique et pro-*

fessionnel) (p. 2472) ; *exclusion de l'enseignement technologique dès la troisième année* (p. 2472) ; Après l'Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (organisation de véritables classes de rattrapage et de classes préparatoires et préprofessionnelles)* (p. 2484) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (caractère de la mise en apprentissage)* (p. 2484), Art. 10 : *Son amendement tendant, avant le premier alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa (contrôle sur les établissements privés)* (p. 2492) ; *son amendement tendant après les mots : « un représentant de l'administration » à rédiger ainsi la fin du deuxième alinéa de cet article : « et composées de façon quadripartite de représentants des enseignants, des employeurs, des syndicats représentatifs et de l'administration »* (p. 2493) ; *composition des sections spécialisées* (p. 2493) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2497) ; *organisation du service public de l'enseignement technique par le Ministère de l'Education nationale* (p. 2497) ; Après l'Art. 15 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (financement de la formation technologique et professionnelle ; gestion d'un fonds national de formation initiale et permanente)* (p. 2497) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Est inclus dans la loi d'orientation l'enseignement spécialisé en faveur des handicapés »* (p. 2497) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article : « une loi fixera les dispositions spéciales tendant à la formation générale et professionnelle des travailleurs immigrés »* (p. 2498) ; ses explications de vote : *Luttes des travailleurs ; accord du 9 juillet 1970* (p. 2499) ; *problème de l'information des travailleurs ; vote du groupe communiste* (p. 2500) ; en deuxième lecture : ses explications de vote : *Situation des élèves du premier cycle du second degré et des maîtres de l'enseignement technique* [24 juin 1971] (p. 3388) ; PROJET DE LOI RELATIF A L'APPRENTISSAGE, Art. 27 : *Possibilité d'admettre en exonération de la taxe d'apprentissage une partie du salaire versée aux apprentis* (p. 2527) ; Art. 28 : *Son amendement tendant au début de cet article à supprimer les mots : « les concours visés à l'article 27 b et c »* (p. 2527) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Education nationale : recherche scientifique ; cloisonnement des filières des collèges d'enseignement secondaire* [16 juin 1971] (p. 2968) ; *crédits de la recherche fondamentale ; création à Orléans d'un centre d'analyse par radio-activation* (p. 2969) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : ÉDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur le premier cycle du second degré ; politique de ségrégation dans le premier cycle du second degré ; scolarisation des enfants jusqu'à 16 ans ; ses observations sur les C.E.S. sans installation sportive ; importance des moyens audio-visuels ; gratuité de l'enseignement dans les C.E.S., les C.E.G., les C.E.T.* [9 novembre 1971] (p. 5575) ; *programme de gouvernement du parti communiste ; revalorisation de la profession enseignante* (p. 5576) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de Sécurité sociale, Art. 1[er] : *Imprécision du projet de loi ; liquidation des retraites complémentaires ; application de l'article 40 de la Constitution* [2 décembre 1971] (p. 6300) ; Ses explications de vote : *Programme des députés communistes ; situation des femmes et des salariés ayant exercé un métier pénible ; son souhait que les mères de famille bénéficient, dès leur premier enfant, des dispositions de l'article 9 du projet de loi ; son vote* (p. 6311).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux surveillants généraux auxiliaires [3 décembre 1971] (p. 6392).

Pose à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population une question orale avec débat relative aux problèmes de l'emploi [3 décembre 1971] (p. 6394) : *Développement du chômage dans toute la France ; incapacité fondamentale du capitalisme pour assurer le plein emploi ; droit au travail ; plan d'urgence proposé par le groupe communiste pour la Lorraine (enseignement professionnel, sidérurgie lorraine, implantation et développement d'industries diversifiées) ; inscription à l'ordre du jour des propositions de loi tendant à la nationalisation de la sidérurgie et à l'institution d'un statut du sidérurgiste ; proposition de la C.G.T. demandant la convocation d'une réunion tripartite sur l'emploi* (p. 6400, 6401) ; *généralisation de l'enseignement technique et professionnel* (p. 6404, 6405).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Paquet, Jacques Barrot, Fajon,

Carpentier et Rabreau relatives aux problèmes de l'emploi : *Insécurité de l'emploi frappant les ingénieurs, les cadres et les techniciens ; problème de la formation permanente* [28 avril 1972] (p. 1212, 1213).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. L 663-2 du Code de la sécurité sociale : *Salaire de base servant au calcul de la pension ; calcul du revenu annuel moyen* [17 mai 1972] (p. 1611); Art. L 663-4 du Code : *Son amendement concernant les prestations servies au conjoint survivant* (p. 1615) ; Art. L 663-10 du Code : *Son amendement (institution d'une retraite complémentaire facultative)* (p. 1622) ; Art. 5 : *Son amendement tendant après les mots : « au suffrage direct » à insérer les mots : « à la représentation proportionnelle »* (p. 1631); *son amendement* (p. 1633) ; Art. 6 : *Son amendement concernant la désignation à la représentation proportionnelle ; retrait de celui-ci* [18 mai 1972] (p. 1642) ; *son amendement tendant à obliger le Gouvernement à déposer un projet de loi sur l'organisation des régimes* (p. 1644) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1645) ; *pouvoir des assemblées plénières* (p. 1645) ; Art. 10 : *Son amendement relatif à la contribution sociale de solidarité* (p. 1648) ; Ses explications de vote : *Vote du groupe communiste* (p. 1656) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, après l'Art. 9 : *Institution d'une procédure simplifiée* [19 mai 1972] (p. 1750) ; Art. 14 : *Problème du financement ; évaluation du fonds* (p. 1752) ; Art. 17 : *Son amendement qui devient sans objet* (p. 1756) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ÉDUCATION NATIONALE : *Enfants inadaptés ; inadaptation de l'enseignement ; retards scolaires ; enseignement préscolaire ; techniques modernes d'éducation ; service médico-pédagogique* [10 novembre 1972] (p. 5007) ; *enseignement spécialisé ; programme commun de gouvernement de gauche (lutte contre les retards scolaires et contre la ségrégation sociale)* (p. 5008) ; ÉTAT B, TITRE III : *Amendement de réduction des crédits de ce titre ; insuffisance du programme de nationalisation des collèges d'enseignement général et d'enseignement secondaire* (p. 5032) ; *son amendement de réduction des crédits représentant la participation de l'Etat aux frais de personnel des internats et demi-pensions des établissements nationaux du second degré : sa demande d'une amélioration de l'alimentation des lycéens et d'une diminution de la contribution demandée aux familles* (p. 5033) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise : *Choix des dix meilleures années pour le calcul des retraites ; situation des ingénieurs et des cadres atteints, après 40 ans, par des mesures de réorganisation dans l'entreprise* [30 novembre 1972] (p. 5772) ; *problème du perfectionnement continu ; fonction des cadres* (p. 5773).

ANSQUER (Vincent)

Député de la Vendée
(4e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est nommé vice-président de cette Commission [3 avril 1970] (p. 786), [6 avril 1971], (p. 924), [5 avril 1972] (p. 804).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968 [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre de la Commission supérieure des caisses d'épargne [25 juillet 1968] (p. 2618) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'aide à l'investissement [1er octobre 1968] (p. 2952) ;

— membre du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales [16 octobre 1968] (p. 3338) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1969 [9 décembre 1968] (p. 5248) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [7 octobre 1969] (p. 2510) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [16 décembre 1969] (p. 4984) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1969 [19 décembre 1969] (p. 5105);

Est élu vice-président de cette Commission [19 décembre 1969] (p. 5106) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [29 juin 1970] (p. 3310) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1971 [4 décembre 1970] (p. 6232) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1970 [17 décembre 1970] (p. 6630) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948 relative à la Cour de discipline budgétaire et financière [24 juin 1971] (p. 3408) ;

Est nommé vice-président de cette Commission [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228) ; 2° le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ; 3° le projet relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230) [28 avril 1972] (p. 1219) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [23 juin 1972] (p. 2838) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2419 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce (n° 2750) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 39 du Code des débits de boissons, relatif au transport des débits, **n° 74** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 845-1 du Code rural, relatif au renouvellement de baux ruraux, **n° 75** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à permettre l'équipement normal des hôtels de tourisme, **n° 76** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 1106-1 du Code rural relatif aux assurances sociales des non-salariés agricoles, **n° 77** [19 juillet 1968].

Sa proposition tendant à compléter l'article 401 du Code pénal, en matière de filouterie portant sur l'occupation de place de terrains de camping ou de caravaning, **n° 78** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi portant réforme de la commercialisation des produits agricoles d'origine végétale destinés à l'alimentation des animaux, **n° 79** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 11 octobre 1940 sur les cumuls d'emplois, n° 80 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article premier du décret du 30 septembre 1953, modifié par la loi du 12 mai 1965, tendant à préciser ou à étendre le bénéfice de ce décret aux terrains de camping régulièrement aménagés, n° 303 [3 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341), Annexe n° 26. — Aménagement du territoire et Plan (Crédits des services du Premier Ministre — I. — Services généraux et X. — Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité), n° 359 [10 octobre 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822), annexe n° 25, Plan et Aménagement du territoire (Crédits des services du Premier Ministre — I. — Services généraux et IX. — Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité), n° 835 [17 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission spéciale, sur le projet de loi n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, n° 906 [22 novembre 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, n° 980 [16 décembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 906 du Code civil, pour permettre de disposer en faveur d'établissements existants ou à créer, sous la condition qu'ils obtiennent la reconnaissance d'utilité publique, n° 1126 [6 mai 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 relative à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, n° 1292 [24 juin 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376), annexe n° 26 : Plan et aménagement du territoire (Crédits des services du Premier Ministre — I. — Services généraux et IX. — Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité, n° 1395 [14 octobre 1970].

Sa proposition de loi tendant à créer une commission chargée de procéder à un examen d'ensemble des problèmes posés par la taxation des plus-values foncières sur des terrains expropriés, n° 1651 [15 avril 1971].

Sa proposition de loi tendant à réserver dans les centres commerciaux d'une surface supérieure à 3.000 mètres carrés, des emplacements de ventes destinés aux artisans, commerçants et prestataires de services indépendants, ainsi qu'à fixer les loyers de ces emplacements, n° 1660 [15 avril 1971].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° L 993), annexe n° 26 : Plan et aménagement du Territoire (Crédits des Services du Premier Ministre — I. — Services généraux et VI. — Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité), annexe n° 27 : Protection de la nature et de l'environnement (Crédits des services du Premier Ministre — I. — Services généraux), n° 2010 [8 octobre 1971].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582), annexe n° 8 : Aménagement du territoire, annexe n° 31 : Plan, n° 2585 [12 octobre 1972].

Son rapport fait au nom de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi d'orientation du commerce, n° 2149 et n° 2862 [20 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Importance des choix ; remodelage de nos structures administratives ; exemple d'incohérence en matière de décentralisation ; taux d'expansion de notre économie ; importance des réseaux d'autoroutes et des liaisons téléphoniques* [18 juillet 1968] (p. 2324, 2325).

Pose à M. le Ministre des Postes et Télécommunications une question orale sans débat relative à la situation des relations

téléphoniques [19 juillet 1968] (p. 2335, 2336, 2337).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur l'aide à l'investissement, Art. 4 : *Nécessité de ne pas pénaliser les entreprises qui, en raison des événements, seraient déficitaires en 1968 ; inciter les entreprises à déclarer des bilans déficitaires* [25 septembre 1968] (p. 2901) ;

— du projet de loi sur l'allégement de certaines charges fiscales des entreprises : Art. 1er : *Allégement des charges fiscales des entreprises ; amélioration des possibilités d'autofinancement des entreprises ; harmonisation des charges fiscales avec nos partenaires européens ; politique d'aménagement du territoire ; effet du non-relèvement des plafonds du versement forfaitaire majoré ; affectation du produit de la majoration de ce versement ; ressources du fonds d'action locale* [26 septembre 1968] (p. 2919, 2920).

Prend part à la discussion générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1969 : *Conséquences de la crise de mai ; taux de croissance de la production ; charges pesant sur l'économie ; taxe sur le fuel et l'essence ; majoration de l'impôt sur le revenu ; droits de succession ; taxe sur les salaires ; progression de la fiscalité locale ; évolution des forfaits du commerce et de l'artisanat ; impôt sur le bénéfice des sociétés ; révision de notre système fiscal ; projet relatif à la constitution de sociétés européennes ; augmentation des dépenses de fonctionnement ; accroissement des subventions accordées aux entreprises nationales et à l'agriculture ; ses observations sur les tarifs publics de l'énergie, des transports et des télécommunications ; situation de la S.N.C.F. et des Charbonnages ; niveau de nos exportations ; nombre des attachés commerciaux français à vocation agricole ; financement à long terme de notre économie ; rationalisation des circuits bancaires ; coût du crédit à l'échelon national et européen ; importance de l'information économique* [23 octobre 1968] (p. 3479 à 3481) ; Art. 14 : *Droits sur les poudres ; politique de la chasse en France* [24 octobre 1968] (p. 3542) ; Art. 21 : *Augmentation des prix de l'essence et du supercarburant ; taxation de l'énergie ; charge fiscale pesant sur les activités productrices de la France* (p. 3557) ; *problèmes de la politique énergétique* (p. 3558) ; *son amendement tendant à compléter l'article 2 par l'alinéa suivant : « à compter du 1er janvier 1969, la redevance prévue sur le fuel domestique, placé sous condition d'emploi, au profit du fonds de soutien aux hydrocarbures, est majorée à titre exceptionnel et pour l'année de 1 franc par hectolitre »* (p. 3558) ; *retrait de son amendement* (p. 3558) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — SERVICES GÉNÉRAUX. — CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial : Modicité des crédits budgétaires alloués à la délégation et au Commissariat du Plan ; fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire ; déclin de la Bretagne ; situation des régions du Nord et de la Lorraine ; accroissement des régions méridionales ; politique gouvernementale en matière d'aide ; importance de l'information ; autorisation donnée aux préfets de région d'examiner les demandes de primes de développement industriel jusqu'à concurrence de deux millions ; prêts du F.D.E.S. ; possibilité de donner aux sociétés de développement régional la possibilité d'instruire les dossiers de demande de prêts du F.D.E.S. ; installation des délégations de la caisse centrale de Crédit hôtelier, industriel et commercial dans toutes les métropoles régionales ; ses observations sur les institutions régionales ; efficacité des missions régionales, notamment de celles du Languedoc-Roussillon ; politique foncière ; organisation des paiements de l'Etat ; ses observations sur les marchés d'études ; comité « administration » du Commissariat du Plan ; plan-calcul ; délégation à l'informatique ; revision du Plan* [4 novembre 1968] (p. 3840 à 3842) ; *formation des jeunes ; abaissement de l'âge de la retraite ; financement à long terme de l'économie ; sa question de savoir à quel moment le Parlement sera saisi des grandes orientations du VIe Plan ; insuffisances du Ve Plan* (p. 3842) ; Art. additionnel : *Son amendement tendant à abroger l'article 71 de la loi de finances pour 1965* (p. 3859) ; *suppression du Centre national pour l'accroissement de la productivité* (p. 3859) ; INDUSTRIE : *Insertion de l'artisanat dans l'aménagement du territoire et les programmes de productivité ; efforts tentés par les chefs d'entreprise artisanales pour créer des emplois ; ses observations sur les aides ; création par les municipalités de zones d'industries légères ; nombre d'as-*

sistants techniques des métiers ; ses observations sur le centre national d'information pour la productivité des entreprises ; ses observations sur la fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises [5 novembre 1968] (p. 3938) ; AFFAIRES CULTURELLES, Art. 60 : *Cinéma français ; extension de la T.V.A. à l'ensemble de l'industrie du cinéma ; impôt sur les spectacles* [13 novembre 1968] (p. 4372).

Mise au point au sujet des votes de M. Borocco et Mme Troisier [25 octobre 1968] (p. 3600).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative aux réseaux d'assainissement des communes rurales [25 octobre 1968] (p. 3607).

Mise au point sur le vote de M. Peretti sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier (scrutin n° 27) [29 novembre 1968] (p. 4974).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, avec débat, relative à la situation de l'artisanat [29 novembre 1968] (p. 4974) : *Valeur qualitative de l'artisanat ; nécessité de définir clairement les objectifs d'une politique cohérente et efficace en faveur du secteur des métiers ; poids de la fiscalité ; reconnaissance du salaire fiscal en faveur des chefs d'entreprise ; encouragement à la création de zones artisanales par une campagne d'information ; attribution de primes de développement ; allégements fiscaux en faveur des entreprises créatrices d'emploi ; facilités de crédit à long terme en faveur des artisans non ruraux et des jeunes artisans ; décentralisation de la caisse centrale du Crédit hôtelier et industriel* (p. 4974, 4975, 4976).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale avec débat relative à l'application de la taxe d'assainissement dans les communes : *Difficultés des communes rurales ; critiques du système appliqué aboutissant à un transfert de charges sur les seuls consommateurs d'eau ; modification de la date des relevés de consommation et du mode de recouvrement ; nécessité d'équiper les communes en réseaux d'assainissement* [6 décembre 1968] (p. 5176, 5177, 5182).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative à l'indemnité viagère de départ : *Obstacles empêchant de nombreux fermiers et métayers d'obtenir l'indemnité viagère de départ ; création de zones de rénovation rurale ; situation désavantagée du fermier par rapport au propriétaire ; complexité des textes applicables en matière d'I.V.D.* [10 octobre 1969] (p. 2620, 2621, 2622).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Après l'Art. 6 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « 1° Pour l'imposition des revenus de l'année 1969, le taux du prélèvement visé à l'article 125 A du Code général des impôts est fixé à 10 % pour les intérêts des comptes sur le premier livret ouvert par les banques inscrites ou à statut spécial dans des conditions fixées par décret ; 2° Les pertes de recettes résultant du paragraphe I ci-dessus seront compensées par une augmentation à due concurrence du taux du prélèvement exceptionnel sur les banques »* [29 octobre 1969] (p. 3039, 3040) ; *retrait de son amendement* (p. 3041) ; Art. 11 : *Fiscalité du cinéma ; rétablissement de l'aide à l'exploitation ; droits du timbre sur les billets ; extension de la taxe sur la valeur ajoutée* (p. 3052) ; *son amendement tendant après les mots : « destinée à... » à rédiger ainsi la fin du paragraphe VI de cet article : « compenser pour les petites salles cinématographiques l'augmentation de la charge fiscale qui pourrait découler de l'application de la taxe sur la valeur ajoutée »* (p. 3053) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3053). SERVICE DU PREMIER MINISTRE. — PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, en qualité de *Rapporteur spécial : Commissariat général au Plan ; budget de la D.A.T.A.R. ; autorisations de programme du F.I.A.T. ; problème de la coexistence du Commissariat général du Plan et de la Délégation à l'aménagement du territoire ; options du VI^e^ Plan ; exécution du V^e^ Plan ; taux d'expansion ; pourcentages d'exécution du V^e^ Plan ; contenu et formes de la planification ; élaboration du Plan et son exécution ; choix des objectifs essentiels ; création d'un environnement économique et social favorable au développement industriel ; relations économiques internationales ; initiative privée ; futur plan d'action culturelle établi par le Ministère des Affaires étrangères devant s'intégrer dans le VI^e^ Plan ; réexamen des tâches dont l'Etat a la charge ; recherche de l'efficacité administrative ; rôle du comité administration ; préparation d'un schéma général d'aménagement de la France ; coordination*

entre les travaux relatifs au plan et ceux relatifs au schéma directeur ; création des régions ; réforme des structures communales; bilan migratoire des régions de l'Ouest et du Sud-Ouest ; attraction de Paris ; accroissement de la mobilité des Français ; expansion de la province ; équilibre démographique et économique de nos régions ; importance du réseau de communications nationales et internationales ; politique des axes de communication par rapport aux grandes implantations ; problème de l'eau ; caractère de la planification française [7 novembre 1969] (p. 3508 à 3510) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi tendant à modifier les articles 1952 et 1954 du Code civil sur la responsabilité des hôteliers, Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé par cet article pour l'article 1954 du Code civil par un nouvel alinéa : « les articles 1952 et 1953 ne s'appliquent ni aux objets faisant partie du chargement de véhicules et laissés sur place, ni aux animaux vivants »* [25 novembre 1969] (p. 4343) ; *mise en harmonie de la législation française avec une convention européenne ratifiée par la France ; responsabilité des exploitants de parkings ou de garages* (p. 4343, 4344) ; En troisième lecture, Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa du texte proposé pour l'article 1954 du Code civil : « Les articles 1952 et 1953 ne s'appliquent ni aux objets faisant partie du chargement de véhicules et laissés sur place, ni aux animaux vivants »* [17 décembre 1969] (p. 5022) ; *difficulté de faire preuve que des objets ont été laissés dans une voiture et dérobés* (p. 5022) ; en quatrième lecture, Art. 2 : *Ses observations sur le fait que la loi est faite par l'Assemblée et non par la commission des lois* [14 octobre 1970] (p. 4262) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, en qualité de *Rapporteur : Diversité du contenu de ce projet de loi ; validation des actes administratifs ; validation des actes administratifs annulés par la juridiction administrative ; ses observations sur le fait de procéder par la loi à des nominations rétroactives* [25 novembre 1969] (p. 4360) ; Art. 1er : *Ses observations sur les régimes de déduction, de forfait et de décote* (p. 4363) ; Art. 2 : *Taux de la T.V.A. applicable aux travaux de construction et d'entretien des lieux de culte ; chantiers du cardinal* (p. 4363) ; Art. 3 : *Exonération des frais et commissions perçus lors de l'émission des parts de fonds communs de placement* (p. 4364) ; Art. 4 : *Impôts dus par les cabarets d'auteurs et les cirques* (p. 4364) ; Art. 5 : *Cotisation à la production sur les sucres* (p. 4365) ; Art. 6 : *Modalités de perception des taxes forestières* (p. 4365) ; Art. 7 : *Allocation temporaire aux exportateurs* (p. 4365, 4366) ; Après l'Art. 7 : *Son sous-amendement tendant dans le paragraphe I de l'amendement de M. Bousseau après les mots : « non bâties » à insérer les mots : « ou de l'impôt qui en tient lieu dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ou dans les départements d'outre-mer »* (p. 4366) ; *son sous-amendement tendant, dans le paragraphe II de l'amendement de M. Bousseau à remplacer « 40 % » par « 1/3 »* (p. 4366) ; *taxe des prestations et taxe de la voirie ; difficultés dans les relations entre preneurs et bailleurs; possibilité que le preneur supporte une fraction de l'impôt foncier dans les communes où la taxe des prestations et la taxe de voirie ne sont pas perçues ; cas où les parties ne parviennent pas à un accord amiable* (p. 4366) ; *ses observations sur les amendements de MM. Halbout et Garcin* (p. 4367, 4368) ; *ressources des collectivités locales* (p. 4369) ; Après l'Art. 7 : *Réforme de la patente* [26 novembre 1969] (p. 4372) ; Art. 8 : *Prorogation des dispositions de l'ordonnance de 1967 qui permettent aux adolescents qui atteindront l'âge de 14 ans avant la rentrée de 1970 d'obtenir une dérogation à l'obligation scolaire ; ses observations sur la formule des sections d'éducation professionnelle publiques et privées* (p. 4372) ; Art. 8 : *Instauration d'un cycle moyen ouvert à tous les enfants issus du cycle élémentaire* (p. 4374) ; Art. 9 : *Majoration des rentes viagères servies par la Caisse autonome mutuelle de retraites des agents des chemins de fer secondaire d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways* (p. 4375) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4376) ; *problème de validation des dispositions d'un arrêté de Juillet 1946 fixant les taux de cotisations d'assurances sociales des assurés placés sous le régime général pour une partie des risques* (p. 4376) ; Après l'Art. 10 : *Possibilité donnée aux sociétés créées par les lois sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat* (p. 4377, 4378) ; *équivalences d'examens dans le cas du premier cycle pour les étudiants de quelques facultés libres ; organisation d'examens spéciaux*

(p. 4378, 4379) ; *problème de la création d'une taxe à la charge des établissements de soins et de cure sur les salaires versés à leur personnel paramédical et technique* (p. 4379) ; *règlement de la profession d'ambulancier* (p. 4380) ; Art. 11 : *Exécution de l'accord franco-roumain concernant le règlement des problèmes financiers et fixant la date limite au-delà de laquelle les demandes d'indemnisation ne seront plus recevables* (p. 4381) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par les mots : « et ne pourra être inférieur à 30 % »* (p. 4381) ; *allégement du contrôle sur les garanties d'emprunt accordées par les départements ; fixation d'un plafond ; pourcentage minimum des recettes fiscales du département auquel pourra s'élever le montant des annuités d'emprunts* (p. 4381) ; Après l'Art. 12 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article et à compléter l'article 46-5° de la loi du 10 août 1871 par de nouvelles dispositions : « modification de la périodicité des attributions prévues par le disposant ou groupement en un seule attribution des revenus provenant des libéralités assorties de charges analogues »* (p. 4381) ; *ses observations sur la loi du 20 mars 1954* (p. 4382) ; *retrait de son amendement* (p. 4382) ; Art. 13 : *Marchés hypothécaires ; admission au marché hypothécaire des billets de mobilisation portant sur des créances non transmissibles par voie d'endossement ; droit de gage ; formalités de radiation des inscriptions hypothécaires* (p. 4383, 4384) ; *ses observations sur l'amendement de M. Weinman* (p. 4383, 4384) ; Art. 14 : *Reclassement de fonctionnaires du corps de l'inspection du travail et de la main-d'œuvre ; problème des reports d'ancienneté* (p. 4384) ; Art. 15 : *Situation des chefs de poste et trésoreriers-payeurs des territoire d'outremer ; leur intégration dans le corps métropolitain homologue* (p. 4384) ; Art. 16 : *Intégration des personnels des services extérieurs du cadastre dans les corps homologues des services extérieurs des impôts ; constitution d'un service foncier regroupant des fonctionnaires issus de divers services, par exemple, des domaines et du cadastre* (p. 4384, 4385) ; Après l'Art. 16 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 4385) ; Art. 17 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « à titre exceptionnel, sont confirmés les tableaux d'avancement au titre des années 1958, 1959, 1960 pour la classe fonctionnelle du grade d'inspecteur divisionnaire de la répression des fraudes, ainsi que les décisions individuelles subséquentes »* [27 novembre 1969] (p. 4396) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4396) ; Art. 18 : *Validation de nominations de chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive* (p. 4397) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots : « qui prend effet à compter du 1er décembre 1967 »* (p. 4397) ; *rémunération des services rendus par l'Etat aux greffiers titulaires de charge à l'occasion de la délivrance de certaines pièces de procédure pénale ; rôle des greffiers en chef* (p. 4397) ; Après l'Art. 19 : *Applicatton des nouvelles dispositions du Code des pensions aux fonctionnaires et anciens fonctionnaires des préfectures des trois départements de l'Est étatisés en 1945* (p. 4398) ; Art. 20 : *Ses observations sur la loi du 14 septembre 1951* (p. 4399, 4400) ; Art. 21 : *Inapplication à la Guadeloupe de l'article L 29 du Code électoral prévoyant la prise en charge par l'Etat des frais d'impression des cadres pour la formation des listes électorales* (p. 4400) ; Art. 22 : *Ses observations sur la frappe de monnaie métallique pour les territoires de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie* (p. 4400) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur : Problème de la taxe locale d'équipement ; paiement de cette taxe ; redevances des agences financières de bassin ; formation professionnelle des infirmières ; marché hypothécaire ; création de magasins d'une surface de vente supérieure à 3.000 mètres carrés ; système fiscal ; réforme de la patente ; création d'une contribution de solidarité au profit de certains régimes de protection sociale des travailleurs non salariés ; validation rétroactive de certains actes administratifs annulés par le Conseil d'Etat ; situation d'un agent du ministère des anciens combattants* [17 décembre 1969] (p. 5014, 5015) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969 : *Situation économique actuelle ; caractère du projet de loi ; progression des indices de la production intérieure brute; mesures d'encadrement du crédit ; situation de nos entreprises exportatrices ; possibilité de prévoir un désencadrement des crédits de mobilisation des créances à court terme nées sur l'étranger* [9 décembre 1969] (p. 4717, 4718) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de l'avenant à la Convention du

21 juillet 1959 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune ainsi qu'en matière de contributions des patentes et de contributions foncières, signé à Bonn le 9 juin 1969, en qualité de *Rapporteur suppléant : Avoir fiscal pour les résidents de la République fédérale d'Allemagne ; versement des dividendes versés par les sociétés françaises* [17 décembre 1969] (p. 5016, 5017).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale sans débat relative aux prestations familiales des accidentés du travail [29 avril 1970] (p. 1378, 1379).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale avec débat relative à la situation des handicapés physiques [6 mai 1970] (p. 1151) : *Rapport Bloch-Lainé ; simplification des procédures administratives relatives à l'autorisation d'ouverture de centres ; développement des centres d'aide par le travail* (p. 1153, 1154).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Ses observations sur le redressement économique ; normalisation des enquêtes statistiques ; problème des prix ; modernisation de nos circuits de distribution ; bouleversement consécutif aux mouvements de population nés de l'urbanisation ; pratique des contrats de programme ; stabilisation du prélèvement fiscal ; allégement des taux de la T.V.A. ; régime de la T.V.A. pour le secteur du bâtiment ; suppression de la taxe complémentaire ; cas des salariés dont le revenu mensuel est voisin du S.M.I.G. ; situation des jeunes ménages ; cas des retraités ; problème de la patente ; fonds d'action conjoncturelle pour 1970 ; construction des logements ; éducation nationale ; mesures relatives à l'épargne ; problème des taux d'intérêt ; problèmes relatifs au commerce extérieur et aux exportations ; accords du G.A.T.T. ; conséquence des exportations faites par la France de biens d'équipement vers les pays en voie de développement ; problème des sociétés européennes ; problèmes monétaires ; système des droits de tirages spéciaux ; question de la création éventuelle d'une monnaie européenne* [13 mai 1970] (p. 1674. 1675).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant simplifications fiscales. Art. 1er : *Ses observations sur les capsules-congés ; cas des alcools de parfumerie* [3 juin 1970] (p. 2193) ; Art. 3 : *Problème des exportateurs ; cas des producteurs de parfums* (p. 2197) ; Art. 8 : *Suppression du droit d'essai ; régime des métaux précieux* (p. 2199, 2200) ; Art. 12 : *Problème des cinémas ; ses observations sur les ciné-clubs ; exonération de la T.V.A. pour toutes les associations* (p. 2200,2201) ; Art. 14 : *Ses observations sur les forfaits ; allégement des formalités exigées des entreprises moyennes* (p. 2202) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Cas des magasins à grande surface ; ses observations sur les circuits de distribution* [3 juin 1970] (p. 2203, 2204) ; Art. 1er : *Rapprochement de notre législation avec celle de l'Allemagne* (p. 2205, 2206) ; Après l'Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à supprimer la dernière phrase du paragraphe II de l'amendement du Gouvernement* (p. 2206) ; *avantages fiscaux accordés aux accédants à la propriété ; situation des particuliers qui investissent directement dans la construction de logements locatifs ; cas des actionnaires des sociétés immobilières d'investissement ; problème de la déduction de 20 %* (p. 2206, 2207) ; *inopportunité de l'abaissement du taux de déductibilité* (p. 2207) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan, Art. unique : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions (politique de développement de l'Ouest et aménagement de la façade atlantique)* [18 juin 1970] (p. 2814) ; *déséquilibre dont souffrent les régions de l'Ouest et du Sud-Ouest ; élaboration d'une stratégie globale de développement infrastucture portuaire* (p. 2814, 2815).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative au revenu des producteurs de lait et de viande et aux revendications des petits et moyens agriculteurs ; [16 octobre 1970] (p. 4391) ; *Mesures prises par le Gouvernement relatives au prix des produits agricoles ; prix du lait et de la viande bovine ; rattrapage intégral des prix européens ; prime d'abattage des vaches ; développement rapide des industries de transformation et de conditionnement ; complémentarité de la production*

agricole et des industries alimentaires ; recherche de débouchés et élude quanlilative et quatitative des marchés (p. 4394).

Prend part à la discussion générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Ses observations sur les allégements fiscaux ; simplification et aménagement progressif de la T.V.A. ; impôts des collectivités locales ; ses observations sur la patente ; réforme de la gestion et des structures administratives ; fraude fiscale ; faiblesse de la croissance spontanée de notre économie ; ses observations sur les dispositions envisagées par le Gouvernement pour que les petites et moyennes entreprises bénéficient du crédit-bail ; primes de développement industriel ; ses observations sur les entraves administratives ; sa question de savoir si l'on ne pourrait aider les exportateurs en autorisant la mobilisation des valeurs ; construction de logements sociaux ; création d'établissements hospitaliers ; besoins en équipements sportifs et socio-culturels* [21 octobre 1970] (p. 4477, 4478) ; *ses observations sur les prix ; caractère fragile de l'équilibre entre la consommation, les prix et l'épargne* (p. 4479) ; PREMIÈRE PARTIE : Art. 2 : *Réduction d'impôt de 5 % applicable aux bénéficiaires de certains traitements ; situation des petits artisans ; taxe complémentaire ; réduction de la différence d'imposition entre les petits artisans et les salariés exerçant une activité comparable* [22 octobre 1970] (p. 4516) ; Art. 11 : *Ses observations sur l'état des bâtiments agricoles et des logements des exploitants agricoles ; conséquence des dépenses d'amélioration sur le plan fiscal ; problème des logements des exploitations louées ; ses observations sur les bâtiments d'exploitation ; cas où est possible une déduction des charges* (p. 4527, 4528) ; Art. 16 : *Suppression du droit de timbre frappant les spectacles cinématographiques* (p. 4539) ; Art. 25 : *Modification du droit de francisation et de navigation ; imposition des moteurs d'une puissance supérieure à deux chevaux administratifs montés sur des coques de moins de deux tonneaux ; pourcentage des bateaux à moteur exonérés* (p. 4549) ; Art. 28 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Toutefois, elles cessent de s'appliquer à compter du 1er décembre 1971 pour les véhicules de 8 à 16 CV appartenant aux chefs de famille d'au moins 4 enfants âgés de moins de dix-huit ans »* (p. 4551) ; *charge constituée par la taxe différentielle* (p. 4551) ; DEUXIÈME PARTIE : DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Priorité donnée à l'industrialisation ; part de nos exportations de produits industriels ; nécessité de modifier les mentalités et les comportements ; problème de la compétition internationale ; ses observations sur les conditions de la concurrence ; question des ententes ; ses observations sur les centres de décision des sociétés étrangères* [30 octobre 1970] (p. 4985) ; *problème des infrastructures ; finalité de l'industrialisation ; ses observations sur les mutations sociales et la qualité de la vie ; nécessité d'une bonne information économique* (p. 4986) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET L'ACTION RÉGIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial : Développement de la politique définie dans les grandes options du VIe Plan ; actions en faveur de la rénovation rurale ; aménagements touristiques ; aménagement du Languedoc-Roussillon ; ses observations sur l'Aquitaine, la montagne et la Corse ; volume du crédit consacré à l'industrialisation ; répartition des aides financières de l'Etat ; problème de l'aménagement du temps ; protection contre les nuisances ; information du Parlement ; aménagements urbains ; problème de l'aménagement de la région parisienne* [3 novembre 1970] (p. 5026, 5027) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT : *Ses observations sur le déroulement du débat* [5 novembre 1970] (p. 5161) ; TITRE VI : *Fonds d'action conjoncturelle ; ses observations sur les entreprises du bâtiment* (p. 5174) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : Art. 63 : *Ses observations sur les paroles de M. Marcellin* [13 novembre 1970] (p. 5464).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat relative au développement régional [27 novembre 1970] (p. 6025, 6026).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970 : *Surestimation de certaines prévisions en matière de ressources ; exemple de l'impôt sur le revenu ; contribution des patentes ; pouvoir d'achat des personnels de la fonction publique et des employés de l'Etat ; déblocage des crédits du fonds d'action conjoncturelle ; développement industriels et aménagement du territoire ; taux des obligations cautionnées ; affluence des capi-*

taux étrangers en France ; commerce extérieur [8 décembre 1970] (p. 6256) ; Art. 5 : *Son amendement tendant, avant le paragraphe I de cet article, à insérer un nouveau paragraphe (liste des sociétés assujetties à la contribution sociale de solidarité)* (p. 6266) ; *cas des sociétés dont le siège est situé hors du territoire de la France métropolitaine ou des départements d'outre-mer* (p. 6266) ; Art. 10 : *Son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article, à supprimer les mots : « des sociétés de caution mutuelle et... »* [9 décembre 1970] (p. 6351) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 60-790 du 2 août 1960 tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux ou à usage industriel dans la région parisienne : *Environnement industriel ; objet du projet de loi ; son opposition à l'attribution de primes d'incitation à la décentralisation aux compagnies d'assurance et aux banques ; agréments pour des constructions ou des utilisations de locaux par des services publics ; sa question de savoir si le Ministère de l'Education nationale s'installera à la Défense ; détérioration des conditions de vie existant à Paris* [8 avril 1971] (p. 1000, 1001) ; Art. 1er : *Prime de démolition ; recettes de la redevance* (p. 1013) ; Art. 2 : *Etalement de la perception de la redevance* (p. 1014, 1015) ; Art. 3 : *Son sous-amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte de l'amendement de M. Pierre Bas, après les mots : « conseil d'administration du district de la région parisienne » à insérer les mots : « après consultation des conseils généraux »* (p. 1015) ; *élaboration des textes réglementaires* (p. 1015) ; *problème de la décentralisation du secteur bancaire nationalisé et des compagnies d'assurances* (p. 1071) ; Art. additionnels : *Son sous-amendement tendant à la fin de l'amendement de M. Wagner à substituer aux mots : « demande de permis de construire déposée avant le 1er novembre 1970 » les mots : « demande d'agrément avant la promulgation de la présente loi »* (p. 1023) ; *problème des modifications apportées à des projets ayant, à la date en question, déjà reçu l'agrément ou le permis de construire* (p. 1023).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative aux problèmes agricoles [16 avril 1971] (p. 1186) : *Inquiétude des milieux paysans ; niveau des prix à la production ; progression constante du prix des céréales, nécessité des prix rémunérateurs en faveur des productions animales et des produits laitiers ; poursuite de l'effort de modernisation et d'équipement (adductions d'eau, assainissement, remembrement) ; problème des structures ; groupements fonciers ; indemnité viagère de départ* (p. 1197, 1198) ; *subvention accordée à la poudre de lait destinée à l'alimentation animale ; cas du lait transformé en caséine* (p. 1201).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, Art. 1er : *Possibilité de faire bénéficier de la taxe les futurs travailleurs indépendants : agriculteurs, artisans, leurs aides familiaux* [8 juin 1971] (p. 2537) ; *maisons familiales d'apprentissage agricole* (p. 2537) ;

— du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation **professionnelle permanente**, Art. 48 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'amendement de M. Bégué, après les mots : « aides familiaux agricoles » à insérer les mots : « et des travailleurs des professions para-agricoles »* (p. 2571).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la fiscalité des associations [11 juin 1971] (p. 2742, 2743).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : SERVICES DU PREMIER MINISTRE - PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, en qualité de *Rapporteur spécial : Objectifs du VIe Plan ; hausse du niveau général des prix ; rôle du Commissariat général du Plan ; objectifs de la délégation à l'aménagement du territoire ; création d'activités de service hors de Paris* [25 octobre 1971] (p. 4860) ; *aménagement du complexe de Fos ; réalisation de la réforme régionale ; politique d'aménagement du territoire ; fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire ; développement des villes moyennes ; répartition de la population active ; zones de rénovation ; faiblesse des sommes consacrées au développement industriel et tertiaire régional* (p. 4861) ; TITRE IV : *Missions dévolues au centre national d'information pour la productivité des entreprises* (p. 4887, 4888) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Importance sociale du cinéma* [27 octobre 1971] (p. 4962) ; *réformes de l'industrie cinématographique ; fonds de soutien financier de l'Etat à l'industrie cinématographique ; problème de la*

fiscalité (p. 4963) ; ÉQUIPEMENT ET LOGEMENT : ÉQUIPEMENT : *Ses observations sur la suite du débat* [28 octobre 1971] (p. 5025) ; LOGEMENT ET URBANISME : *Caractère du budget du logement* (p. 5060) ; *nombre des P.L.R. ; problème de la modernisation des logements vétustes ; problèmes financiers ; crédits en matière d'H.L.M. ; financement par le Crédit foncier ; distorsion entre les prix et les ressources des ménages ; problème de l'animation des grands ensembles* (p. 5061) ; *risque de ségrégation à l'égard des jeunes ménages et des personnes âgées ; ses observations sur les maisons prêtes à être habitées* (p. 5062) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT, en qualité de *Rapporteur spécial : Ses observations sur le VIe Plan ; nécessité de ne pas engager une croisade contre le développement industriel des sociétés modernes* [8 novembre 1971] (p. 5508) ; TRANSPORTS - AVIATION CIVILE : *Relations entre la métropole et la Corse* [15 novembre 1971] (p. 5687); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur l'amendement M. Bousseau* [16 novembre 1971] (p. 5801, 5802 et 5804) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Pierre Lelong tendant à amender l'ordonnance du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixte d'intérêt agricole, Art. 11 : *Application de l'article 40 à l'amendement de M. André-Georges Voisin* [23 novembre 1971] (p. 6040) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles, Art. 9 : *Application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Chazalon* [30 novembre 1971] (p. 6208) ;

— du projet de loi relatif au démarchage financier et à des opérations de placement et d'assurance, Art. 5 : *Son sous-amendement tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Bernard Marie et en conséquence à la fin du premier alinéa substituer aux mots : « réunissant les conditions suivantes » les mots : « satisfaisant à la condition suivante »* [2 décembre 1971] (p. 6355).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre une question orale avec débat relative aux accidents de la route [5 mai 1972] (p. 1403) : *Augmentation du nombre des accidents et des victimes ; amélioration du réseau routier ; renforcement des forces de police ; contrôle de l'état des véhicules ; formation permanente du conducteur* (p. 1404, 1405).

Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. 10 : *Son amendement relatif à la contribution sociale de solidarité* [18 mai 1972] (p. 1649) ; *ses observations* (p. 1649, 1650) ; *retrait de son amendement* (p. 1650).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débats relative aux problèmes agricoles [6 octobre 1972] (p. 3974) : *Production laitière et production de la viande* (p. 3979) ; *modernisation de l'élevage* (p. 3979).

Prend part à la discussion générale du projet de loi de finances pour 1973 : *Equilibre budgétaire ; lutte contre l'inflation à l'extérieur ; conférence de presse du général de Gaulle du 4 février 1965 (restauration de l'étalon-or) ; déficit de la balance des paiements américaine* [24 octobre 1972] (p. 4307); *nécessité d'une réorganisation du système monétaire international ; points demeurant en suspens : 1° la nature du futur étalon monétaire international, problème des pays de l'Est, retour à la convertibilité du dollar ; 2° balances dollars ; 3° lutte contre les mouvements erratiques des capitaux flottants* (p. 4308) ; *rôle de la France dans la formulation d'un diagnostic ; nécessité d'une union monétaire européenne* (p. 4308, 4309) ; Après l'Art. 2 : *Ses observations à l'amendement du Gouvernement instituant un abattement pour les personnes âgées* [25 octobre 1972] (p. 4369) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à exonérer de la taxe sur les voitures de plus de 16 CV et sur les voitures des sociétés les voitures mises à la disposition des voyageurs, représentants de commerce et placiers (V.R.P.) ; retrait* (p. 4380) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. — JOURNAUX OFFICIELS. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL, COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN, en qualité de *Rapporteur spécial* pour le Commissariat général du Plan : *Médiateur entre le Parlement et le Gouvernement ; absence de transmission d'information ; qualité des travaux du Commissariat ; hausse des prix ; gains de productivité ; inadapta-*

tion de l'offre à la demande d'emploi ; taux d'exécution du Plan ; capacités d'investissement des départements et des communes et transferts de charges ; évolution du commerce extérieur et de la balance des paiements [13 novembre 1972] (p. 5074) ; *politique des revenus et de l'environnement ; moyens budgétaires et extra-budgétaires pour une aide efficace aux pays en voie de développement* (p. 5075) ; SECTION VI. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ ; ÉTAT B, TITRE IV : *amendement de réduction des crédits de ce titre ; création et rôle d'un médiateur pour améliorer les relations entre les citoyens et l'administration ; mission entreprises - administration* (p. 5080) ; *sa satisfaction et son souhait que cette mission soit intégrée dans les attributions du médiateur ; retrait de l'amendement* (p. 5081) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur spécial* suppléant de M. Collette pour les prestations sociales agricoles : *Aspect positif de ce projet de budget ; croissance modérée des cotisations ; effet important des mesures sociales arrêtées en septembre dernier en faveur des familles et des personnes âgées ; suppression des abattements de zones ; assouplissement des conditions d'attribution de la pension pour inaptitude en faveur des exploitants travaillant seuls ; trois sources de recettes : celles qui proviennent de la profession, le produit des taxes sur les produits agricoles, la part qui incombe à la collectivité nationale ; caractère archaïque de l'assiette retenue (revenu cadastral) pour les cotisations d'assurance volontaire ; versement du Fonds national de solidarité* [14 novembre 1972] (p. 5127, 5128) ; LOGEMENT : *Transfert progressif de logement social des secteurs les plus aidés vers les secteurs les moins aidés ; volonté de consacrer les aides à des opérations importantes en volume au détriment de la politique de diversité réclamée par la plupart des élus locaux ; comparaison de la structure des financements prévus par le Plan et celle qui est proposée dans le budget de programme ; concentration des financements publics sur les I.L.N., les H.L.M. en accession à la propriété et les prêts spéciaux du Crédit foncier ; fonds de l'allocation de logement ; sa demande d'un secteur social plus important ; diminution des aides accordées aux villes de province de moyenne importance* [16 novembre 1972] (p. 5322) ; *diversification des logements ; diminution du financement de l'habitat rural (primes sans prêt) ; son soutien à la demande M. Jacques Richard (attribution d'un supplément de huit mille primes sans prêt) ; son souhait d'un examen de la politique du logement rural ; problème des maisons mobiles ; résidence secondaire* (p. 5323) ; TOURISME : *Nécessité de ne pas abandonner l'hôtellerie traditionnelle ; aménagement de la fiscalité, notamment pour les hôtels, dits de préfecture et harmonisation de notre fiscalité entre toutes les formes d'hébergement ; camping-caravaning ; normes de classement ; simplification de certaines dispositions fiscales et notamment de la patente pour les locations en meublé ; nécessité de développer les équipements d'infrastructures, notamment sur la côte Atlantique* [17 novembre 1972] (p. 5364, 5365) ; AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, en qualité de *Rapporteur spécial : Création en 1963 de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale ; freinage de la croissance de la région parisienne ; son regret que pendant des années la région parisienne ait échappé à l'autorité de la D.A.T.A.R.* (p. 5406) ; *création des métropoles d'équilibre ; régionalisation du budget ; décentralisation administrative ; création des régions ; assemblée régionale ; Fonds d'intervention et d'aménagement du territoire ; Fonds d'intervention pour l'aménagement de la nature et de l'environnement ; aides au développement régional ; Fonds de rénovation rurale ; dotation du Fonds de développement économique et social ; redevance pour implantation de bureaux dans la région parisienne ; politique de l'eau ; protection de l'environnement ; Bretagne, Languedoc-Roussillon ; son souhait que le montant des crédits du F.I.A.T. soit porté à 500 millions de francs* (p. 5407) ; ECONOMIE ET FINANCES — I. — CHARGES COMMUNES : *Tiers du budget de l'Etat ; son souhait que l'appellation « charges communes » soit remplacée ; évolution de la dette publique, indice de la bonne gestion financière de l'Etat ; évolution de notre dette extérieure ; désendettement du Trésor à l'égard du système bancaire ; perfectionnement de nos mécanismes financiers ; substitution en janvier 1971 du marché monétaire à l'escompte comme moyen essentiel du refinancement des banques ; méthodes de contrôle des liquidités des banques ; relation entre le marché monétaire et le marché obligataire ; aspect social du budget des charges communes ; contribution de l'Etat au régime de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés, au*

fonds national d'aide au logement ; majorations des rentes viagères ; fonds national de solidarité ; minimum vieillesse [18 novembre 1972] (p. 5489) ; Articles non rattachés. — Art. 48 : *Régime fiscal applicable au spectacle et au spectacle cinématographique en particulier ; demande la suppression totale du droit de timbre frappant les billets d'entrée dans les salles de cinéma* [18 novembre 1972] (p. 5516).

Pose à M. le Ministre d'Etat chargé des Affaires sociales une question orale sans débat relative aux accidents du travail [15 décembre 1972] (p. 6270, 6271).

ANTHONIOZ (Marcel)

Député de l'Ain
(2e circonscription)
R.I.

SECRÉTAIRE D'ETAT
AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉQUIPEMENT
ET DU LOGEMENT
du 22 juin 1969 au 8 juillet 1969

SECRÉTAIRE D'ETAT AU TOURISME
du 8 juillet 1969 au 6 juillet 1972

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2192).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu vice-président de l'Assemblée Nationale [12 juillet 1968] (p. 2204), [2 avril 1969] (p. 813).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation de jeux [3 octobre 1968] (p. 3045).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Equipement et du Logement (Gouvernement Chaban-Delmas) décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Prend le titre de Secrétaire d'Etat au Tourisme, décret du 8 juillet 1969 [*J.O.* du 9 juillet 1969] (p. 6998).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 22 juillet 1969, de son mandat de député [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452), [16 septembre 1969] (p. 2279).

Il est mis fin, sur la présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat au Tourisme (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341) annexe n° 30, Aviation civile (Crédits du Ministère des Transports), n° 359 [10 octobre 1968].

En qualité de vice-président, préside :

La 2e séance du 17 juillet 1968 (p. 2277) ; la 1re séance du 23 juillet 1968 (p. 2467) ; la 1re séance du 25 juillet 1968 (p. 2570) ; la 2e partie de la 1re séance du 1er octobre 1968 (p. 3009) ; la 2e séance du 8 octobre 1968 (p. 3104) ; la 1re séance du 23 octobre 1968 (p. 3471) ; la 2e séance du 23 octobre 1968 (p. 3491) ; la 2e séance du 30 octobre 1968 (p. 3723) ; la 3e séance du 30 octobre 1968 (p. 3727) ; la 1re séance du 9 novembre 1968 (p. 4231) ; la 2e séance du 14 novembre 1968 (p. 4403) ; la 3e séance du 14 novembre 1968 (p. 4416) ; la 2e séance du 18 novembre 1968 (p. 4643) ; la séance du 21 novembre 1968 (p. 4770) ; la 2e séance du 27 novembre 1968 (p. 4882) ; la 1re séance du 5 décembre 1968 (p. 5127) ; la 2e séance du 10 décembre 1968 (p. 5280) ; la 1re séance du 12 décembre 1968 (p. 5379) ; la 1re séance du 19 décembre 1968 (p. 5669) ; la séance du 14 mai 1969 (p. 1393).

Interventions :

En qualité de vice-président :

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Lebon [25 juillet 1968] (p. 2570).

Ses observations sur la présence dans l'hémicycle de parlementaires israéliens [14 novembre 1968] (p. 4404).

Ses observations sur la mise au point faite par M. Chaumont sur son vote sur l'amendement de M. Souchal lors de la discussion du projet relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier [27 novembre 1968] (p. 4891).

Ses observations sur les mises au point faites par MM. Bousquet, Villon et Gilbert

Faure sur leur vote respectif au projet de loi sur l'exercice du droit syndical dans l'entreprise [5 décembre 1968] (p. 5127, 5128).

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. Barrot et Lavielle [12 décembre 1968] (p. 5379, 5380), et sur la mise au point faite par M. Bertrand des Garets au sujet de son vote (p. 5380).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Commenay [19 décembre 1968] (p. 5669).

En qualité de député :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 3 : *Ses observations sur cet article* [19 juillet 1968] (p. 2342) ; Art. 19 : *Taux de la vignette pour les voitures de 8 à 11 CV ; porter la limite supérieure à 12 CV* (p. 2361) ; *ses observations sur la DS 21* (p. 2361) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 12 : *Pratique fiscale en matière de transport aérien ; parité des charges entre Air Inter et Air France ; exonération de la T.V.A. en matière de prestations réservées à l'exportation* [19 juillet 1968] (p. 2375) ;

— du projet de loi sur l'aide à l'investissement, Art. 3 : *Problème des matériels utilisés par les industries de transformation des matières plastiques* [25 septembre 1968] (p. 2900) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 7 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [24 octobre 1968] (p. 3524) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969. TRANSPORTS. — AVIATION CIVILE, en qualité de *Rapporteur spécial : Dépenses de fonctionnement ; dépenses en capital ; créations d'emploi ; possibilité de regroupement des services du Secrétariat général de l'aviation civile ; fonctionnement de l'Ecole nationale de l'aviation civile ; formation aéronautique ; suppression de la subvention allouée à l'organisation de gestion et de sécurité aéronautique de l'Algérie ; création d'une société d'économie mixte, groupant, outre l'Etat, les organismes publics et les entreprises privées intéressées aux études et au développement à l'étranger des matériels français dans le domaine de l'aviation civile ; situation de l'aéroport de Paris ; extension d'Orly ; aménagement de Paris-Nord ; Air France ; construction de l'avion* Mercure *; préoccupation d'Air France en ce qui concerne l'équipement hôtelier ; Air Inter ; intervention du F.I.A.T. ; possibilité de revenir, en faveur d'Air Inter, au système de détaxation sur l'essence ; ses observations sur l'Union des transports aériens ;* Concorde ; Airbus ; Mercure II ; *abandon par les Américains du projet de l'avion supersonique à géométrie variable, le* S.S.T. ; *avion à aile delta ; problème du bruit ; ses observations sur le* Nord 262, *le* MD 320, l'Hirondelle *et le* Mystère 20 ; *question de l'infrastructure secondaire* [6 novembre 1968] (p. 4039 à 4041) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 14 : *Crédits de l'aviation civile ; crédits accordés à l'aéroport de Paris ; ses observations sur Air France et Air Inter* [3 décembre 1968] (p. 5026) ;

— du projet de loi modifiant et complétant le Code de l'urbanisme et de l'habitation en ce qui concerne le permis de construire : *Son rappel au Règlement : audition du Ministre de l'Equipement par la Commission des lois* [17 décembre 1968] (p. 5572) ; *procédure retenue pour l'attribution du permis de construire ; lenteur de l'examen des dossiers ; contrôle* a posteriori ; *caractère dangereux de la mesure envisagée ; difficultés éprouvées par les maires et les responsables des villes et des communes ; certificat de conformité* (p. 5582, 5583) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le texte modificatif proposé pour le deuxième alinéa de l'article 84 du Code de l'urbanisme, après les mots : « est exigé pour » à insérer les mots : « les clôtures »* (p. 5591) ; *construction d'une clôture* (p. 5591) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa (1°) du texte proposé pour l'article 85 du Code de l'urbanisme à insérer les mots : « ceci après accord du Ministère »* (p. 5592) ; *cas où le permis de construire n'est pas exigé* (p. 5592) ; *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 85-1 du Code de l'urbanisme et de l'habitation par les dispositions suivantes : « dans les communes, groupements de communes ou villes retenues comme stations classées touristiques, thermales, balnéaires et climatiques, ainsi que dans les villes possédant un patrimoine artistique reconnu »* (p. 5592) ; *ses observations sur son amendement ; ses observations sur les stations classées en fonction d'incidences fiscales*

(p. 5592, 5593) ; Ses explications de vote : *Ses observations sur le déroulement de la discussion ; le groupe des Républicains indépendants ne participera pas au vote* (p. 5596) ;

— du projet de loi mettant en harmonie l'article 1953 du Code civil avec la Convention européenne du 17 décembre 1962 sur la responsabilité des hôteliers quant aux objets apportés par les voyageurs : *Mise en harmonie de notre réglementation interne avec celle de nos voisins ; responsabilité des hôteliers ; cas des objets précieux ; problème de la réparation du préjudice lorsqu'il n'y a pas faute de l'hôtelier* [6 mai 1969] (p. 1256) ; Avant l'Art. unique : *Son amendement tendant à insérer l'article suivant : « il est inséré avant l'article 1952 du Code civil le titre suivant : section VI du dépôt d'hôtellerie »* (p. 1256) ; *règles de preuves en matière d'hôtellerie ; notion de dépôt nécessaire* (p. 1256) ; *son amendement tendant à modifier l'article 1952 du Code civil (responsabilité des hôteliers pour toute détérioration, destruction ou soustraction des objets apportés à l'hôtel par le voyageur qui y descend et y dispose d'un logement ; indication des objets qui sont apportés à l'hôtel)* (p. 1257) ; *ses observations sur la Convention européenne* (p. 1257) ; *ses observations sur les paroles de M. Jeanneney* (p. 1257) ; *notion du dépôt nécessaire* (p. 1258) ; *ses observations sur les voitures automobiles* (p. 1258) ; Art. unique : *Son amendement tendant à modifier l'article 1953 du Code civil (cas où la responsabilité de l'hôtelier est illimitée)* (p. 1258) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à remplacer l'article 1954 du Code civil par de nouveaux alinéas (cas où l'hôtelier n'est pas responsable)* (p. 1259) ; *ses observations sur les exemples étrangers* (p. 1259, 1260) ; *problème des objets laissés dans une voiture* (p. 1260) ; *son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de M. Mario Bénard par la phrase suivante : « les dispositions des articles 1952, 1953, 1954-1 et 1954-2 ne s'appliquent ni aux véhicules, ni aux objets faisant partie de leur chargement et laissés sur place, ni aux animaux vivants »* (p. 1260).

En qualité de Secrétaire d'Etat au tourisme :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) : *Ses observations sur les loisirs ; le tourisme doit devenir une industrie d'exportation ; impératifs d'un tourisme moderne ; équipements collectifs et privés ; problème de la promotion et de la propagande ; présentation d'un tableau d'ensemble des moyens financiers engagés par l'Etat ; crédits du fonds de développement économique ; crédits en faveur de la réalisation de ports de plaisance ; fonds d'investissement pour l'aménagement du territoire ; ses observations sur le Languedoc-Roussillon et l'Aquitaine ; rôle des collectivités locales ; mission de l'hôtellerie française ; simplification de la T.V.A. ; assiette des cotisations de charges sociales ; utilisation des crédits du F.D.E.S. ; problème de l'hôtellerie parisienne ; mise en œuvre de deux hôtels d'une capacité de 500 chambres ; établissement de nouvelles normes pour le classement en hôtel de tourisme ; objectifs du V^e^ Plan ; tourisme social ; développement des villages de vacances ; ses observations sur le camping ; prime spéciale d'équipement hôtelier ; « carte des aides » à l'hôtellerie ; problème de l'introduction de l'informatique ; constitution d'un système de réservation qui offre à ses clients une gamme d'hôtels en toute impartialité commerciale ; analyse des actions entreprises dans le domaine des équipements touristiques collectifs ; création de stations touristiques ; ports de plaisance ; possibilité du tourisme nautique intérieur ; conditions dans lesquelles l'Etat pourrait rétrocéder aux collectivités locales certains canaux qui ne supportent pratiquement plus de trafic commercial ; collaboration avec le Ministère de l'Agriculture ; création et mise en valeur des parcs nationaux et des parcs naturels régionaux ; problème de la promotion et de la propagande ; rôle des délégués régionaux ; ses observations sur les syndicats d'initiative ; question des marchés extérieurs ; état actuel de la compétition touristique internationale ; propositions d'une agence américaine pour la promotion de notre tourisme aux Etats-Unis, au Canada, en Grande-Bretagne et en Allemagne ; rôle de Publicis et d'Havas pour la promotion en Espagne, en Italie et dans les pays scandinaves ; activité de notre représentation à l'étranger ; rôle d'Air France et de la S.N.C.F. ; ses observations sur les Maisons de France dans les villes étrangères ; action de l'Union des transports aériens ; étalement des vacances ; possibilité de rechercher des aménagements par secteur d'activité, par région et au besoin d'envisager des dispositions d'ordre fiscal ; dates des congés scolaires ; régime des fer-*

metures annuelles ; contribution de l'activité du tourisme à une meilleure répartition des ressources sur le territoire ; ses observations sur le Languedoc-Roussillon, les Alpes et la Corse [5 novembre 1969] (p. 3346 à 3351) ; *ses observations sur le camping et le caravaning* (p. 3355) ; *ses observations sur les départements d'outre-mer* (p. 3360) ; *problèmes hôteliers ; utilisation des crédits du fonds de développement économique et social ; conséquence de la création de grands hôtels dans la région parisienne, à Lille et à Nice ; construction d'hôtels neufs ; crédits du F.D.E.S. ; possibilité de doter Paris des structures d'accueil nécessaires ; prime d'équipement hôtelier ; stations thermales ; exemple de la région des Vosges ; carte des aides à l'hôtellerie ; tourisme social ; crédits réservés aux organismes à but non lucratif ; subventions d'équipement ; modification de l'état d'esprit des Français ; dispositions d'ordre fiscal envisagées par le Premier Ministre ; ses observations sur la Normandie et la région Languedoc-Roussillon ; rôte des consulats de France à l'étranger ; conséquence de la substitution de la taxe sur la valeur ajoutée à la taxe locale ; classement des stations ; fermeture de certains bureaux à l'étranger ; formation professionnelle ; tourisme familial* (p. 3365 à 3367) ; *problème de la Savoie ; fiscalité pesant sur l'hôtellerie ; autoroute Paris-Nice ; ses observations sur l'agence Ogilvy and Mather pour notre propagande à l'étranger ; problème des logis de France ; tourisme en zone rurale ; utilisation des voies navigables intérieures ; tourisme aux Antilles ; étalement des vacances ; normes de classement ; défense des sites ; primes d'investissement hôtelier ; équipement de la montagne ; équipement du Risoul ; problème de la voirie départementale* (p. 3368, 3369) ;

— du projet de loi tendant à étendre l'application des dispositions des articles 16 et 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Plans d'occupation des sols ; proposition de M. Roux ; prolongation des délais de la période transitoire ; codification de l'ensemble des textes concernant l'urbanisme ; publication des servitudes d'utilité publique affectant l'occupation du sol ; élaboration des documents d'urbanisme opposables aux tiers ; ses observations sur les agences d'urbanisme* [4 décembre 1969] (p. 4629, 4630) ; *ses observations sur les paroles de M. Delachenal et sur les amendements déposés sur ce projet de loi* (p. 4630, 4631).

Répond à la question orale sans débat de M. d'Ornano relative au port du Havre [5 décembre 1969] (p. 4696).

Répond à la question orale sans débat de M. d'Ornano relative aux méthodes de classement des plages françaises [10 avril 1970] (p. 951, 952).

Répond à la question orale sans débat de M. Virgile Barel relative au tourisme social [19 juin 1970] (p. 2885, 2886).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — TOURISME : *Caractère du budget du Commissariat général au tourisme* [27 octobre 1970] (p. 4785) ; *ses observations sur le tableau récapitulatif des crédits et leur répartition ; coordination des efforts poursuivis par l'Etat en faveur des équipements touristiques ; opérations d'aménagement touristique réalisées avec l'aide de l'Etat ; fonds d'expansion pour la Corse ; prime spéciale d'équipement hôtelier ; prêts du F.D.E.S. ; interventions du F.I.A.T. ; précarité de notre balance du tourisme ; rôle du comité interprofessionnel du tourisme ; nécessité de respecter l'objectif de la rentabilité ; finalité humaine et sociale du tourisme ; augmentation de la capacité hôtelière de Paris* (p. 4786) ; *problème des seuils au-dessous desquels les crédits du F.D.E.S. ne sont plus accordés ; problème de l'extension et de la modernisation des établissements existants ; prime spéciale d'équipement hôtelier ; principe d'un aménagement à la règle du butoir qui devrait permettre une récupération plus rapide des sommes versées par les promoteurs hôteliers au titre de la T.V.A. ; ses observations sur les hébergements complémentaires ; cas des locations en meublé ; tourisme social et familial ; opportunité de présenter en annexe du budget du Commissariat général au tourisme l'ensemble des crédits provenant d'autres ministères réservés aux équipements touristiques ; fonds d'expansion de la Corse ; aménagement du Languedoc-Roussillon ; ressources touristiques de l'Aquitaine ; ses observations sur les régions de montagne ; rentabilité des investissements publics* (p. 4787) ; *ses observations sur le « Plan neige » ; relance de la promotion du tourisme français à l'étranger ; élaboration des campagnes de publicité par des agences de publicité privées ; réorganisation de nos*

bureaux à l'étranger ; rôle de nos représentants à l'étranger ; création de l'association « Hotels in France » ; ouverture d'un bureau du tourisme français à Tokyo ; accords passés avec Air France et U.T.A. ; réservation électronique des prestations touristiques ; problèmes du thermalisme français (p. 4788) ; *étalement des vacances ; formation professionnelle ; ses observations sur les loisirs des Français ; expérience des villages de vacances ; projet de création d'un bureau d'information destiné à renseigner les familles sur les possibilités qui leur sont offertes dans le domaine du tourisme ; aide de l'Etat aux terrains de camping ; aménagements en zone rurale* (p. 4789) ; *ses observations sur les parcs nationaux et régionaux ; lutte contre la pollution des plages* (p. 4790) ; *crédits affectés à la Savoie, à la Haute-Savoie et au département de l'Ain* (p. 4794) ; *caractère interministériel du secrétariat d'Etat au tourisme ; disparité de la fiscalité en matière d'hôtellerie ; ses observations sur les taux de T.V.A. ; taux de la T.V.A. sur les agences de voyage ; fiscalité pesant sur les propriétaires de résidences secondaires ; lutte contre les incendies de forêts ; étalement des vacances ; ses observations sur les vacances scolaires et les congés industriels* (p. 4799) ; *problème du tourisme social ; pourcentage de Français qui ne partent pas en vacances ; interventions du F.D.E.S. et du F.I.A.T. ; problème de la création d'un office du tourisme public ; coordination des actions de toutes les associations qui s'occupent de tourisme social ; création d'un bureau d'information ; ses observations sur les missions interministérielles ; problème de la propagande* (p. 4800) ; *problème des finances communales ; intervention du fonds d'action locale ; prime spéciale d'équipement hôtelier ; crédits du F.D.E.S. ; ses observations sur le seuil de trente chambres retenu pour l'attribution des crédits du F.D.E.S. ; charges sociales pesant sur l'hôtellerie ; question d'un terrain de camping qui aurait été refusé à Air France ; ses observations sur les équipements d'été ; problème du lac du Bourget ; protection des sites forestiers ; tourisme d'affaires* (p. 4801) ; *ses observations sur les montagnes ; ses observations sur le « Plan neige » ; sauvegarde des villages* (p. 4802).

Répond à la question d'actualité de M. Chazelle relative aux revendications du personnel des travaux publics [19 mai 1971] (p. 1977).

Répond à la question d'actualité de M. Olivier Giscard d'Estaing relative à l'étalement des congés payés [28 mai 1971] (p. 2188, 2189).

Répond à la question d'actualité de M. Boudet relative à la signalisation routière [11 juin 1971] (p. 2738).

Répond à la question d'actualité de M. Gerbaud relative à l'étalement des vacances [25 juin 1971] (p. 3443, 3444, 3445).

Répond à la question orale sans débat de M. Jacques Médecin relative à l'étalement des vacances [25 juin 1971] (p. 3449).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — TOURISME : *Caractères du budget* [29 octobre 1971] (p. 5129) ; *objectifs du VI^e^ Plan ; investissements hôteliers ; prêts du F.D.E.S. ; prime spéciale d'équipement hôtelier ; construction de grands hôtels ; problèmes de la moyenne hôtellerie ; développement d'une hôtellerie familiale ; normes de classement des hôtels de tourisme ; régime fiscal des locations de résidences secondaires lorsque le revenu brut annuel des locations est inférieur à 8.000 francs ; terrains de camping et de caravaning ; villages de vacances* (p. 5130) ; *équipements collectifs ; aménagement du Languedoc-Roussillon ; ses observations sur l'Aquitaine et la Corse et les régions de montagne ; nombre de Français partant à l'étranger* (p. 5131) : *action en faveur de la promotion et de la propagande, action de nos représentants à l'étranger et des agences de publicité privées ; développement du tourisme dans les Antilles françaises et en Polynésie ; allongement des petites vacances de février ; division de notre territoire en trois zones pour échelonner les départs ; aménagement des congés industriels* (p. 5132) ; *composition et structure du Conseil supérieur du tourisme ; sauvegarde de notre patrimoine naturel ; problème des nuisances* (p. 5133) ; *problème des hôtels à trois ou quatre étoiles ; aide à l'hôtellerie ; problème de l'équipement ; prime spéciale d'équipement hôtelier ; crédits du F.D.E.S. ; problème de la fiscalité ; application de la T.V.A. ; tourisme social ; résidences secondaires ; subventions aux villages de vacances et au camping ; procédures de financement* (p. 5139) ; *réglementation fiscale applicable aux gîtes ruraux ; nécessité de ne pas dissocier l'aménagement de*

l'intérieur du pays et l'aménagement de la côte ; taxe de séjour ; ses observations sur la Corse ; problème des transports entre le continent et la Corse (p. 5140).

ARNAUD (Henri)

Député des Bouches-du-Rhône
(1re circonscription)
U.D.R.

En remplacement, le 13 août 1968, de M. Joseph Comiti, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* 14 août 1968] (p. 7918), [24 septembre 1968] (p. 2848).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [24 septembre 1968] (p. 2848).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [26 septembre 1968] (p. 2922) ;

— membre de la Commission de la production et des échanges [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, TRANSPORTS. — MARINE MARCHANDE : *Catégories de paquebots ; ses observations sur les paquebots des messageries maritimes ; répercussion de la suppression des paquebots sur la situation des officiers et des marins ; rentabilité de l'armement maritime* [31 octobre 1968] (p. 3785);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Ses observations sur les transports maritimes ; problème de la balance des frets ; activité internationale de la flotte française et des ports français ; association des professions portuaires au plein emploi des ports et des transports maritimes* [17 juin 1970] (p. 2766, 2767) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — TOURISME : *Tourisme social ; diminution du nombre des lits dans les villages de vacances* [27 octobre 1970] (p. 4797) ; *encadrement du crédit ; ses observations sur le camping ; organisation des villages « Vacances et famille » ; action des comités d'entreprise ; nécessité d'harmoniser les constructions ; abaissement du prix de journée des maisons familiales ; étalement des vacances* (p. 4798) ; TRANSPORTS. — III. — MARINE MARCHANDE : *Augmentation des quantités de marchandises transportées ; prix de transport des marchandises ; augmentation de la flotte mondiale ; rôle des sociétés d'économie mixte ; situation des marins chômeurs ; cas des retraités ; répartition des trafics mondiaux ; problème du cabotage ; ses observations sur le chantier de La Ciotat ; création d'un ministère regroupant les activités de la mer* [17 novembre 1970] (p. 5653) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : TRANSPORTS. — MARINE MARCHANDE : *Situation des retraités ; cas des chantiers navals ; cabotage international* [15 novembre 1971] (p. 5675) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Rôle de la Provence ; composition du conseil régional ; cumul des pouvoirs du préfet régional* [25 avril 1972] (p. 1010) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — I. — SERVICES GÉNÉRAUX. — PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT : *Mondialisme de ces problèmes ; nécessité de ne pas mesurer l'autorité ; Fos-sur-mer ; épaves d'automobiles ; carrières de bauxite des Baux-de-Provence ; pollution des eaux fluviales, des océans, de la mer Méditerranée ; sa suggestion d'imposer des écrans de verdure ; pollution de nos plages* [27 octobre 1972] (p. 4500) ; TRANSPORTS. — IV. — MARINE MARCHANDE : *Salaires et retraites ; commission nationale paritaire de la flotte de commerce ; pêche ; dégâts causés aux fonds marins par les forages pétroliers au large de nos côtes ; chantiers navals* [3 novembre 1972] (p. 4682).

ARNAUD (Désiré)

PREMIER PRÉSIDENT
DE LA COUR DES COMPTES

Dépose sur le Bureau de l'Assemblée Nationale le rapport établi par la Cour des comptes au cours de la présente année [30 juin 1972] (p. 3050).

ARNOULD (Léon)

Député de la Moselle
(3e circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre du Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie [19 octobre 1972] (p. 4248).

Dépôt :

Sa proposition de loi relative au financement et à la gestion des équipements collectifs des communes dortoirs n° 1010 [19 décembre 1969].

Interventions :

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Sabatier après l'article 17 de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 [30 octobre 1969] (p. 3108).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EDUCATION NATIONALE : *Problème des écoles maternelles ; exemple du département de la Moselle ; question de l'acceptation des enfants de trois ans dans des classes maternelles dont l'effectif ne dépasserait pas 35 élèves* [14 novembre 1970] (p. 5561) ; *nationalisation des établissements du premier cycle du second degré ; transports scolaires ; distorsion entre les besoins des départements et les dotations qui leur sont attribuées* (p. 5562).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale sans débat relative aux pensions de veuves [20 novembre 1970] (p. 5848, 5849).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales, Art. 19 : *Son amendement tendant à compléter l'article L 255-1 du Code électoral par le nouvel alinéa suivant : « Ce sectionnement électoral ne sera pas maintenu au-delà de la première consultation électorale qui suivra la fusion »* [25 novembre 1970] (p. 5934) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Problème de la population du bassin sidérurgique lorrain ; classement en zone II du canton de Hayange ; ses observations sur les cantons de Florange, Yutz et Metzerwisse ; amélioration des liaisons routières ; réalisation de l'autoroute B 31 ; amélioration du tracé de la route nationale n° 52 ; répartition des patentes industrielles* [5 novembre 1971] (p. 5428) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I. — SECTION COMMUNE. — II. — AFFAIRES SOCIALES : *Situation de femmes bénéficiant, au titre de la Sécurité sociale, d'une pension de vieillesse, et qui, au moment du décès de leur conjoint, sont tenues de choisir entre leur propre retraite et la moitié de celle que percevait le mari* [6 novembre 1972] (p. 4728, 4729).

AUBERT (Emmanuel)

Député des Alpes-Maritimes
(4e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2192).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2211), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur [30 octobre 1968] (p. 3763) ;

— membre de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages [19 décembre 1968] (p. 5708) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte

sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles [17 décembre 1969] (p. 5028) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une contribution de solidarité au profit de certains régimes de protection sociale des travailleurs non salariés [19 décembre 1969] (p. 5106) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi n° 1188 relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [5 juin 1970] (p. 2302) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [25 juin 1970] (p. 3114) ;

— membre de la Commission supérieure des sites [29 avril 1971] (p. 1557) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Sa proposition de loi créant une pension nationale de retraite assurant un minimum de ressources garanti, **n° 2565** [4 octobre 1972].

Sa proposition de loi, tendant à modifier et à compléter la loi n° 68-697 du 31 juillet 1968, portant amnistie, **n° 2594** [18 octobre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur : 1° la proposition de loi (n° 1301) relative à la pension de réversion accordée au conjoint survivant ; 2° la proposition de loi (n° 1813) tendant à modifier les articles L 351 et L 628 du Code de la Sécurité sociale relatifs au droit à pension ou à secours viager des veuves ; 3° la proposition de loi (n° 2251) tendant à améliorer la protection sociale des veuves ; 4° la proposition de loi (n° 2568) relative à l'institution d'une pension de veuve et à diverses autres mesures en faveur des veuves ; 5° la proposition de loi (n° 2599) tendant à améliorer la protection sociale des veuves, **n° 2684** [24 novembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention franco-italienne relative à l'alimentation en eau de la commune de Menton et du protocole annexe, signés à Paris le 28 septembre 1967 : *Charge de construction de l'usine et des puits de pompage ; conditions d'application de la convention ; création d'un syndicat intercommunal dit « du canal de la moyenne corniche »* [21 novembre 1968] (p. 4771, 4772) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Ses observations sur les autoroutes ; financement privé ; prolongement de l'autoroute du Sud en Provence et sur la Côte d'Azur ; voie de contournement de Nice ; problème de l'entretien et de l'amélioration du réseau routier ; ses observations sur l'expropriation ; critères retenus pour la notion d'utilité publique ; détermination des conditions dans lesquelles les municipalités peuvent confier des travaux aux ponts et chaussées ; garantie décennale à l'égard des ponts et chaussées* [13 novembre 1969] (p. 3684) ; TAXES PARAFISCALES : *Son amendement tendant à supprimer la ligne 60 relative à la taxe sur les miels* [22 novembre 1969] (p. 4279) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Equilibre financier ; nécessité d'assurer la représentativité des ayants droit ; problème de l'information* [2 décembre 1969] (p. 4494, 4495) ; Art. 8 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à compléter la dernière phrase du paragraphe II de cet article par les mots : « sur proposition du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance maladie*

et maternité des non salariés » [3 décembre 1969] (p. 4563) ; *fixation des tickets modérateurs ; consultation des organisations professionnelles* (p. 4563) ; Art. 18 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant au début de la seconde phrase du deuxième alinéa de cet article, après les mots : « un décret » à insérer les mots : « sur proposition du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés »* (p. 4585) ; *retrait de son amendement* (p. 4585) ; Art. 19 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les dispositions suivantes : « sur proposition du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance maladie maternité des non salariés »* (p. 4586) ; *retrait de son amendement* (p. 4586) ; Art. 24 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « une augmentation de la participation des assurés » les mots : « toute autre mesure conforme aux dispositions de la présente loi »* (p. 4589) ; *cas de rupture de l'équilibre financier ; mise sur le même plan du relèvement des cotisations et de l'abaissement des prestations* (p. 4589) ; *majoration du ticket modérateur* (p. 4590) ;

— du projet de loi instituant un taux égal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré, Article 1er : *son amendement tendant à rédiger ainsi la dernière phrase du quatrième alinéa du texte proposé pour l'article L premier du Code de la route : « ils pourront soumettre aux mêmes épreuves tout conducteur qui sera impliqué dans un accident quelconque de la circulation »* [22 avril 1970] (p. 1218) ; *ses observations sur son amendement et sur les paroles de M. Pleven* (p. 1218) ;

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français, dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Droit des rapatriés à réparation intégrale de la part des Etats débiteurs ; question du recours au budget de l'Etat ; solidarité des Français envers leurs compatriotes dans le malheur ; ses observations sur l'article 44 relatif au remboursement des prêts et aux conditions de levée du moratoire* [11 juin 1970] (p. 2500) ; Art. 25 : *Problème posé par la perte des meubles meublants ; perception d'indemnité ou de subventions* [12 juin 1970] (p. 2587) ; *ses observations sur les subventions de déménagement et l'indemnité d'installation* (p. 2587).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux mesures à prendre contre les incendies de forêts [9 octobre 1970] (p. 4228).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à diverses mesures en faveur des handicapés, Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter l'avant-dernier alinéa de cet article par la phrase suivante : « cette suspension du paiement de l'allocation ne retire pas à l'intéressé le bénéfice des avantages prévus à l'article 10 de la présente loi »* [6 mai 1971] (p. 1725) ; *situation d'un handicapé pris en charge et hébergé par l'aide sociale ; suspension du paiement de l'allocation* (p. 1725) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne concernant la section située en territoire français de la ligne ferroviaire Coni-Breil-Vintimille : *Date d'application de cette Convention ; conséquences du rétablissement de cette liaison ferroviaire* [11 mai 1971] (p. 1783) ;

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, du projet de loi relatif à diverses opérations de construction et des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3 du Code civil : *Gestion des H.L.M. ; charges imposées aux locataires ; droit à la construction ; constitution d'une garantie mutuelle de l'achèvement des immeubles ; marchés des travaux publics et du bâtiment ; système de la caution bancaire ; abrogation de la réglementation de 1967 et 1971 pour la révision des prix* [10 juin 1971] (p. 2682) ;

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation : *Détermination de l'indemnité ; ses observations sur les critères et les procédures proposés par le projet de loi ; normes d'évaluation des terrains ; extension des emprises par déclaration d'utilité publique fixée à la durée maximum et non suivie d'effet* [24 juin 1971] (p. 3398, 3399).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la situation de l'éducation physique dans les C.E.G. [8 octobre 1971] (p. 4431, 4432).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale avec débat relative aux problèmes des rapatriés [8 octobre 1971] (p. 4442) : *Loi du 15 juillet 1970 relative à la contribution nationale à l'indemnisation des Français dépossédés de leurs biens ; conditions d'application de cette loi ; information des rapatriés et de l'opinion publique ; forclusion ; fonctionnement des commissions mixtes paritaires départementales* (p. 4444, 4446).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde : *Ses observations sur les Alpes-Maritimes ; problème de l'habitat ; exemple du parc du Mercantour ; nécessité d'arrêter l'exode des montagnards* [18 novembre 1971] (p. 5937, 5938) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles : *Budget social de la nation ; situation des veuves ; problème des pensions de retraite ; problème des veuves âgées de moins 50 ou 55 ans ; établissement d'un véritable statut de la veuve* [30 novembre 1971] (p. 6198, 6199) ; Art. L 535-5 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement relatif aux conditions de l'allocation pour frais de garde* (p. 6206) ; *retrait de son amendement* (p. 6206) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, Art. 2 : *Financement du projet ; taxe de solidarité sur le chiffre d'affaires ; taxe additionnelle sur la surface ; possibilité de soumettre à l'avis de la commission départementale d'urbanisme commercial l'implantation d'un magasin à moyenne ou grande surface ; composition de cette commission* [19 mai 1972] (p. 1742).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la crise du bâtiment dans les Alpes-Maritimes [16 juin 1972] (p. 2592, 2593).

Prend part au débat sur la question orale de M. Plantier relative aux veuves civiles, en qualité de suppléant : *Formation professionnelle ; problème de l'emploi ; discussion d'un statut de la veuve* [30 juin 1972] (p. 3074) ; *réinsertion des veuves, chefs de famille, dans la société* (p. 3079).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Sa satisfaction des mesures nouvelles et de la réouverture du dialogue au sein du groupe de travail sur les problèmes du rapport constant, la levée des forclusions et les anciens combattants d'Afrique du Nord* [2 novembre 1972] (p. 4574, 4575) ; AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I. — SECTION COMMUNE. — II. — AFFAIRES SOCIALES : *Abaissement à 55 ans de l'âge donnant droit à la pension de réversion ; cumul de la pension de réversion avec les droits propres ; allocation temporaire pour les veuves plus jeunes ; demande la discussion de sa proposition de loi sur le problème des veuves et sur la création d'une pension nationale de retraite indexée sur le S.M.I.C. ; Fonds national de solidarité* [6 novembre 1972] (p. 4749).

AYMAR (Robert)

Député de l'Isère.
(3e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201.).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2211) ; [3 avril 1969] (p. 850) ; [2 avril 1970] (p. 750) ; [2 avril 1971] (p. 837) ; [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 2498) de M. Neuwirth, tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale [4 octobre 1972] (p. 3923).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 50 et à modifier les articles 51 et 56 de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière, **n° 2740** [7 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, LOGEMENT, en qualité de *Rapporteur pour avis* suppléant pour le logement : *Problème social ; nécessité de faire correspondre plus convenablement l'offre et la demande de logements ; lacunes dans l'information ; équilibre entre l'aide à la pierre et l'aide à la personne ; demande que soit donnée aux organismes d'H.L.M. une plus large possibilité d'acquérir des immeubles anciens ; réforme de l'allocation de logement ; grande campagne d'information sur cette réforme* [16 novembre 1972] (p. 5311, 5312) ; TOURISME : *Civilisation des loisirs ; promotion immobilière dans les stations touristiques ; « Plan neige » ; « les stations de papa »* [17 novembre 1972] (p. 5363) ; *hôtellerie d'auberge ; fonds d'action locale touristique ; prime spéciale d'équipement hôtelier ; extension de la carte des attributions de la prime aux zones de rénovation rurale en montagne* (p. 5364).

AYMÉ de LA CHEVRELIÈRE (Mme Marie-Magdeleine)

Député des Deux-Sèvres
(1re circonscription)
App. U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommée membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212) ; [3 avril 1969] (p. 851).

Cesse d'appartenir à cette Commission [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommée membre de la Commission des affaires étrangères [3 octobre 1969] (p. 2492) ; [2 avril 1970] (p. 750) ; [2 avril 1971] (p. 837) ; [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à la validation des services accomplis par des assistants ou assistantes de service social dans des services sociaux privés transformés en services sociaux publics ou dans des services sociaux privés suppléant des services sociaux publics, n° **221** [25 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à créer une allocation en faveur des orphelins, n° **222** [25 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à compléter les dispositions relatives aux dispositions des obligations d'activité du service national fixées par la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965, n° **375** [17 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 129 du Code civil afin de réduire le délai exigé pour le partage des biens des absents, n° **450** [15 novembre 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Godefroy et plusieurs de ses collègues relative à l'institution du paiement du lait en fonction de sa composition et de sa qualité bactériologique : *Etablissement du prix du lait en fonction de sa composition totale ; ramassage du lait ; action sur les structures ; problèmes de la répartition ; aide de l'Etat ; rôle du F.E.O.G.A. ; cas des producteurs de la région Poitou-Charentes ; budget du F.O.R.M.A.* [10 décembre 1968] (p. 5264).

Mise au point au sujet de son vote sur l'ensemble du budget [18 novembre 1971] (p. 5942).

Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. L 663-8 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement tendant à supprimer cet article* [17 mai 1972] (p. 1618) ; Art. L 663-10 du Code : *Retrait de son amendement* (p. 1626) ; Art. 5 : *Son amendement (élections générales des conseils d'administration des caisses locales interprofessionnelles et des caisses professionnelles)* (p. 1628) ; Art. 6 : *Son amendement* (p. 1643) *création d'unions régionales ; retrait de son amendement* [18 mai 1972] (p. 1643) ; Art. 8 : *Retrait de son amendement qui tendait à supprimer cet article* (p. 1645) ; Art. 9 : *Son amendement* (p. 1647).

B

BAILLY (Jean-Marie)

Député du Territoire de Belfort
(2e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE D'ETAT
AUPRÈS DU MINISTRE
DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
28 juin 1969 au 5 juillet 1972.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre du comité de gestion du Fonds de soutien aux hydrocarbures [17 octobre 1968] (p. 3387).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Economie et des Finances (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 (*J.O.* du 23 juin 1969, p. 6371).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 22 juillet 1969, de son mandat de député [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452), [16 septembre 1969] (p. 2279).

Il est mis fin, sur la présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Economie et des Finances (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341), annexe n° 19. — Industrie, n° 359 [10 octobre 1968].

Interventions :

En qualité de député :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, INDUSTRIE, en qualité de *Rapporteur spécial : Augmentation des dépenses ordinaires ; subvention accordée aux Houillières nationales ; réduction de la proportion des dépenses en capital ; situation des entreprises publiques ; rapport de M. Simon Nora ; financement des déficits des entreprises publiques ; évolution de la structure du financement des investissements d'Electricité de France ; problème des tarifs ; politique industrielle de la France ; coordination des interventions industrielles de l'Etat ; nécessité d'une réorganisation du Ministère de l'Industrie ; création d'un Institut national d'investissements* [5 novembre 1968] (p. 3904, 3905) ; *suppression d'emplois au Ministère de l'Industrie* (p. 3937) ;

mise en œuvre du contrôle des établissements insalubres ; renforcement du service des statistiques industrielles du Ministère (p. 3937) ; *ses observations sur les paroles de M. Boscary-Monsservin* (p. 3938) ; Après l'Art. 67 : *Ses observations sur le sous-amendement de M. Bettencourt ; montant des taxes auxquelles seront assujetties les entreprises inscrites au répertoire des métiers ;* (p. 3942) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Situation des chefs de division de la France d'outre-mer appartenant au corps autonome* [14 novembre 1968] (p. 4433).

En qualité de Secrétaire d'Etat :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Ses observations sur ce texte* [26 novembre 1969] (p. 4360) ; Art. premier et 2 : *Ses observations sur ces articles ; taux de la T.V.A. applicable aux travaux de construction et d'entretien des lieux du culte* (p. 4363) ; Art. 4 : *Identification du même régime fiscal à tous les établissements de spectacles ; ses observations sur les salles de concert, les cirques, les cabarets d'auteurs, les salles de cinéma* (p. 4364, 4365) ; Art. 5 : *Cotisation à la production sur les sucres* (p. 4365) ; Après l'Art. 7 : *Possibilité de permettre aux bailleurs de biens ruraux dans les communes où les dépenses de voirie sont financées par des centimes additionnels, de répercuter sur leurs fermiers la quote-part de la contribution foncière* (p. 4366) ; *ses observations sur les paroles de M. Bertrand Denis* (p. 4368) ; Après l'Art. 7 : *Problème de la patente ; taxe sur la valeur locative des locaux professionnels* [26 novembre 1969] (p. 4372) ; Art. 8 : *Dépôt d'un projet de loi relatif à l'apprentissage* (p. 4374) ; *problème de la prolongation de la période transitoire* (p. 4375) ; Art. 10 : *Problème de la validation des dispositions de l'arrêté du 29 juillet 1966 fixant les taux de cotisations d'assurances sociales des assurés placés sous le régime général pour une partie des risques* (p. 4376) ; Après l'Art. 10 : *Transformation de certaines sociétés ne poursuivant pas, en fait, des fins lucratives, en associations régies par la loi du 1er juillet 1901* (p. 4378) ; *problème de la création d'une taxe à la charge des établissements de soins et de cure sur les salaires versés à leur personnel para-médical et technique* (p. 4379, 4380) ; *réglementation de la profession d'ambulancier* (p. 4380) ; Art. 12 : *Problème des donations et des legs* (p. 4382) ; Art. 13 : *Organisation du marché hypothécaire* (p. 4383) ; *permission donnée aux porteurs de billets de mobilisation de se constituer une sorte de droit de gage* (p. 4384) ; Après l'Art. 16 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (autorisation donnée à l'administration centrale de la marine marchande d'intégrer trois attachés de la marine marchande dans le corps des agents supérieurs)* (p. 4385) ; *date d'application du texte* (p. 4385) ; Conclusion du rapport de la Commission mixte paritaire : *Ses observations sur les surfaces de vente supérieures à 3.000 mètres carrés* [17 décembre 1969] (p. 5015) ; *ses observations sur les commerçants et artisans* (p. 5015) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Ses observations sur ce texte* [24 juin 1970] (p. 3012) ; Art. premier et 6 *bis* : *Ses observations sur les amendements de M. Rivain* (p. 3013) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du paragraphe I de cet article* (p. 3013) ; *problème des spectacles de variétés* (p. 3013) ; *son amendement tendant à compléter le paragraphe I de cet article par un nouvel alinéa (fiscalité sur les concerts)* (p. 3013) ; *extension aux spectacles de variétés et aux concerts du bénéfice du tarif de l'impôt sur les spectacles prévu en faveur des théâtres de première catégorie A ; ses observations sur le cas où la municipalité a prévu une diminution du tarif applicable à la première catégorie A et une augmentation du tarif de la deuxième catégorie B* (p. 3013, 3014) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe I de cet article (cas où l'option pour le prélèvement de 25 % n'est pas admise)* (p. 3014) ; *ses observations sur le sous-amendement de M. Griotteray* (p. 3014) ; Art. 25 : *Pouvoir d'exonération par décret de la T.V.A. des fédérations de ciné-clubs* (p. 3016).

Répond à la question orale sans débat de M. Bayou relative à la situation des commerçants et des artisans [17 décembre 1969] (p. 5008, 5009, 5010).

Répond à la question orale sans débat de M. de Poulpiquet relative à la situation des habitants des îles de l'Atlantique [10 avril 1970] (p. 948, 949).

Répond à la question orale sans débat de M. de Poulpiquet relative aux conséquences de l'encadrement du crédit pour les petites

et moyennes entreprises [10 avril 1970] (p. 949, 950).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Bayou, de Poulpiquet, Offroy, Durieux, Dronne et Lamps relatives aux problèmes des commerçants et des artisans : *Problèmes liés à la création des « grandes surfaces » ; préoccupation des commerçants à propos de la fiscalité ; simplification de la T.V.A. ; allégement de l'impôt sur le revenu ; suppression de la taxe complémentaire ; allégement du poids de la patente ; recherche d'une véritable équité fiscale pour les commerçants et les artisans* [10 avril 1970] (p. 961, 962) ; *les efforts du Gouvernement ; la transformation profonde du métier de commerçant ; sa confiance dans l'avenir de l'entreprise individuelle ; protection sociale des commerçants ; formation professionnelle ; financement de crédit-bail dans le cadre des S.I.C.O.M.I. ; modernisation de nos structures commerciales ; accroissement des moyens de perfectionnement et d'assistance technique ; amélioration des techniques de financement des équipements du commerce indépendant ; institution d'un régime privilégié en faveur des commerçants acceptant de se grouper ; participation des hypermarchés au financement des investissements collectifs ; situation des commerçants âgés* (p. 973, 974).

Répond à la question d'actualité de M. Granet relative à l'importation de textiles de Macao [15 mai 1970] (p. 1748).

Répond à la question de M. Bécam relative à la fixation du prix du pain [15 mai 1970] (p. 1750).

Répond à la question d'actualité de M. Paul Duraffour relative à la révision des évaluations cadastrales [15 mai 1970] (p. 1752, 1753).

Répond à la question d'actualité de M. Lamps relative à la revalorisation des rentes viagères [5 juin 1970] (p. 2286).

Répond à la question d'actualité de M. André Rossi relative à l'emprunt 3,5 % 1952-1958, dit « Emprunt Pinay » [5 juin 1970] (p. 2289).

Répond à la question de M. Cousté relative aux conséquences de la grève des douaniers [5 juin 1970] (p. 2289).

Répond à la question de M. Carpentier relative à l'augmentation de la participation de la Société Fiat dans Citroën S.A. [5 juin 1970] (p. 2290).

Répond à la question orale sans débat de M. Fajon relative à l'Entreprise Bull [5 juin 1970] (p. 2290, 2291).

Répond à la question orale sans débat de M. Brocard relative aux pensions de certaines catégories de fonctionnaires [5 juin 1970] (p. 2291).

Répond à la question d'actualité de M. Stehlin relative à l'imposition des propriétés bâties (date d'envoi des déclarations) [9 octobre 1970] (p. 4226, 4227).

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant l'article 31 de l'ordonnance n° 67-838 du 28 septembre 1967 portant réforme du crédit aux entreprises : *Harmonisation de la répression de l'émission des chèques sans provision dans les départements et territoires d'outre-mer* [14 octobre 1970] (p. 4269, 4270) ; TITRE : *Ses observations sur l'amendement de M. Macaud* (p. 4270).

Prend part à la discussion générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Ses observations sur sa présence en séance et les paroles de M. de Poulpiquet* [21 octobre 1970] (p. 4457) ; *ses observations sur les paroles de M. Degraeve et la suppression de la taxe sur les spectacles et son remplacement par la T.V.A.* (p. 4458).

Répond à la question orale sans débat de M. Christian Bonnet relative au réinvestissement, dans la construction, des profits immobiliers [2 décembre 1970] (p. 6076).

Répond à la question d'actualité de M. Achille-Fould relative au prix des carburants [23 avril 1971] (p. 1417).

Répond aux questions orales sans débat de MM. Poudevigne, Lamps, Fortuit, Cousté, Dassié et Olivier Giscard d'Estaing relatives aux rentes viagères [23 avril 1971] (p. 1419, 1420).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'extension du régime d'épargne-logement en Nouvelle-Calédonie et dépendances : *Portée du projet de loi ; problèmes du financement de la construction en Nouvelle-Calédonie* [26 mai 1971] (p. 2097) ; Art. premier : *Ses observations sur l'amendement de M. Dupont-Fauville* (p. 2097) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi :

1° de M. Edouard Charret et plusieurs de ses collègues tendant à reconnaître à l'acquéreur d'un fonds de commerce ou d'un établissement artisanal le droit à la déspécialisation du bail commercial ; 2° de MM. Ruais et Hoguet tendant à faciliter la reconversion des commerçants et artisans ; 3° de M. Modiano tendant à banaliser les baux commerciaux : *Rôle du Parlement en matière de baux commerciaux* [26 mai 1971] (p. 2109) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles : *Ses observations sur ce texte et sur les paroles de M. Schvartz* [24 juin 1971] (p. 3395).

Répond à la question orale sans débat de M. Chandernagor relative aux bureaux de la Banque de France [19 novembre 1971] (p. 5985, 5986).

Répond à la question orale sans débat de M. Olivier Giscard d'Estaing relative à la situation des petits commerçants [19 novembre 1971] (p. 5986).

Répond à la question d'actualité de M. Granet relative aux importations de textiles [26 novembre 1971] (p. 6156).

Répond à la question d'actualité de M. Chazelle relative à la hausse des prix [26 novembre 1971] (p. 6156).

Répond à la question d'actualité de M. Poudevigne relative à la vignette automobile [26 novembre 1971] (p. 6159, 6160).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant les dispositions de la loi du 13 juillet 1930 relatives à la durée et à la résiliation des contrats d'assurances : *Ses observations sur ce texte* [9 mai 1972] (p. 1445) ; Art. premier : *Ses sous-amendements à l'amendement de M. Delachenal* (p. 1446) ; *durée minimale des contrats* (p. 1446) ; Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Tisserand* (p. 1448) ; Art. 3 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Lepage retatif à l'application de la présente loi* (p. 1449) ; *cas des contrats passés antérieurement à l'entrée en vigueur de ce texte* (p. 1449) ; *assurance contre la grêle* (p. 1449) ; *modification de son sous-amendement* (p. 1450) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Ses observations sur les paroles de M. Fajon ; suppression de la règle du butoir* [16 mai 1972] (p. 1542) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés : *Problème des ventes à perte* [18 mai 1972] (p. 1683) ; *ses observations sur les interventions faites sur le projet de loi* (p. 1686) ; Art. 12 et 13 : *Ses observations sur les amendements de M. Claude Martin* [19 mai 1972] (p. 1751) ; en deuxième lecture : *Caractère du projet de loi ; loi d'orientation du commerce* [22 juin 1972] (p. 2735, 2736) ; Art. premier et premier *bis* : *Ses observations sur les amendements de M. Claude Martin* (p. 2736) ; Art. 2 : *Financement du régime de l'aide ; taxe d'entraide ; problème de l'inégalité des charges* (p. 2738) ; *ses observations sur les grandes surfaces* (p. 2739) ; *perception de la taxe additionnelle* (p. 2739) ; Art. 8 : *Décisions d'attribution d'aide spéciale compensatrice* (p. 2745) ; Art. 10 : *Vente du fonds de commerce* (p. 2746) ; Art. 13 : *Cas de vente du droit de bail* (p. 2747) ; Art. 14 : *Cas des bénéficiaires éventuels de l'aide sociale compensatrice qui se trouvent en dessous du plancher de ressources* (p. 2749) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Publicité de la mise en vente du fonds de commerce* [30 juin 1972] (p. 3092, 3093).

Répond à la question d'actualité de M. Bertrand Denis relative au prix de la viande [19 mai 1972] (p. 1759, 1760).

Répond à la question d'actualité de M. Bonhomme relative aux forfaits artisanaux du département de Tarn-et-Garonne [19 mai 1972] (p. 1764, 1765).

Répond à la question d'actualité de M. Xavier Deniau relative à l'imposition des revenus déclarés par des tiers [26 mai 1972] (p. 1961).

Répond à la question d'actualité de M. Vinatier relative au prix de la viande [26 mai 1972] (p. 1962, 1963).

Prend part à la discussion de la proposition de loi relative aux sociétés coopératives de commerçants détaillants, Art. premier : *Application de l'aide spéciale compensatrice* [20 juin 1972] (p. 2669) ; *ses observations sur les paroles de M. Lamps ; charges fiscales des commerçants* (p. 2674).

Répond à la question d'actualité de M. Poirier relative à la piraterie aérienne [21 juin 1972] (p. 2694, 2695).

Répond à la question d'actualité de M. Pierre Lelong relative au prix du lait [21 juin 1972] (p. 2695).

Répond à la question d'actualité de M. Ducray relative aux bénéfices agricoles en Bourgogne [21 juin 1972] (p. 2695, 2696).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Economie et des Finances (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 (*J.O.* du 6 juillet 1972, p. 7011).

BALLANGER (Robert)

Député de la Seine-Saint-Denis (8e circonscription)
C.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Président du groupe communiste [11 juillet 1968] (p. 2201), [2 avril 1969] (p. 816), [2 avril 1970] (p. 749), [2 avril 1971] (p. 836), [4 avril 1972] (p. 790).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel tendant à modifier et à compléter le règlement de l'Assemblée Nationale [8 novembre 1968] (p. 4217).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à instituer un régime de prêts à long terme pour le financement des équipements des grands ensembles d'habitation et des villes nouvelles, **n° 309** [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à réprimer la provocation à la haine raciste et à rendre plus efficace la législation sur la répression des menées racistes et antisémites, **n° 313** [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi autorisant l'attribution d'office des appartements neufs inoccupés, **n° 327** [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi instituant une allocation en faveur des jeunes demandeurs d'un premier emploi et maintenant leurs droits au titre des allocations familiales et de la sécurité sociale, **n° 413** [31 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à la nationalisation des principales sociétés de construction automobile (véhicules de tourisme et poids lourds), **n° 445** [15 novembre 1968].

Sa proposition de loi tendant à permettre aux collectivités locales de renoncer à percevoir en tout ou partie la taxe locale d'équipement sur les habitations individuelles, **n° 853** [22 octobre 1969].

Sa proposition de loi tendant à la nationalisation des banques d'affaires, des banques de crédit à long et moyen terme et des grandes banques de dépôt privées, **n° 1116** [6 mai 1970].

Sa proposition de loi tendant à rétablir le scrutin de liste à un tour avec représentation proportionnelle pour les élections législatives, cantonales, municipales et, éventuellement régionales, **n° 1214** [10 juin 1970].

Sa proposition de loi tendant à commémorer le centième anniversaire de la Commune de Paris qui fut le premier gouvernement socialiste du monde, **n° 1590** [18 décembre 1970].

Sa proposition de loi sur l'organisation régionale, **n° 1690** [5 mai 1971].

Sa proposition de loi tendant à assurer le remboursement de la T.V.A. payée sur leurs travaux et fournitures par les collectivités locales, **n° 1691** [5 mai 1971].

Sa proposition de résolution tendant à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale par la création d'une commission élue à la proportionnelle des groupes chargée d'examiner régulièrement la situation des députés au regard des incompatibilités attachées à leur mandat, **n° 1981** [2 octobre 1971].

Sa proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les procédés frauduleux auxquels recourent les sociétés pour échapper à l'imposition et sur la législation permettant l'évasion fiscale, **n° 2160** [16 décembre 1971].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale : *Composition de la nouvelle équipe ministérielle ; politique gaulliste ; déchaînement anticommuniste lors de la campagne électorale ; succès électoral gaulliste ; caractères de la majorité ; ses observations sur la crise de mai ; intentions du pouvoir ; réforme de l'enseignement ; sa proposition d'attribuer à l'Education nationale le quart du budget de l'Etat ; institution d'une allocation d'études ; nécessité de garantir aux jeunes, au terme de leurs études, qu'ils trouveront des débouchés ; formation professionnelle ; le relèvement des salaires ne doit pas être absorbé par la hausse des prix ; lutte contre la hausse des prix ; situation des pensionnés, des handicapés physiques et des retraités ; ses observations sur la participation ; libertés syndicales dans l'entreprise ; ordonnances sur la sécurité sociale ; rétablissement de l'élection des conseils d'administration par les assurés eux-mêmes ; question de l'emploi ; origine de la crise ; maintien du pouvoir d'achat ; barème de l'impôt sur le revenu ; augmentation de la vignette automobile ; réduction du budget militaire et des dépenses de la force de frappe* [17 juillet 1968] (p. 2267 à 2270).

Prend part à la discussion du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, ses explications de vote : *Elaboration du projet sous une double contrainte : crise d'inadaptation de l'université aux besoins de l'économie et de la société d'une part, pression des luttes d'autre part ; schéma des universités concurrentielles ; démocratisation du recrutement de l'université ; refus d'associer à l'université les grandes écoles et les écoles supérieures ; participation des étudiants dans les conseils ; apparition à côté des personnels d'Etat de personnels d'établissements contractuels ; ses observations sur les moniteurs ; refus de l'institution d'allocations d'études ; importance des crédits pour le succès de la réforme ; son abstention* [10 octobre 1968] (p. 3249, 3250).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale sans débat relative à la situation de l'industrie automobile [11 octobre 1968] (p. 3280, 3281, 3282).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 7 : *Son amendement lendant à la suppression de cet article* [24 octobre 1968] (p. 3524) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, ECONOMIE ET FINANCES, I. — CHARGES COMMUNES, Après l'Art. 65 : *Son sous-amendement tendant à modifier l'amendement du Gouvernement concernant les rentes viagères* [18 novembre 1968] (p. 4645) ; Seconde délibération : *Situation du franc ; insuffisance des crédits pour certains budgets ; politique du Gouvernement ; augmentations de salaires ayant donné un coup de fouet à l'économie française ; modification des orientations du Ve Plan ; hausse des prix ; pouvoir d'achat des salariés ; allégement de la fiscalité ; lutte contre les fraudeurs ; hausse du taux de l'escompte ; ses observations sur les entreprises nationales ; modification de l'assiette et du taux de l'impôt sur les sociétés ; abrogation de la loi votée en septembre dernier au profit des sociétés ; réduction de certaines dépenses improductives ; limitation des crédits militaires ; mesures contre les spéculateurs* [19 novembre 1968] (p. 4733 à 4735) ; Après l'Art. 29 : *Vote du groupe communiste* (p. 4736) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi prévoyant la modification de l'assiette et du taux de l'impôt sur les sociétés, l'abrogation de la loi sur l'aide à l'investissement et de la loi sur l'allégement de certaines charges fiscales des entreprises, la diminution des crédits militaires, la modification de l'assiette et des taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, l'édiction de mesures contre les spéculateurs)* (p. 4737) ;

— de la déclaration du Gouvernement sur la situation économique financière et monétaire : *Spéculation des possédants contre la monnaie nationale ; résultats de dix ans de pouvoir gaulliste ; pouvoir d'achat des travailleurs ; grèves de mai et de juin ; révision des objectifs du Ve Plan ; pouvoir gouvernant dans l'intérêt exclusif du grand capital ; contrôle des changes ; mansuétude à l'égard des spéculateurs ; fraude fiscale des sociétés ; suppression de la taxe sur les salaires ; institution de l'échelle mobile des salaires ; impasse budgétaire ; ses observations sur les sociétés nationalisées ; détaxation du carburant vendu à la R.A.T.P. ; demande si l'on envisage de faire payer aux industriels les transports et l'énergie électrique à un prix marchand ; politique de rigueur fiscale à l'égard des grandes sociétés ; nécessité de poursuivre les fraudeurs capitalistes :*

rendement de l'impôt sur les sociétés [26 novembre 1968] (p. 4854 à 4857) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier : Avant l'Art. premier : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (institution d'un prélèvement exceptionnel de 30 % sur le montant des sommes et titres indûment transférés à l'étranger afin de frapper les spéculateurs ; abrogation des lois sur l'aide à l'investissement et sur l'allégement de certaines charges fiscales des entreprises ; réduction du montant des dépenses militaires ; modification du calcul de l'impôt sur les sociétés et de l'I.R.P.P.)* [27 novembre 1968] (p. 4886, 4887) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (obligation pour les personnes morales et privées habilitées à effectuer des opérations de change de fournir le détail des transferts de capitaux pour l'étranger auxquels il a été procédé entre le 1er juillet 1968 et le 23 novembre 1968 ; obligation pour les entreprises qui ont bénéficié d'un prêt de l'Etat ou de l'application des dispositions prévues à la loi du 9 octobre 1968 de fournir le détail des opérations financières et comptables auxquelles elles ont procédé durant cette période)* (p. 4889).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement : *Problème de l'Education nationale ; limitation des crédits d'enseignement ; nombre des Secrétaires d'Etat ; vote bloqué ; caractéristiques du Gouvernement ; élection du Président de la République ; situation actuelle de l'économie française ; incapacité du régime gaulliste ; production industrielle de la France ; rendement de l'impôt sur le revenu ; ses observations sur la monnaie ; promesses du Président de la République ; taxe complémentaire ; salaire fiscal à appliquer aux commerçants et aux artisans ; situation des rapatriés ; insuffisance des autoroutes ; cas des petits agriculteurs ; politique d'abaissement des prix agricoles et de concentration agraire ; libéralisation de l'O.R.T.F. ; problème de la réintégration des journalistes licenciés ; suppression des polices parallèles ; retour de M. Foccart à l'Elysée ; ses observations sur les « comités de défense de la République » ; abrogation des ordonnances démantelant la sécurité sociale ; importance de l'institution de l'échelle mobile des salaires ; mise en œuvre d'un plan de développement économique et social ; rôle des entreprises capitalistes* [26 juin 1969] (p. 1739 à 1742) ;

— sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Problème de la dévaluation ; ses observations sur la « nouvelle société » ; situation économique et financière du pays ; emploi d'une partie importante des forces productives à des fins militaires ; modernisation des entreprises françaises ; cadeaux fiscaux aux sociétés ; ses observations sur la soi-disant lourdeur des charges qui pèseraient sur l'industrie française ; possibilité d'augmenter les salaires sans diminuer la compétitivité de l'industrie ; déficit de la balance commerciale ; mythe européen ; mouvements de capitaux ; spéculation ayant été en partie financée par l'Etat ; Gouvernement étant le représentant des grandes entreprises ; développement monopoliste de la société et de l'Etat ; augmentation des prix ; grèves des « roulants » de la S.N.C.F. ; suppression d'équipements collectifs ; politique à l'égard des artisans et des commerçants ; importance des charges fiscales ; naissance d'un néo-poujadisme ; nécessité de pratiquer une politique de plein emploi ; nationalisation des secteurs clés de l'économie et en particulier des banques ; prélèvement sur les bénéfices des banques* [16 septembre 1969] (p. 2263 à 2266).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs, une question orale avec débat relative au sport à l'école [10 octobre 1969] (p. 2613).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : TITRE V, Son rappel au Règlement : *Application de l'article 42 de la loi organique relative aux lois de finances* [14 novembre 1969] (p. 3788) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Position du groupe communiste au regard de la loi sur les assurances sociales* [2 décembre 1969] (p. 4464, 4465).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sans débat relative à l'interdiction d'une émission à la radiotélévision scolaire [12 décembre 1969] (p. 4899).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispo-

sitions restant en discussion du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance : *Vote du groupe communiste* [19 décembre 1969] (p. 5097).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Exemples de l'augmentation des prix de consommation courante ; ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing ; problème des salaires* [14 mai 1970] (p. 1714).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Objectifs du V[e] Plan ; ses observations sur les luttes de mai et juin 1968 ; problème des moyens financiers ; le VI[e] Plan favorisera l'accumulation financière au sein de quelques groupes monopolistes ; malthusianisme économique des trusts ; coûts de la production industrielle ; exploitation de la classe ouvrière ; besoins des masses populaires ; importance de l'industrie du bâtiment ; ses observations sur l'agriculture ; freinage de la consommation intérieure ; problème des contrats de progrès ; taux réel des salaires moyens ; problème des transferts ; ses observations sur la fiscalité ; réforme de la patente ; nationalisation des grandes banques et des branches d'industrie monopolisées* [16 juin 1970] (p. 2691 à 2693).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique générale : *bilan de l'action des gouvernements depuis 1958 ; mécontentement dans tous les secteurs de la vie sociale ; causes du blocage de la société ; ses observations sur la concentration monopolistique ; rôle des contrats de progrès ; importance du profit pour les grandes sociétés capitalistes ; ses observations sur le VI[e] Plan* [15 octobre 1970] (p. 4315) ; *opposition entre l'intérêt général et l'intérêt de quelques groupes financiers ; situation des personnes âgées ; cas des retraités de la sécurité sociale ; son désir qu'il n'y ait aucun retraité ou pensionné qui ne dispose, pour vivre, de moins de 450 F par mois ; situation des travailleurs ; loyers des logements H.L.M. ; augmentation des profits ; hausse des prix ; pouvoir d'achat dans les catégories les plus défavorisées ; consommation intérieure ; éducation nationale ; force de frappe ; incohérence de la politique agricole ; éviction des petits et moyens paysans ; décision des investissements en fonction du taux de profit* (p. 4316) ; *programme du parti communiste ; nécessité d'une Assemblée Nationale élue à la représentation proportionnelle, possédant le pouvoir de faire la loi et de contrôler l'action du Gouvernement ; ses observations sur les collectivités locales ; capacité économique et industrielle de la France ; productivité du travail ; réforme fiscale ; amélioration des relations franco-soviétiques ; conséquence de l'appropriation privée des monopoles* (p. 4317) ; *représentation du parti communiste à l'Assemblée Nationale ; ses observations sur le rassemblement des forces de gauche* (p. 4318).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : «Les droits résultant du tarif de la contribution des patentes peuvent être majorés par délibération du conseil municipal et selon un taux progressif dans la limite de 30 % lorsque la valeur locative des locaux professionnels est supérieure à 1.000 F »* [9 décembre 1970] (p. 6346) ;

— sur la motion de censure, ses explications de vote : *ses observations sur la majorité ; conséquence de la politique gouvernementale ; revendications sociales ; problème de la jeunesse ; crédits nécessaires à la construction des écoles primaires et maternelles ; formation professionnelle ; ses observations sur les jeunes des lycées* [21 avril 1971] (p. 1295) ; *insuffisance des crédits ; nombre des chômeurs ; ses observations sur les manifestations et revendications en France ; détermination des responsables du désordre ; son vote* (p. 1296, 1297).

Pose à M. le Ministre de la Justice une question orale sans débat relative aux incomptabilités parlementaires [8 octobre 1971] (p. 4432, 4436, 4437).

Prend part à la discussion sur la demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen de sa proposition de résolution tendant à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale par la création d'une commission, élue à la proportionnelle des groupes, chargée d'examiner régulièrement la situation des députés au regard des incompatibilités attachées à leur mandat : *Situation des parlementaires au regard des incompatibilités* [20 octobre 1971] (p. 4765).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale avec débat relative aux prix du secteur

public [22 octobre 1971] (p. 4802) : *Accélération de la hausse des prix en 1970 et 1971 ; augmentation des tarifs des transports en commun de la région parisienne pendant les vacances ; augmentation des tarifs des restaurants universitaires ; l'inflation : manifestation spécifique du capitalisme ; profits des grandes entreprises privées ; rôle de la T.V.A. dans la vie chère ; institution de l'échelle mobile des salaires ; dégradation du pouvoir d'achat des salariés ; calcul de l'indice des prix ; nécessité d'assurer le rattrapage du pouvoir d'achat de mai 1968* (p. 4804, 4805) ; *transferts du secteur public au secteur privé (construction et exploitation des autoroutes, installation de lignes téléphoniques)* (p. 4812, 4815).

Ses observations sur l'interruption des travaux de l'Assemblée Nationale en raison du référendum du 23 avril 1972 : *Ses observations sur le rapport de M. Mansholt* [5 avril 1972] (p. 801, 802) ; *vote du groupe communiste sur la proposition de la Conférence des Présidents d'interrompre les travaux de l'Assemblée Nationale jusqu'au 25 avril 1972* (p. 802).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale : *prononce à l'égard de la majorité certaines paroles qui susciteront une réunion du Bureau de l'Assemblée Nationale ; ses observations sur le référendum du 23 avril et ses conséquences* [23 mai 1972] (p. 1817) ; *situation de la majorité ; politique menée par le Gouvernement ; situation en Lorraine* (p. 1818) ; *problème des prix ; consommation par personne dans les foyers ouvriers ; politique de ségrégation sociale menée par le Gouvernement* (p. 1819) ; *durée du travail ; poids des impôts sur la consommation ; ses observations sur les scandales ; cas de M. Rives-Henrÿs* (p. 1820) ; *rapport de M. Gosnat au comité central du parti communiste ; caractère du régime actuel* (p. 1821) ;

— sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : Explications de vote sur la motion de censure : *Sa critique du régime* [4 octobre 1972] (p. 3911) ; *pillage des fonds publics* (p. 3911, 3912) ; *sa critique du programme social du Gouvernement* (p. 3913) ; *en réponse à M. Peyrefitte, sa demande de l'institution d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les fonds et les ressources de tous les partis* [5 octobre 1972] (p. 3941).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Identification entre socialisme et paix ; conférence des Etats européens ; politique extérieure définie dans le programme commun de la gauche visant à contribuer à la paix et développer la coopération internationale ; sa critique de la politique de glissement vers l'atlantisme et de participation à la course aux armements ; participation de la France à l'O.T.A.N.* [16 novembre 1972] (p. 5295) ; *« discrétion » à l'égard de l'agresseur américain au Vietnam ; Indonésie ; Chili ; conflit du Moyen-Orient ; politique extérieure actuelle apparaissant comme un frein au processus de détente ; attitude des représentants de la France à la réunion de préparation de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe ; attitude française à l'égard de la République démocratique allemande ; conférence au sommet européenne ; renforcement du rôle et des compétences des institutions de Bruxelles* (p. 5296) ; *attitude à l'égard de la Communauté économique européenne d'un gouvernement de gauche ; désarmement ; commerce des armes ; relèvement des exportations d'armes de la redevance de deux pour cent ; fonds exportés par M. Dassault ; politique rétrograde et néo-colonialiste de coopération ; Tchad ; politique de coopération et d'aide au développement du programme commun de la gauche* (p. 5297) ; *commissions occultes transférées de France à Genève* (p. 5300) ; *ses observations à M. Schumann à propos du programme commun de la gauche en matière de politique extérieure ; rappel à M. Schumann de sa démission du Gouvernement en 1962* (p. 5308).

BARBEROT (Paul)

Député de l'Ain
(1re circonscription)
P.D.M.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2192).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 767 du Code civil relatif aux droits successoraux du conjoint survivant, n° **239** [25 juillet 1968].

Sa proposition de loi concernant l'institution d'un ordre des kinésithérapeutes, n° **247** [25 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à faire figurer la mention du groupe sanguin sur le permis de conduire, n° **1049** [9 avril 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582), XI. — Urbanisme, n° **2590** [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 9 : *Tarif du droit d'enregistrement des cessions de fonds de commerce ; situation des collectivités locales* [24 octobre 1968] (p. 3531) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, ÉQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Situation des auxiliaires de travaux, des agents et des conducteurs de travaux publics de l'Etat ; nombre des non-titulaires ; classement indiciaire de ces personnels ; prime de rendement ; rendre aux H.L.M. leur vocation sociale ; formalités du permis de construire ; prix de revient des H.L.M. ; possibilité d'accorder des bonifications d'intérêt à ceux qui recourront aux moyens bancaires pour financer un logement social ; système des zones d'aménagement concerté ; logement des retraités ; financement des villages de retraite ; problème routier ; crédits pour les travaux maritimes et fluviaux ; autoroute du Nord* [13 novembre 1968] (p. 4327, 4328).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, avec débat, relative à l'artisanat [29 novembre 1968] (p. 4974) : *Nécessité de définir « une politique d'encouragement à l'artisanat » ; formation professionnelle ; adaptation aux méthodes modernes de gestion et d'organisation ; rôle économique de l'artisanat ; définition de l'artisan créateur d'art ; conséquences fâcheuses du « travail noir » ; création d'emplois due au développement de l'artisanat ; inquiétude des travailleurs indépendants au sujet de l'avenir du régime vieillesse ; formation des jeunes sous contrat d'apprentissage ; importance du rôle des chambres de métiers et des organismes professionnels* (p. 4979, 4980).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale sans débat relative à la prévention des accidents de la route [3 octobre 1969] (p. 2476, 2478).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la réforme de la Société nationale des chemins de fer français : *Equilibre financier de la S.N.C.F. ; nécessité de réintroduire la S.N.C.F. dans le secteur concurrentiel ; réduction des charges de la société nationale ; liberté tarifaire ; situation sociale des salariés en activité et des retraités ; révision de la taxe à l'essieu ; système de contingentement libéral* [16 octobre 1969] (p. 2699, 2700) ; *suppression de lignes secondaires de voyageurs ; nécessité que des crédits spéciaux et supplémentaires soient affectés aux routes ; ses observations sur l'affrètement ; caractère de la réforme gouvernementale* (p. 2700).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant modification de diverses dispositions du Code minier : *Obligation pour le propriétaire de faire connaître ses ayants droit ; problème de la durée de l'exploitation ; profondeur des exploitations ; durée de l'exploitation des carrières ; rôle de l'autorité préfectorale dans la délivrance de l'autorisation ; cas des conflits de droit entre les exploitants de carrière* [21 octobre 1969] (p. 2777) ; Après l'Art. 10 : *Préjudice causé au propriétaire par l'acte autorisant l'exploitation du gisement ; calcul de l'indemnité ; redevance tréfoncière* (p. 2779) ; Art. 16 : *Généralisation du principe de l'indemnisation, tant pour l'occupation temporaire des terrains que pour les expropriations* (p. 2780) ; Art. 17 : *Retrait de son amendement déposé avec M. Sallenave* (p. 2780) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, TRANSPORTS. — I. — SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES : *Réorganisation de la S.N.C.F., son insertion dans le secteur concurrentiel ; association des collectivités locales à la décision de suppressions de lignes secondaires ; information du Parlement ; crédits d'investissement routier ; problème des transports routiers publics ; réduction de la T.V.A. ; possibilité de rendre déductible la T.V.A. grevant les carburants ; prévention des accidents de la route ; subvention pour la R.A.T.P. ; ses observations sur le fait qu'il est anormal de demander à chaque contribuable français de participer, par l'impôt, à la couverture du déficit des transports en commun de la région*

parisienne [3 novembre 1969 (p. 3258, 3259); ÉQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Situation des ouvriers des parcs et des ateliers des Ponts et chaussées ; réduction des horaires de travail ; question de primes de rendement et d'ancienneté ; problème des rémunérations ; fonds d'action conjoncturelle ; problème routier ; industrie des travaux publics ; crédits d'entretien des routes ; cas du département de l'Ain ; liaison mer du Nord - Méditerranée ; ses observations sur la Saône* [13 novembre 1969] (p. 3673, 3674) ; *logement social ; crédits H.L.M. ; rénovation et entretien des logements anciens ; villages de retraite ; zones d'aménagement concerté de Bourg-en-Bresse ; création de Z.U.P. ; Fonds national d'amélioration de l'habitat ; profession du bâtiment ; suppression de la retenue de garantie ; problème des frais de dossiers ; cas du département de l'Ain* [14 novembre 1969] (p. 3780) ;

— du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré : Après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter l'article R 124 du Code de la route : « le permis de conduire porte obligatoirement la mention du groupe sanguin du titulaire »* [22 avril 1970] (p. 1224) ; *accroissement du nombre des accidents ; ses observations sur son amendement ; retrait de celui-ci* (p. 1224) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, ÉQUIPEMENT ET LOGEMENT : CRÉDITS CONCERNANT L'ÉQUIPEMENT : *Problème routier ; situation des entreprises de travaux publics ; baisse des prêts du F.D.E.S. ; crédits du Fonds d'action conjoncturelle* [3 novembre 1970] (p. 5063) ; *crédits affectés aux voiries en rase campagne ; charges supportées par les automobilistes ; exemple du département de l'Ain ; ses observations sur l'autoroute Lille-Paris-Lyon et Marseille ; problème de la route Centre-Europe - Atlantique ; voie autoroutière Mâcon-Genève par Bourg-en-Bresse ; liaison mer du Nord - Méditerranée* (p. 5063) ; CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT ET L'URBANISME : *Problème de la construction ; situation des entreprises ; fonds d'action conjoncturelle ; rôle du crédit agricole et des caisses d'épargne ; mesures prises pour réduire les délais de paiement des factures des entreprises par les administrations ; prix plafonds des logements aidés ; nécessité d'aller au-delà de la norme maximale de trois pièces et demie par logement dans le cadre des H.L.M. ; problème de l'habitat ancien ; rôle du Fonds national d'amélioration de l'habitat* [4 novembre 1970] (p. 5123) ; *inauguration à l'Isle-sur-Sorgue d'une village de retraite ; exemple du département de l'Ain ; problème du logement social ; situation à Bourg-en-Bresse ; dotations en faveur des secteurs ruraux ; lotissements des communes rurales ; ses observations sur le secteur H.L.M. et P.L.R.* (p. 5124) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Après l'Art. 36 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « le début du premier alinéa de l'article 13 de la loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964, est modifié comme suit : « Jusqu'au 31 décembre 1975, toute offre de location d'un logement économique et familial... »* [9 décembre 1970] (p. 6318).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la formation professionnelle [5 mai 1971] (p. 1650, 1651).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre une question orale avec débat relative à la prévention des accidents de la route [5 mai 1971] (p. 1660) : *Résultats obtenus par la limitation de vitesse sur certains itinéraires ; surveillance routière supplémentaire ; répression de la conduite automobile en état d'imprégnation alcoolique ; plans « Primevère » ; conclusions de la « table ronde » ; causes des accidents (état du matériel, état du réseau routier) ; nouveaux programmes d'autoroutes ; augmentation des crédits d'entretien lors de la réalisation du VI^e^ Plan ; diminution du nombre des types de panneaux de signalisation ; formation des conducteurs et des piétons ; aide à la Prévention routière ; suppression accélérée des « points noirs » ; modernisation du permis de conduire ; vérification périodique des véhicules automobiles ; mise en place de nombreuses équipes de réanimateurs ; signalement des groupes sanguins ; travaux effectués par le comité de direction pour la recherche routière de l'O.C.D.E.* (p. 1660, 1661, 1662, 1665).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 ; ÉQUIPEMENT ET LOGEMENT : ÉQUIPEMENT : *Situation des entreprises de travaux publics ; augmentation des crédits de paiement ; réalisation du V^e^ Plan ; réseau routier de rase campagne ; cas du département de l'Ain ; liaison Centre Europe - Atlantique ; nécessité de désenclaver Lyon ; voirie urbaine ; axe fluvial mer du Nord - Méditerannée ; rétrocession aux départements d'un certain nombre de kilomètres de routes nationales ;*

reclassement indiciaire des ingénieurs des travaux publics de l'Etat ; situation des conducteurs des travaux publics ; rémunérations des ouvriers des parcs et ateliers [28 octobre 1971] (p. 5019) ; *réseau routier du département de l'Ain* (p. 5020) ; LOGEMENT ET URBANISME : *Nombre de logements aidés ; crédits d'autorisations de programme ; aide au logement* (p. 5059) ; *normalisation des modalités de paiement ; problème des villes moyennes ; situation dans le département de l'orateur ; logements anciens ; situation des personnels relevant du Ministère* (p. 5060).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre une question orale avec débat relative aux accidents de la route [5 mai 1972] (p. 1403) : *Action menée par le Gouvernement pour renforcer la sécurité routière ; nécessité de rendre obligatoire la vérification périodique des véhicules ; entretien et amélioration du réseau routier ; aménagement des points noirs ; adaptation de la signalisation routière ; élargissement des routes (routes à quatre voies) ; pose de glissières métalliques devant les arbres ; vérification de l'aptitude physique des conducteurs ; inscription du groupe sanguin sur le permis de conduire de chaque automobiliste ; port obligatoire de la ceinture de sécurité* (p. 1403, 1404, 1413).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à amender l'ordonnance n° 67-813 du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole ; Art. 19 : *Amendement de M. Barrot tendant à permettre aux caisses régionales de Crédit agricole d'être associés non coopérateurs* [25 mai 1972 (p. 1927) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ÉQUIPEMENT ET URBANISME, en qualité de *Rapporteur pour avis* pour l'urbanisme : *Regrette la stabilité des crédits affectés à l'urbanisme ; budget de programme ; priorité aux études de base* [17 novembre 1972] (p. 5372) ; *accélération de l'étude et de la mise en place des plans d'urbanisme et d'occupation des sols ; rénovation urbaine ; attirance des Français pour les villes moyennes ; hausse exagérée des prix des terrains ; taxation des plus-values foncières ; taxe d'urbanisation ; demande la stabilisation des crédits pour les villes nouvelles et une politique de l'urbanisme qui favorise l'équipement et l'expansion des villes moyennes ; demande le remodelage du centre des villes et la construction de déviations pour les routes nationales ; piétons ; regrette la trop grande faiblesse des crédits pour les espaces verts* (p. 5373) ; *discontinuité dans l'activité des entreprises de travaux publics ; retard dans les équipements particulièrement pour les réseaux routiers entraînant une baisse sensible de l'activité de ces entreprises ; demande de déblocage des crédits du fonds d'action conjoncturelle ; autoroutes ; signalisation ; éducation des conducteurs ; répression ; application du VI^e Plan pour le réseau routier ; voies navigables ; liaison mer du Nord - Méditerranée ; travaux de renforcement coordonnés dans son département ; route nationale n° 83 Lyon-Besançon ; autoroutes Mâcon-Genève* (p. 5398).

BARBET (Raymond)

Député des Hauts-de-Seine
(7^e circonscription)
C.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212).

Cesse d'appartenir à cette Commission [10 octobre 1968] (p. 3257).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [10 octobre 1968] (p. 3257), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228) ; 2° le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ; 3° le projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230) [28 avril 1972] (p. 1219) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2419 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce (n° 2750) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative au maintien dans les lieux des locataires des hôtels et des maisons meublées, **n° 312** [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à favoriser l'enseignement du français, l'alphabétisation et la promotion sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles, **n° 319** [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à l'institution d'un service autonome de la médecine du travail à la Société nationale des chemins de fer français et à l'extension à la Société nationale des chemins de fer français des dispositions du chapitre premier du titre II du Livre II du Code du travail et des règlements pris en application de l'article 67 du même Livre, **n° 595** [20 décembre 1968].

Sa proposition de loi relative à la liquidation des bidonvilles et au relogement des travailleurs immigrés, **n° 1011** [19 décembre 1969].

Retrait de cette proposition [28 avril 1970] (p. 1357).

Sa proposition de loi relative à la liquidation des bidonvilles et au relogement des travailleurs immigrés, **n° 1159** [27 mai 1970].

Sa proposition de loi tendant à améliorer les conditions d'attribution de l'allocation loyer et le logement des personnes âgées et des handicapés physiques, **n° 1451** [25 novembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à promouvoir une politique sociale de construction dans le domaine du logement, **n° 1519** [10 décembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à assurer un fonctionnement démocratique des conseils d'administration des offices publics d'H.L.M., **n° 1909** [24 juin 1971].

Sa proposition de loi tendant à exonérer de la taxation des plus-values, sur les terrains à bâtir et biens assimilés, les terrains expropriés sur lesquels a été édifiée la maison individuelle servant à l'habitation de l'exproprié, **n° 2719** [6 décembre 1972].

Sa proposition de loi relative aux sociétés anonymes coopératives H.L.M. de la location coopérative, **n° 2721** [6 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (exonération de la T.V.A. pour les bateaux de sport ou de plaisance ; taux du droit de francisation et de navigation)* [19 juillet 1968] (p. 2346) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Enseignement élémentaire ; enseignement du second degré ; exemple de la région parisienne ; formation des maîtres ; financement des constructions scolaires de l'enseignement primaire et de second degré ; charges indues supportées par les collectivités locales ; prolongation de la scolarité ; transfert du lycée et du collège technique de Puteaux dans les anciens locaux maintenant inoccupés de l'arsenal de cette ville* [28 octobre 1968] (p. 3644) ; TRANSPORTS. — SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES : *Politique de transports en commun pour Paris et sa banlieue ; ses observations sur la section Nation-Boissy-Saint-Léger, la navette Défense-Etoile, la ligne est-ouest du réseau express régional ; ses observations sur la ligne n° 7 ; desserte du marché d'intérêt national de Rungis ; remplacement des matériels du métro ; amélioration des accès du métro et des correspondances avec la S.N.C.F. ; prolongement des lignes Pantin-Bobigny, Invalides-Vanves, Charenton-Ecoles-Créteil ; utilisation des portions utilisables du chemin de fer de petite ceinture ; établissement d'un programme de transport pour la région parisienne axé essentiellement sur le réseau ferré et la construction de moyens nouveaux tels que le métro suspendu et l'aérotrain ; équilibre de la R.A.T.P. ; situation des personnes âgées ; problème du personnel de la R.A.T.P.* [7 novembre 1968] (p. 4117, 4118) ; *vote du groupe communiste* (p. 4121) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Nombre de logements H.L.M. ; logement social* [12 novembre 1968] (p. 4307, 4308) ; *patrimoine immobilier français ; cas de la région parisienne ; sociétés immobilières ; conditions de financement ; proposition de loi du*

groupe communiste tendant à accorder aux offices d'H.L.M. des prêts remboursables en soixante ans au taux de 1 % ; possibilité de fixer un indice normal des terrains à construire ; défense des intérêts capitalistes restant l'objectif de la politique gouvernementale ; programmes sociaux de relogement ; évolution des loyers ; généralisation du système du surloyer ; ses observations sur les agents du ministère ; recrutement d'agents auxiliaires rémunérés sur les fonds de travaux ; suppressions d'emplois d'agents de travaux routiers (p. 4308 à 4310) ; *logement social* [13 novembre 1968] (p. 4340).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Cas de la région parisienne ; dissolution du district de cette région ; ville de Paris devant être administrée par un maire élu ; création d'une assemblée régionale démocratique dont les membres seraient élus au suffrage universel et proportionnel* [14 décembre 1968] (p. 5519, 5520).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi n° 196 de M. Ruais et plusieurs de ses collègues tendant à humaniser les opérations de rénovation urbaine : *Problèmes relatifs aux opérations de rénovation urbaine entreprises à l'échelon national ; opérations menées par la ville de Paris ; insuffisance des moyens financiers ; montant de l'indemnité de dépossession ; spéculation foncière* [19 décembre 1968] (p. 5678, 5679).

Est entendu en qualité de suppléant, sur la question orale sans débat de M. Cermolacce, relative à la situation de l'industrie aéronautique [7 mai 1969] (p. 1305, 1306).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : Art. 59 : Ses explications de vote : *Garantie apportée par l'Etat aux sociétés concessionnaires privées pour la construction et l'exploitation d'autoroutes* [14 novembre 1969] (p. 3730, 3731) ; *crise du logement en France ; construction sociale ; programme conjoncturel ; retards apportés à la notification des décisions de financement aux organismes d'H.L.M. ; secteur locatif H.L.M. ordinaire ; programme P.L.R. ; vente des logements H.L.M. ; coût des terrains, notamment dans la région parisienne et les grandes villes ; allongement nécessaire de la durée des prêts ; réduction des taux ; charges financières ; politique gouvernementale tendant à favoriser les grandes sociétés immobilières ; surloyer ; situation des locataires qui occupent des logements anciens dans le secteur privé ; aide aux petits propriétaires ; aménagement de la zone de la Défense ; ses observations sur les habitations qui seront aménagées au-dessus de la dalle devant couvrir la route nationale n° 13 à Courbevoie et à Puteaux ; relogement des personnes des bidonvilles ; conditions d'une véritable politique du logement ; création d'un fonds national H.L.M. alimenté par une dotation budgétaire annuelle ; augmentation de la participation des entreprises à l'effort de construction selon le nombre des salariés qu'elles emploient* (p. 3767 à 3769) ; *effort fait par la municipalité de Nanterre pour reloger des familles étrangères ; démolition du bidonville* (p. 3783) ; TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE : *Menaces de licenciement qui pèsent sur le personnel du service thermique de la division atomique de la S.N.E.C.M.A. à Suresnes* [17 novembre 1969] (p. 3876).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale sans débat relative au logement des jeunes ménages [21 novembre 1969] (p. 4167, 4168, 4169).

Prend part au débat :

— sur les questions orales de MM. Bayou, de Poulpiquet, Offroy, Durieux, Dronne, Lamps, relatives au problème des commerçants et des artisans : *Augmentation continue de la fiscalité locale et de la patente ; abrogation des dispositions exonérant partiellement ou totalement les grandes sociétés industrielles ou commerciales ; magasins de « grande surface »* [10 avril 1970] (p. 965) ;

— sur les questions orales de MM. Denvers et Billoux relatives aux logements sociaux [29 mai 1970] : *Difficultés des travailleurs retraités, des personnes âgées et des handicapés physiques ; réforme de l'allocation complémentaire de loyer ; nécessité de faire disparaître les îlots insalubres et les bidonvilles ; logement des travailleurs immigrés* (p. 2160, 2161).

Prend part à la discussion du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre : *Ses observations sur la loi Debré ; proposition de loi du groupe communiste ; relogement des travailleurs étrangers ; établissement de plans intercommunaux ; cas de la région parisienne ; ses observations sur le*

groupe Citroën ; accroissement des pouvoirs des préfets ; efficacité du projet de loi étant lié aux engagements financiers ; options du VI^e Plan ; possibilité donnée aux propriétaires d'immeubles de procéder à la suppression des bâtiments impropres à l'habitation ; possibilité de démolir des locaux habitables pour permettre une rénovation du périmètre fixé par l'arrêté préfectoral ; nécessité de porter la contribution à verser pour le relogement de l'occupant à 50 % de la valeur de construction du logement ; débat sur l'immigration [10 juin 1970] (p. 2454, 2455) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (indication dans les contrats de travail de la nature du logement et du prix du loyer ; responsabilité de l'employeur)* (p. 2471) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du cinquième alinéa de cet article : « le juge de l'expropriation fixe... »* (p. 2471) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2472) ; *Son amendement tendant à compléter cet article pour un nouvel alinéa : « Les offres de relogement prévues à l'alinéa 3 du présent article doivent tenir compte des besoins et des ressources des occupants. Dans le cas contraire, les dispositions prévues à l'article 19 ne leur sont pas applicables »* (p. 2472).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au groupe électronique de Suresnes [12 juin 1970] (p. 2569, 2570).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à modifier l'article 79 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958, relatif aux indexations : *Indice du coût de la construction ; analyse de la composition des loyers : une partie fixe consacrée à l'amortissement des sommes engagées pour construire et une partie variable sur laquelle pourrait fonctionner l'indexation ; conséquence des exigences formulées par les promoteurs immobiliers ; hausse des loyers ; crise du logement ; vote du groupe communiste* [24 juin 1970] (p. 2989) ;

— du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1^er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel : *Cas des personnes âgées ; ses observations sur la position du groupe communiste ; situation des familles de condition modeste ; possibilité de laisser au seul conjoint le bénéfice du maintien dans les lieux en cas d'abandon du domicile ou de décès de l'occupant ; cas des parents âgés du locataire ; encouragement donné aux gros propriétaires et aux sociétés immobilières* [24 juin 1970] (p. 2996, 2997) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour l'article premier* bis *de la loi de 1948, à substituer au mot « peuvent » le mot « doivent »* (p. 2998) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2998) ; *son amendement tendant, à la fin du texte proposé pour l'article premier* bis, *à substituer aux mots « au jour de la publication du décret » les mots « au 1^er juillet 1970 »* (p. 2999) ; *situation des personnes visées par cet article* (p. 2999) ; *rectification de son amendement en remplaçant les mots « au 1^er juillet 1970 » par les mots « à partir du 1^er juillet 1970 »* (p. 2999) ; Art. 5 : *Son amendement tendant, dans le texte prévu pour l'article 3* sexies *de cette loi, à supprimer les mots « 3* ter, *3* quater *»* (p. 3001) ; *crise du logement ; indication de cas de fraude* (p. 3001) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 3002) ; Art. 7 et 8 : *Ses amendements tendant, dans le texte proposé pour les articles 31 et 34 de cette loi, à substituer au mot « peut » le mot « doit »* (p. 3.005) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (droit au maintien dans les lieux pour les locataires des hôtels et des maisons meublées)* (p. 3005) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3005, 3006) ; *son amendement tendant à introduire un nouvel article (réquisition des appartements neufs inoccupés depuis plus de six mois)* (p. 3006).

Prend part à la discussion générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Ses observations sur les options du VI^e Plan ; conséquence de la potitique industrielle sur la concentration capitaliste et les monopoles ; pression fiscale sur les contribuables locaux ; ses observations sur les difficultés que subissent les collectivités locales ; moyens financiers des communes ; réforme démocratique des finances locales ; nécessité de mettre un terme au transfert des charges ; contribution immobilière ; construction des établissements du second degré ; nationalisation des C.E.S.* [20 octobre 1970] (p. 4439) ; *participation financière des communes aux constructions scolaires du premier degré ; récupération par l'Etat du montant de la taxe sur la valeur ajoutée sur le coût des*

travaux ; équipements sociaux et sportifs ; subventions attribuées aux collectivités locales ; projet du gouvernement tendant à transférer aux départements la charge d'entretien de 57.000 kilomètres de routes nationales secondaires ; son souhait de voir remettre les pouvoirs des préfets aux maires et aux présidents des conseils généraux et des assemblées régionales élues (p. 4440, 4441) ; Première partie : Art. 34 : *Son amendement tendant, dans le second alinéa de cet article, à supprimer les mots : « à laquelle les intéressés restent immatriculés »* [22 octobre 1970] (p. 4566) ; *possibilité de permettre aux cheminots d'être immatriculés à la fois à la caisse de prévoyance de la S.N.C.F. et au régime général* (p. 4566) ; *son amendement tendant, dans le second alinéa de cet article, à supprimer les mots : « la S.N.C.F. continuant à dispenser aux agents en activité les soins médicaux et paramédicaux »* (p. 4566) ; *gratuité des soins pour les cheminots en activité ; garantie des droits du personnel de la S.N.C.F.* (p. 4566) ; *son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « qu'elle servait au 31 décembre 1970 » les mots : « prévues par son règlement intérieur »* (p. 4566) ; *ses observations sur le règlement intérieur de la caisse de prévoyance* (p. 4566) ; *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article, à supprimer les mots : « et à la S.N.C.F. les dépenses afférentes aux soins médicaux et paramédicaux dispensés aux agents en activité »* (p. 4566) ; *fonctionnement du service médical particulier de la S.N.C.F.* (p. 4566) ; TRANSPORTS. — SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES : *Insuffisance des crédits du budget ; ses observations sur la S.N.C.F. et la R.A.T.P. ; prix du kilomètre-voyageur en deuxième classe ; problème des tarifs marchandises ; versement des redevances aux propriétaires de wagons particuliers ; augmentation des tarifs voyageurs et de marchandises de détail ; construction d'une ligne à grande vitesse Paris-Lyon par turbotrain ; réforme de la R.A.T.P. ; essai du Gouvernement d'opposer les populations de la région parisienne à celles de la province* (p. 5406) ; *dégradation des transports dans la région parisienne ; problème du rétablissement de la taxe imposée aux grandes industries et aux grosses sociétés commerciales de la région parisienne ; augmentation des tarifs de transport de la R.A.T.P. et des lignes de la S.N.C.F. ; caractère social des transports en commun ; possibilité d'établir, dans la région parisienne une tarification unique englobant le métro* intra *et* extra muros, *les lignes d'autobus et les lignes S.N.C.F. de banlieue ; nécessité de créer un établissement public régional du transport et de la circulation ; construction d'un réseau à longue distance qui relierait rapidement les zones urbaines principales et permettrait d'assurer les liaisons interdépartementales* (p. 5407) ; *institution d'une taxe spéciale et progressive sur les plus-values foncières ; association du groupe communiste à la manifestation du 18 novembre* (p. 5408).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Art. 6 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « Le conseil de direction de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat est composé en nombre égal de représentants de l'administration, des propriétaires et des locataires »* [8 décembre 1970] (p. 6273) ; *ses observations sur son amendement ; retrait de celui-ci* (p. 6273) ; *son amendement tendant, après le cinquième alinéa* (2°) *du paragraphe II de cet article, à insérer un nouvel alinéa (cas des locaux créés ou aménagés avec le concours de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat ou situés dans des immeubles ayant bénéficié de ce concours)* (p. 6274) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du septième alinéa du paragraphe II de cet article (taux de la taxe additionnelle au droit de bail)* (p. 6275) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6275) ; *son amendement tendant à compléter le neuvième alinéa du paragraphe II de cet article par la phrase suivante : « le montant de la taxe ne peut, en aucun autre cas, s'ajouter au prix des loyers »* (p. 6276) ; Art. 25 : *Situation de la Société nationale industrielle aérospatiale ; désorganisation des services ; rôle de la société anonyme de télécommunications dans la fabrication du satellite « Pluton » ; modification des contrats de travail ; ses observations sur le trust Dassault ; liquidation du potentiel technique de la Société nationale industrielle aérospatiale ; atteinte portée aux finances des communes ; problème du travail à Melun-Villaroche* [9 décembre 1970] (p. 6310, 6311) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 65-556 du 10 juillet 1965 relative à l'acquisition d'habitation à loyer modéré à usage locatif par les locataires : *Nombre des logements financés en 1970 ; objectifs du V°*

Plan ; vocation sociale des H.L.M. ; mobilité du patrimoine immobilier ; droit à un logement décent ; ses observations sur la proposition de loi du groupe communiste ; rôle de la Caisse nationale autonome des H.L.M. ; réforme de la contribution patronale [17 décembre 1970] (p. 6620, 6621) ; *vote du groupe communiste sur l'ensemble du projet de loi* (p. 6626).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux revendications du personnel de la R.A.T.P. [19 mai 1971] (p. 1979, 1980).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'institution d'un versement à la charge de certains employeurs dans la région parisienne, Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (extension du projet de loi aux huit départements de la région parisienne ; fixation de trois taux en fonction de l'importance de l'entreprise)* [25 mai 1971] (p. 2047) ; *possibilité pour la loi de finances de modifier chaque année les taux établis* (p. 2047, 2048) ; *son amendement tendant, dans le premier et le deuxième paragraphe de cet article à substituer au mot : « versement » le mot : « taxe »* (p. 2049) ; *nature du versement* (p. 2049) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du paragraphe I de cet article : « en attendant la création d'un office régional des transports, les employeurs visés à l'article premier... »* (p. 2055) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2055) ; *son amendement tendant à supprimer le paragraphe 2 de cet article* (p. 2055) ; *problème du contrôle ; nombre d'entreprises qui transportent l'ensemble de leur personnel ; principe de l'égalité devant l'impôt* (p. 2055, 2056) ;

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, du projet de loi relatif à diverses opérations de construction et des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les retenues de garanties en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil : *Crise du logement ; désengagement des finances de l'Etat de la construction des logements sociaux ; situation des locataires des offices d'H.L.M. ; rôle des sociétés immobilières capitalistes* [10 juin 1971] (p. 2664) ; *compétitivité des offices publics d'habitations ; rendement de la taxe sur la valeur ajoutée appliquée à la construction sociale et privée ; actions des banques ; sa crainte d'une augmentation du taux des loyers ; financement de l'allocation de logement ; personnel des offices publics ; absence de politique foncière cohérente ; programmes P.L.R. ; VIe Plan ; objectif de 600.000 logements par an* (p. 2665) ; *création d'une caisse autonome des H.L.M. ; contribution des employeurs à deux pour cent du montant des salaires et à trois pour cent pour les entreprises de plus de mille salariés ; impôt annuel progressif sur les fortunes et les personnes physiques* (p. 2666) ; PROJET DE LOI RELATIF AUX HABITATIONS A LOYER MODÉRÉ, MODIFIANT LE CODE DE L'URBANISME ET DE L'HABITATION, Art. 1er : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 159 du Code de l'urbanisme et de l'habitation* [11 juin 1971] (p. 2747) ; *mission des offices d'H.L.M.* (p. 2747) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2749) ; *création d'offices publics d'aménagement et de construction* (p. 2749) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 178* bis *du Code de l'urbanisme par la phrase : « Les sociétaires peuvent voter par correspondance »* (p. 2759) ; *détermination des règles de quorum pour les assemblées générales* (p. 2754) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2761) ; *problème de la dissolution des organismes d'habitations à loyer modéré* (p. 2761) ; Après l'Art. 14 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : (gestion des offices publics d'habitation à loyer modéré)* (p. 2768) ; *son souhait de voir construire 400.000 logements aidés par l'Etat ; création d'une caisse autonome des H.L.M.* (p. 2768) ; Art. 17 : *Rôle des conseils d'administration des organismes d'H.L.M.* (p. 2769) ; Art. 22 : *Son amendement tendant à supprimer les deux premiers alinéas (paragraphes I et II) de cet article* (p. 2771) ; *association des locataires à la gestion* (p. 2771) ; Art. 25 : *Ses observations sur cet article* (p. 2772) ; Ses explications de vote : *Son vote contre ce projet de loi ; crise du logement ; charges supportées par les organismes H.L.M. ; problème de l'accession à la propriété* (p. 2772) ; PROJET DE LOI RELATIF A L'ALLOCATION DE LOGEMENT : conclusions du rapport de la

Commission mixte paritaire : *Extension du bénéfice de l'allocation de logement aux départements d'outre-mer* [29 juin 1971] (p. 3510) ;

— du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière, Après l'Art. 11 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (dépôt d'un projet de loi définissant les moyens financiers mis à la disposition des collectivités locales afin de leur permettre d'assurer dans les Z.A.D. leur droit de préemption)* [12 juin 1971] (p. 2877) ; *aménagement de la zone de la Défense ; durée des Z.A.D.* (p. 2877) ; Art. 16 : *Son amendement tendant, dans la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour le paragraphe IV de l'article 64 de la loi d'orientation foncière après le mot : « préfet » à insérer les mots : « pris sur avis conforme du conseil municipal intéressé »* (p. 2879) ; *problème de l'exemption de la taxe locale d'équipement* (p. 2879) ;

— du projet de loi portant réforme du régime fiscal des profits de construction ; du projet de loi portant suppression de l'exemption temporaire de contribution foncière prévue en faveur des locaux d'habitation ; du projet de loi modifiant la loi du 24 mars 1952 relative aux entreprises de crédit différé : *Ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing* [14 juin 1971] (p. 2891) ; Contribution foncière, Art. unique : Ses explications de vote : *Situation des petits propriétaires ; charges des communes ; vote du groupe communiste* (p. 2904) ; en deuxième lecture, du projet de loi portant modification du régime de l'exemption temporaire de contribution foncière prévue en faveur des locaux d'habitation, Art. unique : *Son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa : « Ces dispositions ne sont pas applicables aux logements nouveaux réservés à l'habitation principale dont le prix de construction, toutes dépenses confondues, est inférieur au double du prix plafond des logements H.L.M. construits en accession à la propriété »* [29 juin 1971] (p. 3524) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3524) ; *Situation des petits propriétaires expropriés* (p. 3525).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la grève à la S.N.C.F. [18 juin 1971] (p. 3129, 3130).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Feix, Marette, Carpentier, Ducray et Claudius-Petit relatives aux travailleurs immigrés : *Répartition des travailleurs et des familles immigrés dans l'ensemble de la région parisienne ; importance des dépenses imposées à une commune comme Nanterre par la population immigrée ; scolarisation des enfants des familles immigrées* [15 octobre 1971] (p. 4631).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : EQUIPEMENT ET LOGEMENT : LOGEMENT ET URBANISME : *Nombre de logements aidés* [28 octobre 1971] (p. 5064) ; *insuffisance de notre parc immobilier ; nombre de logements à construire pour faire face à l'évolution démographique ; scandale des logements libres ; droit de préemption accordé aux collectivités locales ; exemple de l'industrialisation de Fos ; objectifs du VI^e Plan ; indication que le bâtiment n'est pas inflationniste* (p. 5065) ; *formation professionnelle ; rôle des organismes d'H.L.M. ; aggravation de la crise du logement* (p. 5066) ; *proposition de loi du groupe communiste sur la question du logement en France ; son financement* (p. 5066) ; TOURISME : *Vote du groupe communiste contre le titre III* [29 octobre 1971] (p. 5141).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'équipement de la flotte d'Air France [29 octobre 1971] (p. 5116).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *District de la région parisienne ; établissement public pour l'aménagement de la zone de La Défense ; nécessité d'accorder à la région parisienne un statut identique à celui des autres régions* [25 avril 1972] (p. 1019) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Vote du groupe communiste* [30 juin 1972] (p. 3009) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. L 663-3 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement* [17 mai 1972] (p. 1613) ; *coefficient de majoration* (p. 1613) ; Art. L 663-8 du Code : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1618) ; Art. L 663-9 du Code : *Son amendement* (p. 1618) ; *son amendement*

tendant à garantir les droits acquis dans les régimes actuels (p. 1620) ; Après l'Art. L 663-9 du Code : *Son amendement concernant les présidents-directeurs et directeurs généraux et assimilés des sociétés anonymes* (p. 1620) ; en deuxième lecture : *Propositions de loi du groupe communiste ; situation des travailleurs indépendants ; augmentation du taux de la retraite de base* [22 juin 1972] (p. 2726, 2727) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, Art. 2 : *Son amendement (financement de l'aide)* [19 mai 1972] (p. 1744) ; *ses observations* (p. 1745) ; Art. 7 : *Son amendement (institution d'une allocation viagère)* (p. 1749) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « de pécules » les mots : « d'allocation viagère annuelle »* (p. 1749) ; Après l'Art. 9 : *Son amendement (obligations d'imposition aux commerçants et artisans désireux d'obtenir l'allocation viagère annuelle)* (p. 1750) ; Art. 15 : *Son amendement qui devient sans objet* (p. 1756) ; en deuxième lecture : *Abstention du groupe communiste* [22 juin 1972] (p. 2749) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales : *Nombre des artisans s'établissant en France chaque année* [19 mai 1972] (p. 1777) ; *nécessité de modifier le calcul de l'impôl sur le revenu des personnes physiques ; établissement des forfaits ; exonération de la patente* (p. 1778) ; Ses explications de vote : *abstention du groupe communiste* (p. 1791) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction, Art. 3 : *Ses observations sur les coopératives d'H.L.M. ; contrat de promotion immobilière* [27 juin 1972] (p. 2870, 2871) ; Ses explications de vote : *vote du groupe communiste* (p. 2876) ;

— en quatrième et dernière lecture, du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Vote du groupe communiste* [1er juillet 1972] (p. 3117) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, EQUIPEMENT ET URBANISME : *Recours aux moyens extra-budgétaires pour développer les équipements collectifs ; importance des « redevances d'infrastructure » payées par l'usager ; remise au compte des départements de routes nationales secondaires ; transfert de charges sur le dos des collectivités locales ; exécution du Plan compromise pour la voirie des collectivités locales et la voirie nationale urbaine ; situation critique pour le réseau national de rase campagne ; expropriations ; impôts atteignant les expropriés ; autoroutes ; autoroutes de raccordement en milieu urbain ; prise en charge par l'Etat des autoroutes de dégagement, le constructeur privé se réservant la voie en rase campagne, moins coûteuse et génératrice de péage* [17 novembre 1972] (p. 5387) ; *profits des sociétés concessionnaires ; diminution depuis 1965 du taux de croissance des investissements publics ; programme de gouverenment de la gauche : urbanisme au profit des hommes, nationalisation des secteurs clés de l'économie (exemple de l'aménagement de la zone de la Défense), définition collective des plans d'urbanisme ; son désir de connaître les intentions du Ministre au sujet de la situation des membres non titulaires du personnel de l'équipement ; proposition de loi du groupe communiste du 16 mai 1972 qui permettrait la titularisation des auxiliaires et la promotion des fonctionnaires, déclarée irrecevable ; personnels ouvriers de l'Institut géographique national* (p. 5388) ; ETAT C, TITRE V : *Vote du groupe communiste contre les crédits de ce titre* (p. 5403).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux revendications des cheminots [24 novembre 1972] (p. 5650, 5651).

Prend part à la discussion du projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel à la Société nationale industrielle aérospatiale et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation : *Exemple de l'introduction de l'actionnariat à la régie Renault, dans les banques et les assurances ; part de l'État dans le capital des deux sociétés ; négociabilité des actions distribuées ; répression syndicale dans les usines de Courbevoie, Toulouse et Marignane ; lien entre le progrès social et l'extension du secteur nationalisé ; démantèlement de l'entreprise de Courbevoie* [7 décembre 1972] (p. 5985) ; *vente à la société Sofilac de la filiale de la S.N.I.A.S., Saint-Chamond-Granat* (p. 5986) ; *vote du groupe communiste* (p. 5988).

Son rappel au règlement : *Ses observations sur le dépôt tardif des projets de loi relatifs aux commerçants et artisans* [19 décembre 1972] (p. 6338).

BAREL (Virgile)

Député des Alpes-Maritimes.
(1re circonscription)
C.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2192).

S'inscrit au groupe communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2211), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [3 avril 1970] (p. 786), [6 avril 1971] (p. 923), [5 avril 1972] (p. 804) ;

— membre du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 577 du Code de la sécurité sociale en vue d'étendre le bénéfice de la Sécurité sociale aux personnes titulaires d'une pension d'ascendant de victime de la guerre **n° 382** [17 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant : 1° à majorer de 25 % les rentes viagères privées de toute nature constituées antérieurement au 1er janvier 1964 et de 15 % celles constituées entre le 1er janvier 1964 et le 1er janvier 1967 ; 2° à lever pour un an les forclusions d'action en révision judiciaire des rentes viagères **n° 405** [31 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à assurer la sauvegarde et la reconstitution des forêts méditerranéennes et à créer les moyens efficaces de lutte contre les incendies de forêts, **n° 1470** [25 novembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à assurer le développement du tourisme social et familial, **n° 1736** [19 mai 1971].

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Chazalon et Fernand Dupuy relatives à la situation du personnel dans les directions départementales de l'action sanitaire et sociale : *Situation des Alpes-Maritimes ; dispersion des divers services de la direction de l'action sanitaire et sociale dans la ville de Nice* [18 octobre 1968] (p. 3412).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, ÉQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) : *Tourisme populaire ; demande si l'on va confier à une agence privée la publicité touristique dans les pays étrangers ; camping ; caravaning ; compagnies aériennes envisageant de créer un réseau de grands hôtels ; possibilité d'intégrer dans les plans d'urbanisme de nouveaux terrains de camping et de caravaning ; rôle du Commissariat au tourisme ; possibilité de délivrer deux billets de congé payé par an avec une réduction de 50 % en chemin de fer et une éventuelle réduction en avion ; allocation de bons d'essence à tarif réduit pour l'aller et le retour des vacanciers ; intérêt touristique d'une autoroute Nice-Grenoble ; situation des ouvriers des établissements qui accueillent les visiteurs ; non-application de la loi sur la semaine de quarante heures* [31 octobre 1968] (p. 3800, 3801) ; *nombre des terrains de camping ; situation des employés d'hôtels, de cafés et de restaurants* (p. 3815) ; AFFAIRES SOCIALES : *Situation des vieux travailleurs ; cas des titulaires d'une pension de vieillesse ; relèvement des pensions, rentes et allocations de vieillesse* [6 novembre 1968] (p. 3995, 3996) ; *possibilité de prévoir l'attribution d'une majoration exceptionnelle de rattrapage de 15 % des pensions vieillesse des divers régimes de Sécurité sociale ; revendications des mutilés du travail ; situation des personnes handicapées* (p. 3996, 3997) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention franco-italienne relative à l'alimentation en eau de la commune de Menton et du protocole annexe, signés à Paris le 28 septembre 1967 : *Approbation par le groupe communiste de la Convention franco-italienne* [21 novembre 1968] (p. 4771, 4772) ;

— du projet de loi relatif aux voies rapides et complétant le régime de la voirie nationale et locale : *Position du groupe communiste ; rôle de la ville de Nice ; classement de certaines portions de routes nationales dans la voirie départementale et communale ; problème du classement des voies rapides ; question des transferts des charges*

de l'Etat sur les collectivités locales ; construction de la grande voie de dégagement qui doit contourner l'agglomération niçoise [28 novembre 1968] (p. 4940) ; Art. 6 : *Droits des collectivités locales ; recours en Conseil d'État* (p. 4943).

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives à l'application de la taxe d'assainissement dans les communes : *Importance du besoin d'eau des départements de la Côte d'Azur tant pour les nouveaux immeubles que pour les cultures florales ; approbation de la Convention franco-italienne tendant à amener l'eau de la rivière Roya à la ville de Menton* [6 décembre 1968] (p. 5182, 5183) ;

— sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat ; *Ses observations sur la Côte d'Azur ; problème du maintien de la région Provence-Côte d'Azur-Corse ; ses observations sur Nice ; création d'une Cour d'appel à Nice ; création d'une académie de plein exercice ; vocation touristique du département des Alpes-Maritimes ; problème du plein emploi* [13 décembre 1968] (p. 5467, 5468).

Pose à M. le Ministre de l'Équipement et du Logement une question orale sans débat relative au tourisme social [20 décembre 1968] (p. 5744, 5745).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Gaudin, Brugnon et Magaud relatives au financement privé des autoroutes : *Construction de l'autoroute Grenoble-Nice, insuffisance des crédits ; volonté du pouvoir de discréditer les nationalisations (S.N.C.F., téléphone, transports parisiens) : critique de l'appel au financement privé ; durée de la concession* [3 octobre 1969] (p. 2490).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer : *Son vote sur le projet de loi ; cas des personnels en provenance d'Algérie intégrés à la R.A.T.P., victimes de l'absence de coordination des régimes de retraites des réseaux de transport urbain d'Algérie et de la régie autonome ; situation des agriculteurs réinstallés dans des exploitations dont la rentabilité n'a pas été immédiate ; problème de l'indemnisation* [8 octobre 1969] (p. 2536, 2537) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, ÉQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) : *Caractère du budget national ; ses observations sur le tourisme social ; subventions d'État aux associations touristiques sans but lucratif ; aide à l'hôtellerie ; utilisation des navires à quai pour des croisières populaires et universitaires en vue d'éviter le désarmement de ces bateaux ou leur vente ; ports de plaisance ; stations d'hiver ; opération Languedoc-Roussillon ; conséquence de la création des zones d'aménagement différé sur le littoral du département de l'Hérault ; situation fiscale des gestionnaires de terrains de camping ; ses observations sur le camping et le caravaning ; répartition des vacances scolaires ; rôle des associations populaires touristiques ; activité de « Tourisme et Travail » ; création d'un fonds national d'investissement ; revendications des employés des hôtels, cafés et restaurants ; ses observations sur la pratique de l'État qui perçoit plus par la T.V.A. qu'il ne donne en prêts ; exemple de la municipalité de Colombes ; proposition de loi du groupe communiste tendant à modifier la loi « congés-cadres-jeunesse » en vue de supprimer la limite d'âge à 25 ans et de permettre aux stagiaires le détachement pour animer des activités de loisirs, de culture et de vacances* [5 novembre 1969] (p. 3354 à 3356) ; *ses observations sur les paroles de M. Anthonioz* (p. 3368) ; ÉQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Ses observations sur la voie de contournement de Nice* [14 novembre 1969] (p. 3721) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Mesures de protection juridique en faveur des spoliés et rapatriés ; fixation d'un plafond pour exclure du bénéfice de l'indemnisation les privilégiés ; cas des rapatriés salariés qui n'ont pu bénéficier de la nationalité française ; rôle du Fonds national de solidarité* [20 novembre 1969] (p. 4110) ; AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Problèmes du troisième âge ; garantie de ressources de 452 F par mois pour les personnes âgées ; logement en faveur des personnes âgées ; leur situation financière ; leur régime d'impôts* [21 novembre 1969] (p. 4188).

Est entendu, en qualité de suppléant, sur la question orale sans débat de M. Ballanger relative à l'interdiction d'une émission à la radio-télévision scolaire [12 décembre 1969] (p. 4900, 4901).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'accident provoqué par

un missile Masurca [15 mai 1970] (p. 1749, 1750).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Odru et Cousté relatives à la formation professionnelle des adultes ; *Dessaisissement progressif de l'A.F.P.A. vers le secteur privé ; article 15 du projet de loi relatif au service national prévoyant la participation des jeunes gens à des activités d'intérêt public* [5 juin 1970] (p. 2301).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au service national, Art. 15 : *Formation professionnelle ; rôle de l'armée* [10 juin 1970] (p. 2423, 2424) ; *utilisation des jeunes du contingent pour des travaux n'ayant aucun rapport avec le service militaire* (p. 2425).

Pose à M. le Ministre de l'Équipement et du Logement une question orale sans débat relatif au tourisme social [19 juin 1970] (p. 2885, 2886, 2887).

Prend part au débat sur la question orale de M. Claude Guichard relative à l'autonomie des universités : *Perspectives nouvelles offertes par la loi d'orientation ; tentatives diverses pour dénaturer et détourner à des fins moins démocratiques les possibilités offertes par l'autonomie des universités ; déclaration de M. Peyrefitte vantant les mérites des universités américaines et de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber tendant à rendre l'enseignement concurrentiel, de l'école primaire à l'université ; ingérence des capitaux privés dans l'enseignement supérieur.* [19 juin 1970] (p. 2893, 2894).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la lutte contre les incendies de forêts [9 octobre 1970] (p. 4227).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, ÉQUIPEMENT ET LOGEMENT - TOURISME : *Développement de la part du tourisme social dans l'ensemble du tourisme ; subvention accordée aux associations touristiques ; part prise par les associations touristiques désintéressés ; majoration des prix de journée des associations touristiques sans but lucratif ; options du VI^e^ Plan en faveur du tourisme populaire ; surcharge des terrains de camping dans les lieux touristiques ; ses observations sur le refus de création du camping demandé par le comité d'entreprise d'Air France ; problème du libre accès aux plages ; étalement des vacances* [27 octobre 1970] (p. 4793) ; *possibilité d'accorder des avantages supplémentaires aux travailleurs qui accepteront un décalage dans leurs vacances ; modification de la loi « congés-cadres-jeunesse »* (p. 4794) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : TITRE III : *Ses observations sur les « Canadair » utilisés pour l'extinction des incendies* [13 novembre 1970] (p. 5463) ; ÉDUCATION NATIONALE : *Enseignement pré-scolaire ; avenir des écoles maternelles ; formation des institutrices maternelles ; nécessité de déceler les handicaps des enfants* [14 novembre 1970] (p. 5553) ; *Proportion des retardés scolaires au niveau de l'école élémentaire ; problème de la scolarisation en milieu rural des jeunes enfants de deux à cinq ans* (p. 5554) ;

— du projet de loi relatif à l'amélioration des structures forestières : *Equilibre entre les zones forestières et les zones agricoles : règlementation du boisement ; règles de constitution des syndicats intercommunaux ; création des sociétés d'investissement forestier* [26 novembre 1970] (p. 5961) ;

— du projet de loi relatif à l'amélioration des essences forestières : *Ses observations sur la garantie de la qualité des matériels de reproduction dans les forêts ; commerce français du bois ; son vote ; constitution d'un Office de défense de la forêt méditerranéenne* [26 novembre 1970] (p. 5980).

Est entendu sur les questions orales sans débat relatives aux rentes viagères, en qualité de suppléant de M. Lamps [23 avril 1971] (p. 1419, 1421).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Brugnon, Stasi, Voilquin, Tiberi, Ducoloné relatives aux revendications des fonctionnaires : *Mécontentement des services de préfecture ; application du plan Masselin ; disparition des distinctions entre commis et agent administratif* [30 avril 1971] (p. 1598).

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne concernant la section située en territoire français de la ligne ferroviaire Coni-Breil-Vintimille : *Saisine de la Commission mixte de règlement ; suppression du réseau du Vivarais-Lozère ; suppression des services de voyageurs sur des lignes affermées de la S.N.C.F. ; réseau breton ; ligne de chemin de fer du Blanc à Argent ; chemin de fer reliant Saint-Georges-de-Commiers à La Mure ; fermeture du tronçon Ponte-Leccia-Ile-Rousse-Calvi dans la Balagne en Corse ; ligne Nice-*

Digne ; maintien des tronçons Veynes-Manosque et Digne-Saint-Auban ; vote du groupe communiste [11 mai 1971] (p. 1783).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale sans débat relative aux pensions de retraite [12 mai 1971] (p. 1822, 1823).

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant les titres II et V du Code de la famille et de l'aide sociale et relatif au régime des établissements recevant des mineurs, des personnes âgées, des infirmes, des indigents valides et des personnes accueillies en vue de leur réadaptation sociale : *Indication de divers faits répréhensibles* [18 mai 1971] (p. 1943) ; *problème du contrôle ; nécessité de disposer d'un personnel suffisant pour visiter efficacement les établissements concernés ; conséquence de la recherche du profit ; ses observations sur la décision du conseil général du département des Alpes-Maritimes de créer un foyer pour enfants à Nice ; hébergement de ces enfants à l'heure actuelle dans une aile d'une maison de retraite à Nice* (p. 1944) ; *ses observations sur les paroles de Mlle Dienesch* (p. 1945).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux revendications du personnel du C.N.R.S. [28 mai 1971] (p. 2192, 2193, 2194).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à l'environnement : *Constructions envahissantes ; prolifération des ports de plaisance sur la Côte d'Azur ; proposition de classement de la Côte d'Azur ; lutte contre la pollution des rivières et des baies méditerranéennes* [4 juin 1971] (p. 2403, 2404).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à diverses opérations de construction, Article premier : *Protection des acquéreurs ; moyens par lesquels un promoteur peu scrupuleux peut utiliser la loi de 1938 pour éviter ses responsabilités et décupler ses bénéfices* [11 juin 1971] (p. 2776) ; *ses observations sur divers scandales ; contrôle du Crédit foncier* (p. 2777).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'aide aux sinistrés d'Antibes [25 juin 1971] (p. 3443).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : ÉQUIPEMENT ET LOGEMENT : TOURISME : *Tourisme populaire* [29 octobre 1971] (p. 5133) ; *proposition de loi du groupe communiste ; rôle des associations touristiques sans but lucratif ; villages de vacances ; terrains de camping-caravaning ; problème des gîtes* (p. 5134) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT : *Programme de Gouvernement du parti communiste* [8 novembre 1971] (p. 5519) ; *ses observations sur la coupe de pins d'une montagne aux environs de Nice ; conséquences du régime capitaliste ; exemple de pollution ; problème de l'eau ; préservation des sites et espaces naturels ; protection du littoral ; nécessité de créer un fonds de péréquation* (p. 5520, 5521) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Problème des rapatriés ; leur indemnisation ; possibilité pour le Crédit foncier d'accorder des prêts spéciaux à la construction de logements* [10 novembre 1971] (p. 5622) ;

— du projet de loi relatif à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde : *Ses observations sur le fait que le développement des sports d'hiver ne profite pas aux agriculteurs montagnards ; création d'associations foncières pastorales ; problème des équipements collectifs* [18 novembre 1971] (p. 5936, 5937) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5955) ; *statut des baux ruraux* (p. 5955, 5956).

Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question orale sans débat relative aux poursuites contre Klaus Barbie [19 novembre 1971] (p. 5987, 5988).

Prend part à la discussion du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de Sécurité sociale, Après l'Art. 9 : *Ses observations sur son amendement déposé avec M. Berthelot tendant à étendre le bénéfice de la loi aux salariés de l'agriculture et des départements d'outremer ; retrait de cet amendement* [2 décembre 1971] (p. 6310).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Carpentier, Chazalon, Labbé, Paquet, Andrieux relatives aux problèmes de l'emploi : *Chômage dans les Alpes-Maritimes ; âge de la retraite* [3 décembre 1971] (p. 6413).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, Art. 24 : *Reconstruction de la ligne ferroviaire Coni-Vintimille* [7 décembre 1971] (p. 6482) ;

— du projet de loi relatif à la situation des différents personnels relevant du Ministre de l'Education nationale, Article premier : *Son amendement tendant à modifier cet article* [10 décembre 1971] (p. 6687) ; *son amendement : statut des personnels d'information et d'orientation* (p. 6688).

Prend part au débat :

— sur les questions orales de MM. Paquet, Jacques Barrot, Fajon, Carpentier et Rabreau relatives aux problèmes de l'emploi : *Situation de l'emploi à Fos et en Lorraine ; augmentation du nombre d'emplois non satisfaits dans les Bouches-du-Rhône et dans la région Provence-Côte d'Azur ; implantation d'usines de transformation ; nécessité de relier la vallée du Rhône à la vallée du Rhin et à la mer du Nord* [28 avril 1972] (p. 1212) ;

— sur les questions orales de MM. Barberot, Ansquer, Dupuy, Tissandier et Chazelle relatives aux accidents de la route, en qualité de *suppléant* de M. Dupuy : *Diminution des réflexes des conducteurs par les cadences accélérées dans les bureaux et les usines, surmenage des camionneurs ; défectuosité du réseau routier, notamment sur la Côte d'Azur ; crise des transports en commun ; augmentation du nombre des accidents et des victimes en zone urbaine ; indemnisation des victimes de la route* [5 mai 1972] (p. 1405, 1406, 1412).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'extradition de Klaus Barbie [26 mai 1972] (p. 1959, 1961).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'électorat et à l'éligibilité des étrangers en matière d'élection des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel, Art. 2 et 3 : *Ses amendements tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « sachant lire et écrire » à insérer les mots : « dans leur langue maternelle »* [1er juin 1972] (p. 2086, 2089).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la crise viticole [22 juin 1972] (p. 3056, 3057).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE — I. — SERVICES GÉNÉRAUX. — PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT : *Pourcentage des crédits dérisoire face aux besoins ; mesures à prendre contre les grands pollueurs qui devraient être les payeurs ; société gouvernée par la productivité anarchique et la recherche du profit ; pollution de la mer ; problème de l'application des lois et règlements ; exemple de l'U.R.S.S. ; responsabilité des grands groupes capitalistes ; programme commun de la gauche* [27 octobre 1972] (p. 4496, 4497) ; TOURISME : *Vacances annuelles des travailleurs ; orientation vers les activités touristiques pour les gens fortunés ; campings bondés ; insuffisance des subventions d'équipement pour le tourisme social ; scandale du refus par le préfet de l'utilisation par la commune de Villefranche-sur-Mer de la citadelle Gaston de Foix* [17 novembre 1972] (p. 5362) ; *programme commun de la gauche pour renouveler 1936* (p. 5363) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 réprimant la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures : *Le groupe communiste votera ce projet qui aggrave les pénalités frappant les responsables de la pollution de la mer ; son scepticisme ; naufrage du Torrey Canyon ; stations de dégazage ; déchets radioactifs* [13 décembre 1972] (p. 6103) ; *boues rouges ; exclusion des navires de la marine nationale du champ d'application de la future loi ; fonds de péréquation pour la lutte pour la réduction des nuisances dans le programme commun de la gauche ; déchets nucléaires ; problèmes des fleuves et de leurs affluents ; danger mortel que court la Côte d'Azur en cas de recherches au grand large des côtes* (p. 6104).

BARILLON (Georges)

Député de l'Yonne
(2e circonscription)
R.I.

En remplacement, le 13 août 1968, de M. Jean Chamant, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* 14 août 1968] (p. 7918) [24 septembre 1968] (p. 2848).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [24 septembre 1968] (p. 2848).

Donne sa démission de son mandat de député.

L'Assemblée prend acte de cette démission [16 septembre 1969] (p. 2250, 2279).

En remplacement, le 8 février 1971, de M. Jean Chamant, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 9 février 1971] (p. 1401) ; [2 avril 1971] (p. 835).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [*J.O.* du 10 février 1971] (p. 1453).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [3 octobre 1968] (p. 3045), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi modifiant la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création et organisation des régions [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du Code de l'administration communale et relatif à la formation et à la carrière du personnel communal [29 juin 1972] (p. 3017).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au paiement direct de la pension alimentaire : Art. 6 : *Son amendement précisant qu'il s'agit d'un huissier de justice* [5 décembre 1972] (p. 5857) ;

— du projet de loi tendant à simplifier et à compléter certaines dispositions relatives à la procédure pénale, aux peines et à leur exécution, Après l'Art. 1er : *Son amendement devenu sans objet ; retrait* [5 décembre 1972] (p. 5871).

BARROT (Jacques)

Député de la Haute-Loire
(1re circonscription)
P.D.M.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2211), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837) ;

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur [30 octobre 1968] (p. 3763) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel, tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale (*J.O.* du 26 août 1969, p. 8593) [16 septembre 1969] (p. 2280) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux avantages sociaux des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés [18 décembre 1970] (p. 6707) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière [17 décembre 1970] (p. 6629) ;

— membre de la Commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier et sur leurs rapports avec le pouvoir politique [14 décembre 1971] (p. 6737) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant le titre premier du Livre IV du Code de la santé publique, l'article L 404 du Code de la sécurité sociale et relative à l'organisation des professions médicales [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à certaines conditions d'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [12 décembre 1972] (p. 6085) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances [19 décembre 1972] (p. 6366).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi n° 61-1448 du 29 décembre 1961 accordant des congés non rémunérés aux travailleurs salariés et apprentis, en vue de favoriser la formation des cadres et animateurs pour la jeunesse, n° 133 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à instituer la carte professionnelle d'artiste musicien exécutant salarié, n° 185 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi relative à la protection de la faune sauvage et à la création de comités départementaux de défense de la nature, n° 186 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à limiter la portée de l'article 205 du Code civil en vue de limiter l'obligation alimentaire des enfants naturels, n° 306 [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à apporter certaines dérogations aux dispositions de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée par l'ordonnance n° 67-828 du 23 septembre 1967 en faveur des personnes appartenant aux professions non salariées qui, à la date du 31 mars 1969, avaient droit aux prestations en nature d'un régime d'assurance maladie avec suppression du ticket modérateur, n° 709 [7 mai 1969].

Sa proposition de loi tendant à étendre aux travaux de construction et d'amélioration des routes nationales, assimilées aux grands itinéraires, la procédure de prise de possession immédiate des propriétés privées, prévue en ce qui concerne les autoroutes par l'article 2 de la loi n° 62-898 du 4 août 1962, n° 844 [22 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993) annexe n° 40, Comptes spéciaux du Trésor, n° 2010 [8 octobre 1971].

Sa proposition de loi portant généralisation des retraites complémentaires à l'ensemble des salariés relevant soit de l'assurance vieillesse du régime général de la Sécurité sociale, soit du régime des assurances sociales agricoles, n° 2077 [25 novembre 1971].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582) annexe n° 42, Comptes spéciaux du Trésor, n° 2585 [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 1er : *Missions de l'université ; sélection ; condition étudiante ; œuvres universitaires ; institut national de la condition étudiante ; implantation d'une résidence universitaire ; reconversion des personnes qui sont déjà dans la vie professionnelle* [8 octobre 1968] (p. 3104, 3105) ; Après l'Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (possibilité pour plusieurs universités de créer des services ou organes d'intérêt commun)* (p. 3117) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3117) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter le cinquième alinéa de cet article par les mots : « et répartissent les fonds qui pourraient lui être affectés par les collectivités territoriales »* (p. 3119) ; *attributions du conseil régional ; retrait de son amendement* (p. 3119) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à substituer au troisième alinéa deux nouveaux alinéas : « Les élections des délégués étudiants ont lieu par collèges distincts, selon les années ou cycles d'études. Les étudiants n'ayant pas accompli*

avec succès une année d'études dans l'enseignement supérieur ne peuvent être élus. Un décret déterminera leurs droits électoraux » [9 octobre 1968] (p. 3161) ; *situation des étudiants de première année* (p. 3162) ; *son amendement tendant à substituer au troisième alinéa de cet article deux nouveaux alinéas (élections des délégués étudiants ayant lieu par collèges distincts selon les années ou cycles)* (p. 3167) ; *représentation des étudiants de première année ; leur nombre* (p. 3169) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de cet article (composition des collèges électoraux ; importance de leurs représentations respectives ; conditions d'éligibilité et modalités de recours contre les élections)* (p. 3171) ; *retrait de son amendement* (p. 3172) ; Art. 15 : *Son amendement tendant après le premier alinéa de cet article, à insérer le nouvel alinéa suivant : « chaque université peut créer des diplômes qui lui sont propres »* [10 octobre 1968] (p. 3201) ; *programme des études* (p. 3201) ; *retrait de son amendement* (p. 3202) ; Art. 35 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : (mesures provisoires en attendant la mise en place des institutions)* (p. 3245) ; Ses explications de vote : *Son adhésion à l'autonomie, à la participation, à l'ouverture sur la société ; rôle des enseignants pour le succès de cette réforme ; ses observations sur les étudiants ; sa volonté de comprendre les jeunes ; risques de l'expérience* (p. 3251, 3252) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — JEUNESSE ET SPORTS : *Création d'un conseil national ; nécessité de faire le point de la situation de la nation en face de sa jeunesse ; rôle du Secrétariat d'Etat ; sa question de savoir quels sont les objectifs à long terme et quels en sont les moyens ; statut des animateurs ; situation des animateurs bénévoles ; ses observations sur la loi congé-cadre-jeunesse* [30 octobre 1968] (p. 3714, 3715) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) : *Tourisme dans les départements de moyenne montagne ; application de la T.V.A. dans les villages de vacances ; problème des subventions accordées aux équipements d'accueil et d'infrastructure touristique en milieu rural; suppression des prêts accordés par le F.D.E.S. aux gîtes de France aménagés par des non-agriculteurs en milieu rural ; définition d'une politique des loisirs du troisième âge* [31 octobre 1968] (p. 3809) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SERVICES GÉNÉRAUX — CRÉDITS CONCERNANT LA FONCTION PUBLIQUE : *Réforme de l'Ecole nationale d'administration ; échec des instituts d'études politiques de province ; difficultés du concours interne de l'E.N.A. ; refonte de la fonction publique ; nécessité d'un aménagement des statuts et des fonctions ; situation des fonctionnaires appelés à vivre en province du fait de la réforme régionale ; ses observations sur les cadres moyens de l'administration* [4 novembre 1968] (p. 3865, 3866) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Echec des zones spéciales d'action rurale ; politique des structures : instruction des dossiers de l'indemnité viagère de départ ; hésitation des personnes âgées à cesser leur exploitation faute de pouvoir se reloger ; la libération des terres n'a aucun sens si elle ne s'accompagne de l'attribution aux exploitants des moyens de les acquérir ; formation des hommes en milieu rural ; centres de formation professionnelle et de promotion agricole ; politique de l'enseignement agricole ; fonds d'action de rénovation rurale ; constitution de groupements de production ; crédits d'aménagement de villages* [16 novembre 1968] (p. 4545, 4546) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole, Art. 5 : *Son amendement tendant, dans cet article, à la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article 845-1 du Code rural à substituer aux mots : « au tiers » les mots : « au quart »* [10 décembre 1968] (p. 5300) ; *exercice du droit de reprise par le bailleur ayant atteint l'âge de la retraite* (p. 5300) ; *retrait de son amendement* (p. 5300) ; Art. 7 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Cointat à supprimer les mots : « dans lesquelles des actions prioritaires ont été décidées »* (p. 5305) ; *suppression de la condition du surnombre dans les zones de rénovation rurale ; retrait de son amendement* (p. 5305).

Son rappel au Règlement : *Application de l'article 89 du règlement ; adoption par le Sénat d'une proposition de loi tendant à la reconnaissance de la qualité de combattant à certains militaires ayant pris part aux combats en Algérie, au Maroc et en Tunisie ; discussion de cette proposition de loi* [12 décembre 1968] (p. 5379).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à porter à quatre semaines la durée minimum des congés annuels et à

prévoir les majorations applicables en raison de l'âge des travailleurs salariés ou de leur ancienneté dans l'enterprise : *Accord du groupe Progrès et démocratie moderne à cette proposition de loi* [29 avril 1969] (p. 1116) ;

— des conclusions du rapport de la Commission spéciale sur la proposition de résolution tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale : *Le pouvoir gouvernemental ; rétablissement de la priorité de saisine des commissions spéciales ; publicité des travaux des commissions permanentes ; exemple du problème de la drogue ; organisation des débats ; ses observations sur les questions orales ; possibilité de donner à l'Assemblée des conditions plus libérales pour la tenue des séances ; ordre du jour complémentaire ; discussion des propositions de loi ; augmentation du nombre des commissions ; problème des commissions de contrôle public ; habitudes de la vie parlementaire ; sessions du Parlement ; sessions extraordinaires ; ses observations sur la commission Mouroney chargée de proposer des améliorations aux conditions de travail du Parlement américain ; amélioration des moyens matériels mis à la disposition des parlementaires ; demande que chaque parlementaire soit conseillé et informé par un personnel qualifié ; nécessité de resserrer les rapports entre l'administration et le Parlement ; demande que les Ministres considèrent le Parlement comme un lieu privilégié pour informer la nation ; ses observations sur une éventuelle rentrée solennelle du Parlement* [22 octobre 1969] (p. 2831 à 2833) ; Art. 65 du Règlement : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « sur la demande du Président de séance ou du Gouvernement, le scrutin public, portant sur l'ensemble du texte, peut être reporté au début de l'une des prochaines séances »* [23 octobre 1969] (p. 2872) ; *problème du vote personnel ; retrait de son amendement* (p. 2872, 2873) ; Art. 134 du Règlement : *Tenue des séances par l'Assemblée Nationale, sans référence à l'ordre du jour* (p. 2880) ; Art. 50 du Règlement : *Nécessité de favoriser l'initiative parlementaire* (p. 2884) ; *retrait de l'amendement déposé avec M. Achille-Fould* (p. 2884) ; Ses explications de vote : *Vote du groupe P.D.M. ; tenue de sessions exceptionnelles, afin que le Parlement ne se sente pas en décalage avec la nation ; application des lois* (p. 2886) ;

— du projet de loi concernant l'octroi d'une allocation exceptionnelle à caractère familial : *Caractère des mesures envisagées ; problème des prestations familiales* [23 octobre 1969] (p. 2891).

Pose à M. le Ministre de la Justice une question orale avec débat relative à la drogue [24 octobre 1969] (p. 2932) ; *Alcoolisme en France ; loi de 1953 traduisant la volonté de faire traiter les toxicomanes comme des malades ; organisation de centres de désintoxication ; répression du trafic ; traitement des intoxiqués ; prévention ; cure obligatoire* (p. 2937, 2938).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION II. — JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Nombre des postes de professeur d'éducation physique ; problème de l'éducation populaire ; associations d'éducation populaire ; rôle du centre information-dialogue ; problème de la jeunesse ; caractère du budget* [30 octobre 1969] (p. 3123, 3124) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Problème des victimes de la déportation du travail ; levée de forclusion ; assouplissement des conditions d'instruction des dossiers de demande de pension d'invalidité ; ses observations sur les anciens d'Algérie ; leur possibilité d'être des ressortissants de l'office national ; attribution d'un titre de reconnaissance* [31 octobre 1969] (p. 3204) ; AFFAIRES SOCIALES. — TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Mission du Ministère du Travail ; formation des hommes ; crédits destinés à la formation professionnelle des adultes ; exemple du centre de Blois ; préformation professionnelle ; effort d'orientation des travailleurs ; Agence nationale pour l'emploi ; ses observations sur les tensions qui existent entre les directions du travail et les bureaux de l'Agence ; demande que les responsables de l'Agence soient des animateurs ; promotion des travailleurs handicapés ; rapport Bloch-Lainé ; mise en vigueur de la loi sur le pourcentage des handicapés à employer dans l'administration ; question des sanctions possibles à l'égard des administrations qui ne les respecteraient pas ; problème de l'immigration ; mensualisation des salaires ; chambres sociales* [7 novembre 1969] (p. 3554, 3555) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant : Progression du B.A.P.S.A. ; augmentation de la charge pesant sur les agriculteurs ; situation des petits exploitants ; allocations familiales ; dépenses*

d'assurance maladie ; cas des veuves d'exploitants agricoles ; risque vieillesse ; revalorisation des retraites ; allocation des aides familiaux ; problème du financement [18 novembre 1969] (p. 3906, 3907) ;

— du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance : *Rôle de la commission supérieure des conventions collectives ; réforme du statut de l'Institut national de la statistique et des études économiques ; extension des conventions collectives ; mensualisation des salaires ; avantages vieillesse ; éventail des salaires en France* [10 décembre 1969] (p. 4775, 4776).

Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question orale sans débat relative à la création d'un office européen de la jeunesse [10 avril 1970] (p. 953, 954).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au service national : Ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi : *Place du contingent dans la défense de la nation ; adaptation des méthodes pédagogiques ; suppression des sursis ; cas sociaux ; son vote* [10 juin 1970] (p. 2447).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la grève des personnels des services des finances [12 juin 1970] (p. 2572).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au paiement des allocations de vieillesse de la Sécurité sociale [12 juin 1970] (p. 2572, 2573).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Problème de la santé publique ; réalisation des objectifs du V[e] Plan ; problème du budget de 1971 ; répartition des dépenses de santé ; établissement d'un rapport sur l'état des prestations sociales ; ses observations sur le ticket modérateur ; déplafonnement des cotisations ; réforme hospitalière ; instauration d'un tronc commun pour les études médicales ; problème de la prévention ; ses observations sur les équipements collectifs ; encombrement des hôpitaux psychiatriques ; ses observations sur les transferts en faveur des familles ; rôle de la Caisse nationale des allocations familiales ; allocation de la mère au foyer ; politique familiale ; ses observations sur la décadence démographique* [17 juin 1970] (p. 2790 à 2792).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'implantation de magasins à grande surface [26 juin 1970] (p. 3179).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la lutte contre le trafic des stupéfiants [23 octobre 1970] (p. 4629, 4630).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION II. — JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Ses observations sur la politique sportive et la politique d'animation socio-éducative ; coordination entre l'action des services du secrétariat et celle du ministère de l'agriculture ; ses observations sur la course d'orientation ; rôle des collectivités locales ; entretien des équipements ; ses observations sur le titre IV « Interventions publiques » ; relations avec les mouvements de jeunesse ; rôle du haut comité de la jeunesse, des sports et des loisirs* [23 octobre 1970] (p. 4650, 4651) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur le B.A.P.S.A. ; problèmes de l'agriculture de montagne ; cotisations A.M.E.X.A. ; cas des veuves d'exploitants chargées d'enfants ; situation des agriculteurs qui, touchant une retraite, continuent leur exploitation ; éventail des retraites complémentaires ; cas des aides familiaux ; problème des abattements de zones ; attribution de l'indemnité viagère de départ ; zones d'aménagement concerté ; importance des activités annexes pour les agriculteurs de montagne* [6 novembre 1970] (p. 5304) ; *possibilité d'envisager un statut transitoire pour leur reconversion ; problème de la rénovation rurale* (p. 5304) ; EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur l'Université de Saint-Etienne ; interprétations de la loi d'orientation universitaire ; mise en place de l'institut de formation des maîtres ; répartition des crédits entre les universités ; ses observations sur l'unité d'enseignement et de recherche de droit de Saint-Etienne ; ses observations sur les organismes qui ont pris le relais de l'institut pédagogique national ; difficultés rencontrées par les familles qui vivent en milieu rural ; calcul des bourses ; problème de la gratuité de certains services ; orientation des enfants ; rôle des conseillers d'informations ; ses observations sur l'O.N.I.S.E.P. ; problème de la formation permanente ; utilisation des locaux scolaires ; ses observations sur l'Europe éducative* [14 novembre 1970] (p. 5579, 5580) ; AFFAIRES SOCIALES. — TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Problèmes de l'industrialisation ; création*

d'un comité interministériel pour l'emploi ; exemple allemand [16 novembre 1970] (p. 5626) ; *problème de la coordination entre les organismes ; rôle de l'Agence nationale pour l'emploi ; problème des femmes, des travailleurs âgés et des travailleurs handicapés ; situation dans les régions textiles ; conséquences de la structure des départements ministériels* (p. 5627).

Mise au point au sujet du vote de M. Michel Durafour : *Sur les autorisations de programme du titre VI de l'Etat C annexé à l'article 40 du projet de loi de finances pour 1971* (MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE) [3 novembre 1970] (p. 5025).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme hospitalière : *Ses observations sur la médecine libérale ; harmonisation des hôpitaux ; service hospitalier public ; carte sanitaire : création de groupements et de syndicats interhospitaliers ; problème de la gestion* [3 décembre 1970] (p. 6115) ; *discrimination entre les centres de soins et les centres de cure ou de convalescence ; situation des médecins ; discrimination entre médecins à temps plein et médecins à temps partiel ; constitution de dossiers individuels ; statut des médecins à temps partiel ; ses observations sur les contrats de concession ; problèmes financiers ; cas des hôpitaux de Paris ; nécessité de prolonger la réforme de l'hôpital par une grande politique de la santé* (p. 6116) ; Art. 30 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (cas où une commission régionale ou la commission nationale de l'hospitalisation refuseraient de donner un avis)* [4 décembre 1970] (p. 6217) ; *retrait de son amendement* (p. 6217) ; Art. 38 : *Son amendement tendant à compléter cet article par la phrase suivante : « par contre, les modalités de tarification et de remboursement tiennent compte des charges particulières entraînées par les missions de service public assurées par ces établissements* (p. 6224) ; *retrait de son amendement* (p. 6224) ; Art. 46 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (détermination par décret en Conseil d'Etat des attributions de la gestion qui seront décentralisées et dans quelles conditions chaque hôpital sera doté de la personnalité morale)* (p. 6227) ; *problèmes des hôpitaux de Paris ; retrait de son amendement* (p. 6227) ;

— de la proposition de loi tendant à abaisser l'âge de l'éligibilité pour les élections aux conseils généraux et aux conseils municipaux, et de la proposition de loi de M. Fortuit et plusieurs de ses collègues, relative à l'abaissement de l'âge d'éligibilité aux conseils municipaux : *Age de la majorité électorale ; son souhait que les assemblées municipales soient plus dynamiques ; participation de la jeunesse française à la vie politique* [17 décembre 1970] (p. 6611, 6612).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Labbé, Berthelot, Chazalon, Carpentier, Olivier Giscard d'Estaing relatives à l'abaissement de l'âge de la retraite : *problème de l'inaptitude au travail (professions pénibles, prisonniers de guerre) ; cas des travailleurs âgés privés d'emploi en raison des mutations économiques ; taux de la retraite prise à 60 ans ; nécessité de fixer les étapes d'un calendrier en vue de l'institution d'un régime unique ; cumul de la retraite et d'un emploi ; revalorisation des pensions de retraite* [19 mai 1971] (p. 1991, 1992).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux rapports entre les caisses d'assurance maladie et les médecins : *Ses observations sur le fait que l'effort conventionnel constitue une des chances de sauver la médecine libérale ; progression des prestations sociales ; demande s'il ne faudrait pas augmenter le montant du ticket modérateur pour certains petits risques ; possibilité d'aider les médecins à s'installer ; diminution du nombre des généralistes* [27 mai 1971] (p. 2140) ; *revalorisation de leurs actes ; constitution de cabinets de groupe ; difficultés rencontrées par les médecins* (p. 2141) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du texte proposé pour le premier alinéa de l'article L 259 du Code de la sécurité sociale : « sous réserve des dispositions de l'article L 261 du Code de la sécurité sociale, les tarifs... »* (p. 2151) ; *Champ d'application de cet article ; situation des chirurgiens-dentistes, des sages-femmes et des autres auxiliaires médicaux* (p. 2151) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article L 261 du Code de la sécurité sociale par un nouvel alinéa (possibilité de définir, par des conventions nationales, les rapports entre les caisses primaires d'assurance maladie et les praticiens autres que les médecins et les auxiliatres médicaux)*

(p. 2152) ; Art. 5 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour l'article L 264 du Code de la sécurité sociale, après les mots : « et les auxiliaires médicaux » à insérer les mots : « sous réserve de l'application à ces catégories des dispositions de l'article L 261, deuxième alinéa »* (p. 2154) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots : « ainsi que le cas échéant les modalités de son adaptation aux professions de chirurgien-dentiste, de sage-femme et d'auxiliaires médicaux »* (p. 2154) ;

— du projet de loi sur l'apprentissage, Art. 3 : *Retire l'amendement de M. Halbout* [8 juin 1971] (p. 2503) ; projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente, Art. 10 : *Son amendement tendant à la fin du paragraphe IV de cet article à substituer aux mots : « leur qualification » les mots : « leur niveau de culture et de qualification professionnelle »* (p. 2551) ; *ses observations sur les stages dits « d'entretien ou de perfectionnement des connaissances »* (p. 2551, 2552) ; Art. 16 : *Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa (3°) de cet article par les mots : « en conformité avec les objectifs définis au premier alinéa de la présente loi »* (p. 2562) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2562) ; Ses explications de vote : *Situation des petites et moyennes entreprises ; diversité des moyens mis en œuvre ; montant fixé pour la taxe ; conditions de la réussite de la formation permanente* (p. 2574) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Raisons de la désaffection des Français à l'égard du Plan ; croissance dans la justice ; problème des prestations familiales ; politique familiale ; équipements collectifs* [17 juin 1971] (p. 3046) ; *croissance dans la qualité de la vie ; espace rural* (p. 3047).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale sans débat relative à la lutte contre la drogue [8 octobre 1971] (p. 4439, 4441).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques : *Mission de l'auxiliaire de justice ; exercice de la profession ; accès des jeunes à la nouvelle profession ; danger que constitue la création de sociétés commerciales ; problème des sociétés fiduciaires ; sa question de savoir comment on peut éviter qu'une réforme ne se fasse au détriment des intéressés* [13 octobre 1971] (p. 4484) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Cas des prisonniers de guerre ; réforme de l'inaptitude ; levée de certaines forclusions ; situation des anciens d'Algérie* [22 octobre 1971] (p. 4826) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Politique de décentralisation industrielle ; croissance de la région parisienne ; espace rural ; système des aides à l'industrialisation ; aide aux villes dites moyennes* [25 octobre 1971] (p. 4881) ; *déconcentration des décisions ; problème des interventions bancaires ; encouragement des extensions d'entreprises ; crédits du fonds de rénovation rurale* (p. 4882) ; SANTÉ PUBLIQUE ET TRAVAIL. — III. — TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Moyens de l'administration centrale et de l'inspection du travail ; bilan de la politique contractuelle ; Agence nationale pour l'emploi ; formation permanente ; situation des handicapés et des travailleurs âgés ; accords passés par l'A.S.S.E.D.I.C. ; information sur la politique familiale* [27 octobre 1971] (p. 4983) ; SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Problème des handicapés ; définition d'une véritable hygiène du monde moderne ; médecine scolaire ; ses observations sur les assistantes sociales du secteur public ; problème du recrutement de certains spécialistes : anesthésistes, radiologues, pharmaciens ; problème du personnel paramédical ; politique du troisième âge ; maintien des vieillards à domicile ; régime des travailleurs non salariés* [4 novembre 1971 (p. 5309, 5310) ; *ses observations sur la commission Barjot ; nécessité de connaître l'évolution des prestations sociales et la situation des divers régimes* (p. 5311) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème du B.A.P.S.A. dans l'ensemble de la politique sociale de la nation* [16 novembre 1971] (p. 5738) ; *subvention versée au centre national de la coopération agricole ; perfectionnement des conseillers coopératifs agricoles ; mise en place d'une politique sélective ; crédits d'aide aux bâtiments d'élevage ; politique régionale* (p. 5739); COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, en qualité de *Rapporteur spécial : Importance de ces comptes ; contrôle parlementaire ; secteur des prêts extérieurs ; accord de consolidation entre la France et l'Indonésie ; Fonds de développement économique et social ; gestion*

des titres de sociétés d'économie mixte appartenant à l'Etat ; cas de l'entreprise minière et chimique ; fonds national des adductions d'eau [17 novembre 1971] (p. 5853, 5854) ; *fonds forestier ; rôle de l'Union des groupements d'achats publics ; caisse autonome de sécurité sociale des mines ; régime d'allocation vieillesse des travailleurs non salariés* (p. 5855) ; Après l'Art. 53 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 5857);

— du projet de loi relatif à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde : *Politique financière de la montagne ; octroi d'une indemnité aux agriculteurs situés dans les zones critiques ; crédits affectés aux zones déshéritées ; habitat rural ; rôle du Crédit agricole ; ses observations sur les associations foncières pastorales et les groupements pastoraux ; possibilité pour les S.A.F.E.R. de prendre, pour une durée limitée, certaines terres à bail ; création d'un nouveau type de bail* [18 novembre 1971] (p. 5930, 5931) ; *équipement routier ; problème scolaire ; situation des agriculteurs qui ont des activités touristiques et artisanales ; rôle de l'Institut national d'études montagnardes ; rôle spécifique des montagnards dans une politique d'aménagement du territoire* (p. 5932) ; Art. 13 : *Son amendement (contrats dits de vente d'herbe sur pied ou de pâturage)* (p. 5956) ; *ses observations sur le bail à ferme* (p. 5956, 5957) ; *retrait de son amendement* (p. 5958) ; Après l'Art. 13 : *Son amendement tendant à permettre aux S.A.F.E.R. de prendre à bail certaines parcelles* (p. 5961) ; *problème de l'indemnité viagère de départ* (p. 5961) ; *retrait de son amendement* (p. 5962) ; *retrait de son amendement déposé avec M. Michel Jacquet* (p. 5962, 5963).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la drogue [26 novembre 1971] (p. 6156, 6157).

Prend part à la discussion du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de Sécurité sociale : *Nécessité d'une réforme d'ensemble destinée à organiser un régime général permettant de servir à tous les Français une allocation minimum de base tout en laissant s'instaurer des régimes complémentaires ; définition de l'inaptitude* [1er décembre 1971] (p. 6253) ; *relèvement du nombre des annuités considéré comme plafond ; situation des femmes ; simplification des procédures ; création d'une institution qui serait en quelque sorte un maître d'œuvre unique ; problème de la cohérence entre les dispositions du projet de loi et celles qui résulteront de la négociation sur la préretraite ; situation des veuves ; généralisation des retraites complémentaires ; problème des personnes âgées* (p. 6254, 6255) ; Art. 3 : *Son amendement (constatation de l'inaptitude)* [2 décembre 1971] (p. 6306) ; *réforme de l'inaptitude ; possibilité d'adjoindre au médecin conseil un spécialiste de la pathologie de l'internement* (p. 6307) ; *retrait de son amendement* (p. 6308).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la loi-programme pour l'artisanat [28 avril 1972] (p. 1195, 1196).

Pose à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population, une question orale avec débat relative aux problèmes de l'emploi [28 avril 1972] (p. 1201) : *Chômage des jeunes ; régionalisation de la politique de l'emploi ; coordination étroite avec la politique de l'aménagement du territoire ; nécessité d'aider les entreprises nationales de taille moyenne ; situation des femmes, des travailleurs âgés et des travailleurs handicapés* [28 avril 1972] (p. 1203, 1204).

Sa mise au point au sujet de son vote sur le projet de loi tendant à abaisser l'âge requis aux élections des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel [10 mai 1972] (p. 1478).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'hospitalisation [10 mai 1972] (p. 1478).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. L 663-7 du Code de la sécurité sociale : *Retrait de l'amendement de M. Abelin* [17 mai 1972] (p. 1617) ; *sa proposition de loi tendant à rendre obligatoire pour tous les salariés l'affiliation à un régime complémentaire* (p. 1617) ; Après l'Art. 10 : *Son amendement tendant à préserver les droits acquis des personnels des caisses mutuelles* [18 mai 1972] (p. 1652) ; Ses explications de vote ; *Rythme d'augmentation des pensions des travailleurs non salariés ; solidarité nationale ; vote du groupe Progrès et démocratie moderne* (p. 1656, 1657) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à amender l'ordonnance n° 67-813 du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs

unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole ; Art. 19 : *Son amendement tendant à permettre aux caisses de Crédit agricole d'être associés non coopérateurs* [25 mai 1972] (p. 1927).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'étalement des vacances [16 juin 1972] (p. 2591, 2592).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles : *Cas des ayants droit, par exemple des veuves ; importance de la mutualité sociale agricole ; son souhait que le Parlement instaure chaque année un débat général sur les prestations sociales ; principe de l'unicité ; indemnisation des organismes d'assurances ; contentieux des accidents du travail* [28 juin 1972] (p. 2908, 2909).

Prend part aux débats :

— sur les questions orales de MM. Rossi, Nilès, Gilbert Faure, Valenet et Brocard relatives aux anciens combattants : *Sort des prisonniers de guerre ; revalorisation de la pension d'ancien combattant ; octroi de la carte de combattant aux anciens d'Algérie* [30 juin 1972] (p. 3071) ;

— sur les questions orales de MM. Stasi, Christian Bonnet, Mme Vaillant-Couturier, MM. Plantier et Madrelle relatives aux veuves civiles : *Situation des veuves chargées d'enfants ; problème de l'emploi* [30 juin 1972] (p. 3078).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile, Art. 8 : *Son amendement tendant à exclure du champ d'application de la loi les « gens du voyage »* [18 octobre 1972] (p. 4224, 4225) ; *retrait* (p. 4225) ; Art. 9 : *Son amendement (modalités d'application de la loi)* ; *retrait* (p. 4226) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — Section II. — JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Jeux olympiques ; son inquiétude du retard des crédits d'équipement par rapport aux prévisions de la loi de programme ; retards considérables dans les départements ruraux ; effort pour le fonctionnement et l'animation de l'éducation physique et de l'enseignement sportif ; centres d'animation sportive ; problème des inspecteurs de la jeunesse et des sports ; action socio-culturelle ; centres de vacances et centres aérés (gratuité des frais de l'enseignement en stage) ; politique nouvelle à l'égard des mouvements de jeunes ; lutte contre la drogue ; création d'un centre international de jeunesse* [27 octobre 1972] (p. 4464, 4465) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Levée des forclusions ; anciens combattants et prisonniers de guerre de 1939-1945 ; exemple de la législation belge ; situation des anciens d'Algérie ; malaise des anciens combattants* [2 novembre 1972] (p. 4572, 4573) ; AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — III. — SANTÉ PUBLIQUE : *Equipements en faveur des personnes âgées ; problème posé par la politique du maintien à domicile des personnes âgées en milieu rural ; rénovation des hospices ; règles de prise en charge des vieillards dans les hôpitaux publics et les hospices ; obligation alimentaire ; risques de sous-médicalisation du milieu rural ; médecine scolaire ; nécessité de favoriser l'installation des médecins dans les régions défavorisées ; médecine de groupe ; médecine libérale ; humanisation des services hospitaliers ; texte d'application de la loi hospitalière ; caisse d'aide à l'équipement hospitalier ; augmentation des prix de journée ; rapport de l'inspection des affaires sociales* [3 novembre 1972] (p. 4649, 4650, 4651) ; BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Maintien en milieu rural d'une présence postale ; maintien de la qualité du service postal qui est une composante de la qualité de la vie ; politique des personnels ; problèmes catégoriels (agents d'exploitation, inspecteurs centraux, receveurs-distributeurs) ; reclassement de certains fonctionnaires des P.T.T. dans les autres administrations de l'Etat* [7 novembre 1972] (p. 4772) ; ÉDUCATION NATIONALE : *Internat de montagne ; problème des enfants habitant les zones rurales de montagne ; organisation des secteurs ruraux (écoles maternelles, transformation des C.E.G. en C.E.S., enseignement technique ou technologique) ; aide sociale aux familles ; problème des bourses* [10 novembre 1972] (p. 5001) ; *prise en charge des frais d'internat et de ramassage hebdomadaire ; bénéfice des allocations familiales au-delà de vingt ans pour les étudiants ; bourses de fréquentation scolaire et d'entretien ; gratuité du ramassage scolaire ; orientation ; enseignants des collèges d'enseigne-*

ment technique ; maîtres auxiliaires (p. 5002) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Economie montagnarde ; indemnité à la vache tondeuse ; indemnité réservée aux zones critiques ; subventions au matériel agricole en moyenne montagne ; desserte hivernale ; intervention des SA.F.E.R. en pays de montagne ; problème de l'indemnité viagère de départ réclamée par des agriculteurs dont l'exploitation ne trouve pas preneur ; relance de la production bovine ; régionalisation des interventions sur le marché de la viande ; problème de la cotation du veau ; priorité pour les pays d'élevage en matière de plans de développement* [14 novembre 1972] (p. 5167) ; *enseignement agricole* (p. 5168) ; LOGEMENT : *Difficultés que rencontrent les candidats constructeurs en milieu rural ; primes sans prêt ou primes non convertibles* [16 novembre 1972] (p. 5330) ; *remplacement des primes non convertibles par des plans d'épargne-logement ; répartition des crédits « H.L.M. accession » dans le milieu rural ; nécessité d'assurer un véritable relais du système des primes non convertibles ; possibilité pour la caisse nationale de crédit agricole de jouer le rôle d'organisme privilégié de financement à la construction pour le milieu rural ; système d'information des départements ruraux en cette matière* (p. 5331) ; ÉQUIPEMENT ET URBANISME : *Amélioration des liaisons routières pour les petites villes ; desserte hivernale ; politique de renforcement coordonnée, ses lacunes pour une grande partie du Massif Central et la route n° 88 ; programme de viabilité hivernale ; absence d'axe de pénétration dans le Massif Central ; interdiction des pneus cloutés pour les véhicules de plus de trois tonnes et demie* [17 novembre 1972] (p. 5396) ; *desserte de la ville du Puy ; sa suggestion d'une carte de la viabilité hivernale par région ; problème des personnels affectés dans les régions de moyenne montagne ; formation des chauffeurs routiers* (p. 5397) ; COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, en qualité de Rapporteur spécial : *Diminution du déficit des comptes spéciaux du Trésor ; de la charge nette du F.D.E.S. et de la charge du compte intitulé « Prêts au Crédit national et à la Banque française du commerce extérieur pour le financement d'achat de biens d'équipement » ; réduction du concours de l'Etat aux entreprises nationales ; regrette que l'information du Parlement soit trop limitée et que les remarques de la Commission des finances soient trop rarement prises en considération ; frais de fonctionnement de certains comptes spéciaux anormalement élevés ; Fonds forestier national ; frais de matériel du Fonds de soutien aux hydrocarbures ; adductions d'eau ; accord international sur l'étain ; diminution des prêts du Fonds de développement économique et social aux entreprises nationales sacrifiant les rentrées futures ; aide à des opérations de conversion industrielle* [18 novembre 1972] (p. 5496) ; *aurait aimé disposer de renseignements plus précis sur Fos ; vœu de la Commission des finances que soit modifiée la composition du comité directeur du F.D.E.S. par l'introduction de représentants du Parlement* (p. 5497) ; Art. 32 : *Ses observations contre l'amendement de M. Boulay relatif au Fonds spécial d'investissement routier* (p. 5499).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'utilisation des pneus cloutés [17 novembre 1972] (p. 5381, 5382).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique une question orale avec débat relative à la santé publique [24 novembre 1972] (p. 5652) : *Les espoirs nés de la loi du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière* (p. 5654) ; *parution des décrets d'application* (p. 5655) ; *la carte hospitalière (sous-médicalisation de certaines régions) ; coordination des secteurs privé et public ; financement des investissements des hôpitaux publics ; création d'une caisse nationale d'hospitalisation publique ; pénurie d'effectifs médicaux dans certains centres hospitaliers régionaux ; parution du statut « du temps partiel » ; faiblesse des tarifs retenus pour le prix de revient des prestations ; humanisation nécessaire des hôpitaux* (p. 5655).

Mise au point au sujet de son vote sur l'ordre du jour complémentaire proposé par la Conférence des Présidents [30 novembre 1972] (p. 5760).

Prend part à la discussion du projet de loi portant généralisation de la retraite complémentaire au profit des salariés et anciens salariés, Art. 1er : *Son amendement (détermination des catégories de salariés affiliées obligatoirement)* [18 décembre 1972] (p. 6302) ; Art. 2 : *Son amendement (situation des salariés relevant du régime général de la Sécurité sociale ; procédure d'extension d'accords agréés)* (p. 6304) ; *son amendement (cas des métayers considérés comme salariés au regard des assurances sociales agricoles)* (p. 6305).

BAS (Pierre)

Député de Paris
(4e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2211), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [3 avril 1970] (p. 786), [6 avril 1971] (p. 923), [5 avril 1972] (p. 804).

Est élu Président de cette Commission [16 juillet 1968] (p. 2252), [3 avril 1969] (p. 851), [3 avril 1970] (p. 786), [7 avril 1971] (p. 982), [25 avril 1972] (p. 1021).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 402) tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie [18 novembre 1968] (p. 4672) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles [17 décembre 1969] (p. 5028) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance [19 décembre 1969] (p. 5105) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une contribution de solidarité au profit de certains régimes de protection sociale des travailleurs non salariés [19 décembre 1969] (p. 5106) :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer une texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Régie nationale des Usines Renault [20 décembre 1969] (p. 5119).

Dépôts :

Sa proposition de résolution tendant à compléter l'article 14 du Règlement de l'Assemblée Nationale, n° **34** [16 juillet 1968].

Sa proposition de loi organique tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel, n° **722** [24 juin 1969].

Sa proposition de loi tendant au paiement mensuel des pensions civiles et militaires de retraite, n° **745** [27 juin 1969].

Sa proposition de loi tendant à supprimer les articles 757, 758, 759 et 760 ainsi que l'article 338 du Code civil afin d'accorder aux enfants naturels légalement reconnus des droits successoraux identiques à ceux dont bénéficient les enfants légitimes, n° **1008** [19 décembre 1969].

Retrait de la proposition 1008 [2 avril 1970] (p. 747).

Sa proposition de loi tendant à supprimer l'article 759 et à modifier l'article 760 du Code civil relatifs aux droits des enfants naturels en matière de succession, n° **1046** [9 avril 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier la législation fiscale en ce qui concerne les délais imposés aux contribuables pour produire certaines déclarations, n° **1067** [9 avril 1970].

Sa proposition de résolution tendant à modifier l'article 14 du Règlement de l'Assemblée Nationale, n° **1127** [6 mai 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 22 bis de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948, relatif à l'exercice du droit de reprise à l'égard de certains occupants âgés, n° **1158** [27 mai 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 849) tendant à faciliter l'exercice des professions libérales aux réfugiés et apatrides, n° **1261** [18 juin 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 74) tendant à modifier l'article L 39 du Code des débits de boissons relatif au transfert des débits, n° **1266** [19 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 220) tendant à compléter l'article L 39 du Code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme, n° **1267** [19 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 644) relative au transfert des débits de boissons, n° **1268** [19 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 658), tendant à modifier l'article L 58 du Code des débits de boissons relatif à l'emploi des femmes de moins de vingt et un ans, n° **1269** [19 juin 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 12 de la loi du 2 mai 1930 afin de soumettre au Conseil de Paris tout projet entraînant une dérogation de hauteur en matière de construction dans le périmètre de Paris délimité par l'enceinte des fermiers généraux, n° **1387** [8 octobre 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 1387) tendant à modifier l'article 12 de la loi du 2 mai 1930 afin de soumettre au Conseil de Paris tout projet entraînant une dérogation de hauteur en matière de construction dans le périmètre de Paris délimité par l'enceinte des fermiers généraux, n° **1445** [20 novembre 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 1380) tendant à modifier l'article L 41 du Code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme, n° **1446** [20 novembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 14 de la loi modifiée n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse, n° **1505** [10 décembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article L 71 du Code électoral relatif au vote par procuration, n° **2509** [30 juin 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, ECONOMIE ET FINANCES — I. — CHARGES COMMUNES, Art. 58 : *Son amendement tendant après le paragraphe III de cet article à insérer un nouveau paragraphe : « l'article 4 est complété par les dispositions suivantes « les entreprises sont autorisées à payer directement aux salariés les sommes leur revenant lorsque celles-ci n'atteignent pas 20 F par personne »* [18 novembre 1968] (p. 4652) ; *ses observations sur la participation des ouvriers aux fruits de l'expansion économique des entreprises* (p. 4652, 4653) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, TRANSPORTS — I. — SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES : *Ses observations sur les paroles de M. Ducoloné* [3 novembre 1969] (p. 3259) ; AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Problème des urgences ; exemple de l'Union soviétique ; utilisation de notre patrimoine hospitalier ; problème de la prolifération des cafés ; trafic de la drogue ; instauration d'une zone de protection supplémentaire autour des débits* [21 novembre 1969] (p. 4204, 4205) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Ses observations sur les événements de mai 1968 ; rôle à ce moment-là d'une équipe de journalistes fidèles au service de l'intérêt national ; objectivité de la télévision ; ses observations sur l'équipe de M. Desgraupes ; ses observations sur le fait que l'O.R.T.F. est aux mains d'hommes qui, en 1968, étaient pour le P.S.U. et le parti communiste* (p. 4226, 4227) ; **conclusions du rapport de la** Commission mixte paritaire : *Imposition des livres à la taxe sur la valeur ajoutée ; rapport de la commission de simplification de la taxe à la valeur ajoutée ; taux européens* [12 décembre 1969] (p. 4920) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, après l'Art. 10 : *Transformation de certaines sociétés, ne poursuivant pas des fins lucratives, en associations régies par la loi du 1er juillet 1901 ; détermination de l'autorisation de la dissolution et de la dévolution de leur actif* [26 novembre 1969] (p. 4377) ; *retrait de son amendement déposé avec M. Foyer* (p. 4378) ; *son amendement ten-*

dant à insérer un nouvel article (possibilité pour le Ministre de l'Education nationale d'admettre, en équivalences des examens sanctionnant l'une ou l'autre des années d'études du premier cycle dans les facultés de droit et des sciences économiques, les facultés des sciences, les facultés des lettres, des certificats attestant que l'étudiant a accompli avec succès l'année d'étude dans une faculté libre déterminée par l'arrêté) (p. 4378) ; *situation des étudiants des facultés libres ; position du Conseil d'Etat* (p. 4378) ; *retrait de son amendement* (p. 4379) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 3 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à compléter le troisième alinéa* (2°) *de cet article par les mots : « ou au régime spécial des fonctionnaires »* [3 décembre 1969] (p. 4547) ; *cas des femmes de mineurs ; situation des personnels qui bénéficiaient des prestations du régime spécial des fonctionnaires et qui, du fait de la loi du 12 juillet 1966, ont perdu cet avantage ; cas des architectes de la ville de Paris et de certains conservateurs de musées de province* (p. 4548); Art 14 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à supprimer dans le deuxième alinéa de cet article les mots : « l'encaissement des cotisations et... »* (p. 4576) ; *son amendement tendant après les mots : « Conseil d'Etat » à supprimer la fin du cinquième alinéa de cet article* (p. 4577) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969, après l'Art. 10 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement ; cas des sociétés ne poursuivant pas, en fait, un but lucratif et qui décident leur dissolution et la dévolution de leur actif à une ou plusieurs personnes morales régies par la loi de 1901* [9 décembre 1969] (p. 4726, 4727) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. additionnels : *Cas des experts comptables et des comptables agréés ; délai de remise des déclarations ; rapprochement de notre régime de délais en matière fiscale de ceux de nos partenaires européens* [3 juin 1970] (p. 2215, 2216) ; *contact entre les services du Ministère et les associations professionnelles* (p. 2216) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, TRANSPORTS. — SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES : *Relations entre le rôle international de la région parisienne et les conditions de circulation et de transport* [9 novembre 1970] (p. 5410) ; *augmentation des migrations alternantes ; ses observations sur les transports collectifs ; déficit d'exploitation de la R.A.T.P. ; ses observations sur l'opinion selon laquelle Paris se développerait au détriment de la province ; desserte ferrée des villes nouvelles ; recherches en faveur des nouveaux modes de transport ; importance des parcs d'intérêt régional ; étude des possibilités d'implantations nouvelles de gares et de haltes ; partage des responsabilités financières en matière d'investissements ferrés ; prolongement des lignes de métro ; capacité théorique de la ligne de Sceaux ; jonction des lignes 13 et 14, Saint-Lazare - Invalides ; liaison Invalides - Orsay* (p. 5411, 5412) ; TITRE IV : *Ses observations sur le travail des agents de la R.A.T.P.* (p. 5418) ; *possibilité d'indiquer la liste des domaines pour lesquels la province fait appel à Paris* (p. 5418) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière : Art. 47 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Peyret à substituer aux mots : « Les maisons de retraite détachées de l'administration générale de l'Assistance publique à Paris » les mots : « Les maisons de retraite qui ne sont pas incluses dans le Centre hospitalier régional de Paris »* [4 décembre 1970] (p. 6228) ; *partage entre les maisons de retraite à caractère social et celles dont le caractère sanitaire est affirmé ; retrait de son sous-amendement* (p. 6228) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 60-790 du 2 août 1960 tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux ou à usage industriel dans la région parisienne, Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (montant de la redevance due par mètre carré de surface utile de plancher)* [8 avril 1971] (p. 1015) ;

— du projet de loi relatif à diverses mesures en faveur des handicapés : Art. L 543-3 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement tendant, dans la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots : « ce décret détermine également » à insérer les mots : « les modalités d'appréciation des ressources du*

postulant ainsi que » [6 mai 1971] (p. 1720) ; *aide sociale ; exclusion des rentes-survie du calcul des ressources* (p. 1720, 1721) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'avant-dernier alinéa de cet article (non-versement ou suspension de l'allocation)* (p. 1724) ; *cas des bénéficiaires de l'allocation aux handicapés adultes* (p. 1724) ; *retrait de son amendement* (p. 1724, 1725) ; *son amendement tendant à la fin du dernier alinéa de cet article, après les mots : « ainsi que » à insérer les mots : « les modalités d'appréciation des ressources du postulant et »* (p. 1725) ; Art. 11 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à supprimer les mots : « agréé dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat »* (p. 1728) ; *centres d'aide par le travail ; retrait de son amendement* (p. 1728) ; Après l'Art. 11 : *Ses observations sur les paroles de Mlle Dienesch* (p. 1729) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (possibilité de compléter par décret la liste des revenus dont il n'est pas tenu compte dans le calcul des ressources des postulants à l'aide sociale)* (p. 1729) ; retrait de son amendement (p. 1730) ;

— du projet de loi relatif à l'institution d'un versement à la charge de certains employeurs dans la région parisienne : *Problème de l'exonération des petites entreprises ; question de la modulation de la taxe ; conséquences économiques de celle-ci ; problème de l'utilisation du produit de la taxe ; objectifs du VI^e Plan ; financement des transports en commun ; augmentation du déficit d'exploitation des entreprises de transports* [25 mai 1971] (p. 2040) ; *demande si la ligne de Sceaux sera prolongée jusqu'au Châtelet au cours du VI^e Plan ; amélioration des conditions de transports en commun ; problème de la normalisation des comptes ; renoncement de la perception de la T.V.A. sur les subventions et les avances consenties par le district ; comparaison entre le déficit des transports collectifs parisiens et celui des transports collectifs des agglomérations de province ; situation des employeurs de la région parisienne ; responsabilité de l'Etat* (p. 2041) ; *financement de la couverture du déficit de la R.A.T.P. ; ses observations sur l'expression « assistance financière accrue »* (p. 2042) ; Art. 1^er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « qui emploient des salariés » les mots : « qui emploient 20 salariés ou plus »* (p. 2048) ; *situation des petites et moyennes entreprises ; problème de la détermination du seuil fixé pour la perception de la taxe* (p. 2048) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article : « sous réserve des dispositions de l'article 3-2, le versement est affecté au financement des équipements afférents aux transports publics de la région parisienne »* (p. 2052) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2052) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article : « le produit est versé au district de la région parisienne »* (p. 2056 ; *ses observations sur le syndicat des transports parisiens ; retrait de son amendement* (p. 2056) ; *son amendement tendant au début du dernier alinéa de cet article à substituer aux mots : « ledit syndicat » les mots : « le district de la région parisienne »* (p. 2057) ; *retrait de son amendement* (p. 2057) ; Art. 4 : *Son amendement tendant au début de cet article à substituer aux mots : « le syndicat des transports parisiens » les mots : « le district de la région parisienne »* (p. 2057) ; *retrait de son amendement* (p. 2057) ; Art 5 : *Son amendement tendant à la fin de cet article à substituer à la date du « 1^er septembre 1971 » celle du « 1^er janvier 1972 »* (p. 2058) ; *entrée en vigueur de la loi* (p. 2058) ; *retrait de son amendement* (p. 2059).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux désordres au Quartier latin [11 juin 1971] (p. 2739, 2740, 2741).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation du VI^e Plan de développement économique et social : *Concertation entre l'Etat et les collectivités locales ; vocation de la région parisienne ; urbanisation ; politique des transports dans la région parisienne ; aérotrain Roissy-Orly ; ses observations sur l'Est de la région parisienne ; situation des entreprises de sous-traitance ; marché de l'emploi dans la région parisienne* [17 juin 1971] (p. 3042, 3043) ; *taux de croissance* (p. 3044) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Ses observations sur le VI^e Plan ; départementalisation ; solidarité nationale ; réforme régionale* [26 octobre 1971] (p. 4911, 4912) ;

— du projet de loi relatif au démarchage financier et à des opérations de placement et d'assurance : *Démarchage financier en vue d'opérations à terme sur les marchés réglementés des bourses de commerce* [2 décembre 1971] (p. 6351) ; Avant l'Article premier : *Son amendement tendant à compléter l'intitulé du titre de la section I par les mots : « et d'opérations à terme sur les marchés réglementés des bourses de commerce »* (p. 6352) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « sur valeurs mobilières » à insérer les mots : « ou en vue d'opérations à terme sur les marchés réglementés des bourses de commerce »* (p. 6353) ; *retrait de son amendement* (p. 6353) ; *son amendement* (p. 6354) ; *retrait de celui-ci* (p. 6354) ; *son amendement relatif à l'exécution des opérations à terme sur les marchés réglementés des bourses de commerce* (p. 6354) ; *retrait de son amendement* (p. 6354)* ; Art. 3 : *Son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article après les mots : « recourir au démarchage » à insérer les mots : « en vue d'opérations sur valeurs mobilières »* (p. 6354) ; *son amendement tendant à limiter les personnes autorisées à recourir au démarchage en vue des opérations à terme sur les marchés réglementés des bourses de commerce* (p. 6354) ; Art. 5 : *Démarchage financier en faveur des S.I.C.O.M.I.* (p. 6355, 6356) ; *retire le sous-amendement de M. Ansquer* (p. 6356) ; *son amendement (démarchage en France d'opérations à terme sur marchandises effectuées sur des marchés réglementés situés à l'étranger)* (p. 6357) ; Art. 7 : *Son amendement relatif aux remisiers de la Bourse des valeurs et de la Bourse de commerce* (p. 6357) ; *retrait de son amendement* (p. 6357) ; Art. 12 : *Son amendement* (p. 6357) ; *retrait de celui-ci* (p. 6358) ; Avant l'Article premier : *Retrait de l'amendement déposé par l'orateur* (p. 6358) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 25 : *Son amendement* [14 juin 1972] (p. 2483) ; *enseignement de l'architecture* (p. 2483) ; *diplômes d'architecte décernés par l'École des beaux-arts et l'Ecole spéciale d'architecture ; retrait de son amendement* (p. 2484) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ÉCONOMIE ET FINANCES. II. — SERVICES FINANCIERS : *Avenir des sociétés immobilières à but philanthropique ou religieux ; demande la prolongation des régimes prévus par les lois du 8 juillet 1969 et du 24 décembre 1969 et un allégement des formalités administratives des transformations* [18 novembre 1972] (p. 5508) ; Art. non rattachés, Après l'Art. 50 : *Remercie le Gouvernement pour son amendement concernant la situation des sociétés immobilières sans but lucratif* [18 novembre 1972] (p. 5518).

Son rappel au Règlement [15 décembre 1972] (p. 6258) : *La manifestation dans les tribunes organisée par le Mouvement de libération des femmes ; l'enquête relative aux députés ayant accordé des cartes de séance aux manifestantes ; les cartes délivrées par ses secrétaires ; les indiscrétions sur les résultats de l'enquête de la Présidence.*

Prend part à la discussion du projet de loi portant affiliation des maires et adjoints au régime de retraite complémentaire des agents non titulaires des collectivités publiques : Article premier : *Aurait souhaité que fussent substitués aux mots : « du chapitre II du titre IV du livre premier du Code de l'administration communale » dans le premier alinéa de cet article, les mots : « de la loi du 24 juillet 1952 » afin de ne pas oublier les maires et maires-adjoints de Paris ; statut de Paris* [15 décembre 1972] (p. 6281, 6282, 6283).

BAUDIS (Pierre)

Député de la Haute-Garonne
(2e circonscription)
App. R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'apparente au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968 [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'aide à l'investissement [1er octobre 1968] (p. 2952) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi n° 1188 relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [5 juin 1970] (p. 2302).

Est élu vice-président de cette Commission [9 juin 1970] (p. 2383).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [25 juin 1970] (p. 3114) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1971 [15 décembre 1971] (p. 6809).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à assurer aux agents contractuels de l'Etat et des collectivités locales le droit aux congés payés annuels, n° 305 [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier et à compléter les lois n° 63-1218 du 11 décembre 1963 et n° 66-485 du 6 juillet 1966 instituant des mesures de protection juridique en faveur des Français rapatriés, n° 317 [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant, n° 328 [3 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341), annexe n° 41, budgets annexes du service des Essences et du service des Poudres (Crédits du Ministère des Armées), n° 359 [10 octobre 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822), annexes n° 31, Aviation civile (Crédits du Ministère des Transports. — II. — Aviation civile), et n° 44, Défense nationale (Budgets annexes du service des Essences et du service des Poudres), n° 835 [17 octobre 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376), annexe n° 32, Aviation civile (Crédits du Ministère des Transports. — II. — Aviation civile), n° 1395 [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993), annexe n° 32, Aviation civile (Crédits du Ministère des Transports — III. — Aviation civile), n° 2010 [8 octobre 1971].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582), annexe n° 35, Aviation civile, n° 2585 [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 7 : *Ses observations sur la suppression de cet article* [24 octobre 1968] (p. 3524) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, DÉPENSES MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Budget annexe du service des Essences ; ses observations sur l'établissement de Saint-Médard-en-Jalles ; incompatibilité du monopole conféré au service des Poudres avec les dispositions du Traité de Rome ; causes du défaut de compétitivité des prix des poudres* [30 octobre 1968] (p. 3746, 3747) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Problèmes concernant les rapatriés ; attribution des prestations sociales ; organisation du Ministère de l'Intérieur ; création d'un service chargé d'accueillir les rapatriés et de les aider à se reclasser ; indemnisation ; réaménagement des dettes ; possibilité de donner au Parlement l'assurance que l'Agence judiciaire du Trésor n'engagera aucune procédure contre un rapatrié exploitant ou commerçant qui ne peut rembourser un prêt* [14 novembre 1968] (p. 4414, 4415).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique et des Réformes administratives une question orale sans débat relative à l'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue pour pension [17 octobre 1969] (p. 2745, 2746).

Prend part à la discussion:

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer : *Ses observations sur le rapport de M. Limouzy ; dettes contractées en France par les rapatriés pour leur réinstallation ; problème de l'indemnisation ; suspension de l'exécution des obligations financières contractées auprès d'organismes de crédit ayant passé des conventions avec l'Etat ; problème des emprunts contractés auprès du Comptoir des entrepreneurs et du Fonds national de l'habitat ; question des emprunts souscrits auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou auprès de la caisse du crédit maritime ; problème des forclusions ; son vote* [7 octobre 1969] (p. 2507, 2508) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, après les mots : « mesures législatives d'indemnisation des rapatriés », à insérer les mots : « qui seront présentées au cours de la prochaine session de printemps »* [8 octobre 1969] (p. 2543) ; *dépôt du projet de loi d'indemnisation des rapatriés* (p. 2543) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Service des Essences ; montant de la dotation en carburant ; conséquence des droits et taxes sur les carburants ; effectifs du personnel ; projet sur le statut des officiers du service des Essences ; volume des ventes des Poudres ; blocage du prix de vente ; contribution demandée pour la couverture du déficit du fonds des pensions et le versement forfaitaire sur les salaires ; ses observations sur l'atelier de Pont-de-Claix ; fermeture de la poudrerie d'Esquerdes ; situation de la section d'études du Bouchet* [17 novembre 1969] (p. 3838, 3839) ; TRANSPORTS — II. — AVIATION CIVILE, en qualité de *Rapporteur spécial : Avenir aéronautique de la France ; ses observations sur les compagnies aériennes de transport Air France et Air Inter ; travaux d'extension de l'aérogare d'Orly ; construction de l'aéroport de Roissy-en-France ; autorisations de programme ; Concorde ; sortie du Tupolev 144 ; Airbus A 300 B ; ses observations sur l'Union des transports aériens ; aéroport de Paris ; agrandissements apportés à Orly ; mise en service d'Orly-Ouest ; problème des moyens d'accès d'Orly ; prolongement de la ligne n°5 du métropolitain ; moyens de liaison entre Paris et Roissy-en-France ; relogement des services centraux de l'aviation civile ; rapport Cahen-Salvador ; création de cinq emplois de personnel contractuel à statut du Centre national de la recherche scientifique ; effectifs budgétaires du service de la météorologie nationale* (p. 3866 à 3868) ; TITRE III : *Ses observations sur les amendements de la Commission des finances ; retrait de ces amendements* (p. 3878) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Problème des services de police au niveau des collectivités locales ; exemple de la ville de Toulouse ; situation des rapatriés ; nécessité de prévoir un organisme central qui coordonnerait les services administratifs et ministériels chargés de l'exécution des mesures prises en faveur des rapatriés et de préparer la loi d'indemnisation soumise au Parlement au printemps prochain ; délais de forclusion ; possibilité de prévoir des avances sur l'indemnisation aux rapatriés âgés ou infirmes, ainsi qu'aux veuves* [20 novembre 1969] (p. 4106).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux pensions privées des rapatriés [22 mai 1970] (p. 1885, 1886).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Caractère du projet de loi ; ses observations sur l'indemnisation proposée ; confusion entre la politique de reclassement et la politique d'indemnisation ; problème du moratoire ; modulation des remboursements à la fin du moratoire ; création d'un fonds national d'indemnisation ; ses observations sur le contentieux* [11 juin 1970] (p. 2494, 2495) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Expansion de l'industrie ; fixation du pourcentage annuel d'expansion du trafic aérien sur les lignes internationales ; moyens mis à la disposition des services de la navigation aérienne ; ses observations sur Concorde* [17 juin 1970] (p. 2750, 2751) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, ÉQUIPEMENT ET LOGEMENT. — CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT ET L'URBANISME : *Options du VI^e Plan ; sélection en matière de logement ; crise du logement social ; lien entre la croissance du logement et l'industrialisation* [4 novembre 1970] (p. 5130) ; *nombre des logements H.L.M. ; définition du logement social ; conséquence de l'évolution démographique* (p. 5131) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Contrôle de l'Agence nationale pour l'indemnisation des rapatriés ; transfert des locaux de cette agence ; règlement des cas sociaux ; ses observations sur le centre d'accueil de Toulouse ; révision des dossiers des rapatriés ; contacts entre les services du ministère et les policiers en civil* [9 novembre 1970] (p. 5424) ; TRANSPORTS — II. — AVIATION CIVILE, en qualité de *Rapporteur spécial : Progression des crédits de paiement* [13 novembre 1970] (p. 5466) ; *réforme des structures du secrétariat général à l'aviation civile ; grève des contrôleurs de la circulation aérienne ; accroissement du trafic ; dessertes des aéroports de la région parisienne ; aéroport de Roissy-en-France ; trafic de la compagnie nationale Air France ; mise en service des Boeing 747 ; investissements d'Air France ; problème d'Air Inter ; mise en place des flottes de Viscount, de Caravelle et de Fokker ; position du Gouvernement à l'égard des relations entre Air Inter et la S.N.C.F. ; évolution du trafic de l'Union des transports aériens* (p. 5467) ; *production aéronautique ; problème du Concorde ; construction de l'Airbus ; ses observations sur le Bac 311, le Mercure et la Caravelle 12 ; réduction des primes d'achat aux aéro-clubs* (p. 5468) ; TITRE V : *Etude d'un réacteur de poussée moyenne* (p. 5478) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : TRANSPORTS TERRESTRES : *Déficit du transport urbain ; trafic des autobus toulousains ; clientèle des transports en commun* [6 novembre 1971] (p. 5453) ; *problème des transports urbains dans les métropoles de province ; aide de l'Etat ; taux de subvention ; allégement de la T.V.A.* (p. 5454) ; TRANSPORTS. — AVIATION CIVILE, en qualité de *Rapporteur spécial : Autorisations de programme concernant le Concorde ; attitude des aéroports américains ; ses observations sur l'Airbus et l'avion Mercure ; ses observations sur la S.N.E.C.M.A. ; problème des aéroports ; construction de l'aéroport de Roissy-en-France* [15 novembre 1971] (p. 5679, 5680) ; *développement des aérodromes de province ; développement des vols non réguliers ; ses observations sur les baisses consenties par la Lufthansa et les compagnies américaines* (p. 5681).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la sécurité dans l'agglomération de Toulouse [13 octobre 1972] (p. 4150, 4151).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, TRANSPORTS — III. — AVIATION CIVILE, en qualité de *Rapporteur spécial : Augmentation des redevances réclamées à l'aviation légère ; trafic aérien mondial ; lutte contre les charters ; coopération entre les compagnies aériennes françaises ; aérodromes ; indemnisation pour les nuisances ; problème de l'aéroport de Paris ; liaisons Orly-Roissy ; constructions aéronautiques* [8 novembre 1972] (p. 4877) ; *perspectives commerciales pour Concorde, Airbus et Mercure ; desserte aérienne du territoire ; liaisons aériennes des métropoles d'équilibre* (p. 4878).

BAUDOUIN (Henri)

Député de la Manche
(3^e circonscription)
App. U.D.R.

SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969], (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est nommé Secrétaire de l'Assemblée Nationale [4 avril 1972] (p. 787, 789).

Est nommé :

— membre du Conseil national des services publics départementaux et communaux [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour un projet de loi tendant à compléter les dispositions des articles 5 et 7 de la loi du

1er juillet 1901 relative au contrat d'association [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la filiation [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant l'aide judiciaire [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française [17 décembre 1971] (p. 6942) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2498 de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale [1er juillet 1972] (p. 3123).

Dépôts :

Son rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 47), modifié par le Sénat, relatif à l'armement et aux ventes maritimes, n° **343** [9 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à fixer un délai pour la conservation des archives des agréés près les tribunaux de commerce, n° **423** [31 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 338) relatif à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, n° **468** [21 novembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 466) modifié par le Sénat en deuxième lecture relatif à l'armement et aux ventes maritimes, n° **491** [4 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 423) tendant à fixer un délai pour la conservation des archives des agréés près les tribunaux de commerce, n° **1498** [8 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1725), modifiée par le Sénat, relative au délai de conservation des archives des juges, des personnes ayant représenté ou assisté les parties, des huissiers de justice ainsi que des syndics au règlement judiciaire et à la liquidation des biens, n° **1844** [17 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2028), adopté par le Sénat, relatif à la reconstitution de registres ou documents conservés dans les greffes de tribunaux de commerce ou d'autres juridictions en cas de destruction ou de disparition totale ou partielle des archives de ces greffes, n° **2083** [26 novembre 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'armement et aux ventes maritimes, en qualité de *Rapporteur : Dispositions concernant les pilotes et les opérations de remorquage ; définition de l'armateur ; rôle du consignataire du navire; obligations de l'acheteur dans la vente C.A.F.* [17 octobre 1968] (p. 3382, 3383) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « l'armateur est celui qui exploite le navire en son nom, qu'il en soit ou non propriétaire »* (p. 3383) ; Art. 10 : *Son amendement tendant, dans la première phrase de cet article, après le mot : « mandataire » à insérer le mot : « salarié »* (p. 3383) ; *responsabilités du consignataire en qualité de mandataire salarié* (p. 3383) ; *son amendement tendant, dans la deuxième phrase de cet article, à supprimer le mot : « commerciale »* (p. 3383) ; *droits des cour-*

tiers maritimes ; compétence des consignataires ; monopole des courtiers maritimes (p. 3383) ; Après l'Art. 11 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (cas de pertes ou avaries subies par la marchandise ; responsabilité du consignataire du navire)* (p. 3384) ; *durée de la prescription des actions applicables aux consignataires de la cargaison* (p. 3384) ; Art. 12 : *Son amendement tendant, dans la première phrase de cet article après le mot : « mandataire » à insérer le mot : « salarié »* (p. 3384) ; Art. 37 : *Ses observations sur le prix C.A.F.* (p. 3384) ; Art. 39 : *Crédit documentaire* (p. 3385) ; Art. 28 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 3385) ; en troisième lecture, en qualité de *Rapporteur : Problème du crédit documentaire* [18 décembre 1968] (p. 5629) ;

— du projet de loi relatif à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, en qualité de *Rapporteur : Déchéance quadriennale ; généralité de la prescription ; cas où celle-ci est interrompue ; détermination du juge ;* [28 novembre 1968] (p. 4931, 4932) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « liquidées, ordonnancées et... »* (p. 4932) ; Art. 7 : *Son amendement tendant après les mots : « saisie du litige » à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet article : « au premier degré se soit prononcée sur le fond »* (p. 4933) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4933) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (application des dispositions de la présente loi aux créances nées antérieurement à la date de son entrée en vigueur et non encore atteintes de déchéance à cette même date)* (p. 4933) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase de cet article* (p. 4934).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Sabatier après l'article 17 de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 [30 octobre 1969] (p. 3108).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.-M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problèmes de la production animale ; question des prix ; organisation des marchés ; création de groupements de producteurs ; restructuration des exploitations insuffisantes ; indemnité viagère* [7 novembre 1970] (p. 5337) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de loi tendant à fixer un délai pour la conservation des archives des agréés près les tribunaux de commerce, Art. 1er : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Pleven pour l'article 2276 du Code civil par un nouvel alinéa (responsabilité des syndics au règlement judiciaire et à la liquidation des biens)* [14 avril 1971] (p. 1098) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Ses observations sur la Basse-Normandie ; aménagement de l'espace rural ; politique des revenus des agriculteurs ; régime des aides au développement industriel en faveur des zones à économie rurale dominante* [16 juin 1971] (p. 3012, 3013) ;

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques : Après l'Art. 13 : *Possibilité pour les avocats d'exercer les fonctions de syndic et d'administrateur judiciaire ; modification de son amendement déposé avec M. Zimmermann* [13 octobre 1971] (p. 4508) ; *fonctions des membres du conseil de surveillance d'une société commerciale* (p. 4508) ; Art. 42 : *Préjudice subi par les avocats et les agréés* [14 octobre 1971] (p. 4564) ; Après l'Art. 42 : *Situation des agréés ; cas où il serait reconnu que le préjudice patrimonial serait la conséquence directe de cette réforme* (p. 4564, 4565) ; en deuxième lecture, Art. 13 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots : « Lorsqu'ils possèdent un cabinet secondaire dans le ressort desdits tribunaux »* [8 décembre 1971] (p. 6527) ; *composition du nouveau barreau* (p. 6528) ; *cas de l'avocat qui possède un cabinet secondaire dans le ressort de l'un des tribunaux auprès desquels son barreau est constitué* (p. 6528) ; Art. 13 *bis* : *Ses observations sur l'exercice des fonctions d'arbitre rapporteur* (p. 6530) ; Art. 18 : *Accès à la nouvelle profession* (p. 6533) ; Art. 42 *bis* : *Préjudice subi par les agréés* [9 décembre 1971] (p. 6571) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi instituant l'aide judiciaire, Art. 21-3 : *Son amendement tendant après les mots : « productifs de revenus » à supprimer la fin du*

deuxième alinéa de cet article [10 décembre 1971] (p. 6653) ;

— des conclusions du rapport supplémentaire de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. Albert Bignon et Hoguet, tendant à l'organisation de la profession d'expert en automobile, en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant* : Art. 2 : *Protection du titre d'expert ; application de sanctions pénales* [16 décembre 1971] (p. 6835) ; *protection de la profession d'expert* (p. 6836) ; Art. 3 : *Retrait de l'amendement de M. Hoguet* (p. 6837) ; Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Hoguet* (p. 6837) ; Art. 5 : *Importance de cet article* (p. 6838) ; Art. 6 : *Ses observations sur l'amendement de M. Hoguet* (p. 6838) ; Après l'Art. 6 : *Sanctions prononcées par le tribunal* (p. 6838) ; Art. 7 : *Ses observations sur l'amendement de M. Hoguet* (p. 6839) ; Art. 8 : *Protection du titre d'expert* (p. 6839) ; Art. 10 : *Application de la loi dans les territoires d'outre-mer* (p. 6840) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professeurs artisanales, industrielles et commerciales : *Réforme de la patente ; ses observations sur les mesures d'apaisement* [17 mai 1972] (p. 1598, 1599).

BAUMEL (Jacques)

Député des Hauts-de-Seine
(8e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE D'ÉTAT
AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE.
22 juin 1969 - 5 juillet 1972.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2211), [3 avril 1969] (p. 850).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [16 octobre 1968] (p. 3338).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur [30 octobre 1968] (p. 3763) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises [19 décembre 1968] (p. 5708).

Est nommé Secrétaire d'État auprès du Premier Ministre (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 [*J. O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 22 juillet 1969, de son mandat de député [*J. O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452), [16 septembre 1969] (p. 2279).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'État auprès du Premier Ministre (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J. O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Interventions :

En qualité de député :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'Éducation nationale : *Question de la rentrée prochaine ; ses observations sur les examens ; syndicalisme lycéen ; coopération avec les associations des parents d'élèves* [25 juillet 1968] (p. 2587) ; *dialogue avec les étudiants réformistes ; autonomie de gestion ; régionalisation ; prospective des emplois ; organisation d'un établissement qui se substituerait au B.U.S.* (p. 2588).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : Art. 27 : *Franchises universitaires ; introduction de la politique dans les locaux universitaires ; ses observations sur les troubles qui se sont produits au cours d'une épreuve de l'agrégation de droit public ; réforme des enseignements primaires et secondaires ; problème de la désignation d'un certain nombre de lycéens dans les conseils de leur établissement ; création de foyers socio-culturels* [10 octobre 1968] (p. 3235) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969. AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Ses observations sur les émissions radio-*

phoniques vers l'étranger ; possibilité de mieux utiliser les relais de nos territoires et départements d'outre-mer ; ses observations sur la diffusion du livre français dans le monde ; problème des exportations ; coordination des différents services du commerce extérieur ; développement des centres de formation professionnelle accélérée et des instituts techniques ; nécessité d'ouvrir nos grandes écoles aux étudiants supérieurs étrangers [7 novembre 1968] (p. 4106, 4107) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises : *Œuvre sociale accomplie par la Ve République ; ses observations sur les nouveaux droits ; possibilité donnée à tout travailleur d'adhérer à des syndicats d'entreprise qui, même non affiliés à des centrales nationales représentatives, ont le droit d'agir dans l'entreprise ; notion de liberté du travail ; définition du seuil d'application du projet de loi ; possibilité de relever à 150 salariés le seuil d'application en ce qui concerne le crédit d'heures : nécessité que le délégué ait exercé ses fonctions pendant un an au moins pour bénéficier de la protection contre le licenciement pendant six mois après la cessation de ses fonctions* [4 décembre 1968] (p. 5053 à 5055).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Principes de la réforme ; centralisation ; idée de participation ; conditions de la réforme ; possibilité que des déceptions succèdent aux espérances suscitées par la réforme ; risque de saupoudrage des aides et des subventions ; réforme de l'administration française ; réforme du système financier français ; refonte des structures locales, municipales et cantonales ; exemple de l'École nationale d'administration ; autonomie financière des communes ; création des secteurs intercommunaux à vocation économique ; ses observations sur les petites communes et les cantons ; rôle des parlementaires dans cette réforme ; problème de la région parisienne ; cas de la région de Paris* [11 décembre 1968] (p. 5356 à 5359).

En qualité de Secrétaire d'Etat :

Répond à la question orale sans débat de M. Barberot relative à la prévention des accidents de la route [3 octobre 1969] (p. 2476, 2477).

Répond à la question d'actualité de M. Krieg relative à la création de l'Union des Républiques arabes [23 avril 1971] (p. 1417).

Répond à la question d'actualité de M. Montalat relative aux bases algériennes [23 avril 1971] (p. 1418).

Répond à la question orale avec débat de M. Barberot relative à la prévention des accidents de la route ; *Rapport de la « table ronde » sur la sécurité routière ; problème des infrastructures (suppression des « points noirs ») ; développement des autoroutes ; transformation des routes à trois voies en routes à quatre voies ; signalisation ; circulation urbaine (toboggans et mini-soute rains) ; sécurité des piétons et des cyclistes ; rôle de l'organisation nationale de sécurité routière (O.N.S.E.R.) ; obligation en 1972 d'un indicateur d'usure sur les pneus neufs ; limitation de vitesse ; aménagement intérieur des véhicules (pose obligatoire de ceintures de sécurité) ; problème du fichier des conducteurs ; réforme du permis de conduire ; médicalisation des secours aux blessés (formation d'anesthésistes réanimateurs, ambulances spécialisées) ; tragique bilan des accidents urbains* [5 mai 1971] (p. 1661 à 1665) ; *priorité sur les grands axes nationaux ; problème des poids lourds ; centres de traumatologie routière ;* (p. 1667).

Répond à la question d'actualité de M. Mainguy relative aux imprimeries de labeur [26 novembre 1971] (p. 6155).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Barberot, Ansquer, Dupuy, Tissandier et Chazelle relatives aux accidents de la route : *Causes multiples des accidents ; abus d'alcool et vitesse excessive* [5 mai 1972] (p. 1409) ; *accroissement du nombre des accidents ; augmentation du parc automobile et du trafic ; amélioration de l'infrastructure et de la signalisation* (p. 1410) ; *insécurité croissante dans les agglomérations urbaines ; contrôle des véhicules (opération Véhitest) ; port de la ceinture de sécurité ; problème de la formation du conducteur ; amélioration de la procédure de délivrance du permis de conduire* (p. 1412) ; *formation des conducteurs de poids lourds ; amélioration des secours aux blessés (développement des équipes d'anesthésistes-réanimateurs, multiplication des bornes d'appel) ; protection des arbres par des glissières ; développement des aires de sécurité au bord des autoroutes ; développement du contrôle et de la surveillance ; indemnisation des victimes de la route* (p. 1412) ; *activités des commissions départementales de la circulation et de la sécurité* (p. 1413).

BAYLE (Marcel)

Député du Var
(4e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212) ;

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre du Comité consultatif des lignes de Corse [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre du Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la Marine [13 novembre 1968] (p. 4379).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341), XVI. - Tourisme n° **360** [10 octobre 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 871) relatif au corps militaire des ingénieurs des études et techniques de travaux maritimes, n° **917** [28 novembre 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 872) abrogeant les dispositions de l'article 2 de la loi n° 60-713 du 23 juillet 1960 relatives à la création de corps, civil et militaire, d'ingénieurs des travaux maritimes, n° **918** [28 novembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 2209) portant intégration de certains fonctionnaires dans un corps du Ministère de la Défense nationale, n° **2396** [8 juin 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, TRANSPORTS - MARINE MARCHANDE : *Problèmes posés par la gestion des lignes de paquebots exploités par les compagnies d'économie mixte ; problème de l'emploi ; nécessité d'éviter que la fermeture progressive des lignes ne constitue une source nouvelle de chômage en Provence* [31 octobre 1968] (p. 3786) ; ÉQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME), en qualité de *Rapporteur pour avis : Organisation ministérielle et administrative des services du tourisme ; insuffisance de notre connaissance économique de l'industrie touristique ; problème du rôle des agences privées étrangères en matière de publicité du tourisme français ; développement de l'infrastructure touristique en France ; compagnie Air France s'intéressant à la construction de chaînes hôtelières ; ports de plaisance ; possibilités de développement touristique, par exemple dans le Var; équipement des autoroutes ; question de l'attribution de carburant à tarif réduit pour les touristes étrangers ; problème des commerçants vendant aux étrangers des produits du prix desquels peut être déduite la T.V.A.* (p. 3795, 3796) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, ÉQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Cas de l'agglomération toulonnaise ; amélioration de la desserte aérienne sur Paris ; ses observations sur les voies terrestres ; autoroute de Toulon à Marseille, Aix, Nice et la côte des Maures* [13 novembre 1969] (p. 3688) :

— du projet de loi relatif au corps militaire des ingénieurs des études et techniques de travaux maritimes, en qualité de *Rapporteur : Conditions de recrutement du nouveau corps ; possibilité donnée aux ingénieurs des études et techniques d'armement d'accéder à ce corps* [4 décembre 1969] (p. 4632) ;

— du projet de loi abrogeant les dispositions de l'article 2 de la loi n° 60-713 du 23 juillet 1960 relatives à la création de corps civil et militaire, d'ingénieurs des travaux maritimes, en qualité de *Rapporteur : Groupement des ingénieurs des travaux maritimes en deux corps : un corps civil et un corps militaire ; ses observations sur la loi de juillet 1960* [4 décembre 1969] (p. 4633) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 67-1115 du 21 décembre 1967 relative aux corps militaires des ingénieurs de l'armement et des ingénieurs des études et techniques d'armement, en qualité de *Rapporteur suppléant : Intégration des ingénieurs hydrographes dans le corps des ingénieurs de l'armement ; ses observations sur le corps des ingénieurs des études et techniques d'armement* [4 décembre 1969] (p. 4633, 4634) ;

— du projet de loi portant intégration de certains fonctionnaires dans un corps du Ministère de la Défense nationale, en qualité de *Rapporteur : Intégration de fonctionnaires de catégorie A, appartenant à la caisse militaire de Sécurité sociale, dans le corps administratif supérieur des services extérieurs du Ministère de la Défense nationale* [14 juin 1972] (p. 2448) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, DÉPENSES MILITAIRES : *Problème des effectifs de la marine et de l'entretien de la flotte ; plan naval ; revendications des techniciens d'études et de fabrications ; ouvriers en régie directe ou ouvriers temporaires ; secrétaires administratifs ; ex-immatriculés de la marine* [8 novembre 1972] (p. 4867).

BAYOU (Raoul)

Député de l'Hérault
(5e circonscription)
F.G.D.S., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrates et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [3 avril 1970] (p. 786), [6 avril 1971] (p. 923), [5 avril 1972] (p. 804) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale [8 novembre 1968] (p. 4217) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi n° 1188 relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [5 juin 1970] (p. 2302) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du Code rural relatif au statut de fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 1204) ; 2° le projet de loi relatif au bail rural à long terme (n° 1205) ; 3° le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) (n° 1206) ; 4° le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 1207 [10 juin 1970] (p. 2476) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228) ; 2° le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ; 3° le projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230) ; [28 avril 1972] (p. 1219) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2419 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à l'amélioration du sort des personnes âgées, n° **502** [4 décembre 1968].

Sa proposition de loi relative à l'enseignement des langues régionales, n° **587** [20 décembre 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe (cas des vins doux naturels soumis au régime fiscal des vins)* [19 juillet 1968] (p. 2349) ; *nécessité de diminuer la fiscalité qui frappe le vin* (p. 2349) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 15 : *Protection des vins français et autres boissons alcoolisées contre la concurrence des produits similaires provenant de pays tiers* [24 octobre 1968] (p. 3547) ; Après l'Art. 16 : *Droits sur les vins ; suppression des droits de circulation* (p. 3548) ; *création d'un droit sur les produits en provenance des pays tiers* (p. 3548) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, INDUSTRIE : Après l'Art. 67 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (possibilité dans certains cas d'exonérer les artisans des taxes applicables aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes)* [5 novembre 1968] (p. 3940) ; *contrôle des établissements classés comme dangereux ; importance de ces établissements* (p. 3940, 3941) ; *possibilité d'exonérer de la taxe les artisans qui n'emploient pas plus d'un ouvrier* (p. 3942) ; AFFAIRES SOCIALES : *Politique de l'emploi ; nécessité de revenir à la semaine de quarante heures et d'avancer l'âge de la retraite à 55 ans pour les femmes et à 60 ans pour les hommes ; nécessité de décentraliser l'industrie parisienne; décentralisation de certaines administrations ; ses observations sur Béziers ; modernisation de l'aérodrome de Saint-Privat et du canal du Midi ; ouverture de l'autoroute Orange-Narbonne ; ses observations sur le tronçon Béziers-Montpellier ; possibilité d'augmenter le prix du vin* [6 novembre 1968] (p. 4022) ; *taxe sur l'alcool ; ses observations sur l'alcoolisme* (p. 4037, 4038) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Intégration des Français rapatriés dans la structure économique et sociale de la nation ; problème de l'indemnisation ; ses modalités ; son montant ; question des dettes ; regroupements des sépultures françaises d'Algérie* [14 novembre 1969] (p. 4402) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Prix du vin ; fixation du prix de campagne ; F.O.R.M.A. ; fiscalité du vin ; campagne antivin ; problème des importations ; entrée en France des vins d'Afrique du Nord ; situation des producteurs de fruits et légumes ; cas des producteurs sinistrés ; revendications du syndicalisme et de la coopération viticoles ; publication des décrets d'application de l'assurance volontaire à la mutualité sociale agricole ; amélioration du remboursement des frais d'hébergement dans les hôpitaux et établissements de soins ; conditions d'attribution des prestations d'assurance invalidité des exploitants agricoles ; lecture de l'intervention de M. Lagorce* [15 novembre 1968] (p. 4501 à 4503).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative à la politique viticole [22 novembre 1968] (p. 4822, 4825, 4826).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 3 : *Fiscalité frappant le vin ; politique anti-vin du Gouvernement* [27 novembre 1968] (p. 4896, 4897).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, avec débat, relative à l'artisanat [29 novembre 1968] (p. 4974) : *Formation professionnelle ; avenir des sections d'éducation professionnelle et de l'apprentissage ; définition de l'apprenti et de son statut ; aspect de la promotion en milieu artisanal ; création de trois centres régionaux sous l'égide des chambres de métiers et d'un centre national de promotion de l'artisanat rural ; action en faveur des jeunes de moins de 18 ans ; aide aux maîtres d'apprentissage et aux maîtres de stages ; adaptation permanente nécessaire des chefs d'entreprise à leurs fonctions techniques de direction et de gestion* (p. 4982, 4983, 4993).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à l'application de la taxe d'assainissement dans les communes, en qualité de suppléant de M. Philibert [6 décembre 1968] (p. 5180) ; *difficulté pour les*

communes de mettre en pratique la redevance d'assainissement (p. 5180, 5181).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Hauret et plusieurs de ses collègues tendant à la protection des aires de production des vins d'appellation d'origine contrôlée : Ses explications de vote : *Extension de cette loi aux vins de consommation courante ; importation de vins d'Afrique du Nord et spécialement d'Algérie ; principe de complémentarité quantitative ; reconversion du vignoble français en cépages donnant des produits meilleurs* [10 décembre 1968] (p. 5271) ; *ses observations sur les paroles de M. Boulin* (p. 5272).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale sans débat relative à la politique fiscale et sociale à l'égard de l'artisanat [7 mai 1969] (p. 1306, 1307).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer : *Rôle du parti socialiste en faveur de l'aide aux rapatriés ; rappel de quelques étapes parlementaires ; reclassement des personnes âgées ; conséquences de l'échec du référendum d'avril dernier ; caractères du projet de loi ; problème des obligations contractées outre-mer non liées à l'existence de biens possédés outre-mer ; cas des rapatriés qui n'ont pas contracté de prêt ; problème de l'indemnisation* [7 octobre 1969] (p. 2506, 2507) ; Article premier : *Son amendement tendant après les mots : « mesures législatives d'indemnisation des rapatriés » à insérer les mots : « qui seront présentées au cours de la prochaine session de printemps »* [8 octobre 1969] (p. 2543) ; *discussion du projet de loi sur l'indemnisation* (p. 2543) ; Art. 2 : *Prêts consentis par le crédit maritime mutuel* (p. 2545) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Couveinhes et plusieurs de ses collègues, tendant à faire bénéficier les associations d'inscrits maritimes d'un droit de priorité pour prendre à bail le droit de pêche dans les étangs privés du littoral méditerranéen : *Son vote sur la proposition de loi ; problème de la pêche en Languedoc, en particulier de la pêche à la sardine* [9 octobre 1969] (p. 2570) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Après l'Art. 6 : *Fiscalité sur le vin ; institution de nouveaux taux de la T.V.A. ; viticulteurs devant obtenir un remboursement forfaitaire de la T.V.A. égal à 4 % des ventes* [29 octobre 1969] (p. 3044, 3045) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Ses observations sur les accords d'Evian ; problème des importations de vins ; ses conséquences devant porter sur toute la Nation et ne devant pas peser uniquement sur les viticulteurs du Midi* [4 novembre 1969] (p. 3329) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Crédits de développement scientifique : conséquences de la politique d'encadrement du crédit ; secteur des métiers ; couverture de la maladie ; problème des retraites ; arrêt des usines Fouga ; marasme des tissages cardés de Saint-Pons ; fermeture des charbonnages du bassin de Graissessac et du Bousquet d'Orb ; dégradation du climat social ; aménagement du canal du Midi ; amélioration de l'hôtellerie ; droits des populations locales ; avenir de l'agriculture, du commerce et de l'industrie de la région* [6 novembre 1969] (p. 3474, 3475); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème de la viticulture méridionale ; prix du vin ; propagande anti-vin du Gouvernement ; superfiscalité ; importation de vins étrangers ; question de la suppression du huitième du tarif extérieur commun ; ses observations sur le fait que le vin et les produits viticoles ne sont pas encore sous règlement communautaire ; vins de qualité produits dans des régions déterminées ; F.E.O.G.A. ; harmonisation des législations de contrôle des plantations ; règlement concernant l'organisation de la production et du marché du vin ; projet de résolution de la commission au Conseil de l'Europe ; problème de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun* [19 novembre 1969] (p. 3998, 3999) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale, ensemble le protocole et les trois échanges de lettres joints, signés à Alger le 20 octobre 1968 : *Ses observations*

sur les accords d'Evian ; problème du vin ; contentieux entre les deux pays ; principe de complémentarité quantitative ; sa question de savoir s'il est exact que la France songerait à supprimer le huitième du tarif extérieur commun que supportent les vins algériens à l'entrée en France [27 novembre 1969] (p. 4403) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969, Après l'Art. 10 : *Le sucrage des vins ; les problèmes du Midi* [9 décembre 1969] (p. 4727) ; *son sous-amendement tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe I de l'amendement du Gouvernement, à remplacer les mots : « dans la limite de 4 % des quantités reçues » par les mots : « dans la limite de 2 % des quantités reçues »* (p. 4728) ; *abaissement de la limite du déclassement des vins d'appellation d'origine en vins de consommation courante* (p. 4729) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Déclassement des vins d'appellation d'origine contrôlée ; problème du sucrage des vins en Corse ; suppression de la chaptalisation en Corse* [19 décembre 1969] (p. 5099) ; Commission mixte paritaire : *Vote du groupe socialiste* [19 décembre 1969] (p. 5103) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant modification de diverses dispositions du Code minier : *Vote du groupe socialiste sur l'ensemble* [16 décembre 1969] (p. 4982).

Pose à M. le Ministre de l'Économie et des Finances une question orale sans débat relative à la situation des commerçants et des artisans [17 décembre 1969] (p. 5008, 5010).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Boscher et plusieurs de ses collègues tendant à faciliter la création d'agglomérations nouvelles, Art. 20 : *Conditions d'application de la présente loi* [18 décembre 1969] (p. 5051) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance : *Vote du groupe socialiste* [19 décembre 1969] (p. 5097).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale avec débat relative aux problèmes des commerçants et des artisans [10 avril 1970] (p. 954) : *Sécurité sociale des commerçants ; retraite des vieux artisans ; salaire fiscal ; réforme de l'impôt sur le revenu ; simplification et abaissement de la T.V.A. ; suppression de la taxe complémentaire ; fixation de forfaits raisonnables ; mesures d'allégement fiscal dont ont bénéficié les « grandes surfaces » ; aide nécessaire aux commerçants désirant s'unir en coopératives ou en groupements d'achats ; affaire Nicoud* (p. 954, 955).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Cointat, Fouchier, Arthur Moulin, Vedrines, Boscary-Monsservin et Alduy relatives aux problèmes agricoles : *Problème viticole ; importations étrangères ; prix de campagne trop bas ; position des viticulteurs sur le règlement européen concernant le vin discuté actuellement à Bruxelles ; projet de loi sur le taux légal d'alcoolémie* [17 avril 1970] (p. 1165, 1166).

Prend part à la discussion du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré : *Vote du groupe socialiste* [22 avril 1970] (p. 1224).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux importations de vin d'Afrique du Nord [24 avril 1970] (p. 1291).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant simplifications fiscales, Art. 5 : *Modification des dispositions relatives au sucrage des vins* [3 juin 1970] (p. 2198) ; *son vote contre cet article* (p. 2199) ;

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français, dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Refus de conférer aux soldats qui ont lutté en Algérie le titre d'anciens combattants ; ses observations sur le fait que les rapatriés sont des expropriés ; attitude des rapatriés devant le projet de loi ; aide de la France à l'Algérie ; financement pouvant être réalisé par la ponction annuelle de 500 millions de francs sur le budget* [11 juin 1970] (p. 2492, 2493) ; Art. 11 : *Son*

amendement tendant à la fin de cet article, avant le mot : « indemnité » à insérer le mot : « équitable » [12 juin 1970] (p. 2582) ; Art. 29 : *Ses observations sur les licences et autorisations administratives visées à cet article* (p. 2590) ; Art. 30 : *Autorité du Premier Ministre sur la délégation pour l'accueil et le reclassement* (p. 2591) ; Art. 32 : *Difficultés d'apporter les justifications demandées* (p. 2591) ; Art. 34 : *Composition de la Commission paritaire* (p. 2592) ; Art. 40 : *Ressources dont disposerait l'agence spéciale ; détermination par la loi, chaque année, du montant maximum des créances qui pourraient être remboursées ; alimentation d'un fonds spécial géré par une agence nationale pour l'indemnisation grâce au produit supplémentaire de droits de mutation à titre gratuit ; son refus de voter cet article* (p. 2598, 2599) ; Art. 58 : *Absence de nécessité de créer des commissions spéciales de contentieux de l'indemnisation* (p. 2610) ; Art. 60 : *Détermination de la juridiction compétente en appel* (p. 2611) ; en deuxième lecture, Art. 17 : *Estimation de la valeur des terres qui ont fait l'objet de spoliations ; nécessité d'admettre des représentants des rapatriés dans les commissions qui détermineront le montant des indemnisations* [29 juin 1970] (p. 3246) ; *institution d'une commission paritaire* (p. 3246) ; Art. 32 *bis* : *Ses observations sur les preuves nécessaires* (p. 3259) ; Art. 40 : *Sa proposition de remettre des titres de créance sur l'Etat dont le montant couvrirait la totalité des pertes ; alimentation d'un fonds spécial grâce au produit supplémentaire des droits de mutation qui résulterait de la suppression de l'exonération accordée à l'emprunt Pinay* (p. 3261) ; Art. 53 : *Cas des agriculteurs qui, après avoir contracté en Algérie, des prêts de campagne, sont partis en perdant leurs récoltes* (p. 3267) ; TITRE : *Ses observations sur les paroles de M. Chirac ; problème des intérêts* (p. 3271) ; Ses explications de vote : *Son refus de croire que l'Algérie pourrait payer un jour ; problème de la création d'un Fonds national d'indemnisation ; son vote* (p. 3272) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Décentralisation ; aménagement du territoire ; ses observations sur l'agriculture ; problème des villes de moins de 50.000 habitants ; politique de justes prix ; situation des vignerons méridionaux* [16 juin 1970] (p. 2706) ;

— des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) ; 4° relatif aux groupements fonciers agricoles : *Sa question préalable sur le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier ; structures de l'agriculture ; tentative de mainmise du capital sur les terres ; formation de véritables usines de la terre ; droit de préemption des S.A.F.E.R. ; possibilité d'envisager le rôle d'une banque ou d'un office des terres qui, par le jeu de prêts à long terme et à faible taux d'intérêt, conduirait inéluctablement à la formation d'exploitations viables ; caractère familial de l'exploitation des classes moyennes constituant des éléments d'équilibre nécessaires dans une société moderne ; importance des textes en discussion* [26 juin 1970] (p. 3167, 3168).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'importation de vins algériens [9 octobre 1970] (p. 4228, 4229).

Prend part au débat :

— sur les questions orales de MM. Durafour, Fortuit, Bertrand Denis, Destremau, Leroy, Madrelle relatives aux problèmes de l'enseignement : *Problème de la rentrée scolaire ; formation insuffisante d'un trop grand nombre d'enseignants ; danger présenté par les classes pratiques des C.E.G. ; développement nécessaire des C.E.T. ; exemple de la rentrée scolaire à Béziers et à Montpellier ; suppression du groupe d'orientation dispersé de La Salvetat* [9 octobre 1970] (p. 4241) ;

— sur les questions orales de MM. Cointat et Boscary-Monsservin relatives à la politique agricole commune : *Malaise des milieux viticoles ; interdiction de faire pénétrer en Europe aucune importation de vins des pays tiers sur le plan quantitatif* [16 octobre 1970] (p. 4390).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1971 : Art. 32 : *Problème des attributions d'essence détaxée aux agriculteurs ; situation de l'agriculture familiale* [22 octobre 1970] (p. 4556) ; *cas d'un agriculteur possédant un tracteur qui fonctionne au fuel et disposant d'un matériel agricole*

qui fonctionne à l'essence (p. 4557); deuxième partie : EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — TOURISME : TITRE VI : *Lacunes du budget ; aide aux hôtels petits et moyens ; tourisme social ; taux de la T.V.A. ; son vote sur ce budget* [27 octobre 1970] (p. 4802, 4803) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Industrialisation du Languedoc-Roussillon ; problème de Béziers ; ses observations sur les usines Fouga, les mines de charbon des hauts cantons de la région et le tissage cardé de la région du Saint-Ponais ; conséquence de l'arrivée massive des rapatriés d'Afrique du Nord ; réalisation d'une voie express littorale ; autoroute Montpellier-Narbonne ; voie rapide Saint-Pons-Montpellier ; création d'une voie de navigation au gabarit moderne ; amélioration du réseau aéroportuaire par la construction d'aérodromes en particulier de Béziers-Vias ; problème du service des télécommunications ; problème de l'artisanat* 30 octobre 1970] (p. 4991) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Demande quelles sont les sommes allouées à la viticulture par le F.O.R.M.A.* [6 novembre 1970] (p. 5628) ; *politique anti-vinicole de la majorité au pouvoir ; problème des prix ; lutte antialcoolique ; fiscalité sur le vin ; jus de raisin ; ses observations sur la fourniture d'alcool vinique ; cadastre viticole ; instauration du Marché commun viticole ; ses observations sur les règlements communautaires* (p. 5297) ; *interdiction de coupage des vins importés* (p. 5298) ; *ses observations sur les paroles de M. Duhamel* [17 novembre 1970] (p. 5335) ; Fait personnel : *Ses observations sur son discours et les affirmations postérieures du Ministre de l'Agriculture* (p. 5340) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Problèmes des rapatriés ; agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer ; problème du rattachement de l'agence nationale ; garantie des investissements effectués dans les pays africains et malgache de la zone franc ; son vote* [13 novembre 1970] (p. 5461) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat espagnol relatif aux exemptions fiscales accordées aux institutions culturelles des deux pays situés sur le territoire de l'autre, signé à Madrid le 7 février 1969 : *Vote du groupe socialiste* [9 décembre 1970] (p. 6337) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Art. 10 : *Problème de la coopération ; cas des coopératives viticoles ; assiette de la patente* [9 décembre 1970] (p. 6348, 6349).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative aux importations de vins des pays tiers ou associés [11 décembre 1970] (p. 5603, 5604).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales : *Abstention du groupe socialiste* [17 décembre 1970] (p. 6610) ;

— de la proposition de loi tendant à abaisser l'âge de l'éligibilité pour les élections aux conseils généraux et aux conseils municipaux, et de la proposition de loi de M. Fortuit et plusieurs de ses collègues, relative à l'abaissement de l'âge d'éligibilité aux conseils municipaux : Ses explications de vote : *Ses observations sur l'âge de la majorité électorale ; vote du groupe socialiste* [17 décembre 1970] (p. 6615).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Roucaute, Poudevigne, Brugnon, Bertrand Denis, Ansquer relatives aux problèmes agricoles : *Importation de vins* [16 avril 1971] (p. 1193) ; *gravité de la situation de la viticulture dans le Midi ; importations d'Afrique du Nord et d'Algérie ; absence de réglementation du marché du vin ; application de la clause de sauvegarde intra-communautaire ; création d'un statut viticole européen* (p. 1206, 1207).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Moyenne et Petite entreprise et à l'Artisanat une question orale sans débat relative à la protection de l'artisanat [12 mai 1971] (p. 1824, 1825).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Labbé, Berthelot, Chazalon, Carpentier, Olivier Giscard d'Estaing relatives à l'abaissement de l'âge de la retraite ; *Propositions du groupe socialiste ; avancement de l'âge de la retraite à 60 ans entraînant la libération d'emplois pour les jeunes ; allocation nationale de vieillesse égale à 80 % du S.M.I.C. ; instauration d'une charte des personnes âgées* [19 mai 1971] (p. 1991).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes : Art. 6 : *Ses ob-*

servations sur les paroles de M. Marcellin [3 juin 1971] (p. 2325) ; Après l'Art. 10 : *Répartition des responsabilités entre l'État et les collectivités locales ; nécessité de rendre publics les résultats de la Commission chargée de ce problème* (p. 2340) ; en troisième lecture : *Vote du groupe socialiste* [30 juin 1971] (p. 3581) ; en quatrième et dernière lecture : *Vote du groupe socialiste* [30 juin 1971] (p. 3586) ;

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement : Ses explications de vote ; *Son abstention* [10 juin 1971] (p. 2698) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Ses observations sur la région de Béziers ; indication de quelques investissements indispensables* [17 juin 1971] (p. 3059, 3060).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au prix du pain [18 juin 1971] (p. 3132, 3133).

Prend part à la discussion :

— en troisième lecture, du projet de loi modifiant la loi n° 60-790 du 2 août 1960 tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux ou à usage industriel dans la région parisienne : *Vote du groupe socialiste* [22 juin 1971] (p. 3250) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 7 de la loi du 1[er] juillet 1901 relative au contrat d'association : *Vote du groupe socialiste* [30 juin 1971] (p. 3582) ; en troisième et dernière lecture : *Vote du groupe socialiste* [30 juin 1971] (p. 3583).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale avec débat relative aux problèmes des rapatriés [8 octobre 1971] (p. 4442) ; *Propositions de loi déposées par le groupe socialiste ; nécessité de revoir et corriger la loi du 15 juillet 1970 et le décret du 5 août 1970 ; sous-estimation arbitraire de la valeur des biens ; octroi de délais supplémentaires pour la constitution des dossiers* (p. 4445).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1° de M. Bertrand Denis et plusieurs de ses collègues relatives au démarchage à domicile ; 2° de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer la vente à domicile, ses explications de vote : *Vote du groupe socialiste ; protection des petits commerçants victimes d'une concurrence déloyale ; statut de la profession de V.R.P.* [2 octobre 1971] (p. 4219) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Art. 9 : *Attribution de l'essence détaxée pour les petits matériels de traitement des cultures* [21 octobre 1971] (p. 4748) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Problème des rapatriés d'outre-mer en particulier d'Algérie ; cas des contractuels de police d'État rapatriés ; situation des anciens harkis ; aide française aux pays en voie de développement* [10 novembre 1971] (p. 5627) ; *vote du groupe socialiste contre le titre III* (p. 5638) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Situation des viticulteurs du Midi ; crise viticole européenne* [16 novembre 1971] (p. 5746) ; *cadastre viticole dans le cadre de la Communauté ; prestations d'alcool vinique ; problème de la fiscalité ; taux de la T.V.A.* (p. 5747) ; *problème des contrôles* (p. 5748) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Pierre Lelong tendant à amender l'ordonnance du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole : Art. 12 de l'ordonnance du 26 septembre 1967 et Art. 14-1 de cette ordonnance : *Vote du groupe socialiste* [23 novembre 1971] (p. 6037, 6038) ; Art. 11 : *Son opposition à la pondération des voix* (p. 6039) ; *Vote du groupe socialiste* (p. 6042) ; Art. 8 : *Vote du groupe socialiste* (p. 6043) ; Ses explications de vote : *Son opposition à l'introduction de la notion de pondération* (p. 6044).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative au prix du vin [10 décembre 1971] (p. 6665, 6668).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur le travail temporaire : *Vote du groupe socialiste contre l'ensemble du projet de loi* [15 décembre 1971] (p. 6776) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi de finances rectificative pour 1971, Art. 10 *ter* : *Assujettissement à la patente des coopératives agricoles* [20 décembre 1971] (p. 7005).

— de la proposition de la conférence des présidents d'interrompre les travaux de

l'Assemblée Nationale jusqu'au 25 avril 1972 : *Vote du groupe socialiste* [5 avril 1972] (p. 802).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au prix du vin [28 avril 1972] (p. 1196, 1197).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. L 663-3 du Code de la Sécurité sociale : *Coefficient de majoration des retraites* [17 mai 1972] (p. 1613) ; Après l'Art. 10 : *Son amendement concernant le reclassement du personnel des caisses* [18 mai 1972] (p. 1652) ; en deuxième lecture : Ses explications de vote : Son *abstention* [22 juin 1972] (p. 2734) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés : *Ses observations sur la question préalable ; promesses de M. Guy Mollet en 1956* [18 mai 1972] (p. 1669) ; *proposition de loi d'amnistie* (p. 1670) ; *ses observations sur les paroles de M. Foyer* (p. 1671) ; *création du pécule* (p. 1679) ; *financement de l'aide ; nécessité d'assurer aux commerçants et artisans une indemnité viagère ; problème du travail noir ; Charte du troisième âge* (p. 1680) ; Art. 2 : *Son amendement (assiette et taux de la taxe spéciale)* [19 mai 1972] (p. 1743) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales : *Importance de ce problème ; conséquence des perquisitions prévues par le projet de loi* [19 mai 1972] (p. 1778).

Prend part au débat sur la question orale de M. Bonhomme relative à l'arboriculture ; *Transformation de nombreux vignobles de l'Hérault en vergers ; prorogation des délais de dépôt des demandes de primes d'arrachage de pommiers ; gravité de la crise de la viticulture méridionale ; distillation du vin* [2 juin 1972] (p. 2163, 2164).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux magasins collectifs de commerçants indépendants : *Ses explications de vote* [20 juin 1972] (p. 2667) ;

— de la proposition de loi relative aux sociétés coopératives de commerçants détaillants : *Vote du groupe socialiste* [20 juin 1972] (p. 2674) ;

— du projet de loi relatif à la commercialisation des vins à appellation d'origine contrôlée : *Ses observations sur la loi interdisant le coupage des vins français avec les vins étrangers ; Traité de Rome ; distribution des coupons de distillation* [29 juin 1972] (p. 2998) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française : *Vote du groupe socialiste sur l'ensemble du projet de loi* [29 juin 1972] (p. 3008) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création et organisation des régions : *Vote du groupe socialiste* [29 juin 1972] (p. 3009).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Poudevigne, Roucaute, Brugnon, Ansquer et Boyer relatives aux problèmes agricoles : *Prix du vin* [6 octobre 1972] (p. 3981) ; *condamnation des mesures prises depuis 1958 dans le domaine viticole ; baisse du revenu des viticulteurs ; importations de vins d'Italie ; défense des exploitations familiales* (p. 3988).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant abrogation de la loi du 15 juillet 1921 prohibant les importations de plants et boutures de vigne : *Promesses concernant l'organisation du marché viticole européen non tenues ; absence de contrôle sérieux aux frontières ; abus de l'Italie ; mémorandum déposé à Bruxelles par le précédent Ministre de l'Agriculture ; mécontentement des viticulteurs français ; sa demande à M. le Secrétaire d'État de mesures concrètes pour contrôler la qualité des produits importés ; sa protestation contre l'invasion des vins étrangers et contre le sabotage de l'application du traité de Rome ; problème du cadastre italien ; campagne anti-vin de la France pendant que l'Italie plantait rapidement ; importations massives en France ; superfiscalité ; taux de paupérisation des viticulteurs* [12 octobre 1972] (p. 4146) ; *vote du groupe socialiste* (p. 4117) ;

— du projet de loi portant amnistie de certaines infractions : *Son rappel de la question préalable opposée par le groupe socialiste au projet de loi instituant certaines mesures en faveur des commerçants et artisans âgés ayant pour objet d'appeler l'attention du Gouvernement sur la nécessité d'une*

amnistie et l'obligation d'une réforme fiscale ; projet incomplet ; date d'application de la loi [17 octobre 1972] (p. 4186) ; Art. 5 : *Sa demande d'amnistie des communes pour les dommages causés par des auteurs inconnus* (p. 4191) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973 : COMMERCE ET ARTISANAT : *Prime de conversion des entreprises artisanales ; crédits dérisoires ; réforme fiscale attendue ; patente ; impôt sur le revenu ; T.V.A. ; crédits à la modernisation ; situation sociale des commerçants et artisans qui n'ont obtenu ni la parité ni la sécurité ; nécessité d'un régime de la maladie et de la retraite identique pour tous les Français* [26 octobre 1972] (p. 4415, 4416) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Son vote, au nom du groupe socialiste, contre le budget* [2 novembre 1972] (p. 4581) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Absence d'une grande loi de réparation des dommages de guerre ; pseudo-indemnisation des rapatriés ; non-participation des Etats spoliateurs ; sa demande d'une loi d'amnistie totale et de la remise gracieuse des frais de justice correspondant aux peines amnistiées ; prêts dits « migrants »* [7 novembre 1972] (p. 4791) ; *problème des droits à pension* (p. 4792) ; Art. 57 : *Vote du groupe socialiste contre cet article* (p. 4806) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Viticulture méridionale ; sa critique du marché commun viticole ; diminution du revenu des viticulteurs ; fiscalité du vin abusive ; action du haut comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme ; importations d'Algérie et d'Italie* [14 novembre 1972] (p. 5159) ; *coupages entre les vins communautaires et les autres ; chaptalisation ; patente sur les caves coopératives* (p. 5160) ; ETAT C, TITRE VI : *Vote du groupe socialiste contre les crédits de ce titre ;* ETAT D, TITRE III : *Vote du groupe socialiste contre les crédits de ce titre* [15 novembre 1972] (p. 5239).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'allocation logement [10 novembre 1972] (p. 5009, 5010).

Prend part à la discussion du projet de loi portant création de la prime de mobilité des jeunes : *Abstention du groupe socialiste lors du vote du projet de loi* [21 novembre 1972] (p. 5551).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat relative au prix du vin [8 décembre 1972] (p. 6045, 6046).

BEAUGUITTE (André)

Député de la Meuse
(2e circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2211), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [17 octobre 1968] (p. 3387).

Est nommé membre de la Commission consultative du cinéma [13 décembre 1968] (p. 5492).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à faire chaque année du 8 mai un jour férié **n° 119** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à l'institution d'une commission spéciale chargée d'étudier l'application de l'article L 8 *bis* du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre relatif au « rapport constant » **n° 120** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à instituer une promotion spéciale de la Légion d'honneur pour commémorer le cinquantième anniversaire de l'armistice de la guerre 1914-1918 **n° 170** [19 juillet 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341), II. — Affaires culturelles : Cinéma, **n° 364** [15 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822) II. — Affaires culturelles : cinéma, **n° 836** [17 octobre 1969].

Sa proposition de loi tendant à prévoir des exceptions aux textes assurant la coordination des transports, en faveur des anciens transporteurs mutilés de guerre, **n° 884** [12 novembre 1969].

Sa proposition de loi portant dispositions relatives à l'amnistie fiscale, n° **1048** [9 avril 1970].

Retrait de cette proposition [2 octobre 1970] (p. 4049).

Son avis, présenté, au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376), II. — Affaires culturelles : cinéma, n° **1396** [14 octobre 1970].

Sa proposition de loi tendant à créer un fonds national d'indemnisation des Français d'outre-mer, n° **1452** [25 novembre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993), II. — Affaires culturelles : cinéma, n° **2011** [8 octobre 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant modification de diverses dispositions du Code minier, Art. 17 : *Son amendement tendant, après le premier alinéa du texte proposé pour l'article 72 du Code minier à insérer le nouvel alinéa suivant : « à cet effet le propriétaire fait connaître au bénéficiaire des servitudes ou du permis l'identité de ses ayants droit »* [21 octobre 1969] (p. 2781) ; Art. 22 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 106 du Code minier à substituer aux trois dernières phrases la phrase suivante : « Cette autorisation est délivrée pour toute la durée pendant laquelle l'exploitation sera possible »* (p. 2783) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Rapport constant ; assimilation des pensions des déportés politiques aux pensions des déportés résistants ; cas des veuves, notamment de celles ayant fait office de tierce personne ; proportionnalité des pensions ; allocation aux ascendants, veuves âgées ou infirmes et compagnes ; cas des anciens d'Afrique du Nord ; ses observations sur ceux qui ont été astreints au S.T.O.* [8 novembre 1968] (p. 4205, 4206) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Crédits consacrés au cinéma ; crise du cinéma ; concurrence de la télévision ; régime fiscal du cinéma ; blocage du prix de certaines places ; situation des jeunes réalisateurs ; reconstitution du Conseil supérieur du cinéma ; ses observations sur la cinémathèque et l'I.D.H.E.C.* [13 novembre 1968] (p. 4350, 4351) ; *problème du cinéma ; situation des théâtres lyriques nationaux ; ses observations sur les ballets ; suppression de l'alternance des spectacles ; rayonnement de l'Opéra ; suggestions de M. Jean Vilar ; rénovation de l'art lyrique en France* (p. 4365, 4366).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat relative aux droits d'enregistrement en matière de partage [28 novembre 1969] (p. 4448, 4449).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Situation des différentes catégories de victimes des guerres de 1914-1918, de 1939-1945 et des opérations d'Indochine et d'Afrique du Nord ; garantie résultant du rapport constant entre pensions de guerre et retraites du combattant et traitement des fonctionnaires ; inscription à l'ordre du jour du Parlement des propositions de loi tendant à l'application du rapport constant ; maintien dans leur droit à pension des ascendants des veuves âgées ou infirmes ; attribution de la carte du combattant à tous les personnels mobilisés ayant appartenu à des formations qui ne sont pas reconnues « unités combattantes » ; reconnaissance du titre de déporté politique aux déportés étrangers ; attribution de la carte du combattant aux militaires ayant combattu en Afrique du Nord ; attribution de l'indemnité de chômage aux anciens combattants et victimes de guerre privés d'emploi sans tenir compte de la pension de guerre ; possibilité de prévoir un contingent spécial dans l'ordre de la Légion d'honneur pour les anciens combattants de 1914-1918 ; réexamen des règles de forclusion ; amélioration du sort des veuves, des orphelins, des ascendants par l'extension de la Sécurité sociale aux veuves de guerre au taux de réversion ; ses observations sur le revenu maximum au-delà duquel la pension est intégralement perçue* [31 octobre 1969] (p. 3206, 3207) ; AFFAIRES CULTURELLES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Problème du cinéma ; fréquentation des salles de cinéma ; soutien à l'exploitation ; formation professionnelle ; remplacement de l'impôt sur les spectacles par la T.V.A. ; rapports du cinéma et de la télévision ; modernisation des salles ; intensifica-*

tion de l'effort en matière de recherche d'un public nouveau ; problème du cinéma non commercial ; vulgarisation des spectacles télévisés retransmis en salles ; rôle de la formation professionnelle du cinéma ; institut des hautes études cinématographiques ; Conseil supérieur du cinéma [20 novembre 1969] (p. 4050, 4051) ; *dégradation du théâtre lyrique national ; réforme de l'Opéra ; ses observations sur les danseuses étoiles ; rédaction de nouvelles conventions collectives* (p. 4070) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES CULTURELLES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Crise du cinéma ; évolution du goût des spectateurs ; volume des entrées ; diminution du nombre des sociétés de production cinématographiques ; complexité du calcul de la détaxation sur recettes ; ses observations sur les télétransmissions ; poids de la fiscalité sur le cinéma ; régime des prix ; régime fiscal relatif au cinéma* [13 novembre 1970] (p. 5495) ; *rôle des loisirs ; cinéma d'art et d'essai ; institut des hautes études cinématographiques ; ses observations sur le cinéma « Ranelagh » ; utilisation du parc floral de Vincennes ; centre national du cinéma ; rétrocession au secteur privé de l'Union générale cinématographique* (p. 5496) ;

— du projet de loi sur les sociétés civiles faisant publiquement appel à l'épargne, Après l'Art. premier : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Marie par le nouvel alinéa suivant : « les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux augmentations de capital soit par voie d'apport en numéraire, soit par voie d'apport en nature réalisées par les associés desdites sociétés »* [19 novembre 1970] (p. 5795) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970 : *Assiettes des patentes ; statut de la coopération agricole* [8 décembre 1970] (p. 6254) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Egalité des droits en matière de retraite du combattant entre tous les anciens combattants et victimes de guerre ; revalorisation des pensions des veuves, orphelins et ascendants ; célébration de l'anniversaire du 8 mai 1945* [22 octobre 1971] (p. 4822) ; *reconnaissance du titre de déporté politique aux déportés étrangers devenus Français depuis la libération ; attribution de la carte du combattant aux militaires ayant combattu en Afrique du Nord* (p. 4823) ; AFFAIRES CULTURELLES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Baisse de fréquentation des cinémas ; soutien financier à l'exploitation ; production de films ; taux de la T.V.A. appliqué à l'industrie cinématographique ; suppression du droit de timbre ; taxe de sortie des films ; conservation de films et achat de matériel pour les installations de l'I.D.H.E.C. ; collaboration avec l'O.R.T.F.* [27 octobre 1971] (p. 4954) ; *participation de l'O.R.T.F. au fonds de soutien de l'industrie cinématographique ; ses observations sur la vidéo-cassette* (p. 4955) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Prix du litre de lait ; équipements collectifs ; rôle de l'autofinancement ; détaxation des carburants ; ses observations sur le B.A.P.S.A.* [16 novembre 1971] (p. 5765) ; *son amendement tendant à réduire de 100 millions de francs les crédits inscrits à l'article 21* (p. 5801) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Egalité des droits à la retraite du combattant ; droit des veuves de guerre et des ascendants ; retour à la proportionnalité des pensions d'invalidité inférieures à 100 % ; forclusions ; revision des conditions d'attribution de la mention « mort pour la France » ; retraite professionnelle au taux plein dès 60 ans aux prisonniers de guerre, aux anciens combattants et à ceux qui ont souffert des guerres ; pathologie de la captivité ; militaires ayant servi en Afrique du Nord ; anciens prisonniers du Viet-minh en Indochine ; nécessité de hâter l'établissement des barèmes et de réduire les délais d'instruction des demandes de pension ; problème des internés résistants et politiques* [2 novembre 1972] (p. 4568, 4569) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Lorrains et Alsaciens qui se sont installés en Algérie après 1870 ; urgence de réviser la loi de 1970 ; sa proposition pour l'indemnisation des biens perdus ; demande le transfert des capitaux français bloqués* [7 novembre 1972] (p. 4801) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *nécessité d'intensifier la modernisation des exploitations d'élevage afin de faire face à la concurrence due à l'élargissement de la Communauté européenne ; ne peut accepter le ralentissement de l'évolution des prix des produits agricoles, demande en contrepartie des aides directes de soutien aux agriculteurs les plus défavorisés ; insuffisance des moyens affectés à l'enseignement et aux équipements productifs agricoles ; révision cadastrale ,*

imposition au bénéfice réel ; remboursement intégral des anciens crédits de T.V.A. [14 novembre 1972] (p. 5170, 5171).

BEAUVERGER (Auguste)

Député d'Ille-et-Vilaine
(5e circonscription)
U.D.R.

En remplacement, le 8 février 1971, de M. Michel Cointat, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 9 février 1971] (p. 1401) ; [2 avril 1971] (p. 835).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [*J.O.* du 25 février 1971] (p. 1905) ; [2 avril 1971] (p. 835).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à certaines conditions d'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant le titre premier du Livre IV du Code de la santé publique, l'article L 404 du Code de la sécurité sociale et relative à l'organisation des professions médicales [29 juin 1972] (p. 3017).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant les titres II et V du Code de la famille et de l'aide sociale et relatif au régime des établissements recevant des mineurs, des personnes âgées, des infirmes, des indigents valides et des personnes accueillies en vue de leur réadaptation sociale : Art. 95 du Code de la famille et de l'aide sociale : *Son amendement tendant à compléter ce même alinéa par la phrase suivante : « ce décret devra tenir compte des qualités professionnelles et morales du personnel de direction de l'établissement »* [18 mai 1971] (p. 1945) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : SANTÉ PUBLIQUE ET TRAVAIL — III. — TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Problème des retraites, en particulier celle des femmes ; âge de la retraite* [27 octobre 1971] (p. 4992).

Mise au point au sujet de son vote : sur les amendements déposés au budget annexe des prestations sociales agricoles [17 novembre 1971] (p. 5853).

Décédé le 14 septembre 1972 [*J.O.* du 16 septembre 1972] (p. 9903).

Son éloge funèbre est prononcé [3 octobre 1972] (p. 3879, 3880).

BÉCAM (Marc)

Député du Finistère
(1re circonscription)
U.D.R.

En remplacement le 23 juillet 1969 de M. Michelet, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452).

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [16 septembre 1969] (p. 2279).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [17 septembre 1969] (p. 2335).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [3 octobre 1969] (p. 2492), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 1204) ; 2° le projet de loi relatif au bail rural à long terme (n° 1205) ; 3° le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) (n° 1206) ; 4° le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 1207) [10 juin 1970] (p. 2476) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles [19 décembre 1970] (p. 6734) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile [28 novembre 1972] (p. 5718).

Dépôts :

Son avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 908), adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, portant simplifications fiscales, n° **951** [9 décembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1426), adopté par le Sénat, relatif au stockage souterrain des produits chimiques de base à destination industrielle, n° **1474** [26 novembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 1526), adopté par le Sénat, relatif à la procédure à suivre en matière de contrôle international des pêches maritimes prévu par les conventions internationales, n° **1529** [10 décembre 1970].

Son rapport fait, au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1525), adopté par le Sénat, sur la pêche maritime modifiant le décret du 9 janvier 1852, n° **1530** [10 décembre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993), XIV. — Environnement, n° **2015** [8 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 963), adoptée par le Sénat, tendant à compléter l'article 851 du Code rural relatif au versement de l'indemnité due au preneur sortant, n° **2400** [8 juin 1972].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582), XIV. — Environnement, n° **2590** [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal : *Ses observations sur les dépôts dans les caisses rurales et ouvrières et dans les caisses de crédit libre ; problème de l'adaptation aux situations particulières de la politique d'encadrement du crédit ; nécessité de tenir compte des réalités régionales* [17 septembre 1969] (p. 2317, 2318).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la réforme de la Société nationale des chemins de fer français : *Egalité des conditions de concurrence ; qualités des cheminots ; contrôle de la capacité des chemins de fer ; question de la tarification ; rôle de service public de la S.N.C.F.; problème de la fiscalité ; taxe à l'essieu ; ses observations sur les services de remplacement pour les voyageurs ; exemple du département du Finistère ; importance du transport pour le développement économique des régions* [16 octobre 1969] (p. 2707, 2708).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Art. 7 : *Ses observations sur les produits pétroliers ou assimilés ; situation des serristes ; fabrication maraîchère intensive ; fuel domestique utilisé par les serristes ; déduction de la T.V.A.* [29 octobre 1969] (p. 3047) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, TRANSPORTS. — III. — MARINE MARCHANDE, TITRE IV : *Diminution des subventions d'aide aux productions maritimes ; situation des pêches maritimes ; déséquilibre de notre balance commerciale; préparation du VI^e^ Plan* [30 octobre 1969] (p. 3146) ; EDUCATION NATIONALE : *Crédits consacrés aux bourses d'enseignement ; cas du Finistère ; barème national de détermination du taux des bourses nouvelles ; situation des enfants d'agriculteurs ; gratuité de l'enseignement ; conditions d'une vraie liberté de l'enseignement ; enseignement des réalités régionales et des langues régionales* [13 novembre 1969] (p. 3644, 3645) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Disparition de l'exploitation agricole française ; régionalisation des mesures envisagées ; politique d'aménagement du territoire ; problème agricole breton ; travaux de remembrement dans les communes ; rôle des S.A.F.E.R. ; déficit de viande porcine ; subventions pour*

les bâtiments d'élevage ; taux de subvention préférentiel pour certaines régions ; problème des licences d'importations exigées pour la pomme de terre de consommation [19 novembre 1969] (p. 3995, 3996) ; TAXES PARAFISCALES : *Son amendement tendant à supprimer la ligne 58 concernant la taxe sur les volailles* [22 novembre 1969] (p. 4275) ; *harmonisation de cette taxe au niveau européen* (p. 4275, 4276) ;

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant simplifications fiscales, en qualité de *Rapporteur pour avis : Régime fiscal des mutations immobilières ; problème des immeubles ruraux ; simplification des recouvrements ; diminution du nombre des taux applicables ; droit de soulte ; ses observations sur les groupements agricoles d'exploitation en commun ; ses observations sur l'exigence d'un bail enregistré depuis trois ans ; acquisition d'immeubles destinés à l'habitation* [11 décembre 1969] (p. 4819, 4820) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe II-1° de cet article par de nouvelles dispositions (cas des acquisitions susceptibles d'améliorer la rentabilité des exploitations agricoles)* (p. 4822) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4822) ; *son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa du paragraphe II-5° b de cet article par une nouvelle disposition : « En tout état de cause, ce taux est applicable lorsque l'acquéreur est titulaire du droit de préemption institué à l'article 790 du Code rural »* (p. 4824) ; *avantages acquis par le fermier détenteur d'un bail de trois ans au minimum* (p. 4824) ; *lutte contre la fraude* (p. 4825) ; *problème du délai ; déclaration à l'enregistrement* (p. 4826) ; Art. 11 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe II de cet article, à supprimer les mots : « 1372 quinquiès »* (p. 4827).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Décision prise par le syndicat des boulangers du Finistère d'augmenter autoritairement le prix du pain ; blocage des prix ; suppression de la taxe complémentaire ; problème du bâtiment ; ses observations sur les interventions de l'Etat ; nécessité de débloquer les primes et les prêts pour sauver le secteur du bâtiment* [14 mai 1970] (p. 1708, 1709).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la fixation du prix du pain [15 mai 1970] (p. 1750).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant interdiction de la vente et de l'achat des produits de la pêche provenant des navires de plaisance, des engins de sports et des navires assujettis à l'obligation d'un permis de circulation, en qualité de *Rapporteur suppléant : Augmentation du nombre des plaisanciers ; raisons du présent texte* [19 mai 1970] (p. 1787, 1788) ; Avant l'Art. 1er : *Nécessité d'éviter le dépeuplement des fonds marins ; retrait de l'amendement de M. Hauret* (p. 1788) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Hauret* (p. 1789) ;

— du projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens, Art. additionnels : *Ses observations sur le dépôt d'un projet de loi sur les loyers ; examen d'une proposition de loi déposée depuis trois ans* [28 mai 1970] (p. 2098) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 1er : *Abaissement du taux de la T.V.A. pour les produits de transformation alimentaire ; crédit de T.V.A. ; ses observations sur les produits de confiturerie et les conserves de viande* [3 juin 1970] (p. 2206) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Développement régional ; aménagement du territoire ; problème du désenclavement de la Bretagne ; ses observations sur la façade maritime ; nombre des étudiants du Finistère* [17 juin 1970] (p. 2743) ;

— des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) ; 4° relatif aux groupements fonciers agricoles ; *Ses observations sur la question préalable déposée par M. Bayou sur le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier ; contradiction au sein même des oppositions ; ses observations sur les avantages fiscaux prévus dans le projet de loi* [26 juin 1970] (p. 3168, 3169) ; Statut du fermage et du métayage : *Ses observations sur la situation consécutive au décès du preneur ou à son refus à la suite d'une maladie grave* (p. 3201) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Suppression de l'allocation de salaire unique pour les hauts salaires ; allocation pour orphelins ; situation des veuves civiles* [28 octobre 1970] (p. 4860) ; *situation des handicapés ; ses observations sur les problèmes hospitaliers de la Réunion ; problème de la maison de retraite de l'hôpital de Quimper* (p. 4861) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — CRÉDITS CONCERNANT LA FONCTION PUBLIQUE : *Système des abattements de zone ; réponses faites par le Gouvernement à ce sujet ; possibilité de classer les chefs-lieux, pour le calcul de l'indemnité de résidence et des traitements, dans la même zone que la ville la plus favorisée du département* [13 novembre 1970] (p. 5492) ; EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur les bourses ; problème du premier cycle ; enseignement supérieur ; possibilité de prévoir des prêts d'honneur ; enseignement privé ; enseignement de langues régionales ; exemple du département du Finistère ; crédits affectés aux instituts universitaires de technologie ; exemple de celui de Quimper* [14 novembre 1970] (p. 5568, 5569) ; TRANSPORTS. — III. — MARINE MARCHANDE : TITRE VI : *Subventions pour l'équipement des bateaux de pêche artisanale ; groupement de gestion de patrons-pêcheurs dit « Groupement de Lesconil et de Loctudy »* [17 novembre 1970] (p. 5657) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Art. 10 : *Assujettissement à la patente des organismes coopératifs ; ses observations sur la coopérative de services* [9 décembre 1970] (p. 6348) ;

— du projet de loi relatif à la procédure à suivre en matière de contrôle international des pêches maritimes prévu par les conventions internationales, en qualité de *Rapporteur : Convention internationale sur l'exercice de la pêche dans l'Atlantique-Nord ; rôle de la commission des pêcheries du Nord-Est atlantique ; détermination des compétences pour la recherche des infractions dans les zones soumises au contrôle international* [15 décembre 1970] (p. 6534) ;

— du projet de loi sur la pêche maritime modifiant le décret du 9 janvier 1852, en qualité de *Rapporteur : Objet du projet de loi ; rappel des différentes étapes parlementaires* [15 décembre 1970] (p. 6535) ; *ses observations sur la suite de la discussion* (p. 6536) ; Art. 4 : *Détermination des sanctions qui pèseront sur les responsables de l'équipement des fonds marins ; mise en vente des produits saisis* (p. 6536) ; Art. 7 : *Ses observations sur les amendements déposés à cet article* (p. 6537) ;

— du projet de loi relatif au stockage souterrain des produits chimiques de base à destination industrielle, en qualité de *Rapporteur : Extension de la réglementation édictée en 1958 au stockage de produits chimiques de base ; rôle du préfet ; procédure d'exécution d'office ; absence de cautionnement* [15 décembre 1970] (p. 6538) ;

— sur le projet de loi modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés : *Ses observations sur le fait que l'enseignement privé serait réservé aux familles aisées ; compétence des maîtres de l'enseignement privé ; exemple du département du Finistère ; ses observations sur le fait que l'aide à l'enseignement privé serait un germe de division nationale ; coût de l'enseignement privé aux finances de l'Etat* [27 avril 1971] (p. 1474) ;

— du projet de loi relatif à diverses mesures en faveur des handicapés : *Prise en charge par la Sécurité sociale des handicapés âgés de plus de 20 ans ; allocations familiales pour infirmes majeurs ; demande si les arrérages des assurances de survie n'entrent pas dans le calcul des ressources à ne pas dépasser pour avoir droit à l'allocation* [6 mai 1971] (p. 1710) ;

— du projet de loi relatif à l'institution d'un versement à la charge de certains employeurs dans la région parisienne, Art. 1er : *Poids des salaires dans le prix de revient* [25 mai 1971] (p. 2050) ; *déficit des transports urbains dans les villes de province* (p. 2051) ;

— du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation : Ses explications de vote : *Dynamisme des organismes chargés de la construction des habitations à loyer modéré* [11 juin 1971] (p. 2772) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Possibilité d'éditer une brochure relative au Plan ; équipements publics ; nécessité d'indiquer les priorités essentielles ; ses observations sur l'extrême Ouest ; axe Rennes-Nantes ; danger de l'hyperdensité*

de la région parisienne [16 juin 1971] (p. 3014, 3015).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux exportations de volaille [18 juin 1971] (p. 3131, 3132).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Art. 2 : *Politique d'égalisation de la fiscalité ; situation des commerçants et des artisans dont les revenus sont très faibles ; renouvellement des forfaits de ces catégories ; problème de la retraite des non-salariés* [21 octobre 1971] (p. 4715) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : SERVICES DU PREMIER MINISTRE. - PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT : *Importance de la participation des collectivités locales et des investisseurs privés ; difficultés d'une politique de l'environnement ; dispositions fiscales discriminatoires qui freinent le développement des formes d'énergie moderne ; conséquences du développement des villes ; importance des opérations de remembrement* [8 novembre 1971] (p. 5510, 5511) ; TRANSPORTS : MARINE MARCHANDE : TITRE VI : *Enseignement maritime ; effectifs des écoles d'apprentissage de la pêche ; calcul de la subvention* [15 novembre 1971] (p. 5679) ; Commission mixte paritaire : *Situation des exploitations agricoles dont le chiffre d'affaires dépasse 500.000 F* [15 décembre 1971] (p. 6803) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de Sécurité sociale : *Situation des handicapés physiques ; cas des orphelins ; problème des veuves civiles ; retraite des commerçants et des artisans âgés* [1er décembre 1971] (p. 6272, 6273) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. Albert Bignon et Hoguet tendant à l'organisation de la profession d'expert en automobile : *Compétence de l'expert ; garanties données à l'usager* [15 décembre 1971] (p. 6806) ; Art. 2 : *Exercice de la profession par des personnes compétentes* [16 décembre 1971] (p. 6834) ; *protection de l'usager* (p. 6836) ; Art. 8 : *Conditions d'exercice de la profession* (p. 6840) ; *ses observations sur la modification du titre de cette proposition* (p. 6840) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à l'organisation de la profession d'expert en automobile : TITRE : *Ses observations à propos de l'amendement du Gouvernement ; saisine trop tardive des amendements du Gouvernement ; estime préférable de conserver le terme « profession »* [19 octobre 1972] (p. 4244) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions, Art. 15 : *Ressources de la région* [27 avril 1972] (p. 1146) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Son opposition à la question préalable* [16 mai 1972] (p. 1538) ; Après l'Art. 10 : *Plafond des ressources pour l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité* [18 mai 1972] (p. 1651) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, Art. 2 : *Humanisation des contacts entre l'administration et le public* [19 mai 1972] (p. 1747) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à amender l'ordonnance n° 67-813 du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole ; *Assouplissement du statut des coopératives ; adaptation à l'évolution économique ; prise de participation* [25 mai 1972] (p. 1917, 1918) ;

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal, Art. 508-3 du Code de l'administration communale : *Cas d'un agent inscrit au titre de la promotion sociale* [21 mai 1972] (p. 2049);

— de la proposition de loi tendant à compléter l'article 851 du Code rural relatif au versement de l'indemnité due au preneur sortant, en qualité de *Rapporteur : Son rapport* [23 juin 1972] (p. 2830 à 2833); Avant l'Article unique : *Son amendement (évaluation de l'indemnité en cas d'expertise)* (p. 2834); *ses observations* (p. 2834, 2835); Article unique : *Son amendement (délais de paiement de l'indemnité)* (p. 2836) ; *Ses observations* (p. 2836) ; *Son amendement (saisine du président du tribunal paritaire)* (p. 2836) ; *Retrait de deux amendements déposés à cet article* (p. 2836) ; TITRE : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre de la proposition de loi : « proposition de loi tendant à compléter les ar-*

ticles 849 et 851 du Code rural relatifs à l'évaluation et au paiement de l'indemnité due au preneur sortant » (p. 2837) ; Seconde délibération, Art. 2 : *Son amendement (saisine du président du tribunal paritaire)* (p. 2837) ; *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 851 du Code rural* (p. 2837) ; *son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa du texte proposé pour ce même article du Code rural* (p. 2838) ;

— du projet de loi relatif à la lutte contre les maladies des animaux et à leur protection : *La prophylaxie de la brucellose* [2 octobre 1972] (p. 3850).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'indemnité de résidence des fonctionnaires [6 octobre 1972] (p. 3973, 3974).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1973 : Après l'Art. 2 : *Ses observations sur les amendements de M. Colette ; modalités de détermination et d'imposition du bénéfice réel de l'exploitation agricole* [25 octobre 1972] (p. 4371) ; *application des abattements aux exploitations familiales* (p. 4372) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — I. — SERVICES GÉNÉRAUX. — PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT, en qualité de *Rapporteur pour avis : Analyse des crédits ; aspects économiques de l'environnement ; agences de bassin ; recouvrement des redevances ; diminution de la pollution dans l'agglomération parisienne ; Fos-sur-Mer, Dunkerque, exemple de Lyon ; suggestions de la Commission : doublement du budget pour la fin du VI^e Plan, création d'agences spécialisées dans la lutte contre la pollution atmosphérique et l'élimination des déchets ; masse de réserve pour pollutions accidentelles ; renforcement des délégations régionales ; demande le renforcement de la lutte contre le bruit et la protection des espaces verts ; aide aux collectivités locales pour les parcs régionaux ; augmentation de l'aide aux petites stations touristiques ; organisation de la chasse et équilibre cynégétique de la nature ; conférence de Stockholm* [27 octobre 1972] (p. 4486, 4487) ; TRANSPORTS — IV. — MARINE MARCHANDE : *Déficit de notre balance des pêches ; aide à la pêche artisanale ; action en faveur de l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes ; formation professionnelle maritime ; pensions servies aux veuves ; syndics des gens de mer* [3 novembre 1972] (p. 4682, 4683) ; AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE — I. — SECTION COMMUNE — II. AFFAIRES SOCIALES : *Se réjouit des mesures prises par le Gouvernement en faveur des veuves civiles et des personnes âgées* [6 novembre 1972] (p. 4747) ; *après la lutte pour le niveau de vie, lutte pour une société plus juste, plus humaine et plus responsable ; problème de l'agence nationale pour l'emploi ; placement des jeunes ; reclassement des personnes de 45 à 50 ans ; contrôle des annonces des journaux ; participation ; organisation des conditions de travail ; élections dans les entreprises* (p. 4748) ; TRANSPORTS — III. — AVIATION CIVILE : ETAT B, TITRE IV : *Difficultés de la société Rousseau-Aviation après son rôle de pionnier en Bretagne ; sa demande d'une aide* [8 novembre 1972] (p. 4891) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Déception des agriculteurs bretons vu l'absence de prime d'installation des jeunes agriculteurs dans les régions de l'Ouest : enseignement agricole ; aide à l'enseignement agricole privé ; fiscalité* [15 novembre 1972] (p. 5201) ; *problème des agriculteurs qui passent après les créanciers privilégiés lors des faillites (d'abattoir par exemple)* (p. 5202) ; AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Handicaps et chances de la Bretagne ; création d'emplois non agricoles par l'industrialisation ; effort sur le plan des communications et des télécommunications ; création de 40.000 emplois nouveaux d'ici la fin du VI^e Plan ; aide à l'équipement des zones industrielles ; villes moyennes ; Quimper ; sa demande de précisions sur le système des primes ; intervention du F.I.A.T. ; ports de pêche artisanale ; aménagement de l'aérodrome de Quimper* (p. 5419) ; ECONOMIE ET FINANCES. — CHARGES COMMUNES. — ETAT B. — TITRE III : *Son explication de vote ; Son vœu que l'intégration progressive de l'indemnité de résidence dans le calcul de la retraite soit accélérée ; demande un échéancier pour la suppression des abattements de zone relatifs à l'indemnité de résidence des fonctionnaires* [18 novembre 1972] (p. 5494, 5495).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au régime fiscal des élevages sans sol [10 novembre 1972] (p. 5011, 5012).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes : *Inadaptation de la formation ; problème de la discontinuité dans le déroulement d'une carrière ; importance des investissements sociaux* [21 novembre 1972] (p. 5557, 5558) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant amnistie de certaines infractions : Art. 1er, 3 et 4 : *Ses amendements tendant, dans ces articles, à substituer à la date du « 2 octobre 1972 » celle du « 1er septembre 1972 »* [22 novembre 1972] (p. 5585) ; *ses observations* (p. 5586, 5587).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au plan routier breton [8 décembre 1972] (p. 6031).

BÉGUÉ (Guy)

Député du Lot-et-Garonne
(2e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837) ;

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi n° 1188 relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [5 juin 1970] (p. 2302) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948 relative à la Cour de discipline budgétaire et financière [24 juin 1971] (p. 3408) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1971 [15 décembre 1971] (p. 6809) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2498 de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale [1er juillet 1972] (p. 3123).

Dépôts :

Sa proposition de loi portant réparation des dommages causés aux biens français perdus ou spoliés outre-mer n° 1113 [6 mai 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'artice 799 du Code rural, relatif aux conditions d'exercice du droit de préemption en cas d'aliénation, à titre onéreux, de biens ruraux, n° 1415 [28 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1972, n° 1993, Annexe n° 24. — Services du Premier Ministre. I. — Services généraux (Formation professionnelle et services divers). III. — Journaux officiels. IV. — Secrétariat général de la Défense nationale. V. — Conseil économique et social, n° 2010 [8 octobre 1971].

Sa proposition de loi tendant à permettre aux victimes de calamités agricoles de percevoir des acomptes sur le montant de l'indemnisation, n° 2328 [18 mai 1972].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1973, n° 2582, annexe n° 26. — Services du Premier Ministre, n° 2585 [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer, Art. 6 : *Problème de la réalisation de leurs biens par les bénéficiaires de la présente loi ; demande si les sûretés, une fois levées, les propriétaires de biens immobiliers pourront normalement les négocier* [9 octobre 1969] (p. 2567) ;

— des conclusions du rapport de la Commission spéciale sur la proposition de résolution tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale : *Rôle que la société moderne pourrait assigner au Parlement ; effacement du Parlement ; décalage entre le fonctionnement de l'institution parlementaire et la nature des choses ; nécessité d'un gouvernement fort ; possibilités pour le Parlement de devenir la chambre d'écho des grands problèmes du pays ; importance du règlement dans le monde actuel ; ses observations sur la loi et la loi-cadre ; possibilité de laisser à l'exécutif une grande latitude dans l'exécution des principes ; possibilité pour le Parlement d'apprécier les conséquences concrètes que les textes administratifs ont sur la vie des citoyens et des collectivités ; moyens de travail fournis aux parlementaires ; nécessité pour chaque parlementaire de disposer d'un personnel de secrétariat et d'un personnel chargé de collationner les informations* [23 octobre 1969] (p. 2860 à 2862).

Mise au point au sujet de son vote : *Sur l'amendement de M. Sabatier après l'article 17 de la première partie du projet de loi de finances pour 1970* [30 octobre 1969] (p. 3108).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Mécontentement paysan ; application de la loi d'orientation ; revenu des agriculteurs, notamment en Aquitaine ; prix européens ; portée du rapport Vedel ; crédit agricole ; politique en matière de prix ; politique des structures ; commercialisation ; enseignement ; formation ; construction du Marché commun* [18 novembre 1969] (p. 3937, 3938) ;

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance, Art. 1er : *Son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Claudius-Petit pour l'artice 314 du Code pénal (conséquences des voies de fait et destructions commises du fait d'un rassemblement interdit)* [29 avril 1970] (p. 1422) ; *référence aux textes fondamentaux qui définissent la notion de rassemblement et le droit de réunion* (p. 1422).

Mise au point au sujet de son vote : *Sur le projet de loi portant réforme du régime des poudres* [27 mai 1970] (p. 1982).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français, dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Solidarité nationale ; inventaire des biens perdus ; effort financier de l'Etat ; barème forfaitaire d'évaluation des biens indemnisables ; ses observations sur la loi du 26 décembre 1961 ; problème de l'intégralité de la réparation ; situation actuelle de l'économie ; création d'un fonds national d'indemnisation* [11 juin 1970] (p. 2497, 2498) ; Art. 56 : *Son sous-amendement tendant à substituer dans l'amendement de M. Mario Bénard aux mots : « cinq années » les mots : « dix années »* [12 juin 1970] (p. 2609) ; *possibilité pour le juge d'accorder des délais supplémentaires* (p. 2609) ; *son amendement tendant à compléter cet article par de nouveaux alinéas (aménagement des échéances par décision du juge)* (p. 2609) ; *problème des créances passées* (p. 2609) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Etablissement d'un calcul des prix agricoles contrôlés qui tienne compte des prix de revient ; sa question de savoir si le gouvernement est décidé à pondérer la notion de surface par la notion de qualité des terres et de type des cultures ; sociétés agricoles d'investissement foncier ; problème de l'accession à la propriété ; politique de spécialisation régionale ; formation des hommes ; enseignement agricole ; exemple du département du Lot-et-Garonne ; problème de l'adduction d'eau ; question de l'application de la patente aux coopératives d'utilisation de matériel agricole : problème des fruits et des stations de conditionnement ; ses observations sur les sociétés d'intérêt collectif agricole ; révision des règlements communautaires* [6 novembre 1970] (p 5309) ; *cadastre fruitier ; revenu cadastral* (p. 5310) ; ECONOMIE ET FINANCES — I. — CHARGES COMMUNES : *Contribution nationale à l'indemnisation des rapatriés* [17 novembre 1970] (p. 5721) ;

— du projet de loi portant institution d'un système de paiement mensuel de l'impôt sur le revenu : Art. 3 : *Rapports entre l'adminis-*

tration et les administrés ; sanction des fautes professionnelles ; pénalités infligées aux contribuables [13 mai 1971] (p. 1859) ; *solidarité nationale ; sa suggestion que le trop perçu qui n'aurait pas été remboursé à l'expiration du délai prévu produise au profit du contribuable un intérêt au taux légal jusqu'à la date du remboursement effectif* (p. 1860), Art. 6 : *Pluralité de dates de prélèvement* (p. 1862) ;

— du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, en qualité de *Rapporteur général suppléant :* Avant l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Halbout* [8 juin 1971] (p. 2536, 2537) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Sabatier* (p. 2537) ; Art. 3 : *Ses observations sur les amendements de MM. Neuwirth et Henri Lucas* (p. 2538) ; Art. 5 : *Cas de cessation de l'exploitation* (p. 2539) ; Projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente, Art. 9 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, après les mots : « ou les ministres intéressés » à insérer les mots : « et les préfets de région dans le cadre des textes relatifs à la déconcentration administrative qui leur en donnent compétence »* (p. 2551) ; *réalisation de la politique de formation professionnelle* (p. 2551) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par de nouvelles dispositions : « Ce document retracera également l'emploi de la participation à laquelle sont tenus les employeurs en application du titre V de la présente loi »* (p. 2552) ; *dépôt par le Gouvernement d'un document retraçant l'emploi des crédits affectés par l'Etat au financement des actions de formation professionnelle permanente* (p. 2552) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (répartition budgétaire des crédits correspondant aux charges assumées par l'Etat en application de l'alinéa 5 de l'article 9)* (p. 2552) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2553) ; *gestion paritaire des actions de formation professionnelle par les entreprises qui auront adhéré à un accord agréé ; diminution des taux en faveur des entreprises soumises à un accord* (p. 2553) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2554) ; Art. 16 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer au pourcentage « 1 % » le pourcentage « 0,80 % »* (p. 2555) ; Art. 16 : *Son amendement tendant, après le cinquième alinéa de cet article, à insérer un nouvel alinéa : « la contribution des employeurs définie au premier alinéa du présent article est calculée sans tenir compte de la participation financière éventuelle de l'Etat »* (p. 2559) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2559) ; *subventions directes versées par les employeurs à des organismes agréés s'occupant de la formation professionnelle* (p. 2561) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « sont agréés de plein droit les organismes déjà collecteurs de la taxe d'apprentissage et qui en consacrent une part à des actions de formation complémentaire »* (p. 2562) ; Art. 18 : *Son amendement tendant au début de cet article après les mots : « justifiées par » à insérer les mots : « l'employeur en »* (p. 2564) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « le versement » à rédiger ainsi la fin de l'alinéa : « auquel il est tenu en application de l'alinéa précédent est majoré de 50 %, sans que cette majoration puisse être inférieure à la moitié de la contribution due au titre de l'année considérée »* (p. 2564) ; *consultation du comité d'entreprise* (p. 2564) ; Art. 21 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du paragraphe II de cet article (cas de cession ou de cessation d'entreprise)* (p. 2565) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2565) ; Avant l'Art. 23 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le titre de la section IV : « Dispositions transitoires et diverses »* (p. 2566) ; Art. 48 : *Son amendement tendant à substituer au premier alinéa de cet article de nouvelles dispositions (amélioration de l'exercice des professions agricoles ; rôle de l'Etat)* (p. 2571) ; *formation dans le secteur agricole* (p. 2571) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « pour ce secteur professionnel » les mots : « par les professionnels de ce secteur »* (p. 2571) ; *responsabilité des professionnels du secteur agricole* (p. 2571) ; Après l'Art. 49 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (aide de l'Etat : lieu où est assurée la formation)* (p. 2571) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2571, 2572) ;

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, Art. 8 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel*

alinéa : « Sur le montant des sommes ainsi recueillies, 10 % du total seront obligatoirement affectés aux organismes agréés qui assurent le logement des retraités en zone rurale » [10 juin 1971] (p. 2695).

Mise au point au sujet de son vote : *Sur le budget des Anciens combattants* [25 octobre 1971] (p. 4840).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SERVICES DU PREMIER MINISTRE ; FORMATION PROFESSIONNELLE, JOURNAUX OFFICIELS, CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL, en qualité de *Rapporteur spécial : Usage des stupéfiants ; possibilité de créer sur ce sujet un organisme similaire au haut comité d'études et d'information sur l'alcoolisme ; ses observations sur les journaux officiels ; tarifs des annonces légales ou commerciales ; formation professionnelle ; instruments de la politique de formation* [25 octobre 1971] (p. 4840) ; *crédits de fonctionnement du fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale ; rémunération des stagiaires* (p. 4841) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Electrification rurale ; adductions d'eau ; aide aux groupements de producteurs ; ses observations sur les S.I.C.A. et les coopératives fruitières ; situation des C.U.M.A. des départements du Sud-Ouest ; crédits d'orientation du F.O.R.M.A. ; enseignement agricole ; problème des calamités agricoles* [16 novembre 1971] (p. 5754) ; *nécessité de modifier la loi de* 1964 *sur les calamités agricoles* (p. 5755) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971 : Après l'Art. 10 : *Egalité entre les éleveurs de veaux et les éleveurs de volailles ou de porcs* [7 décembre 1971] (p. 6457, 6458) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. — JOURNAUX OFFICIELS. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL, COMMISSARIAT GÉNÉRALE DU PLAN, en qualité de *Rapporteur spécial* pour la formation professionnelle et la promotion sociale, les Journaux officiels et le Conseil économique et social : *« Mini-budget » des charges communes ; expériences de documentation automatique par la Documentation française; haut comité pour la défense et l'expansion de la langue française ; Journaux officiels ; situation des fonctionnaires du centre interministériel de renseignements administratifs ; information auprès des salariés sur la formation professionnelle ; résultats de la politique de formation* [13 novembre 1972] (p. 5072) ; *analyse des crédits prévus pour 1973 ; participation de l'Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce à la rémunération des stagiaires ; nécessité de relations publiques, d'information en faveur de la formation professionnelle ; sa suggestion d'une étude de rationalisation de choix budgétaire sur les résultats de la politique de formation professionnelle* (p. 5073) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A ET B.A.P.S.A. : *Enseignement agricole ; révision de la loi de 1964 sur les calamités agricoles* [14 novembre 1972] (p. 5148) ; *sa proposition de loi tendant à institutionnaliser un système d'avance immédiate de 15 % sur l'indemnisation ; son idée d'assurance tous risques de l'agriculture* (p. 5149) ; *règlement des indemnités dues aux agriculteurs après les sinistres de mai et juin 1971* (p. 5149).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux attentats en Lot-et-Garonne [8 décembre 1972] (p. 6031, 6032).

BELCOUR (Henri)

Député de la Corrèze
(3e circonscription)
U.D.R.

En remplacement, le 13 août 1968, de M. Jacques Chirac, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* 14 août 1968] (p. 7918) ; [24 septembre 1968] (p. 2848).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [24 septembre 1968] (p. 2848).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [26 septembre 1968] (p. 2922), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969, Art. 9 : *Situation fiscale des propriétaires forestiers ; charges des exploitants ; ses observations sur les plantations de résineux* [9 décembre 1969] (p. 4725) ;

— du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes : Art. 8 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (montant des subventions attribuées aux communes fusionnées)* [3 juin 1971] (p. 2335) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1972 : *Taxe sur la valeur ajoutée appliquée au commerce d'animaux vivants* [6 décembre 1972] (p. 5935).

BÉNARD (François)

Député de l'Oise
(5e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

BÉNARD (Mario)

Député du Var
(2e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851).

Cesse d'appartenir à cette Commission [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie et du Plan [3 octobre 1969] (p. 2492), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1970 [11 décembre 1969] (p. 4863) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi n° 1188 relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [5 juin 1970] (p. 2302) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [25 juin 1970] (p. 3114) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [29 juin 1970] (p. 3310) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [23 juin 1972] (p. 2838).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 620) mettant en harmonie l'article 1953 du Code civil avec la Convention européenne du 17 décembre 1962 sur la responsabilité des hôteliers quant aux objets apportés par les voyageurs, n° 683 [29 avril 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission spéciale sur le projet de loi (n° 1188) relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France, n° 1233 [10 juin 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France, n° 1323 [26 juin 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission spéciale sur le projet de loi (n° 1315) modifié par le Sénat relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France, n° 1329 [26 juin 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 1341), rejeté par le Sénat en deuxième lecture, relatif à une contribution nationale à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France, n° 1342 [30 juin 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376), annexe n° 14 : Fonction publique, n° 1395 [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993), annexe n° 13 : Education nationale. — (Fonctionnement) annexe n° 25 : Fonction publique (Crédits des Services du Premier Ministre — 1. — Services généraux) (Crédits du Ministère de l'Economie et des Finances — I. — Charges communes), n° 2010 [8 octobre 1971].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 499 du Code de la sécurité sociale afin de supprimer tout délai de déclaration lorsqu'il s'agit d'une maladie professionnelle survenue avant l'inscription de celle-ci aux tableaux annexés au décret du 31 décembre 1946 relatif à l'application des dispositions du Livre IV du Code de la sécurité sociale, n° 2618 [9 novembre 1972].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582), annexe n° 21 : Education nationale (Fonctionnement), n° 2585 [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 7 : *Projet d'extension de la T.V.A. aux bateaux de plaisance ; caractère de la navigation de plaisance ; ses observations sur les régions où l'on construit ces bateaux ; possibilité de retarder la date d'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation et de prévoir l'instauration d'un taux intermédiaire* [19 juillet 1968] (p. 2345, 2346) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Attribution de l'indemnité particulière aux rapatriés ; subventions accordées aux rapatriés qui procèdent à un rachat de cotisations d'assurance-vieillesse au titre des activités professionnelles qu'ils exerçaient autrefois outre-mer ; validation gratuite de la période d'activité comprise entre le 1er avril 1938 et le 1er avril 1953 pour les salariés* [14 novembre 1968] (p. 4427).

Prend part à la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Ressources de la région ; déconcentration administrative ; participation des citoyens aux activités économiques et à l'élaboration du Plan ; responsabilité des régions ; fiscalité régionale ; problème des subventions ; ses observations sur les assemblées régionales ; question des subventions par grands secteurs ; ses observations sur les institutions régionales ; son souhait que dans le collège socio-professionnel la pyramide des âges des différentes catégories représentées soit à peu près reflétée ; collège des représentants des collectivités locales ; représentation des grandes agglomérations ; rôle des élus du suffrage universel ; participation des députés aux assemblées régionales ; rôle d'un député ; réforme du Sénat ; renouvellement progressif des générations politiques* [12 décembre 1968] (p. 5410 à 5412).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi mettant en harmonie l'article 1953 du Code civil avec la Convention européenne du 17 décembre 1962 sur la responsabilité des hôteliers quant aux objets apportés par les voyageurs, en qualité de *Rapporteur : Régime de responsabilité des hôteliers ; cas de la force majeure ; responsabilité de l'hôtelier en cas de dépôt d'objets de valeur ; distinction entre les objets précieux et les objets ordinaires ; pro-*

blème des frais d'assurance [6 mai 1969] (p. 1255) ; Avant l'Art. unique : *Dépôt des bagages* (p. 1256) ; *son amendement tendant à modifier l'article 1952 du Code civil : « les aubergistes ou hôteliers répondent, comme dépositaires, des vêtements, bagages et objets divers apportés dans leur établissement par le voyageur qui loge chez eux ; le dépôt de ces sortes d'effets doit être regardé comme un dépôt nécessaire »* (p. 1257) ; *ses observations sur son amendement* (p. 1257) ; *ses observations sur les amendements de M. Anthonioz ; responsabilité en cas de surveillance* (p. 1258) ; Art. unique : *Son amendement tendant à modifier l'article 1953 du Code civil (limite des dommages et intérêts dus aux voyageurs)* (p. 1259) ; *notion de cent fois le prix de location journalière du logement* (p. 1259) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « les limites prévues à l'article 1953, alinéa 2, sont de vingt-cinq fois le prix d'une journée d'hébergement pour les espèces monnayées, valeurs, titres, bijoux et objets précieux de toute nature sans pouvoir être inférieures à 1.000 F ; elles sont de cent fois ce prix pour les autres objets »* (p. 1259) ; *retrait de son amendement* (p. 1259) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article : « les aubergistes ou hôteliers ne sont pas responsables des vols ou dommages qui arrivent par force majeure, ni de la perte qui résulte de la nature ou d'un vice de la chose, à charge de démontrer le fait qu'ils allèguent »* (p. 1259) ; *cas où la responsabilité de l'hôtelier est écartée ; problème des véhicules automobiles* (p. 1259) ; en troisième lecture, sous le titre modifié de projet de loi tendant à modifier les articles 1952 à 1954 du Code civil sur la responsabilité des hôteliers, Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 1954 du Code civil par un nouvel alinéa : « par dérogation aux dispositions des articles 1952 et 1953, les aubergistes ou hôteliers sont responsables des objets laissés dans les véhicules placés sous leur surveillance à concurrence de dix fois le prix de journée d'hébergement »* [17 décembre 1969] (p. 5022) ; *conception du métier d'hôtelier ; problème de la responsabilité à l'égard du véhicule* (p. 5023) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer : *Apport fait par les rapatriés lors de leur réinstallation en France ; problème du moratoire ; question du transfert des charges ; problème de l'indemnisation ; sa question de savoir comment les organismes prêteurs rentreront dans leurs fonds ; ses observations sur le crédit agricole, le crédit hôtelier et le crédit foncier* [7 octobre 1969] (p. 2503) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (droits des créanciers en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens des débiteurs ou dans les cas de procédure de faillite ou de règlement judiciaire ouverte avant le 1er janvier 1968)* [9 octobre 1969] (p. 2564) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article : « Toutefois, en ce qui concerne les créances visées à l'article premier, ces productions ou admissions peuvent à titre exceptionnel être autorisées par le tribunal compte tenu des intérêts en présence »* (p. 2565) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) : *Calendrier des vacances scolaires ; inconvénients présentés par le raccourcissement des vacances d'été ; conséquence de la formule de vacances fractionnées ; mois de juin et de septembre insuffisamment exploités ; problème des dépôts d'ordures ; protection du patrimoine touristique ; sauvegarde de nos forêts ; protection de la région Provence-Côte d'Azur* [5 novembre 1969] (p. 3364, 3365) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Coût de l'agriculture ; maintien des prix agricoles ; ses observations sur les fleurs et les serres ; taux de la T.V.A. ; association nationale des propriétaires ruraux* [19 novembre 1969] (p. 3969, 3970) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969, Art. 10 : *Son sous-amendement tendant, dans le paragraphe XII de l'amendement du Gouvernement, après les mots : « financement d'opérations », à insérer les mots : « de reconstitution de forêts »* [9 décembre 1969] (p. 4748) ; *nécessité d'empêcher les défrichements abusifs ; utilisation d'une partie du produit de la taxe pour procéder à des reconstitutions de forêts ; retrait de son amendement* (p. 4748) ;

— du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault : *Valeur du texte ; rôle de l'Etat dans la distribution des actions ; leur cours ; modification des rapports sociaux au sein de l'entreprise* [16 décembre 1969] (p. 4966, 4967).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique écono-

mique et financière : *Succès du plan de redressement ; croissance régulière sans inflation ; politique budgétaire ; rythme de progression des dépenses publiques ; Fonds d'action conjoncturelle ; action de l'Etat ; ses responsabilités ; caractères d'une politique de conjoncture* [13 mai 1970] (p. 1677, 1678).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme du régime des poudres et substances explosives, Art. 5 : *Recevabilité de l'amendement de Mme Ploux au regard de l'article 40 de la Constitution* [26 mai 1970] (p. 1950) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. additionnels : *Ses observations sur un tableau d'administrateurs civils ; base légale du tableau* [3 juin 1970] (p. 2214) ;

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France, en qualité de *Rapporteur : Situation de nos compatriotes d'Algérie ; aide donnée pour leur réinstallation ; problème de l'indemnisation ; économie du projet de loi ; son aspect juridique ; indemnisation ayant le caractère d'une avance sur les créances détenues par les nationaux français ; problème d'une solution extra-budgétaire ; méthode du financement budgétaire ; caractère social du projet ; caractère personnel du droit à indemnisation ; ses observations sur la grille proposée à l'article 40 ; restitution de diverses prestations antérieurement perçues par les rapatriés* [11 juin 1970] (p. 2486, 2487) ; Avant le titre premier : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (caractère de l'indemnisation)* [12 juin 1970] (p. 2576) ; *notion d'avance* (p. 2576) ; Art. premier : *Ses observations sur les amendements du Gouvernement ; cas des frères et sœurs* (p. 2579) ; Art. 6 : *Sociétés de capitaux ; cas des sociétés familiales* (p. 2581) ; Art. 11 : *Cas ou l'indemnité versée par l'Etat expropriant ou spoliateur serait inférieure à l'indemnité qui résulterait de l'application du présent texte* (p. 2582) ; Art. 12 : *Son amendement tendant, après les mots : « n'a pas donné lieu », à rédiger ainsi la fin de cet article : « à une indemnisation au moins égale à celle qui résulterait de l'application des dispositions du présent texte »* (p. 2583) ; *son sous-amendement tendant, après les mots : « peut prétendre à un complément », à rédiger ainsi la fin de l'amendement du Gouvernement : « égal à la différence entre l'indemnité liquidée selon les dispositions de l'article 40 et l'indemnité déjà obtenue »* (p. 2583) ; *cas des rapatriés qui possédaient un bien dont ils ont été dépossédés mais pour lequel ils ont perçu une indemnité ; cas où l'indemnisation obtenue est inférieure à celle à laquelle la personne dépossédée aurait droit en application de la présente loi* (p. 2583) ; *situation du bénéficiaire d'une indemnisation qui perçoit plus tard une indemnité versée par l'Etat responsable de la dépossession* (p. 2584) ; Art 13 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2584) ; *situation des entreprises nationalisées par les Etats étrangers* (p. 2584, 2585) ; Art. 16 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa (1°) de cet article, à supprimer les mots : « ou d'usufruit »* (p. 2585) ; Art. 17 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « d'un barème » les mots : « de barèmes »* (p. 2586) ; Art. 22 : *Son amendement tendant à la fin de cet article à substituer aux mots : « qui en est fait » les mots : « qui en était fait »* (p. 2586) ; Art. 27 : *Réunion des éléments de preuve* (p. 2589) ; *appréciation de la valeur du bien* (p. 2589) ; Art. 28 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa (b) de cet article, à substituer aux mots : « au cours » les mots : « notamment lors »* (p. 2589) ; *cas des professions indépendantes et libérales* (p. 2589) ; Art. 29 : *Nécessité de réserver un traitement égal aux rapatriés* (p. 2590) ; Art. 30 : *Ses observations sur la fusion de l'agence de défense des biens et de la délégation pour l'accueil et le reclassement des rapatriés* (p. 2591) ; Art. 32 : *Ses observations sur les justifications demandées* (p. 2591, 2592) ; Art. 33 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « des besoins familiaux » les mots : « des charges familiales »* (p. 2592) ; Art. 34 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début de cet article : « dans chaque département une ou plusieurs commissions paritaires... »* (p. 2592, 2593) ; *cas des départements dans lesquels le nombre des dossiers de demandes d'indemnisation est très élevé* (p. 2593) ; *son amendement tendant, dans la première phrase de cet article, à substituer aux mots : « des bénéficiaires de la présente loi établis... » les mots : « des personnes susceptibles de bénéficier de la présente loi établies... »* (p. 2593) ; *son amendement tendant, à la fin de cet article après les mots : « sous la présidence du*

préfet », à insérer les mots : « du département dans lequel sont déposées le plus grand nombre de demandes » (p. 2593) ; *présidence de la commission interdépartementale* (p. 2593) ; Art. 35 : *Revision des listes de priorité* (p. 2593, 2594) ; Art. 36 : *Fixation d'un délai à l'agence pour l'instruction des demandes* (p. 2594) ; Art. 40 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2599) ; *calcul de la grille ; ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 2599) ; Art. 41 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2600) ; *nécessité de ne pas créer une inégalité de traitement entre les diverses catégories de rapatriés ; principe des restitutions ; ses observations sur l'amendement du Gouvernement ; limitation des déductions* (p. 2600, 2601) ; *détermination du taux* (p. 2602) ; Art. 42 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2602) ; Art. 43 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2603) ; Art. 44 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2603) ; *problème du moratoire ; cas des agriculteurs* (p. 2603, 2604) ; *aménagement des échéances* (p. 2604) ; Art. 46 : *Son amendement tendant, après le premier alinéa de cet article, à insérer de nouvelles dispositions (obligations des personnes physiques ou morales)* (p. 2606) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (conséquence pour les personnes physiques et morales d'avoir été privées des recours sur les biens de leurs débiteurs)* (p. 2607) ; *retrait de son amendement* (p. 2607) ; Art. 53 : *Son amendement tendant, à la fin de la deuxième phrase de cet article, à substituer au mot : « indemnisation » le mot : « agence »* (p. 2608) ; Art. 56 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « un délai n'excédant pas cinq années » les mots : « des délais renouvelables n'excédant pas cinq années au total »* (p. 2609) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2609) ; Art. 58 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « les recours contre les décisions administratives relatives à l'admission du droit à l'indemnisation, à la liquidation et au versement de l'indemnité sont portés devant... »* (p. 2610) ; *rôle des commissions du contentieux de l'indemnisation* (p. 2610) ; Art. 62 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article : « l'indemnisation accordée par l'Etat est susceptible de restitution »* (p. 2611) ; Art. 12 : *Son sous-amendement tendant après les mots : « peut prétendre à un complément » à rédiger ainsi la fin de l'amendement du Gouvernement : « égal à la différence entre l'indemnité liquidée selon les dispositions de l'article 40 et l'indemnité déjà obtenue »* (p. 2613) ; Titre : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre du projet de loi : « projet de loi relatif à la contribution nationale à l'indemnisation des Français... »* (p. 2615) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2615) ; **en deuxième lecture,** en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur ce texte* [29 juin 1970] (p. 3236, 3237) ; Art. A : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (attribution de la contribution nationale)* (p. 3240) ; *ses observations sur la notion d'avance* (p. 3240) ; Art. premier : *Son amendement tendant à reprendre pour le deuxième alinéa (1°) de cet article le texte adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale : « avoir été dépossédées, avant le 1er juin 1970, par suite d'événements politiques d'un bien mentionné au titre II de la présente loi et situé dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France »* (p. 3241) ; *conditions exigées pour ouvrir le droit à indemnisation* (p. 3241) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 3242) ; *ses observations sur le système de la « transparence » étendu aux filiales de certaines sociétés* (p. 3242) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le dernier alinéa du texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « Les porteurs de parts bénéficiaires ne peuvent prétendre à indemnisation »* (p. 3242) ; Art. 6 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 3242) ; Art. 8 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux chiffres : « 4, 5 et 7 » les chiffres : « 4 à 7 »* (p. 3243) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « Les biens appartenant à des personnes morales autres que les sociétés n'ouvrent pas droit à indemnisation »* (p. 3243) ; *problème des associations, congrégations et syndicats ; ses observations sur le système de la « transparence »* (p. 3243) ; Art. 11 : *Son amendement tendant, dans le texte de cet article, après les mots : « en droit ou en fait, la perte » à supprimer les mots : « totale ou partielle »* (p. 3243) ; *cas d'une dépossession partielle* (p. 3243) ; *son amendement tendant à compléter cet article par le dernier alinéa du texte adopté par*

l'Assemblée Nationale en première lecture (assimilation de l'expropriation d'immeubles prononcée en Algérie avant le 3 juillet 1962 à la dépossession visée par l'art. 11) (p. 3243); *ses observations sur les expropriations prononcées avant l'indépendance des Etats lorsque cette indépendance est intervenue avant le versement de l'indemnité d'expropriation ; théorie de la succession des Etats* (p. 3244) ; Art. 12 : *Son amendement tendant après les mots : « égal à la différence entre » à rédiger ainsi la fin du deuxième alinéa de cet article : « l'indemnité liquidée selon les dispositions de l'article 40 de la présente loi et l'indemnité déjà obtenue »* (p. 3245) ; Art. 16 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (indemnisation des biens agricoles)* (p. 3245) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3245) ; Art. 17 : *Son amendement tendant, pour le deuxième alinéa de cet article, à reprendre le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « la valeur d'indemnisation est établie forfaitairement à partir de barèmes fixés par décret en Conseil d'Etat en fonction de la situation des terres, de leur aménagement et des natures de culture ou d'activités »* (p. 3246) ; *consultation des organisations de rapatriés* (p. 3246) ; *composition des commissions chargées d'établir les barèmes* (p. 3246) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 3247) ; Art. 20 : *Son amendement tendant, pour le deuxième alinéa* (1°) *de cet article, à reprendre le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « de son droit de propriété »* (p. 3247) ; *question de savoir quels sont les droits autres que le droit de propriété dont le demandeur peut se trouver éventuellement spolié* (p. 3247) ; Art. 22 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (détermination de la valeur d'indemnisation des biens spoliés)* (p. 3247) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3247) ; Art. 24 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (indemnisation des terrains non agricoles non bâtis qui ont fait l'objet d'aménagements ou d'autorisations d'aménagement)* (p. 3247) ; *ses observations sur les terrains non agricoles non bâtis* (p. 3248); Art. 25 : *Ses observations sur les meubles laissés outre-mer* (p. 3248) ; Art. 26 : *Son amendement tendant après les mots : « l'existence de l'entreprise » à insérer les mots : « des résultats de son exploitation »* (p. 3256) ; *droit à indemnisation des biens des entreprises commerciales, industrielles et artisanales ; conditions de la justification des résultats d'exploitation* (p. 3256, 3257) ; Art. 27 : *Son amendement tendant à reprendre pour le deuxième alinéa de cet article, le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (modalités du calcul de la valeur d'indemnisation en fonction du chiffre d'affaires ou des bénéfices)* (p. 3257) ; *modalités du calcul de la valeur d'indemnisation des élément incorporels ; ses observations sur le montant des créances qui n'ont pu être recouvrées du fait de la dépossession* (p. 3257) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 3258) ; *cas où les renseignements comptables ou fiscaux ne peuvent être fournis* (p. 3258) ; Art. 28 : *Son amendement tendant à reprendre pour le dernier alinéa de cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (indemnisation au titre d'une profession non salariée)* (p. 3258) ; *cas des professions libérales* (p. 3258) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa* b) *de cet article à substituer aux mots : « cinq dernières années » les mots : « deux dernières années »* (p. 3258) ; Art. 32 *bis* : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3259) ; *ses observations sur la preuve* (p. 3259) ; Art. 39 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 3259) ; Art. 40 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (détermination du montant de l'indemnité)* (p. 3260); *ses observations sur la grille applicable pour le calcul des indemnités* (p. 3260) ; Art. 41 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer au mot : « avance » le mot : « indemnité »* (p. 3261) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa* (2°) *de cet article, à insérer un nouvel alinéa : « Le capital de reconversion visé par le décret n° 63-221 du 2 mars 1963 et la subvention de reconversion visée par l'arrêté du 10 mars 1962 »* (p. 3262) ; *conditions de restitution des prestations antérieurement perçues par les rapatriés ; modification du plafonnement de restitution* (p. 3262) ; Art. 43 : *Son amendement tendant, dans cet article, après les mots : « de la présente loi » à insérer les mots : « les prêts d'honneur non remboursés, ainsi que... »* (p. 3262) ; *réintégration dans la liste des prestations soumises à restitution des prêts d'honneur non rem-*

boursés (p. 3262) ; Art. 45 *bis* : *Problème du financement ; ses observations sur les bons négociables ; création d'un fonds national* (p. 3263, 3264) ; *individualisation des fonds prévus pour l'indemnisation des rapatriés* (p. 3264) ; Après l'Art. 45 *bis* : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « les indemnités attribuées en application de la présente loi n'ont pas le caractère de revenus pour l'assiette des impôts et taxes recouvrés au profit de l'Etat et des collectivités publiques »* (p. 3265) ; *retrait de son amendement* (p. 3265) ; Art. 46 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (situation des créanciers des personnes dépossédées qui ont été privés des recours qu'ils auraient pu exercer sur les biens de leurs débiteurs)* (p. 3265) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 3265) ; Art. 49 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « à l'article 48 » les mots : « aux article 48 et 48* bis *»* (p. 3266) ; *son amendement tendant après le deuxième alinéa de cet article, à insérer un nouvel alinéa (cas des associés des sociétés mentionnées à l'article 6 ; droits des créanciers de la nouvelle société)* (p. 3266) ; Art. 53 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (exécution des obligations financières mentionnées à l'article 2 de la loi du 6 novembre 1969)* (p. 3266, 3267) ; *caractère suspensif des recours formés par les rapatriés bénéficiaires de la présente loi qui contestent la décision dont ils ont fait l'objet* (p. 3267) ; Art. 60 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (recours en Conseil d'Etat par voie d'appel des décisions des commissions)* (p. 3269) ; *problème du contentieux* (p. 3269) ; Art. 66 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « d'un délai de quatre années » les mots : « de la prescription trentenaire »* (p. 3270) ; *ses observations sur les délais pour recouvrer les fonds qui auraient été attribués indûment à des rapatriés* (p. 3270) ; Titre : *Son amendement tendant à reprendre le titre adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « Relatif à une contribution nationale à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France »* (p. 3270) ; **en troisième et dernière lecture,** en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur ce texte* [30 juin 1970[(p. 3329) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — TOURISME : *Problèmes d'équipement des régions touristiques ; aménagement de la règle du butoir ; protection des sites forestiers ; problème des incendies ; problème des zones forestières protégées* [27 octobre 1970] (p. 4794) ; *situation des communes qui connaissent une forte fréquentation touristique ; insuffisance du fonds d'action locale ; ses observations sur le tourisme d'affaires ; sa question de savoir s'il existe un inventaire des équipements et des capacités d'accueil offertes au touriste d'affaires* (p. 4795) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problèmes posés par les produits horticoles et viticoles du Var ; concurrence italienne ; multiplication des expropriations* [7 novembre 1970] (p. 5371) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Problème des rapatriés : rôle du personnel affecté dans les préfectures et sous-préfectures au service des rapatriés ; problème des incendies dans le Var ; utilisation des corps de sapeurs-pompiers ; recrutement des sapeurs forestiers ; protection de la forêt méditerranéenne ; déconcentration des pouvoirs* [9 novembre 1970] (p. 5436, 5437) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — CRÉDITS CONCERNANT LA FONCTION PUBLIQUE, en qualité de *Rapporteur spécial : Part des dépenses de la fonction publique dans le budget de l'Etat ; nombre des fonctionnaires ; leur coût ; importance des charges sociales et des retraites ; répartition fonctionnelle ; répartition géographique ; évolution des effectifs* [13 novembre 1970] (p. 5480) ; *évolution de la masse salariale ; problème des rémunérations accessoires ou complémentaires ; ses observations sur le fait que la Cour des comptes mène une enquête sur les éléments qui concourent à l'enchérissement du coût des travaux d'équipement effectués par les collectivités locales ; problème des primes de rendement ; distorsion entre l'évolution des rémunérations et l'évolution du total formé par les rémunérations ; projet de réforme de l'Ecole nationale d'administration ; Centre des hautes études administratives sur l'Afrique et l'Asie modernes ; Institut international d'administration publique ; instituts régionaux d'administration* (p. 5481, 5482) ;

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales : *Nécessité pour les collectivités locales de travailler en liaison avec l'Etat : mission de coordination des préfets de région et de département ;*

problèmes du personnel ; répartition des responsabilités entre l'Etat et les communes ; renforcement des agents des collectivités locales ; conséquence des délégations consenties par les maires aux adjoints [25 novembre 1970] (p. 5901) ; *pouvoirs des préfets : ses observations sur la tutelle technico-économique ; intervention des services techniques de l'Etat en tant qu'agents d'exécution des collectivités locales* (p. 5902) ; *ses observations sur les paroles de M. Maurice Faure* (p. 5902) ;

— du projet de loi relatif à l'amélioration des structures forestières, Art. 17 : *Cas des forêts non rentables ; lutte contre les incendies de forêts ; aides de l'Etat* [26 novembre 1970] (p. 5968) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — FONCTION PUBLIQUE ET RÉMUNÉRATION, en qualité de *Rapporteur : Progression des rémunérations de la fonction publique par rapport au total des dépenses de l'Etat ; diminution des effectifs militaires ; dépenses de fonctionnement et dépenses en capital ; inégalité de la répartition des agents de l'Etat selon les ministères ou les administrations ; déséquilibre dans la répartition des compétences ; problème des rémunérations annexes ; ses observations sur les carrières ; problème des instituts régionaux d'administration* [25 octobre 1971] (p. 4847) ; *réforme de l'Ecole nationale d'administration ; multiplication des centres de préparation à l'E.N.A. ; diversification du recrutement sur le plan de la formation* (p. 4848, 4849) ; *création d'un troisième institut régional d'administration ; réforme de l'E.N.A.* (p. 4860) ; CRÉDITS MILITAIRES : *Rationalisation des choix budgétaires ; conception du Ministère de la Défense nationale en matière de déconcentration; système du contrôle* a posteriori; *problème du patrimoine immobilier* [2 novembre 1971] (p. 5179, 5180) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT : Titre VI : *Ses observations sur Porquerolles ; rapports entre les collectivités locales et l'Etat* [8 novembre 1971] (p. 5528) ; EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial : Dépenses de fonctionnement ; insuffisance de l'appareil statistique du Ministère de l'Education nationale ; conséquences de l'allongement de la scolarité et du développement des effectifs dans les enseignements secondaire et supérieur ; ralentissement de la progression des effectifs de l'enseignement secondaire ; formation des maîtres ; aides à la scolarisation et aux études ; proportion des bourses de l'enseignement secondaire* [9 novembre 1971] (p. 5543) ; *gratuité de l'enseignement pour la durée de la scolarité obligatoire ; transports scolaires ; nationalisation et étatisation d'établissements scolaires ; enseignement privé ; modernisation du contenu de notre enseignement ; enseignement technologique ; ses observations sur le nombre des filières et des sections* (p. 5544) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Ses observations sur le délai à l'expiration duquel les rapatriés ne peuvent plus déposer leurs dossiers de demande d'indemnisation ; prorogation de ce délai* [10 novembre 1971] (p. 5627) ; ECONOMIE ET FINANCES. — CHARGES COMMUNES : Titre III : *Son amendement tendant à réduire les crédits de 5.144.292 F* [17 novembre 1971] (p. 5828) ; *indemnisation de nos compatriotes d'outre-mer ; dépôt de leur demande d'indemnisation ; fonctionnement de l'agence des rapatriés* (p. 5828, 5829) ; *retrait de son amendement* (p. 5829) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Prorogation du délai accordé aux rapatriés pour le dépôt de leur dossier d'indemnisation* [4 mai 1972] (p. 1354) ; Après l'art. 13 : *Difficultés rencontrées par le corps des attachés principaux d'administration centrale ; validation de certaines nominations* (p. 1363) ; en deuxième lecture, Art. 7 : *Son amendement tendant à préciser que les dispositions de l'article 61 du Livre premier du Code du travail sont applicables aux recouvrements effectués conformément au paragraphe I du présent article* [14 juin 1972] (p. 2479) ; *problème de la quotité insaisissable des salaires* (p. 2480) ; Ses explications de vote (p. 2481) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial : Augmentation des dépenses de fonctionnement et diminution des dépenses d'équipement ; progression des dépenses de rémunération des personnels car accroissement et redistribution des effectifs et amélioration des traitements ; professeurs de collège d'enseignement technique ; professeurs d'enseignement général de collège ; amendement pour l'emploi au profit des P.E.G.C., des chefs d'établissements et des I.D.E.N. (inspecteurs départementaux de l'Education nationale) des crédits du chapitre 37-93 ; allongement de la scolarité « par les deux bouts »* [9 novembre 1972] (p. 4947,

4948) ; *amélioration des taux d'encadrement ; secteur préscolaire ; formation des maîtres ; aide à l'enseignement privé ; situation décourageante des transports scolaires ; nationalisation ou étatisation des établissements municipaux ; sa critique du barème des bourses qui répercute les injustice de notre système fiscal ; son désir d'une réforme complète du système d'attribution des bourses* (p. 4949, 4950) ; Etat B, titre III : *Réduction des crédits de ce titre affectés à la rémunération des professeurs agrégés n'existant pas encore et en contrepartie augmentation des parts de bourses ; inadaptation du barème des bourses et inutilisation de tous les crédits de ce titre ; demande des précisions sur la situation des professeurs de l'enseignement général des collèges, des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale et des chefs d'établissement* (p. 5031) : *retrait* (p. 5032) ; *ses observations contre les deux amendements de M. Andrieux de réduction des crédits de ce titre (insuffisance du programme de nationalisation des C.E.S. et C.E.G.)* (p. 5032) ; *participation de l'Etat aux frais de personnel des internats et demi-pensions des établissements nationaux du second degré* (p. 5033) ; TAXES PARAFISCALES : *Problème du comité national interprofessionnel de l'horticulture et la concurrence subie par notre production florale* [18 novembre 1972] (p. 5462) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1972, Après l'Art. 8 : *Son amendement tendant à demander au Gouvernement de distinguer, à partir de l'an prochain, la part des crédit de la dotation du chapitre 46-91 qu'il envisage de consacrer à la contribution à l'indemnisation et celle qu'il envisage de consacrer au moratoire* [6 décembre 1972] (p. 5942) ; *adoption contre l'avis d'un gouvernement* (p. 5943) ; Après l'Art. 9 : *Son amendement tendant à frapper de nullité les décisions des collectivités locales qui s'engagent à priori à ne pas mettre en cause la responsabilité des corps techniques de l'Etat dont elles sollicitent le concours* (p. 5944).

BENNETOT (Michel de)

Député du Finistère
(2e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 221), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu vice-président de cette Commission [2 octobre 1969] (p. 2434), [3 avril 1970] (p. 750), [6 avril 1971] (p. 923), [5 avril 1972] (p. 804).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341), I. — Ministère des Armées - Marine, **n° 395** [25 octobre 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 568) modifiant la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte, **n° 818** [8 octobre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822), Ministère d'Etat chargé de la Défense nationale - Marine, **n° 839** [17 octobre 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 891), modifié par le Sénat, modifiant la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de Mer et du corps des équipages de la flotte, **n° 898** [20 novembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de programme (n° 1361 rectifié) relative aux équipements militaires de la période 1971-1975, **n° 1372** [2 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376), Crédits du Ministère de la Défense nationale - VI. — Section Marine, **n° 1398** [14 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour

1972 (n° 1993), Crédits du Ministère de la Défense nationale — VI. Marine, n° 2013 [8 octobre 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux salaires des ouvriers et techniciens à statut ouvrier du Ministère des Armées : *Ses observations sur le texte du Protocole d'accord signé le 4 juin 1968 ; cas des salaires du personnel précaire, dit en régie directe ; nécessité de relancer l'expansion économique des régions où sont implantés les arsenaux ; cas du Finistère ; rétablissement de la clause consistant à prévoir dans les adjudications relatives aux navires militaires livrés à la démolition que celle-ci devrait être effectuée sur le territoire français ; calendrier du dépôt des projets de loi portant organisation des autres catégories de personnel de la Défense nationale* [19 juillet 1968] (p. 2384, 2385) ;

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 15 : *Délivrance des titres de docteur ; possibilité d'admettre l'équivalence entre l'étude approfondie d'un sujet unique et la réunion de plusieurs études portant sur des sujets distincts ; ses observations sur le travail d'équipe ; question de la thèse ; nécessité d'écarter l'attribution collective fondée sur la production d'un mémoire unique du titre de docteur* [10 octobre 1968] (p. 3199, 3200) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article : « les titres de docteur sont conférés après soutenance d'une thèse ; celle-ci peut traiter d'un sujet unique de recherche ou bien de sujets distincts ; elle peut résulter d'un travail individuel ou collectif inédit ou ayant déjà fait l'objet de publication. Dans le cas où la thèse est issue d'un travail collectif sa rédaction doit demeurer une œuvre personnelle »* (p. 3202) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3202) ; *retrait de son amendement* (p. 3205) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, DÉPENSES MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Budget de la Marine ; ses observations sur les sous-marins lance-engins ; programme de renouvellement de nos forces navales ; construction de corvettes ; ses observations sur les porte-avions ; version navale du Mirage-G ; abandon du programme Mandragore ; solde des sous-officiers et officiers mariniers ; situation des officiers d'administration* [30 octobre 1968] (p. 3743, 3744).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur la politique militaire : *Information des Français sur la politique militaire de la nation ; recrutement des écoles militaires ; coût du budget des armées ; nature de nos armements ; applications militaires de l'énergie atomique ; œuvre de la IVe République ; dépenses relatives à la force nucléaire stratégique ; rythme de construction des sous-marins lance-engins ; portée de nos missiles en particulier du M.S.B.S. ; ses observations sur la démonstration du général Ailleret* [5 décembre 1968] (p. 5147 à 5149) ;

— sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Réforme de l'administration ; distinction entre les décisions ; administration parisienne ; nombre des anciens élèves de l'Ecole nationale d'administration en poste à Paris ; nécessité de mettre fin au mythe de la carrière privilégiée ; fixation des limites régionales ; ses observations sur l'Ouest de la France ; constitution d'une région unique groupant les départements du Finistère, des Côtes-du-Nord, du Morbihan, de l'Ille-et-Vilaine, de la Mayenne, de la Loire-Atlantique et de la Vendée* [12 décembre 1968] (p. 5409, 5410).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officier de l'armée de Mer et du corps des équipages de la flotte, en qualité de *Rapporteur : Modification de la structure de plusieurs corps d'officiers de l'armée de Mer ; principe du « recrutement homogène » ; promotion du personnel des équipages de la flotte ; nombre de candidats admis à l'Ecole navale ; ses observations sur le fait que le personnel des équipages de la flotte ne peut accéder qu'en très petit nombre au corps des officiers de marine ; modalités pratiques de la réforme ; classement des officiers dans les différents corps de l'armée de Mer ; possibilité de sélectionner, dans le corps des équipage de la flotte, des éléments qualifiés capables d'assumer des fonctions d'officiers de marine ; mise en extinction du corps des officiers des équipages ; rythme d'avancement des officiers ; création d'un corps d'officiers techniques ; suppression du grade d'officier technicien de troisième classe ; fixation de la limite d'âge ; cas du personnel navigant de l'aéronautique navale* [22 octo-

bre 1969] (p. 2816 à 2818) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 2819) ; *problème des nominations* (p. 2819) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (recrutement des officiers techniciens de la marine)* (p. 2819) ; *problèmes des limites d'âge* (p. 2819) ; Article 7 : *Droit au congé du personnel navigant* (p. 2820) ; Art. 8 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « sauf les corps d'ingénieurs »* (p. 2820) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer la première phrase du deuxième alinéa de cet article* (p. 2821) ; *ses observations sur l'ouverture du dernier concours d'admission à l'école des élèves officiers de marine* (p. 2821) ; *son amendement tendant dans cet article à substituer aux mots : « Ministère des Armées » les mots : « Ministre d'Etat chargé de la Défense nationale »* (p. 2821) ; *son amendement tendant, dans le septième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « où ils sont entrés eux-mêmes en école de formation » les mots : « où ils ont été eux-mêmes admis au concours d'entrée à l'école de formation »* (p. 2821) ; Art. 10 : *Son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article à substituer à la date « 1er janvier 1970 » la date « 1er juillet 1970 »* (p. 2822) ; *situation des officiers de deuxième classe des équipages de la flotte de réserve* (p. 2822) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer au mot : « publication » le mot : « promulgation »* ; Art. 11 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel article : « Pour l'application de l'article L 16 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, le corps de référence sera le corps des officiers de marine »* (p. 2822) ; *extinction du corps des officiers des équipages ; ses observations sur le fait que le Gouvernement accepte, dans l'application du Code des pensions militaires, de prendre pour corps de référence des officiers des équipages de la flotte le corps des officiers de marine* (p. 2822) ; Art. additionnel : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article : « Sont réputés accomplies au titre du premier concours d'entrée à l'école militaire de la flotte, les épreuves du concours d'admission, en 1969, au « cours de formation d'officiers de marine »* (p. 2822) ; *validation du concours d'admission aux écoles de formation d'officiers de marine* (p. 2822) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Règles de subordination des officiers et des officiers techniciens aux officiers des autres corps navigants ; modifications faites par le Sénat ; avancement du personnel en activité ; échelle indiciaire du personnel ; niveau des retraites* [25 novembre 1969] (p. 4336, 4337) ; Art. 1er : *Son amendement tendant au début du troisième alinéa de cet article à supprimer les mots : « et à ancienneté égale »* (p. 4338) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa de cet article* (p. 4338) ; Art. 9 : *Ses amendements tendant, dans le troisième alinéa et dans l'avant-dernier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « intégrés parmi les... » les mots : « admis dans le corps des... »* (p. 4338) ; *son amendement tendant, dans l'avant-dernier alinéa de cet article à substituer aux mots : « parmi eux » les mots : « dans ce corps »* (p. 4338) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article à substituer aux mots : « de la branche des » les mots : « du corps des » et en conséquence à substituer aux mots : « de cette branche » les mots : « de ce corps »* (p. 4338) ; *son amendement tendant à la fin du dernier alinéa de cet article à substituer aux mots : « être intégrés avec leur grade et leur ancienneté de grade parmi les officiers de marine » les mots : « être admis avec leur grade et leur ancienneté de grade dans le corps des officiers de marine »* (p. 4338) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à substituer aux mots « de la branche « officiers des équipages de la flotte » les mots : « du corps des officiers des équipages de la flotte » et en conséquence à substituer aux mots : « de cette branche » les mots : « de ce corps »* (p. 4338) ; *son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « pour l'application de l'article L 16 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, le corps de référence sera le corps des officiers de marine »* (p. 4338) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Ses observations sur le Centre national pour l'exploitation des océans et la Délégation générale à la recherche scientifique et technique ; évolution des crédits d'investissement du CNEXO ; programme « Océan » ; crédits consacrés à la recherche et au développement ; renforcement de la liaison entre le D.R.M.E. et la D.G.R.S.T. ; ses observations sur le fonds de la recherche ; rôle des comités ; durée d'exécution des contrats* [6 novembre 1969] (p. 3461, 3462) ; CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Etat de*

réalisation du deuxième plan à long terme ; mise en place de la force nucléaire stratégique ; ses observations sur le premier sous-marin lance-engins ; construction des vecteurs et des missiles à charge nucléaire ; mise en place de l'infrastructure ; âge de la plupart des bâtiments ; nécessité d'accroître les moyens dont dispose la marine ; problème des effectifs ; centre d'expérimentation du Pacifique ; conséquence de la fermeture de la base de Mers-el-Kébir ; situation des sous-officiers ; cas des électroniciens et des radio-dépanneurs ; intégration des ingénieurs de direction de travaux de plusieurs branches dans le corps des ingénieurs des Etudes techniques de l'armement ; institution d'un corps nouveau pour les directeurs de travaux maritimes ; situation des officiers d'administration [17 novembre 1969] (p. 3835, 3836) ;

— du projet de loi portant rattachement de la gendarmerie maritime à la gendarmerie nationale, Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (composition de la gendarmerie maritime)* [4 décembre 1969] (p. 4636) ; *organisation de la gendarmerie maritime* (p. 4636) ;

— du projet de loi portant réforme du régime des poudres et substances explosives : *Justesse du raisonnement du ministre ; opinion des syndicats ; inquiétude que suscite cette réforme parmi les personnels civils de la Défense nationale ; critiques de la solution qui consisterait à créer un établissement public à caractère industriel et commercial ; choix de la société nationale à capital d'Etat majoritaire ; problème de la poudrerie de Pont-de-Buis ; son vote sur le projet de loi* [26 mai 1970] (p. 1935, 1936) ; Art. 5 : *Conditions de travail des ouvriers des établissements apportés à la société ; options qui leur sont faites* (p. 1949) ; *son sous-amendement tendant à rédiger ainsi le dernier alinéa du paragraphe II du texte proposé par l'amendement de M. Debré : « Les modalités d'application de la mise à la disposition de la société des diverses catégories de personnels visés aux paragraphes I, II et III ci-dessus seront fixées par décret »* (p. 1949) ; *application des textes régissant le départ anticipé des ouvriers de la Défense nationale* (p. 1949) ;

— du projet de loi relatif au service national, Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les dispositions suivantes : « soit, pour exercer pour les appelés issus des écoles de la marine marchande, les fonctions de chef de quart dans la marine nationale »* [10 juin 1970] (p. 2408) ;

— du projet de loi de programme relative aux équipements militaires de la période 1971-1975, en qualité de *Rapporteur : Exécution de la première et de la deuxième loi de programme ; originalité du projet de troisième loi de programme ; ventilation des crédits ; ses observations sur l'augmentation des coûts des matériels d'armement ; effort fiscal consenti au profit des budgets militaires ; dépenses consacrées à l'armement nucléaire ; dépenses affectées aux forces conventionnelles ; niveau des dépenses militaires ; modernisation de nos forces armées ; ses observations sur les premiers missiles du type S.S.B.S., le sous-marin « Le Redoutable », les missiles M.S.B.S. ; comparaison entre les délais de mise en place des matériels et les prévisions ; ses observations sur les chars AMX 30, les Jaguar et les Mirage ; problème des forces aéronavales ; caractère de notre force de dissuasion ; ses observations sur les sonars chargés de débusquer les sous-marins ; importance des sous-marins lance-missiles ; continuité de la politique militaire française* [6 octobre 1970] (p. 4110 à 4113) ; *ses observations sur les paroles de M. Rocard* [7 octobre 1970] (p. 4144) ; *crédibilité des différents vecteurs de la force nucléaire stratégique ; progrès de la détection ; ses observations sur les Mirage et les S.S.B.S. ; tableau des ouvertures d'autorisations de programme ; ses observations sur le poste « Etudes des forces aériennes » ; ses observations sur le M 53 et le Larzac ; utilisation des Mirages IV ; rôle des chars AMX 30 ; problème du quatrième sous-marin lance-missiles ; dépassement des autorisations de programme de la deuxième loi de programme ; ses observations sur le Super-Frelon ; problème du commandement* [8 octobre 1970] (p. 4191 à 4192) ; Art. unique : *Son amendement tendant à la fin de cet article à substituer aux mots : « tableau annexé à la présente loi » les mots : « tableau ci-dessous »* (p. 4197) ; *insertion du tableau des ouvertures de programme dans le corps du texte de loi* (p. 4197) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (dépôt par le Gouvernement d'un compte rendu de l'exécution de la loi de programme)* (p. 4200) ; *ses observations sur son amendement ; dépôt d'un compte rendu global d'exécution en 1975* (p. 4200) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur les sous-marins nucléai-*

res lance-missiles ; édification de la base de l'île Longue ; question de la vulnérabilité des sous-marins en raison des progrès de la détection [27 octobre 1970] (p. 4754) ; *problème des communications avec les sous-marins nucléaires lance-missiles ; problème des vedettes ; comparaison de la situation présente de la flotte française avec celle d'autres marines européennes ; situation des officiers ; école militaire de la flotte ; cas des officiers techniciens ; formation des équipages de sous-marins nucléaires lance-engins* (p. 4755, 4756) ; *situation des officiers d'administration ; ses observations sur les arsenaux de la marine ; problème du plan de charge ; ses observations sur l'arsenal de Brest ; cas du personnel en régie directe ; problème des pensions de réversion* (p. 4773) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Ses observations sur le budget du Centre national d'exploitation des océans* [30 octobre 1970] (p. 4991) ; *applications industrielles des recherches de ce centre ; utilité de l'intervention de l'homme dans le milieu marin ; recherche des minéraux et fossiles et des nodules polymétalliques ; exploitation de la matière vivante* (p. 4992) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : CRÉDITS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Force nucléaire stratégique ; utilisation des sous-marins ; construction de la corvette* Aconit *et des trois frégates F 67 ; ravitailleur de munitions* Achéron ; *croiseur* Colbert [2 novembre 1971] (p. 5164) ; *école militaire de la flotte ; situation des sous-officiers ; calcul des retraites pour les officiers et les sous-officiers ; problème des chefs d'équipe exinmatriculés* (p. 5165) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, après l'Art. 10 : *Son sous-amendement tendant à modifier l'amendement du Gouvernement relatif au montant de la taxe spéciale* [7 décembre 1971] (p. 6465) ; *définition du tarif de la patente* (p. 6465) ; *son sous-amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'amendement du Gouvernement* (p. 6466) ;

— du projet de loi portant statut général des militaires : *Problème du contingent ; distinction entre le domaine réglementaire et le domaine législatif* [2 mai 1972] (p. 1245, 1246) ; *réorganisation des corps d'officiers de l'armée de Mer ; liberté d'association ; liberté d'expression* (p. 1247) ; *situation des veuves et des orphelins des militaires décédés à l'occasion du service* (p. 1248) ; Art. 3 : *Définition, par la loi, des statuts particuliers* (p. 1259, 1263) ; Art. 9 : *Association amicale des anciens élèves de l'Ecole navale* [3 mai 1972] (p. 1280) ; *possibilité pour le ministre de demander à un militaire de démissionner d'un groupement antimilitariste* (p. 1283) ; Art. 33 : *Promotion des officiers techniciens de la marine* (p. 1298) ; Art. 39 : *Son amendement* (p. 1300) ; En deuxième lecture : *Sa question de savoir si les sous-officiers, ayant plus de quinze ans de service et se trouvant à l'échelle 4, pourraient bénéficier de la revalorisation de la situation des fonctionnaires de la catégorie B ; droit d'association* [14 juin 1972] (p. 2450 à 2452) ; Art. 9 : *Son amendement relatif à l'exercice du droit d'association* (p. 2455) ; *son amendement tendant à supprimer les trois premiers alinéas de cet article* (p. 2455) ; *ses observations* (p. 2455) ; *rôle du Conseil supérieur de la fonction militaire* (p. 2458) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, DÉPENSES MILITAIRES : *Choix de l'appareil de l'aviation embarquée ; plan naval ; études sur l'armement nucléaire sous la IVe République à la demande de ministres socialistes ; personnel ; rattrapage indiciaire des officiers mariniers et des sous-officiers ; promotion sociale des sous-officiers ; problèmes relatifs aux personnels civils des armées ; rémunérations des corps techniques* [8 novembre 1972] (p. 4864, 4865); DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Crédits du Centre national d'exploration des océans insuffisants ; C.N.E.S. (Centre national d'études spatiales) ; lanceur lourd ; Europa III ; autonomie technologique de l'Europe* [9 novembre 1972] (p. 4941) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1972, après l'Art. 12 : *Son amendement tendant à modifier les conditions de nomination dans le grade d'enseigne de vaisseau de première classe des officiers provenant de l'école militaire de la flotte pour la promotion de 1969-1970* [6 décembre 1972] (p. 5949, 5950).

BENOIST (Daniel)

Député de la Nièvre
(1re circonscription)
F.G.D.S., puis S.

VICE-PRÉSIDENT
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé Vice-Président de l'Assemblée Nationale [4 avril 1972] (p. 787, 789).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2211), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2498 de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale [1er juillet 1972] (p. 3123) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce (n° 2750) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à l'organisation de la recherche, de l'information et de la fabrication pharmaceutiques, n° 414 [31 octobre 1968].

Sa proposition de loi relative aux hôpitaux publics, n° 415 [31 octobre 1968].

Sa proposition de loi relative au développement de la médecine de groupe et d'équipe, n° 416 [31 octobre 1968].

Sa proposition de loi modifiant la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 relative à la régulation des naissances, n° 497 [4 décembre 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES : *Budget de la Santé publique ; organisation de la médecine ; conséquence du système libéral ; manque de crédits ; objectifs du Ve Plan ; situation des hôpitaux ; manque de personnel ; ses observations sur le personnel infirmier et le personnel médical ; avenir des jeunes médecins ; scandale de l'industrie pharmaceutique ; nécessité de créer un institut national de la recherche pharmaceutique et un institut national d'information pharmaceutique* [6 novembre 1968] (p. 3980 à 3982) ; TRANSPORTS. — SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES : *Ses observations sur l'intervention de M. Dumortier ; nombre des tués lors des retours de vacances ; bilan du dernier week-end de la Toussaint ; possibilité de faire circuler sur les grands axes routiers les voitures de tourisme ; éventualité de confier au réseau ferroviaire le soin de transporter sur des plates-formes les camions et les remorques qui arrivent dans les grands centres et dans les grandes gares de dispatching ; le secours immédiat sur la route ; existence en France de six établissements hospitaliers équipés pour recevoir les blessés de la route* [7 novembre 1968] (p. 4115, 4116).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Réforme du Sénat consistant en réalité en une opération politique ; régime de la Chambre unique ; mode d'élection et renouvellement du mandat des sénateurs ; rôle du Sénat dans l'appareil législatif ; composition du nouveau Sénat ; ses observations sur le département ; referendum ; réforme préconisée par le Sénat lui-même ; consultation référendaire violant une nouvelle fois la Constitution ; enquête entreprise par le Gouvernement ; ses observations sur le Conseil économique et social* [12 décembre 1968] (p. 5385 à 5387).

Mise au point au sujet de son vote *sur l'approbation de la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale* [17 septembre 1969] (p. 2297).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Marcus, Mazeaud, Spénale, Barrot, Mme Vaillant-Couturier et M. Peyrefitte relatives à la drogue : *Recrudescence constatée depuis les événements de 1968 ; information, prévention, traitement ; dangers présentés par le film « More » ; création de centres de cure et de postcure* [24 octobre 1969] (p. 2944).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Absence d'une politique globale de la santé publique ; échec du Ve Plan en matière de santé publique et d'investissements hospitaliers ;*

plein-temps hospitalier ; situation du personnel infirmier ; régime des médecins conventionnés ; enseignement médical [21 novembre 1969] (p. 4176, 4177) ; *nombre des médecins ; réforme des régimes de sécurité sociale ; « fiscalisation » de la sécurité sociale ; nécessité de créer un conseil national de santé tripartite ; ses observations sur les cabinets de groupe ; décentralisation de la gestion des hôpitaux publics ; création d'un institut national de recherche et d'un office public de documentation ; pléthore de médicaments ; médecine préventive sociale ; centres sociaux et socio-culturels ; médecine scolaire* (p. 4177, 4178) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 14 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à substituer aux 2°, 3° et 4° alinéas de cet article un nouvel alinéa : « Ces caisses confient le soin d'assurer pour leur compte les services des prestations prévues par la présente loi à des organismes régis par le Code de la mutualité »* [3 décembre 1969] (p. 4576) ;

— du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré : *Causes d'accidents sur les routes ; conditions de fixation du taux à partir duquel commencera la pénalisation ; travaux de l'académie de médecine ; régions où les accidents sont les plus nombreux ; absence d'une véritable politique de prévention contre l'alcoolisme ; ses observations sur le fait que les conducteurs buveurs occasionnels sont les plus fréquemment trouvés en état d'alcoolisme ; ses observations sur la définition de l'état alcoolique fixé au niveau rigide de 0,80 pour 1000 ; conclusion d'une étude réalisée par le centre de recherche du service de santé des armées de Lyon ; opinion du docteur Fréjaville ; taux d'alcoolémie appliqués en Europe ; ses observations sur le fait que le taux d'alcoolémie de 0,80 gramme est trop bas pour constituer le seuil de pénalisation ; importance de la manière dont sera relevée l'infraction* [16 avril 1970] (p. 1104 à 1106) ; *son sous-amendement tendant dans le premier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Mazeaud à substituer aux mots : « à 0,80 pour 1000 », les mots : « à 1 gramme pour 1000 »* [21 avril 1970] (p. 1198) ; *seuil à partir duquel on pourra dire qu'un individu est en danger sur la route ; exemple de l'Angleterre ; cas de deux individus de poids différent et ayant absorbé la même dose d'alcool* (p. 1198) ; son rappel au règlement : *Ses observations sur sa demande de scrutin public sur son sous-amendement* (p. 1199) ; Art. 1er : *Son sous-amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L premier du Code de la route, par l'amendement de M. Mazeaud, à substituer aux mots : « 0,80 pour 1000 », les mots : « 1 gramme pour 1000 »* [22 avril 1970] (p. 1214) ; *seuil de la pénalité* (p. 1216).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au service de santé scolaire [29 avril 1970] (p. 1376, 1377).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Problème de la santé publique et de la sécurité sociale ; réforme hospitalière ; soutien de l'Etat aux cliniques privées ; équilibre de la sécurité sociale ; durée moyenne de l'hospitalisation en France ; industrie pharmaceutique ; causes du déficit des prestations de la sécurité sociale ; consommation médicale ; amélioration de la situation des personnes âgées* [17 juin 1970] (p. 2764 à 2766) ;

— du projet de loi de programme relative aux équipements militaires de la période 1971-1975 : *Déséquilibre entre l'effort d'armement et l'effort de paix ; problème de la limitation des armements ; déséquilibre entre notre effort militaire et notre effort d'armement ; problème des livraisons d'armement ; vente d'armes à l'Irak, à l'Espagne et à la Libye ; déséquilibre entre l'effort de défense nationale de la France et son effort de développement économique et social ; équipement militaire ; comparaison entre les dépenses militaires de la France et celles des principaux pays occidentaux* [8 octobre 1970] (p. 4183) ; *problème des dépassements de crédits ; comparaison entre le montant des budgets militaires et celui des comptes rendus du Ministère de l'Economie et des Finances à la fin de l'exécution des budgets ; déséquilibre entre l'armement nucléaire et l'armement classique ; équipement en chars lourds AMX 30 ; lancement d'un dragueur océanique* (p. 4184) ; *ses observations sur les constructions annexes de la base de Mururoa* (p. 4185);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES - SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Nécessité d'une politique globale de la santé ; réorganisation de l'hospitalisation* [28 octo-

bre 1970] (p. 4839) ; *organisation des études médicales ; ses observations sur les professions paramédicales ; diminution du coût de la santé grâce à une action auprès de la pharmacie et des laboratoires ; situation des handicapés ; cas des personnes âgées ; nécessité de tirer les conséquences des nouvelles découvertes médicales ; problème du troisième âge ; projet de réforme hospitalière* (p. 4840, 4841) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : CRÉDITS CONCERNANT L'ÉQUIPEMENT : *Politique routière ; sources de financement des routes ; modalités de calcul de la part du fonds routier* [3 novembre 1970] (p. 5058) ; *dotations de ce fonds ; ses observations sur la tranche urbaine et les tranches départementale et communale ; problème des crédits d'entretien ; exemple de la Nièvre ; son vote ; revendications des personnels des Ponts et Chaussées des catégories C et D, c'est-à-dire des cantonniers ; transfert à la voirie départementale de plusieurs milliers de kilomètres* (p. 5059).

Pose à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population une question orale sans débat relative au logement des travailleurs étrangers en France [27 novembre 1970] (p. 6023, 6024).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux avantages sociaux des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés : *Esprit du projet de loi ; établissement d'une convention nationale entre les médecins et la sécurité sociale* [1er décembre 1970] (p. 6043); Art. L 682 A du Code de la sécurité sociale : *Demande pourquoi la commission propose la suppression de cet article voté par le Sénat* (p. 6046) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière : *Son vote sur la question préalable* [3 décembre 1970] (p. 6113) ; *attitude de la majorité sur ce problème ; absence de coordination entre l'hospitalisation et l'exercice de la médecine ; problème de la gestion hospitalière ; maintien des cliniques ouvertes dans certains hôpitaux publics ; méthodes de financement des réalisations ; nécessité de coordonner toutes les professions « de santé » ; nécessité d'une sectorisation plus souple* (p. 6114) ; *ses observations sur « le prix de la journée » ; comptabilité des hôpitaux ; possibilité de prévoir un prix « hôtellerie-soins » conventionnel ; rapports avec le secteur privé* (p. 6115) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa (1°) de cet article par les mots : « et par ceux des établissements d'hospitalisation privés à but non lucratif qui répondent aux conditions définies à l'article 36 de la présente loi »* [4 décembre 1970] (p. 6184) ; *distinction entre les établissements publics et les établissements privés à but non lucratif, d'une part, et, d'autre part, les établissements privés à but lucratif ; carte sanitaire de la France* (p. 6184) ; *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa (2°) de cet article* (p. 6184) ; *son amendement tendant après le quatrième alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa (obligation pour certains établissements de participer au fonctionnement du service public en raison des besoins constatés par la carte sanitaire)* (p. 6185) ; *problème de l'adhésion du secteur privé à la réforme envisagée* (p. 6185) ; *conséquence de la passation de conventions par les établissements privés à but lucratif avec les départements* (p. 6186) ; *son amendement tendant, dans le sixième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « peuvent être associés » les mots : « peuvent être tenus de s'associer »* (p. 6186) ; *nécessité pour les Pouvoirs publics de contraindre certains établissements à participer aux services publics hospitaliers* (p. 6186) ; Art. 21 : *Situation des établissements privés à but non lucratif* (p. 6193) ; Art. 25 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots : « comprenant des délégués élus, des enseignants, des étudiants et des personnels administratifs »* (p. 6197) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6197) ; Art. 26 *ter* : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « et, dans les centres hospitaliers universitaires, des personnes qualifiées »* (p. 6201) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6202) ; *possibilité pour les personnes qualifiées de siéger dans les conseils d'administration des C.H.U.* (p. 6202) ; *son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa : « dans les centres hospitaliers universitaires, le recteur et un doyen de faculté ou d'unité d'étude et de recherche sont membres de droit du conseil d'administration. Toutefois, ils participent aux délibérations avec voix consultative »* (p. 6202) ; *retrait de son amendement* (p. 6202) ; Après l'Art. 6 : *Ses observations sur le sous-amendement de M. Saint-Paul* (p. 6204) ; Art. 26 *quater* : *Ses observations sur les cliniques ouvertes dans les hôpitaux publics* (p. 6205, 6206) ; Après l'Art. 7 : *Financement des investissements des hôpitaux pu-*

blics (p. 6208) ; Art. 9 : *Ses observations sur l'amendement de M. Saint-Paul ; retrait de ce dernier* (p. 6210) ; Art. 36 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « participent, sur leur demande, ou sur celle de la personne morale dont ils dépendent à l'exécution du service public hospitalier, sous réserve qu'ils s'engagent à » les mots : « qui participent à l'exécution du service public hospitalier doivent »* (p. 6221) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article : (cas des établissements régis par le Code de la mutualité)* (p. 6222) ; en deuxième lecture : Art. 29 : *Ses observations sur les paroles de M. de Préaumont ; problème du remboursement des tarifs pratiqués par certains établissements* [16 décembre 1970] (p. 6578) ; Ses explications de vote : *Importance des décrets d'application ; son vote* (p. 6582) ;

— du projet de loi relatif à diverses mesures en faveur des handicapés : *Rapport Bloch-Lainé ; cas des handicapés permanents ; fermeture de certaines cliniques obstétricales qui n'offrent pas toutes les garanties ; aide aux familles ; problème des équipements publics ; situation des handicapés adultes ; question du financement* [6 mai 1971] (p. 1703).

Prend part au débat sur la question orale de M. Michel Durafour relative à la main-d'œuvre féminine : *Inégalités entre le travail féminin et le travail masculin ; disparités de salaires importantes ; carences de la formation professionnelle ; conditions de travail imposées aux femmes* [12 mai 1971] (p. 1831).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : AFFAIRES CULTURELLES : *Problèmes des maisons de la culture ; leurs statuts, leur conseil d'administration, la convention entre elles, l'Etat et la ville* [27 octobre 1971] (p. 4963) ; *choix du directeur d'une maison de la culture* (p. 4964) ; SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Situation des personnes âgées ; construction de trois cliniques chirurgicales et obstétricales dans le périmètre des hôpitaux publics de Lariboisière, Saint-Antoine, la Salpêtrière et l'Hôtel-Dieu ; baisse des recettes des services de chirurgie ; diminution du nombre des lits publics ; crédits destinés aux crèches et garderies ; problème de la ville de Nevers à cet égard* [4 novembre 1971] (p. 5295) ; *situation des médecins des hôpitaux : ses observations sur l'établissement de Pougues-les-Eaux ; abandon des internats des hôpitaux régionaux ; recrutement des sages-femmes ; secours en matière d'accident de la route ; loi de programme de la santé publique ; plein-temps pour les médecins hospitaliers ; ses observations sur la convention nationale* (p. 5296, 5297) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de sécurité sociale : *Caractère du projet de loi* [1er décembre 1971] (p. 6251) ; *augmentation du nombre des chômeurs secourus ; problème des licenciements : avancement de l'âge de la retraite à 60 ans ; élaboration d'une véritable politique du troisième âge* (p. 6252) ; *pensions de réversion accordées aux veuves d'assurés sociaux ; application de l'article 40 de la Constitution* (p. 6253) ; *son souhait que l'on puisse obtenir la retraite à 60 ans dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui à 65 ans* [2 décembre 1971] (p. 6299) ; *retrait de sa demande de scrutin public* (p. 6301) ; Art. 3 : *Droits de l'ancien combattant qui passera devant la commission de contrôle pour faire constater son inaptitude* (p. 6307) ; Ses explications de vote : *Caractère du projet de loi ; lenteur de la procédure de l'évaluation de l'incapacité ; son vote* (p. 6310, 6311).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Carpentier, Chazalon, Labbé, Paquet, Andrieux relatives aux problèmes de l'emploi : *Causes du chômage ; insuffisance de la formation professionnelle ; implantation d'entreprises multinationales ; situation dans la Nièvre (licenciements chez Alfa-Laval, Thomson-Brandt)* [3 décembre 1971] (p. 6405).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant le titre premier du Livre IV du Code de la santé publique, instituant un titre VI du même Livre et modifiant l'article L 404 du Code de la sécurité sociale : *Rôle du Conseil national de l'Ordre des médecins ; ses observations sur les chirurgiens-dentistes* [16 décembre 1971] (p. 6844) ; Art. 4 : *Nombre des étudiants en médecine ; ses observations sur l'hôpital de Créteil* (p. 6846, 6847) ;

— du projet de loi interdisant la mise au point, la fabrication, la détention, le stockage, l'acquisition et la cession d'armes biologiques ou à base de toxines : *Refus du*

Gouvernement français d'adhérer à la convention internationale ; problème du contrôle [4 mai 1972] (p. 1351).

En qualité de Vice-Président :

Préside : la 1re séance du 28 avril 1972 (p. 1189) ; la 2e séance du 28 avril 1972 (p. 1195) ; la 1re séance du 17 mai 1972 (p. 1569) ; la 2e partie de la 2e séance du 23 mai 1972 (p. 1825) ; la séance du 26 mai 1972 (p. 1958) ; la 2e séance du 15 juin 1972 (p. 2528) ; la 2e séance du 16 juin 1972 (p. 2591) ; la 2e séance du 28 juin 1972 (p. 2912) ; la 1re séance du 10 octobre 1972 (p. 3998) ; la séance du 13 octobre 1972 (p. 4150) ; la 4e séance du 3 novembre 1972 (p. 4659) ; la 1re partie de la 1re séance du 8 novembre 1972 (p. 4815) ; la 3e séance du 9 novembre 1972 (p. 4947) ; la 2e partie de la 2e séance du 13 novembre 1972 (p. 5081) ; la 3e séance du 13 novembre 1972 (p. 5093) ; la 1re séance du 15 novembre 1972 (p. 5191) ; la séance du 22 novembre 1972 (p. 5584) ; la séance du 30 novembre 1972 (p. 5760) ; la séance du 19 décembre 1972 (p. 6338).

Est entendu sur le rappel au Règlement de M. Odru relatif à la constitution d'une Commission spéciale pour l'examen des projets de loi concernant les commerçants et artisans [28 avril 1972] (p. 1190, 1202).

Informe l'Assemblée de l'expulsion d'un perturbateur [17 mai 1972] (p. 1574).

En qualité de député :

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux expériences nucléaires [30 juin 1972] (p. 3054, 3055).

Prend part à la discussion générale du projet de loi de finances pour 1973 : *Augmentation des dépenses militaires ; « pas d'impôts nouveaux » mais transfert de charges aux collectivités locales permettant au Gouvernement de réduire ses propres dépenses ; remboursement de la T.V.A. aux communes ; subventions aux collectivités locales* [24 octobre 1972] (p. 4318, 4319).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973 : COMMERCE ET ARTISANAT : *La crise du petit commerce et de l'artisanat, structurelle et non conjoncturelle, ne peut trouver sa solution dans la fiscalité ; égalité par l'alignement des avantages des régimes particuliers d'assurance vieillesse et de maladie sur le régime général de la sécurité sociale ; modernisation de l'appareil commercial ; planification négociée dans l'implantation des grandes surfaces ; complexité de la T.V.A. ; patente* [26 octobre 1972] (p. 4411, 4412) ; AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — III. — SANTÉ PUBLIQUE : *Constructions hospitalières, C.H.R. ; C.H.U. de Besançon ; hôpitaux de Decize, Bichat, Kremlin-Bicêtre, Lariboisière, Necker, Saint-Louis, Aubervilliers, Villejuif ; prix de la journée d'hôpital ; insuffisance de personnel ; gratuité apparente de la formation du personnel* [3 novembre 1972] (p. 4627) ; *services mobiles d'urgence (S.A.M.U.) ; scandale du plein temps hospitalier actuel ; exercice de la médecine privée à l'intérieur des hôpitaux publics ; chefs de clinique et assistants ; socialistes ne voteront pas ce budget* (p. 4628) ; *s'associe au propos de M. Neuwirth sur la contraception et l'avortement et déplore qu'un poste de radio ait pu annoncer que la pilule était cancérigène* (p. 4633) ; EDUCATION NATIONALE : *Rôle social et éducatif des écoles maternelles ; problème des effectifs ; scandale de son département pour les écoles maternelles ; rémunération des agents de service* [10 novembre 1972] (p. 4996) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Lancement d'une nouvelle politique agricole qui n'est qu'un aveu d'échec de l'action menée les années précédentes ; ampleur de l'exode rural ; diminution des crédits pour la modernisation des exploitations familiales ; impasse sur le plan d'orientation des productions et de la satisfaction des besoins des consommateurs ; priorité donnée à l'industrie ; absence de garantie des prix pour les producteurs ; problème de l'organisation des marchés ; pénalisation de la coopération ; limitation des prêts fonciers bonifiés ; charges foncières* [15 novembre 1972] (p. 5223) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission spéciale sur la proposition de loi de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale : *Indication des raisons selon lesquelles les élus de la nation devraient accepter les principes de cette proposition de loi ; ses observations sur les événements de mai 1968 ; retard de la France en matière d'éducation sexuelle* [7 décembre 1972] (p. 5992, 5993) ; Art. 5 : *Son amendement stipulant que les décrets devront être publiés dans un délai de six mois au maximum à compter de la promulgation de la présente loi* [14 décembre 1972] (p. 6196).

Pose à M. le Ministre du Développement industriel et scientifique une question orale sans débat relative aux mines de la Machine [15 décembre 1972] (p. 6269, 6270).

BÉNOUVILLE (Pierre de)
Député de Paris
(12e circonscription)
App. U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection (1) [15 juin 1970] (p. 2637, 2669).

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [16 octobre 1970] (p. 4401).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Pension de réversion ; retraite vieillesse ; attribution des pensions de vieillesse au titre de l'inaptitude au travail ; ses observations sur l'hôpital Fernand-Widal de Paris* [4 novembre 1971] (p. 5316) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, LOGEMENT : *Restructuration du sud-est de Paris ; insuffisance des liaisons entre les deux rives de la Seine ; problème de l'équilibre de l'ouest et de l'est de Paris ; ensemble gare de Lyon-gare d'Austerlitz-Bercy ; tenteur de l'attribution des logements nécessaires aux familles prioritaires* [16 novembre 1972] (p. 5330).

BÉRARD (Jacques)
Député du Vaucluse
(3e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

(1) Elu en remplacement de M. Pierre Bourgoin démissionnaire.

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [19 décembre 1968 (p. 5709) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance [27 mai 1970] (p. 2020) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel [25 juin 1970] (p. 3114) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article 1er de la loi n° 67-556 du 12 juillet 1967 portant dérogation dans la région parisienne aux règles d'organisation judiciaire fixées par l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 [26 juin 1970] (p. 3217) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation judiciaire [26 juin 1970] (p. 3218) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relative au statut des magistrats [26 juin 1970] (p. 3218) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de

certaines professions judiciaires et juridiques [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant l'aide judiciaire [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la filiation [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française [17 décembre 1971] (p. 6942).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Problème des rapatriés ; cas des rapatriés âgés ; facilités en matière de crédit ; question d'un moratoire* [14 novembre 1968] (p. 4428) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Liaison Rhin-Méditerranée ; investissements de la Compagnie nationale du Rhône* [13 novembre 1969] (p. 3679, 3680) ;

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance : *Ses observations sur le fait que les parquets ne disposent pas de moyens juridiques nécessaires ; besoin de textes nouveaux pour faire face à une situation nouvelle ; équilibre du texte ; son vote sur le projet de loi* [29 avril 1970] (p. 1413, 1414) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — EQUIPEMENT : *Ses observations sur la ville d'Orange* [28 octobre 1971] (p. 5021) ; *choix des fonctionnaires chargés de négocier à l'amiable les achats de terrains avec les particuliers ; indemnisation en raison de l'accord amiable ; exemple du département du Vaucluse ; ses observations sur les personnes morales intéressées par les implantations de travaux publics ; cas des communes où ont été implantées des gares autoroutières* (p. 5022) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, Art. 15 : *Fonctionnement des sociétés civiles professionnelles* [8 décembre 1971] (p. 6533) ; Art. 53 : *Comportement de l'avocat à l'égard des tiers* [9 décembre 1971] (p. 6580) ; Art. 72 D : *Rôle du conseil juridique ; ses observations sur le pacte de* quota litis (p. 6600) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi instituant l'aide judiciaire, Art. 21-3 : *Attribution des bourses nationales ; détermination des revenus ; ses observations sur l'amendement de M. Massot* [10 décembre 1971] (p. 6654) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Problème des rapatriés les plus défavorisés et les plus âgés ; retraite des maires et adjoints des petites et moyennes communes ; problème des adjoints supplémentaires ; liaison entre l'exécutif et les maires ; sa demande de création, dans les préfectures et dans les grandes sous-préfectures de brigade légère de fonctionnaires jouant le rôle de* missi dominici *entre le préfet et les maires (stagiaires de l'E.N.A.)* [7 novembre 1972] (p. 4786) ;

— du projet de loi instituant un médiateur, Art. 10 : *Son amendement permettant au médiateur de charger les corps de contrôle d'accomplir, dans le cadre de leur compétence, toutes vérifications et enquêtes ; retiré* [14 décembre 1972] (p. 6219).

BERAUD (Marcel)

Député du Pas-de-Calais
(4e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2211), [3 avril 1969[(p. 850),

[2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971 (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [25 juillet 1968] (p. 2618) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière [17 décembre 1970] (p. 6629).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341), VIII. — Anciens combattants et Victimes de guerre, **n° 364** [15 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822), VIII. — Anciens combattants et Victimes de guerre, **n° 836** [17 octobre 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 521), adoptée par le Sénat, tendant à la reconnaissance de la qualité de combattant à certains militaires et anciens militaires ayant pris part aux combats en Algérie, au Maroc et en Tunisie, **n° 1309** [24 juin 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376), VIII. — Anciens combattants et Victimes de guerre, **n° 1396** [14 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993), VIII. — Anciens combattants et Victimes de guerre, **n° 2011** [8 octobre 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociales prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : *Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : son amendement tendant à compléter ainsi la fin du premier alinéa de l'article 64-2 de l'ordonnance n° 67-706 : « et la signature des conventions collectives prévues aux articles 60 et 62 »* [25 juillet 1968] (p. 2594) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES : *Cas des jeunes gens non salariés en 1939-1945, période durant laquelle ils se sont engagés volontairement dans les Forces françaises libres ou dans la Ire armée ; ses observations sur l'article L 357 du Code de la sécurité sociale ; retraite mutualiste que les anciens combattants peuvent se constituer avec la participation de l'Etat* [6 novembre 1968] (p. 4022) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, en qualité de Rapporteur pour avis : *Hommage rendu aux combattants de 1914-1918 ; ses observations sur la législation relative aux pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ; taux de progression des crédits ; action de l'office national ; application du rapport constant entre les pensions de guerre et les traitements de la fonction publique ; possibilité d'un relèvement du plafond en faveur des ascendants et des veuves âgées ou infirmes ; cas des familles de déportés politiques ; cas des déportés et internés politiques ; statut des grands mutilés ; forclusion opposée aux demandes du titre de combattant volontaire de la Résistance ; situation des anciens d'Afrique du Nord* [8 novembre 1968] (p. 4189, 4190) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Revalorisation de la valeur du point de pension lié à l'application du rapport constant ; nombre des pensions en paiement et des pensions nouvelles concédées ; ses observations sur le chapitre des pensions d'invalidité ; réduction du nombre des parties prenantes au budget ; indice des pensions ; application des rapports constants ; nécessité de tenir compte des fluctuations des prix à la consommation pour fixer les conditions de ressources des ascendants et des veuves âgées ; situation des Français ayant franchi clandestinement*

la frontière franco-espagnole au cours de la guerre 1939-1945 en vue de s'engager dans les forces armées françaises et qui ont été emprisonnés en Espagne ; cas des Alsaciens-Lorrains incorporés de force et retenus prisonniers ; problème des déportés politiques ; problème de l'accès des anciens d'Afrique du Nord au bénéfice de l'office des combattants [31 octobre 1969] (p. 3173, 3174) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Caractère de ce budget ; application du rapport constant ; ses observations sur la valeur du point ; problème de la suppression des plafonds de ressources concernant les pensions d'ascendants et de veuves au taux spécial ; possibilité d'effectuer un recensement des ascendants ; situation des veuves et des orphelins ; Office national des combattants* [26 octobre 1970] (p. 4685) ; *son vœu que les anciens d'Afrique du Nord soient membres à part entière de l'Office* (p. 4686) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière, Art. 3 : *Son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction des quatre derniers alinéas de l'amendement de M. Peyret (classification des établissements hospitaliers)* [4 décembre 1970] (p. 6187) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Application du rapport constant ; majoration du point d'indice ; pensions d'ascendants ; Office national des anciens combattants et victimes de guerre* [22 octobre 1971] (p. 4785) ; *rôle des écoles de rééducation professionnelle ; attribution du titre de reconnaissance de la nation aux personnels non militaires et aux anciens harkis fixés en France qui ont pris part aux opérations d'Algérie ; prise en compte par le régime général et la sécurité sociale des ascendants et des veuves hors guerre ; retraite à 60 ans ; mise à parité progressive de la retraite du combattant* (p. 4786) ; SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Situation des veuves d'invalides, des veuves hors guerre et des ascendants d'anciens combattants ; retraite mutualiste des anciens combattants* [4 novembre 1971] (p. 5312) ; *validation par la Sécurité sociale des services accomplis dans l'armée par des engagés volontaires dans les forces françaises libres* (p. 5313) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de sécurité sociale : *Retraite à 60 ans à taux plein au profit des anciens combattants et prisonniers de guerre ; situation des engagés volontaires dans les Forces françaises libres, non salariés avant leur engagement* [1er décembre 1971] (p. 6271, 6272).

BERGER (Henry)
Député de la Côte-d'Or
(2e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2211), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Est élu vice-président de cette Commission [16 juillet 1968] (p. 2251). [3 avril 1969] (p. 851), [3 avril 1970] (p. 750), [6 avril 1971] (p. 923), [5 avril 1972] (p. 804).

Est nommé président de cette Commission [5 octobre 1972] (p. 3946).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article L 266 du Code de la sécurité sociale, complété par l'article 9 de l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967, relatif aux prix de vente des médicaments [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [25 juillet 1968] (p. 2618).

Est élu vice-président de cette Commission [25 juillet 1968] (p. 2618).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles [17 décembre 1969] (p. 5028).

Est élu vice-président de cette Commission [18 décembre 1969] (p. 5059).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une contribution de solidarité au profit de certains régimes de protection sociale des travailleurs non salariés [19 décembre 1969] (p. 5106) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Régie nationale des Usines Renault [20 décembre 1969] (p. 5119).

Est élu vice-président de cette Commission [20 décembre 1969] (p. 5119).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière [17 décembre 1970] (p. 6629).

Est élu vice-président de cette Commission [17 décembre 1970] (p. 6629).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux avantages sociaux des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés [18 décembre 1970] (p. 6707).

Est élu vice-président de cette Commission [18 décembre 1970] (p. 6707).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création et au fonctionnement des organismes privés dispensant un enseignement à distance ainsi qu'à la publicité et au démarchage faits par les établissements d'enseignement [18 juin 1971] (p. 3133).

Est nommé président de cette Commission [23 juin 1971] (p. 3357).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'allocation logement [24 juin 1971] (p. 3407).

Est élu vice-président de cette Commission [28 juin 1971] (p. 3490).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'apprentissage [29 juin 1971] (p. 3527).

Est élu vice-président de cette Commission [29 juin 1971] (p. 3528).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur [29 juin 1971] (p. 3527).

Est élu président de cette Commission [29 juin 1971] (p. 3528).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique [29 juin 1971] (p. 3528).

Est élu vice-président de cette Commission [29 juin 1971] (p. 3529).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant organisation de la formation professionnelle permanente [29 juin 1971] (p. 3528).

Est élu vice-président de cette Commission [29 juin 1971] (p. 3529).

Est nommé :

— membre de la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228) ; 2° le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ; 3° le projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230) [28 avril 1972] (p. 1219) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2419 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à certaines conditions d'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant le titre premier du Livre IV du Code de la santé publique, l'article L 404 du Code de la sécurité sociale et relative à l'organisation des professions médicales]29 juin 1972] (p. 3017).

Est nommé président de cette Commission [30 juin 1972] (p. 3101).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2498 de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale [1er juillet 1972] (p. 3123).

Est élu président de cette Commission [*J.O.* du 5 juillet 1972] (p. 6997).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce (n° 2750) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à instituer un statut professionnel de vélociste motoriste, **n° 51** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à instituer un statut professionnel du garagiste motoriste, **n° 52** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à créer une commission chargée d'étudier les possibilités d'extension, par paliers successifs, des dispositions du nouveau Code des pensions civiles et militaires de retraite à tous les retraités, **n° 63** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à permettre, pendant une période de six mois, la révision des pensions de retraite de la Sécurité sociale, liquidées entre 60 et 65 ans, **n° 138** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi relative au calcul des pensions de vieillesse, **n° 139** [19 juillet 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341), XII. — Services du Premier Ministre : I. — Services généraux : Promotion sociale, **n° 364** [15 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à appliquer certaines règles au cumul d'un emploi et d'une retraite élevée, **n° 378** [17 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 489) relatif à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle, **n° 526** [12 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 576), modifié par le Sénat, relatif à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle, **n° 577** [20 décembre 1968].

Son rapport d'information fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à la suite d'une mission effectuée dans les territoires français du Pacifique, **n° 713** [17 mai 1969].

Sa proposition de loi tendant à modifier les limites administratives entre le département de la Côte-d'Or et le département du Jura, **n° 744** [27 juin 1969].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 7-I de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953 afin que les fonds provenant de la participation des employeurs à l'effort de construction de logements, soient partiellement utilisés pour la construction, au profit des personnes âgées, de logements ou de maisons individuelles, hors des grands centres urbains, **n° 1060** [9 avril 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et socia-

les sur le projet de loi n° 1279, adopté par le Sénat, relatif à la délivrance obligatoire de certificats de santé à l'occasion de certains examens médicaux préventifs, n° **1320** [25 juin 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 41 du Code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme, n° **1380** [8 octobre 1970].

Sa proposition de loi tendant à réglementer les professions de prothésiste et orthésiste, n° **1515** [10 décembre 1970].

Sa proposition de loi pour une réforme de la politique de la santé, n° **1579** [18 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1749), modifié par et complétant les articles L 504-1 et L 504-2 du Code de la santé publique, n° **1622** [2 avril 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le proje tde loi (n° 1749), modifié par le Sénat, modifiant et complétant les articles L 504-1 et L 504-2 du Code de la santé publique, n° **1778** [1er juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 95) tendant à permettre aux chiropracteurs titulaires du diplôme de docteur en chiropractie d'exercer leur art, n° **2087** [30 novembre 1971].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 511 du Code de la santé publique, n° **2116** [10 décembre 1971].

Son rapport fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2120), adopté par le Sénat, modifiant le titre premier du Livre V du Code de la santé publique instituant un titre VI du même Livre et modifiant l'article L 404 du Code de la sécurité sociale, n° **2124** [14 décembre 1971].

Son rapport supplémentaire, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2120), adopté par le Sénat, modifiant le titre premier du Livre IV du Code de la santé publique, instituant un titre VI du même livre et modifiant l'article L 404 du Code de la sécurité sociale, n° **2134** [16 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission spéciale, chargée d'examiner le projet de loi (n° 2228) portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, n° **2300** [10 mai 1972].

Sa proposition de loi modifiant le titre premier du Livre IV du Code de la santé publique, instituant un titre VI du même Livre et modifiant l'article L 404 du Code de la sécurité sociale et relative à l'organisation des professions médicales, n° **2321** [18 mai 1972].

Sa proposition de loi relative à certaines conditions d'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme, n° **2322** [18 mai 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 2322) relative à certaines conditions d'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme, n° **2386** [1er juin 1972].

Son rapport fait au nom de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2406), modifié par le Sénat, portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, n° **2418** [14 juin 1972].

Son rapport fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à certaines conditions d'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme, n° **2496** [30 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2776) modifiant l'article 26 du Code de la mutualité, n° **2792** [18 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 portant réglementation provisoire des agences de presse, en qualité de *Rapporteur suppléant : Diversité des agences de presse ; ses observations sur les agences nationales et les agences spécialisées ; statut juridique des agences de presse ; régime fiscal ; rôle de la commission paritaire chargée de proposer*

la liste d'agences de presse reconnues comme telles ; cas des organismes financés par des entreprises commerciales ; objectivité de l'information ; problème des sanctions [16 octobre 1968] (p. 3334, 3335) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Enseignement primaire ; montant des subventions allouées aux collectivités locales ; conséquences de la réforme du financement des constructions scolaires du premier degré* [28 octobre 1968] (p. 3643, 3644); AFFAIRES SOCIALES : *Situation de l'inspection de la pharmacie ; mobilité des membres de cette inspection ; nécessité d'augmenter les effectifs du corps des pharmaciens inspecteurs de la santé ; ses observations sur les médecins scolaires ; leur titularisation ; problème de leurs rémunérations ; cas des personnes âgées ; âge de la retraite ; humanisation des hospices* [6 novembre 1968] (p. 3978, 3979) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Formation professionnelle ; rôle des préfets régionaux ; régime des aides aux stagiaires ; action envisagée en faveur des jeunes ; diminution des effectifs d'apprentissage ; conventions signées entre les administrations intéressées et les professions ; ses observations sur la préformation ; œuvre de formation réalisée par le Ministère des Armées auprès des jeunes du contingent ; insuffisance de la formation professionnelle féminine ; formation professionnelle des adultes ; mise en place de l'office national d'information pour l'orientation pédagogique et professionnelle* [8 novembre 1968] (p. 4183, 4184) ;

— du projet de loi relatif à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur la loi du 31 juillet 1959 ; Fonds national de l'emploi ; structures d'encadrement des actions de formation professionnelle ; harmonisation, simplification et amélioration de la législation actuelle ; stages de « conversion » ; stages d'adaptation et de prévention ; stages de promotion professionnelle ; stages d'entretien ou d'actualisation des connaissances ; problème de l'indemnisation ; participation de l'Etat ; distribution des indemnités ; avantages antérieurement accordés par le Fonds national de l'emploi* [16 décembre 1968] (p. 5544, 5545) ; Avant l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de Mme Vaillant-Couturier* (p. 5553) ; Art. 2 : *Son amendement tendant dans le deuxième alinéa, 1°, de cet article, après les mots : « mesure de licenciement » à supprimer le mot : « collectif »* (p. 5554) ; *ouverture des stages de conversion aux travailleurs salariés dont le contrat de travail est rompu* (p. 5554) ; *retrait de son amendement* (p. 5555) ; Art. 4 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après le mot : « reçoivent » à insérer le membre de phrase suivant : « lorsqu'il s'agit d'un stage à temps plein »* (p. 5557) ; *rémunération versée aux travailleurs qui suivent des stages de conversion* (p. 5557) ; *son amendement tendant à insérer après la première phrase du dernier alinéa la phrase suivante : « les travailleurs qui suivent un stage à temps partiel reçoivent une rémunération proportionnelle calculée dans les conditions déterminées ci-dessus et sur la base d'une durée fixée par décret »* (p. 5557) ; *ses observations sur l'expression : « stage à temps partiel »* (p. 5557) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la dernière phrase du dernier alinéa de cet article : « la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle peut comporter un plafond »* (p. 5557) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à la fin de cet article à substituer aux mots : « au deuxième alinéa de l'article premier » les mots : « à l'article premier »* (p. 5558) ; Art. 13 : *Son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa (situation des travailleurs salariés relevant d'une branche d'activité ou d'une entreprise soumise à un régime spécial de sécurité sociale)* (p. 5560) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « l'article L 416-2° du Livre IV du Code de la sécurité sociale relatif aux accidents du travail et maladies professionnelles est applicable à tous les stagiaires relevant de la présente loi »* (p. 5561) ; Art. 15 : *Son amendement tendant au début de cet article à substituer au mot : « transport » le mot : « déplacement »* (p. 5561) ; *son amendement tendant à supprimer à la fin de cet article les mots : « total ou partiel »* (p. 5561) ; Art. 18 : *Son amendement tendant, dans le septième alinéa de cet article à substituer au mot « transport » le mot : « déplacement »* (p. 5563) ; *son amendement tendant à substituer aux huitième et neuvième alinéas de nouveaux alinéas (part des rémunérations prises en charges par l'Etat)* (p. 5563) ; *son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « les listes mentionnées ci-dessus pourront être révisées dans les mêmes conditions »* (p. 5563) ; Seconde

délibération : Art. 18 : *Ses observations sur l'amendement de M. Poudevigne* (p. 5564) ; En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Assimilation des mères de famille aux salariés ; régime de sécurité sociale des stagiaires* [20 décembre 1968] (p. 5750) ; Art. 4, 5 et 11 : *Ses observations sur les amendements du Gouvernement* (p. 5751, 5752) ;

— du projet de loi relatif aux avantages sociaux des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés : *Ses observations sur le déroulement du débat* [4 juin 1970] (p. 2247) ; En deuxième lecture : *Ses observations sur la suite du débat* [1er décembre 1970] (p. 6044) ;

— du projet de loi relatif à la délivrance obligatoire de certificats de santé à l'occasion de certains examens médicaux préventifs, en qualité de *Rapporteur : But de la pédiatrie ; danger de certaines maladies contractées par la mère pendant sa grossesse ; problème de l'incompatibilité sanguine ; menaces qui pèsent sur les enfants dont les mères ont souffert de toxémie ou d'éclampsie ; réglementation des établissements d'accouchement ; ses observations sur l' « expertise » des premiers jours du nouveau-né ; modifications du rythme de la surveillance préventive de l'enfant ; liste des affections invalidantes ; subordination du versement des prestations familiales afférentes à l'enfant de moins de six ans à la présentation des certificats de santé* [29 juin 1970] (p. 3279, 3280) ; Art. L 164-1 du Code de la santé publique : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article : « Un décret en Conseil d'Etat précisera les modalités des examens obligatoires qui doivent donner lieu à l'établissement d'un certificat de santé et les âges auxquels ils doivent être subis ; le premier de ces examens sera pratiqué à la naissance »* (p. 3282) ; *détermination des examens obligatoires qui donneront lieu à établissement d'un certificat de santé* (p. 3282, 3283) ; *cas où le lieu d'accouchement est le domicile ; retrait de son amendement* (p. 3283) ; Art. L. 164-2 du Code de la santé publique : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots : « le cas échéant, de toute » à insérer le mot : « anomalie »* (p. 3283) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article (prescription des examens complémentaires ou spécialisés)* (p. 3283) ; *rôle du médecin traitant ; surveillance ultérieure de l'enfant* (p. 3283) ; *ses observations sur les paroles de Mlle Dienesch* (p. 3284) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Nombre des Français qui meurent de maladies cardio-vasculaires, de cancers et de la fièvre de Malte ; dépenses entraînées par la tuberculose ; problème de l'alcoolisme* [28 octobre 1970[(p. 4835) ; *problème de l'information en France ; éducation sanitaire en France ; existence de différents régimes de garantie ; projet de loi de réforme hospitalière ; ses observations sur le fait que la politique de santé est une incitation à la consommation ; possibilité de créer une caisse nationale d'épargne sociale où chacun aurait un compte ouvert à son nom* (p. 4836) ; TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE : *Réduction de la subvention accordée aux associations aéronautiques agréées ; rôle de l'aviation de voyage ou d'affaires dans l'aménagement du territoire ; formation des pilotes privés ; construction aéronautique d'avions légers* [13 novembre 1970] (p. 5475) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière : *Droit du malade au libre choix de son médecin et de l'établissement de soins; ses observations sur le secteur public; carte sanitaire de la France ; problème de la coordination* [3 décembre 1970] (p. 6123) ; *centres de lutte contre le cancer ; leur prix de journée ; leur personnel médical; leur équipement ; ses observations sur le centre François-Leclerc de Dijon ; division de la France en secteurs et en régions ; création d'un syndicat interhospitalier* (p. 6124, 6125) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la création et au fonctionnement des organismes privés dispensant un enseignement à distance, ainsi qu'à la publicité et au démarchage faits par les établissements d'enseignement : Art. 9 : *Son opposition au sous-amendement de M. Olivier Giscard d'Estaing* [15 avril 1971] (p. 1135) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur suppléant : Garanties données aux souscripteurs de contrats d'enseignement* [28 juin 1971] (p. 3474) ; *détermination des contrôles ; représentation de l'enseignement privé au conseil académique ; information des élèves ; interdiction du démarchage* (p. 3475) ;

Art. 8 : *Création d'un conseil de l'enseignement à distance* (p. 3476) ;

— du projet de loi modifiant et complétant les articles L 504-1 et L 504-2 du Code de la santé publique, en qualité de *Rapporteur : Problème des dyslexiques ; unification de la profession d'orthophoniste ; objet du projet de loi* [15 avril 1971] (p. 1136) ; *modification de la définition de l'orthophonie ; date limite pour le dépôt des dossiers ; autorisation donnée aux titulaires de certains diplômes d'effectuer des actes de rééducation des dyslexiques* (p. 1137) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 1138) ; Après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Dans le sixième alinéa de l'article L 504-2 du Code de la santé publique, après les mots : « des actes de rééducation » sont insérés les mots : « constituant un traitement des anomalies de nature pathologique »* (p. 1138) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « troisième alinéa » les mots : « sixième alinéa »* (p. 1138) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « 1er juillet 1971 » les mots : « 1er juillet 1972 »* (p. 1138) ; Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « quatrième alinéa » les mots : « septième alinéa »* (p. 1138) ; En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Situation des rééducateurs de la dyslexie ; date limite pour le dépôt des dossiers de demande d'autorisation d'exercice de cette profession pour les personnes non titulaires des diplômes prévus* [3 juin 1971] (p. 2315) ; *ses observations sur les diplômes de rééducateur de dyslexie délivrés avant le 31 décembre 1973* (p. 2316) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du chapitre IV *bis* du titre II du Livre premier du Code du travail relatives aux conventions collectives de travail : *Bilan des négociations collectives menées dans le cadre de la loi du 11 février 1950 ; renouvellement de la négociation d'entreprise ; développement d'accords signés dans un cadre professionnel élargi ; périodicité de la négociation ; insuffisance de la structuration du système français de relations professionnelles ; problème du règlement des conflits collectifs du travail* [14 mai 1971[(p. 1910) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à la fin du paragraphe a de l'article 31g du Livre premier du Code du travail à faire diverses substitutions (modalités d'application du principe « à travail égal salaire égal » pour les femmes et les jeunes)* (p. 1921) ; *procédure de règlement des difficultés éventuelles* (p. 1922); Après l'Art. 14 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (mode de règlement des conflits)* (p. 1926) ; *ses observations sur son amendement* (p. 1926) ; Titre : *Son amendement tendant à compléter ainsi ce titre : « ainsi que certaines dispositions du titre II de la loi n° 50-205 du 11 février 1950 modifiée, relatives à la procédure de médiation »* (p. 1926) ;

— du projet de loi relatif aux rapports entre les caisses d'assurance maladie et les médecins : *Ses observations sur la suite du débat* [27 mai 1971] (p. 2149) ; Avant l'Art. 1er : *Son sous-amendement tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Massoubre pour l'article L 257 du Code de la sécurité sociale à substituer au mot : « domicile » le mot : « cabinet »* (p. 2151); *ses observations sur son sous-amendement* (p. 2151) ;

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, Art. 8 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (affectation des fonds recueillis par les organismes collecteurs)* [10 juin 1971] (p. 2695) ; *logement des personnes âgées ; retrait de son amendement* (p. 2695) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Wagner tendant à préciser certaines dispositions de la loi d'orientation foncière relatives aux associations foncières urbaines ; du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière : *Ses observations sur les paroles de M. Chalandon* [12 juin 1971] (p. 2849) ; Art. 1er : *Protection de l'environnement* (p. 2859) ; *retrait de son amendement déposé avec M. Nungesser* (p. 2860) ;

— du projet de loi modifiant le titre premier du Livre IV du Code de la santé publique, instituant un titre VI du même Livre et modifiant l'article L 404 du Code de la sécurité sociale, en qualité de *Rapporteur : Conditions de l'exercice de la chirurgie dentaire ; application des textes en vigueur; fonctionnement des organismes juridictionnels ; situation des étudiants ayant achevé*

avec succès le deuxième cycle des études médicales ; rôle du Conseil national; problème des départements d'outre-mer [16 décembre 1971] (p. 6842); *loi sur la réforme hospitalière; ses observations sur le doctorat du troisième cycle, « diplôme de recherche et d'enseignement » ; composition de l'Académie de médecine* (p. 6843); Art. 2 : *Son amendement rédactionnel* (p. 6845) ; *son amendement tendant à supprimer certains paragraphes de cet article* (p. 6845) ; Art. 3, 5 à 7, 7 *bis*, 7 *ter*, 8, 10, 12, 13, 15 à 31, 34 à 55, 57, 57 *bis*, 57 *ter* : *Ses amendements de suppression* (p. 6846 à 6856) ; Art. 56 : *Son amendement concernant les dispositions transitoires* (p. 6855) ; Après l'Art. 56 : *Son amendement relatif à la délivrance des médicaments au domicile du malade par le médecin* (p. 6855) ; *son amendement concernant le titre du projet de loi* (p. 6856) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, en qualité de *Rapporteur : Irrecevabilité des amendements de la Commission; crise financière du régime d'assurance vieillesse des professions industrielles et commerciales et du régime des professions artisanales ; rapport du nombre des cotisants à celui des retraités ; application de la réforme ; intégration au régime général* [16 mai 1972] (p. 1525, 1526) ; *ses observations sur les coefficients de majoration et les coefficients de revalorisation ; allocation du Fonds national de solidarité ; problèmes du financement* (p. 1527) ; *élections aux conseils d'administration des caisses ; institution d'une union des caisses nationales de compensation des organisations autonomes d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales ; création de régimes complémentaires* (p. 1528) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement (alignement des retraites des régimes de protection artisanale, industrielle et commerciale sur celles du régime général)* [17 mai 1972] (p. 1603) ; *création d'un régime unique de protection sociale applicable à tous les Français* (p. 1604, 1605) ; Art. 1er : *Son amendement (distribution des allocations par des organisations autonomes fonctionnant pour un ou plusieurs des groupes professionnels)* (p. 1606) ; *son amendement (fusion des caisses)* (p. 1607) ; Art. L 663-7 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement concernant l'assiette des cotisations des assurés des régimes autonomes ; retrait de cet amendement* (p. 1616) ; Art. L 663-8 du Code : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 1618) ; Art. L 663-3 du Code : *Son amendement* (p. 1618); Art. L. 663-9 : *Son amendement* (p. 1619) ; *son amendement concernant l'application des abattements définis par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur au 31 décembre 1972* (p. 1620) ; Art. L 663-10 du Code : *Instauration d'un régime complémentaire* (p. 1621) ; *son amendement (réunion d'une assemblée plénière des délégués des conseils d'administration des caisses de base)* (p. 1622) ; Avant l'Art. L 663-14 du Code : *Son amendement (cas où les assemblées plénières ne décident pas la fusion des caisses nationales de compensation ; institution d'une union des caisses)* (p. 1627) ; Art. 663-14, 663-15, 663-16 du Code : *Ses amendement* (p. 1627) ; Art. 5 : *Ses observations sur les amendements déposés à ces articles* (p. 1629) ; *son amendement (possibilité pour les assurés n'ayant pas réglé le montant des cotisations échues à la date de la promulgation de la loi d'être néanmoins électeurs et éligibles s'ils acquittent une fraction de leurs cotisations arriérées)* (p. 1632) ; *son amendement* (p. 1633) ; Art. 6 : *Son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « d'un an » les mots : « de six mois »* [18 mai 1972] (p. 1642) ; *son amendement* (p. 1643) ; *réunion en assemblées plénières des délégués des caisses de base* (p. 1643) ; *recouvrements des cotisations* (p. 1644) ; *son amendement (constitution d'un compte d'attente)* (p. 1646) ; Art. 9 : *Son amendement (fusion ou regroupement des caisses avec les caisses mutuelles régionales d'assurance maladie)* (p. 1646); Après l'Art. 10 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 1651) ; *son amendement relatif au reclassement du personnel qui pourrait être lésé du fait des réformes de structures* (p. 1651, 1652) ; *son sous-amendement à cet amendement* (p. 1652) ; Art. 11 : *Ses observations sur l'amendement de M. Olivier Giscard d'Estaing* En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Garantie d'un régime unique de protection sociale; revenu servant de base au calcul de la pension ; union des caisses nationales de compensation ; problème des élections aux caisses ; taux de la contribution sociale des sociétés* [22 juin 1972]

(p. 2724) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 2732) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur sa proposition de loi et de plusieurs de ses collègues, relative à certaines conditions d'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme, en qualité de *Rapporteur : Modification de l'article L 356 du Code de la santé publique ; nombre de praticiens étrangers autorisés à exercer sur le territoire ; cas des praticiens des centres hospitaliers régionaux et d'hôpitaux ruraux* [6 juin 1972] (p. 2199) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 2200) ; Art. 1er : *Son amendement concernant les praticiens fonctionnaires et les praticiens des collectivités publiques* (p. 2201) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur : Modifications faites par le Sénat* [30 juin 1972] (p. 3087, 3088) ;

— du projet de loi portant création de la prime de mobilité des jeunes : *Ses observations sur la suite du débat* [21 novembre 1972] (p. 5550) ;

— du projet de loi relatif à l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes : *Ses observations sur la suite du débat* [21 novembre 1972] (p. 5562) ;

— des conclusions du rapport sur la proposition de loi de M. Aymar tendant à compléter l'article 50 et à modifier les articles 51 et 56 de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière, Art. 2 : *La Commission accepte l'amendement du Gouvernement tendant à appliquer la loi hospitalière aux établissements dits sociaux jusqu'au 31 décembre 1973* [14 décembre 1972] (p. 6187) ;

— du projet de loi portant généralisation de la retraite complémentaire au profit des salariés et anciens salariés, Art. 6 : *Retrait de l'amendement déposé par la Commission* [18 décembre 1972] (p. 6307) ;

— du projet de loi modifiant l'article 26 du Code de la mutualité, en qualité de *Rapporteur : Possibilité pour le Ministre, en cas d'irrégularité grave constatée dans le fonctionnement d'une société mutualiste, de confier les pouvoirs dévolus au conseil d'administration à un ou à plusieurs administrateurs provisoires ; durée du mandat de ces derniers* [18 décembre 1972] (p. 6307, 6308); Art. additionnel : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 6308) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise, en qualité de *Rapporteur suppléant : Modifications faites par le Sénat* [18 décembre 1972] (p. 6308) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Valleix et plusieurs de ses collègues précisant le statut professionnel des voyageurs, représentants et placiers : *Ses observations sur le fait que l'Assemblée Nationale a discuté trois textes d'origine parlementaire* [19 décembre 1972] (p. 6349).

BERNARD-REYMOND (Pierre)

Député des Hautes-Alpes
(1re circonscription)
P.D.M.

L'Assemblée prend acte de son élection [7 décembre 1971] (p. 6432) (1).

S'inscrit au groupe Progrès et Démocratie moderne [9 décembre 1971] (p. 6609).

Est nommé Secrétaire d'âge [4 avril 1972] (p. 786, 789).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [4 avril 1972] (p. 789).

A donné sa démission de membre de cette Commission [11 octobre 1972] (p. 4092).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [11 octobre 1972] (p. 4092).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Possibilités de confier aux régions la responsabilité des investissements en matière de bâtiments pour l'enseignement secondaire* [25 avril 1972] (p. 1009) ; *ressources fiscales de la région ; dimension actuelle de la région* (p. 1010) ;

(1) En remplacement de M. Emile Didier, élu sénateur.

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, EDUCATION NATIONALE : *Revalorisation de la fonction enseignante ; rapprocher l'école de la vie ; formation continue ; meilleure égalité des chances ; gratuité du ramassage scolaire ; bourses ; prêt sans intérêt pour étudiants* [9 novembre 1972] (p. 4959) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Progression des crédits d'équipements productifs ; expansion du budget social ; indexation de l'indemnité viagère de départ ; stagnation de l'enseignement agricole ; formation continue pour tous les agriculteurs ; équipement rural ; problème des zones de montagne ; indemnité de zone critique dite de « la vache tondeuse »* [15 novembre 1972] (p. 5205, 5206).

BERNASCONI (Jean)

Député de Paris
(27e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2211).

Cesse d'appartenir à cette Commission [29 octobre 1968] (p. 3703).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851).

Cesse d'appartenir à cette Commission [21 novembre 1969] (p. 4234).

BERTHELOT (Marcelin)

Député de la Seine-Saint-Denis
(2e circonscription)
C.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2211), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Dépôts :

Sa proposition de loi instituant un plafond des loyers dont sont redevables les travailleurs inscrits au chômage ou malades et instituant en faveur de ceux-ci une allocation spéciale de loyer, **n° 345** [9 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à instituer en faveur des agents de la Société nationale des chemins de fer français le libre choix du médecin, **n° 597** [20 décembre 1968].

Sa proposition de loi tendant à améliorer le statut professionnel des voyageurs, représentants ou placiers, **n° 1171** [27 mai 1970].

Sa proposition de loi tendant à permettre aux salariés des entreprises concessionnaires du service des eaux de s'affilier à la caisse nationale des agents des collectivités locales, **n° 1907** [24 juin 1971].

Sa proposition de loi tendant à étendre le champ d'application de l'article 38 de la loi du 1er septembre 1948 relative aux rapports entre bailleurs et locataires, **n° 2270** [26 avril 1972].

Sa proposition de loi tendant à l'amélioration de la loi du 27 décembre 1968 relative à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, **n° 2334** [18 mai 1972].

Sa proposition de loi tendant à assurer une meilleure protection des personnes âgées ayant des reconnaissances de dettes impayées, **n° 2512** [30 juin 1972].

Sa proposition de loi tendant à l'application de la législation sur les 40 heures et à la rémunération des heures supplémentaires aux salariés de l'agriculture, **n° 2722** [6 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES :

Ses observations sur la sécurité sociale et les ordonnances du 21 août 1967 ; suppression des élections pour la désignation des représentants des travailleurs aux conseils d'administration des caisses ; risque maladie ; charges indûment supportées par la sécurité sociale ; allocation de logement ; résorption du déficit ; possibilité d'augmenter les allocations familiales de vingt pour cent et de les octroyer à partir du premier enfant ; gratuité des soins médicaux ; paiement d'indemnités journalières de maladie dès le premier jour de l'arrêt du travail ; suppression des clauses restrictives concernant les maladies de longue durée [6 novembre 1972] (p. 4014, 4015) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, Art. 2 : *Structures actuelles des syndicats* [4 décembre 1968] (p. 5082) ; *ses observations sur l'amendement de Mme Prin* (p. 5082) ; Art. 3 : *Droit de collecter les cotisations syndicales* (p. 5082) ; *son amendement tendant à substituer aux mots : « en dehors du temps et des locaux de travail » les mots « suivant des modalités fixées par accord avec le chef d'entreprise »* (p. 5083) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à la fin du troisième alinéa de cet article après les mots : « de sortie du travail » à ajouter les mots : « de préférence »* (p. 5084) ; Art. 5 : *Problème du local* (p. 5086) ; *son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « dans les établissements où il ne sera pas possible de prévoir un local distinct pour chaque section syndicale, le local pourra être commun à deux ou plusieurs sections syndicales »* (p. 5086) ; Art. 6 : *Son amendement tendant, dans cet article, à supprimer les mots : « en dehors des heures et des locaux de travail »* (p. 5087) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « la section syndicale pourra convoquer une fois par trimestre une assemblée générale du personnel dans l'enceinte de l'entreprise »* (p. 5088) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la deuxième phrase du premier alinéa de cet article : « ils peuvent être de nationalité étrangère s'ils travaillent en France depuis un an au moins »* (p. 5093) ; Art. 11 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article à substituer aux mots : « pendant six mois au moins » les mots : « pendant trois mois au moins »* (p. 5097) ; Art. 12 : *Son amendement tendant dans le quatrième alinéa de cet article à substituer aux mots : « pour répondre à des convocations du chef d'entreprise » les mots: « pour participer à des réunions tenues avec le chef d'entreprise ou d'établissement et convoquées avec son accord »* (p. 5101) ; Ses explications de vote : *Accords de Grenelle ; problème de l'éligibilité des jeunes de 18 ans ; vote du groupe communiste* (p. 5105) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES SOCIALES. — TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Ses observations sur les salariés ; échec des négociations de Tilsitt ; situation des travailleurs immigrés ; cas des travailleurs du secteur public et nationalisé ; annonce de l'actionnariat ouvrier chez Renault ; augmentation du S.M.I.G. ; abattements de zones ; droits syndicaux ; cas de licenciements ; action des inspecteurs du travail ; extension de la compétence des conseils de prud'hommes à tous les travailleurs non fonctionnaires ; formation économique* [7 novembre 1969] (p. 3560, 3561) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 3 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa du paragraphe II de cet article par une nouvelle phrase (cas des chauffeurs de taxi travaillant à leur compte depuis juillet 1966)* [3 décembre 1969] (p. 4551) ; *situation des chauffeurs de taxi propriétaires de leur véhicule* (p. 4551) ; *son amendement tendant à supprimer le cinquième alinéa du paragraphe II de cet article* (p. 4552) ; *problème des délais d'option* (p. 4552) ; Art. 14 de la loi du 12 juillet 1966: *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (gestion des caisses mutuelles régionales)* (p. 4574) ; *rôle des compagnies d'assurances dans le fonctionnement des caisses* (p. 4575) ; *Ses explications de vote : Financement du régime ; couverture des risques ; son vote sur le projet de loi* (p. 4598) ;

— du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance, Art. 31 *x b* du Code du travail : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (indication qu'il ne peut y avoir de discrimination en application du S.M.I.G. en raison de l'âge, d'un handicap ou d'une insuffisance de qualification)* [10 décembre

1969] (p. 4782, 4783) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4783) ; Art. 31 *x c* du Code du travail : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (relèvement du salaire minimum à compter du premier jour du mois de la publication de l'indice entraînant le relèvement)* (p. 4784) ; Art. 31 *x d* du Code du travail : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « après avis motivé » les mots : « sur avis conforme »* (p. 4786) ; *rôle de la commission supérieure des conventions collectives* (p. 4786) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article (accroissement trimestriel du pouvoir d'achat du salaire minimum national interprofessionnel garanti)* (p. 4786) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article : « A la date d'entrée en vigueur de la présente loi, le salaire minimum national interprofessionnel garanti est en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer, augmenté de 20 % »* (p. 4792) ;

— du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault : *Ses observations sur sa question préalable ; conditions de la transformation de la situation des salariés ; craintes du grand patronat ; ses observations sur l'article 10 de l'ordonnance du 17 août 1967* [16 décembre 1969] (p. 4950).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux revendications des étudiants des Instituts universitaires de technologie [29 avril 1970[(p. 1378).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'agrément des entreprises de transports sanitaires : *Formation des ambulanciers ; équipement des véhicules ; avantages et droits accordés par l'agrément ; organisation de secours d'urgence ; cas de l'hôpital de Saint-Denis ; nécessité de mettre fin au développement anarchique des transports ambulanciers ; nécessité de faire cesser la concurrence préjudiciable aux malades ; suppression de l'équipement insuffisant et inadapté des transports sanitaires ; formation et recyclage du personnel ; restructuration du secteur ambulancier ; développement des transports sanitaires publics* [21 mai 1970] (p. 1851, 1852) ; *ses observations sur les paroles de M. Boulin* (p. 1852).

Prend part au débat sur la question orale de M. Lebas relative à la politique à l'égard des cadres [22 mai 1970] : *Solidarité financière manifestée par les cadres et les ingénieurs à l'égard des travailleurs en 1968 ; transformation de la vie économique sociale ; sentiment d'insécurité des cadres ; sa question écrite prévoyant un perfectionnement continu pris sur le temps de travail ; insuffisance des possibilités de recyclage ; raison du chômage des cadres ; mutations industrielles et concentrations ; inquiétude des cadres de Bull ; réforme nécessaire de la fiscalité* (p. 1896, 1897, 1898).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la destruction des bidonvilles : *Incendie du bidonville de Saint-Denis* [19 juin 1970] (p. 2877 et 2879).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant certaines dispositions des Livres IV, V et IX du Code de la santé publique : *Consultation des organisations syndicales ; problème des rémunérations ; situation des agents employés à temps partiel ; son désir que les services accomplis à temps partiel soient comptés pour la retraite ; institution d'un comité technique paritaire ; problèmes relatifs à la discipline* [1er décembre 1970] (p. 6049) ; *mise en place d'un conseil de discipline d'appel à l'échelon départemental ; durée hebdomadaire du travail ; durée des congés* (p. 6050) ; Art. 4 : *Ses observations sur le fait que la rémunération ne doit pas être inférieure à 60 % du salaire* (p. 6052) ; Après l'Art. 6 : *Ses observations sur l'amendement déposé par Mme Vaillant-Couturier* (p. 6053) ; Art. 7 : *Délai concernant la convocation du conseil de discipline* (p. 6054) ; Art. 8 : *Ses observations sur l'amendement de Mme Vaillant-Couturier* (p. 6055) ; Art. 9 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement du Gouvernement, à supprimer les mots : « B. — Pourront être accordés »* (p. 6056) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière : Ses explications de vote : *Vote du groupe communiste* [4 décembre 1970] (p. 6230) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Griotteray, tendant à faciliter la mise en œuvre de plans d'achat d'actions en faveur des cadres des entreprises : *Situation des travailleurs ; ses observations sur le projet de loi introduisant l'actionnariat chez Re-*

nault ; ses observations sur les revendications des travailleurs ; son vote contre la proposition de loi [10 décembre 1970] (p. 6420, 6421) ;

— du projet de loi modifiant l'article 64 du Livre II du Code du travail et abrogeant les articles 64 *c* et 64 *d* du même Livre : Art. 1er : *Rôle de l'office national de l'immigration ; problème de l'immigration clandestine ; lutte contre la fraude patronale ; ses observations sur la proposition de loi déposée par le groupe communiste ; problème des sanctions* [16 décembre 1970] (p. 6559) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 60-790 du 2 août 1960 tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux ou à usage industriel dans la région parisienne, Art. 1er *Ses observations sur les paroles de M. Bettencourt* [8 avril 1971] (p. 1014) ; Art. 3 : *Exécution des travaux d'utilité publique en raison de la construction de locaux à usage industriel ou de locaux à usage de bureaux* (p. 1019) ; *vote du groupe communiste sur l'ensemble du projet de loi* (p. 1024) ; en troisième lecture : *Vote du groupe communiste sur l'ensemble du projet de loi* [22 juin 1971] (p. 3250) ;

— du projet de loi tendant à la reconduction de la législation sur les emplois réservés : *Objet de la législation sur les emplois réservés ; ses observations sur la proposition de loi du groupe communiste tendant à accorder les droits aux emplois sans condition de délai* [15 avril 1971] (p. 1127) ; Art. unique : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « L'alinéa premier de l'article L 393 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre est modifié comme suit : « Bénéficient, sans condition de délai, d'un droit... Les alinéas 4 et 5 de l'article L 393 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre sont abrogés »* (p. 1128) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Le début du premier alinéa de l'article L 394 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre est modifié comme suit : « Peuvent sans condition d'âge et de délai »* (p. 1129) ; *retrait de son amendement* (p. 1129) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel : « Dans le troisième alinéa de l'article L 401 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, à la date « 27 avril 1968 » est substituée la date « 28 avril 1971 »* (p. 1129) ; *retrait de son amendement* (p. 1129) ;

— sur la motion de censure : *Problèmes de l'enseignement ; insuffisance des crédits ; situation dans les départements des Yvelines, Val-d'Oise et Seine-Saint-Denis : problème des classes provisoires ; subvention de l'Etat pour les classes maternelles ; répartition des charges entre l'Etat et les communes* [20 avril 1971] (p. 1264) ;

— du projet de loi modifiant l'article 44 du Livre premier du Code du travail relatif à la périodicité du paiement des salaires, Art. unique : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction des deux premières phrases du deuxième alinéa de cet article (paiement des salaires des ouvriers ; paiement des salaires des ouvriers mensualisés)* [29 avril 1971] (p. 1550) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « tout ou partie des avantages » les mots : « les avantages »* (p. 1550) ; *son amendement tendant après le deuxième alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa : « Il sera accordé à tout salarié des acomptes sur ses appointements dans la limite de ceux-ci, arrêtés à la date de la demande »* (p. 1551) ; *droits aux acomptes* (p. 1551) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du chapitre IV *bis* du titre II du Livre premier du Code du travail relatives aux conventions collectives de travail : *Situation des ouvriers de la Régie Renault ; notion des avantages acquis ; conséquence de l'appropriation privée des moyens de production ; négociation avec les organisations syndicales les plus représentatives* [14 mai 1971] (p. 1906) ; portée du projet de loi (p. 1907) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 31* a *du Livre du Code du travail par les mots : « sauf en ce qui concerne l'électorat et l'éligibilité »* (p. 1915) ; *retrait de son amendement* (p. 1915) ; Art. 3 : *Ses observations sur son amendement déposé avec M. Musmeaux* (p. 1918) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à la fin du texte proposé pour l'alinéa 7 de l'article 31* c *du Livre premier du Code du travail à supprimer les mots : « ou à défaut de la conclusion de celles-ci, pendant une durée qui ne peut excéder un an à compter de la date d'effet desdites mesures »* (p. 1919) ; *Son amendement tendant à la fin du texte proposé pour l'alinéa 7 de l'article 31* c *du Livre premier du Code du travail à substituer aux mots : « un an » les mots : « deux ans »* (p. 1920) ; *retrait de son amendement* (p .1920) ; Art. 8 :

Son amendement tendant à remplacer le 6° des clauses facultatives de l'article 31 g du Livre premier du Code du travail par de nouvelles dispositions : « L'emploi temporaire ou l'emploi à temps partiel de certaines catégories de personnel et les conditions de rémunération de celles-ci » (p. 1922) ; *problème de l'emploi temporaire* (p. 1922) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 31* h *du Livre premier du Code du travail par de nouvelles dispositions (obligation de participer à la Commission mixte)* (p. 1923) ; *retrait de son amendement* (p. 1923) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à la fin du troisième alinéa (parag. 2) du texte proposé pour l'article 31* ja *du Livre premier du Code du travail à supprimer les mots : « soit à des personnels particuliers soumis à des conditions de travail spéciales »* (p. 1924) ; *son amendement tendant à compléter le cinquième alinéa (parag. 4) du texte proposé pour l'article 31* ja *du Livre premier du Code du travail par les mots : « à condition toutefois qu'elle comporte des clauses prévues aux 1°, 2°, 3°, 5° et 11° dudit article »* (p. 1924) ; *retrait de son amendement* (p. 1924).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale avec débat relative à l'abaissement de l'âge de la retraite [19 mai 1971] ; *Raisons économiques et sociales rendant cette réforme possible ; déclassement de nombreux travailleurs âgés de plus de 55 ans ; possibilités pour les jeunes de trouver plus facilement un emploi ; droit à la retraite ; relèvement du taux de pension de la sécurité sociale (minimum fixé à 800 F par mois) ; cas des anciens prisonniers de guerre* (p. 1981, 1982) ;

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'apprentissage, Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (indication que la mise en apprentissage ne saurait constituer une voie normale de formation professionnelle ; système diversifié de formation professionnelle)* [8 juin 1971] (p. 2500) ; *ses observations sur l'amendement de M. Carpentier* (p. 2500) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (durée de l'apprentissage)* (p. 2502) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (contrôle des centres de formation d'apprentis)* (p. 2503) ; *lien entre la formation professionnelle et l'œuvre générale d'éducation* (p. 2503) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à substituer au premier alinéa de cet article de nouvelles dispositions (création des centres d'apprentis)* (p. 2504) ; *son amendement tendant à compléter le troisième alinéa de cet article par les mots : « et du Conseil supérieur de l'éducation nationale »* (p. 2505) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le dernier alinéa de cet article : « les conventions types ainsi établies déterminent les clauses obligatoires »* (p. 2505) ; Art. 5 : *Son amendement tendant après les mots : « activités pédagogiques » à insérer les mots : « dont l'éducation physique et sportive »* (p. 2514) ; *son amendement tendant à substituer à la deuxième phrase de cet article de nouvelles dispositions : « cet horaire ne peut en aucun cas être inférieur à 400 heures par an. Il doit tenir compte des périodes de vacances scolaires »* (p. 2515) ; Art. 6 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « peut imposer » le mot : « impose »* (p. 2515) ; Après l'Art. 6 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (institution d'un conseil de perfectionnement)* (p. 2515) ; *retrait de son amendement* (p. 2515) ; Art. 12 : *Son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa : « Pour ces derniers, ils seront informés des autres possibilités de formation professionnelle qui leur sont offertes »* (p. 2519) ; Art. 13 : *Son amendement tendant après le deuxième alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa : « Un avis motivé est demandé à la commission de formation du comité d'entreprise prévue par la loi du 18 juin 1966 ou aux délégués du personnel »* (p. 2521) ; Art. 16 : *Son amendement tendant après le mot : « entreprise » à rédiger ainsi la fin de cet article : « l'employeur ne doit confier à l'apprenti que des travaux et services se rapportant à la profession prévue au contrat »* (p. 2522) ; *retrait de son amendement* (p. 2522) Art. 17 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2522) ; Art. 18 : *Son amendement tendant, dans la deuxième phrase de cet article, à substituer aux mots : « et sur avis favorable du directeur du centre de formation » les mots : « si l'apprenti le désire »* (p. 2522) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : (salaire de l'apprenti)* (p. 2523) ; *détermination d'un minimum du salaire pour l'apprenti* (p. 2523) ; Art. 20 : *Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par les mots : « notamment celles qui concernent les droits syndicaux, le salaire*

et les garanties de qualité pour la formation » (p. 2523) ; *retrait de son amendement* (p. 2523) ; Art. 27 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2527) ; Art. 29 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à remplacer les mots : « prévues aux articles 27 et 28 » par les mots: « prévue à l'article 28 », et les mots : « auxdits articles » par les mots : « audit article »* (p. 2528) ; *son amendement tendant à compléter te deuxième alinéa de cet article par les mots : « de même que la part de la taxe est obligatoirement réservée au développement de l'enseignement technique »* (p. 2528) ; Art. 32 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (missions d'inspection des conseillers d'enseignement technique)* (p. 2529) ; Art. 33 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par une nouvelle phrase : « Elles mettent en place un conseil d'administration à représentation paritaire »* (p. 2530) ; *contrôle sur les chambres de métiers* (p. 2530) ; Art. 34 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 2531) ; *cas des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle* (p. 2531) ; Art. 35 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du cinquième alinéa de cet article : « Les articles 82 à 87, 89 à 92, 99 à 109 du titre V du Code de l'enseignement technique »* (p. 2532) ; *peines d'amendes pour les chefs d'entreprises qui ne présenteraient pas obligatoirement les apprentis aux examens* (p. 2533) ; Art. 36 : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à substituer à la date du « 1er juillet 1977 » la date du « 1er juillet 1975 »* (p. 2533) ; *son amendement tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa de cet article* (p. 2534) ; *problème des horaires* (p. 2534) ; Art. 37 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Ce décret est établi après consultation du Conseil national de formation professionnelle et du Conseil supérieur de l'éducation nationale »* (p. 2535) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant organisation de l'éducation professionnelle permanente : *Vote du groupe communiste* [23 juin 1971] (p. 3327) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1° de M. Bertrand Denis et plusieurs de ses collègues relative au démarchage à domicile ; 2° de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer la vente à domicile : *Principe d'un délai de réflexion ; protection du petit commerce ; statut des V.R.P.* [2 octobre 1971] (p. 4213-4214) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971 : SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — FORMATION PROFESSIONNELLE, JOURNAUX OFFICIELS, CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL : *Nombre des jeunes qui terminent leur scolarité sans aucune formation professionnelle ; exemple du département de la Seine-Saint-Denis ; faiblesse des moyens au regard des besoins de la formation professionnelle* [25 octobre 1971] (p. 4844) ; *ses observations sur la proposition de loi du groupe communiste* (p. 4845) ; SANTÉ PUBLIQUE ET TRAVAIL — III. — TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Dégradation du pouvoir d'achat des salaires ; accords de participation ; coûts de la main-d'œuvre en France ; nombre de demandes d'emploi non satisfaites* [27 octobre 1971] (p. 4976) ; *situation de l'emploi dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais ; situation dans la région parisienne ; accords de Grenelle ; rôle des inspections du travail ; rénovation des conseils de prud'hommes ; revendications des mutilés du travail ; prévention des accidents du travail ; sanctions à l'égard des employeurs qui enfreignent les règles de sécurité ; reclassement des handicapés physiques ; problèmes relatifs à l'immigration* (p. 4977) ; *subvention en faveur de la Sonacotra ; programme du parti communiste français ; retour aux 40 heures hebdomadaires en cinq jours de travail ; rôle de l'Agence nationale pour l'emploi* (p. 4978) ;

— du projet de loi relatif à la durée maximale du travail : *Caractère de la proposition gouvernementale ; discrimination à l'égard des salariés agricoles ; contrôle de l'application de la législation* [30 novembre 1971] (p. 6214) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Nilès* (p. 6214) ; *Ses amendements à l'article premier et 3 tendant à substituer aux mots : « 60 heures » les mots : « 57 heures »* (p. 6215) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de sécurité sociale, Après l'Art. 9 : *Son amendement tendant à rendre applicable la présente loi aux régimes vieillesse des travailleurs salariés de l'agriculture et des départements d'outre-mer* [2 décembre 1971] (p. 6310) ;

— du projet sur le travail temporaire, Art. 4 : *Son amendement apportant diverses*

précisions en ce qui concerne le contrat de travail [15 décembre 1971] (p. 6763) ; *son amendement tendant à préciser les diverses missions* (p. 6764) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (détermination de l'effectif moyen)* (p. 6768) ; Art. 33 *bis* : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après le mot : « travailleurs » à insérer les mots : « français ou »* (p. 6775) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. L 663-6 du Code de la sécurité sociale : *Contribution de l'Etat* [17 mai 1972] (p. 1616) ; Art. L 663-10 du Code de la sécurité sociale : Art. L 663-10 du Code de la sécurité sociale : *Retrait de l'amendement de M. Andrieux* [17 mai 1972] (p. 1622) ;

— du projet de loi relatif à l'électorat et à l'éligibilité des étrangers en matière d'élection des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel : *Importance de la main-d'œuvre étrangère pour l'économie française ; rôle de l'Office national d'immigration ; propositions de loi déposées par le groupe communiste* [1er juin 1972] (p. 2084) ; *problèmes des bidonvilles* (p. 2086) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à supprimer les mots : « sachant lire et écrire »* (p. 2086) ; *participation au comité d'entreprise* (p. 2086); Art. 3 : *Son amendement* (p. 2089) ;

— du projet de loi relatif aux pénalités applicables au droit du travail : *Désir de certains patrons de payer des salaires inférieurs aux tarifs officiels ; problème de l'hygiène et de la sécurité ; exemple d'un chantier de construction d'un grand aéroport de la région parisienne* [1er juin 1972] (p. 2096) ; *publication des jugements ; problème des sanctions économiques* (p. 2097) ; *vote du groupe communiste* (p. 2114) ;

— du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles : *Inexistence de la prévention ; attitude des compagnies d'assurances ; proposition de M. Lamps ; transfert des activités et du personnel des branches « salariés » de la mutualité sociale agricole au sein des caisses de sécurité sociale* [28 juin 1972] (p. 2905) ; Art. 1154 du Code rural : *principe de l'unicité* (p. 2986) ; Ses explications de vote (p. 2952).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au S.M.I.C. [13 octobre 1972] (p. 4151, 4152).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile, Art. 1er *bis* : *S'oppose au nom du groupe communiste à l'amendement de suppression présenté par la Commission* [18 octobre 1972] (p. 4217) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1973 : Art. 6 : *Ses observations sur la réduction de 30 à 15 % du taux de la taxe sur les conventions d'assurances contre l'incendie souscrites par les entreprises industrielles, commerciales, artisanales ou agricoles alors que les sociétés d'assurances contre l'incendie sont autorisées à majorer de 20 % leurs tarifs* [25 octobre 1972] (p. 4378) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE — I. — SECTION COMMUNE — II. — AFFAIRES SOCIALES : *Hostilité du Gouvernement aux propositions de son groupe tendant à améliorer les conditions de vie des salariés ; le S.M.I.C. à 1.000 F par mois ; conséquences pour l'emploi de la concentration et de la décentralisation ; Agence nationale pour l'emploi ; sécurité de l'emploi ; formation professionnelle ; aggravation de la situation de l'emploi* [6 novembre 1972] (p. 4717, 4718) ; *racisme dans une offre d'emploi de la société Citroën ; formation professionnelle des adultes ; formation professionnelle féminine ; formation professionnelle des travailleurs immigrés ; rôle de l'association pour la formation professionnelle des adultes ; crédits affectés à l'éducation dispensée par les syndicats ; représentativité de la C.F.T. ; reconnaissance de la section syndicale d'entreprise ; heure d'information syndicale mensuelle ; réintégration en cas de licenciement abusif ; crédits insuffisants pour les inspecteurs du travail ; programme commun de gouvernement de la gauche* (p. 4719) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. — JOURNAUX OFFICIELS. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL, COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN : *Crise de la formation initiale ; ses craintes à l'examen des crédits destinés à la promotion sociale et à la formation continue ; utilisation par le patronat des mesures légis-*

lalives nouvelles à son seul profit ; liquidation de l'institut national pour la formation des adultes ; problème de l'avenir des associations locales [13 novembre 1972] (p. 5078, 5079) ; *renforcement de la mainmise patronale sur la formation ; utilisation de plus en plus large des fonds de l'Etat au profit du patronat ; solutions dans le programme de la gauche* (p. 5080).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux licenciements dans une entreprise parisienne [17 novembre 1972] (p. 5377, 5378).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant création de la prime de mobilité des jeunes : *Portée du projet de loi ; augmentation du chômage ; taux de la prime de mobilité* [21 novembre 1972] (p. 5547, 5548) ;

— du projet de loi relatif à l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes, Art. 2 : *Son amendement (critères de classification et de promotion professionnelle)* [21 novembre 1972] (p. 5564) ; Après l'Art. 3 : *Son amendement (en cas de contestation sur la « valeur égale » visée à l'article premier, possibilité de demander l'avis d'une commission paritaire départementale présidée par le directeur départemental du travail et de la main-d'œuvre)* (p. 5566).

BERTHOUIN (Fernand)

Député de l'Indre-et-Loire
(3e circonscription)
F.G.D.S., puis N.I., puis app. S.

SECRÉTAIRE
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [12 juillet 1968] (p. 2204), [21 octobre 1971] (p. 4712).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant du Conseil supérieur de l'aménagement rural [17 octobre 1968] (p. 3387).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Figure sur la liste des députés n'appartenant à aucun groupe [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'apparente au groupe socialiste [21 octobre 1969] (p. 2797).

Cesse d'être apparenté au groupe socialiste [15 octobre 1970] (p. 4349).

Figure sur la liste des députés n'appartenant à aucun groupe [15 octobre 1970] (p. 4349).

S'apparente au groupe socialiste [16 novembre 1971] (p. 5806).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à permettre aux anciens prisonniers de guerre de bénéficier à soixante ans, au lieu de soixante-cinq ans, de la retraite de sécurité sociale au taux de 40 %, **n° 1001** [19 décembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à la nationalisation de l'eau potable et à la création d'une « Régie française des eaux », **n° 1058** [9 avril 1970].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Conséquences de la hausse des prix sur l'augmentation des pensions consentie en 1968 ; rapport constant ; réunion d'une commission tripartite chargée de définir un nouvel indice de référence ; retraite du combattant en faveur de tous les titulaires de la carte : égalité des droits ; problème des forclusions ; droit à pension des ascendants ; droit à un supplément exceptionnel de pension pour les veuves ; mise à parité des pensions des déportés ; rétablissement du 8 mai comme fête nationale ; droits de ceux qui ont combattu en Afrique du Nord ; situation des cheminots des réseaux secondaires, des traminots, des rapa-*

triés et des déportés et internés ; cas des déportés du travail [31 octobre 1969] (p. 3184, 3185) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Voirie communale ; budget des communes rurales ; ressources du fonds spécial d'investissement routier ; service des Ponts et Chaussées ; rôle des agents de travaux publics de l'Etat ; situation des ouvriers des parcs et ateliers* [13 novembre 1969] (p. 3675, 3676) ;

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant simplifications fiscales, Art. 3 : *Réduction des droits proportionnels ; droits de mutation à titre onéreux de biens immeubles ; taxes additionnelles pour les acquisitions d'immeubles ruraux dont la valeur ne dépasse pas 1.000 F ; nécessité de relever le plafond fixé à 1.000 F* [11 décembre 1969] (p. 4822) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Création d'une commission tripartite ; ses observations sur la lettre de M. Pompidou au président du comité de liaison des anciens combattants ; abaissement de l'âge de la retraite pour les anciens combattants prisonniers de guerre ; ses observations sur la proposition de loi de M. Maurice Schumann ; nécessité de réunir une commission ministérielle ; ses observations sur le contentieux entre le Ministre et les anciens combattants* [26 octobre 1970] (p. 4698) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — CRÉDITS CONCERNANT L'ÉQUIPEMENT : *Crédits affectés au réseau routier ; fonds d'action conjoncturelle ; réalisations du V^e^ Plan ; conditions de circulation ; nécessité de consacrer une part plus importante des taxes payées par les usagers à la remise en état du réseau routier* [3 novembre 1970] (p. 5065) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE [22 octobre 1971] (p. 4827) ; *problème de la retraite ; crédits affectés à l'Office national des anciens combattants ; octroi de la sécurité sociale maladie aux ascendants et aux veuves qui n'en bénéficient pas ; abaissement de l'âge de la retraite ; rétablissement du 8 mai comme jour férié* (p. 4828) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — EQUIPEMENT : *Nombre de tués sur la route ; relativité de la densité du réseau français ; plan des voies nationales qui doivent passer dans la voirie départementale ; situation des ingénieurs des travaux publics de l'Etat* [28 octobre 1971] (p. 5021);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Augmentation dérisoire de la retraite des combattants de 1939-1945 ; amélioration du régime des pensions d'invalidité ; budget constituant une cruelle déception pour le monde des anciens combattants ; sa demande de commission tripartite ; proposition de loi adoptée par le Sénat en décembre 1968 (combattants d'Afrique du Nord) ; rapport constant ; rappel de la promesse de parité entre les deux générations du feu ; âge de départ à la retraite des anciens combattants prisonniers de guerre ; veuves de grands invalides ; pension de veuve de guerre ; retraite mutualiste du combattant ; forclusions ; 8 mai ; pensions des ascendants ; Légion d'honneur* [2 novembre 1972] (p. 4560, 4561).

BETTENCOURT (André)

Député de la Seine-Maritime
(5^e^ circonscription)
R.I.

MINISTRE DE L'INDUSTRIE
du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969.

MINISTRE DÉLÉGUÉ
AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE,
CHARGÉ DU PLAN ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
du 22 juin 1969 au 5 juillet 1972.

MINISTRE DÉLÉGUÉ AUPRÈS DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
du 6 juillet 1972 au 28 mars 1973.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212).

Est nommé Ministre de l'Industrie (Gouvernement Couve de Murville), décret du 12 juillet 1968 [*J.O.* du 13 juillet 1968] (p. 6659).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 12 août 1968, de son mandat de député [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7917), [24 septembre 1968] (p. 2847).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre de l'Industrie (Gouvernement Couve de Murville), décret du 20 juin 1969 [*J.O.* du 21 juin 1969] (p. 6288).

Est nommé Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Est nommé Ministre délégué auprès du Ministre des Affaires étrangères (Gouvernement Messmer), décret du 6 juillet 1972 [*J.O.* du 7 juillet 1972] (p. 7059).

Est chargé de l'intérim du Ministère des Affaires étrangères, décret du 15 mars 1973 [*J.O.* du 16 mars 1973] (p. 2828).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre délégué auprès du Ministre des Affaires étrangères (Gouvernement Messmer), décret du 28 mars 1973 [*J.O.* du 29 mars 1973] (p. 3452).

Dépôts :

Son projet de loi relatif aux gîtes d'eaux chaudes et de vapeurs d'eau souterraines dans les départements d'outre-mer, n° **287** [2 octobre 1968].

Son projet de loi portant modification de diverses dispositions du Code minier, n° **723** [14 mai 1969].

Son projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan, n° **1184** [2 juin 1970].

Son projet de loi modifiant la loi n° 60-790 du 2 août 1960 tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel dans la région parisienne, ns **1354** [30 juin 1970].

Son projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social, n° **1793** [7 juin 1971].

Interventions :

En qualité de Ministre de l'Industrie :

Répond aux questions orales sans débat de MM. Ballanger et Cazenave relatives à la situation de l'industrie automobile [11 octobre 1968] (p. 3280, 3281, 3282, 3283, 3284).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux gîtes d'eaux chaudes et de vapeurs d'eau souterraines dans les départements d'outre-mer : *Intérêt du projet de loi ; caractère domanial des sources ; durée du droit ouvert à l'exploitant* [17 octobre 1968] (p. 3372) ; Art. unique : *retour à l'Etat, à l'expiration de la concession* (p. 3373) ; *ses observations sur les cahiers des charges* (p. 3373) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969 : INDUSTRIE : *Ses observations sur les différents secteurs industriels ; évolution de l'activité industrielle ; politique industrielle française devant s'insérer dans la politique économique générale du Gouvernement ; politique énergétique ; secteur du charbon ; reclassement des mineurs ; résorption du chômage dans les régions minières ; fusion de groupes dans le Nord ; regroupement des bassins du Centre et du Midi ; ses observations sur la SOFIREM ; déficit des Charbonnages de France ; secteur des pétroles ; secteur gazier ; exploitation des gisements de Saint-Faust, Meillon et Rousse ; importations en provenance d'Algérie ; secteur de l'électricité ; problème hydraulique ; baisse du prix du fuel-oil ; évolution du marché de l'énergie ; construction d'une centrale franco-belge de la filière « uranium enrichi eau légère » à Tihange ; construction d'une centrale à Kaiseraugst ; ses observations sur la centrale surrégénératrice Phenix ; prix de l'électricité en France ; industrie sidérurgique ; fusion des sociétés de Wendel, Sidelor et Mosellane de sidérurgie ; industrie des tubes ; ses observations sur la société Vallourec ; création de Tréfilunion et de Châtillon-Gorcy ; production chimique française ; équilibre global de nos échanges extérieurs de produits chimiques ; dispersion de nos moyens de production ; progression des industries mécaniques, électriques et électroniques ; construction automobile ; implantation d'affaires étrangères en France ; accords entre Citroën et Fiat ; accords de coopération entre Renault et Peugeot ; secteur de la machine-outil ;*

secteur de l'électroménager ; création de l'entreprise Thomson-Brandt-Claret ; secteur électrique et électronique ; secteur textile ; secteur des pâtes et papiers ; activités des industries transformatrices de matières plastiques ; situation des petites et moyennes entreprises ; création d'un corps d'assistants techniques en gestion industrielle ; ses observations sur l'artisanat ; investissements des entreprises artisanales ; centres d'études et de perfectionnement de l'artisanat et des métiers ; problème d'apprentissage et de formation professionnelle ; problèmes fiscaux et sociaux de l'artisanat ; statut de l'artisan ; évolution de l'activité industrielle au cours de ces dernières années ; problème de la productivité ; fragilité industrielle française ; concurrence internationale ; subventions aux Houillères nationales ; fonctionnement des services ; interventions publiques ; dépenses en capital ; ses observations sur les écoles des mines de Paris et de Saint-Etienne ; bureau de recherches géologiques et minières ; institut national de recherche chimique appliquée ; centre technique du papier ; association pour le développement des études de la programmation automatisée des machines-outils ; problème des nuisances industrielles ; création d'un échelon régional du département de l'industrie ; expérience effectuée dans les régions de programme d'Aquitaine et de Lorraine ; nécessité de changements à l'intérieur du Ministère [5 novembre 1968] (p. 3907 à 3914) ; *ses observations sur l'éventualité d'une question orale avec débat sur l'artisanat* (p. 3926) ; *problème des charbonnages ; ses observations sur les logements ; industries de main-d'œuvre ; question de la ganterie ; ses observations sur l'assertion de M. Fajon selon laquelle les grèves entraîneraient une relance de l'activité économique ; problème des biens d'équipement ; absence en France d'entreprises suffisamment fortes pour assurer à notre économie un haut niveau de production ; problème des marges et des charges des salaires ; financement des collectivités locales ; concurrence internationale ; politique industrielle ; ses observations sur les établissements classés ; problème des nuisances ; débat sur l'artisanat ; construction d'une centrale nucléaire à Fessenheim ; implantation de Renault-Peugeot ; migrations dans l'Est ; ses observations sur le charbon ; problème des concentrations d'entreprises ; rôle des chambres de commerce ; houillères du Nord et du Pas-de-Calais ; problème de l'implantation d'un « steam cracking » dans le nord de la France ; problème de la régionalisation ; problèmes d'outre-mer ; ses observations sur la banque d'investissement ; budget du bureau des recherches géologiques et minières ; industrialisation des régions rurales ; problèmes de la région de Marseille ; coordination des aides de l'Etat ; création d'une mentalité industrielle ; action sur les structures des entreprises ; liaisons avec les entreprises étrangères ; ses observations sur les plans professionnels ; aide à la « recherche-développement » ; dialogue entre patrons et ouvriers ; action sur l'environnement des entreprises ; allégement des interventions administratives ; structure financière des entreprises ; ses observations sur la création d'un institut national d'investissement analogue à l'I.R.I. italien et à l'I.R.C. anglais ; formation des hommes, notamment de directeurs d'entreprises ; ses observations sur le centre de préparation aux affaires* (p. 3931 à 3935) ; *ses observations sur l'amendement de M. Rivain* (p. 3937) ; *besoins du service de la statistique* (p. 3937) ; *problème de l'artisanat* (p. 3938) ; *crédits nécessaires aux charbonnages* (p. 3939) ; Après l'Art. 67 : *Son sous-amendement tendant à remplacer le texte proposé par l'amendement de M. Poncelet pour le premier alinéa du texte proposé pour l'article 30-1 de la loi du 19 décembre 1917 par les dispositions suivantes : « les taxes visées ci-dessus sont ramenées à 70 % de leur montant pour les entreprises inscrites au répertoire des métiers. Cette réduction s'applique au paiement de la taxe pour 1968 »* (p. 3940) ; *ses observations sur le régime des exploitations agricoles ; secteur des métiers ; taxe relative aux établissements dangereux, insalubres et incommodes* (p. 3941) ; *modification du sous-amendement de M. Boscary-Monsservin* (p. 3942).

Répond aux questions orales, avec débat de MM. Ansquer, Manjoüan du Gasset, Fabre, Neuwirth, Barberot, Bignon, Bayou, Tomasini, Olivier Giscard d'Estaing et Lamps, relatives à la situation de l'artisanat : *Problème posé par l'économie du secteur des métiers ; politique appliquée au secteur des métiers ; répartition des charges sociales et fiscales ; utilité des activités artisanales pour notre économie ; attribution des premiers titres de qualification d'« artisan en son métier » et de « maître artisan en son métier » ; accroissement des besoins d'investissements des artisans ; action des chambres de mé-*

tiers ; rôle du chef de l'entreprise artisanale ; organisation par les chambres de métiers de cours de gestion ; stages et groupes d'auto-organisation ; création du centre d'étude et de perfectionnement de l'artisanat et des métiers ; réalisation d'expositions en France et à l'étranger d'œuvres d'artisans français ; création d'une « société de commercialisation des métiers d'art français » ; protection sociale des artisans ; entrée en vigueur prochaine du régime de l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles ; nécessité du dialogue avec les organisations professionnelles du secteur des métiers ; importance de la place des professions artisanales dans l'économie française ; modification du statut fiscal de l'artisanat ; choix entre le salaire fiscal et l'avoir fiscal [29 novembre 1969] (p. 4985 à 4989, 4993, 4994).

Répond aux questions orales sans débat de MM. Bayou et Poncelet relatives à la politique fiscale et sociale à l'égard de l'artisanat [7 mai 1969] (p. 1306, 1307, 1308).

Répond à la question orale sans débat de M. Michel Durafour relative à la dégradation de la voirie par les travaux souterrains [7 mai 1969] (p. 1308, 1309, 1310).

Répond à la question orale sans débat de M. Boudet relative à la situation des imprimeries de labeur [7 mai 1969] (p. 1310, 1311).

Répond à la question orale sans débat de M. Charles Bignon relative au préavis de grève dans les services publics [7 mai 1969] (p. 1311).

En qualité de Ministre délégué auprès du Premier Ministre :

Répond à la question orale sans débat de M. Poudevigne relative aux redevances communales dues aux agences financières de bassins [3 octobre 1969] (p. 2480, 2481, 2482).

Répond à la question orale sans débat de M. Dehen relative aux allégements fiscaux et primes de développement industriel [31 octobre 1969] (p. 3192, 3193).

Répond à la question orale sans débat de M. Rieubon relative à la situation de l'emploi dans la région Provence - Côte d'Azur [31 octobre 1969[(p. 3193, 3194, 3195).

Répond à la question orale sans débat de M. Durafour relative à la répartition des crédits d'équipement entre Lyon, Saint-Etienne et Grenoble [31 octobre 1969] (p. 3196, 3197, 3198).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Coopération entre le Gouvernement et l'Assemblée Nationale ; sa conception du Plan ; ses observations sur les objectifs, les programmes et les prévisions ; souplesse du Plan ; possibilité d'inviter le commissaire général du plan à présenter un compte rendu de l'exécution du Plan ; options du Plan ; recherche de l'efficacité dans un cadre d'économie de marché concurrentiel ; conditions de la création d'un environnement favorable à l'accroissement de la compétitivité de notre économie ; orientation de la croissance économique vers certaines des finalités qualitatives de notre société ; situation des personnes âgées et des personnes handicapées ; étapes de la préparation du Plan ; rôle de l'information à cet égard ; politique d'aménagement du territoire ; budget de fonctionnement de la D.A.T. ; Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire ; conversion industrielle des régions minières ; conversion des houillères de Lorraine ; ses observations sur le bassin du Nord et du Pas-de-Calais, les bassins du Centre et du Midi, le bassin de la Loire ; conversion des bassins des Cévennes, d'Auvergne, du Dauphiné et de Blanzy ; industrialisation du Sud-Est ; rénovation rurale ; indemnité viagère de départ ; bourses pour les enfants d'agriculteurs ; programme de développement de la Bretagne, infrastructure de cette région ; concentration des efforts sur Rennes et Brest ; vocation de la Bretagne en matière d'électronique ; développement des régions de l'Ouest et du Sud-Ouest ; construction des autoroutes Paris-Orléans-Tours-Poitiers et Paris-Le Mans ; mise en valeur touristique de l'Ouest et du Sud-Ouest ; liaison transversale Est-Ouest ; ses observations sur la région parisienne ; directives données au préfet de la région de Paris ; ralentissement de la croissance démographique de cette région ; programme des huit villes nouvelles prévues au schéma directeur ; problème de l'emploi ; sauvegarde du patrimoine naturel et culturel contre les nuisances ; création des parcs ; politique de l'eau ; problème de pollution ; protection des sites ; le rôle du plan ; provoquer l'adhésion des Français à certaines modifications inéluctables ; incerti-*

tude de certains groupes sociaux ; mobilité de la population active [7 novembre 1969] (p. 3512 à 3515) ; *planification souple ; aménagement volontaire du territoire ; exécution du Ve Plan ; taux de croissance annuel de la production intérieure brute ; investissements productifs ; taux d'investissement dans l'industrie française ; taux d'épargne des ménages ; dépenses courantes des administrations ; productivité de l'industrie ; ses observations sur les événements de 1968 ; nombre de personnes à la recherche d'un emploi ; rétablissement des équilibres fondamentaux ; régionalisation ; question du dépôt d'une proposition de loi sur la régionalisation ; aides à l'industrialisation régionale ; industrialisation des régions de l'Ouest ; carte des aides ; ses observations sur le Tarn-et-Garonne, l'Ardèche, la Normandie, l'Alsace, la Lorraine ; problème des frontaliers ; inégalité de certaines répartitions entre régions ; idée d'une bourse de décentralisation industrielle ; rôle de la D.A.T.A.R. ; rénovation rurale ; rénovation rurale dans les zones de montagne ; régime de l'indemnité viagère de départ ; bourses pour les enfants d'agriculteurs* (p. 3539 à 3542) ; *problème des voies de communication ; ses observations sur les routes ; axe Mer du Nord-Méditerranée ; liaison fluviale Seine-Est ; transversale routière Est-Ouest ; aménagement de la liaison Rhin-Rhône ; liaison entre la vallée de la basse Seine et la région parisienne, d'une part, et l'Est d'autre part ; aménagement de la zone portuaire et industrielle de Fos ; problème de l'aménagement d'un grand axe de trafic fluvial sur la Loire ; construction d'une transversale routière Est-Ouest ; ses observations sur la haute Seine ; tunnel routier de Sainte-Marie-aux-Mines ; problème du cabotage ; création d'une mission touristique de la côte normande ; création de missions interministérielles ; mission de l'O.R.E.A.M. de la basse Seine ; aérotrain ; problème de l'eau ; modicité des redevances perçues par les agences financières de bassin ; fonctionnement des agences financières de bassin et leur découpage géographique ; dimension européenne de la politique d'aménagement du territoire ; banque européenne d'investissement* (p. 3542 à 3544).

Répond aux questions orales sans débat de MM. Soisson, Rossi, de la Malène et Boscher relatives à l'aménagement du bassin parisien [14 novembre 1969] (p. 3736, 3737, 3738, 3741, 3742).

Répond à la question orale sans débat de M. d'Ornano relative au fonctionnement des C.O.D.E.R. [17 décembre 1969] (p. 5006, 5007).

Répond à la question d'actualité de M. Gosnat, relative au transfert de l'Institut géographique national [24 avril 1970] (p. 1291).

Répond à la question d'actualité de Mme Vaillant-Couturier relative à l'octroi d'un terrain à l'Observatoire de Paris [6 mai 1970] (p. 1545, 1546).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Ses observations sur la loi du 4 août 1962 ; originalité des plans français ; importance du rôle que joue le Plan pour le développement économique ; sélectivité du VIe Plan ; sa souplesse ; problème de la déplanification ; ambitions du VIe Plan ; rôle de la France dans le monde ; coopération économique de la France avec les autres pays industriels ; ses observations sur la compétitivité, la solidarité, l'amélioration des conditions d'existence ; situation des catégories les plus défavorisées ; nécessité d'accorder une aide aux Français touchés par les transformations structurelles ; amélioration des conditions d'existence ; réduction de la durée hebdomadaire du travail ; type de croissance prévu par le VIe Plan ; exigence du plein emploi ; dangers de l'inflation ; équilibre extérieur ; équilibre des prix ; politique concertée des revenus ; équilibre financier ; équilibre budgétaire ; problème de la sécurité sociale ; situation des collectivités locales ; répartition des fruits de la croissance ; taux d'augmentation des investissements productifs ; problème du logement ; objectif de 315.000 équivalents-logements ; consommation des ménages ; lutte contre certaines rentes de situation ; situation de notre fiscalité ; taux de croissance des équipements collectifs ; nécessité de favoriser la création d'un environnement des entreprises favorables à la compétitivité ; formation professionnelle ; agence nationale de l'emploi ; étude des programmes sectoriels pour certaines industries de pointe ; ses observations sur le secteur de l'agriculture ; aide de l'Etat aux productions déficitaires ; rôle de l'Etat en matière d'aides sociales en faveur des agriculteurs ; situation des entreprises artisanales ; ses observations sur le secteur des services et notamment le commerce ; problème du perfectionnement*

professionnel des commerçants ; diffusion des méthodes modernes de gestion ; ses observations sur les services collectifs ; régionalisation ; prestations sociales ; problèmes posés par la sécurité sociale ; situation des personnes âgées ; politique familiale ; encouragement à l'essor démographique ; pouvoir d'achat des prestations familiales ; aménagement du territoire ; ses observations sur les régions de l'Ouest, du Centre et du Sud-Ouest ; aménagement de l'espace rural et de l'équipement urbain ; utilisation des formules d'association et de coopération intercommunales [15 juin 1970] (p. 2646 à 2651), *importance du débat ; exigences des équilibres ; répartition des fruits de la croissance ; équilibre du développement régional ; industrialisation de la France ; répartition des acquêts de la croissance au sein de la nation ; politique des revenus ; ses observations sur le S.M.I.C. ; politique de la famille ; accroissement démographique ; problème des départements d'outre-mer ; retraite des femmes ; ses observations sur les équipements collectifs et le logement ; équilibre des finances publiques ; problème de l'habitat ; réforme de la fiscalité ; problème des transports ; hommage rendu à la S.N.C.F. ; développement régional ; problème de la main-d'œuvre frontalière ; ses observations sur les aides régionales ; ses observations sur l'Ouest, le Sud-Ouest et certaines régions du Centre de la France ; politique d'aménagement du territoire ; ses observations sur Le Havre et Marseille ; définition des « foyers d'activité » ; régionalisation du Plan ; réforme des contributions directes ; problème de la répartition des charges entre les collectivités et l'Etat ; déconcentration des tâches administratives ; ses observations sur l'Allemagne* [17 juin 1970] (p. 2767 à 2770) ; *transversale Est-Ouest ; développement du nord de l'Espagne ; ses conséquences pour le Sud-Ouest* (p. 2785) ; Art. unique : *Conditions nécessaires à la réalisation du VI^e Plan; rectifications proposées par le Gouvernement ; ses observations sur les « zones de peuplement » ; politique de la natalité ; politique sociale du Gouvernement ; efforts exigés par l'industrialisation devant être répartis entre tous ; ses observations sur les départements et territoires d'outre-mer ; problème des télécommunications ; équipements sociaux ; taux de croissance du trafic aérien international* [18 juin 1970] (p. 2810, 2811) ; *impossibilité de se contenter d'industrialiser les villes de plus de 50.000 habitants ; ses observations sur la façade atlantique* (p. 2814) ; *fonds d'interventions culturelles* (p. 2818).

Ses observations sur le rappel au Règlement de Mme Vaillant-Couturier [16 juin 1970] (p. 2714).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971. SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET L'ACTION RÉGIONALE : *Budget de fonctionnement du Commissariat général ; action du Centre national d'information pour la productivité des entreprises ; problèmes de la planification ; bilan du V^e Plan ; répartition des enveloppes financières d'équipements collectifs ; problème des télécommunications et des infrastructures de transports ; équipements culturels ; action sociale ; procédure de régionalisation dans l'élaboration du VI^e Plan* [3 novembre 1970] (p. 5028) ; *respect des objectifs retenus dans le rapport sur les grandes options ; équilibre de la balance des paiements ; évolution des prix en France ; insuffisance de l'épargne ; rôle et caractère du plan ; problèmes d'aménagement du territoire* (p. 5029) ; *régionalisation du budget ; récapitulation, dans un même tableau, des principaux moyens financiers de la politique d'aménagement du territoire ; augmentation des programmes de rénovation rurale ; aménagement touristique ; amélioration de nos conditions de vie ; ses observations sur les métropoles d'équilibre ; importance des schémas directeurs des métropoles ; crédits d'aide à la décentralisation industrielle de l'Etat ; conversion industrielle des zones minières ; structures des régions de l'Ouest atlantique et de la façade méditerranéenne : problèmes de la région parisienne ; question de la localisation des emplois dans cette région* (p. 5030) ; *déséquilibre entre Paris et banlieue ; déséquilibre entre l'ouest de la capitale et la région parisienne ; décalage entre l'implantation des activités nouvelles et la construction des résidences orientées vers les villes nouvelles ; modulation du taux des redevances à l'intérieur de la région ; amélioration des transports ; liaisons avec les villes nouvelles et les aéroports ; principe d'une taxe des transports en région parisienne ; création de nouveaux parcs nationaux et régionaux ; politique de l'eau ; sau-*

vegarde de l'environnement ; conditions d'un aménagement du territoire (p. 5031) ; *problème de la procédure ; importance de la concertation ; association des conseils généraux à la planification ; exécution du Ve Plan ; objectifs du VIe Plan ; amélioration des conditions de vie ; répartition des crédits ; pouvoir d'initiative des collectivités locales ; rôle des C.O.D.E.R. ; problème des investissement étrangers* (p. 5050) ; *régime des aides ; règlement des primes ; financement des opérations industrielles des petites et moyennes entreprises ; régime du contrôle et des redevances dans la région parisienne ; affectation du produit des redevances ; problème de la prime de démolition ; mise à la disposition des entreprises de sites industriels bien équipés à des prix compétitifs ; rénovation rurale ; zones d'économie montagnarde ; ses observations sur les régions frontalières ; programme d'environnement ; ses observations sur les villes moyennes et les métropoles d'équilibre ; problème de l'aménagement du temps* (p. 5051) ; *problème des carrières et des sablières ; question du port d'éclatement pétrolier du Havre ; ses observations sur les infrastructures de liaison ; schéma directeur des routes ; question de l'axe Est-Ouest ; autoroute Toulouse-Narbonne ; ses observations sur la région du Nord ; les villes nouvelles de la région parisienne ; avenir de la ville de Mantes ; problèmes relatifs à la Picardie ; aéroport de Roissy ; situation de Saint-Quentin ; cas de la région de Dieppe* (p. 5052) ; *problème des emplois* (p. 5052) ; *ses observations sur la Moselle ; établissement d'une zone industrielle à Carling ; financement de l'autoroute Metz-Sarrebruck : ses observations sur les Ardennes ; financement de la sidérurgie à Fos ; aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon ; problèmes de l'Aude ; question de la Corse ; action de la société de mise en valeur de la Corse ; améliorations sylvo-pastorales ; problème de la conserverie de Casamozza ; industrialisation de l'Ouest* (p. 5053) ; *mutations du monde rural ; problème de l'emploi dans les Vosges ; restructuration de la société Boussac ; question de l'opportunité d'une grande région de Normandie englobant la Haute-Normandie et la Basse-Normandie ; problème de la montagne ; équipement touristique des stations de sports d'hiver* (p. 5054) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Hommage rendu à la mémoire d'Edmond Michelet ; problème de l'affectation au département ministériel de 1 % du budget de l'État ; crédits d'équipement ; nécessité de préserver le patrimoine culturel français* [13 novembre 1970] (p. 5506) ; *moyens d'action juridiques du Gouvernement ; pouvoirs des préfets et des conservateurs régionaux ; droits des propriétaires d'édifices classés ; protection des sites ; politique de l'environnement ; champ d'application des subventions ; ses observations sur les Archives de France ; le dépôt central de microfilms d'Espeyran ; aménagement de l'hôtel de Jaucourt ; construction d'un dépôt d'archives pour la Martinique ; rôle du service des fouilles ; inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France ; les musées ; ses observations sur les expositions ; programme d'aménagement du Louvre ; ses observations sur le mémorial Chagall ; possibilité de doter la direction des musées de France d'un bureau de relations publiques ; création d'un centre de documentation de l'histoire de l'art ; publication de catalogues destinés au grand public des musées de province ; question de la création d'un passeport culturel ; insuffisance des musées en personnel* (p. 5507) ; *protection du patrimoine artistique ; promotion d'une architecture de notre temps ; nécessité d'une meilleure politique de la commande publique d'architecture ; réforme de la profession d'architecte ; situation du personnel des manufactures d'art ; utilisation des crédits de 1 % sur les constructions scolaires ; ses observations sur la Comédie-Française ; diffusion sur les écrans de l'O.R.T.F. d'un certain nombre de spectacles ; hommage à M. Maurice Escande ; rôle de l'Odéon-Théâtre de France ; décentralisation dramatique ; rapports de l'État et des troupes ; situation du théâtre privé ; modalités prévues pour l'extension de la T.V.A. aux spectacles ; ses observations sur le service de la musique, de l'art lyrique et de la danse ; diffusion de la musique ; problème de la réunion des théâtres lyriques nationaux ; fermeture actuelle de l'Opéra ; ses observations sur les anciennes conventions collectives ; durée véritable du travail à l'opéra* (p. 5508) ; *ses observations sur les personnels techniques, les chanteurs, les musiciens d'orchestre ; coût d'une mise en scène d'une création à l'Opéra de Paris ; qualité artistique de l'Opéra ; réussite de certains spectacles donnés au Palais des Sports par Maurice Béjart ; ses observations sur les maisons de la culture ; création d'un centre d'action culturelle à équipement léger*

à Longwy ; construction du théâtre Saint-Gilles de La Réunion ; maison des jeunes et de la culture de Papeete ; intérêt du cinéma comme moyen d'expression et de diffusion de la culture ; conséquence de la généralisation de la T.V.A. ; situation des ciné-clubs ; collaboration entre le cinéma et l'O.R.T.F. ; problème de l'enseignement du cinéma ; institut des hautes études cinématographiques ; remise au secteur privé de l'Union générale cinématographique (p. 5509) ; *intervention du pouvoir législatif sur cette matière ; enseignement de l'architecture et des arts plastiques ; fonds d'intervention culturelle ; coordination entre les différents ministères en vue d'une action culturelle commune ; actions culturelles dans le domaine des loisirs ; centre d'art contemporain* (p. 5510) ; *augmentation, par amendement gouvernemental, des crédits du ministère des affaires culturelles* (p. 5511) ; Avant l'Art. 66 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (perception directe du droit d'entrée par la caisse nationale des monuments historiques et des sites)* (p. 5511, 5512) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5512) ;

— du projet de loi modifiant et complétant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques : *Protection des objets mobiliers artistiques ; dégradation du patrimoine artistique mobilier ; ses observations sur les initiatives d'une fraction du clergé qui laisse disparaître des ensembles qu'il faut conserver précieusement ; réalisation de l'inventaire général des richesses artistiques de la France ; hommage à la mémoire d'Edmond Michelet* [18 novembre 1970] (p. 5757) ; Art. 2 : *Champ d'application du projet de loi : conséquence de l'extension immédiate du nouveau régime d'inscription à l'inventaire aux objets propriétés privées ; nécessité de connaître l'importance de notre patrimoine dans chacune de nos régions* (p. 5758, 5759) ; *problème des ventes à l'étranger ; nécessité de préserver les objets d'art qui se trouvent dans des édifices propriétés des collectivités locales ou des établissements publics* (p. 5759) ; *son sous-amendement tendant à modifier l'amendement de M. Manguy et à insérer les mots : « sauf en cas de péril » après les mots : « ... et aux dépositaires et entraîne pour eux l'obligation »* (p. 5759) ;

— du projet de loi, adopté par le Sénat, remplaçant l'article 340 du Code d'administration communale relatif aux archives communales : *Ses observations sur le dépôt aux archives départementales ; notion d' « archives historiques » ; objet du texte ;* [18 novembre 1970] (p. 5760) ; Art. unique : *Attitude du Sénat à l'égard de ce texte* (p. 5761) ; *son sous-amendement tendant à compléter ainsi le dernier membre de phrase de l'amendement de M. Delachenal : « ... le préfet peut prescrire le dépôt d'office de ces documents aux archives du département quelles que soient l'importance de la commune et la date du document »* (p. 5761) ; *détermination de la collectivité propriétaire* (p. 5761).

Répond à la question orale sans débat de M. Roucaute relative à l'aménagement du Languedoc-Roussillon [27 novembre 1970] (p. 6029, 6030).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant la loi n° 60-790 du 2 août 1960 tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel dans la région parisienne : *Possibilité de dispenser les petites entreprises de la procédure administrative de l'agrément ; procédure de programmes pluriannuels* [8 avril 1971] (p. 995) ; *modulation des redevances entre les différentes zones de la région parisienne ; relèvement du taux maximum des redevances de bureaux ; suppression de la prime de démolition ; affectation de la moitié des redevances à la région parisienne et la moitié à la province ; politique d'aménagement du territoire ; politique de décentralisation ; industrialisation des régions de l'Ouest ; création d'un commissariat à l'industrialisation de l'Ouest atlantique ; conversion des zones minières ; budget des primes à l'industrialisation régionale* (p. 996) ; *croissance des effectifs tertiaires dans la région parisienne ; problème des villes nouvelles ; solidarité entre la région parisienne et la province* (p. 997) ; *son opposition à la question* (p. 999) ; *prime de démolition ; seuils d'agrément ; bassin parisien ; influence gouvernementale sur les décisions des compagnies d'assurances nationalisées et sur celles des banques nationalisées ; cas des petites entreprises qui ne peuvent pas se décentraliser ; livre blanc du bassin parisien ; opération de Roissy-en-France ; zone industrielle de Mitry-Mory* (p. 1008) ; *équilibre des logements et des emplois ; affectation locale du 1 % des entreprises ; problème des sièges sociaux des entreprises ; décentralisation en région rurale ; problème des migrations alternantes ;*

hommage rendu à l'établissement public pour l'aménagement de la Défense (E.P.A.D.) ; possibilité de demander à cet organisme de s'intéresser à la fois à la région de l'Ouest et à la région de l'Est ; coopération avec le district de la région parisienne (p. 1009) ; *son opposition à la notion de renvoi* (p. 1013) ; Art. 1er : *Carte des aides* (p. 1014) ; Art. 2 : *Paiement de la redevance* (p. 1015) ; Art. 3 : *Consultation des conseils généraux ; avis du district* (p. 1016) ; *ses observations sur l'amendement de M. Boscher* (p. 1017) ; *problème de la consultation des Chambres de commerce et d'industrie* (p. 1018) ; *répartition des redevances ; prime de démolition* (p. 1019, 1020) ; *développement des infrastructures de base ; choix du Gouvernement* (p. 1021) ; *problème des magasins à grande surface* (p. 1022) ; Art. additionnels : *Date d'application du texte ; problème des projets acceptés avant cette-ci et qui feraient l'objet de modifications* (p. 1023). Seconde délibération : *Fixation de la date d'application du texte* (p. 1024) ; Art. additionnel : *Son amendement tendant à ajouter un nouvel article (indication des cas de non-application des majorations de redevances)* (p. 1024). En deuxième lecture, Art. 2 : *Problème des délais de paiement de la redevance* [3 juin 1971] (p. 2317) ; Art. 3 : *Problème de l'exonération de la redevance pour les entreprises employant moins de dix salariés ; distinction entre industriels et artisans* (p. 2318) ; *ses observations sur la clause introduite par le Sénat* (p. 2318) ; *possibilité pour le préfet de la région parisienne de prendre contact, avant la publication des décrets, avec les présidents des conseils généraux* (p. 2319) ; *situation des artisans* (p. 2319) ; Art. 7 : *Cas des projets ayant fait l'objet d'une décision d'agrément avant la promulgation de la loi ; question de la date limite de dépôt des demandes de permis de construire entraînant l'exonération de l'augmentation de la redevance* (p. 2320) ; *ses observations sur les paroles de M. Wagner* (p. 2320, 2321). En troisième lecture, Art. 7 : *Son opposition à la distinction entre les promoteurs et les entreprises ; ses observations sur l'amendement déposé par MM. Lebas et Fouchier* [22 juin 1971] (p. 3249, 3250) ; *élaboration des décrets d'application* (p. 3250) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Choix du taux de croissance ; abaissement de quatre heures de la durée maximale du travail ; aide aux travailleurs touchés par les mutations économiques ; importance de la compétitivité des entreprises ; choix de l'industrialisation de la France* [15 juin 1971] (p. 2919) ; *politique agricole active ; développement rural ; principe d'une conférence annuelle avec les organisations professionnelles en vue d'examiner la situation de l'agriculture ; développement des infrastructures routières ; nécessité de surequilibrer nos échanges commerciaux ; encouragement aux implantations à l'étranger ; objectif du plein emploi ; formation professionnelle* (p. 2920) ; *accélération des équipements collectifs ; ses observations sur l'éducation, la santé et le développement culturel ; création d'un fonds d'intervention culturelle ; équipements sportifs et socio-éducatifs ; politique de l'environnement ; aménagement de l'espace rural ; problème des transports ; politique des villes nouvelles ; politique foncière ; problème du logement ; amélioration de l'habitat ancien* (p. 2921) ; *indication des six « programmes finalisés » ; limitation de la croissance des revenus directs ; situation des handicapés ; réorientation des transferts sociaux ; progrès du S.M.I.C. ; aménagement du territoire ; développement urbain* (p. 2922) ; *maintien d'un certain équilibre de croissance entre la région parisienne et le reste de la France ; situation des régions frontières ; environnement international, notamment européen ; rôle du Comité européen de politique économique à moyen terme ; crise monétaire* (p. 2923) ; *évolution des prix ; politique de concertation ; équilibre de notre balance des paiements ; financement des investissements; équilibre des finances publiques et de la sécurité sociale ; problème des finances locales* (p. 2924) ; *développement actuel de notre production industrielle* (p. 2925) ; *politique énergétique ; équipement des sites hydroélectriques ; production de gaz naturel ; exploration de nos ressources ; leur diversification ; production d'électricité d'origine nucléaire à eau ordinaire ; réalisation d'une usine d'enrichissement de l'uranium en diffusion gazeuse ; recherche de minerais d'uranium ; versement d'une allocation forfaitaire en faveur de l'écoulement du charbon dans les centrales électriques ; problèmes du bassin du Nord et du Pas-de-Calais, de la Lorraine et du Centre-Midi* [16 juin 1971] (p. 2970, 2971) ; *conversion des bassins miniers ; rénovation des logements des mineurs ; nécessité d'assurer l'emploi des*

jeunes dans les bassins d'Aquitaine, de Provence et de Blanzy (p. 2972) ; *ses observations sur l'Ouest ; rénovation rurale ; exemple de Rennes* (p. 2974) ; *problèmes posés par les régions frontalières ; ses observations sur le Nord, les Ardennes, la Lorraine, l'Alsace et la Franche-Comté ; aides régionales ; amélioration de notre information sur les problèmes posés par les économies étrangères ; modalités d'attribution de la prime d'adaptation industrielle ; investissements allemands en Alsace et en Lorraine ; problème des investissements étrangers* (p. 2994, 2995) ; *politique française de l'énergie ; politique charbonnière* (p. 2999) ; *ses observations sur les paroles de M. Vallon* (p. 3002) ; *ses observations sur les paroles de M. Rocard* [17 juin 1971] (p. 3046) ; *ses observations sur le déroulement du débat* (p. 3052) ; *ses observations sur les D.O.M. et les T.O.M. ; industrialisation du nickel en Nouvelle-Calédonie ; mise en valeur pastorale des zones d'économie montagnarde ; subvention globale d'équipement des collectivités locales ; problème routier ; autoroutes ; routes nationales ; voirie urbaine ; liaisons transversales ; renforcement de la route nationale entre Montluçon et Clermont-Ferrand ; problème des grandes voies navigables ; axe Rhin-Rhône ; axe Seine-Est ; axe Seine-Nord ; axe mer du Nord-Méditerranée ; mise à grand gabarit de la Saône jusqu'à Auxonne ; canalisation de la Moselle de Frouard à Neuves-Maisons* [17 juin 1971] (p. 3075) ; *problèmes du bassin du Nord ; ses observations sur l'utilité et les caractères du Plan* (p. 3076) ; *caractère réaliste et efficace du Plan ; concertation ; problème du chômage ; pression fiscale et parafiscale au cours du VI^e^ Plan ; recherche de la compétitivité* (p. 3077) ; *développement social ; situation des catégories les plus défavorisées ; développement de la participation ; aménagement rural ; métropoles d'équilibres ; équipement de voirie des métropoles ; villes moyennes ; exécution du VI^e^ Plan* (p. 3078) ; *accroissement du produit national par an et par habitant en France* (p. 3079) ; Art. unique : *Rénovation rurale ; réserve du vote de tous les amendements* [18 juin 1971] (p. 3102, 3103) ; *publication d'une brochure pour éclairer l'opinion publique* (p. 3103) ; *créations d'emplois industriels* (p. 3103) ; *situation des villes petites et moyennes ; ses observations sur les amendements de M. Duval* (p. 3104, 3105) ; *problèmes des régions de l'Est ; reconversion minière* (p. 3106) ; *équilibre Paris-province* (p. 3107) ; *problème de la transformation des départements qui bénéficient de l'indemnité de départ à soixante ans en zone de rénovation rurale* (p. 3109) ; *zones de rénovation rurale en montagne* (p. 3110) ; *situation des régions relevant de la rénovation rurale mais qui ne sont pas traitées comme telles* (p. 3110) ; *politique énergétique de la France* (p. 3111) ; *programmes d'investissement des ports de la basse Seine ; ports du Havre et de Rouen* (p. 3111) ; *magasins à grande surface ; ventes à perte* (p. 3112) ; *problèmes de l'électrification et de l'assainissement dans les zones classées touristiques* (p. 3112, 3113) ; *équipement des compagnies aériennes en appareils fabriqués en France* (p. 3113) ; *problème de l'aérotrain* (p. 3113, 3114) ; *réseau routier en rase campagne* (p. 3114) ; *aménagement des voies navigables et des grands axes fluviaux* (p. 3116) ; *pouvoir d'achat des allocations familiales* (p. 3119) ; *création d'une section spécialisée de l'Institut de développement industriel pour les problèmes des départements d'outre-mer* (p. 3120) ; *ses observations sur les explications de vote des parlementaires et le déroulement du débat* (p. 3122, 3123) ; en deuxième lecture : *Ses remerciements au Parlement* [30 juin 1971] (p. 3548, 3549) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : SERVICES DU PREMIER MINISTRE : PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Régionalisation du Plan caractère des programmes régionaux de développement et d'équipement ; politiques de conversion ; développement urbain ; rôle des préfets de région ; mise en œuvre du VI^e^ Plan ; conséquence de la situation internationale ; incidence des décisions américaines sur le volume des échanges internationaux ; situation de l'emploi* [25 octobre 1971] (p. 4865, 4866) ; *importance des investissements dans le budget de 1972 ; évolution des revenus nominaux des prix ; compétitivité des produits français ; lutte contre l'inflation ; politique d'aménagement du territoire ; comparaison entre les aides accordées en France et dans les autres pays ; rénovation rurale ; aménagement touristique du Languedoc-Roussillon ; augmentation des primes au développement ; régionalisation du budget* (p. 4867) ; *adaptation du système d'aide au développement régional ; action des sociétés de développement régional ; coopération communautaire en matière d'aménagement du territoire ;*

création d'un groupe de politique régionale à l'échelon communautaire chargé de coordonner les objectifs et les méthodes des États membres en matière de politique régionale ; répartition géographique des activités tertiaires ; limites de la croissance de la région parisienne (p. 4868) ; *contrôle de la construction de bureaux dans la région parisienne* (p. 4869) ; *versement des primes ; leur contrôle* (p. 4875) ; *ses observations sur un document publié par la D.A.T.A.R. : le « scénario de l'inacceptable » ; situation des frontaliers* (p. 4878, 4879) ; *problème des zones frontalières* (p. 4883) ; *classement en zone II de la frontière du Nord-Est de Longuyon à Bitschwiller ; prêts à long terme du F.D.E.S. aux entreprises réalisant en Alsace et en Lorraine des programmes d'investissement ; harmonisation européenne des aides au développement régional* (p. 4884) ; *problème des Ardennes ; équipement des zones industrielles des Aychelles et de Charleville ; voie rapide Charleville-Mézières-Sedan* (p. 4884) ; *problème des régions périphériques ; limite des aides à l'intérieur de la zone centrale ; comparaison entre le système français et le système soviétique* (p. 4885) ; *ses observations sur la brochure : le « scénario de l'inévitable » ; schéma directeur de la région parisienne ; problème des agréments donnés aux bureaux « en blanc » ; décentralisation des banques et des assurances ; ses observations sur Fos ; absence d'aide à la société Sotmer ; construction de très grands ensembles dans les villes* (p. 4886, 4887) ; Titre IV : *Centre national d'information pour la productivité des entreprises ; information économique régionale* (p. 4887, 4888) ; Après l'Art. 57 : *Information du Parlement ; application de la loi sur la redevance dans la région parisienne* (p. 4889) ; *conditions pour bénéficier d'une aide* (p. 4889) ; *son opposition à l'amendement de M. Lebas ; diversité des systèmes d'aides sur le plan européen* (p. 4890, 4891).

Répond à la question d'actualité de M. Christian Fouchet relative à la situation de l'emploi en Lorraine [5 novembre 1971] (p. 5386, 5387).

Répond à la question orale sans débat de M. La Combe relative à l'industrialisation des pays de la Loire [9 juin 1972] (p. 2387, 2388).

En qualité de Ministre délégué auprès du Ministre des Affaires étrangères :

Répond à la question d'actualité de M. Achille-Fould relative au sommet européen [27 octobre 1972] (p. 4466, 4467).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République malgache tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale du 29 septembre 1962, signé à Tananarive le 8 février 1972 : *Transfert aux résidents malgaches actionnaires de sociétés françaises de l'avoir fiscal attaché aux dividendes distribués par ces sociétés* [12 décembre 1972] (p. 6075) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention générale entre la France et le Portugal sur la sécurité sociale, signée à Lisbonne le 29 juillet 1971, complétée par un protocole général : *Immigration portugaise ; meilleure protection sociale des travailleurs portugais* [12 décembre 1972] (p. 6075) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège signé à Paris le 12 mai 1972 entre le Gouvernement de la République Française et l'Organisation internationale de la police criminelle (Interpol) : *Texte accordant à Interpol des facilités ; lutte contre la drogue* [12 décembre 1972] (p. 6076) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention relative à la responsabilité civile dans le domaine du transport maritime de matières nucléaires signée à Bruxelles le 17 décembre 1971 : *Rôle de la France dans l'élaboration de cette Convention* [12 décembre 1972] (p. 6076) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention générale sur la sécurité sociale entre la République française et la République de Turquie, signée à Paris le 20 janvier 1972, complétée par un protocole annexe : *Amélioration de la protection sociale de nos compatriotes qui exercent une activité salariée en Turquie* [12 décembre 1972] (p. 6077) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (C.E.R.N.), relatif au statut juridique de ladite organisation en France, signé à Meyrin (Genève) le 16 juin 1972, constituant révision de l'accord signé le 13 septembre 1965 : *Site de part et d'autre de la frontière franco-suis-*

se exigeant certaines précautions [12 décembre 1972] (p. 6078) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Charte sociale européenne, signée à Turin le 18 octobre 1961, sous l'égide du Conseil de l'Europe : *Rôle de la délégation française dans l'élaboration de ce document ; ses réserves sur deux dispositions particulières* [12 décembre 1972] (p. 6079) ; *ratification de la Convention européenne des Droits de l'homme* (p. 6079).

BEUCLER (Jean-Jacques)

Député de la Haute-Saône
(2e circonscription)
N.I., puis P.D.M.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe Progrès et Démocratie moderne [6 octobre 1972] (p. 3992).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2211) ;

— membre de la Commission de la production et des échanges [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

A donné sa démission de cette Commission [11 octobre 1972] (p. 4092).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [11 octobre 1972] (p. 4092).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant ratification des ordonances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : *Situation des petits assurés sociaux ; montant du ticket modérateur* [22 juillet 1968] (p. 2417) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises : *Ses observations sur le fait que le patronat craint une diminution de son autorité, que l'exercice du droit syndical dans les entreprises n'occasionne des pertes de temps et que le droit ne soit utilisé à des fins politiques : application de la loi sur le droit syndical* [4 décembre 1968] (p. 5060) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article : « Les syndicats professionnels doivent s'engager à appliquer la présente loi avant tout pour le bien de l'entreprise et le mieux-être de ses participants »* (p. 5103) ; *importance et rôle de l'entreprise ; retrait de son amendement* (p. 5103, 5104) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES SOCIALES. — TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Problème de la formation professionnelle des adultes ; chômage et pénurie de main-d'œuvre en France ; rôle du centre interprofessionnel de promotion économique et sociale ; action de l'Etat dans ce domaine ; suppression de 110 sections de F.P.A. ; politique économique de la France* [7 novembre 1969] (p. 3554, 3555) : AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur la réunion à laquelle l'orateur avait été conviée par les jeunes agriculteurs de son département ; problème des bâtiments d'élevage ; pouvoir des S.A.F.E.R. ; indemnité viagère de départ ; cas du département de la Haute-Saône ; obtention de l'I.V.D. à 60 ans ; problème de la formation : lycée technique de Vesoul ; problème des prix ; remembrement* [19 novembre 1969] (p. 3968, 3969) ;

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance, Art. 1er : *Ses observations sur les rassemblements ; caractère du projet de loi* [29 avril 1970] (p. 1417) ; *son sous-amendement tendant à supprimer les deuxième, troisième et quatrième alinéas du texte proposé par l'amendement de M. Claudius-Petit pour l'article 314 du Code pénal* (p. 1420) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION II. — JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Ses observations sur les maisons de jeunes ; utilité du sport ; ses observations sur les « parcs de loisirs »* [23 octobre 1970] (p. 4647, 4648) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Revenus des agriculteurs ; importance de l'environnement en milieu rural* [6 novembre 1970] (p. 5294) ; *aménagement foncier ; problème du remembrement ; zones de rénovation rurale ; exemple de la Haute-Saône ; ses observations sur les bâtiments d'élevage ; problème de l'ensei-*

gnement ; développement des maisons familiales ; possibilité de créer, dans certains lycées techniques, des classes agricoles qui prépareraient au brevet de technicien agricole ou au baccalauréat D (p. 5295) ;

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel, du projet de loi relatif à l'apprentissage, du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente: *Multiplication des instances auxquelles il faut s'adresser en matière d'apprentissage; rôle des Chambres de métiers ; création d'une commission de l'apprentissage à l'échelon des comités de formation professionnelle nationaux, régionaux et départementaux ; ses observations sur l'accord paritaire du 9 juillet 1970 ; financement de la formation professionnelle permanente ; taxe sur les salaires ; possibilité offerte aux entreprises d'affecter une partie du produit de la taxe de formation permanente à des organismes agréés de leur choix* [7 juin 1971] (p. 2436) ; projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionelle permanente, Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe VII de cet article par un nouvel alinéa : « Les conditions liées à l'âge de la retraite et à la possession par les travailleurs de diplômes professionnels ou de diplômes de l'enseignement supérieur »* [8 juin 1971] (p. 2547) ; *ses observations sur le centre interprofessionnel de promotion économique et social ; droit au congé-formation pour les personnes âgées de plus de 60 ans* (p. 2547) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (cas des travailleurs salariés ayant moins de 20 ans révolus et moins de 2 ans d'ancienneté)* (p. 2548, 2549) ; *ses observations sur l'accord paritaire du 9 juillet 1970* (p. 2549) ; Art. 16 : *Ses observations sur les taux* (p. 2557) ; *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « soit en application de conventions conclues » les mots : « soit par des organismes ayant conclu des conventions »* (p. 2558) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa (3°) de cet article, à substituer aux mots : « dans la limite de 10 % du montant de la participation » les mots : « dans la limite de 50 % du montant de la participation, telle que calculée en application du premier alinéa ci-dessus »* (p. 2560) ; *distinction entre les organismes agréés et les organismes conventionnés* (p. 2561) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : AGRICULTURE, F.O.R.-M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur les organismes agricoles de la Haute-Saône ; statut de la coopération* [15 novembre 1971] (p. 5721) ; *affectation du crédit d'impôt de la T.V.A. ; coopératives d'utilisation de matériel agricole ; revenu cadastral ; ses observations sur l'I.V.D. à 60 ans ; problème des S.A.-F.E.R. ; effort financier en faveur des bâtiments d'élevage ; remembrement ; situation des services publics ruraux* (p. 5722) ;

— du projet de loi sur le travail temporaire, Art. 2 : *Son amendement tendant après les mots : « cette suspension », à supprimer la fin du troisième alinéa (b) de cet article* [15 décembre 1971] (p. 6760) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Egalité des droits et des obligations entre les artisans et les assujettis au régime général ; droits acquis ; possibilité d'affecter d'un coefficient le revenu professionnel ; régime complémentaire obligatoire d'assurance vieillesse* [17 mai 1972] (p. 1574) ; *amnistie de Gérard Nicoud* (p. 1575) ; Après l'Art. 11 : *Son amendement tendant à faire bénéficier de l'amnistie les personnes condamnées pour les délits commis à l'occasion de manifestations ou de conflits relatifs à des problèmes agricoles ruraux, commerciaux ou artisanaux* [18 mai 1972] (p. 1654) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés : *Forme de l'aide ; son financement ; critère du chiffre d'affaires* [18 mai 1972] (p. 1684).

Mise au point au sujet de son vote sur l'approbation de la déclaration de politique générale du Gouvernement [31 mai 1972] (p. 2026).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1973 : Art. 10 : *Son amendement exonérant de la taxe sur les véhicules autres que de tourisme servant à l'activité des voyageurs, représentants de commerce et placiers ; retrait* [25 octobre 1972] (p. 4380) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Mécontentement des anciens combattants ; rétablissement du 8 mai comme journée nationale fériée ; reconnaissance de la qualité de combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; rapport constant ; égalité des retraites entre les diverses générations de combattants ; droits des veuves ; levée des forclusions ; commission de réforme ; sa demande d'une « table ronde » pour un plan quinquennal de règlement de tous les litiges* [2 novembre 1972] (p. 4548, 4549) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Haute-Saône ; décret d'application pour l'enseignement agricole ; imposition des exploitants agricoles d'après leur bénéfice réel* [14 novembre 1972] (p. 5147) ; *zones de montagne ; habitat rural ; prêts bonifiés ; subventions aux organismes de contrôle taitier ; dépôts des fonds des notaires au Crédit agricole ; alimentation en eau potable ; électrification ; assainissement ; indemnité viagère de départ à 60 ans pour un père qui cède son exploitation à son fils ; politique sanitaire ; brucellose ; revision cadastrale simplifiée ; chasse ; bouilleurs de cru* (p. 5148).

BEYLOT (Pierre)

Député de la Dordogne
(3e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 781).

Est élu représentant de la France au Parlement Européen [15 avril 1971] (p. 1112).

Est nommé :

— représentant à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [5 octobre 1972] (p. 3945) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole [16 décembre 1968] (p. 5565) ;

— membre de la commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 1204) ; 2° le projet de loi relatif au bail rural à long terme (n° 1205) ; 3° le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) (n° 1206) ; 4° le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 1207) ; [10 juin 1970] (p. 2476) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles [19 décembre 1970] (p. 6734) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Son rapport au nom de la Commission spéciale, sur le projet de loi (n° 1207), relatif aux groupements fonciers agricoles n° 1307 [24 juin 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission spéciale sur le projet de loi (n° 1408) modifié par le Sénat, relatif aux groupements fonciers agricoles, n° 1477 [27 novembre 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles, n° 1603 [19 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 2016), adoptée par le Sénat, tendant à modifier diverses dispositions du Code rural relatives aux baux ruraux, n° 2095 [2 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 2179), adoptée avec modifications par le Sénat en deuxième lecture, tendant à modifier certaines dispositions du Code rural, n° 2181 [18 décembre 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AGRICULTURE, F.O.R.-M.A. ET B.A.P.S.A. : *Caractère du budget ; protection sociale des agriculteurs ; soutien des marchés ; fonds européen d'orientation et de garantie des marchés agricoles ; aide en nature aux personnes âgées allocataires du Fonds national de solidarité ; insuffisance des programmes d'adduction d'eau potable ; retard pris en matière de modernisation des bâtiments d'élevage ; unification du prix de l'eau ; son regret de voir que la plupart des crédits affectés aux bâtiments d'élevage ont été utilisés au profit d'installations laitières* [16 novembre 1968] (p. 4573, 4574) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.-M.A. ET B.A.P.S.A. : *Choix d'une politique agricole ; politique sociale ; ses observations sur l'I.V.D. ; rôle des S.A.F.E.R. ; sélectivité du crédit ; ses observations sur les productions de viande, ovine, porcine et bovine ; crédits destinés à l'aide aux productions animales ; place de l'agriculture dans le pays ; déficit de nos ventes par rapport à nos achats chez les partenaires européens* [19 novembre 1969] (p. 3983, 3984) ;

— des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) ; 4° relatif aux groupements fonciers agricoles ; GROUPEMENTS FONCIERS AGRICOLES, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur l'exploitation de type familial ; conséquences de notre droit successorial ; nécessité de donner aux exploitants agricoles une plus grande sécurité sans les obliger à acquérir la terre ; possibilité de donner aux propriétaires une contrepartie à l'immobilisation plus longue qu'ils consentent de leurs biens ; rentabilité des capitaux ; groupements agricoles fonciers ; réduction des droits de succession ; champ d'action des G.F.A. ; ses observations sur les incitations financières* [26 juin 1970] (p. 3166, 3167) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans la deuxième phrase de cet article à substituer au nombre « 1852 » le nombre « 1832 »* (p. 3210); *composition des groupements fonciers agricoles* (p. 3210) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la première phrase du premier alinéa de cet article : « le groupement foncier agricole a pour objet soit la création ou la conservation d'une ou plusieurs exploitations agricoles, soit l'une et l'autre de ces opérations »* (p. 3211) ; *objet des sociétés que sont les groupements fonciers agricoles ; délimitation du champ d'action des groupements fonciers agricoles par décret* (p. 3211) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi la deuxième phrase du premier alinéa de cet article : « Il assure ou facilite la gestion des exploitations dont il est propriétaire, notamment en les donnant en location soit dans les conditions prévues au Livre VI, titre premier, du Code rural portant statut du fermage et du métayage, soit par bail rural à long terme, conformément à la loi... »* (p. 3211) ; *interdiction du faire-valoir direct par les groupements fonciers agricoles* (p. 3211) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « il est représenté par des parts sociales qui pourront être délivrées sous la forme de certificats nominatifs dont mention sera faite sur un registre des transferts tenu par le groupement »* (p. 3212) ; *mobilité des parts de groupements fonciers agricoles ; établissement de certificats nominatifs* (p. 3212) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (cas où la dissolution interviendrait dans les conditions prévues à l'alinéa précédent)* (p. 3213) ; *nature du groupement foncier agricole* (p. 3213) ; Art. 5 : *Son amendement tendant, après la première phrase du premier alinéa de cet article, à insérer la phrase suivante : « lorsqu'il procède à des regroupements d'exploitations, les exploitations regroupées doivent également être données à bail »* (p. 3213) ; *limitation du faire-valoir direct par le G.F.A.* (p. 3213) ; *ses observations sur le droit de reprise* (p. 3214) ; *son amendement tendant, à la fin du premier alinéa, à substituer aux*

mots : « soumis à cette obligation », les mots : « soumis à l'obligation de donner à bail » (p. 3214) ; Art. 7 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 3214) ; Art. 8 : *Absence de distinction entre les porteurs de parts de groupement foncier agricole* (p. 3214) ; Après l'article 8 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « les parts de groupements fonciers agricoles pourront être données en gage ou en nantissement pour l'habitat de prêts auprès du Crédit agricole ou d'un organisme bancaire agréé »* (p. 3215) ; *création des titres nominatifs ; possibilité pour les cohéritiers abandonnant la terre de donner en nantissement ou en gage leurs parts de groupements fonciers agricoles et ainsi obtenir un prêt* (p. 3215) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article : « toute infraction à la présente loi donne lieu au remboursement des avantages financiers qu'elle prévoit »* (p. 3215) ; *ses observations sur les incitations fiscales ; ses observations sur la pratique qui consisterait à créer des groupements agricoles fonciers fictifs* (p. 3215) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (transformation des groupements agricoles fonciers créés conformément à la loi du 8 août 1962)* (p. 3215) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3215) ; *ses observations sur l'amendement de M. Villon* (p. 3216) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Nécessité de faciliter la coopération au niveau de la propriété agricole, d'éviter le démembrement des exploitations et d'inciter les capitaux à ne pas quitter l'agriculture ; sécurité du fermage ; limitation de la responsabilité des associés en proportion de leur participation au capital social ; droit de préemption des S.A.F.E.R. sur les apports ; limitation des surfaces réunies par un même groupement foncier agricole ; maintien de la matérialisation des parts de groupement foncier agricole sous la forme de certificats nominatifs ; maintien de l'obligation de donner à bail lorsque le groupement foncier agricole effectue des regroupements d'exploitations* [11 décembre 1970] (p. 6513, 6514) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article* (p. 6516) ; *problème de l'application des règles de limitation de superficie aux groupements fonciers agricoles* (p. 6516) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la disposition suivante : « Il est représenté par des parts sociales qui pourront être délivrées sous la forme de certificats nominatifs dont mention sera faite sur un registre des transferts tenu par le groupement »* (p. 6516) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6516, 6517) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la troisième phrase du premier alinéa de cet article : « En cas de décès entraînant la réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution de plein droit du groupement n'intervient qui si la situation n'est pas régularisée dans le délai d'un an »* (p. 6517) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6517) ; *extension de l'exploitation directe ; location des terres par les groupements fonciers agricoles* (p. 6519, 6520) ; *son amendement tendant au premier alinéa de cet article après les mots : « apports en numéraire » à insérer la disposition suivante : « lorsqu'il procède à des regroupements d'exploitation, les exploitations regroupées doivent également être données à bail »* (p. 6520) ; *exploitation en faire-valoir direct par les groupements fonciers agricoles* (p. 6520) ; *cas du gérant statutaire* (p. 6521) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur : Garantie donnée à l'exploitant ; conséquence des décisions de dissolution* [19 décembre 1970] (p. 6719) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Dépenses du F.O.R.M.A.* [6 novembre 1970] (p. 5293) ; *industrialisation de la France ; exportations de produits agricoles vers la Communauté économique européenne ; évolution de nos échanges de viande ; problème bovin ; crédits pour les bâtiments d'élevage ; loi de programme relative à la relance de nos productions animales ; nécessité de prendre des mesures en faveur des élevages victimes de la sécheresse* (p. 5294).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux accidents dus au gaz [3 décembre 1971] (p. 6391, 6392).

Prend part à la discussion :

— de la proposition de loi tendant à modifier diverses dispositions du Code rural relatives aux baux ruraux, en qualité de *Rapporteur : Accession à la propriété ; sécurité des fermages ; droit de préemption* [8 décembre 1971] (p. 6507) ; *problème des*

baux de neuf ans ; distinction entre les baux du statut du fermage et les baux à long terme ; impossibilité de déroger aux règles de transmission pour cause de mort dans les baux de longue durée conclus pour dix-huit ans ; nature du bail à dix-huit ans lorsqu'il est reconduit ; indemnité viagère de départ accordée aux fermiers : problème de l'attribution de l'indemnité complémentaire de restructuration ; possibilité d'instituer un fonds qui servirait à régler quelques cas d'attribution de l'indemnité complémentaire de restructuration (p. 6508) ; Art. 2 : *Son amendement relatif au cas de destruction des biens compris dans le bail* (p. 6511) ; *possibilité de donner congé* (p. 6511, 6512) ; *son amendement de pure forme* (p. 6512) ; Après l'Art. 4 : *Son sous-amendement tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa du texte proposé par l'amendement du Gouvernement* (p. 6513) ; *contrôle des cumuls d'exploitation* (p. 6513, 6514) ; *son amendement tendant à supprimer le 7° alinéa de l'article 845-1 du Code rural* (p. 6515) ; *cas de pluralité de bailleurs : retrait de son amendement* (p. 6515) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur les opérations ayant pour objet la suppression d'une exploitation agricole ; problème des opérations faites avec l'accord de l'exploitant* [20 décembre 1971] (p. 6990) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 6991) ; Art. 4 *bis* : *Ses observations sur l'amendement de M. de Gastines* (p. 6991) ;

— du projet de loi relatif à la commercialisation des vins à appellation d'origine contrôlée, Art. 1er : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Grussenmeyer (conditions particulières d'exploitation du vignoble alsacien)* [29 juin 1972] (p. 2999) ; *situation des viticulteurs qui commercialisent directement leur vin ; retrait de son sous-amendement* (p. 3000) ;

— du projet de loi relatif à la lutte contre les maladies des animaux et à leur protection : *La lutte contre la brucellose ; la protection des animaux ; les méthodes d'abattage* [2 octobre 1972] (p. 3849, 3850) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Budget qui se place dans la continuité d'une politique : amélioration du sort des hommes, protection sociale des agriculteurs, politique favorable aux petits exploitants* [15 novembre 1972] (p. 5219) ; *amélioration des structures et problème des débouchés ; ce budget prépare-t-il l'avenir : amélioration des structures de production et développement de certains investissements productifs, particulièrement en matière de viande ; ses inquiétudes concernant les moyens des services, les autorisations de programme (électrification, adduction d'eau potable) ; prêts du Crédit agricole ; sa demande d'individualisation des crédits de bonification des prêts pour les plans de développement ; demande si les aides communautaires sont compatibles avec les aides nationales* (p. 5220).

BICHAT (Jean)

Député de Meurthe-et-Moselle
(4e circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2211), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre de la Commission supérieure de la caisse nationale de prévoyance [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises [19 décembre 1968] (p. 5708) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles [17 décembre 1969] (p. 5028).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 519), modifiée par le Sénat, relative à la publicité des offres et demandes d'emploi par voie

de presse et aux contrats de formation ou de perfectionnement professionnel par correspondance n° 527 [12 décembre 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 834), modifiée par le Sénat en deuxième lecture, relative à la publicité des offres et demandes d'emploi par voie de presse et aux contrats de formation ou de perfectionnement professionnels par correspondance n° 925 [2 décembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 1403), modifiée par le Sénat en troisième leture, relative à la publicité des offres et demandes d'emploi par voie de presse et à la résiliation des contrats de formation ou de perfectionnement professionnels par correspondance, n° 1931 [29 juin 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582), II. — Affaires culturelles : cinéma, n° 2586 [12 octobre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 230), tendant à permettre la constitution d'une pension de retraite complète par le rachat des annuités manquantes n° 2685 [24 novembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 2373) tendant à préciser la situation juridique des sous-agents d'assurances au regard de la Sécurité sociale n° 2755 [12 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la publicité des offres et demandes d'emploi par voie de presse et aux contrats de formation ou de perfectionnement professionnel par correspondance, en qualité de Rapporteur : *Difficultés rencontrées par les travailleurs en quête d'emploi ; scandale de certaines offres publiées par la presse* [18 décembre 1968] (p. 5650) ; en troisième lecture, en qualité de *Rapporteur : Cas d'offre d'emploi anonyme ; extension à l'Agence nationale pour l'emploi de la possibilité de demander des renseignements ; ses observations sur les contrats de formation et de perfectionnement par correspondance* [11 décembre 1969] (p. 4838) ; Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Marcus* (p. 4839) ; *son amendement tendant, dans la première phrase du quatrième alinéa de cet article, après les mots : « ...aux directions départementales du travail et de la main-d'œuvre » à insérer les mots : « et aux services de l'Agence nationale pour l'emploi »* (p. 4839) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4839) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4839) ; Titre : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le titre : « Proposition de loi relative à la publicité des offres et demandes d'emploi par voie de presse »* (p. 4839) ; en quatrième lecture, en qualité de *Rapporteur : Protection des personnes qui souscrivent des cours privés de formation et de perfectionnement professionnels par correspondance* [30 juin 1971] (p. 3559) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3560) ; Titre : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre de la proposition de loi : « proposition de loi relative à la publicité des offres et demandes d'emploi par voie de presse »* (p. 3560) ;

— du projet de loi instituant une allocation en faveur des orphelins et de certains enfants à la charge d'un parent isolé : *Situation des orphelins qui sont à la charge d'un père ou d'une mère atteint d'une incapacité complète de travail ; ses observations sur son amendement tendant à assimiler ces orphelins aux orphelins de père et de mère* [10 décembre 1970] (p. 6406, 6407) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la création et au fonctionnement des organismes privés dispensant un enseignement à distance, ainsi qu'à la publicité et au démarchage faits par les établissements d'enseignement, Après l'Art. 6 : *Rapports entre les organismes privés d'enseignement à distance et les souscripteurs* [15 avril 1971] (p. 1133) ; Art. 9 : *Problème du démarchage à domicile* (p. 1135) ;

— du projet de loi relatif à diverses mesures en faveur des handicapés : *Charges supportées par les familles en raison de la présence d'un handicapé* [6 mai 1971] (p. 1705) ; *importance du projet de loi ; taux des allocations ; calcul des ressources des handicapés majeurs ; problème de l'hospitalisation des handicapés adultes ; enchevêtrement des aides ; adaptation de certains postes de tra-*

vail aux handicapés ; situation des personnels sociaux ; prévention prénatale des handicapés ; construction d'instituts médico-éducatifs (p. 1705, 1706) ; *ses observations sur l'opération « Brioches » organisée en Haute-Savoie ; organisation des jeux olympiques spéciaux* (p. 1707) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Problème de la Lorraine ; ses observations sur le département de Meurthe-et-Moselle ; situation de l'industrie minière ; extension des liaisons fluviales et des canaux à grand gabarit ; canalisation de la Moselle vers Neuves-Maisons ; réalisation de l'antenne Frouard-Dombasle dans la vallée de la Meurthe ; ses observations sur le gisement de sel ; complexe sidérurgique de Neuves-Maisons* [17 juin 1971] (p. 3069, 3070) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES CULTURELLES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Problème de l'avenir du cinéma ; diminution de la fréquentation des salles ; fermeture de salles et disparition d'entreprises de distribution ; maintien de la production française à un niveau suffisant ; création de salles nouvelles grâce au rétablissement de l'aide-exploitation en 1968 et au remplacement de la taxe sur les spectacles par la T.V.A. ; alourdissement des charges des exploitants de salles ; endettement de la production ; diminution des recettes provenant de l'étranger ; suppression de la taxe de sortie des films et du droit de timbre sur les billets de cinéma dont le prix est compris entre 6 et 10 F ; implantation de l'Institut des hautes études cinématographiques à Bois-d'Arcy* [8 novembre 1972] (p. 4818) ; *accord signé avec l'O.R.T.F. ; taux de la T.V.A. ; suppression du blocage du prix des places ; sa demande que ne soit pas limitée au chiffre de 10 F la suppression du droit de timbre sur les billets d'entrée et de bonifications d'intérêt ; musée du Palais de Chaillot, rayonnement de la France* (p. 4819) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi de M. Poniatowski tendant à préciser la situation juridique des sous-agents d'assurances au regard de la Sécurité sociale, en qualité de *Rapporteur : Conditions suivant lesquelles les sous-agents d'assurances sont soumis à l'obligation d'affiliation à la Sécurité sociale* [19 décembre 1972] (p. 6345) ; *situation des mandataires d'entreprises d'assurances* (p. 6346) ; Art. additionnel : *Son amendement ayant pour objet de prévoir les mêmes dispositions en matière d'accidents du travail que dans le domaine des assurances sociales* (p. 6346).

BIGNON (Albert)

Député de la Charente-Maritime.
(2[e] circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu vice-président de cette Commission [16 juillet 1968] (p. 2251), [3 avril 1969] (p. 851), [3 avril 1970] (p. 786), [6 avril 1971] (p. 923), [5 avril 1972] (p. 804).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à l'organisation de la profession d'expert en automobile, n° **115** [19 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 46), relatif aux corps militaires des médecins des armées, des pharmaciens chimistes des armées, des personnels militaires féminins, des officiers techniciens et des sous-officiers du service de santé des Armées, n° **208** [24 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles L 15 et L 42 du Code des pensions de retraite des marins français du commerce, de pêche ou de plaisance, n° **331** [3 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341), L. — Ministère des Armées. — Services communs, n° **395** [25 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 365) autorisant la codification des textes législatifs relatifs aux tribunaux administratifs, n° **435** [13 novembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 388) relatif aux changements d'arme ou de service d'officiers d'active du génie et des transmissions, n° **461** [19 novembre 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 486) relatif au Conseil supérieur de la fonction militaire, n° **617** [2 avril 1969].

Sa proposition de loi tendant à créer une Commission chargée de se prononcer sur les conditions d'application du principe de la péréquation des pensions de retraite aux retraités militaires, n° **771** [19 septembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 486) relatif au Conseil supérieur de la fonction militaire (deuxième délibération), n° **842** [22 octobre 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1145) modifiant la loi n° 68-703 du 31 juillet 1968 relative aux corps militaires des médecins des armées, des pharmaciens chimistes des Armées, des personnels militaires féminins, des officiers techniciens et des sous-officiers du service de santé des Armées, n° **1176** [28 mai 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 81 du Code de la nationalité relatif aux incapacités frappant les étrangers naturalisés, n° **1389** [8 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376), Crédits du Ministère de la Défense nationale — I. — Dépenses de fonctionnement (titre III), n° **1398** [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi (n° 1093), tendant à compléter l'article L 344 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, afin de permettre aux anciens combattants, réformés à 100 %, de bénéficier d'un droit de priorité pour leur nomination dans l'Ordre de la Légion d'honneur, n° **1592** [18 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1669) relatif au corps des vétérinaires biologistes des armées, n° **1705** [6 mai 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993), Crédits du Ministère de la Défense nationale — L. — Dépenses ordinaires, n° **2013** [8 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1976) modifiant et complétant certaines dispositions du Code de justice militaire, n° **2070** [25 novembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 2547), complétant la loi n° 62-897 du 4 août 1962 relative aux réparations à accorder aux jeunes gens ou aux militaires de la disponibilité ou des réserves victimes d'accidents lors de leur participation à des séances d'instruction militaire, n° **2578** [5 octobre 1972].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582), I. — Dépenses ordinaires, n° **2588** [12 octobre 1972].

Son rapport fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 2709) modifiant l'article 17 de l'ordonnance n° **59-147** du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense, n° **2714** [6 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 2708), tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel à la Société nationale industrielle aérospatiale et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation, n° **2732** [6 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 2794), rejeté

par le Sénat, tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel à la Société nationale industrielle aérospatiale et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation, n° **2795** [19 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la Défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 2811), rejeté par le Sénat en deuxième lecture, tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel à la Société nationale industrielle aérospatiale et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation, n° **2818** [20 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 2850), rejeté par le Sénat en troisième lecture, tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel à la Société nationale industrielle aérospatiale et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation, n° **2851** [20 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, DÉPENSES MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Crédits de la section commune ; dépenses de personnel ; budget de la gendarmerie ; missions de la gendarmerie ; ses observations sur la décision d'incorporer de jeunes recrues dans la gendarmerie ; amélioration des soldes des officiers et sous-officiers ; prime annuelle d'habillement servie aux gendarmes ; justice militaire ; service de santé ; ses observations sur le matériel et l'infrastructure ; application de la loi du 31 juillet 1968 ; service de documentation extérieure et de contre-espionnage ; service d'information, d'études et de cinématographie des armées ; condition militaire ; prime pour les officiers issus des écoles de recrutement direct ; situation des officiers d'administration ; cas des sous-officiers* [30 octobre 1968] (p. 3744 à 3746), ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Majoration du taux des pensions en vigueur à la fin de l'année 1967 ; rapport constant ; ses observations sur l'article 55 de la loi de finances de 1962 ; alignement de la retraite du combattant de 1939-1945 sur celle du combattant de 1914-1918 ; pension des « petits invalides » ; cas des anciens combattants d'Afrique du Nord ; problème des relevés de forclusions ; question des ascendants, des veuves âgées ou infirmes et les compagnes des « morts pour la France » ; cas des fonctionnaires rapatriés des anciens protectorats d'Afrique du Nord ; possibilité de constituer une commission des vœux* [8 novembre 1968] (p. 4211, 4212) ;

— du projet de loi relatif aux changements d'arme ou de service d'officiers d'active du génie et des transmissions, en qualité de *Rapporteur : Organisation du soutien logistique des corps de troupe ; service du matériel des transmissions ; problème des changements d'arme ; sauvegarde des droits des officiers qui changeront d'arme ; conditions d'application de la loi* [21 novembre 1968] (p. 4791, 4792) ;

— du projet de loi relatif au Conseil supérieur de la fonction militaire, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur le Conseil supérieur de la fonction publique ; interdiction de constituer des syndicats dans l'armée ; intégration de l'armée dans la nation ; absence de dialogue entre le Ministère de la Défense nationale et l'administration, d'une part, et les personnels militaires, d'autre part ; prime accordée aux officiers issus des écoles de recrutement direct ; manque d'information du personnel ; raisons d'être du Conseil supérieur de la fonction militaire ; sa composition ; durée du mandat des membres ; rôle de ce conseil ; ses réunions ; compétence et liberté d'expression des membres ; danger de voir les travaux du conseil rester superficiels ; représentation des associations de personnels militaires en retraite ; raisons pour lesquelles des représentants des retraités doivent pouvoir siéger de plein droit dans le conseil ; ses observations sur les amendements de la Commission* [14 octobre 1969] (p. 2643 à 2645) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (composition du conseil supérieur de la fonction militaire)* (p. 2646) ; *rôle des associations de militaires retraités* (p. 2646, 2647) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (nomination des membres du Conseil supérieur de la fonction militaire)* (p. 2647) ; En seconde délibération, en qualité de *Rapporteur : Composition du Conseil supérieur de la fonction militaire ; représentation des militaires en retraite ; leur compétence ; thè-*

se gouvernementale ; ses observations sur le texte de la Commission ; limitation du nombre des représentants des retraités au huitième de l'effectif total [22 octobre 1969] (p. 2812, 2813) ; *ses observations sur les paroles de M. Fanton ; exemple du règlement de la discipline militaire ; exemple de la réforme du service des poudres* (p. 2813, 2814);Art. 2: *Son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « le nombre des personnels militaires en retraite ne peut excéder le huitième du nombre total des membres du Conseil supérieur de la fonction militaire »* (p. 2814).

Mise au point au sujet de son vote et de ceux de MM. Gransart et Dehen sur l'amendement de M. Sabatier après l'article 17 de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 [30 octobre 1969] (p. 3108).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Application du rapport constant ; revalorisation des traitements des fonctionnaires des catégories C et D ; mise en place d'une commission tripartite ; révision de l'article L 8 bis du Code des pensions ; fixation d'un autre mode d'indexation de la pension d'invalidité à cent pour cent ; propos de M. Pompidou lorsqu'il était candidat à l'élection présidentielle ; alignement de la retraite des combattants de 1939-1945 sur celle des combattants de 1914-1918 ; montant de la pension de veuve de guerre , réforme de l'impôt sur le revenu ; cas des anciens combattants d'Afrique du Nord ; situation des cheminots anciens combattants* [31 octobre 1969] (p. 3203, 3204) ; CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS DES ESSENCES ET DES POUDRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Majoration des rémunérations ; augmentation des crédits de carburant et de matériel ; organisation d'une campagne de tirs dans le Centre du Pacifique ; aide de l'Etat à la Caisse nationale militaire de Sécurité sociale ; sa question de savoir s'il convient de maintenir pour les militaires un régime particulier de Sécurité sociale ; durée du service militaire ; insuffisance du rythme des engagements ; recrutement des engagés ; conditions de vie de la troupe ; prime d'alimentation ; situation des personnels ; augmentation de l'indemnité pour charges militaires ; pyramide des grades des officiers ; primes de qualification ; situation des sous-officiers ; cas des adjudants-chefs ; situation du personnel des catégories C et D ; cas du personnel féminin ; durée du service militaire ; définition des objectifs essentiels et de la mission des Armées* [17 novembre 1969] (p. 3832, 3833) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Mise à parité de la situation des déportés politiques et celle des déportés de la résistance ; rapport constant ; alignement des retraites de combattants de 1914-1918 et de celles de 1939-1945 ; revalorisation des pensions d'invalidité en-dessous de 85 % allouées aux « petits invalides » ; situation des veuves de guerre ; suppression des conditions de ressources pour les veuves à taux exceptionnel ainsi que pour les ascendants ; problème de l'obligation alimentaire* [26 octobre 1970] (p. 4704) ; *problème de la carte de combattant d'Afrique du Nord* (p. 4705) ; *nécessité d'un nouveau plan quadriennal* (p. 4705) ; CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur la loi sur le service national et la loi de programme ; dépenses ordinaires des armées ; analyse de la réduction des effectifs* [27 octobre 1970] (p. 4751) ; *modification de l'organisation des forces armées en temps de paix ; renforcement des moyens en personnel de la gendarmerie ; évolution des dépenses de fonctionnement ; problème de l'instruction ; condition militaire ; situation des officiers ; cas des hommes du rang servant sous contrat ; prêt de l'appelé ; situation des sous-officiers* (p. 4752) ;

— du projet de loi portant Code du service national : seconde délibération, Art. 56 : *Rôle de la commission juridictionnelle* [7 avril 1971] (p. 980) ;

— du projet de loi relatif au corps des vétérinaires biologistes des Armées, en qualité de *Rapporteur : Missions du corps des vétérinaires ; hiérarchie des vétérinaires biologistes des armées ; recrutement ; conditions d'avancement* [11 mai 1971] (p. 1788, 1789) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (missions des vétérinaires biologistes)* (p. 1789, 1790) ; *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « les vétérinaires biologistes des armées sont régis par la loi du 19 mai 1834 sur l'état des officiers et par les dispositions de la présente loi »* (p. 1790) ; *ses observation sur les paroles de M. Fanton* (p. 1790) ;

Avant l'Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (répartition des effectifs des vétérinaires biologistes)* (p. 1790) ; *retrait de son amendement* (p. 1790) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa: « l'organisation du corps de réserve des vétérinaires biologistes est fixée par décret »* (p. 1791) ; *situation des réservistes vétérinaires biologistes* (p. 1791) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Application du rapport constant ; relèvement de dix points pour les pensions de certaines catégories d'ascendants ; majoration de la pension de veuve ; main levée des forclusions en faveur des combattants de la Résistance ; extension des droits à la sécurité sociale pour certaines veuves ; problème des anciens combattants d'Algérie ; leur accès aux caisses de retraite mutualistes ; problème des victimes civiles de la guerre* (p. 4818) ; CRÉDITS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Insuffisance des crédits affectés au fonctionnement des forces armées ; problème des effectifs* [2 novembre 1971] (p. 5161) ; *rationalisation des choix budgétaires ; forme et durée du service militaire ; constitution d'une armée de professionnels ou de semi-professionnels à côté d'une armée d'appelés ; mise à parité des sous-officiers avec les fonctionnaires civils* (p. 5162) ; Art. 17 : *Son amendement tendant à réduire de 136.000 F les crédits inscrits au paragraphe II de cet article* (p. 5187) ; *retrait de son amendement* (p. 5188) ;

— du projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions du Code de justice militaire, Art. 6 : *Son amendement relatif aux règles de la détention provisoire* [7 décembre 1971] (p. 6433) ; Art. 7 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 364 du Code de justice militaire, après les mots : « l'application aux militaires ou assimilés » à insérer les mots : « en activité de service »* (p. 6434) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur sa propositon de loi et celle de M. Hoguet tendant à l'organisation de la profession d'expert en automobile : *Statut des experts en automobile ; nécessité d'experts compétents et indépendants* [15 décembre 1971] (p. 6806) ; *rôle des experts judiciaires* (p. 6807, 6808) ; Art. 2 : *Ses observations sur le terme : « expert évaluateur »* [16 décembre 1971] (p. 6834) ; *ses observations sur l'amendement de M. Catalifaud* (p. 6836) ; en deuxième lecture : *Son regret d'une adoption huit ans après le dépôt de sa proposition de loi* [19 octobre 1972] (p. 4239) ; Art. 1er : *Sa préférence pour le texte voté par le Sénat contre l'amendement du Gouvernement ; son accord après la modification de cet amendement* (p. 4240, 4241) ;

— en troisième lecture, du projet de loi portant statut général des militaires, en qualité de *Rapporteur suppléant : Adhésion des militaires aux groupements non visés par l'article premier, c'est-à-dire aux groupements ne présentant pas un caractère syndical ou para-syndical* [29 juin 1972] (p. 2988) ;

— du projet de loi complétant la loi n° 62-897 du 4 août 1962 relative aux réparations à accorder aux jeunes gens ou aux militaires de la disponibilité ou des réserves victimes d'accidents lors de leur participation à des séances d'instruction militaire, en qualité de *Rapporteur : Loi du 4 août 1962 incomplète parce qu'elle ne s'étendait pas aux accidents survenus pendant les trajets d'aller et retour ; prise en compte des trajets indirects ; jurisprudence concernant les personnels en activité* [12 octobre 1972] (p. 4103) ; Art. unique : *Son amendement de forme* (p. 4104) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Budget honnête mais modeste ; veuves de grands invalides ; orphelins infirmes ou atteints d'une maladie incurable ; affiliation des ascendants à la sécurité sociale ; suppression de la clause d'âge pour les enfants morts pendant la guerre ; anciens combattants d'Algérie ; rapport constant (institution d'une commission tripartite)* [2 novembre 1972] (p. 4555) ; DÉPENSES MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Respect de la loi de programme pour le titre III ; son regret de la politique de déflation des effectifs néfaste pour l'encadrement des appelés du contingent* [8 novembre 1972] (p. 4841) ; *conditions d'exécution du service national ; caractère universel de ce service ; service dans des unités combattantes ; situation des personnels ; rôle du*

Conseil supérieur de la fonction militaire ; représentation des appelés au sein de ce conseil ; sa crainte du syndicalisme (p. 4842) ;

— du projet de loi modifiant l'article 17 de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense, en qualité de *Rapporteur : Création de secteurs de sécurité ; insertion de cette création dans notre politique de dissuasion ; protection des points stratégiques* [7 décembre 1972] (p. 5798) ; *détermination des juges compétents* (p. 5979) ;

— du projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel à la Société nationale industrielle aérospatiale et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation : *Originalité de ce texte ; marché des actions S.N.I.A.S. et S.N.E.C.M.A. ; expérience à la régie Renault ; distinction entre l'actionnariat proprement dit et la participation aux fruits de l'expansion ; situation financière de ces deux sociétés* [7 décembre 1972] (p. 5983) ; Art. 1er : *Son amendement (conditions de mise en œuvre de l'actionnariat des travailleurs à la S.N.I.A.S. et à la S.N.E.C.M.A.)* (p. 5986) ; Art 2 : *Son amendement (modalités de la participation du personnel au capital de ces sociétés)* (p 5987) ; *retrait de son amendement* (p. 5987) ; Art. 3 : *Son amendement rédactionnel* (p. 5987) ; Art. 4 : *Son amendement (négociabilité des actions)* (p. 5987).

BIGNON (Charles)

Député de la Somme
(3e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968[(p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République]11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1971[(p. 832, 834).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner les problèmes posés par la répartition des responsabilités publiques entre l'Etat et les diverses collectivités locales [24 juillet 1968] (p. 2563) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [7 octobre 1969] (p. 2510) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [16 décembre 1969] (p. 4984) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre [23 juin 1970] (p. 2950) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au service national [24 juin 1970] (p. 3018) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel [25 juin 1970] (p. 3114) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article premier de la loi n° 67-556 du 12 juillet 1967 portant dérogation dans la région parisienne aux règles d'organisation judiciaire fixées par l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 [26 juin 1970] (p. 3217) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation judiciaire [26 juin 1970] (p. 3218) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relative au statut des magistrats [26 juin 1970] (p. 3218) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales [16 décembre 1970] (p. 6583) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses opérations de construction [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur [29 juin 1971] (p. 3527) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour un projet de loi tendant à compléter les dispositions des articles 5 et 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre de la Commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier et sur leurs rapports avec le pouvoir politique [14 décembre 1971] (p. 6737) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les discussions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques [20 décembre 1971] (p. 7023) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2419 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce (n° 2750) [12 décembre 1972] (p. 6085) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant et modifiant le Code de la nationalité française et relatif à certaines dispositions concernant la nationalité française [15 décembre 1972] (p. 6286) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 2, 6, 25 (alinéa 1er) et 30 de la loi n° 67-521 du 3 juillet 1967 relative à l'organisation du territoire français des Afars et des Issas et l'article 2 (alinéa 1er) de la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée de ce territoire [18 décembre 1972] (p. 6314) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant affiliation des maires et adjoints au régime de retraite complémentaire des agents non titulaires des collectivités publiques [20 décembre 1972] (p. 6416);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un médiateur [20 décembre 1972] (p. 6416).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 307 du Code pénal afin de préciser les peines prévues à l'encontre des personnes ayant provoqué sous la menace le détournement d'un aéronef, **n° 639** [3 avril 1969].

Sa proposition de loi tendant à instituer une procédure simplifiée en matière de consignation de loyers, **n° 737** [27 juin 1969].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 67-830 du 27 septembre 1967 afin de permettre aux adolescents atteignant l'âge de quatorze ans avant la date des rentrées scolaires de 1969 et 1970 d'être admis, à titre exceptionnel, sous contrat d'apprentissage dans un établissement industriel ou commercial, **n° 785** [19 septembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'emploi des dons et legs faits aux départements, **n° 794** [19 septembre 1969].

Son rapport sur des pétitions [31 octobre 1969] (p. 3215. 3216).

Sa proposition de loi relative à la coordination des moyens de défense contre la mer et à la protection du littoral, n° **882** [12 novembre 1969].

Sa proposition de loi portant modification de la loi n° 70-14 du 6 janvier 1970, portant elle-même modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée, relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, n° **1142** [15 mai 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'organisation des Chambres de commerce et d'industrie, n° **1218** [10 juin 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1428) sur la gestion municipale et les libertés communales, n° **1447** [20 novembre 1970].

Son rapport supplémentaire fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1428) sur la gestion municipale et les libertés communales, n° **1450** [25 novembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes, afin d'assurer une meilleure protection des salariés, n° **1460** [25 novembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales, n° **1551** [17 décembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 67-830 du 27 septembre 1967, modifiée par l'article 11 de la loi n° 69-1263 du 21 septembre 1969, afin de permettre aux adolescents atteignant l'âge de 14 ans avant la date de la rentrée scolaire de 1972 d'être admis, à titre exceptionnel, sous contrat d'apprentissage dans un établissement industriel ou commercial, n° **1653** [15 avril 1971].

Sa proposition de loi tendant à modifier les procédures applicables aux retraits du permis de conduire, n° **1659** [15 avril 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1680) portant suppression de certaines taxes annexes aux contributions directes locales, n° **1712** [7 mai 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi organique (n° 1675), adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 39 de l'ordonnance n° 59-2 portant loi organique relative aux lois de finances, en vue de porter de quinze à vingt jours le délai imparti au Sénat pour l'examen du projet de loi de finances, n° **1713** [7 mai 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993), II. — Intérieur, n° **2014** [8 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1971 (n° 2065), n° **2103** [3 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1659) tendant à modifier les procédures applicables aux retraits du permis de conduire, n° **2111** [9 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2359) adopté par le Sénat, insérant un article 418-1 dans le Code pénal, n° **2438** [16 juin 1972].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582), II. — Intérieur et Rapatriés, n° **2589** [12 octobre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2675) tendant à modifier l'article 2 de

la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 portant création et organisation des régions, **n° 2771** [14 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2808) tendant à préciser que le décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 s'applique à tous les baux commerciaux à renouveler avant le 1er janvier 1975, **n° 2813** [20 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2866), rejetée par le Sénat, tendant à préciser que l'article 7 du décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 s'applique à tous les baux commerciaux à renouveler avant le 1er janvier 1975, **n° 2867** [20 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : *Réforme de la sécurité sociale et de l'assistance ; budget social de la Nation ; ses observations sur la protection et l'aide sociale ; réforme des régimes de retraite ; problème de l'emploi, notamment en Picardie ; problèmes relatifs au cumul ; sécurité sociale des commerçants et des artisans ; situation de l'enfance anormale* [22 juillet 1968] (p. 2413, 2414) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 7 : *Système fiscal français ; impôt sur le revenu ; impôt sur les successions ; possibilité de taxer davantage la catégorie des biens d'agrément ; modernisation de l'impôt sur les successions* [24 octobre 1968] (p. 3520, 3521) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, INDUSTRIE : *Problèmes de l'industrie textile, notamment de celle du tulle concentrée dans les vallées de la Somme et de la Nièvre ; ses observations sur la robinetterie et la serrurerie du Vimeu ; difficultés rencontrées par l'agriculture dans le cadre européen ; accélération de notre industrialisation ; accords Citroën-Fiat ; ses observations sur l'article 87 de la loi de finances du 21 décembre 1967 ; problèmes de la pollution et du bruit dans la cité moderne* [5 novembre 1968] (p. 3920, 3921) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Organisation des marchés avant la réorganisation des entreprises familiales ; indemnité viagère de départ ; possibilité de consentir des prêts à faible taux d'intérêt aux jeunes ; malthusianisme de notre politique agricole* [16 novembre 1968] (p. 4549) ; *augmentation de la part du lait dans l'alimentation animale ; nécessité de mieux commercialiser et à meilleur prix ; ses observations sur la betterave ; importance de l'investissement pour l'avenir des exploitations* (p. 4550) ;

— du projet de loi autorisant la codification des textes législatifs relatifs aux tribunaux administratifs, Art. unique : *Son amendement tendant dans la première phrase de cet article, à substituer aux mots : « tribunaux administratifs » les mots : « juridictions administratives de droit commun »* [21 novembre 1968] (p. 4791) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 5 : *Son amendement tendant, à partir du deuxième alinéa du paragraphe I à rédiger ainsi cet article : « ce versement est constitué par un prélèvement sur les recettes de l'Etat égal au montant que leur aurait procuré la part locale de la taxe sur les salaires telle qu'elle était fixée avant la promulgation de la présente loi ». II. — « Le versement représentatif... »* [27 novembre 1968] (p. 4900, 4901) ; *retrait de son amendement* (p. 4901).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, avec débat, relative à l'artisanat [29 novembre 1968] (p. 4974) : *Transformation des artisans (exemple classique du maréchal-ferrant remplacé par le mécanicien rural) ; aide des Chambres de métiers ; situation des artisans polisseurs du Vimeu ; incidence de la fiscalité sur l'artisanat ; revision abusive de certains forfaits ; nécessité de placer les artisans à égalité avec les autres producteurs dans les domaines fiscal et social ; problème du nantissement du fonds artisanal ; problème de la double inscription au registre du commerce et au registre des artisans ; contrat d'apprentissage ; formation professionnelle ; reconversion de certaines branches de l'artisanat rural* (p. 4980, 4981, 4982).

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale sans débat relative à la poli-

tique de recrutement de l'armée [7 mai 1969] (p. 1301, 1302).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale sans débat relative au préavis de grève dans les services publics [7 mai 1969] (p. 1311, 1312).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la réforme de la Société nationale des chemins de fer français : *Crise de confiance chez les usagers et chez les agents ; sa question de savoir ce qu'il faut faire pour libérer la S.N.C.F. de la tutelle qu'elle subit ; importance des investissements ; liberté de la politique des tarifs ; intéressement du personnel ; politique sur les lignes secondaires du réseau ; maintien des autorails ; ses observations sur les lignes Paris-Lille, Paris-Marseille, Amiens-Compiègne, Abbeville-Eu ; vétusté de l'infrastructure ; ses observations sur le secteur Vimeu-Bresle* [16 octobre 1969] (p. 2696).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique et des Réformes administratives, une question orale sans débat relative à la simplification des formalités administratives [17 octobre 1969] (p. 2742, 2743, 2744).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Sabatier après l'Art. 17 de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 [30 octobre 1969] (p. 3107, 3108).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EDUCATION NATIONALE : *Progression du budget ; scolarité jusqu'à 16 ans ; formation des maîtres chargés des dernières classes ; constructions scolaires ; emploi des bâtiments ; problème des bourses ; bourses pour les enfants de moins de 16 ans concernant de plus en plus le Ministère des Affaires sociales ; nécessité d'ajouter à une politique d'allocations familiales une politique d'allocations scolaires ; taxe d'apprentissage ; conclusions du colloque d'Amiens* [13 novembre 1969] (p. 3645, 3646) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Travaux de défense contre la mer ; rôle des collectivités locales ; création d'agences de défense contre la mer* (p. 3682, 3683) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Politique laitière ; importations de matières grasses végétales ; crédits évaluatifs du F.O.R.M.A. ; détérioration du revenu laitier ; prix d'intervention du beurre ; modernisation des stabulations ; production du lait et de la viande ; prime à l'abattage ; crédit agricole* [19 novembre 1969] (p. 3960, 3961) ; *ses observations sur les paroles de M. Duhamel* (p. 4014) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 8 : *Prorogation des dispositions de l'ordonnance de 1967 qui permettent aux adolescents qui atteindront l'âge de 14 ans, avant la rentrée de 1970, d'obtenir une dérogation à l'obligation scolaire ; création de C.E.S. ; formation des maîtres chargés des classes de perfectionnement ; enseignement technique ; enseignement spécialisé pour les jeunes handicapés* [26 novembre 1969] (p. 4373) ; *problème des dérogations de scolarité* (p. 4374) ; Après l'Art. 12 : *Problème des affectations de legs et des attributions de revenus pour les budgets départementaux* (p. 4381, 4382) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 6 de la loi du 12 juillet 1966 : *Ses observations sur son amendement tendant à ce que les prestations servies par le régime institué par la présente loi comportent des prestations identiques à celles des salariés du régime général pour l'ensemble des groupes professionnels mentionnés à l'article premier, à l'exception des indemnités journalières et avec les mêmes tickets modérateurs ; cas d'un étranger travaillant en France* [3 décembre 1969] (p. 4556) ; Art. 8 de la loi du 12 juillet 1966 : *Ses observations sur cet article* (p. 4560) ; Art. 9 de la loi du 12 juillet 1966 : *Ses observations sur les administrateurs des caisses ; différences entre les professions* (p. 4569, 4570) ;

— du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré, Art. 1er : *Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa du texte proposé pour l'article L premier du Code de la route* [21 avril 1970] (p. 1196) ; *définition d'un état d'alcoolémie caractérisé par la présence dans le sang d'un taux d'alcool de 0,80 gramme pour 1000 ; suppression du délit de conduite en état d'ivresse manifeste* (p. 1196) ; *son sous-amendement tendant dans les deux alinéas du texte de l'amendement de M. Mazeaud, à supprimer les mots : « même en l'absence de tout signe d'ivresse manifeste »* (p. 1197) ;

son sous-amendement tendant dans le deuxième alinéa du texte de l'amendement de M. Mazeaud à supprimer les mots : « même en l'absence de tout signe d'ivresse manifeste » [22 avril 1970] (p. 1214) ; *son amendement tendant à supprimer le sixième alinéa du texte proposé pour l'article L premier du Code de la route* (p. 1220) ; *retrait de son amendement* (p. 1220) ;

— du projet de loi concernant la centralisation de la documentation relative à la circulation routière : *Problèmes de classement ; sa crainte que la prévention ne se transforme en répression ; problèmes des compagnies d'assurances ; contenu du fichier ; ses observations sur les condamnations pénales ; conséquence de la centralisation et du classement ; sa question préalable devant la Commission des lois ; inutilité de ce texte* [23 avril 1970] (p. 1249, 1250).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux constructions scolaires [24 avril 1970] (p. 1288).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de loi tendant à compléter l'article 307 du Code pénal afin de préciser les peines prévues à l'encontre des personnes ayant provoqué sous la menace le détournement d'un aéronef : *Nécessité de compléter l'article 307 relatif aux délits ; ses observations sur l'article 462 du Code pénal ; stagnation du droit international ; courage des pilotes français et étrangers* [19 mai 1970] (p. 1785, 1786) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice des fonctions à mi-temps par les fonctionnaires de l'Etat, Art. 1er : *Application de la réforme ; cas des départements d'outre-mer* [21 mai 1970] (p. 1836) ; *ses observations sur les paroles de M. Malaud* (p. 1837) ; *ses observations sur les « nécessités du service » ; cas des catégories C et D* (p. 1837) ; Art. 4 : *Cas du fonctionnaire qui assure un service actif et pénible* (p. 1838) ; Art. additionnels : *Modalités d'application du texte* (p. 1839) ; Ses explications de vote ; *Amélioration du sort des personnels de la fonction publique* (p. 1840) ;

— du projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens, Art. 138 du Code de procédure pénale : *Conditions du contrôle judiciaire* [27 mai 1970] (p. 2008, 2009) ; Art. 146 du Code de procédure pénale : *Intérêts de la victime* (p. 2016) ; Art. 150 du Code de procédure pénale : *Détention provisoire ; information du public* [28 mai 1970] (p. 2031) ; Art. 368 du Code pénal : *Ses observations sur le sens du mot « privé »* (p. 2075) ;

— du projet de loi relatif à la mise à parité des pensions des déportés politiques et des déportés résistants : *Célébration du 25e anniversaire de l'armistice à Amiens ; étalement de la parité sur quatre ans ; situation des ayants cause des personnes qui ont été tuées au cours du bombardement, par l'aviation alliée, de la prison d'Amiens* [2 juin 1970] (p. 2180) ;

— du projet de loi relatif au service national, Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (report supplémentaire d'incorporation jusqu'à l'achèvement de la scolarité pour les jeunes ayant subi avec succès certains concours)* [9 juin 1970] (p. 2379) ; *possibilité de porter l'âge limite de 21 à 22 ans* (p. 2379) ;

— des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux groupements fonciers agricoles : *Politique agricole de la Ve République ; exploitation familiale ; coût des investissements publics en milieu urbain ; désinvestissement des capitaux chaque fois qu'un agriculteur quitte la terre ; importance du problème foncier* [26 juin 1970] (p. 3192, 3193).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Durafour, Fortuit, Bertrand Denis, Destremau, Leroy, Madrelle relatives aux problèmes de l'enseignement : *Problèmes de la gratuité des études de la maternelle jusqu'à l'âge de 16 ans ; problème des fournitures scolaires ; ramassage scolaire ; problème des classes de transition et des classes terminales* [9 octobre 1970] (p. 4242, 4243).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances pour 1971 : *Ses observations sur l'expansion ; ralentissement de celle-ci dans la construction ; apparition du chômage ; ses observations sur l'agriculture ; réduction du nombre des heures travaillées ; ses observations sur*

la demande étrangère ; problème des équipements collectifs ; dépenses de fonctionnement des services civils ; fonds d'action conjoncturelle [21 octobre 1970] (p. 4454, 4455) ; Première partie, Art. 32 : *Fiscalité des carburants ; orientation de notre production et de notre consommation d'énergie ; emploi du fuel dans les tracteurs agricoles* [22 octobre 1970] (p. 4556) ; Art. 35 : *Ses observations sur le Fonds d'action conjoncturelle ; rétablissement des crédits après consultation des commissions des finances du Parlement ; ses observations sur les pratiques de la IVe République ; séparation du législatif de l'exécutif* (p. 4567) ; Deuxième partie : AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur les paroles de M. Duhamel* [6 novembre 1970] (p. 5283) ; *exemple des fermes familiales picardes ; problème des matières grasses ; politique commune ; ses observations sur le prix du lait, l'élevage, les étables laitières* (p. 5304) ; *prix des tourteaux ; problème de la betterave ; question de l'invalidité ; retraite des aides familiaux ; cas des femmes chefs d'exploitation* (p. 5305) ; Après l'Art. 66 : *Détermination des cotisations pour l'Amexa ; exemple du département de la Somme* [7 novembre 1970] (p. 5391) ; Commission mixte paritaire : *Taux de la taxe sur les corps gras ; taxation de la margarine* [9 décembre 1970] (p. 6329) ;

— du projet de loi sur les sociétés civiles faisant publiquement appel à l'épargne : Avant l'Art. 1er : *Problème de la transformation de ces sociétés en sociétés anonymes* [19 novembre 1970] (p. 5793) : Art. 1er : *Son vote contre l'amendement du Gouvernement* (p. 5794).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'industrie communautaire du jute [20 novembre 1970] (p. 5845, 5846).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur le discours prononcé par le Président de la République le 30 octobre à Lyon ; transfert de charge de l'Etat aux communes ; problème des constructions scolaires du premier degré ; autonomie des finances locales ; projet Fouchet* [24 novembre 1970] (p. 5865, 5866) ; *rappel historique de la question ; uniformité de l'administration des communes ; unité de la tutelle administrative ; détermination des pouvoirs de police ; conséquences des groupements de communes ; problèmes fonciers ; pouvoirs du préfet en matière financière* (p. 5867) ; *évolution des méthodes de gestion des communes ; problème de l'habitat ; ses observations sur la loi relative à la lutte contre la pollution des eaux ; uniformité de la gestion dans les syndicats ; nécessité de ne pas dissocier les réformes financières des réformes administratives ; solidarité entre les communes riches et celles qui ne le sont pas* (p. 5868) ; *conséquence de la tutelle financière ; modernisation de la gestion ; solidarité dans le collège composé du maire et des adjoints ; ses observations sur la délégation au maire ; ses observations sur les mesures de coopération intercommunale ; uniformisation des conditions de création des syndicats de communes et des syndicats mixtes ; fusions des communes ; répartition des dépenses scolaires ; ses observations sur la motion de renvoi* (p. 5869, 5870) ; *ses observations sur les paroles de M. Pic* (p. 5877) ; *son hommage à l'action du corps préfectoral* (p. 5906) ; Art. 1er : *Son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer de nouvelles dispositions (point de départ du délai de 15 jours)* (p. 5908) ; Art. 46 du Code de l'administration communale : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la dernière phrase du texte proposé pour cet article : « A la demande du maire, le préfet ou le sous-préfet peut abréger ce délai »* (p. 5909) ; *possibilité d'abroger le délai de quinze jours* (p. 5909) ; Art. 47 du Code de l'administration communale : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de ce texte (approbation des budgets des communes en cas de déficit du dernier exercice clos)* (p. 5909) ; *inutilité de la séparation de la section de fonctionnement et de la section d'investissement* (p. 5909) ; *ses observations sur l'amendement de M. Capelle* (p. 5909) ; Art. 48 du Code de l'administration communale : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article : « Sont également soumises à approbation par l'autorité compétente les délibérations des conseils municipaux sur les objets suivants »* (p. 5910) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa (1°) de cet article (dispense des modalités d'approbation des emprunts contractés auprès de certains organismes selon des conditions types, fixées par décret en Conseil d'Etat)* (p. 5910) ; *ses observations sur les amendements de M. Waldeck L'Huil-*

lier (p. 5911) ; *son amendement tendant, dans le septième alinéa (6°) de cet article, à supprimer les mots : « la suppression »* (p. 5911) ; *son amendement tendant dans le huitième alinéa (7°) de cet article à substituer aux mots : « d'une disposition législative spéciale » les mots : « de toute autre disposition législative »* (p. 5911) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article 49 du Code de l'administration communale (cas où les délibérations des conseils municipaux sont exécutoires sur approbation du préfet)* (p. 5914) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article 49 (possibilité pour le préfet ou le sous-préfet de demander une seconde lecture de la délibération soumise à son approbation)* (p. 5914) ; *son amendement tendant à substituer aux quatrième et cinquième alinéas de cet article un nouvel alinéa : « Lorsque le préfet ou le sous-préfet refuse d'approuver une délibération, le conseil municipal peut se pourvoir devant le Ministre de l'Intérieur »* (p. 5914) ; Après l'Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Gerbet* (p. 5915) ; Art. 5 : *Nécessité d'éviter un système d'échevinage* (p. 5917) ; *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa (1°) du texte proposé pour l'article 75* bis *du Code de l'administration communale* (p. 5917) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa (2°) du texte proposé pour cet article 75* bis *à supprimer les mots : « de stationnement »* (p. 5917) ; *problème du droit de stationnement* (p. 5917, 5918) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à modifier le deuxième alinéa de l'article 172 du Code de l'administration communale : « le conseil municipal détermine l'ordre de priorité des travaux à effectuer suivant leur caractère d'urgence et de nécessité »* (p. 5918) ; Art. 8 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 177 du Code de l'administration communale à substituer aux mots : « dix jours » les mots : « quinze jours »* (p. 5919) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « d'un mois » les mots : « de trente jours »* (p. 5919) ; Après l'Art. 10 : *Son amendement tendant à insérer le nouvel article suivant : « Dans le premier alinéa de l'article 51 du Code de l'administration communale, les mots : « le compte administratif » sont substitués aux mots : « les comptes de l'administration »* (p. 5919) ; *Son amendement tendant à substituer, dans la deuxième phrase du quatrième alinéa de l'article 178 du Code de l'administration communale, les mots : « trois derniers alinéas » aux mots : « deux derniers alinéas »* (p. 5920) ; *son amendement tendant, dans le 12° de l'article 189 du Code de l'administration communale à substituer les mots : « dans des sociétés » aux mots : « dans les entreprises visées à l'article 47-12° »* (p. 5920) ; *son amendement tendant à la fin de l'article 261 du Code de l'administration communale à substituer les mots : « à l'article 48 » aux mots : « à l'article 47 »* (p. 5920) ; *son amendement tendant à remplacer l'article 270 du Code de l'administration communale par les dispositions suivantes : « Le compte administratif du maire pour l'exercice clos est présenté au conseil municipal avant la délibération du budget supplémentaire »* (p. 5920) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article 355 du Code de l'administration communale à substituer les mots : « dans les conditions indiquées par les articles 48-5°, 49 et 357 » aux mots : « dans les conditions indiquées par les articles 47-12°, 48, 49 et 357 »* (p. 5920) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 356 du Code de l'administration communale, à substituer les mots : « de l'article 48-5° » aux mots : « de l'article 47-12° »* (p. 5920) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article 395 du Code de l'administration communale à substituer les mots : « aux articles 48-5° et 49 » aux mots : « aux articles 47-12° et 49 »* (p. 5920) ; *son amendement tendant à insérer le nouvel article suivant : « Dans le premier alinéa de l'article 431 du Code de l'administration communale, les mots : « des articles 48, 49, 50-2°, 75-5, 75* bis *» sont substitués aux mots : « des articles 47-5°, 48, 49, 50-2°, 75-5°. »* (p. 5920) ; Avant l'Art. 11 : *Ses observations sur l'amendement de M. des Garets* (p. 5920) ; Art. 11 : *Ses observations sur l'amendement de M. Waldeck L'Huillier* (p. 5921, 5922) ; Après l'article 11 : *Rôle du Rapporteur* (p. 5922) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de l'article 145 du Code de l'administration communale par la phrase suivante : « Toutefois, le comité décide de se former en comité secret à la demande du tiers des membres présents ou du président »* (p. 5923) ; *harmonisation des dispositions permettant le fonctionnement des syndicats avec celles qui assurent les délibérations des assemblées municipales*

(p. 5923) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 146 du Code de l'administration communale (session et réunion du comité)* (p. 5923) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5924) ; Après l'Art. 13 : *Création de districts par voie autoritaire* (p. 5925) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la première phrase du premier alinéa de l'article 4 de l'ordonnance du 5 janvier 1959 (délibération du conseil du district en vue de l'extension de ses compétences)* (p. 5925) ; Art. 17 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (constitution de syndicats pour assumer les dépenses de construction et de fonctionnement des collèges et lycées)* (p. 5927) ; Après l'Art. 17 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (division de chaque département en secteurs intercommunaux en vue de l'établissement de la programmation des équipements collectifs et de l'amélioration du fonctionnement des services publics)* (p. 5928) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5929) ; Avant l'Art. 18 : *Ses observations sur l'amendement de M. Cointat* (p. 5930) ; Art. 18 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 5932) ; *son amendement tendant à compléter l'article 10 du Code de l'administration communale par de nouvelles dispositions (possibilité de créer des annexes à la mairie dans une ou plusieurs des communes fusionnées)* (p. 5932) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel alinéa après le second alinéa de l'article 10 du Code de l'administration communale : « L'acte de fusion peut également prévoir que sera opérée une nouvelle dévolution de tout ou partie des biens ou des droits distincts de ceux de la nouvelle commune »* (p. 5932) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5933) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du premier alinéa de l'article 255-1 du Code électoral : « En cas de fusion de communes, entraînant la création d'une nouvelle commune de moins de 30.000 habitants, chacune des anciennes communes dont l'assemblée l'aura demandé... »* (p. 5933) ; *son amendement tendant à supprimer les deux derniers alinéas de cet article* (p. 5934) ; Art. 20 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5934) ; Après l'Art. 21 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (dépôt du rapport de la commission instituée par l'article 21 de la loi du 2 février 1968 ; obligation pour le Gouvernement de soumettre au Parlement, dans le budget de 1972, les dispositions suggérées par ce rapport)* (p. 5934) ; Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur : Suppression de la délégation donnée au maire de désigner certaines personnes pour participer aux travaux communaux ; conclusion et révision des baux ; problème de l'aliénation de gré à gré ; modalités de constitution des syndicats intercommunaux ; pouvoirs du président et du bureau du syndicat ; ses observations sur les établissements scolaires ; conséquence des fusions en ce qui concerne les biens dévolus à la nouvelle commune* [17 décembre 1970] (p. 6605) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970 ; Après l'Art. 7 : *Recettes des collectivités locales ; conclusions de la commission Mondon-Pianta ; réforme de la répartition des charges entre l'Etat et les collectivités territoriales* [9 décembre 1970] (p. 6305) ; Art. 10 : *Son amendement tendant après le douzième alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « les sociétés civiles faisant publiquement appel à l'épargne, à l'exception de celles dont les parts ne donnent normalement droit qu'à l'attribution en propriété ou en jouissance de parties déterminées d'un ou plusieurs immeubles »* (p. 6352) ; *assiette de la patente* (p. 6352) ;

— du projet de loi instituant une allocation en faveur des orphelins et de certains enfants à la charge d'un parent isolé : *Caractère cumulatif de l'allocation avec d'autres prestations versées aux mères ; ses observations sur le plafond de ressources ; problème démographique ; allocation de salaire unique* [10 décembre 1970] (p. 6406) ; *ses observations sur les paroles de M. Boulin* (p. 6407).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'appel du contingent [11 décembre 1970] (p. 6496, 6497).

Prend part au débat sur la question orale de M. Poncelet relative à l'application de la T.V.A. aux travaux d'équipement des collectivités locales : *Redistribution nécessaire des tâches, des recettes et des dépenses entre les communes, les départements et l'Etat ; incitation au regroupement* [11 décembre 1970] (p. 6510, 6511).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la réévaluation du prix de l'or [12 mai 1971] (p. 1817 à 1820).

Prend part à la discussion :

— de la proposition de loi organique adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 39 de l'ordonnance n° 59-2 portant loi organique relative aux lois de finances, en vue

de porter de quinze à vingt jours le délai imparti au Sénat pour l'examen du projet de loi de finances, en qualité de *Rapporteur : Impossibilité de réunir une Commission mixte paritaire sur ce texte* [13 mai 1971] (p. 1862, 1863) ; Art. unique : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (délai au cours duquel le Sénat doit se prononcer en première lecture ; cas où l'Assemblée Nationale n'a pas émis un vote en première lecture sur l'ensemble du projet dans le délai prévu au premier alinéa)* (p. 1863) ;

— du projet de loi portant suppression de certaines taxes annexes aux contributions directes locales, en qualité de *Rapporteur : Raisons de la suppression de ces taxes* [13 mai 1971] (p. 1863) ; *suppression de la taxe sur les chiens ; taxe de capitation ; taxe sur les chasses gardées ; taxe sur la valeur en capital des propriétés bâties et non bâties réservée aux localités de plus de 500.000 habitants* (p. 1864) ;

— du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes : *sens de la liberté locale ; ses observations sur le critère de « l'unité de besoin » ; fiscalité directe et indirecte des collectivités ; dépassement de l'époque des impôts indiciaires ; détermination des responsabilités entre l'Etat, les départements et les communes ; poids de la T.V.A. ; possibilité de n'attribuer aux communes qu'un versement forfaitaire réduit d'un tiers, celui-ci étant versé sous la forme d'un crédit de T.V.A. aux communes* [1er juin 1971] (p. 2261, 2262) ; *nécessité d'associer les élus ; possibilité de prévoir de nouveaux mécanismes de regroupement ; problème du référendum ; regroupements par la voie du district et du syndicat ; problème des droits du personnel communal ; ses observations sur les incitations financières* (p. 2263, 2264) ; Art. 1er : *Son amendement, tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer le mot : « première »* [2 juin 1971] (p. 2283) ; *délai de consultation* (p. 2283) ; Art. 2 : *Cas de fusion de communes situées dans des cantons différents* (p. 2291) ; *son amendement tendant à compléter la première phrase du sixième alinéa de cet article par les mots : « ainsi que de présidents de syndicats de communes »* (p. 2292) ; *membres de la commission d'élus ; retrait de son amendement* (p. 2292) ; *son amendement tendant, dans le huitième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « 50.000 habitants » les mots : « 25.000 habitants »* (p. 2294) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « des propositions de regroupement de syndicats en syndicats à vocation multiple ou en districts »* (p. 2294) ; *définition du plan* (p. 2294) ; Art. 4 : *Problème de l'hydraulique agricole et des ordures ménagères* (p. 2300) ; Après l'Art. 5 : *Problème des limites départementales* (p. 2300) ; Art. 7 : *Indemnité des maires délégués ; situation des adjoints spéciaux* [3 juin 1971] (p. 2327) ; Après l'Art. 7 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (situation des personnels dans les communes fusionnées ; problème du recours à des personnels extérieurs pour pourvoir les emplois de la nouvelle commune ; délibérations du conseil municipal de la nouvelle commune qui auraient pour effet d'entraîner une perte d'emploi)* (p. 2329, 2330) ; *retrait de son amendement* (p. 2330) ; *situation des agents à temps partiel ; leur cotisation à la caisse nationale de retraites des collectivités locales* (p. 2330, 2331) ; *son sous-amendement tendant, dans la deuxième phrase du texte proposé par l'amendement du gouvernement pour l'article L 290-1 du Code électoral, à substituer aux mots : « le conseil municipal » les mots : « la commission consultative »* (p. 2331) ; Art. 8 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « entreprises par les communes » à insérer le mot : « voisines »* (p. 2332) ; *problème de la fusion de communes qui ne sont pas voisines* (p. 2332, 2333) ; *son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots : « et suivant les modalités prévues à l'article 3 »* (p. 2333) ; Après l'Art. 10 : *Composition du collège électoral du Sénat ; maintien d'un délégué dans la commune associée* (p. 2336) ; *son sous-amendement à l'amendement du gouvernement identique à celui déposé après l'article 7* (p. 2336) ; *mesures transitoires jusqu'au prochain renouvellement des conseils municipaux* (p. 2337) ; *son amendement tendant à modifier l'article 16 du Code d'administration communale* (p. 2337) ; *augmentation du nombre des conseillers municipaux selon l'importance des communes* (p. 2338) ; *retrait de son amendement* (p. 2338) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article 2 de la loi sur les communautés urbaines à substituer aux mots : « de plus de 25.000 habitants » les mots : « de plus de 50.000 habitants »* (p. 2339) ; *retrait de son amendement ; commission Pianta ; répartition des charges entre l'Etat et les collectivités* (p. 2340) ; Seconde délibération ; Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 2343) ; En deuxième lecture,

Art. 2 : *Dépenses de référendum à la charge de l'Etat* [23 juin 1971] (p. 3332) ; *son sous-amendement tendant après le cinquième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Zimmermann à insérer un nouvel alinéa (rôle des présidents de syndicats)* (p. 3332) ; *ses observations sur son sous-amendement* (p. 3332, 3333) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 3334) ;

— du projet de loi sur l'apprentissage, Après l'Art. 31 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (extension du deuxième alinéa de l'article 6 de l'ordonnance du 27 septembre 1967 aux adolescents qui atteindront 14 ans avant la date de la rentrée scolaire de 1971)* [8 juin 1971] (p. 2529) ; *exemple du département de la Somme ; problème des dérogations pour les enfants âgés de 15 ans et leur possibilité d'être sous contrat d'apprentissage* (p. 2529) ; Art. 33 : *Son amendement tendant à substituer au premier alinéa de cet article de nouvelles dispositions (régime d'apprentissage prévu dans le code de l'artisanat)* (p. 2529, 2530) ; *distinction entre l'apprentissage en milieu industriel et l'apprentissage chez les « maîtres »* (p. 2530) ; Art. 35 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « de l'article 34 » les mots : « des articles 33 et 34 »* (p. 2531) ; *retrait de son amendement* (p. 2531) ;

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (fixation des normes par décret)* [10 juin 1971] (p. 2688) ; *ses observations sur l'allocation de logement ; détermination des critères* (p. 2689) ; *conditions du versement de l'allocation* (p. 2691) ; *ses observations sur cet article* (p. 2692) ; Art. 11 : *Versement de l'allocation de logement ; destination de cette allocation ; problème de l'expulsion des personnes âgées* (p. 2695, 2696) ;

— du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur : *Valeur des diplômes* [21 juin 1971] (p. 3163) ; Après l'Art. 1er : *Problème de la collation des grades* (p. 3176) ;

— du projet de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association : *Objet du projet de loi* [23 juin 1971] (p. 3349) ; *rôle de la justice* (p. 3350) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Ses observations sur les explications de vote de M. Odru* [30 juin 1971] (p. 3567) ;

— du projet de loi instituant l'aide judiciaire ; *Institution d'une sécurité sociale judiciaire ; ses craintes d'une fonctionnarisation des auxiliaires de justice* [7 octobre 1971] (p. 4370) ; *répartition des frais ; problème de l'indépendance de la profession d'avocat ; indemnité perçue par les avocats au titre de l'aide partielle et de l'aide totale ; rôle du fonds d'aide judiciaire ; doublement du droit fixe de plaidoirie* (p. 4371) ; Art. 7 : *Référence au plafond des rémunérations soumises aux cotisations de la Sécurité sociale pour bénéficier de l'aide judiciaire* (p. 4381) ; Après l'Art. 7 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (cas d'attribution de l'aide judiciaire ; pouvoir de la commission)* (p. 4383) ; *ses observations sur son amendement ; retrait de celui-ci* (p. 4383) ; Après l'Art. 21 : *Son sous-amendement tendant après les mots « conseil d'administration » à rédiger ainsi la fin du texte proposé par l'amendement de M. de Grailly « formé des bâtonniers en exercice dans le ressort ainsi que de membres des barreaux. Il est présidé par l'un de ses membres, élu pour un an et rééligible »*. (p. 4398) ; En deuxième lecture, Art. 21-7 : *Son amendement concernant l'exonération des frais en cas d'aide judiciaire partielle* [10 décembre 1971] (p. 6694) ;

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques : *Suppression de la profession d'avoué ; problème de leur indemnisation ; application de la réforme* [12 octobre 1971] (p. 4468) ; *problème de la création du monopole de la consultation et rédaction des actes de droit au profit d'une corporation ; réglementation de l'usage du titre de conseil juridique ; problème des sociétés fiduciaires* (p. 4469) ; *exemple de l'étranger* (p. 4470) ; Art. 10 : *Différence entre la postulation et la plaidoirie* [13 octobre 1971] (p. 4503) ; Après l'Art. 13 : *Ses observations sur les paroles de M. Pleven* (p. 4509) ; Art. 34 : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Zimmermann à substituer aux mots : « pénale et administrative » les mots « et pénale »* [14 octobre 1971] (p. 4543) ; *possibilité de dispenser de la taxe parafiscale les affaires portées devant le tribunal administratif* (p. 4543, 4544) ; Art. 10 : *Son sous-amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement du Gouvernement à substituer aux mots « cinq ans » les mots : « sept ans »* (p.

4576) ; Après l'Art. 11 : *Ses observations sur l'un de ses amendements* (p. 4578) ; Art. 68 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4584) ; Après l'Article 73 : *Situation d'une officine conseillant des personnes susceptibles de comparaître devant une juridiction qui doit fixer le montant d'une indemnisation d'expropriation* (p. 4589) ; Art. 77 : *Son amendement tendant à substituer à la date du 16 septembre 1972 celle du 16 septembre 1973* (p. 4592) ; *retrait de son amendement* (p. 4593) ; En deuxième lecture, Art. 33 : *Ses observations sur la taxe parafiscale tendant à financer la réforme* [9 décembre 1971] (p. 6563) ; Art. 55 : *Son sous-amendement concernant les conseils juridiques* (p. 6583) ; *retrait de celui-ci* (p. 6583) ; Art. 57 : *Conséquence de l'exercice de la profession de conseil juridique* (p. 6587) ; Art. 61 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6588) ; Art. 68 : *Retrait de l'amendement déposé avec M. Zimmermann* (p. 6592) ; Art. 61 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6592) ; *retrait de celui-ci* (p. 6592) ; Art. 72 D : *Fixation des honoraires* (p. 6599) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Art. 2 : *Son amendement (taux applicables aux revenus des années de 1971 et suivantes)* [21 octobre 1971] (p. 4717) ; *situation des artisans et des commerçants ; retrait de son amendement* (p. 4718) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS, en qualité de *Rapporteur pour avis : Indication des éléments positifs du budget ; problème des collectivités locales ; système des emprunts ; rapport entre les emprunts à taux réduit et les subventions ; impôts locaux ; diminution des charges ; urbanisation ; possibilité de réserver le produit des contraventions aux communes ; protection civile ; statut du personnel de préfecture ; fusion des personnels dépendant de l'Etat et des fonctionnaires recrutés par les départements ; police nationale* [10 novembre 1971] (p. 5606 à 5608) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.-S.A. : *Amélioration des orientations de la production vers la viande et le lait ; revenu cadastral des pâtures ; détermination du bénéfice forfaitaire : unification du système fiscal et du système social ; application du nouveau régime de bénéfice réel ; problème du crédit d'impôt* [15 novembre 1971] (p. 5724) ; *situation des C.U.M.A. ; problème de la patente ; ses observations sur le B.A.P.S.A. ; crédits en matière de remembrement* (p. 5725) ; TAXES PARAFISCALES : *Ses observations sur l'industrie de l'ameublement et l'industrie de la chaussure* [17 novembre 1971] (p. 5850) ; Après l'Art. 40 : *Son amendement (fixation du bénéfice forfaitaire à l'hectare par rapport au revenu cadastral moyen de l'exploitation affecté de coefficients de correction)* (p. 5882) ; *complexité des méthodes d'impositions agricoles* (p. 5882) ; *rôle de la commission départementale des impôts directs* (p. 5883) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires, Art. 21 de l'ordonnance du 24 octobre 1958 : *Rôle du bureau de l'Assemblée Nationale* [25 novembre 1971] (p. 6124) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, Art. 10 : *Contrôle des établissements dangereux, insalubres ou incommodes* [7 décembre 1971] (p. 6456) ; Art. 17, en qualité de *Rapporteur pour avis : Problème des finances locales ; versement représentatif de la taxe sur les salaires* (p. 6473) ; Art. 18 : *Procédure applicable en matière de contraventions* (p. 6474) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots : « relatives à la circulation routière »* (p. 6474) ; *son amendement tendant à la fin du dernier alinéa de cet article à substituer aux mots : « en 1971 » les mots : « en 1970 »* (p. 6474) ; *calcul du produit des amendes forfaitaires et des amendes de composition* (p. 6474) ; *ses observations sur l'application de l'article 40 de la Constitution* (p. 6475) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution de M. Mitterrand et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier : *Ses observations sur le calendrier des travaux de l'Assemblée et de la Commission des lois ; finalité du Parlement* [10 décembre 1971] (p. 6643) ; *vote du groupe U.D.R.* (p. 6644) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de Mme Troisier, relative au service extérieur des pompes funèbres et aux chambres funéraires : *Droits des collectivités locales ; application du cahier des charges type ; exis-*

tence d'un service public ; ses observations sur les concessions [17 décembre 1971] (p. 6899 à 6901) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à permettre aux communes d'assurer ce service, soit en régie, soit par concession* (p. 6905) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6906) ; *ses observations sur le mot « concession » ; application de l'article 40 du Code d'administration communale* (p. 6907) ; Son rappel au règlement : *Exprime son mécontentement et retire tous ses amendements* (p. 6908) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 4 : *Son amendement (taxation des recettes tirées des spectacles donnés par les associations ; majoration des droits de consommation sur les alcools)* (p. 1355) ; *ses observations sur les manifestations de bienfaisance organisées par les associations à but non lucratif* (p. 1355) ; *retrait de son amendement* (p. 1357) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1363) ; *ses observations sur les conséquences de l'adoption d'un dispositif de bouchage agréé par l'administration* (p. 1364) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *dépôt d'un projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat ; simplification de la T.V.A. ; réforme de la patente ; problème des arriérés de cotisations maladie et vieillesse ; problème des magasins à grande surface ; majoration des retraites perçues par l'intermédiaire du Fonds national de solidarité* [17 mai 1972] (p. 1580) ; Art. L 663-9 du Code de la sécurité sociale : *Situation des retraités actifs dont on retient une partie de leur pension au profit d'une solidarité des régimes* (p. 1619) ; Art. L 663-10 : *Régimes complémentaires* (p. 1624) ; Art. 5 : *Son amendement relatif aux conditions d'éligibilité et d'élection* (p. 1632) ; *contentieux des élections aux caisses d'assurance maladie ; exemple de la Somme* (p. 1633) ; Après l'Art. 10 : *Plafond des ressources pour l'obtention de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité* [18 mai 1972] (p. 1651) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à amender l'ordonnance n° 67-813 du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole ; Art. 11 : *Sous-amendement de M. du Halgouët (définition des participations)* [25 mai 1972] (p. 1925) ;

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal, Art. 508-7 du Code de l'administration communale : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement* [31 mai 1972] (p. 2056) ; En deuxième lecture, Art. 5 : *Possibilité d'exonérer les petites communes rurales du paiement des cotisations annuelles pour assurer une partie des ressources du centre de formation des personnels communaux* [22 juin 1972] (p. 2761, 2762) ; *ses observations sur le terme : « personnel administratif »* (p. 2762).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'aide judiciaire [9 juin 1972] (p. 2385, 2386).

Prend part à la discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi du 16 juillet 1971 sur les fusions et regroupements de communes : *Prorogation du délai des regroupements de communes ; coopération entre le corps préfectoral et les élus ; nécessité de faire le point sur les fusions proposées* [14 juin 1972] (p. 2446, 2447).

Mise au point au sujet de son vote et de celui de MM. Paul Rivière, Delong, Sabatier et Favre sur l'article 9 du projet de loi portant statut général des militaires [15 juin 1972] (p. 2507).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi insérant un article 418-1 dans le Code pénal, en qualité de *Rapporteur : Situation des industriels qui ont conclu des marchés avec la Défense nationale ; ses observations sur une instruction interministérielle du 14 décembre 1966 ; protection des secrets de fabrication industrielle* [23 juin 1972] (p. 2828) ;

— du projet de loi portant amnistie de certaines infractions : *Coopération entre le groupe principal de la majorité et le Gouvernement ; travail des groupes d'études de l'U.D.R. ; conflit du lait ; mesures pour les agriculteurs dans la prochaine loi de finances ; annonce des lois d'orientation pour les commerçants et les artisans et des mesures sociales nouvelles* [17 octobre 1972] (p. 4187) ; Art. 5 : *Exclusion de l'amnistie d'un certain nombre d'infractions ; sa satisfaction que le Gouvernement ait accepté la suppression du premier des paragraphes de l'article 5 relatif aux infractions qui ont été punies à titre définitif d'une peine d'emprisonnement*

égale ou supérieure à un an sans sursis ; sa demande d'amnistie des « cotisations arriérées » (cotisations de vieillesse ou de maladie) ; nécessité de mesures sur le plan fiscal et social (p. 4189) ; Art. 1er : *Son amendement : date d'application de la loi (3 octobre 1972)* (p. 4193) ; *retrait* (p. 4195) ; Art. 3 et 4 : *Ses amendements devenus sans objet* (p. 4196) ; Art. 4 : *Son amendement complétant cet article (application de l'amnistie à toutes les sanctions ou mesures administratives prises à l'occasion des conflits mentionnés à l'article 1er et notamment au retrait du permis de conduire)* (p. 4196) ; *inscription de ces sanctions sur le fichier des conducteurs* (p. 4197) ; *retrait de son amendement* (p. 4198).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Philibert, Briot, Waldeck L'Huillier, Achille-Fould et Paquet relatives au remboursement de la T.V.A. aux collectivités locales : *Modernisation nécessaire des recettes des collectivités locales* [20 octobre 1972] (p. 4282) ; *réforme de la taxe sur la valeur ajoutée* (p. 4282) ; *progression de l'endettement des collectivités locales ; complexité des relations financières entre l'Etat et les collectivités locales ; urgence d'une réforme de la fiscalité locale* (p. 4282).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE — I. — SECTION COMMUNE — II. — AFFAIRES SOCIALES : *Connaissance de l'état réel des offres et des demandes d'emplois ; solutions en faveur des jeunes, des chômeurs âgés ou malades ; coordination ; simplification de la Sécurité sociale ; embouteillage de la caisse d'allocations familiales de la rue Viala ; connaissance des règlements d'application ; rappel de sa question écrite sur l'allocation de salaire unique et sur l'application de la loi sur la formation professionnelle continue* [6 novembre 1972] (p. 4743) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS, en qualité de *Rapporteur pour avis : Versement de la taxe sur les salaires ; crédits satisfaisants pour la police ; effort pour la protection civile ; défense de la forêt méditerranéenne ; fusion de communes ; retraite des maires et des adjoints ; responsabilité des collectivités locales et des élus ; subvention globale d'équipement ; T.V.A. ; redevance de bassin ; son souhait de l'établissement, pour la patente, d'un bilan national consolidé ; personnel des préfectures ; protection civile ; lutte contre le proxénétisme (conclusions de la commission Gerthoffer préconisant la confiscation des biens) ; sa demande de contrôle du Parlement sur l'exécution de ce budget* [7 novembre 1972] (p. 4779) ; AGRICULTURE, F.O.R.-M.A. ET B.A.P.S.A. : *Prix d'intervention du lait ; office de la viande ; maintien des jeunes à la terre ; exploitation familiale ; remembrement ; enseignement agricole dans la Somme ; carte scolaire ; maisons familiales* [15 novembre 1972] (p. 5197) ;

— du projet de loi relatif à la police des aérodromes, modifiant et complétant le Code de l'aviation civile première partie : Art. 1er : *Son amendement restreignant la portée des dispositions de cet article à la police des aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique et des aérodromes réservés à l'usage d'administrations de l'Etat* [29 novembre 1972] (p. 5739) ;

— du projet de loi instituant un médiateur ; Art. 6 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article : « La réclamation doit être accompagnée de la preuve que les démarches nécessaires ont été faites auprès des administrations ou organismes compétents »* [14 décembre 1972] (p. 6217) ; *retiré* (p. 6218) ; mise au point au sujet de son vote sur les amendements de la Commission des lois [15 décembre 1972] (p. 6258) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Incompatibilité des fonctions de médiateur avec un mandat électif* [20 décembre 1972] (p. 6398) ; *respect du statut de la fonction publique* (p. 6399) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi tendant à simplifier et à compléter certaines dispositions relatives à la procédure pénale aux peines et à leur exécution, Art. 31 *bis* : *Distinction entre les condamnés et les prévenus ; rôle du juge de l'application des peines* [19 décembre 1972] (p. 6363) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Krieg tendant à préciser que le décret du 3 juillet 1972 s'applique à tous les baux commerciaux à renouveler avant le 1er janvier 1975, en qualité de Rapporteur : *Contrôle de l'évolution des prix ; champ d'application du décret* [20 décembre 1972] (p. 6388) ; *coefficients déterminés par le Gouvernement* (p. 6389) ; En deuxième lecture : *Portée et caractère du texte en discussion* [20 décembre 1972] (p. 6410).

BILLECOCQ (Pierre)
Député du Nord
(2e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE D'ETAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE
du 22 juin 1969 au 5 juillet 1972

SECRÉTAIRE D'ETAT AUPRÈS DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, CHARGÉ DE LA COOPÉRATION
du 6 juillet 1972 au 28 mars 1973

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968 [22 juillet 1968] (p. 2456);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'aide à l'investissement [1er octobre 1968] (p. 2952) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1969 [9 décembre 1968] (p. 5248).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Education nationale (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 22 juillet 1969, de son mandat de député [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452), [16 septembre 1969] (p. 2279).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Education nationale (Gouvernement de M. Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 (p. 7011).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Ministre des Affaires étrangères, chargé de la Coopération (Gouvernement de M. Messmer), décret du 6 juillet 1972 [*J.O.* du 7 juillet 1972] (p. 7059).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre des Affaires étrangères, chargé de la Coopération (Gouvernement de M. Messmer), décret du 28 mars 1973 [*J.O.* du 29 mars 1973] (p. 3452).

Dépôt :

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341), annexe n° 23. — Services du Premier Ministre — Section I. — Services généraux — Section VI. — Journaux officiels — Section VII. — Secrétariat général de la Défense nationale — Section VIII. — Groupement des contrôles radio-électriques — Section IX. — Conseil économique et social, n° 359 [10 octobre 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, art. 12 : *Son amendement tendant à modifier les tarifs prévus à cet article* [19 juillet 1968] (p. 2352) ; *cas des gros consommateurs d'eau* (p. 2352) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, ses explications de vote : *Conséquence des événements de mai et de juin ; redressement économique ; équilibres fondamentaux de notre économie ; dialogue entre le Gouvernement et la majorité ; droit spécifique sur les bières et les eaux minérales ; augmentation du taux des rentes viagères* [24 octobre 1968] (p. 3574) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, en qualité de *Rapporteur spécial : Budget des services généraux du Premier Ministre ; formation professionnelle ; promotion sociale ; nécessité d'orienter l'action d'information en fonction des prévisions* [8 novembre 1968] (p. 4182, 4183).

En qualité de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Education nationale :

Répond à la question orale sans débat de M. Christian Bonnet relative à l'aménagement des congés scolaires [31 octobre 1969] (p. 3198, 3199).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EDUCATION NATIONALE : *Enseignement privé ; prorogation de la loi dite Debré du 31 décembre 1959 ; inspections pédagogiques ; problème des charges sociales et fiscales ; transports scolaires ; situation dans certains départements d'outre-mer ; problème posé par le statut des documentalistes ; révision des manuels scolaires ; équivalences dans le cadre européen ; programme franco-allemand destiné aux lycées bilingues ; ses observations sur les mathématiques et les sciences exactes ; équivalence des formations conduisant à l'exercice de certaines professions ; définition des diplômes d'ingénieur ; écoles maternelles ; développement de l'enseignement précoce des langues vivantes ; équivalences des diplômes délivrés par les facultés libres et par les facultés d'Etat ; organisation de deux sessions d'examens ; ses observations sur la lecture publique ; cas de la bibliothèque de Strasbourg ; enfance inadaptée ; nombre des classes spéciales et des écoles nationales de perfectionnement ; prévention des inadaptations ; enseignement technique ; égalité de valeur culturelle des enseignements ; organisation à tous les niveaux d'ensembles cohérents de disciplines préparant aux diverses activités professionnelles ; insertion des jeunes dans la vie active ; adaptation de notre pédagogie à nos besoins ; information sur les filières des enseignements et sur les débouchés ; Office national d'information sur les enseignements et les professions ; inspecteurs de l'enseignement technique ; dérogations à l'obligation scolaire ; emploi des jeunes ; projet de contrat d'apprenlissage ; sections d'éducation professionnelle ; maîtres de l'enseignement technique ; liste des C.A.P. ; modification du décret de 1963 en ce qui concerne le coefficient d'adaptation départemental ; possibilité pour la Caisse des dépôts et consignations de prêter la différence entre la subvention et la dépense réelle ; fonds d'action conjoncturelle ; pourcentages d'exécution du Plan ; domaine de l'industrialisation ; coordination avec les services de la Jeunesse et des Sports ; liaison avec la Délégation à l'aménagement du territoire ; possibilité d'obtenir une meilleure adaptation des constructions ; problème des normes ; problème du coût de l'entretien et du fonctionnement ; établissement d'une programmation étalée sur les trois prochaines années ; création d'une division de la programmation* [13 novembre 1969] (p. 3646 à 3650) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Après l'Art. 10 : *Cas des élèves des facultés libres ; arrêt du Conseil d'Etat* [26 novembre 1969] (p. 4379) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Cousté et plusieurs de ses collègues, relative à la création et au fonctionnement des écoles, cours et autres organismes privés dispensant un enseignement à domicile : *Ses observations sur ce texte* [11 décembre 1969] (p. 4832) ; Art. 3 : *Contrôle de cet enseignement* (p. 4834) ; Art. 4 : *Manière dont le conseil académique est composé lorsqu'il statue à l'égard d'un organisme d'enseignement à distance* (p. 4834) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la fin de cet article : « ... conditions de nationalité ainsi que de diplômes, titres et références »* (p. 4835) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4835) ; Avant l'Art. 8 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Les dispositions du présent titre sont applicables à tous les organismes ou établissements d'enseignement »* (p. 4826) ; Art. 8 : *Conditions de publicités* (p. 4837) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4837).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement : *Enseignements technique et professionnel ; accroissement des capacités d'accueil ; extension du recrutement des C.E.T. ; formation des personnels ; information permanente des parents, des élèves et des maîtres ; objectif de la démocratisation ; association de la formation professionnelle et de la culture générale ; ses observations sur le B.E.P. ; enseignement technique court ; définition des contenus de formation ; objectif de la modernisation ; baccalauréat de technicien ; ses observations sur la programmation triennale ; problèmes de la région parisienne ; cas de collèges d'enseignement technique de la région parisienne ; problème des handicapés physiques* [15 avril 1970] (p. 1076 à 1078).

Répond à la question d'actualité de M. Commenay relative aux vacances scolaires [15 mai 1970] (p. 1754).

Répond à la question d'actualité de M. Péronnet relative au complexe scientifique de Clermont-Ferrand [29 mai 1970] (p. 2151).

Répond à la question d'actualité de M. Fontaine relative à la date des examens scolaires à la Réunion [12 juin 1970] (p. 2571).

Répond à la question d'actualité de M. Hubert Germain relative à la décharge de classe des directeurs et directrices d'écoles élémentaires [12 juin 1970] (p. 2572).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EDUCATION NATIONALE : *Entretien des bâtiments scolaires ; ses observations sur les classes mobiles ; financement des constructions du premier degré ; enseignement privé ; application de la loi Debré ; enseignement technique ; situation des directeurs de collèges d'enseignement technique ; promotion de cet enseignement ; liste des C.A.P. ; situation des I.U.T. ; exemple de la commune de Carvin ; expérience de Briey ; statut des conseillers d'orientation et d'information ; affectation de un pour cent du budget à l'architecte* [14 novembre 1970] (p. 5582, 5583).

Répond à la question d'actualité de M. Odru relative aux revendications de certains enseignants (Professeurs du second degré et enseignants d'éducation physique) [2 décembre 1970] (p. 6071, 6072).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la création et au fonctionnement des organismes privés dispensant un enseignement à distance, ainsi qu'à la publicité et au démarchage faits par les établissements d'enseignement : *Importance de l'enseignement à distance ; action du centre national de télé-enseignement ; Conseil supérieur de l'enseignement à distance ; problème de la nécessité pour les organismes d'enseignement de s'assurer contre le risque d'interruption de leurs cours ; question du démarchage ; conditions de dénonciation du contrat* [15 avril 1971] (p. 1130) ; Art. 3 : *Son amendement tendant après les mots : « sur fonds publics » à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet article : « du Ministre de l'Education nationale et des Ministres dont relève la formation. Ils sont dans tous les cas soumis au pouvoir disciplinaire du conseil académique »* (p. 1131) ; *compétence du comité académique* (p. 1131) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (rôle et compétence des membres des corps d'inspection)* (p. 1131) ; *ses amendements tendant à la suppression des troisième, quatrième et cinquième alinéas de cet article* (p. 1132) ; Art. 5 : *Application du droit communautaire* (p. 1132) ; Art. 7 : *Son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de M. Gissinger par l'alinéa suivant : « Il ne peut être payé par anticipation plus de 30 % du prix convenu, fournitures non comprises »* (p. 1133) ; Art. 14 : *Son amendement tendant après les mots : « du 3 décembre 1966 » à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet article : « ... dans les conditions fixées par le comité interministériel institué par l'article 3 de ladite loi »* ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Ses observations sur ce texte* [28 juin 1971] (p. 3475) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer les alinéas 3, 4 et 5 de cet article* (p. 3476) ; *création d'un Conseil de l'enseignement à distance* (p. 3476) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 9, à supprimer les mots : « à l'improviste »* (p. 3476) ; *actes de démarchage* (p. 3476) ; *son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de l'article 9 par les mots : « auprès du démarcheur »* (p. 3476) ; *retrait de son amendement* (p. 3476) ; en troisième lecture : *Ses observations sur ce texte* [29 juin 1971] (p. 3505) ; Art. 3 : *Création d'un comité de surveillance de l'enseignement à distance* (p. 3505).

Répond à la question d'actualité de M. Cormier relative aux examens dans l'enseignement secondaire [23 avril 1971] (p. 1416).

Prend part à la discussion sur le projet de loi modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés, Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Caldaguès* [27 avril 1971] (p. 1486) ; *orientation scolaire* (p. 1487) ; *son opposition à l'amendement de M. Pierre Buron* (p. 1487) ; Après l'Art. 2 : *Centres d'éducation expérimentaux ; création d'établissements publics à forme dérogatoire* (p. 1489) ; Art. 3 : *Comité national de conciliation ; comités départementaux* (p. 1490) ; *formation des maîtres de l'enseignement privé* (p. 1493).

Répond à la question d'actualité de M. Peugnet relative aux revendications du personnel de l'intendance universitaire [5 mai 1971] (p. 1648, 1649).

Répond à la question d'actualité de M. Kédinger relative au restaurant universitaire de Metz [5 mai 1971] (p. 1649).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel ; du projet de loi relatif à l'apprentissage ; du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles ; du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente : *Rôle de l'apprentissage ; coordination des formations pratiques et théoriques ; prolongation de la scolarité obligatoire ; organisation de la formation ; durée de l'apprentissage ; statut de l'apprenti ; contrat d'apprentissage ; rôle des Chambres de métiers* [7 juin 1971] (p. 2418); *lecture du discours de M. Taittinger : taxe d'apprentissage ; développement de la formation professionnelle ; taux de cette taxe ; rôle des Chambres de commerce et d'industrie* (p. 2419) ; *ses observations sur la dénomination : « enseignement technologique et professionnel » ; application de la loi ; rôle de la formation professionnelle ; cloisonnement entre les diverses disciplines scolaires ; classes pratiques ; situation des enfants des communes rurales* (p. 2445) ; *classes préparatoires et préprofessionnelles ; Office national d'information sur les enseignements et les professions ; problèmes propres à la Réunion et aux départements d'outre-mer ; place des jeunes filles dans l'enseignement technique ; problèmes de l'orientation ; niveau des maîtres et de la pédagogie ; problème de l'information ; ses observations sur les diplômes ; rôle des Chambres de métiers ; organismes responsables en matière d'apprentissage ; diversité des organismes compétents ; création d'un nouveau comité départemental ; statut des jeunes apprentis* (p. 2446) ; *maisons familiales ; simplification des agréments ; problème des contrôles* (p. 2447) ; Projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel, Art. 1er : *Ses observations sur les mots : « éducation permanente »* [8 juin 1971] (p. 2467) ; *ses observations sur l'amendement de M. Capelle* (p. 2468) ; *situation des enfants en refus de scolarité* (p. 2468) ; *création dans les C.E.S. de classes préparatoires après la 5e* (p. 2469) ; Art. 2 : *Dénomination des cycles* (p. 2469) ; *cas des cours complémentaires privés* (p. 2470) ; *problème de l'information* (p. 2470) ; Art. 3 : *Programmes des premier et deuxième cycles* (p. 2470, 2471) ; Après l'Art. 3 : *Niveaux de qualification en France* (p. 2471) ; Art. 4 : *Ses observations sur l'expression : « accès aux divers cycles »* (p. 2473) ; *situation des élèves en état de refus scolaire* (p. 2473, 2474) ; *ses observations sur la formation continue* (p. 2474) ; *organisation des stages* (p. 2475) ; *responsabilité des établissements d'enseignement technique* (p. 2476) ; *ses observations sur les amendements en discussion* (p. 2477) ; *stages dans l'enseignement agricole* (p. 2483) ; Après l'Art. 4 : *Organisation des enseignements et contenu des formations* (p. 2484) ; Art. 5 : *Problème des équivalences* (p. 2486) ; Art. 6 : *Ses observations sur l'expression « chèque d'enseignement »* (p. 2487, 2488) ; Après l'Art. 6 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (établissement des équivalences entre les diplômes des enseignements généraux et des enseignements technologiques et professionnels)* (p. 2489) ; Art. 7 : *Délai pour juger de la valeur d'un diplôme* (p. 2489) ; *élaboration des textes d'application* (p. 2490) ; Art. 10 : *Détermination du contrôle* (p. 2492) ; *cas des enseignements agricoles* (p. 2492) ; *rôle des comités* (p. 2492, 2493) ; *rôle des comités* (p. 2492, 2493) ; *rôle des organisations familiales* (p. 2493) ; Après l'Art. 10 : *sens des mots : « disciplines technologiques » ; ses observations sur le mot : « grades »* (p. 2493) ; *son sous-amendement tendant à modifier l'amendement de M. Capelle (délivrance de diplômes dans le cadre de la loi d'orientation ou de la loi du 10 juillet 1934 relative à la délivrance du diplôme d'ingénieur)* (p. 2494); Art. 11 : *Equivalence des niveaux de recrutement et de formation ; situation des maîtres de l'enseignement privé* (p. 2495) ; Art. 12 : *Problème des mises en disponibilité ; application du statut de la fonction publique* (p. 2496) ; Après l'Art. 15 : *Participation des professionnels au développement des premières formations; charges de la formation technologique et professionnelle* (p. 2497) ; *cas des handicapés et des travailleurs immigrés* (p. 2498) ; Art. 16 : *Diplômes de l'enseignement agricole* (p. 2498) ; seconde délibération : Art. 2 : *Son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « cycle moyen » les mots : « premier cycle du second degré »* (p. 2499); *ses observations sur son amendement*

(p. 2499) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « cycle moyen » les mots : « premier cycle du second degré »* (p. 2499) ; Art. 3 *bis : Son amendement tendant : 1° au début de cet article à substituer aux mots : « l'enseignement technique est constitué » les mots : « les enseignements technologiques et professionnels sont constitués » ; 2° dans la suite du projet à substituer aux mots : « enseignement technique » les mots : « enseignement technologique et professionnel »* (p. 2499) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2499) ; Projet de loi sur l'apprentissage, Avant l'Art. 1er : *Ses observations sur les amendements de MM. Carpentier et Berthelot* (p. 2501) ; Art. 1er : *Rôle de l'apprentissage* (p. 2501) ; Art. 2 : *Durée de l'apprentissage ; son amendement tendant à ajouter les mots : « ou types de métiers » après les mots : « branches professionnelles »* (p. 2502) ; Art. 3 : *Centres de formation d'apprentis* (p. 2503) ; Art. 4 : *Création d'un centre de formation d'apprentis* (p. 2503) ; *conventions de formation professionnelle du type A* (p. 2504) ; Art. 5 : *Progression des opérations ou des travaux exécutés par l'apprenti* (p. 2514) ; *son amendement tendant à supprimer dans cet article les mots : « organisées hors de l'entreprise » et à les remplacer par les mots : « dispensées »* (p. 2514) ; Art. 6 et après l'Art. 6 : *Ses observations sur les amendements déposés à ces articles* (p. 2515) ; Art. 7 : *Situation des personnels actuellement en fonction* (p. 2516) ; *règles en usage en matière d'enseignement privé ; détermination de l'appel devant le Conseil supérieur de l'éducation nationale ; pouvoir des anciens comités de l'enseignement technique* (p. 2517) ; Art. 12 : *Age de la scolarité obligatoire ; problème des exceptions* (p. 2518) ; *fixation de l'âge à partir duquel les jeunes gens peuvent souscrire un contrat d'apprentissage* (p. 2518, 2519) ; *classes préprofessionnelles ou préparatoires* (p. 2519) ; Art. 13 : *Garanties d'une bonne formation ; problème de l'agrément* (p. 2520) ; *problème de l'équipement d'un maître d'apprentissage* (p. 2520) ; Art. 15 : *Attribution des tâches* (p. 2522) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la deuxième phrase de cet article (tâches exécutées d'une manière progressive par l'apprenti* (p. 2522) ; Art. 20 : *Garantie des droits syndicaux* (p. 2523) ; Art. 21 : *Organisation des cycles de formation ; principe de l'annualité scolaire* (p. 2524) ; Art. 22 : *Rôle de l'inspection du travail* (p. 2524) ; *rôle des Chambres de métiers* (p. 2524) ; Art. 24 : *Nécessité d'éviter un conflit de jurisprudence entre tribunaux administratifs et judiciaires* (p. 2526) ; Art. 25 : *Période probatoire du contrat* (p. 2526) ; Art. 27 : *Ristourne attribuée à une entreprise artisanale* (p. 2527) ; Art. 28 : *Affectation d'une part de la taxe aux formations d'ouvriers qualifiés* (p. 2528) ; Art. 35 : *Ses observations sur l'amendement de M. Neuwirth* (p. 2531, 2532) ; *création d'une inspection unique ; son sous-amendement tendant à supprimer dans l'amendement de M. Neuwirth les mots : « les trois derniers alinéas de l'article 42 »* (p. 2532) ; Art. 36 : *Date limite des mesures provisoires d'adaptation de la présente loi ; son amendement tendant à substituer à la date du « 1er juillet 1977 » la date du « 1er juillet 1976 »* (p. 2533) ; *problème des horaires* (p. 2534) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (situation des personnels déjà en fonction dans les cours professionnels)* (p. 2534) ; *son sous-amendement tendant dans son propre amendement à ajouter après les mots : « cours professionnels » les mots : « ou organismes de formation d'apprentis publics ou privés existants »* (p. 2534) ; deuxième lecture du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique : *Ses observations sur ce texte* [24 juin 1971] (p. 3380) ; Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Capelle* (p. 3381) ; Art. 3 : *Initiation économique et sociale au cours du second degré* (p. 3381) ; Art. 4 : *Nécessité d'essayer d'égaliser les chances* (p. 3382) ; *ses observations sur l'expression « spécialistes de l'éducation nationale » ; possibilités de passage d'une voie à l'autre* (p. 3382, 3383) ; *problème des moyens matériels et financiers* (p. 3383) ; Art. 4 *bis : Absence de monopole au profit des établissements dispensant un enseignement à temps plein* (p. 3384) ; Art. 11 : *Ses observations sur l'expression « conditions analogues »* (p. 3386) ; *formation des professeurs des disciplines technologiques* (p. 3387) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer les mots : « ainsi que dans les établissements liés à l'Etat par contrat »* (p. 3387) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 3387) ; *situation du personnel de l'enseignement privé* (p. 3387) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique : *Ses observations sur ce texte* [30 juin 1971] (p. 3544) ; deuxième lec-

ture du projet de loi relatif à l'apprentissage : *Ses observations sur ce texte* [24 juin 1971] (p. 3388) ; Art. 7 *bis* : *Appel des décisions prises à l'encontre des personnels des centres de formation d'apprentis par le comité départemental de la formation professionnelle* (p. 3389) ; *situation des fonctionnaires en position de détachement* (p. 3390) ; Art. 11 : *Nature des conventions collectives* (p. 3390) ; Art. 12 : *Durée de la scolarité* (p. 3390) ; Art. 23 : *Possibilité pour les employeurs de verser une partie du salaire à un compte bloqué ou de renoncer au bénéfice des dispositions prévues à l'article 27* (p. 3392) ; Art. 32 : *Inspection de l'apprentissage* (p. 3393) ; Art. 36 : *Ses observations sur l'expression « qualifications exigées »* (p. 3394) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'apprentissage : *Ses observations sur ce texte* [30 juin 1971] (p. 3546) ;

— de la deuxieme partie du projet de loi de finances pour 1972 : EDUCATION NATIONALE : *Exigences imposées aux candidats à un diplôme de l'enseignement technologique ; notes éliminatoires au C.A.P. ; problème de l'enseignement de la technologie en classe de 4e et de 3e ; revalorisation des diplômes de l'enseignement technique ; écoles nationales normales d'apprentissage* [9 novembre 1971] (p. 5585) ; *classes pratiques ; enseignement technique privé ; utilisation du 1 % ; nécessité que les classes primaires et maternelles s'adaptent à l'environnement et à l'urbanisme ; enfance inadaptée ; statut des sous-directeurs des C.E.S. ; formation des maîtres de l'enseignement privé ; conventions entre universités d'Etat et établissements supérieurs privés ; procédure du leasing en ce qui concerne les matériels ; problèmes des bourses, en particulier à la Réunion* (p. 5586).

Répond à la question d'actualité de Mme Vaillant-Couturier relative à la durée de la scolarité dans les écoles normales supérieures [17 décembre 1971] (p. 6917).

Répond à la question d'actualité de M. Dronne relative aux congés scolaires [19 mai 1972] (p. 1761, 1762).

Répond à la question orale sans débat de M. Poudevigne relative au ramassage scolaire [2 juin 1972] (p. 2154).

En qualité de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre des Affaires étrangères, chargé de la Coopération :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Relations privilégiées entre les pays africains et la France ; effort d'adaptation aux besoins de chaque Etat ; non-ingérence et respect d'autrui ; assistance technique ; loi relative à la situation du personnel civil de coopération ; diminution du nombre des assistants non enseignants ; priorité aux opérations de formation des professeurs nationaux ; action des volontaires du progrès ; dépenses militaires ; formation des cadres militaires ; assistance militaire au Tchad ; interventions économiques ; schémas directeurs de notre aide* [16 novembre 1972] (p. 5271, 5272) ; *programme pluriannuel d'intervention ; renforcement des liens de l'aide française avec les aides étrangères ; aide aux finances publiques de certains Etats ; interventions culturelles ; enseignement ; développement de la langue française ; manuels d'enseignement ; diffusion des moyens audio-visuels ; alphabétisation ; subvention versée à l'O.R.T.F. ; émetteur à Allouis-Issoudun ; réseaux de télévision* (p. 5273) ; *sa réponse à M. Ballanger sur le problème tchadien et sa critique d'un programme commun de la gauche* (p. 5300) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord culturel et de coopération scientifique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République péruvienne : *Exemption fiscale pour les traitements des professeurs et experts de l'une et l'autre parties envoyés dans l'autre pays* [20 décembre 1972] (p. 6385).

BILLÈRES (René)

Député des Hautes-Pyrénées
(1re circonscription)
F.G.D.S., app. S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Figure sur la liste des députés n'appartenant à aucun groupe [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'apparente au groupe socialiste [21 octobre 1969] (p. 2797).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2211), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Intervention :

Prend part à la discussion du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Démocratisation de l'enseignement ; caractère positif de la motivation du projet* [4 octobre 1968] (p. 3082, 3083) ; *principe de l'éducation permanente ; sélection des étudiants ; création des emplois particuliers de cadres et de techniciens ; orientation dans les premières années de l'enseignement supérieure par des stages obligatoires ; unification des enseignements de 5e et de 6e ; institution d'un « tronc commun » avec report du latin en 4e ; enseignement devant être engagé dans un processus de modernisation et de démocratisation ; enseignement technique moderne ; participation ; programmes d'études ; la vérification des connaissances des étudiants ; rénovation des méthodes pédagogiques ; question du partage de la représentation dans les conseils ; participation des personnalités extérieures ; liberté d'information ; statut de l'enseignement supérieur privé* (p. 3083, 3084).

BILLOTTE (Pierre)
Député du Val-de-Marne
(5e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôt :

Sa proposition de loi organique visant à compléter les dispositions de l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social, **n° 2554** [2 octobre 1972].

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Relance du Marché commun ; élection d'un nouveau Président aux Etats-Unis ; construction de l'Europe européenne ; arrêt des bombardements sur le Nord-Vietnam ; intervention de l'U.R.S.S. en Tchécoslovaquie ; politique des blocs ; insuffisance des moyens d'information du Ministère des Affaires étrangères* [7 novembre 1968] (p. 4098, 4099).

BILLOUX (François)
Député des Bouches-du-Rhône
(4e circonscription)
C.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à améliorer la législation sur les congés pour la formation des cadres et animateurs des organisations de jeunesse et d'éducation populaire, **n° 406** [31 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à la nationalisation de l'industrie chimique et pharmaceutique, **n° 790** [19 septembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à la nationalisation des sociétés d'assurance, **n° 1117** [6 mai 1970].

Sa proposition de loi tendant à empêcher les abus liés à la pénurie des logements **n° 1421** [28 octobre 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 468 du Code de la sécurité sociale relatif aux accidents du travail dus à une faute inexcusable de l'employeur, **n° 1692** [5 mai 1971].

Retrait de cette proposition [2 octobre 1971] (p. 4219).

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale avec débat relative aux logements sociaux [29 mai 1970] (p. 2155) : *Proportion de logements insalubres ; droit au logement ; construction nécessaire de 500.000 logements par an ; logement des jeunes ménages et des personnes âgées ; augmentation des loyers ; problème de l'environnement ; création d'un fonds national d'H.L.M. ; augmentation du versement patronal à 2 % ; impôt exceptionnel et progressif sur les grosses fortunes ; droit de préemption des communes sur les terrains à bâtir ; nécessité de mettre fin aux agissements scandaleux des sociétés immobilières et des aigrefins ; garanties à donner aux propriétaires ou copropriétaires ; réduction du taux et allongement de la durée des prêts ; blocage des loyers dans les immeubles anciens ; droit au maintien dans les lieux des locataires des immeubles neufs ; liquidation des bidonvilles et relogement des travailleurs immigrés* (p. 2155 à 2157) ; *hauteur des plafonds* (p. 2159, 2160).

Prend part à la discussion :

— des projets de loi : 1° autorisant l'approbation de la décision du Conseil des Communautés européennes du 21 avril 1970 relative au remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux communautés ; 2° autorisant la ratification du Traité portant modification de certaines dispositions budgétaires des Traités instituant les Communautés européennes et du Traité instituant un Conseil unique et une commission unique des Communautés européennes, signé à Luxembourg le 22 avril 1970 ; *Prélèvement d'une partie du produit de la T.V.A. ; position du groupe communiste en faveur de la détente internationale et de la coexistence pacifique ; ses observations sur l'O.T.A.N. ; abandon de la souveraineté nationale ; son opposition à la formation de la petite Europe des Six ; internationalisation de la vie économique ; Communautés européennes restant au service des grands monopoles et des banques ; modification des droits des institutions des Communautés ; nécessité de réviser démocratiquement ces institutions ; reconnaissance de la République démocratique allemande ; nécessité de prononcer la dissolution simultanée des blocs militaires de l'Atlantique nord et du Traité de Varsovie* [23 juin 1970] (p. 2932, 2933) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT ET L'URBANISME : *Problème du logement social ; nombre de logements bénéficiant de l'aide de l'Etat ; rôte des prêts consentis par les Caisses d'épargne ; nombre de logements bloqués au titre du Fonds d'action conjoncturelle ; importance du logement social ; problèmes liés à l'habitat et à l'environnement* [4 novembre 1970] (p. 5117) ; *prévisions du VI^e Plan ; signification de la réforme des H.L.M. ; possibilité de confier aux H.L.M. la réalisation du programme de logement sorial ; création d'un fonds national des H.L.M. ; réduction du coût de la construction des logements sociaux ; prêts consentis aux H.L.M. ; problème de la vente aux locataires des logements dans les H.L.M. locatives ; problème des logements pour les personnes âgées, les jeunes célibataires, les travailleurs et les étudiants ; nécessité de juguler la spéculation ; nécessité de donner aux communes le droit et les moyens de se réserver les terrains indispensables à l'implantation de zones d'emplois et d'habitations ; Fonds national de l'habitat ; problème des loyers et de leurs charges ; blocage des loyers dans les immeubles anciens ; instauration de la parité loyers-salaires* (p. 5118) ; *abrogation du décret de décembre 1968 sur la surface corrigée ; refonte du régime de l'allocation de logement pour les familles et de l'allocation de loyer pour les personnes âgées* (p. 5119) ;

— sur la motion de censure : *Politique gouvernementale au service des groupes monopolistes* [20 avril 1971] (p. 1252) ; *affectation des crédits de l'Etat ; situation des travailleurs ; regroupement des forces réactionnaires autour de l'U.D.R. ; nécessité d'une politique de nationalisations* (p. 1253) ; *extension des droits des organisations syndicales dans l'entreprise ; démocratisation de l'enseignement ; coopération internationale ; politique à l'égard du Vietnam ; reconnaissance de la souveraineté des pays arabes du Moyen-Orient ; politique française à l'égard de l'Algérie* (p. 1254) ;

— du projet de loi portant réforme du régime fiscal des profits de construction ; du projet de loi portant suppression de l'exemption temporaire de contribution foncière prévue en faveur des locaux d'habitation ; du projet de loi modifiant la loi du 24 mars 1952 relative aux entreprises de crédit différé :

Question préalable déposée par le groupe communiste [14 juin 1971] (p. 2891) ; *importance de la construction sociale ; profits réalisés par la grande finance ; implications du droit au logement ; création de réserves foncières ; plan programme de construction de logements ; ses observations sur les loyers et les charges ; codification des différents textes relatifs au logement et à l'urbanisme ; dépôt d'un projet de loi assurant la mise en chantiers de 100.000 logements H.L.M. supplémentaires pour les douze mois à venir ; disparités entre les loyers anciens et les loyers nouveaux* (p. 2891, 2892) ; *aide à l'accession à la propriété ; situation dans le département des Bouches-du-Rhône* (p. 2893) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — FONCTION PUBLIQUE ET RÉMUNÉRATIONS : *Réforme de l'Ecole nationale d'administration ; instituts régionaux d'administration ; régime indemnitaire des élèves* [25 octobre 1971] (p. 4855) ; *rémunération des fonctionnaires actifs et retraités ; échec des discussions salariales ; situation des catégories C et D ; recommandations de la commission Jouvin* (p. 4856, 4857) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles : *Situation des familles ; ses observations sur les raisons invoquées par les familles pour limiter le nombre de leurs enfants* [30 novembre 1971] (p. 6191) ; *poids des difficultés morales et matérielles ; prestations familiales ; augmentation du salaire de base quant au calcul des prestations ; majoration de l'allocation de salaire unique ; instauration d'une indemnité de garde d'enfants ; ses observations sur les fonds des allocations familiales* (p. 6192) ; *extension à toutes les mères de quatre enfants de l'affiliation à la retraite ; ses observations sur le programme du gouvernement démocratique d'union populaire* (p. 6193).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale : *Politique extérieure de la France ; ratification des Traités entre Bonn et Moscou et entre Bonn et Varsovie ; ses observations sur les perspectives européennes* [23 mai 1972] (p. 1831) ; *alignement de la France sur les positions du gouvernement américain ; conférence des Etats de l'Europe ; course aux armements ; conditions d'un système de sécurité collective* (p. 1832) ; *problème des départements et territoires d'outre-mer ; ses observations sur le Vietnam* (p. 1833).

BISSON (Robert)

Député du Calvados
(2e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [25 juillet 1968] (p. 2618), [24 juin 1971] (p. 3408) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1970 [17 décembre 1970] (p. 6630) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948 relative à la Cour de discipline budgétaire et financière [24 juin 1971] (p. 3408).

Dépôts :

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822), annexe n° 5. — Santé publique, **n° 835** [17 octobre 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376), annexe n° 6. — Santé publique, **n° 1395** [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993), annexe n° 22. — Santé publique (Crédits du Ministère de la Santé publique et de la Sécurité sociale. I. — Section commune — II. — Santé publique), **n° 2010** [8 octobre 1971].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582), annexe n° 25. — Santé publique, **n° 2585** [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Conséquences des engagements pris à la suite des événements de mai et juin 1968 ; caractères du projet de loi ; augmentation de la pression fiscale ; concentrations dans le domaine industriel et dans le domaine commercial ; situation financière des collectivités locales ; problème de l'équipement ; ressources des collectivités locales ; ses observations sur l'agriculture ; baisse du prix du lait ; S.M.A.G.* [18 juillet 1968] (p. 2326, 2327).

Prend part à la discussion générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1969 : *Conséquences des événements de mai et de juin ; situation de l'emploi ; politique monétaire ; accroissement de la charge fiscale ; impôt sur le revenu des personnes physiques ; droits applicables aux successions et aux donations ; situation des classes moyennes ; dépenses civiles d'équipement ; ses observations sur les moyens des services de l'Etat* [23 octobre 1968] (p. 3486, 3487).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Réforme régionale ; réforme communale ; ses observations sur les départements et les cantons ; problème du maintien des conseils régionaux ; réunification de la Normandie ; dimensions des régions* [13 décembre 1968] (p. 5470).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Sabatier après l'article 17 de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 [30 octobre 1969] (p. 3107).

Prend part à la discussion générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 : *Ses observations sur la dévaluation ; encadrement du crédit ; ses observations sur le crédit hôtelier et le crédit agricole ; pression fiscale ; ses observations sur le « dividende fiscal » ; réforme de l'impôt sur le revenu ; situation des collectivités locales ; simplification des formalités de la T.V.A. ; proposition de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris ; salaire fiscal ; statut des travailleurs indépendants ; nécessité de déposer un projet de loi portant réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques* [29 octobre 1969] (p. 3016, 3017) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE, en qualité de *Rapporteur spécial : Structure des Ministères ; nécessité d'ériger en direction le service central de la pharmacie et des médicaments ; crédits de la santé publique ; dépenses ordinaires ; problème du personnel ; montant de l'indemnité de nuit des infirmières ; problème des nécessités d'admission en stage des futures élèves infirmières ; statut des sauveteurs-ambulanciers ; mesures de protection de la santé publique ; dépenses d'aide sociale ; ses observations sur la commission mise en place par la loi du 2 février 1968 ; lutte contre les toxicomanies et les problèmes de la drogue ; situation des personnes âgées ; allocation du Fonds national de solidarité ; pensions et rentes de vieillesse ; budget d'équipement ; Fonds d'action conjoncturelle ; subvention d'équipement pour les établissements hospitaliers ; problème de l'enfance inadaptée et des handicapés ; pénurie de personnel ; instituts médico-pédagogiques ; instituts médicaux professionnels ; réforme hospitalière ; Instituts national de la santé et de la recherche médicale ; travaux préparatoires du VI^e^ Plan* [21 novembre 1969] (p. 4148 à 4150).

Prend part à la discussion :

— en troisième lecture, du projet de loi relatif à la situation juridique des artistes du spectacle et des mannequins, Art. 1^er^ : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de l'article 29s du Code du travail à supprimer les mots : « l'artiste des variétés »* [11 décembre 1969] (p. 4830) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI^e^ Plan : *Développement des villes ; aides de l'Etat pour les villes de moins de 50.000 habitants ; ses observations sur les constructions industrialisées dans le domaine du logement et dans les secteurs scolaires et hospitaliers ; disparition des entreprises du bâtiment dans les sous-préfectures ; problème du sous-emploi des équipements réalisés au cours des plans précédents ; nécessité de laisser aux administrateurs régionaux, et notamment aux élus responsables, le soin de répartir les aides de l'Etat* [17 juin 1970] (p. 2784) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1971 : Art. 14 : *Ses observations sur les jus de fruits et en particulier les jus de pomme* [22 octobre 1970] (p. 4538) ; Deuxième partie : AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE, en qualité de *Rapporteur spécial : Ses observations sur les organismes nationaux de recherche et d'enseignement ; participation*

de l'Etat aux dépenses des établissements hospitaliers pour la formation des personnels concourant aux actions sanitaires ; prise en charge des frais de scolarité des infirmières et des assistantes sociales ; aide de l'Etat en faveur de l'Institut Pasteur ; fusion des services de l'action sanitaire et sociale et des directions régionales de Sécurité sociale ; service central de la pharmacie et des médicaments ; programmes de prévention des handicapés à la naissance ; aide sociale ; action en faveur des handicapés ; problème de l'enfance inadaptée et des handicapés ; situation des personnes âgées ; réforme de l'allocation loyer ; répartition des dépenses d'aide sociale entre l'Etat et les collectivités locales ; dépenses d'équipement ; situation des hôpitaux qui ne sont pas des C.H.U. [28 octobre 1970] (p. 4811 à 4813) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT : *Droit au logement ; exemple de la Basse-Normandie ; problème des zones d'aménagement concerté ; dotation du département du Calvados en H.L.M. locatives ; demande de logements sociaux en milieu urbain ; égalité des chances entre les régions ; aménagement des zones à urbaniser par priorité* [5 novembre 1970] (p. 5146) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970 : *Problèmes de la patente ; taux de celle-ci ; situation des collectivités locales ; problème de l'équilibre des budgets locaux* [8 décembre 1970] (p. 6258) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Problème de la construction ; autonomie régionale ; industrialisation* [15 juin 1971] (p. 2943) ; *régime des aides à la décentralisation ; problème des finances locales* (p. 2944).

Prend part à la discussion générale du projet de loi de finances pour 1972 : *Equipements collectifs ; régionalisation des crédits d'équipement ; réforme des finances locales ; rapprochement des conditions d'imposition des salariés et des non-salariés ; réduction de trois points promise aux contribuables non salariés* [20 octobre 1971] (p. 4685) ; *situation des commerçants et des artisans* (p. 4686) ; SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE, en qualité de *Rapporteur spécial : Mise en place d'un véritable service de l'informatique ; situation des médecins du secteur public, des infirmières et adjointes de santé scolaire ; réforme hospitalière ; rôle de l'action sociale ; protection maternelle et infantile ; politique de périnatalité* [4 novembre 1971] (p. 5272) ; *affiliation à l'assurance volontaire ; situation des prothésistes-orthopédistes du secteur privé ; problème des personnes âgées ; situation des mères de famille qui élèvent leurs enfants ; problèmes de l'équipement sanitaire ; carte sanitaire ; normes applicables aux constructions hospitalières ; ses observations sur l'institut Pasteur* (p. 5273, 5274) ; Titre VI : *Ses observations sur le fait que l'institut Pasteur a acquis par legs une propriété située dans le Calvados et n'a pas respecté ses obligations* (p. 5334, 5335) ; *projets de constructions traditionnelles* (p. 5335) ; Art. 57 : *Prise en charge par le budget général du service d'hygiène et de la santé publique des îles Wallis et Futuna* (p. 5336) ; Après l'art. 57 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 5337).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour 1973 : *Utilisation du Fonds d'action conjoncturelle* [24 octobre 1972] (p. 4323) ; *pression fiscale identique en 1972 et en 1973, mais augmentation du poids de la fiscalité locale, car transfert de charges au détriment des collectivités locales (constructions scolaires, ramassage scolaire, équipements collectifs) ; réforme de la patente ; réforme des finances locales* (p. 4324) ; deuxième partie, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — II. - SANTÉ PUBLIQUE, en qualité de *Rapporteur spécial : Section commune entre la santé publique et la sécurité sociale ; informatique ; progression du budget d'équipement ; souhait de la Commission qu'il n'y eût point de Fonds d'action conjoncturelle ; personnels sanitaires et sociaux ; personnels paramédicaux ; personnels techniques hospitaliers ; sa demande d'une augmentation des crédits du service de santé scolaire ; lutte contre les pollutions ; secours d'urgence dans le cadre de la sécurité routière ; lutte contre les toxicomanies (bureau d'information sur la drogue) ; protection maternelle et infantile ; politique périnatale ; lutte antituberculeuse, antivénérienne, contre les maladies mentales, le cancer et l'alcoolisme ; enfance inadaptée et handicapée (circulaire du 12 décembre 1972) ; travailleuses familiales ; équipements sociaux de grands ensembles ; personnes âgées ; appelle l'attention du Gouvernement sur le problème de la répartition des dépenses entre l'Etat et les études médicales ; activités des grands établissements nationaux ; recherche médicale collectivités locales ; commission Pianta ;*

[3 novembre 1972] (p. 4616, 4617) ; *s'associe à la demande de M. Neuwirth de crédits pour la construction de foyers adaptés aux handicapés moteurs adultes* (p. 4632) ; Etat C, titre III : *Sa demande au Gouvernement de dépôt, en deuxième lecture, d'un amendement tendant à augmenter les crédits affectés à la médecine scolaire* (p. 4654) ; Titre VI : *Sa demande d'un autre amendement, en deuxième lecture, tendant à augmenter les crédits en faveur des établissements pour adultes, handicapés ou inadaptés* (p. 4655) ; AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Son plaidoyer pour les villes moyennes ; leur définition ; nécessité de les assister techniquement et budgétairement et de limiter les charges ordinaires (nationalisation des collèges d'enseignement secondaire) ; réforme des finances locales ; nécessité de désenclaver les villes moyennes ; tracé des autoroutes ; multiplication des bretelles de raccordement* [17 novembre 1972] (p. 5426, 5427).

BIZET (Emile)
Député de la Manche
(2e circonscription)
App. U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [[13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [23 octobre 1968] (p. 3477).

Est nommé membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositons du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole [16 décembre 1968] (p. 5565).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 20 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, **n° 62** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi relative au sinistre des bâtiments loués, **n° 580** [20 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur les propositions de loi (**n°s 190** et **411**) tendant à généraliser la lutte contre la brucellose bovine, **n° 684** [29 avril 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi (n° 86) relative à la création d'un label du veau élevé au lait, **n° 1177** [28 mai 1970].

Sa proposition de loi relative à l'emploi des pesticides, insecticides et herbicides, **n° 1469** [25 novembre 1970].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 17 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « la majoration de cotisation s'entend taxe complémentaire déduite pour les contribuables qui y sont assujettis »* [19 juillet 1968] (p. 2357) ; *son amendement tendant à compléter l'article 17 par un nouvel alinéa (ne pas appliquer de majoration aux contribuables qui souscriront volontairement un emprunt au moins égal au montant de leur cotisation)* (p. 2358) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à remplacer dans le tableau du paragraphe I de cet article les chiffres de 240 et 120 concernant les véhicules ayant une puissance fiscale de 8 CV à 11 CV par la mention « inchangé »* (p. 2360, 2361) ; Après l'Art. 19 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « les recettes brutes de toutes les publications, films, pièces de théâtre, etc., qui portent atteinte à la moralité de la jeunesse seront frappés d'une taxe à due concurrence. Un décret fixera la liste des publications et productions visées »* (p. 2364) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions (taux d'imposition majorés de 50 % n'étant pas applicables aux donations-partages, aux mutations entre époux, aux biens directement exploités par le ou les héritiers du de cujus dont la valeur*

n'excède pas un million, aux sociétés constituées pour l'exploitation d'une entreprise agricole, commerciale, industrielle appartenant à la famille) [24 octobre 1968] (p. 3526) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3526) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, DÉPENSES MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Nécessité de disposer de forces de police suffisantes pour maintenir l'ordre et la paix publique ; ses observations sur la gendarmerie ; augmentation des effectifs de brigades en stationnement dans les cantons ruraux ; amélioration de l'efficacité de la gendarmerie nationale et de la garde républicaine* [30 octobre 1968] (p. 3757, 3758) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) : *Nécessité de consentir des efforts financiers plus importants pour faciliter l'équipement touristique de certaines régions ; problèmes du bocage normand ; aménagement touristique de l'Ouest français* [31 octobre 1968] (p. 3799, 3800) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Nécessité d'exécuter le plan du corps de défense de la protection civile* [14 novembre 1968] (p. 4427, 4428) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Liste des affections donnant lieu à l'attribution du régime de la longue maladie ; conditions d'attribution des pensions d'invalidité des exploitants agricoles ; insuffisance des crédits accordés aux écoles vétérinaires ; projet de création d'une quatrième école vétérinaire ; problème laitier ; question des excédents ; faim dans le tiers monde* [16 novembre 1968] (p. 4581, 4582) ; Après l'Art. 61 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (distribution de beurre industriel ou déshydraté aux biscuitiers, pâtissiers, restaurateurs, interdiction de l'emploi de margarine)* (p. 4594) ; *emploi du beurre dans les fabrications industrielles ; retrait de son amendement* (p. 4595) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (perte du bénéfice du Fonds d'intervention du F.O.R.M.A. pour tout exploitant d'un bien agricole d'une surface égale ou supérieure à la surface de référence et non inscrit à l'A.M.E.X.A.)* (p. 4595) ; *problème laitier ; les personnes étrangères à la profession agricole qui ne doivent pas contribuer à l'accumulation d'excédents ; retrait de son amendement* (p. 4595) ;

— du projet de loi portant amnistie ; Après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Sont amnistiés de plein droit tous les conducteurs d'un véhicule automobile qui sont à ce jour, soit par décision administrative, soit par décision d'un tribunal, l'objet d'une suspension de permis de conduire, ou en possession d'un permis temporaire, à condition qu'ils n'aient pas été la cause d'un accident mortel »* [26 juin 1969] (p. 1759) ; *ses observations sur son amendement ; cas où la faute commise n'a pas été la cause d'un accident mortel* (p. 1759, 1760, 1761) ; *retrait de son amendement* (p. 1762) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) : *Problème des zones rurales ; prime spéciale d'équipement hôtelier ; problème de gestion des établissements hôteliers à gestion familiale des zones de rénovation rurale ; critères retenus pour l'octroi des prêts du crédit hôtelier ; ses observations sur le décret du 13 février 1968 qui dispose que les terrains pouvant recevoir 20 campeurs ou six abris de camping peuvent simplement être déclarés à la mairie* [5 novembre 1969] (p. 3363) ; EDUCATION NATIONALE : *Généralisation de l'enseignement par le moyen de la télévision scolaire ; attribution des bourses scolaires* [13 novembre 1969] (p. 3638) ; Titre IV : *Son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre de 1.365.952.625* F (p. 3657) ; *dépôt de dossiers de bourses dans les mairies pour être examinés par les bureaux d'aide sociale ; retrait de son amendement* (p. 3657) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Formation des jeunes ruraux ; enseignement agricole ; maisons familiales rurales ; santé publique ; saturation des denrées alimentaires en produits toxiques ; origine du malaise paysan ; rapport Vedel ; plan Mansholt* [19 novembre 1969] (p. 3968) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Carences de la protection civile ; ses observations sur le plan décennal de M. Fouchet ; préparation d'un plan de protection civile en cas de conflit ouvert ; création du corps de défense « temps de guerre » ; procédure d'instruction et d'équipement du corps de défense dans le temps de paix* [20 novembre 1969] (p. 4107) ;

— du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré : *Causes des accidents de la circulation ; taux d'alcoolémie ; projet de création d'un fichier des conducteurs ; possibilité de prévoir une modification du permis de conduire auquel on ajouterait deux feuillets détachables : retrait d'un de ces feuillets au cas où son taux d'alcoolémie serait compris entre 0,8 et 1,2 gramme pour*

1000 ; situation de ces conducteurs pendant un an [16 avril 1970] (p. 1110).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Cointat, Fouchier, Arthur Moulin, Védrines, Boscary-Monsservin et Alduy relatives aux problèmes agricoles : *Désarroi provoqué dans les campagnes par le mémorandum Mansholt et le rapport Vedel ; écrasement de l'homme par les machines* [17 avril 1970] (p. 1167).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au service national, Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, après les mots : « à ce concours » à insérer les mots : « ou qui le préparent seuls »* [9 juin 1970] (p. 2378) ; Art. 5 : *Son amendement tendant après le mot : « pharmacien » à rédiger ainsi la fin de cet article : « ... de chirurgien-dentiste, de biologiste, de vétérinaire, de chimiste ou de physicien à l'une des formes du service national actif »* [10 juin 1970] (p. 2409) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2409) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots : « et conformément au plan établi en 1967 par M. Fouchet, Ministre de l'Intérieur »* (p. 2420) ; *mission des unités militaires chargées de protection civile* (p. 2420) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur les plans Mansholt et Vedel ; problème des régions d'élevage ; baisse des prix des animaux finis* [7 novembre 1970] (p. 5331) ; *groupements de producteurs ; ses observations sur la poursuite de certains agriculteurs à Avranches, pour distillation clandestine ; organisation du marché des cidres, poirés, calvados et eaux-de-vie* (p. 5332) ;

— du projet de loi complétant le Code rural et relatif à l'exercice de la médecine et de la chirurgie des animaux par certains élèves et anciens élèves des écoles nationales vétérinaires : *Autorisation pour les vétérinaires et docteurs vétérinaires de se faire remplacer par des étudiants ; limite pendant laquelle les anciens élèves non pourvus de doctorat peuvent demeurer asistants ; rôle des vétérinaires* [4 mai 1971] (p. 1616) ; Art. 309-2 du Code rural : *Droit des étudiants au mois* (p. 1621) ; Art. 309-6 du Code rural : *Opérations de prophylaxie lors d'épizooties de fièvre aphteuse* (p. 1622) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Question de savoir si les crédits du F.O.R.M.A. assureront le financement des plans d'orientation adoptée pour certaines productions animales ; augmentation des charges sociales ; budget de l'enseignement agricole ; enseignement vétérinaire ; lieu d'implantation d'une quatrième école nationale vétérinaire ; lutte contre la brucellose* [16 novembre 1971] (p. 5734) ; *exploitation familiale ; production porcine familiale* (p. 5735) ; Après l'Art. 40 : *Son amendement (fixation des tarifs du droit de consommation par hectolitre d'alcool pur en vue de financer la lutte contre la fièvre aphteuse et la brucellose)* [17 novembre 1971] (p. 5885) ; retrait de son amendement (p. 5885).

Prend part au débat sur la question orale de M. Royer relative au contrôle des films [26 novembre 1971] (p. 6173, 6174).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant la loi validée et modifiée du 2 novembre 1943 relative à l'organisation du contrôle des produits antiparasitaires à usage agricole : *Demande au Gouvernement de déposer un autre texte visant à limiter la vente des produits non biologiquement dégradables* [2 octobre 1972] (p. 3844) ; Art. 1er de la loi susvisée : *Son amendement (vente des produits visés à l'article premier dans les locaux aménagés à cet effet) ; son retrait à la demande du Gouvernement* (p. 3845) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES CULTURELLES : *Sa demande d'une réduction de la T.V.A. sur les instruments et partitions de musique ; orchestres conventionnés ; urgence de la restauration du Mont-Saint-Michel et de la lutte contre l'ensablement* [8 novembre 1972] (p. 4828, 4829) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A : *Exploitations familiales ; rénovation de l'habitat rural ; service de remplacement permettant aux agriculteurs de prendre des loisirs ; son souhait que soit instituée une banque du travail par canton ; insuffisance des crédits accordés à l'enseignement agricole et vétérinaire ; lutte contre la brucellose ; sa demande d'un taux progressif de la prime d'abattage ; prix du lait ; contentieux des bouilleurs de cru* [14 novembre 1972] (p. 5168) ;

— du projet de loi relatif à la lutte contre la brucellose : *Annulation de la vente d'un animal contaminé ; délai de rédhibition* [30 novembre 1972] (p. 5762, 5763) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la commission spéciale sur la proposition de loi de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale : *Nécessité de dispenser l'information sous la responsabilité des familles, aidées par le corps médical et paramédical* [7 décembre 1972] (p. 6000) ; *possibilité de laisser le Gouvernement procéder par voie réglementaire* (p. 6001) ;

— du projet de loi instituant un médiateur ; Art. 5 : *Appuie l'opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Gerbet étendant la protection du médiateur à toutes les personnes résidant sur le territoire national* [14 décembre 1972] (p. 6217).

BLARY (Henri)
Député du Nord
(9e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Intervention :

Prend part à la discussion générale du projet de loi de finances pour 1972 : *Marché financier ; crise monétaire ; fiscalité ; développement de l'actionnariat* [20 octobre 1971] (p. 4694) ; *financement du complexe sidérurgique de Fos ; rapport de M. Baumgartner* (p. 4695).

BLAS (René)
Député de la Côte-d'Or
(1re circonscription)
U.D.R.

En remplacement, le 8 février 1971, de M. Robert Poujade, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 9 février 1971] (p. 1401) ; [2 avril 1971] (p. 835).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [*J.O.* du 12 février 1971] (p. 1503) [2 avril 1971] (p. 835).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2419 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce (n° 2750) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente, Art. 16 : *Son amendement tendant, dans le septième alinéa* (3°) *de cet article à supprimer les mots : « dans la limite de 10 % du montant de la participation à laquelle ils sont tenus au titre de l'année en cours »* [8 juin 1971] (p. 2560) ; *perfectionnement du personnel des petites et moyennes entreprises ; cas des entreprises employant moins de dix salariés* (p. 2561) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Coefficients de majorations de revenus servant de base au calcul des pensions ; coefficients de revalorisation applicables aux pensions liquidées* [17 mai 1972] (p. 1585) ; *assiette des cottsations ; régimes de retraite complémentaire ; institution d'un régime complémentaire d'assurance vieillesse* (p. 1586).

BOILEAU (André)
Député des Vosges
(3e circonscription)
U.D.R.

En remplacement, le 7 août 1972, de M. Christian Poncelet, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [*J.O.* du 8 août 1972] (p. 8571).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [*J.O.* du 27 septembre 1972] (p. 10200).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 29 septembre 1972] (p. 10303) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant et modifiant le Code de la nationalité française et relatif à certaines dispositions concernant la nationalité française [15 décembre 1972] (p. 6286) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 2, 6, 25 (alinéa 1er) et 30 de la loi n° 67-521 du 3 juillet 1967 relative à l'organisation du territoire français des Afars et des Issas et l'article 2 (alinéa 1er) de la loi n° 63-759 du 30 juillet 1973 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée de ce territoire [18 décembre 1972] (p. 6314) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant affiliation des maires et adjoints au régime de retraite complémentaire des agents non titulaires des collectivités publiques [20 décembre 1972] (p. 6416);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un médiateur [20 décembre 1972] (p. 6416).

BOINVILLIERS (Jean)

Député du Cher
(2e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2211), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— représentant du Secrétaire d'Etat à l'Information [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre de la Commission consultative du cinéma [13 décembre 1968] (p. 5492) ;

— membre de la Commission de contrôle de la gestion de l'Office de radiodiffusion-télévision française [20 décembre 1971] (p. 7023) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre de la Commission parlementaire consultative instituée par l'article 13 de la loi n° 72-553 du 3 juillet 1972 portant statut de la radiodiffusion-télévision française [12 octobre 1972] (p. 4125).

Est élu président de cette Commission [6 novembre 1972] (p. 4755).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341) XIII. — Services du Premier Ministre II. — Information, n° 364 [15 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822), XIII. — Services du Premier Ministre. — Ancien II. — Information, n° 836 [17 octobre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376), XIII. — Services du Premier Ministre. — Services généraux : Crédits relatifs à l'information, n° 1396 [14 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993), XIV. — Services du Premier Ministre. — I. — Services généraux : Crédits relatifs à l'information, n° 2011 [8 octobre 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582) XIV. — Services du Premier Ministre. — I. — Services généraux : Crédits

relatifs à l'information, n° 2586 [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 6 : *Situation actuelle de la presse ; réduction des recettes publicitaires* [23 octobre 1968] (p. 3501) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE — SECTION II. — INFORMATION ET O.R.T.F. en qualité de *Rapporteur pour avis : Information des citoyens ; nécessité de réviser les fonctions et les structures des services de l'information ; service de liaison interministériel pour l'information ; interventions publiques en faveur de la presse ; fonctionnement et rôle des services d'information en Grande-Bretagne et en Allemagne fédérale ; office central d'information en Grande-Bretagne ; problème de la presse ; reconstitution du centre de diffusion française* [19 novembre 1968] (p. 4698 à 4700) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE — INFORMATION en qualité de *Rapporteur pour avis : Suppression du Ministère de l'Information ; création d'un poste de porte-parole du Gouvernement ; création d'un office des relations publiques de la France chargé de coordonner et d'aider l'action d'information de chaque ministère ; exemple de l'Allemagne fédérale et de la Grande-Bretagne ; absence en France d'un véritable outil pour l'information des citoyens ; situation actuelle de la presse ; problème de la liberté d'établissement dans le cadre du Traité de Rome ; facilités dont bénéficie la presse ; organisation d'un conseil de la presse* [22 novembre 1969] (p. 4249, 4250) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE — SECTION I. — SERVICES GÉNÉRAUX — INFORMATION, en qualité de *Rapporteur pour avis : Information du citoyen par l'Etat ; information donnée par les Ministères ; problème des relations publiques et des moyens d'information du Gouvernement ; création d'un office central d'information ; élaboration d'une documentation officielle écrite ou audiovisuelle ; mise en place des services de presse au niveau de chaque cour d'appel ; problèmes relatifs aux sociétés de rédacteurs ; problème du statut de la presse ; ses observations sur la documentation française ; création d'un conseil de la presse* [23 octobre 1970] (p. 4621, 4622) ; *modalités de l'intervention du Gouvernement à l'O.R.T.F. ; possibilité d'information émanant du Gouvernement mais aussi de l'Etat et de l'administration* (p. 4625) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — INFORMATION, en qualité de *Rapporteur pour avis : Création d'un office public d'information ; rôle du Comité interministériel pour l'information ; rôle de l'O.R.T.F. ; création d'une agence de presse filmée à vocation mondiale ; avenir des agences d'images ; conclusions de la commission Lindon* [9 novembre 1971] (p. 5535) ; *problème de la formation professionnelle ; élaboration d'un Code déontologique de l'information ; aide à la presse* (p. 5536) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE — SECTION I. — SERVICES GÉNÉRAUX — INFORMATION, en qualité de *Rapporteur pour avis : Rapport Sérisé ; insuffisance de l'aide à la presse, particulièrement à la presse quotidienne parisienne ; concentration de la presse quotidienne de province ; distorsions en matière de T.V.A. et de versement forfaitaire sur les salaires ; révision des dossiers des publications ; régime des tarifs postaux ; Article 39* bis *du Code général des impôts (taux de la part du bénéfice imposable pouvant être affectée en franchise d'impôt par les sociétés à l'acquisition d'éléments d'actifs) ; taxes applicables à la presse ; mesure d'aide aux publications dont les recettes publicitaires sont faibles ; aide de l'Etat à la diffusion de la presse française à l'étranger ; information des citoyens et des administrés ; service juridique et technique de l'information* [13 novembre 1972] (p. 5094, 5095) ; *communication des informations sur l'action des pouvoirs publics ; comité interministériel pour l'information ; futur conseil de la presse ; comité national de l'information chargé d'élaborer les règles déontologiques en matière d'information et d'en contrôler l'application* (p. 5096) ; Articles non rattachés — Art. 50 : *Rapport du groupe de travail Sérisé : demande d'envisager la prorogation de l'application de l'article 39* bis *de un à deux ans et d'assimiler aux quotidiens, pour qu'ils puissent bénéficier aussi du taux de 80 %, les hebdomadaires de province* [18 novembre 1972] (p. 5516-5517).

Mise au point au sujet de son vote sur l'ensemble du projet de loi de finances pour 1973 [21 novembre 1972] (p. 5544).

BOISDÉ (Raymond)
Député du Cher
(1re circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972) (p. 789).

Est élu vice-président de cette Commission [3 avril 1969] (p. 851), [3 avril 1970] (p. 786), [6 avril 1971] (p. 924), [5 avril 1972] (p. 804).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341), annexe n° 5. — Travail (Crédits du Ministère des Affaires sociales), n° 359 [10 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à mettre un terme au blocage de certains salaires, n°930 [3 décembre 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376), annexe n° 1 Affaires culturelles et cinéma, n° 1395 [14 octobre 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993), annexe n° 1 Affaires culturelles et cinéma, n° 2010 [8 octobre 1971].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582), annexe n° 1 Affaires culturelles et cinéma, n° 2585 [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la Sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : *Situation des jeunes ; abaissement de l'âge de la retraite ; problème de la fiscalisation des ressources de la sécurité sociale ; cotisation des cadres ; rapports entre la Sécurité sociale et la mutualité ; situation des handicapés physiques ou mentaux ; cas des jeunes demandeurs d'emploi ; problème du chômage ; tickel modérateur* [22 juillet 1968] (p. 2416, 2417) ; Ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative et financière de la Sécurité sociale : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de l'article 41 : « assurée par des colisations assises sur les rémunérations ou gains perçus par les travailleurs salariés ou assimilés dans la limite du plafond fixé dans les conditions prévues par le décret n° 62-1029 du 29 août 1962* (p. 2439) ; Ordonance n° 67-707 du 21 août 1967 portant modification de divers textes relatifs à la pharmacie, aux prestations et à certains accidents du travail et maladies professionnelles : *Son amendement tendant au débul du premier alinéa de l'article 20 à supprimer les mots : « nonobstant toutes dispositions ou stipulations contraires »* (p. 2447) ; *son amendement tendant à compléter le premier alinéa de l'article 20 par les mots : « sauf si les intéressés sont, soit retraités à la Sécurité sociale ou de la fonction publique, soit chômeurs secourus »* (p. 2448) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 2 : *Vices de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; plafond d'abattement ; situation des salariés de haute qualification* [23 octobre 1968] (p. 3495, 3496) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe (revenu net mentionné à l'article 158-5 du Code général des impôts n'étant retenu dans les bases de l'impôt sur le revenu des personnes physiques que pour 75 % de son montant)* (p. 3499) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES, en qualité de *Rapporteur spécial : Problèmes de l'emploi ; Fonds national de l'emploi ; Agence nationale de l'emploi ; problème de la formation ; âge de la retraite ; question du chômage ; nombre des chômeurs ; préformation ; diminution du prélèvement sur les salaires ; problèmes de l'artisanat ; investissements intellectuels ; politique de participation, sécurité sociale* [5 novembre 1968] (p. 3945, 3946) ; AFFAIRES CULTURELLES : *coordination entre les enseignements relevant du Ministère des Affaires*

culturelles et les réalisations du Ministère de l'Education nationale ; maisons de la culture ; rôle des dirigeants des maisons de la culture ; ses observations sur le public populaire ; existence de plusieurs publics [13 novembre 1968] (p. 4368, 4369) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à remplacer les mots : « à compter du 1er décembre 1968 » par les mots : « à compter du 1er janvier 1969 »* [27 novembre 1968] (p. 4894) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, Art. 1er : *Section syndicale ; ses observations sur le caractère représentatif d'un syndicat au sein de l'entreprise* [4 décembre 1968] (p. 5079).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Economie contractuelle ; besoins d'équipements collectifs et de prestations ; formation professionnelle ; budget des Affaires culturelles ; situation des catégories vulnérables ; ses observations sur les modes d'incitation propres à augmenter la productivité* [13 mai 1970] (p. 1668).

Prend part à la discussion générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Définition de la productivité* [21 octobre 1970] (p. 4460) ; *importance des cadres dans l'économie* (p. 4461) ; Pemière partie, Art. 16 : *Son amendement tendant, dans le dernier alinéa du paragraphe I de cet article, après les mots : « foires, salons, expositions agréés » à insérer les mots : « et foire-expositions commerciales autorisées »* [22 octobre 1970] (p. 4539) ; *discrimination fiscale appliquée aux foires, salons et expositions commerciales ; détermination des différentes catégories de foires* (p. 4539, 4540) ; Deuxième partie, AFFAIRES CULTURELLES : *Evolution des crédits ; problème de l'affectation à ce département de 1 % du budget de l'Etat ; ses observations sur le Fonds national d'intervention culturelle* [13 novembre 1970] (p. 5493, 5494) ; Titre IV : *Ses observations sur l'amendement de M. Rivain* (p. 5511) ; Avant l'Art. 66 : *Autonomie financière de la caisse nationale des monuments historiques et des sites* (p. 5512).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme hospitalière, Après l'Art. 7 : *Non-application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Peyret* [4 décembre 1970] (p. 6207) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AFFAIRES CULTURELLES, en qualité de *Rapporteur spécial : Commentaires des mesures budgétaires ; ses observations sur le 1 % ou part minimum des dépenses de construction ou d'équipement consacrée à la décoration ; aide à l'association des anciens élèves du conservatoire ; réparation des monuments historiques ; réformes de l'enseignement de l'architecture et des arts plastiques* [27 octobre 1971] (p. 4952) ; *ses observations sur le centre Beaubourg ; Fonds d'intervention culturelle* (p. 4953) ;

— du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, Art. 15 : *Son amendement concernant la détermination de l'indemnisation* [28 juin 1972] (p. 2948) ; *son amendement précisant que l'indemnité versée ne sera pas soumise à l'impôt sur le revenu des personnes physiques* (p. 2948).

Sa mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Villon de réduction des crédits destinés aux camps militaires [9 novembre 1972] (p. 4925).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES CULTURELLES, en qualité de *Rapporteur spécial : Sens de notre politique des affaires culturelles ; augmentation des crédits ; amélioration de la qualité de la vie ; valorisation du passé ; déplore la faiblesse des crédits affectés à la rénovation ou au maintien de notre patrimoine ; manque de compréhension entre le propriétaire d'immeubles classés ou figurant à l'inventaire et l'administration ; développement des inventaires ; expositions ; gardiens de musée ; aménagement du présent ; aides et subventions au théâtre, à l'art lyrique et à la musique ; Opéra, Opéra-Comique, Comédie-Française, Odéon, maisons de la culture ; renforcement de l'armature administrative du ministère* [8 novembre 1972] (p. 4816) ; *enseignement des disciplines artistiques ; institut de l'environnement ; Fonds d'intervention culturel* (p. 4817) ;

— du projet de loi sur la Banque de France, Art. 31 : *Son amendement de forme* [28 novembre 1972] (p. 5699).

BOLO (Alexandre)
Député de la Loire-Atlantique
(1re circonscription)
U.D.R.

En remplacement le 23 juillet 1969 de M. Rey, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452).

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [16 septembre 1969] (p. 2279).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [16 septembre 1969] (p. 2280).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [3 octobre 1969] (p. 2492), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980).

Cesse d'appartenir à cette Commission [30 juin 1972] (p. 3102).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 2419) de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation du commerce [30 juin 1972] (p. 3102) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce (n° 2750) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au service national, Art. 24 : *Droits civiques des jeunes filles ayant accompli leur service national actif* [10 juin 1970] (p. 2443) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT ET L'URBANISME : *Situation des petites et moyennes entreprises du bâtiment et des travaux publics* [4 novembre 1970] (p. 5129) ; *nécessité de leur survie ; leur utilité ; politique de crédit ; possibilité d'attribuer des travaux par des marchés pluri-annuels ce qui, grâce à des groupements occasionnels, fournirait un volume accessible aux petites entreprises ; ambiance sociale des petites et moyennes entreprises* (p. 5130) ;

— sur le projet de loi modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés : *Rôle de la famille pour un enfant* [27 avril 1971] (p. 1472) ; *conséquences de l'école unique ; conséquences de la loi d'orientation dans les établissements scolaires ; imprécision de la définition du besoin scolaire ; fonctions des directeurs d'école* (p. 1473) ; *rôle et responsabilité du chef d'établissement* (p. 1474) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Taux de croissance : problèmes des pays de la Loire et notamment du département de la Loire-Atlantique ; question du sous-emploi ; problème de Paris et de sa région ; échec de la décentralisation tertiaire* [15 juin 1971] p. 2938, 2939) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — LOGEMENT ET URBANISME : *Répartition régionale des crédits budgétaires ; attributions de logement aidés pour la région des pays de la Loire* [29 octobre 1971] (p. 5100) ; *exemple de la Loire-Atlantique ; demandes d'emploi non satisfaites dans le bâtiment et les travaux publics du département de la Loire-Atlantique* (p. 5101).

BONHOMME (Jean)
Député du Tarn-et-Garonne
(1re circonscription)
App. U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article L 266 du Code de la sécurité sociale, complété par l'article 9 de l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967, relatif aux prix

de vente des médicaments [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [25 juillet 1968] (p. 2618) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux avantages sociaux des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés [18 décembre 1970] (p. 6707) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant le titre 1er du Livre IV du Code de la santé publique, l'article L 404 du Code de la sécurité sociale et relative à l'organisation des professions médicales [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à certaines conditions d'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme [29 juin 1972] (p. 3017).

Dépôts :

Sa proposition de loi portant modification de l'article 303 du Code civil relatif au droit de garde et de visite, n° **795** [19 septembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à uniformiser les délais de congé des baux, sans écrit, à usage d'habitation, n° **796** [19 septembre 1969].

Son avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822) XII. — Services du Premier Ministre — I. — Services généraux : Promotion sociale, n° **836** [17 octobre 1969].

Sa proposition de loi portant création d'un casier bancaire, n° **1047** [9 avril 1970].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 2049 du Code civil afin de préciser l'objet de la transaction en matière de préjudice corporel, n° **1061** [9 avril 1970].

Sa proposition de loi tendant à créer des ressources nouvelles en faveur des organismes d'allocations familiales, n° **1229** [10 juin 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376), VI. — Affaires sociales : Sécurité sociale, n° **1396** [14 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993), IV. — Affaires sociales : Sécurité sociale, n° **2011** [8 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur les propositions de loi (nos 2139 rectifié, 2255, 2271, 2332), tendant à permettre aux combattants, anciens prisonniers de guerre, de bénéficier d'une réduction d'âge en vue de l'octroi d'une retraite anticipée avec pension au taux plein, en fonction du temps passé en captivité, n° **2643** [16 novembre 1972].

Interventions :

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Delachenal sur le projet de loi portant amnistie [23 juillet 1968] (p. 2485).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES : *Hôpitaux ruraux ; leur rôle ; modulation de l'allocation de salaire unique selon les ressources ; masse des prestations familiales à servir à ceux qui en ont besoin ; augmentation des allocations familiales* [6 novembre 1968] (p. 4019, 4020) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Cas des rapatriés ; leur situation ; problème de l'indemnisation ; solidarité à leur égard ; demande pourquoi on n'institue pas un impôt sur le capital qui serait un impôt de solidarité* [14 novembre 1968] (p. 4426) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème des calamités agricoles ; détermination des zones de rénovation rurale ; attribution de l'indemnité viagère de départ à soixante ans ; cas du département du Tarn-et-Garonne* [16 novembre 1968] (p. 4571) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer : *Solidarité nationale ; nécessité de l'in-*

demnisation ; son vote sur le projet de loi [8 octobre 1969[(p. 2532, 2533) ;

— des conclusions du rapport de la Commission spéciale sur la proposition de résolution tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale : *Application des dispositions du règlement ; ses observations sur l'article 54 du Règlement qui permet au Président de retirer la parole à un orateur qui lit un discours* [23 octobre 1969] (p. 2863) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Création des zones de rénovation rurale ; cas du département du Tarn-et-Garonne ; déconcentration parisienne ; capitales régionales ; ses observations sur le transfert de la direction générale de la compagnie d'assurances « l'Urbaine » ; prime de développement industriel devant être donnée au secteur tertiaire* [7 novembre 1969] (p. 3536, 3537) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Formation professionnelle ; promotion sociale ; exigences de l'économie moderne ; obstacles rencontrés par les travailleurs qui désirent s'élever dans la hiérarchie professionnelle ; rôle de l'Etat sur le plan national et régional ; formation professionnelle postscolaire* [20 novembre 1969] (p. 4076 à 4078) ; AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Ses observations sur un décompte qu'il vient de recevoir du service des affaires sociales de l'Assemblée Nationale ; problème des allocations familiales ; possibilité d'attribuer au montant des prestations de base un coefficient d'augmentation calculé en fonction du supplément des recettes fiscales provenant de l'intégration des prestations familiales dans le revenu imposable* [21 novembre 1969] (p. 4205, 4206).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale sans débat relative à la réglementation en matière de construction [21 novembre 1969] (p. 4169, 4170).

Prend part à la discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Son vote ; notion de sécurité ; insuffisance des avantages consentis au regard de l'importance des cotisations* [2 décembre 1969] (p. 4505).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Bayou, de Poulpiquet, Offroy, Durieux, Dronne, Lamps, relatives au problème des commerçants et des artisans : *Inégalité fiscale ; protection dont jouissent les officines pharmaceutiques et les charges des professions libérales ; effort nécessaire pour parfaire la protection sociale des commerçants et artisans* [10 avril 1970] (p. 970).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Les rapatriés : des victimes de guerre et des expropriés ; principe d'une véritable indemnisation ; nécessité d'instituer une contribution nationale exceptionnelle; crédits dispensés ne devant pas se diluer dans des actions de solidarité incompatibles avec les nécessités de l'expansion nationale ; création d'un fonds d'indemnisation* [11 juin 1970] (p. 2510, 2511) ; avant le titre premier : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (substitution du Gouvernement aux Français dépossédés ; négociations sur l'indemnisation des biens)* [12 juin 1970] (p. 2576) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2576, 2577) ; Art. 45 : *Doter l'agence nationale pour l'indemnisation de la personnalité civile et de l'autonomie financière ; mise sur pied d'un dispositif d'indemnisation qui pourrait être un fonds spécial orienté vers les investissements productifs* (p. 2604).

Prend part au débat sur les questions orales, de MM. Chambon, Villon et Ansquer, relatives au revenu des producteurs de lait et de viande et aux revendications des petits et moyens agriculteurs : *Augmentation continue des difficultés des agriculteurs ; modulation des interventions de l'Etat pour le soutien des prix ; protection sociale de l'agriculteur ; fixation des cotisations en fonction des revenus des agriculteurs* [16 octobre 1970] (p. 4395, 4396).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Problème de la Sécurité sociale ; importance du volume global du budget social ; incertitude des prévisions ; complexité des structures des différents systèmes de protection sociale ; fragilité des régimes spéciaux* [28 octobre 1970] (p. 4815) ; *problème des charges indues ; situation financière du régime général :*

conditions de liquidation de la pension pour inaptitude au travail ; relèvement des avantages minima pour la vieillesse ; prestations familiales ; modulation de ces prestations familiales selon le revenu ; sa proposition de loi tendant à créer une sorte de taxe d'égalisation des charges familiales ; assurance maladie ; ses observations sur la pharmacie ; obligation faite aux officines de verser une remise aux organismes de sécurité sociale ; abaissement du taux de marge des pharmaciens ; limitation des dépenses en matière de frais médicaux et chirurgicaux (p. 4816) ; *ses observations sur les travaux de revision de la nomenclature des actes médicaux ; la solidarité nationale doit se substituer aux solidarités professionnelles* (p. 4817) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — CRÉDITS CONCERNANT L'ÉQUIPEMENT : *Aménagements routiers de première urgence ; nécessité d'accorder la priorité au contournement autoroutier des grandes agglomérations ; participation des collectivités locales ; cas du département du Tarn-et-Garonne ; problème de la ville de Montauban* [4 novembre 1970] (p. 5101) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Politique des zones de rénovation rurale ; critère du découpage de ces ensembles ; crédits du Fonds d'action rural* [7 novembre 1970] (p. 5359, 5360) ; Titre VI : *Affectation des crédits ; problème des zones de rénovation rurale* (p. 5388) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Art. 10 : *Extension de la suppression des exonérations aux coopératives à l'exclusion des coopératives de services* [9 décembre 1970] (p. 6354) ;

— sur la motion de censure : Ses explications de vote : *Rôle du Gouvernement ; avantages de la concertation ; problème de l'agitation sociale ; autorité de l'Etat ; possibilité de supprimer les aides aux étudiants qui saccagent au lieu de travailler ; attitude à l'égard de l'opposition ; conséquence du conformisme à l'égard de l'esprit nouveau* [21 avril 1971] (p. 1300, 1301).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale sans débat relative aux conséquences de la loi d'orientation foncière [5 mai 1971] (p. 1655, 1656).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux rapports entre les caisses d'assurance maladie et les médecins, Avant l'Art. 1er : *Son sous-amendement tendant au début du premier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Massoubre pour l'article L 257 du Code de la sécurité sociale après les mots : « dans l'intérêt des assurés sociaux et de la santé publique » à insérer les mots : « et dans le cadre de l'effort financier compatible avec les ressources nationales »* [27 mai 1971] (p. 2150) ; *droits de la médecine libérale ; rythme d'accroissement des dépenses médicales et sociales ; nécessité d'établir des priorités en matière de soins et de protection sociale* (p. 2150) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Transferts sociaux ; dépenses de santé ; établissement d'un constat annuel de progression des dépenses de santé* [15 juin 1971] (p. 2939) ; Art. unique : *Son amendement (secteurs non classés en zone de rénovation rurales mais qui en ont les caractéristiques)* [18 juin 1971] (p. 3110).

Prend part au débat :

— sur les questions orales de MM. Olivier Giscard d'Estaing, Douzans, Aubert, Rieubon, Bayou relatives aux problèmes des rapatriés : *Insuffisance de la dotation annuelle ; possibilité d'un prélèvement annuel sur le capital* [8 octobre 1971] (p. 4448, 4449) ;

— sur les questions orales relatives aux prix du secteur public : *Mesures prises dans le sens de la « vérité des prix »* [22 octobre 1971] (p. 4812, 4813).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Prestations sociales ; assurance vieillesse ; allocations familiales ; conditions d'attribution des pensions de réversion du régime général ; réforme des règles actuelles de l'inaptitude* [4 novembre 1971] (p. 5277) ; *augmentation de l'assurance maladie ; coût des produits pharmaceutiques* (p. 5278) ; EDUCATION NATIONALE, Titre III : *Son amendement tendant à réduire de 10.000 F les crédits de ce titre* [9 novembre 1971] (p. 5589) ; *accroissement excessif des dépenses de fonctionnement des établissements de l'éducation nationale ; contribution des élèves et des étudiants à l'entretien* (p. 5589) ; *situation privilégiée des étudiants* (p. 5589) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Production fruitière ; importations en provenance des pays tiers ; conséquences du retrait de fruits; politique de soutien des produits agricoles ; politique de rénovation rurale ; suppression de la taxe sur les carburants agricoles* [16 novembre 1971] (p. 5756, 5757) ; ECONOMIE

ET FINANCES. — CHARGES COMMUNES, en qualité de *Rapporteur pour avis*, Après l'Art. 57 : *Unification des régimes de prestations sociales* [17 novembre 1971] (p. 5827) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de Sécurité sociale : *Budget social de la nation ; budget de l'assurance maladie ; avantage présenté par les retraites anticipées* [1er décembre 1971] (p. 6270) ; *situation des anciens combattants et anciens prisonniers de guerre* (p. 6271) ; Art. 3 : *Réforme de l'inaptitude ; ses observations sur le coût des diverses procédures* [2 décembre 1971] (p. 6307);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, Après l'Art. 10 : *Son sous-amendement tendant à compléter l'amendement du Gouvernement (cas des coopératives non agricoles faisant des actes de transformation ou de commerce)* [7 décembre 1971] (p. 6459) ; *problème des coopératives non agricoles* (p. 6468, 6469, 6470).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux incendies dans le Tarn-et-Garonne [28 avril 1972] (p. 1198, 1199).

Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. L 663-1 du Code de la sécurité sociale : *Situation du conjoint au regard des nouvelles règles de liquidation des pensions de vieillesse des travailleurs non salariés* [17 mai 1972] (p. 1611).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux forfaits artisanaux du département de Tarn-et-Garonne [19 mai 1972] (p. 1764, 1765).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale : Ses explications de vote : *Son vote de confiance* [24 mai 1972] (p. 1877).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative à l'arboriculture [2 juin 1972] (p. 2159) : *Crise de l'arboriculture ; création d'un cadastre fruitier ; études prospectives portant sur les potentialités des marchés à long terme ; plantations d'amandiers ; primes à l'arrachage ; prime de reconversion et d'orientation ; répartition des excédents ; nécessité d'une aide importante aux productions de transformation* (p. 2159, 2161).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles : *Ses explications de vote* [28 juin 1972] (p. 2952) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1973 : Art. 2 : *Egalité fiscale ; injustice concernant les travailleurs indépendants* [25 octobre 1972] (p. 4360, 4361) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE — I. — SECTION COMMUNE — II. — AFFAIRES SOCIALES : *Danger pour l'économie de l'accroissement excessif des charges sociales et de la progression des dépenses d'assurance maladie ; impôt sur l'emploi ; gaspillage ; maternité « grandes surfaces » ; hypertechnicité médicale ; nécessité de limiter l'agrément pharmaceutique, de contrôler et freiner les abus thérapeutiques* [6 novembre 1972] (p. 4725, 4726).

Son rappel au Règlement à propos d'une demande de levée d'immunité parlementaire à son encontre pour délit de presse : *Attitude du Gouvernement* [28 novembre 1972] (p. 5672) ; *absence d'information au préalable* (p. 5673).

Mise au point au sujet de son vote sur l'ordre du jour complémentaire proposé par la Conférence des Présidents [30 novembre 1972] (p. 5760).

BONNEL (Pierre)

Député du Pas-de-Calais
(3e circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [24 avril 1972] (p. 788) ;

— membre de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article L 266 du Code de la sécurité sociale, complété par l'article 9 de l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967, relatif aux prix de vente des médicaments [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux avantages sociaux des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés [18 décembre 1970] (p. 6707).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Manque d'infirmières diplômées dans les hôpitaux, notamment les hôpitaux ruraux ; cas de l'hôpital de Saint-Pol-sur-Ternoise ; problème des cliniques privées ; recrutement de fonctionnaires à temps partiel ; situation des vieillards démunis de ressources ; augmentation de l'allocation du Fonds national de solidarité* [21 novembre 1969] (p. 4200) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Insuffisances financières du budget ; crédit en faveur du remembrement* [7 novembre 1970] (p. 5324) ; *rationalisation de l'alimentation du bétail ; amélioration de la quatité des logements ruraux ; problème des zones rurales ; exemple du Pas-de-Calais ; aménagement de l'espace rural ; but du comité d'aménagement rural du Ternois* (p. 5325) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Ses observations sur le principe : « à cotisations égales, prestations égales » ; gestion des différents régimes actuels ; système de retraite à 60 ans ; rôle du petit commerce dans les villes et dans les campagnes* [17 mai 1972] (p. 1591) ; *rôle du commerce en mai 1968* (p. 1592).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative à la viande de porc [2 juin 1972] (p. 2158).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Remembrement ; enseignement agricole ; carte scolaire ; office de la viande ; sa composition ; viande bovine* [14 novembre 1972] (p. 5151).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la protection des œuvres d'art [8 décembre 1972] (p. 6030).

BONNET (Christian)

Député du Morbihan
(2e circonscription)
R.I.

SECRÉTAIRE D'ETAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'EQUIPEMENT, DU LOGEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
du 6 juillet 1972 au 28 mars 1973.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [24 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositons d'ordre fiscal [20 septembre 1969] (p. 2368) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [7 octobre 1969] (p. 2510) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [16 décembre 1969] (p. 4984) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [29 juin 1970] (p. 3310) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1971 [4 décembre 1970] (p. 6232) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificatives pour 1970 [17 décembre 1970] (p. 6630) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificatives pour 1971 [15 décembre 1971] (p. 6809) ;

— membre de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [13 mai 1971] (p. 1866), [14 mai 1971] (p. 1902) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948 relative à la Cour de discipline budgétaire et financière [24 juin 1971] (p. 3408) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1972 [9 décembre 1971] (p. 6609) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [23 juin 1972] (p. 2838).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Equipement, du Logement et de l'Aménagement du territoire (Gouvernement de M. Messmer), décret du 6 juillet 1972 [*J.O.* du 7 juillet 1972] (p. 7059).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 6 août 1972, de son mandat de député [*J.O.* du 8 août 1972] (p. 8571).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Equipement, du Logement et de l'Aménagement du territoire (Gouvernement de M. Messmer), décret du 28 mars 1973 [*J.O.* du 29 mars 1973] (p. 3452).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341), annexe n° 31. — Marine marchande (Crédits du Ministère des Transports — III. — Marine marchande), **n° 359** [10 octobre 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822), annexe n° 32 : Marine marchande (Crédits du Ministère des Transports — III. — Marine marchande), **n° 835** [17 octobre 1969].

Sa proposition de loi tendant à instituer un quota d'âge dans l'effectif des conseils d'administration ou de surveillance des sociétés anonymes, **n° 1453** [25 novembre 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376), annexe n° 33 : Marine marchande (crédits du Ministère des Transports — III. — Marine marchande), **n° 1395** [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993), annexe n° 33 : Marine marchande (crédits du ministère des Transports — IV. — Marine marchande), **n° 2010** [8 octobre 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 7 : *Mévente des bateaux de plaisance ; application d'un taux intermédiaire* [19 juillet 1968] (p. 2346, 2347) ;

— du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : Ordonnance n° 67-708 du 21 août 1967 relative aux prestations familiales : *Son amendement tendant à remplacer à l'article 3, dans le premier alinéa du texte prévu pour le paragraphe I de l'article L 544 du Code de la sécurité sociale les mots : « et de leur âge et des ressources du foyer »* [22 juillet 1968] (p. 2448) ; *allocation de salaire unique* (p. 2449) ; Ses explications de vote : *Régime de la longue maladie ; régime complémentaire de retraite ; conclusions d'une convention entre la caisse nationale d'assurance maladie et la fédération nationale de la mutualité ; cas des handicapés physiques ou mentaux* (p. 2455) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en dis-

cussion du projet de loi sur l'aide à l'investissement : *Problème des investissements de l'armement au commerce* [1er octobre 1968] (p. 2950).

Pose à M. le Ministre des Transports une question orale sans débat relative à la campagne sardinière 1968 [4 octobre 1968] (p. 3063, 3065).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Après l'Art. 18 : *Décote spéciale pour les artisans ; complexité des taux de la T.V.A.* [24 octobre 1968] (p. 3553, 3554) ; Art. 19 : *Avantages dont bénéficient les habitants de la Corse ; handicap des îles de l'Atlantique ; problème du transport vers ces îles ; ses observations sur un projet d'attribution d'une prime d'insularité aux agents de la fonction publique* (p. 3554) ; *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3554) ; *retrait de son amendement* (p. 3555) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, TRANSPORTS. — MARINE MARCHANDE, en qualité de Rapporteur spécial : *Ses observations sur le corps des administrateurs des affaires maritimes ; nécessité de doter les services dits extérieurs de la marine marchande de moyens suffisants ; pénurie de vedettes ; armement au commerce ; statut du marin ; aide au petit cabotage ; problème des entreprises nationales ; situation financière de la Compagnie générale Transatlantique et des Messageries maritimes ; ses observations sur le secteur des pêches maritimes ; construction navale ; problème de la pêche* [31 octobre 1968] (p. 3776, 3777) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) : *Etalement des vacances ; expérience réalisée en Belgique ; ses observations sur les avantages de l'étalement des vacances* (p. 3805, 3806) ; AFFAIRES SOCIALES : *Ses observations sur la loi portant généralisation d'une quatrième semaine de congés payés ; budget social de la nation ; allocation de logement étant modulée en fonction des revenus ; prime de salaire unique ; augmentation de la surtaxe progressive ; ressources des personnes âgées ; cas des pensionnés d'invalidité ; rapport de M. Bloch-Lainé ; institution de l'allocation-orphelin ; allocation temporaire pour les veuves sans occupation professionnelle ; possibilité de rendre les primes de la rente-survie, souscrites auprès de la Caisse des dépôts et consignations, déductibles du revenu imposable ; possibilité d'un impôt négatif sur le revenu* [6 novembre 1968] (p. 3976, 3977) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Maison de la culture de Rennes ; préservation de notre patrimoine archéologique ; direction des maisons de la culture ; modification des programmes* [13 novembre 1968] (p. 4359 à 4360) ; *maison de la culture d'Amiens ; son abstention lors du vote sur le titre IV* (p. 4371) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier : Ses explications de vote : *Erreurs du Gouvernement ; ses observations sur les événement du printemps ; droits de succession ; taux de l'escompte ; rôle du chef de l'Etat ; allégement du poids des charges publiques ; construction européenne ; élévation des taux de la T.V.A. ; politique sociale ; possibilité de lancer un grand emprunt national ; primauté des facteurs humains* [27 novembre 1968] (p. 4904, 4905).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale ; Ses explications de vote : *Importance de l'information ; nécessité de donner l'exemple du courage ; instauration d'une justice sociale rigoureuse ; bourses scolaires ; vote du groupe des Républicains indépendants* [16 septembre 1969] (p. 2273, 2274).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat relative aux impôts locaux [3 octobre 1969] (p. 2479, 2480).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, TRANSPORTS — III. — MARINE MARCHANDE, en qualité de *Rapporteur spécial : Ses observations sur l'économie française ; Etablissement national des invalides de la marine ; rapport Forner ; situation des veuves de marins ; construction navale : problème des petits chantiers ; différence de traitement entre les exportateurs de biens d'équipement garantis par la C.O.F.A.C.E. et les chantiers de construction navale ; problème du crédit ; déficit de notre balance des frets ; question des patentes ; situation des entreprises nationales de navigation ; respect par l'Etat de ses engagements ; exemple de la convention tiant la Compagnie générale transatlantique et l'Etat ; régularité des paiements ; ses observations sur la compagnie des Messageries maritimes ; création de la Transméditerranéenne ; ses observations sur la pêche ; absence de toute représentation des activités de la pêche au Conseil économique et social ; réalisation du Marché commun en matière de pêche ; Institut scientifique et*

technique des pêches ; problème structurel des administrations qui concourent à la gestion des activités maritimes ; rôle de la mer ; développement de la thalassothérapie ; « promotion de la mer » [30 octobre 1969] (p. 3132 à 3134) ; SERVICE DU PREMIER MINISTRE. — PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Nécessité de revenir à la notion de propriété et d'abandonner celle de catalogue pour le Plan ; situation de la Bretagne ; ses inconvénients et ses chances* [7 novembre 1969] (p. 3531) ; AFFAIRES SOCIALES. — PLAN, EMPLOI ET POPULATION : *Bases de calcul du S.M.I.G. ; modulations des aides et des prestations en fonction des situations réelles des Français ; problème des prestations familiales ; situation des handicapés physiques ; ses observations sur « l'allocation orphelin » ; situation d'une femme dont le mari est décédé après avoir cotisé pendant dix ou douze ans au régime général de la Sécurité sociale ; situation des mutilés du travail ; niveau des salaires ; cas de la veuve d'un grand mutilé du travail ; problème du ticket modérateur ; modulation des prestations sociales en fonction des ressources ; politique sociale américaine* (p. 3558, 3559) ; Ses explications de vote : *Insertion du budget dans un plan cohérent ; problème de la formation ; prise en charge par l'Etat de certains C.E.S. ; enseignement agricole privé ; Fonds d'action conjoncturelle ; modernisation du débat budgétaire ; méthodes d'établissement du budget ; vote du budget* [22 novembre 1969] (p. 4325, 4326).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sans débat relative à l'aménagement des congés scolaires [31 octobre 1969] (p. 3198, 3199, 3200).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Non-rétroactivité des textes législatifs ; situation de trois fonctionnaires du Ministère des Transports ; Secrétariat général de la marine marchande* [26 novembre 1969] (p. 4362) ; Après l'Art. 16 : *Intégration de trois attachés de la marine marchande dans le corps des agents supérieurs* (p. 4385) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 10 : *Seuil à partir duquel jouera la privation du droit à option pour le prélèvement de 25 %* [24 juin 1970] (p. 3014).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sans débat relative à l'attribution des bourses [12 décembre 1969] (p. 4897, 4898).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault : *Ses observations sur la nouvelle société ; problème des rémunérations ; mensualisation des salaires ; exemples étrangers ; ses observations sur la formule américaine « investments trusts » ; conditions de la répartition des actions* [16 décembre 1969] (p. 4958, 4959).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'octroi de prime à la construction [17 avril 1970] (p. 1144, 1145).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Deniau, Chazelle, Ansquer, Fouchier, Olivier Giscard d'Estaing et Nilès, relatives à la situation des handicapés physiques : *Rupture de protection pour les jeunes gens inadaptés âgés de plus de vingt ans ; préparation du VI^e Plan* [6 mai 1970] (p. 1564, 1565).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale sans débat relative à la retraite des veuves [22 mai 1970] (p. 1901, 1902).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme du régime des poudres et substances explosives, Art. 5 : *Cas des personnels sous statut ; situation d'un certain nombre d'ouvriers, dits précaires ; ses observations sur les garanties réelles données aux ouvriers* [26 mai 1970] (p. 1950) ;

— du projet de loi portant simplifications fiscales, Art. 7 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe I de cet article, à substituer à la date du « 1^er novembre 1970 » la date du « 1^er janvier 1971 »* [3 juin 1970] (p. 2199) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2199) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI^e Plan : *L'industrialisation : d'abord un état d'esprit et une sélection des actions de l'Etat ; reconstruction de La Villette ; ses observations sur les façades côtières de la France ; problème des zones industrielles ; impossibilité de réaliser une politique industrielle sans infrastructures de base ; ses observations sur le secteur du logement ; rythme de la croissance ; rôle de l'Etat ; politique sociale ; action prioritaire en faveur des plus faibles ;*

aménagement de la vie individuelle et collective ; accroissement de l'urbanisation ; amélioration de l'information économique [16 juin 1970] (p. 2699 à 2701).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sans débat relative à la gratuité des études du premier cycle [9 octobre 1970] (p. 4231).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique générale : Ses explications de vote : *Nécessité pour le Gouvernement d'indiquer aux Français les grandes lignes de sa politique ; réforme des mentalités ; ses observations sur le processus de dessaisissement des élus ; problème de la liaison par voie ferrée entre Orly et Paris ; préparation du VI^e^ Plan ; redistribution des rôles de l'expert et de l'homme politique ; ses observations sur le rôle d'un « ombudsman »* [15 octobre 1970] (p. 4339, 4340) ; *rôle du Parlement* (p. 4341).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1971 ; Art. 16 : *Taxes sur les spectacles* [22 octobre 1970] (p. 4539) ; Art. 32 : *Ses observations sur les carburants agricoles ; problème des bâtiments d'élevage ; nécessité de donner priorité aux adduction d'eau en milieu rural* (p. 4555) ; Ses explications de vote sur l'Art. 37 : *Problème du logement* (p. 4579) ; *crédits destinés à la construction de 20.000 logements du Fonds d'action conjoncturelle* (p. 4580) ; Deuxième partie : EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — TOURISME : *Inconvénient de l'étalement des vacances* [27 octobre 1970] (p. 4798) ; *possibilité d'envisager une campagne d'information et de publicité afin d'inciter les Français à adopter un rythme de vacances plus raisonnable ; ses observations sur le Danemark* (p. 4799) ; AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Situation des veuves civiles chargées de famille ; seuil à partir duquel une veuve civile chargée de famille peut bénéficier des prestations sociales sans avoir pour autant contracté une assurance volontaire ; situation des veuves civiles chargées de famille dont le mari n'avait cotisé que pendant dix ans à un régime quelconque de protection sociale ; allocation pour les orphelins* [28 octobre 1970] (p. 4854) ; CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT ET L'URBANISME : *Activité de l'industrie du bâtiment ; aménagement des aides publiques ; problème du crédit ; son volume ; ses observations sur le plafond au-dessous duquel sont contenues les interventions du Crédit foncier ; nécessité de construire moins cher ; problème des taux et des amortissements ; retards dans le règlement des marchés publics ; création de sociétés immobilières ; possibilité d'admettre une franchise des plus-values immobilières pour les remplois rapides effectués dans la construction ou dans la modernisation de logements anciens ; problème de l'environnement* [4 novembre 1970] (p. 5127, 5128) ; TRANSPORTS — III. — MARINE MARCHANDE, en qualité de *Rapporteur spécial : Négociation communautaire sur les pêches maritimes ; expansion de notre flotte de commerce ; revendications du personnel hôtelier du paquebot « France » ; action de rattrapage entreprise pour les pensionnés des huit premières catégories ; ses observations sur la pêche, dite industrielle ; compétitivité de notre flotte ; disparité des conditions faites au Crédit agricole et au crédit maritime mutuel ; problème de l'ostréiculture ; prorogation au-delà du 31 décembre des dispositions autorisant la perception de la taxe parafiscale sur les étiquettes de salubrité au profit du comité interprofessionnel de la conchyliculture ; ses observations sur l'Etablissement national des invalides de la marine ; projet de statut des syndics des gens de mer ; ses observations sur la Société centrale des naufragés ; problème de la Société nationale de sauvetage ; sécurité des hommes* [17 novembre 1970] (p. 5644) ; *rôle du Secrétariat général à la marine marchande ; rattachement de la direction des ports maritimes et de la direction des phares et balises au Ministère de l'Equipement ; ses observations sur le service des jauges ; Centre national d'exploitation des océans* (p. 5645) ; Titre VI : *Ses observations sur l'amendement de M. Fontaine* (p. 5658).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat relative au réinvestissement dans la construction, des profits immobiliers [2 décembre 1970] (p. 6076).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, après l'art. 7 : *Création d'une taxe* ad valorem *en matière de contrôle de la fabrication des conserves et semi-conserves de poissons* [9 décembre 1970] (p. 6300) ; Art. 27 : *Subvention aux théâtres lyriques nationaux ; application de la T.V.A. aux théâtres privés ; problème de l'appréciation de la franchise* (p. 6312) ; Titre VI : *Avenir de la société nationale de sauvetage ; problème de l'Institution d'une redevance acquittée par les bénéficiaires de l'activité de la société ;*

problème d'une redevance qui pourrait être attachée à la licence délivrée par la fédération (p. 6316, 6317) ; Art. 36 : *Déblocage des crédits du fonds d'action conjoncturelle destinés au logement ; situation des entreprises du bâtiment ; indisponibilité des crédits relatifs aux primes à la construction* (p. 6318) ; Art. 8 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « et des entreprises de transports maritime »* (p. 6342) ; *exclusion des transports maritimes de la péréquation départementale ; problème de la patente* (p. 6342) ; *part du port de Dunkerque dans l'acquittement des patentes maritimes* (p. 6342) ;

— du projet de loi instituant une allocation en faveur des orphelins et de certains enfants à la charge d'un parent isolé : *Problème des mères célibataires ; ses observations sur la politique sociale du gouvernement ; problème de l'allocation aux handicapés ; ses observations sur la pension à laquelle peuvent prétendre les veuves qui ont consacré de nombreuses années à l'éducation de leurs enfants avant de reprendre une activité salariée* [10 décembre 1970] (p. 6405) ;

— du projet de loi portant modification de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : *Ses observations sur sa proposition de loi ; sa proposition de substituer l'âge de 70 ans à celui de 65 ans pour les présidents du conseil d'administration* [10 décembre 1970] (p. 6431) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à substituer aux deux premiers alinéas du texte proposé pour l'article 90-1 l'alinéa suivant : « Le nombre des administrateurs ayant dépassé l'âge de 70 ans ne pourra être supérieur au tiers des administrateurs en fonction »* (p. 6432) ; *conséquence de la pression démographique ; retrait de ses amendements* (p. 6433).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la situation du bâtiment [7 avril 1971] (p. 936, 937).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale sans débat relative à l'allocation de salaire unique et l'allocation « orphelin » [5 mai 1971] (p. 1652, 1653).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux intérêts de la pêche française [12 mai] (p. 1816).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, du projet de loi relatif à diverses opérations de construction et des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil : *Augmentation du prix des terrains ; impôt foncier ; technique des réserves foncières ; rôle du juge de l'expropriation ; édification de maisons sur tout terrain viabilisé d'au moins 1.000 mètres carrés ; mise en jeu d'un fonds de péréquation alimenté par une contribution sur les prix de cession de terrains susceptibles d'être construits* [10 juin 1971] (p. 2660) ; *industrie du bâtiment ; prix-plafond ; progression du prix de revient ; système d'aides publiques ; allocation de logement* (p. 2661) ; *logements de la population agricole ; subventions pour les bâtiments d'élevage ; inventaire des besoins au niveau de chaque région de programme ; droit au logement* (p. 2662) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Wagner tendant à préciser certaines dispositions de la loi d'orientation foncière relatives aux associations foncières urbaines ; du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière : *Ses observations sur les paroles de M. Chalandon* [12 juin 1971] (p. 2849, 2850) ; Urbanisme et action foncière, Art. 1er : *Valeur agricole des terres dans certains secteurs ; problème des stations classées de montagne et de sports d'hiver* (p. 2859) ; Après l'Art. 5 : *Obligation pour un constructeur de replanter des arbres en nombre double de celui qui a été sacrifié pour la réalisation d'un programme de construction* (p. 2863) ;

— du projet de loi portant réforme du régime fiscal des profits de construction ; du projet de loi portant suppression de l'exemption temporaire de contribution foncière prévue en faveur des locaux d'habitation ; du projet de loi modifiant la loi du 24 mars 1952 relative aux entreprises de crédit différé : *Plus-values immobilières ; possibilité de remployer en franchise les plus-values dégagées à l'occasion de cessions de terrains* [14 juin 1971] (p. 2898) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant et complétant la loi du 25 septembre 1948 relative à la Cour de discipline budgétaire et financière ; Ses explications de vote : *Situation des administrateurs des caisses de mutualité agricole ; procédure de la comparution devant la Cour de discipline budgétaire* [22 juin 1971] (p. 3225).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la retraite des travailleurs indépendants [8 octobre 1971] (p. 4427).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Art. 2 : *Intégration dans le barème de l'impôt sur le revenu de la majoration de trois pour cent pesant sur les revenus des non-salariés ; situation des commerçants et des artisans* [21 octobre 1971] (p. 4716, 4717) ; Après l'Art. 2 : *Publicité des cotisations des contribuables* (p. 4726) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — LOGEMENT ET URBANISME : *Primes d'aide au logement* [29 octobre 1971] (p. 5095, 5096) ; TRANSPORTS. — MARINE MARCHANDE, en qualité de *Rapporteur spécial : Crédits de l'Etablissement national des invalides de la marine ; problème de l'équilibre de la caisse des invalides ; situation des veuves ; alignement de la situation des veuves de marins victimes d'accidents professionnels sur celle des veuves des assurés du régime général ; construction navale ; armement au commerce ; compagnies nationales de navigation* [15 novembre 1971] (p. 5668) ; *problème de la pêche ; question du carburant ; négociations sur la « communautarisation » des eaux ; Institut scientifique et technique des pêches maritimes ; Société nationale de sauvetage ; caractère spécifique des affaires maritimes* (p. 5669) ; Après l'Article 57 : *Ses observations sur l'amendement du gouvernement* (p. 5679) ; Ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi ; *Vote du groupe des républicains indépendants ; possibilité que le budget fasse l'objet de débats sur les questions essentielles ; possibilité d'un débat d'orientation au printemps ; importance des lois de règlement ; ses observations sur le chômage ; orientations sociales du Gouvernement* [17 novembre 1971] (p. 5892) ; *situation des veuves civiles et des handicapés ; relation entre le Gouvernement et le Parlement* (p. 5893) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Son opposition à la motion de renvoi* [26 avril 1972] (p. 1069).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au prix du lait [19 mai 1972] (p. 1760, 1761).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale : Ses explications de vote : *Bilan de l'action gouvernementale* [24 mai 1972] (p. 1874) ; *nécessité d'un regain de l'autorité gouvernementale ; son vote* (p. 1875) ;

— sur les questions orales de MM. Rossi, Nilès, Gilbert Faure, Valenet et Brocard relatives aux anciens combattants ; *Dossiers des combattants valeureux ayant négligé de faire valoir leurs droits en temps utile* [30 juin 1972] (p. 3063).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale avec débat relative aux veuves civiles [30 juin 1972] (p. 3071) ; *Retard de la législation française relative aux veuves par rapport à celles des autres pays d'Europe ; relèvement du taux des pensions de réversion* (p. 3072, 3073).

En qualité de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Equipement, du Logement et de l'Aménagement du territoire :

Répond à la question orale sans débat de M. Griotteray relative à la gestion des H.L.M. [13 octobre 1972] (p. 4162, 4163, 4164).

Répond à la question d'actualité de M. Bayou relative à l'allocation-logement [10 novembre 1972] (p. 5009, 5010).

Répond à la question d'actualité de M. Bécam relative au régime fiscal des élevages sans sol [10 novembre 1972] (p. 5011, 5012).

Répond à la question d'actualité de M. Stasi relative à la sécurité sur les autoroutes [10 novembre 1972] (p. 5012, 5013).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, LOGEMENT : *Trois propositions dans le budget du logement ; strict respect du plan ; prise en compte des besoins et des aspirations des Français ; Fonds national d'aide au logement chargé de faire face aux charges supplémentaires entraînées par l'extension de l'allocation de logement versée aux personnes âgées, handicapés et jeunes travailleurs ; diminution des P.L.R. ; augmentation des H.L.M.* [16 novem-

bre 1972] (p. 5313) ; *prise en compte des besoins et des aspirations ; accession à la propriété ; maison individuelle ; politique visant, avant de donner plus que le nécessaire à ceux qui l'ont déjà, à procurer l'indispensable à ceux qui ne l'ont pas ; développement des secteurs moyennement aidés et non aidés ; qualité de l'habitat ; dossier des mallogés ; réservation obligatoire d'une certaine proportion d'H.L.M. neuves ou devenues vacantes au profit des prioritaires ; refonte du système d'attribution ; logement des personnes âgées ; « foyers soleil » ; problème du logement des handicapés* (p. 5314) ; *résorption de l'habitat insalubre ; réhabilitation de l'habitat ancien qui peut être sauvé ; Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat ; problème des rapports entre certains propriétaires et leurs locataires et des charges locatives ; choix du Gouvernement de la voie des engagements réciproques et du dialogue ; relations entre producteurs et utilisateurs de logements ; mesures de sauvegarde protégeant l'acquéreur ; moralisation de la publicité immobilière et campagne de prévention ; étude d'un système consistant à mettre chaque année à la disposition des régions un crédit de points qui, sans affectation préalable systématique au plan de l'administration centrale, permettrait au préfet de région de proposer à celle-ci d'adapter les versements d'aides aux besoins spécifiques des départements dont il a la charge* (p. 5315) ; *modernisation de l'appareil de production ; offices publics d'aménagement et de construction ; personnel des offices d'H.L.M. ; assistantes appelées à jouer un rôle de conseil de famille auprès des mauvais payeurs ; combat des prix et de la qualité ; poursuite de la politique des modèles ; textes d'application des lois ; accélération des procédures* (p. 5316) ; *renforcement des effectifs des sections d'urbanisme opérationnel et de construction au sein des directions départementales et de l'équipement ; mutation du logement à l'habitat* (p. 5317) ; *ses observations à M. Denvers sur les financements, les loyers, l'effort accompli pour l'ensemble du secteur H.L.M., à M. Fajon sur le problème des charges locatives, le programme commun de la prétendue gauche prétendument unie, à M. Ansquer sur les grandes opérations du logement en secteur rural, les études pour mettre sur pied, avec l'aide du Crédit agricole, un système de relais, les maisons mobiles, à M. Grussenmeyer sur la longueur des délais d'instruction des dossiers de demande de permis de construire, les prêts bonifiés du Crédit agricole, à M. Carter sur la publicité de certaines servitudes administratives, la vente d'H.L.M.* (p. 5333) ; *à M. Chauvet sur le problème des coopératives et la prorogation de ces sociétés au-delà du 31 décembre 1972, à M. Bertrand Denis sur les P.A.C.T., à MM. Bertrand Denis et de Gastines sur la clé de répartition entre les régions et particulièrement dans les pays de la Loire, à M. Boyer sur les annexes de maisons individuelles, l'intervention de l'A.N.A.H. (agence nationale pour l'amélioration de l'habitat) en secteur rural, à M. Barrot sur les primes sans prêt, à M. Sallenave sur la contribution foncière* (p. 5334) ; Titre VI : *Ses observations aux amendements de MM. Richard et Royer réduisant les crédits de ce titre ; annonce d'un amendement du Gouvernement pour rétablir le nombre des primes avec prêt immédiat au niveau de l'an dernier ; accepte le principe de la transformation de 10.000 I.L.N. en 4.000 P.S.I. et en 6.000 H.L.M. en accession à la propriété ; ne partage pas l'opinion de M. Royer quant aux P.L.R. et aux P.S.R. ; sa préférence pour l'aide à la personne ; engagement d'affecter 3.000 P.L.R. à des opérations de rénovation urbaine : demande le retrait des deux amendements* (p. 5336) ; *ses observations à M. Denvers sur sa mise au point en ce qui concerne le secteur locatif et le secteur en accession à la propriété ; butoir de 3,25 pièces dans les P.R.L. et les P.S.R.* (p. 5337) ; *en réponse à M. Denvers : affirme la possibilité d'emprunter auprès des sociétés de crédit agricole et des sociétés de crédit mutuel en bénéficiant de bonifications d'intérêt à condition que les taux soient identiques* (p. 5337) ;

— du projet de loi relatif aux infractions concernant les bateaux, engins et établissements flottants circulant ou stationnant sur les eaux intérieures : application des règles de sécurité ; distinction entre les délits et les contraventions [7 décembre 1972] (p. 5975) ; *Ses observations sur les amendements de M. Tisserand* (p. 5976 à 5978).

Répond à la question d'actualité de M. Olivier Giscard d'Estaing relative à l'accession à la propriété des locataires d'H.L.M. [15 décembre 1972] (p. 6260, 6261).

Répond à la question d'actualité de M. Ruais relative aux conséquences de la décentralisation des travailleurs parisiens [15 décembre 1972] (p. 6261, 6262).

Répond à la question d'actualité de M. Cermolacce relative aux dockers de Marseille [15 décembre 1972] (p. 6261).

BORD (André)
Député du Bas-Rhin
(2e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE D'ÉTAT A L'INTÉRIEUR
du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969.

SECRÉTAIRE D'ÉTAT
AUPRÈS DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR
du 22 juin 1969 au 5 juillet 1972.

MINISTRE DES ANCIENS COMBATTANTS
du 6 juillet 1972 au 28 mars 1973.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates de la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la Production et des Echanges [13 juillet 1968] (p. 2212).

Est nommé Secrétaire d'État à l'Intérieur (Gouvernement de M. Couve de Murville), décret du 12 juillet 1968 [*J.O.* du 13 juillet 1968] (p. 6659).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 12 août 1968, de son mandat de député [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7918), [24 septembre 1968] (p. 2848).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'État à l'Intérieur (Gouvernement de M. Couve de Murville), décret du 20 juin 1969 [*J.O.* du 21 juin 1969] (p. 6288).

Est nommé Secrétaire d'État auprès du Ministre de l'Intérieur (Gouvernement de M. Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'État auprès du Ministre de l'Intérieur (Gouvernement de M. Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Est nommé Ministre des Anciens combattants (Gouvernement de M. Messmer), décret du 6 juillet 1972 [*J.O.* du 7 juillet 1972] (p. 7059).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre des Anciens combattants (Gouvernement de M. Messmer), décret du 28 mars 1973 [*J.O.* du 29 mars 1973] (p. 3452).

Interventions :

En qualité de Secrétaire d'Etat à l'Intérieur :

Répond à la question orale sans débat de M. Peretti relative aux pouvoirs des maires en matière de police municipale [30 octobre 1968] (p. 3723, 3724).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code électoral : *Établissement des listes électorales ; conséquences de la fraude ; introduction de machines à voter dans les communes de plus de 30.000 habitants ; dépôt des candidatures obligatoire pour les élections cantonales ; ses observations sur la destination à donner aux listes d'émargement ; extension de la période de revision des listes électorales ; vote par correspondance* [21 novembre 1968] (p. 4779, 4780) ; Après l'Art. 2 : *Revision des listes électorales ; participation des jeunes ayant 21 ans au scrutin* (p. 4780, 4781) ; *institution d'une commission administrative par bureau de vote* (p. 4781) ; Art. 3 : *Modernisation des urnes dans les communes de plus de 30.000 habitants* (p. 4782) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (modification de l'article L 63 du Code électoral ; urne électorale ; cas des bureaux de vote dotés d'une machine à voter)* (p. 4783) ; Art. 11 : *Transmission des listes d'émargement à la préfecture* (p. 4783) ; *documents ayant trait au vote par correspondance restant joints aux listes* (p. 4784) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de l'article L 68 : « les listes d'émargement de chaque bureau de vote et les documents qui leur sont réglementairement annexés sont joints... »* (p. 4785) ; Art. 13 : *Problème de l'extension du droit de vote par correspondance à certaines personnes* (p. 4786) ; Après l'Art. 17 : *Législation sur les inéligibilités et les incompatibilités relatives aux mandats locaux* (p. 4787, 4788) ; Après l'Art. 20 : *Ses observations sur l'amendement de M. Pidjot* (p. 4789, 4790) ; Art. 21 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « les dispositions des articles premier à 9, 11, 12, 16, 18 et 18 bis de la présente loi, ainsi que les articles du Code électoral auxquels ils se réfèrent, à l'exception de l'article L 112, sont applicables aux territoires d'outre-mer. Le décret en Conseil d'État déterminera en tant que de besoin les adaptations nécessaires »* (p. 4790) ; En deuxième lecture : *Problème de la possibilité d'abroger l'article L 331 du Code électoral qui prévoit que les*

dispositions de l'article L 29 ne sont pas applicables dans les départements de la Guadeloupe ; dépenses relatives à l'impression des cadres pour la formation des listes électorales [19 décembre 1968] (p. 5671) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à remplacer l'article L 68 par de nouvelles dispositions (listes d'émargement)* (p. 5674) ; Art. 21 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de cet article : « les dispositions des articles 2, 2 quater, 3 à 9, 12 et 16 de la présente loi »* (p. 5674) ;

— du projet de loi autorisant la codification des textes législatifs relatifs aux tribunaux administratifs : *Ses observations sur ce texte* [21 novembre 1968] (p. 4791) ; Art. unique : *Codification des textes relatifs au Conseil d'État* (p. 4791) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 11 : *Versements complémentaires de la taxe sur les salaires aux collectivités locales ; ses observations sur les forfaits ; Fonds national de péréquation de la taxe locale ; retrait de cet article* [3 décembre 1968] (p. 5025) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article : « l'article 22 de la loi de finances pour 1968 est complété par les dispositions suivantes »* (p. 5026).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Ansquer, Michel Durafour, Icart, L'Huillier et Philibert relatives à l'application de la taxe d'assainissement dans les communes : *Résultats obtenus après une année de mise en œuvre du décret instituant la redevance d'assainissement ; nécessité d'effectuer d'importantes dépenses d'investissement ; reconduction pour 1969 des dispositions provisoires adoptées pour 1968 ; regroupement de communes ; transformation indissibilité pour les habitants des grands ensempensable des structures municipales ; possibilité pour les habitants des grands ensembles de bénéficier d'un abattement du taux de la redevance ; problème des amortissements techniques ; modification de la date des relevés de consommation et du mode de recouvrement ; arrosage des jardins ; problème de l'aide aux personnes âgées ; objet essentiel des agences de bassins ; conditions dans lesquelles les redevances de bassins sont fixées* [6 décembre 1968] (p. 5181, 5182, 5183).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France, sans domicile ni résidence fixe : *Ses observations sur la loi de 1912 ; délivrance des titres de circulation ; substitution, au carnet anthropométrique, d'un carnet individuel de circulation ; problème de la commune de rattachement* [18 décembre 1968] (p. 5626, 5627) ; Art. 9 : *Fixation d'un pourcentage maximum pour le nombre des personnes sans domicile fixe rattachées à une commune* (p. 5628) ; Art. 14 : *Ses observations sur l'amendement de M. Riviérez* (p. 5629) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [19 décembre 1968] (p. 5703).

Répond à la question orale sans débat de M. Fanton relative à la profession du taxi [20 décembre 1968] (p. 5742, 5743).

Prend part à la discussion du projet de loi définissant les conditions d'exercice de la responsabilité civile des collectivités locales dans certaines sociétés anonymes d'économie mixte : *Problème de la représentation des collectivités locales au sein des conseils d'administration des sociétés d'économie mixte ; ses observations sur l'article 502 de la loi du 24 juillet 1966 ; responsabilité civile des administrateurs ; cas des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle* [8 mai 1969] (p. 1319, 1320) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [25 novembre 1969] (p. 4339).

En qualité de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Intérieur :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la rémunération du personnel communal : *Ses observations sur les paroles de M. Delachenal* [9 octobre 1969] (p. 2573) ; *revalorisation de la fonction communale ; tâches dévolues aux services communaux ; taux des rémunérations des employés municipaux ; valeur des éléments de la rémunération ; distinction entre le domaine législatif et le domaine réglementaire ; cas des agents titulaires à temps complet ; situation des agents permanents à temps non complet; fixation du seuil de trente heures de service par semaine ; règles de recrutement ; calcul de la rémunération des agents à temps non complet par référence aux échelles de traitement des agents à temps complet ; perfectionnement du personnel communal ; création de corps nationaux de personnels communaux ; reclassement des catégories C et D ; titularisation des auxiliaires ; personnel des offices d'H.L.M. ; régime de compensation du*

supplément familial de traitement entre les différentes communes ; maintien aux municipalités de leur pouvoir de création des emplois municipaux ; indemnités complémentaires de traitement ; allocation temporaire d'invalidité ; problèmes posés aux collectivités locales ; question des finances locales ; problème des transferts de charges (p. 2579 à 2581) ; Avant l'Art. 1er : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'amendement de M. Delachenal par les mots : « et ayant le caractère de complément de traitement »* (p. 2581) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Delachenal ; modalités de détermination des tableaux d'effectifs du personnel* (p. 2581) ; Après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (avancement d'échelon à l'ancienneté)* (p. 2582) ; *fixation pour chaque échelon d'un temps maximum ; nécessité de donner plus de souplesse aux avancements* (p. 2582) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 616 du Code de l'administration communale (cas des agents à temps non complet)* (p. 2582) ; *détermination de la catégorie des emplois à temps partiel ; parution du décret d'application prévu à l'article 616* (p. 2583) ; Art. additionnel : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article additionnel (droit pour les agents permanents atteints d'une invalidité résultant d'un accident de service ou d'une maladie professionnelle, de percevoir une allocation temporaire d'invalidité cumulable avec le traitement)* (p. 2583) ; *caractère obligatoire de l'allocation temporaire d'invalidité* (p. 2583) ; En deuxième lecture : *Établissement de la carrière communale ; rémunération des agents communaux, allocation temporaire d'invalidité des agents accidentés en service ; avancement d'échelon* [25 novembre 1969] (p. 4340) ; Art. 1er *bis : Ses observations sur le fait qu'un agent soit seul de son grade dans une commune* (p. 4341) ; Seconde délibération, Art. 1er *bis : Ses observations sur l'amendement de M. Delachenal* (p. 4342) ;

— des conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Menu et plusieurs de ses collègues tendant à proroger le délai prévu à l'article 3 de la loi du 19 octobre 1919 portant déclassement de l'enceinte de la place de Lille : *Problème d'aménagement et d'urbanisme de la ville de Lille ; inventaire des terrains militaires qui ne sont plus utilisés* [17 décembre 1969] (p. 5028) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Boscher et plusieurs de ses collègues tendant à faciliter la création d'agglomérations nouvelles : *Nécessité de favoriser un développement urbain cohérent ; lutte contre le gigantisme des grandes cités ; réforme des institutions communales ; création d'établissements publics d'aménagement à Evry, à Cergy-Pontoise et à Lille-Est ; élection des représentants de la population au conseil de l'ensemble urbain ; problème de la détermination des critères ; régime financier et fiscal de la zone* [18 décembre 1969] (p. 5043 à 5045) ; Art. 1er : *Limite de la zone d'implantation de l'agglomération nouvelle* (p. 5045) ; Après l'Art. 4 : *Impossibilité de prévoir quel sera le nombre des électeurs sur le territoire de l'ensemble urbain au moment où celui-ci sera créé* (p. 5046) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5047) ; *modalités de l'aide de l'État aux personnes morales de droit public apelées à diriger les opérations de construction et d'aménagement des villes nouvelles* (p. 5147, 5148) ; Art. 15 : *Constitution de Commissions consultatives extra-communales* (p. 5048) ; *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante : « les membres ainsi nommés qui font partie d'un conseil municipal peuvent conserver ce mandat »* (p. 5048) ; *ses observations sur le conseil de l'ensemble urbain* (p. 5048) ; *critères du nombre de logements pour déterminer la date à laquelle il sera procédé à l'élection de trois membres du conseil de l'ensemble urbain* (p. 5049) ; Art. 17 : *Transformation de l'ensemble urbain en commune* (p. 5049) ; Art. 18 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa* (p. 5049) ; *règles de financement* (p. 5049) ; Avant l'Art. 19 : *Son amendement tendant à insérer le titre suivant : « Titre IV. — Dispositions diverses » et en conséquence à supprimer cet intitulé avant l'article 20 »* (p. 5049) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (dotation en capital)* (p. 5050) ; *problème du remboursement éventuel à l'État de tout ou partie de la dotation* (p. 5050) ; *problème de la garantie* (p. 5050) ; Art. 20 : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Boulloche, après les mots : « des décrets*

en Conseil d'État fixeront » à insérer les mots : « en tant que de besoin » (p. 5051) ; en deuxième lecture : *Nomination par décret de certains membres du conseil de l'ensemble urbain pris parmi des élus locaux* [25 juin 1970] (p. 3106) ; Art. 1er A, Art. 1er, Après l'Art. 1er, Art. 2 *ter*, Art. 2 *ter* IV, Art. 5 *bis* VII, VIII, IX, X : *Ses observations sur tes amendements déposés par M. Zimmermann* (p. 3106, 3107) ; Art. 10 : *Rôle du comité de gestion et du fonds d'action locale* (p. 3110) ; Art. 19 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, à substituer aux mots « dans la loi de finances » les mots « dans un document annexé à la loi de finances »* (p. 3112) ; *Ses observations sur l'article 32 de l'ordonnance organique du 2 janvier 1959* (p. 3112) ; en troisième lecture : *Ses observations sur ce texte* [30 juin 1970] (p. 3341) ;

— du projet de loi modifiant l'article 14 de la loi n° 69-3 du 3 janvier 1959 relative à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe : *Ses observations sur ce texte* [18 décembre 1969] (p. 5052) ; Art. additionnel : *Libéralisation du statut des non-sédentaires* (p. 5052).

Répond à la question d'actualité de M. Chandernagor relative à la réforme des finances locales [10 avril 1970] (p. 945, 946).

Répond à la question d'actualité de M. Morellon relative à la catastrophe du Plateau d'Assy [29 avril 1970] (p. 1376).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à certains personnels du service du déminage du Ministère de l'Intérieur : *Contexte général de cette réforme ; importance des tâches du déminage ; dévouement de ces hommes ; ses observations sur la cérémonie qui se déroulera au monument du Ballon d'Alsace dédié aux démineurs depuis la Libération* [5 mai 1970] (p. 1512) ; Art. 1er et 3 : *Ses observations sur les amendements déposés à ces articles* (p. 1512, 1513) ;

— du projet de loi relatif à la mise en fourrière et à la destruction de certains véhicules automobiles : *Indiscipline de certains conducteurs ; problème de stationnement urbain ; abandon définitif de certains véhicules au bord des routes ou des rues ; délai de stationnement régulier d'un véhicule à un même endroit ; possibilité, pour certains personnels de police et de gendarmerie, d'ouvrir les véhicules ; retrait de fourrière des véhicules en mauvais état étant subordonné à la réparation préalable ; vente des véhicules ; leur destruction* [21 mai 1970] (p. 1842, 1843) ; Art. 1er : *Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Gerbet, après le mot : « paysages » à insérer le mot : « classés »* (p. 1844) ; *son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Gerbet, à substituer au mot « 15 » le mot : « 7 »* (p. 1845) ; Art. L 25-1 du Code de la route : *Intervention d'un officier de police judiciaire lors de l'ouverture des portes d'une voiture automobile* (p. 1845) ; *sauvegarde des intérêts des tiers ; action en responsabilité tendant à la réparation des dommages de toute nature causés par un véhicule quelconque ; règles du droit commun des assurances* (p. 1846) ; Art. L 25-3 du Code de la route : *Transmission à l'administration des domaines ; problème de l'encombrement des fourrières* (p. 1847) ; *son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de M. Gerbet par la disposition suivante, « les véhicules visés au 4e alinéa de l'article L 25-3 sont, à l'expiration du délai de dix jours, livrés à la destruction »* (p. 1847) ; Art. L. 25-4 du Code de la route : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (remise au service des domaines, en vue de leur aliénation, des véhicules abandonnés dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article L 25-3)* (p. 1847) ; Art. L 25-6 du Code de la route : *Son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de M. Sabatier (responsabilité de l'autorité administrative qui fait transférer un véhicule défini à l'alinéa 4 de l'article L 25-3 dans un lieu non clôturé et non gardé)* (p. 1848) ; *responsabilité de l'administration en ce qui concerne les dommages occasionnés aux véhicules* (p. 1848) ; Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Gerbet* (p. 1849) ; en deuxième lecture : *Difficulté de la circulation et du stationnement dans les grandes villes ; objet du texte* [14 octobre 1970] (p. 4263) ; Art. L 25 du Code de la route : *Ses observations sur l'amendement de M. Gerbet* (p. 4263) ; Art. L 25-1 du Code de la route : *Action récursoire contre la collectivité publique ; étendue de la responsabilité des collectivités locales* (p. 4264, 4265) ; Art. L 25-6 du Code de la route : *Passation de contrats avec les garagistes* (p. 4266, 4267) ; en troisième lecture : *Problème de la désignation d'un expert en cas de contestation*

entre l'administration et le propriétaire d'un véhicule mis en fourrière [18 décembre 1970] (p. 6690).

Répond à la question d'actualité de M. Hinsberger relative aux inondations dans l'Est de la France [29 mai 1970] (p. 2148).

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant la communauté urbaine du Creusot-Montceau-les-Mines à recouvrer des impôts directs en 1970 : *Ses observations sur ce texte* [3 juin 1970] (p. 2191).

Répond à la question d'actualité de M. Virgile Barel relative à la lutte contre les incendies de forêts [9 octobre 1970] (p. 4227, 4228).

Répond à la question d'actualité de M. Aubert relative aux mesures à prendre contre les incendies de forêts [9 octobre 1970] (p. 4228).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République centrafricaine et du protocole signés à Bangui le 13 décembre 1969, complétés par un échange de lettres des 13 et 16 décembre 1969 : *Ses observations sur ce texte* [14 octobre 1970] (p. 4267) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention additionnelle à la Convention du 6 janvier 1909 relative à l'extradition entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, signée à Paris le 12 février 1970 : *Ses observations sur ce texte* [14 octobre 1970] (p. 4268).

Ses félicitations adressées au président Boscary-Monsservin lors de la proclamation de la nomination des représentants de la France au Parlement européen [14 octobre 1970] (p. 4269).

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant l'adhésion de la France au Protocole relatif au statut des réfugiés, signé à New York le 31 janvier 1967 par le président de l'Assemblée générale et par le Secrétaire des Nations unies : *action humanitaire et sociale de la France au sein du comité exécutif du haut-commissariat pour les réfugiés* [14 octobre 1970] (p. 4269).

Répond à la question d'actualité de M. Stehlin relative aux moyens prévus pour éviter une nouvelle « marée noire » [30 octobre 1970] (p. 4975).

Répond à la question d'actualité de M. Odru relative à la sécurité des chauffeurs de taxi [27 novembre 1970] (p. 6019, 6020).

Répond à la question orale avec débat de M. Poncelet relative au financement des budgets locaux : *La modernisation des finances locales ; les effets favorables de la réforme réalisée par la loi du 6 janvier 1966 pour les collectivités locales ; la répartition entre les collectivités en fonction des impôts sur les ménages ; la présentation du rapport sur le financement des budgets locaux par le versement représentatif de la part locale de la taxe sur les salaires ; les travaux de la commission d'étude de la patente* [23 avril 1971] (p. 1425, 1426) ; *l'étude de l'ensemble des questions touchant aux recettes de la fiscalité locale à l'occasion de la discussion du VI^e^ Plan ; la définition des responsabilités des collectivités locales et des responsabilités de l'Etat ; les possibilités de prêts aux collectivités locales par la Caisse des dépôts et consignations et par la caisse des équipements des collectivités locales ; la progression continue du centime additionnel et l'augmentation des fiscalités due à la volonté de transformation rapide des communes ; le problème de la T.V.A. et des communes ; la position des représentants du Ministèse de l'Intérieur au sein de la commission nationale des patentes* (p. 1429, 1430).

Répond à la question d'actualité de M. Godefroy relative à l'indemnisation des dommages provoqués par la « marée noire » [19 mai 1971] (p. 1974, 1975).

Prend part à la discussion :

— en troisième et dernière lecture, du projet de loi tendant à compléter les dispositions des articles 5 et 7 de la loi du 1^er^ juillet 1901 relative au contrat d'association : *Ses observations sur ce texte* [30 juin 1971] (p. 3583) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de Mme Troisier, relative au service extérieur des pompes funèbres et aux chambres funéraires : *principe des libertés locales ; transport des corps dans les premières heures qui suivent le décès* [17 décembre 1971] (p. 6903, 6904) ; Art. 1^er^ : *Ses observations sur l'amendement de M. Foyer* (p. 6907) ; Après l'Art. 1^er^ : *Ses observations sur l'amendement de M. Foyer* (p. 6908) ; Art. 6 : *Parution du décret d'administration publique* (p. 6909) ;

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal : *importance du rôle de secrétaire de mairie ;*

amélioration de la carrière et de la situation des personnels communaux [30 mai 1972] (p. 1999) ; *position du Sénat ; recrutement ; avancement du personnel ; déroulement des carrières ; publicité des emplois vacants ; création des cadres intercommunaux* (p. 2000) ; *rôle des commissions paritaires intercommunales* (p. 2001) ; *ses observations sur les paroles de M. Bustin* (p. 2005) ; *problèmes de carrières et de formation ; rémunération ; situation des emplois de catégorie B ; cas des adjoints techniques, des contremaîtres et de la maîtrise ouvrière ; indemnité kilométrique de déplacement ; problème de l'institution d'un monopole pour la formation ou l'organisation des concours de recrutement ; ses observations sur les secrétaires de mairie ; action de formation dans les départements d'outre-mer ; adaptation des concours aux fonctions futures* [31 mai 1972] (p. 2034, 2035) ; Art. 1er A : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2035) ; *création de cadres intercommunaux* (p. 2035) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à modifier l'intitulé du chapitre III du titre I du Livre IV du Code de l'administration communale* (p. 2035) ; Art. 500 du Code de l'administration communale : *Son amendement (rôle du maire dans la nomination aux emplois communaux)* (p. 2036) ; Art. 501 du Code : *Son amendement (conditions de recrutement pour l'accès à certains emplois)* (p. 2036) ; Art. 502 du Code : *Son amendement (rôle du décret)* (p. 2036) ; Art. 505 du Code : *Son amendement (caractère conditionnel de la nomination)* (p. 2037) ; Art. 506 du Code : *Son amendement tendant à faciliter la mobilité des agents et la continuité de leur carrière* (p. 2038) ; Art. 507 du Code : *Son amendement concernant le recrutement direct* (p 2038) ; *son sous-amendement à l'amendement précédent* (p. 2038) ; Art. 507-1 : *Son amendement (création d'une bourse de l'emploi)* (p. 2039) ; Art. 508 : *Son amendement relatif aux modes spéciaux de nomination* (p. 2039) , Avant l'Art. 2 : *Son amendement* (p. 2039) ; Art. 508-1 du Code : *Son amendement concernant la promotion sociale* (p. 2039) ; Art. 508-2 : *Son amendement tendant à compléter les listes d'aptitude au titre de la promotion sociale* (p. 2040) ; Art. 503 du Code : *Son amendement (organisation du recrutement et du déroulement de carrière des agents sur le plan intercommunal)* (p. 2043) ; Art. 503 *bis* du Code : *Son amendement (modalités du recrutement aux emplois de début de l'administration communale)* (p. 2044) ; *recrutement au titre de la promotion sociale* (p. 2044) ; Art. 504-1 du Code : *Son amendement (nomination à un emploi supérieur)* (p. 2045) ; *son sous-amendement à cet amendement* (p. 2045) ; *son amendement* (p. 2046) ; Art. 507 du Code : *Nomination directe à certains emplois* (p. 2047) ; *son sous-amendement à cet amendement* (p. 2047) ; Art. 507-1 du Code : *Son amendement (création d'une bourse de l'emploi)* (p. 2047) ; Art. 508-1 du Code : *Promotion sociale des agents* (p. 2048) ; Art. 508-2 du Code : *Son amendement (possibilité de compléter les listes d'aptitude au titre de la promotion sociale)* (p. 2048) ; Art. 508-3 du Code : *Son amendement* (p. 2048) : Art. 2 *bis*, 2 *ter* et 2 *quater* : *Ses amendements tendant à supprimer ces articles* (p. 2049) ; Avant l'Art. 3 : *Son amendement concernant l'intitulé de la section III : « formation des personnels communaux »* (p. 2049) ; Art. 3 : *Création du centre de formation des personnels communaux* (p. 2050) ; Art. 508-4 du Code : *Son amendement concernant la création de ce centre* (p. 2050) ; *rôle du centre* (p. 2053, 2054) ; Art. 508-5 du Code : *Son amendement (nature juridique du centre de formation)* (p. 2054) ; Art. 508-6 du Code : *Son amendement concernant l'administration du centre de formation des personnels communaux* (p. 2054) ; *composition du conseil d'administration* (p. 2055) ; Art. 508-7 du Code : *Son amendement relatif aux ressources du centre* (p. 2056) ; Art. 508-8 du Code : *Son amendement* (p. 2056) ; Art. 508-9 du Code : *Son amendement relatif à la nomination du directeur et du directeur adjoint du centre* (p. 2057) ; Art. 504 du Code : *Son amendement (recrutement et avancement sur le plan intercommunal)* (p. 2058) ; *son amendement* (p. 2059) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur la notion de cadre ; ses observations sur les concours de recrutement ; prérogatives des maires ; promotion sociale ; structure du conseil d'administration du centre de formation* [22 juin 1972] (p. 2754) ; Art. 1er *sexies* : *Ses observations sur les détachements au sein du personnel communal* (p. 2757) ; Art. 4 : *Son amendement relatif au conseil d'administration du centre de formation des personnels communaux* (p. 2760) ; *ses observations* (p. 2761) ; Art. 5 : *Charge financière résultant du fonctionnement du centre de formation* (p. 2762) ; Art. 7 *ter* : *Situation des agents travaillant dans les départements d'outre-mer* (p. 2762) ; en troisième lecture : *Déroulement de la carrière sur le plan intercommunal* [30 juin 1972]

(p. 3084, 3085) ; Art. 1er *sexies : Promotion de grade du personnel communal* (p. 3085) ; en quatrième et dernière lecture : *Carrière sur le plan intercommunal* [1er juillet 1972] (p. 3114).

Répond à la question orale sans débat de M. Delorme relative aux responsabilités des collectivités locales [2 juin 1972] (p. 2155, 2156).

Répond à la question orale sans débat de M. Nilès relative à la majorité électorale [9 juin 1972] (p. 2388, 2389).

Prend part à la discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi du 16 juillet 1971 sur les fusions et regroupements de communes : *Problème de la durée du délai d'examen des caractéristiques de chaque commune* [14 juin 1972] (p. 2445) ; résultats de la loi du 16 juillet 1971 ; *Modifications territoriales entraînées par les fusions ; situation en Gironde* (p. 2447) ; *modification des limites communales* (p. 2448).

En qualité de Ministre des Anciens combattants :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Progression du budget et des pensions ; valeur du point ; rapport constant ; mesures nouvelles en faveur de certaines catégories : parité des pensions des déportés politiques avec celle des déportés résistants ; revalorisation de la retraite du combattant ; son acceptation du retrait du mot « exceptionnelle » ; aménagement des conditions d'admission de la preuve médicale pour les droits à pension de certaines catégories d'anciens prisonniers de guerre ; allocation aux veuves des très grands invalides ; veuves des grands invalides ; majoration de l'allocation attribuée aux orphelins atteints d'une infirmité incurable ; admission au bénéfice de la sécurité sociale du régime social des victimes de guerre des ascendants âgés d'au moins 70 ans ; suppression de la condition d'âge de 10 ans pour que le décès de l'enfant par fait de guerre puisse ouvrir droit à pension d'ascendant ; soins gratuits ; Sécurité sociale des pensionnés de guerre ; action de l'Office national ; pupilles de la nation ; concertation avec les associations ; anciens d'Afrique du Nord ; levée des forclusions ; complexe d'isolement des anciens combattants ; actions de relations publiques* [2 novembre 1972] (p. 4546, 4547, 4558); *dialogue avec tous les intéressés ; ses réponses aux 46 orateurs sur les pensions des veuves, ascendants et orphelins, la retraite mutualiste, la situation des internés politiques au regard du droit à pension, les « personnes contraintes au travail en pays ennemi » ; les distinctions pour les anciens combattants de 1914-1918 ; le statut du réfractaire pour les Alsaciens et Mosellans, les affaires de Ballersdorf et de Kaisersberg, la reconnaissance du camp de l'île d'Elbe, la retraite professionnelle des anciens prisonniers, la diffusion d'une circulaire à tous les médecins-conseils sur les résultats des travaux de la commission de la pathologie de la captivité ; groupes de travail sur le rapport constant, la levée des forclusions et les anciens d'Afrique du Nord* (p. 4577, 4578, 4579); Etat B, Titre IV : *S'oppose à l'amendement de M. Gilbert Faure demandant la suppression des crédits du titre IV* (p. 4580) ; *ses observations aux amendements de réduction des crédits du titre IV de MM. Sabatier, Vertadier et Valenet ; suppression du mot « exceptionnelle »* (p. 4581).

Répond à la question d'actualité de M. Dassié relative aux anciens d'Afrique du Nord [24 novembre 1972] (p. 5651).

BORDAGE (Augustin)

Député des Deux-Sèvres
(3e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971 (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur [29 juin 1971] (p. 3527) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amélioration des pensions de vieillesse du régime général de Sécurité sociale et du régime des travailleurs salariés agricoles [17 décembre 1971] (p. 6942).

Est élu président de cette Commission [18 décembre 1971] (p. 6942).

Est nommé membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles [18 décembre 1971] (p. 6975).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341) VII. — Agriculture : enseignement agricole, n° **364** [15 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822), VII. — Agriculture : enseignement agricole, n° **836** [17 octobre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376), VII. — Agriculture : enseignement agricole, n° **1396** [14 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993), VII. — Agriculture : enseignement agricole, n° **2011** [8 octobre 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582), VI. — Agriculture : enseignement agricole, n° **2586** [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis : Enseignement agricole, secondaire et supérieur ; transformation des écoles en une université agronomique ; participation des élèves à la gestion des établissements ; création d'une association nationale des élèves de l'enseignement technique agricole ; brevet de technicien agricole ; élargissement des conditions d'accès dans les facultés ; implantation des sections d'éducation professionnelle agricole ; formation professionnelle complémentaire; crédits affectés à l'enseignement agricole ; implantation d'établissements du type 2e cycle et 3e cycle ; crédits pour la vulgarisation ; scolarisation des enfants d'agriculteurs des zones de rénovation rurale et des zones de montagne ; problème des bourses ; enseignement agricole privé ; ses observations sur les aides financières pour l'équipement ; rénovation de l'enseignement agricole* [15 novembre 1968] (p. 4470 à 4472) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.RM.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis : Originalité de l'enseignement agricole ; enseignement supérieur agricole ; problème des détachements de certains enseignants de l'éducation nationale ; institution de l'option D' du baccalauréat ; option « sciences agronomiques et techniques » ; enseignement technique agricole ; cycle court ; formule des sections d'éducation professionnelle ; existence de stages de formation ou de promotion pour adultes dans les centres de formation professionnelle ou de promotion sociale agricole ; démocratisation de l'enseignement* [18 novembre 1969] (p. 3901, 3902); *plan de scolarisation à long terme ; enseignement privé ; problème des bourses* (p. 3902, 3903) ; *implantation des établissements d'enseignement ; création de postes* (p. 3903) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.M.A ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis : Enseignement agricole ; réduction des moyens mis à la disposition du ministère de l'agriculture* [6 novembre 1970] (p. 5263) ; *Fonds d'action conjoncturelle* (p. 5264) ; *rôle des établissements d'enseignement agricole ; coût de revient de l'enseignement ; aide apportée à l'enseignement privé; problème des bourses* (p. 5264) ; *transports scolaires ; ses observations sur le fait que certaines régions sont dépourvues de moyens de scolarisation de caractère agricole ; enseignement agricole ; carte scolaire ; nécessité d'envisager la mise en place progressive de nouvelles structures scolaires* (p. 5265) ;

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel ; Art. 16 : *Problème des diplômes de l'enseignement agricole* [8 juin 1971] (p. 2498) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis : Budget de l'enseignement agricole* [15 novembre 1971] (p. 5699) ; *éventualité d'un transfert aux C.E.S. des classes de 4e et de 3e du cycle long ; transformation en classes préprofessionnelles des 4e et 3e du cycle court ; carte scolaire agricole ; taux d'utilisation des établissements publics ; enseignement supérieur ; ramassage scolaire ; aides financières consenties par l'Etat aux établissements d'enseignement agricole privés reconnus* (p. 5700, 5701) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis* pour l'enseignement agricole : *Modicité et médiocrité du budget de l'enseignement agricole ; coût moyen par élève dans l'enseignement agricole ; rattachement de l'enseignement agricole à l'éducation nationale ; adaptation de la pédagogie ; carte scolaire ; situation de l'enseignement agricole privé reconnu ; régime des bourses moins libéral qu'à l'éducation nationale* [14 novembre 1972] (p. 5125) ; *pédagogie adaptée pour une formation réelle et une reconversion ultérieure ; maisons familiales rurales* (p. 5126).

BOROCCO (Edmond)

Député du Haut-Rhin
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des Affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [16 octobre 1968] (p. 3338), [14 octobre 1970] (p. 4271).

Est nommé représentant à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [5 octobre 1972] (p. 3945).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 626) autorisant l'approbation de l'accord franco-suisse concernant la station d'épuration des eaux usées des régions de Bâle et de Saint-Louis-Huningue, **n° 806** [2 octobre 1969].

Sa proposition de loi relative au statut des vins d'Alsace, **n° 934** [3 décembre 1969].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 29 du règlement, et présenté à la Commission des affaires étrangères, sur l'activité de la délégation française au Parlement européen, **n° 1537** [11 décembre 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1681) autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Finlande tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Helsinki, le 11 septembre 1970, **n° 1982** [2 octobre 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant l'approbation des amendements à la Convention pour l'établissement d'une organisation européenne pour la recherche nucléaire (C.E.R.N.), signée à Paris, le 1er juillet 1953, et au protocole financier annexé à cette Convention, en qualité de *Rapporteur suppléant : Buts de l'organisation ; réactions suscitées par le projet de construction du nouvet accélérateur ; refus de la Grande-Bretagne de participer au financement du projet ; position française ; participation de la France à la réalisation du deuxième C.E.R.N.* [21 octobre 1969] (p. 2789, 2790) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord franco-suisse concernant la station d'épuration des eaux usées des régions de Bâle et de Saint-Louis-Huningue, en qualité de *Rapporteur : Problèmes de pollution ; cas de la région de Bâle ; conditions de la construction ; charges représentées par l'achat des terrains ; établissement des servitudes ; choix de l'entreprise chargée de la construction ; régime fiscal ; gestion administrative de la station ; problème du contrôle ; intérêt du projet ; effort européen pour lutter contre la pollution des eaux douces* [21 octobre 1969] (p. 2791, 2792) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGE-

MENT : *Problèmes du massif vosgien ; fermeture des industries traditionnelles alsaciennes ; ses observations sur le tourisme ; rôle des stations de ski vosgiennes ; encouragement des gîtes ruraux dans les Vosges ; problème des communications ; ses observations sur les cols de la Schlucht et de Sainte-Marie-aux-Mines ; tunnel ferroviaire de Lunéville-Saint-Dié à Sainte-Marie-aux-Mines - Colmar* [13 novembre 1969] (p. 3678, 3679) ;

— du projet de loi relatif à la mise à parité des pensions des déportés politiques et des déportés résistants : *Commémoration du 25e anniversaire de la libération des camps d'extermination ; ses observations sur le sinistre camp de Struthof-Natzweiller ; politique des autorités nazies ; ses observations sur l'assemblée générale des déportés de Colmar ; question de savoir s'il ne serait pas possible d'accorder aux déportés Alsaciens et Lorrains la retraite anticipée comme aux autres déportés* [2 juin 1970] (p. 2180, 2181) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT — CRÉDITS CONCERNANT L'ÉQUIPEMENT : *Importance des infrastructures routières ; problèmes de la moyenne Alsace ; aménagement de la route nationale n° 415 ; axe transversal Est-Ouest ; franchissement de la barrière vosgienne ; ses observations sur les modèles choisis pour les H.L.M. destinées aux travailleurs* [4 novembre 1970] (p. 5095) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Problème des provinces frontalières ; liaison mer du Nord-Méditerranée ; transformation du tunnel ferroviaire de Sainte-Marie-aux-Mines ; capital touristique des Vosges* [17 juin 1971] (p. 3071, 3072) ;

— du projet de loi relatif à la commercialisation des vins à appellation d'origine contrôlée : *Mise en bouteilles dans l'aire de production ; ses observations sur le règlement communautaire ; pratique de la chaptalisation* [29 juin 1972] (p. 2997, 2998).

BOSCARY-MONSSERVIN (Roland)

Député de l'Aveyron
(1re circonscription)
R.I.

VICE-PRÉSIDENT
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu Vice-Président de l'Assemblée Nationale [2 octobre 1969] (p. 2432), [2 avril 1970] (p. 746), [2 avril 1971] (p. 832, 834).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851) ;

— membre de la Commission des affaires étrangères [2 avril 1970] (p. 750 [2 avril 1971] (p. 837).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [16 octobre 1968] (p. 3388), [14 octobre 1970] (p. 4271).

Est nommé membre du Fonds national des abattoirs [17 octobre 1968] (p. 3387).

En qualité de Vice-Président préside :

La séance du 17 octobre 1969 (p. 2741) ; la séance du 21 octobre 1969 (p. 2772) ; la deuxième séance du 28 octobre 1969 (p. 2975) ; la deuxième séance du 3 novembre 1969 (p. 3249) ; la première partie de la quatrième séance du 7 novembre 1969 (p. 3548) ; la première séance du 17 novembre 1969 (p. 3827) ; la séance du 27 novembre 1969 (p. 4396) ; la séance du 28 novembre 1969 (p. 4443) ; la première séance du 3 décembre 1969 (p. 4540) ; la séance du 19 décembre 1969 (p. 5094) ; la séance du 8 avril 1970 (p. 848) ; la deuxième séance du 15 avril 1970 (p. 1067) ; la troisième séance du 29 avril 1970 (p. 1400) ; la deuxième séance du 4 juin 1970 (p. 2257) ; la deuxième séance du 10 juin 1970 (p. 2439) ; la première séance du 17 juin 1970 (p. 2737) ; la deuxième séance du 17 juin 1970 (p. 2753) ; la deuxième séance du 23 juin 1970 (p. 2928) ; la première séance du 26 juin 1970 (p. 3155) ; la deuxième séance du 26 juin 1970 (p. 3173) ; la troisième séance du 26 juin 1970 (p. 3181) ; la séance du 14 octobre 1970 (p. 4258) ; la première séance du 22 octobre 1970 (p. 4512) ; la troisième séance du 22 octobre 1970 (p. 4565) ; la première séance du 27 octobre 1970 (p. 4747) ; la première séance du 28 octobre 1970 (p. 4811) ; la première séance du 29 octobre 1970 (p. 4891) ; la deuxième séance du 29 octobre 1970 (p. 4913) ; la séance du 18 novembre 1970 (p. 5748) ; la deuxième séance du 25 novembre 1970 (p. 5913) ; la séance du 27 novembre 1970 (p.

6018) ; la première séance du 10 décembre 1970 (p. 6388) ; la séance du 15 avril 1971 (p. 1112) ; la séance du 29 avril 1971 (p. 1545) ; la séance du 5 mai 1971 (p. 1646) ; la séance du 26 mai 1971 (p. 2094) ; la deuxième séance du 1er juin 1971 (p. 2257) ; la séance du 2 juin 1971 (p. 2282) ; la deuxième séance du 16 juin 1971 (p. 2975) ; la deuxième séance du 21 juin 1971 (p. 3174) ; la troisième séance du 22 juin 1971 (p. 3248) ; la première séance du 30 juin 1971 (p. 3542).

Interventions :

En qualité de député :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Problèmes agricoles ; politique agricole commune ; ses conséquences ; organisation des marchés ; détermination des prix ; harmonisation des structures politiques commerciales communes intracommunautaires ; problème de l'harmonisation en matière de transports, de fiscalité et de charges sociales ; importance de la régionalisation ; question de la mise en place d'organismes paritaires qui s'efforceraient de déterminer les réalisations possibles ; obtenir de nos partenaires que les prix pour l'année 1969 soient fixés en mars 1969 ; accords de Grenelle ; F.O.R.M.A. ; ses observations sur la T.V.A. ; définir pour l'avenir le régime des compensations en matière de T.V.A. sur le plan de la production animale ; problème du calcul des bénéfices agricoles ; calcul des forfaits pour les bénéfices agricoles ; ses observations sur les patentes ; problème de la taxe complémentaire ; prix indicatif du lait ; rapport Vedel ; problème de l'électrification et de l'adduction d'eau ; taxe supplémentaire d'un centime en vue d'instituer un fonds complémentaire d'adduction d'eau ; problèmes d'enseignement, de bourses et de transports scolaires* [18 juillet 1968] (p. 2322 à 2324) ;

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 20 : *Liberté pour les universités de répartir les crédits destinés au fonctionnement et aux investissements* [10 octobre 1968] (p. 3218) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 13 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe III de cet article après les mots : « elles sont affectées » à insérer les mots : « par département »* [24 octobre 1968] (p. 3539) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, INDUSTRIE : *Mission du Ministère de l'Industrie* [5 novembre 1968] (p. 3938) ; Après l'Art. 67 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (dépenses occasionnées par le contrôle des établissements industriels et commerciaux classés comme dangereux, insalubres ou incommodes)* (p. 3939) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3940) ; *modulation des taux de la taxe* (p. 3942) ; *son sous-amendement tendant à modifier l'amendement de M. Poncelet ; « un décret aménagera les taux des redevances fixées par l'article 87 de la loi de finances pour 1968 en tenant compte de l'importance des entreprises tout en maintenant au même montant les recettes prévues au budget pour 1969 »* (p. 3942) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur la déclaration de la Communauté économique européenne ; solde du commerce extérieur ; ses observations sur les produits animaux, la viande bovine, la viande porcine, la viande de volaille ; démystification de la notion d'excédents ; sa question de savoir si le potentiel agricole doit céder le pas au potentiel industriel ; fonds européen d'orientation et de garantie du marché agricole ; niveau des prix agricoles ; politique agricole commune ; question des structures ; notion de plein emploi ; maintien de l'activité de la région ; indemnité viagère de départ ; organisation du marché ; son opposition aux notions de quantum et de quota ; organisation de la profession ; subvention sur les huiles ; problème des corps gras ; organisation des cours et des marchés mondiaux* [15 novembre 1968] (p. 4473 à 4475).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative à l'indemnité viagère de départ [7 mai 1969] (p. 1298, 1299, 1300).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Ses observations sur l'Europe ; le Parlement européen devra contrôler les ressources propres de la Communauté ; pouvoirs politiques du Parlement européen ; élargissement de l'Europe ; harmonisation monétaire ; achèvement de la politique agricole commune ; groupes de pression à l'échelon européen ; conditions de la réalisation de l'Europe ; importance de la conférence de La Haye* [4 novembre 1969] (p. 3303, 3304) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969 : *Constructions scolaires ; ap-*

plication des dispositions de l'article 51 de la loi de finances rectificative de décembre 1964 aux établissements privés d'enseignement général [9 décembre 1969] (p. 4715) ; Art. 10 : *Problème des déboisements excessifs ; taxe par hectare de superficie défrichée ; objet des programmes d'aménagement* (p. 4744) ; *son sous-amendement tendant après le septième alinéa du paragraphe V de l'amendement du Gouvernement à insérer un nouvel alinéa (défrichement permettant la remise en valeur de terrains sur lesquels sont implantés des taillis ou des friches recouvertes d'arbustes)* (p. 4747) ; *ses observations sur son amendement ; opérations de restructuration* (p. 4747) ; *retrait de son amendement* (p. 4748) ; *exemption de la taxe ; date d'application de la loi* (p. 4748).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative aux problèmes agricoles [17 avril 1970] (p. 1150) : *Priorité à donner au problème de l'élevage ; industrialisation de l'agriculture par l'élevage (recherche, production, débouchés) ; nécessité d'encourager les naisseurs* (p. 1151, 1152).

En qualité de Vice-Président :

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Lebas [10 juin 1970] (p. 2457).

Ses observations sur l'absence de Secrétaire [10 juin 1970] (p. 2457).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Cazenave (p. 2459) et sur celui de M. de la Malène (p. 2464).

Ses observations sur le rôle du Président (p. 2464).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Godefroy [26 juin 1970] (p. 3165).

En qualité de député :

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la protection de la nature, en qualité de suppléant de M. Bertrand Denis : *Infinie variété de pollutions ; pollution des routes et de leur environnement ; nécessité d'une campagne d'information* [16 octobre 1970] (p. 4380).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative à la politique agricole commune [16 octobre 1970] (p. 4385) : *Notion de préférence communautaire ; exemple du transport de maïs de Madagascar vers l'île de la Réunion ; organisation des marchés mondiaux* (p. 4386).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au détournement du trafic de la viande de mouton [2 décembre 1970] (p. 6073).

En qualité de Vice-Président :

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Dassié [15 avril 1971] (p. 1113).

Ses observations sur la mise au point faite par M. Ducoloné sur les votes de M. Barel et de M. Lamps [29 avril 1971] (p. 1546).

Ses observations lors de la discussion du projet de loi relatif aux fusions et regroupements de communes : *Possibilité pour un parlementaire de reprendre, dans son intégralité, un amendement retiré* [2 juin 1971] (p. 2291).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Dronne. — Application de l'Art. 61 du Règlement [21 juin 1971] (p. 3188).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Lebas [22 juin 1971] (p. 3274).

En qualité de député :

Prend part à la discussion sur le projet de loi modifiant la loi n° 59-1557 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés : *Son opposition à la question préalable ; besoin de diversité pour la France contemporaine ; conséquence de la laïcité des institutions républicaines ; liberté de l'enseignement* [27 avril 1971] (p. 1462) ; *ses observations sur le slogan : « A crédits publics, établissements publics » ; rôle de l'Etat ; orientation scolaire et professionnelle dans le cadre de l'enseignement libre* (p. 1463).

Est élu sénateur le 26 septembre 1971 [2 octobre 1971] (p. 4210).

Il est pris acte de la vacance de son siège de député [15 octobre 1971] (p. 4616).

BOSCHER (Michel)

Député de l'Essonne
(2e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu Vice-Président de cette Commission [16 juillet 1968] (p. 2251), [3 avril 1969] (p. 851), [6 avril 1971] (p. 923), [5 avril 1972] (p. 804).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à la revalorisation des assurances sociales, n° **140** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 381 du Code rural, relatif à des pénalités frappant le délit de braconnage, n° **141** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à faciliter la création d'agglomérations nouvelles, n° **142** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 159 du Code forestier afin d'assurer une meilleure protection des sites boisés, n° **330** [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 1466 du Code général des impôts relatif au paiement du droit proportionnel de la contribution des patentes, n° **777** [19 septembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 69 de la loi d'orientation foncière n° 67-1253 du 30 décembre 1967, afin de porter d'un an à deux ans le délai de paiement de la taxe locale d'équipement lorsque celle-ci est applicable à des immeubles individuels, n° **876** [12 novembre 1969.]

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 2006 du Code général des impôts relatif au secret professionnel auquel sont tenus certains agents de l'administration fiscale, n° **1223** [10 juin 1970].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la Commission des affaires étrangères à la suite d'une mission effectuée au Brésil, n° **1319** [25 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1621) autorisant la ratification de la Convention pour la création de l'Union latine, signée à Madrid, le 15 mai 1954, n° **1707** [6 mai 1971].

Sa proposition de loi tendant à donner aux adjudicataires, dans les ventes aux enchères publiques mobilières, un délai pour l'exercice du recours en garantie vis-à-vis de l'officier vendeur, n° **2614** [9 novembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968. Art. 12 : *Coût de l'extension d'adductions d'eau dans les zones urbaines, notamment dans les villes à expansion rapide* [19 juillet 1968] (p. 2351, 2352) ; *son amendement tendant à compléter cet article par la phrase : « toutefois les taux nouveaux ne sont pas applicables dans les communes ayant institué la taxe d'assainissement »* (p. 2352) ; *prix de l'eau distribuée ; charge de la taxe d'assainissement* (p. 2352) ; Etat A. — Education nationale : *Création de postes d'instituteurs* (p. 2370) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 16 : *Son amendement tendant, dans cet article, à substituer aux mots : « les trois quarts » les mots : « de la totalité »* [19 juillet 1968] (p. 2376) ; *ses observations sur les districts de la région parisienne ; répartition de l'impôt sur les salaires* (p. 2376) ; *nature juridique du district de la région parisienne* (p. 2377) ;

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Autonomie ; orientation ; participation ; ses observations sur les « franchises universitaires » ; colloque de Caen ; libertés politiques ; sauvegarde des institutions républicaines* [3 octobre 1968] (p. 3033, 3034) ; *ouvrir l'université sur le monde extérieur ; entrée des représentants non universitaires dans les conseils d'établissement ; rôle du président élu ; définition des programmes ; question de la rivalité entre établissements ; le problème des débouchés lié à celui de l'orientation ; ses observations sur ce qui s'est passé en seconde année du premier cycle d'anglais en Sorbonne* (p. 3034) ; *caractère du projet de loi ; ses observations sur l'enseignement secondaire et l'enseignement technique ; construction d'établissements universitaires ; nécessité de repenser le style de ces bâtiments* (p. 3034, 3035) ; Art. 3 : *Son amendement tendant au début du troisième alinéa de cet article, après le mot : « décrets » à insérer les mots : « pris après avis du conseil national de l'enseignement supérieur »* [8 octobre 1968] (p. 3113) ; *avis de ce conseil avant la promulgation des décrets fixant la liste des établissements publics d'enseignement supérieur* (p. 3113) ; Art. 4 : *Ses observations sur l'expression d'aire géographique ; autonomie des facultés ; possibilité*

pour les étudiants de choisir tel ou tel établissement suivant sa localisation géographique et la qualité des cours (p. 3115) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter le troisième alinéa de cet article par la phrase suivante : « les enseignants ainsi désignés devront comprendre parmi leur nombre une moitié de professeurs et de maîtres de conférences »* (p. 3119) ; *représentation des enseignants ; place des professeurs dans les conseils régionaux* (p. 3119) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à la fin de la première phrase du troisième alinéa de cet article à substituer aux mots : « et par des membres du personnel non enseignant » les mots : « des membres du personnel non enseignant et des personnalités représentatives des activités économiques, sociales ou culturelles de la région où est situé l'établissement »* [9 octobre 1968] (p. 3146) ; *rôle des personnes étrangères à l'université* (p. 3146) ; *procédure d'agrément des personnalités extérieures ; retrait de son amendement* (p. 3146); *son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa de cet article* (p. 3147) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la seconde phrase du deuxième alinéa de cet article (régularité et représentativité du scrutin ; organisation de la propagande électorale ; obligation de la participation au vote ; système de votation par correspondance ; sanctions)* (p. 3156) ; *ses observations sur son amendement ; notion de participation* (p. 3156) ; Art. 9 : *Organisation des élections* (p. 3158) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « les élections à tous les niveaux y compris dans les départements regroupés en unités d'enseignement et de recherche ont lieu selon les modalités définies ci-dessus »* (p. 3172) ; *ses observations sur son amendement ; retrait de son amendement* (p. 3172) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « les élections prévues au présent article sont acquises à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés »* (p. 3175) ; *élection du président et du directeur* (p. 3175) ; *cas où le candidat n'a pas la qualité de professeur de l'université en cause* (p. 3176) ; Après l'Art. 10 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « il subsiste, pour les affaires les concernant : un collège électoral de professeurs et maîtres de conférences, un collège électoral des maîtres-assistants et assistants ; les deux collèges réunis constituent le collège des enseignants »* (p. 3182) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3182) ; *retrait de son amendement* (p. 3182) ; Après l'Art. 13 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (compétence d'un conseil des sages présidé par un magistrat de l'ordre judiciaire ou administratif pour trancher les problèmes envers toute personne qui s'estimerait lésée par une décision des conseils)* (p. 3183) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3184) ; *retrait de son amendement* (p. 3184) ; Art. 22 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « les assistants doivent également avoir été inscrits sur une liste d'aptitude nationale. Ils sont choisis par un collège comprenant les professeurs et les maîtres-assistants »* [10 octobre 1968] (p. 3226) ; *statut des assistants ; retrait de son amendement* (p. 3226, 3227) ; Art. 24 : *Son amendement tendant après le troisième alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « les étudiants ne participent en aucun cas à la notation et aux délibérations du jury »* (p. 3231) ; *retrait de son amendement* (p. 3232) ; Art. 30 : *Son amendement tendant, dans la dernière phrase de cet article après les mots : « et la représentativité » à rédiger ainsi la fin de cet article : « seront réglées conformément aux dispositions prévues aux titres 2 et 3 de la présente loi »* (p. 3242) ; Art. 31 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa (paragraphe 2 de cet article) à supprimer les mots : « soit en assemblée unique à la majorité des deux tiers des membres composant l'assemblée, soit... »* (p. 3243) ; *retrait de son amendement* (p. 3243) ; Art. 35 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Barrot (validation d'organismes de fait)* (p. 3245) ; *ses observations sur son sous-amendement* (p. 3245) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 3245) ; *son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Barrot par le nouvel alinéa suivant : « toutefois, aucune nomination de personnel enseignant ne pourra avoir lieu en dérogation aux règles normales »* (p. 3245) ; *ses observations sur les nominations envisagées dans les facultés de la région parisienne ; retrait de son sous-amendement* (p. 3246) ;

— **du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier,** Art. 5 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (dépôt par le Gouverne-*

ment d'un projet de loi instituant au profit des départements et communes et de leurs groupements une ressource fiscale qui leur sera spécifiquement affectée en vue de se substituer au versement provenant du budget général prévu au présent article) [27 novembre 1968] (p. 4901) ; *ses observations sur la fiscalité locale ; autonomie des communes et des départements* (p. 4901) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole, Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement proposé par la Commission* [10 décembre 1968] (p. 5297) ; Art. additionnels : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par M. Cointat à remplacer le chiffre de « 100.000 francs » par le chiffre de « 300.000 francs »* (p. 5309) ; *application de la T.V.A. aux agriculteurs* (p. 5310) ; *problème de la détermination du revenu réel* (p. 5311) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Continuité de la politique étrangère ; son évolution ; ses observations sur l'Europe ; problème franco-allemand ; liens franco-britanniques ; problème de l'accès de la Grande-Bretagne au Marché commun ; ses observations sur l'U.R.S.S. ; problème tchèque ; alliance atlantique ; discours du président Kennedy en 1961 ; engagement de l'Amérique au Vietnam ; ses observations sur l'O.T.A.N. ; défense de l'Europe par l'Europe ; entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun* [4 novembre 1969] (p. 3310 à 3312) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Malaise au Commissariat de l'énergie atomique ; ses observations sur le personnel du Commissariat ; incertitude en ce qui concerne le programme atomique militaire ; développement de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire ; choix de filières ; choix entre la filière à l'uranium naturel et au graphite-gaz et les solutions canadiennes ou américaines ; exemple de l'Allemagne fédérale ; production d'isotopes ; reconversion du C.E.A. ; possibilité de regrouper les instituts de recherche de l'Etat en vue de créer un grand corps de chercheurs ; ses observations sur le C.N.E.S. ; définition d'une collaboration spatiale européenne avec l'Esro et l'Eldo* [6 novembre 1969] (p. 3440 et 3441) ; EDUCATION NATIONALE : *Situation de l'université ; cas des universités de la région parisienne ; rapport du doyen Zamansky ; absence d'autorité ; situation à Vincennes ; rappel de certains événements ; Vincennes n'étant qu'une « école de cadres » du parti communiste ; liste des agressions commises ; nécessité de faire respecter l'ordre ; ses observations sur les grandes écoles* [12 novembre 1969] (p. 3604 et 3605).

Pose à M. le Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire, une question orale sans débat relative à l'aménagement du bassin parisien [14 novembre 1969] (p. 3736, 3740 à 3742).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de loi et plusieurs de ses collègues tendant à faciliter la création d'agglomérations nouvelles : *Choix entre l'urbanisme volontaire et l'urbanisme planifié ; rôle des villes nouvelles ; ses observations sur les syndicats communautaires d'aménagement ; financement des équipements ; problème du différé d'amortissement ; individualisation des crédits* [18 décembre 1969] (p. 5040, 5041) ; Art. 1er : *Son amendement tendant au début de cet article, après les mots : « la création d'agglomérations nouvelles... » à insérer les mots : « à l'initiative de la puissance publique »* (p. 5045) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5045) ; *son amendement tendant à compléter ainsi le deuxième alinéa de cet article : « sauf demande formulée par le ou les conseils municipaux concernés, les zones agglomérées en sont exclues »* (p. 5045) ; *périmètre de l'agglomération nouvelle* (p. 5045) ; *retrait de son amendement* (p. 5045) ; Après l'Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Rocard* (p. 5046) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter la première phrase de cet article par les mots : « sans qu'aucun virement puisse être opéré entre les deux parties »* (p. 5047) ; *budget du syndicat communautaire d'aménagement* (p. 5047) ; Art. 15 : *Son amendement tendant après le deuxième alinéa de cet article à insérer l'alinéa suivant : « Des conseillers municipaux des communes à partir du territoire desquelles a été créé l'ensemble urbain peuvent être désignés au conseil de l'ensemble urbain sans pouvoir en assumer la présidence »* (p. 5048) ; *cumul de mandats* (p. 5048) ; Art. 19 : *Son sous-amendement tendant à compléter le premier alinéa de l'amendement du gouver-*

nement par la phrase suivante : « Cette dotation devra être proportionnée à l'importance et à la variété des investissements à réaliser au sein de l'agglomération nouvelle » (p. 5050) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5050) ; *son sous-amendement tendant à modifier l'amendement du gouvernement : « l'ensemble urbain et le syndicat communautaire d'aménagement sont habilités à recevoir la garantie de l'Etat pour les opérations engageant leur responsabilité vis-à-vis des établissements publics de crédit »* (p. 5050) ; *problème de la garantie* (p. 5050 et 5051) ; *retrait de ses sous-amendements* (p. 5051) ; Art. 10 : *Ses observations sur les attributions et répartitions du versement représentatif de la part locale de la taxe sur les salaires ; quote-part attribuée au syndicat communautaire au vu du calcul de ses principaux fictifs* [25 juin 1970] (p. 3110) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel alinéa : « ils sont habilités à recevoir la garantie de l'Etat pour les opérations engageant leur propre responsabilité vis-à-vis des établissements publics de crédit »* (p. 3112) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3112) ;

— du projet de loi portant réforme du régime des poudres et substances explosives : *Nécessité de la concurrence et de la compétitivité ; nécessité de sauvegarder le caractère de monopole lorsqu'il s'agit de productions servant directement à la défense nationale ; problème de la proportion du capital laissé à la disposition du secteur privé ; situation des établissements de recherche dépendant du service des études bactériologiques et chimiques ; centre d'études du Bouchet ; situation du personnel et de l'emploi ; établissement d'une convention collective nationale et de conventions d'établissements dans le cadre de la future société nationale et des établissements qui en dépendront ; problème des retraites ; politique du Gouvernement en matière d'intéressement dans le cadre de la société nationale ; problème du recrutement en personnel statutaire ; ses observations sur les indemnités et les possibilités de reconversion concernant les contractuels et les saisonniers ; cas des ouvriers sous statut exerçant leur activité dans un établissement non repris par la société nationale* [26 mai 1970] (p. 1934, 1935) ; Art. 5 : *Son sous-amendement tendant à rédiger ainsi le début du premier alinéa du paragraphe II de l'amendement de M. Debré : « Les ouvriers sous statut ainsi que les techniciens contractuels issus par promotion du cadre des ouvriers sous statut des établissements apportés à la société... »* (p. 1949) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 1949) ; *son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'amendement de M. Debré par de nouvelles dispositions (établissement d'une convention collective nationale entre la société nationale et les organisations syndicales représentatives)* (p. 1949) ; *ses observations sur cette convention collective* (p. 1949 et 1950) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 1950) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Finalité du Plan ; problème de l'environnement de l'homme vivant en société ; augmentation du taux de croissance des équipements collectifs ; problème des facultés contributives des collectivités locales dans le cadre de l'exécution du VI[e] Plan ; révision de la grille du taux des subventions ; fiscalité locale ; croissance des villes* [16 juin 1970] (p. 2701 à 2703).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au centre d'affaires de Massy (*étude de la compatibilité du projet de Massy avec la réalisation de la ville nouvelle d'Evry*) [16 octobre 1970] (p. 4371 et 4372).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1971, Art. 16 : *Versement au fonds d'action locale des sommes équivalentes au montant de la taxe sur les spectacles* [22 octobre 1970] (p. 4540) ; Deuxième partie : EQUIPEMENT ET LOGEMENT — CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT : Après l'Art. 60 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Les dispositions de l'article 13 de la loi du 23 décembre 1964, reconduites par la loi du 21 décembre 1967, demeurent applicables jusqu'au 31 décembre 1975 »* [5 novembre 1970] (p. 5176) ;

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales, Art. 17 : *Situation des communes qui sont le siège d'un C.E.S. ; association des communes au fonctionnement des établissements d'enseignement* [25 novembre 1970] (p. 5927) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Après l'Art. 26 : *Etatisation de la police de la ville d'Evry ; imbrication entre la commune d'Evry et celle de Courcouronnes* [9 décembre 1970] (p. 6311,

et 6312) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (cas des industries soumises à la patente et situées sur le territoire de deux ou plusieurs communes)* (p. 6343) ; *ses observations sur son amendement ; retrait de celui-ci* (p. 6343) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 60-790 du 2 août 1960 tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux ou à usage industriel dans la région parisienne : *Ses observations sur l'E.P.A.D. (Etablissement public pour l'aménagement de la Défense)* [8 avril 1971] (p. 1005) ; *problème de la localisation des entreprises industrielles près de l'habitat* (p. 1009) ; *sa motion de renvoi en Commission* (p. 1010) ; *problème de l'emploi ; schéma directeur de la région parisienne ; politique du logement ; problème des télécommunications ; problème des transports ; nécessité d'un programme annuel de 100.000 logements dans la région parisienne ; cas du département de l'Essonne* (p. 1010) ; *procédure d'agrément ; exemple de l'industrie d'une fabrique de pâtisserie dans une ville nouvelle* (p. 1011) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (rapport entre le nombre d'emplois existants et le chiffre de la population active)* (p. 1016) ; *nécessité d'assurer un équilibre entre les secteurs favorisés dans le domaine de l'emploi et ceux qui le sont moins ; notion de taux de référence entre l'habitat et l'emploi* (p. 1017) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention pour la création de l'Union latine signée à Madrid le 15 mai 1954, en qualité de *Rapporteur : Création de cette Union latine ; structure de cette organisation* [11 mai 1971] (p. 1785) ; *raisons de cette ratification ; coopération technique ; évolution des relations commerciales et industrielles au cours de ces dernières années* (p. 1786, 1787).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Ses observations sur les paroles de M. Odru* [9 juin 1971] (p. 2597).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, Art. 10 : *Son amendement tendant, dans la deuxième phrase du premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « de plein droit » le mot : « d'office »* [13 octobre 1971] (p. 4497) ; *son amendement tendant à compléter la deuxième phrase du premier alinéa de cet article (clercs d'avoués et secrétaires d'agréés remplissant les conditions d'accès à la profession d'avoué ou d'avocat)* (p. 4497) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4497) ; *retrait de son amendement* (p. 4498) ; Art. 33 : *Son amendement (rôle du fonds d'organisation de la nouvelle profession d'avocat)* [14 octobre 1971] (p. 4541) ; Art. 40 : *Problèmes posés au personnel des études d'avoués ; ses observations sur la caisse de retraite de ces personnels* (p. 4555) ; Art. 46 : *Son amendement (possibilité pour le personnel qui viendrait à être licencié du fait de l'application de la présente loi de bénéficier du fonds national de l'emploi)* (p. 4567) ; *situation des clercs* (p. 4567) ; Art. 50 : *Son amendement (accès à la nouvelle profession d'avocat)* (p. 4569) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4570) ; Art. 10 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement (exercice des attributions antérieurement dévolues au ministère d'avoué devant les tribunaux de grande instance de Nanterre, Créteil et Bobigny)* (p. 4576) ; *son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'amendement du Gouvernement par les mots : « et les agréés près le tribunal de commerce de Corbeil-Essonnes »* (p. 4576) ; *son sous-amendement tendant à compléter l'amendement du Gouvernement par les mots : « et les agréés près le tribunal de commerce de Pontoise »* (p. 4576 et 4577) ; En deuxième lecture, Art. 15 : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article après les mots : « soit en qualité de collaborateur » à insérer les mots : « salarié ou non »* [8 décembre 1971] (p. 6530) ; *incompatibilité entre le salariat et l'exercice d'une activité libérale* (p. 6531) ; Art. 23 *bis* : *Son amendement tendant après le mot : « l'informatique » à insérer les mots : « les conventions collectives relatives au personnel »* [9 décembre 1971] (p. 6560) ; *situation du personnel des études ; établissement de conventions collectives* (p. 6560 et 6561) ; Art. 40 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de cet article* (p. 6569) ; *situation des clercs* (p. 6569) ; Art. 50 : *Ses amendements concernant les clercs d'avoués* (p. 6574) ; *retrait de son premier amendement* (p. 6574) ; *situation du personnel des avoués des études près les cours d'appel* (p. 6574, 6575) ; *son amendement relatif aux clercs d'avoués près les cours d'appel* (p.

6576) ; *retrait de son amendement* (p. 6576) ; Art. 52 : *Son amendement tendant à compléter cet article* (p. 6577) ; *retrait de son amendement* (p. 6577) ; Art. 53 : *Son amendement concernant la caisse d'allocation vieillesse des officiers ministériels* (p. 6580) ; *retrait de son amendement* (p. 6581) ; *son amendement tendant à supprimer le quatorzième alinéa (9°) de cet article* (p. 6582) ; Art. 67 : *Son amendement relatif à l'exercice de la profession de conseil juridique* (p. 6591).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux temples d'Angkor [17 décembre 1971] (p. 6915, 6916).

Est entendu sur une mise au point au sujet de son vote lors du scrutin de confiance [26 mai 1972] (p. 1959).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal, Art. 508-2 du Code de l'administration communale : *Ses observations sur l'amendement de M. Delachenal* [31 mai 1972] (p. 2048) ; Art. 508-4 du Code : *Rôle de l'université dans la formation des personnels communaux* (p. 2053).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux villes nouvelles [2 juin 1972] (p. 2149).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi complétant et modifiant le Code de la nationalité française et relatif à certaines dispositions concernant la nationalité française, Art. 155-1 du Code : *Ses observations sur l'amendement de M. Mazeaud (cas des ressortissants des anciens établissements français de l'Inde)* [11 octobre 1972] (p. 4085) ; Art. 156 du Code : *Son sous-amendement de forme à l'amendement de M. Mazeaud* (p. 4085) ; Art. 157 du Code : *Son amendement fixant l'âge à partir duquel les personnes réintégrées peuvent souscrire la déclaration* (p. 4085) ; Art. 31 du projet de loi : *Abrogation du texte ; son amendement* (p. 4089) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, EQUIPEMENT ET URBANISME : *Problème des primes ; lenteurs dans le paiement de l'allocation de logement ; charges locatives (extension de l'article 38 de la loi du 1er septembre 1948 aux promoteurs et propriétaires) ; procédure de relogement dans la région parisienne ; qualité du logement ; plan d'occupation des sols ; charges des collectivités locales ; transports dans la banlieue parisienne* [17 novembre 1972] (p. 5390).

BOUCHACOURT (Jacques)

Député de la Nièvre
(2e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [7 octobre 1969] (p. 2510) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [16 décembre 1969] (p. 4984) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile [28 novembre 1972] (p. 5718) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [12 décembre 1972] (p. 6085) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière [24 juin 1971] (p. 3408).

Dépôts :

Son avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 260) sur l'aide à l'investissement, n° **267** [24 septembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 271) portant réforme de l'expertise douanière et modifiant certaines dispositions du Code des douanes, n° **429** [7 novembre 1968].

Sa proposition de loi tendant à compléter les dispositions de la loi n° 63-777 du 31 juillet 1963 relative à certaines modalités de la grève dans les services publics, n° **1422** [28 octobre 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du Code du travail et à assurer le plein exercice des libertés syndicales, n° **2258** [26 avril 1972].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale : *Problème de la compétitivité de l'économie française ; changements dans les sociétés nationalisées ; rôle de l'Etat ; libéralisation des échanges* [17 juillet 1968] (p. 2278).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur l'aide à l'investissement, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur les entreprises agricoles ; inconvénient de faire coïncider au 31 décembre 1969 la date limite prévue pour les commandes et pour les livraisons ; matériels ouvrant droit à déduction ; durée d'amortissement ; problème des machines nécessaires à l'industrie textile ; matériel de manutention ; matériels de travaux publics ; situation des différents secteurs industriels au regard de l'investissement* [25 septembre 1968] (p. 2878 et 2879) ; Art. 2 : *Son amendement (droit à la déduction étant ouvert aux entreprises à raison des matériels ayant fait l'objet d'une commande ferme entre le 1er juin 1968 et le 31 mai 1969 ; indication des matériels ouvrant droit à la déduction)* (p. 2895) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article : « la déduction prévue à l'article premier est accordée aux entreprises à raison des matériels ayant fait l'objet d'une commande ferme ou d'une livraison après le 31 mai 1968. Les commandes devront être passées au plus tard le 30 juin 1969 et les livraisons intervenir avant le 31 décembre 1969 »* (p. 2895) ; *cas des matériels spécialement nécessaires à la recherche et à la métrologie* (p. 2895) ; *retrait de son amendement* (p. 2897) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, INDUSTRIE : *Ses observations sur les industries du Val de Loire nivernais ; définition des moyens d'une politique industrielle réaliste ; possibilité de s'inspirer du « Trade Expansion Act » américain ; réalisation des reconversions ; nécessité d'assurer le plein et le meilleur emploi tant sur le plan régional que national ; amélioration des structures et des conditions de gestion des entreprises publiques ; rapport Nora ; application de l'article 117 du Traité de Rome qui prévoit l'égalisation dans le progrès des conditions de vie et de travail de la main-d'œuvre ; création d'un institut national d'investissement ; son abstention lors du vote* [5 novembre 1968] (p. 3329 et 3330) ;

— du projet de loi portant réforme de l'expertise douanière et modifiant diverses dispositions du Code des douanes, en qualité de *Rapporteur : Missions de la douane ; abolition des droits de douane et des restrictions quantitatives dans les relations intracommunautaires ; formalités et contrôles administratifs ; échanges avec les pays tiers ; réglementation applicable aux produits agricoles ; problème des fraudes ; absence d'une politique commerciale commune ; complexité des règlements communautaires ; tâches nouvelles de la douane ; procès-verbal de saisie ; caractère d'un différend relatif à la valeur en douane ; rôle de la commission de conciliation et d'expertise douanière* [20 novembre 1968] (p. 4756 et 4757) ; Art. 2 : *Ses observations sur les amendements de M. de Grailly* (p. 4760) ; *son amendement, tendant, dans le deuxième alinéa du 1° du texte proposé pour l'article 443 du Code des douanes, après les mots : « un magistrat » à insérer les mots : « du siège »* (p. 4760) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du 1° du texte proposé pour l'article 444 du Code des douanes, à substituer au mot : « professionnels » le mot : « qualifiés »* (p. 4761) ; *son amendement tendant au début du 3° du texte proposé pour l'article 444 du Code des douanes après les mots : « doivent être choisis » à substituer aux mots : « dans les » les mots : « dans la liste correspondant au »* (p. 4761) ; *son*

amendement tendant à la fin du 3° du texte proposé pour l'article 444 du Code des douanes après les mots : « peuvent être choisis » à substituer aux mots « dans les » les mots : « dans les listes correspondant aux » (p. 4761) ; *sou amendement tendant au début du 1° du texte proposé pour l'article 447 du Code des douanes à substituer au mot : « contestations » le mot : « constatations »* (p. 4761) ; *son amendement tendant à compléter la dernière phrase du 2° du texte proposé pour l'article 447 du Code des douanes par le membre de phrase suivant : « il doit le faire si le juge de renvoi l'ordonne »* (p. 4761) ; *son amendement tendant dans le 4° du texte proposé pour l'article 447 du Code des douanes après les mots : « la procédure » à insérer les mots : « d'expertise »* (p. 4761) ; Art. 3 : *Son amendement tendant dans le troisième alinéa (parag. 1er) de cet article après le mot : « commission » à insérer les mots : « de conciliation et d'expertise prévue au titre XIII ci-dessous »* (p. 4761) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter cet article par l'alinéa suivant : « au 7° de l'article 35 du Code des douanes, les mots : « de la commission de conciliation et d'expertise douanière » sont substitués aux mots : « du comité supérieur du tarif des douanes »* (p. 4761) ; Art. 8 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour le 3° de l'article 35* bis *du Code des douanes, à supprimer les mots : « ou de négligence »* (p. 4762) ; *son amendement tendant, dans le texte proposé pour le 3° de l'article 35* bis *du Code des douanes à substituer aux mots : « et de son commettant » les mots : « ou de son commettant »* (p. 4762) ; *hypothèse où la douane jugerait qu'il y a faute* (p. 4762) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour le 3° de l'article 427 du Code des douanes par les dispositions suivantes : « ou de 500 tonneaux de jauge brute »* (p. 4763) ; Art. 17 : *Son amendement tendant à la fin de cet article à substituer aux mots : « à l'article 451 du Code de commerce » les mots : « à l'article 149 de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 »* (p. 4763) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à insérer dans le Code des douanes un nouvel article 450 (expertise judiciaire étant confiée à la commission de conciliation et d'expertise douanière lorsque des contestations sont soulevées après le dédouanement des marchandises)* (p. 4764) ; *ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 4764) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, Art. 7 : *Choix du délégué par un vote à bulletin secret de la section syndicale d'entreprise* [4 décembre 1968] (p. 5088) ; Art. 9 : *Possibilité de porter de un an à deux ans la durée du travail dans l'entreprise exigée pour les délégués syndicaux de nationalité étrangère* (p. 5093) ; Seconde délibération, Art. 7 : *Choix du délégué syndical par un vote à bulletins secrets* (p. 5104).

Prend part à la discussion générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 : *Justice sociale ; son vote sur le budget ; réévaluation du deutsche mark ; mesures d'assainissement prises au lendemain de la dévaluation ; dotations pour l'équipement rural ; demande pourquoi l'on n'a pas lancé un grand emprunt national ; la dévaluation française ; les Français ne demandent qu'à faire confiance au Gouvernement ; abolition des formalités inutiles ; crédits pour les investissements industriels ; réhabilitation en France des notions de risque et de profit ; mise au point d'une politique sociale des revenus fondée sur une plus juste répartition des fruits de l'expansion et une plus large participation des travailleurs aux résultats des entreprises ; interdiction de la « grève sauvage » ; nécessité de restaurer le sens de l'efficacité et de la responsabilité ; nécessité de mettre un terme aux agissements des professionnels du conflit social* [28 octobre 1969] (p. 2982 et 2983) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Part des dépenses budgétaires consacrées à la recherche ; possibilité de substituer à la taxe forfaitaire de 5 % sur les salaires une taxe sélective sur l'emploi en vue de mieux assurer la compétitivité de nos industries de pointe ; objectifs de la politique industrielle française ; création de l'institut de développement industriel ; critères des choix de l'I.D.I. ; ses observations sur le Marché commun ; distorsions entre les économies des Six ; spécialisation des industriels de chacun des partenaires ; gestion européenne des charbonnages ; création d'un complexe européen de l'automobile ; création d'une grande fédération syndicale européenne ; développement du traité d'amitié franco-allemand ; nécessité de déterminer la durée légale des congés payés annuels d'une manière uniforme dans la communauté ; Marché commun agricole ; nombre des sociétés industrielles pratiquant une stratégie à l'échelle mondiale* [6 novem-

bre 1969] (p. 3450 et 3451) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur l'eau ; crédits affectés à l'adduction d'eau ; augmentation du coût des travaux des réseaux ; cas du département de la Nièvre ; VI^e Plan* [19 novembre 1969] (p. 3999 et 4000).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Sabatier après l'article 17 de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 [30 octobre 1969] (p. 3108).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault : *Compétitivité de la Régie ; état d'esprit des travailleurs de la Régie et des autres entreprises nationalisées ; importance du projet de loi ; ses exigences économiques* [16 décembre 1969] (p. 4966).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Recherche d'une meilleure justice fiscale ; réforme de la patente ; difficultés du commerce familial ; accroissement du contingent des primes à la construction ; ses observations sur les équilibres fondamentaux ; équilibre des dépenses et des recettes de l'Etat ; équilibre financier de l'offre et de la demande ; encadrement du crédit aux entreprises ; situation des petites et moyennes entreprises ; commerce extérieur ; conséquences de la dévaluation ; nécessité de diversifier notre effort exportateur ; élasticité de l'appareil de production ; prix des produits de première nécessité* [14 mai 1970] (p. 1706 et 1707).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI^e Plan : *Participation des organisations socio-professionnelles au succès du VI^e Plan ; développement industriel ; solidarité sociale ; insuffisance de notre compétitivité globale résidant peut-être dans l'anarchie des structures syndicales ; formation économique des cadres syndicaux ; information du public ; problème du troisième âge et des handicapés ; harmonisation entre le développement industriel et la solidarité sociale ; problème du rattachement du département de la Nièvre à la zone d'étude et des secteurs d'appui du Bassin parisien ; état du réseau routier national dans la Nièvre* [16 juin 1970] (p. 2718 et 2719) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Importance de la puissance industrielle pour un pays ; création de l'institut de développement industriel ; classement en zone industrielle n° 2 de Nevers et du canton de Pougues ; problème de l'emploi dans le département de la Nièvre* [30 octobre 1970] (p. 4989) ; *ses observations sur l'affaire Bull ; souhaite que le comité de développement industriel et l'I.D.I. étudient systématiquement tout projet de mainmise étrangère sur une entreprise d'un secteur industriel ; importance des biens d'équipement ; problème des exportations industrielles ; rôle de l'Etat ; contraintes administratives ; insuffisance des marges bénéficiaires françaises ; information économique* (p. 4990) ; *nécessité de faire disparaître l'esprit de classe et les classes elles-mêmes ; rôle du syndicalisme* (p. 4991) ; TRANSPORTS. — SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES : Titre IV : *Subvention de l'Etat aux dépenses de fonctionnement de la R.A.T.P. ; utilisation des fonds publics ; problème de l'aménagement des horaires et de la suppression des doubles emplois du réseau routier et du réseau souterrain ; ses observations sur le caractère du travail d'un poinçonneur du métro* [9 novembre 1970] (p. 5416 et 5417) ; *situation du personnel de la R.A.T.P.* (p. 5419) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière, Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* [4 décembre 1970] (p. 6210) ; *problème de la confirmation quinquennale de la nomination des personnels à temps partiel ; statut du personnel médical à temps partiel* (p. 6210) ;

— du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code des douanes, en qualité de *Rapporteur suppléant de M. Ziller : Directives du conseil de la Communauté économique européenne* [22 avril 1971] (p. 1361) ; *problème de l'entrepôt ; cession de marchandises en entrepôt ; problème de l'admission temporaire ; zone franche du pays de Gex et de Haute-Savoie ; consultation de la chambre de commerce maritime ou du port autonome dans l'hypothèse de la création d'une zone franche maritime ; assimilation à des marchandises importées sans déclaration de celles qui se sont trouvées en infraction dans la zone franche* (p. 1362) ; Art. 287 du Code des douanes : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement du*

Gouvernement à substituer aux mots : « de la collectivité ou de l'établissement public concerné » les mots : « des collectivités locales ou de l'établissement public concerné » (p. 1367) ; *indication des personnes intéressées par la création d'une zone franche* (p. 1367) ; *son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement du Gouvernement à substituer aux mots : « la collectivité » les mots : « une des collectivités locales »* (p. 1367) ; *son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement du Gouvernement après le mot : « collectivité » à insérer, à la deuxième et à la troisième ligne, le mot : « locale »* (p. 1368) ; En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur suppléant : Procédure en cas de création d'une zone franche* [22 juin 1971] (p. 3225 et 3226) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du chapitre IV *bis* du titre II du Livre premier du Code du travail relatives aux conventions collectives de travail : *Objet du projet de loi* [14 mai 1971] (p. 1908) ; *caractère désuet des critères de représentativité des syndicats ; faiblesse de la participation syndicale ; compétence du comité d'entreprise ; nécessité de restaurer la liberté syndicale ; possibilité d'adopter en France la formule d'un prélèvement de la cotisation syndicale sur le salaire* (p. 1909, 1910) ; *ses observations sur les paroles de M. Fontanet* (p. 1912) ; *nécessité de faire cesser toutes les discriminations concernant le droit de présentation aux élections professionnelles* (p. 1913) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 31 a du Livre premier du Code du travail par un nouvel alinéa (cas où le champ d'application de la convention collective est limité à un établissement ou à une entreprise)* (p. 1915) ; *rôle du comité d'entreprise* (p. 1915 et 1916) ; *nécessité de ne pas refuser au comité d'entreprise le soin de conclure une convention collective* (p. 1916).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Ses observations sur la C.E.D. ; objectifs du Traité de Rome ; statut juridique de la société européenne* [9 juin 1971] (p. 2613) ; *absence de politique commune ; caractère du Marché commun ; problème de son élargissement ; avenir de l'Europe* (p. 2614) ; *ses observations sur l'article 108 du Traité de Rome ; rôle de la conférence paneuropéenne ; constitution d'un intergroupe parlementaire paneuropéen à l'Assemblée Nationale ; communiqué final de la conférence de Lisbonne ; conférence européenne sur la sécurité* (p. 2614).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Problème de l'industrialisation rurale ; reconversion des activités déclinantes dans les campagnes ; ses observations sur le département nivernais* [17 juin 1971] (p. 3064) ; Art. unique : *Développement de foyers industriels dans les agglomérations en zone rurale ; subventions de l'Etat à la R.A.T.P.* [18 juin 1971] (p. 3104) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : SERVICES DU PREMIER MINISTRE : FONCTION PUBLIQUE ET RÉMUNÉRATIONS : *Conséquences des grèves* [25 octobre 1971] (p. 4857) ; *sa proposition de loi tendant à protéger les usagers des conséquences excessives de l'exercice du droit de grève dans les services publics* (p. 4858) ; SANTÉ PUBLIQUE ET TRAVAIL — III. — TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Application de la politique contractuelle dans le domaine social ; rôle des centrales syndicales ; crise du syndicalisme français* [27 octobre 1971] (p. 4992, 4993) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Nature juridique de la région ; nécessité de limiter les délégations budgétaires aux crédits nécessaires pour le financement des seuls projets intéressant plusieurs départements de la région ; affectation des crédits de la région ; nécessité que le préfet régional soit déchargé de toute responsabilité départementale ; fixation de la capitale régionale ; configuration des régions* [25 avril 1972] (p. 1002) ; *problème des Nivernais* (p. 1003) ; En deuxième lecture, Après l'Art. 1[er] : *Modifications des limites territoriales* [13 juin 1972] (p. 2419) ;

— du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française, Art. 6 : *Son amendement tendant à compléter le troisième alinéa de cet article par les mots : « au sein de l'Office »* [16 juin 1972] (p. 2610) ; En deuxième lecture, Art. 6 : *Désignation des représentants du personnel* [29 juin 1972] (p. 3007) ;

— du projet de loi relatif à la commercialisation des vins à appellation d'origine contrôlée, Art. 1[er] : *Liberté du commerce* [29 juin 1972] (p. 2999).

BOUDET (Roland)
Député de l'Orne
(2e circonscription)
P.D.M., puis N.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe Progrès et Démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe Progrès et Démocratie moderne [5 octobre 1972] (p. 3947).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Cesse d'appartenir à cette Commission [6 octobre 1972] (p. 3992).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 2498) de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale [*J.O.* du 29 septembre 1972] (p. 10303).

Cesse d'appartenir à cette Commission [6 octobre 1972] (p. 3992).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à rétablir le Mérite social, n° **187** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi relative à l'institution d'un carnet d'entretien journalier pour certaines catégories de véhicules utilitaires, n° **218** [25 juillet 1968].

Sa proposition de loi relative à la remise des frais de justice dus par les personnes qui ont bénéficié d'une amnistie en application, soit de la loi n° 66-396 du 17 juin 1966, soit de la loi n° 68-697 du 31 juillet 1968, pour des infractions commises en relation avec les événements d'Algérie, n° **2142** [16 décembre 1971].

Sa proposition de loi tendant à dégager la responsabilité des commerçants en ce qui concerne les sommes reçues de leur clientèle, à titre d'avance, sur le prix d'un produit fabriqué à livrer, lorsque ces sommes ont été transmises par leurs soins au fabricant ou au distributeur de ce produit, n° **2259** [26 avril 1972].

Sa proposition de loi portant amnistie des condamnations prises à l'égard des commerçants et artisans dans le cadre de manifestations, n° **2272** [26 avril 1972].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Problèmes propres à l'enseignement primaire ; ramassage scolaire ; classes, dites d'orientation ; diplôme d'études primaires préparatoires ; création de classe terminale pratiques ; permettre aux enfants âgés de 13 ans d'entrer en apprentissage ; nombre d'heures de cours des professeurs non agrégés ; construction d'établissements du second degré ; harmonisation des programmes et des diplômes dans les six pays du Marché commun* [24 juillet 1968] (p. 2556, 2557).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant le statut de l'ordre des experts comptables et des comptables agréés, Art. 2 : *Situation des experts comptables stagiaires ; intérêt des clients* [17 octobre 1968] (p. 3366);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, DÉPENSES MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, Art. 34 : *Revalorisation du prêt accordé aux jeunes appelés ; problème des personnels de la gendarmerie ; modernisation des casernes de gendarmerie ; cas des sous-officiers* [30 octobre 1968] (p. 3759) ; INDUSTRIE : *Ses observations sur la régionalisation ; problème des transports ; inégalité en ce qui concerne les possibilités de recrutement de main-d'œuvre ; petits commerçants ruraux méritant une exemption totale d'impôts* [5 novembre 1968] (p. 3928, 3929) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Le problème agricole français : un problème de productivité et de commercialisation ; ses observations sur les coopératives d'utilisation des matériels agricoles ; T.V.A. causant un préjudice aux C.U.M.A. ; sous-équipement de notre agriculture ; fabrication des jus de pomme et des alcools de qualité* [16 novembre 1968] (p. 4571, 4572) ; En troisième et dernière lecture du projet de loi de finances pour 1969 : *Suppression d'un grand nombre de recettes buralistes ; notion de service public* [18 décembre 1968] (p. 5615, 5616).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Nombre des régions ; ses*

observations sur la Normandie [12 décembre 1968] (p. 5407).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises : *Age exigé pour être délégué syndical ; sa proposition tendant à prévoir un certain pourcentage de jeunes de 18 ans lorsque le nombre des délégués est égal ou supérieur à trois* [19 décembre 1968] (p. 5690).

Pose à M. le Ministre d'Etat chargé des Affaires sociales une question orale sans débat relative aux maisons de santé pour enfants inadaptés [20 décembre 1968] (p. 5745, 5746, 5747).

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale sans débat relative à la construction des casernes de gendarmerie [7 mai 1969] (p. 1302).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale sans débat relative à la situation des imprimeries de labeur [7 mai 1969] (p. 1310, 1311).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Ses observations sur la mutation que subissent le commerce, l'artisanat, la petite industrie ; rôle du petit commerce ; ses charges ; réglementation de la création des grands magasins ; protection des villes moyennes , refonte des finances des collectivités locales ; suppression de la patente ; exonération d'impôt de certains petits commerçants ; impôt sur les commerçants à être affecter d'un coefficient dégressif en raison inverse du nombre d'habitants de la commune ; discussion du projet de loi sur l'assurance maladie des non-salariés* [6 novembre 1969] (p. 3451, 3452) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Cas du département de l'Orne ; ses observations sur le fait que la première industrie française est l'agriculture ; prêts pour les jeunes ; encadrement du crédit ; adductions d'eau ; conditions de la confiance des agriculteurs* [19 novembre 1969] (p. 3962) ;

— du projet de loi concernant la centralisation de la documentation relative à la circulation routière : *Conséquence du classement, dans la même catégorie, des condamnations pénales sanctionnant certaines infractions commises à l'occasion de la conduite d'un véhicule et des condamnations portant privation pour des infractions commises dans des matières autres que la circulation routière* [23 avril 1970] (p. 1248).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux impôts fonciers [24 avril 1970] (p. 1292, 1293).

Prend part à la discussion du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance : *Garantie des libertés syndicales ; besoin d'ordre et de discipline pour la France d'aujourd'hui ; son vote sur le projet de loi* [29 avril 1970] (p. 1407).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique générale : *Situation des personnes âgées ; ses observations sur le secteur hospitalier ; problème du réseau routier ; ses observations sur le VI^e^ Plan ; construction de l'Europe ; ses observations sur l'article 40 de la Constitution* [15 octobre 1970] (p. 4334).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS, Art. 44 : *Question de savoir si le Ministre envisage de tenir une « table ronde » sur les problèmes de personnel* [29 octobre 1970] (p. 4908) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : CRÉDITS CONCERNANT L'EQUIPEMENT : *Schéma directeur des routes ; ses observations sur la route nationale n° 24 bis qui relie Paris à Granville et au Mont-Saint-Michel ; entretien des routes qui ne sont pas inscrites au schéma directeur* [3 novembre 1970] (p. 5058) ; ECONOMIE ET FINANCES - II. — SERVICES FINANCIERS : *Attributions et compétence des bureaux de douane ; opérations de dédouanement dans les ports maritimes et fluviaux ; choix du dédouanement ; harmonisation fiscale dans la Communauté économique européenne* [17 novembre 1970] (p. 5669) ;

— du projet de loi sur les sociétés civiles faisant publiquement appel à l'épargne : *Rôle des sociétés civiles* [19 novembre 1970] (p. 5789) ; *ses observations sur les campagnes publicitaires de ces sociétés ; champ d'application de l'article 206-1 du Code général des impôts ; problème de l'augmentation du capital de ces sociétés* (p. 5790).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale sans débat relative au vagabondage des jeunes [2 décembre 1970] (p. 6077, 6078).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant une allocation

en faveur des orphelins et de certains enfants à la charge d'un parent isolé : *Demande si l'allocation d'orphelin sera assortie d'avantages équivalents à ceux qui s'ajoutent pour les enfants non orphelins, aux allocations familiales de base ; situation des veuves civiles ; vote du groupe Progrès et Démocratie moderne* [10 décembre 1970] (p. 6404, 6405) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 65-556 du 10 juillet 1965 relative à l'acquisition d'habitation à loyer modéré à usage locatif par les locataires : *Situation des locataires les plus pauvres ; question du financement de la construction des nouveaux logements ; appauvrissement de l'organisme d'H.L.M. vendeur ; politique foncière définie par la loi d'orientation ; son vote contre le projet de loi* [17 décembre 1970] (p. 6619, 6620) ;

— du projet de loi modifiant l'article 44 du Livre premier du Code du travail relatif à la périodicité du paiement des salaires : Ses explications de vote : *Rôle des Pouvoirs publics ; promotion ouvrière ; situation des employés des collectivités locales* [29 avril 1971] (p. 1552, 1553).

Pose à M. le **Premier Ministre une question d'actualité relative à la fiscalité des carburants** [12 mai 1971] (p. 1817, 1818).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la signalisation routière [11 juin 1971] (p. 2738).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Réseau routier ; voirie urbaine* [15 juin 1971] (p. 2933) ; *voirie en rase campagne* (p. 2934) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes : Ses explications de vote : *Calcul de la majorité en cas de recours à un référendum* [30 juin 1971] (p. 3566) ;

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions juridiques et judiciaires ; Son rappel au règlement : *Impossibilité pour un député d'être en même temps en Commission et dans l'hémicycle* [13 octobre 1971] (p. 4479) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Art. 6 : *Situation des sociétés de courses ; chiffre d'affaires du pari mutuel* [21 octobre 1971] (p. 4744) ; Art. 8 : *Prélèvement au profit du Fonds d'investissement routier* (p. 4746) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Restructuration des exploitations ; crédits accordés aux S.A.F.E.R. ; réseau électrique rural ; ses observations sur les divers taux de la T.V.A.* [16 novembre 1971] (p. 5734) ; En deuxième lecture : *Son abstention lors du vote* [16 décembre 1971] (p. 6867).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la convention nationale médicale [29 octobre 1971] (p. 5116, 5117).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incomptabilités parlementaires ; Avant l'Art. 1[er] : *Son amendement (inéligibilité des personnes ayant exercé depuis moins d'un an des fonctions au cabinet du Président de la République ou du président de l'une ou l'autre Assemblée parlementaire ou ayant été membre d'un cabinet ministériel)* [25 novembre 1971] (p. 6112) ; *ses observations sur son amendement ; retrait de celui-ci* (p. 6112, 6113) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles, Art. 1[er] : *Son amendement relatif au cas où l'ensemble des ressources du foyer est égal au montant du plafond fixé par décret* [30 novembre 1971] (p. 6203) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de Sécurité sociale, Art. 2 : *Situation des anciens combattants, des anciens combattants prisonniers de guerre et des requis pour le S.T.O.* [2 décembre 1971] (p. 6302, 6303) ; Art. 9 : *Possibilité pour les femmes ayant élevé un enfant handicapé de bénéficier d'une majoration de leur durée d'assurance de trois années si le nombre de leurs enfants était inférieur à trois, et deux années s'il était égal ou supérieur à trois* (p. 6309) ; Ses explications de vote : *Vote du groupe Progrès et Démocratie moderne* (p. 6311).

Son rappel au Règlement : *Son souhait que lors d'un vote à main levée le président demande quels sont les députés qui s'abstiennent* [16 décembre 1971] (p. 6833).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux magasins à grande surface [17 décembre 1971] (p. 6918, 6919).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Sa question préalable ; amnistie pour les condamnations encourues par les commerçants et artisans en raison de leur participation à des manifestations pour la défense de leurs intérêts professionnels* [16 mai 1972] (p. 1535) ; *devoir du Gouvernement de prévoir les mutations nécessaires au monde moderne ; fonctionnement du système parlementaire* (p. 1536) ; En deuxième lecture : *Sa question préalable ; discussion d'une proposition de loi portant amnistie pour certaines infractions ; nécessité d'ouvrir des des débats sur quelques sujets d'actualité* [22 juin 1972] (p. 2725) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés : *Proposition de loi d'amnistie* [18 mai 1972] (p. 1672) ;

— du projet de loi portant amnistie de certaines infractions : *Rappel de la proposition de loi n° 2272 de son groupe, de la question préalable déposée le 22 juin 1972 ; problème des chauffeurs routiers ; son regret que le Gouvernement n'ait pas donné son accord à la proposition du mois de juin ; vertus de l'initiative parlementaire* [17 octobre 1972] (p. 4184) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Sa demande de convocation d'une « table ronde » pour établir un plan de règlement du contentieux ; proposition de loi adoptée par le Sénat le 11 décembre 1968 relative aux anciens combattants d'Afrique du Nord et d'Indochine ; cartes d'ancien combattant ; actualisation du rapport constant ; indexation des retraites et des pensions ; retraite professionnelle à 60 ans* [2 novembre 1972] (p. 4562) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Sa protestation contre les méthodes de travail imposées aux députés ; indemnité viagère de départ ; retards dans l'exécution du VI^e Plan pour les équipements, l'enseignement et la recherche ; sa demande d'augmentation des quotas de prêts bonifiés ; révision de la législation concernant les producteurs d'alcools de fruits ; projet d'office de la viande (composition, prix d'intervention, circuits de transformation et de distribution, taxe parafiscale) ; ne votera pas ce budget* [15 novembre 1972] (p. 5222).

BOUDON (Paul)

Député du Maine-et-Loire
(3^e circonscription)
U.D.R.

En remplacement de M. Rivain, décédé le 21 avril 1971.

L'Assemblée prend acte de son remplacement [23 avril 1971] (p. 1416, 1430).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République]28 avril 1971] (p. 1527).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [28 avril 1971] (p. 1527), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à instituer un fond national de lutte contre la cysticercose n° 2140 [16 décembre 1971].

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Rossi, Nilès, Gilbert Faure, Valenet et Brocard relatives aux anciens combattants : *Assouplissement de la réglementation relative à la présomption d'origine pour les internés résistants et politiques* [30 juin 1972] (p. 3065).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, LOGEMENT : *Défauts d'un urbanisme centré uniquement sur les grandes villes ou sur les métropoles régionales ; expansion des petites et moyenne agglomérations ; équilibre entre villes et campagnes ; nécessité d'une nouvelle conception de la répartition de l'habitat et d'une aide de l'Etat aux communes rurales* [16 novembre 1972] (p. 5328) ; *multiplication des créations d'emploi dans les petites agglomérations ; travaux d'aménagement de la vallée de l'Authion* (p. 5329).

BOULAY (Arsène)

Député du Puy-de-Dôme
(1^re circonscription)
F.G.D.S., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôt :

Sa proposition de loi relative au versement mensuel des pensions de retraite, n° 2671 [22 novembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 26 : *Montant de la part du rendement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; exigences de la sécurité routière ; fonds routier* [24 octobre 1968] (p. 3561) ; *difficultés rencontrées par les communes et les départements dans l'entretien du réseau routier* (p. 3561). Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Problèmes des personnels des services des Ponts et Chaussées ; situation des auxitiaires de travaux, des agents et des conducteurs de travaux publics de l'Etat ; reclassement indiciaire ; titularisation des auxiliaires de travaux ; régime indemnitaire de ces personnels ; prime de rendement ; problèmes qui se posent aux ouvriers des ateliers et des parcs des Ponts et Chaussées ; situation des personnels non titulaires* [13 novembre 1968] (p. 4329, 4330) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE - II. — INFORMATION ET O.R.T.F. : *Problème de l'information ; situation de la presse française ; ses observations sur les journaux gratuits ; sa proposition que les entreprises qui fabriqueront des journaux distribués gratuitement ne puissent pas bénéficier de la déduction de la T.V.A. sur la publicité ; société nationale des entreprises de presse ; O.R.T.F. ; coût de certaines émissions ; problème des dettes de l'Office à l'égard du Trésor* [19 novembre 1968] (p. 4716, 4717) ; *licenciements des journalistes ; gestion administrative et financière de l'Office* (p. 4717).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Financement du développement régional ; problème de l'aménagement du territoire ; possibilités réelles de l'économie française ; ampleur de la part réservée dans les dépenses publiques aux investissements autres que ceux du domaine civil ; ses observations sur les futures institutions régionales ; poids de la fiscalité locale directe ; répartition des tâches entre l'Etat et les collectivités locales ; réforme communale ; découpage des régions ; découpage départemental ; motifs du maintien des actuelles régions ; cas des départements d'outre-mer ; carte des futures collectivités territoriales ; réorganisation des administrations locales ; finances régionales ; réforme régionale ne devant enlever aucune ressource aux collectivités locales ; finances régionales devant être gérées par les seuls élus du suffrage universet ; péréquation entre régions riches et régions pauvres ; ses observations sur te référendum* [14 décembre 1968] (p. 5510 à 5513).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la rémunération du personnel communal : *Contentieux qui oppose les fonctionnaires de nos communes à l'autorité de tutelle ; difficultés de recrutement du personnel communal ; assimiun emploi permanent ; problème des finanlation des agents communaux à temps complet aux agents de l'Etat ; rémunération des personnels occupant, à temps non complet, ces locales* [9 octobre 1969] (p. 2575, 2576) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Art. 1er : *Problème de la contribution des patentes ; situation des budgets locaux ; problème de l'équilibre des finances locales* [29 octobre 1969] (p. 3024) ; Art. 17 : *Politique routière du Gouvernement ; création du Fonds d'action conjoncturelle ; taxe intérieure sur les produits pétroliers ; prélèvement pour le fonds routier ; ses observations sur les tranches locales et la tranche nationale ; taxe à l'essieu* (p. 3055, 3056).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat relative aux impôts directs locaux [28 novembre 1969] (p. 4445, 4446, 4447).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la mise en chantiers de logements [6 mai 1970] (p. 1549, 1550).

Prend part à la discussion du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales, après l'Art. 21 : *Son amende-*

ment tendant à insérer un nouvel article (utilisation de l'avoir fiscal constitué auprès du Trésor) [25 novembre 1970] (p. 5935).

Prend part au débat sur la question orale de M. Poncelet relative au financement des budgets locaux : *Les effets de la réforme prévue par la loi du 6 janvier 1966 ; la défectuosité du système de la fiscalité directe ; l'ordonnance du 7 janvier 1969 ; la nécessité de traiter au fond le problème des finances locales ; l'accélération de la révision des propriétés bâties ; le problème de la T.V.A. sur les travaux d'équipement* [23 avril 1971] (p. 1427, 1428).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'institution d'un versement à la charge de certains employeurs dans la région parisienne : *Limite du projet de loi par rapport à l'ampleur des problèmes de la région parisienne ; situation des grandes villes de France ; transports en commun dans l'agglomération clermontoise* [25 mai 1971] (p. 2042) ; *problème de l'extension du système envisagé aux grandes agglomérations de province ; possibilité de ne pas réclamer la taxe aux artisans et aux petites entreprises ; problème de la prime de transport* (p. 2043) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe I de cet article par un nouvel alinéa (application des dispositions du projet de loi aux personnes privées, physiques ou morales qui emploient des salariés dans les agglomérations urbaines de plus de 100.000 habitants et dans le périmètre des communautés urbaines)* (p. 2051) ; *exemple de la situation à Clermont-Ferrand* (p. 2051) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe II de cet article : « sous réserve des dispositions de l'article 3-2 le produit du versement est affecté à l'amélioration des réseaux de transports en commun »* (p. 2052) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2052) ; *retrait de son amendement* (p. 2054) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (fixation du taux du versement)* (p. 2055) ; *retrait de son amendement* (p. 2055) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe II de cet article (détermination de la personne à laquelle est versé le produit de la taxe)* (p. 2056) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa du paragraphe 2 de cet article (financement des opérations nouvelles de modernisation et d'équipement)* (p. 2057) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (les organismes, pour le compte desquels le versement est perçu, sont habilités à effectuer tout contrôle nécessaire à l'application de l'article 3 de la présente loi)* (p. 2057) ; Après l'Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (obligation faite pour les personnes privées, physiques ou morales qui emploient des salariés dans les régions autres que la région parisienne de verser à ces derniers une prime de transport)* (p. 2057) ; *ses observations sur les paroles de M. Chamant* (p. 2058) ; Après l'Art. 5 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (non-application des dispositions de la présente loi aux personnes physiques ou morales du secteur privé tenues de s'inscrire au répertoire des métiers)* (p. 2059) ; *retrait de son amendement* (p. 2059) ; Titre : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre du projet de loi* (p. 2059) ; *retrait de son amendement.* (p. 2059) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Rôle des collectivités locales ; leur situation financière ; fiscalité locale directe ; transferts de charges* [17 juin 1971] (p. 3067, 3068) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes : *Importance de la réforme des finances locales* [23 juin 1971] (p. 3328) ; *réduction du nombre des communes sans leur donner de nouveaux moyens ; limite des incitations financières ; conditions de l'administration communale ; sa question de savoir si la réforme est démocratique* (p. 3329) ; *préparation du plan de fusions et de regroupements ; recours au référendum ; situation des communes annexes* (p. 3330) ; Ses explications de vote ; *Vote du groupe socialiste* (p. 3341) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de Mme Troisier, relative au service extérieur des pompes funèbres et aux chambres funéraires : *Indication que le groupe socialiste ne participera plus au débat* [17 décembre 1971] (p. 6910) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Découpage régional* [26 avril 1972] (p. 1044) ; *région parisienne ; problème des départements d'outre-mer ; présence des parlementaires dans les assemblées locales ; question du cumul des mandats électifs ; élection des as-*

semblées régionales au suffrage universel direct ; dates de sessions du conseil régional (p. 1045) ; *nature juridique de la région ; pouvoirs de la région ; ses ressources ; élaboration du plan régional* (p. 1046) ; *transfert de fonctionnaires parisiens dans les régions ; fiscalité régionale* (p. 1047) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à ce que la région soit une collectivité territoriale* (p. 1071) ; *mise au point au sujet de son vote sur la motion de renvoi en commission* [27 avril 1972] (p. 1098) ; Art. 2 : *Son amendement (administration de la région)* (p. 1102) ; *retrait de son amendement* (p. 1102) ; Art. 3 : *Son amendement relatif aux pouvoirs du conseil régional* (p. 1103) ; *son amendement devenu sans objet* (p. 1103) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du cinquième alinéa (4°) de cet article* (p. 1103) ; *retrait de celui-ci* (p. 1103) ; *son amendement tendant à la fin du sixième alinéa (5°) de cet article à substituer au mot : « circonscription » le mot : « région » ; retrait de son amendement* (p. 1104) ; *son amendement relatif aux agréments fiscaux* (p. 1104) ; Art. 4 : *Son amendement relatif au nombre des membres du conseil régional* (p. 1106) ; Après l'Art. 4 : *Son amendement tendant à permettre au conseil régional de déléguer certains de ses pouvoirs à un bureau élu parmi ses membres* (p. 1115) ; Art. 5 : *Son amendement* (p. 1117) ; *retrait de celui-ci* (p. 1117) ; *son amendement relatif au budget de la région* (p. 1117) ; Après l'Art. 5 : *Son amendement (date et durée des sessions)* (p. 1117) ; *retrait de celui-ci* (p. 1117) ; Art. 7 : *Son amendement relatif à l'élaboration du Plan* (p. 1118) ; Art. 8 : *Retrait d'un amendement déposé à cet article* (p. 1127) ; *retrait d'un nouvel amendement déposé à cet article* (p. 1128) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1129) ; *délégations faites par le conseil régional* (p. 1129) ; Art. 10 : *Son amendement (élection des représentants des organismes économiques, sociaux, professionnels et culturels de la région)* (p. 1132) ; *retrait de celui-ci* (p. 1132) ; Art. 11 : *Son amendement (consultation par le conseil régional du comité économique, social et culturel)* (p. 1134); *ses observations* (p. 1135) ; Art. 12 : *Son amendement* (p. 1137) ; Art. 13 : *Son amendement (rôle du préfet de région)* (p. 1139) ; Art. 14 : *Son amendement (assiette de la taxe régionale d'équipement)* (p. 1145) ; *retrait de son amendement* (p. 1145) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer les 3° et 4° alinéas de cet article* (p. 1146) ; *ressources de la région* (p. 1146) ; *retrait d'un amendement déposé à cet article* (p. 1147) ; Art. 16 : *Retrait d'un amendement déposé à cet article* (p. 1148, 1149) ; Art. 17 : *Retrait de ses amendements déposés à cet article* (p. 1151) ; Art. 18 : *Son amendement (application de la présente loi à la région parisienne)* (p. 1152) ; *retrait de celui-ci* (p. 1152) ; Après l'Art. 18 : *Son amendement (modification de la loi du 10 août 1871 ; transfert aux présidents des conseils généraux des pouvoirs du préfet en tant qu'autorité chargée d'exécuter les délibérations de ces assemblées)* (p. 1153) ; *son amendement (commission nationale d'aménagement du territoire)* (p. 1153) ; *retrait d'un nouvel* 1154) ; *retrait de son amendement* (p. 1154). *son amendement relatif à la création, au niveau régional, d'une agence foncière* (p. 1154) ; *retrait de son amendement* (p. 1154).

Mise au point au sujet du vote de M. Tony Larue sur la question préalable opposée à la discussion du projet de loi portant création et organisation des régions [26 avril 1972] (p. 1065).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant les articles 2, 6, 25 (alinéa 1er) et 30 de la loi n° 67-521 du 3 juillet 1967 relative à l'organisation du Territoire français des Afars et des Issas et l'article 2 (alinéa 1er) de la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée de ce territoire : *Causes du malaise actuel : conditions d'établissement des listes électorales ; irrégularités commises lors des consultations ; mode d'élection actuel à la Chambre des députés du territoire ; vote du groupe socialiste* [12 octobre 1972] (p. 4112) ; *coût de huit élus supptémentaires* (p. 4113) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 32 : *Son amendement de réduction des crédits de ce titre ; absence d'effort sérieux en faveur des voiries locales, départementales et communales* [18 novembre 1972] (p. 5498).

BOULIN (Robert)
Député de la Gironde
(9e circonscription)
U.D.R.

MINISTRE DE L'AGRICULTURE
du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969.

MINISTRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE
du 22 juin 1969 au 5 juillet 1972.

MINISTRE DÉLÉGUÉ
AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE,
CHARGÉ DES RELATIONS
AVEC LE PARLEMENT
du 6 juillet 1972 au 28 mars 1973.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au Groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212).

Est nommé Ministre de l'Agriculture (Gouvernement de M. Couve de Murville), décret du 12 juillet 1968 [*J.O.* du 13 juillet 1968] (p. 6659).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 12 août 1968, de son mandat de député [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7917), [24 septembre 1968] (p. 2847).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre de l'Agriculture (Gouvernement de M. Couve de Murville), décret du 20 juin 1969 [*J.O.* du 21 juin 1969] (p. 6288).

Est nommé Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale (Gouvernement de M. Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale (Gouvernement de M. Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Est nommé Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé des Relations avec le Parlement (Gouvernement de M. Messmer), décret du 6 juillet 1972 [*J.O.* du 7 juillet 1972], (p. 7059).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé des Relations avec le Parlement (Gouvernement de M. Messmer), décret du 28 mars 1973 [*J.O.* du 29 mars 1973] (p. 3452).

Dépôts :

Son projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1925 relative à la réparation des dégâts causés aux cultures par les sangliers dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° **397** [28 octobre 1968].

Son projet de loi modifiant certaines dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole, n° **488** [3 décembre 1968].

Son projet de loi instituant un régime d'allocations familiales des exploitants agricoles dans les départements d'outre-mer et modifiant les chapitres III-2 et IV-1 du titre II du Livre VII du Code rural, n° **571** [19 décembre 1968].

Son projet de loi portant modification de diverses dispositions du Code rural en vue de l'unification des procédures de recouvrement des cotisations des régimes de protection sociale agricole, n° **717** [13 mai 1969].

Son projet de loi relatif à la protection des obtentions végétales, n° **721** [14 mai 1969].

Son projet de loi concernant l'octroi d'une allocation exceptionnelle à caractère familial, n° **819** [8 octobre 1969].

Son projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, n° **893** [15 novembre 1969].

Son projet de loi portant création d'une contribution de solidarité au profit de certains régimes de protection sociale des travailleurs non salariés, n° **907** [22 novembre 1969].

Son projet de loi relatif à l'agrément des entreprises de transports sanitaires, n° **991** [18 décembre 1969].

Son projet de loi modifiant certaines dispositions des Livres IV, V et IX du Code de la santé publique, n° **1322** [25 juin 1970].

Son projet de loi étendant les possibilités d'emprunt des groupements mutualistes, n° **1359** [2 octobre 1970].

Son projet de loi instituant une allocation en faveur des orphelins et de certains enfants à la charge d'un parent isolé, n° **1486** [3 décembre 1970].

Son projet de loi modifiant et complétant les articles L 504-1 et L 504-2 du Code de la santé publique, n° **1504** [10 décembre 1970]

Son projet de loi relatif à diverses mesures en faveur des handicapés, n° **1646** [8 avril 1971].

Son projet de loi modifiant le Code de la santé publique (Livre V), n° 1682 [29 avril 1971].

Son projet de loi modifiant les titres II et V du Code de la famille et de l'aide sociale et relatif au régime des établissements recevant des mineurs, des personnes âgées, des infirmes, des indigents valides et des personnes accueillies en vue de leur réadaptation sociale, n° 1684 [30 avril 1971].

Son projet de loi relatif aux rapports entre les caisses d'assurance maladie et les médecins, n° 1716 [12 mai 1971].

Son projet de loi relatif à l'allocation de logement, n° 1762 [25 mai 1971].

Son projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de Sécurité sociale, n° 2029 [26 octobre 1971].

Son projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles, n° 2030 [26 octobre 1971].

Son projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, n° 2228 [25 avril 1972].

Interventions :

En qualité de Ministre de l'Agriculture :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 4 : *Délivrance des permis de chasse ; retrait par le Gouvernement du paragraphe V de cet article* [19 juillet 1968] (p. 2344) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à régler la situation, sur le territoire français, des ressortissants italiens titulaires d'un bail à ferme ou à métayage : *Ses observations sur les échanges de lettres entre l'Italie et la France, aux termes desquelles est accordé aux ressortissants italiens le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée* [17 octobre 1968] (p. 3358) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 13 : *Prix du permis de chasse ; remboursement des dégâts causés par certains gibiers nomades ; subventions accordées aux associations communales et intercommunales de chasse* [24 octobre 1968] (p. 3538, 3539) ; *ses observations sur l'amendement de M. Lamps* (p. 3539) ; *fonctionnement du conseil supérieur de la chasse ; diversité des départements* (p. 3539) ; *réparation des dégâts causés par les sangliers et les grands gibiers* (p. 3539) ; *ses observations sur le fait que certains arrêtés classent comme nuisibles certaines espèces dans un département* (p. 3540) ; *généralisation des plans de chasse* (p. 3540) ; *problème de la réparation des dommages* (p. 3540, 3541) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa du paragraphe 6 de cet article : « en outre, elle peut être réduite s'il est constaté que la victime des dégâts a, par un procédé quelconque, favorisé l'arrivée du gibier sur son fonds, en particulier en procédant de façon répétée et sans respecter les assolements pratiqués dans la région, à des cultures de nature à l'attirer »* (p. 3541) ; *rôle des commissions départementales* (p. 3541) ; *rôle du conseil supérieur de la chasse* (p. 3541) ; *ses observations sur les amendements de M. Cormier* (p. 3541) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur les paroles de M. Paquet* [15 novembre 1968] (p. 4401) ; *mutation de l'agriculture ; analyse de la situation actuelle ; importance de nos excédents ; revenu agricole ; adaptation aux techniques modernes ; problème de la rentabilité ; agriculture dépendant de plus en plus du secteur industriel ; surproduction ; question de savoir si l'Europe est excédentaire ; montant des dépenses de soutien; F.E.O.G.A.; augmentation de la production agricole dans les prochaines années ; mécanisme de la fixation des prix dans le cadre de la Communauté économique européenne ; nécessité de distinguer l'économique du social ; cas des exploitations qui opteront pour la compétition ; cas de celles qui choisiront la sécurité ; aide aux exploitations familiales ; situation des agriculteurs âgés ; organisation de l'écoulement des produits sur le marché ; politique gouvernementale ; crédits du F.O.R.M.A. ; mesures en matière de retraite ; ses observations sur la T.V.A. ; crédits de paiement en matière d'équipement ; diminution des autorisations de programme ; crédits des S.A.F.E.R. ; crédits de l'hydraulique ; enseignement supérieur ; ses observations sur les lycées et collèges ; centres de formation professionnelle ; actions en faveur du F.A.S.A.S.A. ; attribution des indemnités viagères de départ ; système d'assiette fondé sur le revenu cadastral ; problème des cotisations vieillesse ; actions sociales étant inspirées par le souci de réduire la population agricole ; distribution de bourses aux enfants d'agriculteurs ; mutations professionnelles ; abaissement de l'âge requis des agriculteurs qui souhaitent bénéficier des avan-*

tages ; doublement des surfaces ouvrant droit à l'aide ; assimilation des règles du fonds national de l'emploi à celle du F.A.S.A.S.A. ; possibilité dans certaines limites d'exercer un métier d'appoint ; nécessité de soumettre, après octroi de l'indemnité viagère de départ, la cession de ces exploitations à un contrôle ; abattage des vaches laitières afin d'éviter que le fermier âgé ne les cède en même temps que sa terre ; prêts consentis avec bonification d'intérêt ; institution dans les zones de rénovation rurale d'une préindemnité viagère de départ ; problème des zones de rénovation rurale ; nécessité d'aider à la reconversion de la production du lait vers celle de la viande ; déficit en viande de bœuf ; distribution de primes ; règles du cumul ; nécessité de ranimer le milieu rural ; prêts en faveur des artisans ; sa proposition de prélever un pour cent sur l'ensemble des crédits du F.O.R.M.A. pour l'affecter à la distribution, en faveur des allocataires du Fonds national de solidarité, de bons qui permettront à ces derniers de s'approvisionner en denrées alimentaires chez les distributeurs ; création d'un Fonds d'action rurale ; prêts octroyés par le Crédit agricole ; étude sur les actions foncières ; organisation générale des marchés dans le contexte européen ; développement des échanges intracommunautaires ; organisation des producteurs ; principes sur lesquels le Gouvernement français sera intransigeant lors de la négociation de Bruxelles ; préférence communautaire ; maintien de la solidarité financière entre les Etats membres (p. 4485 à 4494) ; *ses observations sur les paroles de M. Vignaux* [16 novembre 1968] (p. 4543) ; *politique gouvernementale de l'agriculture à court et à moyen terme ; ses observations sur les excédents ; question de soutenir les hommes plus que les produits ; problème du vin ; prix de campagne du vin ; problème des importations ; droits de circulation ; normes d'intervention en ce qui concerne le prix du porc* (p. 4553, 4554) ; *problème des prix ; niveau des prix de retrait ; harmonisation des dispositions fiscales et législatives européennes ; recensement de nos plantations fruitières ; possibilité de prévoir à l'échelon européen l'attribution d'une prime d'arrachage dans certains secteurs d'excédents structurels ; utilité d'une aide aux producteurs plutôt qu'aux produits; indemnité viagère de départ ; électrification; Fonds spécial d'électrification rurale ; Fonds d'action rurale ; production betteravière ; production fruitière, notamment dans le département du Lot-et-Garonne ; loi relative aux calamités agricoles ; implantation d'industries agricoles et alimentaires ; ses observations sur les reprises ; problème des abattoirs* (p. 4554, 4555) ; *recherche animale ; question des vins d'appellation contrôlée chaptalisés en vins de consommation courante ; engagement pris de faire bénéficier le département du Gers des indemnités viagères de départ à 60 ans ainsi que les départements de la Mayenne et de la Vendée ; régionalisation de la production ; tableau de la situation future du monde rural communiste ; rapport de M. Claveau ; organisation de l'agriculture ; bureaux régionaux d'orientation et de concertation agricoles ; problème du lait restitué à l'agriculteur ; possibilité d'exonérer les coopératives de la T.V.A. ; F.E.O.G.A.* (p. 4455, 4456) ; *situation de la forêt ; revenu agricole ; régime d'attribution des bourses ; zones de rénovation rurale ; différenciation du revenu de l'agriculture par type de région* (p. 4556, 4557) ; *ses observations sur les paroles de M. de Poulpiquet* (p. 4578) ; *abattoirs de Briey ; problème du mouton ; importations de moutons maigres en provenance de Hongrie et de Yougostavie ; électrification rurale ; déplafonnement partiel des cotisations de l'A.M.E.X.A. ; cas des jeunes agriculteurs ; viticulture; campagne antivin ; structure des exploitations ; réanimation du milieu rural ; problèmes de la forêt et du gemmage ; question des pêches ; cas des régions de montagne ; problème des pâturages d'altitude ; assurance-accidents dans les départements de l'Est ; cas de la région d'Arles ; problèmes des fruits et légumes ; difficultés rencontrées lors de la récolte des pommes de terre ; B.A.P.S.A. ; prix du sucre ; institut technique de la betterave ; F.E.O.G.A. ; indemnisation des calamités ; préindemnité viagère de départ ; difficultés rencontrées par les C.U.M.A. en raison de la T.V.A. ; problème de la pomme ; situation des fermiers et des métayers ; adduction d'eau ; recensement des bâtiments d'élevage dans chaque département ; problèmes de l'Ardèche et des zones de rénovation rurale ; ses observations sur le châtaignier et le noisetier ; problèmes relatifs à la Bretagne ; faim dans le monde ; installation d'un centre d'études technologiques d'expérimentation pour l'équipement rural ; centre de formation professionnelle de Pontaumur ; collège agricole de Saint-Gervais-d'Auvergne ; école nationale féminine d'agronomie de Marmilhat ; problème des écoles vétérinaires ; question du lait de la Thiéra-*

che ; problèmes relatifs au maïs ; organisation des marchés ; remembrement (p. 4587 à 4589) ; *distinction entre les retraités actifs et les retraités inactifs* (p. 4590) ; Après l'Art. 61 : *Mécanismes de l'indemnité viagère de départ ; problème de la restructuration des terres ; création d'un groupe de travail afin d'étudier cette question* (p. 4592); *possibilité de faire consommer du beurre plutôt que de la margarine ; question de l'incorporation du beurre dans la margarine* (p. 4593, 4594) ; *attributions de beurre à certaines collectivités* (p. 4594) ; *ses observations sur les amendements de M. Bizet ; personne étrangère à la profession agricole ne devant pas contribuer à l'accumulation d'excédents* (p. 4595).

Répond à la question orale de M. Roucaute relative à la mévente des fruits et légumes [25 octobre 1968] (p. 3600).

Répond à la question orale sans débat de M. Poudevigne relative au règlement européen du marché des fruits et légumes [25 octobre 1968] (p. 3601, 3602, 3603).

Répond à la question orale sans débat de M. Brugnon relative à la situation des producteurs de lait [25 octobre 1968] (p. 3603, 3604).

Répond à la question orale sans débat de M. Lainé relative aux revenus des agriculteurs [25 octobre 1968] (p. 3604, 3605, 3607).

Répond à la question orale sans débat de M. Ansquer relative aux réseaux d'assainissement des communes rurales [25 octobre 1968] (p. 3607, 3608).

Est entendu sur le rappel au Règlement de M. Duhamel ; nécessité pour le Gouvernement d'informer l'Assemblée [22 novembre 1968] (p. 4818).

Répond à la question orale sans débat de M. Cointat relative à la politique de l'élevage [22 novembre 1968] (p. 4819, 4820, 4821).

Répond à la question orale sans débat de M. Xavier Deniau relative au crédit aux agriculteurs pour l'acquisition de terres [22 novembre 1968] (p. 4822).

Répond aux questions orales sans débat relatives à la politique viticole [22 novembre 1968] (p. 4822, 4823, 4824, 4826, 4827, 4828).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à faire bénéficier des dispositions du statut du fermage et du métayage les exploitants de nationalité étrangère dont les enfants sont de nationalité française : *Ses observations sur les objectifs de cette proposition* [10 décembre 1968] (p. 5260) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Godefroy et plusieurs de ses collègues relative à l'institution du paiement du lait en fonction de sa composition et de sa qualité bactériologique : *Ses observations sur les excédents de lait* [10 décembre 1968] (p. 5264, 5265) ; *position du Gouvernement français dans la négociation de Bruxelles ; prix indicatif des produits ; ses observations sur la taxe parafiscale ; établissement des bordereaux de décompte ; frais de ramassage ; production de la viande* (p. 5265) ; Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à modifier l'amendement de M. Godefroy* (p. 5266) ; Art. 3 : *Frais de ramassage* (p. 5266) ; *pouvoir des préfets* (p. 5266) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « les conditions dans lesquelles les préfets doivent rendre cette disposition obligatoire après consultation des organisations professionnelles laitières les plus représentatives dans leur département sont fixées par un décret »* (p. 5267) ; Art. 4 : *Montant des frais de ramassage* (p. 5267) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire l'article additionnel suivant : « les infractions aux dispositions de l'article 2 de la présente loi seront punies comme infraction à l'article premier de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes. En cas de bonne foi, il sera fait application de l'article 13 de ladite loi »* (p. 5267) ; *problème des sanctions* (p. 5267) ; *son amendement tendant à introduire l'article additionnel suivant : « des décrets en Conseil d'Etat détermineront les sanctions applicables en cas d'infraction aux dispositions des articles 3 et 4 de la présente loi »* (p. 5267) ; *situation des petites exploitations agricoles* (p. 5268) ; en deuxième lecture : *Production du lait* [20 décembre 1968] (p. 5759) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Hauret et plusieurs de ses collègues tendant à la protection des aires de production des vins d'appellation d'origine contrôlée : *Définition générale européenne des vins de qualité produits dans des régions déterminées* [10 décembre 1968] (p. 5269) ; Art. unique : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour le nouvel article 6 de la loi du 19 décembre 1917, après les mots :*

« après consultation » à insérer les mots : « le cas échéant » (p. 5270) ; *consultation de l'institut national des appellations d'origine* (p. 5270) ; *son amendement tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour le nouvel article 6 de la loi du 19 décembre 1917 à remplacer le mot : « voisine » par le mot : « limitrophe »* (p. 5270) ; *délai dont dispose le Ministère de l'Agricutture pour donner son avis ; cas où le Ministre de l'Agriculture ne donne pas son avis* (p. 5270) ; *vins de consommation courante ; cours des vins ; complémentarité quantitative ; prix de campagne ; politique de qualité* (p. 5272) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole : *Prix indicatif du lait* [10 décembre 1968] (p. 5274) ; *système de la préindemnité viagère de départ dans les zones de rénovation rurale ; conversion de la production laitière en production de viande ; mutations professionnelles ; modification de la superficie minimum d'installation et du système des cumuls ; attribution de l'indemnité viagère de départ à 60 ans ; distribution de denrées alimentaires aux catégories les plus défavorisées ; législation des cumuls ; simplification de sa législation* (p. 5277, 5278) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Cointat* (p. 5294) ; Après l'Art. 1er : *Cas d'une exploitation qui est au-dessus de la nouvelle surface minimum d'installation* (p. 5294) ; *législation du droit de reprise* (p. 5295) ; Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à la fin du paragraphe 1er du texte proposé par l'amendement de M. Cointat à substituer aux mots : « elle est révisée périodiquement » le nouvel alinéa suivant : « la surface minimum d'installation et la surface maximum visées à l'article 188-1 sont révisées périodiquement* (p. 5295) ; *surface minimum d'installation* (p. 5296) ; *rôle des commissions départementales ; législation sur les cumuls ; crédit agricole* (p. 5297) ; *son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Cointat, à substituer au chiffre de « 40 % » le chiffre de « 30 % »* (p. 5297) ; Après l'Art. 2 : *Réglementation sur les cumuls* (p. 5298) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (mise en demeure)* (p. 5298) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (déchéance du droit d'exploiter pouvant entraîner la suppression des droits ou avantages accordés par l'Etat)* (p. 5298) ; *retrait de son amendement* (p. 5298) ; Après l'Art. 5 : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Hoguet, à substituer les mots : « au profit d'un descendant » aux mots : « pour un descendant »* (p. 5299) ; Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement de M. Barrot et sur celui de M. Cointat* (p. 5300) ; *problème des fermiers* (p. 5301) ; *cessions de bail* (p. 5301, 5302) ; *son sous-amendement tendant à supprimer le dernier paragraphe de l'amendement de M. Cointat* (p. 5302) ; Après l'Art. 5 : *Droit de préemption* (p. 5302) ; Après l'Art. 6 : *Diversité des régions françaises ; conséquence de la réforme régionale* (p. 5304) ; *son sous-amendement tendant à remplacer dans le texte de l'amendement de M. Cointat les mots : « le 1er janvier 1969 » par les mots : « le 1er janvier 1970 »* (p. 5304) ; *cas des zones de rénovation rurale* (p. 5305) ; Après l'Art. 7 : *Ses observations sur l'amendement de M. Ramette* (p. 5306) ; Art. 8 : *Indemnité devant être accordée en fonction de critères établis par région* (p. 5306) ; Après l'Art. 8 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (cas des agriculteurs ayant cédé leur exploitation ou cessé leurs activités dans des conditions leur permettant d'obtenir ultérieurement des indemnités viagères de départ)* (p. 5307) ; Art. 9 : *Distribution de denrées alimentaires à certaines catégories de la population* (p. 5308) ; *distribution de ces denrées aux collectivités* (p. 5308) ; Art. additionnels : *Réforme du crédit ; réforme foncière ; problème des baux de longue durée ; organisation des marchés ; son sous-amendement tendant à supprimer dans l'amendement de M. Cointat les mots : « avant le 1er avril 1969 »* (p. 5308) ; *ses observations sur les groupements agricoles d'exploitation en commun et les sociétés familiales* (p. 5309) ; *application de la T.V.A. aux agriculteurs* (p. 5310) ; *problème du B.A.P.S.A. ; système du revenu cadastral* (p. 5310, 5311) ; *ses observations sur les paroles de M. Cormier* (p. 5312) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Ses observations sur les cumuls ; attribution de l'indemnité viagère de départ ; distribution de certaines denrées alimentaires* [17 décembre 1968] (p. 5568) ; *organisation des marchés ; exploitation famitiale ; problème des cumuls* (p. 5569).

Répond aux questions orales sans débat de MM. Commenay et Cointat relatives à la politique forestière [30 avril 1969] (p. 1170, 1171, 1175, 1176).

Répond à la question orale sans débat de M. Boscary-Monsservin relative à l'indem-

nité viagère de départ [7 mai 1969] (p. 1298, 1299, 1300, 1301).

En qualité de Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale :

Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'octroi d'une allocation exceptionnelle à caractère familial : *Plan de redressement économique et financier ; octroi d'une allocation exceptionnelle ; question d'une modulation dans les prestations familiales* [23 octobre 1969] (p. 2890) ; *caractère de la mesure envisagée ; politique gouvernementale en matière d'allocations familiales* (p. 2892) ; Art. 1er : *Application de ce texte aux départements d'outre-mer* (p. 2892) ; Art. additionnel : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article : « Le montant des sommes représentées par l'allocation exceptionnelle n'entrera pas en ligne de compte dans le calcul des ressources du Fonds d'action sanitaire et sociale spécialisé des caisses générales de Sécurité sociale des départements d'outre-mer »* (p. 2893).

Répond aux questions orales sans débat de Mme Vaillant-Couturier et de M. Chazalon relatives à l'aide aux aveugles, invalides et infirmes [24 octobre 1969] (p. 2928, 2929, 2930).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux avantages sociaux des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés : *Ses observations sur les prestations complémentaires de vieillesse; modifications faites par le Sénat* [1er décembre 1970] (p. 6042, 6043) ; *avantages accordés aux médecins conventionnés ; établissement d'un avant-projet de convention nationale* (p. 6043, 6044) ; Art. L 682 du Code de la sécurité sociale : *Rétablissement du régime facultatif* (p. 6045) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Consultations des sections professionnelles* [19 décembre 1970] (p. 6718).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Marcus, Mazeaud, Spénale, Jacques Barrot, Mme Vaillant-Couturier et M. Peyrefitte relatives à la drogue : *Importance et complexité du problème de la drogue ; mesures envisagées pour remédier à la situation (information, prévention, soins) ; différentes toxicomanies ; organisation de stages d'information destinés aux commissaires de police ; renforcement de la surveillance aux frontières ; dépôt d'un projet de loi tendant à modifier et à compléter les dispositions législatives réprimant le trafic et l'usage des drogues ; problème de l'information ; création de « centres lourds » permettant de traiter les intoxiqués graves et de centres de soins plus légers ; dispositions particulières prévoyant la prise en charge du malade par l'aide sociale ; possibilité d'accueillir les drogués en postcure ; répression sévère du trafic de la drogue* [24 octobre 1969] (p. 2941 à 2944) ; *nécessité de dédramatiser le problème* (p. 2947).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Réunion de la santé publique et de la sécurité sociale; assurance maladie des travailleurs non salariés ; financement de la sécurité sociale ; abus de la consommation médicale ; croissance des prestations ; objectifs du VIe Plan ; part des ressources de la nation pour les actions dans le domaine social ; rôle des organismes paritaires ; répartition des charges entre la prévoyance individuelle et la solidarité nationale ; déficit de la sécurité sociale ; politique de la famille et de la vieillesse ; améliorations des prestations ; prestations en faveur des enfants orphelins ; amélioration du niveau de vie des retraités ; revalorisation des pensions et des rentes ; allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité ; politique de la santé ; simplification des procédures et de l'organisation administrative ; problème des hôpitaux; unification de l'assiette des impôts et des cotisations de sécurité sociale ; harmonisation des périodes de référence pour l'ouverture automatique des droits aux prestations familiales et aux prestations de l'assurance maladie ; normalisation des feuilles de soins pour l'ensemble des régimes sociaux ; intégration de la recherche médicale dans la politique de la santé ; ses observations sur l'I.N.S.E.R.M., l'Institut du radium et l'Institut Pasteur ; développement de l'informatique ; politique de prévention ; extension de la vaccination contre la rubéole ; extension de la vaccination antipoliomyélitique ; lutte contre le cancer, l'alcoolisme, la drogue ; ses observations sur l'hôpital Marmottan ; problème des urgences médico-chirurgicales ; question des accidents de la route ; ramassage des blessés ; lutte contre la pollution atmosphérique ; protection contre les rayonnements ionisants et contre le bruit ; réalisation du Ve Plan ; nature des équipements ; carte hospitalière ; développement de l'industrie, de la construction, lancement de certains hôpitaux « clés en*

main » ; création de chaires universitaires de médecine sociale ; préparation des médecins dans leur rôle d'ordonnateur des dépenses de sécurité sociale ; profession médicale ; formation des jeunes médecins ; problèmes actuels ; rôle de la première année de médecine ; son opposition à la sélection ; question d'une année pluridisciplinaire ; problème des carrières extra-médicales ; médecins psychiatres ; politique de convention ; projet d'une nouvelle loi hospitalière ; ouverture des concours hospitalo-universitaires ; statut des médecins des hôpitaux ; expérimentation de diverses formules pour substituer au lit d'hospitalisation un système permettant une hospitalisation plus brève [21 novembre 1969] (p. 4154 à 4160) ; *ses observations sur les paroles de M. Benoist* (p. 4177) ; *statut des établissements hospitaliers publics* (p. 4189) ; *ses observations sur les paroles de M. Massoubre* (p. 4204) ; *problème des spécialités pharmaceutiques ; recherche pharmaceutique ; ses observations sur les médecins à plein temps dans les hôpitaux ; problème des médecins psychiatres ; rôle des constructions préfabriquées ou industrialisées ; problème de la fusion des services ; rapprochement de l'administration et des administrés ; problème de la sécurité sociale ; cas de l'hôpital de Kourou ; situation des mineurs glaisiers ; abattements de zones ; cas de l'hôpital de Provins ; hommage rendu à l'organisation internationale du travail ; cas des orphelins et des veuves ; cas de l'hôpital de Fters ; rôle de la commission nationale de l'équipement hospitalier ; revalorisation des pensions ; examen prénuptial ; centre médical pour personnes âgées de Mulhouse ; ses observations sur les personnes âgées et les handicapés majeurs ; conseil général des bâtiments de France ; problème de l'assurance maladie des non-salariés ; déficit du régime général de la sécurité sociale ; statut des hôpitaux de deuxième catégorie ; problème des relations entre les hôpitaux publics et les cliniques privées ; ses observations sur la dialyse rénale ; politique familiale ; assurance maladie des travailleurs non salariés dans les D.O.M. ; cas de l'hôpital de Saint-Pierre ; problème des investissements hospitaliers ; cas de l'hôpital de Sedan et de celui de Charleville-Mézières ; ses observations sur les marges bénéficiaires de l'industrie pharmaceutique ; assurance maladie ; problème de l'enfance inadaptée ; extension des maladies vénériennes ; cas des mutilés du travail ; ses observations sur les psychiatres ; revendications de l'union nationale des artisans et travailleurs indépendants ; problème des débits de boissons ; ses observations sur le thermalisme ; problème des allocations familiales* (p. 4208 à 4211) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Ses observations sur la loi du 12 juillet 1966 ; consultations faites par le Gouvernement ; position des organisations professionnelles ; rôle de la commission chargée d'étudier le problème des classes moyennes* [2 décembre 1966] (p. 4462, 4463) ; *ses observations sur les paroles de M. Defferre ; application pratique de la loi ; couverture du risque* (p. 4463, 4464) ; *ses observations sur les paroles de M. Ballanger ; institution de la sécurité sociale ; rôle de M. Ambroise Croizat ; rôle des « tables rondes » ; refus d'abroger la loi ; question de l'assurance volontaire ; problème de l'intégration des non-salariés dans le régime général ; suggestion pour l'amélioration du texte ; ticket modérateur ; liste des maladies longues et coûteuses ; cas des femmes de mineurs ; problème des personnes qui relèvent du fonds national de solidarité ; faculté pour les intéressés d'opter pour un régime amélioré ; organisation des élections au suffrage universel des commerçants ; désignation de leurs représentants dans les conseils d'administration ; déséquilibre de la pyramide des âges en ce qui concerne les commerçants et les artisans* (p. 4464 à 4468) ; *son opposition à la question préalable ; amélioration du système sans augmentation des cotisations* (p. 4470) ; *élections au conseil d'administration* (p. 4471) ; *ses observations sur les paroles de M. Andrieux* (p. 4477) ; *ses observations sur les paroles de M. Durieux* (p. 4497) ; *ses observations sur les propos des orateurs ; élections aux conseils d'administration des caisses ; ses observations sur les organismes de gestion ; amélioration des prestations ; progression des dépenses* [3 décembre 1969] (p. 4540, 4541) ; Avant l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Andrieux* (p. 4541) ; *élections des conseils d'administration ; leur mission* (p. 4542) ; Art. 1er : *Caractère du projet de loi* (p. 4543) ; Art. 2 : *Limitation des cas particuliers* (p. 4543) ; *cas d'un conjoint affilié au régime des non-salariés, mais dont les ressources sont très faibles ; champ d'application de la loi* (p. 4544) ; *cas d'un ménage dont le mari est employé à la S.N.C.F.*

et la femme tient un commerce (p. 4544, 4545) ; *demande si le régime général peut payer pour un ressortissant du régime des non-salariés* (p. 4545) ; Art. 3 de la loi du 12 juillet 1966 : *Problème des droits acquis ; cas des médecins et des auxiliaires de la médecine* (p. 4546, 4547) ; *problème de la double activité ; situation des architectes* (p. 4547, 4548) ; *principe des droits acquis ; cas des personnes salariées qui, avant le 1er janvier 1969, sont devenues non-salariées ; situation d'une catégorie professionnelle qui désire s'affilier au régime général* (p. 4549, 4550) ; *ses observations sur l'amendement de M. Hoguet* (p. 4550) ; *cas des chauffeurs de taxi qui, ayant été salariés dans le passé, ont adhéré au régime volontaire de la sécurité sociale ; problème des médecins conventionnés et des médecins hospitaliers* (p. 4551) ; Après l'Art. 3 de la loi du 12 juillet 1966 : *Ses observations sur les architectes ; caisses mutuelles régionales* (p. 4553) ; *ses observations sur l'expression « régime d'assurance maladie obligatoire »* (p. 4555) ; Art. 5 de la loi du 12 juillet 1966 : *Cas d'un ancien salarié qui devient non salarié* (p. 4555, 4556) ; *ses observations sur le Fonds national de solidarité* (p. 4556) ; Art. 6 de la loi du 12 juillet 1966 : *Rôle des élus* (p. 4556) ; *régime de base ; option d'un groupe professionnel tout entier ; cas des ressortissants du Fonds national de solidarité ; importance de la contribution des sociétés* (p. 4558) ; *ses observations sur l'amendement de M. Lavielle* (p. 4559) ; *possibilité donnée aux groupes professionnels de décider de prestations complémentaires* (p. 4559) ; Art. 8 de la loi du 12 juillet 1966 ; *Distinction entre les prestations de base et les prestations supplémentaires* (p. 4561) ; *ses observations sur le terme de « médecine spéciale »* (p. 4562) ; *son amendement tendant, dans le paragraphe I de cet article, à substituer aux mots : « de moins de 14 ans » les mots : « de moins de 16 ans »* (p. 4562) ; *âge au-dessous duquel les enfants bénéficient d'une couverture élargie* (p. 4562) ; *couverture des soins dentaires ; problème des apprentis* (p. 4562, 4563) ; *son sous-amendement tendant à substituer dans le paragraphe I de cet article, aux mots : « de moins de 14 ans » les mots : « de moins de 16 ans ou ayant atteint cet âge pendant l'année scolaire en cours »* (p. 4563) ; *ticket modérateur pour la couverture des petits risques* (p. 4563) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe (possibilité de réduire ou de supprimer le remboursement de l'un ou de plusieurs des frais pour améliorer le remboursement d'autres frais)* (p. 4564) ; *couverture du petit risque* (p. 4564) ; Art. 9 de la loi du 12 juillet 1966 : *Ses observations sur cet article* (p. 4570) ; *ses observations sur les administrateurs des caisses mutuelles régionales* (p. 4570) ; *indemnités journalières* (p. 4571, 4572) ; Art. 12 de la loi du 12 juillet 1966 : *Détermination des caisses ; cas de difficultés de trésorerie et de gestion* (p. 4572) ; Art. 13 de la loi du 12 juillet 1966 : *Composition des caisses mutuelles régionales* (p. 4573) ; *ses observations sur les organismes conventionnés* (p. 4574) ; Art. 14 de la loi du 12 juillet 1966 : *Problème du regroupement des caisses d'assurance vieillesse* (p. 4574) ; *rôle des compagnies d'assurances* (p. 4575) ; *distinction entre les caisses mutuelles régionales dans les compagnies d'assurances et les mutuelles* (p. 4575) ; *habilitation donnée par la caisse nationale* (p. 4577) ; *cas où un organisme conventionné est défaillant* (p. 4577, 4578) ; Art. 15 de la loi du 12 juillet 1966 : *Ne pas créer des caisses dont le ressort dépasserait le cadre de la région* (p. 4578) ; *composition des membres des conseils d'administration des caisses mutuelles régionales* (p. 4579) ; *rôle des caisses mutuelles régionales* (p. 4580) ; *problème des incompatibilités* (p. 4581) ; Art. 18 de la loi du 12 juillet 1966 : *Mode de financement* (p. 4584) ; *cotisations des bénéficiaires du Fonds national de solidarité* (p. 4584) ; *équilibre du régime* (p. 4585) ; *prise en charge par l'Etat des cotisations du Fonds national de solidarité* (p. 4586) ; Art. 20 de la loi du 12 juillet 1966 : *Ses observations sur les amendements déposés à cet article* (p. 4587) ; Art. 22 de la loi du 12 juillet 1966 : *Centralisation des ressources* (p. 4588) ; Art. 24 de la loi du 12 juillet 1966 : *Equilibre du régime* (p. 4589) ; *prestations et cotisations de base* (p. 4589, 4590) ; Art. 35 de la loi du 12 juillet 1966 : *Consultations des organismes intéressés* (p. 4591) ; *modalités des élections ; création d'une commission consultative* (p. 4591) ; *consultation des organisations professionnelles* (p. 4592) ; *cas des départements d'outre-mer* (p. 4593) ; Art. 40 de la loi du 12 juillet 1966 : *Déduction des cotisations dans le cas des impositions au régime de forfait* (p. 4594) ; Après l'Art. 3 : *Problème de la fusion d'un régime unique ; dépôt d'un rapport gouvernemental sur ce point lors de la prochaine session parlementaire* (p. 4595) ; *problème des groupements d'intérêt économique* (p. 4596) ; Art.

additionnels : *Recherche d'un système unique de sécurité sociale* (p. 4597) ; *ses observations sur les explications de vote ; dialogue entre le Gouvernement et sa majorité ; désignation des administrateurs* (p. 4599) ;

— du projet de loi portant création d'une contribution de solidarité au profit de certains régimes de protection sociale des travailleurs non salariés : *Contribution de solidarité des sociétés ; exonération des sociétés dont le chiffre d'affaires est inférieur à 500.000 francs* [11 décembre 1969] (p. 4854) ; Art. 33 de l'ordonnance du 23 septembre 1967 : *Ses observations sur les professions libérales* (p. 4855) ; *problème des pénalités ; problème du contentieux* (p. 4855) ; *opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Ribadeau Dumas ; problème de la déductibilité de la contribution pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés* (p. 4856) ; *institution d'une contribution à caractère fiscal* (p. 4856) ; *impossibilité de prévoir des taux progressifs* (p. 4857) ; *son amendement tendant, dans l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour cet article, à remplacer la deuxième phrase par la disposition suivante : « Le taux de cette contribution est déterminé conformément au tableau annexé à la présente loi »* (p. 4857) ; *rôle de l'administration des impôts* (p. 4858) ; Art. 34 de l'ordonnance du 23 septembre 1967 : *Problème des pénalités* (p. 4839) ; Après l'Art. 3 : *Dépôt éventuel d'un rapport retraçant l'évolution de la situation financière du régime* (p. 4860) ; Seconde délibération, Art. 33 de l'ordonnance du 23 septembre 1967 : *Son amendement tendant à supprimer le sixième alinéa de cet article* (p. 4861) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4861) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Ses observations sur ce texte* [19 décembre 1969] (p. 5097) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance-maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Extension du bénéfice de la loi aux enfants âgés de plus de 20 ans* [18 décembre 1969] (p. 5056) ; *cas des chauffeurs de taxi* (p. 5058).

Répond à la question orale sans débat de M. Falalla, relative à la retraite des femmes salariées [10 avril 1970] (p. 953).

Répond à la question d'actualité de M. Commenay, relative aux élections aux Caisses d'assurance maladie [17 avril 1970] (p. 1147).

Répond à la question orale sans débat de M. Feït, relative aux conditions financières des travaux des collectivités locales [17 avril 1970] (p. 1148).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'agrément des entreprises de transports sanitaires : *Ses observations sur la situation actuelle ; fréquence des accidents de la route ; nécessité d'une coordination sanitaire ; projet de loi hospitalier ; coordination des transports ; formule de l'agrément ; possession d'un certificat de capacité d'ambulancier ; projet de loi autorisant à passer des conventions avec les établissements publics ; mise en œuvre d'un mécanisme de secours d'urgence coordonnés* [21 mai 1970] (p. 1852, 1853) ; Art. unique : *Ses observations sur les amendements de Mme Troisier* (p. 1853).

Répond à la question d'actualité de M. Baudis relative aux pensions privées des rapatriés [22 mai 1970] (p. 1885, 1886).

Répond à la question orale avec débat de M. Lebas relative à la politique à l'égard des cadres : *Sollicitude particulière du Gouvernement à l'égard des cadres ; avis du Conseil économique et social ; avis formulés par la commission Bordaz ; menaces prétendues sur les retraites complémentaires ; principe d'une modulation en fonction du revenu en ce qui concerne le salaire unique et les allocations familiales ; son hostilité à l'intégration des allocations familiales dans les ressources retenues pour le calcul de l'impôt sur le revenu ; les problèmes posés par l'assurance maladie ; système du déplafonnement ; propositions exprimées dans le rapport rédigé par les cadres ; modulation du ticket modérateur ; importance du rôle des cadres dans la nation* [22 mai 1970] (p. 1892, 1893) ; *part de l'Etat dans le financement de la Sécurité sociale, augmentation des prestations au rythme annuel de 10 %, ralentissement de la progression des dépenses, dépôt d'un projet de réforme hospitalière, problème du recyclage des cadres* (p. 1897, 1898).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux avantages sociaux des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés : *Ses observations sur l'article 20 de la loi du 12 juillet 1960 ; intention du Gouvernement étant d'accorder des avantages particuliers aux médecins qui passeraient une convention ; cas des médecins généralistes ;*

charges de maladie des médecins non actifs ; question de l'affiliation des médecins au système des non-salariés ; problème des droits acquis ; mise en œuvre d'un système d'assurances complémentaires [4 juin 1970] (p. 2245, 2246) ; *problème des prestations sociales ; croissance des prestations maladie pendant la durée d'exécution du VI^e^ Plan ; revalorisation de la profession de généraliste ; problème de l'obtention des abattements fiscaux ; problème de la rupture de convention* (p. 2247) ; Art. L 613-6 du Code de la Sécurité sociale : *Objet du texte étant d'encourager la convention ; situation des pharmaciens exerçant à temps partiel dans les hôpitaux ; cas des pharmaciens hospitaliers exerçant une activité principale dans le cadre de l'hôpital* (p. 2248) ; Art. L 613-7 du Code de la sécurité sociale : *Cas des ayants droit de l'assurance maternité* (p. 2248, 2249) ; *cas d'un médecin qui n'est plus conventionné* (p. 2249) ; Art. L 613-8 du Code de la sécurité sociale : *Situation des médecins retraités qui n'avaient pas adhéré à la convention de 1960* (p. 2249) ; Art. L 613-10 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le début du deuxième alinéa de cet article : « un décret détermine les modalités de calcul et de recouvrement des cotisations dues par les bénéficiaires ainsi que... »* (p. 2250) ; *situation des praticiens retraités dans un autre régime* (p. 2250) ; Art. L 613-11 du Code de la sécurité sociale : *Danger de permettre l'option entre le régime général et le régime des non-salariés* (p. 2251) ; Après l'Art. premier : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (contribution de solidarité à l'égard des non-salariés)* (p. 2251) ; Art. L 682 du Code de la sécurité sociale : *Système complémentaire obligatoire de prestations vieillesse* (p. 2252) ; Art. L 683-1 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa (1°) de cet article par les dispositions suivantes : « compte tenu, le cas échéant, de l'importance du revenu professionnel non salarié des bénéficiaires »* (p. 2252) ; *modulations de la cotisation à l'assurance vieillesse suivant les revenus professionnels non salariés des intéressés* (p. 2253) ; *son amendement tendant, dans la dernière phrase du troisième alinéa (2°) après les mots : « les régimes susvisés » à insérer les mots : « et de son versement »* (p. 2253) ; *cas où les cotisations personnelles obligatoires n'ont pu être recouvrées* (p. 2253) ; Après l'Art. L 683-1 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement tendant à insérer de nouvelles dispositions (possibilité de rendre obligatoire le régime des prestations complémentaires de vieillesse ; consultation des organisations syndicales)* (p. 2253).

Répond à la question d'actualité de Mme Thome-Patenôtre relative aux veuves d'assurés sociaux [5 juin 1970] (p. 2288).

Répond à la question d'actualité de M. Jacques Barrot relative au paiement des allocations de vieillesse de la Sécurité sociale [12 juin 1970] (p. 2572, 2573).

Répond à la question d'actualité de M. Lavielle relative à l'allocation de loyer des économiquement faibles [12 juin 1970] (p. 2573).

Répond à la question d'actualité de M. Fortuit relative aux paiements de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés [16 octobre 1970] (p. 4376, 4377).

Répond à la question d'actualité de M. Madrelle relative aux cotisations d'assurance volontaire [23 octobre 1970] (p. 4633).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Formation du personnel médical et paramédical ; programme en faveur des handicapés ; ses observations sur l'administration centrale ; ses observations sur la direction de la sécurité sociale et de la direction de l'action sociale ; discussion de la loi hospitalière* [28 octobre 1970] (p. 4817) ; *rôle de la direction de la pharmacie et des médicaments ; fusion des directions régionales de la sécurité sociale et des services régionaux de l'action sanitaire et sociale ; étatisation du personnel des directions départementales de l'action sanitaire et sociale ; équipements sanitaires et sociaux ; principes de la rationalisation, de l'industrialisation et de la responsabilité ; politique de la sécurité sociale ; mesures concernant les familles et les personnes âgées ; abaissement du taux de la natalité : relèvement du salaire de base quant au calcul des allocations familiales ; augmentation du salaire de base pour le taux des allocations servies pour les troisième et quatrième enfants ; allocation de salaire unique* (p. 4818) ; *création d'une allocation d'orphelin ; création d'une allocation pour les familles ayant un enfant gravement handicapé ; construction de crèches ; politique de la vieillesse ; aug*

mentation de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité ; réforme de l'inaptitude ; modalités de calcul des retraites ; amélioration du sort des veuves pour le bénéfice du droit à pension de réversion par un relèvement du plafond de ressources et un assouplissement des conditions de date et de durée du mariage ; politique de l'assurance maladie ; réforme hospitalière ; ses observations sur les dépenses pharmaceutiques ; révision périodique des prix de vente des produits ; organisation d'une cellule d'économistes pour assister la commission qui propose la liste des médicaments remboursables aux assurés sociaux ; coût des fabrications et des thérapeutiques ; action du Gouvernement au niveau des officines (p. 4819) ; *rôle de la commission Renaudin ; automatisation des analyses ; projet de loi visant à mettre fin aux implantations anarchiques des laboratoires qui, de plus, devront respecter certaines normes techniques ; ses observations sur les dépenses médicales ; participation des médecins à la gestion des hôpitaux ; augmentation des dépenses de l'assurance maladie ; intégration de la recherche médicale dans la politique de santé ; problème de l'équipement ; ses observations sur l'I.N.S.E.R.M. ; adaptation des équipements* (p. 4820) ; *ses observations sur la « carte sanitaire » ; problème de la réforme des études médicales ; gratuité des études pour les formations assurées par les écoles dépendant du Ministère de la Santé publique ; prise en charge par l'Etat des dépenses supportées par la sécurité sociale ; situation des étudiants qui, en cours de formation, rendent gratuitement à l'hôpital certains services* (p. 4821) ; *problème de la qualité de la formation des futurs médecins ; définition des nouvelles actions de santé ; coût de la santé publique ; rationalisation des choix budgétaires ; politique prénatale et périnatale ; engagement d'un effort d'information et de recyclage des médecins, sages-femmes et puéricultrices ; amélioration des installations des services d'obstétrique ; vaccination contre la rubéole en milieu scolaire* (p. 4822) ; *crédits des centres de protection maternelle et infantile ; sécurité routière ; crédits budgétaires affectés aux secours d'urgence ; lutte contre la toxicomanie ; humanisation des hôpitaux ; programme de rénovation des hôpitaux anciens* (p. 4823) ; *conditions de l'équilibre du système prévu par le rapport Laroque ; contribution des actifs : report de l'âge de la retraite* (p. 4849) ; *question de savoir si le Gouvernement a une politique de la santé ; ses observations sur le budget de fonctionnement ; problème de la formation des hommes ; crédits affectés à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale ; réforme des études médicales ; lutte contre la toxicomanie ; problème de la fusion des directions générales de la sécurité sociale et des services régionaux d'action sanitaire et sociale ; problèmes relatifs aux prestations sociales ; question de la réforme de la sécurité sociale ; part des prestations dans le produit national brut ; réforme hospitalière ; convention entre les caisses d'assurance maladie et les médecins ; ses observations sur la pharmacie ; coût des produits pharmaceutiques ; ses observations sur la biologie* (p. 4865, 4866) ; *diminution d'un point de la part des salaires qui sert de base à l'assiette des cotisations pour les allocations familiales ; montant des prestations familiales ; problème de la vieillesse ; Fonds national de solidarité ; augmentation des retraites de vieillesse ; ses observations sur les systèmes d'assurance vieillesse ; problème des cotisations ; cas des commerçants et des artisans ; conséquence de l'organisation d'un système par catégories professionnelles où ne s'exerce pas la solidarité nationale* (p. 4867) ; *ses observations sur la vignette ; équipements pour les handicapés ; Fonds d'action conjoncturelle ; réforme du système de l'aide sociale ; engagement d'attribuer, à partir du 1er janvier 1972, aux personnes âgées une allocation de 10 francs par jour ; problème de l'institution d'une allocation nationale de vieillesse ; détermination de l'activité principale en matière de retraite des non-salariés ; problème de la tuberculose ; reconversion des sanatoriums ; ses observations sur l'alcoolisme ; priorités du VIe Plan ; situation des médecins à temps partiel et à temps plein ; proposition de loi de M. Peyret sur l'avortement* (p. 4868) ; *problème de la réouverture des maisons de tolérance ; ses observations sur les handicaps des enfants cardiaques ; problèmes des régions minières ; humanisation des hôpitaux ; ses observations sur la pollution ; cas des mineurs glaisiers ; industrialisation de la construction ; zones d'altocations familiales ; nombre des médecins ; problème de la rage ; ses observations sur la décision qui aboutit à laisser à l'assuré*

la charge des soins qui coûtent moins de 50 francs par mois dans le régime des maladies coûteuses ; problème des déficients sensoriels ; cas des orphelins ; dépôt d'un projet de loi sur les handicapés ; cas des travailleuses familiales ; problème du thermalisme ; problèmes de la vieillesse des commerçants et artisans (p. 4869, 4870) ;

— du projet de loi étendant les possibilités d'emprunt des groupements mutualistes : *Objet de ces groupements ; création d'œuvres sociales ; vœu du Conseil supérieur de la mutualité* [18 novembre 1970] (p. 5749) ; *ses observations sur le ticket modérateur* (p. 5750) ; Art. unique : *Ses observations sur l'amendement de M. Herman* (p. 5750).

Répond à la question d'actualité de M. Mainguy relative au prix de journée des cliniques privées [20 novembre 1970] (p. 5844, 5845).

Répond à la question d'actualité de M. Lavielle relative aux critères de la Sécurité sociale et des services du travail en matière d'arrêt de travail [20 novembre 1970] (p. 5846).

Répond à la question orale sans débat de M. Arnould relative aux pensions de veuves [20 novembre 1970] (p. 5848).

Répond à la question orale sans débat de M. de Grailly relative aux handicapés physiques [20 novembre 1970] (p. 5849).

Répond à la question orale sans débat de M. Lagorce relative à la suppression de centres de paiement de la Sécurité sociale [20 novembre 1970] (p. 5850, 5851).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant certaines dispositions des Livres IV, V et IX du Code de la santé publique : *Ses observations sur les protocoles d'accord conclus avec les organisations syndicales en mai 1968 ; délimitation entre le domaine législatif et le domaine réglementaire* [1er décembre 1970] (p. 6048) ; *problème des pharmacies hospitalières ; cas des infirmières à temps partiel ; situation des masseurs kinésithérapeutes ; problème du régime disciplinaire ; structure paritaire de la commission des recours annexée au Conseil supérieur de la fonction hospitalière ; exercice du droit syndical* (p. 6049) ; *humanisation des hôpitaux ; situation des personnels des catégories C et D* (p. 6051) ; Art. 2 : *Dispositions relatives aux pharmaciens hospitaliers* (p. 6051) ; Art. 4 : *Ses observations sur les amendements déposés à cet article ; opportunité de ne pas interdire aux agents qui travaillent à temps partiel d'exercer une activité professionnelle pour une durée de travail inférieure à 60 % du temps plein* (p. 6052) ; Art. 5 : *Problème de la création des comités techniques paritaires* (p. 6053) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article L 851 du Code de la santé publique (fixation par décret des conditions dans lesquelles seront accordées des autorisations spéciales d'absence n'entrant pas en compte dans le calcul des congés annuels)* (p. 6056) ; *retrait de son amendement* (p. 6056) ; Après l'Art. 9 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (détermination par décret des droits à pension des médecins psychiatres et des médecins phtisiologues intégrés dans les cadres de médecins à plein temps des hôpitaux généraux)* (p. 6057) ; *ses observations sur l'Institution de prévoyance des agents contractuels et temporaires de l'Etat et l'Institution générale de retraites des agents non titulaires de l'Etat* (p. 6057) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière : *Ses observations sur le contexte de l'élaboration du projet de loi ; raisons d'une réforme hospitalière ; caractère du projet de loi ; importance de l'hôpital dans l'évolution des dépenses de santé ; inadaptation de l'hôpital aux besoins actuels ; absence de cohérence entre l'infrastructure actuelle et les besoins sanitaires ; absence de coordination entre le secteur public et le secteur privé ; gestion de l'hôpital* [3 décembre 1970] (p. 6105) ; *ses observations sur l'implantation hospitalière ; ses observations sur un récent sondage relatif au choix des malades entre l'hôpital et une clinique privée ; problème de la coordination au sein du secteur public ; importance des accidents de la route ; gestion de l'hôpital ; coût des prestations fournies par l'hôpital public à l'intérieur des dépenses de la sécurité sociale ; établissement de la carte sanitaire* (p. 6106) ; *création d'un service public hospitalier ; rôle de l'hôpital ; distinction entre l'hôpital et l'établissement de cure et de réadaptation ; humanisation des hôpitaux ; formation du personnel ; groupement interhospitalier* (p. 6107) ; *composition de la commission administrative ; composition du conseil d'administration ; pouvoirs du directeur ; poids de la tutelle ;*

statut des médecins à temps plein ; problème des médecins à temps partiel ; ses observations sur le poste de chef de service (p. 6108) ; *gestion de l'hôpital ; prix de la journée ; mise en place d'un système de construction industrialisée ; problème des dossiers de santé ; coordination entre le secteur public et le secteur privé ; convention passée par l'établissement privé avec le service public ; application de la présente loi* (p. 6109) ; *ses observations sur les paroles de M. Leroy* (p. 6112) ; *son opposition à la question préalable* (p. 6112) ; *caractères du projet de loi ; prix de la journée* (p. 6138) ; *problèmes financiers posés par la réalisation des investissements dans le secteur hospitalier ; rôle des sociétés d'économie mixte pour les constructions hospitalières ; carte sanitaire ; coordination des activités du secteur public et du secteur privé ; exemple de l'hôpital de Gonesse ; problème de l'assistance publique de Paris ; création d'une direction des hôpitaux ; coût général de la santé publique ; ses observations sur la médecine libérale* (p. 6139) ; Avant le chapitre 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (protection sanitaire du pays ; libre choix par le malade de son praticien et de son établissement de soins)* [4 décembre 1970] (p. 6181) ; *existence de régimes particuliers ; objet du projet de loi* (p. 6181) ; Art. 1er : *Son amendement tendant dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « est tenu d'assurer » les mots : « assure »* (p. 6182) ; *retrait de son amendement* (p. 6182) ; *son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'amendement de M. Peyret par la phrase suivante : « Enfin, il est chargé de la tenue matérielle des dossiers individuels de santé »* (p. 6183) ; Art. 2 : *Composition du service public hospitalier* (p. 6184) ; *distinction entre les établissements à but non lucratif et les établissements à but lucratif* (p. 6184) ; *ses observations sur les amendements déposés à cet article ; nécessité d'inciter à la conclusion de contrats d'association* (p. 6185) ; *cas des établissements à caractère mutualiste* (p. 6184) ; *ses observations sur les amendements déposés à cet article ; nécessité d'inciter à la conclusion de contrats d'association* (p. 6185) ; *cas des établissements à caractère mutualiste* (p. 6185) ; *obligations des établissements qui passeront convention avec le service public hospilalier* (p. 6186) ; Art. 3 : *Son amendement tendant, après le deuxième alinéa de cet article, à insérer de nouvelles dispositions : « Ils comportent notamment : 1° Des unités d'hospitalisation pour soins hautement spéciatisés ; 2° Des unités d'hospitalisation pour pratique médico-chirurgicale courante ; 3° Eventuellement, des unités d'hospitalisation pour convalescence, cure et réadaptation »* (p. 6187) ; *distinction des établissements où les malades entrent d'urgence sur certificat médical et ceux où ils entrent sur dossier médico-social* (p. 6187) ; Art. 13 : *Son opposition à l'amendement de M. Peyret* (p. 6188) ; Art. 14 : *Composition des conseils des groupements interhospitaliers* (p. 6189) ; *ses observations sur les conseils des groupements interhospitaliers de secteur ou de région* (p. 6190) ; *définition des membres de droit* (p. 6190) ; Art. 16 : *Son opposition à l'amendement de M. Peyret* (p. 6191) ; Art. 17 : *Fonctionnement des syndicats interhospitaliers* (p. 6192) ; Art. 21 : *Ses observations sur le fait que les établissements à but non lucratif ne recevront pas de fonds de l'Etat* (p. 6193) ; Art. 23 : *Son amendement tendant, dans le texte de cet article, après les mots : « et de recherches médicales et odontologiques ou... » à insérer les mots : « au cas où elles n'ont pas la personnalité morale »* (p. 6193) ; *ses observations sur les unités d'enseignement et de recherche* (p. 6193) ; Art. 25 : *Son amendement tendant après les mots : « d'autre part » à rédiger comme suit la fin de cet article : « des représentants des unités d'enseignement et de recherches médicales, odontologiques et pharmaceutiques »* (p. 6196) ; Art. 26 : *Création d'un dossier national de santé ; respect du secret médical* (p. 6198) ; Art. 1er : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'amendement de M. Peyret par la phrase suivante : « Enfin, il est chargé de la tenue matérielle des dossiers individuels de santé »* (p. 6199) ; *expérience de certains pays étrangers ; ses observations sur les actions de médecine préventive* (p. 6199) ; Art. 26 *bis* : *Ses observations sur le fléau que constitue le cancer* (p. 6200) ; *Champ d'action d'un hôpital* (p. 6201) ; Art. 26 *ter* : *Composition du conseil d'administration des établissements et groupes d'établissements d'hospitalisation* (p. 6201) ; *situation des médecins non hospitaliers ; cas des pharmaciens ; distinction entre les domaines tégislatif et réglementaire* (p. 6202) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (détermination de la composition du conseil d'administration des*

établissements et groupes d'établissements d'hospitalisation ; situation du président de la commission médicale consultative) (p. 6203); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article : « Les membres de droit du conseil d'administration ne peuvent être membres dudit conseil »* (p. 6203) ; *ses observations sur l'exclusion de certaines personnes de la commission administrative* (p. 6204) ; Après l'Art. 6 : *Son sous-amendement tendant, dans la première phrase de l'amendement de M. Peyret à substituer aux mots : « centres hospitaliers régionaux à vocation universitaire » les mots : « centres hospitaliers régionaux faisant partie des centres hospitaliers universitaires »* (p. 6204) ; *cas où il y a plusieurs U.E.R.* (p. 6204) ; *son sous-amendement tendant à substituer à la deuxième phrase de l'amendement de M. Peyret de nouvelles dispositions (possibilité pour le directeur de l'U.E.R. médicale ou du président du comité de coordination de l'enseignement médical d'être membre de droit)* (p. 6204) ; Art. 26 *quater : Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Peyret, à supprimer les mots : « et les conventions conclues pour son application »* (p. 6205) ; *pouvoirs du directeur* (p. 6205) ; *problème de la création de cliniques ouvertes* (p. 6205, 6206) ; Après l'Art. 7 : *Son sous-amendement tendant à la fin du premier alinéa de l'amendement de M. Peyret à supprimer les mots : « suivant des principes de rentabilité, d'efficacité et de contrôle à posteriori »* (p. 6206) ; *son sous-amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'amendement de M. Peyret* (p. 6207) ; *emprunts des hôpitaux ; problème de la parité d'honoraires entre le secteur public et le secteur privé* (p. 6207) ; *rôle des capitaux privés ; problème du taux de l'intérêt* (p. 6208) ; *son sous-amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'amendement de M. Peyret, à substituer au mot : « unités » le mot : « services »* (p. 6208) ; Art. 9 : *Son amendement tendant dans le deuxième alinéa (1°) de cet article après le mot « stagiaires » à insérer les mots « y compris les pharmaciens à temps plein »* (p. 6209) ; *situation des pharmaciens à temps plein* (p. 6209) ; *statut des membres du personnel médical qui exercent leur activité à temps partiel dans les établissements d'hospitalisation publics* (p. 6209) ; *son amendement tendant au début du septième alinéa de cet article à substituer aux mots : « le conseil d'administration du centre hospitalier » les mots : « le conseil d'administration de l'établissement »* (p. 6210) ; *cas des médecins à temps partiel* (p. 6210) ; Après l'Art. 10 : *Son sous-amendement tendant à la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article L 578 du Code de la santé publique par l'amendement de M. Peyret à supprimer le mot : « hospitalier »* (p. 6211) ; *son sous-amendement tendant après les mots : « l'approvisionnement en médicaments » à rédiger ainsi la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L 578 du Code de la santé publique : « d'autres établissements sans but lucratif, assurant un service public et concourant à la protection sanitaire, dont les caractéristiques seront fixées par arrêté du Ministre de la Santé publique »* (p. 6211, 6212) ; *son sous-amendement tendant à la fin de l'amendement de M. Peyret à supprimer les mots : « lorsqu'il n'y a pas d'autre source de distribution possible »* (p. 6212) ; Art. 29 : *Qualification du personnel médical et paramédical* (p. 6212, 6213) ; *son amendement tendant à substituer aux trois derniers alinéas de cet article un nouvel alinéa (possibilité de refuser l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux lorsque le prix prévu pour le fonctionnement du service est excessif)* (p. 6213) ; *classification des établissements conventionnés ; détermination, par décret, des normes concernant les tarifs jugés excessifs* (p. 6213, 6214) ; Art. 30 : *Coordination des établissements privés* (p. 6217) ; *rôle du centre national des professions de santé* (p. 6217) ; Art. 32 : *Son amendement tendant après le deuxième alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa (possibilité de retrait de l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux)* (p. 6218) ; *relation entre le prix excessif et l'agrément* (p. 6218) ; Art. 33 : *Son sous-amendement tendant à rédiger comme suit le début de l'amendement de M. Peyret : « en cas d'urgence, tenant à la sécurité du malade, le préfet... »* (p. 6219) ; *son sous-amendement tendant à supprimer la dernière phrase de l'amendement de M. Peyret* (p. 6219) ; Art. 35 : *Respect du plan comptable général ; cas de passation de conventions de service public* (p. 6220) ; Art. 36 : *Participation des établissements d'hospitalisation à l'exécution du service public hospitalier ; conclusion de conventions* (p. 6221) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « participent sur leur demande »*

les mots : « peuvent participer » (p. 6221) ; Art. 38 : *Situation des établissements privés à but lucratif* (p. 6223) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa* (1°) *de cet article, à substituer aux mots : « d'hospitalisation, public ou privé, de même nature » les mots : « ou service d'hospitalisation de même nature »* (p. 6223) ; *implantation des établissements publics* (p. 6223) ; Art. 40 : *Création d'un conseil de santé* (p. 6225) ; Art. 46 : *Ses observations sur l'Assistance publique de Paris ; humanisation des hôpitaux* (p. 6227) ; Après l'Art. 46 : *Ses observations sur l'amendement de M. Peyret* (p. 6228) ; Art. 47 : *Ses observations sur l'amendement de M. Peyret* (p. 6228) ; Art. 48 : *Ses observations sur le terme : « Personnels paramédicaux » ; formation des médecins* (p. 6229) ; Art. 51 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le paragraphe 1 de cet article : « A l'article L 271 du Code de la sécurité sociale, après les mots : « établissements hospitaliers publics » sont ajoutés les mots : « établissements privés à but non lucratif assurant le service public hospitalier »* (p. 6229) ; *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de l'article 51, à substituer aux mots : « qui assurent le service public hospitalier » les mots : « visés à l'article L 271 du Code de la sécurité sociale »* (p. 6229) ; *ses observations après les explications de vote ; collaboration entre le Parlement et le Gouvernement* (p. 6231) ; En deuxième lecture : *Dossier de santé ; problème du financement de la construction des hôpitaux par l'appel au marché financier* [16 décembre 1970] (p. 6569) ; Art. premier A : *Problème des régimes spéciaux actuellement en vigueur ; exemple du régime de la S.N.C.F. et des mines* (p. 6570) ; Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Peyret* (p. 6571) ; Art. 14 : *Ses observations sur un amendement de M. Peyret* (p. 6572) ; Art. 16 : *Membres de droit du conseil d'administration* (p. 6572) ; Art. 23 : *Problème des C.H.U. pharmaceutiques* (p. 6573) ; Art. 26 *ter* : *Impossibilité pour une personne ayant un intérêt dans un laboratoire privé de siéger au sein de la commission administrative* (p. 6574) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (incompatibilité frappant le président de la commission médicale consultative, le directeur de l'unité d'enseignement et de recherche médicale et le président du comité de coordination de l'enseignement médical)* (p. 6574) ; Art. 26 *sexies* : *Rémunérations des médecins hospitaliers* (p. 6575) ; *honoraires médicaux pratiqués dans le secteur privé* (p. 6575) ; Art. 29 : *Problème de la carte sanitaire ; question des tarifs excessifs pratiqués par certains établissement luxueux* (p. 6577) ; *modulations des prestations de la sécurité sociale ; fixation, par le Conseil d'Etat, des normes des tarifs excessifs* (p. 6578) ; *suppression de la référence à l'équipement pour l'octroi de l'autorisation* (p. 6579) ; Art. 30 : *Recours formés contre les décisions du préfet de région* (p. 6579) ; *son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Peyret, à substituer aux mots : « trois mois » les mots : « six mois »* (p. 6579) ; Art. 35 : *Comptabilité des établissements* (p. 6580) ; *son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Peyret, après les mots : « doit être mise » à supprimer les mots : « place et à la »* (p. 6580) ; Art. 38 : *Développement des centres hospitaliers et universitaires* (p. 6581) ; *ses observations sur la notion de service public hospitalier* (p. 6582) ; Commission mixte paritaire : *Financement des hôpitaux par des capitaux privés ; problème de la tutelle ; harmonisation entre les différentes tarifications du secteur privé et du secteur public ; cas des établissements médico-pharmaceutiques* [18 décembre 1970] (p. 6652) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative aux mesures sanitaires de lutte contre la toxicomanie et à la répression du trafic et de l'usage illicite des substances vénéneuses : *Résultats de l'action gouvernementale ; ses observations sur la jeunesse ; programme de recherche lancé par l'I.N.S.E.R.M. ; recherche sur les conséquences de l'utilisation du chanvre indien sur le plan physique et psychologique; étude épidémiologique sur l'ampleur du problème ; multiplication des précautions prises par les pharmaciens pour protéger leurs stocks contre les vols ; surveillance de la délivrance des seringues* [10 décembre 1970] (p. 6395, 6396) ; Art. L 627 du Code de la santé publique : *Ses observations sur les règlements d'administration publique prévus par l'article L 626 ; son opposition à l'amendement de M. Mazeaud* (p. 6397) ; *protection des libertés publiques* (p. 6398) ; *ses observations sur l'amendement de M. Gerbet* (p. 6398) ;

— du projet de loi instituant une allocation en faveur des orphelins et de certains enfants à la charge d'un parent isolé : *Objet du projet de loi ; aide à la mère de l'enfant dont la filiation paternelle n'est pas établie ; attribution de l'allocation aux actuels titu-*

laires des allocations familiales des départements d'outre-mer ; cas des enfants adoptés ; situation des enfants orphelins à la suite d'accidents du travail ou d'événement de guerre [10 décembre 1970] (p. 6403) ; *taux de l'allocation ; réforme de l'allocation de salaire unique* (p. 6404) ; *ses observations sur les paroles de M. Christian Bonnet* (p. 6405) ; *problème du plafond de ressources ; système du non-assujettissement à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; problème des veuves ; question de la majoration de l'allocation de base ; situation des mères célibataires ; problème du cumul de la pension de réversion avec une autre pension ; situation des handicapés ; taux de l'allocation ; cas des orphelins de guerre ; situation des mères bénéficiaires de l'aide sociale ; cas des mères qui ne peuvent pas travailler* (p. 6407) ; Art. L 543-5 du Code de la sécurité sociale : *Nombre d'enfants dont la filiation n'est établie à la naissance ni à l'égard du père ni à l'égard de la mère* (p. 6408) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à certaines dispositions concernant le personnel des établissements d'hospitalisation, de soins et de cure : *Ses observations sur ce texte* [19 décembre 1970] (p. 6717) ;

— du projet de loi relatif à diverses mesures en faveur des handicapés : *Augmentation du nombre des handicapés adultes ; rapport de M. Bloch-Lainé* [6 mai 1971] (p. 1697) ; *limite financière du projet de loi ; cas des handicapés mineurs ; création d'une nouvelle allocation en faveur des familles qui font un effort pour remédier au handicap de leur enfant ; droit du handicapé majeur à une allocation ; prise en charge par l'aide sociale des cotisations à l'assurance volontaire des titulaires de l'allocation aux handicapés adultes ; allégement des charges des familles ; formation professionnelle et mise au travail des handicapés ; importance du projet de loi* (p. 1698, 1699) ; Art. L 543-2 du Code de la sécurité sociale : *Ses observations sur l'amendement de M. Toutain* (p. 1719) ; *contentieux de la sécurité sociale* (p. 1720) ; Art. 7 : *Application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Toutain* (p. 1723) ; Art. 8 : *Composition de la commission prévue par la loi hospitalière ; interprétation de la Constitution* (p. 1726) ; Après l'Art. 11 : *Problème de l'interdiction faite aux citoyens qui bénéficient de l'aide sociale de se porter candidats aux élections municipales* (p. 1730) ; *question du dépôt d'un projet de loi de programme relatif aux équipements* (p. 1731).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Labbé, Berthelot, Chazalon, Carpentier, Olivier Giscard d'Estaing relatives à l'abaissement de l'âge de la retraite : *Charges de l'ordre de 60 milliards de francs représentées par l'ensemble des problèmes de la vieillesse en 1971 ; rythme de progression du nombre des personnes âgées ; âge de la retraite dans le monde ; aspects financiers du problème ; choix nécessaire entre l'abaissement de l'âge de la retraite et l'amélioration des prestations vieillesse ; effort fait au titre du Fonds national de solidarité pour augmenter l'allocation supplémentaire aux personnes âgées ; calcul de la pension ; éventuelle prise en compte de 37 années et demie de carrière; régime complémentaire ; dépôt au cours de cette session de projet de loi relatifs à la retraite ; octroi d'une retraite anticipée au taux plein dans certains cas pénibles ; cas des anciens prisonniers de guerre, des travailleurs âgés de plus de 60 ans n'ayant pu retrouver un emploi au bout d'une longue période de chômage ; nécessité de favoriser l'emploi des personnes du troisième âge ; allocation de logement pour les personnes âgées ; effort à l'égard des veuves ; conditions d'octroi des pensions de réversion* [19 mai 1971] (p. 1985, 1988) ; *taux de la retraite prise à 60 ans* (p. 1992) ; *réforme de l'inaptitude ; mode de calcul de la retraite* (p. 1996, 1997).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux rapports entre les caisses d'assurance maladie et les médecins : *Rôle de la sécurité sociale ; proportion de remboursement ; libre choix du médecin ; augmentation des prestations en nature et en espèce ces dernières années* [27 mai 1971] (p. 2133, 2134) ; *problème de l'augmentation des cotisations ; comparaison entre notre système et les systèmes allemand, britannique et hollandais ; conséquence des progrès de la technologie* (p. 2135) ; *réduction des marges bénéficiaires des pharmaciens ; rôle du groupe de travail présidé par M. Renaudin ; dépôt d'un projet de loi tendant à maîtriser la prolifération des laboratoires d'analyses ; industrie pharmaceutique ; rôle de la commission présidée par M. Coudurier ; rôle de la section médicale ; attribution des commissions médico-sociales* (p. 2136) ; *cas de conflit entre la section médicale et la section sociale ; possibilité d'un décret en Conseil d'Etat qui indiquera les mentions nécessaires au remboursement ; système conventionnel créé en 1960 ; durée de la convention ; représentation de l'ordre des médecins*

dans la section médicale des commissions médico-sociales (p. 2137) ; *indemnité spéciale de dérangement ; situation des médecins qui gagnent plus de 175.000 francs par an ; problème des cabinets de groupe ; étude de l'évolution de la consommation médicale* (p. 2138) ; *perspectives du VIe Plan ; élaboration de la convention ; problèmes des médecins généralistes ; question de l'égalité de remboursement des honoraires entre le médecin conventionné et celui qui ne l'est pas ; opinion de l'ordre des médecins* (p. 2148, 2149) ; Avant l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Massoubre* (p. 2150) ; *nécessité de modérer la croissance des dépenses de santé* (p. 2151) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Barrot* (p. 2151) ; Art. 2 : *Consultation de l'ordre des médecins dans le cas où la convention nationale comporterait des dispositions relatives à la déontologie médicale* (p. 2151) ; *son souhait que les avenants locaux ne puissent remettre en cause la convention nationale* (p. 2152) ; Art. 3 : *Son sous-amendement tendant à rédiger ainsi l'amendement de M. Massoubre : « sans préjudice de l'application des dispositions des articles L 403 à L 408 du présent code »* (p. 2153) ; Art. 4 : *Non-établissement d'un double tarif* (p. 2154) ; Art. 5, 6, 8 et 9 : *Ses observations sur les amendements déposés à ces articles* (p. 2154, 2155) ; Après l'Art. 9 : *Harmonisation des juridictions d'appel* (p. 2155) ; en deuxième lecture : *Modifications faites par le Sénat* [23 juin 1971] (p. 3290, 3291).

Répond à la question d'actualité de M. Christian Bonnet relative à la retraite des travailleurs indépendants [8 octobre 1971] (p. 4427).

Répond à la question d'actualité de M. Boudet relative à la convention nationale médicale [29 octobre 1971] (p. 5116, 5117).

Répond à la question d'actualité de M. Durieux relative à la situation des veuves civiles [29 octobre 1971] (p. 5119).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Rôle de la commission des comptes de la santé* [4 novembre 1971] (p. 5278) ; *renforcement des moyens de l'administration de la santé ; revalorisation de la condition des médecins ; revalorisation du régime indemnitaire ; situation des médecins contractuels qui participent au service de la santé scolaire* (p. 5279) ; *cas des médecins vacataires ; ses observations sur les infirmières, les assistantes médicales et les infirmières et adjointes de santé scolaires vacataires ; rôle du laboratoire des actions de santé et du laboratoire de contrôle des médicaments ; action des directions d'action sanitaire et sociale ; politique de la santé ; formation des personnels sociaux et paramédicaux ; gratuité des études d'infirmière* (p. 5280) ; *crédits de bourses ; problème de la formation des médecins et des odontologues ; nombre de postes hospitaliers disponibles pour la participation effective des étudiants en médecine ; possibilités d'accueil des étudiants après la deuxième année du 2e cycle ; équipement sanitaire et social ; objectifs du VIe Plan ; crédits affectés aux unités de soins normalisées* (p. 5281) ; *coût de construction des C.H.U. ; priorité de la recherche médicale dans l'ensemble de la recherche scientifique ; crédits affectés à l'I.N.S.E.R.M. ; importance des secours d'urgence ; lutte contre la toxicomanie ; prévention du suicide ; santé scolaire* (p. 5282) ; *évolution du budget social de la nation ; régime général de sécurité sociale ; assurance maladie ; retraites servies aux personnes âgées ; dépenses pharmaceutiques ; problème de l'hospitalisation ; dépenses en matière d'analyses biologiques ; ses observations sur la convention passée entre les médecins et les caisses de sécurité sociale en matière d'honoraires médicaux et chirurgicaux* (p. 5283, 5284) ; *examen des projets de loi relatifs à la vieillesse et à la famille ; problème de l'allocation minimum de vieillesse ; cas des personnes âgées* (p. 5330) ; *problème des travailleuses familiales ; âge de la retraite ; situation des veuves ; financement des hôpitaux ; importance de l'hôpital public ; problème du recours à l'emprunt ; situation des handicapés ; cas des mutilés du travail* (p. 5331) ; *sécurité sociale minière ; prix de journée ; harmonisation du prix de journée entre le secteur public et le secteur privé ; convention entre la sécurité sociale et les médecins ; problème du thermalisme ; personnel médical et paramédical ; sa formation ; déficit de l'assurance maladie* (p. 5332) ; *problèmes relatifs à la région parisienne ; assistance publique ; cas des attachés d'hôpitaux ; problème des gardes et astreintes ; revalorisation des lettres-clés ; avortement ; régime vieillesse des non-salariés ; problème des anciens combattants ; problème de la drogue et de la toxicomanie ; contrôle des caisses en matière de retraite vieillesse ; proposition de loi de M. Godon relative à un plan d'épar-*

gne ; nécessité de l'information ; médecins anesthésistes ; prix de journée des maisons de santé privées ; ses observations sur la grippe (p. 5333) ; *Fonds national de solidarité* (p. 5334) ; Titre VI : *Nature de l'institut Pasteur ; équipement d'un laboratoire de biologie moléculaire et des animaleries de Garches et de Paris* (p. 5335) ; *crédits affectés aux constructions traditionnelles rythme des constructions industrialisées* (p. 5335) ; Après l'Art. 57 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (dissolution de la fédération nationale des organismes de sécurité sociale ; attributions des caisses nationales instituées à l'article premier de l'Ordonnance du 21 août 1967)* (p. 5336) ; *attributions de l'Union des caisses nationales de sécurité sociale* (p. 5336, 5337) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (abrogation de l'article 33 de la loi de finances pour 1968 ; redevance pour demande d'inscription d'un médicament sur la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables ou sur la liste des médicaments pris en charge par les collectivités publiques)* (p. 5337) ; Après l'Art. 57 : *Son amendement (contrôle des décisions des conseils d'administration des caisses primaires et régionales d'assurance maladie et d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, des caisses d'allocations familiales, des unions de recouvrement)* [17 novembre 1971] (p. 5886, 5887) ; *gestion financière des organismes de sécurité sociale ; tutelle du Ministère sur les caisses de sécurité sociale* (p. 5887) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles : *Politique familiale du Gouvernement ; rôle du comité consultatif de la famille ; garantie du pouvoir d'achat des allocations familiales ; réforme de l'allocation de salaire unique et de l'allocation de la mère au foyer ; âge de la retraite des femmes ; doublement de l'allocation de salaire unique au profit de la mère qui élèvera au foyer des enfants âgés de moins de trois ans* [30 novembre 1971] (p. 6184, 6185) ; *allocation de frais de garde ; coût de garde dans les crèches ; retraite des mères de famille ; montant des cotisations de retraite vieillesse des mères de famille bénéficiant de l'allocation de salaire unique rénové* (p. 6186) ; *élargissement du bénéfice de l'allocation de logement ; nécessité d'encourager les jeunes ménages à avoir des enfants ; moyens financiers des fonds d'action sociale des caisses d'allocations familiales ; problème de l'imposition sur le revenu des personnes physiques* (p. 6187) ; *ses observations sur les paroles de M. Billoux* (p. 6191) ; *situation des veuves ; pension de réversion ; situation de la femme qui, devenue veuve à 60 ans, doit attendre d'avoir 65 ans pour toucher sa pension ; problème du plafond de ressources ; relation entre les diverses prestations et le S.M.I.C. ; suppression des abattements de zones pour les allocations familiales ; ses observations sur la prise en compte des personnes âgées à charge pour l'attribution de l'allocation de logement* (p. 6202, 6203) ; Art. 3 : *Croissance parallèle entre le S.M.I.C. et l'allocation de salaire unique* (p. 6204) ; Art. 6 : *Conditions pour bénéficier de l'allocation de salaire unique* (p. 6205) ; *institution d'un système de paliers successifs* (p. 6205) ; *garde des enfants* (p. 6206) ; Art. L 535-7 du Code de la sécurité sociale : *Ses observations sur l'expression « activité professionnelle »* (p. 6206) ; Art. 8 : *Son amendement* (p. 6207) ; Art. 9 : *Allocation de logement aux personnes à charge vivant au foyer et aux collatéraux infirmes* (p. 6208) ; *application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Chazalon* (p. 6208) ; Commission mixte paritaire : *Ses observations sur ce texte* [18 décembre 1971] (p. 6951) ; *problème des prestations familiales dans les D.O.M. ; question de l'application de cette loi aux départements d'outre-mer* (p. 6952) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de sécurité sociale : *Conditions de mise à la retraite anticipée ; nombre des personnes âgées en France ; nécessité d'« environner » la vieillesse par une infrastructure technique et humaine ; ses observations sur la vignette ; charges du Fonds national de solidarité ; son souhait que tout retraité dispose d'un logement confortable* [1er décembre 1971] (p. 6240) ; *allocation de logement ; mise en place des services collectifs ; action sanitaire et sociale des caisses ; rapport Laroque ; mise en place d'une politique active de l'emploi pour le troisième âge ; ses observations sur l'accord du 9 juillet 1970 relatif à la formation continue ; niveau des pensions* (p. 6241) ; *situation démographique de la France ; contradiction entre l'abaissement généralisé de l'âge de la retraite et l'élévation du niveau des pensions ; relation entre la capacité économique du pays et l'effort social* (p. 6242) ; *conséquences de l'abaissement de l'âge de la retraite ; ses observations*

sur certaines revendications démagogiques ; situation des non-salariés (p. 6243) ; *objectif du Plan ; ses observations sur certaines propositions de parlementaires ; condition de l'élaboration du texte ; problème de l'inaptitude ; situation des femmes* (p. 6244) ; *détermination des années de référence pour le calcul de la retraite ; situation des veuves* (p. 6245) ; *ses observations sur les paroles de M. Feix* (p. 6247) ; *son opposition à la question préalable ; ses observations sur les perspectives européennes* (p. 6248) ; *ses observations sur les paroles de M. Daniel Benoist* (p. 6253) ; *ses observations sur le rappel au règlement de M. Gilbert Faure* [2 décembre 1971] (p. 6295) ; *ses observations sur certaines propositions de parlementaires* (p. 6295) ; *procédure des décrets d'application ; prise en compte des années d'activité au-delà de la trentième année de cotisation ; augmentation des pensions ; application de la réforme ; problème de l'inaptitude* (p. 6296) ; *situation des anciens combattants et prisonniers de guerre ; cas des déportés politiques et résistants ; situation des commerçants et des artisans ; cas des mesures ; pensions de réversion ; ses observations sur l'interdiction faite à un certain nombre de femmes de cumuler leur pension propre et les droits dérivés du mari* (p. 6297) ; *taux de la réversion ; problème de la prise en compte des dix meilleures années ; comparaisons avec les régimes étrangers ; généralisation des retraites complémentaires ; prise en charge par l'Etat du fonds national de solidarité, du fonds spécial des exclus* (p. 6298) ; *situation des anciens militaires qui, après avoir quitté l'armée, exercent une activité salariée relevant du régime de sécurité sociale* (p. 6299) ; Art. 1er : *Problème des prisonniers de guerre* (p. 6301) ; *fixation d'un calendrier d'annuités ; ses observations sur l'article 41 de la Constitution* (p. 6301) ; Art. 2 : *Inaptitude au travail ; possibilité donnée aux anciens combattants et prisonniers de guerre de se faire accompagner d'un médecin désigné par leur association ; définition des activités pénibles* (p. 6303) ; *problème des anciens prisonniers de guerre ; application de la clause d'inaptitude aux femmes* (p. 6305) ; *application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Deniau* (p. 6305) ; *modalités d'application du texte aux anciens combattants et prisonniers de guerre* (p. 6306) ; *procédure de constatation de l'inaptitude ; constatation de l'inaptitude d'un ancien combattant* (p. 6307, 6308) ; Art. 8 : *Pratique du forfait* (p. 6308) ; Art. 9 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Poncelet par les mots : « égale à une année supplémentaire par enfant élevé dans lesdites conditions »* (p. 6309) ; *sa proposition que les femmes bénéficient d'une annuité supplémentaire à partir du troisième enfant ; prise en compte des annuités à partir du deuxième enfant* (p. 6309) ; Après l'Art. 9 : *Distinction entre la notion d'inaptitude au travail et la notion d'incapacité* (p. 6310) ; *ses observations sur les explications de vote* (p. 6312) ; en deuxième lecture, Art. 3 : *Problème de la reconnaissance de l'inaptitude* [16 décembre 1971] (p. 6841, 6842) ; en troisième lecture : *Problème de l'inaptitude ; cas des salariés* [18 décembre 1971] (p. 6950) ; Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Hoffer* (p. 6951) ;

— du projet de loi modifiant le titre premier du Livre IV du Code de la santé publique, instituant un titre VI du même Livre et modifiant l'article L 404 du Code de la sécurité sociale : *Exercice de l'art dentaire ; enseignement dentaire ; problèmes européens* [16 décembre 1971] (p. 6844) ; *son souhait que les médecins adhèrent à la nouvelle convention* (p. 6845) ; Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Berger* (p. 6845) ; Art. 4 : *Ses observations sur le fait que nous manquons de médecins* (p. 6846) ; *répartition inégale des étudiants entre les différentes U.E.R.* (p. 6847) ; Après l'Art. 56 : *Problème de la création des pro-pharmacies* (p. 6856) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi de M. Hélène tendant à valider le décret du 25 mars 1965 étendant à la Guadeloupe les dispositions relatives à l'exercice de la profession d'infirmier et d'infirmière : *Ses observations sur les mesures applicables dans les départements d'outre-mer* [16 décembre 1971] (p. 6870) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Berger tendant à modifier l'article L 511 du Code de la santé publique : *Fixation de la dose de substance vénéneuse entrant dans la composition d'un produit d'hygiène* [16 décembre 1971] (p. 6871) ; Art. unique : *Son amendement tendant à associer à l'académie de pharmacie le conseil supérieur d'hygiène publique de France* (p. 6871) ;

— du projet de loi portant réforme de

l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Etude de deux lois d'orientation sur le commerce indépendant et l'artisanat* [16 mai 1972] (p. 1524, 1525) ; *complexité technique du problème ; adaptation du monde du commerce et de l'artisanat à une société moderne et industrielle ; assurance maladie des travailleurs non salariés* (p. 1528) ; *rapport du président Barjot ; rapport de M. Netter sur la surcompensation en matière d'assurance vieillesse ; rôle du groupe de travail présidé par M. Blot ; garantie du financement* (p. 1529) ; *historique du problème ; caractère des systèmes actuels ; problème des cotisations* (p. 1530) ; *taux de croissance annuelle de la pension ; gestion de la Cancava et de l'Organic ; problème de la compensation* (p. 1531) ; *hypothèse de l'intégration au régime général de sécurité sociale ; augmentation des cotisations du régime général d'assurance vieillesse ; analyse du projet gouvernemental* (p. 1532) ; *montant de la retraite ; dépôt d'un amendement par le Gouvernement afin qu'aucun artisan ou commerçant n'ait des ressources inférieures à 300 francs par mois ; cas de ceux qui n'ont pas droit au Fonds national de solidarité ; revalorisation, à partir de 1974, des retraites acquises ; rattrapage des pensions des non-salariés* (p. 1533) ; *ses observations sur les paroles de M. Fabre* [17 mai 1972] (p. 1576) ; *ses observations sur les paroles de M. Cazenave* (p. 1587) ; *dépôt de lois de programme concernant le commerce et l'artisanat ; mécanismes de financement ; solidarité nationale ; système d'alignement* (p. 1602) ; *régimes complémentaires ; problème des structures ; problème des droits dérivés du conjoint ; indexation sur le régime général de sécurité sociale ; ses observations sur les droits dérivés de la femme qui travaille avec son mari dans un même commerce* (p. 1603) ; Avant l'Art. 1er : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Berger* (p. 1603) ; *possibilité d'aboutir, après la surcompensation, à un régime unique* (p. 1605) ; Art. 1er : *Conditions pour bénéficier du Fonds national de solidarité ; revalorisation des prestations des personnes âgées* (p. 1606) ; *création d'une union de caisses ; problème des fusions de caisses* (p. 1606, 1607) ; *son sous-amendement rédactionnel à l'amendement de M. Berger* (p. 1607) ; Art. 3 : *Cas des aides familiaux ; problème de la régularisation des cotisations de retraite vieillesse* (p. 1610, 1611) ; Art. L 663-2 du Code de la sécurité sociale : *Référence au revenu annuel moyen sur l'ensemble de la carrière* (p. 1611, 1612) ; Art. 663-3 du Code : *Son amendement (majoration des coefficients en vue de la revalorisation des prestations)* (p. 1612) ; *situation des retraités* (p. 1614) ; *modulation du taux de relèvement des pensions et des retraites* (p. 1614, 1615) ; Art. L. 663-4 du Code : *Situation du conjoint survivant* (p. 1615) ; *son amendement relatif aux coefficients de revalorisation* (p. 1615) ; Après l'Art. L 663-4 du Code : *Son amendement concernant la revalorisation exceptionnelle de 15 %* (p. 1615) ; Art. L 663-6 du Code : *Evolution entre la contribution de solidarité et celle de l'Etat* (p. 1616) ; Art. L 663-7 du Code : *Son amendement concernant l'assiette des cotisations des assurés des régimes autonomes* (p. 1616) ; Art. L 663-8 du Code : *Ses observations sur les amendements déposés à cet article* (p. 1617) ;*cas de simultanéité de deux activités* (p. 1618) ; Art. L 663-9 du Code : *Signification de la part patronale* (p. 1619) ; *situation des présidents-directeurs généraux* (p. 1620) ; Art. L 663-10 du Code : *Instauration d'un régime complémentaire* (p. 1621, 1622) ; *son sous-amendement à l'amendement M. Berger* (p. 1622) ; *notion de régime complémentaire obligatoire* (p. 1623) ; *création d'un compte d'attente* (p. 1624) ; *problème des rapatriés* (p. 1626) ; Art. 5 : *Raisons du refus du Gouvernement de créer des caisses régionales d'assurance vieillesse des commerçants et artisans ; son option pour les élections au suffrage universel* (p. 1629, 1630) ; *son opposition au quorum* (p. 1630, 1631) ; *son amendement tendant à proroger le mandat des membres des conseils d'administration des caisses artisanales* (p. 1633) ; Art. 6 : *Ses observations sur les amendements déposés à cet article* [18 mai 1972] (p. 1642) ; *problème des unions régionales* (p. 1643) ; Art. 8 : *Institution d'un régime complémentaire* (p. 1645) ; Art. 9 : *Ses sous-amendements à l'amendement de M. Berger* (p. 1646) ; *retrait d'un de ses sous-amendements* (p. 1646) ; Art. 10 : *Conditions d'attribution du Fonds national de solidarité* (p. 1648, 1649) ; *cas des sociétés qui travaillent pour l'exportation* (p. 1650) ; Après l'Art. 10 : *Son amendement (octroi de l'allocation supplémentaire)* (p. 1651) ; *rôle du Fonds national de solidarité* (p. 1651); *son sous-amendement à l'amendement de M. Berger* (p. 1662) ; *droits des personnels des caisses subissant les conséquences des réformes de structures* (p. 1652) ; Art. 11 : *Date d'application de la loi* (p. 1653) ; *publication des décrets d'application* (p. 1653.

1654) ; Après l'Art. 11 : *Application de l'article 44, alinéa 2, de la Constitution* (p. 1654) ; *ses remerciements au terme de la discussion du projet de loi* (p. 1658) ; en deuxième lecture : *Principe de l'indépendance des régimes complémentaires* [22 juin 1972] (p. 2724) ; *revalorisation des retraites les plus défavorisées ; son souci de ne pas surcharger les entreprises à rentabilité réduite ; union des caisses ; revalorisation des retraites à partir du 1er octobre ; élections professionnelles* (p. 2725) ; *ses observations sur les accusations portées par M. Servan-Schreiber contre certains collaborateurs du Premier Ministre* (p. 2730) ; *ses observations sur les paroles de M. Barbet et celles de M. Servan-Schreiber ; mécanismes de surcompensation ; budget social de la nation* (p. 2732) ; *ses observations* (p. 2734).

Répond à la question d'actualité de M. Jacques Barrot relative à l'hospitalisation [10 mai 1972] (p. 1478).

Répond à la question d'actualité de M. Fontaine relative au cas d'un fonctionnaire de la Réunion [10 mai 1972] (p. 1479).

Répond à la question d'actualité de M. Fabre relative à l'indexation des avantages sociaux [10 mai 1972] (p. 1480, 1481).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Berger, modifiant le titre premier du Livre IV du Code de la santé publique, instituant un titre VI du même Livre, modifiant l'article L 404 du Code de la sécurité sociale et relative à l'organisation des professions médicales : *Conditions dans lesquelles les étudiants en médecine peuvent être appelés à exercer : possibilité pour ces étudiants d'effectuer une partie de leur stage interné auprès des praticiens ; ses observations sur le fonctionnement ordinal ; cas des départements d'outre-mer* [6 juin 1972] (p. 2186) ; Art. 2 : *Nombre des futurs médecins* (p. 2187) ; *son amendement rédactionnel* (p. 2188) ; *son amendement tendant à autoriser un certain nombre de médecins à effectuer des remplacements* (p. 2188) ; *ses observations sur le titre d'adjoint* (p. 2188) ; *son amendement (droit d'exercice des étudiants en chirurgie dentaire en instance de soutenance de thèse)* (p. 2188) ; Après l'Art. 2 : *Son amendement concernant le stage effectué chez un praticien* (p. 2189) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2189) ; *extension du principe des sociétés professionnelles à l'ensemble du corps médical* (p. 2189, 2190) ; *imposition des praticiens exerçant en groupe* (p. 2190) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2190) ; Art. 12 : *Ses observations sur l'amendement de M. Feït* (p. 2191) ; Art. 13 : *Son amendement (composition du conseil régional de l'ordre des médecins)* (p. 2191) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la première phrase du dernier alinéa du texte proposé pour l'article L 398* (p. 2192) ; Art. 25 : *Son amendement (composition du conseil régional des chirurgiens-dentistes)* (p. 2193) ; Art. 27 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2194) ; Art. 33 : *Son amendement concernant les sages-femmes* (p. 2195) ; Après l'Art. 35 : *Incompatibilité entre fonctions syndicales et fonctions ordinales ; son sous-amendement à l'amendement de M. Delhalle* (p. 2196) ; Art. 43 : *Conseil des médecins de la Réunion* (p. 2198) ; Art. 45 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2198) ; *problème des professions paramédicales* (p. 2198) ; Art. 46 : *Son amendement* (p. 2198) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Absence de conseil départemental des médecins à la Réunion ; compétence du conseil régional de Paris* [30 juin 1972] (p. 3089, 3090) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi de M. Berger et plusieurs de ses collègues, relative à certaines conditions d'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme : *Ses observations sur l'ordonnance du 24 septembre 1945* [6 juin 1972] (p. 2199) ; *cas des praticiens de nos anciens territoires d'outre-mer* (p. 2200) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe II de cet article, après le mot : « avis » à supprimer le mot : « conforme »* (p. 2200) ; *situation des professeurs associés et des maîtres de conférence ; épreuve sur titres* (p. 2201) ; *son amendement concernant les cadres actifs du service de santé des armées* (p. 2201) ; *inscription au tableau de l'ordre* (p. 2201) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Ses observations* [30 juin 1972] (p. 3088) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre la République fran-

çaise et la République italienne concernant le tunnel routier du Fréjus et du protocole relatif aux questions fiscales et douanières, signés à Paris le 23 février 1972 : *Accroissement des échanges par route entre la France et l'Italie* [22 juin 1972] (p. 2723).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Stasi, Christian Bonnet, Mme Vaillant-Couturier, MM. Plantier et Madrelle relatives aux veuves civiles : *Mesures prises pour améliorer le sort des veuves ; pension de réversion ; prestations familiales ; aide sociale ; allocation d'orphelin ; situation des veuves de plus de 50 ans et de moins de 65 ans ; situation des veuves d'accidentés du travail* [30 juin 1972] (p. 3075, 3076) ; *dépôt d'un projet de loi lors de la prochaine session ; cas des veuves en milieu rural (dispense automatique du service militaire pour le fils aîné) ; réinsertion des veuves dans la vie active* (p. 3080).

En qualité de Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé des Relations avec le Parlement :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE. — JOURNAUX OFFICIELS. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL, COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN : *Contradiction entre la modicité des crédits et l'importance des tâches ; études préparatoires à l'élaboration du VII^e Plan ; centre d'études des revenus et des coûts, centre national d'information pour la productivité, comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social ; rapport sur l'exécution du VI^e Plan pour les années 1971-1972 ; taux de croissance ; épargne ; commerce extérieur ; problème des prix ; mesures en faveur des personnes âgées; taux horaire du S.M.I.C. ; mensualisation des salaires et du S.M.I.C. ; équipements collectifs* [13 novembre 1972] (p. 5076).

Répond à la question d'actualité de M. Bégué relative aux attentats en Lot-et-Garonne [8 décembre 1972] (p. 6031, 6032).

Répond à la question d'actualité de M. Paul Duraffour relative à l'opportunité d'une déclaration gouvernementale sur certaines affaires (scandales récents : abattoirs de La Villette, Garantie foncière, etc.) [8 décembre 1972] (p. 6032, 6033).

Répond à la question d'actualité de M. Pierre Villon relative au dossier Touvier [8 décembre 1972] (p. 6033).

Répond à la question orale sans débat de M. Griotteray relative aux textes d'application des lois [8 décembre 1972] (p. 6034).

Répond à la question orale sans débat de M. Sablé relative à l'assurance vieillesse dans les D.O.M. [8 décembre 1972] (p 6037).

Répond à la question orale sans débat de M. Destremau relative à l'emploi dans la région parisienne [8 décembre 1972] (p. 6038).

Répond à la question orale sans débat de M. Feix relative aux travailleurs immigrés [8 décembre 1972]. (p. 6039).

Répond à la question orale sans débat de M. Poudevigne relative aux suites du rapport Nora [15 décembre 1972] (p. 6265, 6266).

Répond à la question orale sans débat de M. Rieubon relative à l'indemnisation des rapatriés [15 décembre 1972] (p. 6267, 6268).

Répond à la question orale sans débat de M. Fortuit relative aux rentiers viagers [15 décembre 1972] (p. 6268, 6269).

BOULLOCHE (André)

Député du Doubs
(2^e circonscription)
F.G.D.S., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851),]2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [7 octobre 1969] (p. 2510);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur

les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [16 décembre 1969] (p. 4984).

Dépôt :

Sa proposition de résolution tendant à instituer une commission d'enquête parlementaire relative à l'existence et aux activités de polices patronales, milices privées et autres groupes parallèles armés, n° **2210** [4 avril 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Engagements pris par le Gouvernement à la suite des événements de mai et de juin ; plan de stabilisation ; accroissement du découvert budgétaire de 1968 ; évolution des prix ; maintien du supplément du pouvoir d'achat que les travailleurs ont obtenu par les accords de Grenelle ; situation des petites entreprises ; nombre des chômeurs prévus à la fin de l'année ; problème des investissements ; avenir de notre commerce extérieur ; ses observations sur les aides accordées par le Gouvernement ; politique de prestige monétaire ; majoration de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; nécessité de le réformer ; taxe différentielle sur les véhicules à moteur ; rôle de l'industrie automobile ; mise sur pied de six escadrons supplémentaires de gendarmerie mobile ; préparation du budget de 1969 ; problème de l'étalement des dépenses militaires ; taux de l'expansion ; mise en place d'une planification humaniste ; nécessité d'une réforme fiscale* [18 juillet 1968] (p. 2314 à 2316) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à remplacer, dans le tableau du parag. I de cet article les chiffres de 240 et 120 concernant les véhicules ayant une puissance fiscale de 9 à 11 CV par la mention « inchangé »* [19 juillet 1968] (p. 2360, 2361) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2362) ; Ses explications de vote : *Vote du groupe de la F.G.D.S.* (p. 2373) ;

— du projet de loi sur l'aide à l'investissement : *Rôle de la consommation ; aide à l'investissement ; résorption du chômage ; nécessité d'une planification rigoureuse ; situation des entreprises productrices de biens d'équipement ; bénéfices des entreprises ; nécessité de pratiquer une certaine sélectivité ; réduction de la durée d'utilisation des investissements ouvrant droit à déduction ; extension de la loi aux secteurs de l'agriculture* [25 septembre 1968] (p. 2885) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots : « appartenant aux secteurs figurant sur une liste établie par un décret pris après avis du commissaire général du Plan d'équipement et de la productivité en tenant compte notamment des options générales du Plan »* (p. 2894) ; *introduction de la sélectivité dans la détermination des entreprises qui bénéficient de l'aide à l'équipement* (p. 2894) ; Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa (parag. 1°) de cet article, à remplacer les mots : « huit ans » par les mots « quatre ans »* (p. 2900) ; *retrait de son amendement* (p. 2900) ; Ses explications de *vote : Problème de la sélectivité ; son vote sur le projet de loi* (p. 2902) ;

— du projet de loi sur l'allégement de certaines charges fiscales des entreprises : *Diminution du taux de la taxe sur les salaires ; affectation du produit de cette taxe ; stabilité des prix* [26 septembre 1968] (p. 2917).

Prend part à la discussion générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1969 : *Inquiétude de la majorité ; nombre des chômeurs ; inégalité qui sépare les riches des plus défavorisés ; inadaptation de nos structures économiques au monde moderne ; part du budget dans le produit intérieur brut ; excédent des charges sur les ressources ; montant des subventions dépassant celui des dépenses civiles directes ; aide à l'agriculture et à la S.N.C.F. ; hémorragie de devises ; hausse des prix ; part des impôts directs dans le budget ; produit de l'impôt sur les sociétés ; impôt sur le revenu des personnes physiques ; droit spécifique sur les bières et boissons non alcoolisées ; droits de succession ; problème de la fraude fiscale ; éducation nationale ; ses observations sur la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur ; crédits de la recherche ; force de frappe ; investissements de l'Etat ; nécessité de moderniser la présentation du budget ; politique de l'emploi ; ses observations sur la nouvelle série des comptes de la nation ; revenu des salariés ; taux d'accroissement du produit intérieur ; structure de notre industrie et de nos entreprises ; situation des industries de biens d'équipement ; problème des finances locales ; objectifs du Plan ; rôle des parlementaires de l'opposition*

[22 octobre 1968] (p. 3439 à 3443) ; Art. 6 : *Sa demande de scrutin sur l'amendement de M. Rivain* [23 octobre 1968] (p. 3502) ; Art. 21 : *Taxe sur les produits pétroliers ; augmentation des prix de consommation courante* [24 octobre 1968] (p. 3556) ; Ses explications de vote : *Procédure du vote bloqué ; vote de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste* (p. 3574) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — SERVICES GÉNÉRAUX. — CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Ses observations sur les conditions dans lesquelles se déroule le débat ; information de l'Assemblée* [4 novembre 1968] (p. 3854) ; *objectifs du V^e Plan ; disparition de la subvention à l'association française pour l'accroissement de la productivité ; effectifs du Commissariat ; ses locaux ; évolution dans les méthodes de travail du Commissariat, notamment dans les commissions ; caractères que doit avoir le Plan ; le Plan ne doit être élaboré ni par les seuls fonctionnaires, ni par les seuls représentants des organisations professionnelles ; refus d'un langage de spécialistes ; ses observations sur la revision du V^e Plan* (p. 3855, 3856) ; ECONOMIE ET FINANCES. — CHARGES COMMUNES ; Après l'Art. 65 : *Gouvernement devant déposer chaque année un rapport relatif aux marchés publics* [18 novembre 1968] (p. 4657) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE — I. — SERVICES GÉNÉRAUX. — RECHERCHE SCIENTIFIQUE : *Insuffisance de la documentation dont dispose l'Assemblée Nationale ; exécution du Plan ; dépenses de fonctionnement ; « recherche-développement » ; recherche fondamentale ; recherche appliquée ; rapports entre le Gouvernement et les entreprises en matière de recherche ; mentalité des agents de décision économiques ; hantise du secret industriel en France ; nombre des chercheurs ; leur carrière ; Commissariat à l'énergie atomique ; plan-calcul ; problème de la recherche en médecine et en biologie ; importance de la recherche dans le domaine de l'éducation ; recherche dans les sciences humaines ; recherche fondamentale de mathématiques ; efforts déployés pour la recherche militaire ; importance du cadre de la coopération internationale et européenne ; carrière des chercheurs* [19 novembre 1968] (p. 4684 à 4686) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Ses observations sur la suppression de l'article 15 ; taxation des eaux minérales et des bières* [10 décembre 1968] (p. 5289) ; Ses explications de vote : *Ses observations sur le découvert ; procédure du vote bloqué ; droits de succession ; impôt général sur le revenu* (p. 5291) ; En deuxième lecture : *Vote du groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste* [16 décembre 1968] (p. 5541) ; En troisième et dernière lecture : Ses explications de vote : *Recherche des spéculateurs ; vote du groupe de la F.G.D.S.* [18 décembre 1968] (p. 5622).

Prend part à la discussion :

— de la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, financière et monétaire : *Maintien de la parité officielle de notre monnaie ; détermination de la responsabilité des événements actuels* [26 novembre 1968] (p. 4847, 4848) ; *incohérence de l'action du pouvoir ; contrôle des changes ; fuite des capitaux à l'étranger; spéculation; dépréciation de notre monnaie ; conséquences des mesures annoncées par le Président de la République ; sa crainte d'une récession ; situation des travailleurs ; diminution des investissements de l'Etat ; freinage des salaires ; contrôle des prix ; répression de la fraude fiscale ; ses observations sur le Plan* (p. 4848, 4849) ; *problème de notre indépendance* (p. 4850) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, Avant l'Art. 1^er : *Son vote sur l'amendement de M. Souchal* [27 novembre 1968] (p. 4889) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (obligation pour les personnes morales et privées habilitées à effectuer des opérations de change de fournir le détail des transferts de capitaux pour l'étranger auxquels il a été procédé entre le 1^er juillet 1968 et le 23 novembre 1968 ; obligation pour les entreprises qui ont bénéficié d'un prêt de l'Etat ou de l'application des dispositions prévues par la loi du 9 octobre 1968 de fournir le détail des opérations financières et comptables auxquelles elles ont procédé durant cette période)* (p. 4889) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe premier de cet article (fixation des taux de la taxe sur la valeur ajoutée)* (p. 4892) ; *augmentation des impôts ; problème des prix* (p. 4892, 4893) ; Ses explications de vote : *Répercussion des dispositions soumises au vote de l'Assemblée sur les prix ; conséquence de la suppression de la taxe sur les salaires ; majoration des taux de la T.V.A.; lutte contre la spéculation ; création à l'échelon du Parlement d'une commission d'enquête*

qui serait appelée à faire la lumière sur la spéculation ; charges fiscales de la nation ; vote du groupe de la F.G.D.S. (p. 4905) ;

— du projet de loi relatif au personnel enseignant de l'Ecole polytechnique : *Problème du renouvellement de l'enseignement et de son adaptation à l'évolution de la science ; ses observations sur les décrets de 1956 ; régime du contrat ; possibilité de créer à l'Ecole polytechnique des départements* [16 décembre 1968] (p. 5543) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969 : Ses explications de vote : *Ses observations sur les crédits accordés à l'équipement ; problème des entreprises nationales ; questions monétaires ; vote du groupe de la F.G.D.S.* [29 avril 1969] (p. 1133) ;

— du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1967, Art. 1er : *Vote du groupe F.G.D.S. sur cet article et sur les articles suivants* [6 mai 1969] (p. 1215) ; Ses explications de vote : *Importance du déficit ; respect du principe de l'équilibre budgétaire ; nombre des assujettis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; pouvoir d'achat ; ses observations sur les ordonnances de 1967 ; son vote sur le projet de loi* (p. 1251).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement : *Ses observations sur l'expérience faite par M. le Premier Ministre sous la IVe République ; composition du Gouvernement ; problème constitutionnel ; application de l'article 49 de la Constitution ; rôle de la motion de censure ; ses observations sur l'éducation nationale et la loi d'orientation de l'enseignement supérieur ; construction de l'Europe ; armement nucléaire ; situation au Moyen-Orient ; problème de l'embargo ; sa question de savoir si la France siégera à la Conférence du désarmement ; budget de 1969 ; suppression du Ministère de l'Information ; rôle de la télévision ; objectivité de l'information ; libertés syndicales ; rapports avec le Parlement ; procédure du vote bloqué ; exigence d'une décentralisation démocratique ; balance commerciale ; dépréciation du franc ; dégradation de la compétitivité de nos prix sur le marché international ; échéance sociale ; échéance des prix ; politique industrielle ; lien entre la recherche fondamentale et l'Université ; conception gouvernementale de la planification ; régularité de l'élection de M. Pompidou ; conception gouvernementale du travailleur ; ses observations sur la Suède* [26 juin 1969] (p. 1734 à 1737) ;

— sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Opinion de M. Chaban-Delmas le 26 juin dernier sur l'éventualité d'une modification de la parité monétaire ; situation des réserves en devises ; impossibilité pour le Parlement d'exercer son contrôle ; ses observations sur l'habitude prise de faire emprunter des devises par des banques autres que l'Institut d'émission ; ses doutes sur le « plan d'assainissement » du Gouvernement ; impôt sur le revenu ; pouvoir d'achat ; présentation d'un budget en équilibre ; dépenses improductives et de prestige ; maintien des dépenses militaires ; investissements collectifs ; détournement de l'investissement public au profit des dépenses militaires et de prestige et au profit du secteur privé ; campagne des tirs nucléaires dans le Pacifique en 1970 ; poursuite de la création de la filière française de production d'électricité ; importance des sommes dépensées pour l'équipement des rivages du Languedoc ; avantages fiscaux accordés aux sociétés immobilières conventionnées ; évolution des prix ; contrôle des prix ; ses observations sur l'emploi ; mesures présentées le 3 septembre constituant un plan de déflation ; transformation des structures ; politique de déplanification du Gouvernement ; grève des agents de conduite de la S.N.C.F. ; situation des travailleurs du secteur nationalisé ; le Gouvernement est un gouvernement de classe ayant une politique de classe ; réintégration des journalistes licenciés de l'O.R.T.F.* [16 septembre 1969] (p. 2255 à 2258).

Prend part à la discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal, Art. additionnels : *Lutte contre la spéculation ; ses observations sur l'amendement de M. Souchal* [17 septembre 1969] (p. 2331) ; Ses explications de vote : *Caractère du vote sur l'ensemble du texte ; son vote sur ce projet de loi* (p. 2333) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *L'Assemblée Nationale ne doit pas se déjuger ; problème de la rétroactivité ; question du secret bancaire ; exemple de la Suisse ; crédit de l'Etat ; ses observations sur les entreprises qui ont utilisé les crédits que l'Etat mettait à leur disposition ; situation économique et financière de la France ; valeur symbolique de*

« *l'amendement Souchal* » [20 septembre 1969] (p. 2364, 2365).

Prend part à la discussion générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 : *Equilibre du budget ; plan d'assainissement ; origine de la situation actuelle de la France ; majoration des charges salariales intervenues après les accords de Grenelle ; produit de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; situation du contribuable ; iniquité de notre fiscalité directe ; insuffisance de la lutte contre la fraude ; recrutement des contrôleurs des impôts* [28 octobre 1969] (p. 2975, 2976) ; *prélèvement sur les bénéfices des banques ; politique consistant à transférer les charges aux collectivités locales sans leur donner les ressources correspondantes ; Gouvernement sacrifiant les investissements publics ; crédits d'équipement des armées ; dépenses concernant la force de frappe ; éducation nationale ; programme hospitalier ; politique de déplanification ; ses observations sur les autoroutes, les télécommunications, les ports maritimes ; majoration des prix de revient du bâtiment et du génie civil ; réduction du concours financier de l'Etat aux entreprises nationales ; création d'un institut de développement industriel ; banque nationale des investissements proposée par les socialistes ; politique de déflation ; dévaluation ; taxe d'urbanisation assise sur la valeur des terrains non bâtis et susceptibles d'être bâtis, situés à l'intérieur des zones urbaines ; demande pourquoi l'on n'institue pas un prélèvement exceptionnel sur l'épargne en 1969 ; allocations familiales ; ses observations sur la nouvelle société* (p. 2976 à 2979) ; *politique économique poursuivie par le Gouvernement* [29 octobre 1969] (p. 3020); Art. 22 : *Vote du groupe socialiste* [30 octobre 1969] (p. 3078) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, Après l'Art. 63 : *Son amendement tendant à ajouter un nouvel article (cas des communes qui établissent un plan d'urbanisme ; assiette de l'impôt d'urbanisation ; taxe de récupération des plus-values d'urbanisation; détermination de la valeur vénale des propriétés bâties)* (p. 3098) ; *application de l'article 61 de la loi d'orientation foncière ; modalités de fixation d'une taxe d'urbanisation ; détermination de la valeur vénale des terrains ou des immeubles ; base de l'indemnité d'expropriation ; lutte contre la spéculation immobilière ; nécessité de permettre une récupération efficace des plus-values immobilières ; nécessité de fournir aux communes urbaines des ressources importantes ; obligation faite au Gouvernement de proposer, dans la loi de finances pour 1971, les dispositions qui permettront de mettre en place l'impôt d'urbanisation et la taxe de récupération des plus-values* (p. 3098, 3099) ; *réforme des finances locales ; révision des cadastres ; ses observations sur les terrains agricoles* (p. 3100) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Recherche scientifique ; difficultés des chercheurs à l'université ; déficit de la balance des brevets et licences ; difficultés du Commissariat général à l'énergie atomique ; ses observations sur le Centre national d'études spatiales ; difficultés de communication entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée ou de développement ; ses observations sur « l'enveloppe-recherche » ; dépenses de fonctionnement ; Centre national de la recherche scientifique ; formation des chercheurs ; dépenses d'équipement ; absence de politique scientifique ; ses observations sur Pierrelatte ; domaine de l'électro-nucléaire ; production d'uranium ; crise du C.E.A. ; importance de la promotion d'une industrie nationale dans les domaines électromécanique et nucléaire ; ses observations sur l'Institut Pasteur ; coopération internationale ; procédé S.E.C.A.M. en matière de télévision en couleur ; situation des agences spatiales européennes et du C.N.E.S. ; ses observations sur l'Euratom ; coopération technologique et scientifique avec le Marché commun et la Grande-Bretagne* [6 novembre 1969] (p. 3449, 3450) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT, Art. 59 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 4 de la loi du 18 avril 1955 par l'alinéa suivant : « Les concessions relatives à la construction et à l'exploitation d'autoroutes par des sociétés privées sont approuvées par la loi »* [14 novembre 1969] (p. 3728) ; *création d'une nouvelle catégorie d'établissements publics ; conception du rôle de l'Etat ; ses observations sur les fonds apportés par les sociétés et la garantie donnée par l'Etat aux emprunts ; croissance de la circulation automobile ; question du péage : problème du rachat ; ses observations sur les expropriations ; conception française du service public* (p. 3728, 3729) ; ECONOMIE ET FINANCES. — CHARGES COMMUNES, Art. de récapitula-

tion : *Vote du groupe socialiste contre tous ces articles* [22 novembre 1969] (p. 4315) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : Ses explications de vote : *Caractère de la procédure de la Commission mixte paritaire ; composition de cette Commission ; ses observations sur les déportés politiques ; suppression de la campagne de tir de 1970 dans le Pacifique ; vote du groupe socialiste* [12 décembre 1969] (p. 4927).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1969 : *Ses observations sur le manque de rigueur dans les évaluations initiales ; problème des investissements collectifs ; croissance de l'épargne brute des entreprises ; caractère du projet de loi ; société de financement du téléphone ; bénéfices des banques* [9 décembre 1969] (p. 4716) ; Avant l'Art. 1er : *Société de financement du téléphone ; risque de domination de l'Etat par de grandes société ; problème de l'épargne* (p. 4719).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sans débat relative à la grève des étudiants en médecine [12 décembre 1969] (p. 4898, 4899).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault : *Principe de la nationalisation ; exemple de l'Allemagne fédérale ; ses observations sur la société aérospatiale ; objectifs de l'opération ; actionnariat ouvrier dans le système capitaliste ; conditions de réussite de l'expérience ; problème de l'extension de l'actionnariat ouvrier à l'ensemble de l'économie ; ses observations sur les filiales de la Régie ; ses observations sur les contradictions du problème ; exemples étrangers ; intentions du Gouvernement ; mensualisation des travailleurs horaires ; attitude du parti socialiste ; son vote contre le projet de loi* [16 décembre 1969] (p. 4951 à 4953); Art. 2 : *Importance des décrets d'application pour le projet de loi* (p. 4968) ; Art. 7 : *Ses observations sur l'amendement de M. Mitterrand* (p. 4972) ; *création d'un fonds spécial ayant la possibilité de recueillir les actions négociables* (p. 4972) ; *cession des actions ; organisation d'un marché ; information des salariés* (p. 4975) ; Art. additionnel : *Application de l'expérience aux filiales de la Régie* (p. 4978) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Vote du groupe socialiste* [20 décembre 1969] (p. 5118) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Boscher et plusieurs de ses collègues tendant à faciliter la création d'agglomérations nouvelles : *Les textes d'application peuvent être des décrets en Conseil d'Etat ; organes directeurs des agglomérations ; création de communautés urbaines ; son vote* [18 décembre 1969] (p. 5043) ; Art. 20 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « des décrets en Conseil d'Etat fixeront les conditions d'application de la présente loi »* (p. 5051).

Indique la position du groupe socialiste lors du vote sans débat du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement espagnol, relative à l'entraide judiciaire en matière pénale, signée à Madrid le 9 avril 1969 [5 mai 1970] (p. 1466).

Prend part à la discussion, avec débat restreint, du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1968 : *Vote du groupe socialiste* [5 mai 1970] (p. 1507).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Caractère du débat ; rôle du Parlement ; précarité des équilibres réalisés ; problème des prix ; sa question de savoir si l'on peut compter sur des prix stables avec le niveau actuel du taux de l'intérêt ; retard des salaires français par rapport à ceux de nos voisins européens ; climat d'inflation mondiale ; conséquences très lourdes de l'amélioration économique ; ses observations sur les équipements collectifs, particulièrement en matière sociale ; déséquilibre entre l'investissement privé et l'investissement collectif ; ses observations sur les équipements qui touchent à la santé publique, l'éducation et le logement social ; problème de la jeunesse ; conditions quotidiennes de vie des travailleurs ; tentative de revenir sur la gratuité de l'enseignement obligatoire ; situation de l'emploi ; crise dans l'industrie du bâtiment et des travaux publics ; nécessité des blocages de crédits ; crédits du fonds d'action conjoncturelle ; institut de développement industriel ; réforme de l'impôt général sur le revenu ; publicité des déclarations ; lutte contre la fraude fiscale ; création d'une taxe statistique sur la fortune ;*

problème de la T.V.A. ; impôt sur les sociétés ; loyers des locaux à usage de bureaux ; limitation de la déductibilité des dépenses de publicité ; réforme des finances locales ; problème des concentrations d'entreprises ; conséquence de l'imbrication de notre pays dans un monde libéral en proie à l'inflation ; nécessité de mettre au point une stratégie européenne pour lutter contre les eurodollars [12 mai 1970] (p. 1625 à 1628).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Ses observations sur le rapport ; recherche scientifique ; taux de croissance de la production intérieure brute ; rôle du Parlement ; ses observations sur les objectifs , insuffisance du diagnostic ; rôle du téléphone dans le développement économique ; importance de l'informatique ; échec du V[e] Plan ; rôle joué par l'inégalité et les conflits de classe ; injustice de notre société ; inaptitude du capitalisme français à remplir son rôle ; responsabilités du Gouvernement en raison de sa gestion économique et financière ; désarmement de l'Etat dans le domaine financier ; politique gouvernementale de démantèlement du secteur public de l'Etat par la « privatisation » ; prédilection du Gouvernement pour les politiques conjoncturelles d'orientation restrictive ; problème des contraintes financières ; pression fiscale ; limitation des dépenses publiques ; rythme de la croissance ; attitude des travailleurs ; éducation nationale ; date limite de l'achèvement du système des C.E.S. correspondant à l'obligation scolaire à seize ans ; place des entreprises privées ; financement du développement industriel ; budget de 1971 devant respecter les taux de croissance ; planification devant obéir à des programmes physiquement individualisés ; problème des prix ; question de l'environnement international ; accélération de la réalisation des équipements collectifs et notamment des équipements à caractère social ; aménagement du territoire ; partage des ressources entre l'Etat et les collectivités ; association des travailleurs aux décisions ; priorité donnée à la classe possédante* [16 juin 1970] (p. 2677 à 2680) ; Ses explications de vote : *Nature de la consultation de l'Assemblée Nationale ; ses observations sur la lettre rectificative ; taux de croissance ; inquiétude des collectivités locales ; problème des équipements collectifs ; possibilité d'une économie publique de concurrence susceptible de concilier les avantages de la décentralisation et la préoccupation de l'intérêt général ; son vote contre le Plan* [18 juin 1970] (p. 2829).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique générale : Ses explications de vote : *Vote du groupe socialiste* [15 octobre 1970] (p. 4342); *hausse des prix ; problème de l'amélioration de la qualité de la vie ; pourcentage d'augmentation des dépenses publiques d'équipement ; accentuation de l'injustice ; augmentation des investissements des entreprises privées ; caractères de l'actuelle majorité ; problème de l'automobile ; adaptation du socialisme à un grand pays industriel* (p. 4343, 4344).

Prend part à la discussion générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Ses observations sur la notion d'équilibre ; augmentation des prix ; évolution de nos échanges commerciaux ; caractère de la politique du crédit ; restriction des dépenses publiques utiles* [21 octobre 1970] (p. 4465) ; *évolution de la dépense publique et de la production intérieure brute ; pression fiscale ; accroissement de l'injustice sociale ; pouvoir d'achat des agriculteurs ; rythme de la croissance en 1971 ; sa question de savoir si le budget est une application du Plan ; dépenses d'équipement collectif ; son opposition à une politique de « privatisation » des activités de l'Etat ; crédits destinés aux H.L.M. locatives ; crédits d'équipement de l'éducation nationale ; crédits de la santé publique ; extension du chômage, en particulier chez les jeunes ; formation brute de capital fixe du secteur privé* (p. 4466) ; *possibilité d'établir un prélèvement exceptionnel sur l'épargne brute des entreprises ; critiques du Fonds d'action conjoncturelle ; ses observations sur la notion de vote du budget par l'Assemblée Nationale ; sous-évaluation des rentrées budgétaires prévues au moment de l'élaboration du budget ; ses observations sur l'article 40 de la Constitution ; mise en cause des droits du Parlement ; caractère de la fiscalité* (p. 4467) ; *importance de l'impôt indirect par rapport à l'impôt direct ; assiette de l'impôt sur la dépense ; intauration d'un impôt sur le capital sous la forme d'une taxe statistique ; publicité des déclarations des revenus imposables ; lutte contre la fraude fiscale ; ses observations sur les services fiscaux ; suppression du privilège qui exempte des droits de mutation les porteurs de l'emprunt 3,50 % 1952-1958 à capital garanti ; situation des catégories les plus défa-*

vorisées ; ses observations sur l'intégration de 2 % de la réduction d'impôt dans le barême (p. 4468) ; *réduction de 5 % à 3 % de la bonification dont bénéficiaient les salariés ; ses observations sur la « Chambre des impôts »* ; *mise en parallèle des revenus réels de chaque groupe socio-professionnel supposés et la part de contribution de chacun d'eux dans le total de l'impôt ; prélèvement exceptionnel sur les établissements de crédit ; fiscalité locale ; réforme des finances locales ; impôt sur les sociétés ; taxe sur la valeur ajoutée* (p. 4469) ; *prévisions des dépenses publiques ; ses observations sur la politique économique du Gouvernement* (p. 4470) ; Première partie ; Art. 2 : *Ses observations sur le système actuel d'imposition sur le revenu ; situation des cadres ; nécessité de soulager les petits contribuables* [22 octobre 1970] (p. 4514) ; *suppression de l'abattement de 5 % dont bénéficient les salariés ; élargissement des basses tranches ; situation des contribuables âgés de plus de 65 ans; nécessité d'une meilleure connaissance des revenus* (p. 4515) ; *son sous-amendement tendant : 1° dans le tableau du tarif de l'impôt sur le revenu, substituer au chiffre « 5.800 francs » le chiffre : « 6.500 francs » et au chiffre « 10.200 francs » le chiffre « 10.500 francs » ; 2° à rédiger comme suit le paragraphe 9 de l'amendement de M. Rivain : « Les majorations des cotisations prévues au V de l'article 3 de la loi de finances pour 1970 sont maintenues pour l'imposition des revenus de l'année 1970 »* (p. 4518) ; *répartition de l'impôt sur le revenu ; allègement fiscal en faveur des petits revenus ; maintien des majorations de cotisations appliquées l'année dernière* (p. 4518) ; *son amendement tendant à compléter cet article par de nouveaux paragraphes (atténuation de l'impôt sur le revenu résultant de la prise en compte des enfants à charge ; cas des enfants infirmes titulaires de la carte d'invalidité ; situation des mères ayant une activité professionnelle permanente)* (p. 4520) ; *limitation des conséquences de l'application du quotient familial pour les gros revenus* (p. 4520) ; *son amendement tendant à compléter cet article par de nouveaux paragraphes (taux du tarif de l'impôt sur le revenu ; possibilité pour les contribuables âgés de plus de 65 ans au 31 décembre de l'année de l'imposition de pratiquer une déduction forfaitaire de 10 % sur le montant brut imposable de leurs pensions)* (p. 4521) ; *diminution des avantages consentis aux salariés ; majoration de deux pour cent du barème de l'impôt sur le revenu à l'égard des titulaires de revenus fonciers et de revenus de capitaux mobiliers ; situation des contribuables âgés* (p. 4521) ; Après l'Art. 12 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Le décret prévu à l'article 243 du Code général des impôts sera publié avant le 1er juillet 1971. Ces mesures de publicité instituées par l'article précité s'appliquent aux contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu au titre de 1971 »* (p. 4534) ; *problème de la vérité fiscale ; publication de la liste des contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu ; indication du nombre de parts retenu pour la détermination du quotient familial et du montant de l'impôt mis à la charge de chaque redevable ; levée du secret constituant un élément non négligeable de la lutte contre la fraude* (p. 4534, 4535) ; Art. 13 : *Taxe sur la valeur ajoutée sur les produits alimentaires ; maintien des prélèvements exceptionnels sur les bénéfices des banques* (p. 4536) ; *son amendement tendant : 1° après les mots : « de courtage ou de façon » à rédiger ainsi la fin du I de cet article : « portant sur l'ensemble des produits alimentaires solides passibles du taux intermédiaire au 31 décembre 1970 »* ; *2° La perte de recette résultant de cette mesure est compensée par le maintien du prélèvement exceptionnel sur les banques »* (p. 4537) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa (1°) de cet article* (p. 4538) ; Après l'Art. 17 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (prélèvement exceptionnel mis à la charge des banques et des établissements de crédit)* (p. 4542) ; *retrait de son amendement* (p. 4542) ; Art. 18 : *Lutte contre la fraude fiscale ; barème des éléments du train de vie* (p. 4542) ; Après l'Art. 22 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (remboursement par l'Etat du montant de la T.V.A. perçue sur les travaux d'équipement entrepris par les collectivités locales)* (p. 4548) ; *ses observations sur les droits de succession ; ses observations sur l'utilisation des titres de l'emprunt Pinay* (p. 4548) ; Art. 35 : *Ses observations sur le Fonds d'action conjoncturelle ; conséquence de l'existence de ce fonds ; crédits affectés au Ministère de l'Education nationale* (p. 4567) ; ECONOMIE ET FINANCES — II. — SERVICES FINANCIERS : *Crédits de la Direction générale des impôts ; équipement immobilier ; extension de la taxe à la valeur ajoutée à tout le commerce ; situation des agents des caté-*

gories B et C [17 novembre 1970] (p. 5667, 5668) ; Ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi ; *Comparaison entre les dépenses collectives traduites par le budget et la production intérieure brute ; nécessité d'une véritable réforme fiscale ; refus d'autoriser la publicité de l'impôt général sur le revenu ; situation des porteurs d'emprunts Pinay ; lutte contre la fraude ; portée de la discussion parlementaire ; problème du logement social ; augmentation des prix ; son vote* (p. 5725) ; Fait personnel : *Part du budget de l'éducation nationale dans le budget général ; ses observations sur la politique monétaire suivie par M. Giscard d'Estaing depuis 1959* (p. 5729) ; Commission mixte paritaire : *Examen des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire ; caractère de ce budget ; son vote* [9 décembre 1970] (p. 6321) ; *ses observations sur les parotes de M. Giscard d'Estaing* (p. 6328).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la collecte en faveur de l'enfance inadaptée *(Croisade des cœurs)* [2 décembre 1970] (p. 6075).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1970 : *Ses observations sur la sous-évaluation des recettes ; équilibre du budget ; crédits de l'éducation nationale ; enseignement privé ; ses observations sur le fait que toute décision d'un conseil municipal de modifier ses centimes additionnels se répercutera sur les patentables de l'ensemble du départeemnt ; baisse des droits résultant des tarifs de la contribution des patentes ; caractère injuste de la fiscalité locale ; suppression de l'exonération dont jouissent certains organismes de crédit ressortissant à la mutualité et à la coopération ; problème des coopératives agricoles ; leur assujettissement à la patente* [8 décembre 1970] (p. 6252, 6253) ; *sa proposition de transférer aux collectivités locales l'avoir fiscal créé par la loi de juillet 1965* (p. 6254) ; Art. 8 : *Fonctionnement de la démocratie communale ; problème de la péréquation de la patente sur le plan départemental ; réforme des finances locales* [9 décembre 1970] (p. 6340) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6350) ; *exonérations accordées à certains organismes relevant de la coopération et de la mutualité* (p. 6350) ; *son vote contre cet article* (p. 6356) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à supprimer le paragraphe II de cet article* (p. 6361) ; *situation des industries de biens d'équipement* (p. 6361) ; Après l'Art. 11 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (avoir fiscal constitué auprès du Trésor public ; addition du solde constitué auprès du Trésor public à la recette de remplacement de la part de la taxe sur les salaires devant être attribué aux collectivités locales)* (p. 6361) ; *situation financière des communes ; application de la loi de juillet 1965 sur l'avoir fiscal ; affectation de son produit aux collectivités locales* (p. 6362) ; *vote du groupe socialiste sur l'ensemble du projet de loi* (p. 6363) ; Commission mixte paritaire : *Vote du groupe socialiste* [18 décembre 1970] (p. 6668).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'indice du coût de la vie [7 avril 1971] (p. 939).

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : *Ses observations sur le refus du Premier Ministre d'engager la responsabilité du Gouvernement sur sa déclaration ; concentration du pouvoir à l'Elysée ; rôle de l'opposition ; conservatisme du Gouvernement ; importance de l'injustice en France ; problème de l'emploi ; problème des prix* [20 avril 1971] (p. 1246) ; *pouvoir d'achat des salariés ; mensualisation des salaires ; importance du profit ; sentiment de frustration des paysans ; action du crédit agricole mutuel ; fraude fiscale ; spéculation immobilière ; équipement téléphonique français ; évolution des villes ; logement social ; aide à l'enseignement privé ; nécessité de créer un service public laïque et démocratique de l'éducation nationale ; relations entre la France et l'Algérie* (p. 1247) ; *politique énergétique ; versatilité du Gouvernement ; exemple de l'affaire Guiot ; ordre public ; propos du secrétaire général de l'U.D.R. envers les magistrats ; délais de garde à vue* (p. 1248) ; *Cour de sûreté de l'Etat ; droits des assemblées élues ; blocage de notre société ; répartition des forces politiques dans le pays* (p. 1249) ;

— du projet de loi portant institution d'un système de paiement mensuel de l'impôt sur le revenu : *Problème des moyens des services ; analyse du texte en discussion ; répartition du paiement de l'impôt par dixièmes* [13 mai 1971] (p. 1856) ; *sa question de savoir pourquoi le Gouvernement a opté pour des dixièmes plutôt que pour des douzièmes ; caractère facultatif du nouveau système ; demande si le Gouvernement a l'intention d'instaurer le prélèvement à la source ; intentions du Gouvernement en matière de transfert d'exercices ; nécessité d'une vé-*

ritable réforme de l'impôt sur le revenu (p. 1857) ;

— du projet de loi relatif à l'institution d'un versement à la charge de certains employeurs dans la région parisienne : *Ampleur du problème et limite des moyens envisagés* [25 mai 1971] (p. 2034) ; *modèle de développement urbain ; ses observations sur le modèle américain et le modèle européen ; nécessité d'améliorer le confort et l'exploitation ; liaisons des gares entre elles ; liaisons de banlieue à banlieue et de Paris à la banlieue* (p. 2035) ; Art. 3 : *Retrait de ses amendements déposés avec M. Boulay* (p. 2056, 2057) ;

— du projet de loi portant réforme du régime fiscal des profits de construction ; du projet de loi portant suppression de l'exemption temporaire de contribution foncière prévue en faveur des locaux d'habitation ; du projet de loi modifiant la loi du 24 mars 1952 relative aux entreprises de crédit différé : *Exemptions en faveur des petits contribuables ; secteur non aidé ; impôt sur le revenu distribué par les sociétés ; problème des sociétés étrangères ; concentration des grosses sociétés* [14 juin 1971] (p. 2894) ; *existence d'une très grande inégalité dans la France contemporaine* (p. 2895) ; *Profits de construction*, Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer au pourcentage de 30 % celui de 50 %* (p. 2898) ; *son amendement tendant : 1° à compléter le deuxième alinéa du paragraphe III de cet article par une nouvelle phrase : « Ils sont retenus pour la moitié de leur montant lorsque cette distribution intervient sept ans au moins après leur réalisation » ; 2° en conséquence, à supprimer les trois derniers alinéas du paragraphe III* (p 2899) ; *détermination du taux* (p. 2899) ; Art. 2 : *Durée de validité des dispositions proposées* (p. 2900) ; *son amendement tendant, dans le premier et le second alinéa du paragraphe I - II de cet article à substituer au chiffre de « 400.000 francs » celui de « 100.000 francs »* (p. 2900) ; *son amendement tendant, dans le premier et le second alinéa du paragraphe III de cet article, à substituer à la date du « 31 décembre 1981 » celle du « 31 décembre 1975 »* (p. 2900) ; *vote du groupe socialiste sur l'ensemble du projet de loi* (p. 2901) ; Contribution foncière, Art. unique : *Son amendement tendant, dans le texte de cet article, à substituer à la date du « 31 décembre 1972 » celle du « 1er juillet 1977 »* (p. 2902, 2903) ; *maintien des incitations actuelles pendant la durée du VIe Plan ; construction d'H.L.M. ; situation des locataires des H.L.M.* (p. 2903) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Ses observations sur le retrait des représentants de plusieurs centrales ouvrières des commissions du Plan ; conditions du travail parlementaire ; recherche d'une position exportatrice de capitaux ; ses observations sur l'emploi, les prix et les salaires* [16 juin 1971] (p. 2985) ; *finances publiques ; financement des équipements publics ; droit au logement* (p. 2986) ; *lutte contre l'inégalité ; caractéristique de notre société ; déshumanisation du Plan ; rôle du marché ; moyens d'une planification ; finalité des villes ; réforme des finances locales ; caractère conservateur des normes et des objectifs du Plan ; question de la compatibilité du capitalisme et du Plan* (p. 2987) ; *vote du groupe socialiste* (p. 2988) ; Ses explications de vote : *Pression fiscale et parafiscale ; caractère artificiel de la consultation du Parlement ; vote bloqué* (p. 3122) ; En deuxième lecture, du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Vote du groupe socialiste* [30 juin 1971] (p. 3549).

Prend part à la discussion générale du projet de loi de finances pour 1972 : *Equilibre budgétaire ; équilibre extérieur ; déficit de nos opérations courantes* [20 octobre 1971] (p. 4667) ; *problème des prix ; rôle du Parlement ; tranches du barème de l'impôt sur le revenu ; situation des professions non salariées ; propose que les contribuables, dont les bénéfices professionnels ne dépassent pas douze mille francs par an, bénéficient de la réduction de trois pour cent en matière d'impôt sur le revenu ; problème de la T.V.A. ; remboursement aux collectivités locales du montant de la T.V.A. ; suppression du privilège fiscal de l'emprunt Pinay* (p. 4668) ; *publicité des impôts sur le revenu ; maintien des majorations de l'impôt sur les gros revenus ; formation brute du capital fixe des administrations* (p. 4669) ; *problème des salaires ; protection de l'emploi ; protection des travailleurs contre les risques de la crise internationale ; concertation en vue d'un accord monétaire intra-européen* (p. 4670) ; Première partie du projet de loi de finances pour 1972, Art. 2 : *Son amendement (tarif de l'impôt sur le revenu)* [21 octobre 1971] (p. 4717) ; *aménagement des tranches du barème ; abaissement de trois points du barème en faveur des contribuables non salariés*

(p. 4718) ; *relèvement des limites d'exonération et de décote ; surtaxation des revenus les plus élevés* (p. 4722) ; *son amendement (limite de l'atténuation d'impôt sur le revenu résultant de la prise en compte des enfants à charge)* (p. 4724) ; *possibilité de déduire des revenus les frais de garde des enfants de moins de 6 ans* (p. 4724) ; *son amendement : « le décret prévu à l'article 243 du Code général des impôts sera publié avant le 1er juillet 1972. Les mesures de publicité instituées par l'article précité s'appliquent aux contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu au titre de 1972 »* (p. 4725) ; *lutte contre la fraude fiscale ; publicité des cotisations des contribuables* (p. 4726) ; Après l'Art. 5 : *Son amendement (abattement sur la T.V.A. frappant les travaux d'équipement entrepris par les collectivités locales)* (p. 4727) ; *suppression du privilège fiscal de l'emprunt 1952-1958 en matière de droits de succession* (p. 4727, 4728) ; *conséquence de l'anonymat des titres* (p. 4730) ; Après l'Art. 4 : *Son amendement (réduction de la T.V.A. en ce qui concerne les opérations d'achat, d'importation, de vente, de livraisons, de commissions, de courtage portant sur les produits alimentaires solides ; rétablissement du prélèvement exceptionnel sur les banques)* (p. 4742) ; *problème de l'impôt indirect ; ses observations sur son amendement* (p. 4742, 4743) ; *rétablissement du prélèvement exceptionnel sur les banques* (p. 4743) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Vote du groupe socialiste contre le titre III* [26 octobre 1971] (p. 4914) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Problème de la recherche ; budget du Centre national de la recherche scientifique et de la Direction de l'enseignement supérieur ; recrutement de jeunes chercheurs ; importance de la recherche fondamentale ; absence d'une politique technologique cohérente ; crise du Commissariat à l'énergie atomique* [5 novembre 1971] (p. 5425) ; *Centre national d'études spatiales ; problème de la « rentabilité de la recherche »* (p. 5426) ; ECONOMIE ET FINANCES. — SERVICES FINANCIERS : *Budget de la direction des prix ; budget de la direction générale des impôts ; sa critique de la pratique de l'auxiliariat ; mise en place des inspections fusionnées d'assiette et de contrôle* [17 novembre 1971] (p. 5868, 5869) ; CHARGES COMMUNES, Après l'Art. 57 : *Vote du groupe socialiste* (p. 5874) ; Commission mixte paritaire : *Fonctionnement des Commissions mixtes paritaires ; levée du secret de l'impôt ; modalités d'exercice du pouvoir législatif ; édiction des décrets d'application ; délégations données au Gouvernement* [15 décembre 1971] (p. 6793, 6794) ; *vote du groupe socialiste* (p. 6804) ; En deuxième lecture : *Ses critiques concernant le fonctionnement des Commissions mixtes paritaires* [16 décembre 1971] (p. 6857) ; Art. 2 *quater* : *Taxation au bénéfice réel des exploitations dont les recettes dépassent 500.000 francs* (p. 6859) ; En troisième lecture : *Vote du groupe socialiste* [17 décembre 1971] (p. 6930).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971 : *Surestimation de l'impôt sur le revenu et sous-estimation de l'impôt sur les sociétés ; ses observations sur le service de documentation extérieure et de contre-espionnage ; opérations du Tchad ; problème de la procédure d'agrément ; assujettissement des coopératives agricoles à la patente* [7 décembre 1971] (p. 6439, 6440) ; Art. 1er : *Problème des sociétés mères et des sociétés filiales ; procédure de l'agrément* (p. 6444, 6445) ; Art. 2 : *Provisions pour reconstitution des gisements de substances minérales solides* (p. 6446) ; *vote du groupe socialiste* (p. 6447) ; Art. 7 : *Equipement des départements d'outre-mer ; problème de la procédure d'agrément* (p. 6449, 6450) ; *vote du groupe socialiste* (p. 6454) ; Après l'Art. 10 : *Problème de l'assujettissement des coopératives agricoles à la patente ; ses conséquences* (p. 6462) ; *vote du groupe socialiste sur l'ensemble du projet de loi* (p. 6486) ; Commission mixte paritaire : *Ses observations sur l'article 26 ; assujettissement des coopératives agricoles à la patente* [17 décembre 1971] (p. 6933) ; *vote du groupe socialiste* (p. 6935) ; En deuxième lecture, Art. 26 : *Vote du groupe socialiste* [20 décembre 1971] (p. 7009) ; Ses explications de vote ; *Utilisation de la procédure du vote bloqué ; ses observations sur l'article 10* ter (p. 7010) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 5 : *Suppression de la patente* [4 mai 1972] (p. 1359) ; Art. 13 : *Validation des nominations prononcées dans le corps des secrétaires administratifs en chef des services extérieurs du Ministère des Armées* (p. 1362) ; Art. 16 : *Délai de régularisation de la situation des entreprises qui ont utilisé des droits à déduction supérieurs au crédit de taxe sur la valeur ajoutée* (p. 1364) ;

Art. 17 : *Définition des terrains à bâtir ; municipalisation des sols* (p. 1366) ; *son sous-amendement à l'amendement de M. Sabatier* (p. 1368) ; *ses observations sur l'expression : « voies et réseaux divers »* (p. 1369, 1370) ; Art. 20 : *Son amendement (participation des employeurs au Fonds national d'aide au logement)* (p. 1371) ; *établissement de la cotisation de 0,10 % sur les salaires passibles de la taxe sur les salaires* (p. 1371, 1372) ; *vote du groupe socialiste sur l'ensemble du projet* (p. 1374) ; En deuxième lecture, Art. 4 : *Sociétés financières d'innovation* [14 juin 1972] (p. 2473) ; *son amendement concernant la réduction des droits de mutation sur les fonds de commerce* (p. 2474) ; *ses observations sur les petits fonds de commerce* (p. 2474) ; Art. 27 : *Son amendement tendant à faire imprimer et distribuer aux parlementaires les enquêtes demandées à la Cour des comptes et à la Commission de vérification des comptes des entreprises publiques par les Commissions des finances du Parlement* (p. 2484) ; *ses observations* (p. 2484, 2485) ; *vote du groupe socialiste contre l'ensemble du projet de loi* (p. 2485) ;

— du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1970 : *Différence entre le budget voté et le budget exécuté ; fonds de concours ; Fonds d'action conjoncturelle* [6 juin 1972] (p. 2206) ; *pourcentage des dépenses en capital par rapport à l'ensemble du budget ; équilibre du commerce extérieur ; problème des prix et de l'emploi* (p. 2207) ; *vote du groupe socialiste* (p. 2265).

Pose à M. le Ministre du Développement industriel et scientifique une question orale avec débat relative à la recherche scientifique [21 juin 1972] (p. 2699) ; *crédits mis à la disposition des chercheurs au cours du VI^e^ Plan ; insuffisance des crédits affectés aux sciences humaines (épistémologie, sociologie de l'innovation) ; recherche fondamentale ; tendance à la « privatisation » ; création d'une agence européenne de la recherche et du développement* (p. 2702, 2703).

Son rappel au Règlement : *Discussion d'une question d'actualité sur l'affaire Touvier ; exercice du droit de grâce du Président de la République* [27 juin 1972] (p. 2851).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : Explication de vote sur la motion de censure : *Inflation* [4 octobre 1972] (p. 3916, 3917) ; *Dégradation relative de la situation des travailleurs* (p. 3917).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1973 : *En réponse à M. Poudevigne, sa défense du programme commun de la gauche ; amendement fiscal du groupe socialiste conforme aux grandes orientations du programme commun de la gauche ; suppression de l'avoir fiscal et du prélèvement libératoire ; rémunération équitable de l'épargne ; budget de 1973 et les quatre précédents marqués par le conservatisme social* [25 octobre 1972] (p. 4338, 4339) ; *accaparement par les privilégiés des fruits de l'expansion ; budget conservateur d'inflation, de sous-emploi, d'injustice ; absence de politique transformatrice ; documents budgétaires touffus et mal adaptés ; budget en trompe-l'œil fondé sur un équilibre comptable résultat d'artifices ; création d'un Ministère des Commerçants et Artisans doté de mini-crédits ; Fonds national de solidarité ; Fonds d'action conjoncturelle ; budget précaire à cause de l'inflation* (p. 4340) ; *absence d'action véritable sur la masse monétaire ; victimes de l'inflation ; faible croissance des équipements civils ; secteurs sacrifiés : éducation nationale, logement ; nécessité d'un changement profond* (p. 4340, 4341) ; Après l'Art. 1^er^ : *Son amendement insérant un nouvel article : A. — Imposition des personnes : dispositions conformes au programme commun de la gauche ; plafonnement dans la prise en compte des enfants à charge ; déduction des frais de garde des enfants ; abattement pour les retraités et personnes âgées plafonné ; suppression de l'avoir fiscal ; abrogation de mesures de faveur appliquées à certains revenus du capital ; imposition des dirigeants de sociétés ; abattement appliqué aux salaires et aux pensions porté à 23 % ; imposition des plus-values boursières* (p. 4355) ; *B. — Imposition des entreprises : 1° révision des règles concernant les durées d'amortissement et celles de l'amortissement dégressif* (p. 4356, 4357) ; *afin de mettre fin au libéralisme excessif dans les taux actuels d'amortissement entraînant une suraccumulation du capital et des gaspillages de l'équipement* (p. 4556, 4557, 4558) ; *2° les provisions ; rapport demandé au Gouvernement ; 3° mesures limitant la croissance des*

frais généraux ; 4° rémunérations des dirigeants de sociétés ; 5° taxation des plus-values de cession et des fusions de sociétés (p. 4356, 4358) ; *C. — Taxe statistique sur la fortune* (p. 4356, 4358) ; *D. — Régime fiscal des mutations à titre gratuit ; exonération des successions les plus modestes et suppression des possibilités d'évasion légale ; abrogation de l'article 793 du Code général (titres de l'emprunt Pinay)* (p. 4356, 4358) ; *E. — Taxe à la valeur ajoutée ; proposition concernant la T.V.A. ; taux 0 % pour pain, lait, livres ; exonération des communes* (p. 4357, 4359) ; Art. 2 : *Son amendement reprenant certaines dispositions de l'amendement précédent mais d'une portée plus limitée ; modification du barème de l'impôt sur le revenu ; suppression des avantages accordés aux revenus du capital : taxe dite statistique sur la fortune* (p. 4361) ; *son amendement (atténuation d'impôt sur le revenu résultant de la prise en compte des enfants à charge ; déduction des frais de garde)* (p. 4362) ; Après l'Art. 2 : *Son amendement insérant un nouvel article instituant un abattement de 1.500 francs pour les personnes retraitées âgées de plus de 65 ans dont le revenu global ne dépasse par 40.000 francs et abrogeant les articles relatifs à l'avoir fiscal* (p. 4368, 4369) ; *majoration de 20 à 23 % de l'abattement sur les salaires* (p. 4369) ; *son amendement insérant un nouvel article reprenant certaines dispositions de son amendement après l'article premier repoussé : abattement sur les salaires porté à 23 %* (p. 4369) ; *taux d'amortissement dégressif ; abrogation des dispositions relatives à la prévision pour investissements ; taxation des rémunérations versées aux dirigeants de sociétés* (p. 4369, 4370) ; Après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à instituer un taux 0 de la T.V.A. pour le pain, le lait et les livres financé par la suppression de l'article 793-1 1° (emprunt Pinay)* (p. 4373) ; *son amendement modifiant les abattements et les taux pour la perception des droits de mutation à titre gratuit* (p. 4376) ; *suppression des privilèges en vigueur (emprunt Pinay, immeubles achevés depuis 1948, transmission de bois et forêts)* (p. 4377) ; Art. 6 : *Ses observations sur la diminution du taux de la taxe sur les conventions d'assurances dans un certain nombre de cas ; son souhait que les collectivités locales bénéficient de la même réduction* (p. 4378) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Inquiétude du groupe socialiste pour les crédits de la recherche ; faiblesse de la dépense nationale brute de recherche et de développement par rapport au produit intérieur brut ; problème des personnels ; personnel de l'Institut national de physique nucléaire et de physique de particules ; recherche médicale ; appel à la charité publique ; aide massive de l'Etat à l'informatique et à l'industrie électronique ; manque de rigueur et de continuité dans les décisions* [9 novembre 1972] (p. 4920) ; Articles non rattachés, Après l'Art. 50 : *Son amendement abrogeant les dispositions de l'article 15 de la loi du 24 décembre 1971 soumettant les sociétés coopératives agricoles et leurs unions, ainsi que les sociétés d'intérêt collectif agricole à la taxe professionnelle et à une taxe spéciale perçue au profit des collectivités locales ; compensation pour les communes par une taxe de récupération de plus-value d'urbanisation* [18 novembre 1972] (p. 5517, 5518) ; *sa demande de scrutin public* (p. 5518) ; Articles de récapitulation : *Vote du groupe socialiste contre ces articles* [18 novembre 1972] (p. 5519) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Mesures inefficaces proposées contre l'inflation ; emprunt gagé sur l'or ; déséquilibre du budget ; compte d'allégement de la fiscalité indirecte ; déficit couvert par l'emprunt ; réduction de certains taux de la T.V.A. ; état squelettique des effectifs du service de contrôle des prix* [14 décembre 1972] (p. 6174) ; *échec de la politique contractuelle ; amendement du Gouvernement qui est en fait une demande de blanc-seing et de délégation de pouvoirs ; restrictions de crédit pénalisant les petits constructeurs de logements individuels ; barème de l'impôt sur le revenu ; remise de la dette des Etats africains ; son appui à l'article 58 nouveau voté par le Sénat qui interdit que des dépenses soient imposées aux collectivités autrement que par la loi ; vote du groupe socialiste contre l'amendement gouvernemental et contre le texte du projet de loi de finances proposé par la Commission mixte paritaire* (p. 6175).

Ses explications de vote contre l'ordre du jour complémentaire et le refus d'inscrire deux propositions de loi, l'une, tendant à fixer à 18 ans l'âge de la majorité civile et de la majorité électorale, l'autre, tendant à permettre aux anciens prisonniers de guerre de bénéficier d'une réduction d'âge en vue de

l'octroi d'une retraite anticipée au taux plein ; sa demande de scrutin public [28 novembre 1972] (p. 5687).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur la Banque de France, Art. 3 : *Son amendement substituant aux mots « Ministre de l'Economie et des Finances » le mot « Gouvernement »* [28 novembre 1972] (p. 5689) ; *différence existant entre les moyens des parlementaires de l'opposition et ceux dont disposent le Gouvernement et la majorité ; nécessité que les instructions générales à la Banque de France soient élaborées par le Gouvernement* (p. 5689) ; Art. 4 : *Son amendement de suppression des mots « dans le cadre de sa compétence » afin de renforcer la référence au rôle du Conseil national du crédit* (p. 5690) ; Art. 5 : *Son amendement retiré au profit de celui de M. Capelle, tendant à faciliter les moyens d'investigation de la Banque de France* (p. 5691) ; Art. 10 : *Son amendement prévoyant qu'un des sous-gouverneurs sera issu des cadres de la Banque et qu'aucun des gouverneurs ou sous-gouverneurs ne devra avoir auparavant exercé des fonctions de direction dans une entreprise privée* (p. 5692, 5693) ; Art. 13 : *Son amendement fixant à douze le nombre des conseillers au lieu de dix ; composition tripartite du conseil d'administration* (p. 5693) ; *son amendement stipulant qu'un censeur et son suppléant assistent aux séances du conseil général ; adoption* (p. 5694) ; Art. 14 : *Son amendement instituant une composition tripartite du conseil général (quatre représentants de l'Etat ; quatre représentants des intérêts généraux de l'industrie, du commerce et de l'agriculture ; trois représentants du monde du travail ; un conseiller élu par le personnel) ; retrait* (p. 5694) ; Art. 35 : *Soutient l'amendement de M. Sabatier qui vise les activités courantes bancaires de la Banque de France* (p. 5700) ; Son explication de vote : *Estime que ce texte présente des insuffisances trop nombreuses pour que le groupe socialiste le vote ; composition du conseil général de la Banque de France* (p. 5701) ;

— du projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances : *Oppose la question préalable ; entreprise de dénationalisation sous prétexte de développement de la condition ouvrière ; absence de l'actionnariat privé ; échec de l'actionnariat chez Renault* [28 novembre 1972] (p. 5702) ; *autres problèmes du personnel ; représentation du personnel et de ses organisations syndicales au sein du conseil d'administration ; sa demande de scrutin public* (p. 5703) ; *vote du groupe socialiste contre l'ensemble de ce projet* (p. 5714) ; En quatrième et dernière lecture : *Vote du groupe socialiste* [20 décembre 1972] (p. 6385) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1972 : *Artifices de présentation faisant apparaître un excédent de ressources sur les dépenses ; excédent des rentrées de la T.V.A. et moins-value des rentrées d'impôts directs ; diminution du pourcentage du prélèvement sur les bénéfices des entreprises de la construction navale subventionnées* [6 décembre 1972] (p. 5934) ; *imposition moins forte sur les plus-values mobilières ; détaxation des opérations de bourse ; modification du barème des prélèvements sur le produit brut des jeux ; régime fiscal des implantations d'entreprises à l'étranger ; renonciation au recouvrement des annuités des prêts consentis par le Fonds d'investissement et de développement économique et social ; transformation des prêts du F.D.E.S. aux entreprises nationales en dotations en capital ; crédits destinés aux opérations au Tchad ; son amendement de suppression des crédits destinés à l'électronique professionnelle civile ; opération du plateau Beaubourg ; annulation de crédits concernant les bourses universitaires et scolaires ; sa question sur l'accroissement des fonds spéciaux ; son groupe ne votera pas ce projet* (p. 5935) ; Art. 4 : *Vote du groupe socialiste contre cet article* (p. 5938) ; Art. 5 : *Vote du groupe socialiste contre cet article* (p. 5939) ; Art. 8 : *Vote du groupe socialiste contre cet article* (p. 5942) ; Etat B : *Son amendement de réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre VI relatifs au plan « électronique professionnelle civile » ; crédits à la société Thomson-C.S.F. ; sa demande de scrutin public* (p. 5953, 5954) ; *modalités de contrôle de l'emploi des fonds dans le domaine de la recherche* (p. 5955) ; Art. 15 et 16 : *Vote du groupe socialiste contre ces articles et vote contre l'ensemble du projet de loi* (p. 5956) ;

— du projet de loi autorisant la création d'entreprises exerçant, sur le sol national, une activité d'intérêt européen en matière d'électricité : *Coopération européenne ; indépendance énergétique* [13 décembre 1972] (p. 6135) ; *nécessité de ne pas ralentir notre effort dans le domaine des surrégénérateurs*

et d'associer d'autres Etats européens à notre progression ; modifications après débat au Sénat et limitations précises posées à l'objet de la loi ; le personnel français de ces sociétés conservera son statut d'origine ; ce texte ne doit porter aucune atteinte à la loi de nationalisation de 1946 ; collaboration entre E.D.F. et le Commissariat à l'énergie atomique ; mise en sommeil de la filière française ; privatisation ; affaire de l'Institut des particules ; n'a pas l'intention de voter contre ce projet (p. 6136) ; Art. 1er : *Son sous-amendement tendant à ajouter la notion d'étude* (p. 6144, 6145) ; *vote du groupe socialiste contre l'amendement de M. Lebas* (p. 6146).

BOURDELLÈS (Pierre)

Député des Côtes-du-Nord
(5e circonscription)
P.D.M.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe Progrès et Démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [2 octobre 1969] (p. 2432), [14 octobre 1970] (p. 4271).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2498 de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale [1er juillet 1972] (p. 3123) ;

— représentant à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [5 octobre 1972] (p. 3945).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à augmenter les rentes viagères privées, n° **126** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à insérer dans le Code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme un article L 23-1 instituant une « licence touristique » qui permet de vendre pour consommer sur place, à l'occasion d'un service de spécialités gastronomiques, les boissons régionales traditioinnelles, n° **184** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 1175 et 1188 du Code rural, en vue de supprimer tout délai dans les actions en revision des rentes allouées aux salariés agricoles, victimes d'accidents du travail, n° **710** [7 mai 1969].

Sa proposition de loi tendant à modifier le Code de la route et la législation des assurances, n° **741** [27 juin 1969].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, TRANSPORTS. — MARINE MARCHANDE : *Evolution de la marine marchande ; école nationale de la marine marchande de Paimpol ; liquidation de paquebots par les Messageries maritimes* [31 octobre 1968] (p. 3779, 3780) ; *son refus de voter le crédit de l'article 03-3-38, chapitre 34-22* (p. 3780, 3781) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, TRANSPORTS — III. — MARINE MARCHANDE : *Situation de notre marine marchande ; disparition des navires classiques ; flotte des petits caboteurs ; rapport de la société d'études techniques et économiques sur le cabotage dans le Marché commun ; balance des paiements dans le domaine des frets maritimes ; sa question de savoir quelle est la politique du Gouvernement ; problème social ; création d'un Ministère responsable des problèmes des océans ; avenir de l'école nationale de marine marchande de Paimpol* [30 octobre 1969] (p. 3137, 3138) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, TRANSPORTS — III. — MARINE MARCHANDE : *Situation des retraités et pensionnés de la marine marchande et de la pêche ; aide à la construction navale ; écoles d'apprentissage maritime ; situation des familles de retraités et de pensionnés ; application du plan « Forner »* [17 novembre 1970] (p. 5648) ; *problème de l'emploi ; nécessité de créer un Secrétariat d'Etat à la mer* (p. 5649).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'indemnité viagère de départ [15 octobre 1971] (p. 4619).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AFFAIRES CULTUREL-

LES : *Protection des monuments historiques ; ses observations sur la Bretagne ; festival celtique international ; problème des monuments classés ou inscrits ; installation du chauffage dans la cathédrale de Tréguier ; disparition d'objets d'art religieux populaire* [27 octobre 1971] (p. 4961, 4962) ; TRANSPORTS. — MARINE MARCHANDE : *Marine marchande ; réforme de l'enseignement maritime ; ses observations sur la région bretonne ; ses observations sur les enseignements dispensés à Paimpol ; école de Saint-Malo ; navires-écoles ; problème de la promotion sociale et de la formation permanente* [15 novembre 1971] (p. 5674) ; *situation des professeurs de l'enseignement maritime ; cas des pensionnés de la marine marchande et des pêches* (p. 5675) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, TRANSPORTS — IV. — MARINE MARCHANDE : *Sa demande d'un grand Ministère des Affaires maritimes ; école nationale de la marine marchande de Paimpol ; cycle de formation de capitaine au long cours ; école d'apprentissage maritime de Trieux ; insuffisance des pensions ; ses remerciements au nom de M. Cazenave pour le plan de relance ostréicole de 1972* [3 novembre 1972] (p. 4678, 4679) ; DÉPENSES MILITAIRES : *Revendications des officiers mariniers, quartiers-maîtres en retraite et de leurs veuves ; sa demande de création d'une commission dite « de rattrapage » indiciaire ; modification des règles d'affiliation à un régime de sécurité sociale d'un retraité titulaire d'une pension militaire et d'une pension vieillesse de la sécurité sociale ; pension de réversion* [8 novembre 1972] (p. 4860).

BOURGEOIS (Georges)

Député du Haut-Rhin
(2e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [23 octobre 1968] (p. 3477).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Cas des anciens incorporés de force des départements du Rhin et de la Moselle annexés au Reich nazi durant la dernière guerre mondiale ; pécule des anciens prisonniers de guerre alsaciens et lorrains de 1914-1918 ; création d'une Commission mixte interparlementaire chargée d'apurer le contentieux des anciens combattants alsaciens-lorrains ; validation des services accomplis dans l'armée et la gendarmerie allemande ; validation des services accomplis sous l'empire de la contrainte dans les unités paramilitaires ; indemnisation des incorporés de force ; attribution de la médaille des évadés ; demande de reconnaissance de la présomption d'origine sans condition de délai ; ses observations sur le camp de Tambov* [8 novembre 1968] (p. 4207, 4208) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Distorsion entre les buts proposés et l'esquisse des choix sur les moyens ; politique d'industrialisation ; ses observations sur les disparités régionales ; problème des régions frontalières ; rythme de développement industriel ; ses observations sur l'Alsace ; liaisons Est-Ouest* [17 juin 1970] (p. 2739) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Aménagement du territoire* [15 juin 1971] (p. 2931) ; *exemple des départements alsaciens et mosellans ; voies rapides entre les régions de l'Est, la région parisienne et le sillon rhodanien ; liaison Rhin-Rhône ; liaison entre les grands axes de transports lourds et les pays voisins ; liaison Rhin-Main-Danube ; rôle de l'Alsace* (p. 2932, 2933) ; Art. unique : *Axe mer du Nord-Méditerranée* [18 juin 1971] (p. 3116) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Contentieux des Alsaciens et des Mosellans ; problème des anciens incorporés de force ; cas des « anciens de Tambov » ; question des*

bonifications de campagne ; indemnisation par le Gouvernement de Bonn de l'incorporation de force [22 octobre 1971] (p. 4794) ; *ses observations sur la résolution signée par les députés des trois départements de l'Est* (p. 4795) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Parité des pensions des déportés politiques avec celles des déportés résistants ; revalorisation de la retraite du combattant ; pathologie de la captivité ; Alsaciens et Mosellans incorporés de force* [2 novembre 1972] (p. 4549, 4550).

BOURGES (Yvon)

Député d'Ille-et-Vilaine
(6e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE D'ETAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES
du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969

SECRÉTAIRE D'ETAT
AUPRÈS DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
du 22 juin 1969 au 5 juillet 1972

MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT
du 6 juillet 1972 au 28 mars 1973

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212).

Est nommé Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères (Gouvernement de M. Couve de Murville), décret du 12 juillet 1968 [*J.O.* du 13 juillet 1968] (p. 6659).

Le Président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 12 août 1968, de son mandat de député [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7918), [24 septembre 1968] (p. 2848).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères (Gouvernement de M. Couve de Murville), décret du 20 juin 1969 [*J.O.* du 21 juin 1969] (p. 6288).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Ministre des Affaires étrangères (Gouvernement de M. Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre des Affaires étrangères (Gouvernement de M. Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Est nommé Ministre du Commerce et de l'Artisanat (Gouvernement de M. Messmer), décret du 6 juillet 1972 [*J.O.* du 7 juillet 1972] (p. 7059).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre du Commerce et de l'Artisanat (Gouvernement Messmer), décret du 28 mars 1973 [*J.O.* du 29 mars 1973] (p. 3452).

Dépôts :

Son projet de loi d'orientation de l'artisanat, **n° 2749** [12 décembre 1972].

Son projet de loi d'orientation du commerce, **n° 2750** [12 décembre 1972].

Interventions :

En qualité de Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES ÉTRANGÈRES — II. — COOPÉRATION : *Stagnation des crédits ; caractère global de l'aide française ; la fondation de l'enseignement supérieur de l'Afrique centrale devra poursuivre son évolution vers une structure universitaire ; répartition des crédits du Fonds d'aide et de coopération ; assurance contre les risques politiques ; problème des dépenses de transport ; répartition des fonctionnaires entre la première classe et la classe de tourisme lors de leurs déplacements ; problème des militaires du contingent ; recherche scientifique ; ses observations sur l'O.R.S.T.O.M. ; aide et développement de la culture et de la pensée française ; rattachement de l'Office de coopération radiophonique à l'O.R.T.F.* [29 octobre 1968] (p. 3700 à 3702) ; *ses observations sur l'amendement de M. Rivain* (p. 3702) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'arrangement international sur les céréales de 1967 comprenant la Convention relative au commerce du blé et de la Convention relative à l'aide alimentaire signées le 27 novembre 1967 : *Ses observations sur ce texte* [28 novembre 1968] (p. 4931) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention entre la France et l'Irlande tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Paris le 21 mars 1968 : *Ses observations sur ce texte* [6 mai 1969] (p. 1253) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation des accords suivants signés le 17 octobre 1967 : avenant à la Convention générale sur la sécurité sociale, signée le 12 octobre 1948 entre la France et la Tchécoslovaquie, avenant à l'accord supplémentaire à ladite Convention relatif au régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs des mines et établissements assimilés, protocole relatif à l'allocation supplémentaire instituée par la loi française du 30 juin 1956 modifiée et protocole relatif au régime d'assurances sociales applicable aux étudiants tchécoslovaques en France et aux étudiants français en Tchécoslovaquie : *Ses observations sur le titre du projet de loi* [6 mai 1969] (p. 1255) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi que du protocole et de la déclaration joints, signés à Bruxelles le 27 septembre 1968 : *Importance de cette convention ; ses observations sur ce texte* [15 octobre 1969] (p. 2665).

En qualité de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre des Affaires étrangères :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Ses observations sur les structures administratives ; gestion de l'administration centrale et des missions d'aide et de coopération ; hausse des tarifs de transports ; réduction des moyens de la coopération culturelle et de la formation ; personnels affectés à la coopération ; difficultés de recrutement des personnels spécialisés ; situation des agents contractuels de la coopération ; problème de garantie d'emploi et de reclassement au terme de leur service en coopération ; regroupement en un organisme unique de toutes les actions de formation ou de préparation aux tâches de coopération ; crédits prévus pour l'assistance technique ; ses observations sur l'O.R.S.T.O.M. ; intérêt de la recherche scientifique ; aide au développement ; aide apportée aux pays d'Afrique et de Madagascar ; conséquence de la dévaluation* [4 novembre 1969] (p. 3295, 3296) ; *continuité de notre effort en matière de coopération ; modalités de l'assistance apportée au gouvernement de la République du Tchad ; fragilité de cette nation ; rappel des événements ; missions d'assistance mises à la disposition du président de la République du Tchad* (p. 3337, 3338) ; Titre III : *Ses observations sur les amendements déposés par M. Sabatier et M. Voisin* (p. 3338, 3339) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord instituant la Conférence européenne de biologie moléculaire, signé à Genève le 13 février 1969 : *Ses observations sur ce texte* [4 décembre 1969] (p. 4619) ;

— du projet de loi autorisant : 1° la ratification de la Convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette Communauté, et de l'accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier ; 2° l'approbation de l'accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, signés à Yaoundé le 29 juillet 1969 : *Echanges commerciaux à l'intérieur des divers pays ; coopération financière et technique ; relations de l'Europe avec les pays en voie de développement ; problème de l'industrialisation ; intérêt des accords régionaux ; stabilisation des prix des produits de base; promotion économique et sociale des pays en voie de développement* [4 décembre 1969] (p. 4623, 4624) ; *ses observations sur les paroles de M. Odru* (p. 4626) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la République unie de Tanzanie, la République de l'Ouganda et la République du Kenya, signé à Arusha le 24 septembre : *Ses observations sur ce texte* [16 décembre 1969] (p. 4943) ; *intérêt de la présente convention protection des intérêts des producteurs de conserves d'ananas des départements d'outremer* (p. 4945).

Répond à la question d'actualité de M. Mitterrand, relative aux événements du Tchad [24 avril 1970] (p. 1290).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Ses observations sur le budget de la coopération ; majoration des crédits ; structure du budget ; création de 20 postes de chercheurs à l'O.R.S.T.O.M. ; rôte de cette organisation ; crédits affectés aux instituts de recherche ; ses observations sur le groupement d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale ; situation du personnel de l'agriculture en service en République centrafricaine ; crédits attribués aux concours financiers ; conditions d'octroi de ces crédits ; intervention militaire française au Tchad* [5 novembre 1970] (p. 5199) ; *crédits inscrits au Fonds d'action conjoncturelle ; maintien de la présence de volontaires du service national au service de la coopération ; ses observations sur les agents contractuels* (p. 5200) ; Titre IV : *Création d'emplois de chercheurs à l'O.R.S.T.O.M.* (p. 5228) ; *ses observations sur l'intervention militaire au Tchad ; paiement des soldes des officiers et sous-officiers français qui servent au titre de l'assistance technique* (p. 5228) ; *ses observations sur l'amendement de M. Odru* (p. 5229).

Répond à la question d'actualité de M. Ducray relative au jugement d'un criminel de guerre (Klaus Barbie) [8 octobre 1971] (p. 4426).

Répond à la question d'actualité de M. Péronnet relative au différend indo-pakistanais [29 octobre 1971] (p. 5113, 5114).

Répond à la question d'actualité de M. de Grailly relative aux livraisons d'armes au Pakistan [29 octobre 1971] (p. 5114).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Aide aux pays en voie de développement ; assistance technique ; problèmes du recrutement en ce qui concerne les assistants techniques et les coopérants ; leur formation* [3 novembre 1971] (p. 5221) ; *création d'universités régionales de type français ; création de postes d'enseignants français supplémentaires ; œuvre de l'association des Volontaires du progrès ; problème d'Air Afrique ; ses observations sur le fait que le Cameroun s'est retiré d'Air Afrique ; problème du règlement des factures administratives ; cours des produits tropicaux et des matières premières* (p. 5222) ; *insertion de notre aide dans un cadre multilatéral* (p. 5223) ; *coopération ; transformations d'emplois de l'O.R.S.T.O.M.* (p. 5249) ; *contribution au développement ; élévation du niveau de vie des populations aidées* (p. 5250) ;

— du projet de loi relatif à la délimitation des eaux territoriales françaises : *Détermination des eaux territoriales ; problème de l'espace aérien* [8 décembre 1971] (p. 6516) ; *implantation d'un terminal pétrolier au large du Havre ; ses observations sur les conventions relatives au droit de la mer ; principe de l'unité du régime juridique des eaux territoriales* (p. 6517) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière de justice entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad, signé à Fort-Lamy le 7 décembre 1970 : *Ses observations sur ce texte* [7 juin 1972] (p. 2295) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention entre la France et le Portugal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu, ensemble le Protocole joint, signés à Paris le 14 janvier 1971 : *Ses observations sur ce texte* [7 juin 1972] (p. 2296) ;

— du projet de loi relatif à la situation du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'Etats étrangers : *Assistance technique en personnel* [7 juin 1972] (p. 2296) ; *continuité de notre politique de coopération ; déflation des effectifs de volontaires du service national servant en coopération* (p. 2297, 2298) ; *possibilité pour un Gouvernement étranger de mettre fin au travail d'un coopérant français* (p. 2302) ; Art. 2 : *Nature des instituts de recherche ; situation des personnels des sociétés de développement* [8 juin 1972] (p. 2329) ; *cas des contractuels* (p. 2329, 2330) ; Art. 3 : *Non-ingérence du Gouvernement français dans les affaires des Etats étrangers* (p. 2331) ; Après l'art. 3 : *Situation des coopérants français du Burundi* (p. 2332) ; Art. 4 : *Formation des coopérants* (p. 2333, 2334, 2335) ; Art. 6 : *Son amendement* (p. 2336) ; *situation des coopérants à leur retour de coopération; problème de leur nomination* (p. 2336, 2337) ; Art. 7 : *Problème des maladies professionnelles* (p. 2338) ;

Après l'Art. 8 : *Territorialité du droit syndical* (p. 2339) ; En deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [28 juin 1972] (p. 2968) ; Art. 3 : *Ses observations sur les instances contentieuses* (p. 2969) ; Art. 6 : *Principe du reclassement* (p. 2970) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association portant accession de l'île Maurice à la Convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette Communauté, signé le 12 mai 1972 à Port-Louis, et l'approbation de l'accord modifiant l'accord interne du 29 juillet 1969 relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, signé le 12 mai 1972 à Port-Louis : *Rapprochement de l'île Maurice avec la Communauté économique européenne* [28 juin 1972] (p. 2971) ; *ses observations sur la Réunion* (p. 2975) ; *problème du rhum ; question des échanges de produits agricoles* (p. 2976) ; *mesures de sauvegarde ; industrialisation de la Réunion ; droit d'établissement* (p. 2977).

En qualité de Ministre du Commerce et de l'Artisanat :

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Claude Martin, tendant à modifier la loi n° 51-356 du 20 mars 1951 sur les ventes avec primes et améliorant les conditions de concurrence : *Techniques modernes de publicité ; double préoccupation de la proposition de loi : Normalisation des conditions de concurrence ; protection du consommateur* [18 octobre 1972] (p. 4214) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile : *Technique normale de vente, mais abus ; interdiction du versement d'arrhes ; délai de réflexion accordé à l'acheteur* [18 octobre 1972] (p. 4216) ; Art. 1er *bis* : *Organisation de la profession de démarcheur ; avis favorable à l'amendement de suppression de la Commission* (p. 4217) ; Art. 2 : *Ses observations en faveur de l'amendement de suppression du neuvième alinéa de M. Jean-Claude Petit (formulaire de renonciation)* (p. 4218) ; Art. 4 : *Appuie l'amendement de M. Jean-Claude Petit tendant à interdire tout versement d'argent (acompte ou caution)* (p. 4220) ; Art. 8 : *Ses observations contre l'amendement de M. Bousseau tendant à exclure du champ d'application de la loi le démarchage pour la vente d'appareils de haute technicité d'une valeur unitaire élevée et exigeant une installation préalable ou un apprentissage gratuit d'utilisation ; ne pas rétablir le cautionnement pour les appareils les plus chers* (p. 4223) ; *ses observations contre l'amendement de M. Barrot tendant à exclure du champ d'application de la loi les « gens du voyage » ; les problèmes particuliers des non-sédentaires doivent être résolus dans un autre cadre ; le paragraphe C de l'article 8 fait une exception pour les produits fabriqués par le démarcheur ou sa famille* (p. 4225) ; *ses observations en faveur de l'amendement de M. Gissinger complétant l'article 8 par l'interdiction de proposer la vente, la location ou la location-vente de documents ou matériels quelconques tendant à répondre aux mêmes besoins que des prestations de services pour lesquelles le démarchage est prohibé en raison de son objet* (p. 4226) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Demande que ce texte soit adopté sans changement* [12 décembre 1972] (p. 6074) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, COMMERCE ET ARTISANAT : *Premier budget de ce nouveau Ministère ; mission du Ministre du Commerce et de l'Artisanat ; loi d'orientation pour le commerce et l'artisanat ; rôle des commerçants et des artisans dans la France moderne ; évolution de l'appareil commercial ; développement des formes modernes de la distribution : mutations catégorielles et géographiques ; rôle indispensable de l'entreprise personnelle ; politique du Gouvernement : 1° réduire les disparités afin de maintenir d'équitables conditions de concurrence ; rôle dans ce domaine des commissions d'urbanisme ; liberté et protection du consommateur ; rapprochement des conditions d'imposition des travailleurs indépendants de celles des salariés (« à revenu connu égal, impôt égal ») ; 2° s'attaquer aux obstacles qui entravent la liberté d'entreprendre et l'adaptation du commerce et de l'artisanat aux techniques et aux méthodes modernes de gestion : accès au crédit ; encourager le regroupement ; améliorer les moyens d'analyse et d'information économique auprès des différents commissaires à la rénovation rurale et à la reconversion industrielle ; développer les méthodes modernes de gestion ; promotion commerciale ; 3° formation professionnelle et promotion sociale ; institut de promotion commerciale ; prime d'ap-*

prentissage ; centres de formation et de promotion ; développement de l'assistance technique (assistants techniques du commerce) ; centres d'études et de perfectionnement de l'artisanat et des métiers ; moniteurs de gestion ; animateurs économiques ; 4° protection sociale ; loi juillet 1972 d'aide aux commerçants et artisans âgés qui se retirent ; aide à la conversion (décret 19 juin 1972) ; bilan des mesures prises sur le plan de l'évolution des structures de la distribution, de la concurrence, de la fiscalité, du crédit dans le domaine social ; annonce la loi d'orientation pour le commerce et pour l'artisanat [26 octobre 1972] (p. 4406, 4407, 4408, 4409, 4410) ; *application de l'article 1473* bis *du Code des impôts ; allégements fiscaux prévus, mais jamais accordés aux grandes surfaces ; Fos-sur-mer* (p. 4413) ; *ses réponses à M. Claude Martin (maisons des métiers d'art), Mme Stéphan (problème des commerçants qui ont déjà pris leur retraite avant le 1er janvier 1973), M. Neuwirth (conditions d'application de la loi du 13 juillet 1972) ; aux orateurs de l'opposition* (p. 4419, 4420) ; *politique de concertation dans le cadre des commissions départementales ; magasins à grande surface ; sa critique du programme commun de la gauche dans le domaine du commerce et de l'artisanat* (p. 4420).

BOURGOIN (Pierre)

Député de Paris
(12e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [17 octobre 1968] (p. 3387).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à supprimer les délais impartis pour l'obtention des titres et droits attachés à la qualité d'ancien combattant ou de victime de la guerre, n° **53** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à titulariser dans les emplois permanents des administrations de l'Etat les agents et ouvriers de l'Etat, contractuels ou auxiliaires, invalides de guerre à 100 % n° **144** [19 juillet 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341), II. — Services du Premier Ministre : I. — Services généraux : Recherche scientifique, n° **364** [15 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822) IX. — Développement industriel et scientifique : recherche scientifique, n° **836** [17 octobre 1969].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION I. — SERVICES GÉNÉRAUX. — RECHERCHE SCIENTIFIQUE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Information du Parlement sur le développement des sciences ; informatique, rôle de la compagnie internationale pour l'informatique ; centre national d'exploitation des océans ; agence nationale pour la valorisation de la recherche ; physique des hautes énergies ; programme Eldo ; collaboration européenne* [18 novembre 1968] (p. 4664, 4665) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Effort de recherche française ; conservation des équipes constituées ; ses observations sur le plan-calcul et le centre national d'exploitation des océans ; retard français en matière de développement industriel ; agence nationale de valorisation de la recherche ; choix de la filière graphite-gaz ; ses observations sur les associations européennes spatiales ; renouvellement du contrat Intelsat ; centre européen d'études des hautes énergies ; organisation de l'Euratom ; européanisation de la recherche* [6 novembre 1969] (p. 3430, 3431).

Se démet de son mandat de député.

L'Assemblée prend acte de cette démission [6 mai 1970] (p. 1544, 1567).

Décédé le 11 mai 1970.

Hommage rendu à sa mémoire [12 mai 1970] (p. 1613, 1614).

BOUSQUET (Raymond)
Député de Paris
(6e circonscription)
U.D.R.

En remplacement, le 11 août 1968, de M. Couve de Murville, nommé Premier Ministre [*J.O.* du 13 août 1968] (p. 7892), [24 septembre 1968] (p. 2847).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [24 septembre 1968] (p. 2848).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [26 septembre 1968] (p. 2922), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [16 octobre 1968] (p. 3338), [14 octobre 1970] (p. 4271).

Est nommé représentant à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [5 octobre 1972] (p. 3945).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à la substitution d'une garantie bancaire au dépôt de garanties ou d'avances de loyer en matière de baux commerciaux, industriels ou artisanaux, n° **294** [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi relative au renouvellement des baux commerciaux, industriels et artisanaux, n° **295** [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à faire participer les locataires à la rémunération des employés d'immeubles des 3e, 4e, 5e catégories, n° **296** [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi relative au transfert des débits de boissons, n° **376** [17 octobre 1968].

Retrait de sa proposition de loi relative au transfert des débits de boissons, n° **376**, déposée le 17 octobre 1968 [2 avril 1969] (p. 814).

Sa proposition de loi relative au transfert des débits de boissons, n° **644** [3 avril 1969].

Sa proposition de loi relative à l'exercice du droit de reprise, n° **655** [3 avril 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1035) autorisant l'approbation de la Convention internationale sur l'exercice de la pêche dans l'Atlantique Nord, ouverte à la signature à Londres le 1er juin 1967, signée par la France le 26 juillet 1967, n° **1137** [13 mai 1970].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la Commission des affaires étrangères, sur l'évolution de l'alliance atlantique et de l'O.T.A.N. (les conceptions américaines, soviétiques et françaises dans les relations politiques et stratégiques Est-Ouest de 1945 à 1970), n° **1182** [29 mai 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1633) autorisant la ratification de l'avenant à la Convention du 1er avril 1958 entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signé à Paris, le 8 septembre 1970, complété par un échange de lettres du 8 septembre 1970, n° **1708** [6 mai 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2368) autorisant la ratification du protocole, fait à Bruxelles le 23 février 1968, portant modification de la convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissement, signé à Bruxelles le 25 août 1924, n° **2403** [8 juin 1972].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la Commission des affaires étrangères, sur les négociations au sommet de Moscou (26 mai 1972) et leurs suites, implications mondiales, conséquences pour l'Europe, n° **2711** [6 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2657), adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la Convention d'extradition entre la République française et le Royaume de Belgique, signée à Bruxelles le 24 février 1972, n° **2744** [8 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur l'aide à l'investissement, Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article : « la déduction prévue à l'article premier est accordée aux entreprises à raison des matériels ayant fait l'objet d'une livraison entre le 1er mai 1968 et le 31 octobre 1969 »* [25 septembre 1968] (p. 2895) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, DÉPENSES MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Situation de nos forces conventionnelles et de nos forces nucléaires ; ses observations sur notre aviation ; accès de la France à l'arme thermonucléaire ; expérience de Fangataufa ; nécessité de réaliser la miniaturisation de la bombe sous la forme de têtes nucléaires ; problème stratégique d'ensemble de la France ; puissance de l'Angleterre* [30 octobre 1968] (p. 3754, 3755) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Arrêt des bombardements au Nord-Viêtnam ; ses observations sur la conférence de Bruxelles ; position de nos partenaires à l'égard de l'élargissement de la Communauté européenne ; conditions de l'élargissement du Marché commun ; coopération technologique avec les candidats ; projet de M. Harmel ; plan de M. Michel Debré* [7 novembre 1968] (p. 4071, 4072).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Dehen à l'article 5 du projet de loi sur l'exercice du droit syndical dans l'entreprise [5 décembre 1968] (p. 5127.)

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Rôle de la France pour la paix ; ses observations sur le tiers-monde et le Viêtnam ; problème du Moyen-Orient ; importance des flottes de l'U.R.S.S. en Méditerranée ; problème des pétroles ; solution au conflit du Moyen-Orient résidant dans l'entente entre les quatre grands ; problème des armements ; construction de l'Europe ; Marché commun agricole ; ses observations sur l'approfondissement de l'Europe de l'union douanière ; transformation de cette union douanière en union économique et monétaire ; problème de l'entrée de la Grande-Bretagne ; possibilité d'envisager avec la Grande-Bretagne des accords commerciaux sur les échanges de produits agricoles et industriels et sur la coopération technologique ; problème de la construction politique ; conférence sur la sécurité européenne proposée par l'Est* [4 novembre 1969] (p. 3327, 3328) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Ses observations sur les industries d'art et de création ; hausse des loyers commerciaux au bout de neuf ans ; indexation des loyers ; leur plafonnement* [6 novembre 1969] (p. 3475) ; CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Caractère de notre armée ; force de dissuasion ; ses observations sur les Mirage IV et les avions ravitailleurs KC 135 F ; installation de fusées S.S.B.S. sous silos ; ses observations sur la génération des M.S.B.S. ; puissance de destruction de notre force atomique ; raison de celle-ci ; organisation de la défense opérationnelle du territoire ; rôle de la gendarmerie* [17 novembre 1969] (p. 3859, 3860) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de loi et celle de M. Hoguet tendant à compléter l'article 33 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (actions ayant pour objet le renouvellement du bail ou le paiement d'une indemnité d'éviction, prescrites en application des dispositions antérieurement en vigueur)* [17 décembre 1969] (p. 5019) ; retrait de son amendement (p. 5019) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention internationale sur l'exercice de la pêche, dans l'Atlantique Nord, ouverte à la signature à Londres le 1er juin 1967, signée par la France le 26 juillet 1967, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur la Convention de 1882 sur la police de la pêche en mer du Nord ; application de la Convention ; contrôle des inspecteurs de la marine marchande de la police appelés « officiers autorisés » ; liste des infractions ; champ d'application géographique de la Convention* [21 mai 1970] (p. 1843, 1844) ;

— des projets de loi : 1° autorisant l'approbation de la décision du Conseil des Communautés européennes du 21 avril 1970 relative au remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux Communautés ; 2° autorisant la ratification du Traité portant modification de certaines dispositions budgétaires des Traités instituant les Communautés européennes et du Traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes, signé à Luxembourg le 22 avril 1970 ; *Importance du vote sur ces projets de loi ; réalisations communes dans les secteurs de pointe ; pro-*

blème de l'élargissement du Marché commun ; politique agricole commune ; nomination d'un négociateur commun ; problème de la construction parallèlement à la Communauté d'une organisation séparée qui pourrait devenir rivale [23 juin 1970] (p. 2938, 2939).

Est entendu, en qualité de suppléant, sur la question orale sans débat de M. Cousté relative aux liaisons par autoroutes et turbotrains [9 octobre 1970] (p. 4229, 4230, 4231).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Ses observations sur le Traité germano-soviétique ; concessions faites par la République de Bonn ; émancipation diplomatique de la République fédérale ; conférence au sommet européenne de La Haye* [5 novembre 1970] (p. 5213) ; *problème du règlement de Berlin ; ses observations sur le Moyen-Orient ; plan Rogers ; question du cessez-le-feu ; négociations Jarring* (p. 5214) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne concernant la section située en territoire français de la ligne ferroviaire Coni-Breil-Vintimille, signée à Rome le 24 juin 1970, en qualité de *Rapporteur suppléant : Exploitation de cette ligne* [11 mai 1971] (p. 1782) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de l'avenant à la Convention du 1er avril 1958 entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signé à Paris le 8 septembre 1970 complété par un échange de lettres du 8 septembre 1970, en qualité de *Rapporteur : Objet de cette Convention étant d'accorder aux résidents du Grand-Duché de Luxembourg l'avoir fiscal* [11 mai 1971] (p. 1784) ; *régime d'imposition des intérêts ; régime applicable aux rémunérations des travailleurs frontaliers* (p. 1785).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Adhésion britannique à la Communauté économique européenne ; règlement financier ; état actuel de l'opinion publique anglaise* [9 juin 1971] (p. 2608) ; *crise monétaire américaine ; problème de l'eurodollar ; droits de tirage spéciaux ; institution d'intérêts négatifs sur les capitaux spéculatifs ; suppression des droits de tirage spéciaux ; déficit de la balance des comptes américaine ; ses observations sur le fait que les Etats-Unis ont renoncé à la mise en place du système de défense antimissiles « Sauvegarde » pour la protection de leurs bases de missiles ; négociations sur la réduction des forces américaines en Europe ; conférence sur la sécurité* (p. 2609) ; *relations de la Russie avec l'Ouest ; conférence de Lisbonne* (p. 2610).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social, Art. unique : *Son amendement (garantie du pouvoir d'achat des allocations familiales)* [18 juin 1971] (p. 3118).

Prend part au débat sur la question orale de M. Cousté relative aux entretiens de Moscou ; *Importance de l'accord sur la limitation des armes atomiques* [9 juin 1972] (p. 2398) ; *occasion pour l'Europe de mieux affirmer sa place dans le monde* (p. 2398).

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant la ratification de la Convention d'extradition entre la République française et le Royaume de Belgique, signée à Bruxelles le 24 février 1972, en qualité de *Rapporteur : Extradition ; exclusion des infractions de nature militaire et de caractère politique ; problème de l'extradition d'un individu passible de la peine de mort* [13 décembre 1972] (p. 6109) ; *évolution des Traités d'extradition ; incertitude relativement aux articles 18 et 19 de la Convention touchant à la décision prise par l'Etat requis quant à l'extradition et aux modalités de la remise de la personne extradée ; traité multilatéral qui constituerait une loi internationale de l'extradition ; Convention européenne d'extradition ouverte à la ratification des membres du Conseil de l'Europe* (p. 6110).

BOUSSEAU (Marcel)

Député de la Vendée
(2e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre titulaire de la Commission supérieure des prestations sociales agricoles [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 1204) ; 2° le projet de loi relatif au bail rural à long terme (n° 1205) ; 3° le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) (n° 1206) ; 4° le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 1207) [10 juin 1970] (p. 2476) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles [19 décembre 1970] (p. 6734).

Dépôts :

Son rapport fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 269), modifié par le Sénat, sur la chasse maritime n° **351** [9 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341), XVIII. — Prestations sociales agricoles, n° **360** [10 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à organiser la lutte contre la brucellose bovine, n° **411** [31 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822), XIX. — B.A.P.S.A., n° **837** [17 octobre 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi (n° 1096) tendant à adapter le corps des lieutenants de louveterie à l'économie moderne, n° **1200** [5 juin 1970].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, à la suite d'une mission effectuée au Sénégal du 3 au 10 février 1970, n° **1208** [9 juin 1970].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, à la suite d'une mission effectuée en Côte-d'Ivoire du 26 janvier au 3 février 1970, n° **1209** [9 juin 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1971, (n° 1376), XX. — B.A.P.S.A., n° **1400** [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission spéciale sur le projet de loi (n° 1409), modifié par le Sénat, complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, n° **1483** [2 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 1825), modifiée par le Sénat, tendant à adapter le corps des lieutenants de louveterie à l'économie moderne, n° **1854** [17 juin 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993), XXI. — Prestations sociales agricoles, n° **2015** [8 octobre 1971].

Sa proposition de résolution tendant à modifier l'article 111 du Règlement de l'Assemblée Nationale, n° **2102** [2 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1986) relatif à la lutte contre les maladies des animaux et à leur protection, n° **2220** [4 avril 1972].

Sa proposition de loi relative à la protection de l'animal et à la sauvegarde du patrimoine biologique, n° **2421** [14 juin 1972].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582), XXI. — Prestations sociales agricoles, n° **2590** [12 octobre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Com-

mission de la production et des échanges sur : 1° le projet de loi (n° 2626) relatif à la lutte contre la brucellose ; 2° la proposition de loi (n° 2246) tendant à ajouter la brucellose à la liste des vices rédhibitoires, n° 2678 [22 novembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi sur la chasse maritime, en qualité de *Rapporteur : Définition de la chasse maritime ; interdiction de la chasse de certaines espèces de gibier ; conditions d'attribution des autorisations de chasse* [15 octobre 1968] (p. 3300) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Régime des bourses ; modicité des ressources du monde agricole ; attribution des bourses* [29 octobre 1968] (p. 3675) ; *transports scolaires ; prolongation des études* (p. 3675) ; *son souhait de voir la majorité des étudiants pouvoir poursuivre leurs études dans un climat convenable* (p. 3676) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis : Budjet annexe des prestations sociales agricoles ; dégradation du revenu réel des exploitants ; diminution de la participation professionnelle au budget annexe ; majoration du montant des prestations ; réduction des cotisations d'assurance maladie ; attribution d'un complément de retraite vieillesse ; cotisations cadastrales ; financement professionnel ; financement extra-professionnel ; couverture du risque accidents du travail ; service des prestations de vieillesse ; augmentation des prestations familiales ; bourses accordées aux enfants des agriculteurs ; extension de l'indemnité viagère de départ* [15 novembre 1968] (p. 4468 à 4470) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Après l'Art. 17 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (taux d'exonération pour les cotisations dues en 1970 au titre de l'assurance maladie des exploitants agricoles)* [29 octobre 1969] (p. 3057) ; *aggravation du décalage entre les revenus agricoles et ceux des autres catégories professionnelles ; ses observations sur les revenus agricoles moyens ; B.A.P.S.A. ; financement par le produit des montants compensatoires prélevés sur les exportations agricoles ; charges du F.O.R.M.A.* (p. 3057, 3058) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis : Mise en place d'une protection sociale efficace de la population agricole ; aspects positifs de cette protection ; relèvement du salaire de base servant au calcul des prestations familiales ; assurance maladie ; prestations invalidité et prestations vieillesse ; allocation aux vieux travailleurs salariés ; validation d'une annuité supplémentaire pour le calcul de la retraite complémentaire ; abattements de zone ; éloignement des établissements scolaires ; assiette de la parafiscalité ; suppression des exonérations partielles pour les cotisations cadastrales d'assurance vieillesse ; perception de la taxe sur les matières grasses d'origine végétale ; abrogation de la décision du service des douanes du 28 décembre 1967* [18 novembre 1969] (p. 3907 à 3909) ; Seconde délibération, Après l'Art. 17 : *Allégement des cotisations de certaines catégories d'agriculteurs ; retrait de l'amendement déposé avec M. Sabatier* [22 novembre 1969] (p. 4319).

Mise au point au sujet de son vote et celui de M. Mauger sur l'amendement de M. Sabatier après l'article 17 de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 [30 octobre 1969] (p. 3108).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Après l'Art. 7 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (possibilité que l'exploitant, preneur en place, supporte, en ce qui concerne les bien pris à bail, une fraction du montant de la part communale de la contribution foncière des propriétés bâties et non bâties)* [26 novembre 1969] (p. 4366) ;

— du projet de loi relatif à la mise à parité des pensions des déportés politiques et des déportés résistants : *Amélioration du régime des pensions des victimes de guerre sous la V^e^ République ; augmentation du taux des pensions d'invalidité ; application du rapport constant ; son vote* [2 juin 1970] (p. 2181) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1971, Art. 37 : *Son amendement tendant à supprimer les ressources afférentes au budget annexe des prestations*

sociales agricoles [22 octobre 1970] (p. 4577); *ses observations sur les recettes prévues pour alimenter le B.A.P.S.A.* (p. 4577) ; *retrait de son amendement* (p. 4579) ; Deuxième partie, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis : Budget annexe des prestations sociales agricoles ; importance de l'effort direct des exploitants ; conception de notre régime social ; ses observations sur les taxes complémentaires ; augmentation du salaire de base servant au calcul des prestations ; allocation de maternité ; augmentation de la fiscalité agricole ; assurance maladie ; prestations vieillesse ; problème du financement ; taxes sur les corps gras d'origine végétale* [6 novembre 1970] (p. 5270) ; *exemple de la Vendée* (p. 5271) ; *sous-équipement du monde rural ; ses observations sur la voirie communale, l'eau potable, l'électricité, la viande, le remembrement* [7 novembre 1970] (p. 5328) ; *exemple de la Vendée ; ses observations sur la décision d'amputer l'aire d'influence du haras de la Vendée en lui supprimant le département des Deux-Sèvres ; problème de la viande ; prime à l'abattage des vaches : scandale de La Villette ; problème de la brucellose ; question du remembrement* (p. 5329) ; *coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole* (p. 5330) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif au bail rural à long terme : *Indemnité viagère de départ ; disparités entre les agriculteurs ; indemnité complémentaire de restructuration ; situation des travailleurs indépendants âgés, notamment des petits commerçants et des artisans ruraux* [11 décembre 1970] (p. 6474) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Bricout tendant à adapter le corps des lieutenants de louveterie à l'économie moderne, en qualité de *Rapporteur : Historique du problème ; objet de la proposition de loi* [4 mai 1971] (p. 1630, 1631) ; Art. 4 : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement du Gouvernement, après les mots : « qui suivent leur clôture » à rédiger ainsi la fin du deuxième alinéa du texte proposé par cet amendement : « au procureur de la République. Sous la même peine, une copie doit être adressée au directeur départemental de l'agriculture ainsi qu'au président de la fédération départementale des chasseurs »* (p. 1633) ; *son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « le Ministre de l'Agriculture » les mots : « Le Ministre chargé de la chasse »* (p. 1633) ; *référence à l'uniforme* (p. 1633) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Participation de la population agricole aux fruits de l'expansion économique ; problème du revenu cadastral ; transferts de population active ; exemple du département de la Vendée ; problème de l'eau potable* [17 juin 1971] (p. 3068, 3069) ;

— du projet de loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif, Après l'Art. 5 : *Ses observations sur le P.M.U.* [22 juin 1971] (p. 3274) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Art. 9 : *Son amendement tendant à insérer la disposition suivante : « Au paragraphe I-1° après les mots : « fonctionnant au fuel » à rédiger ainsi la fin de cet article : « ainsi qu'aux travaux réalisés par les coopératives d'utilisation de matériel agricole. Le financement des dispositions ci-dessus sera assuré en tant que de besoin par une taxe spéciale sur les spectacles nocturnes dont le taux sera fixé par décret »* [21 octobre 1971] (p. 4747) ; *amélioration des bâtiments d'exploitation d'élevage* (p. 4747) ; *limitation à 15 hectares de la superficie ouvrant droit à l'attribution de carburant détaxé* (p. 4748) ; *ses observations sur la nouvelle rédaction de son amendement* (p. 4749) ; Art. 13 : *Son amendement relatif au budget annexe des prestations sociales agricoles* (p. 4762) ; *dépenses de l'A.M.E.X.A.* (p. 4762, 4763) ; *retrait de son amendement* (p. 4763) ; *Deuxième* partie du projet de loi de finances pour 1972 : AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis : Budget des prestations sociales agricoles* [15 novembre 1971] (p. 5705) ; *augmentation des cotisations sociales agricoles ; évolution des revenus ; financement du B.A.P.S.A. ; mode de calcul des cotisations ; surestimation des dépenses d'assurance maladie pour 1972 ; injustice de la répartition des cotisations sur le revenu cadastral ; problème des abattements de zones pour les prestations familiales ; assiette des cotisations sociales agricoles* (p. 5706, 5707) ; *son amendement tendant à diminuer les crédits inscrits à l'article 21 de 340 millions de francs ; cotisa-*

tions réclamées au monde agricole ; dépenses de l'A.M.E.X.A. ; ses observations sur le B.A.P.S.A. (p. 5801) ; *ses observations sur les taxes sociales* (p. 5803, 5804) ; TAXES PARAFISCALES : *Son amendement (taxe de statistique sur les céréales)* [17 novembre 1971] (p. 5847) ; *ses observations sur l'O.N.I.C. ; Fonds de solidarité des céréaliculteurs-éleveurs ; ses observations sur l'organisme Unigrains* (p. 5847, 5848) ; *son amendement tendant à supprimer la ligne 79 (nouvelle) de l'Etat E* (p. 5849) ; *ses observations sur les paroles de M. Le Bault de la Morinière* (p. 5849) ; *son amendement tendant à compléter l'article 30 par un nouvel alinéa (non-perception de la taxe de solidarité sur les céréales sur les agriculteurs livrant moins de 300 quintaux ; majoration de cette taxe pour les agriculteurs livrant plus de 1.000 quintaux)* (p. 5875) ; *ses observations sur le B.A.P.S.A. et les revenus cadastraux* (p. 5875) ; Commission mixte paritaire : *Composition des Commissions mixtes paritaires ; budget des prestations sociales agricoles ; revenu cadastral ; problème du carburant agricole* [15 décembre 1971] (p. 6795);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, Après l'Art. 10 : *Ses observations sur les coopératives* [7 décembre 1971] (p. 6470) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, Art. 2 : *Financement de l'aide aux commerçants indépendants de détail et artisans âgés* [19 mai 1972] (p. 1742) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile, Art. 8 : *Son amendement tendant à exclure des dispositions des articles premier à 5 le démarchage pour la vente d'appareils de haute technicité exigeant une installation préalable ou un apprentissage gratuit d'utilisation et de valeur unitaire élevée* [18 octobre 1972] (p. 4222) ; *articles de charité ; incidences économiques et sociales de la loi ; ne pas pénaliser les petits commerçants en leur demandant d'installer gratuitement certains appareils de prix élevé* (p. 4222, 4223, 4224) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis pour les prestations sociales agricoles : Nécessité d'une large contribution publique à l'équilibre d'un régime social structurellement déséquilibré ; B.A.P.S.A.* [14 novembre 1972] (p. 5129) ; *suppression des abattements de zones en matière de prestations familiales ; budget qui ne comporte pas le financement de l'élargissement de l'éventail des points de retraite et de l'assouplissement des conditions de reconnaissance de l'inaptitude au travail pour les petits exploitants ; mode de financement partiellement satisfaisant ; cotisations professionnelles au B.A.P.S.A. ; son article additionnel tendant à substituer au revenu cadastral le revenu brut d'exploitation pour la répartition des cotisations sociales agricoles entre les départements et à utiliser le même revenu brut d'exploitation pour la détermination des coefficients d'adaptation au titre des cotisations d'assurance maladie* (p. 5130) ; *enseignement agricole* [15 novembre 1972] (p. 5200) ; *problème du secteur privé reconnu ; parité dans les bourses ; rentabilité de l'élevage ; versements directs au profit des producteurs céréaliers qui permettraient d'abaisser le coût des céréales pour l'éleveur et l'engraisseur ; remembrement ; encouragement à l'exploitation familiale ; commission spéciale des problèmes fonciers ; réforme de l'indemnité viagère de départ (I.V.D. pour tous à taux unique)* (p. 5201) ; Après l'Art. 51 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article qui substitue au revenu cadastral le revenu brut d'exploitation pour la répartition des cotisations sociales agricoles entre les départements ; utilisation du même revenu brut d'exploitation pour la détermination des coefficients d'adaptation au titre des cotisations d'assurance maladie ; retrait* (p. 5240) ;

— du projet de loi relatif à la lutte contre la brucellose, en qualité de *Rapporteur : Nécessité de relever le montant des indemnités d'abattage ; inscription de la brucellose sur la liste des maladies entrainant des vices rédhibitoires ; problème des animaux vaccinés* [30 novembre 1972] (p. 5761) ; Art. unique : *Son amendement rédactionnel* (p. 5764) ; *son amendement précisant les conditions de contamination des animaux par la brucellose* (p. 5764) ; Après l'Art. unique : *Son amendement (délai pour intenter l'action rédhibitoire)* (p. 5764) ; *retrait de son amendement* (p. 5764) ; *ses observations* (p. 5765).

BOUTARD (Jacques)
Député de la Haute-Vienne
(2e circonscription)
App. P.D.M.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'apparente au groupe Progrès et Démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à simplifier les procédures d'appréhension et de mise en vente des biens vacants, biens présumés vacants et sans maître ou en déshérence, n° 2144 [16 décembre 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, INDUSTRIE : *Ses observations sur les industries de main-d'œuvre ; problème de la ganterie ; décentralisation de cette industrie ; exemple italien ; budgétisation de la sécurité sociale ; promotion des exportations* [5 novembre 1968] (p. 3915, 3916) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur la viande et le lait ; fréquence de certaines carences consécutives à trop de perfection technique dans la conservation et la distribution ; exemple du Limousin ; âge des agriculteurs ; remembrement ; association des exploitants utilisant un matériel commun ; retraite des vieux agriculteurs ; indemnité viagère de départ ; production de la viande* [19 novembre 1969] (p. 3957).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale avec débat relative à l'application de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur et aux réformes dans les établissements du second degré [5 décembre 1969] (p. 4701) : *Résultats peu encourageants enregistrés à Censier, Nanterre, Vincennes et à la Sorbonne ; conseils de classe ; informations de caractère confidentiel pouvant être contenues dans les dossiers individuels ; importance numérique excessive de la représentation des parents dans les conseils de classe ; pénurie d'enseignants, d'administrateurs, de bibliothécaires et de documentalistes ; organisation de stages de formation ou de recyclage pendant l'année scolaire ; insuffisance des crédits de l'éducation nationale ; démission des adultes* (p. 4701, 4702).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant certaines dispositions des Livres IV, V et IX du Code de la santé publique, Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter l'article L 792 du Code de la santé publique par deux nouveaux alinéas : « Pour ces agents, le déroulement de carrière, la promotion, la classification en matière de droit à la retraite seront les mêmes que pour ceux en activité à temps plein. Les salaires, les congés, les annuités comptables pour la retraite seront calculés sur le temps de travail effectif »* [1er décembre 1970] (p. 6052) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa de l'article L 850 du Code de la santé publique : « Les agents ayant des enfants d'âge scolaire bénéficient autant que possible d'une priorité pour le choix des périodes des congés annuels »* (p. 6055) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6055) ; Ses explications de vote : *Vote du groupe Progrès et Démocratie moderne* (p. 6057) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière : *Ses observations sur les centres hospitaliers universitaires et les centres hospitaliers régionaux ; parité de remboursement des actes médicaux entre le secteur public et le secteur privé ; ses observations sur le système des conventions ; exercice libéral de la médecine ; suppression de l'externat ; organisation des études médicales* [3 décembre 1970] (p. 6133).

Pose à M. le Ministre du Développement industriel et scientifique une question orale sans débat relative à la sauvegarde de l'industrie de la ganterie [5 mai 1971] (p. 1659, 1660).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la hausse des prix [5 novembre 1971] (p. 5390, 5391).

BOYER (Jean)
Député de l'Isère
(6e circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à la création d'une commission chargée de procéder à une étude sur la reconnaissance de la qualité de combattant à certains militaires ayant pris part aux opérations d'Afrique du Nord entre le 1er janvier 1952 et le 3 juillet 1962, n° 1808 [9 juin 1971].

Sa proposition de loi tendant à frapper d'une amende les abstentionnistes aux élections présidentielles, législatives, cantonales et municipales et aux consultations par référendum, n° 1996 [7 octobre 1971].

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi n° 56-277 du 20 mars 1956 relative à la location-gérance des fonds de commerce et des établissements artisanaux, n° 2243 [26 avril 1972].

Sa proposition de loi tendant à la limitation et au contrôle de la production d'alcool provenant d'exploitations agricoles familiales par la création d'un statut des bouilleurs de cru, n° 2331 [18 mai 1972].

Sa proposition de loi tendant à la revalorisation automatique des rentes viagères constituées entre particuliers ainsi que des pensions alimentaires et des pensions d'invalidité attribuées par les tribunaux, n° 2570 [4 octobre 1972].

Sa proposition de loi tendant à la création d'une caisse centrale des pensions alimentaires, n° 2571 [4 octobre 1972].

Sa proposition de loi tendant à organiser la production et la commercialisation des produits laitiers par la création d'un office national interprofessionnel du lait, n° 2598 [18 octobre 1972].

Interventions :

Pose à M. le Ministre des Affaires culturelles une question orale avec débat relative aux affaires culturelles [28 mai 1971] (p. 2195) ; *Situation des théâtres lyriques nationaux ; fermeture de l'Opéra en octobre ; situation des chanteurs et des choristes* (p. 2198, 2199).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes, Art. 8 : *Exemple du district rural de la Côte-Saint-André ; équipements en zone d'habitat dispersé* [3 juin 1971] (p. 2331) ; *nécessité d'informer les conseils municipaux qui envisagent une fusion de communes limitrophes du montant exact de l'aide de l'Etat* (p. 2332) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Exonération dont bénéficient certaines catégories d'agriculteurs retraités, en matière de cotisations dues au titre de l'A.M.E.X.A. ; situation des petits exploitants âgés de 60 à 65 ans* [16 novembre 1971] (p. 5768).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative aux problèmes agricoles [6 octobre 1972] (p. 3974) : *Problème du lait* (p. 3979) ; *fixation du prix minimum par une conférence d'agriculteurs et de représentants de l'administration* (p. 3980) ; *création d'un office des productions animales* (p. 3980).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Reconnaissance de la qualité d'ancien combattant aux militaires ayant servi en Afrique du Nord ; sa proposition de loi tendant à la création d'une commission chargée de procéder à une étude sur la reconnaissance de la qualité de combattant à certains militaires ayant pris part aux opérations d'Afrique du Nord* (n° 1808) [2 novembre 1972] (p. 4572) ; LOGEMENT : *Construction de maisons individuelles en zone rurale ; conditions pour obtenir une prime à la construction ; faiblesse du montant des primes sans prêt ; exonération de la contribution foncière des propriétés bâties ; aide aux constructeurs de maisons individuelles ; relèvement du montant des charges d'emprunt déductible du revenu imposable* [16 novembre 1972]

(p. 5329) ; *construction d'H.L.M. en milieu rural ; difficulté de trouver des entreprises susceptibles de respecter les prix plafonds* (p. 5330) ; EQUIPEMENT ET URBANISME, Art. 52 : *Transfert dans la voirie départementale des routes nationales secondaires ; question de l'actualisation de la subvention; demande que soit porté à 6 % le taux de majoration appliqué à la subvention de base ; sa question concernant les possibilités d'emprunts dont sera assortie la subvention ; aimerait avoir l'assurance que cette subvention sera prélevée, non pas sur les dotations des tranches locales du fonds spécial d'investissement routier, mais bien sur les crédits destinés à la voirie nationale* [17 novembre 1972] (p. 5404) ;

— du projet de loi relatif au paiement direct de la pension alimentaire : *Simplification des procédures de saisie ; absence de solution dans le cas du débiteur insolvable ; sa proposition de création d'une caisse centrale par laquelle transiteraient le recouvrement et le paiement de toutes les pensions alimentaires ; financement complémentaire sur fonds publics* [5 décembre 1972] (p. 5852 et 5853).

Pose à M. le Ministre d'Etat, chargé des Affaires sociales, une question orale sans débat relative aux pensions de réversion [15 décembre 1972] (p. 6273).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture et du développement rural une question orale sans débat relative à l'indemnité de restructuration [15 décembre 1972] (p. 6273, 6274).

Prend part à la discussion du projet de loi portant affiliation des maires et adjoints au régime de retraite complémentaire des agents non titulaires des collectivités publiques : *Responsabilités des maires : modicité de la retraite ; versement complémentaire fait directement par l'Etat aux intéressés ; problème de l'absence totale de retraite pour les maires et adjoints qui auront déjà cessé leurs fonctions lors de l'entrée en vigueur de la loi* [15 décembre 1972] (p. 6279).

BOZZI (Jean)

Député de la Corse
(1re circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [12 juillet 1968] (p. 2204), [2 avril 1970] (p. 746).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale [8 novembre 1968] (p. 4217) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [7 octobre 1969] (p. 2510) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [16 décembre 1969] (p. 4984).

Est élu président de cette Commission [16 décembre 1969] (p. 4984).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance [27 mai 1970] (p. 2020) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre [23 juin 1970] (p. 2950) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses opérations de construction [24 juin 1971[(p. 3407) ;

— membre titulaire dc la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour un projet de loi tendant à compléter

les dispositions des articles 5 et 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes [29 juin 1971] (p. 3528).

Dépôts :

Son avis présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341), I. — Intérieur (Intérieur et rapatriés), **n° 394** [23 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 196) tendant à humaniser les opérations de rénovation urbaine, **n° 509** [6 décembre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822), II. — Intérieur, **n° 840** [17 octobre 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : 1° sur le projet de loi (n° 886) tendant à étendre l'application des dispositions des articles 16 et 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation ; 2° sur la proposition de loi (n° 881) tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 67-1253 du 30 décembre 1967 d'orientation foncière, **n° 913** [27 novembre 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 855) tendant à proroger le délai prévu à l'article 3 de la loi du 19 octobre 1919 portant déclassement de l'enceinte de la place de Lille, **n° 978** [16 décembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1111), modifiée par le Sénat, tendant à humaniser les opérations de rénovation urbaine, **n° 1250** [17 juin 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi n° 1335 tendant à faciliter les opérations de rénovation urbaine, **n° 1337** [29 juin 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier la condition d'âge exigée des candidats militaires à un emploi réservé par l'article L 408 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, **n° 1350** [30 juin 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376), II. — Intérieur, **n° 1399** [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1098) tendant à préciser certaines dispositions de la loi d'orientation foncière (n° 67-1253 du 30 décembre 1967), relatives aux associations foncières urbaines, **n° 1821** [9 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1871), modifiée par le Sénat, relative aux associations foncières urbaines, **n° 2113** [9 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 2210) tendant à instituer une commission d'enquête parlementaire relative à l'existence et aux activités de polices patronales, milices privées et autres groupes parallèles armés, **n° 2293** [4 mai 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2304), modifiée par le Sénat en deuxième lecture, relative aux associations foncières urbaines, **n° 2388** [1er juin 1972].

Son rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2380), tendant à compléter l'article L 12 du Code électoral afin de permettre à tous les Français et toutes les Françaises établis hors de France de pouvoir s'inscrire sur une liste électorale, **n° 2592** [17 octobre 1972].

Son rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2634), modifiée par le Sénat, tendant à modifier les articles L 12 et L 13 du Code électoral en vue de faciliter l'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France, n° **2661** [21 novembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2617) tendant à modifier le Code électoral en vue d'instituer une commission de contrôle des opérations de vote dans les communes de plus de 20.000 habitants, n° **2738** [7 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2760) modifiant les articles L 71-3° et L 80-1° du Code électoral, n° **2789** [18 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SERVICES GÉNÉRAUX. — CRÉDITS CONCERNANT LA FONCTION PUBLIQUE : *Demande si notre administration est adaptée à la société industrielle ; jugements sévères souvent portés sur la fonction publique ; le Gouvernement ne fait pas totalement confiance à son administration ; malaise existant entre la nation et son administration ; rôle du Ministère des Finances ; méfiance des fonctionnaires envers l'Etat ; méfiance des fonctionnaires les uns vis-à-vis des autres ; prolifération des textes législatifs et réglementaires ; ses observations sur le statut de la fonction publique ; méfaits de la « grille » ; insuffisance des administrations centrales ; possibilité de créer une interpénétration beaucoup plus profonde entre les cadres parisiens et tes cadres provinciaux ; ses observations sur la proposition de loi de M. Cointat prévoyant que tous les élèves sortant des grandes écoles devront effectuer un stage de cinq années en province ; démission des cadres supérieurs au bénéfice des commissions administratives paritaires ; excès démagogiques de la notation ; primes de rendement ; formation permanente ; insuffisance de la promotion sociale interne ; nécessité de revivifier les comités techniques paritaires ; administration devant améliorer ses relations publiques ; possibilité d'enseigner aux jeunes Français l'organisation administrative et judiciaire ; humanisation du travail des femmes mères de famille ; contentieux des personnels ayant servi outre-mer ou qui servent actuellement en coopération technique* [4 novembre 1968] (p. 3866 à 3869) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS, en qualité de *Rapporteur pour avis : Moyens d'action de la police nationale ; équipement des collectivités locales ; transfert à l'Etat de charges budgétaires ; revendications de diverses catégories de personnels ; maintien de l'ordre ; hommage rendu aux forces de la police et de la gendarmerie au moment de l'émeute ; exécution du plan de sept ans en vue d'augmenter les effectifs globaux des corps urbains ; ses observations sur le seuil à partir duquel la police doit être étatisée ; responsabilités des communes pour les déprédations commises à l'occasion de troubles de l'ordre public que les maires n'ont pas la capacité de réprimer ; collectivités locales ; taxe sur les salaires ; ses observations sur la taxe locale d'équipement ; syndicats de communes ; réforme de l'organisation communale ; améliorations statutaires ou indiciaires de certains personnels du Ministère de l'Intérieur ; protection civile ; rôle de la direction des écoles et techniques de la police nationale ; C.O.D.E.R. ; préfets de région ; préparation du VI^e^ Plan ; crédits pour les rapatriés ; opportunité de les faire bénéficier de plus larges facilités et délais de remboursement ; problème de l'indemnisation des rapatriés* [13 novembre 1968] (p. 4375 à 4378) ; *ses observations sur son rapport écrit* [14 novembre 1968] (p. 4394) ; *ses observations sur les paroles de M. Gaudin* (p. 4423) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code électoral : *Ses observations sur les votes par correspondance en Corse et dans le Cantal* [21 novembre 1968] (p. 4777) ; Après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (modification de l'article L 17 du Code électoral ; établissement d'une liste électorale pour chaque bureau de vote ; choix du délégué de l'administration dans les villes et communes comprenant plus de 10.000 habitants ; établissement d'une liste générale des électeurs de la commune)* (p. 4781) ;

contrôle sur l'élaboration des listes ; régimes électoraux de Marseille et de Lyon (p. 4781) ; *ses observations sur les paroles de M. Triboulet* (p. 4782) ; Art. 13 : *Vote par correspondance* (p. 4786) ; Après l'Art. 17 : *Liste des citoyens susceptibles d'être frappés d'inéligibilité ; ses observations sur le fait qu'il est anormal qu'un directeur départemental du travail puisse être élu conseiller général ; cas du médecin contrôleur de la sécurité sociale* (p. 4788).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Ses observations sur le futur référendum ; constitution des régions ; association des députés à l'élaboration des solutions ; exécutif de la région ; préfet de région ; composition du conseil régional ; représentation des grandes villes aux conseils régionaux ; ses observations sur les représentants des groupes socio-professionnels ; ses observations sur le fait que le conseil général ne peut délibérer que sur des rapports qui lui sont soumis par le préfet ; problème du pouvoir réglementaire ; planification ; degré de concertation entre les autorités régionales et les responsables nationaux du Plan ; ressources de la région ; les régions les plus pauvres ne doivent pas souffrir de la réforme ; ses observations sur la centralisation ; statut futur de la Corse* [13 décembre 1968] (p. 5482 à 5485).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant et complétant le Code de l'urbanisme et de l'habitation en ce qui concerne le permis de construire, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur l'amendement de M. Peretti ; travail de la commission des lois ; ses observations sur la motion de renvoi présentée par M. Claudius-Petit* [17 décembre 1968] (p. 5572, 5573) ; *ses observations sur la motion de renvoi* (p. 5589) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (dépôt de la demande de permis de construire)* (p. 5589) ; *Commission des lois ayant adopté l'amendement de M. Peretti* (p. 5590) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi n° 196 de M. Ruais et plusieurs de ses collègues tendant à humaniser les opérations de rénovation urbaine, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur l'inscription du texte à l'ordre du jour* [19 décembre 1968] (p. 5680) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Dechartre* (p. 5680) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (cas d'interdiction d'aliénation par appartements d'un immeuble)* (p. 5681) ; Art. 3 : *Droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé* (p. 5682) ; Art. 4 : *Problème de l'indemnisation anticipée* (p. 5683) ; Art. 5 : *Cas des immeubles qui ne seront pas démolis* (p. 5684) ; Art. additionnels : *Ses observations sur les amendements de M. Krieg* (p. 5685) ; Titre : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le titre de la proposition de loi : « proposition de loi tendant à faciliter les opérations de rénovation urbaine »* (p. 5686) ; *établissement d'un nouveau texte régissant la rénovation urbaine* (p. 5686) ; en deuxième lecture, sous le titre modifié de proposition de loi tendant à faciliter les opérations de rénovation urbaine en qualité de *Rapporteur*, Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 4* bis *du décret du 31 décembre 1958, à substituer aux mots « par la décision administrative portant création de la zone » les mots « par décision administrative »* [24 juin 1970] (p. 3008) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 4* bis *du décret du 31 décembre 1958, après les mots « si ces bâtiments », à rédiger ainsi la fin de l'alinéa « figurent sur la liste des bâtiments à démolir dressée par le préfet en application de l'article 3 ci-dessus »* (p. 3008) ; Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 4* ter *du décret du 31 décembre 1958, après les mots « chargée de l'opération » à insérer les mots « ou à celle qui en a pris l'initiative »* (p. 3008) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 4* ter *du décret du 31 décembre 1958, à substituer aux mots « chargée de l'opération » les mots « visée à l'alinéa précédent »* (p. 3009) ; Art. 3 *bis* : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 7 bis du décret du 31 décembre 1958, à supprimer les mots « à l'organisme de rénovation »* (p. 3009) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 7* bis *du décret du 31 décembre 1958, à substituer au mot « font » le mot « fait »* (p. 3009) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte*

proposé pour l'article 7 bis *du décret du 31 décembre 1958, à substituer aux mots « sont, à défaut d'accord amiable, fixés » les mots « est, à défaut d'accord amiable, fixé... »* (p. 3009) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 9* bis *du décret du 31 décembre 1958 (indemnisation des commerçants et artisans afférente à l'activité qu'ils exercent dans un immeuble devant être acquis ou exproprié en vue de sa démolition)* (p. 3009) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 9* ter *du décret du 31 décembre 1958 (cas des locaux libérés dans les conditions prévues à l'article précédent)* (p. 3010) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 9* quater *du décret du 31 décembre 1958 : « les locataires qui auront bénéficié des dispositions du premier alinéa de l'article 4 ci-dessus ne pourront se prévaloir du droit de priorité institué par les premier et troisième alinéas de l'article 9 ci-dessus »* (p. 3010) , Art. 7 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (cas du commerçant installé dans un immeuble situé à l'intérieur des zones définies à l'article premier de la présente loi et atteint par une décision réglementaire portant interdiction de l'exercice d'une ou plusieurs professions)* (p. 3010) ; Art. 8 : *Son amendement tendant, à la fin de cet article, à supprimer les mots : « et à compter de la déclaration d'utilité publique dans tous les autres cas »* (p. 3012) ; *son amendement tendant à compléter cet article par deux alinéas : « pour ces zones, les dispositions de l'article 4 ne sont applicables que dans le ou les secteurs opérationnels délimités par le préfet. » « Dans tous les autres cas, les dispositions de la présente loi s'appliquent à compter de la déclaration d'utilité publique »* (p. 3012) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer : *Réinsertion des rapatriés dans l'économie nationale ; législation actuelle ; problème de l'indemnisation ; moratoire des dettes* [8 octobre 1969] (p. 2530, 2531) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) : *Opportunité d'apporter une aide plus appropriée à l'hôtellerie traditionnelle, artisanale et familiale ; création de grands ensembles hôteliers ; modification des seuils à partir desquels le F.D.E.S. accorde ses prêts pour ce type d'hôtellerie ; prime spéciale d'équipement ; nombre de personnel exigé pour accorder cette prime ; harmonisation du seuil d'attribution des prêts du F.D.E.S. et de la prime spéciale d'équipement en fonction du nombre des chambres ; régime de la prime spéciale d'équipement pour les zones de rénovation rurale et montagnarde ; formation professionnelle ; création, dans les collèges d'enseignement technique, des sections de formation aux métiers de l'hôtellerie ; exécution du V^e^ Plan ; nécessité d'obtenir du Ministère des Finances des crédits à ristourner aux collectivités locales disposées à constituer des réserves foncières qui serviraient à l'aménagement des stations touristiques ; rôle du comité interministériel pour l'aménagement du territoire* [5 novembre 1969] (p. 3353, 3354) ; EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur les bourses · démocratisation de l'enseignement ; durée des vacances d'été ; création en Corse d'unités d'enseignement et de recherche ; taux de scolarisation en Corse ; possibilité d'y créer deux unités, l'une préparant au D.U.E.L. et l'autre au D.U.E.S. ainsi qu'un institut universitaire de technologie ; possibilité d'accorder aux étudiants corses effectuant leurs études sur le continent des réductions substantielles sur le prix des voyages* [13 novembre 1969] (p. 3642, 3643) ; TRANSPORTS — II. — AVIATION CIVILE : *Amélioration des liaisons aériennes entre la Corse et le continent ; création de lignes nouvelles avec divers pays étrangers ; nécessité qu'Air France dote la Corse d'un système de réservation sûr ; système Univac ; rôle d'Air France dans le développement du tourisme en Corse ; publicité d'Air France ; utilisation de la pratique des forfaits au bénéfice des étudiants corses ; équipement de l'infrastructure aéronautique de la Corse ; extension de la piste de l'aéroport Calvi-Sainte-Catherine* [17 novembre 1969] (p. 3875, 3876) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur l'administration générale ; situation des personnels du cadre national des préfectures ; extension du champ d'application du vote par procuration ; liste des inéligibilités et des incompatibilités pour les mandats de conseiller général, de conseiller municipal et de maire ; police nationale ; âge moyen des corps urbains ; mutations dans les corps urbains ; effectifs des policiers en service dans la banlieue parisienne ; réforme des circonscriptions de police réalisée dans cette zone ; unités d'intervention à Paris ; carte des circonscriptions de police ; statut*

des commissaires de police et des officiers de paix ; protection civile ; ouverture, au sein d'un institut universitaire de technologie, d'un département spécialisé devant assurer la formation professionnelle de jeunes gens désireux de se consacrer aux tâches de sécurité ; ses observations sur le centre de secours d'Aix-en-Provence ; collaboration entre l'Assemblée et le Gouvernement ; réforme communale ; notion d'autonomie et de liberté communale ; rôle des petites communes ; problème du maintien de l'ordre républicain ; action du Ministre de l'Intérieur [20 novembre 1969] (p. 4084 à 4086) ; *collaboration entre la Commission des lois et le Ministre de l'Intérieur ; insuffisance du budget* (p. 4096) ; Titre III : *Crédits réservés à l'entretien des édifices culturels ; culte israélite ; disproportion dans le budget de la police nationale entre les crédits consacrés aux personnes et les crédits réservés aux bâtiments ; construction des hôtels de police* (p. 4116) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier ; Après l'Art. 7 : *Taxe locale d'équipement ; équilibre des finances locales* [26 novembre 1969] (p. 4368, 4369) ;

— du projet de loi tendant à étendre l'application des dispositions des articles 16 et 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur la proposition de loi de M. Roux ; prolongement des dispositions transitoires prévues par la loi d'orientation foncière ; notion de zone d'aménagement concerté ; publication des plans ; codification des textes relatifs à l'urbanisme* [4 décembre 1969] (p. 4627) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Dans le troisième alinéa de l'article 2 de la loi d'orientation foncière n° 67-1253 du 30 décembre 1967, après les mots : « pendant une période de deux ans » sont insérés les mots : « et six mois »* (p. 4631) ; Art. unique : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « l'article 2 de la loi d'orientation foncière du 30 décembre 1967 est complété par un paragraphe II : Les dispositions... »* (p. 4631) ; Titre : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre : « projet de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi d'orientation foncière n° 67-1253 du 30 décembre 1967 »* (p. 4631) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Menu et plusieurs de ses collègues tendant à proroger le délai prévu à l'article 3 de la loi du 19 octobre 1919 portant déclassement de l'enceinte de la place de Lille, en qualité de Rapporteur : *Expropriation et acquisition de terrains déclassés compris dans l'enceinte fortifiée de cette ville ; ses observations sur la loi du 12 juillet 1941 ; inventaire des terrains militaires qui ne sont pas utilisés à de telles fins* [17 décembre 1969] (p. 5027, 5028) ;

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance : *Absence de progrès sans l'ordre républicain ; crise de la société ; politique libérale du Gouvernement ; son souhait que ce texte soit appliqué ; confiance dans la magistrature* [29 avril 1970] (p. 1409, 1410) ; *ses observations sur les événements que la France a connus en 1948 ; déclaration de M. Mitterrand après le Conseil des Ministres du 28 octobre 1948* (p. 1423) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — TOURISME : *Insuffisance des moyens administratifs et financiers ; action de nos délégués à l'étranger ; caractère désuet de certaines publications de propagande touristique ; insuffisance de l'aide spécifique accordée aux collectivités locales, touristiques et thermales ; seuil à partir duquel les prêts du F.D.E.S. peuvent être accordés ; possibilité de moduler la capacité exigée des hôtels en fonction du site et des conditions de leur exploitation ; nombre des bénéficiaires de la prime à l'équipement hôtelier ; possibilité de céder aux préfets de région ou de département les attributions ministérielles en ce qui concerne l'octroi des primes ; problème de la Corse* [27 octobre 1970] (p. 4791) ; *ses observations sur le Languedoc-Roussillon ; problème de transports entre la France et la Corse ; possibilité de prévoir la création en Corse d'un centre de formation professionnelle des adultes pour les métiers de l'hôtellerie* (p. 4792) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS, en qualité de *Rapporteur pour avis : Politique de déconcentration ; amélioration des rémunérations et des carrières des divers personnels ; ses observations sur la police nationale ; augmentation des effectifs ; lutte contre les trafiquants de drogue* [9 novembre 1970] (p. 5422) ; *consultation des conseils généraux en matière d'équipements à réaliser par l'Etat dans les départements ; plan anti-avalanches ; protection civile ; absence de plan de résorption des auxiliaires départementaux ; problème de l'utilisation des machines à voter*

électroniques dans les communes de 30.000 habitants ; abus du vote par correspondance ; adaptation de la législation régissant l'établissement et la tenue des listes électorales ; insuffisance des corps urbains ; délimitation des secteurs attribués à la gendarmerie et ceux relevant de la police nationale ; rétribution des fonds libres des communes mis à la disposition du Trésor ; lutte contre les incendies de forêts (p. 5423, 5424) ; Titre III : *Son amendement tendant à réduire de 100.000 francs les mesures nouvelles de ce titre* [13 novembre 1970] (p. 5462) ; *montant des subventions accordées aux collectivités locales ; lutte contre les incendies dans la région méditerranéenne* (p. 5462, 5463) ; *retrait de son amendement* (p. 5463) ; Art. 77 : *Problème des auxiliaires départementaux ; lutte contre la fraude fiscale* (p. 5465) ; *ses observations sur l'amendement de M. Rivain* (p. 5465) ;

— du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes : *Indication de l'appartenance politique des différents Ministres de l'Intérieur de 1918 à 1940 et de 1942 à 1958* (1er juin 1971] (p. 2243) ; *Ses observations sur les paroles de M. Waldeck-L'Huillier* (p. 2247) ; Après l'Art. 10 : *Travaux de la commission Pianta* [3 juin 1971] (p. 2340, 2341) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Wagner tendant à préciser certaines dispositions de la loi d'orientation foncière relatives aux associations foncières urbaines ; du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière, en qualité de *Rapporteur : Rôle des associations foncières urbaines* [12 juin 1971] (p. 2839) ; *report des privilèges et des hypothèques ; indemnisation du preneur à bail ; constitution d'associations foncières urbaines ; imposition des plus-values ; élaboration d'un droit commun de remembrement* (p. 2840) ; associations foncières urbaines ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement (droits des créanciers régulièrement inscrits sur l'immeuble délaissé)* (p. 2855) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2855, 2856) ; Art. 1er : *Son amendement (conséquence de l'arrêté du préfet)* (p. 2856) ; *problème de l'extension des droits réels et des privilèges et hypothèques* (p. 2856) ; Après l'Art. 2 : *Son sous-amendement* (p. 2856) ; *exonérations fiscales* (p. 2857) ; *codification des dispositions concernant le remembrement ; gestion des grands ensembles* (p. 2857) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social, Art. unique : *Crédits réservés aux opérations touristiques ; problème des équipements* [18 juin 1971] (p. 3113) ; *importance du tourisme en Corse ; développement routier de la Corse* (p. 3114, 3115) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : EQUIPEMENT : *Transfert d'une partie de la voirie nationale aux départements ; exemple de la Corse ; situation de son réseau routier* [28 octobre 1971] (p. 5038) ; TOURISME : *Aides à toutes les formes d'hôtellerie ; situation fiscale des hôtels dits « de préfecture » ; prêts du F.I.D.E.S. ; tourisme social ; « résidences-vacances » ; formation permanente* [29 octobre 1971] (p. 5137) ; *développement touristique en Corse ; problème des transports* (p. 5138) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Ses observations sur le corps préfectoral ; affectation des sous-préfets* [10 novembre 1971] (p. 5634) ; *liste des incompatibilités et des inéligibilités relatives aux mandats locaux ; recrutement des corps urbains de la police ; ses observations sur la taille minimum fixée pour les personnels en tenue ; accroissement des effectifs moyens de la police de l'air ; simplifications administratives ; possibilité d'introduire un document national d'identification ; services de la protection civile* (p. 5635) ; TRANSPORTS. — AVIATION CIVILE : *Transports aériens vers la Corse ; nécessité qu'Air France et Air Inter augmentent le nombre des places et la fréquence des vols vers la Corse ; absence de publicité directe faite par Air France en faveur de la promotion touristique de la Corse* [15 novembre 1971] (p. 5687) ; *ses observations sur la commission d'enquête chargée de déterminer les causes de l'accident de la Caravelle Ajaccio-Nice* (p. 5688) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions, Art. 17 : *Ses observations sur la Corse* [27 avril 1972] (p. 1150) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Achille-Fould portant interdiction et dissolution des associations ou groupements de fait provoquant à la haine raciste ; 2° de M. Edouard Charret tendant à la répression des discrimi-

nations raciales et de la provocation à la haine raciste ; 3° de M. Andrieux portant modification des articles 187 et 416 du Code pénal et tendant à réprimer pénalement la ségrégation ou les discriminations raciales ; 4° de M. Robert Ballanger tendant à réprimer la provocation à la haine raciste et à rendre plus efficace la législation sur la répression des menées racistes et antisémites ; 5° de M. Andrieux tendant à l'interdiction et à la dissolution des associations ou groupements de fait incitant à la haine raciste ; 6° de M. Chazelle tendant à compléter ou modifier les articles 187 et 416 du Code pénal afin de réprimer les actes de discrimination ou de ségrégation raciales ou religieuses, Art. 1er : *Situation des Français originaires de Corse* [7 juin 1972] (p. 2292) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des Lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Marc Jacquet et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article L 12 du Code électoral afin de permettre à tous les Français et à toutes les Françaises, établis hors de France, de pouvoir s'inscrire sur une liste électorale, en qualité de *Rapporteur : Permettre de voter aux Français de l'étranger ne remplissant pas les conditions prévues aux articles L 12 et L 14 pour leur inscription sur une liste électorale : inscription sur la liste électorale d'une commune de 50.000 habitants et plus* [19 octobre 1972] (p. 4236, 4237) ; *texte touchant 50.000 de nos compatriotes ; fixation par le Gouvernement du pourcentage d'inscription imparti aux Français de l'étranger par rapport au nombre des électeurs inscrits dans une ville déterminée ; problème de la fraude électorale ; réforme des modalités du vote par correspondance ; dépôt d'une proposition de loi pour un meilleur contrôle des opérations de vote ; contrôte effectif de l'identité réelle des électeurs dans les communes de 5.000 habitants et plus ; réforme du régime des inéligibilités et des incompatibilités en matière de mandats locaux* (p. 4237) ; Art. 1er : *Ses observations en faveur de l'amendement du Gouvernement fixant à 2 % des électeurs inscrits le pourcentage d'inscriptions effectuées par des Français de l'étranger* (p. 4238) ; Aprés l'Art. 2 : *Ses observations contre l'amendement de M. Fontaine abrogeant l'article L 329 du Code électoral* (p. 4238) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, TRANSPORTS. — IV. — MARINE MARCHANDE : *Transports maritimes vers la Corse ; commission Longeaux ; exonération de la taxe sur la valeur ajoutée sur l'ensemble des transports maritimes et aériens entre la Corse et le continent* [3 novembre 1972] (p. 4674) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Sa satisfaction de l'œuvre accomplie au cours de la présente législature ; ressources des collectivités locales; taxe sur les salaires ; réforme du régime des subventions d'équipement ; revalorisation des indemnités servies aux maires et aux adjoints ; sa demande du vote du projet de loi instituant un régime de retraite pour ces magistrats ; réforme des contributions directes et de la patente ; modestie des résultats en matière de fusion et de regroupement de communes ; sa demande d'étude de la proposition de loi de M. Sanguinetti tendant à réformer le mode d'élection des conseillers généraux, la carte des circonscriptions cantonales et les attributions des conseils généraux* [7 novembre 1972] (p. 4783) ; *renforcement des effectifs des préfectures ; sa demande que la prochaine assemblée soit saisie d'un plan de résorption des auxiliaires départementaux ; lutte contre la fraude électorale ; maintien de l'ordre ; protection des populations ; police nationale ; son désir que le parlement soit saisi d'un projet de répartition des responsabilités en matière de maintien de l'ordre entre l'Etat et les collectivités locales ; insuffisance des effectifs de la police de l'air et des frontières ; création de trois préfets de police en province ; tutte contre ta drogue, te proxénétisme et le racket ; emprunt pour les locaux de la police ; protection civile ; défense de la forêt méditerranéenne et de la Corse ; incendie du Cinq-Sept ; attributions des commissions départementales de sécurité* (p. 4784) ; *mesures au bénéfice des rapatriés ; vote de l'U.D.R. pour ce budget* (p. 4785) ; Etat B. — Titre III : *Ses suggestions pour une meilleure utilisation des crédits de ce titre ; formation professionnelle plus étendue aux élèves gardiens de la paix ; abaissement de 29 à 19 ans de l'âge de leur recrutement* (p. 4804) ; Etat B. — Titre IV : *Sa demande d'une mission de l'inspection générale sur le problème de la construction de l'hôtel de police d'Ajaccio* (p. 4804, 4805) ; TRANSPORTS. — III. — AVIATION CIVILE : *Desserte aérienne de la Corse ; horaires d'intersaison ; devenir de l'aéroport d'Ajaccio (allongement de sa piste, radar) ; publication du rapport sur l'accident de la Caravelle Nice-Ajaccio* [8 novembre 1972] (p. 4887, 4888) ;

— des conclusions du rapport sur la pro-

position de loi de M. Nungesser tendant à modifier le Code électoral en vue d'instituer une commission de contrôle des opérations de vote dans les communes de plus de 20.000 habitants en qualité de *Rapporteur : Composition du bureau de vote et répartition des attributions de leurs membres ; institution, composition et rôle des commissions de contrôle pour les seules villes de plus de 20.000 habitants* [12 décembre 1972] (p. 6063) ; *rôle de dissuasion, de témoignage, de conseil des commissions de contrôle ; indemnité de ses membres* (p. 6064) ; Art. unique : *S'oppose au nom de la Commission à l'amendement du Gouvernement instituant un contrôle dans les communes de plus de 30.000 habitants et supprimant le terme « obligatoirement »* (p. 6069, 6070) ; *son amendement devenu sans objet* (p. 6071) ; Art. additionnels : *Ses observations à l'amendement du Gouvernement modifiant l'article L 333 du Code électoral et à l'amendement abrogeant l'article L 342 de ce Code* (p. 6071) ; *ses observations à l'amendement de M. Icart tendant à compléter l'article L 51 (répression de l'affichage « sauvage »)* ; *amendement sans rapport avec l'objet de ce texte* (p. 6072).

BRESSOLIER (Henry)
Député du Tarn
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968) (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi n° 1188 relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [5 juin 1970] (p. 2302) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [25 juin 1970] (p. 3114) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amélioration des pensions de vieillesse du régime général de Sécurité sociale et du régime des travailleurs salariés agricoles [17 décembre 1971] (p. 6942) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles [18 décembre 1971] (p. 6975) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2419 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979).

Cesse d'appartenir à cette Commission [30 juin 1972] (p. 3102).

Est nommé :

— membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Hoguet d'orientation pour le secteur des métiers [30 juin 1972] (p. 3102) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un député (n° 2683) [29 novembre 1972] (p. 5743) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION II. — JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *« Mille clubs » ; problème de l'aménagement des horaires ; édu-*

cation physique à l'école ; éducation sportive dans les clubs ; donner des moyens plus importants aux directions départementales ; natation, football [27 octobre 1972[(p. 4474, 4475) ; AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE — I. — SECTION COMMUNE — II. — AFFAIRES SOCIALES : *Son passé de travailleur en usine ; fonctionnement de l'Agence nationale pour l'emploi ; problème de l'emploi pour les jeunes ; direction départementale pour la main-d'œuvre ; effort en faveur de la main-d'œuvre étrangère ; contrôle de l'utilisation des crédits pour la formation syndicale ; participation ; actionnariat ouvrier ; formation économique des travailleurs* [6 novembre 1972] (p. 4731) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème des aides familiaux ; service de remplacement à la ferme ; mesures sociales en faveur des femmes rurales* [15 novembre 1972] (p. 5221, 5222) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer : *Ses observations sur le rapport de M. Limouzy ; problème du reclassement et de la réinstallation ; question de l'indemnisation ; son vote sur le projet de loi* [8 octobre 1969[(p. 2533, 2534) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EDUCATION NATIONALE : *Situation de l'université ; valeur des diplômes ; problème des bourses ; prêts d'honneur ; augmentation du prix des pensions* [12 novembre 1969] (p. 3608, 3609) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Problèmes de caractère social ou régional de l'O.R.T.F. ; exemption de la redevance au profit des personnes âgées relevant du régime de l'allocation vieillesse ; taux de la redevance pour les débits de boissons ; cas des zones d'ombre ; problème du remboursement des investissements réalisés par les collectivités locates pour construire des retais secondaires* [21 novembre 1969] (p. 4226) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICE DU PREMIER MINISTRE. — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Problème des exonérations pour les personnes âgées ; majoration de la taxe pour les débits de boissons ; situation des commerçants qui sont tenus de procéder à une déclaration torsqu'ils vendent des récepteurs ; problème des zones d'ombre pour la télévision en couleur* [16 novembre 1970] (p. 5606) ;

— du projet de loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif : *Plein emploi des installations ; concours de pronostics* [22 juin 1971] (p. 3263) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : SANTÉ PUBLIQUE ET TRAVAIL — III. — TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Insertion des jeunes dans la vie active ; problème de l'information ; services du travail et de la main-d'œuvre ; problème des accidents de trajet ; situation des handicapés* [27 octobre 1971] (p. 4986, 4987).

BRETTES (Robert)
Député de la Gironde
(6e circonscription)
F.G.D.S., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

BRIAL (Benjamin)
Député des Iles Wallis et Futuna
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant du Conseil de surveillance de la caisse centrale de coopération économique [19 novembre 1968] (p. 4741) ;

— membre titulaire du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (F.I.D.E.S.-T.O.M.) [19 novembre 1968] (p 4741) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré [29 juin 1970] (p. 3311) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi modifiant la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction [28 juin 1972] (p. 2979).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Construction de la piste de l'aérodrome de Hihifo à Wallis et de la piste pour avions légers à Futuna ; route circulaire de Futuna ; problèmes de la Polynésie française ; rôle du centre d'expériences du Pacifique* [4 novembre 1968] (p. 3887) ; *ses observations sur les paroles de M. Inchauspé* (p. 3890) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Politique de la Ve République ; ses observations sur l'archipel de Wallis et Futuna ; signature de la convention sur l'enseignement ; résultats obtenus aux jeux du Pacifique ; isolement du territoire face aux avantages dont bénéficient les territoires britanniques ; amélioration des relations aériennes ; travaux de l'aérodrome de Hihifo ; construction du wharf de Sigavé ; mise en service de la route circulaire ; aérodrome de Futuna ; situation du franc C.F.P. ; son vote* [5 novembre 1969] (p. 3409, 3410) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Proportion de notre influence par rapport aux radiodiffusions étrangères dans le Pacifique français ; construction à Wallis et Futuna d'un émetteur de radiodiffusion* [21 novembre 1969] (p. 4227) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION IV. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Ses observations sur le territoire des îles Wallis et Futuna ; amélioration des infrastructures ; stabilisation des principales routes de l'île ; nécessité de deux liaisons mensuelles par Caravelle entre Wallis et Nouméa ; problème de la radiodiffusion ; dotation de la section locale du F.I.D.E.S. ; prise en charge par l'Etat des bourses d'enseignement secondaire ; renforcement de l'effectif de gendarmerie ; rajustement des indemnités des élus locaux* [23 octobre 1970] (p. 4674) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Prise en charge par l'Etat du service d'hygiène et de santé publique du territoire de Wallis et Futuna ; fonctionnement de l'aérodrome ; formation professionnelle des cadres administratifs du territoire ; absence de poste de radiodiffusion* [3 novembre 1971] (p. 5199, 5200) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICE DU PREMIER MINISTRE — SECTION VII. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Territoires des îles Wallis et Futuna : retraite des travailleurs ; liaisons aériennes entre les îles Wallis et Futuna* (p. 5454), [18 novembre 1972] (p. 5455).

BRIANE (Jean)

Député de l'Aveyron
(1re circonscription)
N.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [7 décembre 1971] (p. 6432) (1).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [20 décembre 1971] (p. 7023), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2419 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orien-

(1) En remplacement de M. Boscary-Monsservin élu sénateur.

tation du commerce (n° 2750) [12 décembre 1972] (p. 6085) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [13 décembre 1972] (p. 6151).

Interventions :

Mise au point au sujet de son vote sur la proposition de résolution tendant à la création d'une Commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier [14 décembre 1971] (p. 6729).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Déséquilibre dans la répartition des activités et des richesses à l'intérieur du pays ; élaboration d'une loi d'orientation pour l'artisanat et le commerce ; réforme de la fiscalité* [17 mai 1972] (p. 1583, 1584) ;

— du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, Art. 1154 du Code rural : *Sa confiance en la mutualité sociale agricole* [28 juin 1972] (p. 2928) ;

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE - I. — SECTION COMMUNE - II. — AFFAIRES SOCIALES : *« Laissés pour compte » de la croissance économique : personnes âgées, handicapés, veuves, jeunes* [6 novembre 1972] (p. 4749) ; *abaissement à 55 ans de l'âge exigé pour la pension de réversion ; sa demande de création pour les veuves jusqu'à 55 ans d'une allocation temporaire versée pendant deux ans leur permettant de s'assurer une formation professionnelle et d'une aide au premier emploi ; cumul de la retraite personnelle et de la pension de réversion et cumul des annuités ; dégradation du niveau de vie des familles chargées d'enfants* (p. 4750) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Insuffisance des crédits d'enseignement et de recherche ; sort du cycle court ; maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation ; établissements privés d'enseignement agricole et ménager agricole ; modernisation des exploitations ; bonifications d'intérêt ; vache tondeuse* [14 novembre 1972] (p. 5173) ; *prime d'installation en faveur des jeunes agriculteurs ; équipements collectifs et infrastructures rurales ; adduction d'eau dans l'Aveyron* (p. 5174) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission spéciale sur la proposition de loi de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale : *Urgence d'une action d'information et d'éducation sexuelle ; problèmes de régulation des naissances ; ses observations sur le financement envisagé* [7 décembre 1972] (p. 5996) ; *confiance dans les mouvements familiaux* (p. 5997) ; Art. 1er : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Neuwirth créant un office national d'information sur la régulation des naissances substituant aux mots : « établissement public » les mots : « établissement semi-public », devenu sans objet* [14 décembre 1972] (p. 6193) ; *son sous-amendement à l'amendement de MM. Claudius-Petit et Neuwirth insérant le mot : « unions »* (p. 6193) ; Art. 2 : *Ses deux sous-amendements à l'amendement de M. Neuwirth définissant les missions du conseil supérieur, le premier ajoutant le droit des parents, le second, affirmant la liberté des associations* (p. 6194) ; *retrait du second* (p. 6195) ; *adoption du premier repoussé par la Commission et le Gouvernement* (p. 6195).

BRICOUT (Edmond)

Député de l'Aisne
(2e circonscription)
U.D.R.

QUESTEUR DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2192).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu Questeur de l'Assemblée Nationale [12 juillet 1968] (p. 2204), [2 avril 1969] (p. 813), [2 avril 1970] (p. 746), [2 avril 1971] (p. 832, 834), [4 avril 1972] (p. 787, 789).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

[13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques [20 décembre 1971] (p. 7023) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un député (n° 2683) [29 novembre 1972] (p. 5743).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 23 de la loi du 10 août 1871 fixant la date des sessions ordinaires des conseils généraux, n° 143 [19 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de loi (nos 143 et 214) tendant à modifier l'article 23 de la loi du 10 août 1871 fixant la date des sessions ordinaires des conseils généraux, n° 469 [21 novembre 1968].

Sa proposition de loi relative à l'institution d'une allocation viagère de cessation d'exploitation, n° 750 [27 juin 1969].

Sa proposition de loi relative au droit de préemption en cas d'aliénation à titre onéreux de biens ruraux, n° 1056 [9 avril 1970].

Sa proposition de loi tendant à adapter le corps des lieutenants de louveterie à l'économie moderne, n° 1096 [22 avril 1970].

Sa proposition de loi tendant à l'institution d'un Fonds national d'accession à la propriété agricole, n° 1571 [18 décembre 1970].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 1er : *Regroupement des services de recherche dépendant du Ministère de l'Agriculture au sein de l'Institut national agronomique ; ses observations sur le titre actuel du laboratoire vétérinaire* [19 juillet 1968] (p. 2374) ; Art. 26 : *Publication des décrets d'application des textes législatifs* (p. 2380).

Ses observations sur la défaillance de la machine à voter électronique [30 octobre 1969] (p. 3108).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur la chasse et la pêche ; pollution des eaux ; pollution de l'étang d'Isle à Saint-Quentin ; rôle des agences financières de bassin ; indemnité viagère de départ ; problème de la cession père-fils* [19 novembre 1969] (p. 4011, 4012) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Griotteray tendant à la protection des jeunes animaux et à la défense de leurs acheteurs : *Ses observations sur les paroles de M. Cointat* [4 mai 1971] (p. 1624) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur sa proposition de loi tendant à adapter le corps des lieutenants de louveterie à l'économie moderne, Art. 1er : *Rôle des lieutenants de louveterie* [4 mai 1971] (p. 1632); Art. 4 : *Détention de l'uniforme des lieutenants de louveterie* (p. 1633) ; Art. 5 : *Son sous-amendement tendant à insérer dans l'amendement du Gouvernement le mot : « communales »* (p. 1634) ; *rôle des maires* (p. 1634) ;

— du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière, Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa* a) *du texte proposé pour l'article 13-1 du Code de l'urbanisme et de l'habitation, à substituer aux mots : « mille mètre carrés » les mots : « cinq cents mètres carrés »* [12 juin 1971] (p. 2860) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa* b) *du texte proposé pour l'article 13-1 du Code de l'urbanisme et de l'habitation à substituer aux mots : « quatre mille mètres carrés » les mots : « deux mille mètres carrés »* (p. 2862) ; Art. 90 du Code de l'urbanisme : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « sont en cours d'étude » les mots : « sont soumises à enquête publique »* (p. 2866) ; Art. 8 de la loi du 26 juillet 1962 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « 16 ans » les mots : « 12 ans »* (p. 2872) ; Art. 9 de la loi du 26 juillet 1962 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « un an » les mots : « six mois »* (p. 2875) ;

son amendement tendant à compléter le troisième alinéa du texte proposé pour cet article par une nouvelle phrase (cas de défaut de paiement) (p. 2875) ; Art. 11 *bis* de la loi du 26 juillet 1962 : *Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa du texte proposé pour cet article par les mots : « et après paiement des indemnités »* (p. 2876) ; Art. 16 : *Son amendement (possibilité pour le conseil municipal d'exempter de la taxe locale d'équipement les bâtiments à usage agricole et les constructions à usage industriel ou commercial)* (p. 2878).

Ses observations sur l'allocution de M. Peretti, président de l'Assemblée Nationale, relative aux travaux effectués dans l'hémicycle [4 avril 1972] (p. 786).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture et du Développement rural une question orale avec débat relative aux problèmes de la viande [1er décembre 1972] (p. 5818) : *Importance de la création de l'O.N.I.B.E.V. (Office interprofessionnel du bétail et des viandes)* ; *restructuration de notre agriculture* (p. 5822) ; *nécessité d'assurer le caractère libéral de cet office ; rapports de l'O.N.I.B.E.V. et du F.O.R.M.A. ; impossibilité de séparer le lait de la viande.*

BRIOT (Louis)
Député de l'Aube
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972], (p. 789).

Est élu représentant de la France au Parlement Européen [16 octobre 1968] (p. 3338), [14 octobre 1970] (p. 4271).

Est nommé représentant à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [5 octobre 1972] (p. 3945).

Dépôt :

Sa proposition de loi portant réforme des articles 328 et 329 du Code pénal afin de préciser la notion de légitime défense, n° 2025 [21 octobre 1971].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale : *Ses observations sur les négociations dites de « Grenelle » et de « Varenne » ; crédits en faveur de l'aménagement rural ; F.O.R.M.A. ; coûts de production ; revenu des agriculteurs ; augmentation des prix des produits nécessaires à l'agriculture ; prix de revient agricole ; F.E.O.G.A. ; gestion des fonds ; ses observations sur les prix de la viande et du lait ; gestion de la commission de Bruxelles ; nécessité de veiller, dans la défense du marché de la viande, au maniement du taux d'intervention par la commission de Bruxelles* [17 juillet 1968] (p. 2272, 2273).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Situation des agriculteurs ; participation de la France au fonds d'orientation et de garantie ; ses observations sur les sections spéciales ; coût des exportations ; absence de symbiose entre le budget de la Communauté et celui de la France ; préférence communautaire ; produits laitiers ; ses observations sur les céréales ; question du stockage ; extension de la T.V.A. à l'agriculture ; ses observations sur les oléagineux et le tournesol ; question des prix* [15 novembre 1968] (p. 4511 à 4513) ; *aide accordée à nos partenaires* [16 novembre 1968] (p. 4556).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Sabatier après l'article 17 de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 [30 octobre 1969] (p. 3107).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Encadrement du crédit ; cas du département de l'Aube ; conséquence de l'attitude des directeurs des caisses de crédit agricole qui imposent des prises d'hypothèques ; ses observations sur les pressions à l'égard de la terre : aide sociale ; compétitivité de l'agriculture ; ses observations sur l'article 832 du Code rural ; avenir de l'agriculture de groupe ; réglementation prévue par le Traité de Rome;*

dépenses supportées par le F.E.O.G.A. ; ses observations sur l'Italie et les Pays-Bas ; balance commerciale de la France ; préférence communautaire ; stagnation des prix agricoles [18 novembre 1969] (p. 3932 à 3934) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la République unie de Tanzanie, la République de l'Ouganda et la République du Kenya, signé à Arusha le 24 septembre 1969 : *Relations commerciales entre le Marché commun et les territoires de l'Afrique de l'Est* [16 décembre 1969] (p. 4944, 4945) ;

— des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux groupements fonciers agricoles : *Sa crainte de la spéculation ; ses observations sur le projet de loi sur les baux à long terme ; dispositions relatives à l'I.V.D. ; Marché commun ne devant pas être la source d'une hausse du prix de la terre ; exploitation familiale* [26 juin 1970] (p. 3186 à 3188).

Prend part à la discussion générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Ses observations sur l'article 40 de la Constitution ; application à l'agriculture du régime du bénéfice réel ; ses observations sur les cotisations cadastrales, les cotisations individuelles et l'imposition additionnelle sur les propriétés non bâties* [21 octobre 1970] (p. 4461) ; *relations entre le Ministère des Finances et celui de l'Agriculture ; problème des prêts financiers ; situation des entreprises fabriquant du matériel agricole ; problème foncier ; conditions d'habitat des employeurs et des ouvriers ; coût des travaux ; caractère social d'une partie de l'agriculture ; indemnité viagère de départ ; exploitation forestière ; taxe sur les exportations de sciage* (p. 4462); *taxe d'exportation sur les grumes ; difficultés des industries laitières ; réforme de nos méthodes financières* (p. 4463) ; Deuxième partie : SERVICE DU PREMIER MINISTRE — SECTION III. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Ses observations sur les paroles de M. Sablé ; échange de quota entre Arcis-sur-Aube et le département de la Martinique ; détermination du règlement applicable entre Surinam et les Pays-Bas* [26 octobre 1970] (p. 4724) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Recettes du B.A.P.S.A. ; mutation de l'agriculture ; cotisations cadastrales ; gestion du B.A.P.S.A. ; ses observations sur le F.O.R.M.A. ; projet de M. Mansholt ; saturation du marché en Europe ; accords de Yaoundé ; accords de Arusha* [6 novembre 1970] (p. 5311) ; *problème de la préférence communautaire ; ses observations sur la viande et le lait ; abattage des vaches à lait ; répartition des sommes qui constituent la part des Etats dans le financement du F.E.O.G.A.* (p. 5312) ; *conséquence de nos règlements en dollars ; difficulté pour les parlementaires de connaître le budget du F.O.R.M.A.* (p. 5312).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Art. 10 : *Imposition des sociétés de caution mutuelle à la patente* [9 décembre 1970] (p. 6347) ; *application de la loi d'orientation agricole ; statut de la coopération* (p. 6348).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Gosnat (mesures de taxation des fortunes et d'allégement de la fiscalité) [21 octobre 1971] (p. 4738).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Art. 3 : *Assujettissement des exploitations agricoles au bénéfice réel quand le chiffre d'affaires dépasse un certain montant* [21 octobre 1971] (p. 4739) ; Art. 4 : *Règle du butoir ; consultation des Commissions des finances du Parlement lors de l'élaboration des décrets* (p. 4741) ; Art. 5 : *Hausse des droits sur l'alcool ; problème des bouilleurs de cru* (p. 4744) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, JUSTICE : *Sa question écrite concernant Clairvaux ; renforcement de la discipline à l'égard des détenus ; situation des gardiens et des détenus* [5 novembre 1971] (p. 5377, 5378) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur la position de la France à la Commission de Bruxelles ; crédits en faveur de l'action sociale* [16 novembre 1971] (p. 5778) ; *problème de l'environnement ; coûts de production ; destruction de récoltes par les tornades ; prestations sociales agricoles ; ses observations sur les directives Mansholt ; son refus d'accepter*

des décrets technocratiques (p. 5779) ; Commission mixte paritaire : *Imposition au bénéfice réel des exploitations agricoles dont le chiffre d'affaires dépasse un certain montant* [15 décembre 1971] (p. 6790) ; *problème de la constitution d'une provision ; contraintes auxquelles est soumise l'agriculture ; ses observations sur la rencontre entre le Président de la République et le Président Nixon* (p. 6791) ; *situation des ouvriers agricoles* (p. 6792) ; *ses observations sur l'article 9 de la loi de finances pour 1971* (p. 6803) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Pierre Lelong tendant à amender l'ordonnance du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole, Art. 13 : *Ses observations sur le crédit agricole ; intérêt des parts sociales ; diminution des parts lors de leur remboursement* [23 novembre 1971] (p. 6033) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi sur la filiation, Art. 342-3 du Code civil : *Ses observations sur les paroles de M. Pleven* [2 décembre 1971] (p. 6341) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, Après l'Art. 10 : *Problème de l'extension de la patente aux coopératives agricoles* [7 décembre 1971] (p. 6462, 6463) ;

— du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles : *Principe de l'unicité ; situation des ouvriers agricoles* [28 juin 1972] (p. 2917).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale avec débat relative au remboursement de la T.V.A. aux collectivités locales [20 octobre 1972] (p. 4273) : *Règle du butoir* (p. 4274) ; *difficultés financières des communes de France* (p. 4275).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Part de l'agriculture dans nos exportations ; recettes du B.A.P.S.A. ; piétinement des opérations de remembrement ; travaux concernant l'alimentation en eau* [14 novembre 1972] (p. 5134) ; *viande ; recherche agronomique ; dépenses sociales ; enseignement agricole ; problème de l'avenir des exploitations agricoles et de la concurrence redoutable des pays de la Communauté* (p. 5135).

BROCARD (Jean)

Député de la Haute-Savoie
(1re circonscription)
R.I.

SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1971] (p. 832, 834), [4 avril 1971] (p. 787, 789).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au service national [24 juin 1970] (p. 3018) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228) ; 2° le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ; 3° le projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230) [28 avril 1972] (p. 1219) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [12 décembre 1972] (p. 6085) ;

Est nommé vice-président de cette Commission [13 décembre 1972] (p. 6151) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel à la Société nationale industrielle aérospatiale et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation [20 décembre 1972] (p. 6416) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'apprentissage [29 juin 1971] (p. 3527).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341), I. — Ministère des Armées : Armée de Terre, n° 395 [25 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822), I. — Ministère d'Etat chargé de la Défense nationale : Armée de l'Air, n° 839 [17 octobre 1969].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le domaine immobilier militaire, n° 916 [28 novembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à préciser le caractère interprétatif de l'article 639, alinéa 2, du Code de procédure pénale, n° 1190 [4 juin 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376), Crédits du Ministère de la Défense nationale : IV. — Section Air, n° 1398 [14 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993), Crédits du Ministère de la Défense nationale : IV. — Armée de l'Air, n° 2013.

Sa proposition de loi tendant à permettre aux combattants, anciens prisonniers de guerre, de bénéficier d'une réduction d'âge en vue de l'octroi d'une retraite anticipée avec pension au taux plein en fonction du temps passé en captivité, n° 2139 [16 décembre 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582), VI. — Air, n° 2588 [12 octobre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel à la Société nationale industrielle aérospatiale et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation, n° 2812 [20 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant le statut de l'ordre des experts comptables et des comptables agréés : *Situation des experts comptables stagiaires ; préparation du diplome d'expert comptable ; ses observations sur la présidence des commissions régionales et de la commission nationale ; situation des commissaires aux comptes* [17 octobre 1968] (p. 3364) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, DÉPENSES MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Equipement de l'armée de Terre ; organisation des forces armées terrestres ; dépenses de fonctionnement de ces forces ; effectifs de l'armée ; situation des personnels ; revalorisation de la prime d'alimentation ; crédits destinés à l'instruction ; fonctionnement des services ; unification des services du matériel de l'armée de Terre ; ses observations sur les carburants ; entretien des immeubles ; crédits relatifs aux études et aux fabrications d'armement atomique tactique ; problèmes de l'infrastructure ; ses observations sur l'armement ; retard dans la modernisation de l'armée de Terre* [30 octobre 1968] (p. 3741 à 3743) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Cas des anciens d'Algérie ; institution du titre d'ancien combattant, assorti d'une médaille d'appar-*

tenance montrant réellement la reconnaissance de la nation ; distinction entre la reconnaissance de la qualité de combattant et la carte du combattant [8 novembre 1968] (p. 4210, 4211) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Possibilité d'accorder à tous les retraités le bénéfice des dispositions de la loi du 26 décembre 1964 portant code des pensions ; cas des retraités du Maroc ; médaille d'honneur de la police* [14 novembre 1968] (p. 4425, 4426) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.-P.S.A. : *Dépeuplement de la montagne ; ses causes ; ses remèdes ; nécessité de maintenir la vie dans ces régions pour permettre leur essor touristique* [16 novembre 1968] (p. 4566, 4567).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à l'artisanat : *Création d'emplois due à l'artisanat ; son utilité en économie montagnarde (exemple de Cluses en Haute-Savoie)* [29 novembre 1968] (p. 4992).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises : *Droit au travail ; droit syndical ; création des sections syndicales dans les entreprises ; notion de représentativité ; confédération autonome du travail ; possibilité de créer une commission à l'échelon du Premier ministre chargée de constater la représentativité d'autres syndicats ; publications de « nature syndicale » ; problème des délégués syndicaux* [4 décembre 1968] (p. 5056, 5057) ; *demande pourquoi on n'a pas laissé le soin à chaque syndicat représentatif d'élire ses délégués ; protection du délégué syndical contre le licenciement ; octroi aux délégués syndicaux d'un crédit de temps pris sur les heures de travail ; situation des petites entreprises ; modulation du nombre d'heures octroyées aux délégués syndicaux selon le nombre des salariés employés par l'entreprise* (p. 5057, 5058) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le troisième alinéa de cet article : « Tout syndicat affilié à une organisation représentative sur le plan national bénéficie des dispositions de la présente loi dès lors qu'il a constitué dans l'entreprise une section syndicale d'au moins dix membres* (p. 5079) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5079) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer les mots : « titulaires et suppléants »* (p. 5089) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5089) ; Art. 11 : *Son amendement tendant dans la première phrase du premier alinéa de cet article à supprimer les mots : « ou d'un suppléant »* (p. 5095) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (temps accordé à chaque délégué syndical titulaire pour l'exercice de ses fonctions)* (p. 5098) ; *cas des petites entreprises* (p. 5098) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi n° 196 de M. Ruais et plusieurs de ses collègues tendant à humaniser les opérations de rénovation urbaine, Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement de M. Dechartre* [19 décembre 1968] (p. 5684) ;

— en seconde délibération, du projet de loi relatif au Conseil supérieur de la fonction militaire : Ses explications de vote : *Caractère du texte* [22 octobre 1969] (p. 2816).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Sabatier après l'article 17 de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 [30 octobre 1969] (p. 3108).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Egalité des droits entre déportés politiques et déportés résistants ; possibilité d'accorder aux déportés politiques titulaires d'une pension d'invalidité à 85 % une majoration de 10 à 15 % ; situation des combattants d'Algérie ; leur rattachement à l'office des anciens combattants ; possibilité pour eux de se constituer des retraites mutualistes ouvrant droit à la majoration de l'Etat* [31 octobre 1969] (p. 3205) ; CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Industrie aéronautique française ; mise en place des structures de l'industrie aéronautique européenne ; ses observations sur le Bréguet 941 et le Mirage IV à géométrie variable ; ses observations sur le Mirage G ; construction d'appareils exportables ; objet de la troisième loi de programme* [17 novembre 1969] (p. 3836, 3837) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème de l'agriculture de montagne ; constitution d'un groupe d'études sur ce sujet ; rénovation de certaines zones à économie rurale dominante ; équilibre entre le troupeau, la forêt et le tourisme ; projet de loi sur les groupements pastoraux ; projet de loi tendant à favoriser la production, l'aménagement et le développement des ressources naturelles et fores-*

tières ; problème des crédits annuels affectés aux zones d'économie montagnarde ; hôtellerie des secteurs ruraux montagnards [19 novembre 1969] (p. 3967, 3968) ; TAXES PARAFISCALES : *Taxe parafiscale sur les volailles et les œufs ; rénovation de l'organisation de ce marché ; simplification des formalités de recouvrement ; élections professionnelles ; situation des producteurs qui n'ont pas acquitté la taxe* [22 novembre 1969] (p. 4259) ; *ses observations sur le miel ; situation des apiculteurs des régions déshéritées* (p. 4280) ; *taxation du miel importé ; taxe versée au comité interprofessionnel du miel ; retrait de son amendement* (p. 4280).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale sans débat relative à la promulgation d'un « Code des loyers » [21 novembre 1969] (p. 4173, 4174).

Prend part à la discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Principes de solidarité et d'autonomie ; durée des dispositions envisagées ; défiscalisation des charges sociales ; équilibre financier du régime ; prise en charge des cotisations de base des bénéficiaires de l'allocation du Fonds national de solidarité* [2 décembre 1969] (p. 4485) ; Art. 14 de la loi du 12 juillet 1966 : *Autonomie des groupes professionnels* [3 décembre 1969] (p. 4574) ; Art. 40 de la loi du 12 juillet 1966 : *Distinction entre l'aspect social et l'aspect fiscal* (p. 4594) ; *possibilité de faire parvenir aux* parlementaires pour leur information une *copie de la circulaire qui sera adressée aux services fiscaux départementaux* (p. 4594).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au départ de Grèce de Mikis Theodorakis [17 avril 1970] (p. 1142).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Egalité des chances en matière d'équipement entre le commerce indépendant et les autres formes de commerce ; problème de la survie du commerce indépendant ; suppression de la taxe complémentaire ; problème de la patente ; régime du forfait sur les bénéfices commerciaux ; demandes de remise gracieuse des pénalités de retard ou d'amendes ; ses observations sur la T.V.A. ; mesures de desserrement du crédit* [13 mai 1970] (p. 1679, 1680).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'exercice des fonctions à mi-temps par les fonctionnaires de l'Etat : Ses explications de vote : *Vote du groupe des Républicains indépendants ; utilité du projet de loi ; extension de l'expérience à d'autres secteurs que la fonction publique* [21 mai 1970] (p. 1839, 1840) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 1er : *Industries de transformation alimentaire ; secteur de la volaille* [3 juin 1970] (p. 2206).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'interdiction du film « Les Cadets de Saumur » [5 juin 1970] (p. 2287).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat relative aux pensions de certaines catégories de fonctionnaires [5 juin 1970] (p. 2291).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au service national : *Objectif du service national ; cas des officiers de réserve ; nécessité de revaloriser l'esprit de défense par une conception globale de la défense nationale ; modification du style de vie du service militaire ; modalités d'exécution du service militaire actif* [9 juin 1970] (p. 2364, 2365) ; Art. 4 : *Cas des appelés issus de la marine marchande ; importance de la marine marchande* [10 juin 1970] (p. 2408) ; Ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi : *Vote du groupe des Républicains indépendants* (p. 2447) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur suppléant : Ses observations sur le service national féminin ; application de la loi dans les départements et territoires d'outre-mer ; faculté accordée aux jeunes gens de demander leur incorporation sous leur seule signature ; ses observations sur la possibilité d'une opposition des père et mère ; ses observations sur l'article 13 ; caractère expérimental du volontariat féminin dans les forces armées* [29 juin 1970] (p. 3277, 3278) ;

— des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre 1er du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux

groupements fonciers agricoles ; STATUT DU FERMAGE ET DU MÉTAYAGE, Art. 1er : *Son vote sur l'amendement de M. Arthur Moulin* [26 juin 1970] (p. 3200) ;

— en troisième lecture, du projet de loi relatif à l'Ecole polytechnique, en qualité de *Rapporteur suppléant : Orientation prioritaire de l'Ecole polytechnique vers les services publics, civils ou militaires ; administration de l'Ecole* [29 juin 1970] (p. 3278) ;

— du projet de loi de programme relative aux équipements militaires de la période 1971-1975 : *Répartition des autorisations de programme ; ses observations sur la politique de la défense nationale ; part du budget de la défense nationale dans le produit national brut ; ses observations sur les « retombées » économiques et industrielles de notre effort de défense ; force de dissuasion ; dotation des unités en campagne en armements nucléaires tactiques ; problème de la riposte graduée ; défense opérationnelle du territoire ; diminution des cadres civils et militaires ; contrôle des prix des marchés ; ses observations sur la commande des pièces de rechange ; problème de l'homologation des modifications* [7 octobre 1970] (p. 4158 à 4160).

Prend part à la discussion générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Problèmes qui se posent en moyenne montagne* [21 octobre 1970] (p. 4482) ; *ses observations sur la télévision ; exemple du canton de Thônes ; problème du renforcement de la première chaîne et de l'installation de la deuxième ; ses observations sur le tourisme ; suppression des prêts du crédit hôtelier pour les hôtels de moins de 30 chambres ; possibilité d'envisager l'octroi, par le crédit agricole, de prêts pour les hôtels familiaux ; rétablissement des vacances de février ; situation de l'agriculture de montagne ; crédits destinés à la rénovation rurale en économie montagnarde* (p. 4483) ; deuxième partie : SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION I. — SERVICES GÉNÉRAUX : SERVICES ADMINISTRATIFS ET FORMATION PROFESSIONNELLE : *Action menée en faveur de la formation professionnelle ; exemple de la région Rhônes-Alpes ; ses observations sur le centre de formation professionnelle des adultes de Poisy ; absence de coordination à l'échelon régional ; application des accords sur la formation professionnelle passés entre le C.N.P.F. et les grandes centrales syndicales ouvrières ; ses observations sur la politique d'ouverture ou de fermeture des sections dans les centres de formations professionnelles pour adultes* [23 octobre 1970] (p. 4619) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Amélioration de la carrière de délégué adjoint des services extérieurs ; mise à parité des pensions des déportés politiques et des déportés résitants ; application du rapport constant ; situation des ascendants qui, atteints d'une maladie incurable, sont incapable d'exercer une activité ; majoration des pensions allouées aux ascendants qui ont perdu plusieurs enfants ; allocation spéciale pour les veuves de grands invalides ; cas des anciens d'Afrique du Nord ; problème de l'ouverture totale de l'Office aux anciens d'Afrique du Nord ; retraite mutualiste des anciens d'Afrique du Nord ; attribution de la carte du combattant ; situation des ascendants ; suppression du plafond de ressources au-dessus duquel la pension est supprimée ou diminuée* (p. 4693) ; *assurance maladie pour les ascendants pensionnés ; situation des veuves ; cas des anciens prisonniers de guerre* (p. 4694) ; CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Budget de l'armée de l'Air ; réduction des crédits de paiement ; utilité et contrainte d'une loi de programme ; ses observations sur l'aéronautique ; problème des appareils à géométrie variable ; conséquence des réductions des personnels cadres* [27 octobre 1970] (p. 4756) ; *malaise dans les corps des sous-officiers ; comparaison avec les indices des fonctionnaires civils ; exemple de la situation d'un contrôleur de circulation aérienne ; diminution des sous-officiers du cadre de maîtrise ; cas des pilotes et navigateurs de l'armée de l'Air et de l'aéronavale ; situation des spécialistes comptant quinze ans de service* (p. 4772) ; *nécessité de rehausser le plafond des soldes de sous-officiers* (p. 4773) ; BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : Art. 44 : *Statut du corps des techniciens des installations de télécommunications* [29 octobre 1970] (p. 4908) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Ses observations sur les zones de montagne : situation à Thônes et à Faverges ; majoration de la redevance* [16 novembre 1970] (p. 5603).

Mise au point au sujet du vote de M. Georges Pianta sur la question préalable opposée à la loi de finances pour 1971 [22 octobre 1970] (p. 4512).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'amélioration des structures

forestières, Art. 26 : *Garantie contre l'éventuel monopole d'un seul propriétaire* [26 novembre 1970] (p. 5978).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'envoi de secours au Pakistan [2 décembre 1970] (p. 6070, 6071).

Prend part à la discussion du projet de loi instituant une allocation en faveur des orphelins et de certains enfants à la charge d'un parent isolé, Art. L 543-5 du Code de la sécurité sociale : *Cas de l'enfant dont la filiation n'est établie qu'à l'égard de sa mère ; situation des femmes seules n'exerçant aucune activité professionnelle et ayant un seul enfant à charge* [10 décembre 1970] (p. 6408) ; *ses observations sur les bénéficiaires de l'aide sociale* (p. 6408).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux primes à la construction [18 décembre 1970] (p. 6661).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant Code du service national : *Situation des objecteurs de conscience ; gestion de ce corps des objecteurs de conscience ; possibilité de relever le nom des jeunes manifestants afin d'en communiquer la liste à la Commission juridictionnelle* [6 avril 1971] (p. 911) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du chapitre IV *bis* du titre II du Livre premier du Code du travail relatives aux conventions collectives de travail : Son rappel au Règlement : *Interdiction faite au public de manifester* [14 mai 1971] (p. 1906) ; *objet du projet de loi ; signification de la convention collective ; conclusion des accords d'entreprise ; définition de la qualité des partenaires sociaux pouvant signer les conventions collectives ; critères de la représentativité des syndicats ; accords d'entreprise* (p. 1907) ; *élargissement du champ couvert par les conventions collectives ; intensification de la vie contractuelle : cas de dénonciation ou d'adaptation des conventions* (p. 1908) ; Art. 5 : *Problème des avantages individuels résultant des accords ou conventions collectives* (p. 1920) ;

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel ; du projet de loi relatif à l'apprentissage ; du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles ; du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente : *Problème de l'apprentissage ; rôle des Chambres de métiers en cette matière ; possibilité d'associer les Chambres de métiers à l'élaboration des décrets d'application ; rôle de ces Chambres en matière de réglementation et de surveillance de l'apprentissage* [7 juin 1971] (p. 2428) ; *situation des maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation ; exemple de celle de Thônes* (p. 2429) ; PROJET DE LOI SUR L'APPRENTISSAGE, Art. 1er : *Rôle de l'apprentissage* [8 juin 1971] (p. 2501) ; Art. 4 : *Problème des maisons d'orientation et d'éducation* (p. 2504) ; Art. 21 : *Son amendement tendant à substituer aux dernières phrases de cet article une nouvelle phrase (prolongation de la durée du contrat)* (p. 2524) ; *retrait de son amendement* (p. 2524) ; Art. 22 : *Son amendement tendant après les mots : « est adressé » à rédiger ainsi la fin de la première phrase du premier alinéa de cet article : « pour enregistrement à l'administration ou à l'institution chargée de l'inspection de l'apprentissage dans le secteur d'activité auquel se rattache la formation prévue au contrat »* (p. 2524) ; *rôle des inspecteurs d'apprentissage ; enregistrement des contrats ; retrait de son amendement* (p. 2524) ; Art. 23 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 2525) ; *cas des apprentis formés chez leurs parents* (p. 2525) ; Art. 35 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article : « les articles 1er à 3, 5 et 7 à 18 du titre premier du Livre premier du Code du travail »* (p. 2531) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa de cet article : « les articles 36, 38 et 46 du titre IV du Code de l'artisanat »* (p. 2532) ; *base de l'organisation du fonctionnement de l'artisanat* (p. 2532) ; Après l'Art. 35 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (décret en Conseil d'Etat devant préciser les conditions d'application du titre IV du Code de l'artisanat)* (p. 2533) ; *rôle des Chambres de métiers* (p. 2533) ; Art. 38 : *Son amendement tendant dans la première phrase de cet article après les mots : « Code du travail » à insérer les mots : « le Code de l'artisanat »* (p. 2535) ; en deuxième lecture, Art. 23 : *Distinction entre le paiement du salaire à l'apprenti qui travaille chez ses parents et le paiement à l'apprenti qui est employé à l'extérieur* [24 juin 1971] (p. 3392) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Problèmes de la montagne ; fonctions de la montagne* [16 juin 1971] (p. 3015) ; *conditions d'une politique de la montagne ; programme d'aménagement du territoire montagnard ; plan-neige* (p. 3016).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Labbé, Berthelot, Chazalon, Carpentier, Olivier Giscard d'Estaing relatives à l'abaissement de l'âge de la retraite : *Caractère facultatif de l'anticipation de retraite ; cas des anciens prisonniers de guerre ; économies réalisées sur les indemnités de chômage et sur les prestations du régime maladie par l'abaissement de l'âge de la retraite* [19 mai 1971] (p. 1989).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Revalorisation des pensions de guerre ; rapport constant ; attribution aux anciens militaires d'Afrique du Nord du titre de reconnaissance de la nation ; levée des forclusions ; prise en charge par le régime général de la sécurité sociale des ascendants pensionnés ; constitution d'une rente mutualiste ; carte du combattant* [22 octobre 1971] (p. 4818, 4819) ; *problème de la retraite à 60 ans* (p. 4820) ; Titre III : *Irrecevabilité de son amendement ; son vote sur ce budget* (p. 4831) ; CRÉDITS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Limites d'âge du corps des officiers de l'armée de l'Air ; mise en congé du personnel navigant ; problème des effectifs ; fabrication des matériels aériens* [2 novembre 1971[(p. 5165) ; SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Enfance inadaptée ; rôle de l'éducateur spécialisé*]4 novembre 1971] (p. 5320) ; *nombre de places disponibles dans les établissements spécialisés ; recrutement de personnels sociaux spécialisés* (p. 5321) ;

— du projet de loi relatif à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde : *Aménagement des structures de la montagne ; ses observations sur le reblochon* [18 novembre 1971 (p. 5935) : Après l'Art. 13 : *Son amendement tendant à une réglementation des boisements* (p. 5962) ; *retrait de son amendement* (p. 5962).

Pose à M. le Ministre de la Justice une question orale sans débat relative aux suites de l'amnistie pour les événements d'Algérie [19 novembre 1971[(p. 5989, 5990).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission de la protection et des échanges sur la proposition de loi de M. Pierre Lelong tendant à amender l'ordonnance du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole, Art. 13 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* [23 novembre 1971] (p. 6033) ;

— du projet de loi sur le travail temporaire, Art. 2 : *Son amendement tendant après les mots : « cette supension » à supprimer la fin du troisième alinéa (b) de cet article* [15 décembre 1971] (p. 6760) ; *cas où il peut être fait appel à du personnel temporaire ; droit de grève* (p. 6760).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au revenu agricole [17 décembre 1971] (p. 6921, 6922).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant statut général des militaires ; *Ses observations sur l'article 34 de la Constitution ; revalorisation de la condition militaire en France ; définition de la collectivité militaire* [2 mai 1972] (p. 1249, 1250) ; *exercice des droits et libertés publiques ; rapprochement du statut des militaires de carrière avec celui des fonctionnaires de l'Etat* (p. 1250) ; *classement hiérarchique ; aide de l'Etat en faveur des veuves et orphelins des militaires décédés à l'occasion du service ; sanctions statutaires ; propriété du grade* (p. 1251) ; Art. 2 : *Ses observations sur les officiers et sous-officiers de réserve ; demande si les appelés du contingent peuvent être candidats au conseil supérieur de la fonction militaire* (p. 1256) ; Art. 3 : *Son amendement (statuts particuliers des militaires de carrière)* (p. 1259) ; *ses observations* (p. 1259) ; *importance de la loi pour protéger la fonction militaire* (p. 1262) ; *son amendement (consultation du conseil supérieur de la fonction militaire sur les projets de textes d'application de la présente loi)* (p. 1263) ; *son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa de cet article* (p. 1263) ; Art. 5 : *Le grade de sergent-major* [3 mai 1972] (p. 1273);

Art. 19 : *Problèmes de Sécurité sociale* (p. 1289) ; Après l'Art. 67 : *Son amendement : « les retraités militaires conservent les avantages sociaux acquis en activité »* (p. 1312) ; Art. 110 : *Ses amendements* (p. 1322) ; *statuts particuliers des corps de contrôle qui dépendent directement du Ministre* (p. 1322, 1323) ; *retrait de ses amendements* (p. 1323) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. L 663-7 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement (majoration du taux en raison du conjoint)* [17 mai 1972] (p. 1617) ; Art. L 663-9 du Code : *Retrait de l'amendement de M. Soisson* (p. 1619) ; Art. L 663-10 du Code : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Berger* (p. 1622) ; Art. 5 : *Son amendement (élections au suffrage direct des conseils d'administration des caisses professionnelles ou interprofessionnelles)* (p. 1628) ; *ses observations* (p. 1628, 1631) ; *retrait de son amendement et de celui de M. Soisson* (p. 1631) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, Art. 2 : *Son amendement (financement de l'aide)* [19 mai 1972] (p. 1744) ; *retrait de son amendement* (p. 1746) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales, Art. 1er : *Ses observations sur les actes de commerce* [19 mai 1972] (p. 1780) ; *ses observations sur le cinquième alinéa de l'article 98 du Règlement* (p. 1781) ; Après l'Art. 3 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Deprez* (p. 1785) ; Art. 4 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Deprez* (p. 1786) ; *retrait de celui-ci* (p. 1786) ; Art. 6 : *Ses observations sur cet article* (p. 1788) ;

— du projet de loi relatif aux pénalités applicables au droit du travail : *Problème de l'hygiène et de la sécurité dans les entreprises ; réduction des sanctions ; rôle de la sécurité ; statut des animateurs de sécurité professionnelle* [1er juin 1972] (p. 2099) ;

— du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, Après l'Art. 1167 du Code rural : *Retrait de l'amendement de M. Bertrand Denis* [28 juin 1972] (p. 2933) ; Art. 15 : *Retrait de l'amendement de M. Boisdé* (p. 2948) ; *ses observations sur le fait que l'indemnité versée ne sera pas soumise à l'impôt sur le revenu des personnes physiques* (p. 2948, 2949) ; *retrait de l'amendement de M. Boisdé* (p. 2950).

Pose à M. le Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre une question orale avec débat relative aux anciens combattants [30 juin 1972] (p. 3058) ; *prise en charge par le régime général de la sécurité sociale des ascendants pensionnés ; problème des forclusions ; égalité de retraite du combattant ; âge de la retraite pour les anciens prisonniers de guerre ; situation des anciens d'Afrique du Nord* (p. 3061 à 3063).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile, Art. 1er *bis* : *Organisation de la profession de démarcheur ; ses observations contre l'amendement de suppression de la commission afin de moraliser la profession de démarcheur à domicile* [18 octobre 1972] (p. 4217) ; Art. 8 : *Ses observations contre l'amendement de M. Bousseau tendant à exclure du champ d'application de la loi le démarchage pour la vente d'appareils de haute technicité d'une valeur unitaire élevée exigeant une installation préalable ou un apprentissage gratuit d'utilisation* (p. 4224) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Bilan positif ; mise à parité des déportés politiques et des internés résistants ; retraite du combattant ; amélioration des conditions d'ouverture du droit à pension des anciens prisonniers de guerre ; sa satisfaction des mesures annoncées ; internés résistants et politiques ; application de l'article 195 b du Code général des impôts aux parents d'enfants morts pour la France ; abrogation des forclusions ; sort des veuves et des ascendants et des orphelins ; revalorisation insuffisante de la retraite des combattants de 1939-1945* [2 novembre 1972] (p. 4551, 4552) ; *reconnaissance de la qualité de combattant aux anciens d'Algérie ; proposition de loi de M. Boyer pour la constitution d'une commission à ce sujet ; octroi de la retraite à 60 ans aux anciens prisonniers de guerre ; sa proposition de loi à ce sujet* (p. 4551, 4552, 4553) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Se réjouit des mesures nouvelles en faveur des rapatriés mais regrette le retard dans la liquidation des dossiers ; rôle de l'agent de police municipale qui devrait bénéficier des mêmes droits que le gardien de la paix ; statut des*

personnels de la police municipale [7 novembre 1972] (p. 4781, 4782) ; DÉPENSES MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Section « Air » ; personnels et crédits d'investissement de l'armée de l'Air ; choix du futur avion de combat ; sa demande que la Commission de la défense nationale soit informée des projets du Gouvernement avant toute décision définitive concernant le plan à long terme « air »* [8 novembre 1972] (p. 4847) ; *octroi de la pension au taux du grade aux veuves de militaires de carrière titulaires d'une pension mixte ; pensions d'invalidité au taux du grade ; sa demande que soit accordée la pension au taux du grade à toutes les catégories ; article 10 de la loi portant statut général des militaires ; indemnité familiale d'expatriation en Allemagne* (p. 4862) ; *proposition de loi de M. Voilquin à ce sujet* (p. 4863) ; *sa demande d'une note d'information à tous les échelons de la hiérarchie sur le problème de l'indemnité familiale d'expatriation en Allemagne* (p. 4863) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Politique de la montagne ; lait ; emmenthal* [14 novembre 1972] (p. 5160) ; *mesures spécifiques nécessaires : prime à la vache, aide au ramassage du lait, primes de transport pour les fourrages en hiver, développement prioritaire de plans de rationalisation bovine, conventions d'équilibre lait-viande ; loi sur les associations foncières pastorales ; aide à la constitution de groupements pastoraux ; enseignement agricole privé ; son soutien à l'amendement de M. Pierre Dumas demandant que le Gouvernement présente au Parlement avant le 15 octobre 1973 un projet de loi modifiant l'article 5 de la loi du 6 août 1963 relative au financement des centres régionaux de propriété forestière ; prime à la vache tondeuse ; aide à la mécanisation en montagne ; absence de la Haute-Savoie sur la liste des départements bénéficiant d'une prime d'installation en faveur des jeunes agriculteurs ; sa demande d'association au groupe de travail sur les problèmes de la montagne de parlementaires du groupe « Montagne » présidé par M. Dijoud* (p. 5161) ; TOURISME : *Son intervention au nom de M. Feït sur le tourisme en milieu rural qui apparaît comme un facteur de transformation et d'élévation du milieu local* [17 novembre 1972] (p. 5361) ; *son désir que la part prise par les collectivités ou les entreprises locales dans les investissements soit aussi grande que possible ; valorisation des ressources touristiques des communes rurales : participation du plus grand nombre possible d'habitants* (p. 5362) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission spéciale sur la proposition de loi de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale, Art. 1er : Son rappel au Règlement *concernant les conditions dans lesquelles se déroule ce débat* [14 décembre 1972] (p. 6193);

— en troisième lecture, du projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel à la Société nationale industrielle aérospatiale et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation, en qualité de *Rapporteur suppléant : Ses observations sur le fait que la Commission mixte paritaire n'a pu parvenir à un accord* [20 décembre 1972] (p. 6383) ; En quatrième et dernière lecture : *Ses observations sur les amendements déposés par le Sénat et qui n'ont pu être discutés en raison du vote de la question préalable* [20 décembre 1972] (p. 6404).

BROGLIE (Jean de)

Député de l'Eure
(1re circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [4 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789.

Est élu :

— Vice-Président de cette Commission [3 avril 1969] (p. 851) ;

— Président de cette Commission [16 septembre 1969] (p. 2281), [3 avril 1970] (p. 786), [6 avril 1971] (p. 923), [5 avril 1972] (p. 804) ;

— représentant de la France au Parlement européen [16 octobre 1968] (p. 3338), [14 octobre 1970] (p. 4271).

Est nommé représentant à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [5 octobre 1972] (p. 3945).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à garantir un premier emploi aux jeunes, n° **89** [19 juillet 1968].

Son avis présenté au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341), Tome III. — Coopération, n° **393** [23 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à réglementer la création des grandes unités de distribution, n° **649** [3 avril 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 631) autorisant la ratification de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, en date du 18 avril 1961, et la ratification de la Convention de Vienne, sur les relations consulaires, en date du 24 avril 1963, n° **808** [2 octobre 1969].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires étrangères, sur les possibilités de progression de la construction européenne, n° **865** [5 novembre 1969].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Union soviétique, du 11 au 15 mars 1970, n° **1110** [29 avril 1970].

Sa proposition de loi tendant à rendre obligatoire la gestion par un syndicat de communes de certains établissements scolaires, n° **1379** [8 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2034) autorisant l'approbation de la Convention de la conférence de La Haye de droit international privé sur la loi applicable en matière d'accidents de circulation routière, ouverte à la signature à La Haye le 4 mai 1971, signée par la France à cette même date, n° **2105** [7 décembre 1971].

Sa proposition de loi tendant à autoriser l'institution de régimes de capitalisation dans le cadre des régimes autonomes de retraite, n° **2274** [26 avril 1972].

Sa proposition de loi relative aux méthodes de gestion du régime maladie des personnes non salariées, n° **2277** [26 avril 1972].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 188-1 et 188-7 du Code rural, relatifs aux cumuls ou réunions d'exploitations agricoles, n° **2324** [18 mai 1972].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la Commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en République populaire de Chine et en République démocratique du Viêtnam, n° **2537** [30 juin 1972].

Sa proposition de loi créant une taxe communale d'extraction, n° **2563** [4 octobre 1972].

Sa proposition de loi tendant à organiser les conditions de l'abstention et les modalités de fonctionnement de l'article L 123 du Code électoral, n° **2573** [4 octobre 1972].

Sa proposition de loi tendant à la protection de l'enfance en danger, n° **2726** [6 décembre 1972].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Occupation militaire de la Tchécoslovaquie ; engagement des Etats-Unis en Asie ; politique de détente et de paix incarnée par la France ; hégémonie soviétique ; sécurité française ; leçon du drame tchèque ; négociation avec l'O.T.A.N. ; poursuite de la politique de bonnes relations avec l'U.R.S.S. ; politique de détente à l'intérieur des blocs ; l'Europe d'aujourd'hui : une Chambre de commerce ; ses observations sur la détente* [2 octobre 1968] (p. 2982, 2983).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Ses observations sur le fait que les étudiants sont devenus une catégorie sociale ; mutation culturelle ; importance de la connaissance des bases de la mathématique moderne ; principe de l'autonomie ; conclusions du colloque de Caen ; principe de la participation ; confiance à l'égard des étudiants ; université moderne ; sa foi en un enseignement coordonné avec les activités réelles et tourné vers les idéaux réels de notre temps ; liberté de discussion politique* [3 octobre 1968] (p. 3012 à 3014) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES ÉTRANGÈRES — II. — COOPÉRATION, en qualité de *Rapporteur pour avis : Nécessité de transporter, au niveau des réunions internationales, la*

préoccupation de coopération de la France ; organisation des marchés des produits de base ; application de préférences régionales ; renouvellement des accords de Yaoundé ; ses observations sur les dépenses de fonctionnement ; assistance technique ; rôle de l'O.R.S.T.O.M. ; personnel de l'assistance technique ; concours financiers ; crédits de fonctionnement du F.A.C. ; situation des instituts Pasteur d'Afrique ; budget d'investissement [29 octobre 1968] (p. 3697 à 3699).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Ses observations sur la participation ; réforme du Sénat ; bicamméralisme étant le principe fondamental du régime parlementaire ; rôle du Sénat ; Sénat de la IIIe République ; rôle législatif du Sénat ; composition et mode d'élection de la deuxième Assemblée ; absentéisme qui préside aux élections professionnelles ; réforme régionale ; son option pour une grande région ; présence dans l'assemblée régionale de parlementaires, membres de droit ; possibilité d'attribuer ce siège de droit au suppléant du député* [11 décembre 1968] (p. 5362 à 5364).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie, Art. 14 : *Son amendement tendant à ajouter, au début du dernier alinéa de cet article, les mots : « sauf mesure individuelle, prise par décret du Président de la République »* [26 juin 1969] (p. 1769) ; *amnistie des peines disciplinaires et professionnelles ; problème du manquement à la probité, aux bonnes mœurs ou à l'honneur* (p. 1769, 1770) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « à la probité »* (p. 1770) ; *question des faits constituant des infractions à la loi fiscale* (p. 1770) ; *son amendement tendant à compléter cet article par les mots : « commis depuis moins de dix ans »* (p. 1771) ; *retrait de son amendement* (p. 1771) ; *son amendement tendant :* I. — *A insérer au début du dernier alinéa de cet article les mots : « Sauf mesure individuelle, prise par décret du Président de la République » ;* II. — *A compléter comme suit cet article : « La demande d'amnistie peut être présentée par toute personne intéressée dans un délai d'un an à compter soit de la publication de la présente loi, soit de la condamnation définitive »* (p. 1779) ;

— des conclusions du rapport de la Commission spéciale sur la proposition de résolution tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale, Art. 86 du Règlement : *Son amendement tendant à supprimer le nouvel alinéa proposé pour cet article* [23 octobre 1969] (p. 2873) ; *conditions dans lesquelles les rapports doivent être déposés et discutés en commission* (p. 2873) ; Art. 134 du Règlement : *Son amendement tendant à compléter les modifications proposées pour cet article par de nouvelles dispositions : « la Conférence des Présidents peut également proposer d'inscrire des questions orales en complément de l'ordre du jour prioritaire, parmi les affaires prévues à l'article 47, dernier alinéa, selon la procédure de l'article 48 »* (p. 2878) ; *queslions orales ; problème de la présence des parlementaires aux débats sur les questions orales ; tâches des parlementaires français ; possibilité de consacrer éventuellement aux questions orales d'autres séances que celle qui leur est réservée chaque semaine ; ses observations sur l'article 48 de la Constitution* (p. 2878) ; *position du Conseil constitutionnel sur ce problème ; retrait de son amendement* (p. 2879) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION, en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant : Ses observations sur la coopération ; crédits de paiement ; nombre des coopérants : subventions du Fonds d'action culturelle ; office de la recherche scientifique et technique outre-mer ; problème du recrutement et du statut des coopérants ; choix d'une coopération, dite de qualité ; évolution de la coopération multilatérale ; signature de l'accord de Yaoundé ; aide internationale* [4 novembre 1969] (p. 3290, 3291) ; *ses observations sur la coopération ; ses observations sur les pays d'Afrique du Nord et le Moyen-Orient ; création d'une zone de paix sur le pourtour de la Méditerranée ; objectif de l'U.R.S.S. en Europe ; politique des Etats-Unis ; querelle entre la Chine et l'U.R.S.S. ; construction européenne ; achèvement du Marché commun ; règlement financier agricole ; question des surplus agricoles ; ressources du F.E.O.G.A. : approfondissement du Marché commun ; dossier britannique ; entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun ; monnaie européenne ; réunion de La Haye ; question de l'Europe politique ; ses observations sur l'Euratom ; politique de l'Europe ayant pour objet d'annuler les effets de la politique des blocs* (p. 3329 à 3331).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Ses observations sur la violence, la piraterie aérienne et les assassinats ; développement des appareils répressifs et du choix des solutions militaires ; situation au Brésil ; apartheid de l'Afrique du Sud ; ses observations sur la Grèce ; livraisons faite par le Pentagone au Gouvernement grec ; danger communiste en Grèce ; situation de la Tchécoslovaquie ; opposition entre le régime grec et la philosophie de la Communauté atlantique ; drame du Cambodge ; accords de Genève de 1954 ; ses observations sur les massacres organisés de la population vietnamienne ; rôle de notre mission militaire au Cambodge ; ses observation sur le discours de Phnom-Penh ; ses observations sur le Proche-Orient ; retrait des territoires occupés ; présence des forces des Nations unies* [28 avril 1970] (p. 1325 à 1327).

Prend part à la discussion des projets de loi : 1° autorisant l'approbation de la décision du Conseil des Communautés européennes du 21 avril 1970 relative au remplacement des contributions foncières des Etats membres par des ressources propres aux Communautés ; 2° autorisant la ratification du Traité portant modification de certaines dispositions budgétaires des Traités instituant les Communautés européennes et du Traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes, signé à Luxembourg le 22 avril 1970 : *Marché agricole commun ; ébauche d'une autonomie financière extra-nationale ; le droit commun des brevets et des sociétés est indispensable à une Europe industrielle ; demande s'il peut exister une autorité purement économique qui ne soit pas politique ; élargissement de la Communauté ; poids spécifique de l'Angleterre ; augmentation de la pression américaine et japonaise ; renforcement des institutions de la Communauté ; renforcement des méthodes de travail du Conseil des Ministres ; rôle de la Commission : possibilité de créer une commission de politique européenne composée d'anciens responsables de la politique nationale des Etats qui penserait et étudierait les données d'une politique étrangère commune ; caractère du vote sur les projets de loi en discussion* [23 juin 1970] (p. 2937, 2938) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention relative à l'Agence de coopération culturelle et technique, en date du 20 mars 1970 : *Ratification de l'accord de Niamey ; rôle que représenteront les ensembles linguistiques dans le monde de demain ; création d'un centre de concertation ; coopération bilatérale ; ses observations sur le fait que, dans quelques décennies, le monde ne connaîtra que trois ou quatre grandes civilisations* [23 juin 1970] (p. 2947, 2948) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Place de ce budget dans l'ensemble des dépenses de la nation ; rôle du Ministère des Affaires étrangères* [5 novembre 1970] (p. 5203) ; *complexité de nos rapports extérieurs ; ses observations sur Yalta ; affaire de Cuba ; contribution française à la cause de la paix ; conception française de l'indépendance et de la dignité des peuples ainsi que de la non-ingérence dans les affaires intérieures ; relations de la France avec l'Egypte ; action de la France aux Nations unies ; mission Jarring ; relations françaises avec le Maroc ; rapports franco-algériens ; ses observations sur l'affaire du Tchad ; problème de nos livraisons d'armes dans le monde* (p. 5204) ; *développement des rapports Est-Ouest ; politique de la détente ; ses observations sur l'Allemagne fédérale ; protocole d'accord franco-soviétique ; drame tchèque ; perspective d'un accord sur Berlin ; projet d'une conférence de sécurité européenne ; ratification des accords de Luxembourg ; problème de la Communauté européenne ; politique de l'énergie ; politique spatiale ; sa suggestion d'une nouvelle conférence des chefs d'Etat de la Communauté ; négociation avec l'Angleterre ; relations franco-anglaises* (p. 5205, 5206) ;

— sur la motion de censure : *Situation politique actuelle ; malaise et doute actuels* [20 avril 1971] (p. 1264) ; *finances de la France ; continuité de la politique sociale ; nécessité d'un gouvernement moderne ; problème de l'ordre public ; manifestations de violence ; grève dans les lycées ; exemple des manifestations à l'Ecole normale* (p. 1265) ; *nécessité de refuser la politique et la grève dans les établissements secondaires de l'Etat ; loi d'orientation ; nécessité pour l'Etat de renoncer au monopole de la distribution des diplômes ; création d'une nouvelle forme de prolétariat ; tâches d'un gouvernement moderne ; rapports entre la France et l'Algérie* (p. 1266) ; *politique française en Méditerranée ; situation des personnes âgées et des handicapés ; problème des bidonvilles ; retraite facultative ; calcul de la retraite sur les dix meilleures années de salaire ; loi foncière ; nécessité de garantir le premier lo-*

gement et le premier emploi (p. 1267) ; *emploi des jeunes* (p. 1268) ;

— du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes, Art. 1er : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* [2 juin 1971] (p. 2285) ; *rôle de la commission d'élus ; cas de communes qui peuvent assurer elles-mêmes leur développement ; obstacles à l'application du texte; retrait de son amendement* (p. 2285); Art. 2 : *Son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa (objectif des travaux de la commission)* (p. 2290) ; *indication de la finalité recherchée par le législateur ; retrait de son amendement* (p. 2290) ; *son amendement tendant après le sixième alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « des parlementaires du département »* (p. 2293) ; *introduction des parlementaires dans la commission d'élus* (p. 2293) ; Après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (emploi de secrétaire de mairie ; représentation des communes dans les syndicats à vocation multiple ; possibilité pour le conseiller général d'être membre de droit du syndicat regroupant les trois quarts des communes du canton qu'il représente)* (p. 2295) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2295, 2296) ; *retrait de son amendement* (p. 2296) ; Art. 7 : *Son amendement tendant : 1° à la fin du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « commune annexe » les mots « commune-associée » ; 2° en conséquence, à procéder à la même substitution dans les alinéas suivants* [3 juin 1971] (p. 2326).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Politique européenne* [9 juin 1971] (p. 2589) ; *entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun ; définition d'une organisation interétatique ; partage du monde entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. ; ses observations sur la Chine et le Japon ; lien entre la diminution des effectifs militaires et la diminution des tensions politiques* (p. 2590) ; *problème de Berlin ; traité germano-soviétique ; échanges économiques entre les deux Allemagnes ; ses observations sur le triple principe de la politique française : fidélité de la France à ses alliances, indépendance de ses choix, prise en compte de ce qui est ; finalité de l'action de la Communauté ; relations entre la France et l'Algérie* (p. 2591, 2592).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à diverses opérations de construction, Titre II : *Son amendement tendant, dans l'intitulé de ce titre, après le mot : « coopératives » à insérer le mot : « privées »* [11 juin 1971] (p. 2779) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Sa conviction que nous changeons d'époque ; effacement progressif du directoire des deux super-puissances ; tournant de la politique américaine* [3 novembre 1971] (p. 5228) ; *évolution de la politique soviétique ; ses observations sur le Moyen-Orient ; politique financière de la République fédérale allemande ; développement de nos rapports avec l'Europe de l'Est* (p. 5229) ; *sens de nos rapports avec l'Est ; conférence de sécurité en Europe ; rapports de la France avec la République démocratique allemande ; ses observations sur le tiers-monde* (p. 5230) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Prudence et réalisme du projet de loi* [25 avril 1972] (p. 1000) ; *dimension et contour de la région ; constitution d'un établissement public territorial ; consultation des conseils généraux intéressés ; conseil régional ; modification de la conception du suppléant du parlementaire* (p. 1001) ; *problème financier* (p. 1002) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à affirmer que le nouvel établissement public est une union de départements* [26 avril 1972] (p. 1072) ; *son amendement tendant à préciser que l'assemblée départementale peut émettre un vœu en vue de modifier les limites de la circonscription d'action régionale* (p. 1072, 1073) ; *ses observations sur son amendement ; limites de la région* (p. 1073, 1074) ; *ses amendements* [27 avril 1972] (p. 1099) ; *modification des régions ; retrait de son amendement* (p. 1101) ; Art. 4 : *Son amendement relatif au rôle des suppléants des députés et des sénateurs* (p. 1107) ; *problème de la participation de droit des parlementaires au conseil régional* (p. 1107, 1108, 1109) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. L 663-10 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement* [17 mai 1972] (p. 1626) ;

— du projet de loi relatif à la situation du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'Etats étrangers, Art. 1er : *Ses observations sur*

l'amendement de M. Rocard [8 juin 1972] (p. 2328) ; Art. 2 : *Ses observations sur cet article* (p. 2329) ; Art. 6 : *Cas des coopérants qui reviennent de leur mission* (p. 2337) ; Art. 7 : *Ses observations sur les paroles de M. Bourges* (p. 2338).

Prend part au débat sur la question orale de M. Cousté relative aux entretiens de Moscou ; *L'attitude des grands à l'égard du conflit du Viêtnam* [9 juin 1972] (p. 2397) ; *commencement de l'ère des satellites ; limitation de certains types d'armements ; nécessité pour les Etats européens de l'Est d'affirmer leur personnalité ; réunion de la Conférence de sécurité et de coopération* (p. 2398).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Crime qui a coûté la vie à notre consul à Saragosse ; fin tragique de M. Susini à Hanoï ; commencement de l'ère des satellites ; voyage à Moscou et Pékin du président Nixon ; Viêtnam ; conférence au sommet des Etats de la Communauté économique ; union monétaire ; nécessité de réaffirmer avec force la continuité de notre politique à l'égard de l'Algérie, du monde arabe, en Extrême-Orient* [16 novembre 1972] (p. 5276) ; *politique européenne commune ; indépendance de l'Europe ; création d'une véritable fédération politique ; Allemagne de l'Est ; conférence de sécurité européenne ; séparation de la notion de reconnaissance d'un Etat de l'échange de représentations commerciales officielles* (p. 5277).

BRUGEROLLE (André)

Député de la Charente-Maritime
(3e circonscription)
P.D.M.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe Progrès et Démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

BRUGNON (Maurice)

Député de l'Aisne
(3e circonscription)
F.G.D.S., puis S.

SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2192).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocratique et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1971] (p. 832, 834).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 1204) ; 2° le projet de loi relatif au bail rural à long terme (n° 1205) ; 3° le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) (n° 1206) ; 4° le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 1207) [10 juin 1970] (p. 2476).

Dépôts :

Sa proposition de résolution instituant une commission d'enquête parlementaire sur le fonctionnement des sociétés d'économie mixte chargées de l'aménagement et de la gestion du marché d'intérêt national de Paris-La Villette et du marché d'intérêt national de Paris-Rungis, **n° 985** [17 décembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à modifier les conditions d'attribution de la pension de réversion de veuve d'assuré social, **n° 1169** [27 mai 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 18 du Code des pensions civiles et militaires de retraite afin de majorer les pensions de ceux qui ont élevé un enfant infirme, n° 2263 [26 avril 1972].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'Education nationale : *Ecole maternelle ; déséquilibre des effectifs entre le monde rural et le monde urbain ; problème des transports scolaires ; rôle des écoles normales ; problème des crédits ; second degré* [25 juillet 1968] (p. 2572, 2573) ; *ses observations sur la période d'orientation* (p. 2573, 2574).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative à la situation des producteurs de lait [25 octobre 1968] (p. 3603, 3604).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Augmentation du nombre des postes d'écoles maternelles ; implantation d'écoles maternelles dans les zones rurales ; allégement des effectifs ; âge d'admission ; enseignement des mathématiques modernes ; éducation préscolaire ; pénurie de femmes de service ; importance du dépistage ; service de santé devant être rattaché au Ministère ; attribution de bourses ; nécessité de doter les établissements d'un matériel d'enseignement important ; transports scolaires ; surveillance des enfants ; rénovation pédagogique ; rôle de l'école normale ; formation des maîtres ; éducation permanente* [28 octobre 1968] (p. 3632, 3633) ; INDUSTRIE : *ses observations sur les accords Fiat-Citroën ; cas de nos usines de déshydratation de la luzerne ; problème de l'application de prix artificiels et des clauses de garantie qui impliquent le contrôle des produits provenant de pays hors Communauté ; industrie de l'équipement ménager en Italie ; licenciements d'ouvriers ; crise de l'emploi ; projet de création d'un institut national d'investissement* [5 novembre 1968] (p. 3919, 3920) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Absence de politique cohérente de la part du Gouvernement ; situation actuelle de l'agriculture ; ses observations sur les céréales, la viande et le lait ; conséquence du système des prix adopté à Bruxelles ; cas des planteurs de betteraves ; problème des calamités agricoles ; B.A.P.S.A. ; prêts du F.D.E.S. ; pouvoir d'achat du petit et moyen exploitant ; impératifs européens ; problème de formation, d'éducation et d'enseignement du monde agricole ; rôle de la mutualité et de la coopération* [15 novembre 1968] (p. 4509 à 4511) ; ECONOMIE ET FINANCES — I. — CHARGES COMMUNES : *Cas des retraités ; ses observations sur l'article 2 de la loi du 26 décembre 1964 ; pension de réversion au profit des veuves ; cas des fonctionnaires des collectivités territoriales, notamment d'Afrique du Nord ou d'outre-mer ; situation des titulaires de la médaille des évadés ; nécessité de rendre identiques les dispositions relatives aux campagnes de guerre ; cas des veuves de fonctionnaires ou de militaires tués pendant la guerre de 1914-1918 ; intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement ; problème de la réversion de la pension de la femme fonctionnaire au profit de son mari devenu veuf ; cas des cheminots retraités ; cas des rentiers viagers* [18 novembre 1968] (p. 4639, 4640) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Godefroy et plusieurs de ses collègues relative à l'institution du paiement du lait en fonction de sa composition et de sa qualité bactériologique : *Réduction des excédents de produits laitiers ; modernisation des exploitations, caractère de la proposition de loi ; son hostilité à toute taxe parafiscale* [10 décembre 1968] (p. 5263, 5264) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole : *Situation des petites exploitations ; problème des preneurs au regard de l'indemnité viagère de départ ; dispositions relatives au cumul ; distribution de denrées à titre gratuit à certaines catégories sociales ou à prix réduit à des collectivités* [10 décembre 1968] (p. 5275) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire relatives au projet de loi modifiant certaines dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole : Ses explications de vote : *Défense des petites exploitations familiales* [17 décembre 1968] (p. 5570).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale avec débat relative au financement privé des autoroutes

[3 octobre 1969] (p. 2483) ; *Retard de la France par rapport aux autres pays d'Europe ; insuffisance d'entretien de nos routes (étroitesse des voies, croisements dangereux, difficulté du ramassage scolaire) ; rentabilité des investissements routiers ; inconvénient des péages (double imposition des usagers français : carburants, vignette) ; affectation du produit de la taxe spéciale à la construction des routes ; augmentation de la taxation des carburants ; complexité de l'actuel système de financement ; problème des acquisitions foncières indispensables à la réalisation des autoroutes ; importance de la circulation dans l'aménagement du territoire* (p. 2484, 2485).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Ansquer, Tissandier et Arthur Moulin relatives à l'indemnité viagère de départ : *Simplification nécessaire des textes applicables en matière d'I.V.D. ; restructuration des exploitations ; suppression des entraves à l'attribution de l'I.V.D. ; unification de son taux* [10 octobre 1969] (p. 2627, 2628).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique et des Réformes administratives, une question orale sans débat relative à l'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue pour pension [17 octobre 1969] (p. 2746, 2747, 2748).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Art. 19 : *Situation des agents français ayant servi dans les pays de protectorat et dans les pays ou territoires attachés à la France avant leur accession à l'indépendance ; assimilation de leurs pensions de retraite à celles des corps français ; problème de la suppression de l'abattement du sixième* [30 octobre 1969] (p. 3071, 3072) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur les dépassements des temps de parole par les orateurs* [18 novembre 1969] (p. 3921) ; *revenu agricole ; crédits affectés aux opérations de rénovation rurale ; création d'un fonds de rénovation rurale ; prix agricoles ; endettement de l'agriculture ; réforme des structures ; indemnité viagère de départ ; région de Picardie ; enseignement agricole ; formation professionnelle ; construction du lycée agricole de Crézancy et du collège agricole de Vervins ; centre de formation professionnelle de Cornil ; expériences de l'Institut national de la recherche agronomique ; crédits de fonctionnement destinés à la recherche ; plan Vedel ; problème de la petite exploitation familiale ; aide aux producteurs ; besoins en équipements ; amélioration de la productivité des régions agricoles valables ; relance de l'Europe* (p. 3923 à 3925) ; *ses observations sur l'Institut national de la recherche agronomique* [19 novembre 1969] (p. 4018) ; Titre VI : Ses explications de vote : *Situation de la paysannerie ; couverture des calamités agricoles ; politique d'encadrement du crédit ; son vote* (p. 4028) ; TAXES PARAFISCALES : *Ses observations sur les produits avicoles ; objet de la taxe parafiscale ; harmonisation entre les six pays du Marché commun* [22 novembre 1969] (p. 4259) ; ECONOMIE ET FINANCES. — CHARGES COMMUNES : *Réforme des catégories C et D ; intégration de l'indemnité de résidence ; problème des bénéficiaires des pensions garanties au titre des caisses d'Algérie, de Tunisie, du Maroc et d'outre-mer ; problèmes de la retraite ; réversion de la pension de la femme fonctionnaire sur son mari survivant ; réforme de la fiscalité ; application de la loi de 40 heures ; réglementation des retraites proportionnelles ; diminution du pouvoir d'achat des retraités ; problèmes du troisième âge* (p. 4311) ;

— du projet de loi relatif à la protection des obtentions végétales : Art. 2 : *Composition du comité de protection des obtentions* [4 décembre 1969] (p. 4645) ; Ses explications de vote : *Application de la convention internationale ; nécessité de constituer des collections en terrain neutre* (p. 4656).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Cointat, Fouchier, Arthur Moulin, Vedrines, Boscary-Monsservin et Alduy relatives aux problèmes agricoles : *Amélioration de la productivité ; problème des régions très spécialisées (Thiérache) ; constitution d'une commission d'enquête sur le problème du marché de La Villette ; dégradation du marché de la pomme* [17 avril 1970] (p. 1163).

Prend part à la discussion du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance : Son rappel au Règlement : *Ses observations sur le déroulement de la discussion* [29 avril 1970] (p. 1422).

Son rappel au Règlement : *Dépôt du rapport relatif à sa proposition de résolution*

tendant à instituer une commission d'enquête parlementaire sur le fonctionnement des sociétés d'économie mixte chargées de l'aménagement et de la gestion des marchés d'intérêt national de Paris, La Villette et de Paris-Rungis [6 mai 1970] (p. 1544).

Prend part au débat :

— sur les questions orales de MM. Deniau, Chazelle, Ausquer, Fouchier, Olivier Giscard d'Estaing et Nilès, relatives à la situation des handicapés physiques : *Souci de désenclaver l'enfance inadaptée ; rapport Bloch-Lainé ; dépistage systématique des inadaptés scolaires ; problème de l'école maternelle* [6 mai 1970] (p. 1564) ;

— sur les questions orales de MM. Krieg, Chazelle, Commenay et Zimmermann relatives à la réforme judiciaire, en qualité de suppléant de M. Chazelle : *Problème de la carte judiciaire ; nécessité de conserver une certaine autonomie aux tribunaux d'instance ; problème du rachat des études d'avoués* [15 mai 1970] (p. 1756) ; *création d'un fonds d'indemnisation* (p. 1763).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens : *Ses observations sur les nouveaux moyens de violation de la vie privée ; moyens de protection contre les techniques d'enregistrement ; protection contre le viol de l'intimité de la vie privée ; la généralisation de la sécurité sociale pose des problèmes qui touchent à la vie privée ; conséquence des enquêtes et des sondages ; conséquence des questionnaires relatifs aux prêts et à l'embauchage ; nécessité d'éviter la censure et l'autocensure ; interdiction des écoutes téléphoniques* [27 mai 1970] (p. 2001) ; Art. 138 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à compléter le douzième alinéa* (11°) *du texte proposé pour cet article par les mots : « et de la gravité de l'inculpation »* (p. 2010) ; *fixation du montant de la caution* (p. 2010) ; Art. 141 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa du texte proposé pour cet article (notification faite par le juge d'instruction des motifs en raison desquels il estime devoir imposer à l'inculpé une ou plusieurs des obligations énumérées à l'article 138)* (p. 2013) ; *son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'amendement de M. de Grailly par les dispositions suivantes : « L'inculpé peut alors présenter sur l'ordonnance et sur ses motifs toutes observations qu'il juge utiles. Mention de l'ordonnance, de ses motifs et des observations de l'inculpé est portée au procès-verbal »* (p. 2013) ; *observations présentées par l'inculpé au juge d'instruction* (p. 2013) ; Art. 16 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 : *Son amendement tendant à substituer au texte proposé pour cet article la disposition suivante : « l'article 16 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 est abrogé »* [28 mai 1970] (p. 2051) ; Art. 48 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 : *Son amendement tendant à substituer au texte proposé pour cet article les dispositions suivantes : « l'article 48 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 est abrogé »* (p. 2066) ; *suppression des délais exceptionnels dans la procédure préalable à l'instruction de la Cour de sûreté de l'Etat* (p. 2066) ; Art. 368 du Code pénal : *Nécessité d'associer l'idée de profit à l'atteinte portée à l'intimité de la vie privée ; retrait du sous-amendement de M. Chazelle* (p. 2073) ; *répression du fait d'écouter, d'intercepter ou d'enregistrer des conversations téléphoniques sans le consentement de leurs auteurs* (p. 2073) ; Art. 369 du Code pénal : *Association du fait de porter atteinte à l'intimité de la vie privée et de la volonté d'en tirer un profit matériel ; protection du droit à l'information ; retrait de l'amendement de M. Chazelle* (p. 2077) ; Art. 370 du Code pénal : *Définition de l'expression « montage punissable »* (p. 2077) ; *retrait de l'amendement de M. Chazelle* (p. 2077) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Politique de l'aménagement du territoire , absence de véritable perspective en matière agricole ; ses observations sur les perspectives de consommation alimentaire ; recherche scientifique ; recherches sur la sélection des bovins ; problème des structures* [17 juin 1970] (p. 2785, 2786) ;

— des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux groupements fonciers agricoles : BAIL RURAL A LONG TERME, Art. 870-29 du Code rural : *Application des articles 847 à 850 aux baux à long terme ; retrait de l'amendement de M. Lavielle* [26 juin 1970]

(p. 3208, 3209) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur le report du projet de l'indemnité viagère de départ ; faire bénéficier rétroactivement de l'I.V.D. ceux qui ne l'ont pas reçue ; idée de l'unicité du taux de l'I.V.D. ; ses observations sur le projet de loi sur l'assurance accident des salariés agricoles* [11 décembre 1966] (p. 6476) ; *Importance de l'I.V.D. accordée aux fermiers ; indemnité complémentaire de restructuration* (p. 6477) ; GROUPEMENTS FONCIERS AGRICOLES, en deuxième lecture : *Ses explications de vote ; Vote du groupe socialiste* [11 décembre 1970] (p. 6521).

Son rappel au Règlement : *Discussion de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le marché de La Villette ; application de l'article 140 du Règlement* [2 octobre 1970] (p. 4048).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative aux abattoirs de La Villette : *Sévérité du rapport de la Cour des comptes sur la façon dont fut menée la modernisation des abattoirs de La Villette : sous-estimation du financement dès le départ ; nécessité d'une commission d'enquête ; transfert éventuel de l'abattoir à Rungis* [16 octobre 1970] (p. 4396, 4397) ; *situation actuelle de la S.E.M.V.I. ; nécessité de démentir les bruits relatifs à la démolition des abattoirs après les élections municipales* (p. 4398) ; *imprécision des réponses du Gouvernement* (p. 4399).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971 BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Problème de l'élaboration du statut des techniciens des télécommunications ; inclusion de la prime de technicité dans un indice de carrière continue ; conséquence de l'automatisation du téléphone ; conclusions de la commission Lecarpentier : concentration des ateliers de réparation des lignes ; régionalisation des programmes d'automatisation du téléphone ; problème des chèques postaux* [29 octobre 1970] (p. 4902) ; *ses observations sur Finextel ; augmentation des tarifs postaux ; désir du Ministre de privatiser le service public* (p. 4903) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Crédits de l'enseignement agricole ; ses observations sur les lycées agricoles de Crézancy et de Vervins ; prix du lait ; relance porcine ; problème du remembrement ; financement des installations de La Villette ; démantèlement de la recherche agronomique ; Institut national de la recherche agronomique ; nécessité d'éviter les pollutions ; coopératives d'utilisation des matériels agricoles* [6 novembre 1970] (p. 5287) ; *marché des œufs ; assurance obligatoire des salariés agricoles contre les accidents du travail ; commercialisation des produits agricoles ; part de la population active agricole dans la population active globale* (p. 5288) ; *insuffisance des crédits d'équipement* [7 novembre 1970] (p. 5372) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — CRÉDITS CONCERNANT LA FONCTIONS PUBLIQUE : *Revendications des fonctionnaires ; problème des traitements et retraites des fonctionnaires ; crédits inscrits au budget pour les traitements , situation des catégories C et D ; problème du rattrapage entre les différents secteurs privés, nationalisés et publics ; injustice de la fiscalité pour les salariés* [13 novembre 1970] (p. 5490, 5491) ; ECONOMIE ET FINANCES. — I. — CHARGES COMMUNES : *Indemnisation des rapatriés ; problèmes du troisième âge ; situation des rentiers et des retraités ; problème des enfants recueillis qui ne donnent pas droit à majoration des pensions* [17 novembre 1970] (p. 5718) ; *exonération fiscale en cas de construction ou d'acquisition d'un logement de retraite ; ses observations sur la fonction publique ; signification de la division dans le budget des mesures acquises et des mesures nouvelles* (p. 5719).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux accidents du travail des salariés agricoles [27 novembre 1970] (p. 6020, 6021).

Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme hospitalière, Art. 34 : *Son vote contre l'amendement de M. Peyret* [4 décembre 1970] (p. 6219) ; Art. 36 : *Ses observations sur lamendement de M. Daniel Benoist* (p. 6221) ; Art. 38 : *Possibilité pour l'Etat d'implanter un centre hospitalier régional dans le cadre d'un centre hospitalier universitaire* (p. 6224) ; Après l'Art. 53 : *Obligation faite au Gouvernement de déposer chaque année un rapport relatif à l'application de la présente loi* (p. 6230) ; Ses explications de vote : *Vote du groupe socialiste ; aspirations du monde médical* (p. 6230).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative aux pro-

blèmes agricoles [16 avril 1971] (p. 1186) ; *la colère du monde paysan ; l'insuffisance du remembrement ; amélioration des revenus de la paysannerie ; application du prix indicatif ; réforme des structures ; amélioration nécessaire du régime de l'indemnité viagère de départ ; aide à la recherche agronomique ; accroissement du volume des prêts bonifiés du crédit agricole* (p. 1195, 1196).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux abattoirs de La Villette [30 avril 1971] (p. 1586, 1587).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique une question orale avec débat relative aux revendications des fonctionnaires [30 avril 1971] (p. 1591) : *Unanimité des 7 fédérations de fonctionnaires pour refuser d'approuver les propositions gouvernementales ; raison de l'échec de la discussion ; retard du salaire des fonctionnaires sur les prix ; intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue ; minimum de salaire mensuel garanti à 1.000 francs ; conclusions de la commission Jouvin ; réversion de la pension de la femme sur le mari ; horaires de travail* (p. 1591, 1592, 1593).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Labbé, Berthelot, Chazalon, Carpentier, Olivier Giscard d'Estaing relatives à l'abaissement de l'âge de la retraite : *Caractère inévitable de cette mesure ; problème du troisième âge ; situation de l'emploi dans les secteurs secondaire et tertiaire, dans l'agriculture, pour la jeunesse ; cas des prisonniers de guerre ; calcul du montant de la retraite sur la base des dix meilleures années de travail ; pensions de réversion des veuves ; sort des rentiers viagers* [19 mai 1971] (p. 1993, 1994).

Pose à M. le Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de la Protection de la nature et de l'Environnement, une question orale avec débat relative à l'environnement [4 juin 1971] (p. 2390) ; *Pollution des aliments, de l'air et de l'eau ; causes de la pollution (industrie, circulation, chauffage urbain, agriculture, aviation, production d'énergie nucléaire)* (p. 2394, 2395).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Contexte européen ; aménagement du territoire ; crédits d'équipement pour les zones rurales ; politique agricole commune* [15 juin 1971] (p. 2940) ; *avenir de l'agriculture* (p. 2941) ;

— du projet de loi instituant l'aide judiciaire : *Protection des citoyens ; droit à la justice* [7 octobre 1971] (p. 4364) ; *aide judiciaire ; fonctionnement du service public de la justice ; risque de semi-fonctionnarisation de la profession d'avocat* (p. 4365).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux échanges agricoles dans le Marché commun [8 octobre 1971] (p. 4429, 4430).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur la production de maïs, de porcs et de viande bovine ; ses observations sur les directives de la commission européenne ; crédits destinés aux investissements productifs agricoles ; ses observations sur le B.A.P.S.A. ; aides financières économiques* [15 novembre 1971] (p. 5719) ; *différence entre les équipements de l'espace rural et les investissements productifs de l'agriculture ; problème du remembrement ; exemple du département de l'Aisne ; insuffisance des ressources affectées à la recherche scientifique et à la recherche agronomique* (p. 5720) ; Titre VI : *Son amendement tendant à réduire les crédits de paiement de ce titre de 3 millions de francs* [16 novembre 1971] (p. 5798) ; *Institut national de la recherche agronomique ; centre d'études et de recherche technologique pour les industries alimentaires et agricoles de Lille* (p. 5798) ; *retrait de son amendement* (p. 5798) ; ECONOMIE ET FINANCES. — CHARGES COMMUNES : *Intégration d'un point de l'indemnité de résidence dans le salaire servant au calcul de la retraite* [17 novembre 1971] (p. 5823) ; *réforme de la catégorie B ; contentieux de la fonction publique ; revalorisation de la pension de réversion* (p. 5824) ; COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 26 : *Information du Parlement ; augmentation de capital de la SEMARIS ; avance d'actionnaires à la S.E.M.V.I. ; marché d'intérêt national de Rungis ; ses observations sur la salle de vente de La Villette* (p. 5856).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Carpentier, Chazalon, Labbé, Paquet, Andrieux relatives aux problèmes de l'emploi : *Situation dans le département de*

l'Aisne et particulièrement la Thiérache ; disparité des salaires avec la région parisienne [3 décembre 1971] (p. 6414, 6415).

Prend part à la discussion de la proposition de loi tendant à modifier diverses dispositions du Code rural relatives aux baux ruraux : *Indemnité viagère de départ* [8 décembre 1971] (p. 6510).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au rapport sur l'affaire de La Villette [17 décembre 1971] (p. 6919, 6920).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au coût des travaux des collectivités locales [5 mai 1972] (p. 1400).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à amender l'ordonnance n° 67-813 du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole, Art. 11 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement (pourcentage de 12 %) ; son retrait* [25 mai 1972] (p. 1924) ; *son sous-amendement (activités des sociétés commerciales dans lesquelles les participations pourront être prises)* (p. 1924).

Ses observations sur la catastrophe de Vierzy [20 juin 1972] (p. 2654).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative aux problèmes agricoles [6 octobre 1972] (p. 3974) ; *Situation des marchés de la viande, du lait, de l'aviculture, des fruits et des céréales* (p. 3977) ; *décision prise à l'issue de la conférence entre le Gouvernement et les organisations agricoles ; conditions de la production laitière* (p. 3978) ; *abattoirs de La Villette* (p. 3978, 3987) ; *aménagement rural* (p. 3978, 3987).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, *Ligne Paris-Hirson* [3 novembre 1972] (p. 4668) ; TRANSPORTS — I. — SECTION COMMUNE — II. — TRANSPORTS TERRESTRES : *Drame du tunnel de Vierzy ;* AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Crédit agricole ; dépenses de soutien des marchés ; dépenses de fonctionnement du Ministère de l'Agriculture ; dépenses d'intervention ; sélection animale ; prophylaxie des maladies des animaux ; recherche agronomique* [15 novembre 1972] (p. 5130) ; *difficultés de la politique de l'élevage ; insuffisance des moyens de l'I.N.R.A. ; nouveau régime de l'imposition selon le bénéfice réel agricole ; n'est pas favorable à la relance de l'élevage ; F.A.S.A.-S.A. ; indemnité viagère de départ ; caractère résiduel des dépenses en capital ; équipements collectifs ruraux ; investissements productifs agricoles ; remembrement ; S.A.-F.E.R.* (p. 5131) ; *politique avantageant les gros agriculteurs ; coopératives ; ne votera pas ce budget* (p. 5132) ; Etat C - Titre VI : *Réduction des crédits de paiement de ce titre afin de supprimer la subvention inscrite au chapitre 66-40 qui est imputée au budget de l'institut national de la recherche agronomique et qui, en réalité, est versée au C.E.R.T.I.A. (Centre d'études et de recherches techniques des industries alimentaires) de Lille ; insuffisance des moyens de l'Institut national de la recherche agronomique* [15 novembre 1972] (p. 5238) ; *son regret que des crédits qui eussent dû normalement être dévolus à l'I.N.R.A. soient affectés à un service privé ; sa demande de scrutin public* (p. 5239) ; *Taxes parafiscales ; son interrogation au sujet du futur office de la viande et son financement par des taxes parafiscales* (p. 5462) ; ECONOMIE ET FINANCES — I. — CHARGES COMMUNES : *Problème des pensions de retraites ; demande l'égalité fiscale des salaires et des retraites* (p. 5486) ; *paiement mensuel des pensions ; intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement ; titulaires de pensions de garanties ; enseignants de l'Alliance israélite au Maroc* (p. 5487) ; *nocivité de l'article 2 du Code des pensions notamment pour les prisonniers de guerre ; nécessité d'un relèvement des taux de pension ; octroi de la pension d'invalidité au taux du grade pour tous les mutilés ; unification des allocations attribuées aux veuves de militaires ; diminution du nombre des personnes bénéficiant du Fonds national de solidarité ; attribution aux cheminots déportés politiques des bonifications accordées aux déportés politiques des autres services nationalisés ; veuves des cheminots morts pour la France* (p. 5487) ; *pensions garanties de ceux qui étaient à la retraite avant 1969 ; allocation de solidarité, critère pour les exonérations applicables à la contribution mobilière, à l'impôt foncier, à la redevance O.R.T.F. et à d'autres impôts* (p. 5488) ; COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 31 : *Manque d'information sur les comptes spéciaux du Trésor ; crédits des pays du tiers monde ; travaux d'adduction d'eau ; gestion des titres de sociétés d'économie mix-*

te de la S.E.M.M.A.R.I.S. et de la S.E.M.V.I. (société d'économie mixte de La Villette) ; demande quel a été le déficit d'exploitation total de la S.E.M.V.I. et comment ce déficit a été financé [18 novembre 1972] (p. 5498) ; Art. 32 : *Défend l'amendement de M. Boulay ; Fonds spécial d'investissement routier ; absence d'effort sérieux en faveur des voiries locales, tranches départementale et communale* (p. 5498, 5499).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'humanisation de certaines mesures pénales [1er décembre 1972] (p. 5815, 5816, 5817).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi tendant à simplifier et à compléter certaines dispositions, relatives à la procédure pénale, aux peines et à leur exécution, Art. 29 *ter* : *Ses observations sur les paroles de M. Pleven* [19 décembre 1972] (p. 6362).

BUFFET (Romain)
Député de Saône-et-Loire
(1re circonscription)
R.I.

En remplacement, le 13 août 1968, de M. Philippe Malaud, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* 14 août 1968] (p. 7918) [24 septembre 1968] (p. 2848).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [24 septembre 1968] (p. 2848).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [3 octobre 1968] (p. 3045), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à permettre aux anciens prisonniers de guerre de bénéficier d'une réduction d'âge, en vue de leur mise à la retraite anticipée avec jouissance immédiate de la pension, n° 1517 [10 décembre].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 3 : *Problème des vins d'origine contrôlée* [27 novembre 1968] (p. 4896).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale sans débat relative à la retraite des anciens prisonniers de guerre [27 novembre 1970] (p. 6022, 6023).

BUOT (Henri)
Député du Calvados
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe de l'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850) ;

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article L 266 du Code de la sécurité sociale, complété par l'article 9 de l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967, relatif aux prix de vente des médicaments [22 juillet 1968] (p. 2456).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : *Réorganisation administrative et financière de la sécurité sociale ; problème de l'équilibre financier ; gestion hospitalière ; répartition des investissements hospitaliers ; ses observations sur l'industrie pharmaceutique ; problème de l'assurance maladie ; nécessité d'une information plus grande auprès des assurés sociaux ; remboursement des charges indues ; taxe sur les primes d'assurance automobile ; création d'un budget annexe des prestations sociales ; con-*

séquences de l'alcoolisme [22 juillet 1968] (p. 2425, 2426) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 15 : *Droit de consommation sur les bières ; ses observations sur les eaux minérales et les eaux gazeuses ; lutte contre l'alcoolisme* [24 octobre 1968] (p. 3544) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES : *Pensions de retraite et d'invalidité ; insuffisance des ressources des personnes âgées, des handicapés et des invalides du travail ; demande : que le paiement des pensions de vieillesse ou des allocations spéciales soit mensuel, que l'allocation d'éducation spécialisée versée par les caisses d'allocations familiales soit distribuée au centre où l'enfant reçoit la rééducation, que les allocations familiales soient perçues par l'aide sociale se substituant aux familles, que le loyer mensuel maximum retenu pour ouvrir droit à l'allocation de logement soit relevé en raison des augmentations de loyer, la révision des conditions d'occupation des locaux en cas de décès, qu'il soit précisé qu'il ne peut être fait d'inscription hypothécaire en garantie des avances consenties par l'aide sociale, la suppression de l'obligation de soumettre à la commission d'aide sociale l'octroi d'une carte d'invalidité faisant l'objet d'une demande isolée, que l'allocation de logement puisse être, en cas de nécessité, versée à l'office d'H.L.M. constructeur et gestionnaire des H.L.M., la prise en charge par l'aide sociale des cotisations d'assurance volontaire. Rappelle le préjudice causé à certains départements du fait de leur classement en application du décret du 21 mai 1955 ; ses observations sur le B.A.P.S.O.C. ; lutte contre l'alcoolisme ; condition des économiquement faibles, des handicapés et des personnes âgées ; possibilité de distribuer aux catégories déshéritées les excédents agricoles* [6 novembre 1968] (p. 4011, 4012) ; POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Problèmes d'équipement en télécommunications pour la Basse-Normandie ; prévisions du V^e^ Plan ; extension des réseaux urbains ; taux d'automatisation ; construction à Caen d'un centre de commutation à quatre fils dans le cadre du V^e^ Plan ; possibilité de doter la Basse-Normandie de sa direction régionale dans l'hypothèse du maintien des 21 régions actuelles ; lancement d'un emprunt à l'étranger* [9 novembre 1968] (p. 4237, 4238) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative au placement des artistes du spectacle, Art. 4 : *Son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa de cet article, après les mots: « éditeur de musique » à insérer les mots : « fabricant d'instruments de musique, marchand de musique et instruments de musique, de disques, d'appareils de radio, de télévision et de sonorisation »* [18 décembre 1968] (p. 5652) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EDUCATION NATIONALE : *Exécution du V^e^ Plan dans la région de la Basse-Normandie ; équipement universitaire ; demande quel est le montant du coût des déprédations causées aux établissements d'enseignement du fait des événements de mai 1968* [13 novembre 1969] (p. 3628, 3629) ; *valeur des diplômes universitaires ; leur équivalence avec celle des diplômes délivrés par les universités étrangères ; nationalisation des établissements du second degré ; ses observations sur l'académie de Caen ; constructions universitaires de 1970 ; discriminations entre les E.N.S.I. ; ses observations sur les facultés de médecine et de pharmacie ; enseignement du certificat préparatoire aux études médicales ; constructions dans le primaire et dans le premier cycle du secondaire ; participation des communes aux frais de fonctionnement des établissements secondaires du premier cycle ; problème des bourses ; possibilité de diminuer le taux des bourses accordées aux étudiants internes ou résidant dans la ville siège de l'établissement* (p. 3629) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Reconduction des exonérations au titre des cotisations de l'A.M.E.X.A. ; assiette des cotisations sociales agricoles ; pensions d'invalidité ; possibilité que les ressources ne soient révisées qu'une fois l'an ; détermination du revenu cadastral ; disparités entre les départements d'une même région de programme ; distribution de beurre aux économiquement faibles* [19 novembre 1969] (p. 3962, 3963) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Conservation des monuments historiques de Basse-Normandie ; problème des crédits pour la direction de l'architecture* [20 novembre 1969] (p. 4064, 4065) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Après l'Art. 7 : *Taxe locale d'équipement* [26 novembre 1969] (p. 4370) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles ; *Paiement des prestations ;*

problème des cotisations ; lutte contre la fraude et les abus ; harmonisation des différents régimes sociaux des partenaires européens [2 décembre 1969] (p. 4503) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Réforme régionale ; amélioration de la répartition des charges ; harmonisation des régimes de retraite ; équilibre de la sécurité sociale ; lutte contre l'alcoolisme ; aide à la décentralisation industrielle ; égalité de traitement entre les fonctionnaires de l'Etat ; possibilité de réaliser des économies dans les dépenses de fonctionnement de l'Etat ; politique de l'épargne ; finalités du VI[e] Plan* [17 juin 1970] (p. 2780) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT : *Problème du relogement des gens qui vivent dans des baraquements mis en place après la guerre ; possibilité d'étudier un prototype de logement aux normes simplifiées dont l'habitabilité pourrait être améliorée au fur et à mesure de l'évolution du comportement de ses occupants* [5 novembre 1970] (p. 5161) ; EDUCATION NATIONALE : *Exécution du V[e] Plan ; problème de l'enseignement du premier degré ; taux de scolarisation en sixième* [14 novembre 1970] (p. 5574) ; *insuffisance des C.E.T. ; transports scolaires ; ses observations sur les bourses ; diminution des taux de bourses accordées aux étudiants internes ou résidant dans la ville siège de l'établissement ; insuffisance des surveillants d'externat ; politisation des élèves par certains professeurs du deuxième cycle ; classement en deuxième catégorie de l'école nationale supérieure de chimie et de l'école nationale supérieure d'électronique et d'électromécanique de l'université de Caen ; problème du financement de la construction de la faculté mixte de médecine et de pharmacie ; baisse du niveau scolaire* (p. 5575) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière : *Part du budget de l'assurance maladie consacrée aux soins hospitaliers publics ; ses observations sur les investissements publics et privés ; durée de l'hospitalisation; gestion du service public ; prix de journée dans les hôpitaux ; insuffisance des crédits nécessaires à la construction des lits supplémentaires ; situation des centres anticancéreux ; information des citoyens* [3 décembre 1970] (p. 6125, 6126) ;

— du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes, Art. 2 : *Ses observations sur le fait qu'un maire peut être en même temps député ou sénateur* [2 juin 1971] (p. 2293) ;

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, du projet de loi relatif à diverses opérations de construction et des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil : *Extension de l'allocation de logement ; création d'un fonds national d'aide ou logement ; utilisation du un pour cent ; création d'un nouveau type de logement locatif, intermédiaire entre les H.L.M. et les logements du secteur libre ; difficultés des sociétés d'économie mixte ; prêts du Crédit foncier ; réforme des offices d'H.L.M. ; attributions des sociétés coopératives d'H.L.M. ;* [10 juin 1971] (p. 2668) ; *crédits budgétaires ; rôle du préfet ; problème des habitations ne comportant pas de fondations ; pénurie de petits logements pour célibataires ; prix final du logement* (p. 2669) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Statut des assistantes sociales d'Etat* [4 novembre 1971] (p. 5319) ; *fonctionnement des écoles d'assistantes sociales ; médecine scolaire ; déficit de la branche maladie de la sécurité sociale ; situation d'une personne qui se fait immatriculer à la sécurité sociale à l'âge de 55 ans ; conséquences de l'alcoolisme ; crédits consacrés au secteur de la santé en Basse-Normandie* (p. 5320) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Ses observations sur la police ; insuffisance des effectifs ; rémunération des heures supplémentaires ; besoins en véhicules automobiles ; création d'emplois dans les préfectures ; statut des cadres de préfecture en particulier du cadre A* [10 novembre 1971] (p. 5631) ; *problème des personnels de préfecture* (p. 5637) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales : *Raisons du développement du travail clandestin ; problèmes de la concurrence rencontrée par l'artisanat ; durée du mandat des membres*

des Chambres de métiers [19 mai 1972] (p. 1777) ; Art. 1er : *Existence d'activités artisanales qui s'accompagnent d'actes de commerce* (p. 1781) ;

— du projet de loi complétant la loi n° 62-897 du 4 août 1962 relative aux réparations à accorder aux jeunes gens ou aux militaires de la disponibilité ou des réserves victimes d'accidents lors de leur participation à des séances d'instruction militaire : *Ses observations à propos de l'imprécision du texte ; problème de la définition du trajet* [12 octobre 1972] (p. 4104) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — III. — SANTÉ PUBLIQUE : *Retard dans l'exécution du VIe Plan en Basse-Normandie pour les hôpitaux non C.H.U., les hôpitaux psychiatriques, les crèches, les centres sociaux et les hospices ; création de postes hospitaliers et hospitalo-universitaires (grève des chefs de clinique) ; carrière des assistantes sociales d'Etat et des médecins salariés du secteur public ; visiteur médical ; accidents du travail ; plan de lutte contre l'alcoolisme* [3 novembre 1972] (p. 4648, 4649) ; EDUCATION NATIONALE : *Insuffisance des dotations pour les constructions scolaires du premier degré en Basse-Normandie ; problème de la non-révision des subventions forfaitaires ; transformation en stagiaires des instituteurs remplaçants* [10 novembre 1972] (p. 5021) ; *problème du secrétariat administratif dans les collèges d'enseignement secondaire et les collèges d'enseignement général ; insuffisance du nombre de nationalisation des C.E.S. et C.E.G. ; normes de décharge de classes pour les directeurs d'écoles ; prise en charge par les collectivités locales de 50 % des dépenses d'investissement et d'équipement des facultés de médecine et de pharmacie ; biologie ; organisation de l'enseignement supérieur dans la couronne du bassin parisien ; école nationale de chimie de la Basse-Normandie ; enseignement du français* (p. 5022).

BURON (Pierre)

Député de la Mayenne
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212). [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [25 juillet 1968] (p. 2618) ;

— membre du conseil d'administration du B.U.S. [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises [19 décembre 1968] (p. 5708) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux avantages sociaux des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés [18 décembre 1970] (p. 6707) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française [28 juin 1972] (p. 2979).

Dépôts :

Son rapport fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 1227) relative à l'application de la loi d'orientation universitaire du 12 novembre 1968 aux facultés privées, n° 1324 [26 juin 1970].

Sa proposition de loi étendant aux maires des communes organisateurs de transports scolaires les dispositions de la loi du 5 avril 1937 modifiant les règles de la preuve en ce qui concerne la responsabilité civile des instituteurs et le dernier alinéa de l'article 1384 du Code civil relatif à la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle des membres

de l'enseignement public, n° 2669 [22 novembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 2524) précisant le statut professionnel des voyageurs, représentants et placiers, n° 2731 [6 décembre 1972].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Gestion d'un collège d'enseignement secondaire ou d'un lycée ; problème de la jeunesse face à son avenir ; refonte des structures et des responsabilités ministérielles et académiques ; responsabilité du chef d'établissement ; gestion administrative de l'éducation nationale* [24 juillet 1968] (p. 2557, 2558).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur le scrutin relatif à la nomination de représentants de la France au Parlement européen* [16 octobre 1968] (p. 3337).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE — II. — INFORMATION ET O.R.T.F. : *Information sur le plan national ; l'information doit être le support du civisme : O.R.T.F. ; aspect régional de l'information ; rôle des stations régionales* [19 novembre 1968] (p. 4717, 4718) ;

— du projet de loi relatif à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle, Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (ouverture des stages d'adaptation ou de reconversion à des étudiants ou anciens étudiants titulaires de certificats ou de diplômes d'enseignement supérieur n'ayant pas encore pu obtenir un premier emploi)* [16 décembre 1968] (p. 5555) ; *retrait de son amendement* (p. 5555) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EDUCATION NATIONALE : *Ecoles normales ; rôle du chef d'établissement ; autonomie devant permettre à chaque université de délivrer ses propres diplômes ; organisation de l'enseignement supérieur* [12 novembre 1969] (p. 3604).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement : *Monopole du Ministère de l'Education nationale sur l'éducation de la nation; ses observations sur les systèmes d'enseignement parallèles ; loi sur la prolongation de la scolarité ; autonomie des universités ; problème de la sélection ; demande pourquoi on ne laisse pas à chaque établissement d'enseignement supérieur le soin de choisir lui-même son mode de recrutement ; problème de l'enseignement supérieur privé catholique ; question des bourses ; leur aspect social ; transformation en prêts d'honneur de toutes les bourses attribuées après l'âge de 16 ans, sauf les bourses de caractère social* [15 avril 1970] (p. 1068, 1069).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au service national : *Projet de loi répondant à l'intérêt de la défense nationale ; problème du service civique féminin* [9 juin 1970] (p. 2368, 2369);

— du projet de loi modifiant l'article 64 du Livre II du Code du travail et abrogeant les articles 64 *c* et 64 *d* du même Livre : *Statut des travailleurs étrangers en France ; problème des transferts de salaires* [16 décembre 1970] (p. 6557, 6558) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés : *Inadmissibilité du monopole du Ministère de l'Education nationale sur l'éducation de la nation ; Institut européen d'administration des affaires ; carte scolaire ; possibilité de donner plus d'autonomie à chacun des établissements privés d'enseignement ; possibilité de faire résoudre les problèmes de l'éducation de la nation par un comité interministériel où siégeraient des représentants du commerce et de l'industrie ; éducation permanente ; création d'un système de conventions entre le Ministère de l'Education nationale et tous ceux qui, dans le cadre de l'enseignement, veulent coopérer à l'œuvre d'éducation ; formation professionnelle* [27 avril 1971] (p. 1476, 1477) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à remplacer par de nouvelles dispositions l'alinéa 2 de l'article 4 de la loi du 31 décembre 1959 (application des règles générales et des programmes de l'enseignements public dans les établissements sous contrat d'association)* (p. 1484) ; *exemple des classes bilingues* (p. 1484) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Ils ne pourront, en aucun cas, conduire à l'affectation d'office d'un élève dans un éta-*

blissement ou une spécialisation » (p. 1487) ; *libre choix des familles ; retrait de son amendement* (p. 1487) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Aides à l'industrialisation ; différence de revenus entre les régions* [17 juin 1971] (p. 3065) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Art. 6 : *Ses observations sur les sociétés de courses* [21 octobre 1971] (p. 4745) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : EQUIPEMENT ET LOGEMENT : LOGEMENT ET URBANISME : *Dépôt d'une lettre rectificative augmentant les primes avec prêts du Crédit foncier* [29 octobre 1971] (p. 5100) ; EDUCATION NATIONALE : *Responsabilité des chefs d'établissements ; lourdeur des structures de l'éducation nationale ; ses observations sur les C.E.G. et les C.E.S. ; encadrement administratif des établissements d'enseignement technique ; exemple du lycée technique de Laval ; réforme du statut de la fonction enseignante et de la fonction publique* [9 novembre 1971 (p. 5569) ; *possibilité de faire de la fonction enseignante un cadre semi-libéral* (p. 5570) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de Mme Troisier, relative au service extérieur des pompes funèbres et aux chambres funéraires : *Ses observations sur le transport des corps dans les premières heures qui suivent le décès ; problème du transport du corps dans un cercueil plombé* [17 décembre 1971] (p. 6901) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, EDUCATION NATIONALE : *Envoi de missions d'informations parlementaires sur place ; instituteurs ; classes pratiques ; sa création d'une section d'une école d'industrie alimentaire ; autonomie et concurrence entre les universités ; ouverture de l'enseignement au monde économique* [10 novembre 1972] (p. 5003) ; *ses demandes de mission sur le problème des bourses, de transfert de l'attribution des bourses au Ministère des Affaires sociales, d'une commission parlementaire chargée d'étudier la condition réelle des enseignants* (p. 5004) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Valleix et plusieurs de ses collègues précisant le statut professionnel des voyageurs, représentants et placiers, en qualité de *Rapporteur : Définition de la représentation ; application du statut* [19 décembre 1972] (p. 6347, 6348).

BUSTIN (Georges)

Député du Nord
(18[e] circonscription)
C.

SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1970] (p. 746).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [16 octobre 1969] (p. 2718).

Sa proposition de loi tendant à remplacer dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951, les mots « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi » par les mots : « victimes de la déportation du travail » et à modifier, en conséquence, le Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, n° 791 [19 septembre 1969].

Sa proposition de loi tendant au renforcement des droits de la défense devant les tribunaux administratifs, n° 1119 [6 mai 1970].

Sa proposition de loi portant statut du sidérurgiste, n° 1302 [24 juin 1970].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie : *Raisons de la discussion actuelle de ce texte ; situation des personnes condamnées dans les départements et territoires d'outre-mer ; cas des anciens résistants* [23 juillet 1968] (p. 2474).

Ses observations sur l'ordre du jour : *Discussion de la proposition de loi du groupe communiste tendant à généraliser la quatrième semaine de congé payé et à accorder aux jeunes travailleurs une cinquième semaine de congé annuel* [9 octobre 1968] (p. 3167).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, JUSTICE : *Réforme de la justice et des professions judiciaires ; principe de la fusion des professions d'avocat et d'avoué ; réforme de la procédure pour l'extension du régime de la mise en état des causes ; mise en œuvre de la réforme de l'assistance judiciaire ; ses observations sur la population pénitentiaire ; revendications des personnels de l'administration pénitentiaire ; disparition de la détention préventive ; ses observations sur la relégation ; répression de l'émission de chèques sans provision ; législation sur les aliénés ; amnistie dans les départements et territoires d'outre-mer* [8 novembre 1968] (p. 4160, 4161) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Problème des personnels des préfectures ; nombre des créations de postes ; mise à la charge des budgets départementaux des personnels d'exécution des préfectures ; nécessité de mettre fin à la distinction faite en 1949 entre les fonctionnaires intégrés et les fonctionnaires non intégrés ; mécontentement manifesté par les personnels de police ; non-parution de la circulaire d'application concernant les nouvelles durées de carrière ; institution d'un comité national de gestion des œuvres sociales du personnel communal ; nécessité de renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers* [14 novembre 1968] (p. 4392, 4393) ;

— du projet de loi portant amnistie : *Amnistie des infractions tendant à entraver l'exercice de l'autorité de l'Etat et commises dans cinq départements ; conséquences des sanctions pénales, disciplinaires ou correctionnelles pour des faits survenus depuis les événements de mai 1968 ; cas des fonctionnaires ou agents de sociétés nationalisées qui se voient refuser leur réintégration dans leur ancien emploi ; situation des fonctionnaires exerçant outre-mer et qui ont été frappés en vertu de l'ordonnance du 15 octobre 1960 ; problème des anciens combattants de la guerre 1914-1918 ; réintégration des étudiants ou des élèves exclus uniquement de leur établissement d'origine ; cas des travailleurs immigrés qui ont été frappés de mesures d'expulsion ; cas de Roland Rutili en Meurthe-et-Moselle* [26 juin 1969] (p. 1755, 1756) ;

— du projet de loi portant modification de diverses dispositions du Code minier : *Problème des affaissements miniers ; conséquences du système du foudroyage ; ampleur des dégâts ; ses observations sur le fait que les houillères ne paient ni patente ni taxe sur les locaux professionnels ; cas de Fresnes-sur-Escaut ; limitation du pouvoir de l'administration en matière de police des mines ; désir des élus locaux que les plans d'exploitation soient mis à leur disposition et à celle des propriétaires de biens ; problème des fonds vendus ; question du rachat de fonds au siècle dernier par les compagnies minières à des prix ridicules ; survie des communes minières et de leur population ; situation des communes en cas de suppression de la redevance minière* [21 octobre 1969] (p. 2775, 2776) ; Art. additionnel : *Problème des affaissements miniers* (p. 2789) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, JUSTICE : *Crédits de fonctionnement ; fonctionnarisation des greffes ; nécessité de pourvoir les secrétariats-greffes d'un personnel qualifié ; mise en place de nouveaux tribunaux de grande instance de la région parisienne, particulièrement en ce qui concerne Créteil et Bobigny ; assistance judiciaire ; règles de la mise en état des causes ; possibilité d'un débat sur les principes qui seront à la base de la réforme de la procédure civile ; réforme des professions d'avocat et d'avoué ; indépendance de la future profession judiciaire unique ; principe de l'indemnisation du préjudice ; problème de l'intégration des conseils juridiques et des sociétés fiduciaires dans le cadre de la profession nouvelle ; nécessité que les syndicats professionnels et les associations d'usagers conservent le droit de donner des consultations juridiques à leurs membres ; projets de création de cours sociales ; juridiction prud'homale ; rétablissement du Conseil supérieur de la magistrature ; fonctions du juge ; projet de loi rela-*

*tif à la liberté provisoire ; vétusté des locaux ; revendications du personnel pénitentiaire ; application de la législation sociale en vigueur à ce personnel ; projet de loi sur la liberté provisoire ; indépendance des juridictions d'instruction ; nécessité de doter la France d'un système adapté de l'*habeas corpus [5 novembre 1969] (p. 3380 à 3382) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Ses observations sur le rapport de la commission de simplification de la taxe sur la valeur ajoutée ; exonération de la taxe sur la valeur ajoutée des travaux de construction entrepris par les collectivités locales ; indication de divers exemples précis* [26 novembre 1969] (p. 4362, 4363) ;

— du projet de loi relatif à l'autorité parentale et portant réforme de différentes dispositions du Code civil concernant le droit de la famille, Art. 372 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions (cas de désaccord persistant entre le père et la mère ; rôle du juge de tutelles)* [8 avril 1970] (p. 860) ; *ses observations sur son amendement* (p. 860) ; Art. 377-1 du Code civil : *Son amendement tendant dans la troisième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots « trois mois » les mots « six mois »* [9 avril 1970] (p. 894) ; *détermination du délai prévu pour la rétractation de la délégation de l'autorité parentale* (p. 894) ; *son amendement tendant dans la dernière phrase du 3e alinéa de cet article après les mots : « peut décider », à insérer les mots : « après une procédure contradictoire »* (p. 894) ; *ses observations sur son amendement* (p. 895) ; Art. 377-2 du Code civil : *Son amendement tendant, à la fin de cet article, à substituer au mot « irrévocable », le mot : « définitive »* (p. 895) ; Art. 5 : *Son amendement tendant, dans le premier et le troisième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « délai de trois mois » les mots : « délai de six mois »* [16 avril 1970] (p. 1095) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1096) ; *droit de jouissance légale* (p. 1096) ;

— du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré : *Relations entre l'alcoolémie et la fréquence des accidents ; caractère spécifique de tout nouveau délit frappant le délinquant routier ; établissement du taux de 0,80 gramme pour 1000 d'alcool pur dans le sang ; taux de 1,5 gramme pour 1000 ; suppression du caractère automatique de la sanction ; cas où la condamnation ne devrait pas être prononcée ; rôle du juge ; dépistage de l'état alcoolique ; prise de sang ; nécessité d'améliorer notre infrastructure routière* [16 avril 1970] (p. 1107, 1108) ; Art. 1er : *Son sous-amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Mazeaud, à substituer aux mots : « sera punie », les mots : « sera passible »* [21 avril 1970] (p. 1198) ; *Son sous-amendement tendant dans le premier alinéa du texte proposé par le même amendement, à supprimer les mots : « d'un emprisonnement de dix jours à un mois et » et par voie de conséquence les mots : « ou de l'une de ces deux peines seulement »* (p. 1198), [22 avril 1970] (p. 1214) ; *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Mazeaud, à substituer aux mots « sera punie », les mots : « sera passible »* (p. 1220) ;

— du projet de loi concernant la centralisation de la documentation relative à la circulation routière : *Classement des conducteurs ; prévention des accidents ; utilisation du fichier ; relation entre les infractions aux règlements et les accidents ; facteurs humains susceptibles de causer des accidents de la circulation ; effets psychologiques du classement ; arsenal de lois répressives dont dispose le Gouvernement ; fichier du conducteur constituant un second casier judiciaire ; objet du classement étant de fournir gratuitement aux compagnies d'assurances les moyens de procéder à l'augmentation du montant des primes ; ses observations sur le fait que la fréquence des infractions et celle des accidents ne sont pas automatiquement liées ; vote du groupe communiste* [23 avril 1970] (p. 1247, 1248) ;

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance, Art. 5 : *Ses observations sur l'article 393 du Code de procédure pénale ; définition des infractions ; flagrant délit ; son refus de voter cet article* [29 avril 1970] (p. 1428) ; Commission mixte paritaire : *Ses observations sur ce projet de loi attentatoire aux libertés publiques fondamentales ; responsabilité collective ; droit de manifestation ; mécontentement des couches victimes de la politique économique du Gouvernement ; ses observations sur la garde à vue ; condamnation éventuelle des dirigeants des grandes organisations syndicales ; responsabilité pécuniaire des participants à la manifestation ; ses ob-*

servations sur les dispositions relatives à la violation du domicile ; utilisation du flagrant délit ; son vote [4 juin 1970] (p. 2241, 2242).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Krieg, Chazelle, Commenay et Zimmermann relatives à la réforme judiciaire : *Inquiétudes soulevées par le projet de restructuration des professions judiciaires et juridiques ; insuffisance du nombre des magistrats et des crédits et moyens dont dispose la justice ; nécessité d'une profonde réforme de la procédure allant dans le sens de la simplification et de la diminution des frais ; critères d'intégration des conseils juridiques, réforme de l'assistance judiciaire* [15 mai 1970] (p. 1763).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la mise en fourrière et à la destruction de certains véhicules automobiles : *Ses observations sur le principe de base du projet de loi ; suppression du nouvel article L 25-1 qui permet aux fonctionnaires de police d'ouvrir ou de faire ouvrir les portières d'un véhicule ; raisons de cette demande* [21 mai 1970] (p. 1842) ; Art. L 25-1 du Code de la route : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1845) ; *ses observations sur le fait qu'il est anormal qu'un fonctionnaire de police puisse pénétrer dans un véhicule sans l'autorisation de son propriétaire* (p. 1845) ;

— du projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens, Art. 138 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour le neuvième alinéa (8°) de cet article par les dispositions suivantes : « ... lorsque l'infraction poursuivie est une infraction au Code de la route »* [27 mai 1970] (p. 2008) ; *retrait du permis de conduire* (p. 2008) ; *son amendement tendant à la suppression du douzième alinéa (11°) proposé pour cet article* (p. 2009) ; *contrôle judiciaire devant permettre la poursuite d'un travail salarié au bénéfice de la famille de l'inculpé ou des victimes ; problème du cautionnement* (p. 2009) ; Art. 139 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé pour cet article par les dispositions suivantes : « ... et qui doit être spécialement motivée »* (p. 2011) ; Après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Les articles 63 et 64 du Code de procédure pénale sont abrogés »* [28 mai 1970] (p. 2039) ; Art. 734-1 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots : « pour crimes ou délits de droit commun » à insérer les mots : « de même catégorie »* (p. 2081) ; Art. 737 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à la fin du texte proposé pour cet article à supprimer les mots : « et qu'il encourra les peines de la récidive dans les termes des articles 57 et 58 du Code pénal »* (p. 2082) ; Art. 741 du Code de procédure pénale : *Ses amendements tendant à compléter le premier et le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article par les mots : « avec la faculté d'être assisté d'un avocat »* (p. 2084) ; Art. 746 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du second alinéa du texte proposé pour cet article : « Elle s'étend aux peines accessoires et aux incapacités résultant de la condamnation, sauf décision contraire et expressément motivée du tribunal »* (p. 2087) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (rôle des commissaires du Gouvernement devant les tribunaux administratifs)* (p. 2096) ; *retrait de son amendement* (p. 2096) ;

— du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre, Art. additionnels : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (conclusion de conventions bilatérales ou multilatérales assurant la participation des Etats des pays d'immigration aux opérations de logements de leurs ressortissants qui travaillent en France)* [10 juin 1970] (p. 2471) ; Ses explications de vote : *Vote du groupe communiste ; refus de l'Assemblée de porter à 2 % la contribution des patrons employant de la main-d'œuvre étrangère* (p. 2473) ;

— du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre relative à l'organisation judiciaire : *Ses observations sur le manque de personnel ; principe de la collégialité ; rattachement des juges d'instance au tribunal de grande instance ; augmentation du nombre des affaires confiées à un juge unique ; ses observations sur la réforme de 1958 ; nomination du juge d'instance ; problème de l'indépendance des magistrats* [25 juin 1970] (p. 3047, 3048) ; *vote du groupe communiste* (p. 3054) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION IV. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Politique du Gouvernement envers les T.O.M. ; chômage de la population*

active aux Comores ; avenir de la Polynésie ; ses observations sur la Nouvelle-Calédonie ; ses observations sur les revendications d'autonomie [23 octobre 1970] (p. 4673) ; JUSTICE : *Nécessité de considérer la justice comme un véritable service public national ; conditions de travail des magistrats ; exemple du tribunal de grande instance de Bobigny ; nécessité d'augmenter le nombre des magistrats du siège ; fonctionnarisation des greffes ; renforcement des effectifs des secrétaires-greffiers ; mise en place de nouveaux tribunaux de grande instance de la région parisienne ; construction des tribunaux de Créteil, Corbeil-Essonnes, Bobigny et Nanterre ; problème de la vétusté des locaux ; conséquence de l'extension du système de la probation et de la semi-liberté ; assistance judiciaire ; ses observations sur la complication des procédures* [29 octobre 1970] (p. 4924) ; *réforme des professions judiciaires ; condition de l'existence d'une justice démocratique ; opposition du groupe communiste à ce que le service de la justice soit livré au monde des affaires ; problèmes des libertés et de la répression* (p. 4925) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT : *Problème des départements du Nord et du Pas-de-Calais ; entretien du capital immobilier ; importance du patrimoine des houillères* [5 novembre 1970] (p. 5146, 5147) ;

— du projet de loi relatif à la situation des fonctionnaires affectés aux tâches du traitement automatisé de l'information : *Importance du traitement de l'information ; situation administrative des agents ayant une tâche de traitement dans l'information ; respect du statut général de la fonction publique ; dérogations aux règles de concours ; nécessité d'un stage complémentaire des agents appelés à servir dans un centre de traitement automatisé de l'information ; création d'une commission des personnels de l'informatique ; problèmes du reclassement des personnels actuellement en fonction et soumis au statut de la mécanographie* [18 novembre 1970] (p. 5753) ; *situation dans le cadre de l'administration des postes et télécommunications ; niveau de recrutement des personnels des P.T.T. chargés de fonctions d'informatique* (p. 5754) ; Après l'Art. 1er : vote du groupe communiste ; (p. 5754) ; Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Mazeaud et les termes : « le cas échéant en surnombre »* (p. 5755) ; Après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables à l'administration des P.T.T. »* (p. 5755) ; *application dans le cadre des P.T.T. du principe de la bivalence des emplois administratifs et techniques* (p. 5755, 5756) ;

— du projet de loi relatif au reclassement de certains fonctionnaires de l'administration des postes et télécommunications : *Automatisation des services téléphoniques* [18 novembre 1970] (p. 5766); *ses conséquences; possibilité pour les employés touchés par l'automatisation de rester sur place ; problème des perspectives d'avancement ; ses observations sur les possibilités accordées à ces employés de revenir dans l'administration des P.T.T. ; réduction du temps de travail ; admission du principe du surnombre dans tous les services ; possibilité d'accorder une formation professionnelle aux téléphonistes qui doivent quitter leur service* (p. 5767) ;

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales, Art. 2 : *Uniformisation du régime de l'approbation tacite* [25 novembre 1970] (p. 5914) ; Art. 4 : *Maintien des adjoints après une nouvelle élection du maire* (p. 5916) ; Art. 5 : *Pouvoirs des conseils municipaux* (p. 5917) ; *contrôle des pouvoirs du maire par le conseil municipal* (p. 5918); Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5919) ; *contrôle du budget de la commune* (p. 5919) ; Après l'Art. 11 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'alinéa 2 de l'article 143 du Code de l'administration communale (conditions dans lesquelles le syndicat est étendu à d'autres communes)* (p. 5922) ; *son amendement tendant à insérer un article 143* bis *(objet des délibérations concordantes des conseils municipaux)* (p. 5923) ; *retrait de son amendement* (p. 5923) ; Art. 13 : *Ses observations sur l'amendement de M. Waldeck L'Huillier* (p. 5923) ; *retrait de cet amendement* (p. 5924) ; Après l'Art. 13 : *Vie du syndicat de communes* (p. 5924) ;

— du projet de loi relatif à certains personnels de l'aviation civile. Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* [28 avril 1971] (p. 1516) ; *droit de grève des ingénieurs des études et d'exploitation de l'aviation civile* (p. 1516) ; Ses explications de vote : *Interdiction du droit de grève pour certains personnels de l'aviation civile ; vote du groupe communiste* (p. 1517) ;

— du projet de loi sur les fusions et regroupements des communes, Art. 2 : *Modalités d'élection des maires* [2 juin 1971] (p. 2292) ; Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « le préfet » les mots : « la commission d'élus prévue à l'article 2 »* (p. 2296) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2296) ; *son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa de cet article* (p. 2298) ; *nécessité de ne pas imposer la fusion aux communes d'une manière autoritaire* (p. 2298) ; en deuxième lecture : *Rôle des élus dans la procédure de regroupement des communes ; coopération intercommunale ; problème des bureaux d'aide sociale* [23 juin 1971] (p. 3330) ; Art. 7 : *Son sous-amendement (création d'un bureau d'aide sociale* (p. 3338) ; Ses explications de vote : *Vote du groupe communiste* (p. 3341) ;

— du projet de loi relatif aux prises d'otages et aux enlèvements de mineurs : *Non-application de ce texte aux conflits sociaux ou universitaires ; conséquence de l'entrave à la liberté du travail* [23 juin 1971] (p. 3305) ; Ses explications de vote : *Vote du groupe communiste* (p. 3310) ;

— du projet de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association : *Objet du projet de loi* [23 juin 1971] (p. 3346) ; *rôle de la dissolution judiciaire ; ses observations sur la loi du 10 janvier 1936 ; pouvoirs du préfet ; mise à sac du boulevard Saint-Michel ces derniers jours ; situation des associations étrangères* (p. 3347, 3348) ;

— du projet de loi instituant l'aide judiciaire ; *Extension du champ d'application de l'aide judiciaire ; plafonds de ressources donnant droit au bénéfice de l'aide judiciaire ; référence au S.M.I.C. ; fonds d'aide judiciaire* [7 octobre 1971] (p. 4366) ; *institution d'un droit fixe perçu à l'occasion de toute instance civile ou commerciale ; situation des nationaux de pays étrangers ; composition des commissions d'aide judiciaire* (p. 4367) ; Après l'Art. 21 : *Son sous-amendement tendant à la fin du premier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. de Grailly, à substituer aux mots « des représentants des usagers » les mots « des élus locaux »* (p. 4390) ; *ses observations sur l'aide sociale ; présence du maire* (p. 4391) ; en deuxième lecture, Art. 6 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. de Grailly concernant l'aide judiciaire aux étrangers ayant leur résidence habituelle en France* [10 décembre 1971] (p. 6648).

Son rappel au Règlement : *Organisation des travaux de l'Assemblée Nationale* [12 octobre 1971] (p. 4455).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques ; Art. 20 : *Son amendement (enseignement professionnel par des centres de formation professionnelle organisés par l'Université avec la collaboration de la profession et des magistrats)* [13 octobre 1971] (p. 4511) ; Art. 30 : *Son amendement (répression des manquements commis à l'audience)* [14 octobre 1971] (p. 4538, 4539) ; Art. 53 : *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa (1°) de cet article* (p. 4572) ; *son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa (2°) de cet article* (p. 4573) ; en deuxième lecture : *Difficultés rencontrées par les justiciables devant la complexité et les lenteurs de la procédure* [8 décembre 1971] (p. 6522) ; *procédure de mise en état ; formation professionnelle des avocats ; indemnisation des avoués devant être mise à la charge du budget de l'Etat ; conseils juridiques ; sociétés fiduciaires ; consultations juridiques au profit de certaines catégories de personnes* (p. 6523) ; Art. 10 : *Son vote contre l'amendement de M. Zimmermann* (p. 6526) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à permettre aux avocats stagiaires de participer à l'élection du conseil de l'ordre* (p. 6535) ; Art. 23 *bis* : *Son amendement tendant après les mots : « l'informatique » à insérer les mots : « les conventions collectives relatives au personnel employé »* [9 décembre 1971] (p. 6560) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6561) ; Art. 33 : *Conséquence de l'institution de la taxe parafiscale* (p. 6563) ; Art. 40 : *Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par les mots : « sauf en cas de licenciement préalable »* (p. 6569) ; *retrait de celui-ci* (p. 6569) ; Art. 50 : *Son amendement concernant les clercs d'avoués près les cours d'appel* (p. 6574) ; *son amendement concernant les principaux et sous-principaux, clercs d'avoués et secrétaires d'avoués* (p. 6577) ; Art. 52 : *Son amendement tendant à compléter cet article* (p. 6577) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6578) ; Art. 53 : *Son amendement concernant les régimes de retraite complémentaire* (p. 6580) ;

Art. 55 : *Son amendement concernant les organisations syndicales* (p. 6586) ; Art. 67 : *Son amendement relatif à l'exercice de la profession de conseil juridique* (p. 6591) ; Art. 68 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6592) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : EQUIPEMENT ET LOGEMENT : EQUIPEMENT : *Crédits affectés aux équipements sociaux collectifs ; réalisation de Fos* [28 octobre 1971] (p. 5017) ; *autoroute A 55 entre Marseille et Fos ; tourisme populaire sur la Côte d'Azur ; ses observations sur les ensembles immobiliers « Marina » ; ports de plaisance populaires ; situation dramatique de la région du Nord ; problème du logement et de la voirie ; situation des personnels des parcs de matériel et d'entretien des routes et autoroutes* (p. 5018) ; JUSTICE : *Conséquences des lois concernant l'aide judiciaire et la filiation ; réforme de la procédure ; création d'une taxe parafiscale pour l'indemnisation des avoués ; indépendance de la justice à l'égard du pouvoir ; suppression des juridictions d'exception ; principe d'inamovibilité des magistrats du siège ; problème de la peine de mort ; éducation surveillée* [5 novembre 1971] (p. 5371) ; *problème des libertés ; nécessité d'abroger la législation qui porte atteinte aux libertés ; programme du parti communiste* (p. 5372) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Problèmes du cadre préfectoral ; exemple de la préfecture du Nord ; augmentation du nombre des agents départementaux ; réforme des catégories C et D ; personnel communal ; crise dans la police* [10 novembre 1971] (p. 5632) ; *parité indiciaire entre les policiers en activité et ceux en retraite ; réforme du recrutement et de la formation des policiers* (p. 5633) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires, Après l'Art. 4 : *Son amendement (indication que les poursuites pénales engagées à l'encontre d'un député ne font pas obstacle à la saisine du Conseil constitutionnel)* [25 novembre 1971] (p. 6125) ; *son amendement (élection d'une commission à la proportionnelle des groupes chargée d'examiner régulièrement la situation des parlementaires au regard des incompatibilités attachées à leur mandat)* (p. 6125) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions, Art. 1er : *Son souhait que les régions soient des collectivités territoriales* [26 avril 1972] (p. 1071), Art. 1er : *Vote du groupe communiste* [27 avril 1972] (p. 1101) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer les mots : « et le préfet de région »* (p. 1102) ; *exécution des délibérations du conseil régional* (p. 1102) ; Après l'Art. 2 : *Son amendement devenu sans objet* (p. 1103) ; Art. 3 : *Délimitation du domaine législatif* (p. 1104) ; Art. 4 : *Election du conseil régional au suffrage universel et à la représentation proportionnelle* (p. 1106) ; *participation de droit des parlementaires au conseil régional* (p. 1106) ; Après l'Art. 5 : *Son amendement (sessions du conseil régional)* (p. 1117) ; Art. 9 : *Son amendement (création de commissions par le conseil régional)* (p. 1130) ; en deuxième lecture : Ses explications de vote : *Vote du groupe communiste* [13 juin 1972] (p. 2428) ;

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal : *Ses observations sur la discussion parlementaire ; distinction du grade et de l'emploi ; nécessité d'instituer une véritable carrière communale ; constitution de cadres communaux ; rôle du centre de formation professionnelle ; droits des fonctionnaires locaux* [30 mai 1972] (p. 2004, 2005) ; Après l'Art. 7 : *Démocratisation de la commission nationale paritaire* [31 mai 1972] (p. 2057) ; *son amendement tendant à permettre à la commission paritaire intercommunale de nommer son président parmi les maires qui en font partie* (p. 2057) ; en deuxième lecture, Art. 1er *quater : Création de cadres intercommunaux* [22 juin 1972] (p. 2754, 2755) ; Art. 1er *sexies* : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Delachenal (constitution des cadres)* (p. 2756) ; *ses observations* (p. 2756) ;

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'activité d'« Usinor » [21 juin 1972] (p. 2697, 2698).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi complétant et modifiant le Code de la nationalité française et relatif à certaines dispositions concernant la nationalité française : *Nécessité de simplifier et de démocratiser les conditions d'acquisition de la nationalité : suppression du droit de sceau, prise de la décision dans un délai d'un an ; motivation des refus ; suppression*

des incapacités subsistant dans l'article 81 quant à l'accès aux emplois de l'Etat, les conditions d'électorat et d'éligibilité [10 octobre 1972] (p. 4009) ;

— du projet de loi portant amnistie de certaines infractions : *Sa demande que des dispositions soient prises pour que l'ensemble des administrés des communes ne subissent pas les conséquences d'actes que les maires n'ont pas les moyens d'empêcher* [17 octobre 1972] (p. 4190) ; Art. 1er : *Maintient l'amendement de M. Waldeck L'Huillier portant la date du 1er octobre 1972* (p. 4195) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, JUSTICE : *Budget en retard sur les besoins et sur le VIe Plan ; adoption de lois répressives ; loi « anticasseurs » ; violations du droit d'asile ; propositions du programme commun de la gauche : suppression de la garde à vue, de la procédure de flagrant délit, de la Cour de sûreté de l'Etat, ratification de la Convention européenne des Droits de l'Homme, droit d'asile ; enchérissement du coût de la justice ; critique de la réforme des professions judiciaires qui favorise la constitution de gros cabinets d'affaires ; aide judiciaire ; compétence des secrétaires-greffiers ; éducation surveillée ; crise du système pénitentiaire ; indépendance de la justice à l'égard du pouvoir* [28 octobre 1972] (p. 4516, 4517) ; AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE — III. — SANTÉ PUBLIQUE : *Handicapés ; médecine scolaire ; section de la psychiatrie ; équipement sanitaire et social pour les personnes âgées ; centres hospitaliers ; limitation malthusienne du nombre d'étudiants en médecine ; chefs de clinique ; recherche scientifique ; transfert et extension de l'Institut du cancer Gustave-Roussy à Villejuif ; situation dramatique des équipements sanitaires du Nord ; programme commun de la gauche ; nationalisation des industries pharmaceutiques* [3 novembre 1972] (p. 4630, 4631).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au conflit aux mines de potasse d'Alsace [10 novembre 1972] (p. 5010).

Prend part à la discussion du projet de loi tendant à simplifier et à compléter certaines dispositions relatives à la procédure pénale, aux peines et à leur exécution : *Instauration d'un régime particulier de répression pour les chèques sans provision et les infractions liées à la circulation automobile ; création d'une juridiction correctionnelle statuant à juge unique ; justice civile pour les riches et justice pénale pour les pauvres ; rapprocher la justice du justiciable* [5 décembre 1972] (p. 5864) ; *sa défense du principe de collégialité ; programme commun de la gauche ; infractions en matière de chèque ; infractions à la circulation automobile ; correctionnalisation d'un certain nombre de peines ; délai de consignation des frais de procédure ; extension des attributions du juge d'application des peines ; libération conditionnelle ; problème du système pénitentiaire ; suppression de l'interdiction de séjour ; vote du groupe communiste contre ce texte* (p. 5865) ; Art. 1er : *Son amendement de suppression de cet article qui remet en cause le principe de la collégialité dans les tribunaux correctionnels* (p. 5869) ; Art. 2 : *Son amendement de suppression du texte proposé pour l'article 398-1 du Code de procédure pénale (infractions soumises à un juge unique)* (p. 5871) ; Art. 2 *bis* : *Son amendement de suppression de cet article qui tend à correctionnaliser toutes les infractions en matière de coups et blessures volontaires ou non, ayant entraîné une incapacité de travail, quelle qu'en soit la durée* (p. 5872) ; Art. 20 : *Son amendement de suppression de cet article relatif à la consignation des frais de procédure* (p. 5877) ; *son amendement stipulant que le délai de consignation ne pourra être inférieur à deux mois* (p. 5877) ; Art. 42 : *Son amendement prévoyant l'inscription des condamnations des délinquants primaires lorsque le tribunal le décide expressément* [6 décembre 1972] (p. 5922) ; *vote du groupe communiste contre l'ensemble du projet de loi* (p. 5927).

C

CAILL (Antoine)
Député du Finistère
(5e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212) ; [3 avril 1969] (p. 851) ; [2 avril 1970] (p. 750) ; [2 avril 1971] (p. 837) ; [4 avril 1972] (p. 789).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, JUSTICE : *Réforme des juridictions d'appel, de grande instance et d'instance ; hommage rendu à ses confrères greffiers ; paiement des sommes dues aux greffiers* [8 novembre 1968] (p. 4175, 4176).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Problèmes du Finistère ; problème du secteur du bâtiment et des travaux publics ; importance de la population active du secteur agricole dans le Finistère ; conséquences de l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun pour la Bretagne ; amélioration de l'équipement portuaire ; question du petit commerce* [13 mai 1970] (p. 1671).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Problèmes des familles nombreuses notamment sur le plan de la fiscalité et sur celui du logement ; construction de maisons individuelles à des prix raisonnables ; ses observations sur les foyers où la femme est chef de famille ; cas des foyers au sein desquels vivent des enfants handicapés* [16 juin 1970] (p. 2686, 2687) ;

— du projet de loi organique relative au statut des magistrats : *Crise de la justice ; insuffisance des effectifs au niveau des tribunaux d'instance ; rôle et importance du secrétaire-greffier en chef ; ses observations sur les possibilités offertes aux secrétaires-greffiers en chef en Alsace et en Lorraine* [25 juin 1970] (p. 3057, 3058) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Situation des veuves dont le mari est décédé avant d'atteindre l'âge de la retraite et qui sont démunies de toute ressource ; nécessité de payer à la veuve qui travaille les frais de garde des enfants ; situation de l'enfant qui a dû cesser ses études pour apporter le fruit de son travail à ses frères et sœurs ; possibilité de le dispenser des obligations du service militaire ; situation des handicapés physiques ou mentaux ; cas des personnes âgées* [28 octobre 1970] (p. 4854) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Nombre d'emplois industriels*

prévus pour la Bretagne ; problème agricole ; ses observations sur Brest et sa région [16 juin 1971] (p. 3009) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, EDUCATION NATIONALE : *Problème des bourses ; ramassage scolaire ; prêts aux étudiants* [10 novembre 1972] (p. 5000).

CAILLAU (Georges)

Député du Lot-et-Garonne
(1re circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212) ; [3 avril 19691 (p. 851) ; [2 avril 1970] (p. 750) ; [2 avril 1971] (p. 837) ; [4 avril 1972] (p. 789).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problèmes spécifiques au Sud-Ouest ; politique des retraits en matière de fruits ; implantation d'industries alimentaires; rôle du F.E.O.G.A.; retard pris en matière d'adduction d'eau et d'électrification ; calamités agricoles ; rôle de la profession ; réorganisation des marchés* [16 novembre 1968] (p. 4544, 4545) ;

— du projet de loi relatif à la rémunération du personnel communal : *Importance des communes ; situation du personnel communal ; déroulement des carrières ; institution des cadres de personnels de caractère intercommunal ; mesures prévues pour y intégrer, de plein droit, les personnels en position d'activité ; rôle de l'Association nationale d'études municipales pour la promotion de la fonction communale et de la préparation de personnel susceptible de travailler pour des syndicats intercommunaux ; création des échelles hors cadre pour les secrétaires généraux qui suivent des cours de recyclage ; ses observations sur les catégories d'emplois et les règles de promotion* [9 octobre 1969] (p. 2576, 2577) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Demande s'il est exact que le F.O.R.M.A. a décidé de subventionner certaines entreprises de commerce en leur octroyant cinq à dix centimes par kilogramme de pommes à condition qu'elles achètent des fruits dans quelques départements déterminés ; revenus cadastraux des fruitiers ; situation des arboriculteurs utilisant du personnel espagnol ; problème des surplus agricoles ; ses observations sur la S.I.C.A. Evapro ; règles du F.O.R.M.A.* [19 novembre 1969] (p. 4001, 4002) ;

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : avant le titre premier : *Ses observations sur l'étape que constitue le projet de loi* [12 juin 1970] (p. 2575, 2576) ; Art. 34 : *Cas où les rapatriés n'acceptent pas de faire partie des commissions paritaires* (p. 2592) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur la moyenne Garonne ; problème fruitier ; question communautaire* [6 novembre 1970] (p. 5301) ; *ses observations sur les stations de conditionnement ; fermeture de l'entreprise Socafin ; marché de la pêche ; pouvoir des comités économiques régionaux et des groupements de producteurs ; fixation de la prime d'arrachage ; prix de revient des produits agricoles ; problème des adductions d'eau ; désertion des jeunes ruraux ; ses observations sur la société d'intérêt collectif agricole Evapro* (p. 5302) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Politique de l'environnement ; politique des primes pour création d'emplois ; aménagement du territoire ; deux fléaux : le cancer et les calamités naturelles* [17 juin 1971] (p. 3055) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème des calamités publiques dans le Lot-et-Garonne ; délai pour l'obtention du droit à indemnisation ; ses observations sur l'exode des petits veaux vers l'Italie ; politique fruitière ; ses observations sur les pêches de catégorie I* [16 novembre 1971] (p. 5751) ;

taux de la T.V.A. ; problème de l'adduction d'eau (p. 5752) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions, après l'article 12 : *Son amendement : (sessions des assemblées successivement dans chacun des chefs-lieux des départements de la région)* [27 avril 1972] (p. 1138) ,

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Révision de la loi d'avril 1964 sur les calamités agricoles ; préconise une caisse nationale mutuelle professionnelle agricole assurant l'ensemble des risques atmosphériques ; aide à la lutte contre la grêle ; cadastre fruitier ; demande de dégrèvement de l'impôt foncier des fruitiers du Lot-et-Garonne ; Compagnie des côteaux de Gascogne ; prix garanti du lait ; prêts pour l'élevage ; brucellose ; office de la viande ; installation des jeunes ; cadastre européen* [14 novembre 1972] (p. 5175) ;

CAILLAUD (Paul)
Député de la Vendée
(1re circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212) ; [3 avril 1969] (p. 850) ; [2 avril 1970] (p. 750) ; [2 avril 1971] (p. 837) ; [4 avril 1972] (p. 788).

Cesse d'appartenir à cette Commission [*J.O.* du 15 septembre 1972] (p. 9871).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 1er octobre 1972] (p. 10391) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article L 266 du Code de la sécurité sociale, complété par l'article 9 de l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967, relatif aux prix de vente des médicaments [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [25 juillet 1968] (p. 2618) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault [20 décembre 1969] (p. 5119) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière [17 décembre 1970] (p. 6629).

Dépôts :

Son rapport fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi n° 228 tendant à l'extension aux employés de maison du bénéfice de la loi n° 46-2195 du 11 octobre 1946 sur l'organisation de la médecine du travail, n° 1321 [25 juin 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et eociales sur la proposition de loi (n° 1734), modifiée par le Sénat, tendant à faire bénéficier d'une surveillance médicale les employés de maison, les gardiens d'immeubles à usage d'habitation et les travailleurs à domicile, n° 1888 [24 juin 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, TRANSPORTS. — AVIATION CIVILE : *Encouragement donné aux sports aériens ; suppression du dégrèvement consenti en faveur des aéroclubs, de la taxe intérieure de consommation sur les carburants ; problème des bourses ; nécessité de concevoir une politique foncière pour l'aviation civile de tourisme et d'affaires* [6 novembre 1968] (p. 4043) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Loi d'orientation foncière ;*

taxe locale d'équipement ; manque d'information des constructeurs, des promoteurs et des collectivités ; fixation de l'assiette de la taxe et des délais de paiement ; constructions industrielles ; ses observations sur la convention type que les collectivités doivent passer avec les constructeurs dans le cas de création d'une Z.A.C. ; importance des routes pour le développement économique [14 novembre 1969] (p. 3769, 3770) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Problème de la musique en France ; succès de l'orchestre de Paris ; orchestre régional du Val de Loire ; enseignement musical ; conditions de l'enseignement dans les écoles municipales agréées dans les conservatoires régionaux et les écoles nationales ; possibilité d'une enquête à cet égard* [20 novembre 1969] (p. 4060, 4061) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 8 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe II de cet article par les dispositions suivantes : « dans les conditions prévues à l'article 38 et après consultation des organisations professionnelles intéressées »* [3 décembre 1969] (p. 4563) ; *ses observations sur le ticket modérateur* (p. 4563) ; *retrait de son amendement* (p. 4564) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Ses observations sur les pays de la Loire et le département de la Vendée ; solidarité des pays d'Europe ; taux d'accroissement naturel de la population* [16 juin 1970] (p. 2724, 2725) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — CRÉDITS CONCERNANT L'ÉQUIPEMENT : *Schéma directeur des liaisons routières et autoroutières ; ses observations sur le réseau de rase campagne ; problème de la voirie urbaine ; son vote* [4 novembre 1970] (p. 5095, 5096) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de MM. Cousté et René Caille, tendant à l'extension aux employés de maison du bénéfice de la loi n° 46-2195 du 11 octobre 1946 sur l'organisation de la médecine du travail, en qualité de *Rapporteur : Situation des employés de maison ; problème de l'extension des garanties élémentaires de la médecine du travail ; cas des femmes de ménage ; établissement des certificats médicaux* [16 décembre 1970] (p. 6560) ; *ses observations sur le déroulement du débat* (p. 6561) ; Art. 1[er] : *Ses observations sur l'amendement de M. René Caille* (p. 6561) ; Art. 2 : *Son sous-amendement tendant, après les mots : « est assujettie » à rédiger ainsi la suite du texte proposé par l'amendement de M. Dechartre : « Les conditions dans lesquelles il est procédé, sous la responsabilité des employeurs, aux divers examens médicaux prévus à l'article précédent, ainsi que les sanctions dont sont assorties les infractions aux dispositions de la présente loi et du décret d'application sont déterminées... »* (p. 6561) ; *problème des sanctions* (p. 6561) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 6562) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur ce texte* [30 novembre 1971] (p. 6208, 6209) ; Art. 2 *bis : Son amendement tendant à la fin de cet article à substituer aux mots : « pourra être » le mot « sera »* (p. 6209) ; *retrait de son amendement* (p. 6209).

CAILLE (René)
Député du Rhône
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212) ; [3 avril 1969] (p. 851) ; [3 avril 1970] (p. 786) ; [2 avril 1971] (p. 837) ; [4 avril 1972] (p. 788).

Est élu vice-président de cette Commission [16 juillet 1968] (p. 2251) ; [6 avril 1971] (p. 923) ; [5 avril 1972] (p. 804).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Régie

nationale des usines Renault [20 décembre 1969] (p. 5119) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'allocation logement [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'apprentissage [29 juin 1971] (p. 3527) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant organisation de la formation professionnelle permanente [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amélioration des pensions de vieillesse du régime général de sécurité sociale et du régime des travailleurs salariés agricoles [17 décembre 1971] (p. 6942) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles [18 décembre 1971] (p. 6975).

Dépôts :

— Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341) - 5 - Affaires sociales : Travail n° 364 [15 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à assurer, sous certaines conditions, la réversibilité au profit du conjoint survivant de la rente accordée à un invalide mutilé du travail n° 404 [31 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 517) modifiée par le Sénat, tendant à renforcer la protection des représentants du personnel engagés par un contrat de travail à durée déterminée n° 528 [12 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1679), relatif à la durée maximale du travail n° 1995 [6 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2055), adopté par le Sénat, instituant des comités d'entreprise dans les exploitations agricoles n° 2061 [17 novembre 1971].

Sa proposition de loi tendant à assurer, sous certaines conditions, la réversibilité au profit du conjoint survivant de la rente accordée à un invalide mutilé du travail n° 2327 [18 mai 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2299), relatif au recrutement spécial temporaire d'inspecteurs du travail n° 2383 [1er jui 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise n° 2686 [24 novembre 1972].

Son rapport fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2224), relatif au Code du travail n° 2703 [1er décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2772), modifié par le Sénat, modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise n° 2774 [14 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Situation de l'emploi ; nombre des chômeurs ; absence de mobilité de la main-d'œuvre française ; insuffisance d'adaptation de notre formation professionnelle ; ses observations sur les services de placement ;*

aménagement des horaires de travail ; fonds national de l'emploi [5 novembre 1968] (p. 3946, 3947) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises : *Réactions politiques devant ce texte ; extension du pouvoir des comités d'entreprise ; création d'une magistrature sociale ; rôle du chef de l'Etat* [4 décembre 1968] (p. 5060, 5061) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à renforcer la protection des représentants du personnel engagés par un contrat de travail à durée déterminée, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur ce texte ; élimination de toute confusion entre la protection des délégués syndicaux et les membres des comités d'entreprise ; modifications apportées par le Sénat ; nécessité de doter les organisations syndicales de meilleurs moyens d'action* [14 octobre 1969] (p. 2642) ; Art. 1er et 2 : *Ses amendements tendant : 1° après le premier alinéa du texte complétant l'article 22 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 et de l'article 16 de la loi n° 46-730 du 16 avril 1946 à insérer les nouveaux alinéas suivants : « Au cas où l'employeur envisagerait de ne pas renouveler son contrat de travail, application devra être faite avant la date d'expiration dudit contrat de la procédure prévue ci-dessus en cas de licenciement » ; 2° En conséquence, à rédiger ainsi les débuts des derniers alinéas : « Les dispositions des deux alinéas précédents sont applicables... »* (p. 2642, 2643) ;

— du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault, en qualité de *Rapporteur suppléant : Participation des salariés à la gestion et aux résultats financiers de l'entreprise ; ses observations sur les ordonnances organisant cette participation ; composition du conseil d'administration de la Régie ; répartition des bénéfices au personnel ; conditions de rentabilité de la Régie ; contrôle de l'Etat sur l'entreprise Renault ; pourcentage de la distribution ; critères de l'ancienneté de la responsabilité ; délai de non-cessibilité des actions ; mesures d'application ; importance de l'information* [16 décembre 1969] (p. 4945 à 4947) ; *défauts et qualités du texte ; ses observations sur l'ordonnance de 1967 relative à la participation des travailleurs aux fruits et à l'expansion de l'entreprise ; problème de la désaliénation du salariat ; droits des travailleurs sur les biens qu'ils produisent* (p. 4964, 4965) ; Art. 1er et 2 : *Ses observations sur les amendements déposés à ces articles* (p. 4968 à 4970) ; Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Carpentier* (p. 4970) ; Art. 7 : *Prix minimum de cession* (p. 4973) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : Article unique : *Son amendement : tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions (industrialisation devant tenir compte des facteurs humains)* [18 juin 1970] (p. 2814) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Agence nationale pour l'emploi ; association pour la formation professionnelle des adultes ; action collective d'information ; problème de la participation* [16 novembre 1970] (p. 5623) ; *avenir des travailleurs ; préparation d'un grand texte sur la participation dans l'entreprise* (p. 5624) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur sa proposition de loi et celle de M. Cousté tendant à l'extension aux employés de maison du bénéfice de la loi n° 46-2195 du 11 octobre 1946 sur l'organisation de la médecine du travail : Art. 1er : *Son amendement tendant après les mots : « travaux domestiques » à insérer les mots : « les gardiens d'immeubles et les travailleurs à domicile non bénéficiaires de la loi du 11 octobre 1946 sur l'organisation de la médecine du travail »* [16 décembre 1970] (p. 6561) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : SANTÉ PUBLIQUE ET TRAVAIL. — III. — TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Problème de l'information ; participation dans l'entreprise* [27 octobre 1971] (p. 4983, 4984) ;

— du projet de loi instituant des comités d'entreprise dans les exploitations agricoles, en qualité de *Rapporteur : Insuffisance de l'ordonnance du 22 février 1945 instituant les comités d'entreprise* [23 novembre 1971] (p. 6044) ; *Ses observations sur le protocole de Varenne du 30 mai 1968 ; champ d'application de la loi* (p. 6045) ; Art. 1er : *Parité entre les lois sociales dont bénéficient les salariés de l'industrie et les salariés de l'agriculture* (p. 6046) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à abroger l'avant-dernier alinéa de*

l'ordonnance du 22 février 1945 (p. 6046) ; *Pouvoirs du ministre de l'agriculture et des inspecteurs des lois sociales en agriculture* (p. 6046) ; Après l'art. 2 : *Son amendement : (rôle du Ministre de l'Agriculture et des inspecteurs des lois sociales en agriculture)* (p. 6047) ;

— du projet de loi relatif à la durée maximale du travail, en qualité de *Rapporteur : Lutte contre les conséquences d'une société mécanisée* [30 novembre 1971] (p. 6209) ; *Indication des différentes étapes historiques ; problème des dérogations ; paiement des heures supplémentaires ; durée du travail en agriculture* (p. 6210) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Nilès* (p. 6214) ; Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « par an » les mots : « par année de 52 semaines de travail »* (p. 6215) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de Sécurité sociale : *Situation des veuves ; ses observations sur la règle de non-cumul ; problème du taux des pensions de réversion* [1er décembre 1971] (p. 6273) ;

— du projet de loi relatif au recrutement spécial temporaire d'inspecteur du travail, en qualité de *Rapporteur : Difficulté de la mission d'un inspecteur du travail ; problème des effectifs ; amélioration du statut de l'inspecteur du travail* [8 juin 1972] (p. 2345) ; *établissement de la liste des candidats à l'intégration* (p. 2346) ; Article unique : *Ses observations sur l'amendement de Mme Vaillant-Couturier* (p. 2348) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I. — SECTION COMMUNE. — II. — AFFAIRES SOCIALES : *Participation des salariés à la marche de l'entreprise ; réforme de l'entreprise ; nouveau contrat social* [6 novembre 1972] (p. 4725) ; *diffusion de l'idée de participation ; politique d'information et d'éducation ouvrière* (p. 4728) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise, en qualité de *Rapporteur : Intervention des cadres au niveau des activités du comité d'entreprise ; représentation des cadres au conseil d'administration ou de surveillance ; condition de constitution d'un troisième collège ; renforcement de la représentation des cadres au comité central d'entreprise* [30 novembre 1972] (p. 5771) ; *rôle des cadres* (p. 5772) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à modifier le second alinéa de cet article* (p. 5775) ; Art. 3 : *Son amendement : (cas des entreprises qui comportent plusieurs établissements distincts groupant ensemble plus de 500 salariés ou au moins 25 membres du personnel appartenant à la catégorie visée au troisième alinéa)* (p. 5776) ;

— du projet de loi relatif au Code du travail, en qualité de *Rapporteur : Refonte purement formelle de ce Code ; nouvelle présentation de l'ensemble des textes législatifs ; clarification ; commission supérieure chargée de la codification et de la simplification des textes législatifs et réglementaires ; problème des lois récentes* [12 décembre 1972] (p. 6080) ; Art. 3 : *Son amendement de forme tendant à adapter les termes du texte à la nouvelle dénomination du Ministère du Travail* (p. 6082) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à imposer une périodicité annuelle* (p. 6082).

CALDAGUÈS (Michel)

Député de Paris
(5e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212) ; [3 avril 1969] (p. 851) ; [2 avril 1970] (p. 750) ; [2 avril 1971] (p. 837) ; [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'aide à l'investissement [1er octobre 1968] (p. 2952) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal [20 septembre 1969] (p. 2368) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1969 [19 décembre 1969] (p. 5105) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [29 juin 1970] (p. 3310) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1971 [4 décembre 1970] (p. 6232) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances [19 décembre 1972] (p. 6366) ;

— membre de la Commission de contrôle de la gestion de l'Office de radiodiffusion-télévision française [20 décembre 1972] (p. 7023) ;

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — Annexe n° 17. — Urbanisme. — (Crédits du Ministère de l'Equipement et du Logement) (Crédits du Ministère de l'Economie et des Finances I. — Charges communes) (Comptes spéciaux du Trésor) n° 359 [10 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822), annexe n° 19, Urbanisme (Crédits du Ministère de l'Equipement et du Logement). (Crédits du Ministère de l'Economie et des Finances. — Charges communes. — Comptes spéciaux du Trésor) n° 835 [17 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376) ; annexe n° 20 : Urbanisme (Crédits du Ministère de l'Equipement et du Logement). (Crédits du Ministère de l'Economie et des Finances. — I. — Charges communes). (Comptes spéciaux du Trésor) n° 1395 [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — Annexe n° 17. — Urbanisme (Crédits du Ministère de l'Equipement et du Logement). (Crédits du Ministère de l'Economie et des Finances. — I. — Charges communes). (Comptes spéciaux du Trésor) n° 2010 [8 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — Annexe n° 10. — Urbanisme n° 2585 [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 27 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa ; « en aucun cas, les enceintes et les horaires qui sont consacrés aux études ne pourront être utilisés pour des propagandes, confrontations ou revendications politiques »* [10 octobre 1968] (p. 3240) ; *droit à l'information et à l'expression politique dans l'université ; ses observations sur les locaux destinés à l'enseignement* (p. 3240) ; *ses observations sur les paroles de M. Edgar Faure* (p. 3241) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EQUIPEMENT ET LOGEMENT, en qualité de *Rapporteur spécial : Crédits relatifs à l'urbanisme ; ses observations sur la région parisienne ; institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne ; problème du permis de construire ; élaboration des schémas directeurs et des plans d'occupation des sols ; l'assouplissement des formalités administratives est illusoire dans les cas où le ministère des affaires culturelles participe à l'instruction du permis de construire ; zones d'aménagement concerté ; conclusions de contrats de programmes portant sur des zones classées jusqu'à présent ; politique des réserves foncières ; dotations du F.N.A.F.U. ; réno-*

valion urbaine ; utilisation de l'espace à l'intérieur des villes [12 novembre 1968] (p. 4286 à 4288) ;

— du projet de loi modifiant et complétant le Code de l'urbanisme et de l'habitation en ce qui concerne le permis de construire : *Rôle du permis de construire ; nombre des communes pourvues de documents d'urbanisme* [17 décembre 1968] (p. 5583, 5584) ; *nécessité d'élaborer des plans d'occupation des sols suffisamment intelligibles ; rôle des architectes ; ses observations sur la situation dans les campagnes ; problème des constructions prétendues provisoires ; rôle du service des monuments historiques* (p. 5584) ;

— du projet de loi relatif au Conseil supérieur de la fonction militaire, Art. 5 : *Nécessité d'assurer au personnel de la gendarmerie et de la garde républicaine une représentation au conseil supérieur* [14 octobre 1969] (p. 2648) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT, en qualité de *Rapporteur spécial : Dotation du Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme ; ses observations sur le secteur de la recherche et des études générales ; fonctionnement de l'institut de recherche et d'urbanisme ; réorganisation de l'institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne ; schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme ; politique foncière ; marché financier ; ses observations sur les Z.A.D. et les Z.U.P. et les zones d'aménagement concerté ; taxe d'urbanisation ; taxe locale d'équipement ; rénovation urbaine ; ses observations sur les opérations de rénovation privée en cours à Paris ; question des villes nouvelles ; politique d'urbanisme ; notion de rentabilité ; augmentation des coefficients d'occupation des sols ; nécessité de sauvegarder nos sites et nos espaces de détente contre les nuisances de la ville* [14 novembre 1969] (p. 3752 à 3754) ; Titre V : *Prêts du F.N.A.F.U. ; réserves foncières* (p. 3788) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, après l'article 3 de la loi du 12 juillet 1966 : *Règle de l'activité principale* [3 décembre 1969] (p. 4553).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement : *Application de la loi d'orientation ; nécessité de faire respecter la volonté démocratique ; renaissance des ligues fondées sur une idéologie autoritaire ; risques que comporte une certaine attitude de neutralité de la part des pouvoirs publics ; notion des franchises universitaires ; ses observations sur les vols de matériel à l'intérieur des universités ; problème des établissements secondaires ; ses observations sur la circulaire du 19 décembre 1968 sur les foyers socio-éducatifs ; exercice des activités politiques ; rôle des chefs d'établissement pour déclencher l'intervention du juge pénal ; attitude de certains membres du corps enseignant* [15 avril 1970] (p. 1061, 1062).

Prend part à la discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, après l'article 2 : *Secteur de la construction ; situation fiscale des accédants à la propriété ; ses observations sur les secteurs locatifs* [3 juin 1970] (p. 2207) ; Art. 10 : *Fraude fiscale ; incidences du texte du Gouvernement* (p. 2212).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la sauvegarde des temples d'Angkor [19 juin 1970] (p. 2877).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel : Art. 6 : *Nécessité de limiter les abus qui peuvent se produire dans la transmission du droit au maintien dans les lieux ; situation des descendants ou ascendants hébergés chez leurs parents ou leurs enfants* [24 juin 1970] (p. 3004) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1971, Art. 12 : *Caractère compensatoire de la déductibilité des dépenses d'amélioration au profit des propriétaires d'immeubles neufs* [22 octobre 1970] (p. 4530) ; deuxième partie : EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT ET L'URBANISME, en qualité de *Rapporteur spécial ; crédits relatifs à l'urbanisme ; nécessité de surmonter les nuisances du développement urbain ; amélioration des conditions de vie ; politique foncière ; élaboration des schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme ; dotations affectées aux acquisitions foncières ; lutte contre la spéculation*

foncière ; récupération des plus-values foncières ; taxe d'urbanisation ; taxe locale d'équipement ; impôt foncier ; problème des structures urbaines [4 novembre 1970] (p. 5107) ; *ses observations sur la voirie ; augmentation des densités ; aménagement de parcs et de jardins publics ; problème de l'individualisation, dans le budget de chaque ministère, des crédits destinés aux villes nouvelles* (p. 5108) ; Titre V : *Lutte contre la spéculation foncière ; volume des prêts consentis par les opérations d'urbanisme des collectivités locales ; réserves foncières* [5 novembre 1970] (p. 5173) ; Titre VI : *Rénovation du quartier des Halles* (p. 5174) ; TRANSPORTS. — SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES : Titre IV : *Couverture du déficit de la R.A.T.P.* [9 novembre 1970] (p. 5418) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière, Art. 23 : *Son amendement tendant, dans le texte de cet article, à supprimer les mots : « où les universités qui agissent en leur nom »* [4 décembre 1970] (p. 6193) ; *son amendement tendant après les mots : « syndicats interhospitaliers » à supprimer la fin de cet article* (p. 6194) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Art. 6 : *Application de la taxe additionnelle à des locaux qui ont été transformés en bureaux ; exemple de Paris* [8 décembre 1970] (p. 6274) ;

— sur le projet de loi modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés, Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « conformément aux objectifs » les mots : « suivant des principes compatibles avec les objectifs »* [27 avril 1971] (p. 1486) ; *caractère propre des établissements privés sous contrat* (p. 1486) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « objectifs retenus pour l'enseignement public » les mots : « objectifs de l'éducation nationale »* (p. 1487) ; *retrait de son amendement* (p. 1487) ;

— du projet de loi portant institution d'un système de paiement mensuel de l'impôt sur le revenu, Art. 3 : *Situation des contribuables dont une grande partie des revenus consistaient en dividendes et qui ont dû attendre plusieurs années pour se voir rembourser la somme correspondant à leur avoir fiscal* [13 mai 1971] (p. 1860, 1861) ;

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, Art. 50 : *Son amendement : (situation des avocats inscrits à un barreau étranger mais de nationalité française par naturalisation et domiciliés en France)* [14 octobre 1971] (p. 4569, 4579) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : EQUIPEMENT ET LOGEMENT : LOGEMENT ET URBANISME, en qualité de *Rapporteur spécial : Crédits proposés au titre de l'urbanisme* [28 octobre 1971] (p. 5050) ; *schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme ; plans d'occupation des sols ; problème de la rénovation urbaine ; villes nouvelles ; politique foncière ; zones d'aménagement différé ; allongement de la durée du droit de préemption* (p. 5051) ; *réserves foncières ; fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme ; fiscalité foncière ; taxe d'urbanisation* (p. 5052).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'usage de la drogue à l'Université [28 avril 1972] (p. 1199).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, EQUIPEMENT ET URBANISME, en qualité de *Rapporteur spécial : Loi d'orientation foncière ; volonté du gouvernement de mener à bien la tâche d'établissement des schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme et les plans d'occupation des sols pour le 1er janvier 1975 ; politique de réserves foncières pour protéger les finances publiques des collectivités locales contre la hausse accélérée du prix des sols ; constitution d'un patrimoine foncier par l'Etat ; procédure des zones d'aménagement différé ; fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme ; nécessité de redéfinir le mécanisme de la rénovation urbaine ; exigence d'une dimension humaine dans notre environnement urbain ; exemple des villes nouvelles (Le Vaudreuil)* [17 novembre 1972] (p. 5369, 5370) ; *villes moyennes ; réforme architecturale (mission d'assistance obligatoire pour toutes les constructions) ; amendement de la commission relatif à l'insuffisance des crédits pour les espaces verts* (p. 5371) ; Etat C, Titre VI : *Son amendement de réduction des autorisations de programme de ce titre afin d'obtenir un relèvement de crédits pour les subventions destinées aux espaces verts ; sa critique de la ventilation de ces crédits dont trop sont affectés aux villes nouvelles ; re-*

trait (p. 5403) ; seconde délibération du projet, Art. 23 : *Ses observations à l'amendement du Gouvernement de majoration des crédits du Ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Equipement, du Logement et du Tourisme ; sa déception devant la modicité de l'effort supplémentaire proposé en matière d'espaces verts* [18 novembre 1972] (p. 5528).

CALMÉJANE (Robert)
Député de la Seine-Saint-Denis
(5e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212) ; [3 avril 1969] (p. 851) ; [2 avril 1970] (p. 750) ; [2 avril 1971] (p. 837) ; [4 avril 1972] (p. 789).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi sur l'apprentissage, Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « un comité de gestion sera constitué par les demandeurs de la convention et deviendra l'organisme gestionnaire »* [8 juin 1971] (p. 2505).

CAPELLE (Jean)
Député de la Dordogne
(2e circonscription)
App. U.D.R., puis P.D.M.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'être apparenté au groupe d'Union des démocrates pour la République [6 octobre 1972] (p. 3992).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [6 octobre 1972] (p. 3992).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212) ; [3 avril 1969] (p. 850) ; [2 avril 1970] (p. 750) ; [2 avril 1971] (p. 837) ; [4 avril 1972] (p. 788).

Est élu représentant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [23 octobre 1968] (p. 3477).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur [30 octobre 1968] (p. 3763) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [7 octobre 1969] (p. 2510) ;

— membre de la Commission nationale pour l'UNESCO [17 avril 1970] (p. 1142) ;

— membre du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche [14 avril 1971] (p. 1099) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur [29 juin 1971] (p. 3527) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant organisation de la formation professionnelle permanente [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980).

Dépôts :

Son rapport fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur (n° 266) **n° 288** [2 octobre 1968].

Son rapport supplémentaire, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur n° **340** [8 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — IX. — Education nationale n° **364** [15 octobre 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation de l'enseignemenl supérieur n° **427** [5 novembre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — X. — Education nationale, n° **836** [17 octobre 1969].

Sa proposition de loi relative à la structure des enseignements fondamentaux, n° **1018** [19 décembre 1969).

Sa proposition de loi relative au financement de la construction, du fonctionnement et de l'entretien des collèges destinés à l'enseignement du cycle moyen, n° **1122** [10 juin 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — X. — Education nationale, n° **1396** [14 octobre 1970].

Sa proposition de loi relative à l'intégration de l'enseignement technique dans l'obligation éducative et à son articulation avec la vie active, n° **1578** [18 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi d'orientation (n° 1752) sur l'enseignement technologique et professionnel, n° **1780** [1er juin 1971].

Son rapport fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1857), modifié par le Sénat, d'orientation sur l'enseignement technologique, n° **1879** [22 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique, n° **1943** [29 juin 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — X. — Education nationale, n° **2011** [8 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2091) relatif à la situation de différents personnels relevant du Ministre de l'Education nationale, n° **2093** [2 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2193), modifié par le Sénat, relatif à la situation de différents personnels relevant du Ministre de l'Education nationale, n° **2194** [20 décembre 1971].

Sa proposition de loi portant nationalisation des collèges d'enseignement général et d'enseignement secondaire, n° **2507** [30 juin 1972].

Sa proposition de loi tendant à modifier la composition de la Commission consultative prévue au paragraphe II de l'article 9 de la loi n° 71-588 du 16 juillet 1971 sur les fusions et regroupements de communes, n° **2566** [4 octobre 1972].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — IX. — Edueation nationale, n° **2586** [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur l'Education nationale : *Nécessité pour les étudiants de trouver un emploi correspondant aux éludes faites ; assurance d'une responsabilité partagée dans la préparation de l'avenir ; finalité de l'enseignement ; coopération des enseignants et des parents ; statut de la fonction enseignante ; ses observations sur les examens ; problème du cycle moyen donné par les C.E.T. et les C.E.S. ; développement des écoles maternelles afin de réaliser une meilleure démocratisation de l'université* [24 juillet 1968] (p. 2542, 2543) ; *importance des langues dès le cycle moyen ; revalorisation de ce cycle ; ses observations sur le C.E.G. ; rôle des recteurs et des doyens ; information des élèves au cours du cycle préparatoire au baccalauréat ; notion de sélection ; associa-*

tion des étudiants à l'activité pédagogique ; autonomie des établissements d'enseignement supérieur ; leur régionalisation ; exemple de Caen ; création d'universités techniques ; recherche technologique française ; autonomie des I.U.T. (p. 2542 à 2544).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, en qualité de *Rapporteur : Formation des maîtres de l'enseignement primaire ; sclérose pédagogique ; société gérontocratique ; insertion des étudiants dans la vie active* [3 octobre 1968] (p. 3002, 3003) ; *association entre l'université et la recherche ; colloque de Caen ; autonomie administrative ; ses observations sur le titre de chancelier ; pouvoirs des recteurs* (p. 3003) ; *composition des conseils d'administration ; introduction de la parité étudiants-enseignants ; vote des étudiants ; interdiction du vote multiple ; constitution, à côté du conseil d'établissement, d'un conseil scientifique ; autonomie pédagogique ; ses observations sur les diplômes ; contenu des programmes ; ses observations sur les enseignants ; abolition de la féodalité des chaires ; recrutement des étudiants ; nécessité d'assurer l'information et l'orientation ; importance du B.U.S. ; éducation permanente ; autonomie financière ; aide aux étudiants ; liberté d'information des étudiants ; respect de la laïcité* (p. 3003 à 3005) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (mission des universités et des établissements ; besoins de la nation ; situation à l'égard des enseignants et des chercheurs ainsi que des étudiants ; rôle des nouveaux moyens de diffusion des connaissances)* [8 octobre 1968] (p. 3106) ; *nécessité de faciliter les activités physiques et sportives ; éducation permanente* (p. 3106, 3107) ; *responsabilités des citoyens* (p. 3107); Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (développement de la coopération universitaire internationale, notamment avec les universités de langue française ; liens avec les universités des Etats membres du Marché commun)* (p. 3110) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3110) ; Art. 3 : *Son amendement tendant, dans la seconde phrase du premier alinéa de cet article, après les mots : « elles groupent » à insérer le mot : « organiquement »* (p. 3111) ; *son amendement tendant, dans la seconde phrase du premier alinéa de cet article, après les mots : « à caractère scientifique et culturel » à insérer les mots : « et des services communs à ces unités »* (p. 3113) ; *reconnaissance d'organismes autres que les unités de caractère scientifique ou pédagogique* (p. 3113) ; *son amendement tendant, dans la seconde phrase du premier alinéa de cet article, après les mots : « à caractère scientifique et culturel » à substituer au mot : « et » le mot : « elles »* (p. 3113) ; *problème des conventions avec les établissements privés* (p. 3113) ; *son amendement tendant, dans la première phrase du troisième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « leur est dévolue » les mots : « lui est dévolue »* (p. 3114) ; après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (possibilités pour les universités et autres établissements publics, à caractère scientifique et culturel, de passer des conventions de coopération avec d'autres établissements publics ou privés)* (p. 3114) ; Art. 4 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « autant que possible » à substituer aux mots : « les disciplines littéraires et scientifiques » les mots : « les arts et les lettres aux sciences et aux techniques »* (p. 3115) ; *classification des disciplines* (p. 3115) ; *problème de la territorialité* (p. 3115) ; après l'Art. 4 : *ses observations sur l'amendement de M. Barrot* (p. 3117) ; Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement de M. Dupuy : composition des conseils* (p. 3118) ; *son amendement tendant, dans le second alinéa de cet article, après les mots : « indépendants de ces universités » à insérer les mots : « où qui leur sont associés »* (p. 3118) ; *retrait de son amendement* (p. 3118) ; *rôle des C.O.D.E.R. dans le choix des personnalités extérieures* (p. 3118) ; *représentation des enseignants* (p. 3119) ; *rôle du conseil régional* (p. 3119) ; Art. 6 : *Ses observations sur l'amendement de M. Dupuy* (p. 3120) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « il est institué » à insérer les mots : « sous la présidence du Ministre de l'Education nationale »* (p. 3121) ; *rôle du conseil national* (p. 3121) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « indépendants de ces universités » à insérer les mots : « ou qui leur sont associés »* (p. 3121) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction des 4e, 5e, 6e, 7e, 8e et 9e alinéas de cet article (attributions du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche)* (p. 3121) ; *retrait de son amen-*

dement (p. 3121) ; après l'Art. 6 : *Ses observations sur l'amendement de M. Dupuy* (p. 3122) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (rôle du recteur d'académie pour la coordination de l'enseignement supérieur et des autres enseignements)* (p. 3123) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter cet article par l'alinéa suivant : « les statuts des unités d'enseignement et de recherche sont approuvés par le conseil de l'établissement public à caractère scientifique et culturel »* [9 octobre 1968] (p. 3142) ; Art. 8 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article après les mots : « les établissements » à insérer le mot : « publics »* (p. 3145) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à insérer le nouvel alinéa suivant : « le nombre des membres des divers conseils prévus ne peut être supérieur à cent »* (p. 3145) ; *ses observations sur le conseil scientifique* (p. 3145) ; *ses observations sur l'amendement de M. Boscher* (p. 3146) ; *son amendement tendant à substituer à la première phrase du quatrième alinéa de cet article deux nouvelles phrases (nombre des personnes extérieures choisies en raison de leur compétence et notamment de leur rôle dans l'activité régionale)* (p. 3147) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3147) ; *situation des anciens étudiants* (p. 3150) ; *création d'une Commission d'exécution* (p. 3151) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du cinquième alinéa de cet article (importance de la représentation des enseignants exerçant les fonctions de professeur, de maître de conférence, de maître-assistant)* (p. 3151) ; *parité entre les étudiants et les maîtres ; situation des assistants* (p. 3151, 3152) ; *ses observations sur l'expression « d'enseignants permanents »* (p. 3152) ; Art. 9 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « des diverses catégories » à insérer les mots : « d'électeurs »* (p. 3153) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « aux établissements » à insérer le mot : « publics »* (p. 3153) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à remplacer les mots : « suffrage universel et... » par le mot : « scrutin »* (p. 3154) ; *ses observations sur le scrutin à deux tours* (p. 3154) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article (régularité du scrutin ; représentativité des élus ; interdiction des inscriptions multiples)* (p. 3156) ; *son sous-amendement tendant, dans le texte proposé pour la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article, après les mots : « l'interdiction des inscriptions » à insérer le mot : « électorales »* (p. 3157) ; *son amendement tendant après le deuxième alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « lorsque le quorum n'est pas atteint, il est procédé, dans les huit jours, à un deuxième scrutin ; si le pourcentage des deux tiers n'est pas atteint au second tour, le nombre des élus est réduit en proportion »* (p. 3159) ; *droit de vote des étudiants de première année* (p. 3162) ; *son amendement tendant, dans la première phrase du troisième alinéa de cet article, après les mots : « délégués étudiants » à insérer les mots : « aux conseils des unités d'enseignement et de recherche »* (p. 3167) ; *élèves de première année devant être électeurs mais non éligibles* (p. 3168) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, après les mots : « collèges électoraux » à insérer les mots : « les conditions d'éligibilité »* (p. 3171) ; *retrait de son amendement* (p. 3172) ; *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article, après les mots : « collèges électoraux » à insérer les mots : « les règles de leur représentation »* (p. 3172) ; *retrait de son amendement* (p. 3172) ; Art. 10 : *Son amendement premier alinéa de cet article* (p. 3172) ; *son amendement tendant à remplacer les deux premières phrases du premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « le président de l'établissement public à caractère scientifique et culturel assure la direction et la gestion de l'établissement et le représente à l'égard des tiers »* (p. 3172) ; *son amendement tendant à remplacer les troisième et quatrième phrases du premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « ce président est élu pour une période de cinq ans ; il n'est pas immédiatement rééligible »* (p. 3172) ; *son amendement tendant à remplacer la cinquième et dernière phrase du premier alinéa par une nouvelle phrase : « il doit avoir le rang de professeur titulaire de l'établissement, sauf dérogation approuvée par le Ministre de l'Education nationale après avis du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche »* (p. 3172) ; *ses observations sur ses amendements* (p. 3173) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du second alinéa de cet article (élection du directeur de chaque unité d'enseignement et*

de recherche) (p. 3174) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « est élu » à insérer les mots : « pour une période de trois ans »* (p. 3175) ; *durée du mandat des directeurs d'unité* (p. 3175) ; *autorité du président et du directeur* (p. 3175) ; *établissement, par le conseil de son organisation intérieure* (p. 3176) ; *ses observations sur l'amendement de M. Fontanet* (p. 3176) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du cinquième alinéa de cet article (représentation des enseignants exerçant les fonctions de professeur, de maître de conférences, de maître-assistant)* (p. 3176) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3176, 3177) ; *situation des assistants* (p. 3177) ; *son amendement tendant à substituer au sixième et dernier alinéa de cet article deux nouveaux alinéas (détermination des programmes de recherche et répartition des crédits correspondants relevant exclusivement de conseils scientifiques)* (p. 3181) ; *rôle des conseils scientifiques* (p. 3181) ; *ses observations sur le sous-amendement de M. Cointat* (p. 3181) ; *représentation des personnalités qui feront partie des conseils scientifiques* (p. 3181) ; après l'Art. 10 : *son amendement tendant à insérer un nouvel article : « des décrets pourront préciser les conditions particulières de gestion des services communs aux unités d'enseignement et de recherche d'un même établissement public à caractère scientifique et culturel »* (p. 3182) ; *retrait de son amendement* (p. 3182) ; Art. 11 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3183) ; Art. 12 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (incompatibilité des fonctions de recteur d'académie avec celles de président d'un établissement public à caractère scientifique et culturel et avec celles de directeur d'une unité d'enseignement et de recherche ; incompatibilité des fonctions de président d'un établissement public à caractère scientifique et culturel avec celle de directeur d'une unité d'enseignement et de recherche)* (p. 3183) ; Art. 13 : *Son amendement tendant, dans la première phrase de cet article, à substituer au mot « persistante » le mot « grave »* (p. 3183) ; *son amendement tendant après les mots : « le Ministre de l'Education nationale peut... » à rédiger ainsi la fin de la première phrase de cet article : « prendre, à titre exceptionnel, toutes dispositions nécessaires ; il consulte le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, au préalable, ou, en cas d'urgence, l'informe dès que possible »* (p. 3183) ; *son amendement tendant, dans la première phrase de cet article, après le mot : « peut » à supprimer les mots : « après consultation du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche »* (p. 3183) ; *son amendement tendant après les mots : « à titre exceptionnel » à rédiger ainsi la fin de la première phrase de cet article : « toutes dispositions nécessaires pouvant aller jusqu'à leur dissolution et au recours à de nouvelles élections »* (p. 3183) ; *retrait des deux derniers amendements* (p. 3183) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (conditions d'obtention des grades, titres ou diplômes nationaux)* [10 octobre 1968] (p. 3200) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (règles conduisant aux titres et diplômes nationaux)* (p. 3200) ; *retrait de son amendement* (p. 3201) ; *son amendement tendant à supprimer le second alinéa de cet article* (p. 3202) ; *conditions de préparation du doctorat* (p. 3202) ; *ses observations sur les diplômes délivrés en 1968 ; nécessité, en présence d'une œuvre collective, de donner au jury la possibilité de fixer honnêtement la part de travail personnel de celui qui sollicite le doctorat* (p. 3204, 3205) ; Art. 16 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (responsabilité des établissements publics à caractère scientifique et culturel pour le recrutement des étudiants et des enseignants)* (p. 3206) ; *son sous-amendement tendant, dans l'article présent, après les mots : « du baccalauréat » à insérer les mots : « ou d'un titre jugé équivalent »* (p. 3206) ; *retrait de son sous-amendement ; nécessité de permettre à tous ceux qui en ont la volonté et les aptitudes d'effectuer des études supérieures* (p. 3206) ; *cas où un étudiant n'est pas admis dans un établissement* (p. 3206, 3207) ; *responsabilité des établissements* (p. 3206, 3207) ; *ses observations sur les paroles de M. Duhamel* (p. 3209) ; *ses observations sur l'orientation* (p. 3210) ; *responsabilité du recrutement ; information des jeunes gens sur l'enseignement supérieur* (p. 3210) ; *ses observations sur le sous-amendement de M. Duhamel* (p. 3211) ; *enseignement technique* (p. 3212) ; après l'Art. 19 : *Pratique des sports à l'université* (p. 3214) ; Art. 20 : *Son amendement tendant dans la deuxième*

phrase du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « ils disposent en outre de ressources propres » les mots : « ils disposent d'autres ressources » (p. 3215) ; *ressources de l'université* (p. 3215, 3216) ; *son amendement tendant, dans la seconde phrase du premier alinéa de cet article, après les mots : « et fondations » à insérer les mots : « droits d'inscription »* (p. 3216) ; *retrait de son amendement* (p. 3216) ; *son amendement tendant, dans la seconde phrase du premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « des collectivités publiques » le mot : « diverses »* (p. 3216) ; *son amendement tendant au début du quatrième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « aux critères nationaux » les mots : « à des critères nationaux »* (p. 3216) ; *son amendement tendant après les mots : « répartit entre » à une nouvelle rédaction de la fin du quatrième alinéa de cet article : « les universités et les établissements publics à caractère scientifique et culturel indépendants de ces universités, les emplois figurant à la loi de finances et délègue à chacun un crédit global de fonctionnement »* (p. 3217) ; *retrait de son amendement* (p. 3217) ; *son amendement tendant après la première phrase du cinquième alinéa de cet article à insérer les mots : « pour les opérations à étaler sur deux ans ou plus, il communique le programme des crédits de paiement »* (p. 3217) ; *nécessité de ne pas respecter le principe de l'annuatité budgétaire* (p. 3217) ; *son amendement tendant à remplacer les deux dernières phrases du sixième alinéa de cet article par le nouvel alinéa suivant : « chaque établissement vote son budget qui doit être en équilibre et être publié »* (p. 3218) ; *son amendement tendant à compléter le sixième alinéa de cet article par la phrase suivante : « il répartit dans les mêmes conditions les ressources qui ne proviennent pas de l'Etat »* (p. 3218) ; *recrutement des personnels administratifs* (p. 3219) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la première phrase du dixième alinéa de cet article (désignation du comptable de chaque établissement)* (p. 3219) ; *son amendement tendant à remplacer les deux derniers alinéas de cet article par trois nouveaux alinéas : (contrôle du Ministre de l'Education nationale et contrôle a posteriori de la gestion des établissements)* (p. 3219) ; *ses observations sur les catégories des corps d'inspection générale* (p. 3220) ; Art. 21 : *Son amendement tendant après les mots : « dans les établissements » à substituer aux mots : « d'enseignement supérieur » les mots : publics à caractère scientifique et culturel »* (p. 3224) ; *ses observations sur l'amendement de M. Dupuy* (p. 3224) ; *son amendement tendant à compléter cet article par l'alinéa suivant : « ces établissements peuvent faire appel, pour l'enseignement, aux chercheurs, à des personnalités extérieures et, éventuellement, aux étudiants qualifiés »* (p. 3225) ; *nomination de personnalités étrangères dans les corps d'enseignants* (p. 3225) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après le mot : « doivent » à insérer les mots : « sous réserve de leur statut particulier »* (p. 3226) ; *son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article, après les mots : « des enseignants » à insérer les mots : « et personnels assimilés »* (p. 3227) ; *son amendement tendant à la suppression du troisième alinéa de cet article* (p. 3227) ; Art. 23 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (choix des enseignants)* (p. 3227) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3227, 3230) ; Art. 24 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article : « la répartition des fonctions d'enseignement et des activités de recherche au sein d'un même établissement fait l'objet d'une revision périodique »* (p. 3231) ; *ses observations sur l'amendement de M. Fontanet* (p. 3231) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article (compétence des enseignants)* (p. 3231) ; *ses observations sur les paroles de M. Gilbert Faure ; association des étudiants au contrôle des connaissances acquises* (p. 3232) ; *ses observations sur les conditions générales des contrats d'embauche* (p. 3233) ; après l'article 26 : *droit syndical ; question des locaux pour l'exercice de ce droit* (p. 3234) ; Art. 27 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « ces conditions sont fixées par arrêté du Ministre de l'Education nationale »* (p. 3238) ; *conditions d'exercice de la liberté d'information et d'expression* (p. 3238) ; *son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante : « leurs conditions d'utilisation seraient définies et contrôlées par le président de l'établissement ou par le directeur de l'unité d'enseignement*

et de recherche, après consultation du conseil » (p. 3239) ; Art. 28 : *Son amendement tendant après le premier alinéa de de cet article à insérer l'alinéa suivant : « toute action ou provocation à une action portant atteinte aux libertés définies à l'article précédent ou à l'ordre public dans l'enceinte universitaire est passible de sanctions disciplinaires* » (p. 3241) : *responsabilités des présidents d'établissements et des directeurs d'unités* (p. 3241) ; Art. 30 : *son amendement tendant au début de cet article à substituer à la date du « 1er décembre 1968 » la date du « 31 décembre 1968* » (p. 3242) ; *son amendement tendant à compléter cet article par les mots : « conformément aux dispositions prévues au titre III de la présente loi* » (p. 3242) ; Art. 31 : *Son amendement tendant : 1° à substituer aux deuxième et troisième alinéas de cet article le nouvel alinéa suivant : « Elaborer les statuts des unités auxquelles ils sont rattachés ; ces statuts devront être approuvés à titre provisoire par le recteur d'académie* » ; *2° En conséquence, l'alinéa n° 3 devient le 2* (p. 3243) ; *son amendement tendant, dans le cinquième alinéa de cet article, à substituer à la date du « 15 février 1969* », la *date du « 15 mars 1969* » (p. 3243) ; *son amendement tendant, dans le cinquième alinéa de cet article après les mots : « n'auraient pas adopté... » à substituer aux mots : « les statuts » les mots : « des statuts* » (p. 3243) ; Art. 32 : *Son amendement tendant à compléter le second alinéa de cet article par les mots : « conformément aux dispositions prévues au titre III de la présente loi* » (p. 3243) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le début du troisième alinéa de cet article : « trois mois après* » (p. 3243) ; *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article, après le mot « établissements » à insérer le mot : « publics* » (p. 3244) ; après l'Art. 33 : *Problème des regroupements ; ses observations sur les écoles supérieures d'agriculture* (p. 3244) ; Art. 34 : *Déséquilibre entre la population universitaire de Paris et celle de province* (p. 3244) ; *son amendement tendant à compléter cet article par la phrase suivante : « le Conseil de l'enseignement supérieur sera alors supprimé* » (p. 3245) ; Art. 35 : *Son amendement tendant au début du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « en attendant » le mot « pour* » (p. 3246) ; *son sous-amendement tendant après les mots : « la gestion des établissements universitaires » à insérer les mots : « le développement de leur activité d'enseignement et de recherche* » (p. 3246) ; *son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « les autorités prévues par la législation antérieure conservent leurs pouvoirs jusqu'à la constitution, opérée conformément à la présente loi, des différents conseils qu'elle prévoit* » (p. 3246) ; Articles additionnels : *Principe de l'aide aux étudiants* (p. 3247) ; **Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire**, en qualité de *Rapporteur : Collaboration avec le Sénat ; effectif des conseils d'établissement et des conseils d'unité ; participation de membres extérieurs ; composition des conseils scientifiques ; responsabilité de gestion ; organisation des élections ; possibilité de voter par procuration ; le directeur d'une unité d'enseignement et de recherche doit normalement avoir le rang de professeur ou de maître de conférences ; conditions de contrôle des études ; liberté d'information des étudiants ; nécessité d'affirmer la priorité des constructions de locaux à usage d'enseignement ou de laboratoire, sur la construction de locaux affectés à l'information extra-scolaire ; ses observations sur le terme de doyen ; conditions du vote par procuration ; conditions d'obtention des diplômes nationaux ; institut national de la santé et de la recherche médicale* [7 novembre 1968] (p. 4080, 4081) ; *rôle du directeur d'une unité* (p. 4086) ; *ses observations sur les amendements de M. Edgar Faure* (p. 4087) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, ÉDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Nombre de créations d'emplois ; écoles normales d'instituteurs ; statut des directeurs et des maîtres des collèges d'enseignement général ; problème des universités ; mise en œuvre de la scolarité obligatoire ; ses observations sur le cycle moyen des collèges d'enseignement général et des collèges d'enseignement secondaire ; organisation des secteurs scolaires ; régulation des courants scolaires ; organisation planifiée des structures d'accueil ; nécessité de revaloriser l'enseignement technique ; création d'universités de sciences appliquées ou d'universités polytechniques ; éducation permanente ; problème de l'orientation en*

cours d'études ; nécessité d'une prévision à long terme [28 octobre 1968] (p. 3619, 3620) ; *ses observations sur le latin ; rôle de la culture ; possibilité d'un débat sur le cycle moyen* [29 octobre 1968] (p. 3691).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *ses observations sur la régionalisation ; problème des communications ; ses observations sur l'industrialisation ; rénovation de l'administration ; structures communales ; ses observations sur les secteurs scolaires et la voirie* [12 décembre 1968] (p. 5406, 5407).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, ÉDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Caractère du budget ; situation des adjoints d'éducation ; cas des surveillants généraux et des surveillants généraux de collèges d'enseignement technique ; achèvement des C.E.G. et C.E.S. liés à la carte scolaire ; organisation de chaque secteur scolaire ; définition des lieux d'implantation des écoles ; établissement d'un plan d'urbanisation d'écoles à trois classes et quatre maîtres ; l'école élémentaire doit être allégée de certains enseignements ; rôle fondamental de l'école ; problème de l'information ; éducation sportive ; introduction du tiers temps pédagogique ; ses observations sur le cycle moyen ; problème des enseignements de niveau secondaire ; enseignement du latin ; possibilité que l'enseignement des langues commence en huitième ; expérience des écoles maternelles de Bordeaux ; initiation au latin en classe de cinquième ; ses observations sur les classes pratiques de troisième et de quatrième ; formation pré-professionnelle ; enfance inadaptée ; enseignement technique ; ses observations sur la tendance qui consiste à envoyer prématurément les enfants dits « peu doués » en spécialisation professionnelle ; mission des collèges d'enseignement technique ; problème de la dépréciation des diplômes techniques ; brevet d'enseignement professionnel ; ses observations sur les I.U.T. ; notion de passerelle entre l'enseignement technique et l'enseignement général ; développement de l'éducation postscolaire ; nécessité de couronner l'enseignement technique par de véritables universités techniques ; mise en application de la loi d'orientation ; notion de pluridisciplinarité ; nécessité de mettre fin à l'existence des comités provisoires ; nécessité de développer l'information pour obtenir une régulation des flux d'inscriptions : ses observations sur Vincennes ; problème de l'accès à l'université ; les examens ne doivent pas devenir des assignats ; les étudiants ne doivent pas faire partie des jurys ; ses observations sur les cas où les pourcentages de succès semblent exagérés ; notion de concurrence entre les universités ; principe de l'extra-territorialité ; nécessité de ne pas céder au chantage de la minorité ; création d'un organisme capable de donner des garanties de défense au corps enseignant ; recherche scientifique ; aide sociale ; conditions d'attribution des bourses ; inadaptation de la notion de bourse, gratuité des transports et des fournitures scolaires ; scolarité obligatoire ; conditions d'attribution aux étudiants d'allocations plus substantielles que les bourses actuelles ; construction d'un tableau prospectif de la mission de l'éducation nationale au service de la jeunesse et de la nation* [12 novembre 1969] (p. 3575 à 3578) ; Titre IV : *distinction entre les bourses accordées pendant la période de la scolarité obligatoire et les bourses accordées pour des études ultérieures* [13 novembre 1969] (p. 3657) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Education obligatoire ; âge d'accès à l'apprentissage ; ses observations sur le fait que l'obligation scolaire peut être accomplie dans les entreprises ; utilité d'un enseignement pratique pour des élèves de 14 ans qui n'ont pas réussi dans la voie scolaire ; expérience tentée par M. Camusat à Fourmies ; ses observations sur les classes pratiques* [26 novembre 1969] (p. 4361, 4362) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à substituer au nombre « quatorze » le nombre « quinze »* (p. 4373) ; *obligation scolaire ; problème des dérogations ; ses observations sur le fait que la dérogation est demandée essentiellement pour des enfants défavorisés ; classes pré-professionnelles* (p. 4373, 4374) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Caractère du projet de loi ; difficultés actuelles des artisans et des commerçants ; rapport du nombre des inactifs par rapport à celui des actifs ; nécessité d'une information* [2 décembre 1969]

(p. 4506) ; Art. 18 de la loi du 12 juillet 1966 ; *Retrait d'un amendement qu'il avait précédemment déposé* [3 décembre 1969[(p. 4585).

Prend part au débat sur la question orale de M. Boutard relative à l'application de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur et aux réformes dans les établissements du second degré : *Situation des grandes écoles de moins en moins adaptées aux exigences scientifiques et techniques du monde moderne ; inadaptation de la plupart de nos grandes écoles à la recherche technologique ; insuffisance numérique des professeurs de spécialités techniques ; notion d'université technique ; institut national des sciences appliquées de Lyon ; création récente des instituts polytechniques de Grenoble, Nancy et Toulouse* [5 décembre 1969] (p. 4706, 4707).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Cousté et plusieurs de ses collègues, relative à la création et au fonctionnement des écoles, cours et autres organismes privés dispensant un enseignement à domicile : *Ses observations sur l'opportunité de modifier la réglementation actuelle pour que les titulaires d'une licence ou de la maîtrise, atteints de surdité congénitale ou autre, ou d'infirmités motrices puissent intervenir dans l'enseignement par correspondance* [11 décembre 1969] (p. 4833) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « d'être employés à quelque titre que ce soit » les mots : « exercer une fonction quelconque de direction et d'être employés à des fonctions didactiques supposant même occasionnellement la présence physique du maître dans les lieux où l'enseignement est reçu* » (p. 4835) ; *cas des personnes auxquelles on demande de corriger les épreuves et qui n'ont aucun contact avec les élèves* (p. 4835) ; Art. 7 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « proposés aux élèves » les mots : « conclus avec les élèves ou leurs représentants* » (p. 4835) ; Art. 9 : *Problème du démarchage* (p. 4837).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sans débat relative à l'enseignement technique agricole [12 décembre 1969] (p. 4896).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale avec débat relative à l'enseignement secondaire [12 décembre 1969] (p. 4903) : *Articulation entre le cycle moyen et les collèges d'enseignement technique ; planification de la mise en place du cycle moyen commun ; classes pratiques de quatrième et de troisième ; domaine économique et domaine technologique ; assouplissement des programmes ; centralisation excessive ; nécessité d'accorder plus d'autonomie aux établissements ; introduction de la notation littérale ; respect des règles élémentaires de l'ordre et du travail ; position d'insubordination des élèves en grève ; enseignement du latin vivant et enseignement de la technologie ; introduction d'une méthodologie de l'accès aux sciences expérimentales* (p. 4903 à 4906).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement : *Crise de l'enseignement ; ses observations sur la pédagogie ; problème des langues ; ses observations sur le latin ; étude de la seconde langue vivante ; ses observations sur le baccalauréat ; mise à l'étude d'un système de contrôle des études secondaires, analogue à celui qui existe dans les pays nordiques ; réforme pédagogique ; ses observations sur le cycle moyen ; problème de l'apprentissage ; thèse du tronc commun ; formation professionnelle dans les collèges d'enseignement technique ; importance des C.E.G. et des C.E.S. ; enseignement technique ; ses observations sur les classes de quatrième et de troisième pratiques ; ses observations sur le B.E.P. ; répartition des élèves dans les circuits de l'enseignement ; contrôle continu des connaissances ; option du doyen Vedel ; demande s'il faut dispenser la culture générale en négligeant le souci de l'emploi ou s'il faut avoir le souci de l'emploi en considérant que vient après la culture générale ; question de la politisation dans le secondaire et le supérieur ; rétablissement de l'autorité des chefs d'établissements et de l'autorité des enseignants ; ses observations sur la loi de l'orientation ; demande si la règle du quorum sera appliquée lors des prochaines élections au conseil d'administration ; université de Dauphine ; principe des franchises universitaires ; nécessité de mettre fin aux manquements à la loi ; responsabilité des doyens ; échec relatif de la pluridisciplinarité ; problème de la participation* [15 avril 1970] (p. 1052 à 1055).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme du régime des poudres et substances explosives, Art. 3 : *Nécessité d'assurer le plein emploi*

des activités ; exemple de la poudrerie de Bergerac ; production de nitrocellulose de la poudrerie de Bergerac [26 mai 1970] (p. 1946) ;

— du projet de loi relatif au service national, Art. 1er : *Interruption des études ; exemples étrangers ; formule d'un service national de douze mois s'articulant parfaitement avec la périodicité des cycles scolaires* [9 juin 1970] (p. 2374) ; Art. 2 : *Demande si les élèves du premier cycle des facultés des sciences, candidats à l'école polytechnique, peuvent, après un échec, bénéficier d'un report supplémentaire d'incorporation d'une année comme les élèves d'une classe de « taupe »* (p. 2378) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Enseignement technique ; ses observations sur les instituts universitaires de technologie ; avenir du monde rural dans les régions sous-développées, notamment dans le Sud-Ouest ; importance des centres de recherche pour les industries de pointe ; exemple de Grenoble ; distinction entre l'administration des hommes et l'espace rural, dans le cadre de l'aménagement rural* [17 juin 1970] (p. 2749) ;

— du projet de loi de programme relative aux équipements militaires de la période 1971-1975 : *Problème de la protection civile ; solidarité européenne dans la défense ; problème de la détection et de la destruction des vecteurs* [8 octobre 1970] (p. 4191).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Durafour, Fortuit, Bertrand Denis, Destremau, Leroy, Madrelle relatives aux problèmes de l'enseignement : *Structure de l'enseignement obligatoire ; initiation au latin en classe de cinquième ; gratuité des études ; attribution des bourses ; aide aux familles lorsque les enfants doivent être internes ; question des fournitures scolaires* [9 octobre 1970] (p. 4243, 4244).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, ÉDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Part du budget par rapport au produit national brut ; problèmes de personnels ; statut des directeurs des écoles nationales du premier degré ; harmonisation des horaires des personnels de l'enseignement technique ; cas des professeurs d'enseignement général de l'I.N.S.A. ; situation des inspecteurs généraux des services administratifs ; statut des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale ; présence des parents et des élèves dans certains conseils de classe ; ses observations sur les professeurs certifiés ; ses observations sur la scolarité obligatoire et le cycle moyen ; nationalisation des collèges ; cas des collèges d'enseignement technique ; étude pour les secteurs ruraux d'une conception d'ensemble des écoles maternelles ; problème du latin ; enseignement dispensé dans les classes pratiques* [14 novembre 1970] (p. 5543) ; *problème de la participation des techniciens pour la partie pré-professionnelle de cet enseignement ; crise de l'enseignement technique ; problème des passerelles entre l'enseignement technique et l'enseignement général ; création du baccalauréat de technicien ; ses observations sur les I.U.T. ; problème de l'assimilation de l'enseignement technique des I.U.T. au premier cycle des facultés ; création d'un second cycle d'enseignement supérieur dans les instituts universitaires de technologie ; ses observations sur le malaise de l'université ; problème de la pluridisciplinarité ; questions de l'autonomie et de la participation* (p. 5544, 5545) ; *aide aux études ; obligation scolaire ; transport des enfants ; insuffisance de la contribution de l'Etat ; nécessité d'instaurer un système d'allocation mensuelle ; déficit des restaurants universitaires ; exemple de celui de Nanterre ; problème de l'autonomie des universités ; prestige de notre université à l'étranger ; question du recrutement ; problème de la participation ; importance du pouvoir délibérant dans les structures universitaires ; notion de parité dans la composition des conseils ; répartition des compétences ; projet de décret relatif à l'Institut national des sciences appliquées de Lyon ; problème des rapports maître-élève* (p. 5559, 5560) ;

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales, Art. 47 du Code de l'administration communale : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par l'alinéa suivant : « Sont également soumis à approbation les budgets des communes de moins de 1.000 habitants »* [25 novembre 1970] (p. 5909) ; Commission mixte paritaire : *Participation des collectivités intéressées aux frais de construction et de fonctionnement des collèges d'enseignement général et des collèges d'enseignement secondaire ; cas*

d'absence d'accord entre les collectivités ; ses observations sur le cas des écoles élémentaires intercommunales [17 décembre 1970] (p. 6607) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions des Livres IV, V et IX du Code de la santé publique, Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'avant-dernier alinéa de l'article 850 du Code de la santé publique (possibilité pour les agents originaires de la Corse et des Départements d'outre-mer de bénéficier d'un congé bloqué de soixante jours tous les deux ans pour se rendre dans leur région d'origine)* [1er décembre 1970] (p. 6055) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6055) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière, après l'Art. 9 *bis* : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (fixation par décret des délais de construction, d'achèvement et d'équipement des centres hospitalo-universitaires au cours du VIe Plan)* [4 décembre 1970] (p. 6211) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, après l'Art. 19 : *Ses observations sur les élections des U.E.R. et des conseils d'universités ; ses observations sur le décret de mars 1970 qui institue un vote à deux degrés dans les élections aux conseils d'universités ; ses observations sur les franchises universitaires* [9 décembre 1970] (p. 6308) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif au reclassement de certains fonctionnaires de l'administration des postes et télécommunications ; ses explications de vote : *Demande dans quelles conditions les ouvriers, actuellement classés en deuxième catégorie, pourront accéder aux postes devenus vacants lorsque les ouvriers de troisième catégorie occuperont les emplois de quatrième catégorie créés au titre du budget de 1971* [17 décembre 1970] (p. 6627) ;

— sur le projet de loi modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés : *Service public de l'enseignement ; risques de division et de double emploi ; semaine des dix demi-journées de travail ; pérennisation du contrat simple ; répartition d'une journée d'élève ; recherche pédagogique ; respect des opinions et des croyances ; possibilité d'un débat sur l'enseignement secondaire* [27 avril 1971] (p. 1470, 1471) ; Art. 1er : *Pérennisation du contrat simple pour les établissements du premier degré* (p. 1484) ; après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à ajouter à la loi du 31 décembre 1959 un article 5 ter (expériences de recherche pédagogique)* (p. 1488) ; *ses observations sur son amendement* (p. 1488) ; *conditions d'affectation* (p. 1489) ;

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel, du projet de loi relatif à l'apprentissage, du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente : ENSEIGNEMENT TECHNOLOGIQUE ET PROFESSIONNEL, en qualité de *Rapporteur : Caractère de l'éducation permanente ; développement d'un système de coopération et de contrôle ; rôle des chambres de métiers dans le domaine de l'apprentissage ; spécificité de l'enseignement technique ; ses observations sur l'expression « enseignement technologique et professionnel » ; importance de la période de la formation professionnelle continue dans l'existence d'un individu* [7 juin 1971] (p. 2411) ; *rapport Langevin-Wallon ; échec des sections dites « pratiques » des classes de quatrième et de troisième ; objectif du VIe Plan ; élitisme scolaire ; formation préprofessionnelle donnée par des maîtres qualifiés ; ses observations sur les classes de troisième pratique ; nomination des maîtres spécialisés de l'enseignement technique dans des établissements responsables du cycle moyen ; enseignement supérieur et recherche ; création de véritables universités techniques ; problème des stages ; possibilité de faire appel à des personnels des entreprises* (p. 2412, 2413) ; *ses observations sur les paroles de M. Billecocq et de la dénomination « premier cycle du second degré »* (p. 2445) ; Art. 1er : *Son amendement tendant avant le premier alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa : « l'éducation permanente constitue une obligation nationale »* [8 juin 1971] (p. 2467) ; *son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article à substituer au mot : « l'enseignement » le mot : « Elle »* (p. 2467) ; *son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer de nouvelles dispositions (formation continue)* (p. 2467) ; *ses observations sur le terme : « cycle moyen »* (p. 2467) ; *préparation au certificat d'aptitude professionnelle ; conditions de l'entrée en apprentissage* (p. 2468) ;

Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (documentation fournie par les établissements d'enseignement)* (p. 2469) ; *dénomination des cycles* (p. 2469) ; *situation des cours complémentaires de l'enseignement privé* (p. 2470) ; *action pédagogique des maîtres* (p. 2470) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (initiation économique et technologique donnée à tous les élèves du cycle moyen)* (p. 2470) ; *situation des élèves des classes de seconde, de première et de terminale* (p. 2470) ; après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (répartition des types de formation professionnelle en trois degrés ; modalités de la formation professionnelle)* (p. 2471) ; *responsabilités de l'enseignement technique* (p. 2471) ; *son sous-amendement tendant, dans le premier alinéa de son amendement après les mots : « formation professionnelle » à insérer le mot « initiale »* (p. 2471) ; *distinction des degrés et des niveaux* (p. 2471) ; Art. 4 : *Son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « l'enseignement technologique et professionnel » les mots : « l'enseignement technique »* (p. 2472) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2472) ; *son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « cycles de formation permanente » les mots : « moyens de formation continue »* (p. 2473) ; *ses observations sur le fait que l'ensemble des moyens relatifs à la formation permanente ne se divise pas en cycles* (p. 2473) ; *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 2473) ; *durée de la scolarité obligatoire* (p. 2473) ; *problème de l'entrée en apprentissage après la classe de 5e ; situation des élèves qui sont en état de refus scolaire* (p. 2474) ; *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article* (p. 2474) ; *problème des stages* (p. 2475) ; *retrait de son amendement* (p. 2475) ; *ses observations sur les amendements en discussion* (p. 2477) ; *son amendement tendant à substituer aux deux derniers alinéas de cet article un nouvel alinéa : « Ces formations comportent un stage d'initiation ou d'application en milieu professionnel. Ce stage fera l'objet d'un contrat entre l'établissement d'enseignement et l'entreprise »* (p. 2483) ; après l'Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (responsabilité des établissements ou sections d'enseignement technique en matière d'apprentissage)* (p. 2484) ; *problème de l'institution de classes préprofessionnelles au niveau du second cycle* (p. 2484) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article : « Les titres ou diplômes de l'enseignement technique sont acquis par la voie de la formation professionnelle à temps plein, de l'apprentissage ou de la formation continue »* (p. 2485) ; *obtention des titres et diplômes de l'enseignement technique* (p. 2485) ; *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article* (p. 2485) ; *situation des titulaires de diplômes d'enseignement technique ; problème de la poursuite ou de la reprise des études* (p. 2485) ; *exemple des diplômes délivrés par le centre d'études nucléaires de Saclay* (p. 2486) ; *ses observations sur le mot : « équivalence »* (p. 2486) ; après l'Art. 5 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (établissement des équivalences)* (p. 2486) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article : « les titres ou diplômes de l'enseignement technique peuvent porter mention que leurs titulaires ont subi avec succès les épreuves consacrant l'actualisation de leurs connaissances »* (p. 2486) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2487) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (poursuite ou reprise des études)* (p. 2487) ; *ses observations sur l'expression « chèque d'enseignement »* (p. 2487, 2488) ; après l'Art. 6 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 2489) ; Art. 7 : *Son amendement tendant, dans le second alinéa de cet article, après les mots : « les éléments » à insérer le mot : « essentiels »* (p. 2489) ; *son amendement tendant à compléter le second alinéa de cet article par les mots : « à condition que ces diplômes aient été créés depuis plus de deux ans »* (p. 2489) ; *son sous-amendement tendant, dans le texte de son amendement, à substituer aux mots : « plus de deux ans » les mots : « plus d'un an »* (p. 2489) ; *délai entre la suppression d'un diplôme et sa prise en compte dans les conventions collectives »* (p. 2489) ; *son amendement tendant après les mots : « 1er janvier 1973 » à supprimer la fin du troisième alinéa de cet article* (p. 2490) ; Art. 8 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « enseignements technologiques et professionnels » les mots : « enseignements*

techniques » (p. 2491) ; Art. 9 : *Son amendement tendant, dans cet article, après les mots : « formation professionnelle » à substituer au mot : « permanente » le mot : « continue »* (p. 2492) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à la fin de la première phrase du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « les écoles privées de l'enseignement technique du département et par les établissements privés d'enseignement agricole » les mots : « les établissements privés de l'enseignement technique (commercial, industriel ou agricole) »* (p. 2492) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la seconde phrase du premier alinéa de cet article (rôle des comités)* (p. 2492) ; après l'Art. 10 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (consécration des disciplines technologiques par des grades universitaires ou par des diplômes équivalents)* (p. 2493) ; *son sous-amendement tendant, dans son amendement, apres les mots : « consacrés par des » à insérer les mots : « titres et »* (p. 2493) ; *situation des diplômés d'écoles d'ingénieurs* (p. 2493) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (recrutement des fonctionnaires des corps enseignants des établissements et sections d'enseignement technique)* (p. 2494) ; *conditions de formation des personnels d'enseignement privé ; situation des maîtres de l'enseignement technique* (p. 2495) ; *son sous-amendement tendant à supprimer dans son amendement les mots : « autant que possible en commun »* (p. 2495) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (possibilité pour les membres de l'enseignement technique d'obtenir un congé ne dépassant pas trois ans pour occuper un poste dans le milieu professionnel)* (p. 2496) ; *retrait de son amendement* (p. 2496) ; Art. 13 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « enseignement technologique et professionnel » les mots : « enseignement technique »* (p. 2497) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2497) ; après l'Art. 14 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (dépôt au Parlement d'un rapport annuel sur la situation de ces enseignements et sur l'exécution de la présente loi)* (p. 2497) ; après l'Art. 15 : *Situation des handicapés* (p. 2498) ; *cas des travailleurs immigrés* (p. 2498) ; Seconde délibération, Art. 3 *bis* : *Ses observations sur l'expression : « technologique et professionnel »* (p. 2499) ; Titre : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le titre du projet de loi : « projet de loi d'orientation sur l'enseignement technique »* (p. 2499) ; *retrait de son amendement* (p. 2499) ; **Projet de loi sur** l'apprentissage, Art. 12 : *Nécessité d'éviter l'utilisation de la main-d'œuvre juvénile* (p. 2519) ; **en deuxième lecture,** en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur l'expression : « enseignement technologique et professionnel » ; éducation permanente ; possibilité pour certains enfants de quitter le C.E.G. ou le C.E.S. après la classe de 5e ; échec des classes de troisième et de quatrième pratiques ; caractère trop conceptuel du modèle scolaire* [24 juin 1971] (p. 3379) ; *création d'une mentalité favorable à l'enseignement technique* (p. 3380) ; Art. 1er : *Son amendement (objet et nature de l'éducation permanente)* (p. 3380) ; Art. 1er *bis* : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3380) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du premier alinéa de cet article : « A partir du cycle moyen, les établissements... »* (p. 3380) ; *documentation sur les carrières* (p. 3380, 3381) ; Art. 3 : *Son amendement (obligation d'une initiation économique et technologique à tous les élèves du cycle moyen)* p. 3381) ; Art. 3 *bis* : *Son amendement (responsabilité des enseignements technologiques)* (p. 3381) ; Art. 4 : *Son amendement de pure forme* (p. 3382) ; *ses observations sur l'expression : « spécialistes de l'éducation nationale »* (p. 3382) ; *son amendement tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa de cet article* (p. 3383) ; Art. 4 *bis* : *Rôle de l'enseignement technique* (p. 3384) ; *son amendement de pure forme* (p. 3384) ; Art. 5 : *Son amendement de pure forme* (p. 3384) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du dernier alinéa de cet article (délivrance des titres ou diplômes)* (p. 3385) ; Art. 5 *quater* : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3385) ; *situation des diplômés de l'enseignement technique* (p. 3385) ; Art. 6, 9 et 10 : *Ses amendements rédactionnels* (p. 3385, 3386) ; Art. 11 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « dans les conditions analogues à celles qui sont retenues pour » les mots : « dans les mêmes conditions que »* (p. 3386) ; *situation des maîtres d'enseignement général* (p. 3386) ; *recrutement des maîtres d'enseignement technique* (p. 3386) ; *son amendement tendant*

à supprimer le troisième alinéa de cet article (p. 3387) ; *qualification des maîtres de l'enseignement technique* (p. 3387) ; Art. 12 : *Situation des établissement privés sous contrat* (p. 3387) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Jeunesse rurale ; utilité d'une politique d'aide à l'aménagement d'un logement spécial pour les jeunes ménages ; structuration du secteur scolaire ; possibilité d'envisager des maîtresses itinérantes en cas d'absence dans le voisinage d'école maternelle ; nécessité de supprimer les écoles à classe unique* [15 juin 1971] (p. 2933) ;

— du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur : *Instituts universitaires de technologie ; leur transformation en unités d'enseignement et de recherche ; élection au conseil d'université ; contrôle des connaissances de la constitution des jurys ; délivrance des diplômes* [21 juin 1971] (p. 3160) ; *conseil pédagogique ; nécessité de maintenir un examen final ; franchises universitaires ; nécessité d'affirmer que l'espace universitaire est soumis à la loi* (p. 3161) ; *nombre des étudiants dans les facultés de médecine ; finalité de l'Université ; relations maître-étudiant et Université-économie* (p. 3162) ; Art. 1[er] : *Son amendement (possibilité pour les universités de comprendre, outre les unités d'enseignement et de recherche, des instituts particuliers)* (p. 3171) ; *retrait de son amendement* (p. 3171) ; *son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du texte proposé pour compléter l'article 4 de la loi du 12 novembre 1968* (p. 3172) ; *retrait de son amendement* (p. 3172) ; après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « dans la première phrase du troisième alinéa de l'article 8 de la loi du 12 novembre 1968 » après les mots : « en collèges distincts par les enseignants » sont insérés les mots : « de chaque catégorie »* (p. 3178) ; *composition du conseil régional* (p. 3178) ; *son amendement (nombre de sièges prévu pour les enseignants)* (p. 3178) ; Après l'Art. 4 : *Son amendement (maître assistant inscrit sur la liste d'aptitude aux fonctions de maître de conférence ou titulaire du doctorat d'Etat)* (p. 3179) ; *mission du conseil scientifique ; fonctions des maîtres de conférence* (p. 3179, 3180) ; *son amendement (fixation des modalités du contrôle des connaissances par les conseils pédagogiques composés d'enseignants)* (p. 3180) ; *son amendement (élection des conseils d'U.E.R. et des conseils des universités et autres établissements publics à caractère scientifique et culturel)* (p. 3180) ; *retrait de son amendement* (p. 3180) ; *son amendement (soumission des procédés de contrôle et de vérification des connaissances aux conseils pédagogiques)* (p. 3180) ; Art. 5 : *Son amendement (examen terminal)* (p. 3181) ; *ses observations sur les instituts universitaires de technologie et les facultés de sciences* (p. 3182) ; *problème de l'examen terminal* (p. 3182) ; Art. 6 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du texte proposé pour l'article 20 de la loi de 1968, à substituer aux mots : « les diplômes qui confèrent l'un des grades ou titres universitaires » les mots : « les titres ou grades qui donnent droit à l'exercice d'une profession et... »* (p. 3183) ; *signification des diplômes nationaux ; retrait de son amendement* (p. 3183) ; Art. 10 : *Son amendement (fixation des modalités du contrôle des connaissances et des aptitudes)* (p. 3186) ; *son amendement (compétence des conseils pédagogiques prévus à l'article 13)* (p. 3186) ; *rôle du conseil pédagogique* (p. 3186) ; *compétence des enseignants en matière de vérification des connaissances* (p. 3187) ; *retrait de son amendement* (p. 3188) ; après l'Art. 10 : *Son amendement tendant, dans la deuxième phrase du second alinéa de l'article 36 de la loi de 1968, à supprimer les mots : « dans la mesure du possible »* (p. 3189) ; *son amendement (contrôle de la puissance publique sur les enceintes universitaires comme sur les autres domaines publics ou privés auxquels s'appliquent les lois de la République)* (p. 3189) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à compléter l'article 45 de la loi de 1968 et à substituer aux mots : « poursuivre des études médicales ou dentaires au-delà de la première année » les mots : « effectuer des études médicales ou dentaires »* (p. 3191) ;

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques : Art. 13 : *Son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « exercent leur ministère et peuvent plaider » les mots : « ont le monopole de la représentation et de l'assistance »* [13 octobre 1971] (p. 4506) ; Art. 22 : *Son amendement : « un décret fixera le nombre des avocats établis près d'un tribunal en dessous duquel le barreau sera départe-*

mental » (p. 4513) ; Art. 40 : *Son amendement tendant après les mots : « prises en charge » à rédiger ainsi la fin de la première phrase du premier alinéa de cet article : « par le fonds d'organisation de la nouvelle profession »* [14 octobre 1971] (p. 4554) ; *rôle du fonds d'organisation de la nouvelle profession d'avocat* (p. 4556) ; Art. 42 : *Son amendement (réparation du préjudice que pourrait connaître les avocats, avoués et agréés en raison de la mise en application de la présente loi)* (p. 4562) ; Art. 50 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « capacité en droit » les mots : « licence en droit »* (p. 4569) ; *son amendement tendant à la fin de cet article à substituer aux mots : « huit années » les mots « cinq années »* (p. 4569) ; En deuxième lecture, Art. 10 : *Son sous-amendement tendant à la fin du texte proposé par l'amendement de M. Zimmermann à substituer aux mots : « de celui d'ancien avoué ou d'ancien agréé » les mots : « ... de la mention « ancien avoué » ou « ancien agréé »* [8 décembre 1971] (p. 6525) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du deuxième alinéa de cet article* (p. 6527) ; Art. 22 : *son amendement tendant à inciter les avocats à se regrouper* (p. 6534) ; Art. 23 *bis* : *son amendement relatif à l'élection d'un conseil national des avocats* (p. 6561) ; *retrait de son amendement* [9 décembre 1971] (p. 6561) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : SERVICES DU PREMIER MINISTRE : PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT : *Importance des crédits nécessaires à la maîtrise de la pollution ; pollution visuelle ; accumulation des épaves de voitures le long des routes ; dégradation des sites naturels ; constructions nouvelles de caractère injurieux pour l'environnement ; nécessité de considérer le ministère de l'environnement comme un promoteur de civilisation* [8 novembre 1971] (p. 5524) ; ÉDUCATION NATIONALE : *Nationalisation des C.E.G. et des C.E.S. ; subventions d'Etat pour la construction des écoles maternelles en milieu rural ; carence de postes de surveillant dans les C.E.G. et les C.E.S. ; médecins de l'hygiène scolaire ; éducation physique* [9 novembre 1971] (p. 5546) ; *unification du cadre des inspecteurs généraux de l'administration de l'éducation nationale ; situation des chefs de travaux des collèges d'enseignement technique ; organisation des secteurs scolaires ; nécessité de préparer la carte des écoles élémentaires à prévoir autour du collège et la carte des écoles maternelles à prévoir autour de chaque école élémentaire ; définition d'un corps de maîtresses maternelles itinérantes et d'instruments mobiles de jeux ou d'action éducative ; formation des maîtres ; licences dites « des sciences de l'éducation » ; réforme de l'I.P.E.S. et des centres pédagogiques régionaux ; réorganisation de la semaine scolaire ; cycle moyen ; formation pré-professionnelle ; gratuité de l'enseignement obligatoire ; contribution de l'Etat aux dépenses de transport ; problèmes pédagogiques ; introduction de l'enseignement des langues modernes dès l'école primaire, voire l'école maternelle ; collégialité des maîtres dans les établissements ; participation des élèves à certains travaux d'entretien ; programmes pédagogiques* (p. 5547) ; *mathématiques modernes ; initiation au latin en 6e ; ses observations sur la responsabilité de l'Université en ce qui concerne l'orientation ; création dans chaque université d'un « centre de relations avec l'économie » ; entrée à l'Université* (p. 5548) ; *ses observations sur le grec* (p. 5577) ; *vacances scolaires* (p. 5584) ; *longueur des grandes vacances ; exemple des pays étrangers ; possibilité de laisser les établissements secondaires délivrer un certificat de fin d'études portant le bilan des résultats obtenus et des appréciations des maîtres* (p. 5585) ; *Titre III : son opposition à l'amendement de M. Bonhomme* (p. 5589) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur la Dordogne ; amélioration du statut des coopératives ; rémunération des produits en vue d'une politique de qualité ; politique du vin ; situation des coopératives viticoles ; normalisation des crus* [16 novembre 1971] (p. 5767) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires, avant l'Art. 1er : *Son amendement (abrogation des trois derniers alinéas de l'article 12 de l'ordonnance du 24 octobre 1958)* [25 novembre 1971] (p. 6114) ; *son amendement tendant à compléter l'article 12 de l'ordonnance par un nouvel alinéa : « toutefois le cumul des fonctions n'entraîne pas le cumul du traitement avec l'indemnité parlementaire »* (p. 6114) ; *retrait de son premier amendement ; problème du cumul d'une activité de professeur et d'une activité de parlementaire* (p. 6114) ; *situation des agrégés* (p. 6115) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, après l'Art. 10 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* [7 décembre 1971] (p. 6466) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi instituant l'aide judiciaire, Art. 7 *bis* : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (possibilité de faire annexer à la demande d'aide judiciaire l'avis motivé d'un avocat ou d'un avoué faisant apparaître que l'action est recevable)* [10 décembre 1971] (p. 6650) ; Art. 21-7 : *Son amendement concernant la rémunération des auxiliaires de justice* (p. 6691) ; *retrait de son amendement* (p. 6691) ; Art. 21-9 : *Son amendement (cas où le bénéficiaire de l'aide judiciaire a obtenu des ressources nouvelles grâce au jugement)* (p. 6698) ; Art. 33 : *Son amendement tendant à modifier l'amendement de M. Pleven (avis d'une commission réunie au début de chaque année judiciaire)* (p. 6702) ;

— du projet de loi relatif à la situation de différents personnels relevant du ministre de l'Education nationale, en qualité de *Rapporteur : Statut des personnels d'information et d'orientation ; ses observations sur les psychologues scolaires ; urgence des conseils d'orientation ; personnel du B.U.S. ; intégration de l'ancien sous-directeur du B.U.S. dans le corps des inspecteurs généraux des services administratifs* [10 décembre 1971] (p. 6684) ; *concours spécial d'anesthésiologistes* (p. 6685) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à supprimer le paragraphe II de cet article* (p. 6687) ; *retrait de son amendement* (p. 6687) ; *unité du corps* (p. 6688) ; *son amendement tendant à supprimer le paragraphe III de cet article* (p. 6688) ; *retrait de son amendement* (p. 6688) ; *son sous-amendement tendant après les mots : « 1er janvier 1971 » à rédiger ainsi la fin du texte proposé par l'amendement du Gouvernement : « pourront être intégrés par décret, à compter de cette même date, dans des corps existants »* (p. 6689) ; *respect des conditions de grade* (p. 6689) ; Art. 3 : *Son amendement relatif à la revalorisation de la situation des maîtres de conférence agrégés d'anesthésiologie* (p. 6689) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6689, 6690) ; En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : régularisation de la situation des maîtres de conférence d'anesthésiologie ; application de l'article 21 de la Constitution ; situation du sous-directeur du B.U.S.* [20 décembre 1971] (p. 7011) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* [4 mai 1972] (p. 1363) ; En deuxième lecture, Art. 25 : *Son amendement indiquant que la régularité de la composition et du fonctionnement des jurys est constatée par une commission dont la composition et le fonctionnement sont fixés par décret en Conseil d'Etat* [14 juin 1972] (p. 2483) ; *délivrance des diplômes d'architectes ; responsabilités du jury* (p. 2483) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. L 663-9 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement* [17 mai 1972] (p. 1618) ;

— du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française, Art. 2 : *Ses observations sur les zones d'ombre ; problèmes des agences de programmation* [16 juin 1972] (p. 2583) ; Art. 3 : *Limites au monopole* (p. 2601) ; *Son amendement* (p. 2602) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 2605) ;

— du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, Art. 1er : *Attitude des groupements professionnels ; nombre des travailleurs salariés dans les exploitations agricoles ; création d'un régime commun* [28 juin 1972] (p. 2920) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ÉDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Malaise du personnel enseignant ; formation des maîtres ; revalorisation des échelons intermédiaires des certifiés ; création de chaires d'enseignement affectées aux agrégés ; professeurs de collège d'enseignement technique ; personnel de surveillance ; problème des auxiliaires ; conseillers pédagogiques départementaux ; inspecteurs départementaux ; directeurs des écoles nationales du premier degré ; reclassement des chefs de clinique et des chefs de travaux des unités médicales ; statut des documentalistes des lycées ; bourses ; système de salaires prêtés aux étudiants ; gratuité des transports scolaires et des fournitures ; allocation de scolarité* [9 novembre 1972] (p. 4951) ; *éducation préscolaire ; écoles élémentaires ; collèges dans les milieux ruraux ; musique ; éducation physique ; proposition de loi affirmant le principe de la nationalisation des collèges ; organisation de*

la pédagogie ; initiation au latin en sixième ; français ; dictée ; rapport Beslais concernant l'orthographe ; nécessité de réformer notre orthographe en la simplifiant ; mathématiques modernes ; conseils de classe ; sa préférence pour la continuité du travail scolaire du lundi au vendredi ; moralité dans les établissements scolaires ; visite des lycées par une commission parlementaire ; institut universitaire de technologie ; universités concurrentielles (p. 4952, 4953) ; *désordre intellectuel et moral de l'Université ; exemple de Censier ; sa proposition d'une mission d'information de la Commission des affaires culturelles dans les treize universités parisiennes ; sélection au terme de la première année des études médicales* [10 novembre 1972] (p. 5024) ; *ses vœux de reprise du dialogue avec les étudiants, d'ouverture de l'université sur la vie et d'éducation permanente* (p. 5025) ; Etat B, Titre III : *Ses observations à l'amendement de M. Andrieux ; sa demande qu'une suite soit donnée à la proposition de loi tendant à nationaliser les collèges d'enseignement général et d'enseignement secondaire* (p. 5032) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION VII. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Création d'un centre de recherches spécialisé dans les études tropicales à l'université des Antilles* [13 novembre 1972] (p. 5069) ;

— du projet de loi sur la Banque de France. Art. 1er : *Son amendement définissant la mission de la Banque de France ; confirmation dans la loi du principe de la nationalisation ; aurait préféré la notion plus large des circuits bancaires et financiers à celle du « système bancaire »* [28 novembre 1972] (p. 5682) ; *retrait* (p. 5684) ; Art. 2 : *Son amendement précisant que la Banque de France est seule habilitée à fabriquer des billets* (p. 5688) ; *retrait* (p. 5689) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à faciliter les moyens d'investigation de la Banque de France en lui permettant d'entrer directement en relations avec les entreprises et groupements professionnels qui seraient disposés à participer à ses enquêtes de conjoncture et à adhérer à sa centrale de bilans* (p. 5690) ; *son amendement stipulant que la Banque de France tient à la disposition des administrations, des assemblées régionales et consulaires, de l'Université et des organisations professionnelles tous travaux, statistiques et documentation qu'elle juge utile de leur communiquer ; retrait* (p. 5961) ; Art. 14 : *Ses deux amendements fixant la désignation des conseillers, à raison de trois membres représentant l'Etat, trois membres représentant les intérêts économiques des utilisateurs de crédit et deux membres représentant le monde du travail ; sa défense de l'amendement de M. Offroy stipulant que les conseillers devront représenter d'une manière aussi équitable que possible l'Etat, les intérêts économiques utilisateurs du crédit et le personnel de la Banque de France* (p. 5695) ; En deuxième lecture après l'Art. 24 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Le Trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la Banque de France »* [18 décembre 1972] (p. 6292) ; *ses observations* (p. 6292) ; Art. 29 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 6292) ;

— du projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances, Art. 6 : *Son amendement remplaçant trois par quatre administrateurs désignés... ; retrait* [28 novembre 1972] (p. 5711) ; *son amendement au paragraphe* e) *devenu sans objet ; retrait* (p. 5711) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à introduire dans les conseils d'administration des représentants du monde du travail* (p. 5712, 5713) ; *retrait* (p. 5713) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission spéciale sur la proposition de loi de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale ; *nécessité d'instituer une éducation globale ; caractère inutile et dangereux de la proposition de loi, caractère critiquable de son financement* [7 décembre 1972] (p. 6002).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sans débat relative aux frais de fonctionnement des C.E.S. et C.E.G. [15 décembre 1972] (p. 6264).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant généralisation de la retraite complémentaire au profit des salariés et anciens salariés, Art. 1er : *Ses observations sur l'association des régimes de retraite complémentaire (ARCO)* [18 décembre 1972] (p. 6302) ; Art. 2 : *Procédure d'extension d'accords agréés* (p. 6304) ; *cas des métayers considérés comme salariés au regard des assurances sociales agricoles* (p. 6305) ; *retrait de l'amendement de M. Barrot* (p. 6305) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à autoriser les adolescents

âgés de quatorze et quinze ans à exercer de manière exceptionnelle une activité rémunérée : *Rôle de l'inspection du travail* [19 décembre 1972] (p. 6344) ;

CAPITANT (René)

Député de Paris
(3e circonscription)
U.D.R.

GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE
du 12 juillet 1968 au 28 avril 1969.

L'assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212).

Est nommé Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (Gouvernement de M. Couve de Murville), décret du 12 juillet 1968 [*J.O.* du 13 juillet 1968] (p. 6659).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 12 août 1968, de son mandat de député [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7917) ; [24 septembre 1968] (p. 2847).

Donne sa démission de Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Décret du 28 avril 1969 [*J.O.* du 29 avril 1969] (p. 4284).

Dépôts :

Son projet de loi portant amnistie n° 4 [12 juillet 1968].

Son projet de loi modifiant les articles 2101 et 2104 du Code civil n° 262 [24 septembre 1968].

Son projet de loi modifiant les articles 132, 133 et 136 du Code pénal n° 263 [24 septembre 1968].

Son projet de loi modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales n° 285 [2 octobre 1968].

Son projet de loi relatif à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics n° 338 [8 octobre 1968].

Son projet de loi mettant en harmonie l'article 1953 du Code civil avec la Convention européenne du 17 décembre 1962 sur la responsabilité des hôteliers quant aux objets apportés par les voyageurs n° 620 [2 avril 1969].

Son projet de loi étendant aux îles Wallis et Futuna, à la Nouvelle-Calédonie et dépendances, à la Polynésie française, à Saint-Pierre-et-Miquelon et au Territoire français des Afars et des Issas les dispositions de l'article 445 du Code pénal n° 675 [29 avril 1969].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie : *Etapes de l'œuvre d'amnistie ; infractions commises à l'occasion de l'insurrection algérienne ; infractions relatives à l'entreprise de subversion politique ; nombre des personnes qui restent encore à amnistier ; champ de l'amnistie ; juridiction compétente pour connaître des contestations éventuelles ; amnistie des infractions pénales ; effets de l'amnistie* [23 juillet 1968] (p. 2468, 2469) ; Art. 1er : *Champ d'application de cet article ; instructions devant être adressées au greffe des tribunaux militaires pour guider leur interprétation des dispositions législatives* (p. 2477) ; *son sous-amendement tendant à substituer, dans l'amendement de M. Pleven, au mot : « infraction » le mot : « délit »* (p. 2477) ; Art. 2 : *Compétence de la Cour de sûreté de l'Etat* (p. 2478) ; Art. 4 : *Problème de la réintégration et du droit à bénéficier des avantages attachés aux fonctions et grades civils ou militaires* (p. 2479) ; *rôle du conseil de l'ordre* (p. 2480) ; Articles additionnels : *Problème des infractions de droit commun* (p. 2485) ; *cas des objecteurs de conscience* (p. 2486) ; *amnistie des anciens résistants* (p. 2488) ; *amnistie dans les départements ou territoires d'outre-mer* (p. 2490) ; avant l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Limouzy* (p. 2491) ; après l'Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Limouzy* (p. 2491) ;

— du projet de loi relatif aux forclusions encourues du fait des grèves survenues en mai et juin 1968 et prorogeant divers délais : *Conséquences des événements de mai et de juin ; permettre à ceux qui devaient accomplir des actes ou des formalités ou satisfaire à des obligations de les effectuer valablement dans un nouveau délai ; détermination de la période des perturbations ; cas où des décisions de justice ont déjà été*

exécutées ; sauvegarde des droits des prévenus qui ont été empêchés de comparaître ; émissions de chèques sans provision ; transformation et augmentation de capital des sociétés ; mises en harmonie de leur statut conformément à la loi du 24 juillet 1966 ; délibérations des conseils des communautés urbaines ; délai de dépôt des marques de fabrique ; mise en vigueur de la loi sur les incapables majeurs [23 juillet 1968] (p. 2492, 2493) ; Art. 1er : *Durée de la période troublée* (p. 2495) ; *problème des décisions de justice régulièrement signifiées* (p. 2496) ; Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Gerbet* (p. 2497) ; Art. 5 : *Extension de la suspension des pénalités au secteur fiscal* (p. 2498) ; *application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Gerbet* (p. 2498) ; après l'Art. 8 *quinquies* : *Ses observations sur l'amendement de M. Claudius-Petit ; délai de dépôt des pièces complémentaires à un accord préalable au permis de construire* (p. 2500) : Titre : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre : « projet de loi relatif aux forclusions encourues du fait des événements de mai et juin 1968 et prorogeant certains délais »* (p. 2502) ; En deuxième lecture : Art. 8 *bis* : *Ses observations sur l'amendement de M. Gerbet* [24 juillet 1968] (p. 2548).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur l'éducation nationale : *Ses observations sur les paroles de M. Gilbert Faure* [24 juillet 1968] (p. 2549).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : *Possibilité de faciliter le choix de l'obligataire en lui permettant de mieux convertir son obligation ; participation des travailleurs aux fruits de l'expansion* [17 octobre 1968] (p. 3376) ; avant l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Le Douarec* (p. 3376) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à substituer au deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 196 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 deux nouveaux alinéas (cas où les obligataires optent pour la conversion. Société pouvant modifier les bases de conversion pour tenir compte des conditions d'émission de nouvelles actions ou de nouvelles obligations)* (p. 3377) ; *retrait de son amendement* (p. 3377) ; *son amendement tendant à la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article 196-1 de la loi du 24 juillet 1966 à substituer aux mots : « deux mois » les mots : « trois mois »* (p. 3377) ; *retrait de son amendement* (p. 3378) ; *sociétés devant renseigner leurs actionnaires et leurs obligataires en cours d'année ; détermination de la période d'option pour la conversion* (p. 3378) ; après l'Art. 6 : *Ses observations sur l'amendement de M. Le Douarec* (p. 3378) ; après l'Art. 6, Art. 7, après l'Art. 9, après l'Art. 12, Art. 13, après l'Art. 13, Art. 15 : *Ses observations sur les amendements déposés à ces articles* (p. 3378 à 3380) ;

— du projet de loi modifiant les articles 132, 133 et 136 du Code pénal, Art. 1er et 2 : *Ses observations sur les amendements de M. Krieg* [17 octobre 1968] (p. 3381) ;

— du projet de loi modifiant les articles 2101 et 2104 du Code civil, Art. unique : *ses observations sur les amendements de M. Krieg* [17 octobre 1968] (p. 3382) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'armement et aux ventes maritimes, Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Baudouin* [17 octobre 1968] (p. 3383) ; Art. 10 : *Ses observations sur l'article 80 du Code de commerce* (p. 3384) ; Art. 37 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « l'acheteur est débiteur d'une somme comprenant indivisément le prix de la chose, la prime d'assurance et le fret ; les risques du transport sont à sa charge »* (p. 3384) ; Art. 39 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (cas d'ouverture d'un crédit documentaire)* (p. 3384) ; *retrait de son amendement* (p. 3384) ; Art. 28 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots suivants : « à l'exception de celles de l'article 39 »* (p. 3385) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, Justice : *Caractères du budget : Création d'emplois nouveaux ; effort d'équipement* [8 novembre 1968] (p. 4155, 4156) ; *éventualité d'un collectif qui soumettra à l'Assemblée Nationale, au cours de l'exercice 1969, les conséquences des réformes ; élaboration des réformes avec la participation des intéressés ; statut et carrière des magistrats ; organisation judiciaire ; collaboration entre le Gouvernement et l'Assemblée Nationale ; organisation et emplacement des juridictions ; problème de la carte judiciaire ; raisons d'une modernisation ; crise de la magistrature ; équilibre entre le corps de la magistrature judiciaire et celui des administrateurs civils ; problème*

du recrutement ; ses observations sur le tribunal de grande instance de Lille ; chambre familiale de Lille ; fonctionnement de la justice ; fusion des professions judiciaires ; extension du champ de la nouvelle profession ; question de savoir si la nouvelle profession ne sera pas astreinte à un minimum de territorialité ; problème de l'indemnisation (p. 4156 à 4159) ; *ses observations sur le décret qui doit autoriser les avocats à être membres des conseils d'administration ; statut des magistrats ; carrière des anciens élèves du centre national d'études judiciaires ; son projet de tribunal départemental ; maintien des tribunaux d'instance ; mobilité des magistrats ; juges des tutelles ; crise de recrutement de la magistrature ; projet de loi autorisant à recruter des magistrats au tour extérieur ; ses observations sur les Cours d'appel ; extension de nouvelles régions ; modernisation des palais de justice* (p. 4178, 4179) ; *question des greffes ; indemnités versées aux greffiers ; situation des greffes fonctionnarisés ; projet de création d'un corps intermédiaire ; organisation des greffes dans le département de la Réunion ; réforme de l'assistance judiciaire ; fusion des professions d'avocat et d'avoué ; problème des conseils juridiques ; ses observations sur les sociétés civiles professionnelles ; problème des prisons ; cas de la prison de Chartres ; désaffection de la prison de la Roquette ; incarcération des condamnés adolescents et des condamnés adultes ; modernisation du langage judiciaire ; hermétisme de ce langage ; atteintes aux bonnes mœurs par voie de presse et d'affiche* (p. 4179 à 4181) ; *travaux de construction de la prison de femmes de Fleury-Mérogis ; personnel en fonction à la Petite-Roquette devant aller à Fleury-Mérogis* (p. 4182) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant extension aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion de modifications apportées au Code civil et précisant les conditions d'application de certains article de ce Code dans les mêmes départements : *Ses observations sur ce texte* [20 novembre 1968] (p. 4756) ;

— du projet de loi relatif à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics : *Ses observations sur ce texte* [28 novembre 1968] (p. 4932) ; Art. 7 : *Ses observations sur l'amendement de M. Baudouin* (p. 4933) ; Art. 9 : *Gouvernement acceptant l'amendement de M. Baudouin* (p. 4934) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Hoguet tendant à modifier la loi n° 51-59 du 18 janvier 1951 relative au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement : *Extension du délai pendant lequel peut être conclu le nantissement ; obligation faite aux créanciers de faire mentionner au greffe la date et le lieu de livraison* [28 novembre 1968] (p. 4935) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Hoguet tendant à modifier les articles 832 et 832-2 du Code civil concernant l'attribution préférentielle d'une exploitation agricole : *Assimilation du cohéritier nu-propriétaire au cohéritier copropriétaire ; cas des légataires universels ou à titre universel* [28 novembre 1968] (p. 4936) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (droits du cohéritier nu-propriétaire ; personne ayant vocation universelle ou à titre universel à la succession étant considérée comme un héritier)* (p. 4936) ; après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « l'article 832-1 du Code civil est complété par l'alinéa suivant : « les dispositions du présent article ne sont pas applicables à la personne ayant vocation universelle ou à titre universel à la succession en vertu d'un testament ou d'une institution contractuelle »* (p. 4936, 4937) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter l'article 832-2 du Code civil par de nouvelles dispositions (droits du cohéritier nu-propriétaire ; personne ayant vocation universelle ou à titre universel à la succession étant considérée comme un héritier)* (p. 4937) ; Art. 3 : *Application des dispositions de la présente loi aux successions ouvertes et non encore liquidées à la date de son entrée en vigueur* (p. 4938).

Décédé le 23 mai 1970.

CARPENTIER (Georges)

Député de la Loire-Atlantique (6e circonscription)
F.G.D.S., puis S.

SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1970] (p. 746).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968 (p. 2212) ; [3 avril 1969] (p. 850) ; [2 avril 1970] (p. 750) ; [2 avril 1971] (p. 837) ; [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [7 octobre 1969] (p. 2510).

Dépôt :

Sa proposition de loi relative aux juridictions sociales, n° 1648 [15 avril 1971].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Ses observations sur l'université et l'enseignement technique ; investissement intellectuel ; insuffisance des crédits ; inadaptation de l'enseignement à sa fonction ; sections d'éducation professionnelle ; diversification des collèges d'enseignement technique ; problème des débouchés régionaux ; région à vocation touristique ne disposant pas de section hôtelière dans un lycée technique ou dans un collège d'enseignement technique ; problème de l'information des familles et de l'orientation ; rôle des bureaux universitaires de statistiques ; recrutement des élèves des collèges d'enseignement technique et des lycées techniques ; problème de l'enseignement agricole public* [25 juillet 1968] (p. 2580, 2581) ; *question de la rentrée prochaine* (p. 2582) ;

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 27 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article : « les enceintes hospitalières exceptées, des locaux seront mis à cette fin à la disposition des étudiants. Leurs conditions d'occupation seront définies par le conseil d'établissement et contrôlées par son président »* [10 octobre 1968] (p. 3239) ; *liberté d'information postulant que la liberté d'expression soit assurée à l'intérieur des universités* (p. 3239) ; ses explications de vote : *Réforme étant le résultat d'une rencontre fortuite, celle des événements de mai et du nouveau Ministre de l'Education nationale ; coût de la réforme ; principes d'autonomie et de participation ; ses observations sur les franchises universitaires ; rapports entre enseignants et enseignés ; association de l'université et de la recherche ; ouverture sur les réalités économiques et professionnelles ; son vote ; réforme de l'enseignement secondaire* (p. 3250, 3251) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Problèmes de l'orientation, de l'information, des bourses, des œuvres universitaires ; possibilité de prévoir une indemnité scolaire incluse dans les prestations familiales pour le second degré et d'une allocation d'études pour l'enseignement supérieur ; évolution du taux des bourses en fonction de l'augmentation du coût de la vie* [28 octobre 1968] (p. 3641, 3642) ; *ses observations sur les œuvres universitaires ; rôle de la participation ; situation des personnels des restaurants universitaires ; prix du repas et de la chambre* (p. 36452) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — JEUNESSE ET SPORTS : *Destination des équipements de Font-Romeu ; ses observations sur les Jeux olympiques ; éducation physique et sportive devant commencer dès l'école primaire ; politique du régime ; faiblesse des moyens en ce qui concerne l'action éducative et culturelle et l'action sociale et de prévoyance ; crédits relatifs aux travaux d'entretien des colonies de vacances ; sport de masse ; son vote sur le budget* [30 octobre 1968] (p. 3713, 3714) ; *vote du groupe de la fédération de la gauche démocrate et socialiste* (p. 3732) ; TRANSPORTS. — MARINE MARCHANDE : *Flotte de commerce ; désarmement de navires ; concurrence étrangère ; demande quelle aide la construction navale française peut attendre du Gouvernement* [31 octobre 1968] (p. 3784) ; AFFAIRES SOCIALES : *Problème de l'emploi, notamment pour les jeunes ; fonds national de l'emploi ; agence nationale de l'emploi ; nécessité de constituer une inspection générale des affaires sociales ; renforcement de l'inspection médi-*

cale du travail ; ses observations sur les services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre ; actions de recherche sociale et de formation ouvrière ; reconversion de certaines industries ; problème de la formation professionnelle ; action de préformation des jeunes, demandeurs d'emploi ; travail des femmes ; question du placement des handicapés [6 novembre 1968] (p. 4000, 4001) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises : *Accords de Grenelle ; rôle du syndicalisme ; loi du 27 avril 1956 ; champ d'application du projet de loi ; cas des entreprises employant moins de cinquante salariés ; création de trois catégories de salariés ; condition d'âge exigée pour les délégués syndicaux et leurs suppléants ; nature de la section syndicale d'entreprise ; protection des délégués syndicaux ; création d'une magistrature sociale ; immunité syndicale ; conditions de l'exercice du droit de grève ; congé-éducation* [4 décembre 1968] (p. 5055, 5056); Art. 1er : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du deuxième alinéa de cet article : « dans toutes les entreprises ou établissements, qu'ils soient publics ou privés... »* (p. 5076) ; *retrait de son amendement* (p. 5076) ; *son amendement tendant, dans le second alinéa de cet article, à supprimer les mots : « occupant habituellement plus de cinquante salariés »* (p. 5076) ; *problème du seuil de cinquante salariés* (p. 5076) ; *son amendement tendant, après le deuxième alinéa de l'article premier, à insérer le nouvel alinéa suivant : « dans les entreprises occupant habituellement moins de cinquante salariés, les syndicats représentatifs de l'entreprise ou de l'établissement bénéficient des seules dispositions des articles 2, 3, 4, troisième alinéa, 6, 7, 10 et 11* (p. 5078) ; *autorisation donnée à l'action syndicale de s'exercer dans les entreprises employant moins de cinquante salariés* (p. 5078) ; Art. 2 : *Comités d'établissement* (p. 5081) ; *son amendement tendant à compléter cet article par les mots suivants : « et autres dispositions de la loi sur les conventions collectives du 11 février 1950 »* (p. 5082) ; Art. 3 : *son amendement tendant à substituer aux mots : « en dehors des temps et des locaux de travail » les dispositions suivantes : « selon les modalités prévues par convention, accord d'entreprise, ou fixées par les usages. A défaut d'accord ou d'usages, elle peut être effectuée à l'intérieur de l'entreprise, en dehors des temps et des locaux de travail »* (p. 5083) ; *retrait de son amendement* (p. 5083) ; Art. 4 : *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, après les mots : « dans l'enceinte de celle-ci » à rédiger ainsi la fin de cet alinéa : « selon les modalités prévues par convention, accord d'entreprise ou usage. A défaut d'accord ou d'usages, la diffusion peut être effectuée à l'intérieur de l'entreprise en dehors des temps et des locaux de travail »* (p. 5083) ; *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par les mots : « et pendant les périodes de repos »* (p. 5084) ; *nécessité de faciliter l'activité syndicale dans l'entreprise* (p. 5084) ; Art. 5 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « un local » les mots : « un ou plusieurs locaux »* (p. 5086) ; *son amendement tendant, au début du deuxième alinéa de cet article, après les mots : « les modalités », à insérer les mots : « d'aménagement et les conditions »* (p. 5087) ; *retrait de son amendement* (p. 5087) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (lieu où peut se tenir une réunion de la section syndicale)* (p. 5087) ; *son amendement tendant, au début de cet article, après les mots : « les adhérents » à insérer les mots : « et les sympathisants »* (p. 5087) ; *retrait de son amendement* (p. 5087) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouveaux alinéas : « les chefs d'établissement sont tenus de recevoir les délégués syndicaux sur leur demande, collectivement ou non, selon les questions qu'ils ont à traiter. Les délégués syndicaux peuvent se faire assister pour ces audiences, sur leur demande, d'un représentant de leur organisation syndicale »* (p. 5088) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5088) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots : « après consultation des organisations syndicales représentatives visées au dernier alinéa de l'article premier* (p. 5090) ; Art. 9 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « 21 ans » les mots : « 18 ans »* (p. 5091, 5092) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « traités internationaux » à insérer les mots : « et sous réserve de réciprocité ou d'égalité des droits »* (p. 5093) ; *retrait de son amendement* (p. 5093) ; *son amendement tendant, après le premier alinéa de cet article, à insérer un nouvel alinéa : « le délai de*

quatre mois prévu à l'alinéa ci-dessus n'est pas exigible dans le cas de création d'entreprise ou d'ouverture d'établissement » (p. 5093) ; *durée de présence dans l'entreprise* (p. 5094) ; Art. 10 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « est transmise » les mots : « est adressée simultanément »* (p. 5095) ; *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots suivants : « le délégué étant maintenu dans son emploi et dans son poste »* (p. 5097) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début de cet article : « toute infraction aux obligations prévues par la présente loi et toute entrave »* (p. 5102) ; *distinction entre l'infraction à la loi et l'entrave à l'exercice du droit syndical ; retrait de son amendement* (p. 5102) ; *son amendement tendant à compléter cette article par la phrase suivante : « les infractions sont constatées par les inspecteurs du travail ou l'autorité qui en tient lieu »* (p. 5102) ; *problème des entraves apportées à l'exercice du droit syndical* (p. 5102) ; *retrait de son amendement* (p. 5102) ; *liberté individuelle du travail* (p. 5102) ; Art. 14 : *Son amendement tendant, dans cet article, après les mots : « les dispositions de la présente loi » à insérer les mots : « et du décret prévu à l'article 8 »* (p. 5103) ; *ses observations sur les textes d'application* (p. 5103) ; Articles additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article « les textes portant statut de la fonction publique ou statut du personnel des entreprises visées par l'article 31-0 du Livre premier du Code du travail seront revus pour tenir compte des dispositions de la présente loi »* (p. 5103) ; *retrait de son amendement* (p. 5103) ; Ses explications de vote : *Eléments positifs dans le projet de loi ; son vote sur ce texte* (p. 5105) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Age exigé pour être délégué syndical* [19 décembre 1968] (p. 5690).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sans débat relative à la pratique des sports dans les établissements scolaires [13 décembre 1968] (p. 5458, 5459, 5460).

Prend part à la discusion, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à porter à quatre semaines la durée minimum des congés annuels et à prévoir les majorations applicables en raison de l'âge des travailleurs salariés ou de leur ancienneté dans l'entreprise : *Ses observations sur les congés des jeunes travailleurs ; service militaire des jeunes ; nécessité d'accorder une semaine supplémentaire aux jeunes de moins de dix-huit ans ; congés d'ancienneté ; abaissement de l'âge de la retraite ; semaine de quarante heures* [29 avril 1969] (p. 1117) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la première phrase du deuxième alinéa de cet article (durée du congé pour les jeunes travailleurs et apprentis)* (p. 1120) : *ses observations sur son amendement* (p. 1120) ; ses explications de vote ; *vote du groupe socialiste* (p. 1122).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs une question orale sans débat relative à la suppression de 20 postes de directeur de maisons de jeunes [10 octobre 1969] (p. 2610, 2612, 2613).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à renforcer la protection des représentants du personnel engagés par un contrat de travail à durée déterminée : Ses explications de vote : *Problème de la preuve ; champ d'application du texte ; cas des travailleurs saisonniers* [14 octobre 1969] (p. 2643) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale du travail n° 105 concernant l'abolition du travail forcé, adoptée à Genève le 21 juin 1957 : *Hommage rendu à l'O.I.T. et au B.I.T. ; attribution du prix Nobel de la paix à l'O.I.T. ; fondement de l'action de l'O.I.T. ; originalité de cette organisation ; son activité ; ses observations sur les problèmes des pays en voie de développement* [21 octobre 1969] (p. 2795).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Sabatier après l'article 17 de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 [30 octobre 1969] (p. 3108).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE — SECTION II — JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Caractère du budget ; son vote ; problème des maisons de jeunes et de la culture ; son souhait de voir s'instaurer un large débat sur les problèmes de la jeunesse ; nécessité d'éviter une mainmise sur les maisons de jeunes ; crédits relatifs à*

l'action éducative et culturelle et à l'action sociale et de prévoyance ; affectation des économies ; publication d'un brochure éditée par le centre d'information et de documentation de la jeunesse ; politique du gouvernement à l'égard de la jeunesse ; subvention des associations volontaires ; situation des organisations de jeunesse indépendantes ; rôle du haut comité de la jeunesse ; fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire [30 octobre 1969] (p. 3125, 3126) ; TRANSPORTS — III. — MARINE MARCHANDE : *Ses observations sur le budget ; déficit de la balance des frêts ; taux de couverture par le pavillon national ; système des pavillons de complaisance ; activité des chantiers navals ; situation des chantiers moyens ; réparation navale ; ses observations sur le port de Saint-Nazaire ; problème de l'alimentation en tôles* (p. 3141) ; *situation des marins ; problème de l'emploi ; situation des pensionnés, des retraités et veuves de marins ; rapport Forner* (p. 3141) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE — PLAN ET AMÉNAGEMENT DE TERRITOIRE : *Valeur du Plan ; résultats du IV^e^ et du V^e^ Plan ; situation de l'emploi ; progression de la production industrielle ; balance commerciale ; équilibre entre les différentes régions ; liaison Rhin-axe rhodanien-Méditerranée ; crise des houillères ; ses observations sur les investissements ; élaboration du Plan ; problème des moyens financiers ; implantation des industries ; ses observations sur la façade atlantique ; aménagement de la basse-Loire ; création d'un axe atlantique rapide, du nord de la Bretagne à la frontière espagnole* [7 novembre 1969] (p. 3517, 3518) ; AFFAIRES SOCIALES — TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Structure du Ministère ; scission de l'ancien Ministère des Affaires sociales ; présentation du budget ; diminution des prérogatives du Ministre en raison de transferts importants aux charges communes et aux services du Premier Ministre ; importance de la mission du Ministère du Travail ; inspection du travail ; Agence nationale pour l'emploi ; Fonds national pour l'emploi ; problèmes de l'emploi et de la rémunération des travailleurs ; inadaptation de la formation de notre main-d'œuvre à l'évolution du monde moderne ; création de sections d'éducation professionnelle ; préformation ; formation professionnelle des adultes ; difficulté pour les jeunes de trouver un emploi ; situation des personnes qui, après l'âge de 45 ans, sont obligées d'abandonner leur emploi et ne parviennent pas à en trouver un autre ; travail intérimaire ; travail des femmes ; travail à temps partiel ; ses observations sur les handicapés ; rôle du S.M.I.G. , mensualisation des salaires ; création de tribunaux sociaux* (p. 3557, 3558) ; EDUCATION NATIONALE : *Enseignement technique ; accumulation des retards en raison du budget ; problème de l'orientation ; demande ce que deviendront les classes pratiques et les classes de transition ; avenir des sections d'éducation professionnelle et de préformation ; ses observations sur les C.E.T. ; désire savoir si l'on créera dans les C.E.S. des sections techniques ; place des disciplines initiatrices à l'enseignement professionnel dans le premier cycle ; ses observations sur les lycées techniques* [12 novembre 1969] (p. 3599, 3600) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Politique culturelle ; vie artistique et culturelle en province ; décentralisation artistique et culturelle ; mise en place des équipements nécessaires ; formation des animateurs et des conseillers culturels compétents* [20 novembre 1969] (p. 4069) ;

— du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance : *Ses observations sur la concertation ; avis formulés par les organisations syndicales ; réforme se limitant à un changement de sigle ; dissociation entre le salaire minimum interprofessionnel garanti et le salaire minimum de croissance ; évolution de ce salaire ; commission supérieure des conventions collectives ; problème de la mensualisation* [10 décembre 1969] (p. 4773, 4774) ; Art. 1^er^ : *Son amendement tendant à substituer au premier alinéa de cet article de nouvelles dispositions (rôle de la commission supérieure des conventions collectives ; étude de la composition d'un budget type)* (p. 4781) ; *variation du revenu national par habitant* (p. 4781) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa de cet article* (p. 4782); Art. 31 *x b* du Code du travail : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (rôle du S.M.I.G. ; indication qu'aucune rémunération ne peut être calculée sur une base inférieure au S.M.I.G.)* (p. 4782) ; *distinction entre salaire minimum interprofessionnel garanti et salaire minimum de croissance* (p. 4782) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Aucun abattement ne peut être appliqué au S.M.I.G. qu'il s'agisse de la profession, de l'aptitude ou de l'âge du tra-*

vailleur intéressé » (p. 4782, 4783) ; *nécessité de supprimer tout abattement pour les jeunes de moins de 18 ans et pour le secteur agricole ; retrait de son amendement* (p. 4783) ; Art. 31 *x c* du Code du travail : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (élaboration d'un indice national des prix à la consommation)* (p. 4783) ; *avis de la commission supérieure des conventions collectives devant être motivé ; rôle de cette commission dans la proposition d'une indexation nouvelle* (p. 4784) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du second alinéa de cet article : « Chaque trimestre le S.M.I.G. est revu pour tenir compte du dernier indice mensuel publié. Si celui-ci est en hausse sur l'indice précédent de référence utilisé, le S.M.I.G. est relevé dans la même proportion. Le relèvement est appliqué à compter du premier jour du mois qui suit la publication de l'indice* » (p. 4784) ; *périodicité du relèvement du S.M.I.G.* (p. 4784); Art. 31 *x d* du Code du travail : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (modification du salaire minimum ; rôle de la commission supérieure des conventions collectives)* (p. 4785) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4785) ; Art. 31 *x e : Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « dans les textes législatifs ou réglementaires, toute indexation sur le S.M.I.G. et toute référence à ce dernier sont abrogées. Une loi fixera d'autres références* » (p. 4787) *; ses observations sur cet amendement* (p. 4788) ; Art. 31 *x f* du Code du travail : *Son amendement tendant, dans cet article, à substituer aux mots : « salaire minimum de croissance » les mots : « salaire minimum interprofessionnel garanti* » (p. 4788) ; *retrait de son amendement* (p. 4788) ; Art. 31 *x g* du Code du travail : *Son amendement (cas des départements d'outre-mer)* (p. 4789) *; ses observations sur son amendement* (p. 4789) ; après l'Art. 31 *x g* du Code du travail : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « les décrets qui fixent le S.M.I.G. donnent un salaire mensuel valable pour un mode de durée légale du travail et un salaire horaire valable pour une heure normale de travail* » (p. 4791) ; *mensualisation du salaire minimum de croissance* (p. 4791) ; Art. 2 : *Vote du groupe socialiste* (p. 4792) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4792) ; *ses observations sur le contentieux relatif à l'évolution passée du S.M.I.G.* (p. 4792) ; après l'Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (amende relative à la non-application de la loi)* (p. 4792) ; *problème du contrôle* (p. 4792) ;

— du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault : *Caractère du projet de loi ; objectifs des organisations syndicales ; conséquence du projet de loi ; création à l'intérieur de la Régie d'une discrimination entre les travailleurs ; ses observations sur l'expression « fonds spécial » ; situation des retraités* [16 décembre 1969] (p. 4967, 4968) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « La distribution d'actions de la Régie est faite entre les travailleurs réunissant les conditions d'ancienneté fixées par le décret prévu à l'article 2* » (p. 4970) *; distribution égalitaire des actions* (p. 4970) *; son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Les anciens travailleurs qui ont quitté la Régie après avoir accompli le temps de travail prévu ci-dessus sont bénéficiaires des distributions d'actions* » (p. 4970) ; *situation des retraités* (p. 4970) ; Art. 5 : *Son amendement tendant après la première phrase de cet article à insérer une nouvelle phrase (nombre de la répartition des membres du comité d'entreprise nommés par le Gouvernement au sein du conseil d'administration)* (p. 4971) ; *représentation du personnel ; retrait de son amendement* (p. 4971) ; Art. 7 : *Son amendement tendant, dans cet article, à supprimer les mots : « ou à un fonds spécial créé en son sein à cet effet* » (p. 4972) *; son amendement stipulant : « les actions ne pourront, en aucun cas, être négociées au-dessous de leur valeur nominale* » (p. 4975) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par de nouvelles dispositions : « toute personne qui conserverait une action en contradiction avec les dispositions de la présente loi, perdrait de ce fait tous les droits attachés à la propriété de cette action* » (p. 4976) ; *problème des cessions des obligations en cas de succession* (p. 4976) ; *son amendement tendant à compléter cet article par de nouveaux alinéas : « les travailleurs de nationalité étrangère possesseurs d'actions doivent les négocier avant de quitter la France. Toute action conservée au moment de la rupture du contrat sera réputée de valeur nulle et le possesseur perdrait tous les droits à la propriété de l'action* » (p. 4976) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4976); *cas du travailleur migrant détenteur d'actions qui revient dans son*

pays d'origine (p. 4976) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Les rachats d'actions opérés par un travailleur ou par la Régie ne donnent lieu à aucun frais ni à la perception d'aucun impôt* » (p. 4977) ; *distributions gratuites d'actions n'étant pas assimilées à un revenu pour l'application de l'I.R.P.P.* (p. 4977) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa :* « les *distributions d'actions ne doivent en rien modifier le régime des rémunérations ni porter atteinte aux droits acquis par les travailleurs* » (p. 4977) ; Art. additionnel : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article : « les dispositions de la présente loi sont étendues aux filiales de la Régie nationale des usines Renault dans les conditions qui seront fixées par les décrets prévus à l'article 11* » (p. 4978) ; *ses explications de vote : ses observations sur l'article 7 du projet de loi ; son vote* (p. 4978) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance-maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : Ses explications de vote : *Situation des chauffeurs de taxi ; situation des artisans et des commerçants ; vote du groupe socialiste* [18 décembre 1969] (p. 5058).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Plan de stabilisation de 1963 ;* incohérence de la politique économique *et financière des gouvernements qui se sont succédé depuis 1958 ; incapacité de l'Etat d'orienter les investissements privés et d'assurer la priorité aux investissements productifs ; problème fiscal ; réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; suppression de la taxe complémentaire de cinq pour cent ; situation des collectivités locales ; restrictions de crédit ; conséquences de la dévaluation ; rythme d'accroissement de la production industrielle ; situation de l'emploi ; timidité de la politique économique suivie par le régime* [14 mai 1970] (p. 1703, 1704).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux salaires des handicapés physiques stagiaires [29 mai 1970] (p. 2150, 2151).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'augmentation de la participation de la Société Fiat dans Citroën S.A. [5 juin 1970] (p. 2290).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Odru et Cousté relatives à la formation professionnelle des adultes : *Fermeture de 110 sections ; licenciement de 150 agents ; diminution du budget de l'A.F.P.A. pour 1970 par rapport à 1969 ; création de nouvelles sections ; rapports nécessaires entre la formation professionnelle des adultes et les bureaux de l'Agence nationale de l'emploi ; rémunération des stagiaires ; formation des femmes et des handicapés* [5 juin 1970] (p. 2300, 2301).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Problèmes de l'emploi et de la formation professionnelle ; nombre de jeunes qui se présentent sur le marché du travail ; problème de la qualification professionnelle ; ses observations sur le phénomène du déplacement de la population active ; ses observations sur les régions de l'Ouest, du Sud-Ouest et du Massif Central* [17 juin 1970] (p. 2750).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la main-d'œuvre française à l'étranger [16 octobre 1970[(p. 4375, 4376).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971. SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION II — JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Nécessité de rattacher le Secrétariat de la jeunesse et des sports au Ministère de l'éducation nationale ; modicité de ce budget ; observations sur le V[e] Plan ; création de postes d'enseignants ; ses observations sur les bassins mobiles de natation ; création de halles de sport et de gymnases évolutifs ; ses observations sur l'horaire hebdomadaire d'éducation physique* [23 octobre 1970] (p. 4643, 4644) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Ses observations sur la recherche scientifique* [30 octobre 1970] (p. 4998) ; *problèmes de fixation des objectifs à long terme dans les domaines fondamentaux ; exemple du centre national d'études spatiales ; désintégration d'équipes de chercheurs ; lancement de trois satellites par l'organisation E.S.R.O. ; exemple du commissariat à l'énergie atomique ; problème des filières ; ses observations sur la filière gra-*

phile-gaz ; question du développement industriel (p. 4999) ; *difficultés éprouvées par les chantiers de l'Atlantique en approvisionnement en tôles ; rôle du Ministre du Développement industriel et scientifique ; institut de développement industriel ; composition de son conseil d'administration ; question de savoir comment le ministre pense pouvoir peser sur les décisions qui seront prises par ledit conseil ; problèmes de l'artisanat ; le centre national d'exploitation des océans* (p. 5000, 5001) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ : CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET L'ACTION RÉGIONALE : *Résultats du V^e^ Plan ; méconnaissance de l'évolution démographique ; historique du V^e^ Plan* [3 novembre 1970] (p. 5034) ; *problème de l'environnement ; contexte financier et économique du VI^e^ Plan ; rôle des régions ; insuffisances des primes et des subventions* (p. 5035) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : CRÉDITS CONCERNANT L'ÉQUIPEMENT : *Dégradation de la situation de l'emploi dans les pays de l'Ouest, notamment en Bretagne ; importance des voies de communication modernes et rapides ; axe mer du Nord-Méditerranée ; situation de la région des pays de la Loire ; ses observations sur la raffinerie de Donges, approfondissement du chenal de la Loire ; constructions navales ; cas de Saint-Nazaire ; ses observations sur les chantiers de l'Atlantique ; aménagement d'un quai d'armement à Saint-Nazaire ; problèmes de l'industrialisation* [4 novembre 1970] (p. 5083) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE — CRÉDITS CONCERNANT LA FONCTION PUBLIQUE : *Vote du groupe socialiste* [13 novembre 1970] (p. 5493) ; AFFAIRES CULTURELLES : Titres III, IV et V : *Vote du groupe socialiste* (p. 5511) ; EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur la dernière rentrée scolaire : insuffisance des crédits ; adaptation de l'enseignement à l'évolution du monde économique ; obligation scolaire jusqu'à 16 ans ; réforme des classes de scolarité prolongée ; diversification des collèges d'enseignement technique ; enseignement professionnel destiné aux adultes ; ses observations sur les sections industrielles des lycées techniques ; place réservée aux techniciens supérieurs par rapport aux élèves des I.U.T.* [14 novembre 1970] (p. 5578) ; Titre V : *Vote du groupe socialiste* (p. 5587) ; AFFAIRES SOCIALES — TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Structures administratives du ministère ; insuffisance des moyens mis à la disposition des inspecteurs du travail ; Agence nationale pour l'emploi ; ses observations sur les directions départementales du travail* [16 novembre 1970] (p. 5627) ; *cas des organismes qui s'occupent du travail temporaire ; ses observations sur les mouvements de main-d'œuvre dans les pays du Marché commun ; inadaptation de notre système de formation de main-d'œuvre à l'évolution de la vie économique moderne ; rôle de l'association pour la formation professionnelle des adultes ; problème de l'avancement de l'âge de la retraite ; augmentation de la population féminine active ; problème des travailleurs considérés comme trop âgés ; centres conventionnés de formation professionnelle ; importance de l'expansion économique pour réaliser le plein emploi* (p. 5628, 5629) ; TRANSPORTS — III — MARINE MARCHANDE : *Ses observations sur l'armement au commerce ; part du pavillon français dans le commerce extérieur maritime de la France ; aide de l'Etat à l'armement français ; situation du personnel navigant de la marine marchande* [17 novembre 1970] (p. 5654) ; *construction navale ; réglementation communautaire ; exemple de Saint-Nazaire ; pêches artisanales ; protection des espèces* (p. 5655) ; Titre V : *Son vote contre cet article* (p. 5657).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux quêtes en faveur des personnes âgées [30 octobre 1970] (p. 4975).

Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme hospitalière : *Humanisation des hôpitaux ; composition des conseils d'administration* [3 décembre 1970] (p. 6135) ; *organisation du temps partiel et du plein temps ; rapports entre le service public et le service privé ; problèmes des équipements pour le traitement du cancer* (p. 6136).

Prend part au débat sur la question orale de M. Michel Durafour relative à la main-d'œuvre féminine : *Nombre important de femmes dans la population active de notre pays ; problème de la formation permanente ; recyclage ; débouchés offerts à la main-d'œuvre féminine : garanties de la sécurité et de la protection des femmes (cas des jeunes apprenties, licenciements abusifs ou réductions d'horaires) ; rôle de l'inspection du travail* [12 mai 1971] (p. 1832).

Prend part à la discussion du projet de loi

modifiant certaines dispositions du chapitre IV *bis* du titre II du Livre premier du Code du travail relatives aux conventions collectives de travail : *Ses observations sur la loi du 19 mars 1919 et celle du 29 juin 1936 ; importance de la loi du 11 février 1950 ; extension du droit des travailleurs à la négociation, problème de la représentation des jeunes de moins de 21 ans ; détermination des organisations qui peuvent mener les négociations ; cas de licenciements collectifs déguisés* [14 mai 1971] (p. 1904, 1905) ; *conflit de la Régie Renault* (p. 1906) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour la première phrase de l'article 31 du Livre premier du Code du travail (droit à la négociation collective des conditions de travail et des garanties sociales)* (p. 1913) ; *ses observations sur son amendement* (p. 1913) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 31 a du Livre premier du Code du travail : « d'une part, une ou plusieurs organisations syndicales de travailleurs reconnues les plus représentatives au plan national conformément à l'article 31 f du présent Livre ou qui sont affiliées auxdites organisations »* (p. 1914) ; *notion de représentativité des organisations syndicales* (p. 1914) ; *retrait de son amendement* (p. 1915) ; *âge de l'éligibilité* (p. 1915) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa du texte proposé pour l'article 31 a du Livre premier du Code du travail : « celui-ci peut être national, régional, local, d'entreprise ou d'établissement »* (p. 1915) ; *retrait de son amendement* (p. 1915) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 31 h du Livre premier du Code du travail par de nouvelles dispositions (obligation de participer à la commission mixte)* (p. 1923) ; *retrait de son amendement* (p. 1923) ; Après l'Art. 11 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (extension des avenants relatifs aux salaires)* (p. 1924) ; *retrait de son amendement* (p. 1925) ; Après l'Art. 14 : *Son amendement tendant à modifier le premier alinéa de l'article 31 t du Code du travail (exercice du droit des groupements professionnels d'ester en justice au nom de leurs membres)* (p. 1925) ; *son amendement tendant à ajouter à l'article 31 t du Code du travail un nouvel alinéa après le deuxième alinéa (règlement des conflits)* (p. 1926) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 31 y du Code du travail (contrôle de l'application des dispositions des conventions collectives ; compétence des tribunaux)* (p. 1926).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au recrutement de professeurs d'éducation physique [19 mai 1971] (p. 1974).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale avec débat relative à l'abaissement de l'âge de la retraite [19 mai 1971] (p. 1980) ; *Revendications des syndicats relatives à l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans ; accroissement constant de la productivité et de la production ; débouchés ouverts aux jeunes par les emplois libérés ; nécessité de garantir aux travailleurs une retraite minimale égale au moins au montant du salaire minimum de croissance ; calcul des retraites sur la base des dix meilleures années d'activité ; fixation à 75 % du taux des pensions de réversion des veuves ; avancement prioritaire de l'âge de la retraite pour certaines catégories de travailleurs (veuves, anciens prisonniers de guerre, travailleurs en chômage forcé) ; rapport Laroque ; ouverture de sections spécialisées de la formation professionnelle des adultes ; libération d'emplois au profit des jeunes ; réglementation du cumul et du travail noir ; problème du troisième âge ; nécessité d'engager la discussion entre l'Etat, le patronat et les syndicats ; incidences européennes de cette mesure* (p. 1983, 1984).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au transfert de l'usine « Lu-Brun » de Nantes [28 mai 1971] (p. 2194).

Pose à M. le Ministre des Affaires culturelles une question orale avec débat [28 mai 1971] (p. 2195) : *Situation des théâtres lyriques nationaux ; octroi d'une aide prioritaire aux centres de rayonnement culturel ; octroi de subventions aux spectacles valables ; situation des artistes du spectacle au regard du fisc et de la Sécurité sociale* (p. 2199, 2200).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel, du projet de loi relatif à l'apprentissage, du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles,

du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente : *Conception de l'enseignement technique ; statut des apprentis ; augmentation du nombre des heures consacrées à l'enseignement théorique à l'extérieur de l'entreprise ; problème des contrôles ; ses observations sur les centres de formation d'apprentis ; rôle des chambres de métiers ; responsabilité de l'éducation nationale* [7 juin 1971] (p. 2436, 2437) ; *ses observations sur les décrets d'application* (p. 2438) ; PROJET DE LOI RELATIF A L'APPRENTISSAGE, Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (devoir pour la nation d'assurer un égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture ; organisation de l'enseignement public gratuit et laïque ; indication que la mise en apprentissage ne constitue pas une voie normale de formation professionnelle de l'enfant)* [8 juin 1971] (p. 2500) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2500) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du premier alinéa de cet article (but de l'apprentissage)* (p. 2501) ; *nécessité d'éviter la confusion entre les jeunes apprentis et les jeunes qui sont considérés comme « jeunes travailleurs »* (p. 2501) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (durée de l'apprentissage)* (p. 2502) ; *diversité des formations à dispenser pour la préparation aux divers métiers* (p. 2502) ; Art. 3 : *Son amendement tendant, dans cet article, après les mots : « aux jeunes » à supprimer le mot : « travailleurs »* (p. 2503) ; Art. 4 : *demande si un établissement d'enseignement professionnel public est obligé de passer une convention avec l'Etat* (p. 2504) ; Art. 10 : *Son amendement tendant après les mots : « formation professionnelle théorique et pratique » à insérer les mots : « méthodique et complète »* (p. 2517) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2517) ; Art. 13 : *Problème de l'équipement des maîtres-artisans* (p. 2521) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (décisions du comité départemental de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi)* (p. 2521) ; Art. 24 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (possibilité de recours de la décision de l'inspecteur du travail)* (p. 2525) ; *cas du refus d'agrément du contrat d'apprentissage* (p. 2525) ; ses explications de vote : *Garanties apportées aux apprentis ; multiplicité des conventions ; contrôle de l'enseignement donné aux apprentis ; nécessité que la formation des apprentis se fasse dans le cadre de l'enseignement technique public* (p. 2536) ; en deuxième lecture, Art. 19 : *Problème du paiement aux apprentis des heures supplémentaires* [24 juin 1971] (p. 3391, 3392) ; Art. 12 *bis* : *Conditions pour recevoir des apprentis* (p. 3394) ; *abstention du groupe socialiste* (p. 3395) ; PROJET DE LOI COMPLÉTANT ET CODIFIANT LES DISPOSITIONS RELATIVES A LA FORMATION PROFESSIONNELLE PERMANENTE, Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa (4° du paragraphe 5) de cet article* (p. 2549) ; *critères en fonction desquels l'employeur décidera de différer le congé* (p. 2550) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « les conditions dans lesquelles les jeunes gens peuvent bénéficier de la formation permanente à l'issue de leurs obligations du service national actif »* (p. 2550) ; *retrait de son amendement* (p. 2550) ; Art. 10 : *Son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « 18 ans » les mots : « 20 ans »* (p. 2552) ; *retrait de son amendement* (p. 2552) ; Art. 45 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « ils déterminent également les conditions dans lesquelles l'armée apporte son concours à la formation professionnelle et au perfectionnement des jeunes gens qui accomplissent les obligations du service national et qui demandent à en bénéficier »* (p. 2570) ; *retrait de son amendement* (p. 2570) ; après l'Art. 51 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (rôle de l'armée pour la formation professionnelle et le perfectionnement des jeunes gens)* (p. 2572) ; *retrait de son amendement* (p. 2572) ; Art. 54 : *Son amendement tendant, dans le texte de cet article après les mots : « promotion sociale » à insérer les mots : « à l'exception de son article 3 »* (p. 2573) ; *promotion collective en agriculture* (p. 2573) ; *ses explications de vote ; son abstention ; mise en place des mesures contenues dans le projet de loi* (p. 2575) ; en deuxième lecture, sous le titre modifié de projet de loi portant organisation de l'éducation professionnelle permanente, Art. 7 : *Congé-enseignement* [23 juin 1971] (p. 3321) ; *négociations par branche professionnelle* (p. 3321) ; Art. 25 : *Possibilité pour le stagiaire de bénéficier d'un prêt* (p. 3323) ; *vote du groupe socialiste* (p. 3327) ; *en* deuxième lecture du projet de loi d'orien-

tation sur l'enseignement technologique, Art. 2 : *Mise à la disposition d'une documentation sur les carrières* [24 juin 1971] (p. 3380) ; Art. 3 : *Introduction dans les programmes de matières économiques et technologiques* (p. 3381) ; Art. 11 : *Suppression de toute discrimination entre enseignants* (p. 3386) ; *qualification des maîtres des disciplines technologiques et professionnelles* (p. 3387) ; *ses explications de vote ; vote du groupe socialiste* (p. 3388) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Problème de l'emploi ; travail des femmes ; mobilité des travailleurs ; conséquence de fusions d'entreprises ; abaissement de l'âge de la retraite ; réduction du temps hebdomadaire du travail* [15 juin 1971] (p. 2930, 2931) ;

— du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur : Art. 1[er] : *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du texte proposé pour compléter l'article 4 de la loi du 12 novembre 1968* [21 juin 1971] (p. 3172) ; *sa crainte de la création d'un enseignement parallèle à celui de l'Université* (p. 3172) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3178) ; *formation des maîtres* (p. 3178) ; Art. 8 : *Son amendement (situation des travailleurs engagés dans la formation professionnelle permanente)* (p. 3185) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à substituer à la date : « 31 juillet 1974 » la date : « 1[er] octobre 1972 »* (p. 3189) ; *détermination de la période transitoire* (p. 3189) ; Art. 14 : *Son amendement (uniformité des droits perçus au profit du Trésor public)* (p. 3192) ; ses explications de vote : *principe de la participation et de l'autonomie ; intrusion du secteur privé dans l'université publique ; contrôle continu des connaissances* (p. 3193) ;

— du projet de loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif : *Analyse des deux premières lois de programme* [22 juin 1971] (p. 3254) ; *problème des moyens financiers ; application du tiers temps ; implantation des installations ; problème des déplacements des élèves et des professeurs ; ses observations sur l'éducation sportive et l'action socio-éducative en dehors de l'école* (p. 3255) ; après l'Art. 5 : *problème des prélèvements sur les gains distribués par le P.M.U. ; organisation de concours de pronostics* (p. 3274) ;

Son rappel au Règlement : non-inscription de sa question orale sans débat relative à la place du petit commerce et de l'artisanat dans la France actuelle [25 juin 1971] (p. 3442).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux mesures contre le chômage [8 octobre 1971] (p. 4430, 4431).

Sa mise au point au sujet de votes des membres du groupe socialiste sur le projet de loi relatif à la réforme des professions judiciaires [15 octobre 1971] (p. 4616).

Pose à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population une question orale avec débat relative aux travailleurs immigrés [15 octobre 1971] (p. 4621) : *Contrôle de l'immigration et des travailleurs étrangers saisonniers ; nécessité d'adapter l'immigration aux besoins réels de la demande ; accords passés avec le Portugal ; contrôle sanitaire ; problème du logement ; rôle du fonds d'action sociale pour les travailleurs migrants, destruction des bidonvilles ; accroissement des moyens du fonds d'action sociale ; augmentation de la contribution patronale ; adaptation de l'enseignement ; formation professionnelle ; contrôle des services de l'inspection du travail ; droit de grève et droit syndical* (p. 4625) ;

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : SERVICES DU PREMIER MINISTRE : PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Conditions de travail de l'Assemblée* [25 octobre 1971] (p. 4871) ; *programmes régionaux ; avenir du VI[e] Plan ; place des primes dans les motivations de décentralisation ; problème des réservations foncières ; problème du secteur tertiaire* (p. 4872) ; *situation des zones frontalières ; ses observations sur notre côte ouest de l'Atlantique* (p. 4884) ; après l'Art. 57 : *Harmonisation des aides et des primes dans la Communauté européenne* (p. 4891) ; SANTÉ PUBLIQUE ET TRAVAIL - III - TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Création de postes d'inspecteur du travail ; contrôle des conditions de travail et de vie des travailleurs immigrés ; association des syndicats à l'action de l'inspecteur du travail* [27 octobre 1971] (p. 4981) ; *qualification du personnel de l'Agence, mobilité de la main-d'œuvre ; problème de l'emploi* (p. 4982) ; *subvention au fonds national de chômage ; diversification des sections de l'association ; cours de recyclage ; abaissement de l'âge de la retraite ;*

abaissement de la durée hebdomadaire du travail (p. 4982, 4983) ; *problème des régions frontalières, notamment de la façade atlantique* (p. 5000) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : TOURISME : *Coût des vacances ; problème de l'hôtellerie ; camping ; aménagement de terrains de camping et de caravaning* [29 octobre 1971] (p. 5135) ; *problème du financement des équipements de vacances ; situation fiscale des associations à but non lucratif ; aménagement rural ; ses observations sur les « stations vertes de vacances »* (p. 5136) ; EDUCATION NATIONALE : *Enseignement technique ; introduction de l'enseignement de la technologie dans les classes de quatrième et de troisième ; problème des filières ; loi sur la formation professionnelle ; nécessité de retarder les passerelles entre les différentes sections ; création d'universités techniques ; ses observations sur le fait que trop de C.A.P. n'assurent pas l'emploi ; collèges d'enseignement technique* [9 novembre 1971] (p. 5568) ; *multiplication des cours privés qui préparent aux carrières de l'informatique et de l'électronique ; problème de l'apprentissage* (p. 5569).

Mise au point au sujet du vote de M. Vinatier sur le budget des Anciens combattants [28 octobre 1971] (p. 5027).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative à l'enseignement agricole public [26 novembre 1971] (p. 6163, 6165).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la durée maximale du travail : *Cas du secteur agricole ; exemples étrangers ; propositions du groupe socialiste* [30 novembre 1971] (p. 6213) ;

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'hébergement des travailleurs immigrés [3 décembre 1971] (p. 6390, 6391).

Pose à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population une question orale avec débat relative aux problèmes de l'emploi [3 décembre 1971] (p. 6394) : *Statistiques du 31 octobre du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Population ; aspect numérique et qualitatif du problème ; chômage des moins de 25 ans ; nécessité d'accroître les aides financières aux chômeurs ; augmentation des crédits du Fonds national de l'emploi ; rôle de l'Agence nationale pour l'emploi ; nécessité d'adapter l'enseignement technique et l'enseignement supérieur aux débouchés ; licenciements dans les entreprises Wendel-Sidélor et Roussel-Uclaf ; rapports patronat-syndicats ; appui financier de l'Etat et droit de regard sur le marché des entreprises ; développement de la région parisienne au détriment de la province ; âge de la retraite ; maintien du rythme d'expansion annuel prévu par le VI^e^ Plan ; incidences sur nos exportations des discussion des Dix à Rome sur les monnaies* (p. 6394, 6395, 6396).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, après l'Art. 10 : *Liste des coopératives exonérées* [7 décembre 1971] (p. 6467) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, Art. 10 : *Son amendement relatif à la situation des avoués près les cours d'appel* [8 décembre 1971] (p. 6525) ;

— du projet de loi relatif à la situation de différents personnels relevant du Ministre de l'Education nationale : *Cas des fonctionnaires des services de l'information et de l'orientation* [10 décembre 1971] (p. 6685) ; *statut des conseillers d'information et d'orientation* (p. 6686) ;

— du projet de loi sur le travail temporaire : *Analyse du projet de loi ; légalisation du travail temporaire ; ses observations sur l'Agence nationale pour l'emploi* [14 décembre 1971] (p. 6722) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter le sixième alinéa (e) de cet article par les mots : « à défaut de travailleurs permanents »* [15 décembre 1971] (p. 6761) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6761, 6762) ; Art. 29 : *son amendement concernant les sanctions* (p. 6773).

Pose à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population, une question orale avec débat relative aux problèmes de l'emploi [28 avril 1972] (p. 1201) : *Ascension de la courbe du chômage ; chômage des jeunes ; insuffisance de la formation professionnelle ; nécessité d'adapter l'enseignement à l'évolution économique ; situation des femmes ; réduction de la durée du travail hebdomadaire ; abaissement de l'âge de la retraite ; problème du cumul retraite-emploi* (p. 1205, 1206).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'électorat et à l'éligibilité des étrangers en matière

d'élection des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel : *Place des travailleurs étrangers dans l'activité économique ; nécessité d'un contrôle ; fonction de délégué syndical ; vote du groupe socialiste* [1er juin 1972[(p. 2083) ; après l'Art. 3 : *Problème des accords de réciprocité* (p. 2090) ;

— du projet de loi relatif aux pénalités applicables au droit du travail : *Efficacité du texte ; rôle des services extérieurs de la main-d'œuvre ; recrutement spécial temporaire d'inspecteur du travail* [1er juin 1972] (p. 2095, 2096) ; après l'Art. 4 : *Son amendement (cas des employés payés irrégulièrement ; rôle de l'inspecteur du travail)* (p. 2102) ; *protection du travailleur ; retrait de cet amendement* (p. 2102) ; avant l'Art. 14 : *Son amendement (infraction aux règles édictées en matière d'hygiène et de sécurité)* (p. 2105) ; *retrait de son amendement* (p. 2106) ; après l'Art. 16 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Gissinger* (p. 2107); *vote du groupe socialiste* (p. 2114);

— du projet de loi relatif au recrutement spécial temporaire d'inspecteur du travail : *Nécessité de renforcer le corps des inspecteurs du travail ; moyens mis au service de l'inspecteur du travail ; portée du projet de loi; critères du choix* [8 juin 1972] (p. 2347); *dérogation au statut général des fonctionnaires* (p. 2348) ;

— du projet de loi sur la garantie de ressources des travailleurs âgés de soixante ans au moins et privés d'emploi : *Ses observations sur l'accord du 27 mars 1972 ; importance du chômage à l'heure actuelle ; portée du projet de loi ; régime fiscal* [8 juin 1972] (p. 2353) ; *contribution de l'Etat ; création d'un fonds d'action pour les travailleurs du troisième âge* (p. 2354).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative à la brucellose [9 juin 1972] (p. 2391, 2392, 2393).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles : *Situation très défavorable des salariés agricoles par rapport à ceux de l'industrie et du commerce ; nécessité d'y mettre fin ; nécessité de trois principes : obligation, parité, unicité ; l'attachement des socialistes au régime de l'unicité ; gestion par la mutualité sociale agricole ; modifications du Sénat* [12 octobre 1972] (p. 4120).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs, une question orale sans débat relative au sport en France [13 octobre 1972] (p. 4164, 4165, 4166).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile. Art. 1er *bis : Organisation de la profession de démarcheur ; ses observations contre l'amendement de suppression de la commission ; meilleures garanties offertes à l'acheteur par l'obligation d'une carte d'identité professionnelle* [18 octobre 1972] (p. 4217) ; Art. 2 : *Ses observations contre l'amendement de suppression du neuvième alinéa de M. Jean-Claude Petit (formulaire de renonciation)* (p. 4218) ; Art. 8 : *Sa demande d'explication concernant l'article 8 à propos des voyageurs-représentants-placiers* (p. 4226) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1973 : *Danger d'une réglementation plus stricte du crédit ; difficultés monétaires internationales ; monnaie européenne ; spectre de l'inflation ; faiblesses du budget : crédits insuffisants pour la jeunesse, les sports et les loisirs, les affaires culturelles et l'environnement ; augmentation du déséquilibre national sur le plan de l'économie* [24 octobre 1972] (p. 4325) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I. — SECTION COMMUNE. — II. AFFAIRES SOCIALES : *Insuffisance des moyens mis à la disposition des services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre* [6 novembre 1972] (p. 4720) ; *son attente du projet de loi sur la réforme du droit de licenciement ; situation de l'emploi ; chômage des jeunes et des femmes ; inadaptation de la formation professionnelle aux débouchés offerts ; formation permanente ; priorité à l'enseignement technique ; problème des femmes chefs de famille ; nécessité de faciliter l'accès de la femme au travail ; Agence nationales pour l'emploi ; prime de mobilité attribuée aux jeunes à la recherche du premier emploi* (p. 4721) ; *diminution du temps de travail hebdomadaire ; abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans ; S.M.I.C. à mille francs ; cumul retraite-emploi ; travailleurs immigrés* (p. 4722) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Son souhait d'un grand débat sur l'ensemble de la politique culturelle ; budget dérisoire ;*

déséquilibre des subventions entre les théâtres subventionnés et les théâtres privés ; charges sociales et situation financière, critique du théâtre privé [8 novembre 1972] (p. 4828) ; Etat C : *vote du groupe socialiste contre les crédits des titres V et VI* (p. 4834) ; EDUCATION NATIONALE : *Mesures d'ordre excessives autour du Palais-Bourbon ; enseignement technique, parent pauvre de l'éducation nationale ; professeurs des collèges d'enseignement technique ; écoles normales nationales d'apprentissage* [10 novembre 1972] (p. 4995) ; AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Protection et aménagement de l'espace naturel méditerranéen ; renforcement des interventions du F.I.A.T. en faveur des équipements liés à l'implantation de zones industrielles ou de centres d'activités tertiaires ; budget de récession ; problème de la décentralisation du secondaire et du tertiaire ; développement continu de l'agglomération parisienne ; choix du Havre, Dunkerque et Fos ; ligne Seine-Saône-Rhône* [17 novembre 1972] (p. 5416) ; *nécessité de voies de communication pour désenclaver l'Ouest ; autoroute Paris-Le Mans ; liaison Centre-Europe-Atlantique ; Basse-Loire ; chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire ; éviter que ceux qui décident soient toujours à Paris et ceux qui exécutent toujours en province ; projet de loi relatif aux primes à la mobilité de la main-d'œuvre préoccupante car la main-d'œuvre se déplace toujours des contrées défavorisées vers les régions riches* (p. 5417).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la fermeture d'une usine Lu-Brun [17 novembre 1972] (p. 5382).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant création de la prime de mobilité des jeunes : *Analyse du projet de loi ; rôle de l'Agence nationale pour l'emploi ; échec de la formation professionnelle des jeunes ; importance de l'implantation des centres de formation professionnelle des adultes ; différenciation des sections ; problème de l'information* [21 novembre 1972] (p. 5548, 5549) ; *conséquence de l'absence de structures d'accueil sur le lieu d'un nouvel emploi* (p. 5550) ;

— du projet de loi relatif à l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes : après l'Art. 2 : *Nécessité d'assurer une bonne application de la loi et d'instituer des sanctions* [21 novembre 1972] (p. 5565) ; après l'Art. 4 : *Ses observations sur son amendement déposé avec M. Tony Larue* (p. 5567) ;

— du projet de loi relatif à la lutte contre la brucellose : *Inscription de la brucellose sur la liste des vices rédhibitoires ; nécessité de laisser plus d'initiative aux vétérinaires* [30 novembre 1972] (p. 5763) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise. Art. 1er : *Son amendement tendant, au début du second alinéa de cet article, à supprimer le mot : « anonymes »* [30 novembre 1972] (p. 5775) ; *ses explications de vote : portée du projet de loi ; problème de la généralisation du troisième collège* (p. 5776) ;

— du projet de loi garantissant aux travailleurs salariés une rémunération mensuelle minimale ; ses explications de vote : *Son vote favorable sur ce projet de loi* [30 novembre 1972] (p. 5786) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la commission spéciale sur la proposition de loi de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale : *Ses observations sur le sort réservé à la proposition de loi ; lien entre information, contraception et avortement* [7 décembre 1972] (p. 5998) ; *discussion de cette proposition de loi avant la fin de la session* (p. 6004) ; son rappel au règlement : *Précipitation de ce débat* [14 décembre 1972] (p. 6193) ; son explication de vote : *groupe socialiste votera ce texte* (p. 6196) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Lebas et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles L 285 et L 527 du Code de la sécurité sociale afin de maintenir le bénéfice des prestations maladie et des prestations familiales aux parents d'enfants se trouvant sans emploi à l'issue de la scolarité obligatoire : *Son explication de vote ; son regret que ce texte ne soit pas venu plus tôt en discussion ; votera cette proposition avec le regret que l'enseignement technique et la formation professionnelle ne soit pas adaptés aux débouchés ; classes pré-professionnelles* [14 décembre 1972] (p. 6191) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel à la Société nationale industrielle aérospatiale et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation : *Vote du groupe socialiste* [19 décembre 1972] (p. 6344) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à autoriser les adolescents âgés de quatorze et quinze ans à exercer de manière exceptionnelle une activité rémunérée : *Rôle de l'inspection du travail* [19 décembre 1972] (p. 6345) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un médiateur : *Vote du groupe socialiste* [20 décembre 1972] (p. 6409).

CARRIER (Michel)
Député de l'Ain
(2e circonscription)
R.I.

En remplacement le 23 juillet 1969 de M. Anthonioz, nommé membre du Gouvernement (*J.O.* du 24 juillet 1969) (p. 7452).

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [16 septembre 1969] (p. 2279).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [*J.O.* du 1er août 1969] (p. 7726) ; [16 septembre 1969] (p. 2280).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [19 septembre 1969] (p. 2355) ; [2 avril 1970] (p. 750) ; [2 avril 1971] (p. 837) ; [4 avril 1972] (p. 789).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel à la Société nationale industrielle aérospatiale et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation [20 décembre 1972] (p. 6416).

CARTER (Roland-Charles)
Député de Paris
(30e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212) ; [3 avril 1969] (p. 851) ; [2 avril 1970] (p. 750) ; [2 avril 1971] (p. 837) ; [4 avril 1972] (p. 789).

Est nommé :

— membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré modifiant le code de l'urbanisme et de l'habitation [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière [24 juin 1971] (p. 3408).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 508), modifiant et complétant le Code de l'urbanisme et de l'habitation en ce qui concerne le permis de construire, n° **529** [12 décembre 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 558), modifié par le Sénat, modifiant et complétant le Code de l'urbanisme et de l'habitation en ce qui concerne le permis de construire, n° **564** [19 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1449), modifiant la loi n° 65-556 du 10 juillet 1965 relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires, n° **1531** [10 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1760) portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière, n° **1787** [4 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 1761) relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, n° **1788** [4 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif relatif aux

habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, n° 1923 [28 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière, n° 1930 [28 juin 1971].

Sa proposition de loi sur l'architecture, n° 2154 [16 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 2342), adopté par le Sénat, relatif à la modification des textes législatifs concernant l'urbanisme, la construction et l'habitation, l'expropriation pour cause d'utilité publique, la voierie routière, le domaine public fluvial et la navigation intérieure, n° 2435 [16 juin 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Stagnation du rythme de construction ; ses causes ; ses observations sur les Z.U.P. ; nécessité de rendre compte chaque année de l'intervention du secteur primé relevant de l'initiative privée dans les Z.U.P. ; spéculation ; hausse des coûts de construction, ses observations sur le bail-construction et le droit d'accorder aux locataires d'H.L.M. d'acquérir leur logement ; règles de construction* [12 novembre 1968] (p. 4314) ;

— du projet de loi modifiant et complétant le Code de l'urbanisme et de l'habitation en ce qui concerne le permis de construire, en qualité de Rapporteur : *substitution d'un contrôle a posteriori au contrôle a priori ; modalité d'occupation des sols ; respect des règles d'urbanisme et de construction ; mise en place des plans d'urbanisme et d'occupation des sols ; réforme du certificat d'urbanisme ; responsabilité de l'architecte ; cas des zones soumises à la réglementation sur la protection des monuments et des sites ; ses observations sur les zones rurales* [17 décembre 1968] (p. 5570, 5571) ; *son opposition à la motion de renvoi* (p. 5588) ; avant l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Peretti* (p. 5590) ; Art. 1er : *Problème de la construction d'une clôture* (p. 5591) ; *son amendement tendant à ajouter deux nouveaux alinéas (problème de l'aménagement de constructions existantes qui n'a pas pour but d'en modifier les volumes extérieurs)* (p. 5591) ; *problème des travaux d'aménagement* (p. 5591) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour l'article 85 du Code de l'urbanisme et de l'habitation, au 2° c, après les mots : « fixent » à supprimer les mots : « de façon précise »* (p. 5592) ; *problème des lotissements* (p. 5592) ; *son amendement tendant, dans le texte proposé pour l'article 85 du Code de l'urbanisme et de l'habitation au 2° c, après les mots : « de façon précise » à rédiger ainsi la fin de cet alinéa : « l'implantation et le volume et définissent de façon générale le style et l'aspect extérieur des constructions »* (p. 5592) ; *nécessité de ne pas trop détailler les documents* (p. 5592) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le début du texte proposé pour l'article 85-2 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : « sans préjudice des dispositions de l'article 46 de la loi n° 67-1523 du 30 décembre 1967, quiconque désire entreprendre... »* (p. 5593) ; *rôle de l'architecte pour assurer le respect des règles de construction* (p. 5593) ; *devis descriptif fourni au moment de la déclaration* (p. 5593) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 85-2 du Code de l'urbanisme et de l'habitation (assurance obligatoire contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et professionnelle)* (p. 5593) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « dans le cinquième alinéa de l'article 340-2 du Code de l'urbanisme et de l'habitation après les mots : « délais de » le chiffre : « 3 » est remplacé par le chiffre : « 1 »* (p. 5595) ; *permis de démolir pour les immeubles de plus de cent ans d'âge* (p. 5595) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « les dispositions de la présente loi sont applicables dans les départements d'outre-mer »* (p. 5596) ; *ses observations sur les conditions dans lesquelles le projet a été examiné par la Commission de la production et des échanges* (p. 5596) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Caractère du texte ; certificat de conformité ; droit au maintien dans les lieux* [19 décembre 1968] (p. 5698) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Conséquences du plan de redressement ; conditions de logement des Français ; industrie du bâtiment ; réalisation du V*

Plan ; efficacité des aides de l'Etat ; intervention du secteur privé ; prêts complémentaires ; évolution des prêts hypothécaires [14 novembre 1969] (p. 3771, 3772) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 65-556 du 10 juillet 1965 relative à l'acquisition d'habitation à loyer modéré à usage locatif par les locataires, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur le parc immobilier H.L.M. ; insuffisance du nombre des logements H.L.M. ; attribution des H.L.M. ; ses observations sur les logements vendables ; gestion des organismes spécialisés ; rôle des collectivités locales ; ses observations sur le boulevard des Maréchaux à Paris ; office public des H.L.M. de la ville de Paris ; avantages de l'accession à la propriété* [17 décembre 1970] (p. 6615 à 6617) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 6621) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe II de cet article, après les mots : « ... transfert de propriété de logement » à insérer les mots : « dans un délai de six mois à compter de l'acceptation par l'acquéreur du prix fixé par l'administration des domaines »* (p. 6621) ; *nomination d'un administrateur ad hoc qui se substituerait, le cas échéant, à l'organisme vendeur* (p. 6621) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe II de cet article, à substituer aux mots : « peut désigner » le mot : « désigne »* (p. 6621) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe (cas de logements construits dans un immeuble collectif ; conditions du pourcentage de souscriptions des engagements d'acquisition)* (p. 6621) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6621, 6622) ; après l'art. 1er : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de l'article 2 de la loi du 10 juillet 1965 (établissement du prix de vente)* (p. 6623) ; *cas des appartements qui peuvent avoir été l'objet de soins particuliers de la part de leurs locataires* (p. 6623) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « et qui tiendront compte » les mots : « sans que le versement initial payable au comptant puisse être supérieur à 75 % du prix. Les modalités de paiement tiendront compte... »* (p. 6623) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6623) ; *son amendement tendant, au début de la dernière phrase du deuxième alinéa de cet article, à substituer au mot : « celui-ci » le mot : « il »* (p. 6623) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour le premier alinéa de l'article 4 de la loi du 10 juillet 1965 par la phrase suivante : « Le remboursement des emprunts a lieu dans les conditions prévues par les contrats sans qu'il puisse toutefois être fait état des clauses de remboursement anticipé en cas de vente » et, en conséquence, dans ce même texte, à supprimer les mots : « dans les conditions prévues par les contrats »* (p. 6624) ; *situation des organismes d'H.L.M. qui ont souscrit des emprunts pour construire* (p. 6624) ; *ses observations sur l'amendement de M. Danilo* (p. 6625) ; après l'article 3 : *son amendement tendant, à la fin de l'article 5 de la loi du 10 juillet 1965, à remplacer les mots : « propriétaire de logement » par les mots : « propriétaire de la majorité des millièmes de copropriété du syndicat »* (p. 6625) ; *son sous-amendement tendant, dans son propre amendement, à substituer aux mots : « propriétaire de la majorité des millièmes » les mots : « propriétaire de 25 % des millièmes »* (p. 6625) ; *son amendement tendant à compléter l'article 5 de la loi du 10 juillet 1965 par un nouvel alinéa : « Aussi longtemps qu'un organisme H.L.M. reste propriétaire d'un logement dans un immeuble, celui-ci conserve la vocation sociale définie par la réglementation des H.L.M. »* (p. 6625) ; *rôle de l'organisme d'H.L.M.* (p. 6625) ;

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, du projet de loi relatif à diverses opérations de construction et des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil ; ALLOCATION DE LOGEMENT, en qualité de *Rapporteur : Vocation des H.L.M. ; renforcement de la protection des candidats au logement ; amélioration des moyens de contrôle de l'administration sur les organismes d'H.L.M. ; création d'offices publics d'aménagement et de construction (O.P.A.C.) ; compétitivité avec le secteur privé ; regroupement des petits organismes ; gestion des immeubles ; situation des agents des offices publics ; compétence des sociétés de crédit immobilier ; extension de la compétence des sociétés de construction H.L.M.* [10 juin 1971]

(p. 2650) ; *ses observations sur les sociétés coopératives de promotion ; formule de « location coopérative » ; formule de « location avec promesse d'attribution »* (p. 2651) ; *coût du logement et des loyers ; aide à la personne ; aide à la pierre ; prêts spéciaux du Crédit foncier ; spéculations foncières* (p. 2676, 2677) ;

— du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, Art. 1er : *Offices publics d'aménagement et de construction* [11 juin 1971] (p. 2747) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer au mot : « instituée » le mot « intitulée »* (p. 2747) ; Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Barbet* (p. 2749) ; *caractère concurrentiel des O.P.A.C.* (p. 2750) ; Art. 4 : *Droit d'expropriation en faveur des établissements publics* (p. 2750) ; après l'article 5 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « dans le deuxième alinéa de l'article 162 du Code de l'urbanisme et de l'habitation, après les mots : « soit d'un conseil général » sont insérés les mots : « soit du conseil d'un établissement public groupant des collectivités locales »* (p. 2751) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2751) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (possibilité d'utiliser les effets souscrits par les offices publics d'H.L.M. en représentation d'avances de la Banque de France ; obtention des prêts spéciaux du Crédit foncier)* (p. 2751) ; *retrait de son amendement* (p. 2752) ; Art. 6 : *Situation des agents des offices publics* (p. 2752) ; après l'art. 7 : *Nature juridique des sociétés anonymes coopératives d'habitations à loyer modéré ; dissociation des risques ; garantie donnée aux candidats au logement ; maintien des sociétés coopératives* (p. 2753, 2754) ; *contrat de construction* (p. 2755) ; *nécessité de sauvegarder l'esprit de coopération ; intérêts des candidats au logement* (p. 2756) ; Art. 8 : *Sociétés anonymes de crédit immobilier ; prêts du fonds national d'aménagement foncier* (p. 2757) ; *son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Denvers, à compléter le troisième alinéa (2°) par les mots : « à l'exclusion des immeubles collectifs comportant plus de dix logements »* (p. 2758) ; *constructions faites par les sociétés de crédit immobilier* (p. 2758) ; Art. 9 : *Vote par correspondance pour les Assemblées générales* (p. 2759) ; Art. 10 : *Conséquence de la découverte de graves irrégularités* (p. 2760) ; Art. 11 : *Son amendement tendant, à la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article 181 du Code de l'urbanisme, à substituer aux mots : « sont transférés » les mots : « est transféré »* (p. 2760) ; *son amendement tendant, après les mots : « le Ministre de l'Equipement et du Logement », à une nouvelle rédaction de la fin du dernier alinéa du texte proposé pour l'article 181 du Code de l'urbanisme (cas de dissolution et de liquidation de l'organisme)* (p. 2760) ; Art. 12 : *Possibilité donnée au Ministre de l'Equipement et du Logement de dissoudre les organismes d'H.L.M. ayant une activité insuffisante* (p. 2760) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du texte proposé pour l'article 183 bis du Code de l'urbanisme (cas d'un organisme d'habitation à loyer modéré qui gère moins de 2.000 logements)* (p. 2766) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article (cas des organismes dotés du statut de société anonyme coopérative d'habitations à loyer modéré)* (p. 2766) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 183 bis du Code de l'urbanisme, à substituer aux mots : « 500 logements » les mots : « 300 logements »* (p. 2766) ; *son amendement tendant, après le premier alinéa du texte proposé pour l'article 183 bis du Code de l'urbanisme, à insérer un nouvel alinéa : « Cette disposition n'est pas applicable si l'insuffisance des aides à la construction a réduit l'activité de l'organisme considéré en deçà de ces minima »* (p. 2766) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 183 bis du Code de l'urbanisme (application du présent article)* (p. 2767) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 183 bis du Code de l'urbanisme par un nouvel alinéa (cas d'un organisme d'habitations à loyer modéré gérant plus de 50.000 logements)* (p. 2767) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à compléter la première phrase du premier alinéa de l'article 186 du Code de l'urbanisme par les mots : « par décision administrative »* (p. 2767) ; Art. 20 : *Son amendement tendant, après le premier alinéa du texte proposé pour l'article 235 du Code de l'urbanisme, à insérer un nouvel alinéa (montant de la redevance)* (p. 2770) ; *son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 235 du Code de l'urbanisme à supprimer les mots : « et d'étude »* (p. 2770) ; Art. 22 :

Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du quatrième alinéa du paragraphe III de cet article : « l'acquéreur peut, soit acquitter le prix de vente au comptant, soit se libérer par des versements dont le montant... » (p. 2771) ; Art. 23 : *Son amendement tendant à compléter l'article 204 du Code de l'urbanisme (cas de subrogation de la caisse des prêts aux organismes d'habitations à loyer modéré)* (p. 2772) ;

— des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur ce texte ; création des offices publics d'aménagement et de construction* [29 juin 1971] (p. 3514) ; *cas des sociétaires qui deviennent locataires* (p. 3517) ;

— du rapport sur la proposition de loi de M. Icart tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1179-3° du Code civil, Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Wagner ; possibilité de bloquer les retenues de garantie dans les caisses d'une banque ; demande quels sont les moyens qu'auront les maîtres d'ouvrage pour obtenir la finition des ouvrages* (p. 2773, 2774) ; Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Wagner ; possibilité pour le maître d'ouvrage de faire opposition à la levée de la caution* (p. 2775) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Wagner tendant à préciser certaines dispositions de la loi d'orientation foncière relatives aux associations foncières urbaines ;

— du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière, en qualité de *Rapporteur : Moyens de l'action foncière* [12 juin 1971] (p. 2840) ; *augmentation des prix des terrains ; contrôle du marché foncier ; constitution de réserves foncières ; taxation des terrains constructibles ; application de la taxe locale d'équipement ; certificats d'urbanisme ; extension aux maisons sans fondations de l'obligation du recours au permis de construire* (p. 2841) ; Urbanisme et action foncière, Art. 1er : *Fixation des normes* (p. 2860) ; *détermination des surfaces exigibles* (p. 2862) ; Art. 3 : *Son amendement tendant, dans la deuxième phrase du texte proposé pour l'article 14 du Code de l'urbanisme, à substituer aux mots : « pour une voie, un ouvrage public ou une installation d'intérêt général et à condition... » les mots: « pour une voie ou un ouvrage public et à condition... »* (p. 2863) ; *procédure de modification du plan d'occupation des sols* (p. 2863) ; après l'Art. 5 : *dérogation aux obligations de la taxe locale d'équipement ; obligation de planter un nombre d'arbres double de celui qui a été sacrifié* (p. 2863) ; Art. 83-2 du Code de l'urbanisme : *Son amendement* (p. 2864) ; *durée de la validité du certificat d'urbanisme ; retrait des amendements de M. Gardeil* (p. 2864) ; Art. 84 du Code de l'urbanisme : *Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article, à supprimer les mots : « même ne comportant pas de fondations »* (p. 2865) ; *retrait de son amendement* (p. 2865) ; Art. 90 du Code de l'urbanisme : *Procédure du sursis à statuer* (p. 2866) ; Art. 9 de la loi du 26 juillet 1962 : *Ses observations sur les amendements de M. Cornette* (p. 2873) ; Art. 10 : *Son amendement tendant au début de cet article à substituer au mot : « l'intervention » les mots : « la publication »* (p. 2877) ; Art. 11 : *Son amendement de pure forme* (p. 2877) ; Art. 16 : *Taxe locale d'équipement sur les installations agricoles* (p. 2879) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de la deuxième phrase du deuxième alinéa proposé pour le paragraphe IV de l'article 64 de la loi d'orientation foncière : « sur proposition du conseil municipal, un arrêté du préfet »* (p. 2879) ; *retrait de son amendement* (p. 2879) ; Art. 18 : *Son amendement tendant à supprimer le paragraphe I de cet article* (p. 2880) ; *système des participations* (p. 2880) ; *son amendement tendant à compléter le paragraphe II de cet article par un nouvel alinéa : « des contributions demandées par les services publics concédés pour la réalisation de leurs équipements »* (p. 2880) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe II de cet article (possibilité d'une participation au financement des branchements par les concessionnaires des services publics)* (p. 2880); Art. 20 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'amendement du Gouvernement par un nouveau paragraphe (application des dispositions de l'article 84 nouveau du Code de l'urbanisme dans les D.O.M.)* (p. 2881) ; conclusions du rapport

de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière, en qualité de *Rapporteur : Durée de la période pendant laquelle peut être exercé le droit de préemption dans une zone d'aménagement différé ; reboisement des parcelles destinées à être déboisées à la suite de constructions* [29 juin 1971] (p. 3510) ; *problème des moyens de financement* (p. 3513) ;

— du projet de loi portant réforme du régime fiscal des profits de construction ; du projet de loi portant suppression de l'exemption temporaire de contribution foncière prévue en faveur des locaux d'habitation ; du projet de loi modifiant la loi du 24 mars 1952 relative aux entreprises de crédit différé : *Son opposition à la question préalable ; aide destinée aux bénéficiaires de revenus moyens ; incitation fiscale* [14 juin 1971] (p. 2893, 2894) ; *problème du financement de la construction ; logement de la jeunesse ; objectifs du VI^e Plan ; secteur non aidé* (p. 2895) ; *déduction fiscale des intérêts des emprunts à la construction ; création de sociétés de construction de dimensions suffisantes ; reclassement des catégories d'aides au logement* (p. 2896) ; Profits de construction, Art. 2 : *Ses observations sur le plafond de 400.000 francs* (p. 2900) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : Equipement et Logement : Logement et Urbanisme : *Objectifs qualitatifs et quantitatifs du budget du logement* [29 octobre 1971] (p. 5097) ; *substitution de l'aide à la personne à l'aide à la pierre ; nombre des P.L.R. et des I.L.N. ; unification de l'allocation de logement ; problème des prix* (p. 5098) ;

— du projet de loi relatif à la codification des textes législatifs concernant l'urbanisme, la construction et l'habitation, l'expropriation, pour cause d'utilité publique, la voirie routière, le domaine public, en qualité de *Rapporteur : Rédaction d'un Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et d'un Code de la voirie routière ; abrogation des dispositions contraires à la présente loi* [20 juin 1972] (p. 2654) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots : « ainsi que l'article 30 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération »* (p. 2655) ; *établissement d'un Code de la coopération* (p. 2655) ; *retrait de son amendement* (p. 2656) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, Logement : *Clarté de la présentation sous forme de budget de programme ; prêts immédiats conventionnés à la hausse du prix des terrains ; réforme de l'expropriation et institution d'une taxe d'urbanisation conforme à la loi d'orientation foncière promise par M. Chalandon ; publicité de certaines limitations administratives au droit de propriété ; projet modifiant la loi du 10 juillet 1965 relative à l'acquisition d'H.L.M. à usage locatif par les locataires* [16 novembre 1972] (p. 5325) ; *plans d'occupation des sols ; complexité des décrets d'application pour l'allocation de logement* (p. 5326).

CASSABEL (Jean-Pierre)

Député de l'Aude
(3^e circonscription)
U.D.R.

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé secrétaire d'âge [11 juillet 1968] (p. 2187) ; [2 avril 1969] (p. 811) ; [2 avril 1970] (p. 745) ; [4 avril 1972] (p. 786, 789).

Est nommé :

— Secrétaire de l'Assemblée Nationale [4 avril 1972] (p. 787, 789) ;

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212) ; [3 avril 1969] (p. 851) ; [2 avril 1970] (p. 750) ; [2 avril 1971] p. 837) ;

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [4 avril 1972] (p. 789).

Interventions :

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs, une question orale avec débat relative au sport à l'école [10 octo-

bre 1969] (p. 2613) : *Nécessité d'une politique sportive intense dès l'école primaire ; insuffisance des équipements ; goût du sport; dévouement des bénévoles consacrant leurs loisirs au service de la collectivité* (p. 2614).

Mise au point au sujet de son vote sur le projet de loi en seconde délibération relatif au conseil supérieur de la fonction militaire [23 octobre 1969] (p. 2859).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET L'ACTION RÉGIONALE : *Problème des régions rurales ; ses observations sur la région Languedoc-Roussillon ; difficultés en matière d'emploi ; exemple du département de l'Aude ; évolution de l'agriculture ; conséquences de l'exode rural ; relance de la décentralisation industrielle* [3 novembre 1970](p. 5042) ; *ses observations sur l'autoroute Narbonne-Toulouse ; rôle du canal du Midi ; développement des infrastructures ; modification de la fiscalité en faveur d'entreprises qui font preuve de leur efficacité ; cas des entreprises qui procèdent à un autofinancement* (p. 5043).

Mise au point au sujet de son vote lors du scrutin sur l'ensemble du projet de loi de finances pour 1971 [9 décembre 1970] (p. 6336).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social ; Art. unique : *Son amendement (indication des principales opérations concernant le réseau national de rase campagne* [18 juin 1971] (p. 3115) ;

— du projet de loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif : *Esprit du projet de loi ; problèmes financiers ; plein emploi des installations ; principe de l'industrialisation ; création de centres polyvalents ; possibilité d'accueillir des enfants des villes dans les établissements scolaires situés en montagne* [22 juin 1971] (p. 3261 à 3263) ; Art. 1[er] : *Son amendement (mise en place d'un comité d'études)* (p. 3269) ; *rôle des colonies de vacances ; retrait de son amendement* (p. 3269) ; Art. 4 : Son amendement *tendant à compléter cet article (taux de subvention préférentiel pour les projets d'équipements sportifs présentés par des associations de communes et par un syndicat de communes)* (p. 3271) ; *modification de son amendement* (p. 3271) ;

Son rappel au Règlement : *Conditions de travail des députés ; problème du cumul des mandats* [23 juin 1971] (p. 3315) ;

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972. SERVICES DU PREMIER MINISTRE : JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Le tiers temps pédagogique ; possibilité de créer un C.A.P. qui, dans les collèges d'enseignement général, permettrait à ceux qui le désirent, d'enseigner les disciplines physiques ; projet de création d'une U.E.R. au titre de l'académie de Montpellier ; rôle des bénévoles ; problème des équipements* [6 novembre 1971] (p. 5474) ; *ses observations sur les mille clubs de jeunes ; colonies de vacances ; centres aérés ; nécessité de convertir nos compatriotes à la pratique du sport* (p. 5475) ;

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal : *Rôle des maires ; ses observations sur les secrétaires de mairie et les secrétaires généraux ; revalorisation des indices de carrière* [30 mai 1972] (p. 2008).

CASSAGNE (René)

Député de la Gironde
(4[e] circonscription)
F.G.D.S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212).

Dépôt :

Sa proposition de loi portant organisation de la sécurité sociale, n° **417** [31 octobre 1968].

Décédé le 12 novembre 1968 [14 novembre 1968] (p. 4435).

Son éloge funèbre est prononcé [19 novembre 1968] (p. 4723).

CATALIFAUD (Albert)
Député de l'Aisne
(4e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2192).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212) ; [3 avril 1969] (p. 851) ; [2 avril 1970] (p. 750) ; [2 avril 1971] (p. 837) ; [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre du fonds spécial d'investissement routier [14 mai 1970] (p. 1719) ; [15 mai 1970] (p. 1748) ;

— membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 avril 1972] (p. 804).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — VIII. — Equipement, **n° 360** [10 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 272) relatif aux voies rapides et complétant le régime de la voirie nationale et locale **n° 472** [22 novembre 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux voies rapides et complétant le régime de la voirie nationale et locale **n° 559** [18 décembre 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 115), tendant à l'organisation de la profession d'expert en automobile **n° 813** [8 octobre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — VIII. — Equipement, **n° 837** [17 octobre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1377). — IX. — Equipement, **n° 1400** [14 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — IX — Equipement, **n° 2015** [8 octobre 1971].

Son rapport supplémentaire fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 115) tendant à l'organisation de la profession d'expert en automobile, **n° 2128** [15 décembre 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — IX. — Equipement, **n° 2590** [12 octobre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi modifiée par le Sénat (n° 2467), tendant à l'organisation de la profession d'expert en automobile, **n° 2593** [18 octobre 1972].

Son rapport fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 2648), modifiée par le Sénat en deuxième lecture, tendant à l'organisation de la profession d'expert en automobile, **n° 2681** [23 novembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969. Art. 21 : *Son amendement tendant, dans le texte modificatif proposé pour le tableau B de l'article 265 du Code des douanes à supprimer les dispositions relatives à la rubrique : « C. Huiles lourdes »* [24 octobre 1968] (p. 3557) ; *augmentation du prix de l'essence et du supercarburant ; ses conséquences* (p. 3557) ; *retrait de son amendement* (p. 3558) ; *son amendement tendant à compléter cet article par l'alinéa suivant : « à compter du 1er janvier 1969, à zéro heure, la redevance perçue sur le fuel domestique au profit du fonds de soutien des hydrocarbures est majorée de 1 franc par hectolitre »* (p. 3558) ; *retrait de son amendement* (p. 3558) ; Art. 26 : *Produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; fonds routier ; part de*

financement réservée à l'emprunt (p. 3561, 3562) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — SERVICES GÉNÉRAUX. — CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Inondations dues à la rivière de l'Oise dans les départements de l'Aisne et de l'Oise* [4 novembre 1968] (p. 3853) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur les autorisations de programme ; application du V^e Plan ; équipement collectif ; réseau routier national ; crédits routiers ; titularisation d'un plus grand nombre d'ouvriers des parcs ; suppression de postes d'agents des T.P.E. ; aménagement des chaussées ; prélèvement sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; montant de l'emprunt prévu pour les autoroutes ; ses observations sur les ports maritimes ; aménagement de grandes installations pétrolières portuaires ; voies navigables ; liaison Mer du Nord-Méditerranée ; aménagement de la partie navigable de l'Oise ; entretien des canaux* [12 novembre 1968] (p. 4288, 4289) ; *problème des inondations de la vallée de l'Oise* (p. 4315) ;

— du projet de loi relatif aux voies rapides et complétant le régime de la voirie nationale et locale, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur le décret-loi du 24 mai 1938 et la loi du 18 avril 1955 ; priorité accordée aux voies de desserte des centres urbains ; aménagement et amélioration du réseau routier national en rase campagne ; accès des propriétés riveraines* [28 novembre 1968] (p. 4938, 4939) ; *ses observations sur les paroles de M. Barel* (p. 4941) ; Art. 1^er : *Nomenclature routière* (p. 4941) ; *son amendement tendant, dans l'article 1^er à substituer aux mots : « ou des voies communales » les mots : « des voies communales ou d'autres voies »* (p. 4941) ; *définition des voies rapides* (p. 4941) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à susbstituer aux mots : « ou une voie communale » les mots : « une voie communale ou une autre voie »* (p. 4942) ; après l'Art. 5 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (application des dispositions de l'article 10 de la loi du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole aux expropriations réalisées pour la construction des voies rapides définies à l'article 1^er et des autres voies dans le cas prévu à l'art. 5)* (p. 4942) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase de cet article* (p. 4943) ; *cas où une portion de route nationale est délaissée en raison de l'ouverture d'une voie nouvelle ou d'un changement de tracé ; intervention d'un décret en Conseil d'Etat* (p. 4943) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Modifications faites par le Sénat ; champ d'application de la loi aux parcelles riveraines et aux parcelles voisines des voies express* [19 décembre 1968] (p. 5675).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale sans débat relative à la crue de l'Oise en 1968 [3 octobre 1969] (p. 2482, 2483).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la réforme de la Société nationale des chemins de fer français : *Coordination des transports et de leurs investissements ; ses observations sur la loi du 5 juillet 1949 ; lecture des rapports des commissions ; efforts de réorganisation interne de la S.N.C.F. ; maintien de la concurrence ; notion de service public ; rôle du chemin de fer dans les années à venir ; investissements nécessaires à la reconversion ; libéralisation de la S.N.C.F. ; crédits d'entretien; situation de notre réseau routier ; ses observations sur la loi de finances de 1956 ; accords passés entre la S.N.C.F. et les transporteurs routiers pour l'utilisation des transports U.F.R. kangourou et des wagons surbaissés de la société S.T.E.M.A. ; possibilité de verser une ristourne aux transporteurs qui utiliseraient cette technique ; crédits routiers ; accidents de la route* [16 octobre 1969] (p. 2710 à 2712).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, TRANSPORTS. — I. — SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES : *Coordination des transports et de leurs investissements ; sa question orale déposée à ce sujet ; état de notre réseau routier ; insuffisance des moyens financiers ; libéralisation des tarifs de la S.N.C.F. ; création de 26 régions ferroviaires ; ses observations sur les installations ferroviaires de Tergnier ; ouvrage de liaison sous la Manche entre la Grande-Bretagne et la France ; utilisation du terre-plein central de certaines autoroutes pour réaliser un moyen de transport rapide, tel que le turbotrain ou l'aérotrain ; dossier de l'aérotrain* [3 novembre 1969] (p. 3260, 3261) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT, en qualité de *Rapporteur pour*

avis : Conséquences des accidents de la route ; mise en œuvre d'un réseau routier adapté aux usagers ; lancement de la construction de 2.000 kilomètres d'autoroutes par des groupes financiers privés ; voies navigables ; fonds d'action conjoncturelle ; crédits de fonctionnement ; entretien et réparations du réseau routier national ; emprunt routier ; fonds spécial d'investissement routier ; voies urbaines ; autoroutes de liaison ; problème du personnel des services extérieurs ; question des ports maritimes ; Ve Plan ; ses observations sur les six ports autonomes ; accueil des pétroliers géants ; voies navigables ; liaison Mer du Nord-Méditerranée ; liaison Seine-Est [13 novembre 1969] (p. 3660, 3661) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe *Plan : Problème de l'industrialisation ; ses observations sur la route et la S.N.C.F. ; augmentation de la circulation routière ; problème des ports maritimes ; nécessité de desservir les ports par des voies navigables ; liaisons Mer du Nord - Méditerrannée, Seine-Est, Seine-Nord* [16 juin 1970] (p. 2725).

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION II. — JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS, Titre III : *Son amendement tendant à réduire de 636.000 francs le crédit de ce titre* [23 octobre 1970] (p. 4663) ; *priorité du sport à l'école ; ses observations sur la natation ; mise en place de bassins mobiles ; construction de nouvelles piscines; aide des personnes privées ; rôle des syndicats de communes ; retrait de son amendement* (p. 4663) ; Titre VI : *Son amendement tendant à réduire le crédit figurant au titre VI de 14.100.000 francs en autorisations de programme et en crédits de paiement* (p. 4663) ; *retrait de son amendement* (p. 4663) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : CRÉDITS CONCERNANT L'ÉQUIPEMENT, en qualité de *Rapporteur pour avis : Difficulté pour le Parlement de contrôler l'exécution du budget ; prédominance de la technocratie ; crédits d'entretien ; conséquences de la limitation de vitesse à 110 kilomètres à l'heure ; ses observations sur la catastrophe de Saint-Laurent-du-Pont ; état du réseau routier national ; ses observations sur le réseau d'autoroutes ; construction des autoroutes par des groupes privés ; rôle du service des Ponts et chaussées ; attitude de l'Etat à l'égard de ses créanciers ; établissement des programmes pluriannuels ; nombre de voies express actuellement aménagées ; problème des ports maritimes* [3 novembre 1970] (p. 5056, 5057) ; *ses observations sur le VIe Plan ; problème des voies navigables ; réalisation des liaisons Rhin-Rhône, Seine-Est, Seine-Nord ; schéma directeur pour les routes ; établissement d'un schéma directeur pour les voies navigables* (p. 5058) ; *problèmes de la région Nord-Est ; ses observations sur la route A 26 ; liaison fluviale à grand gabarit entre la région parisienne et la région du Nord ; modification de la réglementation qui exige des candidats constructeurs en dehors des périmètres d'agglomération, de posséder un terrain d'au moins 2.000 mètres carrés avec une façade de 25 mètres* (p. 5062) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Taux de croissance ; regroupement des industries ; transports ; route* [16 juin 1971] (p. 3004) ; *aménagement du réseau routier national ; transports fluviaux ; axes Rhin-Rhône, Seine-Est et Seine-Nord ; jonction Compiègne-Denain* (p. 3005) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : EQUIPEMENT, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur le réseau national ; VIe Plan ; crédits pour les aménagements ; cas du personnel des services extérieurs ; problème des raccordements aux autoroutes* [28 octobre 1971] (p. 5012) ; *signalisation ; aménagements de chaussées à trois et à quatre voies ; établissement de marchés pluriannuels pour les travaux routiers ; ports maritimes ; mer du Nord-Méditerrannée ; Seine-Est ; Seine-Nord* (p. 5013) ; Art. 56 : *Transfert aux départements de certaines routes secondaires du réseau national ; participation de l'Etat* (p. 5044) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. Albert Bignon et Hoguet tendant à l'organisation de la profession d'expert en automobile, en qualité de *Rapporteur : Nombre des experts en automobile ; rôle de l'expert* [15 décembre 1971] (p. 6804) ; *problème de la création d'un ordre professionnel* (p. 6805) ; Art. 1er : *Définition de la profession ; qualité d'expert en automobile ; expertise pour le compte des tribunaux* (p. 6807) ; Art. 2 : *Protection du titre d'expert en automobile* [16 décembre 1971] (p. 6834) ; *fonctions de l'expert en automobile* (p. 6835) ; *son amen-*

dement (p. 6836) ; *suppression du monopole* (p. 6836) ; *protection de l'usager* (p. 6836) ; Art. 4 : *Secret professionnel* (p. 6837) ; Art. 5 : *Caractère libéral de cette profession* (p. 6837) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6838) ; *retrait de son amendement* (p. 6838) ; Art. 7 : *Détermination des incompatibilités ; protection de cette profession* (p. 6839) ; Art. 8 : *Caractère transitoire de certaines mesures* (p. 6839) ; Art. 10 : *Problème de l'application de la loi dans les territoires d'outre-mer* (p. 6840) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Place de la profession des experts en automobile ; texte du Sénat auquel la Commission n'a apporté que quelques modifications de détail* [19 octobre 1972] (p. 4239) ; Art. 1er : *Ses observations concernant l'amendement du Gouvernement ; précise que les experts peuvent être appelés à déterminer les responsabilités en cas d'accident ; préfère le texte du Sénat, l'amendement du Gouvernement délimitant trop le rôle des experts en automobile* (p. 4240) ; *son accord après modification de cet amendement* (p. 4241) ; Art. 2 : *Ses deux amendements devenus sans objet* (p. 4241) ; Art. 5 : *Obligation d'assurance ; ses observations contre l'amendement du Gouvernement ; juge inutile d'annoncer, dès cet article, un arrêté du Gouvernement* (p. 4241) ; *amendement devenu sans objet* (p. 4241) ; Art. 6 *bis* : *Ses observations contre l'amendement du Gouvernement tendant à substituer aux mots : « l'exercice de cette profession » les mots : « l'exercice des activités mentionnées à l'article premier, car l'expert en automobile exerce une profession »* (p. 4142) ; Art. 7 : *Ses observations contre l'amendement du Gouvernement supprimant le deuxième alinéa de cet article, l'alinéa précisant les fonctions susceptibles d'être exercées par les experts dans le cadre de leur compétence* (p. 4242) ; *accepte l'amendement du Gouvernement après que celui-ci ait garanti que tout ce qui n'est pas indiqué comme étant incompatible avec l'article 7, premier alinéa, est compatible avec la profession* (p. 4243) ; *son amendement étendant le champ d'application du deuxième alinéa de l'article 7 devenu sans objet* (p. 4243) ; Art. 8 : *Son amendement et son sous-amendement : retour pour le premier alinéa de l'article 8 à la rédaction adoptée par le Sénat ; intégration dans l'article 8 des dispositions de l'article 9 (disposition d'un an pour les experts pour régulariser leur situation) ; son amendement portant de trois à quatre ans la durée pendant laquelle l'expert aura dû être patenté ou salarié pour être réputé avoir la qualité d'expert* (p. 4343) ; Art. 9 : *Son amendement de suppression de cet article, la disposition prévue étant désormais insérée dans l'article 8* (p. 4243) ; avant l'Art. 1er : *Ses observations contre l'amendement du Gouvernement ; sa préférence pour deux titres* (p. 4244) ; Titre : *Ses observations contre l'amendement du Gouvernement et pour la conservation du titre adopté en première lecture* (p. 4244) ; en troisième lecture, en qualité de *Rapporteur*, Art. 8 : *qui prévoit des dispositions transitoires, reste seul en discussion ; accepte l'addition apportée par le Sénat tendant à ne pas exclure de la loi les caisses de la mutualité agricole* [29 novembre 1972] (p. 5737) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION II. — JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Expérience des « Jeux de France » mériterait d'être vulgarisée* [27 octobre 1972] (p. 4474) ; EQUIPEMENT ET URBANISME, en qualité de *Rapporteur pour avis : Routes ; exécution du Plan dont les prévisions étaient inférieures aux besoins ; augmentation du nombre de kilomètres sur lesquels la circulation est gênée et embouteillée ; circulation dans Paris ; réseau secondaire ; renforcement de chaussées ; réseau en rase campagne ; redevances d'infrastructure* [17 novembre 1972] (p. 5371) ; *éducation des conducteurs ; signalisation horizontale et verticale très visible ; réseau autoroutier ; ports maritimes ; retard pour les voies navigables ; liaison mer du Nord-Méditerranée ; liaisons Seine-Est, Seine-Nord* (p. 5372).

CATRY (Benjamin)

Député du Pas-de-Calais
(8e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212) ; [3 avril 1969] (p. 851) ; [2 avril 1970] (p. 750) ; [2 avril 1971] (p. 837) ; [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à la situation des victimes d'accidents du travail en agriculture, n° 581 [20 décembre 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi sur l'aide à l'investissement. Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article : « la déduction prévue à l'article premier est accordée aux entreprises à raison des matériels ayant fait l'objet d'une livraison entre le 1er mai 1968 et le 30 novembre 1969 »* [25 septembre 1968] (p. 2895) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2895).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Sabatier après l'article 17 de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 [30 octobre 1969] (p. 3108).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969. Art. 22 : *Reclassement de fonctionnaires du ministère des postes et télécommunications ; cas de la région du Nord - Pas-de-Calais ; situation des employés manuels des centraux ; abaissement de l'âge de la retraite ; situation des personnels titulaires et auxiliaires des centraux téléphoniques en voie d'automatisation* [9 décembre 1969] (p. 4737, 4738) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971. EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — CRÉDITS CONCERNANT L'ÉQUIPEMENT : *Problème de la région économique Nord - Pas-de-Calais ; ses observations sur la métropole Lille-Roubaix-Tourcoing ; cas de la région de Saint-Omer ; ses observations sur les problèmes de transports ; cas des transports ferroviaires ; ses observations sur le canal Dunkerque-Valenciennes ; route rapide Saint-Omer-Dunkerque ; liaison de Saint-Omer à l'autoroute A 25 Lille-Dunkerque à Meteren* [4 novembre 1970] (p. 5090) ; *construction de l'autoroute A 26 ; ses observations sur les déviations de Choques, de Lillers et d'Aire-sur-la-Lys* (p. 5091) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Taux de croissance ; région Nord - Pas-de-Calais ; ses observations sur le triangle formé par les villes d'Hazebrouck, d'Aire-sur-la-Lys et de Saint-Omer ; transports ferroviaires ; canal à grand gabarit Dunkerque-Valenciennes ; route rapide Saint-Omer-Dunkerque ; liaison de Saint-Omer à l'autoroute Lille-Dunkerque ; classement en zone II des cantons nord et sud de Saint-Omer, d'Hazebrouck et d'Aire-sur-la-Lys ; formation professionnelle* [16 juin 1971] (p. 3002, 3003) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Octroi de la carte du combattant aux anciens d'Algérie ; parité en matière de retraite entre les combattants de 1939-1945 et ceux de 1914-1918* [2 novembre 1972] (p. 4569, 4570).

CATTIN-BAZIN (Maurice)

Député de l'Isère
(7e circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212) ; [3 avril 1969] (p. 851) ; [2 avril 1970] (p. 750) ; [2 avril 1971] (p. 837) ; [4 avril 1972] (p. 789).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Son souhait d'un véritable programme d'ensemble ; situation des commerçants condamnés à la suite de manifestations ; amélioration des retraites des commerçants et artisans* [17 mai 1972] (p. 1582) ; *revalorisation des pensions déjà liquidées ; évolution des pensions versées par les régimes vieillesse des commerçants et artisans ; maintien des avantages particuliers grâce à un régime complémentaire obligatoire* (p. 1583) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Concertation ; secteur laitier ; production essentielle des petites et moyennes exploitations familiales ; marché de la poudre de lait et du beurre, de la viande ; crédits de remembrement ; aménagement hydraulique des terres ; S.A. F.E.R. ; enseignement agricole ; prêts du Crédit agricole ; sa demande de création d'une ligne spéciale affectée au financement des plans de développement et d'inscription à l'ordre du jour du projet de loi visant à réformer le régime de l'indemnité viagère de départ* [14 novembre 1972] (p. 5180, 5181).

CAZENAVE (Franck)

Député de la Gironde
(7e circonscription)
P.D.M.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212) ; [3 avril 1969] (p. 851) ; [2 avril 1970] (p. 750) ; [2 avril 1971] (p. 837) ; [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à créer une commission spéciale chargée d'établir un rapport sur les conditions d'application de l'article L 8 *bis* du Code des pensions militaires d'invalidité, instituant un rapport constant entre le montant des pensions de guerre et celui des traitements bruts des fonctionnaires, n° **124** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi portant création d'un centre d'étude et de promotion des petites et moyennes entreprises, n° **237** [25 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 décembre 1921, dite « du rapprochement des conjoints », n° **248** [25 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-31, du 5 janvier 1959 relative aux modifications des limites territoriales des communes, n° **249** [25 juillet 1968].

Sa proposition de loi relative à l'institution d'un « office national d'aide aux mutations commerciales », n° **2248** [26 avril 1972].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). Annexe n° 15. — Artisanat, n° **2585** [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968. Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* [19 juillet 1968] (p. 2346) ;

— du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la Sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social. Ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative et financière de la Sécurité sociale : *Charges des industries de main-d'œuvre* [22 juillet 1968] (p. 2437) ; *son amendement tendant à compléter l'article L 39 du Code de la sécurité sociale par un nouvel alinéa* (p. 2438) ; *représentation des marins pêcheurs* (p. 2438) ;

— du projet de loi portant amnistie. Art. 4 : *Critique l'établissement d'une hiérarchie dans les décorations* [23 juillet 1968] (p. 2480) ;

— du projet de loi sur l'aide à l'investissement : *Politique d'investissements ; sécurité de l'investissement ; intentions du gouvernement ; accords de Grenelle ; sociétés de développement régional ; système du leasing ; intérêt pour les industries françaises d'acheter par priorité du matériel français ; moyens de financement à long terme ; secteur des travaux publics ; droits de succession* [25 septembre 1968] (p. 2879 à 2881) ; Art. 2 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Hoguet, pour le 1er alinéa de cet article, après les mots : « des matériels ayant fait l'objet d'une... » à insérer les mots : « ... commande et d'une... »* (p. 2895) ; Art. 5 : *Date de livraison de matériel* (p. 2901) ;

Pose à M. le Premier Ministre une question orale sans débat relative à la situation de l'industrie automobile [11 octobre 1968] (p. 3280, 3282).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'armement et aux ventes maritimes. Art. 10 : *Monopole des courtiers ; ses observations sur le privilège de l'article 80 du Code de commerce* [17 octobre 1968] (p. 3383) ; *son amendement tendant à compléter cet article par les mots : « sous la réserve du monopole reconnu aux courtiers interprètes et conducteurs de navires par l'article 80 du Code de commerce »* (p. 3383) ; *ses observations sur son amendement et les paroles de M. Baudouin* (p. 3383) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969. DÉPENSES MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Ses observations sur la situation internationale ; l'armement tactique a été sacrifié au profit de l'armement stratégique ; matériels terrestres ; ses observations sur l'engin « Pluton » ; « Jaguar » ; nécessité de réviser complètement la loi de programme ; recherche spatiale ; ses observations sur les carburants ; service des poudres ; « Concorde » ; maintien de notre activité aéronautique ; son vote sur le budget* [30 octobre 1968] (p. 3748 à 3750) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Revalorisation des pensions ; création d'une commission afin d'étudier le contentieux ; cas des déportés politiques ; situation des combattants d'Algérie ; droit d'inscrire le nom des morts d'Afrique du Nord sur les monuments de nos villes et de nos campagnes ; possibilité de créer une journée du combattant* [8 novembre 1968] (p. 4197, 4198) ; conclusions du rapport de la commission mixte paritaire : *importance de l'article 7 ; nécessité de rétablir la confiance* [10 décembre 1968] (p. 5282) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises. Art. 9 : *Election des délégués* [4 décembre 1968] (p. 5091) ; *ses observations sur les suppléants* (p. 5091) ; Art. 10 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article à supprimer les mots : « et de leurs suppléants »* (p. 5094) ; Art. 12 : *Son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa : « ce temps se situera au début ou à la fin des périodes de travail »* (p. 5100) ; *éviter dans le travail en chaîne des perturbations préjudiciables à l'entreprise ; retrait de son amendement* (p. 5100) ; Seconde délibération ; Art. 7 : *Ses observations sur les suppléants* (p. 5104).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique militaire : *Loi de programme ; répartition des fonds entre les différentes armes ; nécessité de reviser annuellement les conceptions ; ses observations sur les Mirage IV ; présence de la flotte russe en Méditerranée ; compte rendu sur le déroulement de la loi de programme ; ses observations sur la 33e escadre de reconnaissance ; fabrication de radars à longue portée ; avion de reconnaissance ; force tactique ; nécessité de poursuivre les recherches ; perspectives de la création d'une armée européenne ; centre de lancement de S.S.B.S. ; armée de l'air ; report des essais dans le Pacifique ; ses observations sur nos moyens de transmission ; incidences économiques et sociales des dépenses militaires ; industrie aéronautique* [5 décembre 1968] (p. 5132 à 5134).

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale sans débat relative à la politique d'équipements militaires [7 mai 1969] (p. 1302, 1303, 1304).

Prend part à la discussion générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 : *Ses observations sur la dévaluation* [28 octobre 1969] (p. 2983) ; *taux de la réévaluation du mark ; équilibre du budget ; déficit probable de la Sécurité sociale* (p. 2983) ; *problème de la budgétisation du déficit de la Sécurité sociale ; cas des régimes spéciaux des agriculteurs, des commerçants et des fonctionnaires ; choix fait par le Gouvernement en matière d'économie ; diminution de la consommation intérieure ; investissements des entreprises ; augmentation des exportations ; modernisation des entreprises ; institut de développement industriel* (p. 2983, 2984) ; Art. 4 : *Ses observations sur les paroles de M. Souchal ; question des patentes* [29 octobre 1969] (p. 3032) ; après l'Art. 6 : *Taux des taxes sur les produits forestiers ; fonds forestier* (p. 3041) ; Art. 9 : *Situation des résiniers ; maintien de la taxe sur le white-spirit ; densité de la population dans la forêt landaise ; rôle du F.O.R.M.A.* (p. 3049) ; *son amendement tendant dans le texte proposé pour le tableau B de l'article 265 du Code des douanes, après : « A. — Huiles légères :*

III. — Destinées à d'autres usages : a) Essences spéciales. 1° White-spirit » à supprimer la ligne : « ... autre... 4... Exemption » (p. 3049), *ses observations sur l'essence de térébenthine ; subventions du F.O.R.M.A. pour la gamme ; retrait de son amendement* (p. 3049) ; Art. 11 : *Fiscalité pour les exploitations cinématographiques ; extension au music-hall du bénéfice de la T.V.A. ; application du taux de 15 % aux parkings publics* (p. 3052) ; après l'Art. 11 : *Ses observations sur le fait que les parkings sont des concessions communales* (p. 3053) ; Art. 17 : *Prélèvement sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers appliquée aux carburants routiers ; fonds spécial d'investissement routier devant participer à l'entretien de la voirie départementale et communale* (p. 3055) ; après l'Art. 17 : *Son rappel au règlement ; problème de la recevabilité des amendements* (p. 3058) ; Art. 20 : *Majoration des rentes ; son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (rentes viagères privées)* [30 octobre 1969] (p. 3073, 3074) ; *nécessité d'inciter le Gouvernement à majorer les rentes de l'Etat* (p. 3074) ; *retrait de son amendement* (p. 3075) ; Art. 22 : *Fonds d'action conjoncturelle ; son contrôle ; emploi des crédits affectés à ce fonds* (p. 3078) ; *consultation du Parlement* (p. 3078) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Ses observations sur les crédits ; son regret de voir que l'on ne reporte pas sur les vivants le « bénéfice des morts » ; nombre de disparus ; retraite du combattant ; introduction dans ce budget de chapitres qui n'ont rien à voir avec les anciens combattants ; possibilité d'inscrire les dépenses afférentes aux victimes civiles au budget social de l'Etat et celles qui sont relatives à des accidents survenus en temps de paix et dus à des actions militaires au budget des affaires sociales de la défense nationale* [31 octobre 1969] (p. 3180, 3181) ; *situation des militaires ayant combattu outre-mer ; cas des « hors guerre » ; problème de l'équivalence entre déportés politiques et déportés résistants ; sa proposition de loi tendant à permettre à l'U.F.A.C. d'être représentée au Conseil économique et social* (p. 3181) ; *problème de la forclusion qui frappe certains cheminots ; situation des veuves de guerre et des prisonniers ; obligation faite pour les anciens combattants de 1914-1918 de posséder 5 titres de guerre pour obtenir la Légion d'honneur* (p. 3181, 3182) ; CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *But de notre défense nationale ; objectif de la force nationale stratégique* [17 novembre 1969] (p. 3855) ; *ses observations sur la gendarmerie ; rôle futur de nos éléments de force stratégique ; importance des éléments tactiques ; ses observations sur l'aviation ; rôle du* Mirage IV ; *expérience des* Vautour ; *rôle de la défense à base de missiles S.S.B.S. ; fusion des sociétés Nord-Aviation et Sud-Aviation ; avions Dassault à géométrie variable ; importance pour l'armée des spécialistes qualifiés* (p. 3855, 3856) ; *ses observations sur les paroles de M. Sanguinetti* (p. 3857) ; *coût des* Mirage *simplifiés ; coût de la force stratégique ; réalisation du programme* Jaguar (p. 3863) ; Art. 28 : *Ses observations sur l'amendement de M. Villon ; suppression des armements atomiques* (p. 3865) ; TAXES PARAFISCALES : *Son amendement tendant à supprimer la ligne 58 concernant la taxe sur les volailles* [22 novembre 1969] (p. 4275) ; *son amendement tendant à supprimer la ligne 59 concernant la taxe sur les œufs* (p. 4278).

Son rappel au règlement : *Organisation des débats de l'Assemblée ; prolongation de la séance de nuit ; modification de l'ordre du jour* [30 octobre 1969] (p. 3070).

Mise au point de son vote sur l'amendement de M. Sabatier après l'article 17 de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 [30 octobre 1969] (p. 3108).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : Art. 4 : *Extension du bénéfice de cet article aux théâtres de variétés ; impôt sur les spectactes appliqué aux cabarets d'auteurs et au cirque* [26 novembre 1969] (p. 4364) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969 : *Ses observations sur ce texte ; fréquence des opérations électorales* [9 décembre 1969] (p. 4712) ; *sa suggestion de faire figurer les femmes mariées sous leur nom de jeune fille à la suite de leur mari sur les listes électorales* (p. 4712) ; *problèmes forestiers ; impôt sur le revenu des personnes physiques en ce qui concerne les bois résineux ; problème des incendies ; exploitation des zones inadaptées à la sylviculture ; calamité du déboisement* [9 décembre 1969] (p. 4715, 4716) ; Art. 5 : *Problème de la vente des voitures automobiles d'occasion* (p. 4722) ;

Art. 9 : *Ses observations sur les résineux ; différence entre ceux-ci et les feuillus* (p. 4725) ; *ses observations sur les paroles du Ministre* (p. 4726) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 10 : *Problème des industries à caractère familial* [3 juin 1970] (p. 2211) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2213) ; *lutte contre la fraude fiscale* (p. 2213) ; *absence de pénalité en cas de bonne foi* (p. 2213) ; *retrait de son amendement* (p. 2214) ;

— du projet de loi relatif au service national, après l'Art. 24 : *Doublement du prêt du soldat* [10 juin 1970] (p. 2445) ;

— du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre, Art. 3 : Son rappel au règlement : *renvoi de la discussion* [10 juin 1970] (p. 2459) ;

Son rappel au règlement : *Ses observations sur l'organisation du travail de l'Assemblée* [11 juin 1970] (p. 2485, 2486) ;

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Priorité donnée à l'industrialisation ; augmentation de la pression fiscale ; diminution du nombre d'heures de travail; absorption de nos industries par des sociétés étrangères ; ses observations sur le loyer de l'argent ; politique de hauts salaires ; cas des industries de main-d'œuvre ; accroissement de la productivité de la main-d'œuvre ; rajeunissement de notre population ; répartition de la population active ; ses observations sur le secteur de l'énergie nucléaire ; équilibre budgétaire ; problème de la régionalisation* [15 juin 1970] (p. 2659 à 2661) ;

— en troisième et dernière lecture, du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français, dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : Ses explications de vote : *Posttion de son groupe* [30 juin 1970] (p. 3332).

— du projet de loi de programme relative aux équipements militaires de la période 1971-1975 : *Part du budget des armées dans le produit national brut ; fondement de notre système de défense sur la dissuasion ; ses observations sur les* Mirage ; *construction de trois sous-marins ; infrastructure aérienne ; portée des engins M.S.B.S. ; insuffisance de la force nucléaire stratégique ; forces tactiques conventionnelles ; industrie aéronautique ; ses observations sur les choix faits par le Gouvernement* [7 octobre 1970] (p. 4150 à 4152) ;

— du projet de loi de finances pour 1971 : *Ses obsevations sur la fraude fiscale ; problème des personnes âgées et des déshérités ; problème des revenus moyens ; situation des cadres ; problème du logement ; stagnation du marché immobilier ; modification du montant et du taux des prêts ; nécessité de reconsidérer la notion de plafond de ressources ; non-justification du fonds d'action conjoncturelle pour les équipements sociaux ; contrôle des changes* [20 octobre 1970] (p. 4433, 4434) ; Première partie : Art. 12 : *Défense des propriétés contre la mer ; possibilité de déduire des revenus les frais qui résultent de la défense de ces propriétés contre la mer* [22 octobre 1970] (p. 4528) ; Deuxième partie : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Problème des déportés* [26 octobre 1970] (p. 4695) ; *engagement pris par M. Pompidou auprès du Président du comité de liaison des anciens combattants ; rapport constant ; réunion d'une commission tripartite ; recherche de l'égalité des droits entre déportés ; problème des pensions ; cas des combattants d'Afrique du Nord ; attribution du titre d'ancien combattant aux jeunes qui ont servi en Afrique du Nord ; ses observations sur le fait que les anciens d'Algérie ne peuvent faire partie de la fédération mondiale des anciens combattants* (p. 4696) ; *réunion de la fédération mondiale des anciens combattants* (p. 4696) ; *ses observations sur l'attribution de la carte d'ancien combattant* (p. 4696, 4697) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : Titre III : *Ses observations sur les « Canadair » utilisés pour l'extinction des incendies ; lutte contre les incendies dans les Landes* [13 novembre 1970] (p. 5463) ; TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE : *Ses observations sur l'Office national des études et recherches aéronautiques ; problème d'Air Inter* (p. 5474) ; *problème des moyens de communication ; attitude de la S.N.C.F. à l'égard d'Air Inter ; situation des aéro-clubs ; problème de la météorologie* (p. 5475) ;

— en troisième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier les articles 234, 235 et 307 du Code civil relatifs à la procédure du divorce et de la séparation de corps. Art. 1[er] : *Demande pourquoi l'on n'envisa-*

geralt pas une procédure qui oblige les conjoints à se séparer lorsque le divorce ne peut être prononcé par suite de la mauvaise volonté de l'un d'eux [19 novembre 1970] (p. 5784) ;

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales : *Problème de l'aménagement de carrière du personnel municipal* [25 novembre 1970] (p. 5908) ; Art. 17 : *Répartition des dépenses de fonctionnement des établissements publics d'enseignement ; absence de rétroactivité de ce texte* (p. 5927) ; Art. 18 : *son sous-amendement tendant, dans les deuxième et quatrième alinéas du texte proposé par l'amendement du Gouvernement à substituer au nombre « 51 » le nombre « 55 »* (p. 5931) ; *conséquences de la fusion des petites communes sur le nombre des membres du conseil municipal* (p. 5931) ;

— du projet de loi relatif à l'amélioration des structures forestières : *Nécessité de favoriser la création de forêts ; entretien de la forêt ; ses observations sur l'exemption trentenaire ; ses observations sur la forêt de Biscarosse et celle d'Ychoux ; diversité des forêts françaises* [26 novembre 1970] (p. 5959) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « faciliter la gestion » les mots : « la mise en valeur, la gestion et l'amélioration de la rentabilité »* (p. 5963) ; *mise en valeur du sol* (p. 5963, 5964) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante : « Cette quote-part tient compte en premier lieu de la nature des terrains et de leur situation afin de rendre plus juste cette répartition »* (p. 5965) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5965) ; Art. 17 : *Lutte contre le feu* (p. 5968) ; après l'Art. 24 : *Association des syndicats forestiers aux décisions* (p. 5970) ; *consultation des organisations représentatives* (p. 5972) ; *ses observations sur l'amendement de M. Cointat* (p. 5973) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Griotteray, tendant à faciliter la mise en œuvre de plans d'achat d'actions en faveur des cadres des entreprises : *Problème de la participation ; généralisation à tous les salariés de la proposition de loi ; nécessité d'empêcher la spéculation ; sa proposition d'interdire le bénéfice de l'option pendant deux ans* [10 décembre 1970] (p. 6421) ; Art. 208-2 de la loi du 24 juillet 1966 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase : « L'option ne pourra s'exercer avant deux ans »* (p. 6426) ; *problème des délais de la levée d'option; retrait de son amendement* (p. 6426, 6427) ;

— du projet de loi complétant le Code rural et relatif à l'exercice de la médecine et de la chirurgie des animaux par certains élèves et anciens élèves des écoles nationales vétérinaires : *Implantation de la nouvelle école vétérinaire* [4 mai 1971] (p. 1618) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Griotteray tendant à la protection des jeunes animaux et à la défense de leurs acheteurs : avant l'Art. 1er : *Cumul de la vaccination et de l'annulation de la vente* [4 mai 1971] (p. 1627).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la situation des ostréiculteurs [5 mai 1971] (p. 1647, 1648).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes : *Rôle du préfet ; possibilité de prononcer une fusion par décret en Conseil d'Etat ; inquiétudes des maires en raison du projet de loi ; rôle du maire ; ses observations sur les mesures « incitatives » ; possibilité de prévoir des équipements subventionnables à 100 % en fonction du chiffre de la population regroupée, problème des finances locales* [1er juin 1971] (p. 2261) ;

— du projet de loi relatif à diverses opérations de construction, Art. 19 : *Problème de la révision des prix* [12 juin 1971] (p. 2820) ;

— du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière, Art. 1er : *Détermination de la surface en vue de l'édification d'une construction* [12 juin 1971] (p. 2861) ; *problème de l'application des règlements sanitaires aux surfaces de 4.000 mètres carrés* (p. 2862) ; après l'Art. 5 : *Difficulté de planter un nombre d'arbres double de celui qui a été sacrifié pour la réalisation d'un programme de construction* (p. 2863) ; Art. 9 : *Exemple du bassin d'Arcachon ; droit de préemption ; impôt foncier déclaratif annuel* (p. 2868, 2869) ; *transactions fondées sur le droit de préemption ; moyens financiers des collec-*

tivités locales (p. 2871) ; Art. 8 de la loi du 26 juillet 1962 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « 16 ans » les mots : « 8 ans »* (p. 2872) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Insuffisances du Plan ; contrôle du Plan ; possibilité d'envisager un débat annuel pour en vérifier l'exécution ; possibilité d'examiner tous les deux ans les services votés dans le cadre des objectifs du Plan ; lien entre le Plan et une législature ; taux de croissance* [16 juin 1971] (p. 2990, 2991) ; *sécurité sociale ; problème des personnes âgées ; réduction du temps du travail ; notion d'efficacité, de rentabilité et de responsabilité* (p. 2992) ;

— du projet de loi de finances pour 1972 : *Objectif de la croissance ; problème des prix ; augmentation des dépenses publiques ; échanges extérieurs* [20 octobre 1971] (p. 4683) ; *mesures fiscales ; relèvement de cinq pour cent des tranches du barème de l'impôt sur le revenu ; problème du remboursement de la T.V.A. aux collectivités locales ; budget militaire ; nombre de logements construits ; possibilité d'une loi de programme sur le logement ; effectifs budgétaires de personnel ; dépenses civiles d'équipement ; entreprises nationales ; mesures sociales préconisées par le Gouvernement ; situation des rentiers viagers ; pouvoir d'achat des allocations familiales* (p. 4684) ; *emprunt Pinay ; frais généraux des entreprises* (p. 4685) ; Première partie du projet de loi de finances pour 1972, Art. 2 : *Relèvement du plancher de non-imposition* [21 octobre 1971] (p. 4715) ; *application de l'article 40* (p. 4722) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Situation des déportés politiques ; cas des ascendants de guerre ; problème de la retraite ; levée des forclusions ; égalisation du taux de la retraite pour toutes les générations du feu ; rôle du groupe parlementaire d'anciens d'Afrique du Nord ; problème des prêts accordés par les banques populaires par le canal de l'Office des anciens combattants* [22 octobre 1971] (p. 4796, 4797) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : EQUIPEMENT : *Route Bordeaux à Arcachon ; lourdeur des règles administratives* [28 octobre 1971] (p. 5034, 5035 et 5044) ; CRÉDITS MILITAIRES : *Rationalisation des choix budgétaires ; caractère de notre politique militaire* [2 novembre 1971] (p. 5183) ; *ses observations sur une armée européenne* (p. 5184) ; Commission mixte paritaire : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement concernant les anciens combattants* [15 décembre 1971] (p. 6804).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'admission de la Chine populaire à l'O.N.U. [22 octobre 1971] (p. 4800, 4801).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la convention d'extradition avec Israël [22 octobre 1971] (p. 4801, 4802).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française : *Ses observations sur les paroles de M. Odru* [8 décembre 1971] (p. 6507) ; son rappel au Règlement : *Situatioon des fonctionnaires municipaux* [16 décembre 1971] (p. 6831) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Berger, tendant à modifier l'article L 511 du Code de la santé publique, Article unique : *Ses observations sur la discussion des amendements* [16 décembre 1971] (p. 6871) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Désir des commerçants et des artisans d'obtenir l'alignement ; ses observations sur la formule « à cotisations égales, prestations égales » ; date d'entrée en vigueur de la loi* [17 mai 1972] (p. 1586) ; *droits acquis ; fonds national de solidarité ; durée des fonctions de membre d'une chambre de commerce ; propositions de loi d'amnistie* (p. 1587) ; Art. L 663-3 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 1612) ; *retrait de son amendement* (p. 1613) ; Art. L 663-7 du Code : *Son amendement (cas d'activités multiples, salariées et non salariées)* (p. 1617) ; *calcul des cotisations ; retrait de son amendement* (p. 1618) ; avant l'article L 663-10 du Code : *Son amendement* (p. 1620) ; Art. L 663-10 du Code : *Cotisations de certaines catégories professionnelles* (p. 1624) ; *retrait de deux amendements déposés à cet article* (p. 1625) ; Art. L 663-12 : *Retrait de son amendement* (p. 1626) ; Art. 5 : *Son amendement* (p. 1631) ;

date des élections ; retrait de son amendement (p. 1631) ; *retrait de son amendement rédactionnel* (p. 1631) ; Art. 6 : *Son amendement* [18 mai 1972] (p. 1643) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1645) ; Art. 9 : *Son amendement* (p. 1647) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. André-Georges Voisin, Bricout et Radius, portant réglementation des professions d'expert agricole et foncier et d'expert forestier : *Consultation des organisations d'experts pour l'élaboration des décrets d'application ; bénéfice de l'I.V.D. aux ostréiculteurs* [25 mai 1972] (p. 1902, 1903) ; avant l'Art. 1er : *Amendement de M. Fontaine (définition de l'expert)* (p. 1904) ; Art. 1er : *Son amendement (consultation des chambres d'agriculture)* (p. 1905) ;

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal : *Problème de la commission paritaire ; formation du personnel ; institution de cadres intercommunaux ; revalorisation de traitements* [31 mai 1972] (p. 2028) ;

— du projet de loi relatif aux magasins collectifs de commerçants indépendants : *Ses explications de vote* [20 juin 1972] (p. 2667) ;

— de la proposition de loi relative aux sociétés coopératives de commerçants détaillants, Art. 5 : *Rôle des commissaires aux comptes ; son vote contre l'amendement de M. Claude Martin* [20 juin 1972] (p. 2670) ; *Ses explications de vote* (p. 2674) ;

— du projet de loi modifiant la loi validée et modifiée du 2 novembre 1943 relative à l'organisation du contrôle des produits antiparasitaires à usage agricole : *Les conséquences de l'utilisation de produits antiparasitaires à usage agricole sur certains animaux et plus particulièrement sur les huitres* [2 octobre 1972] (p. 3843) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, COMMERCE ET ARTISANAT, en qualité de *Rapporteur spécial* de la Commission des finances pour l'artisanat : *Son souhait que la notion d'artisan soit mieux précisée ; sociétés interprofessionelles artisanales et sociétés de garantie mobilières ; réforme de la patente ; arbitraire de l'administration dans la fixation des forfaits; chambre de métiers ; métiers d'art ; centres d'études et de perfectionnement de l'artisanat (coût élevé et résultats minces) ; assistants techniques des métiers ; centres de formation d'apprentis ; collèges d'enseignement technique ; problème du maintien de certains enfants en classe jusqu'à l'âge de seize ans* [26 octobre 1972] (p. 4403, 4404, 4405) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Rapport constant ; anciens de la guerre d'Algérie ; veuves ; Légion d'honneur aux combattants de 1914-1918 ; « tringlots » combattants de l'armée d'Orient ; égalisation des retraites* [2 novembre 1972] (p. 4567) ; AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — III. — SANTÉ PUBLIQUE : *Problème du renouvellement du contrat des médecins à temps plein* [3 novembre 1972] (p. 4618) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Préconise une politique favorisant les investissements et en premier lieu ceux qu'exige la recherche ; sa demande que cesse le blocage des prix* [9 novembre 1972] (p. 4935) ; *industrie des motocyclettes et bicyclettes ; recherche nucléaire ; diminution du nombre des postes de la dépendance du C.E.A., du BARP , implantation des centres en province* (p. 4936) ;

— du projet de loi sur la Banque de France, Art. 1er : *Son amendement complétant ainsi cet article « et en particulier contrôle les banques nationalisées en ce qui concerne leur objectif qui est de favoriser l'essor économique »* [28 novembre 1972] (p. 5683) ; *retrait* (p. 5684) ; Art. 6 : *Son amendement de suppression de cet article* (p. 5692).

CERMOLACCE (Paul)

Député des Bouches-du-Rhône
(7e circonscription)
C.

SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [12 juillet 1968] (p. 2204) ; [2 avril 1969] (p. 813) ; [2 avril 1970] (p. 746) ; [2 avril 1971] (p. 832) ; [4 avril 1972] (p. 787, 789).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212) ; [3 avril 1969] (p. 851) ; [2 avril 1970] (p. 750) ; [2 avril 1971] (p. 837) ; [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la coommission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale [8 novembre 1968] (p. 4217).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à l'indemnisation pour les biens abandonnés outre-mer par les Français rapatriés (personnes physiques ou morales), n° **192** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à étendre à tous les salariés des entreprises privées quelle que soit la région où est situé leur lieu de travail, la prime spéciale uniforme mensuelle de transport instituée dans la première zone de la région parisienne par l'arrêté interministériel du 28 septembre 1948, n° **645** [3 avril 1969].

Sa proposition de loi tendant à l'établissement d'un statut du service météorologique français et au développement de l'assistance et de la recherche météorologique en France, n° **1172** [27 mai 1970].

Sa proposition de loi tendant à garantir la progression du revenu des producteurs familiaux de fruits et légumes, n° **2560** [4 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : avant l'Art. 1er : *Imposition des sociétés ; privilèges fiscaux des sociétés ; anomalie qui consiste à considérer les dirigeants de sociétés comme des salariés ; nécessité d'une véritable réforme fiscale ; relèvement à 6.000 francs par part du plafond de la première tranche de l'impôt sur le revenu des personnes physiques* [19 juillet 1968] (p. 2339, 2340) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'exploration du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles, Art. 9 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* [15 octobre 1968] (p. 3302) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, TRANSPORTS. — MARINE MARCHANDE : *Part du pavillon français par rapport aux autres pavillons ; adaptation de notre flotte à l'évolution des techniques ; situation des sociétés d'économie mixte ; disparition de la flotte française de paquebots ; possibilité d'étaler les délais de délestage de la flotte de paquebots ; financement de la reconversion des armements ; contrôle des affrètements de navires étrangers* [31 octobre 1968] (p. 3781, 3782) ; *vote du groupe communiste* (p. 3792) ; TRANSPORTS. — AVIATION CIVILE : *Problème des effectifs ; droits syndicaux ; question de la navigation aérienne ; météorologie nationale ; déclassement subi par son personnel ; ses observations sur Air France, U.T.A. et Air Inter ; fabrication du Supercaravelle ; Société nationale Sud Aviation ; question de la réalisation d'Airbus ; nationalisation du transport aérien et de la construction aéronautique* [6 novembre 1968] (p. 4046, 4047) ; *vote du groupe communiste* (p. 4053) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Nombre de morts sur les routes ; autoroutes de liaison ; crédits destinés à l'entretien du réseau routier ; affectations des crédits ; rôte du fonds routier ; situation des agents de travaux, des agents auxiliaires, des conducteurs de travaux ; recours à un personnel non titulaire qui occupe des emplois permanents ; rémunérations des ouvriers des parcs et des ateliers des ponts et chaussées ; crédits d'entretien des voies navigables ; communications maritimes et fluviales avec la métropole régionale marseillaise ; revendications des pêcheurs de Pont-Saint-Louis-du-Rhône; réfection du tunnel du Rove* [13 novembre 1968] (p. 4325, 4326) ; *vote du groupe communiste* (p. 4344) ; en deuxième lecture : *Vote du groupe communiste* [16 décembre 1968] (p. 5541).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Conditions économiques de la Corse ; ses observations sur le décret du 24 août 1811 dotant la Corse d'un régime fiscal particulier ; abrogation, dans ce département, de l'extension de la T.V.A. ; création de nouveaux emplois par l'implantation d'industries ; développement de l'infrastructure touristique ; revenus agricoles ; prise en charge par l'Etat des frais de transport entre*

la Corse et le continent ; gestion par le Conseil général du fonds d'expansion économique de la Corse ; son refus d'accepter l'échelon de la région Provence-Côte d'Azur ; expression « région Corse » ; création d'un conseil départemental consultatif groupant les représentants élus des organisations syndicales et professionnelles ; budget du conseil régional de la Corse ; élaboration d'un plan régional [12 décembre 1968] (p. 5390, 5391).

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale sans débat relative à la situation de l'industrie aéronautique [7 mai 1969] (p. 1304).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la réforme de la Société nationale des chemins de fer français : *Modernité de la S.N.C.F. ; problèmes concernant le personnel* [15 octobre 1969] (p. 2678) : *déficit d'exploitation ; réforme de la S.N.C.F. consistant à mettre la société nationale au service de la grande industrie ; réduction des dépenses improductives ; accélération du transfert au secteur privé de certaines activités et fabrications présentement assurées par la société nationale ; réorganisation des activités dites « non rentables » ; fermeture de certaines lignes ; trafic marchandises de la S.N.C.F. ; réduction des effectifs ; modification des rapports juridiques et financiers entre l'Etat et la S.N.C.F. ; demande qui sera maître des décisions de la S.N.C.F. ; problème de la liberté tarifaire ; normalisation des comptes de la S.N.C.F. ; statut des cheminots ; politique gouvernementale étant fondée sur la concurrence entre modes de transport ; résistance du patronat routier à l'application des dispositions prises à Bruxelles ; taxe à l'essieu* (p. 2678, 2679) ; *situation des gros transporteurs routiers ; nécessité d'évincer le capital privé des entreprises nationales* (p. 2680) ; *cadeaux faits par le Gouvernement aux grands sidérurgistes ; bénéfices d'Usinor* [16 octobre 1969] (p. 2713).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Art. 17 : *Prélèvement sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers appliquée aux carburants ; comptes spéciaux du Trésor relatif au fonds spécial d'investissement routier ; plan de décongestion de la circulation des centres urbains* [29 octobre 1969] (p. 3056) ; TRANSPORTS. — III. — MARINE MARCHANDE : *Caractère du budget ; absence de cohérence dans la politique de marine marchande et de pêche ; subvention allouée à l'Etablissement national des invalides de la marine ; ses observations sur la pêche ; augmentation des importations de poisson ; diminution de la subvention allouée aux fonds régionaux d'organisation du marché du poisson ; régression de la part du pavillon français ; taux de couverture du pavillon national ; ses observations sur les hydrocarbures ; objectif du VI^e^ Plan ; suppression de la flotte de paquebots ; aide du Gouvernement ; nécessité de définir une politique générale de la marine marchande : construction de cargos ; rôle des sociétés d'économie mixte ; nécessité de nationaliser la marine marchande et les grands chantiers de construction navale* [30 octobre 1969] (p. 3138, 3139) ; *problèmes des chantiers de Provence-Industrie à Port-de-Bouc; ses observations sur les chantiers de La Ciotat ; implantation d'une usine de sidérurgie à Fos-sur-Mer* (p. 3144) ; *vote du groupe communiste sur le titre IV de l'Etat B* (p. 3146) ; TRANSPORTS. — I. — SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES : *Equilibre financier de la S.N.C.F. ; incohérence de la politique des transports suivie par le Gouvernement ; profits du grand capital ; problème de l'équilibre financier* [3 novembre 1969] (p. 3255, 3256) ; *objectif de la réforme de la S.N.C.F. ; réduction des effectifs du personnel ; accentuation des transferts d'activités de la S.N.C.F. et de certaines de ses filiales au bénéfice de l'industrie et des entreprises privées ; maintien du statut des cheminots, autonomie de gestion de la S.N.C.F. ; prime de modernisation ; pouvoir d'achat des cheminots ; retour progressif aux quarante heures par semaine ; embauche de personnel tributaire du statut du cheminot ; revendications en ce qui concerne les retraites ; cas des cheminots des réseaux secondaires ; situation des cheminots rapatriés ; cas des déportés et internés politiques devant bénéficier de la bonification de campagne simple ; coordination entre la S.N.C.F. et les transports routiers ; défense du secteur des transports nationalisés ; réglementation du travail ; nécessité de prendre des mesures de nationalisation pour les secteurs clés de l'économie* (p. 3256, 3257) ; *fermeture des lignes secondaires ; chemins de fer de la Corse* (p. 3262) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Ses observations sur les paroles de M. Royer* [14 novembre 1969] (p. 3749) ; TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE : *Difficultés de l'aviation civile ; construction de Concorde et d'Airbus ; date de la délivrance*

du certificat de navigabilité de Concorde ; plan de charge de Sud Aviation ; création de la Société nationale aérospatiale ; introduction du capital privé daans cette affaire : nationalisation de l'ensemble des moyens techniques et productifs de l'industrie aéronautique et spatiale ; commission Cahen-Salvador ; question du transfert de la circulation aérienne sous une direction militaire unique ; services de la météorologie nationale ; problème d'Air France ; situation des personnels de cette compagnie ; utilisation accrue de personnels loués à des entreprises extérieures [17 novembre 1969] (p. 3873, 3874).

Pose à M. le Ministre des Transports une question orale sans débat relative à la création d'une société d'économie mixte et d'une société privée dans le secteur aéronautique [7 novembre 1969] (p. 3528, 3529).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Situation économique et sociale de la région méditerranéenne ; complexe industriel portuaire à Fos-sur-Mer ; lutte contre la désindustrialisation de la région méditerranéenne ; faiblesse du taux d'activité ; structures du secteur industriel ; ses observations sur la métallurgie ; problème du port de Marseille et de sa liaison avec l'arrière-pays* [13 mai 1970] (p. 1663, 1664).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français, dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Ses observations sur les propositions de loi tendant à indemniser les Français rapatriés déposées par le groupe communiste ; principe de la solidarité nationale ; aide aux rapatriés dont la valeur des biens perdus n'excède pas un million de nouveaux francs ; institution d'un impôt spécial de solidarité nationale* [11 juin 1970] (p. 2491, 2492) ; ses explications de vote : *Aspirations des rapatriés ; notion de solidarité ; incidence financière d'une véritable indemnisation* [12 juin 1970] (p. 2617) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION I. — SERVICES GÉNÉRAUX. SERVICES ADMINISTRATIFS ET FORMATION PROFESSIONNELLE : *Développement de la formation professionnelle ; accord interprofessionnel du 9 juillet 1970 ; ses observations sur le secteur tertiaire ; fermeture de sections de F.P.A. : difficultés de recrutement des stagiaires ; crédits du fonds pour la formation professionnelle et le perfectionnement social ; stages de formation ; problèmes propres aux femmes, aux travailleurs immigrés et aux jeunes apprentis âgés de plus de dix-huit ans ; problème du financement ; remplacement de la taxe d'apprentissage par une contribution versée par les employeurs ; création d'un organisme national dans lequel les syndicats d'ouvriers et d'enseignants disposeraient de droits réels* [23 octobre 1970] (p. 4618, 4619); BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Ses observations sur les bénéfices de Finextel* [29 octobre 1970] (p. 4907) ; TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE : *Caractère spécifique des activités des météorologistes ; ses observations sur la proposition de loi tendant à l'établissement d'un statut du « service météorologique français » ; classement des aéroports pour l'attribution des indemnités ; régime de retraite complémentaire ; situation des personnels dits communs du secrétariat général à l'aviation civile ; ses observations sur le secrétaire général à l'aviation civile ; augmentation du trafic aérien ; problème de la fermeture de l'usine de la S.N.I.A.S. à Courbevoie ; aéroport de Roissy-en-France* [13 novembre 1970] (p. 5472, 5473) ; *production de la Caravelle 12 R* (p. 5474) ; III. — MARINE MARCHANDE : *Problèmes des grands chantiers de construction navale, part du pavillon français dans le commerce extérieur maritime ; trafic étranger sur nos ports ; capacité de la flotte française ; part du cabotage dans le déficit de la balance des frets et des passagers ; problème de la modernisation des flottes ; absence de recherche de nouveaux courants de trafics ; substitution de l'armement privé à celui des sociétés d'économie mixte ; constitution de la Compagnie Transméditerranéenne ; rôle de la Compagnie des Messageries maritimes ; accord de concentration entre les Messageries et les Chargeurs réunis ; rôle des sociétés d'économie mixte ; compétitivité de nos ports maritimes ; ses observations sur l'effectif des dockers français ; problèmes de la pêche ; ses observations sur la société de sauvetage ; crédits affectés à l'établissement national des invalides de la marine ; mise au point d'une taxe spéciale pour tout navire automatisé* [17 novembre 1970] (p. 5651) ; *ses observations sur la grève qui immobilise le paquebot « France »* (p. 5656, 5657) ; Titre V : *Son vote contre cet article* (p. 5657) ;

— des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales : *Abstention du groupe communiste* [17 décembre 1970] (p. 6610) ;

— de la proposition de loi tendant à abaisser l'âge de l'éligibilité pour les élections aux conseils généraux et aux conseils municipaux, et de la proposition de loi de M. Fortuit et plusieurs de ses collègues, relative à **l'abaissement de l'âge d'éligibilité** aux conseils municipaux : *Intérêt de cette proposition ; abaissement de l'âge d'éligibilité à vingt et un ans pour les députés ; abaissement à dix-huit ans de l'âge de la majorité électorale ; âge d'appel sous les drapeaux ; exemples étrangers ; vote du groupe communiste* [17 décembre 1970] (p. 6612) ; Article unique : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « vingt-trois ans accomplis » les mots : « vingt et un ans accomplis »* (p. 6613) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à modifier l'article L 2 du Livre premier du Code électoral : « Sont électeurs, sans conditions de cens, tous les Français et Françaises âgés de dix-huit ans accomplis, jouissant de leurs droits civils et politiques et n'étant dans aucun cas d'incapacité prévu par la loi »* (p. 6614) ; *ses observations sur la loi qui confère la qualité d'électeur à tout citoyen qui accomplit son service mititaire avant 21 ans* (p. 6615) ; *ses observations sur les paroles de M. Flornoy* (p. 6615) ;

— sur le texte proposé par la commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière : *Vote du groupe communiste* [18 décembre 1970] (p. 6655) ;

— du projet de loi relatif à certains personnels de l'aviation civile : *Création d'un corps des ingénieurs d'études et d'exploitation de l'aviation civile ; droits fondamentaux des ingénieurs ; droit de grève ; revendications des officiers contrôleurs et des électroniciens ; commission Cahen-Salvador* [28 avril 1971] (p. 1512) ; *protocole du 6 août 1970 ; problème du recrutement ; modalités de reclassement* (p. 1513).

Prend part au débat sur la question orale de M. Barberot relative à la prévention des accidents de la route : *Répression de la conduite en état d'ivresse ; limitation de vitesse ; attribution de 50 % du produit de la taxe sur les carburants au fonds d'investissement routier ; modernisation du permis de conduire ; adaptation du réseau routier à l'augmentation du parc automobile* [5 mai 1971] (p. 1665, 1666).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'institution d'un versement à la charge de certains employeurs dans la région parisienne : après l'Article 4 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (application d'une prime spéciale mensuelle de transport sur l'ensemble du territoire aux salariés des entreprises privées et des exploitations agricoles)* [25 mai 1971] (p. 2057) ; *problème des villes de province ; caractère du projet de loi ; crise du logement ; extension de la prime de transport à tous les salariés* (p. 2057, 2058) ; *ses observations sur une proposition de loi du groupe communiste* (p. 2058).

Son rappel au Règlement : *Rythme de travail des commissions* [3 juin 1971] (p. 2315).

Prend part à la discussion du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur : *Echec de la restructuration des universités parisiennes ; problème de la pluridisciplinarité ; quorum des étudiants lors des élections ; rôle des recteurs* [21 juin 1971] (p. 3155) ; *diplômes universitaires ; laïcité de l'Université ; nombre des étudiants en médecine susceptibles d'être accueillis dans les services hospitaliers ; ses propositions de réforme* (p. 3156, 3157) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant modification du régime de l'exemption temporaire de contribution foncière prévue en faveur des locaux d'habitation : *Vote du groupe communiste contre l'amendement de M. Delachenal et contre le projet de loi* [29 juin 1971] (p. 3525) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Vote du groupe communiste* [30 juin 1971] (p. 3549) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif : *Vote du groupe communiste* [30 juin 1971] (p. 3562).

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, TERRITOIRES D'OUTRE-

MER : *Situation en Nouvelle-Calédonie ; ses observations à propos du leader tahitien Pouvanaa Oopa ; société Le Nickel en Nouvelle-Calédonie* [3 novembre 1971] (p. 5197) ; *programme du parti communiste français* (p. 5198) ; TRANSPORTS : MARINE MARCHANDE : *Modernisation de la flotte de pêche ; problèmes de la marine de commerce ; recours à l'armement étranger* [15 novembre 1971] (p. 5672) ; *liquidation des paquebots ; nationalisation de l'armement privé ; montant des pensions* (p. 5673, 5674) ; *vote du groupe communiste contre les titres V et VI* (p. 5679) ; AVIATION CIVILE : *ses observations sur le conflit de la navigation aérienne ; personnel de la météorologie nationale ; industries aérospatiales ; nécessité de doter la France d'une industrie des moteurs, capable de s'implanter sur le marché mondial* (p. 5682) ; *ses observations sur le Concorde ; investissements de la Compagnie nationale Air France* (p. 5683) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles : *Ses observations sur les paroles de M. Boulin ; absence de places dans les écoles maternelles* [30 novembre 1971] (p. 6185) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Conditions économiques de la Corse ; actions de la Somivac* [25 avril 1972] (p. 1015) ;

— du projet de loi relatif à l'électorat et à l'éligibilité des étrangers en matière d'élection des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel, Art. 2 : *Circulation des travailleurs dans le cadre du Marché commun* [1er juin 1972] (p. 2088).

Pose à M. le Ministre du Développement Industriel et scientifique une question orale sans débat relative à la sécurité des installations de Gaz en France [2 juin 1972] (p. 2156, 2157).

Prend part au débat sur la question orale de M. Bonhomme sur l'arboriculture : *Ampleur de la crise de la production fruitière en France ; révision des accords de Bruxelles ; faiblesse de la protection contre les importations ; développement du marché intérieur ; effort à accomplir en faveur de la conservation et de la transformation* [2 juin 1972] (p. 2162, 2163).

Pose à M. le Ministre du Développement industriel et scientifique une question orale avec débat relative à la recherche scientifique [21 juin 1972] (p. 2699) : *Asphyxie de la recherche publique civile ; démantèlement des organismes de recherche ; répartition des crédits du C.N.R.S. ; C.N.E.X.O. ; situation en personnel du C.N.R.S. et du CE.A. ; recherche militaire ; transfert des crédits de l'Etat aux entreprises privées (financement du cœur artificiel et du microrein greffable) ; abandon de la filière française de production d'électricité d'origine nucléaire* [21 juin 1972] (p. 2699, 2701, 2706).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la réparation navale à Marseille *(conflit à la Société provençale des ateliers spécialisés)* [3 novembre 1972] (p. 4641, 4642).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, TRANSPORTS. — IV. - MARINE MARCHANDE : *Revalorisation des retraites des gens de mer ; rapport Forner ; lutte contre les pavillons de complaisance ; déficit de la balance des frets et passages ; concurrence du Japon et des Etats-Unis ; paquebots pour les croisières populaires et éducatives ; accord de concentration entre les Messageries maritimes et les Chargeurs réunis ; impasse financière et commerciale des Messageries maritimes ; lignes de la Corse ; programme commun de la gauche* [3 novembre 1972] (p. 4680, 4681) ; *vote du groupe communiste contre l'ensemble des crédits de cette section* (p. 4686) ; Titre VI. — *Reprend l'amendement de M. Miossec de réduction des crédits de ce titre afin de demander au Gouvernement une nouvelle politique d'aide à la pêche* (p. 4687) ; TRANSPORTS. — III. — AVIATION CIVILE : *Equipement de la navigation aérienne et de la météorologie nationale des aéroports ; couverture radar de l'aéroport de Clermont-Ferrand ; sa question orale sur les projets de remembrement de la météorologie nationale ; Concorde ; prêts du F.D.E.S. à Air France ; industrie trop accaparée par la production militaire* [8 novembre 1972] (p. 4885) ; *rôle de la S.N.E.C.M.A. ; maintien des droits de douane aux Etats-Unis ; commercialisation de Caravelle et de Concorde ; nationalisation* (p. 4886) ;

— du projet de loi sur la BANQUE DE FRANCE. *Politique monétaire dépendante des exigences de la haute finance ; composition*

du Conseil général ; problèmes du statut du personnel et de la caisse de retraite ; monopole de la fabrication des billets [28 novembre] (p. 5679) ; *fonctions de contrôle ; absence de moyens de contrôle efficace sur le crédit et la monnaie ; l'Etat banquier des grandes sociétés privées ; dispositions du programme commun de la gauche pour la Banque de France et le Conseil national du crédit ; le groupe communiste ne votera pas ce projet* (p. 5680) ; *demande la confirmation que le système bancaire comprend bien le crédit agricole, le crédit mutuel et le crédit populaire* (p. 5683) ; *son explication de vote, refus du groupe communiste de voter ce projet de loi* (p. 5683).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sans débat relative aux étudiants en médecine de Marseille [8 décembre 1972] (p. 6042, 6043).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant la loi du 13 décembre 1926 modifiée portant Code du travail maritime : *Précipitation ; commission Frèche qui avait pour mission de moderniser le Code du travail maritime ; code disciplinaire et pénal en vigueur dans la marine marchande rétrograde* [13 décembre 1972] (p. 6106) ; *problème de la mise en cause du statut social des marins français plus favorable que dans les autres pays de la C.E.E. ; application de l'article 117 du Traité de Rome qui prévoit l'harmonisation des régimes spéciaux dans le progrès ; protestation du groupe communiste contre ce texte* (p. 6107) ;

— du projet de loi autorisant la création d'entreprises exerçant, sur le sol national, une activité d'intérêt européen en matière d'électricité : *Action du personnel d'E.D.F. qui a permis que les éléments les plus nocifs du projet initial disparaissent ; améliorations apportées par le Sénat à ce projet qui favorise cependant l'emprise du capital privé sur ce secteur ; refus de voir E.D.F. en position majoritaire dans les sociétés anonymes à créer ; rédaction de l'article 1er concernant la construction des prototypes à l'échelle industrielle ; projet portant atteinte au rôle de l'ingéniérie jusque-là joué par l'E.D.F. ; abandon en 1969 de la filière uranium naturel, graphite, gaz pour imposer la filière américaine* [13 décembre 1972] (p. 6136, 6137) ; *dégradation du commissariat à l'énergie atomique transformé en « libre-service des intérêts privés » ; Technicatome ; relations entre E.D.F. et le commissariat à l'énergie atomique ; échec de la politique électro-nucléaire du Gouvernement ; crise de l'énergie aux Etats-Unis ; installation de Westinghouse en France* (p. 6138) ; *Rapsodie, Phénix ; place de premier rang de la France dans la maîtrise de la filière à neutrons rapides ; nationalisation de l'industrie nucléaire de Pechiney-Ugine-Kuhlmann, de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, de la Compagnie générale d'électricité ; prise de participation dans Schneider proposée par le programme commun de la gauche* (p. 6139, 6140) ; *hommage à Electricité de France et au Commissariat à l'énergie atomique, outils précieux non utilisés au profit de la nation* (p. 6142) ; Art. 1er : *son sous-amendement tendant à ajouter le terme « d'étudier »* (p. 6144, 6145) ; *vote du groupe communiste contre l'amendement de M. Lebas* (p. 6146) ; son explication de vote : *amendement de M. Roger non appelé signifiant que Electricité de France n'aura pas forcément la majorité ; vote contre ce projet* (p. 6147).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux dockers de Marseille [15 décembre 1972] (p. 6261).

CERNEAU (Marcel)

Député de la Réunion
(3e circonscription)
N.I., puis P.D.M.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe Progrès et Démocratie moderne [9 novembre 1972] (p. 4699).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur l'aide à l'investissement : *Liste des investissements privilégiés ; ses observations sur la loi du 18 mai 1966 ; problème de nos échanges extérieurs ; situation de l'emploi ; rôle des subventions ;*

progrès techniques ; cas des départements d'outre-mer ; son souhait de voir adopter, dans le projet de loi de finances, la disposition suivante : « la date du 31 décembre 1970 est substituée à celle du 31 décembre 1968 dans le paragraphe VI de l'article 301 du Code général des impôts » [25 septembre 1968] (p. 2887, 2888) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Problème des constructions scolaires du premier degré dans le département de la Réunion ; nombre d'élèves par classe ; nombre des classes construites ; prévisions du V^e^ Plan* [29 octobre 1968] (p. 3664) ; JUSTICE : *Tenue du registre de commerce dans les Départements d'outre-mer ; extension dans le département de la Réunion de la législation métropolitaine sur la tenue du registre de commerce* [8 novembre 1968] (p. 4163, 4164) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Régionalisation dans les Départements d'outre-mer ; implications économiques de la politique des transports* [9 novembre 1968] (p. 4265, 4266) ; *application des mesures de régionalisation en même temps dans les D.O.M. que dans la métropole* (p. 4271) ; *ses observations sur les paroles de M. Inchauspé* (p. 4272) ;

— du projet de loi modifiant et complétant les dispositions relatives au colonat partiaire ou métayage dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion : *Fixation d'une superficie minimum pour pouvoir bénéficier du statut du colonat ; ses observations sur les S.A.F.E.R. ; partage des fruits et des produits ; conversion du colonat en fermage ; ses observations sur le B.A.P.S.A. ; crédits du F.I.D.O.M. ; régime des allocations familiales agricoles* [9 décembre 1968] (p. 5245, 5246).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Problèmes des Départements d'outre-mer ; cas de la Réunion ; nécessité d'éviter la politique actuelle de l'amalgame ; participation de la Réunion aux nombreuses études réalisées dans le cadre métropolitain ; aménagement du territoire ; coût des transports ; conséquences de la réforme* [11 décembre 1968] (p. 5367, 5368).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur la discussion du projet de loi instituant un régime d'allocations familiales des exploitants agricoles dans les Départements d'outre-mer* [16 octobre 1969] (p. 2694).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION III. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Ses observations sur la Réunion ; aménagement de l'île inhabitée de Juan de Nova ; programme du troisième fonds européen ; aménagement des eaux du Bras de la Plaine ; choix des investissements ; question des transferts sociaux ; inapplication de certaines lois sociales ; situation des artisans et des commerçants ; problème de l'assurance vieillesse ; montant des cotisations ; caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale ; espérance de vie dans les D.O.M.; importance de la jeunesse* [15 novembre 1969] (p. 3817, 3818) ; COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : *Crédits du F.D.E.S. ; logement social ; ses observations sur la Réunion ; difficultés des sociétés d'Etat ou d'économie mixte* [22 novembre 1969] (p. 4290) ;

— du projet de loi instituant un régime d'allocations familiales des exploitants agricoles dans les Départements d'outre-mer et modifiant les chapitres III-2 et IV-1 du titre II du Livre VII du Code rural, Art. 2 : *Intégration des Départements d'outre-mer dans le système social de la métropole ; prestations complémentaires d'action sociale spécialisée ; possibilité de reconnaître la qualité d'exploitant agricole, au titre des allocations familiales, à toute personne exploitant au minimum une superficie d'un hectare* [27 novembre 1969] (p. 4411) ;

— du projet de loi portant réforme du salaire minimum de croissance, Art. 31 *x g* du Code du travail : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Fontaine, après les mots : « compte tenu de la situation économique locale » à insérer les mots : « telle qu'elle résulte notamment des comptes économiques du département considéré »* [10 décembre 1969] (p. 4790) ; *différence qui existait entre le S.M.I.G. métropolitain et les S.M.I.G. appliqués dans les Territoires d'outre-mer* (p. 4790) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI^e^ Plan : *Ses observations sur la Guyane ; péréqua-*

tion des charges de transport ; application de l'allocation-logement, de l'allocation de salaire unique, des allocations familiales aux catégories qui n'en bénéficient pas ; sélectivité dans la mise en place d'une infrastructure économique ; problèmes du secteur productif ; ses observations sur le tourisme ; ses observations sur la jeunesse [17 juin 1970] (p. 2742, 2743) ; Article unique : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions (taux de progression de la production intérieure brute pour chaque Département d'outre-mer)* [18 juin 1970] (p. 2815) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2815) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION III. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Crédits du F.I.D.O.M. ; problème de l'emploi ; ses observations sur la migration ; nécessité de l'expansion agricole ; problème de l'amélioration du revenu des agriculteurs ; diversification des cultures ; problème des débouchés vers les pays voisins ; formation des hommes ; création d'un haut enseignement technique et d'une formation professionnelle élevée ; ses observations sur les fonds alloués au titre du chômage et utilisés à des travaux routiers ; assurance vieillesse des commerçants et des artisans ; examen des problèmes de coordination économique entre les îles de l'océan Indien après la conférence de Tananarive de février 1970* [26 octobre 1970] (p. 4726) ;

— du projet de loi portant Code du service national ; Art. 70 : *Situation des appelés venant des Départements et Territoires d'outre-mer* [7 avril 1971] (p. 963).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Jean-Paul Palewski, Claudius-Petit, Boyer, Carpentier Andrieux, Jean Royer relatives aux affaires culturelles : *Triomphe du festival de l'océan Indien à la Réunion ; nécessité de faire de la Réunion un foyer de culture française dans l'océan Indien* [28 mai 1971] (p. 2212, 2213).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel, du projet de loi relatif à l'apprentissage, du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente : *Industrialisation de la France ; cas des Départements d'outre-mer ; manque de cadres en France ; problèmes de la Réunion ; ses observations sur les textes d'application* [7 juin 1971] (p. 2440) ; APPRENTISSAGE, Art. 34 : *Son amendement tendant à compléter cet article par une nouvelle phrase : « en ce qui concerne les Départements d'outre-mer le décret devra être pris dans un délai maximum d'un an après la promulgation de la loi »* [8 juin 1971] (p. 2531) ; *application de la loi dans les D.O.M.* (p. 2531) ; FORMATION PROFESSIONNELLE PERMANENTE, Art. 53 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots : « ... qui devra se faire à la même date qu'en France métropolitaine »* (p. 2573) ; *situation de la formation dans les Départements d'outre-mer ; ses observations sur l'activité législative du Gouvernement dans les D.O.M.* (p. 2573) ;

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement ; Art. 1er : *Versement de cette allocation ; critères de la résidence en France métropolitaine ; problème des Départements d'outre-mer ; ses observations sur la caisse de la Martinique et la caisse de la Réunion ; problèmes de la détermination des plafonds de ressources ; VIe Plan* [10 juin 1971] (p. 2684, 2685) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Taux de progression intérieure brute pour chaque Département d'outre-mer ; possibilité d'insérer un article relatif aux D.O.M. dans les budgets des Ministères intéressés ; problème de l'agriculture ; ses observations sur le vétiver et le thé ; migration vers la métropole* [17 juin 1971] (p. 3057) ; *industrie artisanale ; problème de l'épargne ; conditions d'attribution du crédit* (p. 3058) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *problème des Réunionnais ; indemnité viagère de départ* [26 octobre 1971] (p. 4910) ; *ses observations sur l'aide à apporter aux agriculteurs victimes à la Réunion d'une sécheresse exceptionnelle* (p. 4911) ; SANTÉ PUBLIQUE ET TRAVAIL. — III. — TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Agence nationale pour l'emploi dans les Départements d'outre-mer ; cas du département de la Réunion ; absence de l'Office national*

d'information et d'orientation professionnelle à la Réunion ; ses observations sur « la commission départementale d'information des carrières » [27 octobre 1971] (p. 4981) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971 ; Art. 7 : *Son amendement tendant après le mot : « emplois » à supprimer la fin du paragraphe III de cet article* [7 décembre 1971] (p. 6453) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Vœux des Réunionnais ; ses observations sur le futur conseil régional de la Réunion* [25 avril 1972] (p. 1018, 1019) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales ; Art. 3 : *Cas des artisans et des commerçants des Départements d'outre-mer* [17 mai 1972] (p. 1607) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés ; Art 18 : *Son amendement concernant l'application de la loi dans les départements d'outre-mer* [19 mai 1972] (p. 1756) ; *ses observations* (p. 1757, 1758) ; *retrait de son amendement* (p. 1758) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1758) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales ; Art. 9 : *Son amendement (application de la loi dans les Départements d'outre-mer)* [19 mai 1972] (p. 1789) ; *retrait de celui-ci* (p. 1790) ; Art. 10 : *Son amendement* (p. 1790) ;

— du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française ; Art. 1er : *Diffusion de la culture à l'étranger ; exemple du Département français de la Réunion ; pôle de l'audiovisuel ; rayonnement intellectuel de la France dans l'océan Indien* [16 juin 1972] (p. 2577) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Stasi et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 175 du Code de la famille et de l'aide sociale en vue d'étendre la priorité accordée en matière de marchés publics à certains organismes de travailleurs handicapés ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Achille-Fould ; retrait de celui-ci* [28 juin 1972] (p. 2966) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association portant accession de l'île Maurice à la convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette Communauté, signé le 12 mai 1972 à Port-Louis, et l'approbation de l'accord modifiant l'accord interne du 29 juillet 1969 relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, signé le 12 mai 1972 à Port-Louis : *Adhésion de l'île Maurice à la convention de Yaoundé II ; ses conséquences* [28 juin 1972] (p. 2971) ; *ses observations sur les produits agricoles et industriels ; notion de « produits originaires » ; droit d'établissement* (p. 2972, 2973) ; *ses observations sur les paroles de M. Bourges* (p. 2976) ;

— du projet de loi portant abrogation de l'ordonnance n° 60-1101 du 15 octobre 1960 ; *Texte d'exception qui devait disparaître* [10 octobre 1972] (p. 4005) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I. — SECTION COMMUNE. — II. — AFFAIRES SOCIALES : *Application aux Départements d'outre-mer de la politique sociale : prestations familiales, allocations familiales aux enfants recueillis et aux assurés qui travaillent chez des particuliers ; effort en faveur des personnes âgées ; situation de l'emploi et formation professionnelle de la Réunion ; arrivée des jeunes sur le marché du travail ; urgence de l'installation locale de sections départementales de l'agence nationale pour l'emploi* [6 novembre 1972] (p. 4724, 4725) ; EDUCATION NATIONALE : *Son souhait que la Réunion reste rattachée au rectorat d'Aix-en-Provence en attendant que le développement de son enseignement y justifie la namination d'un recteur* [10 novembre 1972] (p. 5025) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION VII. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Indemnité viagère de départ aux agriculteurs âgés des Départements d'outre-mer ; application de la loi du 3 janvier 1972 relative à la mise en valeur pastorale ; crédits permettant aux préfets d'attribuer des subventions pour la création et l'aménagement des parcs et jardins publics ; rayonnement culturel ; émetteur radio à longue portée pour l'O.R.T.F. ; augmentation trop faible des effectifs de police ; formation professionnelle ; crédits du fonds d'investissement pour les Départements d'outre-mer ; diversification des cultures ; enquête statistique sur l'artisanat en vue de l'établissement du répertoire des métiers* [13 novembre 1972] (p. 5060, 5061).

CÉSAIRE (Aimé)

Député de la Martinique
(2e circonscription)
N.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie ; Articles additionnels : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « La présente loi s'appliquera dans les Départements d'outre-mer et les Territoires d'outre-mer aux condamnations afférentes aux crimes et délits politiques commis dans ces territoires »* [23 juillet 1968] (p. 2489) ; *ses observations sur les événements qui se sont produits dans les Départements et Territoires d'outre-mer ; épisodes de la décolonisation* (p. 2490) ; *ses observations sur les paroles de M. Ribière* (p. 2491) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Echec de la réforme agraire et de l'industrialisation ; généralisation du chômage en Guadeloupe et à la Martinique ; crise du tourisme ; échec de la politique d'émigration ; situation scolaire à la Martinique ; son espoir en la régionalisation* [9 novembre 1968] (p. 4259, 4260) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION III. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Ses observations sur la lacération par des commandos de gendarmes des affiches par lesquelles les organisateurs d'un colloque sur l'émigration antillaise invitaient les Martiniquais de Fort-de-France à y participer ; demande pourquoi le préfet de la Guadeloupe a fait saisir des disques reproduisant une conférence en langue créole prononcée par un professeur guadeloupéen enseignant à Fort-de-France ; désire savoir pourquoi un fonctionnaire des finances d'origine martiniquaise, en poste à Paris, ne peut obtenir son affectation à la Martinique ; ses observations sur la vente d'une usine à une société de Wawignies ; conséquence de la vente du contingent du droit à fabriquer le sucre à un industriel exerçant son activité ailleurs qu'en Martinique* [26 octobre 1970] (p. 4727) ; *réparation des dommages causés par l'ouragan tropical Dorothée ; cas des négociants du centre de Fort-de-France ; ses observations sur le poste réservé à la police ; crise du régime de l'administration directe* (p. 4728) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Situation des Antilles ; taux de couverture des importations par les exportations ; importation par la Martinique de produits alimentaires ; nécessité de construire des bateaux* [26 octobre 1971] (p. 4905) ;

— du projet de loi portant abrogation de l'ordonnance n° 60-1101 du 15 octobre 1960 : *Législation d'exception pour « les vieilles colonies » ; mouvement de protestations et grèves de la faim ; nécessité des réparations dues aux victimes de cette ordonnance conformément au texte voté par le conseil général de la Martinique* [10 octobre 1972] (p. 4003, 4004) ; *sa demande de suppression des enquêtes policières sur les opinions politiques pour les originaires des Départements d'outre-mer* (p. 4004) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION VII. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *« Guerre des deux sucres » ; ses demandes de révision des projets de regroupement des usines, de renonciation aux fermetures envisagées et de départementalisation de l'industrie sucrière* [13 novembre 1972] (p. 5062, 5063).

CEYRAC (Charles)

Député de la Corrèze
(2e circonscription)
U.D.R.

En remplacement, le 7 août 1972, de M. Jean Charbonnel, nommé membre du Gouvernement (*J.O.* du 8 août 1972, p. 8571).

L'Assemblée prend acte de ce remplacement.

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République (*J.O.* du 28 septembre 1972, p. 10266).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 29 septembre 1972] (p. 10303).

Donne sa démission de membre de cette Commission [8 novembre 1972] (p. 4895).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [8 novembre 1972] (p. 4895).

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Maurice Faure, Pierre Villon, Fouchier, Bricout, Bertrand Denis relatives aux problèmes de la viande : *Nécessité de mettre fin à l'insécurité qui caractérise le marché de la viande* [1er décembre 1972] (p. 5833) ; *aide aux éleveurs naisseurs ; rôle de l'ONIBEV* (p. 5834).

CHABAN-DELMAS (Jacques)

Député de la Gironde
(2e circonscription)
U.D.R.

PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
du 11 juillet 1968 au 20 juin 1969

PREMIER MINISTRE
du 20 juin 1969 au 5 juillet 1972

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des Démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu Président de l'Assemblée Nationale [11 juillet 1968] (p. 2191).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851).

Est nommé Premier Ministre, décret du 20 juin 1969 [*J.O.* du 21 juin 1969] (p. 6268).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 20 juillet 1969, de son mandat de député [*J.O.* du 22 juillet 1969] (p. 7384) [16 septembre 1969] (p. 2279).

L'Assemblée prend acte de son élection. Election partielle du 20 septembre 1970 (2e circonscription de la Gironde). (Décès de M. Chabrat suppléant de M. J. Chaban-Delmas). [*J.O.* du 23 septembre 1970] (p. 8887) ; [2 octobre 1970] (p 4047, 4051).

S'inscrit au groupe d'Union des Démocrates pour la République [*J.O.* du 23 septembre 1970] (p. 8887) [2 octobre 1970] (p. 4051).

L'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 20 octobre 1970, de son mandat de député [21 octobre 1970] (p. 4453). (Reste Premier Ministre.)

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Premier Ministre, décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

En qualité de président de l'Assemblée Nationale :

Préside : la deuxième partie de la séance du 11 juillet 1968 (p. 2191) ; la séance du 12 juillet 1968 (p. 2203) ; la séance du 16 juillet 1968 (p. 2249) ; la première séance du 17 juillet 1968 (p. 2257) ; la première partie de la première séance du 18 juillet 1968 (p. 2290) ; la première séance du 24 juillet 1968 (p. 2523) ; la deuxième séance du 25 juillet 1968 (p. 2598) ; la séance du 24 septembre 1968 (p. 2843) ; la première partie de la première séance du 1er octobre 1968 (p. 2947) ; la séance du 2 octobre 1968 (p. 2975) ; la première séance du 3 octobre 1968 (p. 2990) ; la première séance du 8 octobre 1968 (p. 3095) ; la deuxième séance du 10 octobre 1968 (p. 3230) ; la séance du 15 octobre 1968 (p. 3300) ; la première séance du 22 octobre 1968 (p. 3425) ; la deuxième séance du 29 octobre 1968 (p. 3683) ; la première séance du 30 octobre 1968 (p. 3707) ; la deuxième séance du 6 novembre 1968 (p. 3991) ; la première séance du 12 novembre 1968 (p. 4279) ; la troisième séance du 13 novembre 1968 (p. 4361) ; la deuxième séance du 15 novembre 1968 (p. 4477) ; la troisième séance du 15 novembre 1968 (p. 4485) ; la troisième séance du 19 novembre 1968 (p. 4723) ; la première séance du 26 novembre 1968 (p. 4841) ; la première séance du 27 novembre 1968 (p. 4873) ; la première séance du 4 décembre 1968 (p. 5045) ; la première séance du 11 décembre 1968 (p. 5323) ; la première partie de la séance du 17 décembre 1969 (p. 5567) ; la deuxième partie de la deuxième séance du 20 décembre 1968 (p. 5758) ; la séance du 2 avril 1969 (p. 811) ;

la deuxième séance du 3 avril 1969 (p. 845) ; la première partie de la séance du 29 avril 1969 (p. 1114).

Dépôts :

Sa proposition de résolution tendant à modifier et à compléter le règlement de l'Assemblée Nationale n° **399** [29 octobre 1968].

Son projet de loi portant ratification du décret n° 69-450 du 21 mai 1969 modifiant le décret n° 66-296 du 11 mai 1966 et le décret n° 68-705 du 31 juillet 1968 fixant le régime douanier applicable à certains produits originaires et en provenance de Tunisie, n° **719** [24 juin 1969].

Son projet de loi de finances rectificative pour 1969, n° **720** [24 juin 1969].

Son projet de loi relatif à la protection des obtentions végétales, n° **721** [24 juin 1969].

Son projet de loi portant modification de diverses dispositions du Code minier, n° **723** [24 juin 1969].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Inde tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur les revenus, ensemble l'échange de lettres joint, signés à Paris le 26 mars 1969, n° **724** [24 juin 1969).

Son rapport, en application de l'article 5 de la loi n° 64-706 du 10 juillet 1964, concernant les résultats des mesures instituées pour favoriser le développement de l'assurance contre les risques agricoles [24 juin 1969] (p. 1680).

Son projet de loi portant amnistie, n° **730** [26 juin 1960].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale du travail n° 105 concernant l'abolition du travail forcé adoptée à Genève le 25 juin 1957, n° **755** [16 septembre 1969].

Son projet de loi autorisant la ratification de la convention consulaire signée à Paris, le 22 juillet 1968 entre la République française et la République Populaire de Bulgarie, n° **757** [16 septembre 1969].

Son projet de loi autorisant l'approbation des amendements à la convention pour l'établissement d'une organisation européenne pour la recherche nucléaire (Cern) signée à Paris le 1er juillet 1953, et au protocole financier annexé à cette convention, n° **761** [16 septembre 1969].

Son projet de loi autorisant la ratification de la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi que du protocole et de la déclaration joints, signés à Bruxelles le 27 septembre 1968, n° **762** [16 septembre 1969].

Son projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal, n° **764** [16 septembre 1969].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 69-831 du 8 septembre 1969 relatif au recouvrement des montants compensatoires et à l'octroi des versements compensatoires établis conformément au règlement arrêté par le Conseil des Communautés européennes le 11 août 1969 et aux textes pris pour son application, n° **765** [16 septembre 1969].

Son rapport d'information sur l'activité de la bourse d'échange de logements en 1968, en application de l'article 13 de la loi n° 60-1354 du 17 décembre [16 septembre 1969] (p. 2278).

Son projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer, n° **767** [17 septembre 1969].

Son projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, n° **803** [2 octobre 1969].

Son projet de loi concernant l'octroi d'une allocation exceptionnelle à caractère familial, n° **819** [8 octobre 1969].

Son projet de loi de finances pour 1970, n° **822** [14 octobre 1969].

Son projet de loi portant rattachement de la gendarmerie maritime à la gendarmerie nationale, n° **825** [14 octobre 1969].

Son projet de loi complétant l'article 11 du Code pénal en vigueur aux Comores, aux îles Wallis et Futuna, à la Nouvelle-Calédonie et dépendances, à la Polynésie française, à Saint-Pierre-et-Miquelon et dans le territoire français des Afars et des Issas, n° **826** [14 octobre 1969].

Son projet de loi portant diverses dispositions concernant la réassurance, n° 827 [14 octobre 1969].

Son rapport de gestion de l'Office national des forêts pour l'exercice 1968 en application de l'article premier, paragraphe 8 de la loi de finances rectificative pour 1964 n° 64-1278 [14 octobre 1969] (p. 2650).

Son projet de loi relatif à l'autorité parentale et portant réforme de différentes dispositions du Code civil concernant le droit de la famille, n° 858 [23 octobre 1969].

Son projet de loi relatif à l'application de certains traités internationaux, n° 864 [4 novembre 1969].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'accord instituant la Conférence européenne de biologie moléculaire, signé à Genève le 13 février 1969, n° 869 [12 novembre 1969].

Son projet de loi relatif aux corps d'officiers du service des essences des armées, n° 870 [12 novembre 1969].

Son projet de loi relatif au corps militaire des ingénieurs des études et techniques de travaux maritimes, n° 871 [12 novembre 1969].

Son projet de loi abrogeant les dispositions de l'article 2 de la loi n° 60-713 du 23 juillet 1960 relatives à la création de corps civil et militaire d'ingénieurs des travaux maritimes, n° 872 [12 novembre 1969].

Son projet de loi modifiant la loi n° 67-1115 du 21 décembre 1967 relative aux corps militaires des ingénieurs de l'armement et des ingénieurs des études et techniques d'armement, n° 873 [12 novembre 1969].

Compte rendu sur le programme d'équipement militaire pour 1969, en application de la loi de programme n° 64-1270 du 23 décembre 1964 relative à certains équipements militaires [12 novembre 1969] (p. 3611).

Son projet de loi tendant à étendre l'application des dispositions des articles 18 et 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation, n° 886 [13 novembre 1969].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement espagnol relative au service national des double-nationaux, signée à Madrid le 9 avril 1969, n° 892 [15 novembre 1969].

Son projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance-maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, n° 893 [15 novembre 1969].

Son projet de loi relatif à l'admission exceptionnelle d'officiers de l'armée de terre dans la gendarmerie nationale, n° 902 [21 novembre 1969].

Son projet de loi autorisant : 1° la ratification de la convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette communauté, et de l'accord relatif aux produits relevant de la communauté européenne du charbon et de l'acier ; 2° l'approbation de l'accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la communauté, signés à Yaoundé le 29 juillet 1969, n° 903 [21 novembre 1969].

Son projet de loi de finances rectificative pour 1969, n° 904 [21 novembre 1969].

Son projet de loi portant création d'une contribution de solidarité au profit de certains régimes de protection sociale des travailleurs non salariés, n° 907 [22 novembre 1969].

Son projet de loi autorisant la ratification de l'avenant à la Convention du 21 juillet 1959 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune ainsi qu'en matière de contributions des patentes et de contributions foncières, signé à Bonn le 9 juin 1969, n° 909 [27 novembre 1969].

Son projet de loi portant réforme du régime des poudres et substances explosives, n° 910 [27 novembre 1969].

Son projet de loi tendant à faciliter l'accès des officiers à des emplois civils, n° 911 [27 novembre 1969].

Son projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance, n° 912 [27 novembre 1969].

Son projet de loi relatif à la participation de la France au compte spécial prévu par les statuts amendés du Fonds monétaire international, n° **920** [2 décembre 1969].

Son projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault, n° **942** [4 décembre 1969].

Son projet de loi relatif à certains personnels du service du déminage du Ministère de l'Intérieur, n° **948** [9 décembre 1969].

Son projet de loi modifiant l'article 31 de l'ordonnance n° 67-838 du 28 septembre 1967 portant réforme du crédit aux entreprises, n° **949** [9 décembre 1969].

Son projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré, n° **955** [10 décembre 1969].

Son projet de loi autorisant la ratification de l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la République unie de Tanzanie, la République de l'Ouganda et la République du Kenya, signé à Arusha le 24 septembre 1969, n° **957** [11 décembre 1969].

Son projet de loi modifiant l'article 14 de la loi n° 69-3 du 3 janvier 1969 relative à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe, n° **958** [11 décembre 1969].

Son projet de loi concernant la centralisation de la documentation relative à la circulation routière, n° **973** [16 décembre 1969].

Son projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens, n° **974** [16 décembre 1969].

Son projet de loi portant règlement définitif du budget de 1968, n° **986** [18 décembre 1969].

Son projet de loi relatif à l'agrément des entreprises de transports sanitaires, n° **991** [18 décembre 1969].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs ouverte à la signature, à Tokyo, le 14 septembre 1963, signée par la France le 11 juillet 1969, n° **992** [18 décembre 1969].

Son projet de loi relatif à l'exercice de fonctions à mi-temps par les fonctionnaires de l'Etat, n° **1022** [20 décembre 1969].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Comité international des poids et mesures, relatif au siège du Bureau international des poids et mesures et à ses privilèges et immunités sur le territoire français, du 25 avril 1969, n° **1023** [2 avril 1970].

Son projet de loi autorisant la ratification de la convention consulaire signée le 18 mai 1968 entre la République française et la République socialiste de Roumanie, n° **1024** [2 avril 1970].

Son projet de loi relatif à la mise en fourrière et à la destruction de certains véhicules automobiles, n° **1025** [2 avril 1970].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement espagnol, relative à l'entraide judiciaire en matière pénale, signée à Madrid le 9 avril 1969, n° **1026** [2 avril 1970].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention générale sur la sécurité sociale, signée le 5 janvier 1950 entre la France et la Yougoslavie, complétée et modifiée par l'avenant du 8 février 1966, et concernant la détermination des droits à l'indemnisation en matière de maladies professionnelles, signé à Belgrade le 13 février 1969, n° **1028** [2 avril 1970].

Son projet de loi sur les sociétés civiles faisant publiquement appel à l'épargne, n° **1029** [2 avril 1970].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'accord conclu par échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe unie, destiné à éviter la double imposition des revenus provenant de la navigation aérienne, signé au Caire le 5 septembre 1968, n° **1030** [2 avril 1970].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'accord conclu entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Commonwealth d'Australie en vue d'éviter la double imposition des revenus tirés du transport aérien international, signé à Canberra le 27 mars 1969, n° **1031** [2 avril 1970].

Son projet de loi relatif aux délais de comparution après citation devant les juridictions répressives des territoires d'outremer, n° 1033 [2 avril 1970].

Son projet de loi portant interdiction de la vente et de l'achat des produits de la pêche provenant des navires de plaisance, des engins de sport et des navires assujettis à l'obligation d'un permis de circulation, n° 1034 [2 avril 1970].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale sur l'exercice de la pêche dans l'Atlantique nord, ouverte à la signature, à Londres, le 1er juin 1967, signée par la France le 26 juillet 1967, n° 1035 [2 avril 1970].

Son projet de loi portant ratification des ordonnances prises en vertu de l'article 1er de la loi n° 66-481 du 6 juillet 1966 relative à l'application de certains traités internationaux, n° 1036 [2 avril 1970].

Son projet de loi relatif aux agents de l'Office de la radiodiffusion-télévision française ayant la qualité de fonctionnaire, n° 1039 [8 avril 1970].

Son rapport sur la situation démographique de la France en 1969, fait en application de l'article 8 de la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 relative à la régulation des naissances [9 avril 1970] (p. 907).

Son projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance, n° 1072 [14 avril 1970].

Son projet de loi approuvant l'adhésion de la France à l'accord portant création de la Banque asiatique de développement, n° 1073 [14 avril 1970].

Son projet de loi relatif à la mise à parité des pensions des déportés politiques et des déportés résistants, n° 1103 [24 avril 1970].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre la République française et la République socialiste fédérative de Yougoslavie, signée à Belgrade le 29 octobre 1969, n° 1107 [28 avril 1970].

Son projet de loi autorisant la ratification de la convention consulaire signée le 22 janvier 1969 entre la République française et la République socialiste de Tchécoslovaquie, n° 1108 [28 avril 1970].

Son projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure signée à Genève le 25 janvier 1965 et de ses deux protocoles annexes, n° 1112 [5 mai 1970].

Son projet de loi relatif à l'Ecole polytechnique, n° 1131 [12 mai 1970].

Son projet de loi portant simplifications fiscales, n° 1132 [13 mai 1970].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil des communautés européennes du 21 avril 1970 relative au remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux communautés, n° 1133 [13 mai 1970).

Son projet de loi autorisant la ratification du traité portant modification de certaines dispositions budgétaires des traités instituant les Communautés européennes et du traité instituant un conseil unique et une commission unique des Communautés européennes, signé à Luxembourg le 22 avril 1970, n° 1134 [13 mai 1970].

Son projet de loi autorisant la ratification de l'avenant à la convention du 9 septembre 1966 entre la France et la Suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signé à Paris le 3 décembre 1969, n° 1135 [13 mai 1970].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République centrafricaine et du protocole, signés à Bangui le 13 décembre 1969, complétés par un échange de lettres des 13 et 16 décembre 1969, n° 1136 [13 mai 1970].

Son projet de loi modifiant la loi n° 68-703 du 31 juillet 1968 relative aux corps militaires des médecins des armées, des pharmaciens chimistes des armées, des personnels militaires féminins, des officiers techniciens et des sous-officiers du service de santé des armées, n° 1145 [21 mai 1970].

Son projet de loi autorisant la communauté urbaine du Creusot-Montceau-les-Mines à recouvrer des impôts directs en 1970, n° 1146 [21 mai 1970].

Son projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne

au sujet de l'aménagement du Rhin entre Strasbourg-Kehl et Lauterbourg-Neuburgweier, signée à Paris, le 4 juillet 1969, n° 1150 [21 mai 1970].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre la République française et le Conseil fédéral suisse concernant le financement des travaux d'aménagement du Rhin entre Strasbourg-Kehl et Lauterbourg-Neuburgweier, signé à Paris le 2 juillet 1969, n° 1151 [21 mai 1970].

Son projet de loi concernant certaines dispositions relatives à l'aménagement du Rhin entre Strasbourg-Kehl et Lauterbourg-Neuburgweier, prévu par la convention franco-allemande du 4 juillet 1969, n° 1152 [21 mai 1970].

Son projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, n° 1154 [26 mai 1970].

Son projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre, n° 1183 [2 juin 1970].

Son projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan, n° 1184 [2 juin 1970].

Son projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France, n° 1188 [3 juin 1970].

Son projet de loi relatif au service national, n° 1189 [3 juin 1970].

Son projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'Agence de coopération culturelle et technique, en date du 20 mars 1970, n° 1192 [4 juin 1970].

Son projet de loi complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, n° 1204 [9 juin 1970].

Son projet de loi relatif au bail rural à long terme, n° 1205 [9 juin 1970].

Son projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.), n° 1206 [9 juin 1970].

Son projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles, n° 1207 [9 juin 1970].

Son projet de loi modifiant et complétant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques, n° 1253 [7 juin 1970].

Son rapport sur l'évolution de l'économie nationale et des finances publiques, en application de l'article 38, troisième alinéa, de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances [17 juin 1970] (p. 2793).

Sa lettre apportant des rectifications à la rédaction du rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan, annexée au projet de loi n° 1184, n° 1257 [18 juin 1970].

Son projet de loi modifiant certaines dispositions des Livres IV, V et IX du Code de la santé publique, n° 1322 [25 juin 1970].

Son projet de loi modifiant la loi n° 60-790 du 2 août 1960 tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel dans la région parisienne n° 1354 [30 juin 1970].

Son projet de loi relatif au reclassement de certains fonctionnaires de l'administration des postes et télécommunications, n° 1358 [2 octobre 1970].

Son projet de loi étendant les possibilités d'emprunt des groupements mutualistes, n° 1359 [2 octobre 1970].

Son projet de loi autorisant l'adhésion de la France au protocole relatif au statut des réfugiés, signé à New York, le 31 janvier 1967, par le président de l'Assemblée générale et par le secrétaire général des Nations Unies, n° 1360 [2 octobre 1970].

Son projet de loi de programme relative aux équipements militaires de la période 1971-1975, n° 1361 [2 octobre 1970].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la convention additionnelle à la convention du 6 janvier 1909 relative à l'extradition entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, signée à Paris le 12 février 1970, n° 1362 [2 octobre 1970].

Son projet de loi portant modification des articles 189 et 191 du Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure, n° 1363 [2 octobre 1970].

Son projet de loi relatif à l'amélioration des structures forestières, n° 1364 [2 octobre 1970].

Son projet de loi relatif à la situation des fonctionnaires affectés aux tâches du traitement automatisé de l'information, n° **1365** [2 octobre 1970].

Son projet de loi de finances pour 1971, n° **1376** [6 octobre 1970].

Son rapport de gestion de l'Office national des forêts pour 1969, en application de l'article premier (paragraphe 8) de la loi de finances rectificative pour 1964 (n° 64-1278) [6 octobre 1970] (p. 4122).

Compte rendu sur le programme d'équipement militaire fait en application de la loi de programme n° 64-1270 du 23 décembre 1964 relative à certains équipements militaires [15 octobre 1970] (p. 4345).

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'accord conclu entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques en vue d'éviter les doubles impositions dans le domaine des transports aériens et maritimes, signé à Moscou le 4 mars 1970, n° **1405** [20 octobre 1970].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat espagnol relatif aux exemptions fiscales accordées aux institutions culturelles des deux pays situées sur le territoire de l'autre, signée à Madrid le 7 février 1969, n° **1406** [20 octobre 1970].

Son projet de loi relatif à l'amélioration des essences forestières, n° **1423** [29 octobre 1970].

Son projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales, n° **1428** [4 novembre 1970].

Son projet de loi modifiant certaines dispositions du Code des douanes, n° **1431** [7 novembre 1970].

Son projet de loi relatif au corps d'officiers d'encadrement de la gendarmerie nationale, n° **1435** [17 novembre 1970].

Son projet de loi portant modification de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, n° **1440** [19 novembre 1970].

Son projet de loi de finances rectificative pour 1970, n° **1448** [24 novembre 1970].

Son projet de loi modifiant la loi n° 65-556 du 10 juillet 1965 relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires, n° **1449** [24 novembre 1970].

Son projet de loi modifiant et complétant la loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948 relative à la Cour de discipline budgétaire et financière, n° **1478** [27 novembre 1970].

Son projet de loi portant modification des dispositions du chapitre IV du titre II du Livre II du Code du travail, n° **1479** [27 novembre 1970].

Son projet de loi instituant une allocation en faveur des orphelins et de certains enfants à la charge d'un parent isolé, n° **1486** [3 décembre 1970].

Son projet de loi modifiant les dispositions du Code civil relatives aux dispenses d'âge en vue du mariage, n° **1487** [3 décembre 1970].

Son projet de loi modifiant l'article 64 du Livre II du Code du travail et abrogeant les articles 64 *c* et 64 *d* du même Livre, n° **1501** [8 décembre 1970].

Son projet de loi portant exonération des droits de mutation sur la succession du général de Gaulle, n° **1503** [9 décembre 1970].

Son projet de loi modifiant et complétant les articles L 504-1 et L 504-2 du Code de la santé publique, n° **1504** [10 décembre 1970].

Son projet de loi portant règlement définitif du budget de 1969, n° **1533** [11 décembre 1970].

Son projet de loi instituant une aide temporaire au profit de certains commerçants âgés, n° **1559** [17 décembre 1970].

Son projet de loi portant Code du service national, n° **1597** [18 décembre 1970].

Son projet de loi modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés, n° **1606** [19 décembre 1970].

Son projet de loi relatif au Territoire des Terres australes et antarctiques françaises, n° **1612** [2 avril 1971].

Son projet de loi relatif à certains personnels de l'aviation civile, n° **1613** [2 avril 1971].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc, tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale, ensemble le protocole et deux échanges de lettres, signés à Paris le 29 mai 1970, n° **1614** [2 avril 1971].

Son projet de loi approuvant la convention fiscale entre le Gouvernement de la République et le Conseil de Gouvernement du Territoire des Comores, ensemble le protocole additionnel, signés à Paris le 27 mars 1970 et à Moroni le 8 juin 1970, n° **1615** [2 avril 1971].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, signée à Paris le 23 septembre 1970, n° **1616** [2 avril 1971].

Son projet de loi autorisant l'adhésion à la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ouverte à la signature le 7 mars 1966, n° **1617** [2 avril 1971].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale du travail, n° 122, concernant la politique de l'emploi adoptée par l'Organisation internationale du travail le 9 juillet 1964, n° **1618** [2 avril 1971].

Son projet de loi modifiant et complétant le décret du 14 juin 1938 unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances de toute nature et de capitalisation et tendant à l'organisation de l'industrie des assurances, et la loi n° 58-208 du 27 février 1958 instituant une obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur, n° **1619** [2 avril 1971].

Son projet de loi modifiant l'article 44 du Livre premier du Code du travail, relatif à la périodicité du paiement des salaires, n° **1620** [2 avril 1971].

Son projet de loi autorisant la ratification de la convention pour la création de l'Union latine, signée à Madrid le 15 mai 1954, n° **1621** [2 avril 1971].

Son projet de loi portant institution d'un système de paiement mensuel de l'impôt sur le revenu, n° **1623** [2 avril 1971].

Son projet de loi sur la filiation, n° **1624** [2 avril 1971].

Son projet de loi tendant à la reconduction de la législation sur les emplois réservés, n° **1628** [2 avril 1971].

Son rapport sur l'activité et l'utilisation des crédits mis à la disposition de l'établissement public dénommé Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles, année 1969 [2 avril 1971] (p. 834).

Son projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne concernant la section située en territoire français de la ligne ferroviaire Coni-Breil-Vintimille, signée à Rome le 4 juin 1970, n° **1632** [6 avril 1971].

Son projet de loi autorisant la ratification de l'avenant à la convention du 1er avril 1958 entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signé à Paris le 8 septembre 1970, complété par un échange de lettres du 8 septembre 1970, n° **1633** [6 avril 1971].

Son projet de loi relatif à l'extension du régime d'épargne-logement en Nouvelle-Calédonie et dépendances, n° **1634** [6 avril 1971].

Son projet de loi relatif à l'émancipation des jeunes gens qui ont accompli le service national actif, n° **1644** [8 avril 1971].

Son projet de loi modifiant certaines dispositions du chapitre IV *bis* du titre II du Livre premier du Code du travail relatives aux conventions collectives de travail, n° **1645** [8 avril 1971].

Son projet de loi relatif à diverses mesures en faveur des handicapés, n° **1646** [8 avril 1971].

Son projet de loi complétant le Code rural et relatif à l'exercice de la médecine et de la chirurgie des animaux par certains élèves et anciens élèves des écoles nationales vétérinaires, n° **1668** [22 avril 1971].

Son projet de loi relatif au corps des vétérinaires biologistes des armées, n° 1669 [22 avril 1971].

Son projet de loi relatif à la durée maximale du travail, n° 1679 [29 avril 1971].

Son projet de loi portant suppression de certaines taxes annexes aux contributions directes locales, n° 1680 [29 avril 1971].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Finlande, tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Helsinki le 11 septembre 1970, n° 1681 [29 avril 1971].

Son projet de loi modifiant le Code de la santé publique (Livre V), n° 1682 [29 avril 1971].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière de justice entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad, signé à Fort-Lamy le 7 décembre 1970, n° 1683 [30 avril 1971].

Son projet de loi modifiant les titres II et V du Code de la famille et de l'aide sociale et relatif au régime des établissements recevant des mineurs, des personnes âgées, des infirmes, des indigents valides et des personnes accueillies en vue de leur réadaptation sociale, n° 1684 [30 avril 1971].

Son projet de loi relatif aux rapports entre les caisses d'assurance maladie et les médecins, n° 1716 [12 mai 1971].

Son projet de loi portant réforme du régime fiscal des profits de construction, n° 1717 [12 mai 1971].

Son projet de loi tendant à hâter la réalisation du grand accélérateur de particules par l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (C.E.R.N.), n° 1728 [14 mai 1971].

Son projet de loi modifiant la loi n° 52-332 du 24 mars 1952 relative aux entreprises de crédit différé, n° 1729 [14 mai 1971].

Son projet de loi sur les fusions et regroupements de communes, n° 1730 [18 mai 1971].

Son projet de loi portant suppression de l'exemption temporaire de contribution foncière prévue en faveur des locaux d'habitation, n° 1731 [18 mai 1971].

Son projet de loi relatif à l'institution d'un versement à la charge de certains employeurs de la région parisienne, n° 1732 [18 mai 1971].

Son projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel, n° 1752 [25 mai 1971].

Son projet de loi relatif à l'apprentissage, n° 1753 [25 mai 1971].

Son projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente, n° 1754 [25 mai 1971].

Son projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, n° 1755 [25 mai 1971].

Son projet de loi relatif à diverses opérations de construction, n° 1758 [25 mai 1971].

Son projet de loi relatif à la publicité de certaines limitations administratives au droit de propriété, n° 1759 [25 mai 1971].

Son projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière, n° 1760 [25 mai 1971].

Son projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et d'habitation, n° 1761 [25 mai 1971].

Son projet de loi relatif à l'allocation de logement, n° 1762 [25 mai 1971].

Son projet de loi tendant à compléter certaines dispositions du Livre VII du Code rural, n° 1769 [28 mai 1971].

Son projet de loi instituant l'aide judiciaire, n° 1770 [28 mai 1971].

Son projet de loi modifiant l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation, n° 1777 [1er juin 1971].

Son projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social, n° 1793 [7 juin 1971].

Son rapport sur l'évolution de l'économie nationale et des finances publiques (en

application de l'art. 38, alinéa 3, de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances) [7 juin 1971] (p. 2449).

Son projet de loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif, n° 1823 [9 juin 1971].

Son projet de loi relatif aux prises d'otages et aux enlèvements de mineurs, n° 1833 [11 juin 1971].

Son projet de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, n° 1834 [11 juin 1971].

Son projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur (n° 1836) [11 juin 1971].

Son rapport sur la situation de l'emploi, les activités du fonds national de l'emploi et les activités en matière d'aide aux travailleurs privés d'emploi (année 1969), en application de l'article 4 de la loi n° 63-1240 du 18 décembre 1963 [17 juin 1971] (p. 3080).

Sa lettre apportant des rectifications à la rédaction du VIe Plan de développement économique et social, annexé au projet de loi n° 1793 (n° 1856) [18 juin 1971].

Son projet de loi portant modification du Code du travail dans les Territoires d'outre-mer en ce qui concerne le régime des congés payés, n° 1865 [21 juin 1971].

Son projet de loi relatif à la situation de certains travailleurs dont le contrat de travail doit être exécuté en Nouvelle-Calédonie, n° 1866 [21 juin 1971].

Son projet de loi relatif à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde, n° 1867 [21 juin 1971].

Son rapport sur l'exécution du second plan d'équipement sportif et socio-éducatif au cours de l'année 1970, en application de l'article 3 de la loi de programme n° 65-517 du 2 juillet 1965 [22 juin 1971] (p. 3275).

Son projet de loi autorisant la ratification de l'avenant portant modification de la convention entre la République française et la République d'Autriche, en vue d'éviter les doubles impositions et de prévoir une assistance réciproque dans le domaine des impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que dans celui des impôts sur les successions, signé à Paris le 30 octobre 1970, n° 1918 [28 juin 1971].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre, relatif au siège du Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre et, ses privilèges et immunités sur le territoire français, signé à Paris le 15 mai 1970, n° 1919 [28 juin 1971].

Son projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel à la convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation européenne « Eurocontrol » du 13 décembre 1960, adopté à Bruxelles le 20 août 1970, n° 1920 [29 juin 1971].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres franco-espagnol du 2 août 1968, relatif à la suppression du délai de six ans opposable aux travailleurs espagnols occupés en France, en ce qui concerne les indemnités pour charges de famille et les soins de santé dont bénéficient leurs familles demeurées en Espagne, n° 1922 [28 juin 1971].

Son projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, et de la convention internationale sur l'intervention en haute mer en cas d'accident entraînant ou pouvant entraîner une pollution par les hydrocarbures, ouvertes à la signature à Bruxelles le 29 novembre 1969, n° 1971 [2 octobre 1971].

Son projet de loi autorisant l'approbation des amendements à la convention internationale du 12 mai 1954 pour la prévention de la pollution des eaux de mer par les hydrocarbures adoptés le 21 octobre 1969 à Londres, n° 1972 [octobre 1971].

Son projet de loi relatif à l'emploi de chef de musique de la Garde républicaine de Paris et aux possibilités de maintien en service au-delà de la limite d'âge des musiciens de la Garde républicaine de Paris, n° 1973 [2 octobre 1971].

Son projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infraction en matière de chèques, n° 1975 [2 octobre 1971].

Son projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions du Code de justice militaire, n° **1976** [2 octobre 1971].

Son projet de loi modifiant les dispositions de la loi du 13 juillet 1930 relatives à la durée et à la résiliation des contrats d'assurances, n° **1978** [2 octobre 1971].

Son projet de loi autorisant la ratification de l'avenant à la Convention entre la République française et le Royaume de Suède tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts directs du 24 décembre 1936, au protocole annexé à cette convention et au protocole final du 24 décembre 1936, signé à Paris le 10 mars 1971 (E. n° 703-29-9-71), n° **1984** [2 octobre 1971].

Son projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la France et le Portugal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu ensemble le protocole joint, signés à Paris le 14 janvier 1971, n° **1985** [2 octobre 1971].

Son projet de loi relatif à la lutte contre les maladies des animaux et à leur protection n° **1986** [2 octobre 1971].

Son projet de loi relatif au démarchage financier et à des opérations de placement et d'assurance, n° **1988** [2 octobre 1971].

Son rapport, en application de l'article 13 de la loi n° 60-1354 du 17 décembre 1960, sur l'activité de la bourse d'échange de logements en 1970 [2 octobre 1971] (p. 4221).

Son projet de loi de finances pour 1972, n° **1993** [5 octobre 1971].

Son projet de loi relatif à la délimitation des eaux territoriales françaises, n° **2020** [26 octobre 1971].

Son projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de Sécurité sociale, n° **2029** [26 octobre 1971].

Son projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles, n° **2030** [26 octobre 1971].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la convention de la conférence de La Haye de droit international privé sur la loi applicable en matière d'accidents de circulation routière, ouverte à la signature à La Haye, le 4 mai 1971, signé par la France à cette même date, n° **2034** [2 novembre 1971].

Son projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République fédérative du Brésil tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, ensemble le protocole joint, signés à Brasilia le 10 septembre 1971, n° **2035** [2 novembre 1971].

Son projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel à l'accord du 12 septembre 1963, créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie, du protocole financier, de l'accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et de l'acte final avec des annexes, signés à Bruxelles le 23 novembre 1970, n° **2036** [2 novembre 1971].

Son projet de loi organique modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires, n° **2054** [5 novembre 1971].

Son projet de loi interdisant la mise au point, la fabrication, la détention, le stockage, l'acquisition et la cession d'armes biologiques ou à base de toxines, n° **2058** [10 novembre 1971].

Son projet de loi de finances rectificative pour 1971, n° **2065** [23 novembre 1971].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relative aux sépultures de guerre, signée à Paris le 2 décembre 1970, n° **2066** [23 novembre 1971].

Son projet de loi portant création et organisation des régions, n° **2067** [23 novembre 1971].

Son projet de loi relatif à l'état civil dans le territoire français des Afars et des Issas, n° **2089** [30 novembre 1971].

Son projet de loi relatif à la situation de différents personnels relevant du Ministre de l'Education nationale, n° **2091** [1er décembre 1971].

Son projet portant règlement définitif du budget de 1970, n° **2109** [8 décembre 1971].

Son rapport sur l'activité et l'utilisation des crédits mis à la disposition de l'établissement public dénommé Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (année 1970), (en application de l'article 59 de la loi de finances pour 1966 du 29 novembre 1965) [10 décembre 1971] (p. 6704).

Son projet de loi portant modification des articles 144 du Code pénal et L 28 du Code des postes et télécommunications, n° **2203** [4 avril 1972[.

Son projet de loi modifiant la condition d'âge pour être électeur aux élections des membres des comités d'entreprise et des délégués du personel, n° **2204** [4 avril 1972].

Son projet de loi relatif au contentieux des dommages de guerre, n° **2205** [4 avril 1972].

Son projet de loi portant statut général des militaires, n° **2206** [4 avril 1972].

Son projet de loi modifiant la loi validée et modifiée du 2 novembre 1953 relative à l'organisation du contrôle des produits antiparasitaires à usage agricole, n° **2207** [4 avril 1972].

Son projet de loi portant intégration de certains fonctionnaires dans un corps du Ministère de la Défense nationale, n° **2209** [4 avril 1972].

Son projet de loi autorisant la ratification des conventions internationales concernant le transport par chemin de fer des marchandises (C.I.M.) et des voyageurs et des bagages (C.I.V.), du protocole concernant les contributions aux dépenses de l'office central des transports internationaux par chemin de fer, du protocole additionnel et de l'acte final, ouverts à la signature à Berne le 7 février 1970, n° **2211** [4 avril 1972].

Son projet de loi portant ratification du décret n° 72-231 du 27 mars 1972 relatif au régime douanier applicable à certains produits originaires et en provenance de Tunisie, n° **2222** [4 avril 1972].

Son projet de loi modifiant le Code de l'aviation civile (première partie), abrogeant les textes repris par ce Code et portant extension dudit Code aux Territoires d'outremer, n° **2223** [4 avril 1972].

Son projet de loi relatif au Code du travail, n° **2224** [4 avril 1972].

Son projet de loi relatif aux pénalités applicables au droit du travail, n° **2225** [4 avril 1972].

Son projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, n° **2226** [4 avril 1972].

Son projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, n° **2228** [25 avril 1972].

Son projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, n° **2229** [25 avril 1972].

Son projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales, n° **2230** [25 avril 1972].

Son projet de loi autorisant la ratification de la convention générale entre la République française et la République d'Autriche sur la Sécurité sociale ensemble le protocole joint, signés à Vienne le 28 mai 1971, n° **2231** [25 avril 1972].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie relative à la loi applicable et à la compétence en matière de droit des personnes et de la famille, signée à Paris le 18 mai 1971, n° **2232** [25 avril 1972].

Son projet de loi prorogeant les pouvoirs de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, n° **2233** [25 avril 1972].

Son projet de loi relatif à la conservation des ressources biologiques de la mer au large du département de la Guyane, n° **2280** [26 avril 1972].

Son projet de loi relatif à l'électorat et à l'éligibilité des étrangers en matière d'élection des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel, n° **2282** [27 avril 1972].

Son projet de loi relatif à la situation du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'Etat étrangers, n° **2298** [10 mai 1972].

Son projet de loi relatif au recrutement spécial temporaire d'inspecteurs du travail, n° **2299** [10 mai 1972].

Son projet de loi organique modifiant les disposition du code électoral relatives à la composition de l'Assemblée nationale, n° **2305** [16 mai 1972].

Son projet de loi portant modification des dispositions du Code électoral relatives à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale, n° **2306** [16 mai 1972].

Son projet de loi portant extension et adaptation aux territoires d'outre-mer de la loi modifiée n° 66-455 du 2 juillet 1966 relative aux entreprises pratiquant le crédit-bail, n° **2307** [16 mai 1972].

Son projet de loi sur la garantie de ressources des travailleurs âgés de soixante ans au moins et privés d'emploi, n° **2310** [16 mai 1972].

Son projet de loi autorisant la ratification de la convention de la Confédération de La Haye de droit international privé concernant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs, conclue à La Haye le 5 octobre 1961, signée par la France le 29 novembre 1961, n° **2346** [23 mai 1972].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres franco-suisses, signé à Paris les 7 et 21 octobre 1971, concernant l'application de la convention du 16 novembre 1962 relative à la protection des eaux du lac Léman contre la pollution, n° **2367** [30 mai 1972].

Son projet de loi autorisant la ratification du protocole fait à Bruxelles le 23 février 1968, portant modification de la convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissement, signée à Bruxelles le 25 août 1924, n° **2368** [30 mai 1972].

Son projet de loi autorisant la ratification de deux protocoles portant amendement à la convention relative à l'aviation civile internationale du 14 décembre 1944, l'un signé à New York le 12 mars 1971 modifiant l'article 50 a, l'autre signé à Vienne le 7 juillet 1971 modifiant l'article 56, n° **2369** [30 mai 1972].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international sur le blé de 1971 comprenant la convention sur le commerce du blé et la convention relative à l'aide alimentaire signées à Washington le 3 mai 1971, n° **2370** [30 mai 1972].

Son projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association portant accession de l'île Maurice à la convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette communauté, signé le 12 mai 1972, à Port-Louis, et l'approbation de l'accord modifiant l'accord interne du 29 juillet 1969 relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, signé le 12 mai 1970 à Port-Louis, n° **2384** [1er juin 1972].

Son compte rendu d'exécution sur le programme d'équipement militaire au cours de l'année 1971, en application de l'article 3 de la loi de programme n° 70-1058 du 19 novembre 1970 relative aux équipements militaires de la période 1971-1975 [7 juin 1972] (p. 2303).

Son projet de loi autorisant la ratification de l'accord relatif aux échanges avec les pays et territoires d'outre-mer portant sur les produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier fait à Bruxelles, le 14 décembre 1970, n° **2407** [8 juin 1972].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre la République française et la République italienne concernant le tunnel routier du Fréjus et du protocole relatif aux questions fiscales et douanières, signés à Paris le 23 février 1972, n° **2408** [8 juin 1972].

Son projet de loi autorisant la ratification de l'accord relatif à l'organisation internationale des télécommunications par satellites « Intelsat » et de l'accord d'exploitation relatif à l'organisation internationale de télécommunications par satellites « Intelsat », faits à Washington, le 20 août 1971, n° **2409** [8 juin 1972].

Son projet de loi portant statut de la Radiodiffusion-télévision française, n° **2410** [8 juin 1972].

Son projet de loi instituant un juge de l'exécution et relatif à la réforme de la procédure civile, n° **2412** [13 juin 1972].

Son projet de loi portant abrogation de la loi du 15 juillet 1921 prohibant les importations de plants et boutures de vigne, n° **2429** [15 juin 1972].

Son projet de loi approuvant une convention conclue entre le Ministre de l'Economie

et des Finances et le Gouverneur de la Banque de France, n° **2430** [15 juin 1972].

Son projet de loi relatif à la commercialisation des vins à appellation d'origine contrôlée « vin d'Alsace » ou « Alsace » n° **2452** [22 juin 1972].

Son projet de loi relatif à l'imposition des revenus non salariaux intégralement déclarés par des tiers, n° **2468** [23 juin 1972].

Son projet de loi relatif à la compétence territoriale du Ministère public et des juridictions répressives sur certains aérodromes, n° **2500** [30 juin 1972].

Son projet de loi relatif à la police des aérodromes modifiant et complétant le Code de l'aviation civile, première partie (législative), n° **2501** [30 juin 1972].

Son projet de loi relatif aux remisiers et gérants de portefeuille, n° **2502** [30 juin 1972].

Son projet de loi portant abrogation de l'ordonnance n° 60-1101 du 15 octobre 1960, n° **2546** [2 octobre 1972].

Interventions :

En qualité de président de l'Assemblée Nationale :

Son allocution, en prenant place au fauteuil : *Ses félicitations adressées à M. Hippolyte Ducos, doyen d'âge de la présente Assemblée ; caractères du scrutin ; rappel aux députés que leur premier devoir est sans doute celui de l'assiduité* [11 juillet 1968] (p. 2191).

Constate que le bureau est constitué [12 juillet 1968] (p. 2204).

Donne acte du dépôt du rapport de la Cour des comptes et remercie Monsieur le Premier Président [24 juillet 1968] (p. 2524).

Clôture de la session de droit : *Ses remerciements* [25 juillet 1968] (p. 2617).

Déclare ouverte la session extraordinaire en application de l'article 29 de la Constitution [24 septembre 1968] (p. 2843).

Prononce l'éloge funèbre de M. Jean Lolive [24 septembre 1968] (p. 2844).

Déclare ouverte la première session ordinaire pour 1968-1969 [2 octobre 1968] (p. 2975).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Rieubon [30 octobre 1968] (p. 3708).

Prononce l'éloge funèbre de M. René Cassagne [19 novembre 1968] (p. 4723, 4724).

Ses remerciements à la Commission des Finances et à l'Assemblée Nationale après la discussion du projet de loi de finances pour 1969 [19 novembre 1968] (p. 4740).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Lavielle [17 décembre 1968] (p. 5568).

Clôture de la session ordinaire : *Importance du travail accompli par l'Assemblée ; ses félicitations ; ses remerciements ; ses vœux* [20 décembre 1968] (p. 5763, 5764).

Ouverture de la seconde session ordinaire de l'Assemblée Nationale pour 1968-1969 [2 avril 1969] (p. 811).

Prononce l'éloge funèbre de M. Fernand Darchicourt [2 avril 1969] (p. 812).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Gaston Defferre [2 avril 1969] (p. 812).

Constate que le bureau est constitué [2 avril 1969] (p. 813).

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. Max Lejeune, Duhamel, Lamps, Labbé et Mondon [3 avril 1969] (p. 846, 847).

Exprime au Général de Gaulle, *au nom de l'Assemblée Nationale, la reconnaissance de la Nation* [29 avril 1969] (p. 1114) ; *ses observations sur le rappel au Règlement de M. Defferre ; rôle du Président de l'Assemblée Nationale* (p. 1115).

En qualité de Premier Ministre :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement : *Ses félicitations adressées au nouveau Président ; solidité de nos institutions ; hommage rendu au Général de Gaulle ; composition du nouveau Gouvernement ; rôle des secrétaires d'Etat ; modification des modalités d'exercice de l'incompatibilité entre mandat parlementaire et fonction ministérielle ; relations extérieures de la France ; indépendance de la France ; rétablissement et maintien de la paix ; relations avec les pays de l'Est et notamment l'Union soviétique ; ou-*

verture de la France sur l'Europe ; liens avec l'Italie ; consolidation des règlements agricoles ; réunion des Chefs d'Etat et de gouvernement des Six pays de la Communauté ; instabilité du système monétaire international ; tensions inflationnistes dans de nombreux pays ; hausse des prix de détail en France ; importance de l'industrie dans l'économie moderne ; développement de notre appareil de formation professionnelle ; défense de la monnaie ; nécessité de rétablir la confiance ; maintien de la parité du franc ; nécessité de mettre en place un mécanisme de soutien mutuel monétaire et financier ; ses observations sur le crédit ; problème budgétaire ; nécessité de ménager des crédits dont l'utilisation ait un caractère optionnel ; rationalité de l'action budgétaire ; épargne ; pouvoir d'achat des travailleurs salariés ; amélioration de la condition de vie des travailleurs ; ses observations sur le secteur public ; indemnisation des rapatriés ; situation des commerçants et des artisans ; sort des personnes âgées et des handicapés ; politique agricole ; politique industrielle ; restructuration de diverses branches de l'industrie ; pénétration d'entreprises étrangères dans certains secteurs économiques ; ses observations sur les disparités régionales ; consolidation des exploitations de type familial ; aides sociales ; action sur les structures ; politique de l'emploi et de la formation professionnelle ; insuffisance du nombre des ouvriers et des techniciens de notre industrie ; agence nationale pour l'emploi ; politique de la formation professionnelle et de la promotion sociale ; élargissement des libertés publiques ; suppression du secrétariat d'Etat à l'information ; réforme du statut de l'O.R.T.F. ; indépendance de la magistrature ; ses observations sur la participation ; évolution de l'Université ; sort des collectivités locales ; intéressement des travailleurs aux résultats de l'entreprise ; rôle des sections syndicales d'entreprise ; relations entre les organisations patronales et les syndicats de salariés ; relations entre l'Etat et l'ensemble des organisations professionnelles ; exemple suédois ; construction d'une nouvelle société ; situation des travailleurs étrangers ; aménagement de nos villes ; réduction progressive du temps de travail ; amélioration de notre système de santé ; logement des Français ; développement de logements sociaux ; rôle de l'administration ; nécessité de réaliser la « décolonisation administrative » ; refonte des structures gouvernementales ; préparation du VI^e^ Plan ; convocation de l'Assemblée avant la session ordinaire ; relations entre l'Assemblée et le Gouvernement ; le Gouvernement veut être celui de la réconciliation et de l'action ; fin de la guerre des Républiques [26 juin 1969] (p. 1728 à 1734) ; *ses observations sur les polices dites parallèles ; rôle de M. Foccart ; politique étrangère ; application de la Constitution ; la déclaration gouvernementale est la charte signée à l'égard du Parlement ; responsabilités du Gouvernement ; ses observations sur l'intervention de M. Poujade ; rapports de la majorité et du Gouvernement ; nécessité de rendre les votes aussi aisés que possible ; possibilité de donner aux orateurs un résumé du discours qui doit être prononcé ; caractères du Gouvernement ; politique étrangère ; déconcentration ; allégement administratif ; rôle du Conseil économique et social ; maniement de la dépense publique ; subventions économiques ; ses observations sur les traitements et les salaires ; politique européenne : conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement ; relations entre l'Assemblée et le Gouvernement* (p. 1746 à 1748) ;

— sur la **déclaration du Gouvernement sur sa politique générale** : *Rôle que la France peut aspirer à jouer dans le monde ; indépendance nationale ; nécessité pour la France d'être une puissance industrielle ; ses observations sur l'ajustement monétaire ; fragilité de notre économie ; fonctionnement de l'Etat ; conservatisme de nos structures sociales ; tendance permanente à l'inflation ; insuffisance de notre industrie ; tutelle sur les collectivités locales ; cas des entreprises publiques ; gonflement des masses budgétaires ; système fiscal ; problème des subventions ; ses observations sur le fait que la France est encore un pays de castes ; insuffisance de la mobilité sociale, extrémisme des idéologies ; aspiration de la nouvelle société, celle-ci devant être prospère, jeune, généreuse et libérée ; préparation du VI^e^ Plan ; priorité de la politique de formation et d'enseignement ; application de la loi d'orientation ; information scolaire et professionnelle ; insertion professionnelle des jeunes ; ses observations sur l'O.R.T.F. ; son autonomie ; droits et obligations réciproques de l'Office et de l'Etat en matière financière ; application du régime fiscal de droit commun à l'Office ; l'Office doit être doté d'un comité d'entreprise ; développement du rôle des commissions pari-*

taires ; création de deux unités autonomes d'information correspondant aux deux chaînes existantes ; ouverture de l'Office à tous ; modification de son statut ; redéfinition du rôle de l'Etat ; restitution aux entreprises publiques de la maîtrise de leurs décisions ; projet de la convention de la S.N.C.F. ; rationalisation des choix budgétaires ; présentation au Parlement d'un budget fonctionnel ; suppression du secrétariat général du ministère de l'intérieur ; constitution d'équipes administratives susceptibles d'être affectées rapidement à des tâches urgentes ; amélioration de la compétitivité nationale ; rénovation des structures ; modernisation des mécanismes ; promotion des travailleurs ; formation professionnelle ; recyclage et réemploi des travailleurs de plus de cinquante ans ; libération par anticipation d'une fraction du contingent ; durée du service militaire limitée à douze mois ; formation des cadres de gestion des entreprises ; ses observations sur les autoroutes ; problème du logement ; orientation des implantations nouvelles vers les régions industrielles ou agricoles à convertir ; accélération du décloisonnement et de la rationalisation du système bancaire ; information des actionnaires ; développement d'une agriculture de compétition ; problème de l'agriculture ; politique de transferts passant plus par l'aide aux personnes que par le soutien des produits ; réorientation des productions excédentaires vers les productions déficitaires ; création de l'Institut de développement industriel ; le Gouvernement devra définir avec les professions les objectifs d'exportation par branches ; ses observations sur la recherche ; possibilité de porter progressivement à 3 % le pourcentage de notre production intérieure brute consacré à la recherche ; aménagement rationnel des congés ; importance de l'artisanat dans l'économie ; rajeunissement des structures sociales ; gestion tripartite des services de l'emploi et de la formation professionnelle ; application de la législation sur la section syndicale ; mise en place de chambres sociales auprès des tribunaux de grande instance pour le règlement des conflits collectifs ; développement de l'intéressement des travailleurs ; possibilités de détermination des salaires ; revalorisation de la condition ouvrière ; extension de la mensualisation ; réduction de la durée hebdomadaire du travail ; revalorisation des bas salaires ; programmation des cotisations et des prestations sociales ; situation des veuves ; création d'une allocation en faveur des orphelins ; réforme de l'allocation de salaire unique ; impôt sur le revenu ; [16 septembre 1969] (p. 2250 à 2255) ; *la Constitution ne fait pas obligation au Gouvernement de demander, lors de sa formation, un vote de confiance ; nécessité de la dévaluation ; redressement monétaire, économique et financier de 1958 ; incidence des événements de mai 1968 ; structure de notre commerce extérieur ; ses observations sur l'impôt ; impossibilité de prétendre que l'impôt sur le revenu sera plus lourd l'an prochain ; problème de la fraude ; crédits optionnels ; encadrement du crédit ; problème du chômage ; système d'assurance-chômage ; logements sociaux ; lutte contre la hausse des prix ; ses observations sur ce que l'on appelle « dépenses de prestige » ; dépenses militaires ; taux de réalisation du V^e^ Plan ; accusation faite au Gouvernement de déplanifier ; ses observations sur le VI^e^ Plan ; création de l'Institut de développement industriel ; régionalisation pouvant être reprise par le Gouvernement par la voie parlementaire ; situation des travailleurs du secteur nationalisé ; évolution du pouvoir d'achat en 1969 ; élaboration de nouvelles procédures de discussion des salaires dans le secteur public ; attaques portées au général de Gaulle* (p. 2269 à 2272).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outre-mer : *amélioration de la protection juridique des Français rapatriés, rapidité et efficacité des travaux du gouvernement ; délais de remboursement des emprunts contractés auprès des organismes de crédit ayant passé des conventions avec l'Etat ; problème de l'indemnisation des rapatriés ; efforts d'assainissement financier de l'Etat ; modalités de l'indemnisation ; situation des rapatriés les plus défavorisés ; désirs des associations de rapatriés* [8 octobre 1969] (p. 2540, 2541) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : *Formation professionnelle ; promotion sociale, actions de formation en faveur des jeunes ; situation des travailleurs en activité ; nécessité de relancer la politique de promotion sociale ; action menée par le précédent gouvernement ; bilan de la politique de conventionnement ; stages de*

formation ; formation post-scolaire ; étude d'une taxe de la formation professionnelle ; éducation des adultes ; lutte contre les mouvements dépressifs cycliques ; rémunération des stagiaires ; crédits alloués aux régions ; rôle des comités régionaux de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi ; généralisation de l'éducation permanente [20 novembre 1969] (p. 4078, 4079) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Liberté de l'information ; suppression du secrétariat d'Etat à l'information ; ses observations sur la presse ; réforme du statut de l'O.R.T.F. ; rapport de la Commission désignée à cette fin ; indépendance de l'Office ; obligations réciproques de l'Etat et de l'Office en matière financière ; autonomie de gestion de l'Office ; création de deux unités autonomes d'information* [21 novembre 1969] (p. 4215, 4216).

Répond à la question d'actualité de M. Ducoloné relative à la recrudescence des menées fascistes [10 avril 1970] (p. 944).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance : *Concertation entre la Commission, l'Assemblée et le Gouvernement ; nécessité de ce texte ; défense des libertés collectives et individuelles ; défense des personnes et des biens contre les tenants de la violence et les ennemis de la République* [29 avril 1970] (p. 1428) ; *ses observations sur les paroles de M. Mitterrand* (p. 1428) ;

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français, dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Ampleur des problèmes ; ses observations sur les territoires concernés ; diversité des biens perdus ; importance de la charge financière ; politique étrangère de la France dans le bassin méditerranéen ; orientation vers une solution budgétaire ; esprit de la loi ; revendications des associations ; reclassement de nos compatriotes d'outre-mer ; solidarité entre les Français ; maintien des créances que détiennent nos compatriotes à l'égard des Etats étrangers sur le territoire desquels ils étaient autrefois installés ; caractère de la perte des biens ; loi d'indemnisation répondant à des préoccupations sociales ; caractère personnel de l'indemnisation ; situation des personnes morales ; cas des associés de certaines sociétés de capitaux ; application d'un plafonnement et de coefficients dégressifs ; ses observations sur l'article 40 ; l'indemnisation doit être exclusive de toute spéculation ; maintien de la mission interministérielle pour les rapatriés* [11 juin 1970] (p. 2487 à 2489) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Difficultés de la planification ; développement économique et social dans une économie décentralisée et dans une société libre ; relations entre le Plan et les divers agents de la vie économique ; précarité du Plan ; souplesse de notre planification ; signification des prévisions du Plan ; considérations techniques ; rôle de l'élaboration du Plan ; ses observations sur les commissions de modernisation du VI[e] Plan ; avis du Conseil économique et social ; caractère de la loi sur les options du Plan* [15 juin 1970] (p. 2638, 2639) ; *ses observations sur la lettre rectificative ; choix des principales options ; ses observations sur la Communauté économique européenne ; handicap de notre structure démographique ; part du revenu national distribué ; étroitesse de la base industrielle de notre développement ; ses observations sur nos institutions ; jeunesse de notre pays ; ouverture de notre économie sur l'extérieur ; compétitivité de notre économie ; nécessité de bannir l'inflation de nos habitudes ; rôle des finances publiques ; industrialisation ; ses observations sur l'agriculture ; modalités des politiques contractuelles en agriculture ; situation du petit commerce ; cas de l'artisanat ; problème du plein emploi ; question de l'épargne ; formation professionnelle ; taux de croissance, accroissement des facteurs de production ; utilisation de ces derniers ; déplacement des travailleurs ; volume des dépenses publiques ; aspirations des Français ; problèmes d'équité fiscale ; dépenses militaires ; transferts de revenus ; ses observations sur les prestations sociales ; mise en harmonie des chapitres concernant les équipements collectifs dans le budget de 1971 avec les options présentées ; contenu politique et social du projet ; ses observations sur la « nouvelle société » ; nécessité de rendre notre société plus efficace ; ses observations sur le profit ; mérites du système du marché ; développement des entreprises publiques ; contrats de programme ; solidarité entre les Français ; cas des per-*

sonnes âgées et des handicapés ; politique familiale ; déclin de notre natalité ; allocations familiales ; développement des services d'aide aux familles ; institution d'un statut moderne de la femme au travail ; situation des veuves ; ses observations sur la santé ; conditions de l'équilibre de la sécurité sociale ; développement de l'éducation ; rénovation des enseignements du premier et du second degré ; rénovation des relations contractuelles paritaires entre les organisations professionnelles et syndicales ; la procédure des contrats peut rénover la nature des relations entre l'Etat et les collectivités locales ; développement des responsabilités régionales ; condition de l'homme au travail ; problème du logement, problème de l'urbanisation ; équipements sportifs et socio-culturels ; développement culturel ; place de la jeunesse dans le monde actuel [18 juin 1970] (p. 2820 à 2826).

Associe le Gouvernement à l'hommage rendu par le Président de l'Assemblée Nationale à la mémoire du Président Henri Queuille [18 juin 1970] (p. 2820) et à la commémoration du trentième anniversaire de l'appel du 18 juin 1940 (p. 2820).

Associe le Gouvernement aux éloges funèbres de MM. Edmond Michelet et Edouard Daladier prononcés par M. Peretti, Président de l'Assemblée Nationale [15 octobre 1970] (p. 4306).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique générale : *Ses observations sur la concertation, poursuite de la politique tracée par le Général de Gaulle ; ses observations sur la paix ; traité conclu entre l'Allemagne fédérale et l'U.R.S.S. ; volonté d'indépendance de la France ; voyage du Président de la République aux Etats-Unis et en U.R.S.S. ; prestige de la France ; coopération avec le Tiers monde* [15 octobre 1970] (p. 4307) ; *ratification des accords relatifs au régime financier définitif des communautés ; vote de la troisième loi de programme militaire ; durée du service national ; importance de l'arme nucléaire ; construction d'une société plus efficace dans la conquête du bien-être ; critère de l'efficacité ; emprise tentaculaire de l'Etat sur la vie sociale ; rôle de l'Etat ; liens entre la réforme et la gestion ; relations entre les administrations et les citoyens ; problème du logement ; ses observations sur la Sécurité sociale* (p. 4308) ; *conditions de vie des salariés ; allocation de salaire unique ; indemnisation sociale des rapatriés ; problème de la mensualisation ; développement de l'intéressement des travailleurs ; expériences de l'actionnariat ; formation professionnelle ; unification des conditions d'imposition ; création d'universités nouvelles ; consolidation de notre monnaie ; fonds d'action conjoncturelle ; compétitivité de notre économie* (p. 4309) ; *ses observations sur les « blocages » de notre société ; difficultés de vivre dans les villes ; inégalité des conditions et rigidité des structures sociales ; insuffisance de la formation ; inégalité de l'accès à la culture ; extension du rôle des caisses d'épargne et du crédit agricole dans le financement du logement ; productivité du bâtiment ; spéculation foncière ; augmentation des superficies constructibles ; accroissement des crédits de voirie urbaine du ministère de l'équipement ; politique de réserves foncières ; procédures d'acquisition ou de réservation du sol ; répartition des aides personnelles ; débat sur la politique foncière et le financement du logement ; ses observations sur les déplacements quotidiens des travailleurs ; problème des transports collectifs ; conditions de transport dans le métro parisien et les chemins de fer de banlieue ; contribution des entreprises aux charges que constituent les transports parisiens ; aménagement des vacances ; transformation du monde rural ; protection de la nature ; problème de l'environnement* (p. 4310) ; *solidarité entre les Français ; amélioration de leur genre de vie ; situation des personnes âgées ; problème de l'anticipation de la retraite ; situation des femmes seules ; allocation de salaire unique ; formation professionnelle des femmes ; bilan de l'expérience des comités d'entreprise ; développement de l'effort de formation ; enseignement technique ; réforme de l'apprentissage ; création, par les établissements d'enseignements de cycles pour adultes ; inégalité devant la culture ; mission de service public de l'O.R.T.F.* (p. 4311) ; *redistribution des pouvoirs entre l'Etat et les collectivités locales ; suppression de la tutelle administrative sur les budgets des communes de France ; compétence et moyens du Conseil de Paris ; conclusion des contrats de plan ; ses observations sur les mesures de déconcentration vers les administrations régionales et départementales ; réforme régionale ; ses observations sur le fait que le Gouvernement est le guide de la majorité ; élargissement de la majorité actuelle* (p. 4312) ; *problèmes de l'assistance judiciaire, de la filiation et de*

la nationalité ; association de l'action gouvernementale et du travail parlementaire ; rôle du Chef de l'Etat (p. 4313) ; *débat sur la vie moderne ; ses observations sur le fait que la qualité de la vie est au cœur de l'avènement de la nouvelle société* (p. 4338) ; *politique budgétaire ; augmentation des dépenses de fonctionnement ; compression des dépenses de transfert ; maintien des transferts sociaux ; développement des équipements collectifs ; problème du plein emploi ; augmentation des prix ; importance de la solidarité entre tes Français ; question des bas salaires ; ses observations sur les petites catégories, dites C et D de la fonction publique ; contrats de progrès ; problème des entreprises publiques ; situation des commerçants âgés ; cas des retraites ; taxation des revenus des personnes âgées ; politique étrangère* (p. 4338) ; *ses observations sur le Tchad ; avenir de l'Europe des Six ; ses observations sur le domaine réservé ; problème du rôte d'orientation de la politique gouvernementale du Président de la République ; demande si le Président de la République ne se serait pas lui-même soumis au contrôle parlementaire en ayant suggéré au Gouvernement d'engager sa responsabilité ; désire savoir ce qui se passerait dans le cas du Premier Ministre qui déciderait de rester à la tête du Gouvernement malgré la volonté du Président de la République ; ses observations sur le jeu de nos institutions ; rôle de l'Assemblée Nationale* (p. 4339).

Associe le Gouvernement aux éloges funèbres prononcés par M. Peretti à la mémoire de MM. Félix Gaillard et Jacques Chabrat [2 octobre 1970] (p. 4046, 4047).

Associe le Gouvernement à l'hommage rendu par M. Peretti à la mémoire de M. Hippolyte Ducos [16 novembre 1970] (p. 5596).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Autonomie de l'Office ; rétablissement de l'Office dans sa vocation d'établissement public, industriel et commercial ; assujettissement de l'Office à la fiscalité de droit commun ; sa dotation d'un système de comptabilité analytique ; productivité de l'établissement ; rôle du conseil d'administration ; mise à l'étude de la réforme du statut ; travaux de la commission Paye ; nécessité de maintenir le monopole de l'Office* [16 novembre 1970] (p. 5599) ; *ses observations sur les programmes ; recherche de la qualité ; création d'une troisième chaîne en couleurs ; problèmes financiers ; augmentation de la redevance ; problème de la publicité ; étude d'un contrat pluriannuel entre l'Etat et l'O.R.T.F. ; décentralisation en matière de production et de fabrication* (p. 5600).

Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre prononcé par M. Peretti à la mémoire de M. Raymond Mondon [6 avril 1971] (p. 904).

Prend part à la déclaration du Gouvernement : *Coopération entre la France et les Etats africains : voyage en France du général Mobutu ; rapports de la France avec l'Algérie ; activités des compagnies pétrolières en Algérie ; problème de leur indemnisation ; coopération culturelle et technique avec l'Algérie ; accord relatif à l'immigration ; politique européenne ; conférence de La Haye* [20 avril 1971] (p. 1240) ; *problème de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun ; Communauté européenne sur le plan politique ; expansion économique de la France ; problème de l'emploi ; formation professionnelle ; pouvoir d'achat ; aide en faveur des handicapés ; équilibre des finances publiques ; politique de l'énergie nucléaire, de l'électronique et de la mécanique ; relations entre l'Etat, l'E.D.F. et la S.N.C.F. ; réduction des horaires de travail ; participation des syndicats et des travailleurs à la vie des entreprises ; dévetoppement de la politique contractuelle dans le secteur privé ; évolution des prix* (p. 1241) ; *exportations françaises ; crise des formes traditionnelles de l'autorité ; rôle de l'opinion ; son information ; rôle des organisations professionnelles ; partis politiques ; attitude du parti communiste ; problème posé par le désordre dans les lycées* (p. 1242) ; *problèmes de la violence dans les sociétés industrialisées ; transformation de la société française ; réformes communale et régionale ; création de nouveaux cantons ; regroupement des communes ; statut de Paris ; création d'établissements publics à l'échelon consultatif ; formation permanente ; apprentissage, enseignement technique ; lacunes du système actuel d'aide à la personne en matière de logement ; réduction du coût de la construction* (p. 1243) ; *prix des terrains ; transports urbains, et en particulier parisiens, rôle du district de Paris ; développement des équipements collectifs ; situation des per-*

sonnes âgées ; action du Général de Gaulle (p. 1244) ; *ses observations sur les oppositions ; avenir de la majorité* (p. 1245).

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : *Problème de la suppression du remboursement à cent pour cent pour la longue maladie ; ses relations avec les députés de la majorité* [20 avril 1971] (p. 1259) ; *relations entre la France et l'Algérie ; question des fournitures d'avions à la Libye au moment de la publication du projet de fédération entre l'Egypte, la Syrie et la Libye ; situation des exploitants agricoles ; développement de l'organisation économique des agriculteurs ; indemnité viagère de départ ; aide à ceux qui sont atteints par les mutations économiques ; situation des petits commerçants ; développement des moyens de l'aide à la modernisation des entreprises ; cas des salariés ; dialogue entre le Gouvernement et le Parlement ; politique du troisième âge* [21 avril 1971] (p. 1288) ; *ses observations sur l'opposition ; taux de croissance; crédibilité des chiffres et statistiques des pays de l'Est ; problème des prix ; hausse du pouvoir d'achat des personnes âgées* (p. 1289); *S.M.I.C. ; mensualisation des salaires ; politique des transferts sociaux ; situation des handicapés adultes ; formation professionnelle ; lutte contre le chômage ; contribution des entreprises parisiennes au financement des transports en commun ; généralisation de l'allocation-logement à tous les Français dont le rapport entre le montant de leur loyer et leurs revenus le justifiera ; lien entre la politique sociale et l'expansion économique ; ses observations sur la majorité actuelle ; ses observations sur les paroles de MM. Boulloche et Mitterrand* (p. 1291) ; *réforme de la sécurité sociale* (p. 1292) ;

— du projet de loi relatif à l'institution d'un versement à la charge de certains employeurs dans la région parisienne : *Amélioration des transports en dépensant plus et en dépensant mieux ; extension des réseaux ; VI^e Plan ; ses observations sur les villes de Lyon, Marseille et Paris ; décentralisation des pouvoirs de l'Etat sur une autorité régionale* [25 mai 1971] (p. 2028) ; *répartition des charges entre employeurs et employés, situation financière de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F. ; nécessité de réduire l'usage des transports ; développement des emplois en banlieue ; amélioration de la vie quotidienne des Français ;*

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel ; du projet de loi relatif à l'apprentissage ; du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles ; du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente : *Ses observations sur l'ordre du jour de l'Assemblée* [7 juin 1971] (p. 2410) ; *revalorisation de l'enseignement technique ; situation des jeunes entrés tôt dans la vie professionnelle ; nécessité de faciliter à chacun la maîtrise de son métier ; revalorisation des diplômes de l'enseignement technique ; indépendance des travailleurs vis-à-vis du marché du travail ; possibilité de permettre l'accès à la culture à différentes périodes de l'existence ; objectif de l'expansion économique ; réduction du déficit de la main-d'œuvre qualifiée ; importance de la concertation ; accord passé le 9 juillet 1970 entre le C.N.P.F. et le C.G.P.M.E.* (p. 2410) ; *rôle de l'Etat* (p. 2411).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Paquet : *Conditions de travail de l'Assemblée ; délai de préparation des textes* [10 juin 1971] (p. 2642).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, du projet de loi relatif à diverses opérations de construction et des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil : *Rôle du logement dans la qualité de l'existence ; problème foncier ; nombre de logements réalisés ; VI^e Plan ; loyers des logements sociaux ; réforme de l'aide personnelle ; prix des terrains à bâtir ; développement des équipements urbains ; amélioration des procédures des Z.A.D. ; constitution de réserves foncières ; suppression de l'exonération de l'impôt foncier pendant vingt ans pour les constructions neuves* [10 juin 1971] (p. 2642, 2643) ;

— du projet de loi portant approbation du VI^e Plan de développement économique et social : *Augmentation de la puissance industrielle ; proportion des actifs par rapport aux inactifs ; sa confiance dans le VI^e Plan ;*

ses observations sur le fait que le Plan n'est ni une potion magique, ni une corne d'abondance ; possibilité de révision du Plan ; caractères de notre société [15 juin 1971] (p. 2911, 2912) ; *échec des sociétés bureaucratiques ; son souhait que le Plan puisse prendre appui sur un véritable contrat entre l'Etat et les partenaires économiques et sociaux ; caractères du VI^e^ Plan ; lien entre le Plan et la démocratie ; problème de l'inflation ; renforcement des solidarités en faveur des déshérités* (p. 2912) ;

— du projet de loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif : *Objectif du Gouvernement en matière de sport ; tiers-temps pédagogique* [22 juin 1971] (p. 3230) ; *raisons du plein emploi des installations ; sport de compétition ; conception des équipements ; rôle de l'Etat* (p. 3231) ;

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques : *Distinction entre les sociétés policées et les sociétés barbares ; importance du droit pour une société ; amélioration des dispositions de notre droit pour mieux garantir les libertés et l'équité ; nécessité d'assurer son exacte application ; information et protection de tous les justiciables ; adaptation des institutions aux besoins des citoyens* [12 octobre 1971] (p. 4456, 4457).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Mitterrand, Ballanger, Poudevigne, Wagner et Griotteray relatives aux prix du secteur public : *Renforcement du contrôle parlementaire sur l'action gouvernementale et les entreprises publiques ; proposition de M. Griotteray relative à l'organisation d'un débat annuel sur la politique du secteur nationalisé ; rôle des entreprises publiques (développement économique et progrès social, problèmes épineux soulevés par l'exercice du droit de grève, reconnaissance du fait syndical) ; leur gestion (contrats des services publics ; recherche de l'efficacité, indépendance vis-à-vis des intérêts privés, autonomie sous réserve d'un contrôle* a posteriori) ; *leur financement ; politique des contrats de programme (S.N.C.F. et E.D.F.) ; comparaison entre l'augmentation de l'indice général des prix et l'augmentation des tarifs des entreprises publiques ; nécessité d'éviter la tentation de la gratuité ; la R.A.T.P. (versement d'un supplément de prime de transport, maintien du prix des cartes hebdomadaires de travail) ; possibilité pour les entreprises publiques de contracter des emprunts normaux sur le marché financier ; solidarité à l'égard des plus démunis ; formation professionnelle ; VI^e^ Plan (modernisation, industrialisation, compétitivité)* [22 octobre 1971] (p. 4808 à 4811) ; *différence de la nature du service public selon le service rendu (éducation, transports) ; prime de transport destinée à alléger les charges du contribuable national ; renforcement de la sélectivité à l'égard des contribuables à l'occasion des transferts sociaux ; élargissement du barème de l'impôt sur le revenu ; accroissement des investissements pour les transports dans le budget de 1972 ; modulation géographique de la nouvelle taxe de transports et de la redevance pour les implantations de bureaux et d'usines ; diminution de la durée moyenne des déplacements dans la région parisienne (R.E.R.) ; augmentation du volume des prestations sociales ; bienfaits de la politique contractuelle ; garantie de la croissance du pouvoir d'achat ; indépendance de l'Institut national de la Statistique et des études économiques (la qualité de la vie)* (p. 4813, 4815).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : SERVICES DU PREMIER MINISTRE : OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Objectivité et exactitude de l'information sous le contrôle du conseil d'administration ; rôle de la Commission présidée par M. Paye ; autonomie de gestion ; contrat de programme conclu avec l'O.R.T.F. ; limitation de l'accroissement de la publicité de marques à la télévision ; ses observations sur la redevance ; mission de service public de l'Office ; contrôle exercé par le Parlement* [8 novembre 1971] (p. 5497) ; *participation de l'O.R.T.F. à une société pour l'étude et la distribution de vidéocassettes* (p. 5498) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles : *Ses observations sur son discours du 16 septembre 1969 ; justice sociale ; examen des politiques de la famille et de la vieillesse* [30 novembre 1971] (p. 6193) ; *situation des personnes âgées ; caractère de la politique familiale ; ampleur des réalisations ; nature et signification des réformes du Gouvernement* (p. 6194) ; *développement de la solidarité ; attribution de l'allocation*

de salaire unique ; allocation pour frais de garde ; situation des salariés âgés (p. 6195).

Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre prononcé par M. Peretti à la mémoire de M. Paul Cormier [25 avril 1972] (p. 990).

Prend part à la discussion du projet de loi portant création et organisation des régions : *Nécessités économique, administrative et politique de l'institution régionale* [25 avril 1972] (p. 990) ; *impossibilité que la région ne devienne une entité politique autonome menaçant l'unité de la nation : rôle du département ; statut juridique de la future région ; création, au niveau régional, de deux assemblées distinctes* (p. 991) ; *importance du problème de l'équipement collectif* (p. 992).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Gosnat, de Préaumont, Achille-Fould, Delorme et Griotteray relatives à l'O.R.T.F. : *Importance croissante de la télévision et de la radio ; statut de la R.T.F. en 1959, de l'O.R.T.F. en 1964 ; répartition du temps d'antenne pendant la campagne du référendum ; problème de la publicité clandestine ; limitation de la publicité à l'O.R.T.F. et protection de la presse écrite* [10 mai 1972] (p. 1490) ; *mise en place de moyens de contrôle quotidiens pour réprimer la publicité clandestine ; suppression des émissions patronnées par des grands établissements publics (Caisse d'épargne, Crédit agricole, E.D.F.) ; interdiction pour un responsable d'un secteur de l'Office d'exercer des activités de producteur ; limitation du nombre d'émission pouvant être confiées à un même producteur* (p. 1491) ; *« campagnes d'opinion » d'origine gouvernementale (environnement, formation permanente, santé publique) ; grandes causes nationales (handicapés, « mois du cœur », œuvres de recherche sur le cancer) et rémunération de concours extérieurs ou de sociétés de relations publiques ; Havas-Conseil-Relations publiques ; création avec un groupe privé d'une société d'étude d'édition et de distribution de vidéogrammes* (p. 1492) ; *rapport Paye. augmentation de l'autonomie et de la responsabilité de l'Office ; mise au point par M. Malaud, Secrétaire d'Etat, chargé de la fonction publique, des réformes en cours ; organisation d'un débat sur l'O.R.T.F. avant la fin de la session* (p. 1493) ; *responsabilité de l'Office* (p. 1494) ; *honorabilité de M. Dechartre, Secrétaire d'Etat* (p. 1495) ; *sanctions prises à l'O.R.T.F.* (p. 1501).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale ; *Nécessité de l'ordre pour toute société ; son refus de se substituer à la justice; rôle des commissions d'enquête et de contrôle ; ses observations sur les scandales* [23 mai 1972] (p. 1810) ; *indépendance de la France ; politique étrangère : Indochine, Moyen-Orient ; contribution de la France à la recherche des remèdes au sous-développement ; défense nationale ; rapprochement de la France avec l'U.R.S.S. et les pays socialistes de l'Europe de l'Est ; ses observations sur l'élargissement de la Communauté* (p. 1811) ; *solidité de notre monnaie ; croissance de notre économie ; problème des prix ; augmentation de la production par tête d'habitant ; emploi ; formation permanente ; rôle des services de placement* (p. 1812) ; *allocation logement ; situation des travailleurs âgés ; taux d'épargne des Français ; rôle financier de Paris ; Marché commun agricole ; industrie ; investissement industriel ; rôle du Crédit national ; ses observations sur le téléphone et les autoroutes* (p. 1813) ; *modernisation de notre administration ; ses observations sur la « nouvelle société » ; situation des handicapés inadaptés ; cas des personnes âgées, VI^e Plan : augmentation du minimum vieillesse ; augmentation des bas salaires ; mensualisation des salaires ; distribution d'actions au personnel* (p. 1814) ; *condition de la femme ; égalité des salaires masculins et féminins ; garantie de ressources des veuves ; amélioration de nos relations sociales ; nouveaux objectifs du Gouvernement ; défense de l'environnement et de la nature ; politique des villes ; logement ; caractère des projets de logements locatifs H.L.M. ; préparation d'une loi d'organisation de l'enseignement secondaire* (p. 1815) ; *pouvoirs des comités d'hygiène et de sécurité ; participation des salariés aux entreprises ; généralisation de la forme juridique de société à conseil de surveillance et à directoire ; étude d'un projet de loi ouvrant les conseils de surveillance à deux représentants des salariés de l'entreprise ; équilibre des pouvoirs prévus par notre Constitution ; rôle du Président de la République ; signification du vote demandé sur la déclaration* (p. 1816) ; *situation de l'emploi en France* (p. 1819) ; *respect de la Constitution ; évolution de la société française ; fondement de la politique*

du gouvernement ; situation des salariés en France [24 mai 1972] (p. 1866) ; *ses observations sur la nouvelle société ; cas des familles qui disposent de ressources modestes ; coopération dans l'indépendance ; situation au Viêt-Nam* (p. 1867) ; *continuité de la politique gouvernementale ; ses observations sur la participation ; autorité de l'Etat ; mise en œuvre des lois votées par le Parlement ; ses observations sur le jeu majoritaire* (p. 1868) ; *recherche de la quatité de la vie* (p. 1869) ; *ses observations sur la théorie du domaine réservé* (p. 1870).

Prend part à la discussion du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française : *Service public de l'O.R.T.F. ; mission de l'Etat ; politique menée par la Ve République vis-à-vis de l'O.R.T.F. ; droit des Français à une information libre et objective ; règles de la continuité du service public* [15 juin 1972] (p. 2508) ; *rôle du Président-directeur général ; évolution des techniques audiovisuelles ; création d'un haut conseil de l'audiovisuel* (p. 2509) ; Art. 3 : *Choix d'un service public s'accomplissant dans le cadre du monopole ; limitation du pourcentage des recettes publicitaires dans les ressources de l'Office ; continuité du service public ; détermination d'un service minimum* [16 juin 1972] (p. 2600) ; *autorité de l'Etat ; liberté de l'information* (p. 2601) ; *ses observations sur les amendements* (p. 2602) ; *application de l'article 41 de la Constitution* (p. 2604).

CHABRAT (Jacques)

Député de la Gironde
(2e circonscription)
U.D.R.

En remplacement, le 21 juillet 1969, de M. Chaban-Delmas, nommé Premier Ministre [*J.O.* du 22 2juillet 1969] (p. 7384).

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [18 septembre 1969] (p. 2279).

S'inscrit au groupe d'Union des Démocrates pour la République [16 septembre 1969] (p. 2280).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [3 octobre 1969] (p. 2492), [2 avril 1970] (p. 750).

Décédé le 26 juillet 1970 [*J.O.* du 28 juillet 1970] (p. 7040).

Son éloge funèbre est prononcé [2 octobre 1970] (p. 4046).

CHALANDON (Albin)

Député des Hauts-de-Seine
(2e circonscription)
U.D.R.

MINISTRE DE L'EQUIPEMENT ET DU LOGEMENT
du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969
et du 22 juin 1969 au 5 juillet 1972

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des Démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212).

Cesse d'appartenir à cette Commission [18 juillet 1968] (p. 2333).

Est nommé Ministre de l'Equipement et du Logement (Gouvernement Couve de Murville), décret du 12 juillet 1968 [*J.O.* du 13 juillet 1968] (p. 6659).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 12 août 1968, de son mandat de député [J.O. du 14 août 1968] (p. 7917), [24 septembre 1968] (p. 2847).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre de l'Equipement et du Logement (Gouvernement Couve de Murville), décret du 20 juin 1969 [*J.O.* du 21 juin 1969] (p. 6288).

Est nommé Ministre de l'Equipement et du Logement (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre de l'Equipement et du Logement (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Dépôts :

Son projet de loi relatif aux voies rapides et complétant le régime de la voirie nationale et locale n° **272** [1er octobre 1968].

Son projet de loi modifiant et complétant le Code de l'urbanisme et de l'habitation en ce qui concerne le permis de construire, n° **508** [6 décembre 1968].

Son projet de loi tendant à étendre l'application des dispositions des articles 16 et 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation, n° **886** [13 novembre 1969].

Son projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre, n° **1183** [2 juin 1970].

Son projet de loi modifiant la loi n° 65-556 du 10 juillet 1965 relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires, n° **1449** [24 novembre 1970].

Son projet de loi relatif à diverses opérations de construction, n° **1758** [25 mai 1971].

Son projet de loi relatif à la publicité de certaines limitations administratives au droit de propriété, n° **1759** [25 mai 1971].

Son projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière, n° **1760** [25 mai 1971].

Son projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, n° **1761** [25 mai 1971].

Son projet de loi relatif à l'allocation de logement, n° **1762** [25 mai 1971].

Son projet de loi modifiant l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation, n° **1777** [1er juin 1971].

Son projet de loi relatif au contentieux des dommages de guerre, n° **2205** [4 avril 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) : *Importance du commissariat au tourisme ; rôle économique et social du tourisme ; réorientation commerciale grâce au service de marketing ; rôle du F.D.E.S. ; crédit consacré aux piscines, aux sports d'hiver et aux ports de plaisance ; ses observations sur les zones d'aménagement du Languedoc, de la Corse et de l'Aquitaine ; rôle du ministère ; coordination entre l'équipement et le tourisme ; ses observations sur la « France sauvage » ; tourisme de masse ; navigation intérieure en France ; hébergement ; insuffisance de l'hôtellerie en France ; développement d'une hôtellerie industrielle moderne ; camping ; rôle des organisations à but non lucratif ; développement des infrastructures en matière de ports de plaisance et de remontées mécaniques ; problème routier ; financement, grâce aux collectivités locales ; investissement des capitaux étrangers; création d'une grande chaîne d'industrie hôtelière ; ses observations sur la gastronomie en France ; formule du forfait ; problème de l'accueil et de l'animation ; rôle de l'Etat dans le tourisme ; problème des charges fiscales et sociales ; détaxation de l'essence ; ses observations sur les traveller's checks ; assistance technique et financière* [31 octobre 1968] (p. 3796 à 3799) ; *distorsion entre les moyens budgétaires propres quant au fonctionnement des services du tourisme et les moyens financiers d'ensemble de l'Etat ; le projet de budget de l'an prochain devra comporter un état annexé récapitulant toutes les possibilités financières du département du tourisme ; ses observations sur les méthodes administratives ; ses observations sur le Languedoc-Roussillon, la Corse et l'Aquitaine ; développement des missions ; plans d'urbanisme ; tourisme social ; rôle des associations ; création, à côté des associations civiles à but désintéressé, d'activités à caractère commercial ; hôtellerie ; charges sociales et fiscales ; financement et modernisation des hôtels ; création d'hôtels nouveaux ; ses observations sur les règles d'urbanisme ; problème de la prime d'équipement ; financement complémentaire des collectivités locales ; taux des subventions pour les routes départementales de desserte de station touristique* (p. 3812 à 3814) ; *problème du ski : développement des stations de sport d'hiver ; crédits pour les ports de plaisance ; prêts accordés par le F.I.A.T. ; ses observations sur l'Aquitaine, la Canche, la Manche, le port de Granville, la côte d'Opale ; projets à Saint-Jean-de-Luz ; création d'une banque d'investissement ; création d'une grande chaîne d'hôtellerie industrielle ; ses observations sur l'accueil et la gastronomie en France ; question des bureaux à l'étranger ; utilisation de l'O.R.T.F. en faveur du tourisme ; étalement des vacances ; bureau canadien* (p. 3814, 3815) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Nécessité de l'expansion et de la productivité ; mutation des grandes conceptions ; ré-*

duction des coûts ; problèmes de fonctionnement ; inégalité des statuts et des rémunérations au ministère de l'Equipement ; nombre des effectifs ; déconcentration ; suppression des règles et des procédures inutiles ; financement de la construction ; zones d'aménagement concerté ; rationalisation des choix budgétaires ; problèmes de formation et de recherche ; nombre des H.L.M. ; coût élevé du logement en France ; nécessité de redonner à l'aide de l'Etat sa valeur sociale ; réduction des coûts en agissant sur tous les éléments ; développement d'un secteur social très aidé ; nombre des H.L.M. en accession à la propriété ; régime du prêt spécial du Crédit foncier ; système de « guichet ouvert » ; prime sans prêt ; essor de la maison individuelle ; problème des prix ; maintien des prix-plafonds ; productivité ; ses observations sur le Centre scientifique et technique du bâtiment ; épargne-logement ; problème du permis de construire ; prix du sol ; politique foncière ; élaboration des schémas directeurs et des plans d'occupation des sols ; zones d'aménagement concerté ; zones de rénovation urbaine ; crédits du F.N.A.F.U.; mise en place de « contrats de programme » permettant d'anticiper sur les plans d'urbanisme ; question des infrastructures ; routes ; développement du trafic routier ; voirie urbaine ; autoroute du Nord ; problème des techniques ; éventualité de recourir à des ouvrages provisoires ; construction d'une tranchée couverte dans le parc de Saint-Cloud ; exploitation de la route ; problème du financement ; ses observations sur les ports ; coût du transport ; ses observations sur Marseille-Fos, Le Havre et Dunkerque ; voies navigables ; mise au grand gabarit des canaux du Nord et de la Seine ; axe Mer du Nord-Méditerranée ; axe Est-Ouest ; équipement de la Moselle en amont de Metz ; ses observations sur la Saône ; modernisation des canaux du Midi ; entretien des canaux du réseau secondaire [12 novembre 1968] (p. 4293 à 4398) ; *ses observations sur les loyers ; problème de leur libération* (p. 4304) ; *logement social ; nombre des H.L.M. prévus en 1969 ; ses observations sur les P.L.R.* (p. 4308) ; *autoroutes de liaison ; exécution du Plan* (p. 4311) ; *fonctionnement du Ministère ; réformes statutaires et indemnitaires ; réduction des effectifs des agents de travaux ; problème des salaires des ouvriers des parcs ; question des auxiliaires ; logement social* [13 novembre 1968] (p. 4340) ; *rôle des H.L.M. ; ses observations sur la « décatégorisation » en matière d'H.L.M. ; octroi d'une aide complémentaire à la personne ; allocation de logement ; situation pour les jeunes ; création des P.L.R. ; cas des personnes âgées ; vente des H.L.M. ; information des locataires en ce qui concerne leurs droits ; ses observations sur les normes techniques ; procédure de l'adjudication ; réforme du financement en matière de primes ; création en France d'un appareil bancaire qui accorde facilement son concours au financement de la construction et dans lequel s'insère l'aide de l'Etat ; collecte de l'épargne ; prêt unique pouvant se substituer aux nombreux prêts actuels ; épargne-logement ; marché hypothécaire ; création d'une caisse de garantie et de régularisation ; permis de construire ; ses observations sur les Z.U.P. et les Z.A.D.* (p. 4340 à 4342) ; *plans d'urbanisme ; schémas directeurs ; développement urbain dans les petites et moyennes agglomérations ; rôle de la maison individuelle ; nécessité d'éviter la dispersion des maisons individuelles dans la campagne ; nécessité d'empêcher la spéculation foncière ; taxe locale d'équipement ; rénovation urbaine ; problèmes d'infrastructure et de routes ; problème du Nord ; liaison Lyon-Chambéry ; tronçon Lyon-Bourgoin ; autoroute A 10 de Paris à Chartres, de Tours à Bayonne et Saint-Jean-de-Luz ; section Ablis-Chartres ; axe est-ouest ; projet de bretelle au sud de Tancarville ; problèmes de défense contre les crues; ses observations sur les canaux ; liaison Nord-Sud ; projet mer du Nord-Méditerranée* (p. 4342 à 4344) ; *situation des ports français ; effort de modernisation axé sur l'équipement de nos six grands ports autonomes* (p. 4344) ; *aménagement routier du tunnel ferroviaire de Sainte-Marie-aux-Mines* (p. 4345) ; Art. 52 : *Construction des 185.000 logements H.L.M.* (p. 4346) ;

— du projet de loi modifiant et complétant le Code de l'urbanisme et de l'habitation en ce qui concerne le permis de construire : *Nombre de communes disposant actuellement d'un plan d'occupation des sols ou d'un plan d'urbanisme* [17 décembre 1968] (p. 5574) ; *nombre des plans d'urbanismes approuvés* (p. 5584) ; *nécessité de construire le plus de logements possible ; le permis de construire est devenu le symbole de l'abus administratif ; loi foncière de 1967 ; situation économique actuelle ; prix de la construction pouvant subir des baisses continues et importantes ; ses observations sur les marchés témoins qui vont être passés incessamment ; lancement d'un concours qui*

amènera à faire construire des maisons qui coûteront 30 à 40 pour cent moins cher (p. 5584, 5585) ; *renaissance de l'initiative et de la responsabilité ; problème de la procédure administrative* (p. 5585, 5586) ; *abaissement du coût de la construction par l'industrialisation ; conséquence de la tutelle de l'administration ; problème de l'information ; certificat d'urbanisme ; codification des règles de construction ; disparition du C.P.T.F.M.U. ; ses observations sur les documents techniques unifiés* (p. 5586, 5587) ; *plans d'urbanisme ; garanties concernant les constructeurs ; garanties protégeant les collectivités ; problème des sanctions ; contrôle a posteriori* (p. 5587) ; *problème du financement ; ses observations sur la motion de renvoi* (p. 5589) ; Avant l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Peretti* (p. 5590) ; Article 1er : *Dépôt de la déclaration à la direction départementale et à la mairie ; décision de financement* (p. 5591) ; Art. 2 : *Ses observations sur les stations et les secteurs protégés* (p. 5593) ; *ses observations sur le devis descriptif* (p. 5593) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 85-3 du Code de l'urbanisme et de l'habitation (effets du dépôt de la déclaration)* (p. 5594) ; *effets attachés à la délivrance du permis en ce qui concerne le recouvrement de certains impôts* (p, 5594) ; Art. 3 : *Ses observations sur les paroles de M. Claudius-Petit* (p. 5594) ; Art. 10 : *Problème de l'application de cette loi et de la loi foncière aux D.O.M.* (p. 5596) ; en deuxième lecture : *Aménagement des bâtiments en zone rurale; protection des campagnes : rôle du maire ; problème du droit des locataires au maintien dans les lieux ; ses observations sur les différents recours dont dispose l'administration municipale pour empêcher la poursuite de travaux dispensés du permis de construire ; ses observations sur les sanction pénales ; délai pour l'exécution des travaux de démolition ; ses observations sur les communes dotées d'un plan d'urbanisme ou d'un plan d'occupation des sols ; sanctions professionnelles ; cas des communes rurales ; problème des sites et des zones sensibles* [19 décembre 1968] (p. 5699 à 5701) ; *contrôle sur les constructions individuelles isolées à la campagne ; déterminer le moment où s'effectue le contrôle* a posteriori (p. 5701, 5702) ; *problème des plantations ; ses observations sur les permissions de voirie* (p. 5702).

Répond à la question orale sans débat de M. Delachenal relative à la remise en état du réseau routier national [14 mai 1969] (p. 1394, 1395).

Répond à la question orale sans débat de M. Ducoloné relative à la taxe de surloyer et au plafond de ressources dans les H.L.M. [14 mai 1969] (p. 1396, 1397).

Répond à la question orale sans débat de M. Peretti relative à l'acquisition d'H.L.M. par les locataires [14 mai 1969] (p. 1398).

Répond à la question orale sans débat de M. Catalifaud relative à la crue de l'Oise en 1968 [3 octobre 1969] (p. 2482, 2483).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Gaudin, Brugnon et Magaud relatives au financement privé des autoroutes : *Rôle de la construction des autoroutes dans le développement économique ; inefficacité des sociétés d'économie mixte ; choix d'une solution fondée sur la coopération entre le secteur public et le secteur privé ; création d'un vaste réseau continu ; recours à l'industrialisation et à la grande série ; durée de la concession ; rapport du montant des péages acquittés par les poids lourds et les voitures légères ; possibilité de plafonner les péages au bout de dix ans ; problème foncier ; rénovation des sociétés d'économie mixte ; offres remises pour le premier concours : Paris-Poitiers, Paris-Le Mans ; association des petites et moyennes entreprises aux travaux par un statut de la sous-traitance ; priorité donnée au développement industriel* [3 octobre 1969] (p. 2487, 2488, 2489, 2491).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Politique budgétaire ; budget de fonctionnement ; ses observations sur le bâtiment ; domaine des travaux publics ; importance de ce secteur dans l'économie nationale ; fonds d'action conjoncturelle ; méthodes de gestion ; « privatisation » des structures ; réforme de la gestion publique ; question des infrastructures ; ses observations sur les autoroutes ; importance de la compétitivité ; crédibilité de l'action publique ; principe de la sélection ; nécessité de la cohérence ; ses observations sur Fos ; progressivité dans l'effort ; financement privé ; situation générale des autoroutes ; problème de l'entretien ; problème des routes secondaires ; répartition des efforts des contribuables ; question des*

grands axes ; direction du trafic ; ses observations sur les autoroutes de liaison ; système du financement privé ; avantage financier de la mobilisation des capitaux privés ; ses observations sur le péage ; détermination des parcours ; rôle des sociétés d'économie mixte ; autouroutes urbaines ; exemple de la région parisienne ; péage en milieu urbain, ses observations sur les ports ; construction à Marseille d'un radoub pour la réparation des gros navires ; réalisation d'un avant-port à Dunkerque ; exploitation des ports ; financement privé en matière d'investissements ; droits des ports ; « permanisation » des dockers ; voies navigables ; voie à grand gabarit [13 novembre 1969] (p. 3662 à 3666) ; *tracé des autoroutes ; autoroute Paris-Strasbourg* (p. 3681) ; *financement privé des autoroutes ; rôle du S.E.T.R.A. et du C.E.T.E. ; personnel des laboratoires des ponts et chaussées ; cas des ouvriers des parcs ; augmentation de la productivité de ces parcs ; paiement du rappel d'heures supplémentaires ; cas des personnels non titulaires ; déconcentration administrative ; restauration de la responsabilité individuelle ; problème des moyens et de l'organisation des services ; nécessité de maintenir dans chaque direction départementale des subdivisions ; problème des conditions d'intervention des services de l'équipement auprès des collectivités locales quant à leur rémunération ; exemption de la responsabilité décennale ; statut des officiers de port ; fonds d'action conjoncturelle ; fonds spécial d'investissement routier ; ses observations sur les ports ; création d'une agence financière pour la défense du littoral contre les effets de la mer ; problème des travaux de dragage dans les ports français ; constitution d'une entreprise française capable de rivaliser avec les entreprises étrangères dans ce domaine ; ses observations sur Dunkerque ; possibilité pour l'avant-port de Dunkerque d'accueillir des navires de 250.000 tonnes ; statut des personnels ; ses observations sur les voies navigables ; canal du Nord ; liaison Seine-Nord ; liaison Seine-Est ; desserte de Neuves-Maisons ; axe Nord-Sud ; branche alsacienne de la liaison Nord-Méditerranée ; canal Frouard-Dombasle par la Meurthe ; ses observations sur le Rhône ; problème des chutes de Caderousse et d'Avignon* [14 novembre 1969] (p. 3722 à 3724) ; *ses observations sur les routes ; coopération entre les départements et l'Etat ; problème du déneigement ; insuffisance des crédits d'entretien ; autoroute Paris-Strasbourg ; détermination du tracé d'une autoroute étant une attribution essentielle de l'Etat ; financement privé de l'autoroute ; autoroute Mulhouse-Montbéliard ; liaisons transvosgiennes ; aménagement de la route nationale n° 4 ; route Paris-Nancy ; ses observations sur la voie Reims-Saint-Dizier ; aménagement à quatre voies de la liaison Nancy-Remiremont ; tunnel de Sainte-Marie-aux-Mines ; autoroutes de la région du Nord ; autoroute Lille-Dunkerque ; liaison Paris-Lille ; aménagement de la rocade minière : difficultés du Cambrésis ; liaison Aix-en-Provence-Marseille ; liaison Aubagne-Toulon ; difficultés à Nice* (p. 3725, 3726) ; *construction de l'autoroute Béziers-Narbonne ; écoulement des eaux des vallées de l'Aude et de l'Orb ; désenclavement de l'Auvergne et du Massif Central ; autoroute Paris-Normandie ; route reliant le pont de Tancarville au Havre ; ses observations sur les concessions privées et leur financement ; problème du financement des voies navigables par des sociétés privées ; ses observations sur les ports* (p. 3726, 3727) ; Art. 59 : *Ses observations sur les sociétés d'économie mixte ; problème du fonctionnement de ces sociétés ; remploi de leurs bénéfices ; question du péage ; problème du rachat ; ses observations sur le problème des plus-values foncières* (p. 3729, 3730) ; *ses observations sur le « pré-zadage » de l'autoroute Paris-Orléans* (p. 3730) ; *ses observations sur les zones d'aménagement concerté* (p. 3730) ; *retards en matière d'équipement ; secteur privé dans ce domaine ; construction neuve ; risque d'une récession ; problème des H.L.M. ; nombre des H.L.M. vides ; raisons de cette situation ; but social des H.L.M. ; importance des gens aisés qui habitent dans les H.L.M. ; réorientation de l'aide publique ; abaissement des coûts de la construction ; assouplissement de la programmation ; carte des besoins ; aide au logement ; accroissement des P.S.R. et des P.L.R. ; réforme de l'H.L.M. accession ; réduction des prix plafond ; primauté de l'aide à la pierre ; aménagement de l'allocation-logement ; baisse des prix plafond concernant le Crédit foncier ; rénovation de l'industrie du bâtiment ; concours de la maison individuelle ; suppression de la distinction anormale entre plusieurs zones ne correspondant à aucune réalité ; interdiction faite aux organismes H.L.M. de passer des marchés inférieurs à 200 logements, clauses de révision de prix ; abandon de la formule des marchés triennaux au profit des marchés à tranches optionnelles ; impor-*

tance du rôle de la concurrence ; mécanisme du prêt à la construction ; libéralisation des conditions de la création des H.L.M. ; réforme des sources de financement ; rôle de l'Etat ; promotion privée ; conditions de financement ; épargne-logement ; problème de l'urbanisme ; échec de l'impôt sur la plus-value ; bail à la construction ; libération des sols ; marché immobilier ; procédure d'expropriation ; nécessité d'instituer des mécanismes fiscaux appropriés ; disharmonie entre les droits de mutation et les droits de succession ; taxe locale d'équipement ; taxe d'urbanisation ; nécessité d'évoluer vers une taxe foncière ; problème de l'intégration de la politique foncière dans une politique d'urbanisme ; schémas directeurs ; leur élaboration ; nécessité d'une politique d'urbanisme opérationnel ; réforme du permis de construire ; dépôt d'un projet de loi tendant à instituer un certificat d'urbanisme qui serait le document de base en cette matière et d'un projet de loi sur les servitudes ; urbanisme « contractuel » ; ses observations sur les zones d'aménagement concerté ; équilibre entre les crédits consacrés à la construction et ceux consacrés à l'équipement ; amélioration du sort des catégories les plus défavorisées ; promotion sociale ; nécessité de redonner aux cadres supérieurs le goût et le sens du commandement ; création d'emplois fonctionnels pour tous les postes de chefs de service régionaux et de directeurs départementaux de l'équipement (p. 3754 à 3759) ; *ses observations sur les paroles de M. Claudius-Petit* (p. 3765) ; *rôle de l'Etat ; problème de rénovation ; ses observations sur les Z.A.C. ; organismes d'H.L.M. ; information du pays ; philosophie du logement social ; vocation sociale des H.L.M. ; libération de l'architecture ; ses observations sur le fait qu'à Nanterre on refuse de loger dans les H.L.M. des travailleurs algériens* (p. 3782) ; *taxe locale d'équipement ; problème de l'assiette et des délais* (p. 3783) ; *caractère du budget* (p. 3786).

Répond à la question d'actualité de M. Bonnet relatif à l'octroi de la prime à la construction [17 avril 1970] (p. 1144).

Répond à la question orale sans débat de M. Delachenal, relative à la remise en état du réseau routier [17 avril 1970] (p. 1149).

Répond à la question d'actualité de M. Boulay relative à la mise en chantier de logements [6 mai 1970] (p. 1549, 1550).

Répond à la question d'actualité de M. Fouchet relative à l'autoroute Nancy-Metz [22 mai 1970] (p. 1890, 1891).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Denvers et Billoux relatives aux logements sociaux [29 mai 1970] : *Cas des jeunes ménages, des travailleurs et des personnes âgées ; effort considérable consenti par l'Etat en faveur du logement ; aide à la personne ; quintuplement en dix ans de l'allocation-logement ; dépassement des objectifs du V^e Plan dans le domaine du logement social ; dérapage du logement social (inadaptation de l'offre à la demande, prix trop élevé des loyers, répartition géographique, H.L.M. restant vides) ; taille des logements ; nécessité d'une définition réaliste du logement social ; nécessité d'un choix plus social des bénéficiaires de ce type de logement, problème des asociaux ; volonté du Gouvernement de faire disparaître les bidonvilles ; construction de logements de « transit » ; baisse des prix de la construction ; modulation de l'aide de l'Etat ; accroissement du nombre des logements P.L.R. ; attribution d'H.L.M. en accession à la propriété ; baisse des prix par la baisse des coûts ; blocage des prix plafond ; chute spectaculaire des prix des maisons individuelles ; politique foncière ; rénovation du centre des villes* (p. 2157 à 2159) ; *nécessité d'équilibrer les recettes et les dépenses de l'Etat ; besoins « objectifs » et besoins « subjectifs » de logements ; les « taudis neufs » ; la fixation des normes ; problème des bidonvilles de la Réunion ; orientation des primes et des prêts à la construction du Crédit foncier vers le logement social ; sort des personnes âgées ; allocation-loyer* (p. 2161, 2162).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1^er^ septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel : Art. 6 : *Unité du marché ; libération géographique ; possibilité de créer un régime spécial pour les personnes âgées dans le cadre d'une nécessaire hausse des loyers ; libération des loyers dans le temps* [24 juin 1970] (p. 3002, 3003) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : CRÉDITS CONCERNANT L'ÉQUIPEMENT : *Exécution du V^e Plan ; objectifs du VI^e*

Plan ; ses observations sur les nouvelles sources de financement pour les autoroutes ; utilisation des deniers publics ; choix des investissements ; leur exécution ; ses observations sur le fonds d'action conjoncturelle [4 novembre 1970] (p. 5085) ; *amélioration du rendement des services administratifs ; fonctionnement du ministère ; mise en œuvre dans le cadre de ce ministère d'une gestion par objectif ; élaboration dès 1971 d'un budget de programme à côté du budget proprement dit ; problème de la détermination de la responsabilité ; mobilité entre les hommes ; ses observations sur les routes ; renforcement des chaussées ; voirie urbaine ; autoroutes ; ses observations sur les réseaux d'autoroutes de Franche-Comté et du Sud-Ouest ; financement de ce programme* (p. 5086) ; *mobilisation des types d'épargne ; problème des routes de rase campagne ; élargissement des routes ; obstacles à la fluidité du trafic ; question de la sécurité ; politique d'exploitation de la route ; rôle du centre d'intervention de Cluses ; ses observations sur les routes nationales secondaires* (p. 5087) ; *problème de la voirie urbaine ; utilité des toboggans ; réalisation de mini-souterrains ; question des ports et des voies navigables ; ses observations sur Marseille-Fos, Le Havre et Dunkerque ; situation des dockers ; problème des voies navigables ; ses observations sur l'axe Rhône-Saône* (p. 5088) ; *schéma directeur routier ; problème des routes nationales secondaires ; leur transfert éventuel aux départements ; taux de prélèvement sur la taxe sur les carburants ; problème du péage sur les autoroutes ; fonds spécial d'investissement routier ; problème du doublement d'une route nationale existante par une voie nouvelle ; opportunité d'une coordination plus étroite des grands travaux ; défense des arbres ; ses observations sur les arbres en bordure de routes nationales ; problème de la création de pistes cyclables pour les véhicules à deux roues* (p. 5101, 5102) ; *problème de la sécurité de ces véhicules ; situation des entreprises de travaux publics ; nécessité d'obliger les soumissionnaires à faire connaître au maître d'ouvrage dès la remise des prix la liste des sous-traitants ; statut des sous-traitants ; réticence des administrations à accepter des cautionnements ; problème des intérêts moratoires ; situation des agents non titulaires ; problème de leur titularisation ; cas du port de Bayonne ; ses observations sur le port du Havre* (p. 5101, 5102) ; *ses observations sur Nantes et Saint-Nazaire ; problème des ports de pêche et de plaisance ; question des voies navigables ; amélioration de la liaison entre la Seine et le Nord ; ses observations sur la route transversale Centre-Europe-Atlantique ; création d'une déviation dans la vallée de la Sioule ; problème de l'autoroute A 26 ; autoroute Combles-Valenciennes ; question de l'autoroute allant du pays basque vers Toulouse ; liaison Lille-Dunkerque ; problèmes de la ville de Saint-Omer et de sa région ; liaison Maubeuge-Jeumont ; liaison de Maubeuge avec l'autoroute A 2 ; axe Anor-Fourmies-Landrecies-Le Quesnoy ; ses observations sur Cambrai et sur l'Alsace ; construction de deux grands axes routiers, l'un allant de Paris à Strasbourg, l'autre de Mulhouse à la Bourgogne ; franchissement des Vosges moyennes par le col du Bonhomme ou par le tunnel de Sainte-Marie ; route nationale 4 Paris-Nancy-Strasbourg ; axe Nord-Sud Chaumont-Saint-Dizier ; liaison Remiremont-Nancy ; route Montluçon-Clermont-Ferrand* (p. 5103) ; *ses observations sur la Bretagne ; mise à quatre voies de sections importantes de l'axe Nord dans le Finistère ; budget des voies navigables ; aménagement du Rhône ; situation des personnels des ports, notamment des dockers ; modification du régime actuel de la passation des contrats ; paiement des entreprises travaillant pour l'Etat ; construction de réseau d'autoroutes ; réalisation de moyens de transports publics rapides ; rôle du service d'études techniques des routes et autoroutes ; ses observations sur la R.N. 2 de Paris à la frontière belge ; ses observations sur la R.N. 4 ; autoroute Paris-Strasbourg ; blocage des crédits au fonds d'action conjoncturelle* (p. 5104, 5105) ; CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT : *Augmentation des crédits ; prêts bonifiés ; augmentation du niveau de la production de logements en France ; programmation de nouvelles opérations d'H.L.M. locatives ; logements aidés ; objectifs du VI^e Plan ; amélioration du rendement de l'aide de l'Etat ; répartition de cette aide ; finalité de l'aide publique ; correction des inégalités sociales ; nécessité d'assurer une meilleure adaptation à la demande ; lutte contre l'habitat insalubre ; loi sur l'expropriation ; ses observations sur les asociaux et les étrangers* [5 novembre 1970] (p. 5153) ; *missions des organismes d'H.L.M.; nombre des P.L.R. ; réforme de l'allocation logement ; ses observations sur la prime sans prêt ; cumul du bénéfice de cette prime avec le prêt des caisses d'épargne ; création de nouvelles sources de financement ; rôle des caisses d'épargne et du crédit agricole ; ré*

forme de la contribution patronale de un pour cent ; problème du bâtiment ; blocage des prix plafond ; abaissement des coûts de construction (p. 5154) ; *ses observations sur les petites et moyennes entreprises ; possibilité de permettre aux collectivités locales de fournir un effort de financement supplémentaire pour alléger la charge foncière pesant sur les H.L.M. ; ses observations sur la maison individuelle ; rôle du crédit foncier ; conception du logement ; nécessité d'urbaniser la production ; lancement d'un concours-recherche ; création de mécanismes concurrentiels ; possibilité pour les organismes d'H.L.M. d'établir une péréquation entre les loyers ; création d'un marché de logements ; développement de la politique des modèles ; instauration du « prêt à construire » ; mise en concurrence des organismes d'H.L.M. ; libération de la tutelle pesant sur les H.L.M.* (p. 5155) ; *politique d'urbanisation ; politique des sols constructibles ; zone d'aménagement différé ; création d'un véritable marché foncier ; réserve foncière ; problème du fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme ; politique d'équipement des sols ; institution d'une ligne budgétaire unique afin de donner la certitude que les équipements nécessaires accompagneront les logements ; politique de l'environnement ; développement des études* (p. 5156) ; *ses observations sur la loi d'orientation foncière ; suppression du permis de construire ; plan d'occupation des sols ; problème de la région parisienne ; pénurie des terrains ; ses observations sur le fait que les zones d'aménagement concerté doivent s'inscrire à l'intérieur des schémas directeurs ; ses observations sur les opérations de rénovation ; exemple des Halles ; effort en faveur des espaces verts et des réserves foncières* (p. 5157, 5158) ; *ses observations sur les emprunts consentis par les caisses d'épargne avec des bonifications de l'Etat ; fonds d'action conjoncturelle de 1970 et de 1971 ; engagement dès à présent d'un certain nombre de logements du budget pour 1971 ; crédits inscrits pour les acquisitions foncières ; financement des collectivités locales en matière de réserves foncières* (p. 5170) ; *prêts bonifiés* (p. 5170) ; *ses observations sur les crédits évaluatifs* (p. 5170, 5171) ; Titre III : *Situation du logement ; exécution du V^e Plan* (p. 5172) ; Titre V : *Politique de réserves foncières ; lutte contre la spéculation foncière ; politique de prêts aux collectivités locales* (p. 5173) ; Titre VI : *Rénovation du quartier des Halles* (p. 5174) ; *son amendement tendant à majorer les autorisations de programme de 253.400.000 francs et les crédits de paiement de 73.300.000 francs* (p. 5174) ; *augmentation du nombre des logements aidés financés dans ce projet de budget* (p. 5175) ; Article 58 : *Son amendement tendant à la fin du paragraphe I de cet article à substituer aux mots : « 12.000 logements » les mots : « 4.000 logements »* (p. 5176) ; Art. 59 : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « 4.815 millions de francs » les mots : « 5.030 millions de francs »* (p. 5176) ;

— du projet de loi tendant à accélérer les travaux de construction de voies rapides, de routes nationales et d'oléoducs : *Ses observations sur l'objet de la loi de 1962 ; caractère du projet de loi* [10 décembre 1970] (p. 6389, 6390) ; Art. unique : *Ses observations sur les amendements de M. Gerbet* (p. 6391) ; *consultation des chambres d'agriculture* (p. 6392) ; *son sous-amendement tendant à partir des mots : « ordonnance susvisée » à rédiger comme suit la fin du texte de l'amendement de M. Gerbet : « doit comporter un plan des terrains que l'administration se propose d'occuper et de l'implantation de l'ouvrage à réaliser »* (p. 6392, 6393) ; *ses observations sur le plan parcellaire* (p. 6393) ; *objet du texte* (p. 6394).

Répond à la question d'actualité de M. Christian Bonnet relative à la situation du bâtiment [7 avril 1971] (p. 936, 937).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, du projet de loi relatif à diverses opérations de construction et des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil : *Crise du logement ; rythme de la construction ; part du revenu national consacrée au logement* [10 juin 1971] (p.2643) ; *situation des personnes âgées et des jeunes ; VI^e Plan; importance de l'initiative individuelle ; rôle de l'Etat ; anomalies dans la répartition de l'aide publique ; aide à la personne ; création des P.L.R. ; situation des personnes*

âgées de plus de 65 ans ; cas des handicapés et des jeunes travailleurs de moins de 25 ans ; création du chèque-logement ; opérations de rénovation urbaine ; simplification du secteur H.L.M. (p. 2644) ; *encouragement à l'accession à la propriété ; problème du monde rural ; utilisation du prélèvement de un pour cent sur les salaires ; financement du logement H.L.M. ; organisation des secteurs financiers ; régime d'épargne-logement ; importance de la réforme du financement ; ses observations sur les organismes H.L.M.* (p. 2645) ; *leurs responsabilités ; extension de la compétence de ces organismes ; mise en œuvre d'une politique contractuelle ; regroupement des organismes d'H.L.M. ; réforme de la coopération ; réforme du droit de la construction ; fiscalité des profits de construction ; problème des entreprises ; relèvement des prix plafonds ; substitution du cautionnement à la retenue de garantie* (p. 2646) ; *problème de l'urbanisme ; nécessité de freiner le développement de la région parisienne et des grandes métropoles d'équilibre ; nécessité de ne pas grouper plus de 150.000 habitants autour d'un centre d'activité ; schémas directeurs des villes de demain ; lutte contre la ségrégation sociale ; mise en œuvre d'un urbanisme réglementé défini par la loi d'orientation foncière ; accélération de la production des documents fixant le droit d'occupation des sols ; extension aux chemins départementaux et aux voies communales des dispositions actuelles applicables aux routes nationales en matière d'implantation des maisons ; institution d'une règle générale en matière de constructibilité des petites parcelles ; problème de l'environnement ; régime de publicité des servitudes ; certificat d'urbanisme* (p. 2647) ; *taxe locale d'équipement ; zones d'aménagement concerté ; cohérence entre les équipements et les logements ; lutte contre la spéculation foncière ; création d'un marché équilibré ; impôt foncier ; zones d'aménagement différé ; prix des terrains ; réforme de l'expropriation ; fixation du prix* (p. 2648, 2649) ; *allocation de logement* (p. 2682) ; *rigidité du système d'aide à la pierre ; aide à la personne ; diminution progressive des P.L.R. ; prélèvement de un pour cent ; programmation physique des logements financés par l'Etat ; rôle des organismes de sécurité sociale ; problème du financement ; question des primes ; situation des personnes âgées ; problème des Départements d'outre-mer* (p. 2683) ;

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, Article 1er : *Généralisation de l'aide ; problème des Départements d'outre-mer* (p. 2685) ; Art. 3 : *Ses observations sur la proposition de M. Royer* (p. 2691) ; Art. 8 : *Collecte du un pour cent* (p. 2694) ; *sa demande de seconde délibération* (p. 2696) ; *ses observations sur les explications de vote ; portée du projet de loi* (p. 2698) ;

— du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, Art. 3 : *Concurrence des organismes d'H.L.M. entre eux ; contrôle de l'administration ; nécessité d'inciter les organismes à adopter un comportement économique et social* [11 juin 1971] (p. 2749) ; Après l'art. 5 : *Application de l'article 41 de la Constitution à l'amendement de M. Denvers ; prêts du Crédit foncier* (p. 2751, 2752) ; *conséquence de la nature industrielle et commerciale d'un établissement public* (p. 2752) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article et à modifier l'article 173 du Code de l'urbanisme (objet des sociétés anonymes coopératives de production d'habitations à loyer modéré)* (p. 2754, 2755) ; *son sous-amendement tendant à compléter cet amendement par un nouvel alinéa (activité des sociétés anonymes coopératives d'habitations à loyer modéré, existant à la date de la promulgation de la présente loi)* (p. 2755) ; *possibilité pour les sociétés coopératives d'H.L.M. actuelles de se transformer en sociétés coopératives de production* (p. 2755) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 5e alinéa du texte proposé pour l'article 159 du Code de l'urbanisme : « Les sociétés anonymes coopératives de production d'habitations à loyer modéré »* (p. 2557) ; Art. 8 : *Nécessité de ne pas confondre promotion et financement* (p. 2758, 2759) ; Art. 12 : *Nécessité pour les organismes de travailler avec des méthodes d'organisation industrielles et modernes* (p. 2760, 2761) ; *cas des organismes d'H.L.M. qui n'ont pas construit 500 logements* (p. 2766) ; *son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Carter, à supprimer les mots : « soit à leurs occupants, soit... »* (p. 2767) ; Après l'art. 15 : *Ses observations sur l'amendement de M. Denvers* (p. 2768) ; Après l'art. 18 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article 233 du Code de l'urbanisme : « Les organismes d'habitations à loyer modéré et les sociétés coopératives de construction bénéficiant de prêts accordés dans le cadre*

de la législation sur les habitations à loyer modéré, sont soumis... » (p. 2769) ; *cas d'une société coopérative de construction réalisant un seul programme pour le compte de ses associés* (p. 2769) ; Art. 20 : *Consultation du conseil d'administration de la caisse des prêts* (p. 2769, 2770) ; *études faites par la caisse des prêts* (p. 2770) ; Art. 21 : *Financement des logements de transition* (p. 2770, 2771) ;

— du rapport sur la proposition de loi de M. Icart tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1179-3° du Code civil ; Article 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann* (p. 2773) *et sur celui de M. Wagner* (p. 2774) ; Art. 2 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Wagner après les mots : « à la caution » à insérer les mots : « ou au consignataire »* (p. 2775) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 2775) ;

— du projet de loi relatif à diverses opérations de construction ; Art. 1er : *Ses observations sur les paroles de M. Foyer* (p. 2776) ; Art. 2, 3 et 4 : *Ses observations sur les amendements déposés à ces articles* (p. 2777 à 2779) ; *son sous-amendement tendant à supprimer dans l'amendement de M. Tisserand les mots : « en propriété »* (p. 2779) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer dans cet article les mots : « tout ou partie de »* (p. 2780) ; *mission confiée au promoteur par le contrat de construction* (p. 2780) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (conditions dans lesquelles une société coopérative de construction peut entreprendre un programme prévu par les statuts)* (p. 2780) ; *détermination de la présence d'une certaine proportion de coopérateurs* (p. 2781) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la première phrase du deuxième alinéa de cet article (cas où la société n'a pas confié à un promoteur immobilier l'élaboration et la réalisation de son programme de construction)* (p. 2782) ; *son amendement identique à celui déposé précédemment* [12 juin 1971] (p. 2803) ; Art. 8 : *Son sous-amendement tendant au début du quatrième alinéa de l'amendement de M. Tisserand à substituer aux mots : « Cette assemblée » les mots : « L'assemblée générale »* (p. 2804) ; *rôle de l'assemblée générale* (p. 2804) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (impossibilité pour une société coopérative d'accepter des versements avant la souscription des parts ou actions ou avant la signature du contrat de vente)* (p. 2804, 2805) ; Après l'art. 14 : *Garanties données aux acquéreurs ; application de la loi du 28 juin 1938* (p. 2808) ; *rythme de la construction ; obligation faite aux sociétés régies par la loi de 1938 de passer un contrat de construction avec un promoteur pour réaliser son programme* (p. 2809) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Les dispositions du présent titre sont insérées dans la loi du 28 juin 1938 sous l'intitulé suivant : « Chapitre II — Dispositions particulières aux sociétés ayant pour objet la construction d'immeubles à usage principal d'habitation »* (p. 2811) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (situation juridique des sociétés régies par la loi du 28 juin 1938)* (p. 2811) ; *généralisation du contrat de promotion* (p. 2812) ; Art. 1799 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article (définition du contrat de promotion immobilière)* (p. 2814) ; Art. 1799-2 du Code civil : *Son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Tisserand pour l'article 1831-2 du Code civil (pouvoirs du promoteur)* (p. 2816) ; Art. 1799-3 du Code civil : *Nécessité de ne pas augmenter le coût de la construction ; conséquence du contrat de construction* (p. 2817) ; Art. 19 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Tisserand, à supprimer les mots : « dans lesquels peut être inclus un poste pour imprévus n'excédant pas 10 pour cent de ce coût »* (p. 2819, 2820) ; *principe d'un prix garanti par le promoteur* (p. 2820) ; *régime de la vente* (p. 2821) ; Après l'art. 22 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « le promoteur immobilier est tenu des vices apparents et des vices cachés dans les mêmes conditions que le vendeur d'un immeuble à construire »* (p. 2823) ; *retrait de son amendement* (p. 2823) ; Art. 29 : *Ses observations sur l'amendement de M. Denvers* (p. 2825) ; Après l'art. 30 : *Réforme des prêts du Crédit foncier* (p. 2827) ; *ses observations sur la modification de l'ordre du jour* (p. 2828) ; *ses observations sur l'amendement de M. Tisserand* (p. 2831) ; Après l'art. 34 : *Codification des règles relatives au logement et à l'urbanisme* (p. 2833) ; *son amendement tendant à compléter la loi du 28 juin 1938 par un nouvel article (objet des sociétés régies par cette*

loi) (p. 2833, 2834) ; seconde délibération, Art. 16 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 1831-4 du Code civil* (*mission du promoteur*) (p. 2837) ; Art. 19 : *Problème de la fixité du prix* (p. 2837, 2838) ; *ses remerciements avant le vote sur l'ensemble du projet de loi* (p. 2839) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Wagner tendant à préciser certaines dispositions de la loi d'orientation foncière relatives aux associations foncières urbaines ;

— du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière : *Problèmes de programmation ; nombre de logements aidés depuis 1969 ; délai d'attente des prêts du Crédit foncier ; nombre des mises en chantier ; problème du secteur rural ; réforme de la prime sans prêt ; champ d'application des prêts au logement du crédit agricole ; crédits d'aide à l'amélioration de l'habitat rural ; problème des dotations de primes ; répartition des dotations d'aide au logement ; problèmes de financement* [12 juin 1971] (p. 2849) ; *mobilisation de l'épargne ; obligations du Crédit foncier ; problème du secteur locatif ; nécessité de simplifier les prêts ; banques de prêt différé ; insuffisance de la concurrence dans le secteur bancaire ; financement des prêts spéciaux du Crédit foncier ; problème de la réservation des logements H.L.M. aux « mal logés » ; détermination des critères de priorité ; prix plafond* (p. 2850) ; *problèmes de l'urbanisme ; ses observations sur les Z.A.D. ; question d'un impôt foncier ou d'une taxe d'urbanisation* (p. 2851) ; *politique de réserves foncières ; équipement des infrastructures ; crédits d'études* (p. 2852) ;

Association foncière urbaine, Après l'Art. 2 : *Difficultés des opérations de rénovation urbaine* (p. 2857) ; en deuxième lecture : *Exonérations fiscales en vue de faciliter le remembrement* [14 décembre 1971] (p. 6783) ; Art. 1er : *Son amendement* (*objet de l'arrêté du préfet*) (p. 6733) ; *problèmes du report des servitudes et des droits réels* (p. 6733) ; Après l'article premier : *Son amendement concernant l'acceptation de l'évaluation des parcelles remembrées* (p. 6734) ; *mécanisme des remembrements par les sociétés foncières urbaines* (p. 6734) ;

Urbanisme et action foncière, Art. 1er : *Constructibilité de parcelles de 1.000 ou 4.000 mètres carrés ; champ d'application de la loi* (p. 2858) ; *importance des documents d'urbanisme* (p. 2859) ; *problème des stations de montagne et d'alpinisme* (p. 2859) ; *rôle des collectivités locales dans l'élaboration des plans d'occupation des sols* (p. 2860) ; *choix des surfaces minima de 1.000 et 4.000 mètres carrés* (p. 2860) ; Après l'art. 5 : *Nécessité d'éviter le massacre d'arbres lors de la réalisation d'un programme de construction* (p. 2863, 2864) ; Art. 90 du Code de l'urbanisme : *Procédure du sursis à statuer* (p. 2866) ; Art. 9 : *Durée prévue pour les Z.A.D. ; versement de prêts aux collectivités ; exemple de la région parisienne ; droit de délaissement ; situation des exploitants agricoles* (p. 2870) ; *rôle du crédit agricole ; problème de l'indemnisation des investissements opérés par les exploitants ; problème de la concession des sols* (p. 2871) ; *transactions opérées à l'intérieur des Z.A.D. ; problème de la dissociation du droit de propriété et du droit de construire* (p. 2871, 2872) ; Art. 8 de la loi du 26 juillet 1962 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « 16 ans » les mots : « 14 ans »* (p. 2873) ; Art. 9 de la loi du 26 juillet 1962 : *Durée de la pré-Z.A.D.* (p. 2874) ;

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation : *Rôle de l'expropriation ; problème des zones d'aménagement concerté ; durée de la déclaration d'utilité publique ; développement des accords amiables* [24 juin 1971] (p. 3401) ; *évaluation de l'indemnité d'expropriation ; indemnités de remploi ; problème des maisons individuelles constituant une résidence principale ; terrains agricoles ; financement des réserves foncières* (p. 3402) ; *renvoi du projet de loi et de la proposition de M. Duval tendant à accélérer les travaux déclarés d'utilité publique* (p. 3404) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant, dans la seconde phrase du paragraphe IV de l'article 22 à supprimer les mots : « et du montant du paiement qu'ils auront réglé au titre de l'amortissement du capital compris dans les annuités d'emprunt »*

ainsi que les mots : « et ces paiements » [29 juin 1971] (p. 3517) ; *cas des sociétaires qui deviennent locataires* (p. 3517) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : EQUIPEMENT ET LOGEMENT : EQUIPEMENT : *Augmentation des crédits ; titularisation des auxiliaires ; ports maritimes ; création d'un port capable de recevoir les pétroliers géants ; ports secondaires* [28 octobre 1971] (p. 5013) ; *complexe de Marseille-Fos ; ses observations sur le Havre, Dunkerque, Rouen, Nantes, Saint-Nazaire et Bordeaux ; démarrage de la zone industrielle du Verdon ; augmentation de crédits pour les ports de pêche ; voies navigables ; aménagement au grand gabarit des vallées qui desservent les trois grands ports ; problème des voies d'eau à petit gabarit ; concession de ces voies d'eau à des organismes locaux ; politique routière ; autoroutes* (p. 5014) ; *mise en chantier de 400 kilomètres d'autoroutes en 1972 ; réseau de rase campagne ; schéma directeur routier ; voirie urbaine ; définition d'une politique globale des transports, en particulier des transports en commun ; villes nouvelles ; utilisation du réseau par les délestages ; développement des plans de circulation ; amélioration du service d'hiver ; équipement de certains itinéraires* (p. 5015) ; *politique de sécurité routière ; renouvellement de la signalisation horizontale ; collaboration entre l'Etat et les départements ; problèmes d'entretien ; axe centre Europe-Atlantique ; ses observations sur la voie nouvelle Montceau-les-Mines - Paray-le-Monial, en Saône-et-Loire ; prise en charge par les départements du réseau de routes nationales secondaires* (p. 5016) ; *conception économique des ouvrages* (p. 5017) ; *problème des personnels ; titularisation des auxiliaires ; réduction de l'effectif des ingénieurs des travaux publics de l'Etat ; ses observations sur les conducteurs de travaux et les ouvriers des parcs ; coût des travaux exécutés en régie directe pour le compte des communes* (p. 5039) ; *concessions en matière d'autoroutes ; transfert de certaines routes nationales secondaires aux départements , modalités du déclassement des routes nationales secondaires ; transfert de recettes ; possibilité pour les départements d'emprunter* (p. 5040) ; *régime de l'expropriation ; situation des collectivités locales qui doivent financer de très lourds équipements en particulier lorsqu'elles sont traversées par des autoroutes ; travaux sur des routes nationales parallèles de futures autoroutes ; ses observations sur le plan A.G.I.R. qui consiste à construire une deuxième route à côté de celle qui existe ; problème de la traversée des Landes ; situation des petites et moyennes villes ; rénovation rurale* (p. 5041) ; *déviation de Fives ; pont d'Esquerchin ; construction de la rocade minière ; liaison Lens-Aix-Noulette ; réseau routier corse ; problème de Fos ; région Poitou-Charentes ; liaison La Rochelle-Saintes ; axe centre Europe-Atlantique* (p. 5042) ; *ses observations sur la branche Montluçon-Clermont-Ferrand-Lyon ; route nationale n° 83, Lyon-Bourg-Lons-le-Saunier; ses observations sur les deux rocades de Mâcon ; problème de Brive ; relation Figeac-Villefranche-de-Rouergue ; axe Pau-Oloron-Saragosse ; liaison Le Mans-Blois* (p. 5042) ; *problème de Vendôme ; liaison Nantes-Saint-Nazaire; problème du pont de Guildo* (p. 5043); *liaison Orly-Roissy; canal de la Somme; mise à grand gabarit du canal Dunkerque-Lille ; problème concernant Nantes-Saint-Nazaire ; canal de Nantes à Brest ; liaison de l'autoroute A 10, Paris-Poitiers avec le boulevard périphérique de Paris ; réalisation de l'avant-port de Dunkerque* (p. 5043, 5044) ; Art. 56 : *Transfert aux départements de certaines routes secondaires du réseau national ; charges financières des départements* (p. 5045) ; LOGEMENT ET URBANISME : *Budget de l'urbanisme ; rôle du F.N.A.F.U.* [29 octobre 1971] (p. 5106) ; *politique des villes moyennes ; urbanisme réglementaire ; publication des décrets en matière d'urbanisme ; plan d'occupation des sols ; schémas directeurs ; urbanisme opérationnel ; zones d'aménagement concerté ; villes nouvelles ; rénovation urbaine ; décentralisation des opérations de rénovation urbaine ; allégement de la charge foncière des logements sociaux ; espaces verts* (p. 5107) ; *constitution d'un bois public dans le sud-est parisien ; transformation d'une partie des usines Citroën du quai de Javel en espace vert ; ses observations sur les haras de Jardy , réserves foncières ; interventions dans les zones périphériques ; concession d'usage des sols ; taxe d'urbanisation ; budget du logement ; nombre de logements aidés ; problème du financement* (p. 5108) ; *ses observations sur les H.L.M. ; crédit foncier ; prêts de la Caisse des dépôts et consignations et des caisses d'épargne ; ses observations sur les P.L.R. ; relèvement du barème des prêts des H.L.M. en accession à la propriété ; plafond fixé par la Banque de France pour le volume des prêts spéciaux immédiats ; réforme de l'allocation de loge-*

ment ; accession à la propriété sociale ; institution d'un secteur de logements locatifs venant s'ajouter au secteur H.L.M. ; transformation des prêts spéciaux différés; extension du bénéfice de l'allocation de logement aux chefs de famille sans enfants; chèque-logement (p. 5109) ; *développement de l'accession à la propriété; préfinancement des opérations; ses observations sur les I.L.N.; transformation des prêts spéciaux différés du Crédit foncier en un outil d'action économique* (p. 5110) ; *simplification des procédures ; possibilité d'instituer un système de prêts liant l'attribution de la prime à l'existence d'un financement ne dépassant pas un certain coût ; problème de la ruralité ; attribution des primes* (p. 5111, 5112).

Répond à la question orale sans débat relative aux dérogations aux plans d'urbanime [10 décembre 1971] (p. 6677, 6678, 6679, 6681, 6682).

Retrait de l'ordre du jour de la proposition de loi tendant à accélérer les travaux déclarés d'utilité publique et retrait du projet de loi modifiant l'ordonnance du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation [14 décembre 1971] (p. 6736).

Répond à la question d'actualité de M. Rieubon relative au lotissement près de Saint-Martin-de-Crau [16 juin 1972] (p. 2596, 2597).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Wagner tendant à modifier le premier alinéa de l'article 29 de la loi de finances rectificative pour 1970 (n° 70-1283 du 31 décembre 1970) afin de proroger au 31 décembre 1972 le délai de constitution des associations syndicales susceptibles de bénéficier de subventions de l'Etat pour l'aménagement de lotissements défectueux : *Prolongation du délai de constitution des associations syndicates* [27 juin 1972] (p. 2856) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction : *Caractère de la production du logement ; formules d'accession à la propriété d'un logement : vente par un promoteur, construction en commun par des acquéreurs, construction par l'entrepreneur au moyen d'un marché de travaux ; garantie de sincérité de la publicité imposée aux constructeurs de maisons individuelles* [27 juin 1972] (p. 2858, 2859) ; Art. 1er-I : *Abaissement des coûts* (p. 2861) ; Art. 2 : *Problème de la possibilité donnée à la société d'attribution d'acheter le terrain et d'entreprendre des études avant la conclusion du contrat de promotion* (p. 2862) ; *son amendement* (p. 2862) ; *interdiction de perception de fonds par la société avant l'approbation de l'écrit conférant à son représentant légal la qualité de promoteur* (p. 2862) ; *son amendement* (*versement par les associés souscripteurs du capital initial des sommes nécessaires au paiement des études techniques et financières du programme et à l'achat du terrain*) (p. 2862) ; *ses observations* (p. 2863) ; Après l'art. 2 : *Responsabilité du promoteur lorsqu'il a affaire à des investisseurs que l'on peut qualifier de professionnels* (p. 2863) ; Après l'art. 2 *bis* : *Régime actuel de la location coopérative ; constitution de sociétés coopératives d'habitation dont l'objet serait de louer à leurs membres des logements construit par une société de construction* (p. 2864, 2865) ; Art. 2 *quater* : *Garanties données aux souscripteurs* (p. 2865) ; Après l'art. 2 *quater* : *Son opposition à l'amendement de M. Zimmermann* (p. 2866) ; Après l'art. 2 *octies* : *Principe de la coopération « un homme, une voix »* (p. 2868) ; Art. 3 : *Cas où un organisme d'H.L.M. constitue une société de programme* (p. 2870) ; *son amendement* (*cas des sociétés qui, lors de l'achat d'une fraction indivise du terrain s'obligent à l'égard du vendeur à faire édifier pour son compte les immeubles correspondant et à assumer la charge de leur coût*) (p. 2871) ; Art. 9 : *Protection des acquéreurs de maisons individuelles* (p. 2873) ; Art. 11 : *Ses observations sur l'amendement de M. Claudius-Petit* (p. 2874) ; Après l'art. 14 : *Situation des coopératives d'habitation à loyer modéré dans les département du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle* (p. 2876) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Situation des petites entreprises du bâtiment* [29 juin 1972] (p. 2987).

CHALOPIN (Jean)

Député de Maine-et-Loire
(2e circonscription)
U.D.R.

En remplacement, le 7 août 1972, de M. Jean Foyer, nommé membre du Gouvernement (*J.O.* du 8 août 1972, p. 8571).

L'Assemblée prend acte de ce remplacement.

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République (*J.O.* du 27 septembre 1972, p. 10200).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [*J.O.* du 29 septembre 1972] (p. 10303).

Cesse d'appartenir à cette Commission [19 octobre 1972] (p. 4248).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [19 octobre 1972] (p. 4248).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — III. — SANTÉ PUBLIQUE : *Problème des handicapés profonds adultes, institut médico-éducatif ; centres d'accueil pour adolescents et adultes* [3 novembre 1972] (p. 4645) ;

— du projet de loi relatif au paiement direct de la pension alimentaire : *Avantage de la procédure dite « de paiement direct » ; levée du secret professionnel ; projet qui ne distingue pas entre les cas ; solidarité familiale au profit de la femme divorcée ; responsabilité de la collectivité nationale en ce qui concerne les personnes âgées ; sa demande de révision des règles actuelles qui permettent la récupération de certains avantages sociaux sur les créanciers de pensions alimentaires ou sur la succession de l'intéressé ; propose de ne pas privilégier la demande de paiement direct fournie par une administration publique ; problème du débiteur insolvable ; projet qui devrait être complété par un système de garantie collective dans les cas sociaux les plus graves ; services de l'aide sociale ; son analyse des trois propositions de loi prévoyant l'institution d'un fonds de garantie des pensions alimentaires* [5 décembre 1972] (p. 5850 et 5851) ; *revalorisation annuelle automatique du montant des pensions alimentaires ; intervention, pour tous les cas sociaux, de l'aide sociale ou du fonds d'action sanitaire et social des caisses d'allocations familiales* (p. 5852).

CHAMANT (Jean)

Député de l'Yonne
(2 circonscription)
R.I.

MINISTRE DES TRANSPORTS
du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969
et du 7 janvier 1971 au 5 juillet 1972.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [2 avril 1970] (p. 750).

Est nommé Ministre des Transports (Gouvernement Couve de Murville), décret du 12 juillet 1968 [*J.O.* du 13 juillet 1968] (p. 6659).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 12 août 1968, de son mandat de député [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7917) [24 septembre 1968] (p. 2847).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre des Transports (Gouvernement Couve de Murville), décret du 20 juin 1969 [*J.O.* du 21 juin 1969] (p. 6288).

L'Assemblée prend acte de son élection [21 octobre 1969] (p. 2772, 2797).

Figure sur la liste des députés n'appartenant à aucun groupe [21 octobre 1969] (p. 2797).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [30 octobre 1969] (p. 3147).

Est nommé Ministre des Transports (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 7 janvier 1971 [*J.O.* du 8 janvier] (p. 292), [2 avril 1971] (p. 835).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 7 février 1971, de son mandat de député [*J.O.* du 9 février 1971] (p. 1400).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre des Transports (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Dépôts :

Son projet de loi sur les transports maritimes d'intérêt national, n° **282** [2 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1406) autorisant l'approbation de l'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat espagnol relatif aux exemptions fiscales accordées aux institutions culturelles des deux pays situées sur le territoire de l'autre, signé à Madrid, le 7 février 1969, n° **1495** [4 décembre 1970].

Son projet de loi relatif à certains personnels de l'aviation civile, n° **1613** [2 avril 1971].

Son projet de loi relatif à l'institution d'un versement à la charge de certains employeurs dans la région parisienne, n° **1732** [18 mai 1971).

Interventions :

En qualité de Ministre des Transports :

Répond aux questions orales sans débat de MM. Christian Bonnet et Mauger relatives à la campagne sardinière 1968 [4 octobre 1968] (p. 3064).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi sur la chasse maritime : *Harmonisation de la réglementation de la chasse maritime avec l'ensemble des dispositions du Code rural concernant la chasse* [15 octobre 1968] (p. 3300) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'exploration du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles : *Ressources du sous-sol marin ; droit de souveraineté sur le plateau continental ; problème de l'autorisation pour l'exercice de toute activité d'exploration et d'exploitation* [15 octobre 1968] (p. 3301, 3302) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (les marins qui travaillent à bord des installations doivent continuer à bénéficier des dispositions du Code du travail maritime en ce qui concerne les maladies et blessures ainsi que le rapatriement)* (p. 3302) ;

— du projet de loi relatif à la situation juridique des artistes du spectacle et des mannequins. Article unique : *Problème des royalties ; application de l'article 98, alinéa 5 du Règlement de l'Assemblée Nationale* [15 octobre 1968] (p. 3305) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, TRANSPORTS-MARINE MARCHANDE : *Ses observations sur l'école de Paimpol* [31 octobre 1968] (p. 3780) ; *ramassage des coquillages ; importation de crevettes grises hollandaises* (p. 3782) ; *place de la pêche dans les structures gouvernementales* (p. 3786) ; *prix d'intervention du F.E.O.G.A.* (p. 3787) ; *problèmes de la marine marchande ; augmentation des crédits ; dépenses en capital ; centre administratif de Saint-Servan ; centre de l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes de Nantes ; laboratoire de la Réunion ; réorganisation des circonscriptions maritimes ; division du territoire français en 22 circonscriptions maritimes regroupées en quatre régions ; situation de l'établissement national des invalides de la marine ; problème de l'armement ; modernisation de la flotte française ; retrait progressif des paquebots ; ses observations sur les formes d'aide accordées par l'Etat à l'armement ; remboursement par l'Etat de la taxe de cinq pour cent sur les salaires ; accords de Grenelle ; dispositions du traité de Rome ; problèmes du cabotage ; situation des compagnies maritimes d'économie mixte ; problème de l'emploi ; reclassement dans des emplois à terre ; effet des réformes et des mises à la retraite ; ses observations sur la convention marine marchande-affaires sociales ; mise en place de la commission nationale de l'emploi destinée à prévoir les mouvements d'effectifs dans la flotte ; mise en place d'un bureau central de la main-d'œuvre maritime ; difficultés des chantiers navals ; commandes passées par les armateurs français ; situation des chantiers de Bordeaux* (p. 3787 à 3790) ; *affrètement des navires étrangers ; problème des pêches ; politique communautaire des pêches ; industrie de la pêche ; problème des structures internes de la profession ; organisation des marchés ; action des F.R.O.M. ; problèmes propres à la Bretagne ; pêche artisanale ; question d'une loi-programme concernant la pêche* (p. 3790 à 3792) ; AVIATION CIVILE : *Aérodrome de Cherbourg* [6 novembre 1968] (p. 4049) ; *problème de la construction d'un immeuble destiné à abriter l'ensemble des services du secrétariat général à l'aviation civile ; problème des bourses accordées à ceux qui fréquentent les aéro-clubs ; question du bruit ; facilités qui doivent être accordées aux pilotes militaires pour accéder à la conduite d'avions civils ; situation de l'aéroport de Paris ; problème de la facilité de sa desserte ; question d'une desserte ferroviaire à partir de la gare d'Orsay ou de la gare d'Austerlitz ; solution du prolongement de la ligne de métro n° 5 ; situation des deux*

compagnies françaises Air-France et Air-Inter ; conséquences des grèves de mai et juin ; problèmes d'investissements d'Air-France ; nécessité pour Air-France d'investir, dans le domaine hôtelier ; perspectives du trafic ; situation d'Air-Inter ; participation des collectivités locales à l'effort de cette compagnie ; déficit de la compagnie ; convention qui la lie à l'Etat ; avenir de la construction aéronautique française ; place de charge de l'industrie aéronautique ; intérêt des Américains pour le Bréguet 941 ; Projet Mercure ; opération Concorde ; date du premier vol supersonique du Concorde ; projet Airbus ; fabrication du 941 ; autorisation pouvant être donnée à Sud-Aviation de construire cinq Caravelle nouvelles ; nombre des Caravelle invendues ; ses observations sur l'appareil supersonique civil S.S.T. [6 novembre 1968] (p. 4049 à 4053) ; TRANSPORTS-SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES : *Projet de réforme intéressant la S.N.C.F. ; rapport Nora ; rôle de la S.N.C.F. ; évolution de la politique européenne des transports ; normalisation des comptes de la S.N.C.F. ; évolution des transports routiers de voyageurs ; conclusions de la commission Coquand ; projet de réforme relatif à la société nationale des chemins de fer ; problèmes intéressant la batellerie ; plan d'assainissement de la batellerie ; transports intéressant la région parisienne ; ses observations sur les couloirs réservés aux véhicules de la R.A.T.P. ; question du réseau souterrain ; réseau express régional ; budget de la R.A.T.P. ; sa modernisation ; problème des accidents de la route* [7 novembre 1968] (p. 4118 à 4120) ;

— du projet de loi adopté par le Sénat, portant modification de la loi n° 65-956 du 12 novembre 1965 sur la responsabilité civile des exploitants de navires nucléaires : *Ses observations sur les paroles de M. Foyer* [20 novembre 1968] (p. 4754) ;

— du projet de loi sur les transports maritimes d'intérêt national : *Ses observations sur ce texte* [20 novembre 1968] (p. 4755) ; Art. 1er, 2 et 4 : *Ses observations sur les amendements de M. Miossec* (p. 4755, 4756) ; en deuxième lecture : *Nécessité de rendre permanentes des dispositions d'ordre législatif qui n'avaient qu'un caractère temporaire* [8 mai 1969] (p. 1318) ;

En qualité de député :

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat espagnol relatif aux exemptions fiscales accordées aux institutions culturelles des deux pays situées sur le territoire de l'autre, signé à Madrid le 7 février 1969, en qualité de *Rapporteur : Nature des droits et redevances dont l'exemption est prévue* [9 décembre 1970] (p. 6337).

En qualité de Ministre des Transports :

Répond à la question d'actualité de M. Dardé relative au projet « Concorde » [7 avril 1971] (p. 937).

Répond à la question d'actualité de M. Léon Feix relative aux transports en commun [7 avril 1971] (p. 938).

Répond à la question d'actualité de M. Sauzedde relative à la liaison ferroviaire avec l'Auvergne [16 avril 1971] (p. 1184, 1185).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à certains personnels de l'aviation civile : *Ses observations sur le protocole du 16 juillet 1970* [28 avril 1971] (p. 1511) ; *son opposition à la question préalable* (p. 1512) ; *problème de la promotion ; création du corps des ingénieurs des études et d'exploitation* (p. 1513) ; *avantages de traitement offerts à ces ingénieurs ; problème du droit de grève ; servitudes consécutives aux problèmes de sécurité en matière de navigation aérienne ; âge de la retraite ; problèmes concernant certains cas particuliers* (p. 1514) ; Art. 1er : *Nature juridique du classement hors catégorie d'un corps de fonctionnaires* (p. 1515, 1516) ; Art. 3 : *Commission Cahen-Salvador ; son opposition à l'amendement de M. Stehlin* (p. 1516, 1517).

Répond à la question d'actualité de M. Cazenave relative à la situation des ostréiculteurs [5 mai 1971] (p. 1647, 1648).

Répond à la question d'actualité de M. Christian Bonnet relative aux intérêts de la pêche française [12 mai 1971] (p. 1816).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'institution d'un versement à la charge de certains employeurs dans la région parisienne : *Ampleur du problème des déplacements ; problème de la coexistence entre services collectifs et véhicules individuels ; planification urbaine ; problème des investissements ; réalisation d'infrastructures nouvelles dans les agglomérations de Paris, Marseille et Lyon ; construction de voies rapides urbaines ; développement et recherche de*

nouvelles techniques de transports ; réalisation de lignes expérimentales dans trois ou quatre grandes agglomérations ; amélioration de la qualité du service rendu à la clientèle ; recherche d'une gestion plus efficace au sein des entreprises de transports collectifs dans la région parisienne ; réduction des charges qui pèsent sur l'Etat et les collectivités locales [25 mai 1971] (p. 2031) ; *effort en matière d'autoroutes radiales permettant la desserte des villes nouvelles ; constructions de rocades facilitant les déplacements de banlieue à banlieue ; autoroute A 4, de Paris à Villiers-sur-Marne ; autoroute A 15 de Paris à Pontoise ; raccordement de l'autoroute de l'Ouest au boulevard périphérique ; autoroute A 86 ; autoroute A 87 ; doublement de l'autoroute du Nord, de Noisy-le-Sec à l'aéroport de Roissy-en-France ; amélioration de la capacité et du confort sur les réseaux ferrés ; achèvement du tronçon central du réseau express régional ; problème de la gare de Lyon ; desserte ferrée de la vallée de la Marne et des villes nouvelles d'Evry, de Cergy et de Saint-Quentin-les-Yvelines ; prolongement de la ligne de métro n° 8 ; réalisations mises en service, au cours de la période 1971-1973 ; capacité de transport du métro ; expérience de départs programmés ; problème de la S.N.C.F.-banlieue ; contrat de programme avec la R.A.T.P.* (p. 2032) ; *définition d'une politique tarifaire à court terme ; montant des investissements consentis par l'Etat et les collectivités locales ; normalisation des comptes en matière de fiscalité et des charges de retraite ; majoration des tarifs de transport ; mécanisme du versement prévu par le projet de loi* (p. 2033) ; *problème de la prolongation de la ligne de Sceaux jusqu'au Châtelet ; ses observations sur les prolongements de lignes envisagés* (p. 2041) ; *montant des investissements de confort et de capacité qui seront réalisés au cours du VI^e Plan* (p. 2044) ; *taux du versement ; charge pesant sur les employeurs de la région parisienne ; modèle d'urbanisation ayant servi de base à l'action gouvernementale en matière de transports parisiens ; cas des départements de la grande couronne ; problème des villes nouvelles* (p. 2045, 2046) ; *autorisations de programme prévues dans le VI^e Plan ; perception de la T.V.A. sur la subvention d'équilibre et sur les avances consenties par le district aux entreprises de transports ; emprunts de la R.A.T.P. au cours du VI^e Plan ; répartition des charges entre l'Etat et les collectivités locales et entre l'Etat et le district ; problème de l'extension du projet de loi aux agglomérations provinciales de plus de 100.000 habitants ; aspect social du problème des transports en commun dans la région parisienne* (p. 2047) ; Art. 1^er : *Question de la fixation du montant de la taxe par la loi de finances* (p. 2048) ; *assiette du versement institué par le projet de loi ; situation des petites entreprises ; rôle de l'U.R.S.S.A.F.* (p. 2048, 2049) ; *détermination du poids de la taxe pesant sur les employeurs* (p. 2049, 2050) ; *ses observations sur le paramètre « salaires » ; assujettissement à la loi des entreprises du secteur nationalisé et des administrations publiques* (p. 2050) ; *problème de l'extension du champ d'application de la loi aux personnes privées qui emploient des salariés dans les agglomérations urbaines de plus de cent mille habitants ; coût des transports dans les agglomérations de province* (p. 2051) ; *possibilité de faire une enquête sur le coût des transports en province* (p. 2052) ; *affectation du produit du versement ; financement des dépenses d'investissement du réseau express régional* (p. 2052, 2053) ; Art. 3 : *Dépôt d'un projet de loi tendant à créer une autorité unique en matière de transport dans la région parisienne* (p. 2055) ; *exemption du versement de la contribution* (p. 2056) ; *problème du versement du produit de la contribution au district de la région parisienne ; ses observations sur le syndicat des transports de la région parisienne* (p. 2056) ; Art. 5 : *Entrée en vigueur de la loi ; majoration des tarifs des transports* (p. 2058) ; *sa demande d'un scrutin public* (p. 2059) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [23 juin 1971] (p. 3297) ; Art. 1^er : *Son amendement : « Sont exemptées de ce versement les fondations et associations reconnues d'utilité publique, à but non lucratif, dont l'activité est de caractère social »* (p. 3297) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3297) ; Art. 3 : *Son amendement tendant au 3^e alinéa de cet article à insérer, entre le mot « assuré » et l'adverbe « intégralement » les mots : « le logement permanent sur les lieux de travail et effectué »* (p. 3298) ; *ses observations sur le rappel au règlement de M. Fouchier* (p. 3298) ; *notion de transports « collectifs »* (p. 3298) ; *remboursement de la cotisation* (p. 3298) ; *ses observations sur les explications de vote* (p. 3300) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant modification des articles 189 et 191 du Code du domaine public fluvial et de la

navigation intérieure : *ses observations sur ce texte* [26 mai 1971] (p. 2096).

Répond à la question d'actualité de M. Collière relative à l'ostréiculture [4 juin 1971] (p. 2389, 2390).

Répond à la question d'actualité de M. Barbet relative à la grève à la S.N.C.F. [18 juin 1971] (p. 3129, 3130).

Répond à la question d'actualité de M. Léon Feix relative, aux revendications des conducteurs du métropolitain [8 octobre 1971] (p. 4427, 4428).

Répond à la question d'actualité de M. Dardé relative au programme « Airbus » [15 octobre 1971] (p. 4616, 4617).

Répond à la question d'actualité de M. Wagner relative à la grève des conducteurs du métropolitain [15 octobre 1971] (p. 4619, 4620).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : TRANSPORTS TERRESTRES : *Plan Leber : répartition autoritaire du trafic entre le rail et la route* [6 novembre 1971] (p. 5452) ; *décision de réaliser le turbotrain sur une infrastructure nouvelle entre Paris et Lyon ; présence des représentants de la C.G.T. au conseil d'administration de la S.N.C.F. ; limitation des dépenses de fonctionnement ; progression des dépenses d'équipement ; augmentation des effectifs à l'aviation civile* (p. 5460) ; *problème des transports urbains ; ses observations sur le nouveau mode de transport Urba ; liaison entre Lille et la ville nouvelle d'Ascq ; problème des grandes villes de province ; problème de la fiscalité ; contrat de programme passé entre l'Etat et la R.A.T.P. ; subvention versée à la ville de Toulouse* (p. 5461) ; *problèmes posés par les transports parisiens ; responsabilités de la puissance publique et des entreprises de transport ; politique tarifaire ; effort en matière d'investissement ; distinction entre la S.N.C.F.-banlieue et la R.A.T.P.* (p. 5462) ; *desserte des villes nouvelles d'Evry, Cergy, Trappes, Saint-Quentin ; liaison par aérotrain entre Cergy et La Défense ; problème de l'arrêt à Sartrouville ; mise en service de la ligne de la branche Est du R.E.R. et de la section Défense-Etoile ; prolongement de la ligne n° 8 de Maisons-Alfort jusqu'au carrefour de l'Echat ; achèvement de la section Défense-Saint-Germain du R.E.R. ; prolongement de la ligne n° 13 jusqu'à Miromesnil* (p. 5463) ; *ses observations sur la situation de la S.N.C.F.* (p. 5463) ; *diminution de la subvention forfaitaire d'équilibre versée à la S.N.C.F. ; trafic des marchandises ; trafic des voyageurs ; transfert sur route de certains services omnibus de voyageurs ; exécution du contrat de programme pour 1972 ; problème de la sécurité routière* (p. 5464) ; *utilisation du « contrôlographe » ; ses observations sur l'essieu de treize tonnes ; ses observations sur le plan d'adaptation économique et social relatif à la batellerie* (p. 5465) ; Titre VI : *Libération de la zone courte ; contingent routier ; contrat de programme entre l'Etat et la S.N.C.F.* (p. 5465, 5466) ; MARINE MARCHANDE : *Ses observations sur les victimes du naufrage du bateau « Le Maori »* [15 novembre 1971] (p. 5676) ; *Société de sauvetage en mer ; régime spécial d'assurance maladie des marins ; régime de l'Etablissement national des invalides de la marine ; budget des pêches maritimes ; aide du F.E.O.G.A. ; politique d'aide à la construction de navires de pêche industrielle ; réglements communautaires relatifs à l'organisation des marchés et aux structures ; fonds régionaux d'organisation des marchés ; construction navale ; armement au commerce* (p. 5677) ; *situation de la flotte de commerce ; crédits affectés aux deux compagnies d'économie mixte ; conséquences de la crise monétaire sur l'armement au commerce* (p. 5678) ; Titre VI : *Ses observations sur les paroles de M. Bécam* (p. 5679) ; après l'art. 57 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (recouvrement du produit de la taxe par l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes)* (p. 5679) ; *ses observations sur la taxe destinée à financer le contrôle sanitaire des conserves et semi-conserves de poissons* (p. 5679) ; AVIATION CIVILE : *Mise en service d'avions gros porteurs ; nécessité d'adapter nos moyens en personnel, en matériel et en infrastructure à l'expansion du trafic ; développement des industries aéronautiques et électroniques ; situation actuelle du transport aérien ; contrôle de la circulation aérienne ; crise du transport aérien ; concurrence entre les compagnies régulières et les compagnies de charters ; problèmes de l'environnement* (p. 5689) ; *lutte contre le bruit ; possibilité d'une loi-cadre à ce sujet ; situation de l'industrie aéronautique française ; programmes Airbus, Mercure et Concorde* (p. 5689) ; *problème du bruit fait par l'ap-*

pareil supersonique ; atterrissage de l'avion supersonique sur les aéroports américains ; coopération industrielle et technologique en vue de l'avion supersonique de la deuxième génération ; accord entre la S.N.E.C.M.A. et la General Electric (p. 5691, 5692) ; Titre VI : *Ses observations sur la décision d'Air Inter de faire une escale avant Quimper* (p. 5692) ; *ses observations sur le Concorde et les paroles de M. Servan-Schreiber ; ses observations sur l'article de M. Servan-Schreiber dans* le Monde (p. 5693) ; *prix du billet sur le Concorde ; programme Airbus ; réalisation de l'avion supersonique de la deuxième génération* (p. 5694) ;

— du projet de loi modifiant les dispositions du Code de l'aviation civile relatives à la compétence des tribunaux français pour connaître des actes accomplis à bord des aéronefs ou à l'encontre de ceux-ci : *Ses observations sur ce texte* [27 juin 1972] (p. 2855) ;

— du projet de loi complétant l'article 462 du Code pénal : *Ses observations sur l'article 462 du Code pénal* [27 juin 1972] (p. 2856).

Répond à la question d'actualité de M. de La Malène relative à l'interconnexion S.N.C.F.-R.A.T.P. [30 juin 1972[(p. 3050, 3051).

Répond à la question d'actualité de M. Nungesser relative au réseau express régional [30 juin 1972] (p. 3051).

CHAMBON (Jean)

Député du Pas-de-Calais
(2e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 402) tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie [18 novembre 1968] (p. 4672) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texsur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant régime fiscal de certains investissements dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière [24 juin 1971] (p. 3408) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile [28 novembre 1972] (p. 5718) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Son rapport fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 392) autorisant l'approbation de l'arrangement international sur les céréales de 1967 comprenant la convention relative au commerce du blé et la convention relative à l'aide alimentaire signées le 27 novembre 1967, **n° 464** [19 novembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 1381) complétant et modifiant le Code rural en ce qui concerne l'industrie de l'équarrissage, **n° 2094** [2 décembre 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — I. — SERVICES GÉNÉRAUX. — RECHERCHE SCIENTIFIQUE : *Dispersion des crédits dans de nombreux ministères ; importance donnée à la recherche fondamentale par rapport à la recherche appliquée ; stimulation des industries de pointe ; développement de l'information ; recherche spatiale ; vente de centrales nucléaires à l'étranger ; recherche océanographique ; exigence d'une coopération européenne ; recherche sur le cancer ; ses observations sur les échanges d'étudiants entre Etats ; répartition des instituts de recherches effectuée par l'I.N.R.A.*]19 novembre 1968] (p. 4686, 4687) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'arrangement international sur les céréales de 1967 comprenant la Convention relative au commerce du blé et la convention relative à l'aide alimentaire signées le 27 novembre 1967, en qualité de *Rapporteur : Contribution de l'Etat français aux dépenses de soutien du marché des céréales ; recherche de certaines variétés de céréales qui pourraient mieux que d'autres s'acclimater sous nos latitudes ; ses observations sur la campagne 1968-1969 ; octroi de céréales aux pays sous-développés* [28 novembre 1968] (p. 4930) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant modification de diverses dispositions du Code minier, Art. 34 : *Durée de l'exploitation* [16 décembre 1969] (p. 4981) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Ses observations sur l'exode rural ; soutien des prix de la production agricole ; prix du lait* [16 juin 1970] (p. 2726, 2727).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative au revenu des producteurs de lait et de viande et aux revendications des petits et moyens agriculteurs : *Nécessité d'assurer une juste rétribution aux producteurs de lait ; augmentation du prix communautaire ; taux et perception de la taxe sur les huiles végétales versée au B.A.P.S.A. ; importations de graisses et d'huiles d'animaux marins servant à la fabrication de la margarine ; importations de l'huile de tournesol ; augmentation du prix des tourteaux* [16 octobre 1970] (p. 4391, 4392).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.-M.A. ET B.A.P.S.A. : *Exode des agriculteurs actifs ; généralisation de l'indemnité viagère de départ ; détaxation de l'essence ; problème de l'équarrissage ; possibilité de créer un périmètre réservé autour de chaque établissement d'équarrissage afin d'en assurer la rentabilité* [7 novembre 1970] (p. 5341) ; *aménagement de l'espace rural ; exemple de la région agricole de l'Artois* (p. 5342) ;

— du projet de loi relatif au corps des vétérinaires biologistes des armées : *Missions du service vétérinaire et biologique des armées ; constitution d'un corps de réserve de vétérinaires ; discrimination entre, d'une part, les étudiants en médecine, en pharmacie, en dentisterie et, d'autre part, les étudiants vétérinaires* [11 mai 1971] (p. 1789) ; Art. 5 : *Organisation du corps de réserve* (p. 1791) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Problèmes agricoles ; causes de la désertion du monde agricole* [16 juin 1971] (p. 3012).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au soutien à la production des pommes de terre [18 juin 1971] (p. 3128, 3129).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés : *Disparition de certaines activités artisanales ; évocation d'un exemple pris dans la circonscription de l'orateur* [18 mai 1972] (p. 1684, 1685) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Bilan positif ; améliorations catégorielles ; rapports entre le Gouvernement et les anciens combattants ; combattants d'Afrique du Nord ; revalorisation de la retraite du combattant de 1939-1945 ; retraite professionnelle anticipée des anciens prisonniers de guerre ; commission médicale chargée d'étudier la pathologie des prisonniers de guerre ; attribution des décorations* [2 novembre 1972] (p. 4568) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Retards de réalisation du remembrement dans son dé-*

parlement ; enseignement agricole ; production de protéines à partir de levures cultivées [15 novembre 1972] (p. 5215, 5216).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Maurice Faure, Pierre Villon, Fouchier, Bricout, Bertrand Denis relatives aux problèmes de la viande : *Conditions indispensables pour assurer la réussite de l'Office de la viande* [1er décembre 1972] (p. 5833).

CHAMBRUN (Charles de)

Député de la Lozère
(2e circonscription)
App. U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] 750).

Est élu vice-président de cette Commission [16 juillet 1968] (p. 2251), [3 avril 1970] (p. 786).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE : *Indique au Ministre qu'il déposera une question écrite sur un sujet assez technique* [13 novembre 1970] (p. 5475) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : TRANSPORTS - AVIATION CIVILE : *Ses observations sur le Concorde ; programme Airbus* [15 novembre 1971] (p. 5682).

CHANDERNAGOR (André)

Député de la Creuse
(2e circonscription)
F.G.D.S., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel tendant à modifier et à compléter le règlement de l'Assemblée Nationale [8 novembre 1968] (p. 4217).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à la création d'un établissement public chargé de l'information et des études économiques, **n° 1814** [9 juin 1971].

Sa proposition de loi tendant à la création d'un délégué parlementaire à la liberté, **n° 2715** [6 décembre 1972).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Ses observations sur les événements de Tchécoslovaquie ; pacte de Varsovie ; poussée des nationalismes à l'Est ; tentatives de dégel idéologique intérieur ; conférence de Karlovy-Vary ; date de l'explosion de la première bombe française à hydrogène ; ses observations sur la détente ; situation au Moyen-Orient* [2 octobre 1968] (p. 2980, 2981).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Intervention militaire soviétique en Tchécoslovaquie ; politique de la Yougoslavie ; Vietnam ; possibilité d'un règlement d'ensemble entre Américains et Russes ; ses observations sur l'Europe ; adhésion des trois partis britanniques au comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe ; construction européenne ; ses observations sur*

le budget ; information de la France ; problème des bourses ; aide multilatérale ; ses observations sur les institutions spécialisées [7 novembre 1968] (p. 4088, 4089).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Neuwirth, Poudevigne et de Mme Prin relatives au financement et au développement des installations téléphoniques et du télex : *Causes de la situation actuelle ; nécessité d'investir massivement dès 1959 ; système critiquable des avances remboursables ; création envisagée par M. Giscard d'Estaing d'une compagnie nationale du téléphone ; révision et augmentation nécessaire des autorisations de programme ; inutilité de recourir au marché financier pour accroître les équipements téléphoniques ; notion de service public ; nécessité de modifier l'ordre de priorité dans le budget français ; déclaration de M. Chalandon dans* le Monde *sur le budget de 1970* [17 octobre 1969] (p. 2754, 2755, 2756).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la réforme des finances locales [10 avril 1970] (p. 945, 946).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Ses observations sur le 25e anniversaire de l'Organisation des Nations-Unies ; ses observations sur le Proche-Orient et l'Indochine ; non-ratification par la France de certains traités, par exemple du traité de non-prolifération des armes nucléaires ; attitude de la France à l'égard des régimes de dictature, notamment de la Grèce ; politique unilatérale de livraisons d'armes ; abstention de la France au comité des ministres du Conseil de l'Europe quand ce dernier a condamné le régime des colonels grecs ; ses observations sur l'existence libre et souveraine d'Israël ; livraisons d'armes à la Libye ; relations franco-américaines ; retour de la France à l'U.E.O. ; importance de l'indépendance économique de la France ; réunion d'une conférence européenne de sécurité ; problème des investissements américains ; nécessité d'une Europe économique et monétairement unie pour obtenir le consentement américain à la révision d'un système monétaire ; Europe politique ; ses observations sur la conférence de La Haye ; recherche de toutes solutions en fonction du socialisme démocratique* [28 avril 1970] (p. 1336 à 1339).

Mise au point au sujet de son vote sur l'ensemble du projet de loi portant réforme hospitalière [8 décembre 1970] (p. 6243).

Son rappel au Règlement : *Dépôt d'une proposition de résolution tendant à l'ouverture d'une procédure d'enquête parlementaire sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier* [2 octobre 1971] (p. 4212).

Pose à M. le Ministre de la Justice une question orale sans débat relative aux incompatibilités parlementaires [8 octobre 1971] (p. 4432, 4433, 4438, 4439).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : AFFAIRES ETRANGÈRES ET COOPÉRATION : Son rappel au règlement : *Ses observations sur le déroulement du débat ; rôle du Parlement* [3 novembre 1971] (p. 5227) ; *admission de la Chine à l'O.N.U. ; politique française à l'égard des Etats-Unis, de l'O.N.U., du Canada ; non-participation de la France aux négociations et accords de désarmement ; non-ratification de la convention européenne des droits de l'homme ; ventes d'armes à l'étranger* (p. 5233, 5234) ; *contrats passés avec la Libye ; aide militaire au Tchad ; politique méditerranéenne ; politique européenne d'indépendance ; décision du gouvernement allemand de laisser flotter le mark* (p. 5235) ; *élargissement de la Communauté ; création d'un organisme d'exécution dépendant du comité des gouverneurs des banques centrales des Six pour gérer les réserves monétaires de la Communauté* (p. 5236) ; *ratification de la convention européenne des droits de l'homme* (p. 5251).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat relative aux bureaux de la Banque de France [19 novembre 1971] (p. 5985, 5986).

Son rappel au règlement : *Rôle de contrôle du Parlement ; constitution d'une commission d'enquête sur les rapports de l'immobilier avec l'argent et la politique* (*«La garantie foncière»*) ; *application de la loi sur les incompatibilités* [26 novembre 1971] (p. 6154, 6155).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution de M. Mitterrand et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier : *Ses obser-*

vations sur le rapport ; problème de la recevabilité de la demande [10 décembre 1971] (p. 6641) ; *application de la législation actuelle* (p. 6642) ; *enquête sur l'affaire Ben Barka ; composition de la commission d'enquête* (p. 6642) ; *pouvoirs du Parlement* (p. 6643) ;

— du projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel à l'accord du 12 septembre 1963, créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie, du Protocole financier, de l'accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et de l'acte final avec des annexes, signés à Bruxelles le 23 novembre 1970 : *Vote du groupe socialiste* [14 décembre 1971] (p. 6730) ;

— du projet de loi portant statut général des militaires. Art. 9 : *Création d'associations professionnelles pour la défense collective des intérêts ; retire l'amendement de M. Delorme* (p. 1285).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Le Douarec : *Rôle du bureau* [3 mai 1972] (p. 1284).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Gosnat, de Préaumont, Achille-Fould, Delorme et Griotteray relatives à l'O.R.T.F. : *Crise de l'O.R.T.F., aspect d'une crise plus générale de l'Etat ; utilité des commissions d'enquête ; rapport Paye ; absence de sanctions prises après le scandale des abattoirs de La Villette ; situation de M. Rives-Henrys et de M. Dechartre ; multiplication des pouvoirs parallèles ; Havas-Conseil-Relations publiques ; nécessité de restaurer l'Etat républicain en rendant au service public son sens et sa dignité* [10 mai 1972] (p. 1493, 1494, 1495).

Prend part à la discussion du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française : *Utilité des commissions d'enquête ; statut de 1964 composition du conseil d'administration ; désignation par le Gouvernement de la majorité des membres du conseil d'administration* [15 juin 1972] (p. 2521) ; *rapport de la Commission Paye ; autonomie de l'O.R.T.F. ; son opposition à la publicité* (p. 2522) ; *droit de grève du personnel* (p. 2523) ; art. 5 : *Retrait de son amendement déposé à cet article* [16 juin 1972] (p. 2608) ; Art. 6 : *Son amendement (composition du conseil d'administration)* (p. 2608) ; *ses observations* (p. 2608, 2609) ; Art. 7 : *Ses amendements* (p. 2611) ; *notion d'objectivité* (p. 2611) ; Art. 8 : *Son amendement relatif au cas où des informations diffusées par l'Office porteraient atteinte à l'honneur et à la réputation d'une personne physique ou morale* (p. 2611) ; *droit de réponse pour les personnes morales* (p. 2612) ; Art. 9 : *Son amendement relatif au choix du président-directeur général* (p. 2613) ; *retrait de son amendement* (p. 2613) ; *retrait de son nouvel amendement* (p. 2613) ; Art. 11 : *Son amendement (temps mensuel accordé sur les antennes de l'O.R.T.F. aux partis politiques et organisations syndicales représentatives)* (p. 2615) ; *ses observations* (p. 2615) ; *son amendement (cas de cessation concertée du travail* (p. 2616) ; *exercice du droit de grève* (p. 2616, 2617) ; *son vote contre cet article* (p. 2617) ; Art. 14 : *Suppression de la publicité* (p. 2620, 2621) ; seconde délibération, Art. 14 : *Volume de la publicité à l'O.R.T.F.* (p. 2624).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : explication de vote sur la motion de censure : *Art. 49 de la Constitution ; la liberté d'expression et la garantie d'objectivité de l'information* [5 octobre 1972] (p. 3934) ; *moyens de contrôle du Parlement ; missions auprès des principaux ministres ; motifs économiques et sociaux de la motion de censure ; nécessité de changements profonds des structures* (p 3935).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie de certaines infractions : Art. 1er : *Sa défense de l'amendement de M. Lagorce afin d'étendre l'amnistie à tous les auteurs de délits identiques ; existence d'autres types de conflits ; problème des jeunes* [17 octobre 1972] (p. 4194) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973 ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES ; *Résultats de la conférence au sommet des Neuf ; effort spatial européen* [16 novembre 1972] (p. 5277) ; *divorce entre l'Europe des communiqués et l'Europe réelle ; bilan du sommet de Paris ; entente sur le plus petit dénominateur commun dans le domaine économique et monétaire ; fonds européen de coopération monétaire ; politique commune de lutte contre l'inflation ; réforme du système monétaire international ; rapports pour l'environnement, le progrès so-*

cial, la politique régionale ; fonds de développement régional ; programme d'action sociale à l'horizon 1974 ; reconnaissance au comité économique et social du droit de rendre désormais des avis de sa propre initiative sur toutes les questions touchant au travail communautaire ; problème de la représentativité, de la démocratisation et du rôle de ce comité ; union européenne pour 1980 ; refus de la ratification européenne des droits de l'homme ; entrée de l'Espagne dans le Marché commun ; Europe des affaires, Europe des marchands (p. 5278, 5279) ; *ses observations à M. Habib-Deloncle sur les nuances à l'intérieur de la gauche mais aussi à l'intérieur de la majorité* (p. 5299).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Maurice Faure, Pierre Villon, Fouchier, Bricout, Bertrand Denis relatives aux problèmes de la viande ; *Raisons justifiant la création de l'O.N.I.B.E.V. par voie réglementaire (organisme consultatif et exécutant des décisions du Gouvernement)* [1er décembre 1972] (p. 5830) ; *simulacre de débat organisé au sujet de cette création* (p. 5831).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant l'article 17 de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense : *Sa question préalable : création de secteurs de sécurité autour des installations prioritaires de défense* [7 décembre 1972] (p. 5979) ; *compétence de l'autorité militaire pour contrôler l'ordre public dans ces secteurs ; problème des garanties du citoyen ; notion de « menace » ; définition d'une installation prioritaire de défense* (p. 5980) ; *absence de contrôle parlementaire ; application de l'article 21 de la Constitution* (p. 5981) ;

— du projet de loi instituant un médiateur ; *Source des pouvoirs du médiateur conçu comme un des moyens de l'exercice du contrôle parlementaire ; proposition socialiste de délégué parlementaire à la liberté; nomination du médiateur ; sa mission ; sa saisine ; critiques du fonctionnement des juridictions et de l'utilisation des corps de contrôle* [14 décembre 1972] (p. 6206) ; *aurait préféré des attributions limitées mais des pouvoirs réels ; programme commun de la Gauche ; contrôle du Parlement et moyens du médiateur ; démarche auprès du ministre ; enquête ; connaissance du dossier limitée par la règle du secret ; interrogatoire du fonctionnaire sur autorisation préalable du ministre ; droit d'engager des poursuites disciplinaires et pénales ; rapport annuel ; sa proposition de saisine par rapport spécial au Président de la République et au Parlement ; faux-semblant de plus* (p. 6207, 6208) ; Art. 2 : *Son amendement : « Election du médiateur pour trois ans par une commission mixte paritaire, formée par trente membres des deux chambres élus à la proportionnelle des groupes »* (p. 6212) ; (*n'est pas adopté*) (p. 6213) ; Art. 5 : *Son amendement complétant cet article : « Si une personne est privée de liberté, elle peut adresser directement au médiateur des communications sous enveloppe scellée »*, (*retiré* (p. 6217) ; Art 10 : *Son amendement tendant à donner au médiateur des « pouvoirs d'investigation et la possibilité d'intenter une action devant les juridictions administratives ou judiciaires »* (*n'est pas adopté*) (p. 6219) ; *vote du groupe socialiste contre cet article* (p. 6219) ; Art. 11 : *Son amendement de suppression de cet article, amendement devenu sans objet* (p. 6220) ; Art. 12 : *Son amendement prévoyant que le « médiateur présentera un rapport annuel au Président de la République et au Parlement et qu'il pourra saisir ces mêmes autorités d'affaires dont il juge nécessaire de les informer »* (*pas adopté*) (p. 6220, 6221) ; seconde délibération du projet de loi ; Art. 2 : *Abstention du groupe socialiste sur tous les amendements restant en discussion ;* Art. 4 *bis* : *Portée de propagande électorale ; abstention de son groupe dans le vote final* (p. 6222).

CHAPALAIN (Jean-Yves)

Député de la Sarthe
(1re circonscription)
N.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212) ;

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [3 avril 1969] (p. 850) ;

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan

[2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission de contrôle de la gestion de l'Office de radiodiffusion-télévision française [20 décembre] (p. 7023).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à proroger pendant cinq années, à compter du 1er décembre 1967, les dispositions des articles 7 et 8 de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, n° 116 [19 juillet 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1969 : *Ses observations sur l'impasse ; demande comment elle sera comblée ; réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; élargissement des tranches d'imposition ; impôt sur les salaires ; produit global des droits de succession ; soutien des marchés agricoles ; aide aux agriculteurs ; ses observations sur l'article 7 concernant les droits de succession* [22 octobre 1968] (p. 3450).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Gabon, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Libreville le 21 avril 1966, en qualité de rapporteur pour avis suppléant : *Conventions conclues par la France avec les pays d'Afrique francophone au sein du Sahara ; notion d'établissement stable ; imposition des revenus distribués au niveau des bénéficiaires* [18 décembre 1968] (p. 5624) ;

— du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault : *Ses observations sur l'ordonnance d'août 1967 ; participation à la direction ; rôle du conseil d'administration ; représentation des salariés au sein de ce conseil ; représentation des syndicats ; importance de l'information ; mode de désignation des actionnaires ouvriers ; non-imposition des actions distribuées à l'impôt sur le revenu* [16 décembre 1969] (p. 4965) ; Art. 2 : *Son sous-amendement tendant dans l'amendement de M. Lecat, après les mots : « soit attribuée à des salariés » à ajouter les mots : « et à des retraités »* (p. 4969) ; *son amendement tendant après le mot : « salariés » à ajouter les mots : « et aux retraités »* (p. 4969) (p. 4969, 4970) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1971 : Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à supprimer le paragraphe 9 de l'amendement de M. Rivain et à compléter cet amendement par la disposition suivante : « La perte de recettes résultant de cette suppression est compensée par le maintien à 0,50 pour cent du prélèvement sur les banques et les établissements de crédit »* [22 octobre 1970] (p. 4519) ; *maintien des majorations de l'impôt sur le revenu créées en 1968 ; majoration de la décote en faveur des gens âgés et des handicapés ; problème de la taxation des bénéfices des banques* [22 octobre 1970] (p. 4519) ; *décisions prises en faveur des personnes âgées et des handicapés ; impôt sur les banques* (p. 4520) ; Art. 19 : *Fraude fiscale ; problème de la détermination des impôts d'un contribuable en partant de ses dépenses* (p. 4547) ; deuxième partie : ECONOMIE ET FINANCES. — II. — SERVICES FINANCIERS : *Lutte contre la fraude fiscale ; ses observations sur le fait que certains revenus importants ne sont pas touchés par l'impôt ; problème de l'égalité entre les salariés, les commerçants et les industriels ; moyens d'échapper à l'impôt sur le revenu* [17 novembre 1970] (p. 5677, 5678) ; Commission mixte paritaire : *Ses observations sur la délégation de vote de M. Rocard* [9 décembre 1970] (p. 6330) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972 ; Avant l'art. 3 : *Forfait en ce qui concerne les services* [21 octobre 1971] (p. 4739) ; Art. 6 : *Ses observations sur les sociétés de courses ; problème de la règle du butoir* (p. 4744, 4745) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : TAXES PARAFISCALES : *Ses observations sur la PROMAC (Promotion des articles chaussants)* [17 novembre 1971] (p. 5850) ; ECONOMIE ET FINANCES. — SERVICES FINANCIERS : *Ses observations sur ces services ; révision foncière des propriétés bâties et non bâties ; fraude fiscale ; emprunt Pinay ; révision du tableau des exonérations ; organisation des services financiers ; organisation à l'étranger de notre commerce extérieur ; nombre de nos conseillers à San Francisco* (p. 5869) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, après l'art. 10 : *Ses observations sur la patente* [7 décembre 1971] (p. 6466) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 4 : *Cas des sociétés qui organisent des manifestations sans but lucratif* [4 mai 1972] (p. 1357) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Insuffisance de la revalorisation de la retraite des anciens combattants de 1939-1945 ; rapport constant ; levée des forclusions ; commission chargée d'étudier les problèmes relatifs aux anciens combattants d'Afrique du Nord* [2 novembre 1972] (p. 4554, 4555).

CHARBONNEL (Jean)

Député de la Corrèze
(2e circonscription)
U.D.R.

MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE
du 6 juillet 1972 au 28 mars 1973

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu Président de cette Commission [*J.O.* du 27 janvier 1971] (p. 909), [6 avril 1971] (p. 924), [5 avril 1972] (p. 804).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur [30 octobre 1968] (p. 3763) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1970 [11 décembre 1969] (p. 4863) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948 relative à la cour de discipline budgétaire et financière [24 juin 1971] (p. 3408) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1972 [9 décembre 1971] (p. 6609).

Est élu vice-président de cette Commission [10 décembre 1971] (p. 6705).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1971 [15 décembre 1971] (p. 6809) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [23 juin 1972] (p. 2838) ;

Est élu vice-président de cette Commission [29 juin 1972] (p. 3017).

Est nommé Ministre du Développement industriel et scientifique (Gouvernement Messmer), décret du 6 juillet 1972 [*J.O.* du 7 juillet 1972] (p. 7059).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 6 août 1972, de son mandat de député [*J.O.* du 8 août 1972] (p. 8571).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre du Développement industriel et scientifique (Gouvernement Messmer), décret du 28 mars 1973 [*J.O.* du 29 mars 1973] (p. 3452).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et

du Plan, sur le projet de loi (n° 266) d'orientation de l'enseignement supérieur, n° 275 [1er octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341), annexe n° 13, Education nationale (fonctionnement), n° 359 [10 octobre 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822), annexe n° 15, Education nationale (fonctionnement), n° 835 [17 octobre 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376), annexe n° 16, Education nationale (fonctionnement), n° 1395 [14 octobre 1970].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur la recevabilité financière des amendements, n° 2064 [19 novembre 1971].

Sa proposition de loi portant organisation du marché de la viande, n° 2513 [30 juin 1972].

Interventions :

En qualité de Député :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Ses observations sur l'occupation militaire de la Tchécoslovaquie ; poursuite de la politique de détente et de coopération ; position du parti communiste face à l'agression soviétique ; politique des blocs ; système communiste n'étant pas compatible avec notre conception de la liberté ; coopération avec l'Etat ; ses observations sur les bombardements de Hanoï* [2 octobre 1968] (p. 2983 à 2985).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Ses observations sur l'article 20 ; caractère du projet de loi ; ses observations sur les fondations ; réforme des régions ; création de chaires de langues régionales ; consultation du conseil national de l'enseignement supérieur ; autonomie des établissements ; contrôle financier des établissements ; problème de l'approbation des budgets ; coût de la réforme ; contrôle a posteriori ; possibilité de réviser cette loi par le dépôt d'une loi complémentaire afin de réaliser plus pleinement l'autonomie financière des universités* [3 octobre 1968] (p. 3005 à 3007) ; Art. 20 : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Capelle, après les mots : « ils disposent » à insérer les mots : « en outre »* [10 octobre 1968] (p. 3215) ; *son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à substituer au mot « publiques » les mots : « et établissements publics »* (p. 3216) ; *ses observations sur son amendement ; retrait de son amendement* (p. 3216) ; *son sous-amendement tendant à rédiger ainsi le texte proposé par l'amendement de M. Capelle : « il communique l'ensemble du programme et l'échéancier des paiements »* (p. 3217) ; *son amendement tendant, dans le septième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « peuvent être utilisés » les mots : « sont utilisés »* (p. 3218) ; *ses observations sur les dépenses de fonctionnement, de matériel, les rémunérations de personnel ; ne pas utiliser les crédits de fonctionnement à des dépenses en capital* (p. 3218) ; *son amendement tendant, dans le septième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « ainsi qu'à recruter » les mots : « et le cas échéant à recruter »* (p. 3218, 3219) ; *recrutement des personnels* (p. 3219) ; *son amendement tendant à compléter le septième alinéa de cet article par la phrase suivante : « les crédits d'équipement sont destinés à couvrir les dépenses en capital »* (p. 3219) ; *nature des dépenses auxquelles les crédits de fonctionnement doivent être affectés* (p. 3219) ; *son amendement tendant, dans le neuvième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « recouvrer les recettes autorisées » les mots : « autoriser le recouvrement des recettes »* (p. 3219) ; *son amendement tendant à substituer aux deux derniers alinéas de cet article de nouvelles dispositions (contrôle administratif et financier des établissements)* (p. 3219) ; *ses observations sur les différents types de contrôle qui s'exercent sur les établissements ; tâches du contrôle financier* (p. 3220) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969 ; EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial :*

caractères du budget ; son volume ; sa progression ; accroissement des personnels ; enseignement supérieur ; caractère positif de la politique gouvernementale ; modernisation des méthodes d'enseignement ; rôle des instituts universitaires de technologie ; démocratisation de l'enseignement ; développement des laboratoires de langues vivantes ; création des instituts de recherche sur l'enseignement des mathématiques ; aménagement des études dans les écoles normales ; problème de l'orientation ; organisation générale du ministère ; ses observations sur l'enseignement primaire et l'enseignement technique ; problème de l'enfance inadaptée; question des transports scolaires ; œuvres universitaires ; crédits du C.N.R.S. [28 octobre 1968] (p. 3616 à 3618) ; *Commission des finances souhaitant que la discussion de l'amendement de M. de la Malène soit jointe au débat en cours* [29 octobre 1968] (p. 3681) ; Art. 57 : *Application de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur* (p. 3694).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Volonté réformatrice du Gouvernement ; nécessité de nationaliser l'Etat ; réforme du Sénat ; reconnaissance à l'Assemblée Nationale du pouvoir de décision en matière législative ; suppression de la navette ; rôle du Sénat ; sa consultation ; participation de représentants du Sénat aux travaux de l'Assemblée Nationale ; ses observations sur la participation ; problème de la pondération des représentations syndicales et professionnelles ; représentativité des organisations syndicales et professionnelles* [12 décembre 1968] (p. 5380, 5381) ;

— sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Ses observations sur le bilan des onze premières années de la Ve République ; conséquences des événements de mai de l'année dernière ; dévaluation du franc ; ses observations sur le ralentissement des dépenses d'équipement et des investissements en matière de recherche scientifique ; effort d'industrialisation ; réforme de l'Etat ; modification de nos structures sociales ; développement de la formation et de l'information du pays ; réforme de l'O.R.T.F. ; sa conviction que des réformes peuvent éviter les convulsions révolutionnaires* [16 septembre 1969] (p. 2258 à 2260).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970 ; EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial : Tâches de l'Education nationale ; caractère du budget ; nombre des effectifs scolarisés ; ses observations sur les bourses ; accroissement des mesures nouvelles ; formation de professeurs d'enseignement général des collèges ; transformation d'emplois d'instituteurs des classes de fin d'études en instituteurs spécialisés des classes de premier cycle ; création d'emplois dans les centres pédagogiques régionaux ; dépenses d'enseignement par rapport au produit national brut ; insuffisances du budget ; administration générale du ministère ; ses observations sur les services centraux ; enseignements supérieurs ; insuffisances dans l'enseignement technique ; transports scolaires ; nationalisations d'établissements d'enseignement secondaire ; insuffisances des bibliothèques ; ses observations sur les secteurs de la recherche scientifique ; sous-administration du ministère ; création d'une division de la programmation ; mise en œuvre de la loi d'orientation de l'enseignement supérieu ; information du Parlement sur l'état de l'université française ; instabilité pédagogique ; institution du tiers temps ; finalités fondamentales de l'enseignement* [12 novembre 1969] (p. 3572 à 3574).

Mise au point au sujet de son vote et du vote de MM. Bernasconi et René Ribière sur le scrutin de confiance [16 octobre 1970] (p. 4370).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EDUCATION NATIONALE: *Part de ce budget dans le budget de l'Etat* [14 novembre 1970] (p. 5539) ; *ses observations sur les bibliothèques ; aide de l'Etat aux collectivités locales ; problèmes posés par les constructions scolaires ; rythme des nationalisations des collèges d'enseignement supérieur ; transports scolaires ; effectifs des enseignants et des enseignés ; taux d'accroissement du budget ; réorganisation administrative du ministère ; utilité de connaître le coût des différentes formations possibles ; centres universitaires expérimentaux de Dauphine et de Vincennes ; rentrée des enseignements élémentaire et secondaire* (p. 5540) ; *formation des maîtres ; réforme de l'institut pédagogique national ; office national d'information ; ses observations sur le C.N.R.S. ; question du malaise universi-*

taire ; attitude de la majarité des syndicats d'enseignants et de certaines associations de parents d'élèves ; attitude des enseignants devant la mutation des systèmes d'éducation ; situation matérielle des enseignants (p. 5541) ; Après l'Art. 76 : *Demande que l'amendement du Gouvernement soit réservé* (p. 5587) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : Ses explications de vote : *Fidélité du VI[e] Plan au gaullisme ; unité et cohérence du Plan* [18 juin 1971] (p. 3120).

Ses observations sur le dépôt du rapport de la Cour des comptes : *Coopération entre celle-ci et le Parlement ; enquêtes faites par la Cour des comptes* [29 juin 1971] (p. 3504).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances pour 1972 : *Equipement collectif ; défense de l'emploi et de l'expansion ; prérogatives du Parlement ; justice sociale et fiscale ; lutte contre la fraude fiscale ; importance des services votés dans le budget ; conditions d'élaboration de notre droit budgétaire ; information du Parlement* [20 octobre 1971] (p. 4666) ; *difficultés qu'éprouvent les rapporteurs spéciaux à exercer leurs prérogatives ; possibilité pour la Commission des finances de charger le conseil national des impôts d'enquêtes fiscales ; application de l'article 40 de la Constitution ; taxes de récupération créées sous forme de cotisations parafiscales pour le budget annexe des prestations sociales agricoles ; règle du butoir en matière de T.V.A.* (p. 4667) ; première partie du projet de loi de finances pour 1972 : Après l'Art. 4 : *Opposition de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Boulloche* [21 octobre 1971] (p 4743) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : ÉCONOMIE ET FINANCES. — CHARGES COMMUNES : Après l'art. 57 : *Sa demande de réserver le vote sur l'amendement du Gouvernement* [17 novembre 1971] (p. 5828) ; Titre III : *Ses observations sur l'amendement de M. Mario Bénard* (p. 5829) ; *sa demande de réserver le vote sur le titre IV* (p. 5830) ; TAXES PARAFISCALES : *Ses observations sur les paroles de M. Bertrand Denis* (p. 5847) ; *sa demande de réserve des lignes 58 et 59* (p. 5849) ; Avant l'Art. 50 : *Son amendement (dépôt par le Gouvernement d'une annexe documentaire au projet de loi de finances ventilant par secteur les crédits figurant dans le projet ; dépôt d'une seconde annexe indiquant la répartition par secteur et par opération économique des crédits inscrits dans la loi de finances)* (p. 5886) ; *présentation « fonctionnelle » du budget de l'Etat* (p. 5886) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971 ; Après l'art. 10 : *Non-application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Sabatier* [7 décembre 1971] (p. 6458) ; *ses observations sur la non-application de l'article 40 de la Constitution au sous-amendement de M. Bonhomme* (p. 6469) ; Art. 10 : *Application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Charles Bignon* (p. 6475) ; Après l'art. 22 : *Ses observations sur les sous-amendements de M. Peyret* (p. 6477).

Ses observations sur l'ordre du jour et la discussion du projet de loi de finances rectificative [20 décembre 1971] (p. 6989).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1970 : *Caractère des débats sur les lois de règlement ; contrôle du Parlement* [6 juin 1972] (p. 2203) ; *écart entre les prévisions des lois de finances initiales et rectificatives et les résultats des lois de règlement ; équilibre du budget ; procédure des reports de crédits ; portée des observations de la Cour des comptes et du Parlement* (p. 2204) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier ; Art. 27 : *Concertation entre la Cour des comptes et la Commission des finances* [14 juin 1972] (p. 2484, 2485).

En qualité de Ministre :

Répond à la question d'actualité de M. Hubert Martin relative à la restructuration de la sidérurgie [20 octobre 1972] (p. 4269).

Répond à la question d'actualité de M. Cousté relative à l'effort spatial européen [27 octobre 1972] (p. 4467).

Répond à la question d'actualité de M. Rabourdin relative à l'aérodrome de Roissy-en-France [27 octobre 1972] (p. 4468).

Répond à la question d'actualité de M. Chazelle relative au bois de trituration [27 octobre 1972] (p. 4469, 4470).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Rôle de son Ministère en matière de recherche* [9 novembre 1972] (p. 4925) ; *budget présenté par objectifs (recherche fondamentale, recherches à finalité industrielle et recherches à finalité socio-économique) ; identité de présentation entre le budget et le Plan ; effort d'information du Parlement et progrès dans la technique de présentation budgétaire ; progression modérée des dépenses ; respect des orientations générales fixées par le VI^e Plan ; choix en faveur du développement de la recherche fondamentale et de la recherche socio-économique et stabilité des crédits de recherche à finalité industrielle ; aide aux petites entreprises ; politique d'ouverture sur la vie ; croissance des moyens des recherches consacrées aux sciences de la vie et aux sciences de l'homme* (p. 4926) ; *recherche sur les nuisances ; coopération européenne ; participation française aux grands programmes internationaux dans le domaine de l'espace, des calculateurs et dans les recherches électronucléaires ; Eldo ; Compagnie internationale pour l'informatique ; plan-calcul ; décentralisation ; création de postes en province ; action concertée pour la région Rhône-Alpes ; politique de développement industriel* (p. 4927) ; *programmes spatiaux et électronucléaires ; poursuite du programme français de calculateurs ; centre national d'exploitation des océans ; exécution du plan ; création de postes de chercheurs et de techniciens auxiliaires ; problème du contrôle des résultats de la recherche ; problème actuel du commissariat à l'énergie atomique ; constitution de filiales autonomes du commissariat* (p. 4928) ; *Bureau de recherches géologiques et minières ; réacteur à haut flux de Grenoble ; accélérateur nucléaire de Saclay ; animation et coordination de son ministère ; administration de mission pour les entreprises, moyennes et petites ; rôle d'accompagnement pour les grandes entreprises ; action industrielle dans les régions ; délégués à l'industrialisation* (p. 4929) ; *coopération industrielle européenne ; bâtir un monde industriel fait pour l'homme ; approvisionnement en matières premières et en énergie, impératifs de sécurité et de moindre coût ; politique active de prospection* (p. 4930) ; *groupe Elf-E.R.A.P. ; capacité nationale de raffinage ; développement de l'énergie nucléaire ; approvisionnement en uranium enrichi ; gaz naturel ; redressement de la situation financière de Gaz de France ; subvention aux Charbonnages de France ; possibilités d'emploi pour les mineurs* (p. 4931) ; *houillères du bassin de Lorraine ; amélioration des structures de l'industrie ; intervention de l'Institut de développement industriel ; sidérurgie ; Dunkerque, Fos-sur-Mer ; évolution de l'industrie chimique française ; crise de la potasse et des engrais, notamment azotés* (p. 4932) ; *industrie textile et industrie de l'habillement ; industrie mécanique, électronique « plan composants », « plan électronique professionnel » ; promotion de la petite et moyenne industrie* (p. 4933) ; *coopération internationale et européenne ; indépendance de la nation* (p. 4934) ; *ses réponses à M. Leroy-Beaulieu sur les importations de textiles ; accord international concernant l'ensemble des produits textiles et clauses de sauvegarde ; problème de la fixation des prix ; sa réponse à M. Cazenave sur la place des petites et moyennes industries et la dépendance du C.E.A. au B.A.R.P., à MM. Roger, Delelis et Roucaute sur la situation des houillères nationales* (p. 4943) ; *reconversion des mineurs, sa réponse à M. Duvat sur les salaires dans les mines et la retraite des mineurs ; revalorisation de la rente des anciens mineurs ayant moins de quinze ans de service ; sa réponse à M. Gissinger sur le mouvement de grève des mines domaniales de potasse d'Alsace ; rapports entre le ministère du développement industriel et les administrations chargées de l'aménagement du territoire ; industrialisation des villes moyennes et industrialisation du Grand Ouest français ; délégués régionaux à l'industrialisation ; sa réponse à M. Thillard sur les interventions de l'institut de développement industriel, à M. Delelis sur les dérogations aux implantations et les primes à la mobilité géographique, à M. de Bennetot sur la construction du centre de Brest, du centre national d'exploration des océans, du centre national d'études spatiales, à M. Védrines et M. Roucaute sur l'indépendance énergétique de notre pays* (p. 4944, 4945).

Répond à la question d'actualité de M. Bustin relative au conflit dans les mines de potasse d'Alsace [10 novembre 1972] (p. 5010).

Répond à la question d'actualité de M. Rabourdin relative à l'incendie de la raffinerie de la Plaine-Saint-Denis [24 novembre 1972] (p. 5650).

Répond à la question d'actualité de M. Hubert Martin relative à la protection sociale des mineurs effectuant des stages [1er décembre 1972] (p. 5815).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la création d'entreprises exerçant, sur le sol national, une activité d'intérêt européen en matière d'électricité : *Partage avec des partenaires européens « Italie, Allemagne » d'une expérience à l'échelle industrielle de centrales prototypes mettant en œuvre la technologie des réacteurs surrégénérateurs ; aménagement des dispositions de la loi de nationalisation de l'électricité et du gaz sans porter atteinte aux principes essentiels de cette loi ; moitié au moins du capital social conservé par E.D.F. ; commissariat à l'énergie atomique et sa filiale spécialisée Technicatome* [13 décembre 1972] (p. 6130, 6131) ; *ses observations à M. Michel Rocard à propos du surrégénérateur* (p. 6142), *à M. Boulloche concernant la collaboration entre E.D.F. et la C.E.A. ; Technicatome ; à MM. Boulloche et Cermolacce sur le risque de privatisation du commissariat à l'énergie atomique et de dénationalisation d'E.D.F.* (p. 6143) ; Après l'art. 1er : *Son accord aux deux amendements et au sous-amendement de M. Lebas* (p. 6146) ; Après l'art. 2 : *Son accord à l'amendement de M. Lebas* (p. 6146); Titre : *Son accord à l'amendement de M. Lebas apportant une nouvelle rédaction au titre* (p. 6147) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Icart, complétant la loi n° 71-584 du 16 juillet 1971, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779, 3°, du Code civil : *Proposition opportune* [13 décembre 1972] (p. 6148).

CHARIÉ (Pierre)

Député du Loiret
(3e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement relative à l'Education nationale : *Ses observations sur les événements du mois de mai : neutralité des écoles et des établissements publics* [25 juillet 1968] (p. 2574, 2575) ;

— sur la déclaration du Gouvernement sur la réforme de la Société nationale des chemins de fer français : *Exemple du Loiret ; possibilité d'intensifier la fabrication d'autorails confortables et rapides* [16 octobre 1969] (p. 2703).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant la loi n° 60-790 du 2 août 1960 tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux ou à usage industriel dans la région parisienne : *Politique du logement ; problèmes de la création de cantines et du ramassage des élèves ; coût de la création d'un emploi en province* [8 avril 1971] (p. 1002, 1003) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Achille-Fould portant interdiction et dissolution des associations ou groupements de fait provoquant à la haine raciste ; 2° de M. Edouard Charret tendant à la répression des discriminations raciales et de la provocation à la haine raciste ; 3° de M. Andrieux portant modification des articles 187 et 416 du Code pénal et tendant à réprimer pénalement la ségrégation ou les discriminations raciales ; 4° de M. Robert Ballanger tendant à réprimer la provocation à la haine raciste et à rendre plus efficace la législation sur la répression des menées racistes et antisémites ; 5° de M. Andrieux tendant à l'interdiction et à la dissolution des associations ou groupements de fait incitant à la haine raciste ; 6° de M. Chazelle tendant à compléter ou modifier les articles 187 et 416 du Code pénal afin de réprimer les actes de discrimination

ou de ségrégation raciales ou religieuses : *Ses observations sur les paroles de M. Ducoloné* [7 juin 1972] (p. 2284) ;

— du projet de loi relatif à la commercialisation des vins à appellation d'origine contrôlée, Art. 1er : *Ses observations* [29 juin 1972] (p. 3001).

Décédé le 12 mars 1973 [*J.O.* du 14 mars 1973] (p. 2784).

Son éloge funèbre est prononcé [2 avril 1973] (p. 730).

CHARLES (Arthur)

Député des Côtes-du-Nord
(1re circonscription)
N.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole [16 décembre 1968] (p. 5565) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi complétant certaines dispositions du titre 1er du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 1204) ; 2° le projet de loi relatif au bail rural à long terme (n° 1205) ; 3° le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) (n° 1206) ; 4° le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 1207) [11 juin 1970] (p. 2515) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles [19 décembre 1970] (p. 6734).

Dépôt :

Sa proposition de loi instituant un régime d'épargne foncière agricole, **n° 2532** [30 juin 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Loi d'orientation ; politique agricole devant favoriser une structure d'exploitation de type familial ; équilibre entre la production et les besoins ; problème des excédents ; formation du niveau des prix des denrées agricoles ; déficit agricole de la C.E.E. ; protection des producteurs européens dans le domaine des échanges avec des pays en voie de développement ; crédits du F.O.R.M.A. ; crédits destinés au remembrement ; actions du F.A.S.A.S.A. ; indemnité viagère de départ* [16 novembre 1968] (p. 4570, 4571) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole ; Art. 5 : *Son amendement tendant après le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 845-1 du Code rural à insérer le nouvel alinéa suivant : « pendant cette même période le preneur pourra résilier son bail en fin de période triennale au cours de laquelle il atteindra l'âge de la retraite retenu en matière d'assurance vieillesse des exploitants agricoles »* [10 décembre 1968] (p. 5300, 5301) ; *accorder aux preneurs des droits équivalents à ceux qui sont octroyés aux bailleurs* (p. 5301) ; *retrait de son amendement* (p. 5301) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Après l'art. 17 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Les taux de la taxe spéciale sur les huiles végétales fluides ou concrètes, instituée au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles par l'article 8 de la loi n° 62-1529 du 22 décembre 1962 sont fixés de façon à produire une recette de 120.000.000 de francs »* [29 octobre 1969] (p. 3056) ; *ses observations sur son amendement* [30 octobre 1969] (p. 3070) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A ET B.A.P.S.A. : *Bilan financier du F.E.O.G.A. ; définition*

d'une politique agricole ; plan Mansholt ; rapport Vedel ; équipements et modernisation de certaines régions ; travaux de remembrement ; amélioration foncière ; production de viande bovine et porcine ; caisses mutuelles de crédit libre ; attribution des bourses [18 novembre 1969] (p. 3926) ; Titre IV : *Bourses de formation professionnelle* [19 novembre 1969] (p. 4027) ;

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant simplifications fiscales, Art. 3 : *Conséquence du fait que tout exploitant doit faire à la mutualité sociale agricole une déclaration de mutation des terres qu'il exploite* [11 décembre 1969] (p. 4825) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1971 : Art. 8 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe : « Le bénéfice réel des exploitants agricoles est calculé sur la base des résultats comptables de trois années consécutives »* [22 octobre 1970] (p. 4524) ; *caractère de la production agricole ; calcul du bénéfice sur la base des résultats comptables de trois années consécutives* (p. 4524) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le deuxième alinéa (1°) du paragraphe II de cet article : « Une partie importante des recettes qui ne pourra être inférieure à 25 pour cent du chiffre d'affaires total, est soumise à titre obligatoire à la taxe sur la valeur ajoutée »* (p. 4525) ; *application du régime du bénéfice réel* (p. 4525) ; *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa (3°) du paragraphe II de cet article à supprimer les mots : « pour la région agricole considérée »* (p. 4525) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa du paragraphe II à substituer au mot « suivant » le mot « précédant »* (p. 4527) ; *possibilité de dénoncer le forfait ; retrait de son amendement* (p. 4527) ; deuxième partie : AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Crédits d'équipement ; diminution du soutien des marchés ; contradiction entre l'action du ministre sur les prix agricoles et une circulaire de la direction générale des prix du Ministère des Finances* [7 novembre 1970] (p. 5332) ; *relance de la production bovine et du veau de boucherie ; retard pris en matière d'adduction d'eau et en travaux de remembrement ; zones de rénovation rurale ; crédits affectés aux établissements scolaires ; montant des bourses* (p. 5333) ; EDUCATION NATIONALE : *Son vote ; rythme de la nationalisation des collèges d'enseignement général ; leur transformation en collèges d'enseignement secondaire ; problème de l'aide sociale ; suppression des bourses et leur remplacement par une allocation scolaire qui pourrait être servie aux parents en même temps que les allocations familiales ; remplacement des bourses de l'enseignement supérieur par des prêts d'honneur sans intérêt* [14 novembre 1970] (p. 5553) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, après l'art. 10 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (exemption de l'imposition additionnelle à la contribution des patentes au profit des caisses de crédit agricole mutuel, des caisses de crédit mutuel adhérentes à la confédération nationale du crédit mutuel et à la caisse nationale de crédit agricole)* [9 décembre 1970] (p. 6359) ; *exemption de certaines catégories en ce qui concerne le financement des chambres de commerce* (p. 6359, 6360) ; *son amendement tendant à compléter ainsi le premier alinéa de l'article 1607 du Code général des impôts : « et d'une imposition additionnelle à la contribution des patentes payées par les caisses de crédit agricole mutuel, les caisses de crédit mutuel adhérentes à la confédération nationale du crédit mutuel et à la caisse nationale du crédit agricole » et à insérer un nouvel alinéa : « Cette imposition additionnelle est répartie proportionnellement aux droits qui résultent de l'application du tarif légal entre ces différents organismes patentables ; son montant maximum est déterminé chaque année par décret »* (p. 6360) ; *situation des ressortissants des chambres de commerce et des chambres d'agriculture* (p. 6360) ;

— du projet de loi tendant à accélérer les travaux de construction de voies rapides, de routes nationales et d'oléoducs, Article unique : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « un décret pris » à insérer les mots : « après avis de la ou des chambres d'agriculture concernées »* [10 décembre 1970] (p. 6391) ; *désenclavement de la Bretagne ; ses observations sur l'article 502 du Code rural* (p. 6391, 6392) ; *retrait de son amendement* (p. 6392) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif au bail rural à long terme : Art. 870-29 du Code rural : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « aux*

deux derniers alinéas de l'article 850 » *les mots : « aux trois dernières phrases du deuxième alinéa de l'article 850 ainsi qu'aux deux derniers alinéas dudit article* » [11 décembre 1970] (p. 6482) ; *cas où le preneur peut améliorer les bâtiments d'exploitation* (p. 6482) ; Art. 1er *bis : Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 6485) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles, Art. 5 : *Ses observations sur le bail de longue durée ; problème des apports en numéraire aux groupements fonciers agricoles* [11 décembre 1970] (p. 6518) ; *Son amendement tendant au premier alinéa de cet article, après les mots : « apports en numéraire » à insérer la disposition suivante : « lorsqu'il procède à des regroupements d'exploitation cette obligation s'applique également aux exploitations précédemment données à bail »* (p. 6520) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6520) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Wagner tendant à préciser certaines dispositions de la loi d'orientation foncière relatives aux associations foncières urbaines ; du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière : *Extension des Z.A.D. ; spéculation foncière ; détermination de l'indemnité* [12 juin 1971] (p. 2848) ; Urbanisme et action foncière, Art. 1er : *Eventualité de difficultés pour obtenir l'autorisation d'agrandir des bâtiments d'élevage à proximité des bâtiments à usage agricole* (p. 2862) ; Art. 90 du Code de l'urbanisme : *Son amendement tendant à subsister aux mots : « sont en cours d'étude » les mots : « sont soumises à enquête publique »* (p. 2866) ; Art. 9 de la loi du 26 juillet 1962 : *Situation des exploitants agricoles ; application des contrats de programme* (p. 2875) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « un an » les mots : « six mois »* (p. 2875) ; *son amendement tendant à compléter le troisième alinéa du texte proposé pour cet article par une nouvelle phrase (cas de défaut de paiement)* (p. 2875) ; Art. 11 *bis* de la loi du 26 juillet 1962 : *Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa du texte proposé pour cet article par les mots : « et après paiement des indemnités »* (p. 2876) ; Art. 16 : *Son amendement (possibilité pour le conseil municipal d'exempter de la taxe locale d'équipement les bâtiments à usage agricole et les constructions à usage industriel ou commercial)* (p. 2878, 2879) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Situation des populations rurales* [16 novembre 1971] (p. 5740) ; *pourcentage de participation de l'Etat au développement de l'agriculture ; plans de développement ; indemnité viagère de départ des fermiers avec effet rétroactif au 1er janvier 1971 ; subvention accordée au centre national de la coopération agricole* (p. 5741) ; Titre IV : *Subvention du centre national de la coopération* (p. 5795) ; Après l'art. 40 : *Son amendement (possibilité pour les entreprises et sociétés agricoles assujetties à l'imposition au bénéfice réel de constituer une provision pour acquisition de biens non amortissables)* [17 novembre 1971] (p. 5884) ; *situation des exploitations agricoles ayant un chiffre d'affaires dépassant 500.000 francs* (p. 5884) ; *retrait de son amendement* (p. 5884, 5885) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Pierre Lelong tendant à amender l'ordonnance du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole ; Art. 13 : *Nécessité de ne pas confondre la Caisse nationale de Crédit agricole avec les caisses régionales* [23 novembre 1971] (p. 6033) ; Art. 12 de l'Ordonnance du 26 septembre 1967 : *Son amendement relatif aux caisses de crédit mutuel agricole* (p. 6035) ; *retrait de son amendement* (p. 6036) ; *rôle de la caisse nationale de Crédit agricole* (p. 6036) ; Art. 11 : *Affaires traitées avec des sociétés filiales* (p. 6041) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles : *Abattement subi par les prestations familiales selon les zones territoriales où les allocations sont versées* [30 novembre 1971] (p. 6199) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971 ; Après l'art. 4 : *Développement des coopératives d'utilisation de matériel agricole ; application de la T.V.A.* [7 décembre 1971] (p. 6447, 6448) ; après l'art.

10 : *Son sous-amendement tendant après les mots : « dont le montant est égal » à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de l'amendement du Gouvernement : « la première année de son application, au quart, et ensuite à la moitié de la cotisation qui serait mise à leur charge si elles étaient redevables de la contribution des patentes »* (p. 6459) ; *son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement du Gouvernement, après la ligne : « à la vinification » à insérer la nouvelle ligne suivante : « à la gestion »* (p. 6459) ; *application de la taxe spéciale* (p. 6465) ; *cas des coopératives de gestion et de comptabilité agricoles* (p. 6467) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 6467) ;

— de la proposition de loi tendant à modifier diverses dispositions du Code rural relatives aux baux ruraux, Après l'art. 4 : *Problème des superficies minimales d'installation ; diversité des agricultures* [8 décembre 1971] (p. 6514) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions ; Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots : « dont le statut juridique sera défini par décret pris en Conseil d'Etat »* [26 avril 1972] (p. 1072) ; *statut de l'établissement public ; retrait de son amendement* (p. 1072) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à modifier le troisième alinéa (paragraphe 2 de cet article)* [27 avril 1972] (p. 1110) ; *représentation rurale* (p. 1110) ; *son amendement concernant la représentant des cantons ne comprenant que des communes de moins de 5.000 habitants* (p. 1110) ; *répartition des sièges au sein de la région* (p. 1111) ; *son amendement* (p. 1114) ; *retrait de celui-ci* (p. 1114) ; Art. 10 : *Son amendement (pourcentage de représentants du secteur agricole au comité économique, social et culturel)* (p. 1133) ; *son amendement (représentation des compagnies consulaires, chambres de commerce, de métiers et d'agriculture au comité économique social et culturel)* (p. 1133);

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Conséquence des mutations économiques ; loi d'orientation pour le commerce et l'artisanat* [17 mai 1972] (p. 1595) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à amender l'ordonnance n° 67-813 du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole ; Art. 11 : *Son sous-amendement déposé avec M. du Halgouët (définition des participations)* [25 mai 1972] (p. 1925) ; *ses sous-amendements à l'amendement du Gouvernement ; leur retrait* (p. 1926) ; Art. 19 : *Ses observations sur l'amendement de M. Barrot tendant à permettre aux caisses régionales de crédit agricole d'être associés non coopérateurs* (p. 1928) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, EDUCATION NATIONALE : *Votera ce budget ; remplacement des bourses par une allocation spéciale servie en même temps que les allocations familiales et des bourses d'enseignement supérieur par des prêts sur l'honneur sans intérêt ; titularisation des maîtres auxiliaires ; nationalisation des collèges* [9 novembre 1972] (p. 4963) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Modernisation des structures de l'exploitation et de son environnement dans les communes rurales ; industries agro-alimentaires ; organisation des marchés ; enseignement professionnel* [14 novembre 1972] (p. 5161) ; *subventions aux établissements d'enseignement privé reconnus ; bourses pour la formation professionnelle agricole ; crédits des plans de développement ; aurait souhaité que l'aide à l'installation des jeunes agriculteurs englobe la Bretagne ; remboursements de crédits T.V.A.* (p. 5162) ; ECONOMIE ET FINANCES. — I. — CHARGES COMMUNES : *Crédits d'impôt dû au titre de la T.V.A. dans le secteur agricole* [18 novembre 1972] (p. 5494) ;

— du projet de loi relatif à la lutte contre la brucellose : Après l'article unique : *Modalités de lutte contre ce fléau* [30 novembre 1972] (p. 5764).

CHARRET (Edouard)

Député du Rhône
(3e circonscription)
U.D.R., puis N.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe d'Union des démocrates pour la République (*J.O.* du 15 septembre 1972] (p. 9871).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu vice-président de cette Commission [3 avril 1970] (p. 786).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 15 septembre 1972] (p. 9871).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée Nationale [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851).

Est élu vice-président de cette commission [16 juillet 1968] (p. 2252), [3 avril 1969] (p. 851).

Donne sa démission de vice-président de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [28 octobre 1969] (p. 2896).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'aide à l'investissement [1er octobre 1968] (p. 2952) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel tendant à modifier et à compléter le règlement de l'Assemblée Nationale [8 novembre 1968] (p. 4217) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificatives pour 1969 [19 décembre 1969] (p. 5105) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi n° 1188 relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [5 juin 1970] (p. 2302) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [25 juin 1970] (p. 3114) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1971 [4 décembre 1970] (p. 6232) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1970 [17 décembre 1970] (p. 6630);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948 relative à la cour de discipline budgétaire et financière [24 juin 1971] (p. 3408) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1971 [15 décembre 1971] (p. 6809) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [23 juin 1972] (p. 2838) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2498 de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale [1er juillet 1972] (p. 3123).

Cesse d'appartenir à cette Commission [*J.O.* du 20 septembre 1972] (p. 10010).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à instituer une compagnie d'experts judiciaires près chaque cour d'appel et chaque tribunal administratif et à réglementer l'emploi du titre d'expert judiciaire, n° 91 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à interdire toute expulsion et éviction abusive des commerçants, industriels et artisans exerçant leur activité dans des immeubles édifiés sur des terrains loués nus et appartenant à un propriétaire différent de celui de l'immeuble et à étendre le bénéfice du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 aux locataires, sous-locataires, occupants de bonne foi des immeubles édifiés sur ces terrains loués nus, n° 92 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à créer le « Mérite du sang », n° 93 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 aux agents des services nationalisés et concédés des régies des administrations et établissements publics à caractère industriel et commercial, n° 94 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à permettre aux chiropracteurs titulaires du diplôme de docteurs en chiropractie d'exercer leur art, n° 95 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier et compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 101 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 499 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, afin de proroger le délai de mise en harmonie des statuts des sociétés commerciales constituées antérieurement, n° 229 [25 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à la répression des discriminations raciales et de la provocation à la haine raciste, n° 293 [3 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 3451) annexe n° 20, Intérieur et rapatriés, n° 359 [10 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 1649 *quinquies E* du Code général des impôts concernant les rehaussements d'imposition, n° 441 [15 novembre 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 499, 500, 501 et 502 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales afin de proroger le délai de mise en harmonie des statuts des sociétés commerciales constituées antérieurement, n° 727 [25 juin 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822), annexe n° 21, Intérieur et rapatriés, n° 835 [17 octobre 1969].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis quant aux obligations du vendeur de lot à l'égard du syndic, n° 847 [22 octobre 1969].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 1649 *quinquies E* du Code général des impôts (art. 100 de la loi n° 59-472 du 28 décembre 1959), n° 935 [3 décembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à reconnaître à l'acquéreur d'un fonds de commerce ou d'un établissement artisanal le droit à la déspécialisation du bail commercial, n° 1166 [27 mai 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376), annexe n° 22, Intérieur et rapatriés, n° 1395 [14 octobre 1970].

Son rapport fait, au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993), annexe n° 19, Intérieur et rapatriés, n° 2010 [8 octobre 1971].

Sa proposition de loi réglementant l'exercice de la profession d'arbitre-expert près les tribunaux de commerce, n° 2275 [26 avril 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en

application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967 portant modification de divers textes relatifs à la pharmacie, aux prestations et à certains accidents du travail et maladies professionnelles : *Son amendement tendant, dans le texte de l'article L. 577 bis du Code de la santé publique, les mots : « à une décision du ministre des affaires sociales qui, le cas échéant, autorise le préfet » à remplacer par les mots : « après avis du conseil supérieur de la pharmacie, autorise le cas échéant le préfet »* [22 juillet 1968] (p. 2442) ; *problème des pharmacies mutualistes* (p. 2442) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article L. 593 du Code de la santé publique (médicaments et produits dont la vente est réservée aux pharmaciens)* (p. 2442) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2443) ; *son amendement tendant à compléter l'article L. 266 du Code de la sécurité sociale par de nouvelles dispositions (remboursement des médicaments aux assurés sociaux)* (p. 2443) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2443).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'Education nationale : *Problème des examens et des concours ; concours d'agrégation ; rentrée dans les facultés* [25 juillet 1968] p. 2579, 2580).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 9 : *Son amendement tendant, dans la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « d'un quorum qui ne peut être inférieur à 60 % des étudiants inscrits » les mots : « du vote obligatoire »* [9 octobre 1968] (p. 3157) ; *retrait de son amendement ; problème du vote obligatoire* (p. 3157) ;

— sur la décision relative à la demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen de la proposition de résolution de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer, en vertu de l'article 139 du Règlement, une commission de contrôle chargée d'examiner les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 : *Problèmes de l'indemnisation des rapatriés* [17 octobre 1968] (p. 3357) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS, en qualité de *Rapporteur spécial : Crédits de fonctionnement ; dépenses de capital ; moyens mis à la disposition de la police nationale ; effectifs des gardiens de la paix ; création de postes d'agents contractuels ; difficultés de recrutement des personnels de la police ; compagnies républicaines de sécurité ; rémunération des personnels de police ; déroulement de leur carrière ; généralisation au personnel de la sûreté nationale du système de la masse d'habillement ; régime de l'allocation attachée à la médaille d'honneur de la police ; cas des retraités ; sous-encadrement des corps urbains de l'ex-sûreté nationale ; finances des collectivités locales ; prise en charge des indemnités de logement versées aux maîtres des collèges d'enseignement général et des collèges d'enseignement secondaire ; subventions d'équipement ; aide de l'Etat aux collectivités locales ; rôle de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales ; rôle de la caisse de crédit agricole ; fiscalité des collectivités locales ; niveau des ressources que la taxe sur les salaires procurera en 1968 aux collectivités locales ; cas des rapatriés ; remboursement des prêts d'installation ; institution d'un moratoire ; indemnisation* [13 novembre 1968] (p. 4373 à 4375) ; Art. 69 : *Cas où un organisme constructeur acquiert un terrain comportant des bâtiments industriels* [14 novembre 1968] (p. 4433, 4434) ;

— du projet de loi portant amnistie, Art. 25 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe 3° de cet article par les mots : « sauf les infractions prévues au paragraphe 2° de l'article 335 dudit Code »* [26 juin 1969] (p. 1777) ; *ses observations sur la loi du 13 avril 1946* (p. 1778) ; *retrait de son amendement* (p. 1778) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer : *Réglementation des dettes des rapatriés ; nécessité de prévoir que la suspension*

des poursuites sera calquée sur le règlement de l'indemnisation ; problème des intérêts ; ses observations sur l'article 5 ; question de la validité des jugements rendus ; problème des sûretés constituées par la remise matérielle d'un objet ou d'un titre [7 octobre 1969] (p. 2508) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « En cas de vente du bien sur lequel est portée une sûreté au profit des organismes de crédit précités, le débiteur aura la faculté de réaliser ledit bien sous condition de remployer le prix de vente dans un délai de six mois, par l'acquisition d'une autre entreprise destinée à parfaire son reclassement »* [9 octobre 1969] (p. 2563) ; *possibilité pour un commerçant de changer d'activité* (p. 2563) ; *retrait de son amendement* (p. 2564) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS, en qualité de *Rapporteur spécial : Priorité donnée à la police nationale ; pénurie d'effectifs ; harmonisation des carrières des divers personnels de la police nationale ; réorganisation des services territoriaux de sécurité publique ; organisation des circonscriptions de police ; leur articulation avec les districts de police et les services départementaux de sécurité publique ; équipement en matériel de la police ; crédits d'équipement de la police nationale et du service des transmissions ; pénurie d'effectifs des corps urbains dans la banlieue parisienne et dans les grandes agglomération de la province ; montant des amendes et des contraventions ; alignement de la situation des commissaires de police sur celle des autres personnels de la catégorie A ; classement indiciaire des commandants et des officiers de police adjoints ; regroupement dans un corps spécial des brigadiers et des brigadiers-chefs ; intégration dans les corps métropolitains des agents contractuels rapatriés d'Algérie ; situation des ingénieurs des travaux des transmissions ; protection civile ; lutte contre les incendies ; participation de l'Etat aux dépenses de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris ; équipement du service de la protection civile ; acquisition d'avions Canadair ; organisation des corps de sapeurs-pompiers ; mise en place de la première unité d'instruction de la protection civile ; équipement des collectivités locales ; leurs ressources ; situation des rapatriés ; problème des architectes rapatriés d'Algérie ; problème des personnels de police* [20 novembre 1969] (p. 4082 à 4084) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier ; Art. 4 : *Extension de l'allégement aux spectacles de variétés ; problème des cabarets d'auteurs ; cas des cirques* [26 novembre 1969] (p. 4364) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles ; Art. 3 de la loi du 12 juillet 1966 : *Cas des médecins des hôpitaux publics* [3 décembre 1969] (p. 4551) ;

— En troisième lecture, du projet de loi relatif à la situation juridique des artistes du spectacle et des mannequins ; Art. 1er : *Ses observations sur les artistes de variétés ; montant de leurs émoluments* [11 décembre 1969] (p. 4830) ; *ses observations sur les paroles de M. Le Tac* (p. 4831).

Pose à M. le ministre des transports une question orale sans débat relative à la construction de l'aéroport de Lyon-Satolas [17 décembre 1969] (p. 5007, 5008).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1971 : Art. 16 : *Distinction de deux catégories de spectacles de variétés* [22 octobre 1970] (p. 4540) ; Art. 19 : *Lutte contre la fraude fiscale ; taxation d'après la dépense ; risque d'un contrôle de la composition et de la gestion des patrimoines ; risque d'inquisition fiscale* (p. 4546) ; deuxième partie : TRANSPORTS. — SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES : Titre IV : *Ses observations sur les mesures nouvelles prévues pour la R.A.T.P. ; nécessité d'une réforme de la R.A.T.P.* [9 novembre 1970] (p. 5416) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS, en qualité de *Rapporteur spécial : Crédits du service de la police nationale ; situation des magistrats des tribunaux administratifs ; hommage rendu aux fonctionnaires de l'ordre public ; organisation d'émissions d'information sur la police nationale* [9 novembre 1970] (p. 5419) ; *programme d'équipement de la police ; plan d'aménagement immobilier de la police ; construction de l'hôtel de police de Lyon ; création d'emplois de contrôleur général ; situation des officiers de police et des offi-*

ciers de police adjoints ; barrage existant pour les officiers de police adjoints entre la deuxième et la première classe de leur grade ; création d'une indemnité spécifique pour les brigadiers chefs et pour les brigadiers ; cas des agents contractuels de la sécurité nationale rapatriés d'Algérie ; leur intégration directe dans des cadres titulaires de la fonction publique ; situation des anciens secrétaires et inspecteurs dégagés des cadres en 1948 ; cas des personnels en retraite de la police ; affectation au fonds d'action locale des recettes supplémentaires procurées par tout relèvement des amendes ; situation des rapatriés (p. 5420, 5421) ; Art. 63 : *Ses observations sur l'amendement de M. Poncelet* [13 novembre 1970] (p. 5463, 5464) ; Art. 77 : *Affectation aux collectivités locales du relèvement du produit des amendes* (p. 5464) ; *fixation de la somme* (p. 5465) ; *rôle du fonds d'action locale ; affectation du supplément de ressources à la commune où sera collectée l'amende* (p. 5466) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Art. 6 : *Composition de l'organisme de direction de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat ; part réservée aux propriétaires* [8 décembre 1970] (p. 6268) ; *ses observations sur l'amendement de M. Sabatier* (p. 6273) ; Art. 22 : *Ses observations sur la commission des opérations de bourse ; possibilité de prévoir, au sein de cette commission, un siège pour un représentant du personnel de la Compagnie nationale des agents de change* [9 décembre 1970] (p. 6309, 6310) ;

— du projet de loi portant modification de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et de l'ordonnance du 28 septembre 1967 instituant une commission des opérations de bourse et relative à l'information des porteurs de valeurs mobilières et à la publicité de certaines opérations de bourse : *Information des porteurs de valeurs mobilières ; répartition des valeurs entre Paris et les bourses de province ; problème de la cotation en province ; composition de la commission des opérations de bourse* [10 décembre 1970] (p. 6410) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de loi et celle de M. Louis Sallé tendant à instituer une compagnie d'experts judiciaires près chaque cour d'appel et chaque tribunal administratif et à réglementer l'emploi du titre d'expert judiciaire : *Ses observations sur ce texte* [18 mai 1971] (p. 1939) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS, en qualité de *Rapporteur spécial : Fonctionnement et équipement du service de la police nationale* [10 novembre 1971] (p. 5603) ; *déficit dans le corps des sous-préfets ; ses observations sur les personnels des préfectures ; mise en place des commissions du contentieux de l'indemnisation des rapatriés ; création de postes de conseillers des tribunaux administratifs ; fonctionnement du service de la police ; formation des personnels de police ; rémunération des personnels de la police nationale ; réforme des personnels en civil ; régime indemnitaire de ces personnels* (p. 5604) ; *problème des inspecteurs dégagés des cadres en 1948 et réintégrés en qualité de gardiens ; cas des anciens agents contractuels d'Algérie ; situation des veuves des fonctionnaires de police morts pour la France ; réforme de la préfecture de police ; élaboration d'un plan quadriennal ou quinquennal* (p. 5605) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 4 : *Problème des sociétés de bienfaisance et sans but lucratif ; taux de la T.V.A. applicable aux spectacles de variétés* [4 mai 1972] (p. 1357) ; Art. 17 : *Ses observations* (p. 1366, 1370) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi de M. Berger et plusieurs de ses collègues, relative à certaines conditions d'exercice des professions de médecin, chirurgien dentiste et sage-femme, Art. 1er : *Cas des personnes reconnues qualifiées pour dispenser l'enseignement de la médecine et participer à un jury d'examen* [6 juin 1972] (p. 2200, 2201) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Achille-Fould portant interdiction et dissolution des associations ou groupements

de fait provoquant à la haine raciste ; 2° de sa proposition de loi tendant à la répression des discriminations raciales et de la provocation à la haine raciste ; 3° des propositions de loi de M. Andrieux portant modification des articles 187 et 416 du Code pénal et tendant à réprimer pénalement la ségrégation ou les discriminations raciales ; 4° de M. Robert Ballanger tendant à réprimer la provocation à la haine raciste et à rendre plus efficace la législation sur la répression des menées racistes et antisémites ; 5° de M. Andrieux tendant à l'interdiction et à la dissolution des associations ou groupements de fait incitant à la haine raciste ; 6° de M. Chazelle tendant à compléter ou modifier les articles 187 et 416 du Code pénal afin de réprimer les actes de discrimination ou de ségrégation raciales ou religieuses : *Ses observations sur ce texte* [7 juin 1972] (p. 2281, 2282) ; Art. 5 : *Retrait de son amendement déposé à cet article* (p. 2294) ;

— du projet de loi relatif à la commercialisation des vins à appellation d'origine contrôlée : *Problème des droits acquis* [29 juin 1972] (p. 2998).

CHASSAGNE (Jean)

Député du Loiret
(1re circonscription)
U.D.R.

En remplacement, le 13 août 1968, de M. Henri Duvillard, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* 14 août 1968] (p. 7918), [24 septembre 1968] (p. 2848).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [24 septembre 1968] (p. 2848).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [26 septembre 1968] (p. 2922), [3 avril 1969] (p. 851), [20 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de poposer un texte sur le projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel à la Société nationale industrielle aérospatiale et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation [20 décembre 1972] (p. 6416).

Intervention :

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques ; Art. 3 : *Désire savoir quel est le chèque qui a la priorité lorsque quatre chèques arrivent le même jour* [18 décembre 1971] (p. 6961).

CHAUMONT (Jacques)

Député de la Sarthe
(2e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 29 septembre 1972] (p. 10303).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [*J.O.* du 29 septembre 1972] (p. 10303).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 2315) tendant à modifier le premier alinéa de l'article 29 de la loi de finances rectificative pour 1970 (n° 70-1283 du 31 décembre 1970) afin de proroger au 31 décembre 1972 le délai de constitution des associations syndicales susceptibles de bénéficier de subventions de l'Etat pour l'aménagement des lotissements défectueux, n° 2437 [16 juin 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969 : AFFAIRES SOCIALES : *Situation des personnes âgées ; politique du « troisième âge » ; rapport Laroque ; cas des travailleurs âgés de plus de soixante ans ; liquidation anticipée de la retraite au profil de ceux qui ont exercé une activité pénible de nature à provoquer l'usure prématurée de l'organisme* [6 novembre 1968] (p. 4022, 4023).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Souchal repris par M. Boulloche et par M. Ballanger lors de la discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier [27 novembre 1968] (p. 4891).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement présenté par M. Sabatier, après l'Art. 17, ainsi que sur l'amendement de M. Poncelet à l'article 23 sur le projet de loi de finances pour 1970 [30 octobre 1969] (p. 3132).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Politique en matière de production animale ; prix du lait ; cas du département de la Sarthe ; nécessité de relever les prix des produits laitiers au niveau communautaire dès le 1er avril 1970 ; subventions pour les étables et les bâtiments d'élevage* [19 novembre 1969] (p. 4005, 4006) ;

— du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault : *Caractère du projet de loi ; absence de revendication en la matière des personnels de la Régie ; problème de la mensualisation ; aménagement des conditions d'accès à la retraite ; amélioration des conditions de sécurité de l'emploi ; nécessité de développer un climat de confiance dans l'entreprise* [16 décembre 1969] (p. 4957, 4958) ;

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance ; Art. 1er : *Son amendement tendant après les mots : « alinéas précédents » à rédiger comme suit le dernier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Claudius-Petit pour l'article 314 du Code pénal : « pourront être condamnées à la réparation pécuniaire des dommages causés »* [29 avril 1970] (p. 1424) ; *responsabilité pécuniaire des personnes reconnues coupables des délits définis aux alinéas précédents ; ses observations sur l'article 108 du Code pénal ; charge de la preuve ; retrait de son sous-amendement* (p. 1424) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Ses observations sur l'informatique ; son taux de croissance ; rachat de la participation de General Electric dans Bull.* [17 juin 1970] (p. 2777).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la situation de l'emploi au Mans [29 octobre 1971] (p. 5120).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973 : AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Insuffisance des crédits destinés à l'équipement de l'espace rural et à la formation des agriculteurs ; enseignement agricole* [15 novembre 1972] (p. 5212) ; *lycée agricole du Mans-Rouillon ; régime des bourses de l'enseignement technique agricole ; maisons familiales rurales ; carences des subventions destinées à l'amélioration de l'habitat rural ; exemple de la Sarthe* (p. 5213).

Mise au point au sujet de son vote sur le projet de loi de finances pour 1973 [22 novembre 1972] (p. 5584).

CHAUVET (Augustin)

Député du Cantal
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte

pour les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [25 juillet 1968] (p. 2618) ;

— membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [7 octobre 1969] (p. 2510) ;

— membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [16 décembre 1969] (p. 4984) ;

— membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1969] (p. 5105) ;

— membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1971 [4 décembre 1970[(p. 6232) ;

— membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1970 [17 décembre 1970] (p. 6630) ;

— membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948 relative à la cour de discipline budgétaire et financière [24 juin 1971] (p. 3408) ;

— membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances [19 décembre 1972] (p. 6366).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — Annexe n° 10. — Charges communes (Crédits du Ministère de l'Economie et des Finances. — I. — Charges communes) n° **359** [10 octobre 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — Annexe n° 12. — Charges communes, n° **835** [17 octobre 1969].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 28 du Règlement et présenté à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur l'activité de la commission centrale des débits de tabac, n° **1549** [16 décembre 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — Annexe n° 12. — Charges communes, n° **1395** [14 octobre 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — Annexe n° 10. — Charges communes (Crédits du Ministère de l'Economie et des Finances. — I. — Charges communes) n° **2010** [8 octobre 1971].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — Annexe n° 18. — Charges communes, n° **2585** [12 octobre 1972].

Sa proposition de loi tendant à réintroduire les sociétés anonymes coopératives d'H.L.M. de location-attribution dans la liste des organismes d'habitations à loyer modéré, n° **2830** [20 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 12 : *Prix de vente de l'eau ; desserte en eau des communes rurales ; ressources du fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales* [19 juillet 1968] (p. 2350) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 16 : *Impôt sur les ménages ; cas du district de la région parisienne* [19 juillet 1968] (p. 2376, 2377) ; Art. 26 : *Validation*

des dispositions du décret du 27 octobre 1960 ; application de l'article 37 de la Constitution (p. 2380, 2381) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969 : EDUCATION NATIONALE : *Problème de l'indemnité de logement des instituteurs qui enseignent dans les collèges d'enseignement général et dans les collèges d'enseignement secondaire ; ses observations sur le crédit inscrit au budget* [28 octobre 1968] (p. 3646, 3647) ; INDUSTRIE : Après l'Art. 67 : *Ses observations sur l'amendement de M. Poncelet* [5 novembre 1968] (p. 3942) ; ECONOMIE ET FINANCES. — I. — CHARGES COMMUNES, en qualité de *Rapporteur spécial : Dette publique ; émission de bons du Trésor ; taux d'intérêt ; montant de notre dette extérieure ; ses observations sur les rémunérations d'activité et les pensions de retraite ; rémunérations de la fonction publique ; intégration de deux points de l'indemnité de résidence dans le traitement de base soumis à retenue pour pension ; situation des personnes âgées ; rentes viagères ; subventions et aides aux entreprises ; crédits destinés à la mise en œuvre des études sur la rationalisation des choix budgétaires ; nécessité de reconsidérer la finalité de notre appareil administratif* [18 novembre 1968] (p. 4631 à 4633) ; *ses observations sur l'amendement de M. Bertrand Denis* (p. 4642) ; après l'Art. 65 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 4644) ; *rentes du secteur privé* (p. 4646) ; *majoration des rentes indexées sur le S.M.I.G. et le S.M.A.G.* (p. 4647) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 5 : *Montant des sommes attribuées aux collectivités locales ; calcul du produit de la taxe sur l'ensemble des émoluments* [27 novembre 1968] (p. 4900) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 11 : *Produit de la taxe sur les salaires attribué aux collectivités locales ; montant des attributions provisoires dont les collectivités locales pourront disposer en 1969* [3 décembre 1968] (p. 5024, 5025) ; Art. 13 : *Ses observations sur l'article 22 de la loi de finances pour 1968 ; problème des forfaits* (p. 5026) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, après l'Art. 1er : *Situation d'un contribuable qui doit acquitter plusieurs cotisations dont une inférieure à 5 francs ; question du regroupement des différentes cotisations d'un même contribuable* [29 octobre 1969] (p. 3027) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Construction des maisons individuelles ; difficultés que les bénéficiaires de la législation sur les habitations à loyer modéré éprouvent pour accéder à la propriété de ces maisons ; politique des modèles et de séries ; règles pour le financement des H.L.M. construites sous le régime de l'accession à la propriété ; problème des cités nouvelles isolées en pleine nature ; conséquence de la généralisation de la construction industrialisée ; exemple du Cantal ; baisse du prix de la construction* [14 novembre 1969] (p. 3778 à 3780) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Equipements ruraux ; aménagements fonciers ; enseignement et formation professionnelle ; équipements de production ; regroupement des industries agricoles* [19 novembre 1969] (p. 3963) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Charges des collectivités locales ; problème de la voirie ; versements de l'Etat aux collectivités locales au titre de la taxe sur les salaires ; substitution de la taxe sur les salaires à la taxe locale* [20 novembre 1969] (p. 4106, 4107) ; ECONOMIE ET FINANCES. — CHARGES COMMUNES, en qualité de *Rapporteur spécial : Ses observations sur la dette publique ; opérations du Trésor public ; financement du découvert ; concours apportés par le système bancaire au Trésor ; bons à trois ans ; taux d'intérêt des bons sur formules ; encours des bons en comptes courants ; crédits concernant la fonction publique ; crédits relatifs aux pensions de retraite ; revendications des retraités ; intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement de base ; action sociale ; question des rentes viagères ; interventions publiques ; subventions en faveur de l'agriculture et des entreprises nationales* [22 novembre 1969] (p. 4308, 4309) ; *rationalisation des charges budgétaires ; remise en cause des services votés ; rôle du Parlement* (p. 4313, 4314).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Sabatier après l'Art. 17 de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 [30 octobre 1969] (p. 3107).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 19 : *Rémunération des fonctionnaires*

des services du parquet, de l'instruction ou des mineurs qui avaient fait des recherches et fourni aux greffiers des documents pour lesquels ces derniers avaient reçu des honoraires ; retrait de l'amendement déposé avec M. Ansquer [27 novembre 1969] (p. 4397) ;

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant simplifications fiscales, Art. 3 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé paour le paragraphe II-1° de cet article par de nouvelles dispositions : « l'amélioration de la rentabilité étant appréciée par la commission départementale des structures agricoles »* [11 décembre 1969] (p. 4822) ; *droit de mutation sur les acquisitions susceptibles d'améliorer la rentabilité des exploitants agricoles ; rôle des commissions des structures agricoles* (p. 4822, 4823, 4824) ; *ses observations sur les paroles du Gouvernement* (p. 4825) ;

— du projet de loi portant simplifications fiscales, Art. 13 : *Ses observations sur les paroles de M. Chirac relatives à l'unification des délais de réponse* [3 juin 1970] (p. 2201) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Situation des collectivités locales ; importance des versements effectués aux collectivités en représentation de la taxe sur les salaires ; problème du transfert de charges des départements et des communes à l'Etat ; affectation au fonds d'action locale des recettes supplémentaires procurées par le relèvement des tarifs des amendes forfaitaires ; transfert aux départements de l'entretien des routes nationales d'intérêt secondaire ; réforme des finances locales* [9 novembre 1970] (p. 5434, 5435) ; ECONOMIE ET FINANCES. — II. — SERVICES FINANCIERS : Après l'Art. 65 : *Ses observations sur l'Art. 180 du Code général des impôts ; ses observations sur l'amendement du Gouvernement relatif à la fraude fiscale* [17 novembre 1970] (p. 5677) ; ECONOMIE ET FINANCES. — I. — CHARGES COMMUNES, en qualité de *Rapporteur spécial : Crédits relatifs à la dette publique ; crédits des interventions publiques ; autorisations de programme* (p. 5716) ; *bons du Trésor ; dépôts des correspondants ; désendettement du Trésor vis-à-vis du système bancaire ; ses observations sur les pensions de retraite ; extension du droit à pension de réversion à toutes les veuves ; problèmes des pensionnés d'outre-mer ; allocations en faveur des personnes âgées ; problème des rentes viagères ; clause d'indexation de certaines rentes viagères* (p. 5717) ; *crédits prévus en faveur des rapatriés ; subventions en faveur de l'agriculture* (p. 5718) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Art. 6 : *Son amendement tendant après le sixième alinéa du paragraphe II de cet article à insérer un nouvel alinéa : « En sont également exonérés les immeubles dont la location relève du statut du fermage »* [8 décembre 1970] (p. 6275) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6275) ; *retrait de son amendement* (p. 6275) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa (2°) du paragraphe IV de cet article, après le mot : « constitue » à insérer les mots : « dans une proportion correspondant au temps restant à courir sur la période de vingt ans couverte par le rachat »* (p. 6276) ; *cas des redevables qui ont effectué le rachat des cotisations* (p. 6276) ; *son sous-amendement tendant après les mots : « lesdits locaux » à rédiger ainsi la fin de l'amendement de M. Sabatier : « ... une subvention. Cette subvention sera égale à une fraction du montant du rachat correspondant au temps restant à courir sur la période de vingt ans couverte par ce rachat »* (p. 6277) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 6277) ; Art. 9 : *Réduction des bases d'imposition à la patente pour les petits commerçants et les artisans ; diminution de recettes pour les communes rurales* [9 décembre 1970] (p. 6344) ;

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, du projet de loi relatif à diverses opérations de construction et des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil : *Coopération H.L.M. ; origine et rôle des sociétés coopératives d'habitations à bon marché ; ses observations sur l'obligation faite aux sociétés coopératives existantes de constituer une nouvelle société pour chaque opération ; problème des emprunts* [10 juin 1971] (p. 2675) ; *société coopérative d'H.L.M. « Le Foyer cantalien »* (p. 2676) ;

Projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, Art. 7 : *Son amen-*

dement tendant à supprimer cet article [11 juin 1971] (p. 2754) ; *rôle des sociétés coopératives de production d'H.L.M. ; élaboration des décrets d'application du projet de loi ; constitution de coopératives de construction* (p. 2754) ; *retrait de son amendement* (p. 2754) ; *garanties des sociétaires* (p. 2756) ;

Projet de loi relatif à diverses opérations de construction, Art. 4 : *Cas des immeubles qui peuvent être divisés par lots ; rôle des sociétés anonymes coopératives de production et d'habitations à loyer modéré* (p. 2779) ;

— du projet de loi portant suppression de l'exemption temporaire de contribution foncière prévue en faveur des locaux d'habitation, Art. unique : *Difficulté de l'accession à la propriété* [14 juin 1971] (p. 2904) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : Art. unique : *Intérêt de la route nationale n° 9 pour les départements du Cantal, de la Lozère et de l'Aveyron* [18 juin 1971] (p. 3114) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Art. 2 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Sabatier (cas où le revenu global imposable n'excède pas un chiffre de 15.000 francs majoré de 5.000 francs par part pour chaque part au-dessus de la seconde)* [21 octobre 1971] (p. 4720) ; *plafond retenu pour l'application de la réduction de trois pour cent ; application du quotient familial* (p. 4721, 4722) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : ECONOMIE ET FINANCES. — CHARGES COMMUNES, en qualité de Rapporteur spécial : *Analyse du budget ; dette perpétuelle et amortissable ; dette flottante ; désendettement du Trésor à l'égard du système bancaire ; dette extérieure ; pensions de retraite et action sociale* [17 novembre 1971] (p. 5820) ; *intégration d'un point de l'indemnité de résidence dans le traitement servant de base au cacul des pensions de la fonction publique ; situation des personnes âgées ; crédits destinés à l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer ; subventions en faveur de l'agriculture ; emprunts bonifiés du Crédit agricole ; participation de l'Etat au service d'emprunts à caractère économique ; décentralisation ; équipement administratif* (p. 5821, 5822) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 4 : *Taux de mutation sur les fonds de commerce* [14 juin 1972] (p. 2475) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction, Art. 1[er]-I : *Caractère de l'acte qui consacre le partage* [27 juin 1972] (p. 2861) ; Art. 3 : *Ses observations sur les organismes d'H.L.M. et les sociétés d'économie mixte* (p. 2869) ; *ses observations sur la location coopérative* (p. 2871) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile, Art. 8 : *Son amendement tendant à exclure des dispositions des art. 1 à 5 les négociants-voyageurs visés par le décret du 30 décembre 1969 ; sa défense des marchands de toile du Massif Central* [18 octobre 1972] (p. 4221) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème de l'agriculture de montagne ; exode ; nécessité d'un effort accru dans le domaine des équipements collectifs, eau, électrification, voirie rurale, remembrement, et d'une politique de maintien et de promotion des races locales ; subvention aux associations de jardins familiaux* [15 novembre 1972] (p. 5217) ; LOGEMENT : *Coopération H.L.M. ; sociétés coopératives d'habitations à bon marché ; demande la prorogation jusqu'au 31 décembre 1973 des activités de ces sociétés qui n'ont pu constituer en temps utile de nouvelles sociétés appelées à remplacer celles qui ont été condamnées par la loi du 16 juillet 1971 ; déposera une proposition de loi prévoyant le rétablissement des sociétés anonymes coopératives d'H.L.M., mais en limitant leur activité à la construction de maisons individuelles* [16 novembre 1972] (p. 5327) ; ECONOMIE ET FINANCES. — I. - CHARGES COMMUNES, en qualité de *Rapporteur spécial : Tiers de l'ensemble du budget de l'Etat* [18 novembre 1972] (p. 5480) ; *forte croissance du titre I : dette publique et dépenses en atténuation de recettes ; diminution des crédits affectés aux rentes perpétuelles et amortissables et de la dette flottante ; augmentation des dépenses imputables aux garanties accordées par l'Etat (garanties au*

commerce extérieur) ; dépenses en atténuation de recelles ; augmentation des restitutions de T.V.A. à l'exportation ; rémunérations, pensions de retraite et action sociale ; augmentation des crédits portant sur les prestations et versements obligatoires ; intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement des fonctionnaires ; effort consenti en faveur des pensionnés ; problèmes de réversion de la pension des femmes fonctionnaires application des dispositions du nouveau Code des pensions à tous les retraités, aux titulaires de pensions garanties ; paiement mensuel ; personnes âgées ; contribution de l'Etat au fond national d'aide au logement ; revalorisation des rentes viagères (p. 5481) ; *effort consenti au titre du fonds national de solidarité ; ses remarques quant à la présentation des crédits du fonds national de solidarité ; couverture des dépenses relatives au moratoire des dettes et à l'indemnisation des Français d'outre-mer ; action internationale, évolution de la contribution financière de la France au budget des communautés européennes ; primes à la construction et au développement des charges afférentes aux services des bons et emprunts émis par la caisse nationale de crédit agricole ; diminution des apports au fonds de dotation ou au capital des entreprises publiques ; augmentation des crédits consacrés aux primes spéciales d'équipement et aux dépenses de logement et d'urbanisme* (p. 5478) ; *effort en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme ; ses observations à M. Brugnon sur l'application du Code des pensions aux anciens fonctionnaires de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc, titulaires de pensions de garanties ; diminution du nombre des attributaires du fonds national de solidarité et des bénéficiaires du minimum vieillesse* (p. 5488) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1972, après l'Art. 12 : *Se félicite de l'amendement du Gouvernement créant des centres comptables conventionnés qui amélioreront les rapports entre les contribuables et l'administration ; taxation plus équitable des travailleurs indépendants* [6 décembre 1972] (p. 5947, 5948) ;

— du projet de loi portant généralisation de la retraite complémentaire au profit des salariés et anciens salariés, Art. 1er : *Son amendement (solidarité interprofessionnelle et générale entre les institutions)* [18 décembre 1972] (p. 6303) ; *ses observations sur le nombre de salariés dans l'agriculture non bénéficiaires d'un régime de retraite complémentaire ; existence de trois régimes de retraites complémentaires agricoles* (p. 6303).

CHAZALON (André)

Député de la Loire
(3e circonscription)
P.D.M.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201)

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création et au fonctionnement des organismes privés dispensant un enseignement à distance ainsi qu'à la publicité et au démarchage faits par les établissements d'enseignement [18 juin 1971] (p. 3133) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'apprentissage [29 juin 1971] (p. 3527) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant organisation de la formation professionnelle permanente [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour un projet de loi tendant à compléter les dispositions des art. 5 et 7 de la

loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amélioration des pensions de vieillesse du régime général de sécurité sociale et du régime des travailleurs salariés agricoles [17 décembre 1971] (p. 6942) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles [18 décembre 1971] (p. 6975).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à la validation des services accomplis par des assistants et assistantes de service social dans des services sociaux privés transformés en services sociaux publics ou dans des services sociaux privés suppléant des services sociaux publics, n° **134** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles L. 332 et L. 333 du Code de la sécurité sociale relatifs aux conditions d'attribution de la pension de vieillesse, n° **166** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L. 527 du Code de la sécurité sociale, afin de maintenir le bénéfice des prestations familiales aux enfants qui, ayant terminé leurs études, sont à la recherche d'un premier emploi, n° **168** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles L. 331, L. 332, L. 333 et L. 343 du Code de la sécurité sociale, en vue d'améliorer les conditions d'attribution de la pension de vieillesse et d'abaisser, pour certaines catégories d'assurés, l'âge d'attribution de la pension au taux de 40 %, n° **422** [31 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L. 351 du Code de la sécurité sociale fixant les conditions d'attribution d'une pension de réversion, n° **743** [27 juin 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1753) relatif à l'apprentissage, n° **1786** [30 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1863), modifié par le Sénat, relatif à l'apprentissage, n° **1877** [22 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'apprentissage, n° **1944** [29 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2030) portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles, n° **2069** [25 novembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles, n° **2173** [18 décembre 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 20 : *Son amendement tendant au début du quatrième alinéa de cet article à substituer aux mots : « aux critères nationaux » les mots : « à des critères nationaux »* [10 octobre 1968] (p. 3216).

Pose à M. le Ministre d'Etat, chargé des affaires sociales, une question orale avec débat relative à la situation du personnel dans les directions départementales de l'action sanitaire et sociale : *Titularisation des auxiliaires départementaux employés dans ces services ; création de nouveaux postes ; aide apportée par les agents directement recrutés par les départements et suppléant à l'insuffisance du personnel d'Etat ; retard accumulé en matière d'hygiène et de santé publique ; situation du service de l'aide sociale des Alpes-Maritimes ; fusion envisagée des directions régionales de la sécurité sociale et des directions de l'action sanitaire et sociale* [18 octobre 1968] (p. 3409, 3410).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969 : EDUCATION NATIONALE : *Création de postes ; crédits d'équipements ; enfance inadaptée ; enseignement primaire et secondaire ; problème de la prolongation de la scolarité ; ramassage sco-*

laire ; nécessité d'assurer une meilleure coordination du fonctionnement des différents établissements d'enseignement ; réforme de l'enseignement supérieur [28 octobre 1968] (p. 3626, 3627) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier ; Art. 5 : *Son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du paragraphe IV proposé par l'amendement de M. Boscher : « Cette ressource devra présenter les caractéristiques permettant sa progression dans les mêmes conditions que la masse salariale. Son montant global ne devra pas être inférieur à celui qu'aurait produit au cours de la même année l'impôt sur les salaires. Le même projet devra assurer la modernisation de l'ensemble du régime fiscal applicable aux collectivités locales »* [27 novembre 1968] (p. 4902) ; ses explications de vote : *Erreurs commises par le Gouvernement dans l'exécution de sa politique économique ; ses observations sur les prix, l'emploi, la monnaie, les exportations ; vote bloqué ; vote du groupe progrès et démocratie moderne* (p. 4906).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale sans débat relative à l'aide aux aveugles, invalides et infirmes [24 octobre 1969] (p. 2928, 2930, 2931).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, ÉDUCATION NATIONALE : *Dépenses de fonctionnement ; enseignement technique ; nécessité de combler les lacunes de l'organisation de l'enseignement technique ; sa revalorisation ; âge du recrutement dans les C.E.T. ; ses observations sur les lycées techniques ; passage du cycle court des C.E.T. au cycle long ; diversité des diplômes ; enseignement secondaire ; urgence des réformes pédagogiques ; nombre des conseillers d'orientation ; allégement des effectifs des classes ; auxiliariat ; carte scolaire ; enseignement supérieur ; remise en cause de la fonction de l'enseignant et de celle de l'étudiant* [12 novembre 1969] (p. 3587, 3588) ; *majoration du droit d'inscription en faculté ; nécessité de procéder au mouvement de personne à une date suffisamment avancée pour que soient organisées les rentrées scolaires ; écoles maternelles ; architecture scolaire ; bourses scolaires ; diffusion des barèmes d'attribution des bourses ; ramassage scolaire ; transport des enfants inadaptés et handicapés ; sous-équipement des établissements d'enseignement, de culture ou sportifs* (p. 3588, 3589) ; AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Revalorisation des rentes d'accidents du travail et des pensions d'invalidité et de vieillesse ; attribution d'une aide immédiate aux ayants droit à la suite d'un décès dû à un accident du travail ; revalorisation du montant minimum des allocations non contributives de vieillesse et des allocations d'aide sociale ; reclassement social des travailleurs handicapés ; problème des ouvriers agricoles accidentés du travail ; système actuel de la rémunération des actes chirurgicaux et médicaux ; classement de l'hôpital de Saint-Etienne* [21 novembre 1969] (p. 4202).

Pose à M. le Ministre de l'Économie et des Finances une question orale avec débat relative à l'unification monétaire européenne [28 novembre 1969] (p. 4449) : *Nécessité de considérer le problème monétaire comme une des pièces maîtresses dans la poursuite de la construction européenne ; spéculations dont le mark a été l'objet ; conséquences de l'absence de politique monétaire européenne : dévaluation française, réévaluation allemande ; perturbations du Marché commun agricole ; mise en commun des réserves d'or et de devises et création du fonds monétaire européen* (p. 4449, 4450, 4451).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales ; Art. 47 du Code de l'administration communale ; nécessité d'une réforme du régime financier des communes en milieu rural ; tutelle préfectorale sur le budget [25 novembre 1970] (p. 5909) ; Art. 18 : *son sous-amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé par l'amendement du Gouvernement à substituer aux mots : « et jusqu'au prochain renouvellement, administrée » les mots : « administrée pour la durée du mandat en cours et la durée du mandat suivant la fusion »* (p. 5931) ; *ses observations sur la composition du conseil municipal après fusion de communes* (p. 5931, 5932) ; après l'Art. 21 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article L. 44 du Code électoral (possibilité de faire acte de candidature et d'être élus conseillers généraux et conseillers municipaux à partir de*

l'âge de 21 ans accomplis) (p. 5935) ; *abaissement de l'âge de l'étigibilité* (p. 5935) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du chapitre IV *bis* du titre II du Livre premier du Code du travail relatives aux conventions collectives de travail : *Intensification de la vie contractuelle ; rôle de la Commission supérieure des conventions collectives ; problème de l'extension des conventions ; convergence des différentes législations européennes* [14 mai 1971] (p. 1908).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale avec débat relative à l'abaissement de la retraite [19 mai 1971] (p. 1980) : *Complexité du problème ; augmentation du nombre des personnes âgées ; difficultés rencontrées par les travailleurs âgés contraints à rechercher un emploi nouveau ; différence entre le régime général de la Sécurité sociale et les régimes spéciaux ; besoins d'emplois des jeunes ; recensement précis des éventuels ayants droit ; montant des prestations servies par la Sécurité sociale aux intéressés de soixante à soixante-cinq ans au titre de la maladie ; prise en charge par les A.S.S.E.D.I.C. d'une partie du financement nécessaire* (p. 1982, 1983).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel ; du projet de loi relatif à l'apprentissage ; du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles ; du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente : APPRENTISSAGE, en qualité de *Rapporteur : Indication des différentes étapes ; problème de l'apprentissage ; situation des stagiaires de la formation professionnelle pour adultes ; contrôle des connaissances de l'apprenti ; rôle des chambres consulaires* [7 juin 1971] (p. 2416) ; *revalorisation des diplômes professionnels et en particulier du C.A.P. ; rémunération de l'apprenti ; modalités et conditions d'âge d'admission en apprentissage ; ses observations sur le premier cycle ; scolarité dans les C.E.S. ; problème du financement ; taxe d'apprentissage ; charge financière de l'Etat ; répartition de la taxe ; centres de formation pour apprentis* (p. 2417, 2418) ; Avant l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Carpentier* [8 juin 1971] (p. 2500, 2501) ; Art. 1er : *Son amendement tendant dans le premier alinéa de cet article, après le mot : « formation » à insérer le mot : « générale »* (p. 2501) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2501) ; Art. 2 : *Durée de l'apprentissage* (p. 2502) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « la formation générale ainsi que l'enseignement théorique, technologique et pratique nécessaire » les mots : « une formation générale associée à une formation professionnelle, théorique, et pratique »* (p. 2503) Art. 4 : *Son amendement tendant, avant le premier alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa (indication que les établissements publics assurant un enseignement technique à temps plein pour le premier et le deuxième degré sont aussi des centres de formation d'apprentis)* (p. 2503) ; *possibilité pour ces organismes de passer des conventions avec l'Etat* (p. 2503) ; *rôle des conseils municipaux* (p. 2504) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « établissements publics » à insérer les mots : « les établissements privés sous contrat simple ou d'association »* (p. 2504) ; Art. 5 : *Nécessité de ne pas fixer dans la loi les horaires des différentes matières enseignées* (p. 2513, 2514) ; *répartition des matières enseignées* (p. 2514) ; *son amendement tendant au début de cet article après les mots : « hors de l'entreprise » à insérer les mots : « ou dans l'entreprise »* (p. 2514) ; *problème des équipements* (p. 2514) ; *son amendement tendant à la fin de cet article après les mots : « type de métier » à insérer les mots : « ou en liaison avec l'entreprise »* (p. 2514) ; *horaires minima réservés aux activités pédagogiques* (p. 2514) ; Art. 7 : *Conditions d'agrément des personnels ; contrôle de l'apprentissage* (p. 2516) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article après les mots : « ils peuvent être déférés » à insérer les mots : « par les autorités chargées d'exercer le contrôle technique et pédagogique de ces centres »* (p. 2517) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer les mots : « théorique et pratique »* (p. 2517) ; Art. 12 : *Ses observations sur les options suivies par les jeunes gens avant leur entrée en apprentissage* (p. 2519) ; Art. 13 : *Capa-*

cité des maîtres artisans (p. 2520) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, après les mots : « mise en demeure » à insérer les mots : « par les autorités chargées d'exercer le contrôle de l'exécution du contrat d'apprentissage »* (p. 2521) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « le choix du centre de formation d'apprentis sera précisé par le contrat d'apprentissage »* (p. 2521) ; Art. 15 : *Son amendement tendant après les mots : « l'objet d'une progression » à rédiger ainsi la fin de cet article : « annuelle, arrêtée d'un commun accord entre la direction du centre de formation et les représentants de la profession »* (p. 2522) ; *retrait de son amendement* (p. 2522) ; Art. 16 : *Son amendement tendant à compléter cet article par la phrase suivante : « ce travail doit être accompli en relation directe avec la profession prévue au contrat »* (p. 2522) ; Art. 18 : *Son amendement tendant, dans cet article, à substituer aux mots : « enseignement technologique et professionnel » les mots : « enseignement technique »* (p. 2522) ; *retrait de son amendement* (p. 2522) ; Art. 19 : *Principe de la rémunération des apprentis* (p. 2523) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « semestre d'apprentissage » à une nouvelle rédaction de la fin de l'alinéa (calcul du salaire de l'apprenti)* (p. 2523) ; *suppression des abattements fondés sur l'âge* (p. 2523) ; *situation des apprentis au-delà de l'âge de dix-huit ans* (p. 2523) ; Art. 20 : *Application de la législation sociale à l'apprenti* (p. 2523) ; Art. 21 : *Suppression des dérogations* (p. 2524) ; *son amendement tendant à la fin de cet article après les mots : « en cas de dérogation » à insérer les mots : « ou de suspension du contrat pour raison indépendante de la volonté de l'apprenti »* (p. 2524) ; Art. 22 : *Application de la tutelle* (p. 2524) ; Art. 25 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « le premier mois » les mots : « les deux premiers mois »* (p. 2526) ; *période probatoire du contrat* (p. 2526) ; *son amendement tendant à la fin de la deuxième phrase du premier alinéa de cet article après les mots : « inaptitude de l'apprenti » à insérer les mots : « à exercer le métier auquel il voulait se préparer »* (p. 2526) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « le premier mois » les mots : « les deux premiers mois »* (p. 2526) ; Art. 28 : *Son amendement tendant dans cet article après les mots : « les personnes » à insérer les mots : « ou entreprises »* (p. 2528) ; Art. 29 : *Son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article après les mots : « les personnes » à insérer les mots : « ou entreprises »* (p. 2528) ; Art. 33 : *Nécessité de ne pas exclure les artisans du champ d'application du projet de loi* (p. 2530) ; *son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « les chambres de métiers » les mots : « les compagnies consulaires »* (p. 2530) ; Art. 35 : *Pénalités subies par les chefs d'entreprises* (p. 2533) ; après l'Art. 35 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « des décrets en Conseil d'Etat fixeront les mesures d'application de la présente loi notamment en ce qui concerne l'Art. 33 »* (p. 2533) ; Art. 36 : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à substituer à la date du « 1er juillet 1977 » la date « 1er juillet 1975 »* (p. 2533) ; *son amendement tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa de cet article* (p. 2534) ; *dérogations apportées aux horaires maxima* (p. 2534) ; Art. 37 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots suivants : « notamment en ce qui concerne l'article 33 »* (p. 2534) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « ce décret est établi après consultation du Conseil national de formation professionnelle et du Conseil supérieur de l'éducation nationale »* (p. 2535) ; en deuxième lecture du projet de loi relatif à l'apprentissage, en qualité de *Rapporteur : Rémunération des apprentis âgés de plus de dix-huit ans ; rémunération de l'apprenti lorsque l'apprentissage est dispensé par un ascendant* [24 juin 1971] (p. 3388) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « une culture théorique et pratique » les mots : « une formation générale théorique et pratique »* (p. 3388) ; *objet de l'apprentissage* (p. 3388) ; *son amendement (substitution au mot : « éducation » du mot « formation »)* (p. 3388) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots : « et de l'em-*

ploi » (p. 3389) ; *harmonisation de la dénomination des organismes régionaux avec celle de l'organisme national* (p. 3389); Art. 7 : *Intégration des personnels en fonction dans les cours professionnels publics ou privés* (p. 3389) ; Art. 7 *bis* : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « conseil supérieur de l'éducation nationale » les mots : « le comité régional de la formation professionnelle permanente et de l'emploi »* (p. 3389) ; *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article* (p. 3390) ; *problème des sanctions* (p. 3390) ; Art. 11 : *Son amendement tendant, dans cet article, à supprimer les mots : « et ces conventions collectives »* (p. 3390) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer les mots : « et faisant état de ses aptitudes »* (p. 3391) ; *appréciation des aptitudes de l'apprenti* (p. 3391) ; Art. 12 *bis* : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3391) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « Ce pourcentage sera plus élevé pour les apprentis âgés de plus de dix-huit ans »* (p. 3391) ; *rôle des centres de F.P.A.* (p. 3391) ; *problème des heures supplémentaires faites par des apprentis* (p. 3392) ; Art. 32 : *Inspection de l'apprentissage* (p. 3393) ; Art. 35 : *Son amendement (abrogation de divers textes à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi)* (p. 3393) ; Art. 12 *bis* : *Son amendement de suppression* (p. 3394) ; Art. 36 : *Son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « avant la date d'entrée » les mots : « le jour de l'entrée »* (p. 3394) ; Art. 37 : *Son amendement : « Des mesures spécifiques d'application seront prises par voie réglementaire, pour les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle »* (p. 3394) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'apprentissage, en qualité de *Rapporteur : « Rémunération de l'apprenti employé par un ascendant* [30 juin 1971] (p. 3545) ; *cas de faute ou d'insuffisance professionnelle du personnel dispensant l'apprentissage* (p. 3546) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : EDUCATION NATIONALE : *Accroissement des équipements ; conditions de scolarisation dans les écoles maternelles* [9 novembre 1971] (p. 5561) ; *accueil en classe maternelle des enfants à partir de deux ans ; disparités entre les villes et les campagnes ; personnel enseignant ; formation pédagogique des enseignants ; nationalisation des C.E.S. ; mise en place de l'enseignement technologique et professionnel ; ramassage scolaire ; subventions de fonctionnement pour l'enseignement supérieur ; œuvres universitaires* (p. 5562, 5563) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles, en qualité de *Rapporteur : Evolution de la famille ; octroi de nouvelles prestations ; réforme des allocations de salaire unique et de la mère au foyer ; allocation pour frais de garde ; possibilité d'autoriser les familles à déduire de leurs revenus les charges correspondant aux frais de garde des enfants ; statut social de la mère de famille* [30 novembre 1971] (p. 6182, 6183); *problème du logement ; liste des prestations familiales non assujetties à l'impôt sur le revenu des personnes physiques* (p. 6184) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Sallenave* (p. 6203); *ses amendements aux articles 1er, 2, 3 et 4 tendant, après les mots : « lorsque l'ensemble des ressources du ménage » à insérer les mots : « ou de la personne bénéficiaire »* (p. 6204) ; Art. 3 : *Son amendement relatif au lien entre la majoration de l'allocation de salaire unique et de l'attocation de la mère au foyer et la progression du S.M.I.C.* (p. 6204) ; après l'Art. 4 : *Son amendement* (p. 6205) ; Art. 5 : *Son amendement de pure forme* (p. 6205) ; Art. 6 : *Problème de l'agrément des gardes* (p. 6206) ; Art. L 535-5 et L 535-7 du Code de la sécurité sociale : *Ses amendements de pure forme* (p. 6206) ; Art. 8 : *Son amendement* (p. 6207) ; Art. 9 : *Son amendement tendant, dans le douzième alinéa (4°) du texte proposé pour l'article L 576 du Code de la Sécurité sociale à substituer aux mots : « âgé de plus de soixante-cinq ans ou de soixante ans, en cas d'inaptitude au travail » les mots : « bénéficiaire d'un avantage de vieillesse »* (p. 6207) ; conclusions de la Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur : Extension de la faculté de s'assurer volontairement au profit des mères de famille ; entrée en application des nouvelles dispositions* [18 décembre 1971] (p. 6951) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de Sécurité sociale, Art. 1er : *Régime de la préretraite ; ses observations sur l'échéancier prévu par le projet de loi* [2 décembre 1971] (p. 6300) ; Art. 8 : *Cas des assurés qui, avant le 1er janvier 1972, ont vu leur pension liquidée sur la base de trente annuités ; retrait de son amendement déposé avec M. Rossi* (p. 6308, 6309) ; Art. 9 : *Ses observations sur le salaire de base servant au calcul de la retraite* (p. 6309).

Pose à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population une question orale avec débat relative aux problèmes de l'emploi [3 décembre 1971] (p. 6394) ; *augmentation des demandes d'emploi ; statistiques des Services du Ministère du Travail ; rajeunissement de la population active ; croissance du travail féminin ; réduction des horaires ; déplacements des entreprises ; agences de l'emploi ; indemnités allouées aux chômeurs ; reconversion (promotion professionnelle et sociale)* (p. 6396, 6397).

Prend part à la discussion, en troisième lecture, du projet de loi portant amélioration des pensions de vieillesse du régime général de Sécurité sociale et du régime des travailleurs salariés agricoles, en qualité de *Rapporteur suppléant : Ses observations sur ce texte* [18 décembre 1971] (p. 6950) ; Art. 3 : *Problème de la reconnaissance à l'inaptitude au travail* (p. 6951).

CHAZELLE (René)

Député de la Haute-Loire
(2e circonscription)
F.G.D.S., puis S.

VICE-PRÉSIDENT
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé :

— vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1971] (p. 832, 834) ;

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [16 octobre 1968] (p. 3338) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 402) tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie [18 novembre 1968] (p. 4672) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi complétant certaines dispositions du titre 1er du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'Art. 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 1204) ; 2° le projet de loi relatif au bail rural à long terme (n° 1205) ; 3° le projet de loi relatif aux société agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) (n° 1206) ; 4° le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 1207) [10 juin 1970] (p. 2476) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228) ; 2° le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ; 3° le projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230) [28 avril 1972] (p. 1219) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2419 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un député (n° 2683) [29 novembre 1972] (p. 5743) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce (n° 2750) [12 décembre 1972] (p. 6085).

En qualité de Vice-Président, préside :

La séance du 23 avril 1971 (p. 1416) ; la 1re séance du 6 mai 1971 (p. 1693) ; la 2e séance du 6 mai 1971 (p. 1718) ; la séance du 14 mai 1971 (p. 1902) ; la séance du 27 mai 1971 (p. 2132) ; la séance du 4 juin 1971 (p. 2386) ; la 1re séance du 8 juin 1971 (p. 2466) ; la 3e séance du 16 juin 1971 (p. 2997) ; la 1re séance du 21 juin 1971 (p. 3149) ; la 1re séance du 23 juin 1971 (p. 3286) ; la 1re séance du 25 juin 1971 (p. 3442) ; la 2e séance du 20 octobre 1971 (p. 4689) ; la 2e séance du 21 octobre 1971 (p. 4738) ; la 1re séance du 25 octobre 1971 (p. 4840) ; la 2e séance du 29 octobre 1971 (p. 5113) ; la 3e séance du 29 octobre 1971 (p. 5121) ; la 1re séance du 9 novembre 1971 (p. 5533) ; la 3e séance du 9 novembre 1971 (p. 5561) ; la 2e séance du 17 novembre 1971 (p. 5853) ; la 1re séance du 23 novembre 1971 (p. 6012) ; la 1re séance du 2 décembre 1971 (p. 6294) ; la 1re séance du 8 décembre 1971 (p. 6502) ; la 1re séance du 15 décembre 1971 (p. 6758) ; la 1re séance du 16 décembre 1971 (p. 6831) ; la 1re séance du 17 décembre 1971 (p. 6894).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à réduire les délais d'examen des demandes d'indemnités viagères de départ (I.V.D.), n° 601 [20 décembre 1968].

Son rapport d'information, fait en application de l'Art. 28 du Règlement, et présenté à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, et à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur l'activité du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire, n° 1593 [18 décembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à compléter ou modifier les art. 187 et 416 du Code pénal afin de réprimer les actes de discrimination ou de ségrégation raciales ou religieuses n° 1662 [15 avril 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi n° 371 et 672 tendant à compléter l'art. 378 du Code pénal en vue de la défense de l'enfance martyre, n° 1667 [21 avril 1971].

Sa proposition de loi tendant à la création d'un fonds de garantie pour le règlement des pensions alimentaires, n° 2623 [9 novembre 1972].

Interventions :

En qualité de député :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, JUSTICE : *Situation de la magistrature ; projets de réforme ; carte judiciaire ; situation des chefs-lieux de département ; projet de fusion des tribunaux d'instance et des tribunaux de grande instance ; situation des jeunes adultes délinquants ; possibilité de créer d'autres centres comparables à celui d'Œrmingen ; formation d'éducateurs spécialisés ; création de chambres sociales ; ses observations sur les chambres familiales* [8 novembre 1968] (p. 4161, 4162) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Protection des sites ; nécessité de veiller dans les régions non protégées à ce que les notions d'esthétique aillent de pair avec l'urbanisme ; réduction de la publicité qui enlaidit les villes et les campagnes ; révision des techniques de l'électrification et des télécommunications ; réforme de l'enseignement de l'archilecture el de l'urbanisme ; contradiction entre l'architecture officielle et l'esthétique* [13 novembre 1968] (p. 4364, 4365) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Contradictions dans la politique gouvernementale ; dégradation générale du revenu agricole ; politique des structures ; indemnité viagère de départ ; pré-indemnité viagère de départ à cinquante-cinq ans ; insuffisance de l'effort du budget en matière d'équipements de transformation ou de commercialisation ; lutte contre la tuberculose bovine ; absence de corrélation entre les cours à la production et à la commercialisation ; politique des matières grasses ; cas de la Haute-Loire ; ses observations sur les bourses ; collèges d'enseignement général ; cas de ceux de la Chaise-Dieu et de Lavoûte-Chilhac ; augmentation des cotisations sociales* [16 novembre 1968] (p. 4579 à 4581) ;

— du projet relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises : *Place du syn-*

dicalisme dans la vie nationale ; participation ; application des textes par l'administration et les tribunaux ; liberté syndicale ; protection sociale ; caractère du projet de loi ; ses observations sur le seuil de cinquante salariés pour l'application de la loi ; champ d'application du texte ; âge des délégués syndicaux ; institution d'une magistrature du travail ou sociale; congé-éducation [4 décembre 1968] (p. 5061, 5062) ;

Prend part au débat :

— sur les questions orales de MM. Ansquer, Tissandier et Arthur Moulin relatives à l'indemnité viagère de départ : *Simplification des textes applicables en matière d'I.V.D. ; rôle économique et social de l'I.V.D. ; cas des fermiers et métayers* [10 octobre 1969] (p. 2628, 2629) ;

— sur les questions orales de MM. Marcus, Mazeaud, Spénale, Barrot, Mme Vaillant-Couturier et M. Peyrefitte relatives à la drogue : *Dépôt indispensable de textes armant mieux les tribunaux, organisant la prévention, les cures, les postcures et la désintoxication ; nécessité de traiter différemment trafiquants et toxicomanes* [24 octobre 1969.]

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, JUSTICE : *Ampleur des besoins de justice et faiblesse des moyens proposés ; dépenses en capital ; fonctionnement de la justice ; importance du sursis avec mise à l'épreuve ; application de la loi sur les incapables majeurs et sur la tutelle ; délinquance juvénile ; administration pénitentiaire ; condition des magistrats ; réforme de la pyramide judiciaire ; rôle de la justice pour les libertés individuelles ; détention provisoire ou préventive ; rôle des juges d'instruction ; suppression de la Cour de sûreté de l'Etat ; rôle du juge ; ses moyens matériels de travail ; ses observations sur le conseil supérieur de la magistrature ; institution d'un haut-conseil de justice au sein duquel une séparation devrait être réalisée entre le domaine de la magistrature et celui de la justice proprement dite* [5 novembre 1969] (p. 3377 à 3379) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Coût de l'agriculture pour la nation ; problème du lait ; prix indicatif du lait ; situation des entreprises laitières ; revenu des producteurs* [18 novembre 1969] (p. 3931, 3932) ; *instabilité de la politique agricole ; abattage des vaches ; nécessité de désenclaver l'agriculture ; disparition de nombreuses exploitations familiales résultant de la politique gouvernementale ; exemple du département de la Haute-Loire* (p. 3932) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Conservation des monuments, des objets d'art et des sites ; réalisation de la deuxième loi de programme ; patrimoine historique de notre pays ; archéologie française ; nombre limité des musées spécialisés* [20 novembre 1969] (p. 4061, 4062) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Mission de l'O.R.T.F. ; ses observation sur les redevances ; recettes commerciales ; publicité de marque ; possibilité d'accorder des exonérations de redevance à des couches de population aux faibles revenus et aux personnes handicapées ou âgées ; publication des sondages sur l'intérêt des émissions ; retransmission des spectacles des théâtres nationaux ; problème de l'information ; desserrement de l'étreinte gouvernementale sur l'information ; droit à l'antenne pour les familles politiques, notamment celles de l'opposition ; objectivité des informations ; malaise opposant la direction de la radiodiffusion et l'ensemble des créateurs et interprètes responsables des bureaux artistiques ; rôle culturel de la radio ; nombre croissant de collaborateurs occasionnels ; non-utilisation du personnel permanent ; suppression de la majeure partie des émissions structurées ; situation financière de l'exploitation des trois chaînes de radiodiffusion ; politique des programmes ; rôle de la S.O.F.I.R.A.D. ; expression des formations politiques sur les stations régionales ; problème de la coopération* [21 novembre 1969] (p. 4218, 4219) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — INFORMATION : *Droit de libre établissement dans les pays du Marché commun ; application de cette disposition à la presse ; acheminement aérien de la presse française en Afrique ; prix de vente des journaux ; aménagement des tarifs ; fonds culturel* [22 novembre 1969] (p. 4252) ;

— du projet de loi relatif à l'autorité parentale et portant réforme de différentes dispositions du Code civil concernant le droit de la famille : *Transfert aux deux parents de l'autorité qui appartenait au père ; ses observations sur l'idée que l'association est devenue la motivation du mariage ; problème de la solution des conflits ; installation des chambres de la famille ; conception nou-*

velle du mariage ; relations personnelles de l'enfant avec ses grands-parents ; problème du droit de correspondance et de visite avec d'autres personnes ; ligne de démarcation entre l'assistance éducative et la déchéance ; rôle du juge des enfants ; principe du maintien de l'enfant dans son milieu familial [7 avril 1970] (p. 816 à 818) ; Art. 375 du Code civil : *Son amendement tendant à rédiger comme suit la dernière phrase du premier alinéa de cet article : « Le juge des enfants peut se saisir d'office »* [9 avril 1970] (p. 883) ; *saisine du magistrat* (p. 883, 884) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (étude de la personnalité du mineur)* (p. 884) ; *ses observations sur son amendement* (p. 884) ; *retrait de son amendement* (p. 885) ; Art. 375-3 du code civil : *Son amendement tendant après le cinquième alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa : « Le juge des enfants tente de recueillir l'adhésion de la famille à la mesure envisagée »* (p. 886) ; *protection judiciaire de l'enfant* (p. 887) ; Art. 375-1 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Il tente de recueillir l'adhésion de la famille à la mesure envisagée »* (p. 889) ; en deuxième lecture, Art. 372 et 372 *bis* du Code civil : *Exercice conjoint de l'autorité parentale pendant le mariage ; cas de désaccord entre le père et la mère ; définition de la pratique antérieure au sein du ménage* [20 mai 1970] (p. 1806) ; Art. 375 du Code civil : *Ses observations sur l'article 99, alinéa 5 du règlement : possibilité pour le juge des enfants de se saisir d'office* (p. 1808, 1809) ;

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Cointat, Fouchier, Arthur Moulin, Vedrines, Boscary-Monsservin et Alduy relatives aux problèmes agricoles : *Enseignement agricole* [17 avril 1970] (p. 1167, 1168).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance : *Ses observations sur l'habeas corpus anglais; sa condamnation de l'usage de la force ; détermination des casseurs; arsenal juridique permettant de lutter contre les troubles de l'ordre public ; inutilité du projet de loi ; ses observations sur l'article 104 du Code pénal ; délit collectif ; responsabilité civile des manifestants* [29 avril 1970] (p. 1402, 1403) ; *ses observations sur les paroles de M. Alain Terrenoire et de M. Pleven ; Gouvernement créant l'arbitraire ; réduction du rôle du Parlement ; atteinte au droit de réunion et de manifestation* (p. 1404, 1405) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'art. 304 ; existence d'un arsenal répressif important ; délit collectif ; réparation des dommages* (p. 1416) ;

— de la commission mixte paritaire : *Cas des organisateurs et des participants de rassemblements illicites ou interdits ; ses observations sur les « provocateurs » ; armes dont dispose le Gouvernement pour lutter contre le désordre ; ses observations sur la pratique de « correctionnalisation » ; assimilation de l'action de ceux qui revendiquent et des agissements de ceux qui utilisent la violence ; ses observations sur l'attitude du représentant des candidats du parti majoritaire aux élections à Besançon* [4 juin 1970] (p. 2243, 2244).

Pose :

— à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale avec débat relative à la situation des handicapés physiques [6 mai 1970] (p. 1551) : *Rapport Bloch-Lainé ; problème de la prévention ; absence d'établissements spécialisés pour débiles légers ; création d'un service social assurant la tutelle des handicapés physiques ; allocation de subsistance pour les handicapés adultes ; situation des personnes âgées* (p. 1152, 1153) ;

— à M. le Ministre de la Justice une question orale avec débat relative à la réforme judiciaire [15 mai 1970] (p. 1754).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens : *Travail des parlementaires en Commission ; respect de la vie privée ; nature juridique des déclarations des droits de l'homme ; non-ratification par la France de la Convention européenne des Droits de l'homme ; protection de l'intimité ; insuffisance de notre procédure pénale ; détention provisoire ; dangers que suscite l'incarcération préventive ; nécessité de rendre à la justice plus d'indépendance ; problème de l'organisation et du contrôle judiciaire ; rôle du juge ; tutelle pénale ; nombre des agents à temps complet chargés de la probation ; distinction entre le sursis simple et le sursis avec mise à l'épreuve ; situation des libérés conditionnels ; conciliation des*

droits individuels et des libertés de la presse ; maintien des dispositions de l'art. 61 du Code de procédure pénale ; ses observations sur la « vérification d'identité » ; nécessité de supprimer l'art. 30 du Code de procédure pénale permettant d'ordonner des gardes à vue ; problème posé par les jeunes adultes délinquants ; budget de la justice [27 mai 1970] (p. 1994 à 1996) ; Art. 138 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à substituer aux deux premiers alinéas de ce texte de nouvelles dispositions (conséquence du contrôle judiciaire)* (p. 2007) ; *objet de la détention préventive* (p. 2007) ; *son amendement tendant à supprimer le cinquième alinéa (4°) du texte proposé pour cet article du Code de procédure pénale* (p. 2007) ; *nécessité de ne pas marquer irrémédiablement dans son milieu professionnel, social et familial celui qui est soumis au contrôle judiciaire* (p 2007) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le sixième alinéa (5°) du texte proposé pour cet article du Code de procédure pénale : « Se présenter périodiquement à une ou plusieurs autorités désignées par le juge ou répondre à leur convocation »* (p. 2007) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2007) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du septième alinéa (6°) du texte proposé pour cet article du Code de procédure pénale (cas où le contrôle judiciaire est accordé pour des motifs professionnels ou scolaires ; obligation, pour l'inculpé dans ce cas, d'adresser au juge toutes justifications de la poursuite de ses activités profesionnelles)* (p. 2008) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2008) ; *rôle du juge d'instruction dans l'appréciation des charges* (p. 2010) : Art. 141 du Code de procédure pénale : *Dialogue entre le juge d'instruction et l'inculpé* (p. 2013) ; *observations présentées par l'inculpé sur une ordonnance* (p. 2014) ; Art. 146 du Code de procédure pénale : *Ses observations sur la modification de l'amendement de la Commission* (p. 2016) ; Art. 150-9 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par un deuxième alinéa : « Une indemnité peut être accordée à la personne ayant fait l'objet d'une mise sous contrôle judiciaire, lorsque la procédure s'est terminée par l'une des décisions ci-dessus et que ce contrôle lui a causé un préjudice socialement anormal et d'une particulière gravité »* [28 mai 1970] (p. 2034) ; *introduction de la notion d'indemnisation dans le Code de procédure pénale ; ses observations sur la juridiction compétente ; ses observations sur le contrôle judiciaire* (p. 2035) ; Art. 150-10 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (possibilité d'allouer l'indemnité prévue à l'article précédent par la Cour de cassation, chambre criminelle ; détermination de la personne qui a le droit de demander des dommages-intérêts)* (p. 2035) ; *problème de savoir qui va indemniser ; nécessité de ne pas refuser la motivation et la publicité ; idée d'un double degré de juridiction ; nécessité de ne pas multiplier les juridictions d'exception* (p. 2035) ; *possibilité de s'adresser à une juridiction de droit commun ; extension du droit de demande au conjoint à ses ascendants et descendants* (p. 2036) ; Art. 150-12 du Code de procédure pénale *Son amendement tendant à compléter l'intitulé de la sous-section 3 par les mots : « ou d'un contrôle judiciaire »* (p. 2038) ; Art. 16 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 : *Ses observations sur la Cour de sûreté de l'Etat ; délais de garde à vue ; nécessité de créer un parallélisme entre les juridictions* (p. 2051) ; *son amendement tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article à remplacer les mots : « 48 heures » par les mots : « 24 heures »* (p. 2052) ; *délais de la garde à vue dans le cas d'atteintes contre la sûreté de l'Etat* (p. 2052) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « 2 jours » les mots : « 24 heures »* (p. 2053) ; *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 2053) ; *limitation du délai de garde à vue ; nécessité d'arrêter les prolongations* (p. 2053) Art. 368 du Code pénal : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. de Grailly par les mots : « et de tirer profit d'une telle atteinte »* (p. 2072) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa (1°) du texte proposé pour cet article (peines applicables en cas d'interception de conversations téléphoniques ou d'ouverture et de suppression de la correspondance)* (p. 2073) ; Art. 369 du Code pénal : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots : « vie privée » à substituer au mot : « ou » le mot : « et »* (p. 2076) ; *son sous-amendement tendant, dans le texte de M. de Grailly à supprimer les mots : « ou indirectes »* (p. 2076) ; Art. 370 du Code

pénal : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (définition du montage punissable)* (p. 2077) ; Art. 58-2 du Code pénal : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « est de 10 ans » les mots : « ne peut excéder 10 ans »* (p. 2090) ; *information du juge* (p. 2090) ; Art. 58-3 du Code pénal : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (tutelle pénale)* (p. 2091) ; *tutelle pénale pour les multirécidivistes ; régime de la liberté conditionnelle* (p. 2091) ; ses explications de vote sur l'ensemble du texte : *Exercice du contrôle judiciaire ; existence de la Cour de sûreté de l'Etat ; ses observations sur le sursis ; suppression de la relégation ; son vote* (p. 2100, 2101) ; en deuxième lecture : Art. 11 : *Suppression de la Cour de sûreté de l'Etat ; composition de cette Cour ; son caractère* [25 juin 1970] (p. 3092) ; *son vote* (p. 3093) ;

— du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation judiciaire : *Organisation judiciaire de la région parisienne ; manque de magistrats dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie, de la Réunion, des Antilles et des Comores ; attribution des juges ; ses observations sur le tribunal de grande instance du Puy ; renforcement du nombre des magistrats dans la Commission d'avancement ; désignation des membres de cette Commission et de la Commission de discipline du parquet ; établissement du tableau d'avancement ; ses observations sur l'entrée au centre national d'études judiciaires ; problème du recrutement parallèle ; principe de la collégialité ; rattachement des juges d'instance au tribunal de grande instance ; compétence des tribunaux d'instance* [25 juin 1970] (p. 3045 à 3047).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux incidences de la T.V.A. sur les travaux départementaux et communaux [26 juin 1970] (p. 3177).

Prend part à la discussion :

— des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre 1er du Livre IV du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'art. 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux groupements fonciers agricoles : *Ses observations sur les groupements fonciers agricoles ; défense de la propriété et de l'exploitation familiale ; nécessité d'arrêter le morcellement infini de la terre ; réglementation des cumuls ; ses observations sur l'I.V.D. ; rôle des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural ; nantissement des parts des groupements agricoles fonciers auprès d'une institution comme le crédit agricole ; nécessité d'attirer de nouveaux capitaux en agriculture ; droit de reprise des groupements fonciers agricoles vis-à-vis des fermiers ; cas d'exploitation directe des groupements fonciers agricoles* [26 juin 1970] (p. 3191, 3192) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, JUSTICE : *Pourcentage du budget par rapport au budget général ; pénurie de magistrats ; augmentation du nombre des affaires ; multiplication des tâches des magistrats ; problème de la prolifération législative ; crédits d'équipements* [29 octobre 1970] (p. 4926) ; *insuffisance du personnel pénitentiaire ; ses observations sur le fait que dans la région d'Auvergne il n'existe qu'une seule prison cellulaire, celle du Puy-en-Velay ; rôle du juge de l'application des peines dans les prisons ; regroupement des juges d'instance au chef-lieu des départements ; recrutement parallèle des magistrats ; modifications du conseil supérieur ; possibilité pour la France de consacrer un centième de son budget à l'amélioration des services judiciaires* (p. 4927) ; *ses observations sur les propos du président de l'union fédérale des magistrats* (p. 4934) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème de l'élevage ; instabilité des prix ; nécessité d'une parité économique et sociale en agriculture ; subventions pour les bâtiments d'élevage ; rationalisation de la production ; prix indicatif du lait ; augmentation des charges des producteurs de lait* [7 novembre 1970] (p. 5327) ; *problème des matières grasses ; ses observations sur l'Art. 29 de la loi de finances pour 1970 ; mesures qui doivent être prises en faveur de la montagne ; enseignement et formation professionnelle agricole ; exemple du collège agricole de Brioude-Bonnefond ; ses observations sur Le Puy ; problème du département de la Haute-Loire* (p. 5328) ; TRANSPORTS. — SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES : *Place des transports en commun dans la vie quotidienne ; rapports financiers entre l'Etat et la S.N.C.F.* [9 novembre 1970] (p. 5412) ; *prix des transports ; institution*

d'une taxe spéciale à la charge des employeurs de la région parisienne ; choix entre des équipements orientés vers les grandes vitesses et un équipement polyvalent ; étude du principe de l'adhérence totale ; exemple du Tokaïdo au Japon ; turbotrain ; problème du triage des wagons ; utilisation de conteneurs ; suppression de lignes secondaires ; situation des régions du centre de la France ; exemple de la ligne Bonson-Sembadel ; problème des correctifs tarifaires régionaux ; taxe à l'essieu ; situation des chauffeurs routiers (p. 5413) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Conservation des monuments historiques ; monopole de l'administration des Beaux-Arts par l'Etat ; transfert de la maîtrise d'ouvrage aux propriétaires de monuments historiques classés ; ses observations sur Versailles ; restauration des quartiers urbains ; réforme du Ministère des Affaires culturelles ; réforme des statuts des grandes catégories de techniciens ; distinction entre les architectes en chef des monuments historiques et les architectes des bâtiments de France ; problème des musées ; situation de leur personnel* [13 novembre 1970] (p. 5503, 5504).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale sans débat relative à la catastrophe de Saint-Laurent-du-Pont [6 novembre 1970] (p. 5272, 5273, 5276, 5277).

Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme hospitalière : *Ses observations sur l'enveloppe financière prévue pour le VI^e^ Plan ; exemple de la Haute-Loire ; insuffisance de la capacité d'accueil des équipements hospitaliers ; élaboration de la carte hospitalière de l'Auvergne* [3 décembre 1970] (p. 6128) ; *problème des hospices ; problème humain des hôpitaux ; réglementation juridique et administration des établissements hospitaliers ; exemple de l'Assistance publique de Paris* (p. 6129).

En qualité de vice-président :

Ses observations sur la recevabilité en fonction de l'article 40 de la Constitution de l'amendement de M. Toutain à l'article 7 du projet de loi relatif à diverses mesures en faveur des handicapés [6 mai 1971] (p. 1723).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Jean Brocard ; interdiction faite au public de manifester [14 mai 1971] (p. 1906).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Max Lejeune [27 mai 1971] (p. 2133).

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. Carpentier et Bertrand Denis [25 juin 1971] (p. 3442).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Bertrand Denis ; vote par division [21 octobre 1971] (p. 4746).

Ses observations sur l'article 42 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique aux lois de finances [21 octobre 1971] (p. 4749).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Edgar Faure ; application de l'article 48 de la Constitution [21 octobre 1971] (p. 4764).

Ses observations sur le respect par les orateurs de leur temps de parole [9 novembre 1971] (p. 5536).

Ses observations sur l'application de l'article 40 de la Constitution [2 décembre 1971] (p. 6295).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Cazenave ; problème des personnels communaux [16 décembre 1971] (p. 6831).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Odru [16 décembre 1971] (p. 6833).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Boudet et le problème des votes à main levée [16 décembre 1971] (p. 6833).

En qualité de Député :

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Roucaute, Poudevigne, Brugnon, Bertrand Denis, Ansquer relatives aux problèmes agricoles ; *insuffisance des crédits du Ministère de l'Agriculture ; rénovation rurale ; indemnité viagère de départ ; réforme du Crédit agricole ; problème de l'agriculture de montagne ; suppression de la détaxe sur les carburants* [16 avril 1971] (p. 1203, 1204).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à certains personnels de l'aviation civile : *Sa question préalable ; mise en place d'un nouveau corps d'ingénieurs, celui des ingénieurs des études et de l'exploi-*

tation de l'aviation civile ; non-conformité de l'article 2 à la Constitution ; classement des ingénieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile dans une catégorie indiciaire particulière ; protocole du 16 juillet 1970 entre le Ministère et les organisations syndicales ; ses observations sur l'article 3 du projet de loi ; problème du droit de grève [28 avril 1971] (p. 1510) ; *indication des dispositions qui devraient figurer dans le projet de loi ; problème de la promotion interne ; travaux de la Commission Cahen-Salvador ; situation des ingénieurs promus après concours interne ou sélection professionnelle ; situation des anciens contrôleurs promus ingénieurs par concours interne ; non-conformité des textes réglementaires avec les engagements pris précédemment* (p. 1511) ; Art. 3 : *Droit de grève* (p. 1516) ; *respect des garanties du statut général des fonctionnaires* (p. 1517).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux revendications des ingénieurs des travaux publics [5 mai 1971] (p. 1646, 1647).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter l'article 378 du Code pénal en vue de la défense de l'enfance martyre ; 2° de Mme de Hauteclocque, tendant à compléter l'article 378 du Code pénal afin d'assurer une meilleure protection des enfants dont la santé pourrait être gravement compromise par de mauvais traitements ou par défaut de soins, en qualité de *Rapporteur : Importance de la prévention et du dépistage dans le cas d'enfants maltraités ; rôle des parents alcooliques ; syndrome de l'enfant battu* [7 mai 1971] (p. 1758) ; *portée et étendue du secret médical* (p. 1759) ; *ses observations sur l'article 378 et les articles 62 et 63 du Code pénal* (p. 1760, 1761) ; Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. de Grailly* (p. 1764) ; Art. 1er : *Recommandation de l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe* (p. 1765).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux revendications du personnel des travaux publics [19 mai 1971] (p. 1977).

Prend part au débat sur les questions orales de M. Jean-Paul Palewski, Claudius-Petit, Boyer, Carpentier, Andrieux et Jean Royer relatives aux affaires culturelles ; signature de la charte du 23 mars 1971 avec l'O.R.T.F. ; développement de la culture par l'audiovisuel ; problème de la jonction des loisirs et de la culture ; conservation de notre patrimoine architectural [28 mai 1971] (p. 2213).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Caractère du Plan ; dépenses militaires ; indication des problèmes actuels* [16 juin 1971] (p. 2959) ; *fidélité de ce Plan à ses prédécesseurs* (p. 2960) ;

— du projet de loi relatif aux prises d'otages et aux enlèvements de mineurs, Art 1er : *Ses observations sur le mot : « ordre » ; retrait de son amendement déposé avec M. Krieg* [23 juin 1971] (p. 3307, 3308) ; *ses explications de vote ; protection de l'enfance* (p. 3309, 3310) ;

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques : *Problème de la vénalité des charges ; son vote en faveur de la motion de renvoi* [13 octobre 1971] (p. 4491) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AFFAIRES CULTURELLES : *Ses observations sur le « un pour cent » ; musée de Saint-Pierre de Lyon ; politique des monuments historiques ; affectation de l'abbaye de Fontevrault ; projet gouvernemental de la loi d'orientation de l'architecture ; réforme du statut du corps des architectes des monuments historiques ; application de la loi de 1968 qui permet que les droits de succession puissent être acquittés en œuvres d'art ; aide aux propriétaires et aux locataires de demeures classées ; affectation des droits d'enregistrement sur les ventes publiques des objets d'antiquité et de collection* [27 octobre 1971] (p. 4958) ; SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Situation des personnes âgées de condition modeste ; leurs ressources; rapport Laroque; rapport Bloch-Lainé; nécessité d'instaurer une retraite minimale indexée sur le S.M.I.C.* [4 novembre 1971] (p. 5308) ; *problème de la redevance de l'O.R.T.F. ; Fonds national de solidarité ; logement des personnes âgées ; aide aux familles soignantes qui cohabitent avec les*

personnes âgées ; problème des handicapés ; cas des femmes seules chargées de famille ; situation des agriculteurs ; rigueur des caisses de mutualité sociale agricole en ce qui concerne les demandes de mise en invalidité ; application de la loi du 12 juillet 1966 aux commerçants artisans (p. 5309) ; JUSTICE : *Augmentation des crédits ; conséquence de la généralisation de la procédure de la mise en état ; aide judiciaire ; réforme des professions judiciaires ; notion de détention provisoire ; tutelle pénale* [5 novembre 1971] (p. 5368) ; *situation des juges pour enfants ; chambres de la famille ; situation des jeunes adultes délinquants ; problème de la conciliation des impératifs de défense sociale et de réinsertion sociale ; ses observations sur le complice* (p. 5369) ; *rôle du juge de la mise en état ; création de conseillers en service extraordinaire* (p. 5370) ; ÉDUCATION NATIONALE : *Crédits réservés aux bourses ; problème de l'attribution des bourses* [9 novembre 1971] (p. 5552, 5553) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème des bâtiments d'élevage ; ses observations sur le fonds d'action régionale ; crédits consacrés à la sélection animale et la prophylaxie ; ses observations sur les productions porcine et ovine* [16 novembre 1971] (p. 5743) ; *production de viande de veau ; croissance de la production laitière ; prix du lait* (p. 5744) ;

— du projet de loi relatif à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde : *Dégradation de l'économie de montagne ; ses observations sur les conditions de vie en montagne* [18 novembre 1971] (p. 5926) ; *ses observations sur les associations foncières pastorales et les groupements pastoraux ; définition d'un nouveau type de bail ; problème de l'indemnité viagère de départ ; coût de la construction de bâtiments en montagne ; aide en faveur du matériel agricole ; aides du F.A.S.A.S.A.* (p. 5927, 5928).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la hausse des prix [26 novembre 1971] (p. 6158, 6159).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Carpentier, Chazalon, Labbé, Paquet, Andrieux relatives aux problèmes de l'emploi : *Insuffisance de l'effort d'orientation scolaire et de formation professionnelle ; problème de la parité du franc ; relance de l'activité économique ; accélération du rythme d'engagement des dépenses publiques ; abandon de la règle du quart trimestriel des dépenses budgétaires ; révision des conditions de l'aide aux chômeurs et de l'aide au reclassement ; problème de la retraite et de la préretraite ; situation des régions de montagne ; révision de la carte des aides à l'industrialisation* [3 décembre 1971] (p. 6407, 6408).

Prend part à la discussion, en quatrième lecture, du projet de loi organique modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires : *Insuffisance de ce texte* [20 décembre 1971] (p. 7021).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la hausse des prix [5 mai 1972] (p. 1402).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre une question orale avec débat relative aux accidents de la route [5 mai 1972] (p. 1403) : *Etat défectueux du réseau national ; suppression des points noirs ; transformation des routes à trois voies en routes à quatre voies ; insuffisance de la signalisation ; contrôle obligatoire pour les véhicules de tourisme ; port de la ceinture de sécurité ; sac gonflable ; création d'un permis spécial pour les voitures rapides ; problèmes des soins aux blessés (réseau téléphonique d'urgence, antennes de réanimation)* (p. 1407, 1408, 1409).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés : *Fiscalité pesant sur les grandes surfaces de vente* [18 mai 1972] (p. 1674) ; *mesures envisagées par le Gouvernement ; problème de la fiscalité ; impôt sur le revenu ; taux de la T.V.A. ; patente* (p. 1675) ; *fiscalisation des cotisations assurant une véritable solidarité nationale ; lutte contre le travail noir ; pécule ; création d'une indemnité viagère de départ s'ajoutant à la retraite* (p. 1676) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à amender l'ordonnance n° 67-813 du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole : *Principes juridiques régissant les coopératives ; adaptation du*

statut de la coopération agricole [25 mai 1972] (p. 1916, 1917) ; Art. 19 : *Amendement de M. Barrot tendant à permettre aux caisses régionales du Crédit agricole d'être associés non coopérateurs* (p. 1928) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Achille-Fould portant interdiction et dissolution des associations et groupements de fait provoquant à la haine raciste ; 2° de M. Edouard Charret tendant à la répression des discriminations raciales et de la provocation à la haine raciste ; 3° de M. Andrieux portant modification des articles 187 et 416 du Code pénal et tendant à réprimer pénalement la ségrégation ou les discriminations raciales ; 4° de M. Robert Ballanger tendant à réprimer la provocation à la haine raciste et à rendre plus efficace la législation sur la répression des menées racistes et antisémites ; 5° de M. Andrieux tendant à l'interdiction et à la dissolution des associations ou groupements de fait incitant à la haine raciste ; 6° de sa proposition de loi tendant à compléter ou modifier les articles 187 et 416 du Code pénal afin de réprimer les actes de discrimination ou de ségrégation raciales ou religieuses : *Ses observations sur les formes nouvelles de racisme en France ; moyens de lutte contre le racisme ; interprétation judiciaire du décret Marchandeau* [7 juin 1972] (p. 2282) ; *convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ; déclaration universelle des droits ; convention européenne des droits de l'homme* (p. 2283, 2284) ;

— du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles : *Ses observations sur la discussion de ce projet* [27 juin 1972] (p. 2879) ; *chiffres des accidents du travail ; évolution législative de la protection sociale des accidents du travail* [28 juin 1972] (p. 2905) ; *assimilation du risque « accidents du travail » et « maladies professionnelles » ; gestion du risque ; principe de l'unicité ; rôle de la mutualité sociale agricole ; contrôle de la gestion du risque* (p. 2906, 2907) ; *date de parution des décrets d'application* (p. 2908) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, COMMERCE ET ARTISANAT : *Urgence du projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat : nécessité d'y inclure les problèmes fiscaux (réduction des droits de mutation, T.V.A. ; abattement de 20 %, patente) ; aspect social ; lenteur dans l'application des lois votées par le Parlement* [26 octobre 1972] (p. 4418, 4419) ; JUSTICE : *Faiblesse des crédits ; retard dans l'exécution du VI^e^ Plan, notamment pour l'éducation surveillée ; échec des réformes de la procédure civile ; justice aussi lente et onéreuse ; taxe parafiscale pour indemniser les avoués ; droit répressif ; augmentation de la délinquance et de l'insécurité ; manque d'indépendance du juge (conseil supérieur de la magistrature) ; problème de l'application des lois ; exemple de la loi du 17 juillet 1970 tendant à renforcer les garanties des droits individuels* [28 octobre 1972] (p. 4517, 4518, 4525) ; AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I. — Section commune. — II. — AFFAIRES SOCIALES : *Problème des femmes seules et des veuves ; allocation temporaire aux veuves de moins de cinquante-cinq ans afin d'assurer leur formation professionnelle ; aide au premier emploi ; cumul de leur retraite personnelle et de la pension de réversion du mari ; cumul des annuités de cotisations de leur mari et des leurs ; sa demande d'un effort supplémentaire pour les handicapés et les inadaptés ; programme spécifique de logements sociaux pour les personnes âgées ; ayants droit des jeunes gens sous les drapeaux ; progression des charges sociales des collectivités locales ; problème de la Haute-Loire ; obligation alimentaire des enfants à l'égard des parents* [6 novembre 1972] (p. 4752) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Pénurie des moyens d'action pour les monuments historiques ; transferts de charges de l'Etat aux collectivités locales ; son département de la Haute-Loire* [8 novembre 1972] (p. 4824) ; *absence d'inventaire national des monuments historiques ; paiement des droits de succession en œuvres d'art ; déduction fiscale des frais de réparation et d'entretien ; étalement de la déduction de la dépense ; attente de subventions aux communes de son département ; qualité de la vie ; demande d'une véritable loi de programme des monuments historiques* (p. 4825) ; EDUCATION NATIONALE : *Bourses ; nécessité de modifier le barème actuel et d'attribuer les bourses en se fondant, non sur le critère des revenus, mais sur celui des charges ; nécessité de subventionner le ramassage hebdomadaire*

et bihebdomadaire des internes ; charges des collectivités locales en matière d'éducation nationale [10 novembre 1972] (p. 4998) ; *nationalisation des C.E.S. et des C.E.G. ; département de la Hautre-Loire* (p. 5000) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Diminution des crédits de l'enseignement agricole ; nécessité d'une refonte des textes sur l'indemnité viagère de départ ; crédits pour la rénovation rurale ; aide aux agriculteurs de montagne (prime à la vache, mécanisation, habitat)* [15 novembre 1972] (p. 5197) ; *bâtiments d'élevage ; sa demande de relèvement des quotas des prêts bonifiés accordés aux caisses régionales du crédit agricole ; déficit du commerce extérieur des viandes ; viande porcine, viande bovine, marché du veau ; production ovine ; réduction des droits de douane à l'égard des pays tiers pour le bétail de boucherie ; marché du lait* (p. 5198) ; ECONOMIE ET FINANCES. — I. — CHARGES COMMUNES : *Protection des Français en cas de conflit atomique* [18 novembre 1972] (p. 5490) ; *dotation de la Communauté ; sort des personnes âgées relevant du fonds national de solidarité ; amendement du groupe socialiste rétablissant le crédit supprimé de 345 millions de francs, irrecevable ; problème des retraités civils et militaires ; abattement forfaitaire de 10 % pour les retraités ; modification de l'article 2 de la loi du 26 décembre 1964 ; intégration de l'indemnité de résidence ; paiement mensuel de la pension ; réversibilité de la pension de la femme fonctionnaire ; relèvement du taux de réversion de la pension ; problème des retraites militaires ; application de la loi du 27 septembre 1948 (adaptation automatique des pensions aux traitements et soldes d'activité)* (p. 5491) ; *est surpris qu'il n'ait pas été répondu à ses questions* (p. 5494).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au bois de trituration [27 octobre 1972] (p. 4469, 4470).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au paiement direct de la pension alimentaire : *Inadaptation de la justice aux besoins du justiciable ; moyens accrus donnés au créancier ; sa proposition de loi n° 2623 tendant à la création d'un fonds de garantie pour le règlement des pensions alimentaires ; cas des débiteurs de mauvaise foi ; système suédois ; groupe socialiste votera ce texte ; son souhait d'un autre texte* [5 décembre 1972] (p. 5849) ;

— du projet de loi tendant à simplifier et à compléter certaines dispositions relatives à la procédure pénale, aux peines et à leur exécution : *Suggestions irremplaçables du Sénat ; son regret que notre arsenal répressif ne soit pas adapté aux nouvelles formes de la délinquance ; note de M. Arpaillange pour une réforme d'ensemble de la justice pénale ; projet utile ; libération conditionnelle ; réduction de peine ; interdiction de séjour ; casier judiciaire ; juge de l'application des peines ; réinsertion du condamné dans la société ; centres d'hébergement et d'assistance aux sortants de prison ; problème du juge unique au pénal qui lui paraît exclu pour le procès pénal en matière correctionnelle ; création du juge unique en matière pénale, expédient à la crise judiciaire ; pourrait apporter son vote sur ce texte sauf sur l'atteinte faite au principe de la collégialité* [5 décembre 1972] (p. 5863, 5864).

Est entendu, en qualité de *suppléant*, sur la question orale sans débat de M. Spénale relative aux allocations aux handicapés [8 décembre 1972] (p. 6040, 6041, 6042).

CHEDRU (Georges)

Député de Seine-Maritime
(5e circonscription)
R.I.

En remplacement, le 13 août 1968, de M. André Bettencourt, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* 14 août 1968] (p. 7918) ; (24 septembre 1968) (p. 2848).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants (24 septembre 1968) (p. 2848).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [3 octobre 1968] (p. 3045), [3 avril 1969] (p. 850).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour

1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Situation de l'agriculture française ; expansion de la production ; soutien des cours ; équipements ruraux ; enseignement agricole ; modernisation des exploitations ; Crédit agricole ; rapport Vedel ; mécontentement du monde paysan ; problème de la revalorisation des prix agricoles* [19 novembre 1969] (p. 3991, 3992) ; après l'Art. 57 : *Financement du B.A.P.S.A.* (p. 4029).

CHIRAC (Jacques)

Député de la Corrèze
(3e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE D'ETAT A L'ECONOMIE ET AUX FINANCES
du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969

SECRÉTAIRE D'ETAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
du 22 juin 1969 au 7 janvier 1971

MINISTRE DÉLÉGUÉ AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE CHARGÉ DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT
du 7 janvier 1971 au 5 juillet 1972

MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL
du 6 juillet 1972 au 28 mars 1973

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212).

Est nommé Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (Gouvernement Couve de Murville), décret du 12 juillet 1968 [*J.O.* du 13 juillet 1968] (p. 6659).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 12 août 1968, de son mandat de député [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7918) ; (24 septembre 1968) (p. 2848).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (Gouvernement Couve de Murville). — Décret du 20 juin 1969 [*J.O.* du 21 juin 1969] (p. 6288).

Est nommé :

— Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Economie et des Finances (Gouvernement Chaban-Delmas). — Décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371) ;

— Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé des Relations avec le Parlement (Gouvernement Chaban-Delmas). — Décret du 7 janvier 1971 [*J.O.* du 8 janvier] (p. 292).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé des Relations avec le Parlement (Gouvernement Chaban-Delmas). — Décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Est nommé Ministre de l'Agriculture et du Développement rural (Gouvernement Messmer). — Décret du 6 juillet 1972 [*J.O.* du 7 juillet 1972] (p. 7059).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre de l'Agriculture et du Développement rural (Gouvernement Messmer). — Décret du 28 mars 1973 [*J.O.* du 29 mars 1973] (p. 3452).

Dépôts :

Son projet de loi de finances rectificative pour 1968, n° **3** [12 juillet 1968].

Son projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, n° **5** [12 juillet 1968].

Son projet de loi de finances pour 1969, n° **341** [9 octobre 1968].

Son projet de loi de finances rectificative pour 1968, n° **459** [16 novembre 1968].

Son projet de loi portant règlement définitif du budget de 1967, n° **542** [16 décembre 1968].

Son projet de loi portant règlement définitif du budget de 1967, n° **542** (Annexe I) [16 décembre 1968].

Son projet de loi de finances rectificative pour 1969, n° **624** [2 avril 1969].

Son projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, n° 803 [2 octobre 1969].

Son projet de loi de finances pour 1970 (rapport économique et financier), n° 822 [14 octobre 1969].

Son projet de loi de finances rectificative pour 1969, n° 904 [21 novembre 1969].

Son projet de loi portant règlement définitif du budget de 1968, n° 986 [18 décembre 1969].

Son projet de loi portant simplifications fiscales, n° 1132 [13 mai 1970].

Son projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, n° 1154 [26 mai 1970].

Son projet de loi de finances pour 1971, n° 1376 [6 octobre 1970].

Son rapport de loi de finances rectificative pour 1970, n° 1448 [24 novembre 1970].

Son projet de loi portant règlement définitif du budget de 1969, n° 1533 [11 décem- 1970].

Son projet de loi relatif à la lutte contre la brucellose, n° 2626 [9 novembre 1972].

Son projet de loi relatif à la création de zones protégées pour la production de semences ou plants, n° 2650 [17 novembre 1972].

Interventions :

En qualité de Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances :

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du 1er projet de loi de finances rectificative pour 1968 : Art. 5. — III : *Ses observations sur la durée de la période transitoire* [18 juillet 1968] (p. 2295) ; *détermination de la date à retenir* (p. 2295) ; *ses observations sur l'amendement de M. Valleix* (p. 2296) ;

— du 2e projet de loi de finances rectificative pour 1968 : avant l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Houël* [19 juillet 1968] (p. 2340) ; Art. 8 : *Ses observations sur cet article* (p. 2347) ; Art. 18 : *Ses observations sur le vote émis sur l'amendement de M. Rivain* (p. 2359) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Son amendement tendant à reprendre pour l'article 17 le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (cotisation des contribuables soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques au titre des revenus de 1967 étant majorée de 10 %)* [23 juillet 1968] (p. 2505) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier ; Art. 1er : *Ses observations sur le laboratoire central d'Alfort ; section vétérinaire de l'institut national agronomique* [19 juillet 1968] (p. 2374) ; Art. 11 : *Problème de l'exonération sous condition de remploi ; imposition des plus-values à long terme ; son amendement tendant à compléter l'article 11 par un troisième alinéa (imposition de la plus-value nette à long terme réalisée à la suite de la perception d'indemnités d'assurances ou de l'expropriation d'immeubles figurant à l'actif étant différée de deux ans)* (p. 2375) ; Art. 12 : *Ses observations sur les transports aériens entre la métropole et les départements d'outre-mer* (p. 2376) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2376) ; Art. 16 : *Ses observations sur le montant de la taxe sur les salaires à attribuer au district de la région parisienne ; augmentation des charges* (p. 2377) ; après l'Art. 25 : *Son sous-amendement tendant à insérer avant l'avant-dernier alinéa de l'amendement de M. Peyret le nouveau paragraphe suivant : « Les délibérations des commissions administratives des établissements visés au paragraphe I (premier et deuxième alinéas) ci-dessus relatives à la fixation des effectifs du personnel médical sont soumises à l'approbation du ministre d'Etat chargé des affaires sociales »* (p. 2379) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de l'amendement de M. Peyret (décrets en Conseil d'Etat fixant les conditions d'application du présent article* (p. 2380) ; *rôle de coordination du Ministre des Affaires sociales dans l'organisation de la lutte contre les fléaux sociaux* (p. 2380) ; Art. 26 : *Ses observations sur l'amendement de M. Rivain* (p. 2381) *et sur l'amendement de M. de la Malène* (p. 2382) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Son amendement tendant à supprimer l'article 22 bis* [23 juillet 1968] (p. 2507) ; *question de la réouverture du droit à pension en faveur d'assurés sociaux qui, après avoir pris leur retraite, recommencent à travail-*

ler et demandent une nouvelle liquidation de leur pension (p. 2507) ; *son amendement tendant à reprendre pour l'article 24 le texte adopté en première lecture par l'Asdemblée Nationale (rôle des services de la direction générale des impôts)* (p. 2507, 2508) ; *permettre aux divers organismes chargés de l'application de la législation d'obtenir des renseignements sur la situation financière de leurs ressortissants* (p. 2508) ;

— du projet de loi relatif aux salaires des ouvriers et techniciens à statut ouvrier du Ministère des Armées : *Rémunération des ouvriers en régie directe ; cas des ouvriers statutaires ; reconversion de la manufacture d'armes de Châtellerault* [19 juillet 1968] (p. 2385, 2386) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'aide à l'investissement : *Caractères du projet de loi ; rôle de la Commission mixte paritaire ; préoccupations des armateurs relatives aux délais de livraison des navires* [1er octobre 1968] (p. 2950) ;

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur ; Art. 20 : *Ses observations sur les amendements déposés à cet article* [10 octobre 1968] (p. 3221) ;

— du projet de loi portant ratification du décret n° 68-705 du 31 juillet 1968 modifiant le décret n° 66-296 du 11 mai 1966 qui a fixé le régime douanier applicable à certains produits originaires et en provenance de Tunisie : *Elargissement des échanges préférentiels entre la France et la Tunisie* [16 octobre 1968] (p. 3331) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant le statut de l'ordre des experts comptables et des comptables agréés : *Importance de ce texte* [17 octobre 1968] (p. 3362, 3363) ; Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Lucas* (p. 3365) ; *nombre des experts comptables stagiaires ; situation des comptables salariés* (p. 3366) ; *le règlement d'administration publique ne devra pas prévoir plus de deux salariés* (p. 3366) ; *modernisation de l'enseignement dispensé aux stagiaires* (p. 3366, 3367) ; Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement de M. Lebas* (p. 3366) ; Art. 23 : *Composition des commissions régionales et nationales* (p. 3368) ; Article additionnel : *commissaire aux comptes* (p. 3369) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969 ; Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Herzog ; conséquence de la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises* [23 octobre 1968] (p. 3498, 3499) ; Art. 4 : *Problème des charges déductibles pour la détermination du bénéfice net professionnel soumis à l'impôt sur le revenu* (p. 3500) ; Art. 14 : *Politique de la chasse en France* [24 octobre 1968] (p. 3542) ; après l'Art. 16 : *Ses observations sur les vins d'appellation d'origine contrôlée et les vins délimités de qualité supérieure* (p. 3548) ; Art. 18 : *Introduction de la T.V.A. dans l'agriculture ; situation des artisans et des commerçants ; problème de la viticulture ; ses observations sur le seuil de la décote ; problème des groupements agricoles d'exploitation en commun* (p. 3552, 3553) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe I de cet article (régime de franchise et de décote pour les exploitants agricoles)* (p. 3553) ; après l'Art. 18 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « l'article 19-3 de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 est ainsi complété : « lorsque les redevables exercent une activité commerciale annexe et que le bénéfice tiré de cette activité n'excède pas le tiers du bénéfice forfaitaire total, seuls les éléments relatifs à l'activité artisanale sont à retenir pour déterminer l'importance de la rémunération du travail. Si cette rémunération excède 35 % du chiffre d'affaires réalisé dans l'exercice de cette dernière activité, la décote visée au présent § 3 est applicable à l'ensemble de l'activité des redevables. Le présent article s'applique aux opérations réalisées à compter du 1er janvier 1969 »* (p. 3553) ; *décote spéciale pour les redevables inscrits au répertoire des métiers* (p. 3553) ; Art. 19 : *Ses observations sur les problèmes qui se posent aux petites îles de nos côtes de l'Atlantique ; problème de la Corse* (p. 3555) ; Art. 24 : *Ses observations sur l'éventualité d'un rapport relatif à l'exercice du budget du district de la région parisienne ; communication du budget du district à l'Assemblée* (p. 3560) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES CULTURELLES : Art. 60 : *Extension de la T.V.A. à l'ensemble de l'industrie cinématographique ; impossibilité d'envisager pour l'application de la T.V.A. des taux différents suivant l'impor-*

tance des salles; incidences de la mesure sur les budgets des collectivités locales [13 novembre 1968] (p. 4372, 4373) ; après l'Art. 60 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (la taxe spéciale prévue à l'article 621 du Code général des impôts en complément du prix des billets d'entrée dans les salles de spectacles cinématographiques cesse d'être perçue dans celles de ces salles définies comme petites exploitations pour l'application de l'article 1562-5° du Code général des impôts dont les exploitants auront renoncé au bénéfice du régime de soutien financier de l'Etat à l'industrie cinématographique)* (p. 4373) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4373) ; TAXES PARAFISCALES : *Produit de la taxe perçue au profit du comité interprofessionnel des vins d'Alsace* [18 novembre 1968] (p. 4603) ; MONNAIES ET MÉDAILLES : *Transfert à Pessac d'une partie des ateliers des monnaies et médailles ; position du personnel à cet égard* (p. 4620) ; COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : *Avances remboursables consenties aux sociétés Centrest-aéronautique et Wassmer-aviation* [18 novembre 1968] (p. 4621) ; IMPRIMERIE NATIONALE : *Ses observations sur ce budget annexe* (p. 4623) ; ECONOMIE ET FINANCES. — I. — CHARGES COMMUNES : *Crédits de fonctionnement ; dette publique ; augmentation des charges des intérêts des bons du Trésor ; dégrèvements fiscaux ; remboursement sur produits indirects ; œuvres sociales en faveur des agents de l'Etat ; interventions de caractère économique ; ses observations sur le sucre, les céréales, les oléagineux ; interventions sociales* (p. 4633, 4634) ; *ses observations sur les agents de l'Etat ; incorporation de deux points de l'indemnité de résidence dans le traitement de base ; doléances des retraités ; relèvement du taux de la pension de réversion des veuves ; prorogation de la période transitoire prévue par les articles 7 et 8 de la loi du 26 décembre 1964 ; suppression de toute condition d'âge pour l'ouverture du droit à pension ; question des pensions de veuf ; cas des fonctionnaires français tributaires des régimes de retraite d'Afrique du Nord ; amélioration du sort des retraités de l'Etat et des collectivités locales ; dette viagère de l'Etat ; ses observations sur les rentes viagères* (p. 4640, 4641) ; *ses observations sur l'amendement de M. Bertrand Denis ; péréquation des tarifs haute tension* (p. 4642) ; après l'Art. 65 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (majoration des rentes viagères)* (p. 4644) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4644) ; *ses observations sur les rentiers viagers du secteur public et ceux du secteur privé* (p. 4646, 4647) ; *majoration des rentes indexées sur le S.M.I.G. et le S.M.A.G.* (p. 4647) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (montant des majorations des rentes viagères)* (p. 4648) ; *majoration des rentes viagères constituées entre particuliers et des rentes viagères dites du secteur public* (p. 4648) ; *son amendement tendant à majorer de 18 millions de francs les crédits proposés pour le titre IV de l'Etat B* (p. 4648) ; Art. 58 : *Participation des travailleurs aux bénéfices de l'entreprise* (p. 4653) ; *son amendement tendant à insérer après le paragraphe III un nouveau paragraphe : « il est inséré entre les 2° et 3° alinéas de l'article 5 un nouvel alinéa : « dans le cas d'accords conclus au sein d'un groupe de sociétés mères et filiales, l'équivalence des avantages consentis aux salariés s'apprécie globalement au niveau du groupe et non entreprise par entreprise »* (p. 4653) ; *possibilité de conclure des accords de groupe entre sociétés mères et filiales s'ils assurent aux salariés des avantages au moins équivalents* (p. 4653) ; *ses observations sur l'amendement de M. Herzog* (p. 4653) ; après l'Art. 60 : *Groupements d'intérêt économique qui créent des établissements à l'étranger ; problème de la déduction des participations ; secteur de la chaussure ; cas de la région de Fougères* (p. 4655) ; après l'Art. 65 : *Organisation actuelle du contrôle financier* (p. 4556) ; *nombre des documents annexes à la loi de finances ; politique des marchés publics ; question du dépôt d'un rapport relatif aux marchés publics* (p. 4657) ; *ses observations sur l'amendement de M. Poncelet* (p. 4658) ; en seconde délibération, Après l'Art. 23 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Dans le premier alinéa de l'article 1617 du Code général des impôts, le pourcentage de 60 % est substitué à celui de 15 %. Le troisième alinéa de l'article 1617 précité comme suit : « cette taxe est perçue sur les betteraves exportées directement. Les alinéas 4 et suivants de l'article 1617 précité sont abrogés. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er octobre 1968 »* [19 novembre 1968] (p. 4724) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4725) ; après l'Art. 28 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (institution d'une cotisation de solidarité à la charge des producteurs de blé et d'orge*

portant sur les quantités livrées aux collecteurs agréés) (p. 4725) ; *discrimination en faveur des producteurs de 200 quintaux entraînant des complications administratives* (p. 4726) ; *compensation de la suppression de la taxe de stockage* (p. 4726) ; Art. 32 : *Son amendement tendant à majorer les crédits du titre IV de l'Etat B concernant le Ministère de l'Agriculture de 162 millions de francs* (p. 4727) ; *son amendement, au titre IV de l'Etat B concernant le ministère des anciens combattants et victimes de guerre, tendant à majorer les crédits de trois millions de francs* (p. 4727) ; *son amendement concernant les services du Premier Ministre. — I. — Services généraux, tendant à majorer les crédits du titre III de l'Etat B de 525.000 francs et à diminuer les crédits du titre IV de l'Etat B de 525.000 francs* (p. 4727) ; Art. 33 : *Son amendement, au titre VI de l'Etat C concernant le Ministère des Affaires sociales, tendant à majorer les autorisations de programme de 103.320.000 francs et les crédits de paiement de 10 millions de francs* (p. 4728) ; après l'art. 62 : *son amendement tendant à insérer un nouvel article (taux de la majoration spéciale instituée en faveur des déportés politiques)* (p. 4728) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4728) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Transformation d'une partie des redevances perçues au profit du fonds de soutien des hydrocarbures en une taxe intérieure à la consommation sur les produits pétroliers, perçue au profit du budget général ; fonds spécial d'investissement routier ; problème des producteurs et des consommateurs de bière ; taxe parafiscale sur la volaille* [10 décembre 1968] (p. 5283) ; *son amendement tendant après l'article 6 à insérer un nouvel article (droit de mutation à titre gratuit)* (p. 5288, 5289) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5289) ; *son amendement tendant après l'article 8 à insérer un nouvel article (tarif du droit d'enregistrement)* (p. 5289) ; *son amendement tendant après l'article 14 à insérer un nouvel article (droit spécifique sur les bières et les boissons non alcoolisées)* (p. 5289) ; *son amendement tendant à modifier le texte de l'article 30 (modifications concernant les impôts et monopoles et les prestations sociales agricoles)* (p. 5290) ; *prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales* (p. 5290) ; *son amendement tendant à majorer les crédits du titre III à l'Etat B concernant le Ministère de l'Industrie de 1.422.837 francs et en conséquence à l'article 32 à majorer les crédits du titre III de la même somme* (p. 5290) ; *son amendement tendant à majorer les crédits du titre IV de l'Etat B concernant le Ministère de l'Agriculture de 40 millions de francs et en conséquence à l'article 32 à majorer les crédits du titre IV de la même somme* (p. 5290) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 67 bis (taxe perçue sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes)* (p. 5291) ; *retrait de son amendement* (p. 5291) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [16 décembre 1968] (p. 5532) ; Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Rivain* (p. 5533) ; *application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution* (p. 5541) ; en troisième et dernière lecture : *Collaboration entre l'Assemblée Nationale et le Gouvernement ; amélioration du texte* [18 décembre 1968] (p. 5616).

Associe le Gouvernement à l'hommage prononcé par M. Chaban-Delmas à la mémoire de M. René Cassagne [19 novembre 1968] (p. 4724).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme de l'expertise douanière et modifiant diverses dispositions du Code des douanes : *Augmentation du trafic international des marchandises ; fonctionnement de l'administration des douanes ; mise à jour des lois douanières ; réforme de la déclaration de la valeur en douane ; simplification des formalités du dédouanement* [20 novembre 1968] (p. 4757, 4758) ; Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. de Grailly* (p. 4760) *et les amendements de M. Bouchacourt* (p. 4761) ; Art. 8 : *Ses observations sur les amendements de MM. de Grailly et Bouchacourt* (p. 4762) ; *procédure devant relever du domaine répressif en cas de faute* (p. 4762) ; Art. 18 : *Ses observations sur cet article* (p. 4763) ; Articles additionnels *Son amendement tendant à compléter le 1° de l'article 28 du Code des douanes (déclaration de l'espèce tarifaire des marchandises utilisant des numéros de codification statistique repris dans la nomenclature générale des produits)* (p. 4764) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Prix de la viande* [27 novembre 1968]

(p. 4883) ; avant l'Art 1er : *Ressources des collectivités locales* (p. 4888) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter le troisième alinéa de cet article par les mots : « et par les débiteurs de pension alimentaire »* (p. 4891) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4891) ; *versement forfaitaire ayant été maintenu en ce qui concerne les pensions ; caisses de retraites ; entreprises d'imprimerie de presse ; majoration de la ristourne sur le matériel de presse* (p. 4891) ; Art. 3 : *Problème de trésorerie que pourrait poser aux entreprises le changement des taux de la T.V.A.* (p. 4895) ; *son amendement tendant à compléter le paragraphe I de cet article par un nouvel alinéa : « toutefois dans les département de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, ces taux sont respectivement fixés à 3,50 %, 7 %, 9 %, 12,5 % »* (p. 4895) ; *son sous-amendement tendant à compléter cet amendement par un deuxième alinéa : « les dispositions de l'article 8-IV de la loi n° 67-1114 du 21 décembre 1967 demeurant en vigueur »* (p. 4895) ; *problème des vins d'origine contrôlée et des V.D.Q.S.* (p. 4895) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe II de cet article (cas des entreprises assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée selon le régime du forfait)* (p. 4897) ; *fixation des forfaits* (p. 4897) ; *ses observations sur la construction ; problèmes résultant pour l'agriculture de l'augmentation des taux de la T.V.A.* (p. 4897, 4898) ; *son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Hoguet après les mots : « toutes taxes comprises » à insérer la phrase : « et ayant fait l'objet du versement d'un acompte antérieurement au 26 novembre 1968, et dont la livraison interviendra avant le 15 janvier 1969 » et à ajouter l'alinéa suivant : « ce décret définira les conditions auxquelles ces dispositions transitoires seront subordonnées »* (p. 4898) ; *garanties données aux collectivités locales ; modalités de la répartition de la ressource qui leur est affectée* (p. 4900) ; *son hostilité à l'amendement de M. Waldeck L'Huillier* (p. 4901) ; Art. 6 : *Problèmes relatifs aux travailleurs frontaliers* (p. 4903) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (obligations et formalités prévues en matière de taxe de circulation sur les viandes)* (p. 4903) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : Art. 6 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « les dispositions qui précèdent prennent effet du 1er janvier 1969 »* [3 décembre 1968] (p. 5021) ; *ses observations sur cet article qui définit l'assiette et le fait générateur du droit de circulation sur les moûts et les vins entrant dans la composition des apéritifs à base de vin* (p. 5021) ; après l'Art. 6 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (montant de la taxe spéciale d'équipement perçue au profit de l'établissement public d'aménagement de la Basse-Seine)* (p. 5021) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5021) ; Art. 7 : *Ne pas favoriser les importateurs de vins algériens au profit des viticulteurs français* (p. 5021, 5022) ; *cas des viticulteurs algériens* (p. 5022) ; Art. 8 : *Ristourne sur le matériel des entreprises de presse* (p. 5023) ; *son amendement tendant à substituer à la mention : « 11,45 % » la mention : « 14 % »* (p. 5023) ; après l'Art. 8 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « le taux de la baisse sur le matériel agricole prévue par le dernier alinéa de l'article 22 de la loi n° 54-404 du 10 avril 1954 est porté à 8,87 % à compter du 1er décembre 1968 »* (p. 5023) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5024) ; *taux du remboursement forfaitaire* (p. 5024) ; Art. 9 : *Cession gratuite des bibliobus* (p. 5024) ;

— en troisième lecture, du projet de loi relatif à l'exploration du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles : *Régime de sécurité sociale des personnels travaillant sur les installations et dispositifs participant à l'exploitation du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles* [16 décembre 1968] (p 5541) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi tendant à favoriser la conservation du patrimoine artistique national : *Problème de l'accessibilité du public aux œuvres d'art* [18 décembre 1968] (p. 5622) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969 : *Réductions des crédits ; absence de majoration tarifaire ; répartition des sacrifices sur les entreprises nationales, les dépenses de fonctionnement et d'intervention des services civils de l'Etat, les dépenses militaires, les dépenses d'équipement des services civils ; problème des voitures d'occasion ; engagement pris par le Gouvernement de ramener de 25 % à 15 % le taux de la taxe sur la valeur ajoutée appliquée aux voitures d'occasion* [29 avril 1969] (p. 1123, 1124) ; *ses observations sur la ques-*

tion préalable posée par le groupe communiste (p. 1125) ; *économies en matière d'éducation nationale ; ses observations sur la méthode et la procédure suivies par le Gouvernement ; préparation du budget de 1970* (p. 1127) ;

— du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1967 : *Résultats d'exécution des lois de finances pour 1967 ; équilibre général du budget ; ses observations sur les crédits évaluatifs ; dépenses des opérations à caractère temporaire ; décrets d'avances ; souci du Gouvernement d'améliorer le fonctionnement des services* [6 mai 1969] (p. 1213, 1214).

En qualité de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Economie et des Finances :

Répond à la question orale sans débat de M. Bertrand Denis relative aux charges salariales des pays du Marché commun [3 octobre 1969] (p. 2478).

Répond à la question orale sans débat de M. Christian Bonnet relative aux impôts locaux [3 octobre 1969] (p. 2479, 2480).

Prend part à la discussion générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 ; avant l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Ramette* [29 octobre 1969] (p. 3023) ; Après l'Art. 1er : *La retransmission du débat à la télévision ; information des Français ; ses observations sur la brochure intitulée : « Pourquoi des impôts »* (p. 3024, 3025) ; *question de la diffusion d'un document résumant l'exécution de la loi de finances pour l'année écoulée* (p. 3025) ; *ses observations sur l'amendement de M. Ramette ; lutte contre la spéculation* (p. 3026) ; *son amendement tendant après l'article 1er à insérer un nouvel article : « Lorsque leur montant total par article de rôle est inférieur à 5 francs, les cotisations d'impôts directs ne sont pas mises en recouvrement si elles sont perçues au profit du budget de l'Etat ; elles sont allouées en non-valeurs lorsqu'elles sont perçues au profit d'un autre budget »* (p. 3026) ; *question du recouvrement des avertissements relatifs à des cotisations inférieures à 5 francs* (p. 3026, 3027) ; Art. 2 : *Relèvement des limites d'application de la franchise et de la décote ; situation des contribuables de condition modeste* (p. 3029) ; après l'Art. 6 : *Fiscalité pesant sur les boissons à compter du 1er janvier 1970 ; statut des vins doux naturels* (p. 3045) ; *ses observations sur les bières, notamment les bières de ménage* (p. 3046) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article : « La réfaction prévue à l'article 14 de la loi n° 68-690 du 31 juillet 1968 est fixé à 40 % »* (p. 3046) ; *détermination d'une mesure fiscale favorable au livre* (p. 3046) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (détermination du chiffre d'affaires pour les ventes d'essence, de super-carburant et de gas-oil prévu au 1° de l'article 302 ter du Code général des impôts)* (p. 3046) ; *revendications des exploitants de stations-service* (p. 3047) ; Art. 7 : *Problème des solvants des teintureries ; fuel domestique utilisé par les serristes* (p. 3047) ; Art. 9 : *Taxe intérieure de consommation sur le white spirit ; écoulement de l'essence de térébenthine obtenue à partir de la gemme* (p. 3049) ; Art. 10 : *Ressources du fonds de soutien aux hydrocarbures ; régime fiscal du fuel domestique* (p. 3051) ; après l'Art. 11 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « La perception du timbre des quittances est suspendue pour les billets d'entrée dans les salles de spectacles cinématographiques lorsque leur prix n'excède pas 6 francs. Elle est limitée à 0,10 franc pour les mêmes billets lorsque leur prix est supérieur à 6 francs et n'excède pas 10 francs »* (p. 3053) ; *extension aux music-halls du système de la T.V.A. ; ses observations sur les parkings* (p. 3053) ; après l'Art. 12 : *Taxation des associations syndicales ; fixation des modalités d'application par décret ; son sous-amendement tendant à compléter le paragraphe I de l'amendement de M. Cormier par les mots : « en Conseil d'Etat »* (p. 3054) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3054) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le paragraphe 1er (premier et deuxième alinéa de cet article) : « le I du 1° de l'article 15 de la loi du 23 décembre 1964 est ainsi complété : Pour les années 1970 et 1971, le versement prévu au premier alinéa ci-dessus ne pourra être inférieur, pour chaque société de courses parisienne, à 6 % des recettes provenant du prélèvement effectué en application de l'article 51 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947 »* (p. 3055) ; après l'Art. 17 : *Application des articles 37 et 41 de la Constitution ; dépôt par le Gouvernement du projet de loi tendant à répartir d'une façon équitable les cotisations sociales agricoles en fonction des ressources des assujettis* (p. 3057, 3058) ; *taxe*

sur les corps gras alimentaires ; ses observations sur le B.A.P.S.A. ; prix des corps gras alimentaires ; discussions au sein de la communauté à Bruxelles [30 octobre 1969] (p. 3070) ; Art. 22 : *Son sous-amendement tendant après les mots : « justifiant ce transfert » à remplacer les trois derniers alinéas du texte proposé par l'amendement n° 26 par les dispositions suivantes : « du montant par chapitre des transferts envisagés en autorisations de programme et crédits de paiement, ainsi que l'échéancier des paiements correspondants »* (p. 3078) ; *information de la Commission des finances sur le déroulement des opérations du fonds d'action conjoncturelle ; impossibilité de subordonner l'engagement d'une opération ou l'engagement de crédits à un avis conforme de la Commission ; crédits alloués à l'industrie des travaux publics et du bâtiment ; inerties qui peuvent se manifester compte tenu des études auxquelles il faut procéder avant les travaux ; crédits destinés au fonds d'action conjoncturelle ne comprenant pas les crédits affectés au logement* (p. 3079) ; *procédure du fonds d'action conjoncturelle ne dénaturant pas le budget ; rôle du Parlement* (p. 3080) ; Art. 23 : *Rôle de cet article étant de définir les plafonds de dépenses* (p. 3090) ; *son amendement tendant à modifier le texte de cet article* (p. 3091) ; *rentes viagères* (p. 3091) ; *structure globale du budget* (p. 3091) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, Art. 55 : *Ses observations sur cet article* (p. 3096) ; Art. 56 : *Répartition de la taxe spéciale d'équipement* (p. 3097) ; après l'Art. 63 : *Amendement de M. Boulloche tendant à instituer un impôt d'urbanisation et à aménager la taxe de récupération des plus-values foncières dans les communes tenues d'avoir un plan d'urbanisme ; fiscalité des propriétés bâties et non bâties ; motifs pour lesquels le Gouvernement a estimé ne pas devoir insérer dans le projet de loi de finances pour 1970 des dispositions fixant les conditions d'application de la taxe d'urbanisation ; définition de l'unité foncière servant à l'assiette de la taxe ; définition des terrains à bâtir ; détermination de la valeur des terrains ; conséquence de la suppression de la taxe locale d'équipement* (p. 3099) ; IMPRIMERIE NATIONALE : *Décentralisation de l'Imprimerie nationale ; dépenses d'investissement* [22 novembre 1969] (p. 4287, 4288) ; COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : Art. 61 : *Electrification rurale ; prolongation d'un an de la durée du compte d'affectation spéciale* (p. 4291, 4292) ; ECONOMIE ET FINANCES. — CHARGES COMMUNES : *Crédit agricole ; problèmes de la fonction publique ; revalorisation des traitements de base ; problème des catégories C et D* (p. 4312) ; TITRE III : *Son amendement tendant à diminuer les crédits de ce titre de 2.500.000 francs* (p. 4313) ; *rationalisation des charges budgétaires* (p. 4313, 4314) ; *association de la Commission des finances à ce travail* (p. 4314) ; TITRE IV : *Son amendement tendant : 1° à majorer les crédits de ce titre de 15 millions de francs ; 2° en conséquence, à l'article 25, de majorer les crédits du titre IV de la même somme* (p. 4314).

Répond à la question orale sans débat de M. Durafour relative aux allégements fiscaux et primes de développement industriel [31 octobre 1969] (p. 3191, 3192).

Prend part à la discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 17 : *Ses observations sur l'amendement de M. Ansquer* [27 novembre 1969] (p. 4396) ; Art. 19 : *Réforme des greffes ; versements forfaitaires mis à la charge des greffes non fonctionnarisés sur le produit des copies de pièces en vue de leur versement ultérieur au Trésor ; situation des greffiers en chef* (p. 4397) ; après l'Art. 19 : *Application des nouvelles dispositions du Code des pensions aux fonctionnaires ou anciens fonctionnaires des préfectures des trois départements de l'Est étatisés en 1945* (p. 4398).

Répond à la question orale sans débat de M. Bertrand Denis relative à l'imposition des exploitants agricoles [28 novembre 1969] (p. 4444, 4445).

Répond aux questions orales sans débat de MM. Boulay et Darras relatives aux impôts directs locaux [28 novembre 1969] (p. 4445, 4446, 4447).

Répond à la question orale sans débat de M. Beauguitte relative aux droits d'enregistrement en matière de partage [28 novembre 1969] (p. 4448, 4449).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969, Après l'Art. 10 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (situation de certaines sociétés ne poursuivant pas, en fait, un but*

lucratif et qui décident leur dissolution et la dévolution de leur actif à une ou plusieurs personnes morales régies par la loi de 1901) [9 décembre 1969[(p. 4726, 4727) ; Art. 22 : *Reclassement des fonctionnaires du Ministère des Postes et Télécommunications* (p. 4737) ; *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (situation des personnels déplacés par suite de conversion d'activité, de suppression ou de décentralisation des établissements ou services où ils sont affectés)* (p. 4738) ; Art. 23 : *Modification des répartitions d'ouvertures de crédits entre rémunérations principales et indemnités pour l'éducation nationale* (p. 4740) ; Art. 11 : *Taxe de défrichement* (p. 4750) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Ses observations sur l'amendement de M. Labbé* [19 décembre 1969] (p. 5103) ;

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant simplifications fiscales : *Fusion des procédures de l'enregistrement et de la publicité foncière ; suppression de l'enregistrement des baux de location d'immeubles urbains ; fiscalité applicable aux partages successoraux ou conjugaux ; acquisition de baux ruraux par les fermiers ; cas des baux ruraux soumis volontairement à la formalité de l'enregistrement ; minimum de perception du droit proportionnel d'enregistrement* [11 décembre 1969] (p. 4820) ; Art. 3 : *Droits de mutation portant sur les acquisitions susceptibles d'améliorer la rentabilité des exploitations agricoles ; suppression du droit de soulte* (p. 4823) ; *son sous-amendement tendant à modifier ainsi l'amendement de M. Bécam : « L'amélioration de la rentabilité étant appréciée après consultation de la Commission départementale des structures agricoles »* (p. 4824) ; *taux de publicité foncière pour les acquisitions d'immeubles ruraux faites par les fermiers ; cas d'un bail verbal* (p. 4824, 4825) ; *lutte contre la fraude* (p. 4825) ; *problème du délai* (p. 4825, 4826) ; *son sous-amendement tendant à modifier l'amendement de la commission et à remplacer dans le deuxième alinéa du paragraphe II 5° b les mots « trois ans » par les mots « deux ans »* (p. 4826) ; après l'Art. 8 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Le minimum de perception des droits d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière est fixée à 10 francs »* (p. 4827) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à compléter le a du paragraphe I de cet article par de nouvelles dispositions : « Le même droit est applicable en cas de présentation à la formalité de baux écrits d'immeubles ruraux dispensés de l'enregistrement »* (p. 4827).

Répond à la question d'actualité de M. Bignon, relative aux constructions scolaires [24 avril 1970] (p. 1288).

Répond à la question d'actualité de M. Tiberi, relative à l'assouplissement du crédit (industrie automobile, électroménager) [24 avril 1970] (p. 1290, 1291).

Répond à la question d'actualité de M. Commenay, relative aux modalités d'assouplissement du crédit concernant les collectivités locales [24 avril 1970] (p. 1292).

Répond à la question d'actualité de M. Boudet, relative aux impôts fonciers [24 avril 1970] (p. 1292, 1293).

Répond à la question d'actualité de M. Stehlin relative à la grève des boulangers de la région parisienne [29 avril 1970] (p. 1377).

Prend part à la discussion, avec débat restreint, du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1968 : *Dépôt de ce projet de loi ; solde de la loi de finances par un excédent de charges ; ses observations sur la fiscalité* [5 mai 1970] (p. 1474).

Répond à la question d'actualité de M. La Combe relative au relèvement des taux d'assurance automobile [6 mai 1970] (p. 1544, 1545).

Répond à la question d'actualité de M. Achille-Fould relative au désencadrement du crédit [29 mai 1970] (p. 2149).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant simplifications fiscales : *Fiscalité de l'alcool ; nécessité d'éviter une aggravation de la charge qui pèse sur les contribuables ; suppression du droit de timbre des contributions indirectes ; extension de la franchise et de la décote de T.V.A. au profit des associations* [3 juin 1970] (p. 2192) ; Art. 1er : *ses observations sur l'expérience faite en Maine-et-Loire ; problème des capsules-congés ; cas des produits de parfumerie et de toilette* (p. 2193) ; Art. 2 : *Droit de fabrication des alcools ; problème de la Corse* (p. 2195) ; *application de l'article 40 de la Constitution* (p. 2195) ; *problème des expéditions faites à l'étranger par un marchand en gros, non-fabricant* (p. 2196) ; *application du texte aux départe-*

ments d'outre-mer (p. 2196) ; Art. 3 : *Fait générateur de l'impôt ; avance du paiement du droit ; ses observations sur le secteur de la parfumerie* (p. 2197) ; *son amendement tendant à compléter le paragraphe III de cet article par les mots : « qui devra intervenir avant le 1er juillet 1971* (p. 2198) ; Art. 5 : *Suppression des formalités relatives à la circulation des sucres ; principe de la fixation d'un terme à l'intervention du décret* (p. 2198, 2199) ; Art. 8 : *Ses observations sur les paroles de M. Ansquer* (p. 2200) ; Art. 10 : *Ses observations sur les paroles de M. Fontaine* (p. 2200) ; Art. 12 : *Ses observations sur cet article* (p. 2201) ; Art. 13 : *Délais de réponse en matière fiscale* p. 2201) ; Art. 14 : *Impossibilité de rouvrir le délai d'option après avoir pris connaissance du montant du forfait* (p. 2202) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Comptes courants des associés, construction de logements ; fiscalité des revenus fonciers ; déplacements de personnes entre la France et l'étranger ; collaboration entre la Commission des finances et le Gouvernement ; dépôt des fascicules budgétaires* [3 juin 1970] (p. 2203) ; *problème des grandes surfaces ; cas des petits commerçants et artisans ; livraison par les charbonnages de charbon aux mineurs* (p. 2204) ; Art. 1er : *Problème de butoir de T.V.A. ; extension de la procédure de remboursement à certaines affaires soumises au taux réduit ; ses observations sur les orientations européennes* (p. 2206) ; après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (modification de l'article 156-2, 1° bis et de l'article 31-1 du Code général des impôts)* (p. 2206) ; *fiscalité de la construction* (p. 2207) ; *application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution* (p. 2208) ; Art. 7 : *Ses observations sur la ville de Paris ; étude du remplacement de l'impôt sur les spectacles par la T.V.A. ; exonération des 80 premières représentations* (p. 2209) ; Art. 10 : *application du prélèvement de 25 % au produit de placement à revenus fixes non indexés* (p. 2211) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (cas où l'option pour le prélèvement de 25 % n'est pas admise ; dépôts effectués par les sociétaires des caisses de crédit mutuel et des organismes coopératifs)* (p. 2211) ; *nécessité de ne pas créer une situation discriminatoire au profit des associés des sociétés immobilières* (p. 2212) ; Art. 13 : *Champ d'application de l'article 1728, 2e alinéa, du Code général des impôts ; cas du contribuable qui ne déclare pas la totalité de son revenu* (p. 2213) ; *cas de bonne foi* (p. 2213, 2214) ; articles additionnels : *statuts des administrateurs civils ; prorogation des dispositions transitoires édictées pour l'accès au tour extérieur en ce qui concerne les attachés principaux d'administration centrale* (p. 2214, 2215) ; *ses observations sur le grade d'attaché principal* (p. 2215) ; *date de dépôt de la déclaration des forfaitaires ; délai de réponse aux propositions de forfait ; allongement de certains délais pour le dépôt des déclarations* (p. 2216) ; *son amendement tendant à introduire un nouvel article (montant de la taxe spéciale d'équipement perçue au profit de l'établissement public d'aménagement de la Basse-Seine)* (p. 2216) ;

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France, Art. 13 : *Cas des entreprises nationalisées par les Etats étrangers* [12 juin 1970] (p. 2585) ; Art. 16 : *Cas des terres affectées à l'élevage* (p. 2585) ; Art. 17 et 22 : *Ses observations sur les amendements déposés à ces articles* (p. 2586) ; Art. 25 : *Perte des meubles meublants appartenant à des rapatriés ; subventions d'installation* (p. 2587, 2588) ; Art. 26 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Tissandier, à substituer aux mots : « garant exploitant » les mots : « gérant libre »* (p. 2588) ; *son sous-amendement tendant à supprimer la seconde phrase de l'amendement de M. Tissandier* (p. 2588) ; *ses observations sur ses sous-amendements* (p. 2588) ; Art. 27 : *Nécessité de produire des documents comptables ou fiscaux pour la détermination de la valeur du bien* (p. 2589) ; Art. 29 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Ces dispositions ne sont pas applicables lorsque l'intéressé n'a pas effectivement exploité ces autorisations ou licences et lorsqu'il renonce au bénéfice de ces avantages »* (p. 2590) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2590) ; Art. 30 : *Evolution des structures administratives* (p. 2591) ; Art. 32 : *Nature des justifications qui pourront être admises ou refusées par l'administration dans l'instruction des dossiers* (p. 2592) ; Art. 34 : *Composition de la commission mixte paritaire* (p. 2592) ; *Situation dans les départements où le nombre des demandes d'indemnisation est important ; son hostilité à la multiplicité des commis-*

sions dans un même département (p. 2593) ; *son amendement tendant à compléter cet article pas de nouvelles dispositions (composition de la Commission paritaire spéciale)* (p. 2593) ; Art. 35 : *Indication des ordres de priorité* (p. 2594) ; Art. 36 : *Impossibilité d'enfermer la liquidation de la totalité des dossiers dans une période de trois ans* (p. 2594) ; Art. 40 : *Son amendement tendant à modifier cet article* (p. 2599) ; *Modification du barème prévu par cet article* (p. 2599) ; Art. 41 : *Problème de la récupération des indemnités* (p. 2601) ; *cas des indemnités de caractère social* (p. 2601, 2602) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Toutefois, ces déductions sont limitées à 50 % des prestations effectivement perçues lorsque la valeur d'indemnisation des biens indemnisables est inférieure à 20.000 francs, à 80 % lorsqu'elle est comprise entre 20.000 et 100.000 francs, et à 90 % au-delà de 100.000 francs »* (p. 2602) ; après l'Art. 42 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « pour l'application des articles 41 et 42, les déductions sont réparties entre les époux au prorata des indemnités revenant à chacun d'eux »* (p. 2603) ; Art. 44 : *Son amendement tendant à substituer aux deuxième et troisième alinéas, et au début de la première phrase du quatrième alinéa de cet article de nouvelles dispositions (affectation de l'indemnité)* (p. 2603) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la dernière phrase de cet article (aménagement des échéances du prêt à la demande du débiteur)* (p. 2604) ; *prolongation du moratoire* (p. 2604) ; en deuxième lecture, Art. A : *Créance des rapatriés sur les Etats qui les ont dépossédés ; négociations menées par le Gouvernement français* [29 juin 1970] (p. 3241) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à rétablir le troisième alinéa (2°) de cet article (conditions de résidence dans le territoire pendant une durée totale de trois années avant la dépossession)* (p. 3241) ; *situation de certains agents de l'Etat qui avaient fait carrière outre-mer et qui se trouvaient depuis moins de trois ans dans les territoires où ils ont été dépossédés* (p. 3241) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à rétablir cet article dans sa rédaction précédente (situation des sociétés constituées entre plusieurs associés qui ne sont pas parents et qui étaient exclus du bénéfice de la loi)* (p. 3242) ; Art. 11 : *Expropriations prononcées avant l'indépendance des Etats lorsque cette indépendance est intervenue avant le versement de l'indemnité d'expropriation ; application de la jurisprudence de la Cour de cassation* (p. 3244) ; Art. 17 : *Concertation avec les organisations intéressées lors de l'établissement des barèmes* (p. 3246) ; Art. 25 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (droit à indemnisation des meubles meublants d'usage courant et familial)* (p. 3248) ; *ses observations sur la subvention d'installation et l'indemnité de déménagement* (p. 3248) ; Art. 26 : *Ses observations sur l'amendement de M. Mario Bénard* (p. 3257) ; Art. 32 *bis : Ses observations sur les preuves nécessaires* (p. 3259) ; Art. 39 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture (conséquence du régime matrimonial sur les modalités de l'indemnisation)* (p. 3259) ; Art. 40 : *Ses observations sur l'amendement de M. Mario Bénard* (p. 3260) ; *ses observations sur les paroles de M. Bayou ; problème de l'exonération dont bénéficie actuellement la rente Pinay* (p. 3261) ; Art. 41 : *Plafonnement des restitutions* (p. 3262) ; Art. 45 *bis : Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3262) ; *création d'un fonds national dont la gestion serait assurée par l'agence ; destination des crédits de fonctionnement* (p. 3263) ; *possibilité d'individualiser dans le budget le chapitre qui correspond à la dotation annuelle de l'agence* (p. 3264) ; après l'Art. 45 *bis : Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « les indemnités attribuées en application de la présente loi ne présentent pas le caractère de revenus pour l'assiette des impôts et taxes recouvrés au profit de l'Etat ou des collectivités publiques »* (p. 3265) ; Art. 46 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de cet article (situation des créanciers des personnes dépossédées qui ont été privés du fait de la dépossession des recours qu'ils auraient pu exercer sur les biens de leurs débiteurs)* (p. 3265) ; Art. 56 : *Ses observations sur l'amendement de M. Massot ; problème des obligations contractées en France par les rapatriés* (p. 3268, 3269) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article après les mots : « de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 » à insérer les mots : « et aux personnes morales qui ont été dépossédées des biens qu'elles possédaient dans les territoires visés auxdits articles »* (p. 3269) ; Art. 60 : *Uniformité du contentieux* (p. 3269, 3270) ; Titre : *Question du caractère définitif ou non des dispositions*

adoptées ; légitimité des revendications des rapatriés ; développement de nos équipements collectifs ; protection accordée aux prêts exigibles (p. 3271, 3272) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1971 : avant l'Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Rieubon* [22 octobre 1970] (p. 4513, 4514); Art. 2: *Ses observations sur l'amendement de M. Boulloche* (p. 4521) ; Art. 6 : *Ses observations sur l'amendement de M. Schvartz* (p. 4521, 4522) ; Art. 7 : *Ses observations sur l'amendement de M. Rivain* (p. 4522) ; Art. 9 : *Ses observations sur les bénéfices réalisés par l'exploitant de cultures spéciales ; possibilité de dénoncer le forfait collectif et de lui substituer le régime du bénéfice réel* (p. 4526) ; *détermination des cultures spéciales* (p. 4527) ; *ses observations sur l'amendement de M. Arthur Charles* (p. 4527) ; Art. 11 : *Assouplissement des limitations apportées à la déduction des dépenses d'amélioration* (p. 4528) ; Art. 12 : *Réduction du taux de la déduction forfaitaire pour les immeubles donnés en location ; possibilité d'autoriser les propriétaires à déduire les frais réels engagés par eux pour les réparations et charges qui leur incombent au titre de ces immeubles ; généralisation de la déduction de 5 % ; situation des propriétaires de logements construits depuis 1948 ; impossibilité de réserver aux revenus fonciers de nouveaux avantages* (p. 4529) ; *ses observations sur la notion d'immeuble neuf* (p. 4529, 4530) ; *montant réel de l'allégement obtenu par les revenus fonciers ; unité de l'impôt sur le revenu pour toutes les catégories de revenus* (p. 4530) ; après l'Art 12 : *Publication des cotisations fiscales* (p. 4535) ; Art. 13 : *Allégement fiscal ; taxe sur la valeur ajoutée ; ses observations sur la bière et le vin* (p. 4537) ; Art. 14 : *Baisse du taux de la T.V.A. pour les produits alimentaires solides ; ses observations sur la règle du butoir ; fixation par décret de la liste des produits soumis au taux majoré de la T.V.A.* (p. 4538) ; Art. 16 : *Ses observations sur les spectacles classiques et les créations ; fiscalité pesant sur le cinéma* (p. 4540) : Art 17 : *Assujettissement des marchands de bestiaux à la T.V.A.* (p. 4541, 4542) ; après l'Art. 17 : *Ses observations sur l'amendement de M. Boulloche relatif au prélèvement exceptionnel mis à la charge des banques* (p. 4542); Art. 28 : *Ses observations sur la vignette* (p. 4550) ; *proposition de tenir compte de la situation de famille pour la fixation du montant de la vignette ; complexité de notre législation fiscale* (p. 4551) ; Art. 29 : *Ses observations sur les amendements de M. Rivain* (p. 4553) ; *extension du régime d'imposition des plus-values à long terme aux produits de la cession des certificats d'obtention végétale* (p. 4553) ; *problème de l'application du taux majoré de la T.V.A. aux publications dont la vente est interdite aux mineurs* (p. 4554) ; Art. 32 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (limitation des attributions d'essence ou de pétrole détaxés)* (p. 4556) ; *modalités d'attribution des contingents individuels ; suppression de ce droit au-dessous de 15 hectares ; ses observations sur les zones de rénovation rurale et les zones de montagne* (p. 4556, 4557) ; *ses observations sur les paroles de M. Bayou* (p. 4557) ; *ses observations sur la notion de surface d'installation ; crédits du F.O.R.M.A.* (p. 4558) ; *gestion des finances publiques* (p. 4559) ; *son sous-amendement tendant à compléter le quatrième alinéa (2°) du paragraphe I de son amendement par les mots : « ou pour treuils mobiles dans la viticulture »* (p. 4559) ; *application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution* (p. 4559, 4560) ; Art. 33 : *Situation des rentiers-viagers* (p. 4560) ; Art. 34 : *Ses observations sur les amendements de M. Barbet et sur celui de M. Rivain* (p. 4466, 4467) ; TAXES PARAFISCALES : *Taxe sur les œufs ; contrôle des exploitations avicoles* [17 novembre 1970] (p. 5701) ; *conditions de recouvrement des taxes parafiscales sur les œufs et les volailles ; ses observations sur les sociétés interprofessionnelles des produits avicoles* (p. 5701) ; BUDGET ANNEXE DES MONNAIES ET MÉDAILLES : *Développement de l'art de la médaille* (p. 5710) ; *création de l'usine de Pessac ; résultats de la décentralisation ; situation des agents qui se logeront à Pessac et qui ont obtenu un prêt pour accéder à la des taxes parafiscales sur les œufs et les propriété de leur futur logement dans la région parisienne ; emploi des conjoints ; éducation des enfants* (p. 5711) ; BUDGET ANNEXE DE L'IMPRIMERIE NATIONALE : *Volume des autorisations de programme ; transfert d'une partie des activités dans la région de Douai ; problème de l'acquisition des terratns* (p. 5713) ; COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : *Présentation de ces comptes ; ses observations sur le compte relatif aux exportations des arsenaux militaires ; prêts d'aide à l'étranger ; hétérogénéité des comptes spéciaux ; problème du rattachement de certains comptes spéciaux au budget des divers ministères* (p. 5714, 5715) ; ECONOMIE ET

FINANCES. — I. — CHARGES COMMUNES : *Ses observations sur l'évolution des différents postes que comporte ce budget* (p. 5718) ; *problème de la création d'un fonds spécial d'indemnisation en faveur des rapatriés ; moratoire au profit des bénéficiaires de prêts d'installation* (p. 5722) ;

— **du projet de loi de finances rectificative pour 1970** ; Art. 1er : *Distinction entre les obtenteurs de nouvelles variétés végétales qui exercent une activité agricole ou commerciale et les chercheurs isolés* [8 décembre 1970] (p. 6265) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Pour l'application de l'article 19 du Code des caisses d'épargne, l'établissment public d'aménagement de la Basse Seine est assimilé aux collectivités locales visées au deuxième paragraphe dudit article »* (p. 6266) ; *prêts de la Caisse des dépôts et consignations* (p. 6266) ; Art. 5 : *Son sous-amendement tendant, au début du deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Ansquer, à substituer au mot « sociétés » les mots « personnes morales »* (p. 6266) ; *problème de l'assujettissement des sociétés à la contribution sociale de solidarité* (p. 6266) ; *son amendement tendant, après les mots : « administration fiscale » à rédiger ainsi la fin de la première phrase du cinquième alinéa de cet article : « ... calculé hors taxes sur le chiffre d'affaires et taxes assimilées ; à ce montant doivent être ajoutés les produits de leur exploitation n'entrant pas dans le champ d'application des taxes sur le chiffre d'affaires »* (p. 6266) ; *ses observations sur l'amendement de M. Sabatier* [9 décembre 1970] (p. 6300) ; *Problème du remplacement de la patente par une cotisation basée sur le chiffre d'affaires ; ses observations sur la personnalisation de l'impôt en fonction des ressources des ménages* (p. 6301) ; *assiette de la patente ; autonomie financière des collectivités locales* (p. 6303) ; *institution d'une taxe professionnelle* (p. 6304) ; après l'Art. 15 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (indication des documents qui doivent être présentés à l'administration fiscale par les sociétés immobilières non soumises à l'impôt sur les sociétés qui donnent leurs immeubles en location ou en confèrent la jouissance à leurs associés)* (p. 6305) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (perception au demi-tarif de la taxe annuelle prévue pour la cinquième catégorie d'imposition des spectacles, jeux et divertissements à l'article 1560 du Code général des impôts pour les appareils automatiques mis en exploitation au cours du second trimestre de l'année)* (p. 6306) ; après l'Art. 18 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (cas des travailleurs occupés, à titre principal, à un emploi d'extraction ou de traitement dans les gisements d'argiles réfractaires et céramiques exploités en galeries souterraines boisées)* (p. 6307) ; *situation des mineurs d'argile* (p. 6307) ; après l'Art. 19 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (remboursement des frais de transport pour les membres des conseils d'unités d'enseignement et de recherche appelés à élire les membres des conseils d'université)* (p. 6308) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6308) ; Art. 20 : *Règlement des charges sociales et fiscales des établissements placés sous le régime du contrat simple ; possibilité pour l'Etat de récupérer au profit de l'U.R.S.S.A.F. les sommes correspondant aux charges sociales indûment versées au titre des rémunérations des maîtres non laïcs agréés* (p. 6309) ; après l'Art. 26 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (attributions du préfet de l'Essonne et du préfet du Val-d'Oise dans les communes d'Evry et Cergy ; contribution de ces communes aux dépenses des services de police)* (p. 6311) ; *réorganisation de la région parisienne ; régime des communes d'Evry et de Cergy ; cas de la commune de Courcouronnes* (p. 6311) ; Art. 27 : *Ses observations sur le décret relatif aux créations nouvelles de pièces classiques ; définition des pièces classiques entrées dans le domaine public ; problème de l'appréciation de la franchise* (p. 6312) ; TITRE VI : *Réduction du montant des autorisations de programme sur le budget de l'agriculture ; aménagement des grandes régions agricoles ; moyens affectés à l'électrification rurale ; financement des bâtiments d'élevage* (p. 6315) ; *ses observations sur la société nationale de sauvetage* (p. 6317) ; Art. 36 : *Mise en place des primes à la construction* (p. 6318) ; après l'Art. 36 : *Prorogation des dispositions de l'article 13 de la loi du 23 décembre 1964 ; réglementation des loyers des logements économiques et familiaux* (p. 6318) ; après l'art. 10 : *Abattement sur le montant des droits dus par certains commerçants et artisans ; suppression des exonérations dont bénéficient, jusqu'à présent, des organismes qui concurrencent directement des entreprises commerciales ; difficultés d'application de la proposition de M. Delachenal ; problème du*

fonds de péréquation départemental (p. 6356, 6357) ; *ses observations sur les paroles de M. Sabatier* (p. 6358) ; *problème de l'exemption des caisses de Crédit agricole de la contribution perçue au profit des chambres de commerce ; problème de leur soumission à l'imposition pour frais de chambre d'agriculture* (p. 6360) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe II de cet article par la phrase suivante : « Toutefois, en cas de transfert ou de regroupements d'établissements, les dispositions de l'alinéa qui précède ne s'appliquent pas aux matériels provenant des établissements transférés ou regroupés »* (p. 6361) ; Art. 22 : *Son amendement tendant à compléter le cinquième alinéa de cet article par la phrase suivante : « Lorsque sa durée est inférieure à deux ans, il peut, par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, être immédiatement renouvelé deux fois »* (p. 6363) ; commission mixte paritaire : *Ses observations sur ce texte* [18 décembre 1970] (p. 6665) ;

— du projet de loi relatif à l'augmentation de la quote-part de la France au fonds monétaire international : *Acceptation par le Gouvernement français d'un quota de 1.500 millions de dollars* [9 décembre 1970] (p. 6364).

Répond à la question d'actualité de M. Cousté relative au taux de l'escompte [11 décembre 1970] (p. 6498).

Répond à la question orale avec débat de M. Poncelet relative à l'application de la T.V.A. aux travaux d'équipement des collectivités locales : *Définition de la taxe sur la valeur ajoutée ; problèmes financiers des collectivités locales ; recherche de l'allégement des charges des collectivités locales ; les lois du 6 janvier 1966 et du 29 novembre 1968 ; problème des ressources globales des collectivités locales impliquant une amélioration du système fiscal et modification des rapports entre l'Etat et les collectivités locales (décentralisation, déconcentration et autonomie financière des collectivités locales traditionnelles)* [11 décembre 1970] (p. 6506, 6507) ; *taxe sur les salaires* (p. 6508).

Prend part à la discussion du projet de loi portant exonération des droits de mutation sur la succession du général de Gaulle : *Ses observations sur ce texte* [15 décembre 1970] (p. 6532).

Répond à la question d'actualité de M. Péronnet relative au domaine thermal de Vichy [18 décembre 1970] (p. 6661, 6662).

En qualité de Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé des relations avec le Parlement :

Modification de l'emploi du temps de l'Assemblée [22 juin 1971] (p. 3255).

Mise au point au sujet de l'ordre du jour fixé par le Gouvernement [23 juin 1971] (p. 3305).

Ses observations sur le bilan de la présente session fait par M. Peretti : *Relations entre le Gouvernement et la Présidence de l'Assemblée Nationale ; organisation des travaux parlementaires ; indication de la discussion de divers textes avant la discussion budgétaire* [30 juin 1971] (p. 3555) ; *contrôle politique sur l'action gouvernementale* (p. 3556).

Associe le Gouvernement à l'hommage rendu par M. Peretti à la mémoire de M. Jean Montalat [5 octobre 1971] (p. 4272).

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du Titre II de l'ordonnance du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires : *Ses observations sur certains propos tenus par des membres de l'Assemblée Nationale appartenant à l'opposition ; le rôle à long terme du Parlement dans le cadre des sociétés industrielles* [25 novembre 1971] (p. 6118).

Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre prononcé par M. le Président Peretti à la mémoire de M. Pierre Ziller [20 décembre 1971] (p. 6983).

Ses observations avant la clôture de la session : *Respect des engagements pris par le Premier Ministre ; bilan du travail parlementaire lors de la présente session ; indication de divers textes qui seront discutés lors de la prochaine session* [20 décembre 1971] (p. 6985).

Ses observations sur la discussion du projet de loi relatif aux incompatibilités [20 décembre 1971] (p. 7019).

Ses observations lors de la clôture de la session : *Organisation du travail parlementaire ; contrôle de l'action gouvernementale ;*

distribution d'une notice explicative lors de la discussion du budget [1er juillet 1972] (p. 3120, 3121).

En qualité de Ministre de l'Agriculture et du Développement rural :

Répond à la question d'actualité de M. Arthur Moulin relative à la conférencc des organisations agricoles [6 octobre 1972] (p. 3971, 3972).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Poudevigne, Roucaute, Brugnon, Ansquer et Boyer relatives aux problèmes agricoles : *Interdiction de l'importation de vins de « coupage »* [6 octobre 1972] (p. 3975) ; *démenti d'une déclaration d'un journal italien relative aux importations de vins italiens* (p. 3977, 3978) ; *problème des vins de table* (p. 3980) ; *augmentation des revenus des viticulteurs* (p. 3981) ; *développement et commercialisation des vins de qualité* (p. 3982) ; *programme de rénovation de la viticulture méridionale* (p. 3982) ; *application des mécanismes de régularisation du marché ; relèvement du prix de déclenchement des interventions ; régularisation des importations en provenance d'Italie ; situation du marché laitier* (p. 3983) ; *préservation de l'exploitation familiale* (p. 3984) ; *augmentation des stocks de beurre et de poudre de lait ; difficultés d'écouler ces stocks ; élargissement des possibilités d'écoulement vers les pays tiers* (p. 3985) ; *relèvement du prix d'orientation du lait et de la viande* (p. 3985) ; *modernisation des exploitations et améliorations de la productivité* (p. 3986) ; *augmentation de rendement de l'élevage ; prophylaxie de la brucellose ; aménagement rural* (p. 3986, 3987) ;

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Objectifs et moyens de la politique agricole du Gouvernement* [14 novembre 1972] (p. 5137) ; *expansion de la demande de produits alimentaires ; choix en matière de structures assis sur l'exploitation de type familial ou exploitation à responsabilité personnelle qui est la mieux adaptée à la rentabilité de l'investissement agricole moderne ; effort d'organisation et d'aménagement de nos structures agricoles ; maintien d'une importante population agricole active ; exode rural* (p. 5138) ; *dotation en faveur des jeunes agriculteurs mise en place pour le 1er janvier 1973 ; s'engage à déposer un projet de loi sur le statut des aides familiaux et à prendre des mesures visant à la création d'un fonds de caution mutuelle qui permettra aux jeunes agriculteurs de procéder à des emprunts même s'ils ne peuvent offrir les sûretés nécessaires pour les obtenir ; groupe d'étude des problèmes posés par les zones de montagne ; annonce de textes visant au développement de ces zones ; niveau de vie ; sécurité ; débouchés ; prix et revenu des agriculteurs ; problème des prix agricoles ; hiérarchie des prix agricoles au profit des productions animales ; mode de vie des agriculteurs ; équipements collectifs (adductions d'eau, électricité, voirie) ; équipements sociaux ; habitat* (p. 5139) ; *services de remplacement (vacances) ; formation des hommes ; enseignement agricole supérieur et technique ; établissement d'une carte scolaire ; aide à l'association nationale pour le développement agricole, pour la mise en place du fonds de la formation professionnelle ; évolution des idées ; « décollage » de notre agriculture ; appartenance à la Communauté économique européenne qui, malgré ses insuffisances, reste pour l'agriculture française une chance essentielle* (p. 5140)) ; *exportations agricoles vers la Communauté ; négociations dès l'année prochaine dans le cadre du G.A.T.T. ; plan de relance de notre production bovine ; commission nationale de l'élevage à compter du 1er janvier 1973 et institution dans chaque région d'une commission professionnelle chargée, dans le cadre de la politique générale définie par la commission nationale, d'appliquer le système des aides et des incitations, en l'adaptant à ces caractéristiques régionales ; adaptation des modalités de financement des investissements ; élevage ; primes aux agriculteurs faisant de l'élevage* (p. 5141) ; *modification de la hiérarchie des prix agricoles en faveur des productions animales ; lutte contre la brucellose ; projet de loi tendant à faire figurer la brucellose dans la liste des vices rédhibitoires ; plans de relance et d'équilibre lait-viande ; accroissement des crédits affectés à la section orientation et investissement du F.O.R.M.A. ; questions orales avec débat sur l'examen du problème de la création de l'office interprofessionnel du bétail et des viandes ; création de cet office correspondant à quatre objectifs : concertation entre les responsables, impératif de sécurité (système d'intervention),*

organisation du marché, orientation des productions (p. 5142) ; *viande ovine ; organisation du marché et relance de la production porcine ; problème de la production et du prix du lait ; beurre ; distribution gratuite de beurre aux catégories les plus défavorisées ; vente de beurre à prix réduit; poudre de lait ; problème de l'excédent des fromages de garde ; organisation du marché laitier ; productions viti-vinicoles ; importations de vins d'origine italienne* (p. 5143) ; *encouragement de la production de vins, notamment des vins du Midi ; charte des vins ; fruits et légumes ; règlement de Bruxelles non conforme à nos intérêts sur ce point ; fixation des prix des fruits et légumes ; céréales ; budget de l'agriculture impressionnant par ses ordres de grandeur mais obscur dans sa présentation ; budget marquant un progrès social indiscutable et prévoyant la continuation de l'effort d'équipement et de modernisation de notre agriculture ; mesures en faveur des familles, des veuves, des personnes âgées* (p. 5144) ; *situation des membres de la famille des exploitants agricoles au regard de la retraite ; crédits de remembrement ; bonifications d'intérêt* (p. 5145) ; *programme commun de la gauche pour l'agriculture ; l'agrandissement des structures agricoles met en péril l'exploitation familiale* (p. 5154) ; *assure M. Bayou que des importations de vin d'Algérie n'auront pas lieu ; ses observations sur les importations italiennes* (p. 5159) ; *action du haut comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme* (p. 5160) ; *ses observations à M. Ramette à propos du blocage des prix agricoles ; création d'un office de la viande par décret (Art. 34 de la Constitution)* (p. 5164) ; *ses observations à M. de Montesquiou à propos du département du Gers ; demandera à ses services un rapport sur les actions qui pourraient être entreprises pour compenser les retards dans ce département* [15 novembre 1972] (p. 5215) ; *viticulture ; avenir des vins de table ; s'efforcera de faire introduire dans le futur règlement européen de l'alcool des définitions précises notamment des eaux-de-vie de vin ; sa réponse à M. Leroy-Baulteu sur les appellations d'origine simple ; alignement des appellations d'origine simple sur les normes de qualité des vins de pays ; réglementation visant à promouvoir les vins de table ; déplore comme M. Couveinhes les insuffisances du Marché commun viti-vinicole ; mémorandum de refonte du règlement viti-vinicole ; importations de vins en provenance des pays tiers ; prix de référence et interdiction du coupage ; viticulture méridionale* (p. 5229) ; *réforme au niveau de la production (restructuration foncière, qualité des cépages de vinification) au niveau de la commercialisation ; s'apprête à prendre des mesures pour la personnalisation des meilleurs vins de table ; groupements de producteurs ; organisation économique ; sa réponse à M. Cassabel sur la situation difficile de la viticulture de l'Aude autour de Carcassonne et de Limoux ; évolution des prix du lait à la production ; dégagement du marché du lait ; poudre de lait ; distribution de beurre ; cheddar ; emmenthal ; groupe de travail pour l'étude de la création d'un office du lait ; contrats d'équilibre lait-viande* (p. 5230) ; *ses observations à M. Fouchier sur le contrat Charentes-Poitou; office de la viande ; débats à l'occasion de questions orales sur l'ensemble de la politique de l'élevage ; mise en œuvre d'une intervention permanente avant la fin de l'année par la modification du règlement bovin ; action de Cofranimex ; ses réponses à M. Duraffour sur la cysticercose, à M. Bousseau sur la non-possibilité d'un abaissement du prix des céréales pour le bétail et sur la prime de dénaturation du blé tendre ; mouton ; discussion avec les britanniques sur le règlement communautaire du mouton ; moniteurs ovins ; sa réponse à M. Bertrand Denis sur les productions avicoles, à M. Privat sur les fruits et légumes, à M. Bertrand Denis et M. Caillau sur l'établissement du cadastre fruitier dans la Communauté, à MM. Lagorce et Murat sur le problème du tabac* (p. 5231) ; *hiérarchie des prix d'objectif par variété de tabac ; subventions versées par le F.O.R.M.A. pour la construction de séchoirs ; sa mise au point en réponse à MM. Cornette et Collette sur l'organisme attributaire de la taxe parafiscale sur la chicorée ; ses observations à M. Hélène sur la situation de l'agriculture dans les départements d'outre-mer ; se rendra au début de l'année prochaine dans ces départements* (p. 5232) ; *directive européenne concernant les plans de modernisation ; impossibilité d'isoler, au sein d'un crédit évaluatif, la part relative aux prêts bonifiés accordés en fonction des plans de développement de celle qui concerne les autres prêts bonifiés ; financement des prêts d'élevage, sans pour autant compromettre l'évolution des prêts destinés aux affaires foncières ; mise à l'étude de la réglementation des dépôts de notaires au Crédit agricole ;*

crédits supplémentaires destinés aux bâtiments d'élevage ; investissements destinés au stockage et au conditionnement (p. 5234) ; *équipements ruraux ; adduction d'eau ; aménagement et développement rural ; électricité, voirie, remembrement, téléphone rural ; accords avec le Crédit agricole en vue de préfinancer la construction des lignes de raccordement téléphonique ; amélioration de la procédure des échanges amiables ; financement des travaux d'aménagement rendus nécessaires par ces échanges* (p. 5235) ; *S.A.F.E.R. ; amélioration de l'habitat rural ; électrification rurale, grands aménagements régionaux ; sa réponse à M. Renouard concernant la rénovation rurale ; aménagements à l'indemnité viagère de départ ; problème de la montagne mériterait un débat au fond par le biais de questions orales* (p. 5236) ; *prime d'installation aux jeunes agriculteurs ; groupe de travail afin de déterminer avant la fin de l'année un ensemble de mesures spécifiques pour la montagne sur les plans européen et national ; prime à la vache tondeuse ; rassure MM. Chauvet et Sudreau sur le rétablissement de la subvention aux jardins familiaux et M. de Rocca Serra sur les aides à la reconversion de la viticulture corse* (p. 5237) ; Etat B. — Titre III : *Remercie la majorité de sa confiance après le vote sur le scrutin public ; annonce d'un effort supplémentaire pour l'enseignement agricole* (p. 5238) ;

— du projet de loi relatif à la création de zones protégées pour la production de semences ou plants : *Définition de la procédure administrative ; nécessité d'éviter la multiplication des zones* [30 novembre 1972] (p. 5767) ; après l'Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Henri Lucas* (p. 5768) ;

— du projet de loi relatif à la lutte contre la brucellose : *Importance de ce problème pour toute politique de développement de l'élevage* [30 novembre 1972] (p. 5761) ; *nécessité de disposer d'une carte de la maladie ; protection des étables actuellement indemnes ; politique d'abattage des animaux* (p. 5762) ; après l'Art. unique : *Détermination du délai de l'action rédhibitoire* (p. 5764).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Maurice Faure, Pierre Villon, Fouchier, Bricout, Bertrand Denis relatives aux problèmes de la viande : *Création de l'Office interprofessionnel du bétail et des viandes (O.N.I.B.E.V.) relevant du domaine réglementaire (précédent du F.O.R.M.A.)* [1er décembre 1972] (p. 5823, 5824) ; *débat public souhaité par le Gouvernement* (p. 5824) ; *évolution de la politique gouvernementale en matière agricole et en matière d'élevage depuis 1960 ; choix d'une politique libérale tendant à préserver les exploitations familiales ; modification des méthodes d'élaboration des décisions en matière d'élevage ; création d'une commission nationale comprenant des représentants des professionnels* (p. 5824) ; *prise en considération des caractéristiques régionales ; instauration dans chaque région d'un comité professionnel* (p. 5825) ; *nécessité d'un effort d'investissement (amélioration de l'aide aux éleveurs, réforme des modalités de financement, allongement des prêts, abaissement des taux) ; négociation de Bruxelles pour une meilleure hiérarchisation des prix communautaires en faveur des productions animales (brucellose) ; politique de développement et d'aménagement rural (services de remplacement pour les éleveurs) ; sécurité des éleveurs ; concertation et organisation du marché ; demande française de renforcement du système d'intervention sur le marché (intervention permanente)* (p. 5825) ; *organisation technique du marché* (p. 5826) ; *concertation permanente entre les professions concernées ; modalités de création et missions techniques de l'Office* (p. 5826) ; *F.O.R.M.A.* (p. 5827) ; *programme commun de la gauche (absence de politique de l'élevage)* (p. 5829) ; *financement de l'O.N.I.B.E.V. ; aide aux petits exploitants* (p. 5829).

CHONAVEL (Mme Jacqueline)

Député de la Seine-Saint-Denis (6e circonscription)
C.

SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

En remplacement de M. Jean Lolive, décédé le 5 septembre 1968 [*J.O.* 11 septembre 1968] (p. 8704).

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [24 septembre 1968] (p. 2844).

S'inscrit au groupe communiste [24 septembre 1968] (p. 2848).

Est élue Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1970] (p. 746).

Est nommée membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [10 octobre 1968] (p. 3257), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à l'octroi des indemnités journalières à l'assurée sociale lorsqu'elle est contrainte de suspendre son travail pour soigner son enfant mineur, n° **307** [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier les dispositions du Livre IV du Code de l'administration communale relatives aux traitements du personnel communal, aux échelles indiciaires et à l'avancement (agents à temps complet et personnel permanent à temps non complet), n° **310** [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à accorder aux femmes salariées deux jours de repos hebdomadaire sans réduction de leur rémunération, n° **654** [3 avril 1969].

Sa proposition de loi tendant à modifier le titre IX du Livre Ier du Code civil, ses articles 373, 374, 383, 384, 399, 477, à abroger ses articles 391, 392 et 394 et instituant l'autorité parentale, n° **747** [27 juin 1969].

Sa proposition de loi tendant à insérer dans le Code de procédure civile un article 1033-4 relatif à l'inopposabilité des délais de procédure, n° **1120** [6 mai 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 144 du Code de la famille et de l'aide sociale de manière à exonérer de l'obligation alimentaire les personnes disposant de revenus inférieurs à certains montants, n° **1170** [27 mai 1970].

Sa proposition de loi tendant à assurer l'égalité des époux dans la direction de la famille et la gestion de la communauté, n° **1587** [18 décembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 194 du Code général des impôts en vue de faire bénéficier, pour le calcul de l'impôt sur le revenu, les célibataires du même nombre de parts que les veufs ayant le même nombre d'enfants à charge, n° **1901** [24 juin 1971].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 14 et 76 du Livre II du Code du travail afin d'améliorer les conditions de travail des femmes salariées, n° **1903** [24 juin 1971].

Sa proposition de loi tendant à accorder aux mères de famille salariées des congés payés pour soigner un enfant malade, n° **1904** [24 juin 1971].

Sa proposition de loi tendant à l'abrogation des lois réprimant l'avortement et à instaurer une nouvelle réglementation de l'interruption de grossesse, n° **2267** [26 avril 1972].

Sa proposition de loi tendant à la création d'un fonds des pensions alimentaires, n° **2604** [18 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, JUSTICE : *Délinquance des mineurs ; rôle du secteur privé ; nombre des mineurs délinquants* [8 novembre 1968] (p. 4164, 4165) ;

— du projet de loi relatif à la rémunération du personnel communal : *Revendications du personnel communal ; caractère du texte ; intérêts du personnel communal ; cas des agents communaux travaillant à temps complet ; difficultés des petites communes ; projet de réforme des finances locales ; son vote* [9 octobre 1969] (p. 2574, 2575) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, JUSTICE : *Education surveillée ; malaise dans l'opinion publique à l'égard de la justice : délinquance des mineurs ; conditions d'internement des jeunes délinquants ; prévisions du Ve Plan ; nombre des employés de l'éducation surveillée ; centre d'observation de Juvisy ; raisons de la délinquance* [5 novembre 1969] (p. 3388) ;

— du projet de loi relatif à l'autorité parentale et portant réforme de différentes dispositions du Code civil concernant le droit de la famille : *Notion actuelle de la famille moderne ; restrictions préjudiciables apportées par le projet de loi à l'égalité du père et de la mère dans la conduite de la vie familiale ; rôle de la femme dans la société moderne ; main-d'œuvre féminine ; responsabilités entre le mari et la femme ; désir du groupe communiste d'arriver à une égalité complète de l'homme et de la femme ; amendement communiste restreignant les possibilités d'intervention du juge en*

matière d'éducation de l'enfant ; ses observations sur les obligations particulières qui subordonnent le maintien de l'enfant dans son milieu, en accord avec les intéressés ; éducation surveillée ; nécessité de créer des postes d'éducateurs et d'assistantes sociales [7 avril 1970] (p. 812, 813) ; après l'Art. 213 du Code civil : *Son amendement tendant, après les nouvelles dispositions proposées pour l'article 213 du Code civil, à insérer le texte suivant : « le 2° et le 3° alinéa de cet article sont supprimés »* [8 avril 1970] (p. 853) ; *détermination de celui sur qui pèsent les charges du ménage* (p. 853) ; Art. 375 du Code civil : *Ses observations sur l'expression « ou si les conditions de son éducation sont compromises »* [9 avril 1970] (p. 883) ; *ses observations sur l'amendement de M. Ducoloné* (p. 884) ; Art. 375-3 du Code civil : *Mesures d'assistance éducative après jugement de divorce* (p. 887) ; Art. 376-1 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Un tribunal, quand il sera appelé à statuer sur la garde ou l'éducation d'un enfant mineur, aura égard aux pactes que les père et mère ont pu librement conclure entre eux à ce sujet »* (p. 893) ; *délégation de l'autorité parentale* (p. 893) ; Art. 378-1 du Code civil : *Son amendement tendant dans le troisième alinéa à substituer aux mots « le tribunal civil » les mots : « le tribunal de grande instance »* (p. 896) ; Art. 381 du Code civil : *Son amendement tendant dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots « tribunal civil » les mots « tribunal de grande instance »* (p. 899) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice des fonctions à mi-temps par les fonctionnaires de l'Etat : *Ses observations sur le rapport Rueff-Armand ; problèmes posés par l'automatisation du téléphone ; portée du texte ; maintien des droits statutaires fondamentaux ; problème du supplément familial ; incertitudes du texte ; notion du volontariat ; introduction, dans la fonction publique, d'un noyau de fonctionnaires sous-rémunérés ; aggravation éventuelle des inégalités entre les salaires féminins et les salaires masculins ; rémunération des emplois à mi-temps ; liquidation de la retraite ; ses observations sur l'interdiction de décompter le service à mi-temps comme service actif ou de la catégorie B ; problème des crédits ; campagne de dénigrement de la fonction publique dans la presse et à la radio* [21 mai 1970] (p. 1831, 1832) ; Art. 1er : *Situation des fonctionnaires susceptibles de bénéficier des dispositions de la future loi* (p. 1837) ; Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de Mme Vaillant-Couturier* (p. 1838) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article : « Au terme de la période durant laquelle ils ont accompli un service à mi-temps, les fonctionnaires sont réintégrés dans un emploi à plein temps, sans changement de résidence ni de service »* (p. 1838) ; *ses observations sur son amendement* (p. 1838).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Durafour, Fortuit, Bertrand Denis, Destremau, Leroy, Madrelle relatives aux problèmes de l'enseignement : *Conditions de la rentrée scolaire dans les écoles maternelles ; manque de locaux ; octroi nécessaire de crédits supplémentaires pour financer la construction d'écoles maternelles ; problème du personnel enseignant ; questions des remplaçantes et des décharges de classes pour les directrices ; inexistence de la surveillance médicale dans la quasi-totalité des écoles maternelles* [9 octobre 1970] (p. 4241, 4242).

Prend part à la discussion :

— générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Ses observations sur la condition féminine ; ses observations sur les propositions de loi déposées par les députés communistes ; déduction des frais de garde des enfants pour le calcul de l'impôt ; injustice fiscale ; allégement de l'impôt pour les personnes aux ressources modestes ; création d'un impôt sur le capital ; imposition des sociétés sur leurs bénéfices réels ; allocation de salaire unique ; retard pris dans la revalorisation des allocations familiales ; nécessité d'une réforme des allocations familiales réunissant allocation de salaire unique et allocations familiales en une seule prestation* [21 octobre 1970] (p. 4480) ; *problème des crèches ; institution d'une contribution patronale obligatoire de 0,5 pour cent sur la masse des salaires pour la construction et le fonctionnement des crèches ; formation professionnelle des femmes ; réduction du temps de travail pour les femmes* (p. 4481) ; deuxième partie : JUSTICE : *Ses observations sur le budget de l'éducation surveillée ; ses observations sur les mesures nouvelles inscrites au budget de fonctionnement ; nécessité d'imposer les bénéfices réels des sociétés et de créer un impôt sur le capital* [29

octobre 1970] (p. 4928) ; *nombre des affaires jugées pour les moins de dix-huit ans ; durée moyenne du séjour ; formation et recrutement d'éducateurs* (p. 4929).

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter l'article 378 du Code pénal en vue de la défense de l'enfance martyre ; 2° de Mme de Hauteclocque, tendant à compléter l'article 378 du Code pénal afin d'assurer une meilleure protection des enfants dont la santé pourrait être gravement compromise par de mauvais traitements ou par défaut de soins : *Secret professionnel du médecin ; nécessité d'avoir des établissements et un personnel plus nombreux ; insuffisance des crédits du budget national pour les crèches et les colonies de vacances ; politique du Gouvernement en matière de moniteurs et d'animateurs pour les loisirs des enfants* [7 mai 1971] (p. 1762) ;

— du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes : Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, à substituer au mot : « doivent » le mot : « devraient »* [2 juin 1971] (p. 2286) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du premier alinéa de cet article : « Une commission d'élus constituée à cet effet dans chaque département dresse... »* (p. 2287) ; *son amendement tendant à la fin du sixième alinéa de cet article à substituer aux mots : « par décret » les mots : « par le conseil général »* (p. 2292) ; après l'Art. 10 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (composition du conseil municipal)* [3 juin 1971] (p. 2337) ; *augmentation du nombre des conseillers municipaux selon l'importance des communes* (p. 2338) ; *son amendement tendant à modifier le premier alinéa de l'article 39 du Code de l'administration communale : « les employeurs sont tenus de laisser aux salariés de leur entreprise, membres d'un conseil municipal, le temps nécessaire pour assurer l'exercice de leur fonction »* (p. 2339) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2339) ;

— du projet de loi sur la filiation : *Principe de l'égalité entre enfants légitimes et enfants naturels* [5 octobre 1971] (p. 4277) ; *cas de l'enfant adultérin ; action en contestation de paternité ; interdiction faite aux enfants naturels de se prévaloir de leur titre d'héritiers ; problème de l'obligation alimentaire ; adaptation de notre législation actuelle sur le divorce ; création d'un fonds chargé de se substituer à l'époux défaillant pour le versement de la pension ; indication de diverses mesures souhaitables concernant l'enfant et la famille* (p. 4278) ; Art. 334-10 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter cet article par la nouvelle phrase suivante : « Cette interdiction ne s'applique pas aux alliés »* (p. 4319) ; *possibilité de filiation en cas de remariage avec le frère ou la sœur du conjoint après divorce de celui-ci ; retrait de son amendement* (p. 4319) ; en deuxième lecture : *Place de l'enfant dans la société ; nombre des enfants naturels ou adultérins ; délai accordé à la mère pour contester la paternité de l'enfant* [2 décembre 1971] (p. 6334) ; *responsabilités des pères présumés ; pension alimentaire* (p. 6335) ; Art. 342-3 du Code civil : *Rôle de l'aide sociale à l'enfance dans le cadre départemental* (p. 6341) ;

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques ; Art. 22 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* [13 octobre 1971] (p. 4512) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972 ; Art. 2 : *Son amendement (nombre de parts pris en considération pour la division du revenu imposable) ; situation fiscale des présidents-directeurs généraux* [21 octobre 1971] (p. 4722) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, ÉDUCATION NATIONALE : *Effectifs des écoles maternelles ; cas du département de la Seine-Saint-Denis ; importance des maîtres spécialisés pour l'enfance inadaptée ; situation de l'école élémentaire* [9 novembre 1971] (p. 5580) ; *mise sur pied d'un système scolaire unique du cours préparatoire à la classe de troisième ; problème des retards scolaires ; services de santé scolaire ; constructions scolaires ; application de la T.V.A. sur les constructions scolaires ; écoles maternelles* (p. 5581).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Carpentier, Chazalon, Labbé, Paquet, Andrieux relatives aux problèmes de l'emploi : *Situation de la main-d'œuvre féminine ; formation professionnelle des femmes* [3 décembre 1971] (p. 6414).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Paquet, Jacques Barrot, Fajon, Carpentier et Rabreau relatives aux problèmes de l'emploi : *Situation de la main-d'œvre féminine ; formation professionnelle ; application du principe : « à travail égal, salaire égal » ; propositions de loi déposées par le groupe communiste* [28 avril 1972] (p. 1215, 1216).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal ; après l'Art. 7 : *Son amendement concernant l'élection des représentants à la Commission nationale paritaire* [31 mai 1972] (p. 2057).

Prend part à la discussion générale du projet de loi de finances pour 1973 : *Aggravation de la politique en matière de hausse des prix ; poids des impôts indirects ; industrie pharmaceutique* [24 octobre 1972] (p. 4311) ; *familles populaires victimes de l'inflation ; coût de la viande, des fruits, des légumes frais, de l'habillement, vacances qui sont un luxe, baisse de la consommation en matière de soins médicaux, allocations familiales, allocation de logement, bourses d'études ; programme commun de gouvernement de la gauche : stabiliser les prix, réduire les impôts, augmenter le pouvoir d'achat* (p. 4312, 4313).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973 ; EDUCATION NATIONALE : *Situation de l'enseignement du second degré ; formation permanente ; retard de l'équipement sportif ; situation de la Seine-Saint-Denis ; augmentation de la part des communes dans le financement des équipements scolaires du second degré ; lycée Paul-Eluard à Saint-Denis* [10 novembre 1972] (p. 5004) ; *dépenses de fonctionnement des établissements scolaires; nationalisation dans les villes à direction U.D.R. ; augmentation des impôts locaux ; remboursement de la T.V.A. aux communes sur tous leurs travaux d'équipement* (p. 5005) ;

— du projet de loi relatif à l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes ; Art. 2 : *Promotion professionnelle* [21 novembre 1972] (p. 5564) ;

— du projet de loi relatif au paiement direct de la pension alimentaire : *Deux propositions de loi de son groupe : obligation alimentaire des enfants et petits-enfants à l'égard de leurs parents ou grands-parents et création d'un fonds de pension alimentaire concernant les époux divorcés ; programme de la gauche ; soins, retraite ; insuffisance du projet concernant le paiement des pensions alimentaires fixées par jugement, aux femmes divorcées ; prélèvement sur le salaire ; fonds pour le cas où le mari est insolvable ; amendement concernant la revalorisation des pensions ; vote du groupe communiste pour ce texte* [5 décembre 1972] (p. 5848) ; après l'Art. 7 : *Son amendement insérant un nouvel article sur la revalorisation annuelle des pensions alimentaires, n'est pas adopté* (p. 5858).

CLAUDIUS-PETIT (Eugène)

Député de la Loire
(4e circonscription)
P.D.M.

VICE-PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu :

— Vice-Président de l'Assemblée Nationale [12 juillet 1968] (p. 2204), [2 avril 1969] (p. 813), [2 avril 1970] (p. 746), [2 avril 1971] (p. 832, 834), [4 avril 1972] (p. 787, 789) ;

— Président du Groupe Progrès et démocratie moderne [16 septembre 1969] (p. 2280), [2 avril 1970] (p. 749), [2 avril 1971] (p. 836), [4 avril 1972] (p. 790) ;

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750).

Est élu Vice-Président de cette Commission [3 avril 1970] (p. 786).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires [5 novembre 1969] (p. 3414) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance [27 mai 1970] (p. 2020) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre [23 juin 1970] (p. 2950) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel [25 juin 1970] (p. 3114) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article premier de la loi n° 67-556 du 12 juillet 1967 portant dérogation dans la région parisienne aux règles d'organisation judiciaire fixées par l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 [26 juin 1970] (p. 3217) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation judiciaire [26 juin 1970] (p. 3218) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relative au statut des magistrats [26 juin 1970] (p. 3218) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'ouverture d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice du personnel des sociétés [19 décembre 1970] (p. 6734) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi du 24 juillet 1970 sur les sociétés commerciales [19 décembre 1970] (p. 6734) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales [16 décembre 1970] (p. 6583) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi modifiant la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant et modifiant le Code de la nationalité française et relatif à certaines dispositions concernant la nationalité française [15 décembre 1972] (p. 6286) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 2, 6, 25 (alinéa premier) et 30 de la loi n° 67-521 du 3 juillet 1967 relative à l'organisation du territoire français des Afars et Issas et l'article 2 (alinéa premier) de la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée de ce territoire [18 décembre 1972] (p. 6314) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant affiliation des maires et adjoints au régime de retraite complémentaire des agents non titulaires des collectivités publiques [20 décembre 1972] (p. 6416) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un médiateur [20 décembre 1972] (p. 6416) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses opé-

rations de construction [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes [29 juin 1971] (p. 3528).

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour un projet de loi tendant à compléter les dispositions des articles 5 et 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association [29 juin 1971] (p. 3528).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à abolir la peine de mort en France, n° 130 [19 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1072) tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance, n° 1105 [28 avril 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance, n° 1187 [3 juin 1970].

Sa proposition de loi tendant à habiliter les associations constituées pour la lutte contre le proxénétisme à exercer les droits reconnus à la partie civile devant les juridictions répressives, n° 2567 [octobre 1972].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 1er du Code de la famille et de l'aide sociale concernant les associations auxquelles peut être reconnu le caractère d' « associations familiales », n° 2725 [6 décembre 1972].

En qualité de vice-président, préside :

la 3e séance du 19 juillet 1968 (p. 2368) ; la 1re séance du 22 juillet 1968 (p. 2399) ; la 2e séance du 1er octobre 1968 (p. 2949) ; la 1re séance du 9 octobre 1968 (p. 3142) ; la séance du 17 octobre 1968 (p. 3355) ; la 1re séance du 29 octobre 1968 (p. 3663) ; la 3e séance du 5 novembre 1968 (p. 3936) ; la 1re séance du 7 novembre 1968 (p. 4063) ; la 2e séance du 7 novembre 1968 (p. 4079) ; la 2e séance du 8 novembre 1968 (p. 4167) ; la 3e séance du 8 novembre 1968 (p. 4167) ; la 3e séance du 8 novembre 1968 (p. 4171) ; la 2e séance du 13 novembre 1968 (p. 4339) ; la séance du 22 novembre 1968 (p. 4817) ; la 1re séance du 10 décembre 1968 (p. 5260) ; la 3e séance du 13 décembre 1968 (p. 5475) ; la séance du 18 décembre 1968 (p. 5614) ; la 2e séance du 19 décembre 1968 (p. 5693) ; la 2e séance du 17 septembre 1969 (p. 2319) ; la séance du 20 septembre 1969 (p. 2363) ; la séance du 10 octobre 1969 (p. 2609) ; la séance du 16 octobre 1969 (p. 2693) ; la séance du 22 octobre 1969 (p. 2812) ; la 2e séance du 29 octobre 1969 (p. 3038) ; la 1re séance du 3 novembre 1969 (p. 3227) ; la 3e séance du 5 novembre 1969 (p. 3383) ; la 3e séance du 6 novembre 1969 (p. 3468) ; la 2e séance du 12 novembre 1969 (p. 3591) ; la 2e séance du 17 novembre 1969 (p. 3851) ; la 3e séance du 18 novembre 1969 (p. 3921) ; la 2e séance du 21 novembre 1969 (p. 4167) ; la 3e séance du 21 novembre 1969 (p. 4175) ; la 4e séance du 21 novembre 1969 (p. 4197) ; la 2e partie de la 1re séance du 22 novembre 1969 (p. 4278) ; la deuxième séance du 26 novembre 1969 (p. 4371) ; la séance du 9 avril 1970 (p. 881); la séance du 6 mai 1970 (p. 1544); la 1re séance du 10 juin 1970 (p. 2406) ; la 2e séance du 11 juin 1970 (p. 2509) ; la 2e séance du 12 juin 1970 (p. 2569) ; la 3e séance du 12 juin 1970 (p. 2575) ; la 4e séance du 12 juin 1970 (p. 2598) ; la séance du 19 juin 1970 (p. 2874) ; la 2e séance du 24 juin 1970 (p. 2994) ; la 2e séance du 25 juin 1970 (p. 3070) ; la 1re séance du 29 juin 1970 (p. 3236) ; la 2e séance du 29 juin 1970 (p. 3256) ; la 1re séance du 30 juin 1970 (p. 3320) ; la séance du 9 octobre 1970 (p. 4226) ; la 2e séance du 20 octobre 1970 (p. 4431) ; la 4e séance du 30 octobre 1970 (p. 4977) ; la 3e séance du 5 novembre 1970 (p. 5187) ; la 2e séance du 6 novembre 1970 (p. 5272) ; la 3e séance du 6 novembre 1970 (p. 5279) ; la 3e séance du 7 novembre 1970 (p. 5367) ; la 2e séance du 9 novembre 1970 (p. 5425) ; la 3e séance du 13 novembre 1970 (p. 5501) ; la 1re séance du 17 novembre 1970 (p. 5643) ; la séance du 2 décembre 1970 (p. 6070) ; la 2e séance du 3 décembre 1970 (p. 6123) ; la 2e séance du 11 décembre 1970 (p. 6493) ; la 3e séance du 11 décembre 1970 (p. 6513) ; la 1re séance du 18 décembre 1970 (p. 6652) ; la 2e partie de la 2e séance du 7 avril 1971 (p. 982) ; la 2e séance du 20 avril 1971 (p. 1263) ; la séance du 11 mai 1971 (p. 1782) ; la séance du 12 mai 1971

(p. 1814) ; la 3e séance du 8 juin 1971 (p. 2513) ; la 2e séance du 9 juin 1971 (p. 2607) ; la 2e partie de la 3e séance du 12 juin 1971 (p. 2862) ; la 2e séance du 15 juin 1971 (p. 2929) ; la 2e séance du 17 juin 1971 (p. 3053) ; la 2e séance du 24 juin 1971 (p. 3403) ; la séance du 28 juin 1971 (p. 3474) ; la 2e séance du 7 octobre 1971 (p. 4379) ; la 2e séance du 13 octobre 1971 (p. 4496) ; la 2e séance du 14 octobre 1971 (p. 4561) ; la 3e séance du 22 octobre 1971 (p. 4816) ; la 2e séance du 26 octobre 1971 (p. 4915) ; la 2e séance du 2 novembre 1971 (p. 5169) ; la 1re séance du 8 novembre 1971 (p. 5494) ; la 2e séance du 8 novembre 1971 (p. 5519) ; la 3e séance du 15 novembre 1971 (p. 5709) ; la séance du 3 décembre 1971 (p. 6390) ; la 2e séance du 8 décembre 1971 (p. 6520) ; la 2e séance du 10 décembre 1971 (p. 6659) ; la 2e séance du 25 avril 1972 (p. 1009) ; la 2e séance du 2 mai 1972 (p. 1249) ; la séance du 5 mai 1972 (p. 1398) ; la 2e séance du 16 mai 1972 (p. 1535) ; la 2e séance du 19 mai 1972 (p. 1759) ; la 1re partie de la 3e séance du 19 mai 1972 (p. 1768) ; la 2e séance du 31 mai 1972 (p. 2042) ; la 1re séance du 22 juin 1972 (p. 2722) ; la 2e séance du 22 juin 1972 (p. 2745) ; la 2e séance du 29 juin 1972 (p. 3011) ; la séance du 6 octobre 1972 (p. 3970) ; la 2e séance du 25 octobre 1972 (p. 4367) ; la 1re séance du 27 octobre 1972 (p. 4449) ; la 2e séance du 2 novembre 1972 (p. 4557) ; la 3e séance du 8 novembre 1972 (p. 4859) ; la 1re séance du 13 novembre 1972 (p. 5047) ; la 1re partie de la 2e séance du 13 novembre 1972 (p. 5065) ; la 1re partie de la 2e séance du 14 novembre 1972 (p. 5137) ; la 3e séance du 16 novembre 1972 (p. 5318) ; la séance du 24 novembre 1972 (p. 5650) ; la 2e séance du 28 novembre 1972 (p. 5686) ; la 2e séance du 5 décembre 1972 (p. 5863).

Interventions :

En qualité de vice-président :

Donne acte au Ministre d'Etat, chargé des relations avec le Parlement, du décret portant clôture de la session extraordinaire [1er octobre 1968] (p. 2951).

Ses observations sur la mise au point faite par M. Ihuel sur son vote [18 décembre 1968] (p. 5614) et sur le rappel au Règlement de M. Commenay (p. 5614) et sur celui de M. Gaudin (p. 5629).

Clôture de la session extraordinaire [20 septembre 1969] (p. 2367).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Cerneau [16 octobre 1969] (p. 2694).

Communique à l'Assemblée Nationale une lettre du président du Sénat relative à la composition du bureau du Sénat [10 octobre 1969] (p. 2632).

Ses observations sur l'application des articles 37 et 41 de la Constitution lors de la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 : *Caractère réglementaire de la fixation des taux de cotisation d'assurances* [29 octobre 1969] (p. 3058).

Ses observations au cours de la séance sur les questions orales avec débat de MM. Deniau, Chazelle, Ansquer, Fouchier, Olivier Giscard d'Estaing et Nilès, relatives à la situation des handicapés physiques [6 mai 1970] (p. 1564).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Le Theule [10 juin 1970] (p. 2406).

Ses observations sur le déroulement des débats relatifs aux questions d'actualité : *Jonction de 2 questions d'actualité relatives à la destruction des bidonvilles* [19 juin 1970] (p. 2877, 2878) ; *limitation du temps de parole* (p. 2880, 2881, 2882).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Krieg [24 juin 1970] (p. 2995) et sur celui de M. de la Malène (p. 2995) : *Possibilité d'organiser, avant l'ouverture de la session, des travaux préparatoires afin que le travail législatif puisse commencer dés les premiers jours* (p. 2995).

Ses observations sur le fait que le Parlement doit légiférer pour l'ensemble de la France et non pour un quartier de Paris [24 juin 1970] (p. 3011).

Ses observations sur l'attitude de la Présidence lors de l'incident qui s'est produit dans l'hémicycle au cours de la discussion du projet de loi relatif à l'indemnité des Français dépossédés de leurs biens dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [30 juin 1970] (p. 3332) : *Assemblée Nationale ne délibérant pas sous la pression du public* (p. 3332).

Modification de l'ordre du jour en raison des obsèques solennelles d'Edmond Michelet [9 octobre 1970] (p. 4240).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Habib-Deloncle : *Compétence des commissions* [5 novembre 1970] (p. 5194).

Hommage de bienvenue à M. Bourassa, Premier ministre du Québec [20 avril 1971] (p. 1275).

Est entendu sur les rappels au Règlement de MM. Mitterrand et Sudreau : *Rôle des questions d'actualité* [12 mai 1971] p. 1817).

Ses observations au terme de la 3e séance du 8 juin 1971 [8 juin 1971] (p. 2576).

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. de Poulpiquet et Delorme : *Dépôt des projets de loi ; liberté d'expression de la radiodiffusion* [9 juin 1971] (p. 2608).

Ses observations lors de la discussion du VIe Plan : *Nécessité de respecter les temps de parole* [17 juin 1971] (p. 3058, 3065).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Krieg : *Problème de la réserve de la discussion des articles* [7 octobre 1971] (p. 4383).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Krieg [14 octobre 1971] (p. 4561).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Gerbet [14 octobre 1971] (p. 4579).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Habib-Deloncle : *Report des amendements* [14 octobre 1971] (p. 4588).

Ses observations sur le déroulement du débat sur le projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [14 octobre 1971] (p. 4595).

Ses observations sur les paroles de M. Gilbert Faure lors de la discussion du budget des anciens combattants : *Se refuse à laisser dire que l'Assemblée Nationale est une chambre d'enregistrement* [22 octobre 1971] (p. 4831).

Est entendu sur le rappel au Règlement de M. Stehlin relatif à la jonction de plusieurs questions d'actualité sur le conflit indo-pakistanais [10 décembre 1971] (p. 6660).

Est entendu sur le rappel au Règlement de M. Michel de Grailly relatif à l'absence du Ministre des Affaires étrangères [10 décembre 1971] (p. 6662).

Ses observations sur l'interruption des travaux de l'Assemblée Nationale en raison du référendum du 23 avril 1972 [5 avril 1972] (p. 802).

Ses observations sur les paroles de M. Barbet : *Publicité des propositions de loi du groupe communiste* [22 juin 1972] (p. 2727).

Ses observations sur les paroles prononcées par M. Servan-Schreiber lors de la discussion en deuxième lectuure du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales [22 juin 1972] (p. 2730).

Ses observations sur les paroles de M. Spénale relatives aux méthodes de travail de l'Assemblée [29 juin 1972] (p. 3014).

En qualité de député :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie. Articles additionnels : *Cas des objecteurs de conscience* [23 juillet 1968] (p. 2487) ; *ses observations sur l'amendement de M. Ducoloné ; situation des résistants* (p. 2488) ;

— du projet de loi relatif aux forclusions encourues du fait des grèves survenues en mai et juin 1968 et prorogeant divers délais. Après l'Art. 8 *quinquies* : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (suspension des délais de dépôt des pièces complémentaires à un accord préalable au permis de construire et de commencement ou de reprise des travaux autorisés par un permis de construire)* [23 juillet 1968] (p. 2500) ; *retrait de son amendement* (p. 2500).

Son rappel au Règlement : *Application de l'Art. 138 du Règlement ; délai accordé au Gouvernement pour répondre aux questions écrites ; situation au Biafra* [24 juillet 1968] (p. 2524).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'Education nationale : *Démocratisation de l'enseignement ; handicapés physiques ; nécessité de concevoir une Université qui soit ouverte aux adultes en dehors de la scolarité habituelle ; orientation vers l'exercice des métiers manuels ; pourcentage de fils d'ouvriers et de paysans entrant dans les universités ; dignité des métiers manuels ; nécessité de reviser notre conception de la rémunération ; formation professionnelle ; ses observations sur le dessin industriel ; laideur du mobilier scolaire* [25 juillet 1968] (p. 2600, 2601).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Introduction de l'enseignement du dessin industriel dans le programme des études* [29 octobre 1968] (p. 3688) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — SERVICES GÉNÉRAUX. — CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Ses observations sur son désir, en 1950, de voir implanter la Régie Renault dans la banlieue de Rouen ; opposition des industriels locaux* [4 novembre 1968] (p. 3848) ; *délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale ; définition du plan national ; conséquences de la fermeture de petites lignes de chemins de fer en déficit ; ses observations sur la ligne n° 5 du métro qui doit être prolongé jusqu'à Orly* (p. 3849) ; *politique de l'eau ; problème des pollutions ; ses observations sur les villes nouvelles* (p. 3849, 3850) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Législation sur l'expropriation* [12 novembre 1968] (p. 4291) ; *ses observations sur les rapports présentés sur ce budget ; scandale du problème foncier ; rôle de la commission de contrôle des opérations immobilières ; attitude de cette commission à l'égard des décisions de la municipalité de Givors ; absence de politique foncière efficace ; subventions accordées au logement ; ses observations sur les Z.U.P. ; problème des loyers ; ses observations sur les P.S.R., les P.L.R., les H.L.M. ; son opposition à la catégorisation des H.L.M. ; aménagement du Languedoc ; amélioration des logements ; loi sur les loyers* (p. 4301 à 4304) ; *réserves foncières ; rôle du Centre scientifique et technique du bâtiment ; qualité des logements, notamment des H.L.M. ; importance de la beauté dans la rue et dans les villes ; possibilité d'exiger que tout projet soit présenté par un architecte* (p. 4304, 4305) ; *ses observations sur le Comité national pour la sécurité des usagers de l'électricité* (p. 4313) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Absence de groupe de défense de la viticulture à l'Assemblée Nationale* [27 novembre 1968] (p. 4879) ; *ses observations sur les paroles de M. Lecat* (p. 4880) ; Art. 3 : *Protection des handicapés physiques* (p. 4896) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises ; Art. 9 : *Possibilité de permettre aux travailleurs de dix-huit ans de voter* [4 décembre 1968] (p. 5092) ; son rappel au Règlement ; *ses observations sur la discussion des amendements* (p. 5092).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Ses observations sur la commune ; absence de vraie régionalisation sans une réforme communale ; réforme régionale entrant dans la réalité le jour où il sera entendu que l'Etat n'accordera plus aucune subvention et que communes et départements ne solliciteront plus rien de lui* [12 décembre 1968] (p. 5382, 5383) ; *différence entre une subvention accordée pour tous les travaux et une participation financière à une réalisation ; situation des régions les plus pauvres* (p. 5383, 5384) ; *ses observations sur les paroles de M. Nungesser* (p. 5391).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant et complétant le Code de l'urbanisme et de l'habitation en ce qui concerne le permis de construire : son rappel au Règlement : *Audition du Ministre de l'Equipement et du logement par la Commission des lois* [17 décembre 1968] (p. 5571, 5572) ; *champ d'application du projet de loi ; nombre des communes disposant actuellement en France d'un plan d'occupation des sols ou d'un plan d'urbanisme* (p. 5574) ; *valeur juridique de ces plans ; exemple de la ville de Marseille ; son opposition au texte ; valeur du permis de construire dans les grands ensembles ; problème des responsabilités ; ses observations sur les dérogations ; permis de construire en milieu rural ; ses observations sur les châteaux d'eau ; rôle des administrations qui sont dispensées du permis de construire ; constructions scolaires ; modalités de délivrance du certificat de conformité* (p. 5574 à 5577) ; *ses observations sur les paroles de M. Chalandon* (p. 5584) ; *argumentation du Ministre fondée sur la situation de la région parisienne* (p. 5586) ; *sa motion de renvoi en commission ; conséquences du prix de terrain sur le coût de la construction ; ses observations sur les personnes habilitées à signer l'engagement ayant valeur de permis de construire ; conditions dans lesquelles sera délivré un certificat de conformité ; désire savoir comment seront accordées les dérogations indispensables à toute création architecturale* (p. 5587, 5588) ; avant l'Art. 1er : *Exemple du permis de construire demandé à Neuilly-sur-Seine* (p. 5590) ; Art. 2 :

Problème des clôtures ; ses observations sur l'expression « le permis de construire n'est pas exigé » (p. 5592) ; Art. 3 : *Désire savoir quelles sont les mesures envisagées pour établir la conformité des travaux avec le permis de construire ou avec les règlements d'urbanisme* (p. 5594) ; *droit au relogement* (p. 5595) ; *ses explications de vote : Objectif poursuivi par le gouvernement ; influence des moyens d'information des masses* (p. 5596) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi n° 196 de M. Ruais et plusieurs de ses collègues tendant à humaniser les opérations de rénovation urbaine : *Loi d'orientation foncière et urbaine ; indemnisation des commerçants et artisans locataires ; exemple de l'acquisition de l'îlot de la Mutualité à Grenoble ; droit de préemption ; problème de l'opportunité de la discussion de ce texte* [19 décembre 1968] (p. 5679) ; Art. 2 : *Ses observations sur ce texte ; rôle de l'organisme rénovateur* (p. 5681) ; Art. 3 : *Durée du droit de préemption ; cas des opérations de rénovation actuellement en cours* (p. 5682) ; Art. 4 : *Problème de l'indemnisation ; ses observations sur l'article 17 de la loi foncière* (p. 5683) ; Art. 5 : *Détermination de la personne propriétaire du fonds de commerce* (p. 5684) ; Articles additionnels : *Coût de la rénovation urbaine ; ses observations sur le quartier des Halles* (p. 5685, 5686) ;

— du projet de loi portant amnistie, Art. 23 : *Possibilité d'être poursuivi en diffamation pour avoir évoqué en public la condamnation d'une personne amnistiée* [26 juin 1969] (p. 1774) ; *application des lois en vigueur* (p. 1774) ; *nécessité d'une loi nouvelle pour des faits nouveaux* (p. 1775) ; Art. 25 : *Ses observations sur les paroles de M. Foyer* (p. 1777) *et sur celles de M. de Rocca Serra ; problème de la prostitution* (p. 1778).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale ; ses explications de vote : *Nécessité pour la France de devenir une puissance industrielle : redéfinition du rôle de l'Etat ; redéfinition de la commune ; avenir de la jeunesse ; ses observations sur les logements P.L.R. ; nécessité de créer des villes heureuses ; problème de la solidarité* [16 septembre 1969] (p. 2276, 2277).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Art. 2 : *Modification des tranches du barème de l'impôt général sur le revenu des personnes physiques ; instauration d'un débat lors de la session de printemps sur la réforme de cet impôt ; désire savoir pourquoi le Gouvernement ne pourrait considérer comme personnes à charge d'un contribuable l'ascendant ou les ascendants dépourvus de ressources âgés de plus de soixante ans et vivant au foyer de ce contribuable ; ses observations sur le fait que des travailleurs sont assujettis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques à partir du jour où ils prennent leur retraite* [29 octobre 1969] (p. 3028) ; Art. 3 : *Imposition des alcools* (p. 3030) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, TRANSPORTS. — I. — SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES : *Ses observations sur le fait que la R.A.T.P. est une affaire communale* [3 novembre 1969] (p. 3259) ; *déficit de la R.A.T.P.* (p. 3264) ; *coût des transports en province* (p. 3264). — Titre IV. — *Rapport Nora ; ses observations sur les tarifs préférentiels ; suppression de l'exploitation des lignes de banlieue le dimanche et les jours fériés ; ses observations sur la S.N.C.F. ; différences entre le montant des cotes mobilières* (p. 3267) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Liaison entre le Rhin et le Danube ; complexe de Fos ; liaison du Rhône avec le Rhin ; coût des deux écluses sur le Rhône* [14 novembre 1969] (p. 3724, 3725) ; *ses observations sur les paroles de M. Chalandon* (p. 3730) ; *définition de la zone d'aménagement concerté ; loi d'orientation foncière* (p. 3730) ; *ses observations sur les paroles de M. Chalandon* (p. 3757) ; *définition de la politique du Ministre ; problème de l'environnement ; problème des besoins ; ses observations sur les logements ; importance des logements inoccupés ; accroissement du niveau de vie depuis vingt ans ; logement social ; importance de l'architecture ; possibilité, par l'intermédiaire de l'O.R.T.F., de donner aux Français l'envie de « consommer du logement » ; rénovation urbaine ; loi sur la propriété commerciale ; loi sur l'expropriation ; ses observations sur les « courées » du Nord ; logement des handicapés physiques ; évacuation des ordures ménagères ; pose des conduites d'égout ; schéma directeur ; impôt foncier ; hausse du prix des terrains ; politique foncière* (p. 3763 à 3765) ; *projet d'impôt foncier déclaratif annuel,*

nombre de plans d'occupation de sol approuvés ; nombre de coefficients d'occupation des sols décidés ; zone d'aménagement concerté : taxe locale d'équipement ; manifeste publié par les maires communistes de la région parisienne ; réserves faites au profit des familles étrangères dans les H.L.M. ; exemple des écoles maternelles de Nanterre ; plan d'aménagement des zones ; utilisation, dans la région parisienne, de la contribution du un pour cent versée par les employeurs ; dispositions conduisant à la ville inhumaine ; ses observations sur la vente des appartements d'H.L.M. (p. 3765 à 3767) ; *mission des organismes d'H.L.M. ; ses observations sur les paroles de M. Chalandon* (p. 3782) ; *logement des étrangers et des associaux* (p. 3784) ; Titre III : *Institution d'un chèque allocation de logement ou allocation de loyer* (p. 3786) ; Art. 44 : *Insuffisances de la politique foncière ; importance de l'architecture* (p. 3790, 3791) ; TAXES PARAFISCALES : *Propagande en faveur de la production d'alcools et de vins* [22 novembre 1969] (p. 4275) ; ses explications de vote : *Equilibre du budget ; ses observations sur la forme actuelle de présentation du budget ; fonds d'action conjoncturelle* (p. 4326) ;

— du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré : Art. premier : *Objet du projet de loi ; nombre des accidents de la route ; nécessité d'interdire, à celui qui a bu, de prendre le volant* [21 avril 1970] (p. 1193, 1194) ; *votes de ceux qui, dans cette Assemblée, soutiennent des lobbies* [22 avril 1970] (p. 1219) ;

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance : *La réforme d'une société n'implique pas l'impuissance devant les actes de certaines minorités ; ses observations sur la majorité silencieuse ; le projet de loi ne met pas en cause la liberté de réunion ni la liberté de manifester dans le cadre des lois existantes ; l'objet du projet de loi : punir les violences commises du fait de manifestations interdites ou illicites ; ses observations sur tes actions de commandos ou « action à force ouverte » ; cas d'une personne qui se sera trouvée fortuitement mêlée à une manifestation interdite ou illicite ; solidarité pécuniaire des personnes qui seraient sciemment demeurées sur place après le déclenchement des violences ; « correctionnalisation » de certains actes qui, auparavant, auraient dû être déférés devant la cour d'assises ; nécessité d'atteindre ceux qui se livrent à des dégradations de bâtiments publics ; délit de violation de domicile ; application du projet de loi aux territoires d'outre-mer ; ses observations sur la manière dont ce projet de loi sera appliqué* [29 avril 1970] (p. 1381 à 1383) ; *ses observation sur les paroles de M. Mitterrand et la question préalable ; droit de réunion en France ; son opposition à la question préalable* (p. 1392) ; *ses observations sur les paroles de M. Chazelle* (p. 1404) ; Art. premier : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 114 du Code pénal (conséquence des violences ou voies de fait commises en raison d'une action menée à force ouverte par un groupe, conséquence d'un rassemblement illicite ou interdit par l'autorité administrative)* (p. 1420) : *distinction entre l'action menée à force ouverte et les violences commises lors d'un rassemblement illicite ou interdit ; situation des chefs quand ils ont donné l'ordre de dislocation après le début des violences ; cas des participants qui ne se sont pas sciemment maintenus après que les violences ont éclaté ; ses observations sur les grévistes des grandes entreprises en mai 1968 ; libertés syndicales* (p. 1420) ; *ses observations sur les sous-amendements de M. Bègué et Fortuit* (p. 1422) ; *ses observations sur le sous-amendement de M. Gerbet ; l'autorité judiciaire ne doit pas se substituer à l'autorité disciplinaire ; cas des étudiants casseurs* (p. 1426) ; après l'Art. premier : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (détermination de l'emprisonnement et de l'amende de celui qui aura détruit ou dégradé les édifices ou biens mobiliers affectés à un service public)* (p. 1427) ; *retrait de son amendement* (p. 1427) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour remplacer le deuxième alinéa de l'article 184 du Code pénal, à substituer au mot « tromperie » le mot « manœuvres »* (p. 1427) ; *son amendement tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour remplacer le deuxième alinéa de l'article 184 du Code pénal, à substituer aux mots : « ou scientifique et culturel » les mots « scientifique ou culturel »* (p. 1427) ; *son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour remplacer le deuxième alinéa de l'article 184 du Code pénal à substituer aux mots : « contre le gré de l'autorité responsable ou en dehors des conditions fixées par celle-ci » les mots : « irrégulièrement et volontairement après*

avoir été informé par l'autorité responsable ou son représentant du caractère irrégulier de sa présence » (p. 1427) ; commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur : Répression des actions de commando ; cas des organisateurs de rassemblements illicites ou interdits ; notion d'« action concertée » ; champ d'application de la loi ; situation des organisateurs ou des participants qui se seraient dissociés, par leur attitude, des violences et des voies de faits ; nécessité de punir les provocateurs ; rôle du juge* [4 juin 1970] (p. 2240, 2241).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens : *Défense des droits essentiels de la République ; nécessité d'admettre que la justice peut se tromper ; aspect réaliste du projet de loi ; nécessité de bouleverser, dans leur fonctionnement, notre système répressif et notre dispositif d'exécution des peines ; suppression de la relégation ; comparaison entre la relégation et la tutelle pénale ; suppression dans certains cas de la possibilité d'appliquer la tutelle pénale dans le milieu pénitentiaire même ; appareil répressif ayant pour effet de détruire la personnalité de l'individu au lieu de permettre à ce dernier de se préparer à des responsabilités nouvelles ; problème de la composition de notre appareil répressif ; problème de la qualification professionnelle de son personnel ; application des divers contrôles dont est assortie la tutelle pénale ; possibilité d'envisager la création d'ateliers spécialisés pour les condamnés et d'emplois surveillés dans de grands ateliers ; ses observations sur le fait que les grandes concentrations des prisons ne facilitent pas le rapprochement du lieu de travail et de l'endroit où les détenus passeront la nuit ; suppression de la peine de mort ; possibilité pour l'administration de faire travailler dans les municipalités des condamnés qui auraient purgé leur peine ; budget du Ministère de la justice* [27 mai 1970] (p. 1988, 1989) ; *ses observations sur les paroles de M. Waldeck L'Huillier* (p. 1991) ; Art. 368 du Code pénal : *Abus de l'utilisation des écoutes par des fonctionnaires qui y recourent sans en avoir reçu mandat exprès* [28 mai 1970] (p. 2075) ; Art. 58-2 du Code pénal : *Remise de peine pour bonne conduite au bout de sept ans* [28 mai 1970] (p. 2090) ; Art. 58-3 du Code pénal : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour cet article, après les mots : « la tutelle pénale est subie » à insérer les mots : « sur décision du juge de l'exécution des peines après avis de la commission locate »* (p. 2091) ; *nécessité de laisser la responsabilité du choix du régime au juge de l'application des peines* (p. 2091, 2092) ; *retrait de son amendement* (p. 2092) ; Art. 728-1 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à supprimer les mots : « ou dans un quartier spécial de maison centrale ou de maison de correction »* (p. 2092) ; *nécessité de créer de nouveaux établissements* (p. 2092) ; *son amendement tendant, dans le texte proposé pour le deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots : « ou de ce quartier »* (p. 2093) ; après l'Art. 43 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (cas des récidivistes)* (p. 2095) ; *situation des femmes majeures qui ont fait l'objet d'une interdiction de séjour d'une durée de vingt ans et qui devraient cesser d'être soumises à l'expiration d'un délai de dix ans au début de l'exécution de cette peine* (p. 2095, 2096) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (cas des mineurs de vingt et un ans retenus après l'expiration de leur peine dans une institution d'éducation surveillée* (p. 2096) ; Articles additionnels : *Ses observations sur l'éventuelle suppression des clauses interdisant la présence d'animaux domestiques dans les locaux ; réglementation des immeubles de quinze étages* (p. 2098) ; *définition de l'animal domestique* (p. 2098) ; en troisième lecture, Art. 22 *bis* : *Notion de réhabilitation ; ses observations sur ce texte* [29 juin 1970] (p. 3301) ;

— du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre : *Conditions de l'application de la loi ; examen général du problème ; pénalités à l'encontre des marchands de sommeil ; problème dans la région parisienne ; importance du mal ; option du VI^e^ Plan ; ses observations sur la moyenne des familles étrangères qui entrent en France et qui n'en ressortent pas ; ses observations sur la loi Debré ; ses observations sur Nanterre ; responsabilité des vieux et non des jeunes* [10 juin 1970] (p. 2452 à 2454) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa du texte proposé pour l'article L 30 du Code de la santé publique : « Celui qui, de mauvaise foi, n'aura pas fait droit dans le délai d'un mois à l'interdiction d'habiter, est passible des peines prévues au dernier alinéa de l'ar-*

ticle L 45 » (p. 2459) ; *son amendement tendant, dans la dernière phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots : « le tribunal » à insérer les mots : « statuant en référé »* (p. 2459) ; *ses observations sur la procédure du référé* (p. 2459) ; Art. 8 : *Son sous-amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Mazeaud pour l'article L 42 du Code de la santé publique* (p. 2460) ; avant l'Art. 13 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (utilisation des immeubles expropriés)* (p. 2461, 2462) : *ses observations sur les opérations d'îlots insalubres* (p. 2462) ; *ses observations sur le sous-amendement du Gouvernement ; finalité de l'expropriation* (p. 2462) ; *raisons de l'expropriation* (p. 2463) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article : « par dérogation aux dispositions de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958, le préfet par arrêté »* (p. 2464) ; Art. 24 : *Ses observaions sur un quartier de Givors ; problème des bidonvilles verticaux* (p. 2468) ; Art. 25 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Toutefois les dispositions de cette loi demeurent applicables aux terrains, aux immeubles ayant donné lieu à l'arrêté préfectoral prévu par l'article 2 avant la date de publication de la présente loi »* (p. 2469) ; Articles additionnels : *Période nécessaire pour liquider les bidonvilles de la région parisienne* (p. 2469) : Art. 13: *Son amendement* (p. 2471) ; *son amendement tendant, dans le sixième alinéa de cet article à substituer aux mots : « trois mois » les mots : « deux mois »* (p. 2472) ; seconde délibération, *Art. 3 : Problème des délais* (p. 2472) ; conclusion du rapport de la Commission mixte paritaire : *Dispositions financières relatives à la résorption des locaux insalubres* [24 juin 1970] (p. 2982, 2983) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : Article unique : *Son amendement tendant à compléter cet article par la disposition suivante : « sous réserve que la croissance globale des équipements collectifs réalisés annuellement soit en moyenne d'un pourcentage compris entre 11 et 12 %* [18 juin 1970] (p. 2817) ; *importance du téléphone ; relations fluviales ; ses observations sur la région de Nantes ; coût du réseau express régional* (p. 2817) ; *son amendement tendant à compléter cet article par la disposition suivante : « sous réserve que les objectifs de croissance industrielle soient atteints dans le cadre d'un plan d'industrialisation décentralisée »* (p. 2818) ; *répartition des équipements publics ; développement industriel de la région parisienne ; finalité du Plan ; mise en place de structures administratives assurant une réelle décentralisation* (p. 2818, 2819) ; ses explications de vote : *existence de limites sociologiques à tout changement ; lourdeur de notre administration ; situation des détenus des prisons ; finalité d'une économie de croissance ; planification de notre économie* (p. 2829, 2830) ;

— du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1[er] septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel : *Ses observations sur l'unité du marché du logement ; situation des jeunes ; son vote contre la question préalable* [24 juin 1970] (p. 2987) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Mazeaud, tendant à modifier certaines dispositions du Code de la santé publique relatives aux stupéfiants ; 2° de M. Weber et plusieurs de ses collègues, tendant au renforcement des sanctions frappant le trafic et l'usage des stupéfiants : *Ses observations* [29 juin 1970] (p. 3307) ; *conséquences de l'intoxication ; situation des jeunes qui sont gâtés par notre société ; dangers que présente l'alcoolique ; situation de ceux qui vendent l'alcool* (p. 3308).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique générale : *Application des dispositions constitutionnelles* [15 octobre 1970] (p. 4325) ; *ses observations sur les sessions parlementaires; évolution de la société française ; conséquences de la croissance; dimension morale et spirituelle de la civilisation technique ; difficulté de vivre dans les villes ; maîtrise des sols ; désir de bon nombre de gens de ne pas habiter dans le même immeuble que des personnes venant de bidonvilles ; conséquences de la politique qui tend à compenser par des économies sur le bâtiment la hausse des*

prix des terrains (p. 4326) ; *priorité des moyens de transport par rapport à la construction de logements ; institution d'un impôt foncier ; importance de l'école maternelle ; importance de l'architecture ; ses observations sur la culture ; tutelle des collectivités locales ; rôle des subventions ; ses observations sur l'Europe politique* (p. 4327) ; *responsabilités de l'Europe des six ; coopération avec le tiers monde* (p. 4328) ; ses explications de vote : *Conséquences de l'absence d'opposition ; constitution d'un monde plus solidaire ; nécessité de maîtriser la croissance économique ; importance du bonheur ; ses observations sur la qualité de la vie quotidienne ; rôle de l'architecte ; définition de la politique d'ouverture* (p. 4342).

Prend part à la discussion :

— générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Ses observations sur l'apposition de la vignette sur le pare-brise des voitures* [21 octobre 1970] (p. 4459) ; deuxième partie : JUSTICE : *Ses observations sur les résultats d'un stage effectué par un jeune avocat dans une ville du Colorado, à Denver ; ses indications sur l'apparition du premier juge pour enfants ; problèmes du département du Loiret* [29 octobre 1970] (p. 4925) ; *nécessité de ne pas garder en prison des jeunes avant de les avoir jugés, sauf s'ils présentent un danger pour la collectivité publique* (p. 4926) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT ET L'URBANISME : *Stagnation de la construction ; stabilisation de la rénovation urbaine ; échec de la politique foncière ; politique du logement; conséquence de la « catégorisation » des logements* [4 novembre 1970] (p. 5115) ; *modification du financement des logements aidés par l'Etat ; dotation des H.L.M. ; financement des petits logements ; impôt foncier ; système du prix plafond ; constructions aux portes de Paris ; suppression des bidonvilles ; fonds d'action sociale ; ses observations sur Nanterre et Gennevilliers ; problème des travailleurs immigrés ; information de la population* (p. 5116) ; *réforme de l'aide à la construction ; aspect des H.L.M. ; politique de loyer sur l'ensemble du patrimoine immobilier ; nécessité de maîtriser les sols en donnant aux collectivités locales les moyens de constituer une véritable réserve foncière* (p. 5117) ; *ses observations sur le fait que les Français ne sont pas écartés de ce qui est fait pour les étrangers ; liquidation des bidonvilles* [5 novembre 1970] (p. 5166), Titre III : *Importance du logement ; taxe locale d'équipement ; zones d'aménagement concerté ; ses observations sur les plans d'urbanisme ; ses observations sur la façon dont est comblé le déficit des I.L.N.* (p. 5171, 5172) ; *ségrégation en matière de logement ; suppression des bidonvilles ; conception de la gestion de l'ensemble du patrimoine immobilier ; maîtrise du sol ; réserves foncières* (p. 5172) ; Titre VI : *Situation des retraités mineurs ; problème de la prime sans prêt* (p. 5175) ; après l'Art. 60 : *Ses observations sur l'entretien des « Logécos »* (p. 5176) ; EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur les paroles de M. Carpentier* [14 novembre 1970] (p. 5578) ; *inégalité des Français devant les charges de l'enseignement secondaire ; collèges d'enseignement technique ; problème des établissements étatisés ; enseignement primaire ; recrutement d'auxiliaire ; ses observations sur les écoles maternelles ; problème de l'environnement* (p. 5581, 5582) ; *régime des lycées* (p. 5584) ; Titre IV : *Problème de la liberté intellectuelle en U.R.S.S.* (p. 5586) ; ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi ; *fonds d'action conjoncturelle ; part des investissements dans le budget ; réalisation des équipements ; importance de l'urbanisme ; rôle de la majorité* [17 novembre 1970] (p. 5725, 5726) ;

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales, article 48 du Code de l'administration communale : *Son amendement tendant à supprimer le cinquième alinéa (4°) du texte proposé pour cet article* [25 novembre 1970] (p. 5910) ; ses explications de vote : *Caractère limité du projet de loi ; problème de l'approbation des budgets par les services du Ministre de l'Intérieur ; rôle de la commune ; son vote* (p. 5935) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions des livres IV, V et IX du Code de la Santé publique : *Utilité du travail à temps partiel ; droit syndical ; situation du petit personnel des hôpitaux ; son regret que la rémunération du personnel hospitalier soit fixée en fonction de la qualification reconnue par un diplôme ; humanisation des hôpitaux* [1er décembre 1970] (p. 6050) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière : *Ses observations sur la question préalable ; adaptation du système hospitalier aux réalités actuelles* [3 décembre 1970] (p. 6113) ; *son vote sur ce texte ; caractère du projet de loi ; humanisation des hôpitaux ; ses observations sur les questions que l'on pose au concours de recrutement des*

infirmières diplômées de l'Etat ; ses observations sur le système de règlement des actes médicaux et chirurgicaux ; rôle de la sécurité sociale ; attitude des cliniques privées ; problème des cliniques ouvertes (p. 6117, 6118) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Art. 6 : *Possibilité de retenir pour base de la taxation le patrimoine immobilier construit depuis la dernière dévaluation du franc ; nécessité d'une péréquation entre les régions ; conservation du patrimoine immobilier français* [8 décembre 1970] (p. 6272) ; *transformation d'un immeuble d'habitation en bureau* (p. 6274) ; *problème de l'assiette de la taxe* (p. 6276) ; après l'Art. 7 : *Réforme de la patente ; relations entre les finances nationales et les finances locales ; taxe professionnelle ; réévaluation des valeurs foncières ; autonomie communale* [9 décembre 1970] (p. 6304) ; Art. 10 : *Réforme de la patente* (p. 6349, 6350) ; après l'Art. 10 : *Caractère de la patente ; problème consécutif à la réduction du tarif de l'impôt* (p. 6358) ; *ses observations sur les principaux fictifs* (p. 6358, 6359) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Magaud et plusieurs de ses collègues relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française : *Délai accordé à l'Assemblée territoriale pour la formulation de son avis* [18 décembre 1970] (p. 6673) ; *ses observations sur le fait que le Parlement est insuffisamment informé ; possibilité de donner à l'Assemblée territoriale un délai jusqu'au 2 avril 1971 ; possibilité de voter les articles 1er et 2 et de retirer le projet de loi* (p. 6674, 6675) ; *sa motion de renvoi* (p. 6679) ; *possibilité de remettre la discussion à une autre date ; maintien des actuels conseils de district ; ressources des communes ; création du fonds de péréquation possibilité d'envoyer sur place une délégation de la Commission des lois* (p. 6680, 6681) ; *ses observations sur les paroles de M. Henri Rey* (p. 6681, 6682) ; *ses observations sur le scrutin* (p. 6682) ; en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, Art. 17 : *Son amendement relatif aux frais de déplacement des conseillers municipaux* [8 décembre 1971] (p. 6505, 6506) ; *modification de son amendement* (p. 6506) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : *Ses observations sur les paroles de M. Limouzy ; rôle de la Commission mixte paritaire ; nécessité de prévoir une limite d'âge impérative* [19 décembre 1970] (p. 6722) ; *ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 6724) : *ses observations sur le fait qu'il ne faut pas intervenir sur une instance judiciaire en cours ; application de la séparation des pouvoirs* (p. 6725) ;

— sur la motion de censure : *Critères de la nouvelle société ; hausse des prix ; politique étrangère ; indemnisation des compagnies pétrolières par l'Algérie ; indemnisation des rapatriés ; situation au Moyen-Orient ; vente des* Mirage *à la Libye ; problème européen ; importance des finalités humaines pour l'Europe ; importance du dialogue pour le Gouvernement ; détermination des responsabilités gouvernementales à Matignon* [20 avril 1971] (p. 1255) ; *ses observations sur la motion de censure* (p. 1256) ;

— sur le projet de loi modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés : avant l'Art. 1er : *Notion de caractère propre de l'établissement ; exemple de l'école Decroly à Saint-Mandé* [27 avril 1971] (p. 1482).

Pose à M. le Ministre des Affaires culturelles une question orale avec débat [28 mai 1971] (p. 2195) : *Défense des créateurs (écrivains, architectes, sculpteurs, peintres et « designers »); leur situation au regard du fisc et de la Sécurité sociale ; problème de la traduction d'ouvrages scientifiques ; retard de la création industrielle ; enseignement de l'architecture* (p. 2197, 2198).

Prend part à la discussion du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes : Art. 1er : *Limite du projet de loi ; poids des tutelles techniques et financières ; nécessité d'une transformation des administrations centrales pour réaliser une véritable réforme communale* [2 juin 1971] (p. 2282, 2283).

Pose à M. le Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de la Protection de la nature et de l'Environnement, une ques-

tion orale avec débat relative à l'environnement [4 juin 1971] (p. 2390).

Prend part à la discussion commune :

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, du projet de loi relatif à diverses opérations de construction et des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil : *Rôle des parlementaires ; financement du Crédit foncier ; réforme de l'aide à la personne ; urbanisme réglementaire* [10 juin 1971] (p. 2654) ; VI^e^ PLAN ; *problème des villes de 150.000 habitants ; risque de l'uniformité ; problème foncier ; comportement des Français à l'égard de la propriété* (p. 2655) ; *récupération des plus-values foncières ; réserves foncières* (p. 2656) ;

projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, après l'Art. 5 : *Emprunts du Crédit foncier* [11 juin 1971] (p. 2751) ; *nature juridique des O. P. A. C.* (p. 2752) ; après l'Art. 6 : *Modicité des traitements des directeurs ou techniciens des offices* (p. 2752, 2753) ; Art. 7 : *Réforme de la coopération ; ses observations sur les sociétés coopératives de construction ; problème des garanties données par les sociétés anonymes coopératives* (p. 2755, 2756) ; Art. 8 : *Exemple de Metz ; constructions faites par les sociétés de crédit immobilier* (p. 2758) ;

projet de loi relatif à diverses opérations de construction ; Art. 6 : *Ses observations sur les amendements de M. Tisserand et du Gouvernement ; détermination de la présence d'une certaine proportion de coopérateurs* (p. 2781) ; Art. 6 : *Difficultés nées du rapport locaux commerciaux-logements* [12 juin 1971] (p. 2803) ; après l'Art. 14 : *Maintien des sociétés coopératives d'H.L.M.* (p. 2807) ; *garanties de l'acquéreur ; application de la loi de 1938* (p. 2809, 2810) ; *ses observations sur les paroles de M. Chalandon* (p. 2812) ; Art. 19 : *Garantie du prix de vente* (p. 2820) ; *Exemple des régions minières ; problème des majorations relatives aux fondations spéciales* (p. 2820, 2821); *son rappel au règlement : ses observations sur les votes sur l'article 19* (p. 2830) ; *sa suggestion d'une seconde délibération sur l'article 19* (p. 2836) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du cinquième alinéa de cet article : « Les divers éléments du coût global de l'opération dans lesquels peut être inclus un poste pour imprévus n'excédant pas 10 % de ce coût »* (p. 2837), *imprévisions en ce qui concerne les travaux de fondation* (p. 2837) ; *exemple des pays miniers* (p. 2838) ;

— du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière, Art. 1^er^ : *Certificat d'urbanisme ; institution du permis de construire pour les constructions ne comportant pas de fondations* [12 juin 1971] (p. 2857) ; *création de Z.A.D. en milieu urbain ; construction sur des parcelles de terrain de 1.000 mètres carrés ; importance de l'urbanisme ; impôt foncier* (p. 2858) ; *diversification des plans d'occupation des sols* (p. 2859) ;

— du projet de loi portant suppression de l'exemption temporaire de contribution foncière prévue en faveur des locaux d'habitation, Art. unique : *Impôt foncier déclaratif annuel et unique; récupération des plus-values ; réforme de la fiscalité foncière étudiée par un petit groupe de travail* [14 juin 1971] (p. 2901) ;

— du projet de loi portant approbation du VI^e^ Plan de développement économique et social : *Présentation du Plan ; taux de croissance ; appel à la main-d'œuvre étrangère* [16 juin 1971] (p. 2975) ; *liaison Rhin-Rhône ; problème de l'emploi ; importance des budgets pluriannuels ; objectif de la croissance; évolution des prix* (p. 2976, 2977) ;

— du projet de loi relatif aux prises d'otages et aux enlèvements de mineurs : Art. 1^er^ : *Désire savoir à quel moment les pouvoirs publics estiment qu'il faut intervenir par la force pour délivrer une personne séquestrée* [23 juin 1971] (p. 3307).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux travailleurs immigrés [25 juin 1971 (p. 3447, 3448).

Son rappel au Règlement : *Respect des droits de tout inculpé ; indépendance du parlementaire* [2 octobre 1971] (p. 4212).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux réfugiés pakistanais [15 octobre 1971] (p. 4617).

Pose à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population une question orale avec débat relative aux travailleurs immigrés [15 octobre 1971] (p. 4621).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Mitterrand, Ballanger, Poudevigne, Wagner et Griotteray relatives aux prix du secteur public : *ajustement des tarifs publics au fur et à mesure de l'ajustement des traitements et salaires ; définition du service public ; nécessité de la « vérité des prix » dans la région parisienne afin de limiter sa croissance catastrophique* [22 octobre 1971] (p. 4813).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Attachement des populations d'outre-mer à la République française ; ses observations sur la Nouvelle-Calédonie ; problème de l'équilibre démographique ; développement de la métallurgie du nickel ; ses observations sur le Centre national d'exploitation des océans, problème des communications ; départ pour Mururoa de l'unité du génie de l'air stationnée en Polynésie* [3 novembre 1971] (p. 5202).

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires : Avant l'Art. 1er : *Utilisation abusive du titre de membre de cabinet* [25 novembre 1971] (p. 6113) ; Art. 1er : *Son amendement tendant dans le cinquième alinéa (4°) du texte proposé pour l'article 15 de l'ordonnance du 24 octobre 1958, après les mots : « de promotion immobilière ou » à insérer les mots : « à titre habituel »* (p. 6119) ; *portée de l'interdiction faite de construire une maison en vue de sa vente ; problème de l'utilisation de la contribution patronale de 1 %* (p. 6119, 6120) ; Art. 21 de l'ordonnance du 24 octobre 1958 : *Participation à un groupement d'intérêt économique à l'occasion de la réalisation d'une zone d'aménagement concerté* (p. 6124) ; ses explications de vote : *Importance de la vertu en système républicain ; utilité des entreprises de construction ; spéculation foncière* (p. 6126, 6127) ; en troisième lecture : *Désire savoir si les parlementaires peuvent prendre, en cours de mandat, une fonction rémunérée de direction, d'administration, de surveillance et de conseil permanent* [20 décembre 1971] (p. 7013) ; en quatrième lecture : *Ses observations sur ce texte adopté par le Sénat* [20 décembre 1971] (p. 7021).

Prend part au débat sur la question orale de M. Royer relative au contrôle des films ; *impact de l'image ; nécessité de tracer la frontière séparant la liberté de la licence* [26 novembre 1971] (p. 6174, 6175).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la délimitation des eaux territoriales françaises : *Limites des eaux territoriales pour les territoires français du Pacifique* [8 décembre 1971] (p. 6517) ;

— du projet de loi sur le travail temporaire, Art. 2 : *Conséquence de la création d'activités nouvelles* [15 décembre 1971] (p. 6761) ; Art. 28 : *Interdiction pouvant frapper l'entrepreneur de travail temporaire* (p. 6774) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de Mme Troisier, relative au service extérieur des pompes funèbres et aux chambres funéraires : *Ses observations sur l'institution d'une taxe sur le marché mortuaire ; ses observations sur les chambres funéraires ; rôle du pouvoir communal* [17 décembre 1971] (p. 6902, 6903) ; Art. 1er : *Son rappel au Règlement ; ses observations sur la discussion de l'amendement de M. Foyer* (p. 6905, 6906) ; *son rappel au Règlement ; défense des prérogatives communales ; indépendance de l'orateur par rapport à certains intérêts* (p. 6908) ; après l'Art. 1er : *Son abstention lors du vote* (p. 6908) ; Art. 2 : *Ses observations sur la peine de mort* (p. 6908) ; Art. 6 : *Reconduction d'une concession ; application du texte* (p. 6910) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution de MM. Louis-Alexis Delmas, Jacques Richard et Pasqua, tendant à la création d'une commission de contrôle sur l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.), Art. unique : *Son hostilité aux amendements de M. Peyrefitte* [20 décembre 1971] (p. 6988) ;

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale : *Problème de l'application des lois et de la parution des décrets indispensables ;*

bilan du Gouvernement ; glissement de la France vers « une société catégorielle » ; problème du logement ; nécessité de réhabiliter le combat politique [23 mai 1972] (p 1821, 1822); *ses observations sur les leçons de démocratie données par le parti communiste ; nécessité de réconcilier la jeunesse et les procédures de la démocratie* (p. 1823) ; *attitude de la majorité du bureau de l'Assemblée Nationale réuni après l'incident consécutif à certaines paroles prononcées par M. Ballanger* [24 mai 1972] (p. 1873).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux massacres du Burundi [2 juin 1972] (p. 2151).

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction, Art. 2 *quater : Son amendement (conditions pour qu'une société coopérative de construction puisse entreprendre chaque tranche du programme prévu par les statuts)* [27 juin 1972] (p. 2865) ; Après l'Art. 2 *nonies : Son amendement : « le cédant est garant de l'exécution des obligations mises à la charge du maître de l'ouvrage par le contrat cédé »* (p. 2868) ; Art. 3 : *Son amendement* (p. 2872) ; Art. 9 : *Son amendement (contrat par lequel une personne se charge de la construction d'un immeuble)* (p. 2873) ; Art. 11 : *Son amendement (modalités de règlement du prix au fur et à mesure de l'avancement de la construction)* (p. 2874) ; Art. 12 : *Son amendement* (p. 2875).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale ; explications de vote sur la motion de censure : *Ses observations sur les mesures annoncées par M. Messmer ; « quart monde » ; rénovation urbaine* [4 octobre 1972] (p. 3905) ; *Europe ; revalorisation du travail manuel ; sa réponse à M. Mitterrand* (p. 3907) ;

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux cadres [20 octobre 1972] (p. 4271, 4272, 4273).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la commission spéciale sur la proposition de loi de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale : *Respect de la vie ; nature de l'Office ; sa confiance dans la liberté ; rôle des familles ; application de la loi de 1901* [7 décembre 1972] (p. 6001) ; *information des familles* (p. 6002) ; avant l'Art. 1er : *Son amendement insérant un nouvel article : « L'information de la population sur les problèmes de la vie est une responsabilité nationale. L'Etat y participe par l'aide qu'il apporte, dans le respect des convictions de chacun, aux associations et organismes qui se proposent cet objet en se conformant aux lois de la République » ; indépendance des associations ; rôle de coordination du conseil supérieur ; respect des convictions de chacun* [14 décembre 1972] (p. 6192) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à la création d'un organisme intitulé : « association nationale d'information et d'éducation familiale »* (p. 6192); *retrait* (p. 6193) ; *son amendement créant un conseil supérieur de l'information sexuelle et de la régulation des naissances sous la tutelle du Premier Ministre ; fixation de sa composition* (p. 6192) ; *respect du pluralisme ; conseil supérieur sans personnalité juridique ; action par le truchement des associations* (p. 6194) ; Art. 3 : *Son amendement de suppression de cet article* (p. 6195) ; Art. 4 : *Son amendement concernant le financement par la Sécurité sociale ; retrait* (p. 6195) ; après l'Art. 4 : *Son amendement insérant un nouvel article stipulant que l'Etat passera des conventions avec les associations et organismes après avis du conseil supérieur de l'information sexuelle et de la régulation des naissances* (p. 6195) ; Art. 5 : *Son amendement concernant le titre de la proposition de loi ; retrait* (p. 6196) ; son explication de vote : *Responsabilité de l'homme ; respect de l'autre et de la vie* (p. 6196, 6197).

CLAVEL (Georges)

Député de l'Hérault
(2e circonscription)
U.D.R.

L'assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des Démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner :

1° Le projet de loi complétant certaines dispositions du titre 1er du livre VI du code

rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 1204) ;

2° Le projet de loi relatif au bail rural à long terme (n° 1205) ;

3° Le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) (n° 1206) ;

4° Le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 1207) [10 juin 1970] (p. 2476).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 166 du Code du vin afin d'inclure la « Clairette » parmi les cépages admis pour l'élaboration des vins doux naturel, n° **1466** [25 novembre 1970].

CLOSTERMANN (Pierre)

Député des Yvelines
(4e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des Démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851).

Est élu Vice-président de cette Commission [16 juillet 1968] (p. 2251), [17 septembre 1969] (p. 2335).

Donne sa démission de son mandat de député.

L'Assemblée prend acte de cette démission [19 septembre 1969] (p. 2351, 2354).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à réintégrer les agents diplomatiques et consulaires déportés ou internés de la Résistance ou révoqués pour leur attitude patriotique, ou engagés volontaires des guerres 1914-1918 et 1939-1945, ou grands mutilés, qui ont été l'objet d'une mise à la retraite par anticipation, n° **145** [19 juillet 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). I. — Ministère des armées. — Armée de l'air, n° **395** [25 octobre 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, DÉPENSES MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Budget de la section Air ; réduction des stocks de carburant ; évolution de la deuxième loi de programme ; ses observations sur le Jaguar ; construction de l'avion à décollage vertical ; ses observations sur le F 1* [30 octobre 1968] (p. 3744).

COINTAT (Michel)

Député d'Ille-et-Vilaine.
(5e circonscription)
U.D.R.

MINISTRE DE L'AGRICULTURE
du 7 janvier 1971 au 5 juillet 1972.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des Démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750).

— membre de la Commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du F.O.R.M.A. [17 octobre 1968] (p. 3387).

Est élu représentant de la France au Parlement européen. [16 octobre 1968] (p. 3338), [14 octobre 1970] (p. 4271).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole [16 décembre 1968] (p. 5565) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner :

1° Le projet de loi complétant certaines dispositions du titre 1er du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du mé-

tayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 1204) ;

2° Le projet de loi relatif au bail rural à long terme (n° 1205) ;

3° Le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.), (n° 1206) ;

4° Le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 1207) [10 juin 1970] (p. 2476).

Est élu Président de cette Commission [11 juin 1970] (p. 2515).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles [19 décembre 1970] (p. 6734).

Est élu Président de cette Commission [19 décembre 1970] (p. 6734).

Est nommé Ministre de l'Agriculture (Gouvernement Chaban-Delmas). — Décret du 7 janvier 1971 [*J.O.* du 8 janvier, p. 292], [2 avril 1971] (p. 835).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 7 février 1971, de son mandat de député [*J.O.* du 9 février 1971] (p. 1400).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre de l'Agriculture (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 (*J.O.* du 6 juillet 1972, p. 7011).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à une régionalisation des interventions et à une répartition sélective des aides publiques dans le secteur agricole, n° **108** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi relative au statut de la fonction publique, n° **109** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi relative au devancement d'appel sous les drapeaux, n° **498** [4 décembre 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 488) modifiant certaines dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole, n° **515** [10 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole, n° **546** [17 décembre 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi (n° 69) tendant à compléter l'article 790 du Code rural relatif au droit de préemption, n° **695** [6 mai 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi (n° 157), tendant à interdire la fabrication de vins mousseux ordinaires à l'intérieur de l'aire géographique de l'appellation d'origine Vouvray, n° **696** [6 mai 1969].

Sa proposition de loi modifiant l'article 4 de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 relative à l'assurance maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles, n° **738** [27 juin 1969].

Sa proposition de loi tendant à la création de sociétés d'investissement forestier, n° **746** [27 juin 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 721), relatif à la protection des obtentions végétales, n° **801** [2 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1071), modifié par le Sénat, relatif à la protection des obtentions végétales, n° **1101** [23 avril 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur (n° 1364), relatif à l'amélioration des structures forestières, n° **1442** [19 novembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1364), relatif à l'amélioration des essences forestières, n° **1443** [19 novembre 1970].

Son projet de loi complétant le Code rural et relatif à l'exercice de la médecine et de la chirurgie des animaux par certains élèves et anciens élèves des écoles nationales vétérinaires, n° **1668** [22 avril 1971].

Son projet de loi tendant à compléter certaines dispositions du Livre VII du Code rural, n° **1769** [29 mai 1971].

Son projet de loi relatif à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde, n° 1867 [21 juin 1971].

Son projet de loi relatif à la lutte contre les maladies des animaux et à leur protection, n° 1986 [2 octobre 1971].

Son projet de loi modifiant la loi validée et modifiée du 2 novembre 1943 relative à l'organisation du contrôle des produits antiparasitaires à usage agricole, n° 2207 [4 avril 1972].

Son projet de loi relatif à la commercialisation des vins à appellation d'origine contrôlée « vin d'Alsace » ou « « Alsace », n° 2452 [22 juin 1972].

Interventions :

En qualité de Député :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Caractères du texte en discussion ; situation des entreprises ; difficultés de la future rentrée universitaire ; trouble agricole en automne ; aides bancaires pour soutenir la trésorerie des petites et moyennes entreprises ; investissement des entreprises ; importance des choix ; nécessité de remettre en cause périodiquement le budget ; système des services votés ; vignette automobile ; majoration de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; problème des prix ; inciter les entreprises à baisser leurs prix par des aides directes ou des aides spéciales pour les investissements ; conséquence des contrats de programme ; F.O.R.M.A.; F.E.O.G.A.; commerce extérieur ; coût de la recherche de nouveaux débouchés ; question du plein emploi ; aménagement du territoire ; reconversion des entreprises ; révision des conditions d'application des primes de reconversion industrielle ou d'orientation agricole* [18 juillet 1968] (p. 2316 à 2319) ; Art. 3 : *Son sous-amendement tendant après les mots : « les aviculteurs » à rédiger ainsi le texte proposé par l'amendement du Gouvernement pour le début du premier alinéa (paragraphe 1 de cet article) : « et les accouveurs dont l'élevage ou l'établissement »* [19 juillet 1968] (p. 2342) ; *extension de l'exonération de la patente aux accouveurs* (p. 2342) ; *retrait de son amendement* (p. 2343) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un paragraphe III (cas des vins de liqueur d'origine française bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée ou réglementée)* (p. 2348) ; *situation des vins doux naturels ; cas des vins de Banyuls ; vins de porto ; droits sur les apéritifs à base de vin ; fabrication de vermouths* (p. 2348) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots : « pour les communes de plus de 5.000 habitants »* (p. 2351) ; *travaux d'adduction d'eau dans les communes rurales ; problème de l'électrification rurale* (p. 2351) ; Art. 17 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2356) ; *problème des économies* (p. 2356, 2357) ; *retrait de son amendement* (p. 2357) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 1er : *Son amendement tendant, 1° avant le premier alinéa de cet article, à insérer le nouvel alinéa suivant : « le laboratoire central de recherches vétérinaires est désormais appelé : laboratoire central des services vétérinaires » ; 2° en conséquence, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « laboratoire central de recherches vétérinaires » les mots : « laboratoire central des services vétérinaires »* [19 juillet 1968] (p. 2374) ; Art. 26 : *Son amendement tendant à remplacer les mots : « le 31 décembre 1969 » par les mots : « le 31 décembre 1968 »* (p. 2380) ;

— du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la Sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Création d'un corps autonome de contrôle* [25 juillet 1968] (p. 2592, 2593) ;

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « un établissement public à caractère scientifique et culturel peut, suivant des modalités fixées par décret, passer des conventions d'assistance et de coopération avec d'autres établissements publics ou privés »* [8 octobre 1968] (p. 3114) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3114) ; *retrait de son amendement* (p. 3114) ; Art. 4 : *Ses observations sur le monopole géographique* (p. 3116) ; après l'Art. 4 : *« Son amendement tendant à remplacer les mots : « sur avis du conseil de l'enseignement su-*

périeur » par les mots : « après avis du conseil de l'enseignement supérieur » (p. 3117) ; Art. 5 : *Son sous-amendement tendant à compléter le troisième alinéa de cet article par les dispositions suivantes : « le nombre des personnes extérieures participant aux conseils ne peut être inférieur au cinquième ni supérieur au tiers de l'effectif des conseils »* [9 octobre 1968] (p. 3146) ; *représentation des personnes extérieures dans les conseils* (p. 3146) ; Art. 10 : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Capelle, après les mots : « son président est élu » à ajouter les mots : « par le conseil de l'établissement public »* (p. 3172) ; *ses observations sur son sous-amendement* (p. 3173) ; *suppression de la notion de l'élection par le conseil de l'établissement* (p. 3174) ; *ses observations sur le déroulement du débat* (p. 3175) ; Art. 8 : *Son sous-amendement tendant à la fin du premier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Capelle, pour le dernier alinéa de cet article à substituer aux mots : « choisies en fonction de leur compétence scientifique » les mots : « choisies en raison de leurs compétences scientifique, technique et économique »* (p. 3181) ; *représentation des personnalités qui feront partie des conseils scientifiques ; retrait de son sous-amendement* (p. 3181) ;

— générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1969 : *Ses observations sur les économies budgétaires ; rôle de l'Etat ; nécessité d'opérer des suppression et des élagages en matière budgétaire ; possibilité d'accorder davantage de liberté et de pouvoir aux ministres dépensiers ; méthode d'élaboration du budget ; aides à l'exportation ; contrats d'exportation ; organisation économique au regard des groupements d'intérêt économique* [23 octobre 1968] (p. 3474, 3475) ; Art. 15 : *Problèmes de la brasserie ; lutte contre l'alcoolisme* [24 octobre 1968] (p. 3546) ; après l'Art. 16 : *Fiscalité sur le vin ; statut juridique des Etats de l'Afrique du Nord par rapport au Marché commun* (p. 3549) ; Art. 17 : *Taxe de circulation sur les viandes ; désire savoir pourquoi le Gouvernement ne peut incorporer cette taxe de circulation dans la T.V.A.; demande pourquoi le Gouvernement n'envisage pas la suppression de cette taxe de circulation sur les viandes dans un proche avenir* (p. 3549, 3550) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, INDUSTRIE : Après l'Art. 67 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (possibilité d'exonérer les exploitations familiales agricoles et les entreprises artisanales dans les communes de moins de 2.000 habitants de la taxe applicable aux établissements industriels et commerciaux classés comme dangereux, insalubres ou incommodes)* [5 novembre 1968] (p. 3939, 3940); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Caractère du budget ; nécessité d'organiser des exploitations agricoles équilibrées et compétitives ; réduction des dépenses pour le soutien des marchés agricoles ; caractère excédentaire de notre production ; taux de couverture des exportations par les importations ; politique de la qualité ; ses observations sur le F.E.O.G.A. ; orientation défectueuse des productions ; demande si l'on ne pourrait distribuer une partie des prêts directement à ceux qui en ont besoin et donc de ne plus s'occuper du soutien des marchés agricoles ; sa préférence pour le soutien direct aux producteurs ; nécessité de poursuivre une politique agricole de caractère économique* [15 novembre 1968 (p. 4494 à 4497) ; *ses observations sur les paroles de M. Bertrand Denis* [16 novembre 1968] (p. 4550) *et sur celles de M. Boulin* (p. 4554) ; ECONOMIE ET FINANCES. — I. - CHARGES COMMUNES, après l'Art. 60 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (membres d'un groupement d'intérêt économique bénéficiant des mêmes avantages fiscaux que les membres des sociétés conventionnées et des groupements visés par le Code général des impôts lorsque chacun d'eux, à la date de constitution, remplit les conditions qui sont déterminées par arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances pour chaque secteur industriel et commercial)* [18 novembre 1968] (p. 4654) ; *ses observations sur l'ordonnance du 23 septembre 1967 qui a pour objet de favoriser les regroupements d'entreprises moyennes ; secteur de la chaussure ; conditions de formation d'un groupement d'intérêt économique* (p. 4654) ; *ses observations sur les paroles de M. Chirac ; retrait de son amendement* (p. 4655) ; après l'Art. 65 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (contrôle des dépenses engagées)* (p. 4655) ; *rôle des contrôleurs financiers ; rôle des contrôleurs d'Etat ; possibilité de remplacer le contrôle* a priori *du contrôleur financier par le contrôle* a posteriori (p. 4655, 4656) ; *retrait de son amendement* (p. 4657).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative à la politique de l'élevage [22 novembre 1968] (p. 4818, 4819, 4820, 4821).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole, en qualité de *Rapporteur : Amélioration des structures ; indemnité viagère de départ ; groupements de producteurs ; comités économiques agricoles ; action du Gouvernement ; situation du marché ; ancien protectionnisme français ; ses observations sur le Marché commun ; organisation économique ; loi sur les cumuls ; accélération du mouvement d'amélioration des structures en limitant le droit de reprise et le droit de renouvellement au bail au-delà de l'âge de soixante-cinq ans* [10 décembre 1968] (p. 5272, 5273) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5293) ; *possibilité d'une déclaration préalable dans certains cas de cumul ou de réunion d'exploitations* (p. 5293, 5294) ; après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « le quatrième alinéa de l'article 188-1 du Code rural est remplacé par la disposition suivante : « soit de réduire de plus du tiers, sans l'accord de l'exploitant, sauf au profit du conjoint ou d'un descendant ou d'un héritier, la superficie d'une exploitation, sans la supprimer totalement, lorsque l'exploitation constitue une unité économique »* (p. 5294) ; *cas pour lesquels une autorisation préalable est obligatoire ; problème du démantèlement des exploitations* (p. 5294) ; *son amendement tendant après l'article premier à insérer un nouvel article : « au cinquième alinéa de l'article 188-1 du Code rural, sont supprimés les mots : « ... à moins que leur activité agricole ne s'exerce dorénavant par l'intermédiaire de la société »* (p. 5295) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (détermination de la superficie minimum d'installation)* (p. 5295) ; *fixation des surfaces minimum et maximum en matière de cumul ; constitution d'exploitations compétitives modernisées ; contrôle des réunions et cumuls d'exploitations ; calcul de la surface minimum d'installation ; rôle des commissions départementales* (p. 5295, 5296) ; *exemple de la circonscription de Fougères ; ses observations sur les paroles de M. Ramette* (p. 5297) ; après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « dans le cinquième alinéa de l'article 188-5 du Code rural les mots : « dans les deux mois » sont remplacés par les mots : « dans le délai d'un mois »* (p. 5298) ; *réglementation sur les cumuls ; retrait de son amendement* (p. 5298) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (mise en demeure)* (p. 5298) ; *problème du contrôle et de la procédure* (p. 5298) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (déchéance du droit d'exploiter pouvant entraîner la suppression des droits ou avantages accordés par l'Etat)* (p. 5298) ; avant l'Art. 5 : *Ses observations sur les amendements de M. Hoguet* (p. 5299) ; Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement de M. Barrot* (p. 5300) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 845-1 du Code rural (superficie de l'exploitation ou des exploitations mises en valeur par le preneur)* (p. 5300) ; *droit de reprise et droit de renouvellement lorsque le bailleur ou le preneur a atteint l'âge de la retraite ; problème du refus du renouvellement au bail ; indemnité viagère de départ* (p. 5300) ; *question d'accorder l'indemnité viagère de départ à tous les fermiers quand ils quittent leur exploitation ou lorsqu'ils ont soixante-cinq ans* (p. 5301) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 845-1 du Code rural par de nouvelles dispositions (cas du preneur évincé en raison de son âge ; possibilité pour lui de céder son bail à l'un de ses enfants ou petits-enfants majeurs)* (p. 5301) ; après l'Art. 5 : *Droit de préemption* (p. 5302) ; après l'Art. 6 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « avant le 1er avril 1969 le Gouvernement déposera un projet de loi tendant à régionaliser l'action sociale pour l'amélioration des structures agricoles ainsi que les aides accordées à l'agriculture »* (p. 5303) ; Art. 7 : *Son amendement tendant au début du deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots : « à titre exceptionnel »* (p. 5304) ; *indemnité viagère de départ ; bourses attribuées pour la rééducation professionnelle* (p. 5304, 5305) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin du deuxième alinéa de cet article : « dans des conditions favorisant un aménagement en vue, soit d'une meilleure organisation des exploitations agricoles, soit d'une utilisation forestière des terres, soit d'une mise en valeur*

non agricole » (p. 5305) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la dernière phrase du dernier alinéa de cet article : « la condition de surnombre pour les fils d'agriculteurs et de chômage pour les salariés agricoles n'est pas exigée dans les zones d'économie rurale dominante dans lesquelles des actions prioritaires ont été décidées et dans celles qui seront définies par décret* » (p. 5305) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cette article (cas où l'exploitation est préalablement supprimée en tant qu'unité économique indépendante)* (p. 5306) ; *création d'une nouvelle indemnité viagère de départ ; son attribution à l'âge de soixante ans* (p. 5306) ; après l'Art. 8 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (cas des agriculteurs ayant cédé leur exploitation ou cessé leurs activités dans des conditions leur permettant d'obtenir ultérieurement des indemnités viagères de départ)* (p. 5307) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à remplacer les mots : « catégories de la population » par les mots : « à certaines collectivités et catégories sociales* » (p. 5307) ; *son amendement tendant à modifier cet article (cession de stocks de beurre à certaines collectivités et industries)* (p. 5307) ; *distributions gratuites de denrées alimentaires provenant de productions agricoles excédentaires* (p. 5307) ; *aide à certaines collectivités ; retrait de son amendement* (p. 5308) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article : « avant le 1er avril 1969 le Gouvernement déposera un projet de loi tendant à encourager la conclusion de baux ruraux à long terme* » (p. 5308) ; *son amendement tendant à introduire un nouvel article (possibilité pour les sociétés familiales favorisant le regroupement des terres de bénéficier des mêmes avantages que les groupements agricoles d'exploitation en commun)* (p. 5308) ; *son amendement tendant à introduire un nouvel article (application de la taxe sur la valeur ajoutée aux agriculteurs dont l'exploitation dépasse un chiffre d'affaires supérieur à 100.000 francs)* (p. 5309) ; *ses observations sur son amendement ; problème des recettes du B.A.P.S.A. ; suppression des taxes parafiscales affectées au B.A.P.S.A.* (p. 5309, 5310) ; *son amendement tendant à introduire l'article additionnel suivant : « avant le 1er janvier 1970, le Gouvernement déposera un projet de loi tendant à répartir les cotisations sociales agricoles en fonction du revenu réel des assujettis* » (p. 5311) ; *problème du revenu cadastral* (p. 5311) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur : Modifications faites par le Sénat* [17 décembre 1968] (p. 5568).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi modifiant et complétant le Code de l'urbanisme et de l'habitation en ce qui concerne le permis de construire : *Simplification de la procédure du permis de construire en zone rurale ; conséquences du changement de destination d'un immeuble ; problème des aménagements intérieurs* [19 décembre 1968] (p. 5701).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative à la politique forestière [30 avril 1969] (p. 1170, 1172, 1173, 1174).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 2 : *Cas des personnes qui exercent une double activité et sont affiliées au régime général ; équilibre financier des régimes ; maintien des droits acquis* [3 décembre 1969] (p. 4544, 4545) ; Art. 3 de la loi du 12 juillet 1966 : *Problème de la double activité de certaines personnes* (p. 4548) ; après l'Art. 3 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à compléter l'article 4 de cette loi par un nouveau paragraphe (cas des personnes qui, à la date du 1er janvier 1969, étaient déjà affiliées à un régime d'assurance maladie obligatoire)* (p. 4554) ; *possibilité pour un petit commerçant d'être un salarié ; définition de l'activité principale* (p. 4554, 4555) ; *son amendement tendant à compléter l'article de la loi du 12 juillet 1966 par un nouveau paragraphe (cas des personnes qui, à la date du 1er janvier 1969, étaient affiliées à un régime d'assurance maladie obligatoire et qui exercent ou ont exercé plusieurs activités)* (p. 4555) ;

— du projet de loi autorisant : 1° la ratification de la convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette Communauté, et de l'accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier ; 2° l'approbation de l'accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, signés à Yaoundé le 29 juillet 1969 ;

Importance de la politique que mène la Communauté avec l'Afrique francophone ; originalité de l'accord de Yaoundé II ; concertation des six Etats du Marché commun ; problème de l'élargissement du Marché commun [4 décembre 1969] (p. 4624 à 4626) ;

— du projet de loi relatif à la protection des obtentions végétales, en qualité de *Rapporteur : Définition du mot obtention ; raisons d'une protection particulière pour les végétaux ; philosophie générale du projet de loi ; aspect économique de la loi* [4 décembre 1969] (p. 4637 à 4640) ; *constitution progressive de collections de référence* (p. 4640) ; avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (définition du mot « obtention végétale » ou « nouveauté végétale »* (p. 4641) ; *son amendement tendant avant l'article 1er à insérer un nouvel article : « Une obtention végétale reconnue est définie par une dénomination, une description et une collection permanente »* (p. 4641) ; *ses observations sur ses amendements* (p. 4641) ; *définition administrative et juridique de l'obtention* (p. 4642) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (possibilité pour toute obtention végétale de faire l'objet d'un titre appelé « certificat d'obtention végétale »)* (p. 4642) ; *portée de la loi* (p. 4642) ; *son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'amendement de M. Boulin par les mots : « en fonction de l'évolution des connaissances scientifiques et des moyens de contrôle »* (p. 4643) ; *progressivité de l'application* (p. 4643) ; *ses amendements tendant à supprimer le deuxième et le troisième alinéa de cet article* (p. 4643) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (détermination de la personne qui délivre le certificat d'obtention végétale)* (p. 4643) ; *composition du comité de la protection des obtentions ; problème d'un parallélisme entre la législation sur les brevets d'invention et la législation sur les obtentions ; ses observations sur l'I.N.R.A.* (p. 4643, 4644) ; *nature du droit de protection pour l'obtenteur* (p. 4644, 4645) ; *retrait de son amendement* (p. 4645) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (conditions de délivrance du certificat)* (p. 4645) ; *retrait de son amendement* (p. 4646) ; avant l'Art. 1er : *Notion de caractère « suffisant »* (p. 4646) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase de cet article* (p. 4646) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article : « une obtention végétale ne sera pas reconnue si, antérieurement à la date du dépôt de la demande, elle a fait l'objet, en France ou à l'étranger, d'une publicité suffisante permettant son exploitation commerciale »* (p. 4646) ; Art. 7 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « la variété nouvelle » les mots : « l'obtention »* (p. 4647) ; *son amendement tendant, après le premier alinéa de cet article, à insérer le nouvel alinéa suivant : « Une description des éléments commercialisés, ainsi que, éventuellement, de l'ensemble de la plante, est annexée au certificat »* (p. 4647) ; *son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « L'obtenteur est tenu de conserver en permanence une collection végétative de l'obtention protégée »* (p. 4647) ; *son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa : « Le certificat est opposable aux tiers dès sa publication »* (p. 4647) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article: « La dénomination portée sur le certificat devient obligatoire dès la publication de celui-ci pour toute transaction commerciale même après l'expiration de la durée du certificat »* (p. 4647) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de cet article : « Les prescriptions de l'alinéa ci-dessus ne font pas obstacle à ce qu'il soit ajouté à la dénomination de la variété, lors de sa commercialisation, une appellation de fantaisie déposée à titre de marque »* (p. 4647) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4647) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (possibilité pour un étranger, dans certaines conditions, de bénéficier de la protection instituée par la présente loi)* (p. 4648) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le début du deuxième alinéa de cet article : « Dans le cadre de cette réciprocité, tout Français... »* (p. 4648) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 4648) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à substituer aux deux premiers alinéas de cet article de nouvelles dispositions (obligations imposées à l'obtenteur qui a déposé une demande de certificat)* (p. 4648) ; *ses observations sur les redevances* (p. 4649) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le troisième alinéa de cet article : « Le barème de ces redevances est fixé par le Ministre de l'Agriculture »* (p. 4649) ; *retrait de son amendement* (p. 4649) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le qua-*

trième alinéa de cet article : « Le produit de ces redevances est rattaché par voie de fonds de concours au budget du ministère de l'Agriculture » (p. 4649) ; *produit des redevances devant être porté en recettes à une section spéciale du budget de l'I.N.R.A.* (p. 4649) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (cas de l'inscription d'office au régime de la licence)* (p. 4650) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4650) ; Art. 11 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « toute personne qualifiée » les mots : « toute personne présentant des garanties techniques et professionnelles »* (p. 4650) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le début du deuxième alinéa de cet article : « Cette licence ne peut être que non exclusive. Elle est accordée par arrêté à des conditions... »* (p. 4650) ; *son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « auxquelles donne lieu son utilisation » les mots : « auxquelles elle donne lieu »* (p. 4659) ; *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article et de l'article 12 par les mots : « déterminée conformément à l'article 31 ci-après »* (p. 4650) ; *son amendement tendant à comtendant à insérer un nouvel article (cas où le titulaire d'une licence d'office ne satisfait pas aux conditions requises)* (p. 4651) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4651) ; Art. 16 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (fixation de la liste des espèces végétales dont les obtentions ne peuvent être divulguées et exploitées librement sans autorisation spéciale)* (p. 4651) ; *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 4651) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi la première phrase du dernier alinéa de cet article : « sous réserve de l'article 17, cette autorisation peut être accordée à tout moment »* (p. 4651) ; Art. 17 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (indemnisation du préjudice subi par le titulaire du certificat en raison des restrictions prévues à l'article 16)* (p. 4652) ; *son amendement tendant à supprimer le denier alinéa de cet article* (p. 4652) ; Art. 18 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article : « le titulaire du certificat peut demander la révision de l'indemnité prévue à l'article 17 après l'expiration du délai d'un an qui suit la date du jugement définitif fixant le montant de l'indemnité »* (p. 4652) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 4652) ; Art. 19 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « par décret » à insérer les mots : « pris sur rapport du Ministre de l'Agriculture et du Ministre chargé de la Défense nationale »* (p. 4652) ; Art. 20 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la première phrase du dernier alinéa de cet article : « La déchéance est prononcée par le Ministre de l'Agriculture sur proposition du Comité de la protection des obtentions végétales »* (p. 4652) ; Art. 21 : *Son amendement tendant après les mots : « Article 1er ci-dessus » à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet article : « constitue une contrefaçon engageant la responsabilité de son auteur. Toutefois, si cette contrefaçon a été le fait d'un tiers autre que le reproducteur ou le multiplicateur, il faut qu'elle l'ait été en connaissance de cause »* (p. 4653) ; *son amendement tendant au début du deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots : « alinéa 2 »* (p. 4653) ; *son amendement tendant au début du troisième alinéa de cet article, après les mots : « dix, douze » à supprimer les mots : « et treize »* (p. 4653) ; Art. 25 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « avec ou sans saisie réelle » à insérer les mots : « de tous végétaux ou parties de végétaux »* (p. 4653) ; Art. 26 : *Son amendement tendant après le mot « confiscation » à insérer les mots : « des végétaux ou parties de végétaux »* (p. 4653) ; après l'Art. 31 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (éventuellement d'une expertise en cas d'action en justice)* (p. 4654) ; *retrait de son amendement* (p. 4654) ; Art. 32 : *Ses amendements tendant, dans le troisième alinéa de cet article, paragraphe 4°, et dans le dernier alinéa de cet article, paragraphe 7°, après les mots : « du régime de protection » à insérer le mot : « spécifique »* (p. 4654) ; *retrait de ses amendements* (p. 4654) ; Art. 33 : *Son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « Art. 44 et 47 » les mots : « Art. 44, 46 et 47 »* (p. 4654) ; Art. 34 : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « une liste établie en application de l'article 37 » les mots : « une liste établie par arrêté du Ministre de l'Agriculture »* (p. 4654) ; Art. 35 : *Son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa de cet article* (p. 4655) ; Art. 36 : *Son amendement tendant à supprimer les mots : « de*

la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française, de Saint-Pierre-et-Miquelon, de Wallis et Futuna et des Terres australes et antarctiques françaises » (p. 4655) ; Art. 37 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 4655) ; *liste des espèces végétales* (p. 4655) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 4655) ; Seconde délibération : Art. 34 : *Ses observations sur l'amendement de M. Boulin* (p. 4656) ; **en deuxième lecture,** en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur la convention internationale de Paris ; modification des procédures ; applications pratiques ; modifications faites par le Sénat ; régime fiscal applicable aux certificats d'obtention végétale ; interprétation donnée par les Britanniques de l'article 13 de la convention de Paris* [5 mai 1970] (p. 1466, 1467) ; Art. 1er A : *Son amendement tendant après les mots : « créées ou découvertes » à rédiger ainsi la fin de cet article : « présentant des différences de nature morphologique ou physiologique avec des variétés analogues, déjà connues, une stabilité et une homogénéité reconnues suffisantes »* (p. 1468) ; *définition de la notion d'obtention végétale ; ses observations sur la notion de « caractère important »* (p. 1468) ; *retrait de son amendement* (p. 1469) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Le comité peut supprimer l'examen préalable si celui-ci a déjà été effectué avec des références suffisantes dans un autre pays partie à la convention de Paris du 2 décembre 1961. Le comité peut également faire appel à des experts étrangers »* (p. 1469) ; *certificat d'obtention ; ses observations sur la nouveauté végétale ; nécessité de favoriser la spécialisation* (p. 1469) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase de cet article* (p. 1469) ; *durée du certificat d'obtention ; notion de « liste »* (p. 1469, 1470) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (indication des personnes qui peuvent demander un certificat d'obtention pour les variétés appartenant aux espèces figurant sur la liste annexée)* (p. 1470) ; *son amendement tendant au début du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « dans le cadre de cette réciprocité tout Français, tout étranger ayant la nationalité de l'un des Etats parties à la convention de Paris du 2 décembre 1961 ou ayant son domicile ou établissement dans l'un de ces Etats, pourra... » les mots : « Elle peut »* (p. 1470) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe (possibilité pour un étranger de bénéficier de la protection instituée par la présente loi)* (p. 1470) ; *principe de la réciprocité* (p. 1470, 1471) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à substituer aux deux premiers alinéas de cet article les dispositions suivantes : « L'obtenteur qui a déposé une demande de certificat est tenu de verser : 1° Le cas échéant les frais d'examen préalable ; 2° Des redevances pour frais de dépôt, de délivrance de certificat, et pour frais d'actes d'inscription ou de radiation ; 3° Dès l'octroi du certificat une redevance annuelle pendant toute la durée de validité du certificat », et en conséquence, dans les deux derniers alinéas de cet article, à substituer au mot : « taxes » le mot « redevances »* (p. 1471) ; *ses observations sur les taxes susceptibles d'être versées par l'obtenteur ; distinction entre les redevances obligatoires et les redevances éventuelles* (p. 1471) ; Art. 20 : *Son amendement tendant : 1° à rédiger ainsi l'alinéa 4 (3°) de cet article : « qui n'a pas acquitté dans le délai prescrit la redevance annuelle visée à l'alinéa 4 (3°) de cet article » ; 2° en conséquence, dans la deuxième phrase du dernier alinéa à substituer au mot : « taxes » le mot « redevances »* (p. 1471) ; *retrait de son amendement* (p. 1471) ;

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative aux problèmes agricoles [17 avril 1970] (p. 1150) : *Précisions du Gouvernement sur le mémorandum agricole présenté par la Commission des communautés européennes ; sixième Plan Mansholt ; mécontentement des agriculteurs ; fossé existant entre le secteur agricole et les autres secteurs* (p. 1150, 1151) ; *les groupements de producteurs* (p. 1162).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens : *Protection de la vie privée ; progrès réalisés dans le domaine des microphones et des caméras ; ses observations sur la législation et la réglementation relatives à la « publicité mensongère » ; nécessité de mettre un peu d'ordre dans la publicité ; exemple de pratiques portant atteinte à la liberté et à la crédulité du Français moyen ; ses observations sur les tracts merveilleux vendus à prix d'or ; ses observations sur les photographes ambulants ; nécessité d'élargir la définition du*

droit individuel du citoyen pour intégrer le facteur économique [27 mai 1970] (p. 2000, 2001) ;

— du projet de loi relatif au service national : *Ses observations sur le fait que les jeunes gens âgés de seize ans éprouvent de grandes difficultés pour s'intégrer dans le marché du travail ; possibilité d'avancer de dix-sept ans à seize ans l'âge d'entrée dans les centres de formation professionnelle; possibilité de permettre de devancer l'appel sous les drapeaux dès l'âge de dix-sept ans ; service de la coopération pour les jeunes du contingent ; réclamation d'aventure et d'idéal par la jeunesse ; nombre des coopérants militaires du contingent dans la République du Niger* [9 juin 1970] (p. 2366, 2367) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (possibilité pour les jeunes gens dès l'âge de dix-sept ans de demander à être appelés au service actif à condition d'avoir obtenu le consentement de la personne exerçant la puissance paternelle et d'avoir atteint la maturité physique nécessaire)* (p. 2379) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2379, 2380) ; *exemple de l'Allemagne* (p. 2380) ;

— des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre 1er du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) ; 4° relatif aux groupements fonciers agricoles ; en qualité de *Président* de la Commission spéciale : *Principe des groupements fonciers agricoles ; sociétés agricoles d'investissement foncier ; dispositions relatives aux baux à long terme ; indemnité viagère de départ ; ses observations sur le fait européen ; explosion de la production quantitative ; sa question de savoir quel est le type d'exploitation souhaitable pour l'agriculture de demain ; sa question de savoir si la propriété est la condition préalable pour une exploitation moderne ; financement de l'entreprise agricole ; champ d'action de l'indemnité viagère de départ ; rôle du fonds d'action rurale ; ses observations sur le métayage ; acquisition d'un domaine agricole constituant un obstacle à la modernisation des exploitations; encouragement au régime du fermage ; possibilité donnée au fermier de passer des contrats de longue durée ; droit pour le propriétaire de retirer de ce système un meilleur prix de location ; ses observations sur le projet de loi relatif aux baux à long terme ; préservation de l'exploitation familiale ; création de sociétés agricoles d'investissement foncier ; rôle de la profession agricole ; taux de placement des investissements agricoles ; interpénétration des quatre projets de loi en discussion* [26 juin 1970] (p. 3156 à 3158) ; *ses observations sur la question préalable* (p. 3165) ; *ses observations sur le déroulement du débat* (p. 3167, 3187) ; STATUT DU FERMAGE ET DU MÉTAYAGE : *Ses observations sur les travaux de la commission* (p. 3199) ; Article 1er : *Retrait de l'amendement déposé avec M. Arthur Moulin* (p. 3201) ; *compétence du tribunal d'instance* (p. 3202) ; BAIL RURAL A LONG TERME : Art. 870-25 du Code rural : *Ses observations sur l'amendement de M. Duhamel* (p. 3205) ; Art. 870-27 du Code rural : *Ses observations sur l'amendement de M. Cormier* (p. 3207) ; en deuxième lecture, en qualité de *Président* de la Commission spéciale : *Indemnité viagère de départ ; problème de l'accélération de la restructuration foncière* [11 décembre 1970] (p. 6468) ; *ses observations sur le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier ; accession directe à la propriété individuelle ; étude des législations foncières étrangères ; liste des difficultés qui entravent l'évolution de la propriété et de l'exploitation foncières* (p. 6469) ; Art. 1er *bis : Ses observations sur le sous-amendement de M. Bertrand Denis* (p. 6485) ; GROUPEMENTS FONCIERS AGRICOLES : Après l'Art. 8 : *Retrait de l'amendement déposé par M. Beylot* (p. 3215) ; ses explications de vote ; *collaboration entre le Gouvernement et le Parlement* (p. 3216) ; en deuxième lecture, Art. 5 : *Application de l'article 40 à l'amendement de M. Ramette* [11 décembre 1970] (p. 6519) ; *ses observations sur le sous-amendement de M. Cormier* (p. 6521).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative à la politique agricole commune : *Nouvelles propositions du plan Mansholt ; sa préférence pour les prêts plutôt que pour les subventions à 90 % ; l'abaissement à cinquante-cinq ans de l'âge minimal pour l'octroi de l'indemnité viagère de départ communautaire ; prime d'abattage des vaches laitières ; politique de la viande ; groupements de producteurs* [16 octobre 1970] (p. 4385).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1971 : Art. 8 : *Son amen-*

dement tendant, dans le premier alinéa du paragraphe I de cet article à substituer au chiffre « 500.000 » le chiffre « 300.000 » [22 octobre 1970] (p. 4523) ; *institution d'un régime d'imposition au bénéfice réel pour certains exploitants agricoles* (p. 4523) ; *ses observations sur le seuil de 500.000 francs ; distinction entre les exploitations compétitives et celles qui ne le sont pas* (p. 4524) ; Art. 9 : *Conséquence de la fixation d'un forfait dans une région agricole déterminée* (p. 4525, 4526) ; *risque de distorsion entre des agriculteurs exerçant une même activité* (p. 4526) ; *son amendement tendant à compléter le quatrième alinéa* (3°) *du paragraphe II de cet article par de nouvelles dispositions (substitution du chiffre de 200.000 francs à celui de 500.000 francs pour les exploitants agricoles se livrant à certaines cultures énumérées)* (p. 4526) ; *application du régime du bénéfice réel ; fixation du seuil ; situation des entreprises de cultures spéciales ; liste de ces cultures* (p. 4526) ; *délai d'application des dispositions de l'alinéa 3 du paragraphe II* (p. 4527) ; Art. 17 : *Possibilité pour les agriculteurs de choisir entre trois systèmes de fiscalité sur le chiffre d'affaires ; cas des marchands de bestiaux ; définition de cette profession* (p. 4541) ; après l'Art. 29 : *Son amendement tendant à modifier l'article 92, paragraphe II, alinéa 4 du Code général des impôts : « Les produits perçus par les inventeurs et par les obtenteurs de nouveautés végétales, au titre soit de la concession de licences d'exploitation de leurs brevets ou de leurs certificats d'obtentions, soit de la cession ou concession de marques de fabrique, procédés ou formules de fabrication »* (p. 4553) ; *régime fiscal des obtenteurs des nouveautés végétales ; assimilation du certificat d'obtention au brevet industriel ; imposition des concessions pour l'exploitation d'une nouveauté végétale* (p. 4553) ; *cas des entreprises industrielles qui font de la recherche ; retrait de son amendement* (p. 4553) ; Art. 32 : *Sélectivité dans la répartition des crédits publics ; utilisation des crédits à des réalisations plus constructives ; détaxation des carburants agricoles ; situation des maraîchers ; aide sociale aux petits agriculteurs* (p. 4555) ; *conséquence de la détaxation ; emprise de l'administration ; vérification de la superficie des exploitations ; ses observations sur les zones d'économie montagnarde ; possibilité de supprimer complètement cette prime afin d'accroître les crédits d'équipement de l'agriculture* (p. 4557) ; *possibilité de prendre des mesures sociales en faveur des petites exploitations qui ne sont pas viables* (p. 4558) ; deuxième partie : AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.-S.A. : Après l'art. 66 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (calcul des cotisations sociales agricoles)* [7 novembre 1970] (p. 5389) ; EDUCATION NATIONALE : *Sa question de savoir où l'on construit des établissements ; exemple du département d'Ille-et-Vilaine ; problème de l'arrondissement de Fougères ; évocation d'un problème local ; répartition des bourses ; problème des aides individuelles en matière d'enseignement* [14 novembre 1970] (p. 5572, 5573) ;

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales, avant l'art. 18 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « les communes de moins de 50 habitants sont supprimées à partir du 1er janvier 1972 et seront rattachées aux communes voisines suivant décision du conseil municipal. Un décret fixera les modalités d'application des dispositions ci-dessus »* [25 novembre 1970] (p. 5930) ; *échec des incitations en vue de la fusion des trop petites communes* (p. 5930) ;

— du projet de loi relatif à l'amélioration des structures forestières, en qualité de *Rapporteur : Conséquence de l'évolution des marchés ; concentration de la demande ; historique de la propriété et de la production forestières* [26 novembre 1970] (p. 5955) ; *ses observations sur la petite commune d'Ambonville ; dispersion de la propriété foncière française ; création de groupements forestiers ; Office national des forêts ; regroupement des forêts ; problème des investissements ; place de la forêt dans l'aménagement du territoire ; rôle social et biologique de la forêt* (p. 5956) ; *liens entre la forêt et les cultures ; exemple du département de l'Aube ; promotion d'une politique d'aménagement global* (p. 5957) ; *problème des frais d'études préalables à la constitution de syndicats intercommunaux forestiers ; ses observations sur les paroles de M. Pons* (p. 5962) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 5963) ; avant le chapitre 1er : *Son amendement tendant après le titre 1er et avant le chapitre 1er à insérer le nouvel article suivant : « Dans l'article 86 du Code forestier, est supprimée la phrase : « Lorsque deux ou plusieurs communes possèdent un bois par indivis, chacune conserve le droit d'en provoquer le partage »* (p. 5963) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « de faciliter la gestion » à*

insérer les mots : « et d'améliorer la rentabilité » (p. 5963) ; *classement des forêts françaises en plusieurs catégories ; distinction entre les forêts de rapport, les forêts « usines à bois » et les « forêts aménagements »* (p. 5963) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (création d'un syndicat intercommunal de gestion forestière)* (p. 5964) ; Art. 3 : *Problème des frais d'aménagement des études préalables* (p. 5964) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots : « notamment en matière de droits de chasse et de pêche »* (p. 5965) ; Art. 6 : *Son amendement tendant, dans la première phrase de cet article, à substituer aux mots : « est susceptible d'être confiée au syndicat doivent être préalablement soumis au régime forestier » les mots : « est confiée au syndicat sont obligatoirement soumis au régime forestier »* (p. 5965) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5965) ; *ses observations sur le groupement syndical forestier* (p. 5966) ; Art. 7 : *Son amendement tendant, dans le texte de cet article, à substituer aux mots : « en vue de leur aliénation » les mots : « en vue de la réalisation d'ouvrages d'intérêt général »* (p. 5966) ; *modification des quotes-parts au sein du syndicat intercommunal de gestion forestière en cas d'adjonction de bois ; exemple d'une commune qui souhaite aménager un parc de détente pour des groupes scolaires ou construire un réservoir pour une adduction d'eau* (p. 5966) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à compléter la fin de cet article par les mots : « et l'exercice des droits de chasse et de pêche »* (p. 5966) ; Art. 9 : *Son amendement tendant dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « prévues aux articles ci-après » les mots : « prévues aux articles 10 et 11 ci-dessous »* (p. 5966) ; *ses observations sur l'amendement de M. Dupont-Fauville* (p. 5967) ; Art. 12 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « une meilleure gestion », à incérer les mots : « et une meilleure rentabilité »* (p. 5967) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (conditions de constitution d'un groupement syndical forestier)* (p. 5967) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « Le préfet statue sur l'opportunité de la constitution du groupement. Les projets de statuts sont soumis à la délibération des assemblées représentatives des collectivités et personnes morales intéressées »* (p. 5968) ; Art. 18 : *Son amendement tendant à substituer aux trois derniers alinéas de cet article un nouvel alinéa (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions et des procédures d'extension du groupement)* (p. 5969) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5969) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du dernier alinéa de cet article : « un décret fixera les conditions d'autorisation de ces cessions ainsi que les procédures seton lesquelles sont approuvées les modifications des statuts et notamment... »* (p. 5969) ; *cession des parts à l'intérieur du groupement* (p. 5969) ; Titre II : Avant l'article 24 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi l'intitulé de ce titre : « Groupement et gestion en commun des forêts non soumises au régime forestier »* (p. 5970) ; Après l'art. 24 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (fixation par décret en Conseil d'Etat des avantages particuliers qui peuvent être consentis aux groupements forestiers)* (p. 5970) ; *association des syndicats forestiers aux décisions* (p. 5970) ; *prise en charge par l'Etat des frais d'études concernant la constitution des groupements* (p. 5971) ; *son amendement tendant après l'article 24 à insérer un nouvel article (constitution des groupements de gestion forestière ; leurs formes ; leurs avantages)* (p. 5971) ; *création de groupements de gestion forestière* (p. 5971, 5972) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (création de « sociétés d'investissement forestier »)* (p. 5972) ; *productivité des forêts françaises ; ses observations sur les sociétés Sylvax et Sogefor* (p. 5973) ; *avantages accordés aux groupements forestiers* (p. 5973) ; avant l'Art. 24 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre II* (p. 5974) ; Art. 25 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa du paragraphe 1er du texte proposé par cet article pour l'article 52-1 du Code rural : « définition des zones essentiellement agricoles dans lesquelles des plantations et des semis d'essences forestières pourront être, en dehors des parcs et jardins attenant à une habitation, limités et réglementés »* (p. 5974) ; *son amendement tendant, dans le paragraphe II du texte proposé par cet article à substituer aux mots : « Ils définissent les périmètres » les mots : « définition des périmètres »* (p. 5975) ; *son amendement tendant, dans le texte proposé pour cet article, à substituer à la dernière phrase du paragraphe II les dispositions suivantes : « à condition de maintenir dans la ou les régions naturelles intéressées un équilibre hu-*

main satisfaisant » (p. 5975) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 52-1 du Code rural par un nouvel alinéa (définition des zones dégradées à faible taux de boisement où les déboisements et défrichements pourront être interdits)* (p. 5975) ; *notion de périmètre d'action forestière ; rôle du préfet ; diversité des régimes forestiers* (p. 5975) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5976) ; Art. 26 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 52-2 du Code rural après les mots : « visés au 2° » à insérer les mots : « et au 3° »* (p. 5977) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 52-2 du Code rural, à supprimer les mots : « et en dehors des bois, forêts et terrains à boiser soumis au régime forestier »* (p. 5977) ; *réalisation en commun des travaux d'infrastructure au sein des périmètres à vocation forestière* (p. 5977) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa du paragraphe II du texte proposé pour l'article 52-2 du Code rural, après les mots : « une prime » à insérer les mots : « imputée sur le budget du ministère de l'agriculture »* (p. 5977) ; *ressources du fonds forestier national* (p. 5977); *son amendement tendant, dans le premier alinéa du paragraphe II du texte proposé pour l'article 52-2 du Code rural, après les mots : « selon un barème », à insérer les mots : « tenant compte des facteurs écologiques et du degré de morcellement des parcelles à regrouper »* (p. 5977) ; *son amendement tendant à compléter le premier alinéa du paragraphe III du texte proposé pour l'article 52-2 du Code rural par de nouvelles dispositions (conditions de constitution d'une association foncière)* (p. 5978) ; *son amendement tendant à supprimer le paragraphe IV du texte proposé pour l'article 52-2 du Code rural* (p. 5978) ; *ses observations sur la période transitoire qui se situe entre la définition du périmètre d'action forestière et le moment où les plans d'aménagement ont été approuvés* (p. 5978) ; Art. 28 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour le 9° de l'article 158 du Code forestier, après les mots : « visée au 2° », à insérer les mots : « et au 3° »* (p. 5979) ;

— du projet de loi relatif à l'amélioration des essences forestières, en qualité de *Rapporteur : Caractère du projet de loi ; ses observations sur la notion de races à l'intérieur de chaque espèce forestière* [26 novembre 1970] (p. 5979) ; *qualité des essences forestières ; champ d'application du projet de loi ; contrôle des matériels de reproduction commercialisés ; rôle de l'Office national des forêts ; directives du conseil des ministres de Bruxelles* (p. 5980) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 5981) ; Art. 1er : *Son amendement tendant après les mots : « du ministre de l'agriculture » à rédiger ainsi la fin de cet article : « qui sont destinés à la commercialisation en vue de la production à titre principal de bois, à l'exception de ceux qui sont destinés à des essais ou qui sont utilisés dans des buts scientifiques »* (p. 5981) ; *champ d'application de la loi* (p. 5981) ; *son amendement tendant à compléter l'article 1er par un nouvel alinéa (définition de la commercialisation)* (p. 5981) ; *contrôle sur les matériels de reproduction commercialisés ; répression des fraudes* (p. 5981) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Art. 1er : *Définition du régime fiscal des obtentions végétales* [8 décembre 1970] (p. 6264) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Toutefois, les personnes physiques et les sociétés non passibles de l'impôt sur les sociétés peuvent bénéficier de l'exonération qui résulte, pour les inventeurs, des dispositions de l'article 92 du Code général des impôts, en ce qui concerne les produits des cessions de certificats d'obtention, lorsque l'activité d'obtention n'est pas liée à une activité commerciale ou agricole »* (p. 6264, 6265) ; *ses observations sur son amendement ; régime fiscal des chercheurs isolés ; retrait de son amendement* (p. 6265) ; après l'Art. 7 : *Caractère de la patente ; fondement de la patente sur le chiffre d'affaires ; modulation de la patente suivant les secteurs d'activité* [9 décembre 1970] (p. 6302, 6303) ; Art. 10 : *Ses observations sur le secteur coopératif agricole ; distinction entre plusieurs formes de coopération agricole ; concurrence entre le secteur privé et le secteur coopératif* (p. 6355) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 65-556 du 10 juillet 1965 relative à l'acquisition d'habitation à loyer modéré à usage locatif par les locataires, Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter cet article (cas de logements individuels appartenant à un organisme d'habitation à loyer modéré)* [17 décembre 1970] (p. 6622) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6622) ; *cas des*

logements provisoires devenus propriétés des offices d'H.L.M. ; ses observations sur le différend qui oppose l'orateur à l'office d'H.L.M. d'Ille-et-Vilaine pour la vente d'un lot de pavillons individuels situés à Fougères (p. 6622) ; après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (cas où un organisme d'habitation à loyer modéré possède des logements dans la circonscription d'un autre organisme de même nature)* (p. 6622) ; *ses observations sur l'office départemental d'H.L.M. d'Ille-et-Vilaine* (p. 6622).

En qualité de Ministre :

Répond à la question d'actualité de M. Sallenave relative à la situation des producteurs de maïs [16 avril 1971] (p. 1185).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Roucaute, Poudevigne, Brugnon, Bertrand Denis et Ansquer relatives aux problèmes agricoles : *Attention apportée par le Gouvernement aux problèmes viticoles ; importations de vins italiens ; inorganisation du marché vinicole ; exemple du marché du blé ; évolution de la consommation du vin en France ; adaptation du vignoble aux besoins du marché ; question du « prix de campagne, prix plancher et cotation », problème de la qualité ; ses rencontres avec les représentants de la viticulture ; mesures conservatoires concernant les pays extérieurs à la Communauté ; stockage et warrantage du vin ; garantie de bonne fin ; principe de la distillation des vins de consommation courante ; exportations des vins de consommation vers les pays tiers (Grande-Bretagne, Pays scandinaves) ; fixation de la date de début de la prochaine campagne ; application stricte du Règlement communautaire 816* [16 avril 1971] (p. 1191 à 1195) ; *continuité de la politique agricole de la Ve République (loi d'orientation agricole de 1960, loi d'orientation complémentaire de 1962) ; adaptation nécessitée par la création d'une politique agricole de la Communauté ; explosion de la production agricole ; adaptation de la production aux conditions du marché ; industrialisation de l'agriculture ; crédit agricole ; indemnisation pour calamités agricoles ; conditions des prêts consentis aux industries non agricoles créatrices d'emplois ; indemnité viagère de départ ; harmonisation des aides communautaires ; problème des prix ; parallélisme entre l'augmentation du prix de la viande bovine et de l'augmentation du prix du lait ; subvention accordée à la poudre de lait destinée à l'alimentation animale ; problème des structures du Marché commun ; indemnité viagère de départ dite « restructurante » ; aides pour la formation professionnelle et pour favoriser la création de groupements de producteurs ; problème des excédents (excédents sectoriels : beurre, lait et orge) ; orientation des productions par des incitations suffisantes et sélectives conduisant les agriculteurs à infléchir leurs productions ; politique de sélectivité géographique, humaine et sociale ; l'exploitation familiale, pièce maîtresse du monde rural français ; politique de la qualité ; transformation des produits agricoles* (p. 1198 à 1203) ; *prix du lait ; crédit agricole ; prêts bonifiés ; bâtiments d'élevage ; insuffisance des crédits d'équipement du ministère de l'Agriculture ; zones de rénovation rurale ; dépôt prochain d'un projet de loi intéressant les zones montagnardes ; politique des structures ; délai de rattrapage des prix ; application du Règlement communautaire 816 ; aide à la création de groupements de producteurs ; politique viticole du Gouvernement ; coupage des vins blancs allemands ; exportations ; marché des vins en Grande-Bretagne ; problème de stockage ; fruits et légumes espagnols ; différenciation entre les produits cultivés en serre et ceux qui le sont naturellement ; problèmes de l'organisation économique et des pommes de terre ; bonification des prêts aux collectivités ; réforme du crédit agricole ; sa « ruralisation » ; développement de l'information* (p. 1210 à 1214).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'amélioration des essences forestières : *Contrôle des essences forestières ; politique de promotion* [28 avril 1971] (p. 1518, 1519) ; Art. 6 : *Cas des propriétaires qui refuseraient de révéler l'endroit où sont situés les arbres* (p. 1519) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'amélioration des structures forestières : *Organisation agricole et rurale ; rôle des groupements forestiers ; action des syndicats intercommunaux* [28 avril 1971] (p. 1520) ; Art. 25 : *Cas des départements d'outre-mer ; zones de culture intensive ; périmètres d'actions forestières ; modalités de détermination des zones où le reboisement pourrait être imposé ; cas des zones dégradées à faible taux de boisement* (p. 1522, 1523) ; *son sous-amendement tendant à la*

fin de l'alinéa 3 proposé par l'amendement de M. Jenn à remplacer les mots : « du fonds forestier national » par les mots : « de l'Etat » (p. 1523) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi de MM. André-Georges Voisin et Lepage, tendant à interdire la fabrication de vins mousseux ordinaires à l'intérieur de l'aire géographique de l'appellation d'origine Vouvray : *Facteurs qui concourent à l'élaboration d'un vin ; possibilité de confusion entre les vins d'appellation d'origine contrôlée et les vins de consommation courante ; problèmes communautaires* [28 avril 1971] (p. 1524, 1525) ; *ses observations sur la « Clairette » ; marché des vins doux naturels* (p. 1526) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (interdictions faites aux autres vins que le « Vouvray » ou le « Touraine »)* (p. 1526) ; *liberté commerciale* (p. 1526) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « des contributions indirectes » les mots : « de la direction générale des impôts »* (p. 1526) ; après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Un décret déterminera les conditions d'application de la présente loi »* (p. 1527) ;

— du projet de loi complétant le Code rural et relatif à l'exercice de la médecine et de la chirurgie des animaux par certains élèves et anciens élèves des écoles nationales vétérinaires : *Problèmes posés par les élèves des écoles vétérinaires ; nombre des enseignés par rapport au nombre d'enseignants ; problème d'une quatrième école vétérinaire ; raisons de son choix en faveur de Rennes ; projet de loi relatif à la formation vétérinaire* [4 mai 1971] (p. 1616, 1617) ; *localisation de la nouvelle école vétérinaire* (p. 1618) ; Art. 309-1 du Code rural : *Détermination de ceux qui auront le droit d'assister les vétérinaires ou les docteurs vétérinaires ; situation des étrangers ; problème du concours ; problème de la réciprocité dans les conventions internationales* (p. 1619) ; *situation des élèves en provenance des pays francophones* (p. 1619, 1620) ; Art. 309-2 du Code rural : *Délai nécessaire à la préparation de la thèse de doctorat* (p. 1620) ; Art. 309-6 du Code rural : *Subvention d'un franc par tête de bétail pour la vaccination contre la fièvre aphteuse* (p. 1621) ; *suppression de cette subvention ; cas où une épizootie menacerait le territoire national* (p. 1622) ; Art. 309-7 du Code rural : *Rôle de la chambre de discipline ; application des sanctions* (p. 1623) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Griotteray tendant à la protection des jeunes animaux et à la défense de leurs acheteurs : *Contrôles sur les importations des animaux ; contrôle de la vaccination* [4 mai 1971] (p. 1624) ; avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « La vente des chiens et des chats est nulle de droit lorsque, dans les quinze jours francs qui suivent leur livraison, les premiers sont atteints de la maladie de Carré ou d'hépatite contagieuse, les seconds de leucophénte infectieuse »* (p. 1625) ; *proposition de loi sur les incendies de forêts ; moyens de contrôle du Ministère de l'Agriculture ; critères en matière d'importation des jeunes animaux : l'âge, et le certificat de vaccination* (p. 1625, 1626) ; *notion de nullité de vente ; caractère obligatoire de la vaccination* (p. 1627) ; *son sous-amendement tendant à compléter son amendement par une nouvelle phrase : « Toute vente doit être accompagnée d'un certificat de vaccination contre les maladies énumérées ci-dessus »* (p. 1627) ; *son amendement tendant, avant l'article premier, à insérer un nouvel article (cas de nullité de la vente)* (p. 1628) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1628) ; *certificat de vaccination antirabique* (p. 1628) ; *contrôle à l'importation* (p. 1628) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1628) ; Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « les marchands et les établissements visés au premier alinéa de l'article 2 ci-dessus », les mots : « les marchands spécialisés et les établissements de transit »* (p. 1628) ; *identification des animaux de l'espèce canine inscrits au livre généalogique ; rôle de la Société centrale canine* (p. 1628, 1629) ; Art. 4, 5 6, 7 et 8 : *Ses amendements tendant à supprimer ces articles* (p. 1629) ; *vaccination antirabique ; possibilité pour le Ministre de l'Agriculture d'interdire les importations lorsqu'il y a une épidémie dans les pays voisins* (p. 1630) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « Ces*

établissements sont placés sous la surveillance des services vétérinaires » (p. 1630) ; *nullité de la vente* (p. 1630) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « les modalités d'application de la présente loi seront déterminées par décret en Conseil d'Etat* » (p. 1630).

Répond à la question d'actualité de M. Bertrand Denis relative au Marché commun agricole [19 mai 1971] (p. 1975, 1976).

Répond à la question d'actualité de M. Jean Fontaine relative à la protection des producteurs de sucre [19 mai 1971] (p. 1977, 1978).

Répond à la question d'actualité de M. Lagorce relative à la viticulture [11 juin 1971] (p. 2741, 2742).

Répond à la question d'actualité de M. Brugnon relative aux échanges agricoles dans le Marché commun [8 octobre 1971] (p. 4429).

Répond à la question d'actualité de M. de Poulpiquet relative au cours de la pomme de terre [5 novembre 1971] (p. 5391).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Assiette des cotisations sociales agricoles* [15 novembre 1971] (p. 5707) ; *ses observations sur le B.A.P.S.A.* (p. 5707) ; *ses observations sur les grandes lignes de la politique agricole française ; institution d'une concertation entre le Gouvernement et la profession* (p. 5709) ; *caractère de la présente année agricole ; prix de soutien ; prix du marché des céréales et de la viande bovine ; poudre de lait ; engraissement des veaux ; plans de rationalisation ; contrats d'élevage entre le F.O.R.M.A. et les groupements de producteurs ; ses observations sur le porc ; aide aux poulains ; marché des œufs et des volailles ; marché des vins ; importations de vins italiens* (p. 5710) ; *prix des fruits et légumes ; problème de la pomme de terre ; progression des exportations ; revenus provenant de la vente des céréales ; équilibre production-consommation du lait* (p. 5711) ; *part du budget de l'agriculture dans le budget global ; pourcentage de la population agricole par rapport à la population totale ; augmentation des crédits d'équipement ; présentation du budget ; centre national de la coopération agricole* (p. 5712) ; *création de fonds de solidarité professionnelle ; ses observations sur le personnel de l'administration centrale ; problème du contrôle de la qualité ; indemnité viagère de départ et indemnité complémentaire de restructuration ; sa préférence pour une aide aux hommes par rapport à l'aide aux produits ; conséquences de la crise monétaire ; association nationale pour le développement agricole ; suppression de la subvention pour la vaccination antiaphteuse ; lutte contre la brucellose ; crédits pour les bâtiments d'élevage* (p. 5713) ; *crédit agricole en matière d'électrification rurale ; imposition au bénéfice réel ; restructuration des industries alimentaires ; réforme du crédit agricole ; exode rural ; fixation des prix agricoles ; ses observations sur le B.A.P.S.A. et l'A.M.E.X.A. ; cas des régions ayant subi des calamités agricoles ; part des agriculteurs dans les dépenses sociales* (p. 5714) ; *caractère du revenu cadastral ; notion du revenu brut d'exploitation ; prix des céréales, des betteraves et des oléagineux ; ses observations sur le F.E.O.G.A. et le F.O.R.M.A. ; politique en matière de crédit* (p. 5715) ; *crédit agricole ; rénovation rurale* (p. 5716) ; *exploitation familiale ; absence de risque de surpopulation agricole et de surproduction* (p. 5717) ; *association nationale pour le développement agricole* [16 novembre 1971] (p. 5732) ; *crédits affectés à l'enseignement général ; ses observations sur les écoles vétérinaires* (p. 5735) ; *réglementation des importations de vins en provenance des pays tiers y compris l'Algérie ; prix de référence ; application de la T.V.A. aux vins* (p. 5736) ; *indemnité viagère de départ* (p. 5737) ; *indemnité viagère de départ des fermiers* (p. 5741) ; *cadastre viticole* (p. 5747) ; ses *observations sur le prix de référence et le tarif extérieur commun* (p. 5747) ; *conséquence de l'extension du camp de Larzac ; indemnisation en raison de l'expropriation* (p. 5749) ; *taxe à l'exportation des veaux ; conséquences des calamités agricoles* (p. 5752) ; *crédits inscrits au F.O.R.M.A. ; restructuration des sociétés d'intérêt collectif agricole (S.I.C.A.)* (p. 5755) ; *distribution de semences sélectionnées ; exonération des cotisations sociales pour les petits exploitants* (p. 5757) ; *difficultés administratives rencontrées par les agriculteurs intéressés par les arrachages de plants* (p. 5764) ; *question de la constitution d'un fonds d'action conjonctu-*

relle positif ; problème des bâtiments d'élevage ; revenu cadastral ; statut des agents qui s'occupent des problèmes du calvados (p. 5769) ; *école vétérinaire de Lyon* (p. 5775, 5776) ; *ses observations sur les prêts bonifiés* (p. 5777) ; *plans de relance et de rationalisation pour les bovins, les ovins et les porcins ; crédits pour les calamités agricoles ; problèmes des prix ; prix du lait* (p. 5784) ; *prix de la viande de bœuf ; ses observations sur les fruits et légumes ; reconnaissance provisoire des groupements de producteurs ; production de lait ; marchés des produits végétaux ; ses observations sur le sucre ; problème du transfert de quotas entre les territoires producteurs distants de plus de 2.000 kilomètres ; problème de la viticulture ; soutien du marché du vin ; rôle du F.E.O.G.A. ; importations de vins d'Algérie ; interdiction de coupage* (p. 5785) ; *intégration dans l'article 816 du règlement viti-vinicole des moûts et mistelles afin d'éviter les détournements de trafic ; problème du degré alcoolique des vins ; marché des vins blancs ; viticulture dans le Loir-et-Cher et le Centre-Ouest ; vins de consommation courante ; ses observations sur l'Ardèche; problème des fruits et légumes ; renforcement de la réglementation ; problème du retrait ; augmentation des exportations ; protection à l'égard des pays tiers ; problème des arrachages ; aides au secteur des fruits et légumes* (p. 5786) ; *problème de la pomme de terre ; fonds d'action rurale ; indemnité viagère de départ ; bâtiments d'élevage ; marché des produits animaux en particulier le marché du mouton ; subventions pour encouragement à la sélection animale ; problèmes européens ; problème des montants compensatoires* (p. 5787) ; *détermination des prix agricoles pour 1972-1973 ; ses observations sur la décision prise par les Etats-Unis ; problème des fruits confits ; politique des structures en France ; problème de l'équipement ; crédit en faveur du remembrement ; rôle du Crédit agricole ; crédit en faveur des S.A.F.E.R.* (p. 5788) ; *fonctionnement des groupements de producteurs de fruits et légumes ; équipement des départements d'outre-mer ; extension du fonds d'action sociale et d'aménagement des structures agricoles aux départements d'outre-mer ; application de la loi forestière ; réglementation des associations foncières ; zones de rénovation rurale ; crédits afférents au marché de Rungis ; mise en valeur des wateringues ; économie montagnarde ; problème de la détaxation de l'essence ; problème de l'inspection sanitaire et de prophylaxie ; lutte contre la brucellose ; création d'un laboratoire de contrôle des équipements vétérinaires et d'un centre de technologie pour les denrées animales* (p. 5789) ; *industries agricoles et alimentaires ; problème du centre national de la coopération agricole ; application de la patente ; indemnité viagère de départ ; exode rural ; exploitation familiale* (p. 5790) ; *ses observations sur les paroles de M. Pons ; personnel de l'enseignement technique* (p. 5793) ; Titre IV : *Associations appelées à bénéficier des subventions ; actions concernant l'environnement et la protection de la nature ; financement du concours général agricole ; subvention du centre national de la coopération agricole ; association nationale pour le développement agricole ; fonds de solidarité professionnelle* (p. 5795) ; *son amendement tendant à modifier le montant des mesures nouvelles* (p. 5795) ; *discussion du projet de loi sur l'économie montagnarde ; financement des aides spéciales* (p. 5795) ; Titre VI : *Marché de Rungis ; ses observations sur le marché aux bestiaux et les abattoirs ; tutelle du ministère de l'agriculture sur les marchés d'intérêt national* (p. 5796) ; *travaux d'adduction d'eau ; électrification rurale ; rôle du fonds d'amortissement* (p. 5797) ; *centre d'études et de recherche technologique pour les industries alimentaires et agricoles installé à Lille ; situation des industries agricoles et alimentaires françaises* (p. 5798) ; *problème des forêts appartenant aux collectivités locales ; rôle de l'Office national des forêts* (p. 5799) ; *redevance des collectivités locales* (p. 5800) ; *son amendement tendant après l'article 44 à insérer un nouvel article (suppression du fonds de participation aux amortissements à la charge des coopératives qui a été créé par la loi d'août 1936 tendant à l'institution d'un office national interprofessionnel du blé)* (p. 5800) ; *construction de silos et de magasins destinés au stockage des céréales ; ses observations sur l'O.N.I.C. (Office national interprofessionnel des céréales)* (p. 5800) ; *son amendement tendant à réduire les crédits inscrits à l'article 21 de 24.600.000 francs* (p. 5801) ; *dépenses du budget annexe des prestations agricoles* (p. 5802) ; *participation des agriculteurs* (p. 5803) ; *évaluation des dépenses ; taxe de reprise ; situation des petits exploitants* (p. 5803) ; *taxe frappant les produits céréaliers et oléagineux* (p. 5804, 5805) ;

— du projet de loi relatif à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde : *Politique en faveur de la montagne ; protection de l'environnement* [18 novembre 1971] (p. 5921) ; *vocation de la montagne en ce qui concerne la production animale ; morcellement des terres à vocation pastorale ; groupements pastoraux ; modalités particulières de location ; détermination des régions d'économie montagnarde* (p. 5922) ; *délimitation des terres pastorales ; associations foncières pastorales ; groupements pastoraux ; leurs avantages fiscaux ; possibilité d'assortir de certaines aides les contrats d'élevage et de livraison d'animaux de boucherie ; prophylaxie des épizooties* (p. 5923) ; *utilisation des biens vacants et sans maître ; publication des textes réglementaires ; possibilité d'un remembrement simplifié dans les zones de faible valeur foncière ; financement des bâtiments d'élevage ; aide à l'amélioration de l'habitat ; aide à la mécanisation des exploitations ; rémunération des services rendus à la collectivité par les agriculteurs éleveurs sur les terres d'altitude* (p. 5924, 5925) ; *ses observations sur les bâtiments d'élevage ; indemnité spéciale de montagne ; rôle du F.A.S.A.S.A.* (p. 5928) ; *ses observations sur le marché du mouton ; plan de relance de la production ovine* (p. 5930) ; *problème de la constitution d'un corps d'instituteurs de montagne ; gîtes ruraux ; bâtiments ruraux ; bâtiments d'élevage* (p. 5935) ; *parc de Mercantour* (p. 5938) ; *délimitation des régions d'économie montagnarde ; problème des périmètres critiques ; institut national pour les études rurales en montagne ; rôle du commissaire à la rénovation rurale ; subventions pour la voirie rurale* (p. 5942) ; *périmètres d'action forestière ; indemnité viagère de départ en montagne ; action des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural ; situation des biens domaniaux ; problème du mouton ; dépôt du règlement communautaire relatif à l'organisation du marché ovin ; problème de la réduction de la scolarité dans les écoles saisonnières ; ses observations sur les baux ; rôle du Crédit agricole* (p. 5943) ; *installation des jeunes agriculteurs ; ses observations sur le reblochon ; problème du ramassage du lait ; aide à l'habitat ; aide au machinisme agricole ; aide à la vache tondeuse* (p. 5944, 5945) ; Art. 1er : *Délimitation des zones de montagne ; problème des régions d'économie montagnarde* (p. 5945) ; *son amendement (cas des communes classées zones de montagne en application de l'article 110 du Code rural)* (p. 5946) ; *application des décrets d'incitation financière aux zones de montagne* (p. 5946) ; *délimitation des régions d'économie montagnarde* (p. 5947) ; *suppression des zones déshéritées* (p. 5947) ; Art. 2 : *Rôle des associations foncières pastorales* (p. 5948) ; Art. 3 : *Pouvoirs délégués à l'association foncière pastorale* (p. 5948) ; Art. 4 : *Pouvoir d'appréciation du préfet en ce qui concerne la création de l'association foncière pastorale* (p. 5949, 5950) ; Art. 5 : *Son amendement (cas des propriétaires qui n'ont pas donné leur adhésion)* (p. 5951) ; *procédure de délaissement* (p. 5951) ; Art. 7 : *Déclaration d'utilité publique* (p. 5952) ; *rôle du préfet* (p. 5952) ; Art. 8 : *Son amendement (contribution au maintien de la vie rurale)* (p. 5952) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5952, 5953) ; *retrait de celui-ci* (p. 5953) ; après l'Art. 10 : *Rôle du Crédit agricole mutuel* (p. 5954) ; Art. 12 : *Ses observations sur l'amendement de M. Bertrand Denis ; son sous-amendement modifiant cet amendement* (p. 5955) ; Art. 13 : *Application du statut des baux ruraux* (p. 5956) ; *son amendement (indication des différents baux possibles)* (p. 5956) ; *problème de la référence à une convention départementale ; son opposition aux ventes annuelles d'herbe* (p. 5957) ; *modification de son amendement* (p. 5958) ; après l'Art. 13 : *Indemnité viagère de départ* (p. 5959) ; *indemnité complémentaire de restructuration* (p. 5960) ; *cas où un agriculteur cède sa terre à une S.A.F.E.R. ; attribution de l'indemnité viagère de départ après soixante-cinq ans* (p. 5960, 5961) ; *rôle des S.A.F.E.R.* (p. 5961) ; *problème des parcelles isolées* (p. 5962) ; Titre : *Ses observations sur l'amendement de M. Duboscq* (p. 5963, 5964).

Répond à la question d'actualité relative au transfert de l'Ecole vétérinaire de Maisons-Alfort [19 novembre 1971] (p. 5982).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Pierre Lelong tendant à amender l'ordonnance du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole : *Concertation entre le Parlement, la profession et le Gouvernement* [23 novembre 1971] (p. 6014) ; *importance de la coopération agricole en France ; participation aux « groupe-*

ments de production » ; problèmes au niveau de la commercialisation et de la transformation ; nature juridique des coopératives agricoles (p. 6015) ; *dérogation à la règle d'exclusivisme ; admission des associés « non coopérateurs » ; amélioration du fonctionnement des coopératives ; institution des sociétés mixtes d'intérêt agricole* (p. 6016) ; *ses observations sur la nature juridique du texte en discussion* (p. 6017) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 6024) ; *problème de l'application de la patente ; ses observations sur la règle de l'exclusivisme* (p. 6027) ; *réévaluation des parts sociales ; répartition des charges et des résultats des coopératives* (p. 6028) ; *problème des transactions avec les tiers ; rôle de l'Etat* (p. 6029) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6030) ; *révision des bilans* (p. 6030) ; Art. 2, 3 et 4 : *Ses amendements tendant à supprimer ces articles* (p. 6030) ; Art. 5 : *Ses amendements tendant à modifier cet article* (p. 6030, 6031) ; *procédure de réévaluation des bilans* (p. 6031) ; *son amendement tendant à exclure de la réévaluation les caisses de crédit agricole* (p. 6031) ; Art. 6 et 7 : *Ses amendements tendant à supprimer ces articles* (p. 6031) ; Art. 9 : *Admission de personnes morales étrangères à la coopération* (p. 6032) ; Art. 11 : *Ses observations sur cet article* (p. 6032) ; Art. 13 : *Son amendement relatif aux caisses de crédit agricole* (p. 6032) ; *impossibilité de comparer les caisses de crédit agricole aux sociétés coopératives* (p. 6033) ; *investissements des caisses de crédit agricole* (p. 6033) ; Art. 12 de l'Ordonnance du 26 septembre 1967 : *Différence entre le commanditaire et l'associé non coopérateur ; situation des salariés agricoles* (p. 6035) ; *rôle du crédit agricole* (p. 6036) ; *rôle du F.O.R.M.A.* (p. 6037) ; après l'art. 23 : *Son opposition à l'amendement de M. Cormier* (p. 6039) ; Art. 11 : *Pondération des voix* (p. 6039) ; *problème des opérations faites avec les tiers ; problème des participations dans les sociétés filiales* (p. 6040, 6041) ; *ses observations sur la règle de l'exclusivisme ; participation dans les sociétés filiales* (p. 6042) ; Seconde délibération : *Problème des réserves de réévaluation* (p. 6043) ; *son amendement relatif aux réserves de réévaluation des sociétés coopératives autres que les caisses de crédit agricole* (p. 6043).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Cormier : *Discussion du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs en agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles* [23 novembre 1971] (p. 6027).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant des comités d'entreprise dans les exploitations agricoles : *Ses observations sur le projet de loi relatif aux accidents du travail des salariés agricoles* [23 novembre 1971] (p. 6046) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971 : après l'Art. 10 : *Son amendement tendant à soumettre les sociétés coopératives agricoles et leurs unions à la taxe professionnelle instituée par l'article 2 de l'ordonnance du 7 janvier 1959* [7 décembre 1971] (p. 6459) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6459) ; *problème de l'assujettissement des coopératives à la taxe professionnelle ; définition des coopératives non assujetties à la taxe* (p. 6461, 6462) ; *application du nouveau statut de la coopération* (p. 6463) ; *mise en vigueur de la taxe spéciale* (p. 6464, 6465) ; *ses observations sur les coopératives du ministère des finances* (p. 6466) ; *tarif de la taxe* (p. 6466) ; *liste des exonérations* (p. 6467) ; *cas des coopératives de vinification* (p. 6467) ; *cas des coopératives de gestion et de comptabilité* (p. 6467) ; *conditionnement des fruits et des légumes* (p. 6468) ; *ses observations sur les coopératives d'organisation de la conchyliculture* (p. 6468) ; *problème des coopératives vinicoles classiques et des coopératives de commercialisation vinicole* (p. 6469) ;

— de la proposition de loi (1) tendant à modifier diverses dispositions du Code rural relatives aux baux ruraux : *Transmission en cas de décès d'un bail à long terme de dix-huit ans ; cas de renouvellement des clauses et des prix ; problème du bail de vingt-cinq ans à long préavis ; conséquence de la destruction partielle ou totale du fonds loué ; notification du congé en cas d'exercice du droit de reprise ; indemnité viagère de départ au profit du preneur ayant atteint l'âge de la retraite ; politique foncière menée par le Gouvernement* [8 décembre 1971] (p. 6508, 6509) ; *projet sur les sociétés agricoles d'intérêt foncier ; indemnité viagère de départ ; création d'un fonds de caution mutuelle ; nécessité de ne pas confondre l'harmonisation européenne et l'extension de la politique de structure avec le financement communautaire ; problème des aides pour l'achat de terrains* (p. 6510) ; Art. 2. :

(1) Proposition présentée au Sénat et adoptée par celui-ci.

Cas où les biens compris dans le bail sont détruits (p. 6511, 6512) ; après l'Art. 4 : *Son amendement relatif à la suppression ou à la réduction de la superficie des terres mises en valeur par un même exploitant* (p. 6513) ; *ses observations sur l'irrecevabilité de son amendement ; contrôle des cumuls d'exploitation ; problème de la suppression d'un bâtiment essentiel au fonctionnement d'une exploitation ; reprise des terres au profit d'un descendant du bailleur* (p. 6513) ; *simplification des textes* (p. 6514) ; *cas de pluralité des bailleurs* (p. 6515) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le titre de la proposition de loi : « Proposition de loi tendant à modifier diverses dispositions du Code rural »* (p. 6515) ; en deuxième lecture : *Réglementation des cumuls et réunions des exploitations ; problème des démembrements dépassant trente pour cent et effectués par un même propriétaire* [20 décembre 1971] (p. 6990) ; Art. 4 *bis* : *Problème des surfaces minimales d'installation* (p. 6991).

Répond aux questions orales sans débat de MM. Poudevigne, Bayou et Couveinhes relatives au prix du vin [10 décembre 1971] (p. 6665, 6666, 6667, 6669).

Répond à la question orale sans débat de M. Garcin relative aux incendies de forêts [10 décembre 1971] (p. 6670, 6671).

Répond aux questions orales sans débat de MM. Le Bault de la Morinière, Fouchier, Cormier, Bertrand Denis relatives aux directives socio-structurelles de la Communauté européenne [10 décembre 1971] (p. 6673, 6674, 6675, 6676).

Répond à la question d'actualité de M. Christian Bonnet relative au prix du lait [19 mai 1972] (p. 1760, 1761).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. André-Georges Voisin, Bricout et Radius, portant réglementation des professions d'expert agricole et foncier et d'expert forestier : *Elaboration des décrets d'application après consultation des organisations professionnelles et communication à la Commission ; textes d'application des lois sur les baux à long terme ; groupements fonciers agricoles ; indemnité viagère de départ ; sociétés agricoles d'investissements fonciers ou forestiers* [25 mai 1972] (p. 1901, 1902) ; *définition de l'expert agricole ; situation des ostréiculteurs* (p. 1903) ; avant l'Art. 1er : *Amendement de M. Fontaine (définition de l'expert)* (p. 1904) ; Art. 1er : *Amendement de M. Cazenave (consultation des chambres d'agriculture)* (p. 1905) ; Art. 2 : *Amendement de M. Fontaine (expert forestier)* (p. 1906) ; Art. 5 : *Amendement de M. Fontaine (radiation)* (p. 1907) ; Art. 6 : *Incompatibilité* (p. 1907) ; en deuxième lecture : *Ses observations* [23 juin 1972] (p. 2830).

Est entendu sur la modification de l'ordre du jour [25 mai 1972] (p. 1907).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à amender l'ordonnance n° 67-813 du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole : *Possibilité pour les coopératives de prendre des participations dans des personnes morales ; nécessité de favoriser l'intégration des coopératives à une économie moderne* [25 mai 1972] (p. 1912, 1913) ; *action contre la brucellose ; vaccin anti-aphteux* (p. 1914) ; *maintien du cordon sanitaire* (p. 1915) ; *concurrence nécessaire entre le secteur privé et le secteur coopératif ; assujettissement des coopératives à la contribution des patentes* (p. 1918, 1920) ; *les prises de participation ; la question des CUMA* (p. 1919, 1920, 1921) ; Art. 11 : *Son amendement (prises de participation soumises aux autorisations lorsqu'elles porteront sur un objet social différent de celui de la coopérative)* (p. 1923, 1924) ; *sous-amendement de M. du Halgouët (définition des participations)* (p. 1925, 1926) ; Art. 19 : *Amendement de M. Barrot tendant à permettre aux caisses régionales de crédit agricole d'être associés non coopérateurs* (p. 1927) ; *risque de confusion entre le producteur et la coopérative ; rôle des caisses régionales de crédit agricole* (p. 1929) ; *amendement de M. Lucas tendant à supprimer les paragraphes 8° et 9° du texte proposé par l'article 12 de l'ordonnance du 26 septembre 1967 ; rôle des organismes chargés de l'orientation des productions agricoles (Unigrain) ; non-application du paragraphe 8° au F.O.R.M.A.* (p. 1928).

Répond à la question d'actualité de M. Manjoüan du Gasset relative au lait [2 juin 1972] (p. 2146, 2147, 2148).

Répond à la question d'actualité de M. Regaudie relative à la vaccination anti-aphteuse [2 juin 1972] (p. 2148).

Répond à la question d'actualité de M. Cornette relative à la cotation néerlandaise des fromages [2 juin 1972] (p. 2151).

Répond à la question orale sans débat de M. Pierre Bonnel relative à la viande de porc [2 juin 1972] (p. 2158).

Répond à la question orale avec débat de M. Bonhomme relative à l'arboriculture [2 juin 1972] (p. 2159) : *Difficultés de la campagne de fruits en 1971 ; différentes mesures prises ; prime d'arrachage ; impossibilité d'envoyer dans les pays en voie de développement les excédents de production sous forme de fruits frais ; amélioration de l'organisation commune du marché des fruits et des légumes ; mémorandum français présenté au Conseil des Ministres de la Communauté à Bruxelles ; diffusion du système de primes d'orientation agricole ; reconversion des vergers ; production des prunes* (p. 2160, 2161) ; *problèmes soulevés par l'inventaire des vergers ; production industrielle des fruits des pays de l'Est (raisins de table, prunes) ; prorogation du délai pour déposer les demandes de primes d'arrachage ; distillation de deux millions d'hectolitres* (p. 2164, 2165).

Prend part à la discussion :

— de la proposition de loi tendant à compléter l'article 851 du Code rural relatif au versement de l'indemnité due au preneur sortant : *Modernisation de l'exploitation par l'exploitant ; aspect social du problème* [23 juin 1972] (p. 2833) ; *avant l'article unique : cas où il est procédé à une expertise ; évaluation de l'indemnité* (p. 2834, 2835) ; *son amendement tendant à modifier le texte complémentaire proposé pour l'article 849 du Code rural* (p. 2835) ; Article unique : *Ses observations* (p. 2836) ; seconde délibération, Art. 2 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Bécam* (p. 2337) ; *ses observations* (p. 2337, 2838) ;

— du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles : *Ses observations sur la discussion de ce projet* [27 juin 1972] (p. 2878) ; *annonce que 800.000 hectolitres de vin seront distillés en complément de la distillation de deux millions d'hectolitres ; choix de l'unicité de l'assurance par la mutualité sociale agricole ; intégration des agriculteurs dans le régime général de droit commun* [28 juin 1972] (p. 2899) ; *application de la loi* (p. 2900) ; avant l'article 1er : *Souhait de l'institution d'un régime unique de protection sociale pour tous les Français* (p. 2919, 2920) ; Art. 1154 du Code rural : *Rôle des assurances et de la mutualité 1900* (p. 2925, 2926) ; *modalités de paiement des cotisations* (p. 2927) ; *situation d'un agent d'assurance mandataire de la mutualité sociale agricole* (p. 2928) ; Art. 1166 du Code : *Rôle du contentieux technique en matière de contestation sur le taux d'incapacité permanente et la date de consolidation* (p. 2932, 2933) ; Art. 1169 du Code : *Organisation de la prévention* (p. 2934, 2938) ; *élaboration des décrets* (p. 2939) ; Art. 1170 du Code : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2939) ; Art. 1246 du Code : *Son amendement* (p. 2945) ; *retrait de celui-ci* (p. 2946) ; Art. 7 : *Son amendement* (p. 2946) ; *date d'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi* (p. 2946) ; Art. 15 : *Problème de l'imposition des indemnités* (p. 2949) ; *ses observations sur l'amendement de M. Gissinger* (p. 2949, 2950) ; *après l'Art. 16 ; Ses observations sur l'amendement de M. Gissinger* (p. 2950) ;

— du projet de loi relatif à la commercialisation des vins à appellation d'origine contrôlée : *Politique de la qualité en matière de production agricole* [29 juin 1972] (p. 2996, 2997) ; *problèmes de commerce ; contrôle de la qualité des vins aux frontières* (p. 2999) ; Art. 1er : *Champ d'application de ce texte* (p. 3000) ; *son sous-amendement à l'amendement de M. Grussenmeyer* (p. 3000, 3001) ; *indication de la provenance sur les étiquettes des bouteilles* (p. 3001, 3002) ; Art. 2 : *Problèmes transitoires* (p. 3002) ;

Répond à la question d'actualité de M. Poudevigne relative à la campagne viticole [30 juin 1972] (p. 3055, 3056).

Répond à la question d'actualité de M. Virgile Barel relative à la crise viticole [22 juin 1972] (p. 3056, 3057).

COLIBEAU (Raymond)

Député de Paris
(7e circonscription.)
U.D.R.

En remplacement le 23 juillet 1969, de M. Kaspereit, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452).

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [16 septembre 1969] (p. 2279).

S'inscrit au groupe d'Union des Démocrates pour la République [16 septembre 1969] (p. 2280).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [3 octobre 1969] (p. 2492), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Intervention :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'institution d'un versement à la charge de certains employeurs dans la région parisienne : *Problème du prolongement de la ligne de Sceaux jusqu'au Châtelet* [25 mai 1971] (p. 2033).

COLLETTE (Henri)

Député du Pas-de-Calais (6e circonscription.)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des Démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968 [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre titulaire de la Commission supérieure des prestations sociales agricoles [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 1204) ; 2° le projet de loi relatif au bail rural à long terme (n° 1205) ; 3° le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) (n° 1206) ; 4° le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 1207) [10 juin 1970] (p. 2476).

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1971 [4 décembre 1970] (p. 6232) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles [19 décembre 1970] (p. 6734) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1972 [9 décembre 1971] (p. 6609) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi, portant diverses propositions d'ordre économique et financier [23 juin 1972] (p. 2838).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à autoriser la séparation de corps contractuelle quand l'un des époux est atteint de maladie mentale, n° 374 [17 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341), annexe n°36, Prestations sociales agricoles (Crédits du Ministère de l'Agriculture), n° 359 [10 octobre 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822), annexe n° 37, Prestations sociales agricoles, n° 835 [17 octobre 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission spéciale, sur le projet de loi (n° 1205) relatif au bail rural à long terme, n° 1305 [24 juin 1970].

Sa proposition de loi portant suppression du département du Pas-de-Calais et création de deux nouveaux départements, n° 1355 [30 juin 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376), annexe n° 38, Prestations sociales agricoles, n° 1395 [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission spéciale sur le projet de loi (n° 1407), modifié par le Sénat, relatif au bail rural à long terme, n° 1482 [2 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993), annexe n° 39, Prestations sociales agricoles, n° 2010 [8 octobre 1971].

Sa proposition de loi tendant à l'abrogation des articles 199 et 200 du code pénal, n° 2374 [31 mai 1972].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582), annexe n° 41, Prestations sociales agricoles, n° 2585 [12 octobre 1972].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 62 du Code de l'administration communale afin de permettre aux agents de l'administration des douanes d'exercer les fonctions de maire ou d'adjoint dans une des communes du département où ils sont affectés, n° 2615 [9 novembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, après les mots : « établissements publics » à insérer les mots : « et privés »* [8 octobre 1968] (p. 3113) ; *cas des établissements d'enseignement supérieur ne relevant pas actuellement du ministère de l'éducation nationale ; décrets fixant la liste des établissements publics et privés d'enseignement supérieur auxquels les dispositions du présent projet de loi seront étendues ; exemple de la faculté de médecine libre* (p. 3113) ; *retrait de son amendement* (p. 3113) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 7 : *Droits de succession et de donation ; exonérations en matière de droits de mutation à titre gratuit ; politique agricole* [24 octobre 1968] (p. 3520) ; Art. 8 : *Son amendement tendant après le deuxième alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « le droit au bail reste fixé à 1,40 % pour les immeubles ruraux »* (p. 3529) ; *situation des exploitants agricoles* (p. 3530) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3531) ; *ses observations sur les mutations à titre onéreux des fonds appartenant aux commerçants et artisans* (p. 3531) ; après l'Art. 23 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « 1° la taxe sur les betteraves perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles et visée à l'article 1617 du Code général des impôts est supprimée ; 2° les taux de la taxe spéciale sur certains corps gras alimentaires, visée à l'article 1618* quinquies *du Code général des impôts, sont majorés de 50 % »* (p. 3559) ; *charges remboursables par le F.E.O.G.A. ; possibilité d'un relèvement de la taxe sur les corps gras alimentaires ; retrait de son amendement* (p. 3559) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, JUSTICE : *Ses observations sur le juge des tutelles ; situation dans le Pas-de-Calais ; maintien des actuels tribunaux d'instance dans ce département ; situation des juges des tutelles de la ville de Boulogne-sur-Mer* [8 novembre 1968] (p. 4177, 4178) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur spécial : Ses observations sur le B.A.P.S.A. ; incidence des mesures décidées à la suite des événements de mai ; extension des allocations familiales aux départements d'outre-mer ; disparition de la part de la taxe sur les salaires affectée au B.A.P.S.A. ; ses observations sur le fait que les cotisations sont assises sur le revenu cadastral ; problème de l'A.M.E.X.A. ; nécessité de substituer au revenu cadastral un autre mode d'assiette des cotisations des régimes sociaux agricoles ; taxe sur les betteraves* [15 novembre 1968] (p. 4464, 4465); *conditions des planteurs de betteraves; ses observations sur le B.A.P.S.A.; calcul des cotisations; désir de M. Mansholt de provoquer une baisse du prix européen de la betterave ; cas des planteurs de pommes de terre ; application de la loi sur les calamités agricoles* [16 novembre 1968] (p. 4569, 4570) ; *difficultés qui naissent à l'occasion de la liquidation des successions des agriculteurs titulaires de l'allocation supplémentaire ; ses observations sur les cotisations réglées par les petits exploitants au titre de l'assurance maladie des exploitants agricoles* [16 novembre 1968] (p. 4589, 4590) ; Seconde délibération : après l'Art. 23 : *Taxe perçue sur les betteraves* [19 novembre 1968] (p. 4725).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Sabatier après l'article 17 de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 [30 octobre 1969] (p. 3107).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, TRANSPORTS. — III. — MARINE MARCHANDE : *Problème concernant les pêches françaises ; régression de la flotte industrielle ; insuffisance de la prime de modernisation pour l'armement à la pêche ; détermination d'une politique des pêches ; cas où le règlement de la politique commune des pêches ne pourrait être adopté le 31 décembre prochain ; situation des mareyeurs* [30 octobre 1969] (p. 3142, 3143) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur spécial : Budget annexe des prestations sociales agricoles ; ses observations sur l'A.M.E.X.A. ; recettes vieillesse ; cotisation cadastrale vieillesse ; détermination par région du revenu brut d'exploitation ; taxes frappant les planteurs de betteraves ; substitution au prélèvement effectué sur le prix de la betterave payé au producteur d'une taxe additionnelle à la T.V.A. sur le sucre ; exemple du Nord et du Pas-de-Calais ; taxe sur les corps gras ; ses observations sur l'article 19 de la loi de finances pour 1968 ; allocations familiales ; prestations vieillesse* [18 novembre 1969] (p. 3905, 3906) ; après l'Art. 57 : *remplacement de la taxe sur les betteraves par une taxe sur le sucre* [19 novembre 1969] (p. 4028, 4029) ; *taux actuel des cotisations cadastrales ; taxe sur les corps oléagineux* (p. 4029). Seconde délibération : après l'Art. 17 : *Maintien de l'abattement sur les cotisations cadastrales, familiales et de vieillesse ; taxe spéciale sur les huiles végétales* [22 novembre 1969] (p. 4319) ;

— du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance : *Conditions de travail des marins pêcheurs* [10 décembre 1969] (p. 4779) ;

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant simplifications fiscales : *Ses observations sur les soultes ; cas des propriétaires consentant des baux de longue durée à leurs fermiers ; situation des exploitants ruraux* [11 décembre 1969] (p. 4821) ; *remboursement des frais occasionnés par les échanges amiables d'immeubles ruraux* (p. 4823) ; Art. 3 : *Droit de préemption ; durée du bail* (p. 4825) ;

— des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) ; 4° relatif aux groupements fonciers agricoles ; en qualité de *Rapporteur* pour le projet de loi relatif au bail rural à long terme : *Amélioration des relations entre propriétaires et fermiers ; situation du bailleur qui consentira un bail de dix-huit ans ; avantages accordés aux propriétaires de forêts ; obligation de l'établissement d'un état des lieux ; possibilité pour le preneur de faire tous les travaux sans l'autorisation du bailleur ; droit personnel du preneur de chasser ; réduction des droits de mutation à titre gratuit ; investissement cultural* [26 juin 1970] (p. 3162, 3163) ; BAIL RURAL A LONG TERME : Art. 870-24 du Code rural : *Ses observations sur l'amendement de M. Meunier* (p. 3204) ; Art. 870-25 du Code rural : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé pour le deuxième alinéa de cet article par l'amendement de M. Duhamet (cas où le preneur a la possibilité de cesser son activité avant l'âge de la retraite en bénéficiant de l'indemnité viagère de départ)* (p. 3204) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa du texte proposé pour cet article (situation du preneur qui, en fin de bail, sera à moins de neuf ans de l'âge normal du droit à pension retenu en matière d'assurance vieillesse des exploitants agricoles)* (p. 3204) ; *son amendement tendant, après le premier alinéa du texte proposé pour cet article, à insérer un nouvel alinéa (cas où le preneur a la possibilité de cesser son activité avant l'âge de la retraite en bénéficiant de l'indemnité viagère de départ)* (p. 3204) ; *son amendement tendant à supprimer les quatre derniers alinéas du texte proposé pour cet article* (p. 3204) ; *droit de renouvellement pour le preneur en place ; situation du fermier qui acceptera de signer un bail à long terme* (p. 3205) ; Art. 870-27 du Code rural : *Son amendement tendant, dans l'alinéa premier du texte proposé pour cet article, après les mots « le prix du bail à long terme est stipulé » à insérer les mots « après avis de la commission consultative des baux ruraux »* (p. 3206) ; *contrôle sur l'augmentation du prix des baux ; retrait de son amendement* (p. 3206) ; *son amendement tendant,*

dans la première phrase du troisième alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer au mot « peut » le mot « doit » (p. 3207) ; *caractère de la révision* (p. 3207) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots « tous les six ans » les mots « à l'expiration d'un délai de neuf ans »* (p. 3207) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots « pourcentages susmentionnés » les mots « quantités susmentionnées »* (p. 3207) ; *révision du prix du bail* (p. 3207) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article, par un nouvel alinéa (dépassement des maxima en ce qui concerne les prix du bail)* (p. 3207) ; *possibilité de permettre une augmentation du prix du fermage* (p. 3207) ; *ses observations sur l'amendement de M. Cormier* (p. 3208) ; Art. 870-29 du Code rural : *Possibilité pour le preneur d'accomplir seul tous les travaux qu'il voudra entreprendre sur la ferme ; protection du patrimoine du bailleur* (p. 3209) ; Art. 870-30 du Code rural : *Son amendement tendant à la suppression du texte proposé pour cet article* (p. 3209) ; Art. 870-31 et 870-32 du Code rural : *Ses amendements tendant à supprimer les textes proposés pour ces articles* (p. 3210) ; après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (exonération de la taxe de publicité foncière pour les baux conclus en application de l'article 1er)* (p. 3210) ; *son amendement tendant après l'article 1er à insérer un nouvel article « un décret en Conseil d'Etat précisera en tant que de besoin les conditions d'application du présent chapitre, et notamment celles de l'article 870-27 »* (p. 3210) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Eventail des baux offerts aux preneurs ; condition des exploitants non propriétaires ; revenu de la terre* [11 décembre 1970] (p. 6471) ; *augmentation du fermage consécutive à l'immobilisation du capital ; exonérations fiscales en matière de droits de succession ; conséquence de la formule des baux à long terme* (p. 6472) ; Art. 870-24 du Code rural : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article : « Le bail à long terme, régi par les dispositions du présent chapitre, doit être suivi d'un état des lieux établi selon les dispositions de l'article 809 »* (p. 6477) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6477) ; Art. 870-25 du Code rural ; *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (conclusion du bail à long terme pour dix-huit ans ; son renouvellement ; sa fin ; cas où la durée du bail initial est de vingt-cinq ans)* (p. 6477, 6478) ; *distinction entre le bail à ferme des parcelles, le bail type du statut du fermage, le bail de dix-huit ans et le bail de vingt-cinq ans* (p. 6478) ; *conclusion des baux sous seing privé* (p. 6478) ; *son amendement tendant au premier alinéa du texte proposé par son amendement à substituer aux mots : « sans clause de reprise triennale » les mots : « sans possibilité de reprise triennale pendant son cours »* (p. 6478) ; *ses observations sur la clause de reprise triennale* (p. 6478, 6479) ; *application des articles 831 et 832 pour les baux de dix-huit ans* (p. 6479) ; *ses observations sur le sous-amendement de M. Godefroy* (p. 6481) ; Art. 870-27 du Code rural : *Incitation donnée au propriétaire d'accepter des baux de longue durée* (p. 6482) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du premier alinéa du texte proposé pour cet article : « Pour les baux à ferme conclus ou renouvelés dans les conditions du présent chapitre, le prix du bail... »* (p. 6482) ; Art. 870-29 du Code rural : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (application des art. 847 à 850 du Code rural ; cas où le bailleur a refusé de prendre à sa charge les travaux d'amélioration du bien loué ; cas des investissements dont la durée d'amortissement est inférieure à dix ans)* (p. 6482) ; *conséquence de l'amélioration du bien loué ; cas de refus du propriétaire d'entreprendre les travaux sollicités par le preneur* (p. 6482) ; Art. 870-33 du Code rural : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Les dispositions contenues dans l'article 870-24 et dans les deux premiers alinéas de l'article 870-27 sont réputées d'ordre public »* (p. 6483) ; *dispositions relatives à l'établissement de l'état des lieux et à la fixation du fermage pour les baux de longue durée* (p. 6483) ; Art. 1er A : *Son opposition à cet article* (p. 6483) ; Art. 1er *bis* : *Exonération des droits de mutation à titre gratuit en cas de succession ou de donation* (p. 6484) ; Art. additionnel : *Possibilité de substituer à la place du tiers de la surface minimum d'installation, la surface minimum exigée pour l'attribution de l'indemnité viagère de départ pour la surface du domaine, retraite que le propriétaire âgé peut reconstituer* (p. 6486) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1971 : Art. 13 : *Taux de la T.V.A. sur la bière ; ses observations sur les*

droits spécifiques [22 octobre 1970] (p. 4536, 4537) ; Art. 19 : *Possibilité pour l'administration de procéder à une enquête sur l'origine des deniers utilisés par des contribuables pour des acquisitions portant notamment sur des immeubles, sur des valeurs ou sur des biens ruraux ; utilisation des titres de l'emprunt Pinay ; situation du marché immobilier ; cas des non-résidents qui achètent des immeubles en France ; désir de certains jeunes agriculteurs de trouver des acquéreurs non professionnels afin de pouvoir garder l'instrument de leur travail* (p. 4545) ; *ses observations sur les titres de l'emprunt Pinay* (p. 4546) ; *cas d'un enrichissement de plus de 50.000 francs ; ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing* (p. 4547) ; Art. 37 : *Recettes du budget annexe des prestations sociales agricoles ; ses observations sur les cotisations des exploitants, la cotisation cadastrale, les cotisations de vieillesse ; augmentation des cotisations des exploitants agricoles ; exemple du département du Pas-de-Calais* (p. 4577) ; *taxes sur les produits agricoles ; situation des planteurs de betteraves* (p. 4578) ; *ses observations sur la margarine ; retrait de son amendement déposé avec M. Rivain* (p. 4578) ; deuxième partie : AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur spécial : Ses observations sur le budget des prestations sociales ; augmentation des cotisations* [6 novembre 1970] (p. 5268) ; *prise en charge des agriculteurs inactifs ; crédits destinés à l'assurance maladie invalidité ; nombre des personnes âgées par rapport aux actifs ; prestations vieillesse ; prestations familiales ; utilisation du revenu cadastral pour la répartition des cotisations sociales ; ses observations sur une nouvelle assiette de répartition des cotisations fondée sur le bénéfice agricole forfaitaire moyen, le Bafomt ; caractère trop élevé du plafond du revenu cadastral appliqué à six départements* (p. 5269) ; *cotisations complémentaires destinées au fonctionnement de la mutualité ; maintien de la taxe sur la betterave ; taxe sur les corps gras alimentaires ; taxe sur les céréales* (p. 5269, 5270) ; après l'Art. 66 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 1003-11 du Code rural par l'amendement de M. Duhamel : « Ces dispositions ne s'appliqueront que jusqu'au 31 décembre 1975 »* [7 novembre 1970] (p. 5389) ; *répartition des cotisations entre les différents départements et à l'intérieur de ceux-ci ; avis de la commission nationale des prestations sociales* (p. 5389) ; *recettes du B.A.P.S.A. ; exemple des départements à revenu cadastral élevé ; situation des producteurs de betteraves* (p. 5390) ; TRANSPORTS. — III. — MARINE MARCHANDE : *Déblocage des crédits nécessaires à la construction de neuf chalutiers industriels de pêche ; problèmes de la région du Nord ; ses observations sur Boulogne-sur-Mer ; renouvellement de notre flotte de pêche industrielle et artisanale* [17 novembre 1970] (p. 5655) ; ECONOMIE ET FINANCES. — II. — SERVICES FINANCIERS : Titre III : *Condition des enfants naturels au regard de l'héritage de leurs aïeuls ; cas des enfants de l'assistance publique appelés à recueillir une succession ou un legs provenant de leurs parents nourriciers* [17 novembre 1970] (p. 5668) ; après l'Art. 65 : *Lutte contre la fraude fiscale ; politique du Gouvernement dans le domaine immobilier ; jurisprudence du Conseil d'Etat* (p. 5677) ;

— du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes : Art. 2 : *Composition de la commission d'élus chargés d'élaborer le plan des fusions des communes* [2 juin 1971] (p. 2286) ; *exemple du conseil général du Pas-de-Calais ; exemple de l'absorption de la commune de Beaumont par la ville d'Hénin-Liétard ; demande s'il ne faudrait pas créer quatre cents cantons afin de connaître l'avis des nouveaux conseillers généraux ; réforme départementale* (p. 2287) ; seconde délibération : Art. 3 : *Son vote sur cet article ; pouvoirs des conseils généraux ; établissement de la carte des fusions ; composition de la commission ; exemple du conseil général du Pas-de-Calais ; exemple de l'absorption de la commune de Beaumont par celle de Hénin-Liétard* [3 juin 1971] (p. 2341) ; *ses observations sur les paroles de M. Marcellin ; composition de la commission* (p. 2342, 2343) ;

— du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, Art. 3 : *Offices publics d'aménagement et de construction ; situation des offices publics d'H.L.M. ; problème de la spéculation* [11 juin 1971] (p. 2748) ; *différences de prix entre les diverses sociétés d'H.L.M. dans le département du nord de la France* (p. 2749) ; *valeur des terrains dans le département du Pas-de-Calais* (p. 2749) ;

— du projet de loi relatif à diverses opérations de construction, Art. 1799-3 du Code

civil : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article (publication du contrat de construction)* [12 juin 1971] (p. 2816) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2816) ; *information des tiers* (p. 2817) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Wagner tendant à préciser certaines dispositions de la loi d'orientation foncière (n° 67-1253 du 30 décembre 1967) relatives aux associations foncières urbaines et du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière : *Problème de la valeur des sols ; demande où l'on trouvera les crédits nécessaires pour payer les propriétaires dont les exploitations agricoles ou les immeubles seront situés à l'intérieur des Z.A.D.* [12 juin 1971] (p. 2848) ; URBANISME ET ACTION FONCIÈRE, Art. 90 du Code de l'urbanisme : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « sont en cours d'études » les mots : « sont soumises à enquête publique »* (p. 2866) ; Art. 9 : *Difficultés des fermiers dont les exploitations sont mutées à l'intérieur d'une Z.A.D. ; problèmes consécutifs à l'installation d'Usinor dans le Nord ; versement des indemnités de sortie* (p. 2869) ; Art. 8 de la loi du 26 juillet 1962 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « seize ans » les mots : « douze ans »* (p. 2872) ; *création d'une caisse départementale susceptible d'indemniser les exploitants en raison de la réalisation d'une Z.A.D.* (p. 2872, 2873) ; Art. 9 de la loi du 26 juillet 1962 : *Exemple du barème des fumures établi par la mutualité sociale agricole dans le Nord et le Pas-de-Calais* (p. 2874) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « un an » les mots : « six mois »* (p. 2875) ; *son amendement tendant à compléter le troisième alinéa du texte proposé pour cet article par une nouvelle phrase (cas de défaut de paiement)* (p. 2875) ; Art. 11 *bis* de la loi du 26 juillet 1962 : *Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa du texte proposé pour cet article par les mots : « et après paiement des indemnités »* (p. 2876) ; *problème des plus-values* (p. 2876) ; Art. 16 : *Son amendement (possibilité pour le conseil municipal d'exempter de la taxe locale d'équipement les bâtiments à usage agricole et les constructions à usage industriel ou commercial)* (p. 2878, 2879).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux baux ruraux à long terme [18 juin 1971] (p. 3128).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation : *Problème de la propriété rurale ; coût des immeubles neufs ; spéculation* [24 juin 1971] (p. 3400) ; *Problème de la rétrocession des terrains* (p. 3401) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Art. 13 : *Son amendement relatif au budget annexe des prestations sociales agricoles* [21 octobre 1971] (p. 4762) ; *taux de progression des dépenses du B.A.P.S.A. ; taxe de solidarité* (p. 4763) ; *évaluation concernant les cotisations sur les prestations familiales* (p. 4763, 4764) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur spécial : Budget annexe des prestations sociales agricoles ; dotation de l'A.M.E.X.A. ; problème des départements d'Outre-Mer ; son opposition à l'inscription d'un crédit de 98 millions de francs* [15 novembre 1971] (p. 5704) ; *paiement des pensions d'invalidité ; prestations de vieillesse ; allocations familiales versées au taux de droit commun aux exploitants agricoles des D.O.M. ; calcul du revenu brut d'exploitation ; cotisation de l'assurance maladie des exploitants agricoles ; cotisations de l'assurance volontaire ; ses observations sur les taxes dites de « solidarité » ; augmentation des cotisations* (p. 5705) ; *ses observations sur l'amendement de M. Bousseau* [16 novembre 1971] (p. 5801, 5802) ; *ses observations sur la charge qui va peser sur les agriculteurs ; cotisation des paysans* (p. 5802) ; *augmentation des charges individuelles* (p. 5803) ; *retrait de son amendement déposé avec M. Sabatier* (p. 5804) ; *distribution gratuite de semences à certains cultivateurs ; situation des agriculteurs du Pas-de-Calais* (p. 5804) ; TAXES PARAFISCALES : *Ses observations sur le B.A.P.S.A. ; création d'une taxe nouvelle de solidarité sur les céréales* [17 novembre] (p. 5848) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, Art. 1er : *Taux du droit de mutation* [19 mai 1972] (p. 1739) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 4 : *Taux de mutation sur les fonds de commerce ; problème des taxes départementales et communales* [14 juin 1972] (p. 2475) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction, Art. 1er I : *Partage des sociétés de construction* [27 juin 1972] (p. 2860) ; *publication au fichier immobilier* (p. 2861) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1973, après l'Art. 2 : *Son amendement : nouvelle rédaction du paragraphe II-1 de l'article 9 de la loi du 21 décembre 1970 ; détermination et imposition du bénéfice réel de l'exploitation agricole en tenant compte des contraintes et caractéristiques particulières de la production agricole (faible niveau du chiffre d'affaires par rapport au capital investi ; proportion importante des éléments non amortissables dans le bilan ; irrégularité des revenus) ; déduction de la charge foncière ; révision des dispositions du décret du 7 décembre 1971* [25 octobre 1972] (p. 4370, 4371) ; *son amendement modifiant l'article 10-1 de la loi du 21 décembre 1970 (délai d'option) ; son amendement complétant le paragraphe 11-3 de l'article 10 de la loi du 21 décembre 1970 (dispositions pour les productions spéciales ou à caractère marginal)* (p. 4374) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Correction des effets de l'utilisation du revenu cadastral comme base de répartition des cotisations sociales ; département du Pas-de-Calais : le plus imposé ; son souhait d'une modification de la législation relative à l'indemnité viagère de départ ; modification du décret du 7 décembre 1971 relatif à l'imposition sur le revenu des personnes physiques des exploitants agricoles réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 500.000 francs* [15 novembre 1972] (p. 5225) ; *planteurs et sécheurs de chicorée* (p. 5225) ; TAXES PARAFISCALES, Art. 39 : *Ses amendements de suppression des lignes 53 et 54 « taxes sur la chicorée à café »* (p. 5479, 5480) *car ces taxes ne peuvent ni bénéficier à la confédération nationale des planteurs de chicorée à café ni au syndicat national des sécheurs de chicorée à café qui ne bénéficient plus de l'agrément ; sa demande d'un arrêté rapportant la mesure en ce qui concerne le syndicat national des sécheurs ; fixation de quotas de production individuels dans le cadre d'un contingent fixé en fonction des besoins réels de la consommation ; retour à la réglementation du marché prévue par la loi de 1951 ; retrait des deux amendements* [18 novembre 1972] (p. 5479, 5480); ARTICLES NON RATTACHES, après l'Art. 50 : *Ses observations en faveur de l'amendement de M. Duval affectant 0,3 % du versement représentatif de la taxe sur les salaires aux communes minières* [18 novembre 1972] (p. 5519).

Suppléé par M. Ansquer dans le budget de l'AGRICULTURE, F.O.R.M.A. et B.A.P.S.A. pour les prestations sociales agricoles [14 novembre 1972] (p. 5127).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1972, Art. 3 : *Son amendement irrecevable qui avait pour objet de porter de huit à dix ans le délai d'imposition des plus-values constatées lors de l'apport d'éléments d'actif par un associé à une société civile professionnelle* [6 décembre 1972] (p. 5938) ; Art. 7 : *Nécessité de proroger jusqu'au 31 décembre 1975 les dispositions concernant la base d'imposition à la T.V.A. des ventes d'animaux vivants de boucherie ou de charcuterie ; son amendement irrecevable* (p. 5941).

COLLIERE (André)

Député de l'Hérault
(3e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des Démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851) ;

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1970] (p. 750) ; [2 avril 1971] (p. 837) ; [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [17 octobre 1968] (p. 3387).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 9 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Cointat par les mots : « ainsi qu'aux apéritifs à base de vin »* [19 juillet 1968] (p. 2348) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, TRANSPORT. — III. — MARINE MARCHANDE : *Ses observations sur l'école d'apprentis de la marine de Sète ; expansion de la pêche en Méditerranée* [30 octobre 1969] (p. 3140) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la mise en fourrière, à l'aliénation et à la destruction des véhicules terrestres, Art. L 25-1 du Code de la route : *Détermination du gardien juridique de l'épave, à partir du moment où elle est prise en charge par la puissance publique ; rôle des compagnies d'assurances* [14 octobre 1970] (p. 4265).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux importations de vins d'Algérie [23 octobre 1970] (p. 4628, 4629).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. et B.A.P.S.A. : *Ses observations sur le Marché commun ; règlement viti-vinicole ; problème de l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun* [7 novembre 1970] (p. 5357) ; *place de l'agriculture dans l'économie moderne* (p. 5357) ; *tarif extérieur commun ; ses observations sur l'organisation technocratique de Bruxelles* (p. 5358).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'ostréiculture [4 juin 1971] (p. 2389, 2390).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 4 : *Son amendement (variation du nombre de sièges accordé aux représentants étudiants dans les conseils ou organes de direction selon le quorum électoral)* [21 juin 1971] (p. 3179) ; *problème de la participation des étudiants* (p. 3179) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, après l'Art. 10 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement du Gouvernement, après la ligne « à la vinification » à insérer une nouvelle ligne : « à la conchyliculture »* [7 décembre 1971] (p. 6459) ; *constitution des coopératives conchylicoles* (p. 6468) ;

— du projet de loi relatif à l'imposition des revenus non salariaux intégralement déclarés par des tiers, Art. 1er : *Distinction entre les rémunérations spéciales et le courtage ; situation des agents généraux d'assurance* [29 juin 1972] (p. 2991, 2992) ; *ses explications de vote* (p. 2992) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS et VICTIMES DE GUERRE : *Inégalité entre les retraites d'anciens combattants 1914-1918 et de 1939-1945* [2 novembre 1972] (p. 4567).

COMITI (Joseph)

Député des Bouches-du-Rhône.
(1re circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE D'ETAT
AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE,
CHARGÉ DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969

SECRÉTAIRE D'ETAT
AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE
du 22 juin 1969 au 5 juillet 1972

SECRÉTAIRE D'ETAT
AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE,
CHARGÉ DE LA JEUNESSE,
DES SPORTS ET DES LOISIRS
du 6 juillet 1972 au 28 mars 1973

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des Démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Jeunesse et des Sports (Gouvernement Couve de Murville), décret du 12 juillet 1968 [*J.O.* du 13 juillet 1968] (p. 6659).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 12 août 1968, de son mandat de député [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7918), (24 septembre 1968) (p. 2848).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Jeunesse et des Sports (Gouvernement Couve de Murville) décret du 20 juin 1969 [*J.O.* du 21 juin 1969] (p. 6288).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (Gouvernement Chaban-Delmas) décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (Gouvernement de M. Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs (Gouvernement Messmer), décret du 6 juillet 1972 [*J.O.* du 7 juillet 1972] (p. 7059).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs (Gouvernement Messmer), décret du 28 mars 1973 [*J.O.* du 29 mars 1973] (p. 3452).

Dépôt :

Son projet de loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif, n° 1823 [9 juin 1971].

Interventions :

En qualité de Secrétaire d'Etat :

Répond aux questions orales sans débat de MM. Nilès et Carpentier relatives à la suppression de 20 postes de directeur de maisons de jeunes [10 octobre 1969] (p. 2610, 2611, 2613).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Cassabel et Ballanger relatives au sport à l'école : *Loi du 27 Brumaire an III, rendant la natation obligatoire ; tiers temps (exemple de l'académie de Lille et du département du Nord) ; équipements réalisés par la V° République ; accroissement du nombre des piscines (piscines mobiles) ; formation des instituteurs ; sport dans le secondaire ; rôle des professeurs d'éducation physique* [10 octobre 1969] (p. 2615, 2616 et 2617) ; *plein emploi des équipements sportifs ; système de formation et de recyclage des instituteurs en ce qui concerne le tiers temps ; attribution d'une bourse à Alain Mosconi par la Fédération française de natation* (p. 2620).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — JEUNESSE ET SPORTS : *Ses observations sur les Jeux Olympiques de Mexico : dépenses ordinaires ; crédits de personnel ; crédits affectés aux déplacements des inspecteurs ; caractère interministériel des actions entreprises en faveur de la jeunesse ; information des jeunes ; ses observations sur les structures d'information et de dialogue ; ses observations sur les hauts comités ; office franco-québécois ; office franco-allemand ; échange de jeunes lors des Jeux Olympiques de Munich ; maison des jeunes et de la culture ; activités de plein air ; ses observations sur les Cotravaux ; action des C.R.S. sur les plages ; création d'un service civique ; institution du congé-cadres-jeunesse ; possibilité d'organiser une sorte de propédeutique qui assure une formation générale fondée sur l'information économique, politique et sociale ; ses observations sur les mouvements et associations de jeunesse ; ses observations sur Font-Romeu ; nécessité, pour l'enfant, dès l'âge de cinq ans, d'acquérir une formation physique ; éducation physique au niveau des classes primaires ; question des crédits pour les transports ; groupement des heures d'éducation physique ; adaptation de l'exercice de la profession de l'éducation physique et des sports aux impératifs de l'enseignement ; situation des chargés d'enseignement ; problème de l'enseignement supérieur ; création d'une piste cycliste à Grenoble ; transformation du palais de glace ; recherche du plein emploi des équipements* [30 octobre 1968] (p. 3729 à 3732) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION II. — JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Caractère du budget ; sport à l'école ; tiers temps ; valeur du sport ; principe de l'unicité du maître étant la règle fondamentale à l'école élémentaire ; nombre de conseillers pédagogiques départementaux ; organisation des stages ; ses observations sur la natation ; construction de bassins d'apprentissage mobiles ; mise en place d'équipements simples ; ses observations sur l'enseignement secondaire ; ses observations sur les horaires des maîtres d'éducation physique et*

sportive ; utilisation des moniteurs attachés aux équipements ; école normale supérieure d'éducation physique ; rôle des unités d'enseignement et de recherche d'éducation physique ; organisation du sport scolaire ; ses observations sur l'enseignement supérieur ; création au sein de chaque université d'un service commun du sport doté d'une large autonomie administrative et financière ; sport civil ; préparation des Jeux Olympiques de Munich ; fiscalité applicable aux manifestations sportives ; résultats des championnats d'Europe à Athènes ; souci de sélection des activités qui implique l'aide de l'Etat ; ses observations sur les centres et colonies de vacances ; structures de la fédération française des maisons de jeunes et de la culture ; office franco-québecois pour la jeunesse ; ses observations sur l'opération « mille clubs » ; information des jeunes ; activité du centre d'information et de documentation de la jeunesse; orientation professionnelle des jeunes; instauration d'un système de formation des animateurs socio-éducatifs ; diplôme d'Etat de conseiller d'éducation populaire ; statut des animateurs ; ses observations sur le corps des inspecteurs de la jeunesse et des sports ; missions du secrétariat d'Etat ; réforme tendant à mieux asseoir l'autorité des inspecteurs de la jeunesse et des sports au sein des administrations régionales et départementales ; ses observations sur l'expérience tentée dans l'académie de Caen ; problème des normes d'équipement ; travaux de la commission des activités sportives et socio-éducatives du VI^e^ Plan ; esprit de dialogue ; mise en place d'un autre comité consultatif succédant aux anciens hauts comités de la jeunesse et des sports [30 octobre 1969] (p. 3112 à 3114) ; *son souci de laisser la liberté à la jeunesse ; crédits d'équipement ; sport à l'école ; tiers temps ; institut universitaire de technologie de Saint-Maur ; exemple de Grenoble ; désire savoir si tous les étudiants doivent profiter gratuitement des installations sportives universitaires ; ses observations sur les professeurs et les enseignants ; statut des moniteurs ; rôle des bénévoles ; discussions engagées avec les syndicats d'éducation physique ; plein emploi ; problèmes à Paris ; manque d'équipement sportif ; possibilité d'installer dans le jardin des Tuileries de petites aires de sports pour les enfants ; problème des sociétés sportives ; son regret qu'il n'y ait pas assez de coordination entre le sport scolaire et le sport pratiqué dans les associations; formation des professeurs d'éducation physique ; possibilité d'exonérer les associations des taxes qu'elles acquittent ; rôle des associations d'éducation populaire ; rôle de l'Etat à l'égard de ces associations ; ses observatons sur les clubs de prévention ; office franco-allemand ; office franco-québécois ; régionalisation des maisons de la culture ; formation des animateurs ; école nationale de ski et d'alpinisme ; équipement dans les zones à urbaniser en priorité ; disparition du haut comité de la jeunesse ; rôle du haut comité de la jeunesse et des sports ; fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire ; ses observations sur les concours de pronostics ; football professionnel* [30 octobre 1969] (p. 3128 à 3130) ; *problème de l'exonération des taxes frappant le football ; rattachement du secrétariat d'Etat au ministère de l'éducation nationale* (p. 3130) ; Etat C : *office franco-allemand ; office franco-québécois* (p. 3131) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971. SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION II. — JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Crédits de fonctionnement ; priorité du sport à l'école ; action menée par les conseillers pédagogiques de circonscription* [23 octobre 1970] (p. 4638) ; *organisation des stages ; politique du tiers temps ; apprentissage de la natation en milieu scolaire ; importance des épreuves de sauvetage ; progression du nombre d'enseignants dans l'enseignement du second degré ; ses observations sur les cinq heures réservées par la circulaire de septembre 1969 ; formation des enseignants ; ses observations sur les centres régionaux d'éducation physique et sportive ; formation supérieure des professeurs appelés à enseigner dans les U.E.R. ; école normale supérieure d'éducation physique ; réforme du concours final du C.A.P. E.P.S. ; rémunération partielle d'éducateurs sportifs employés par les municipalités et sociétés sportives ; liaison entre le sport civil et le sport scolaire ; problème du sport universitaire ; municipalisation des nouveaux équipements ; ses observations sur le sport de compétition ; jeux olympiques de Munich* (p. 4639) ; *ressources mises à la disposition des fédérations olympiques ; actions du secrétariat d'Etat en faveur des activités de jeunesse et d'éducation populaire ; problème de l'animation ; mise en place du cycle de formation aux activités socio-éducatives ; ses observations sur le brevet d'animateur socio-éducatif et le certificat d'aptitude à la profession d'animateur socio-éducatif ; ses observations sur le « statut des animateurs » ; aide aux échanges internationaux de jeunes par le*

canal des deux offices franco-allemand et franco-québécois ; efforts de l'U.N.E.S.C.O. ; centre d'information et de documentation pour la jeunesse ; ses observations sur les clubs et les maisons de jeunes ; action du secrétariat d'Etat dans le domaine des équipements sportifs et socio-éducatifs (p. 4640) ; *ses observations sur le complexe sportif évolutif ; problème des bassins d'apprentissage ; aménagement des bases de plein air et de loisirs ; fondement de la troisième loi de programme d'équipement sportif et de jeunesse ; situation des nouvelles directions régionales ; condition matérielle des inspecteurs ; création du haut comité de la jeunesse, des sports et des loisirs* (p. 4641) ; *ses observations sur les paroles de M. Lagorce ; possibilité de fournir à l'orateur la liste des entreprises qui construiront des bassins de 25 mètres pour 50 millions d'anciens francs* (p. 4654) ; *caractère du budget ; sa comparaison avec ceux des pays voisins ; séparation du secrétariat d'Etat et du Ministère de l'Education nationale ; enseignement de l'éducation physique et des sports ; objectifs du Ve Plan ; équipement des colonies de vacances ; ses observations sur les loisirs ; tourisme populaire ; aménagement des espaces réservés aux loisirs ; ses observations sur les conséquences d'une éventuelle ségrégation de la jeunesse ; charges des collectivités locales ; politique de déconcentration ; comparaison des sommes attribuées aux fédérations sportives et celles qui sont accordées aux associations de jeunesse et d'éducation populaire* (p. 4659) ; *priorité du sport à l'école ; résultats français aux universiades de Turin ; ses observations sur le programme des cinq heures ; sport à l'Université ; problème des effectifs des enseignants ; ses observations sur l'école nationale supérieure d'éducation physique ; institution d'un corps d'éducateurs sportifs ; définition de ces éducateurs ; rôle des bénévoles dans les sociétés sportives* (p. 4660) ; *ses observations sur la fédération française des maisons de jeunes et de la culture ; composition du haut comité de la jeunesse, des sports et des loisirs ; composition des conseils d'administration de l'office franco-allemand et de l'office franco-québécois ; ses observations sur les mouvements de jeunesse ; subventions en faveur des colonies de vacances ; ses observations sur les mouvements de jeunesse et plein air, le centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active et l'union française des camps de vacances ; définition d'une nouvelle pédagogie des colonies ; problème des centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active ; ses observations sur l'union française des camps de vacances ; préparation au brevet d'animateur socio-éducatif ; certificat d'aptitude à la profession d'animateur socio-éducatif ; ses observations sur la loi de programme* (p. 4661) ; *rôle des collectivités locales ; ses observations sur les bassins mobiles d'apprentissage de la natation ; création de piscines couvertes ; sécurité sur les circuits routiers ; nature de l'aide aux Jeux de France ; place du sport à la télévision scolaire ; contrôle médico-sportif ; utilisation des grands centres médico-sportifs* (p. 4662) ; Titre III : *Ses observations sur l'amendement de M. Catalifaud ; recours aux éducateurs sportifs ; possibilité pour un syndicat intercommunal de bénéficier d'une aide financière* (p. 4663).

Répond à la question d'actualité de M. Georges Carpentier relative au recrutement de professeurs d'éducation physique [19 mai 1971] (p. 1974).

Prend part à la discussion du projet de loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif : *Contrôle de l'exécution de la loi de programme ; taux de réalisation des équipements des colonies de vacances pour le Ve Plan ; bilan des deux premières lois de programme ; élaboration du projet de loi* [22 juin 1971] (p. 3235) ; *rôle de l'Etat ; protection des sites et des espaces naturels ; recyclage des instituteurs ; nombre d'heures consacrées à l'éducation physique et à la pratique des sports ; sport universitaire ; sport extrascolaire ; caractère des équipements ; prix des piscines et des gymnases* (p. 3236) ; *politique de construction de « bases de plein air et de loisirs » ; plein emploi des équipements existants ; répartition des charges ; possibilité de créditer chaque élève d'une somme annuelle forfaitaire ; rôle de la commission départementale ; formes d'animation sociale ; nombre des animateurs ; problème des vacances collectives des jeunes* (p. 3237) ; *multiplication des centres aérés* (p. 3238) ; *concours de pronostics ; utilisation des entreprises locales pour la fabrication de piscines* (p. 3267) ; *situation de la jeunesse rurale ; plein emploi des équipements ; formation des animateurs sportifs et socio-éducatifs ; situation des collectivités locales* (p. 3268) ; avant l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Nilès* (p. 3268) ; Art. 1er : *Elaboration des décrets d'applica-*

tion ; création de commissions départementales (p. 3269) ; *plein emploi des équipements* (p. 3269) ; Art. 2 : *Répartition du montant des subventions* (p. 3270) ; Art. 4 : *Réforme des subventions ; enveloppe financière de 1972* (p. 3270) ; *taux de subvention en faveur des syndicats de communes et des districts* (p. 3271) ; après l'art. 5 : *Son opposition à l'amendement de M. Destremeau tendant à organiser des concours de pronostics* (p. 3272) ; *harmonisation des assurances concernant les sportifs* (p. 3275) ; en deuxième lecture : *Importance de l'animation ; répartition des crédits* [30 juin 1971] (p. 3561).

Répond à la question d'actualité de M. Gaudin relative au sport à l'école [5 novembre 1971] (p. 5388).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Dépenses en personnel ; fonctionnement des installations ; transport des élèves* [6 novembre 1971] (p. 5471) ; *participation française aux jeux olympiques de Sapporo et de Munich ; offices franco-allemand et franco-québécois , problème des équipements ; lutte contre la drogue ; troisième loi de programme ; politique d'industrialisation des équipements ; ses observations sur les piscines* (p. 5472) ; *rôle des gymnases industrialisés ; programme en matière de foyers-clubs de jeunes ; développement du tiers temps à l'école élémentaire ; rôle du conseiller pédagogique ; développement de la natation* (p. 5473) ; *objectif des cinq heures d'éducation physique et sportive par semaine ; dialogue avec les fédérations et les associations qui représentent le sport et les mouvements de jeunesse* (p. 5474) ; *propositions du parti communiste ; ses observations sur la circulaire du 9 septembre 1971* (p. 5486) ; *école laïque ; mouvements de jeunesse ; rapports du Secrétaire d'Etat avec la Fédération des maisons de jeunes et de la culture ; Centre d'information de la jeunesse ; ses observations sur l'O.N.I.S.E.P. ; concours de pronostics ; tiers temps pédagogique ; éducation physique dans le secondaire ; problème dans l'enseignement supérieur ; opération Optimist ; ses observations sur les jeunes de France* (p. 5487) ; *subvention à la fédération française de ski ; méthodes de l'A.S.S.U. ; création de nouvelles U.E.R., en particulier à Montpellier ; rôle des inspecteurs de la jeunesse et des sports ; possibilité de placer les centres aérés près des écoles maternelles et des écoles primaires* (p. 5488).

Répond à la question d'actualité de M. Habib-Deloncle relative au Parc des Princes [2 juin 1972] (p. 2149, 2150).

Répond à la question d'actualité de M. Nungesser relative au Centre de sports du Tremblay [21 juin 1972] (p. 2692).

Répond à la question d'actualité de M. Destremeau relative à l'équipement sportif [30 juin 1972] (p. 3053).

Répond à la question orale sans débat de M. Carpentier relative au sport en France [13 octobre 1972] (p. 4164, 4165, 4166).

Répond à la question orale avec débat de M. Flornoy, relative à la politique sportive [13 octobre 1972] (p. 4167). *L'irréalisme du Comité olympique international* (p. 4167) ; *inquiétude devant une certaine commercialisation du sport (football professionnel français) ; recherche d'une nouvelle conception de l'Olympisme ; préparation des athlètes de haute compétition* (p. 4167, 4169) ; *tiers temps pédagogique* (p. 4167) ; *centres d'animation sportive* (p. 4168) ; *définition de l'amateurisme* (p. 4168, 4169, 4170).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION II. — JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Budget d'action et d'innovation dont le taux de progression est supérieur à la croissance moyenne des budgets des autres ministères ; priorité à l'action éducative, l'animation et le fonctionnement ; crédits nouveaux consacrés au développement de l'éducation physique et du sport pour les jeunes ; sa réponse à M. Dumas (formation des enseignants), M. Flornoy (personnel de l'Institut national des sports et des centres régionaux d'éducation physique et sportive) ; réforme de l'association des sports scolaires et universitaires ; ouverture de 200 centres d'initiation sportive ; premier pas vers le « sport pour tous »* [27 octobre 1972] (p. 4452, 4453) ; *après les jeux olympiques de Munich, nécessité de redéfinir les objectifs et les méthodes ; jeunesse et activités socio-éducatives ; formation des moniteurs et des animateurs ; indemnités versées aux stagiaires ; lutte contre la drogue : information des jeunes ; réinsertion des désintoxiqués dans la société ; aide aux associations ; mouvements et œuvres qui agissent dans le domaine des loisirs des jeunes et des activités socio-éduca-*

tives ; échanges de jeunes ; Office franco-allemand pour la jeunesse ; études en vue de la création d'un « Centre d'échanges internationaux de jeunes » ; crédits d'équipement insuffisants ; construction de piscines industrialisées, de gymnases ; complexes sportifs évolutifs couverts ; bassins d'apprentissage mobiles ; parc des sports et des loisirs du Tremblay ; mesures d'application de la loi de programme ; situation des inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs (p. 4454, 4455) ; *bilan de la législature ; priorité à l'action éducative scolaire* (p. 4456) ; *sa réponse à M. Nilès (ségrégation sociale), à M. Laviette (réaménagement de son budget), à M. Destremeau (concours de pronostics), à MM. Olivier Giscard d'Estaing, Lavielle et Barrot (sort des U.E.R.) : centres d'animation sportive ; exemple des centres de Vendôme et de Saint-Amand-Montrond* (p. 4477), *à M. Marie (centres d'animation sportive ne concurrençant pas les clubs), à M. Nilès (horaires des professeurs d'éducation physique), à M. Destremeau (conflit avec le syndicat des professeurs d'éducation physique), à M. Olivier Giscard d'Estaing (écoles de pilotage, congrès de la fédération française d'échecs), à MM. Mazeaud et Marie (valeur éducative du sport), MM. Gissinger, Bernard Marie et Bressolier (place des clubs) ; journée olympique inspirée des Jeux de France, M. Jacques Barrot (centres aérés, colonies de vacances)* (p. 4478, 4479), *M. Corrèze (industrialisation des équipements) : équipement de Vittel ; sa réponse à MM. Tissandier et Bressolier (sport automobile, nécessité des circuits permanents), à M. Olivier Giscard d'Estaing (piscines dans les Alpes-Maritimes, équipement de l'Alsace)* (p. 4480) ; Titre III : *Ses observations aux amendements de réduction de crédit de MM. Dumas et Corrèze ; nécessité de doter d'un statut les inspecteurs qui dépendent du Secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports ; commission Krieg chargée d'examiner les statuts d'un certain nombre d'agents de l'Etat ; son engagement de ne pas soulever d'objection d'ordre budgétaire à la revalorisation des indices des inspecteurs* (p. 4481) ; Titre VI : *Ses observations contre l'amendement de réduction de crédits de M. Destremeau ; son opposition aux concours de pronostics* (p. 4482) ; *se déclare prêt à aller devant la Commission des Affaires culturelles réunie en séance plénière pour discuter de ce problème ; ne consentira pas à être le secrétaire d'Etat qui a paraphé la loi sur les concours de pronostics* (p. 4483).

COMMENAY (Jean-Marie)

Député des Landes
(3e circonscription)
P.D.M.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe Progrès et Démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837).

Cesse d'appartenir à cette commission [20 décembre 1971] (p. 7023).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [20 décembre 1971] (p. 7023) ;

— membre de la Commission de la production et des échanges [4 avril 1972] (p. 789).

Cesse d'appartenir à cette commission [11 octobre 1972] (p. 4092).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [11 octobre 1972] (p. 4092) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 402) tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie [18 novembre 1968] (p. 4672) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole [16 décembre 1968] (p. 5565) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° Le projet de loi complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 1204) ; 2° Le projet de loi relatif au bail rural à long terme (n° 1205) ; 3° Le projet de loi relatif aux

sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) (n° 1206) ; 4° Le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 1207) [10 juin 1970] (p. 2476) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles [19 décembre 1970] (p. 6734).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la population et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — X. — Urbanisme, n° **837** [17 octobre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — XI. — Urbanisme, n° **1400** [14 octobre 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L. 470 du Code de la sécurité sociale relatif au droit de recours des caisses contre les tiers responsables d'accident, n° **1812** [9 juin 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — XI. — Urbanisme, n° **2015** [8 octobre 1971].

Sa proposition de loi tendant à modifier les règles de dépôt de candidature pour les élections législatives et à instaurer une limitation des dépenses de campagne électorale, n° **2043** [3 novembre 1971].

Sa proposition de loi organique tendant à renforcer les incompatibilités afférentes à la fonction parlementaire, n° **2044** [3 novembre 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, JUSTICE : *Situation du corps des magistrats ; insuffisance du recrutement ; accroissement des tâches ; projet de restructuration de la pyramide judiciaire ; conditions de travail des magistrats ; modification de la carte judiciaire ; réforme territoriale ; création d'un corps unique de défenseurs judiciaires qui regrouperait les avoués, les avocats et les conseils juridiques ; question de l'oralité du débat judiciaire ; indemnisation des charges des avoués ; système pénitentiaire ; pratique de la liberté provisoire ; séparation entre les petits délinquants primaires et les truands ; ses observations sur les personnels de l'éducation surveillée* [8 novembre 1968] (p. 4162, 4163) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : *Formation professionnelle et promotion sociale ; nécessité de développer l'enseignement des langues étrangères ; techniques audio-visuelles* (p. 4184) ; POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Ses observations sur le téléphone ; recours à l'emprunt ; problèmes du personnel ; prime de résultat d'exploitation ; fusion des grades de préposé et de préposé spécialisé ; fusion des grades d'agent technique et d'agent technique spécialisé ; titularisation des auxiliaires ; exercice du droit syndical ; reclassement des catégories C et D ; gestion de l'action sociale ; organisation de la semaine de cinq jours ; dotations du service social ; problème du téléphone dans les Landes ; difficultés de l'obtention d'un télex dans ce département* [9 novembre 1968] (p. 4236, 4237) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Ses observations sur la participation des petites communes ; sauvegarde des fresques de l'église de Saint-Savin dans la Vienne ; octroi de facilités plus grandes de crédit pour les collectivités défavorisées ; effort en matière de fouilles ; augmentation des crédits consacrés aux espaces protégés qui tendent à la mise en valeur de nos paysages ruraux* [13 novembre 1968] (p. 4367) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Indemnisation des rapatriés : allégement des charges de financement qui pèsent sur certaines communes rurales ; gestion des réseaux d'assainissement ; éventualité d'élections municipales au printemps de 1969* [14 novembre 1968] (p. 4426, 4427) ; *sa question concernant les élections municipales anticipées* (p. 4432) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Aide à l'agriculture de type familial ; développement de l'association en agriculture ; forêt landaise ; maintien des exploitations familiales ; tourisme en milieu rural ; ses observations sur le départ des paysans ; régulation en matière foncière ; extension du rôle des S.A.F.E.R. ; généralisation des baux à longue durée ; défense de la qualité ; problème de l'industrialisation ; rôle des industries alimentaires ; conquête des marchés extérieurs ; ses observations sur les idées de M. de Montesquiou* [16 novem-

bre 1968] (p. 4564, 4565) ; après l'Art. 61 : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Le Bault de la Morinière, après les mots : « Aux agriculteurs âgés qui... » à rédiger ainsi la fin du texte proposé par cet amendement : « en cessant leur activité, rendent disponible une exploitation dont la surface est au plus égale à une superficie maximum, fixée pour chaque département par arrêté du ministre de l'Agriculture »* (p. 4591) ; *ses observations sur son sous-amendement* (p. 4592) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole : *Principes de la politique agricole ; situation des agriculteurs dont l'âge se situe entre trente-cinq et cinquante-cinq ans ; définition de la surface moyenne d'installation ; octroi de l'indemnité viagère de départ et des prêts du crédit ; problème du démembrement d'une exploitation déjà inférieure à la surface moyenne d'installation ; droit de reprise ; octroi automatique de l'indemnité viagère de départ ; situation des preneurs âgés de plus de soixante-cinq ans ; ses observations sur les preneurs âgés dont l'exploitation était assurée par des fils ou des petits-fils majeurs ; relèvement des déchéances ; négociations de Bruxelles ; prix du maïs* [10 décembre 1968] (p. 5275, 5276) ; après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « l'article 188-1 du Code rural est complété par les nouveaux alinéas suivants : « en cas de cumul consécutif à l'exercice par le bailleur du droit de reprise, la demande d'autorisation doit être faite au plus tard en même temps que la notification du congé, qui devra mentionner à peine de nullité la date d'envoi de cette demande. Le bailleur aura de plus l'obligation de notifier au preneur la décision préfectorale concernant le cumul »* (p. 5295) ; *procédure judiciaire de reprise ; procédure administrative du cumul ; retrait de son amendement* (p. 5295) ; Art. 2 : *Recours au crédit agricole* (p. 5297) ; Art. 5 : *Possibilité pour le preneur évincé, en raison de son âge, de céder son bail à l'un de ses enfants ou petits-enfants majeurs* (p. 5301, 5302) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Surface minimum d'installation ; ses observations sur l'exploitation familiale inférieure à la surface minimum d'installation ; cas des régions d'arboriculture fruitière ; situation des petits paysans appartenant à la tranche d'âge située entre trente-cinq et cinquante-cinq ans* [17 décembre 1968] (p. 5568, 5569).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Structures financières et économiques de la région ; ressources fiscales de la nouvelle collectivité ; assise financière de la région ; assise économique ; dimensions de l'espace régional ; possibilité de définir une grande région Aquitaine ; problème du regroupement des communes ; possibilité de saisir le Parlement en session extraordinaire et de n'organiser le referendum que dans la mesure où les assemblées n'auraient pu mettre sur pied la réforme régionale* [11 décembre 1968] (p. 5369, 5370).

Son rappel au Règlement : *Son désir de voir le Gouvernement faire connaître à l'Assemblée les premiers textes de l'ordre du jour de la prochaine session ; discussion du texte prévoyant un moratoire et des facilités plus grandes de remboursement pour les rapatriés qui ont dû s'endetter lors de leur réinstallation en métropole* [18 décembre 1968] (p. 5614).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur l'article 111 du Règlement ; exclusion de M. Rock Pidjot des commissions mixtes paritaires chargées de proposer des textes sur les dispositions restant en discussion des projets de loi concernant la Nouvelle-Calédonie* [19 décembre 1968] (p. 5669).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative à la politique forestière [30 avril 1969] (p. 1170, 1171, 1172).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie : *Groupe P.D.M. approuvant le projet d'amnistie ; cas des départements et territoires d'outre-mer ; délits commis à l'occasion des conflits relatifs à des questions fiscales ou douanières ; réintégration de certains fonctionnaires, sous-officiers ou officiers ; cas des militaires engagés dans les événements d'Algérie et condamnés à la suite de ceux-ci et qui n'avaient pas encore atteint quinze ans de services au moment de leur radiation des contrôles de l'armée ; problème des sanctions disciplinaires ; problème de la rééducation et du relèvement des condamnés* [26 juin 1969] (p. 1755) ; Art. 20 : *Ses observations sur les recours exercés par certains officiers et sous-officiers impliqués dans les*

événements d'Algérie et qui n'ont pu se voir reconnaître, lorsqu'ils avaient moins de quinze ans de services, le droit à pension (p. 1772) ; Art. 23 : *Ses observations sur les paroles de M. Pleven* (p. 1775) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer : *Collaboration entre le Gouvernement et le Parlement ; situation des agents de certains services publics qui, ayant opté pour des emplois analogues dans le cadre métropolitain, ne peuvent, à l'âge de la retraite, obtenir les mêmes avantages que leurs homologues de la métropole ; cas des personnels d'Algérie intégrés à la R.A.T.P. ; problème de l'indemnisation* [8 octobre 1969] (p. 2536) ; Art. 2 : *Sa question de savoir si les dispositions sont applicables aux étrangers rapatriés visés par le décret n° 62-1049 du 4 septembre 1962* (p. 2545) ;

— du projet de loi relatif à la rémunération du personnel communal : *Son vote sur le projet de loi ; ressources communales, problème de la fiscalité locale ; répartition des charges entre l'Etat et les communes, indemnités de logement ; syndicats de communes* [9 octobre 1969] (p. 2577, 2578).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la réforme de la Société nationale des chemins de fer français : *Nécessité de réintroduire la S.N.C.F. dans le secteur concurrentiel ; redéfinition des obligations de service public laissées à la société nationale ; aspect humain des réformes ; aménagement du territoire ; fermeture des lignes non rentables ; augmentation du nombre des accidents de la route ; conséquences de la réforme pour les contribuables départementaux et communaux des régions les plus déshéritées ; coordination des transports* [16 octobre 1969] (p. 2712).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Importance du téléphone dans le développement économique ; déficit des chèques postaux ; notion de service public ; problèmes des catégories C et D ; crédits de formation professionnelle ; chèques postaux ; aggravation des charges des agents de la poste ; ses observations sur la société de financement des télécommunications ; prime de résultat d'exploitation ; question de l'indemnité représentative des frais de déplacement ; problème de la reconversion des opératrices du téléphone; situation des provinces déshéritées de l'Ouest français* [3 novembre 1969] (p. 3243, 3244) ; JUSTICE : *Ses observations sur la réforme de 1958 : causes du malaise actuel ; indépendance des magistrats ; représentation de chaque catégorie de magistrats au conseil supérieur de la magistrature ; situation des collaborateurs immédiats des magistrats ; problème de la fusion des professions judiciaires ; maintien des tribunaux d'instance ; réforme des règles de procédure ; assistance judiciaire ; ses observations sur le système pénitentiaire ; situation des prisons départementales ; éducation surveillée ; promulgation du moratoire voté le 23 octobre dernier* [5 novembre 1969] (p. 3379) ; ÉDUCATION NATIONALE : *Questions d'équipement et d'organisation en matière d'enseignement élémentaire et du premier cycle ; implantation d'un réseau d'écoles maternelles en milieu rural ; ses observations sur les questions professionnelles ; situation des directeurs de C.E.G. et de sous-directeurs de C.E.S. ; problème de l'avancement ; situation des personnels de service de l'éducation nationale ; décharges de service pour l'exercice du droit syndical ; augmentation des bourses ; revision de la notion de barème ; ramassage scolaire ; suppression des subventions de l'Etat en milieu urbain ; équivalence des diplômes universitaires dans les pays de la communauté ; harmonisation des manuels scolaires dans ces mêmes pays ; éducation morale et éducation civique* [13 novembre 1969] (p. 3635, 3636) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT, en qualité de *Rapporteur pour avis : Crédits concernant l'urbanisme ; définition d'une programmation pour l'emploi des fonds qui pourraient être débloqués ; politique d'urbanisme accordant des moyens financiers ; importance de l'information ; analyse des crédits budgétaires ; exposé des problèmes posés par l'urbanisme ; élaboration des documents d'urbanisme ; ses observations sur les centres destinés à la formation des urbanistes ; rôle du fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme; crédits de rénovation ; suppression des cités insalubres ; ses observations sur les P.S.R. ; procédure des zones d'aménagement concerté ; loi d'orientation foncière ; taxe d'urbanisation ; rénovation du cadastre ; suppression du permis de construire ; organisation d'un véritable marché de terrains à bâtir ; incidence du coût des terrains ; ses observations sur l'expropriation ; taxe sur les plus-values foncières ; zones à urbaniser en priorité ; possibilité de percevoir, durant quatre années supplémentaires, les droits*

d'enregistrement qui se substituent à la T.V.A. en cas de rétention des terrains [14 novembre 1969] (p. 3751, 3752) ; CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Situation des retraités de la gendarmerie ; cas des militaires dégagés des cadres en vertu de la loi du 5 avril 1946 ; règle de parité police-gendarmerie ; possibilité d'attribuer aux veuves de retraités de la gendarmerie l'équivalent d'une année de pension, à l'instar de l'avantage accordé aux veuves de militaires en activité ou de retraités ; situation des gendarmes en activité ; insuffisance des effectifs de la gendarmerie départementale ; condition des sous-officiers des armées* [17 novembre 1969] (p. 3857, 3858) ; TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE : *Avenir de* Concorde ; *ses observations sur* Airbus *et* Mercure ; *avenir des* Potez-Landes ; *problème de la participation des collectivités locales à l'aménagement d'aérodromes pour la formation aéronautique et le tourisme aérien ; ses observations sur l'aérodrome d'Auch-Lamothe et d'Aire-sur-l'Adour ; nécessité de doter le Gers et les Landes d'aérodromes de petite dimension ; personnel des services de la météorologie nationale ; ses observations sur les aéro-clubs ; limitation de la détaxation du carburant aux seules heures de formation ; participation de l'Etat à la rétribution des moniteurs* (p. 3872, 3873) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Milieu rural étant indispensable à l'équilibre social de la nation ; commission Vedel ; maintien de l'exploitation familiale ; maintien des exonérations exceptionnelles de cotisations sociales en matière d'assurance maladie des exploitants agricoles ; financement des bâtiments d'élevage ; ses observations sur les C.U.M.A. et les S.I.C.A. ; agriculture de groupe ; ses observations sur l'armagnac et le foie gras* [19 novembre 1969] (p. 3988, 3989).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement du Gouvernement après l'article 40 du projet de loi de finances pour 1970 [25 novembre 1969] (p. 4336) ; mise au point au sujet du vote de M. Cazenave sur son propre amendement à l'Etat E annexé à l'article 40 du projet de loi de finances pour 1970 (p. 4336).

Prend part au débat sur la question orale de M. Boutard relative à l'application de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur et aux réformes dans les établissements du second degré ; *Permutations des institutrices et instituteurs dans le cadre national* [5 décembre 1969] (p. 4706).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux élections aux Caisses d'assurance maladie [17 avril 1970] (p. 1146, 1147).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Cointat, Fouchier, Arthur Moulin, Vedrines, Boscary-Monsservin et Alduy relatives aux problèmes agricoles : *Mise en compétition de l'agriculture française ; statut des baux ruraux* [17 avril 1970] (p. 1164, 1171).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux modalités d'assouplissement du crédit concernant les collectivités locales [24 avril 1970] (p. 1292).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux vacances scolaires [15 mai 1970] (p. 1753, 1754).

Pose à M. le Ministre de la Justice une question orale avec débat relative à la réforme judiciaire [15 mai 1970] (p. 1754) . *Réforme de la carte judiciaire ; nécessité de rapprocher la justice du justiciable (Cours d'appel, Tribunaux administratifs) ; exemple des départements d'Alsace-Lorraine ; indemnisation des avocats âgés* (p. 1756, 1757) ; *nécessité d'une concertation entre le Parlement et les intéressés* (p. 1762).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Solidarité entre tous les membres de la Communauté nationale , inégalités sociales ; cas des handicapés physiques ; situation des travailleurs étrangers ; politique des revenus ; ses observations sur les régions « économiquement faibles » ; développement de la façade atlantique devant avoir pour corollaire un développement des bassins et des vallées de la Dordogne, de la Garonne, de l'Adour et des gaves* [16 juin 1970] (p. 2721).

Son rappel au Règlement : mise au point au sujet du vote de M. Cazenave dans le scrutin sur les options du VI[e] Plan [19 juin 1970] (p. 2874).

Prend part à la discussion :

— des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre premier du

Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux groupements fonciers agricoles : STATUT DU FERMAGE ET DU MÉTAYAGE : Art. 1er : *Compétence du tribunal paritaire des baux ruraux* [26 juin 1970] (p. 3202).

— du projet de loi de programme relative aux équipements militaires de la période 1971-1975 : *Philosophie du texte en discussion ; phénomène de dissuasion ; problème de la crédibilité de la force nucléaire stratégique ; mise en place d'un système de protection civile contre les engins thermonucléaires ; protection contre la guerre subversive ; liens entre l'armée et la nation ; ses observations sur le corps des officiers et des sous-officiers* [8 octobre 1970] (p. 4190) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Situation des personnels de la gendarmerie et de l'armée ; augmentation des effectifs ; réglementation de leur emploi ; élargissement des missions de la gendarmerie ; répartition des effectifs ; ses observations sur les indices de fin de carrière des personnels sous-officiers de la gendarmerie ; prime d'habillement ; cas des retraités dégagés des cadres ; institution d'un capital-décès pour les veuves des retraités ; refonte de la notion d'échelon exceptionnel de fin de carrière ; situation des officiers issus du recrutement indirect ; cas des sous-officiers ; mise en place du conseil supérieur de la fonction militaire ; rôle de l'armée technicienne ; cohésion armée-nation* [27 octobre 1970] (p. 4771, 4772) ; BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Revendications des personnels ; réforme des catégories C et D ; mesures prévues par la Commission Lecarpentier ; nécessité d'améliorer les conditions de travail ; conséquences du plan d'automatisation ; refonte du corps des ouvriers d'Etat* [29 octobre 1970] (p. 4904) ; *montant des investissements ; ses observations sur le téléphone ; renouvellement de la flotte aéropostale et du parc de wagons-poste ; ses observations sur Finextel ; choix en matière de commutation ; question de savoir si l'industrie française des télécommunications peut résister au poids des intérêts économiques des firmes étrangères* (p. 4905) ; JUSTICE : *Conditions de travail des magistrats ainsi que des auxiliaires du service judiciaire ou pénitentiaire ; possibilité de considérer les systèmes pénitentiaires et d'éducation surveillée comme une branche du secteur social ; possibilité d'aider les juges de l'application des peines et les juges des enfants en multipliant le nombre des éducateurs en milieu ouvert ; construction d'un centre pénitentiaire à Bédenac-Bussac ; principe d'une loi de programme ; situation du justiciable pauvre* [29 octobre 1970] (p. 4930) ; *ses observations sur le fait que le justiciable ne doit pas être victime de son ignorance des règles de procédure ; nécessité de faire juger le justiciable par le juge et non par un expert* (p. 4931) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Problème de l'artisanat* [30 octobre 1970] (p. 4988) ; *ses observations sur la patente, les forfaits, le salaire fiscal et la taxe d'apprentissage ; questions sociales de l'artisanat ; problème de la création d'une retraite minimale ; taxe pour frais des chambres de métiers ; problème du travail noir ; formation professionnelle ; assistance technique* (p. 4989) ; EDUCATION NATIONALE : *Problème des horaires de l'enseignement technique ; revalorisation des fonctions d'inspecteur départemental de l'éducation nationale et de conseiller pédagogique ; conditions de travail des directeurs de C.E.G. ; initiation au latin dès la classe de sixième ; réforme du système des bourses ; possibilité de prévoir un fonds d'aide sociale aux familles de condition modeste ; implantation de l'enseignement maternel en milieu rural ; nationalisation des C.E.G. et des C.E.S. ; exemple du lycée Victor-Duruy à Mont-de-Marsan* [14 novembre 1970] (p. 5562) ; *ses observations sur les conseils de classe ; projet de loi d'orientation relatif aux cycles des lycées et des collèges ; rapports entre l'élève, l'étudiant, sa famille et l'Université* (p. 5563) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions des Livres IV, V et IX du Code de la santé publique : Art. 4 : *Son amendement tendant à modifier le premier alinéa de l'article L. 792 du Code de la santé publique (application du présent statut aux agents titularisés dans un emploi permanent à temps complet du personnel de divers établissements hospitaliers)* [1er décembre 1970] (p. 6052) ; après l'Art. 6 : *Son amendement tendant à compléter le quatrième alinéa de l'article L. 811 du Code de la santé publique par la phrase suivante : « ... Il ne pourra intervenir pour le personnel féminin en état de grossesse médicalement constatée qu'à la fin de la grossesse »* (p. 6053) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière : Ses explications de vote : *Institution d'un service public de santé ; coordination entre les établissements hospitaliers ; statut des hôpitaux* [4 décembre 1970] (p. 6230) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif au bail rural à long terme : *Ses observations sur les sociétés agricoles d'investissement foncier* [11 décembre 1970] (p. 6475) ; *indemnité viagère de départ ; baux à long terme ; groupements fonciers agricoles ; rôle des tribunaux paritaires des baux ruraux* (p. 6476) ; Art. 870-25 du Code rural : *Droit pour les enfants, les petits-enfants et la veuve du preneur d'obtenir la cession du bail* (p. 6479).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la construction de l'avion *Airbus* [11 décembre 1970] (p. 6498, 6499).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Situation des personnes âgées et des handicapés* [16 juin 1971] (p. 3009) ; *problème du chômage ; travailleurs étrangers ; nécessité que le développement économique profite à tous les membres du corps social* (p. 3010) ;

— du projet de loi sur la filiation. Ses explications de vote : *Statut juridique des enfants naturels et adultérins ; vote du groupe Progrès et Démocratie moderne* [6 octobre 1971] (p. 4350) ;

— du projet de loi instituant l'aide judiciaire : *Rôle des barreaux ; caractère libéral de la profession d'avocat ; organisation d'un système de consultation ; notion de secret professionnel ; indépendance de l'avocat* [7 octobre 1971] (p. 4363, 4364) ; après l'Art. 21 : *Impossibilité d'assimiler les bureaux d'aide judiciaire aux bureaux d'aide sociale ; fixation des sessions des bureaux* (p. 4391) ; Commission mixte paritaire : *Assistance judiciaire ; application du texte ; problème de la rémunération ; possibilité de faire des avances aux avoués* [18 décembre 1971] (p. 6957) ; *sa question de savoir comment sera appliqué l'article 7 sur les ressources du justiciable lorsque celui-ci bénéficie d'un forfait fiscal* (p. 6958).

Pose à M. le Ministre de la Justice une question orale sans débat relative aux incompatibilités parlementaires [8 octobre 1971] (p. 4432, 4436).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques : *Fusion des professions d'avocat et d'avoué ; développement de la technique de l'ordinateur* [12 octobre 1971] (p. 4465) ; *indemnisation des avoués ; notion d'indépendance de l'avocat* (p. 4466) ; *son opposition à la motion de renvoi* [13 octobre 1971] (p. 4490) ; en deuxième lecture, Art. 42 : *Cas de l'avocat contraint d'abandonner la nouvelle profession dans le délai de trois ans* [9 décembre 1971] (p. 6571) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : EQUIPEMENT ET LOGEMENT : LOGEMENT ET URBANISME, en qualité de *Rapporteur pour avis : Lutte contre l'habitat insalubre ; crédits consacrés à l'urbanisme* [28 octobre 1971] (p. 5055) ; *ville moyenne ; remodelage des centres des villes ; taxe d'urbanisation ; problème de l'expropriation* (p. 5056) ; JUSTICE : *Rôle de l'institution judiciaire ; système pénitentiaire ; nécessité d'augmenter le nombre des magistrats* [5 novembre 1971] (p. 5372) ; *problème des auxiliaires de justice ; taux de compétence des tribunaux d'instance ; carte de ces tribunaux* (p. 5373) ;

— des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1971 : *Assujettissement des coopératives agricoles à la patente ; ses observations sur les S.I.C.A. ; statut de la coopération* [17 décembre 1971] (p. 6932).

Pose à M. le Ministre d'Etat, chargé de la Défense nationale, une question orale sans débat relative à la situation des personnels de la gendarmerie et de la Garde républicaine [9 juin 1972] (p. 2389, 2390, 2391).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Rossi, Nilès, Gilbert Faure, Valenet et Brocard relatives aux anciens combattants : *Discussion de la proposition de loi tendant à créer une commission chargée d'étudier le problème posé par la situation des anciens d'Afrique du Nord ; constitution d'une commission tripartite sur l'ensemble des revendications du monde combattant* [30 juin 1972] (p. 3064, 3065).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour

1973, JUSTICE : *Condition des magistrats : leur carrière et leurs moyens ; indépendance du juge ; avantages du secret pour le respect de la règle de la présomption d'innocence ; rôle des avocats ; aide judiciaire* [28 octobre 1972] (p. 4521, 4522) ; DÉPENSES MILITAIRES : *Coopération européenne pour une défense indépendante et efficace ; rattrapage des points d'indice des sous-officiers ; répartition des missions de police entre la police d'Etat et la gendarmerie ; octroi rétroactif éventuel de la pension d'invalidité au taux du grade pour les militaires dont les droits à pension ont été ouverts avant 1962* [8 novembre 1972] (p. 4867) ; TRANSPORTS. — III. — AVIATION CIVILE : *Vulnérabilité de notre industrie aéronautique ; desserte aérienne du territoire ; aménagement d'aéroports autour des villes moyennes ; sa demande d'une meilleure desserte pour la région Mont-de-Marsan, Saint-Sever-sur-l'Adour ; piraterie aérienne ; sécurité* (p. 4886) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Maintien de l'exploitation de type familial à responsabilité personnelle ; problème des charges foncières ; urgence du développement des industries agricoles et alimentaires ; conserverie dans le Sud-Ouest ; accroissement du temps de travail et privation de loisirs* [15 novembre 1972] (p. 5209) ; ECONOMIE ET FINANCES. — I. — CHARGES COMMUNES : *Allocations aux personnes âgées ; demande d'une allocation minimale très supérieure aux douze francs par jour prévus actuellement ; situation des rapatriés* [18 novembre 1972] (p. 5492) ; Etat B. — Titre IV : *Abstention du groupe PDM sur ce titre* (p. 5495).

Son rappel au Règlement au nom du groupe Progrès et Démocratie moderne : *S'étonne que le Gouvernement n'ait pas demandé l'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi concernant la retraite anticipée des prisonniers de guerre* [14 décembre 1972] (p. 6202).

Prend part à la discussion du projet de loi portant affiliation des maires et adjoints au régime de retraite complémentaire des agents non titulaires des collectivités publiques : *Dangers de la fonctionnarisation du mandat local ; son souhait d'extension du bénéfice de l'affiliation aux maires et adjoints qui ne sont plus en fonctions, d'affiliation obligatoire et d'une majoration substantielle de l'indemnité de fonctions* [15 décembre 1972] (p. 6278) ; *projet de couverture sociale ; participation de l'Etat* (p. 6279).

CONTE (Arthur)

Député des Pyrénées-Orientales
(2e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est nommé Président directeur général de l'Office de radiodiffusion-télévision française (*J.O.* du 19 juillet 1972, p. 7796).

Remet sa démission de son mandat de Député à M. le Président de l'Assemblée nationale. (*J.O.* du 22 juillet 1972, p. 7789).

Le Président de l'Assemblée nationale prend acte de cette démission [2 octobre 1972] (p. 3840).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — Annexe n° 2. — Affaires étrangères, n° 359 [10 octobre 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — Annexe n° 2. — Affaires étrangères, n° 835 [17 octobre 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — Annexe n° 2. — Affaires étrangères, n° 1395 [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — Annexe n° 2. — Affaires étrangères, n° 2010 [8 octobre 1971].

Sa proposition de loi tendant à remplacer, dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951, les mots : « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire

français annexé par l'ennemi », par les mots : « victimes de la déportation du travail », n° 2073 [25 novembre 1971].

Retrait de cette proposition [4 avril 1972] (p. 787).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe (cas des vins doux naturels soumis au régime fiscal des vins)* [19 juillet 1968] (p. 2349) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2349) ; *retrait de son amendement* (p. 2349) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur spécial : caractère du budget ; fonctionnement des services diplomatiques ; crédits prévus pour notre contribution aux organismes internationaux ; aide militaire à l'étranger ; aide au développement économique de l'Algérie ; crédits en faveur de la presse et de l'information ; action de nos postes à l'étranger ; universalité de la crise morale et philosophique dont le trouble universitaire n'est qu'un signe ; instabilité des deux super-Grands ; rôle du pape ; action du secrétaire général de l'O.N.U. ; construction européenne ; ses observations sur la Méditerranée ; demande si le Président de la République ne pourrait pas présenter une proposition de conférence au sommet* [7 novembre 1968] (p. 4064, 4065) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, après l'Art. 6 : *Situation fiscale des producteurs d'apéritifs à base de vin ; statut des vins doux naturels ; son vœu que le Gouvernement s'engage à défendre ces derniers dans les négociations européennes* [29 octobre 1969] (p. 3045) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION, en qualité de *Rapporteur spécial : Réforme des structures du ministère ; réduction des dépenses de presse et d'information ; problème de nos contributions aux organismes internationaux ; ses observations sur le bouleversement intervenu à la tête des principaux Etats ; importance du drame moral à l'heure actuelle ; primauté de l'économique et du politique ; intervention des forces navales soviétiques en Méditerranée ; relations franco-algériennes ; ses observations sur le Levant ; problème du Vietnam ; conférence européenne au sommet ; union politique de l'Europe* [4 novembre 1969] (p. 3282, 3283) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, après l'Art. 6 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (abrogation de l'Art. 440 du Code général des impôts ; régime fiscal des vins)* [3 juin 1970] (p. 2208) ; *Cas des vins de haute qualité* (p. 2208) ; en deuxième lecture : Art. 6 *bis : Ses observations sur les vins maintenus sous le régime fiscal des vins* [24 juin 1970] (p. 3013) ;

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Possibilité de prévoir une programmation extra-budgétaire ; problème de l'institution d'un fonds national spécial ; absence d'indemnisation ; caractère du projet de loi ; devoir moral et politique du pays* [11 juin 1970] (p. 2496) ; *ses observations sur le déroulement du débat* (p. 2513) ; ses explications de vote : *Dimension humaine du problème ; son vote* [12 juin 1970] (p. 2616).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique générale : *Nécessité d'équilibrer une nouvelle France* [15 octobre 1970] (p. 4330) ; *politique de mouvement et de progrès ; contrats de progrès ; politique de concertation ; rôle de la France dans le concert des nations ; action du Président de la République ; ouverture à l'Est ; idée d'une conférence européenne de la sécurité ; maintien de l'autonomie de notre diplomatie ; résultats obtenus à la conférence de La Haye ; ses observations sur la coopération* (p. 4331) ; *prééminence de l'autorité du Président de la République dans le cadre constitutionnel actuel ; solidité du Gouvernement ; libéralisation du journal télévisé ; nécessité d'une majorité solide ; importance du rôle personnel du Premier Ministre* (p. 4332).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Ses observations sur les services diplomatiques ; travaux de la commission Racine ; programme de modernisation et d'amélioration du fonctionnement de nos services diplomatiques ; insuffisance des dépenses nouvelles de l'admi-*

nistration centrale et de nos services à l'étranger ; réajustement des salaires de nos agents à l'étranger ; problème de leur logement ; services de presse et d'information ; contributions aux organismes internationaux ; insuffisance des crédits pour certains organismes internationaux ; aide militaire ; aide à l'Algérie ; situation méditerranéenne ; présence de la sixième flotte américaine en Méditerranée ; problème de la présence soviétique [5 novembre 1970] (p. 5177); *ses observations sur le drame du Proche-Orient ; initiative de M. Rogers ; problème du retrait d'Israël des territoires occupés ; drame du Viet-Nam ; nécessité d'une grande négociation incluant la République populaire de Chine pour mettre fin au drame du Vietnam ; ses observations sur le discours du Président Nixon à la tribune des Nations unies ; son refus d'accepter la politique des blocs* (p. 5178) ; Titre IV : *problème de l'aide militaire au Laos et au Cambodge* (p. 5227) ; *problème du recrutement dans le cadre de l'O.R.S.T.O.M.* (p. 5227, 5228) ; *retrait de l'amendement de M. Rivain* (p. 5228) ; *ses observations sur les amendements de M. Rocard* (p. 5228) ; *problème des opérations du Tchad* (p. 5229).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Roucaute, Poudevigne, Brugnon, Bertrand Denis, Ansquer relatives aux problèmes agricoles : *Négociations avec l'Espagne d'un calendrier précis d'importations et d'exportations réciproques des fruits et légumes ; appellations d'origine pour les produits fruitiers et légumiers (produits cultivés en serre ou naturellement) ; problème du vin* [16 avril 1971] (p. 1208).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION, en qualité de *Rapporteur spécial : Fonctionnement des services ; secteur de la presse et de l'information ; aide militaire ; contributions internationales ; fonctionnement des services diplomatiques ; recommandations de la commission Racine ; création d'une ambassade à Bahrein ; rétablissement d'un consulat à Kano ; transfert des services de notre ambassade à Brasilia ; sécurité des postes à l'étranger ; rémunération des personnels à l'étranger* [3 novembre 1971] (p. 5204) ; *logement de ces personnels ; politique immobilière du quai d'Orsay ; diffusion et documentation à l'étranger ; contributions internationales ; ses observations sur la Chine* (p. 5205) ; *voyage du Président Nixon à Pékin et à Moscou ; réunification allemande ; adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun* (p. 5206).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au conflit indo-pakistanais [10 décembre 1971] (p. 6662, 6663, 6664).

CORMIER (Paul)

Député du Loir-et-Cher
(3e circonscription)
P.D.M.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est nommé membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole [16 décembre 1968] (p. 5565).

Dépôt :

Son rapport fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 386), modifiée par le Sénat, tendant à faire bénéficier des dispositions du statut du fermage et du métayage les exploitants de nationalité étrangère dont les enfants sont de nationalité française, n° 463 [19 novembre 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 4 : *Droits de timbre ; coût du permis de chasse ; sa proposition de créer une caisse de la chasse permettant d'accorder des aides au peuplement dans les régions déshéritées en gibier noble et des indemnités équitables dans les régions où les animaux nomades causent des dégâts* [19 juillet 1968] (p. 2343, 2344) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 3 : *Question du relèvement de 3.000 à 4.000 francs de l'abattement à la base prévu pour le calcul de la taxe complémentaire pour certaines catégories de redevables ; augmentation des forfaits agricoles* [23 octobre 1968] (p. 3499) ; Art. 8 : *Droit de bail ; nécessité d'exonérer de l'augmentation les baux ruraux* [24 octobre 1968] (p. 3529) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe I de cet article (droit de bail en ce qui concerne les baux, sous-baux et prorogation de baux, de biens ruraux demeurant fixé à 1,49 %)* [24 octobre 1968] (p. 3529) ; Art. 13 : *Dédommagement des dégâts causés aux cultures ; institution de trois types de permis de chasse ; ses observations sur le permis régional ; taxe parafiscale sur les munitions ; consultation des organisations agricoles sur la rédaction des règlements* (p. 3537, 3538) ; *son amendement tendant à supprimer le paragraphe 4 de cet article* (p. 3539) ; *ses observations sur les dispositions de l'article 393 du Code rural* (p. 3539) ; *son amendement tendant à la fin du premier alinéa du paragraphe 6 de cet article à substituer aux mots : « à un minimum fixé par règlement d'administration publique » les mots : « à 200 francs »* (p. 3540) ; *seuil de recevabilité retenu pour agréer la demande d'indemnisation des dégâts* (p. 3540) ; *son amendement tendant à supprimer les deuxième et troisième alinéas du paragraphe 6 de cet article* (p. 3540) ; *pouvoirs de la commission départementale d'évaluation des dégâts* (p. 3540) ; *dégâts relatifs aux cultures* (p. 3540) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa du paragraphe 7 de cet article : « le conseil supérieur de la chasse a toujours la possibilité de demander lui-même au détenteur du droit de chasse, responsable des dégâts, par voie judiciaire ou à l'amiable, de lui rembourser le montant de l'indemnité qu'il a lui-même accordée »* (p. 3541) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3541) ; *retrait de son amendement* (p. 3541) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du paragraphe 8 de cet article (modalités de l'évaluation des dommages qui doivent être réparés par le conseil supérieur de la chasse)* (p. 3541) ; *composition des commissions départementales ; retrait de son amendement* (p. 3541) ; Art. 17 : *Tarif de la taxe de circulation sur les viandes* (p. 3549) ; Art. 23 : *Cotisation individuelle destinée au financement de l'assurance vieillesse des exploitants agricoles ; majoration des prestations de vieillesse* (p. 3559) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Politique agricole à long terme ; revenu agricole ; organisation des marchés agricoles ; aménagement foncier ; productivité agricole ; caractères du budget ; autorisations de programme d'investissement ; crédits destinés au financement des travaux d'aménagement réalisés par les S.A.F.E.R. ; mesures d'ordre social concernant ceux qui doivent quitter l'agriculture ; ses observations sur les bourses ; nécessité de retenir l'application d'un coefficient familial en faveur de ceux dont l'exploitation a une superficie supérieure à la surface de référence mais qui ont à charge une famille nombreuse ; nature juridique de l'exploitation ; crédits affectés à la recherche ; recherche en matière animale ; création d'industries agricoles et alimentaires ; son opposition aux taxes parafiscales sur les œufs et les volailles ; déplacement des Halles de Paris à Rungis ; modernisation des abattoirs de la Villette ; désire savoir quels pourraient être les moyens pour équilibrer notre balance commerciale en l'absence des exportations agricoles ; nécessité de prévoir une charte de la mutation agricole comportant un volet social et un volet économique ; organisation des marchés par les producteurs ; régionalisation des productions* [15 novembre 1968] (p. 4503 à 4505) ; conclusions du rapport de la commission mixte paritaire : *Taxe parafiscale prévue en matière avicole* [10 décembre 1968] (p. 5282).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à faire bénéficier des dispositions du statut du fermage et du métayage les exploitants de nationalité étrangère dont les enfants sont de nationalité française, en qualité de *Rapporteur : modifications faites par le Sénat* [10 décembre 1968] (p. 5260) ;

— des conclusions du rapport de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Godefroy et plusieurs de ses collègues relative à l'institution du paiement du lait en fonction de sa composition et de sa qualité bactériologique, Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* [10 décembre 1968] (p. 5267) ; *frais de ramassage* (p. 5267) ; *retrait de son amendement* (p. 5267) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole : *Inapplication des sanctions prévues dans la loi complémentaire ; libéralisation de la réglementation* [10 décembre 1968] (p. 5275) ; après l'art. 2 : *Son amendement tendant à insérer le nouvel article suivant : « Le 5e alinéa de l'article 188-5 est complété par la disposition suivante : « lorsque la commission départementale demande un complément d'enquête le délai fixé ci-dessus sera prolongé d'un mois »* (p. 5298) ; *son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de l'article 188-7 du Code rural (conséquence de la déchéance du droit d'exploiter)* (p. 5298) ; *possibilité de récupérer les aides versées sur fonds publics à certains demandeurs en cas de cumuls abusifs* (p. 5298) ; ses explications de vote : *problème concernant les fermiers ; conséquence de l'élévation de la superficie minimum d'exploitation* (p. 5312).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Ansquer, Tissandier et Arthur Moulin relatives à l'indemnité viagère de départ : *Nombre d'I.V.D. accordées depuis la réforme ; dispositions restructurantes de l'indemnité viagère ; amélioration du sort des fermiers et des veuves d'exploitants* [10 octobre 1969] (p. 2626).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Art. 12 : *Taux du remboursement forfaitaire accordé aux agriculteurs non assujettis à la T.V.A. ; nécessité de dédommager les agriculteurs des mesures consécutives à la dévaluation ; ses observations sur ses amendements déclarés irrecevables ; relèvement de la franchise et de la décote ; modification du taux de remboursement forfaitaire pour le lait* [29 octobre 1969] (p. 3054) ; après l'art. 12 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « I. — Les associations syndicales autorisées, constituées sous le régime de la loi du 22 décembre 1888 peuvent, sur leur demande, être assujetties à la T.V.A. au titre d'opérations pour lesquelles elles n'y sont pas obligatoirement soumises. Les conditions et les modalités d'option seront fixées par décret ; II. — Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 1969 »* (p. 3054) ; *possibilité de permettre aux associations syndicales autorisées de demander leur assujettissement à la T.V.A.* (p. 3054) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Condamnation des trois jeunes dirigeants agricoles de Loire-Atlantique ; rôle des parlementaires en matière de budget ; informations tendancieuses ; exportations agricoles ; F.O.R.M.A.; F.E.O.G.A.; production laitière ; stocks de beurre ; désir du gouvernement hollandais d'augmenter le cheptel laitier* [18 novembre 1969] (p. 3921, 3922) ; *enseignement et formation des hommes ; crédits du F.A.R. ; enseignement public et privé ; problème des bourses ; brevet d'aptitude agricole et brevet de technicien agricole ; encadrement du Crédit agricole ; recul des dépenses de modernisation ; évolution du revenu agricole ; prix européens des différents produits agricoles ; politique du Gouvernement en matière européenne* (p. 3922, 3923) ; TAXES PARAFISCALES : *Retrait de l'amendement de M. Cazenave* [22 novembre 1969] (p. 4279) ;

— du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel ; après l'art. 6 : *Droit de reprise pour occupation personnelle au propriétaire qui justifie ne pas disposer d'une habitation correspondant à ses besoins ; situation d'un propriétaire âgé dépourvu de ressources et logé dans des conditions précaires ; droit de reprise des propriétaires âgés d'au moins 65 ans* [24 juin 1970] (p. 3004) ;

— des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre 1er du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux groupements fonciers agricoles : *Ses observations sur le F.A.S.A.S.A. et l'I.V.D. ; baux à long terme ; ses observations sur les sociétés agricoles d'investissement foncier ; droit de préemption ; droit de renouvellement au bail* [26 juin 1970] (p. 3188) ; STATUT DU FERMAGE ET DU MÉTAYAGE : Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Duhamel* (p. 3201) ; *son amendement tendant, dans le huitième alinéa du texte proposé pour l'article 845-2 du Code rural, à substituer aux mots « tribunal d'instance » les mots « tribunal paritaire des baux ruraux »* (p. 3201) ; *compétence du tribunal paritaire des baux ruraux* (p. 3201) ; Art. 2 : *Son amendement tendant,*

dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots « peut être accordée également » à insérer les mots « sur avis favorable de la commission départementale des structures (p. 3202) ; *cas où les agriculteurs âgés, candidats à l'I.V.D., ne peuvent trouver aucun cessionnaire* (p. 3202, 3203) ; article additionnel : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (cas où le bénéficiaire du droit de reprise désire constituer une exploitation ayant au plus une superficie égale à la surface minimum susceptible d'ouvrir droit au complément de retraite)* (p. 3203) ; *menace d'une reprise pour les preneurs par leur bailleur âgé de 65 ans* (p. 3203) ; BAIL RURAL A LONG TERME : Art. 870-25 du Code rural : *Son amendement tendant à supprimer les deuxième et troisième alinéas du texte proposé pour cet article* (p. 3204) ; Art. 870-27 du Code rural : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article (conséquence des aménagements et des équipements réalisés par le bailleur)* (p. 3207) ; *modification de son amendement* (p. 3208) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par un nouvel alinéa (cas où le bien loué ne comporte que des terres de culture non logées, sans bâtiment d'habitation ni d'exploitation)* (p. 3208) ; *rôle des commissions consultatives départementales des baux ruraux* (p. 3208) ; Art. 870-29 du Code rural : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa du texte proposé pour cet article : « les dispositions des articles 847 à 850 sont applicables aux baux à long terme »* (p. 3208) ; *ses observations sur le déséquilibre de l'offre et de la demande* (p. 3208, 3209) ; *retrait de son amendement* (p. 3209) ; en deuxième lecture, Art. 870-27 du Code rural : *Prix des baux à longue durée ; rôle de la commission consultative des baux* [11 décembre 1970] (p. 6481) ; Article additionnel : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 6486) ; GROUPEMENTS FONCIERS AGRICOLES : Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (possibilité pour les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural et les sociétés agricoles d'investissement foncier d'adhérer à un groupement foncier agricole)* (p. 3210) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3210) ; *retrait de son amendement* (p. 3211) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, à la fin du premier alinéa de cet article, à supprimer le mot « éventuellement »* (p. 3211) ; *obligation d'un bail rural entre le groupement foncier agricole et le cohéritier ou un tiers qui voudrait l'exploiter* (p. 3211) ; Art. 4 : *Son amendement tendant, à la fin de la première phrase de cet article, à susbstituer aux mots « qu'il se propose de consentir » le mot « consenti »* (p. 3213) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article : « Le capital du groupement foncier agricole ne peut être constitué par plus de 30 % d'apports en numéraire »* (p. 3213) ; *retrait de son amendement* (p. 3213) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi la première phrase du deuxième alinéa de cet article : « Le groupement foncier agricole doit investir les apports en numéraire dans les immeubles à destination agricole dans le délai d'un an* (p. 3214) ; *retrait de son amendement* (p. 3214) ; en deuxième lecture, Art. 5 : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Beylot à substituer au mot : « également » le mot : « obligatoirement »* [11 décembre 1970] (p. 6520) ; *difficultés rencontrées par les familles qui restent dans l'indivision* (p. 6520) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1971 : Art. 8 : *Situation des agriculteurs : définition du forfait collectif agricole par région ; ses observations sur les charges foncières définition du prix de la terre ; fixation du plafond à partir duquel les agriculteurs sont passibles de l'imposition au bénéfice réel ; situation des viticulteurs ; publication du montant des impôts versés et des aides reçues par chacun* [22 octobre 1970] (p. 4523) ; deuxième partie : EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT : *Manque de coordination dans la conception de l'aménagement et dans l'exécution des travaux ; problèmes fonciers en relation avec la construction ; allocation logement ; situation des entreprises du bâtiment* [5 novembre 1970] (p. 5150) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Fonds d'action sociale; baux ruraux à long terme; groupements agricoles fonciers ; indemnité viagère de départ ; sociétés agricoles d'investissement foncier ; coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole ; enseignement agricole ; maisons familiales ; possibilité pour les conseils généraux de préfinancer certains travaux au moyen d'emprunts départementaux* [7 novembre 1970] (p. 5330) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article : « des caisses de crédit agricole mutuel »* [9 décembre 1970] (p. 6351) ; *situa-*

tion des caisses d'épargne et des caisses de crédit mutuel agricole (p. 6351) ; *retrait de son amendement* (p. 6351) ; *son amendement tendant à supprimer le neuvième alinéa de cet article : « des caisses de crédit mutuel adhérentes à la confédération nationale du crédit mutuel »* (p. 6351) ; *son amendement tendant à supprimer le onzième alinéa de cet article : « la caisse de crédit agricole »* (p. 6351) ; *retrait de ses amendements* (p. 6351) ; *son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Grussenmeyer, après les mots : « les banques populaires » à insérer les mots : « les caisses de crédit agricole mutuel et la caisse nationale de crédit agricole »* (p. 6353) ; *ses observations sur son sous-amendement* (p. 6353).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Roucaute, Poudevigne, Brugnon, Bertrand Denis, Ansquer relatives aux problèmes agricoles : *Inquiétude des dirigeants de la caisse nationale de crédit agricole ; prix du lait ; indemnité viagère de départ ; crédit agricole* [16 avril 1971] (p. 1203).

Pose à M. le Premier ministre une question d'actualité relative aux examens dans l'enseignement secondaire [23 avril 1971] (p. 1416).

Prend part au débat sur la question orale de M. Poncelet relative au financement des budgets locaux : *la situation préoccupante des collectivités locales, compte tenu des perspectives du VIe Plan ; le problème de l'application aux communes de la taxe sur la valeur ajoutée* [23 avril 1971] (p. 1427).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel, Ses explications de vote : *importance du projet de loi pour assurer le succès de la politique d'industrialisation* [8 juin 1971] (p. 2500) ;

— du projet de loi sur l'apprentissage : Art. 12 : *Ses observations sur les mots : « scolarité du premier cycle de l'enseignement secondaire »* (p. 2519) ; *son opposition à ce que les enfants soient livrés au marché du travail* (p. 2519) ; ses explications de vote : *Finalité de l'apprentissage* (p. 2536) ;

— du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles : *Retrait de l'amendement de M. Halbout* (p. 2537) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Problème de la petite et moyenne entreprise ; diminution de la population active dans l'agriculture ; problème de la parité des revenus ; aménagement du territoire* [16 juin 1971] (p. 2962) ; *problème de l'emploi ; politique financière ; politique de crédit* (p. 2963) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Art. 4 : *Taux de remboursement forfaitaire de la T.V.A. pour le lait et la viande ; pénalisation des aviculteurs, en particulier des producteurs d'œufs* [21 octobre 1971] (p. 4740) ; Art. 9 : *Détaxe des carburants limitée à la superficie de 15 hectares pour les bénéficiaires* (p. 4746) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : EQUIPEMENT ET LOGEMENT : EQUIPEMENT : *ses observations sur les micro-régions situées loin des grands axes des schémas directeurs ; comportement des sociétés privées chargées de réaliser certains grands équipements, notamment les autoroutes ; exemple de Vendôme et du Perche vendômois* [28 octobre 1971] (p. 5024) ; LOGEMENT ET URBANISME : *Amélioration de l'habitat rural* [29 octobre 1971] (p. 5098) ; *possibilité de bonifier les prêts pour aboutir à une formule de prêt unique ; conservation de l'habitat ancien ; régionalisation de la loi du 1er septembre 1948 ; revalorisation de la valeur locative des logements soumis à l'application de la loi du 1er septembre 1948 ; majoration de l'abattement forfaitaire sur l'imposition des revenus fonciers urbains* (p. 5099) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Rôle des agriculteurs* [15 novembre 1971] (p. 5718) ; *problème de la T.V.A. ; ses observations sur les directives d'ordre socio-culturel retenues par la commission de Bruxelles* (p. 5719).

Son rappel au règlement : *discussion du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs en agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles* [23 novembre 1971] (p. 6027).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Pierre Lelong tendant à amender l'ordonnance du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopéra-

tives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixte d'intérêt agricole : après l'art. 23 : *Son amendement indiquant que les coopératives forment une catégorie spéciale de société* [23 novembre 1971] (p. 6038) ; *possibilité pour les coopératives de revêtir la forme de société civile ou de société commerciale* (p. 6038) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971 : *Statut des coopératives agricoles* [7 décembre 1971] (p. 6440) ; *imposition au bénéfice réel des agriculteurs dont le chiffre d'affaires dépasse 500.000 francs* (p. 6441) ; Art. 10 : *Situation des propriétaires des établissements classés dangereux, insalubres et incommodes* (p. 6455) ; en deuxième lecture : ses explications de vote ; *son vote sur ce texte* [20 décembre 1971] (p. 7010).

Pose à M. le ministre de l'agriculture une question orale sans débat relative aux directives socio-structurelles de la Communauté européenne [10 décembre 1971] (p. 6672, 6673, 6676).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques, Art. 11 : *Situation des caisses de crédit mutuel* [18 décembre 1971] (p. 6968) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier diverses dispositions du Code rural, Art. 4 *bis : Problème des cumuls* [20 décembre 1971] (p. 6991).

Décédé le 13 avril 1972 (*J.O.* 15 avril 1972) (p. 4018).

Son éloge funèbre est prononcé [25 avril 1972] (p. 989, 990).

CORNET (Pierre)

Député de l'Ardèche
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2192).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [29 avril 1969] (p. 1129), [3 avril 1970] (p. 786), [6 avril 1971] (p. 923), [5 avril 1972] (p. 804).

Est élu vice-président de cette Commission [3 avril 1970] (p. 786).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Cesse d'appartenir à cette commission [19 octobre 1972] (p. 4248).

— membre suppléant de la Commission supérieure des prestations sociales agricoles [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [19 octobre 1972] (p. 4248) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 402) tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie [18 novembre 1968] (p. 4672) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant régime fiscal de certains investissements dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation [24 juin 1971] (p. 3407);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière [24 juin 1971] (p. 3408) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1973 [12 décembre 1972] (p. 6086).

Dépôts :

Sa proposition de loi portant statut de la profession de conseiller juridique, n° 932 [3 décembre 1969].

Sa proposition de loi visant à donner aux jugements rendus par des tribunaux pour enfants une publicité anonyme permettant de faire connaître aux mineurs les peines qu'ils encourent en cas d'infractions et de rappeler aux parents qu'ils sont civilement responsables de leurs enfants mineurs, n° 1062 [9 avril 1970].

Sa proposition de loi sur l'organisation des professions juridiques et judiciaires, n° 1510 [10 décembre 1970].

Sa proposition de loi relative aux rapports annuels de la Cour des Comptes, n° 1511 [10 décembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 5 du Code pénal relatif au cumul des peines, n° 1799 [9 juin 1971]

Sa proposition de loi relative à la radiation d'office des listes électorales des abstentionnistes d'habitude, n° 2281 [31 mai 1972].

Sa proposition de loi d'orientation relative au développement régional accéléré, n° 2670 [22 novembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur l'aide à l'investissement : *Liste des matériels donnant droit à déduction ; période d'amortissement ; possibilité d'envisager l'extension du projet de loi au profit du secteur des engins, matériels et équipements de construction destinés aux travaux publics et à l'industrie du bâtiment* [25 septembre 1968] (p. 2887) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ - SERVICES GÉNÉRAUX - CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Compétence du ministre ; problème de l'harmonisation des interventions de l'Etat ; modification des périmètres des zones de rénovation à économie rurale dominante ; unification des conditions d'octroi des indemnités viagères de départ et des bourses ; refus d'étendre à la zone orientale du Massif central les avantages de la zone II ; régionalisation sélective ; ses observations sur la décision de l'organisation régionale d'étude des aires métropolitaines de Lyon qui prévoit un développement des résidences secondaires aux alentours de la métropole d'équilibre* [4 novembre 1968] (p. 3856) ;

Pose à M. le ministre de l'Equipement et du Logement une question orale sans débat, relative à l'augmentation de la construction de logements [15 novembre 1968] (p. 4480, 4481).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Importance du département ; ses observations sur la participation ; problème de la centralisation; question des cumuls et des incompatibilités; régionalisation des aides ; création d'un fonds régional de péréquation ; nécessité d'un changement de mentalité chez les responsables régionaux; exemple de la région Rhône-Alpes* [13 décembre 1968] (p. 5479, 5480).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Ses observations sur la dilution des efforts financiers ; carte des aides ; octroi des primes de développement et des primes d'adaptation ; différences de régime entre les régions ; rôle des élus pour l'avenir de leurs régions* [7 novembre 1969] (p. 3538, 3539) ; CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Service militaire universel court ; risque d'un hiatus entre l'armée et le pays ; options civiles de l'armée française ; utilisation de l'armée pour améliorer les services médicaux ; fonctionnement sur les autoroutes et les votes express ; ses observations sur les unités alpines ; liquidation des cimetières de voitures ; rôle de l'armée dans la destruction de ruines sur certaines exploitations agricoles* [17 novembre 1969] (p. 3858) ; AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Statut des médecins chargés des services hospitaliers ; foyers pour personnes âgées ; procédure administrative pour l'approbation du programme en vue de la construction ou de l'extension d'une collectivité hospitalière ; problème du financement privé ; instituts médico-pédagogiques ; instituts médico-professionnels ; problème des installations pour handicapés physiques* [21 novembre 1969] (p. 4202, 4203) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Problème des concentrations ; ses observations sur les régions rurales ; sentiment de frustration d'une partie de la population ; aménagement de l'espace rural ; essor touristique ; ses observations sur la forêt* [17 juin 1970] (p. 2741) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ : CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET L'ACTION RÉGIONALE : *Ses observations sur les périmètres des zones de rénovation rurale ; problèmes des zones, dites de montagne ; reclassement du personnel du centre d'énergie atomique de Pierrelatte ; ses observations sur le secteur du textile* [3 novembre 1970] (p. 5037) ; *politique de réserves foncières ; possibilité que le F.I.A.T. aide les collectivités à obtenir des prix de terrain relativement bas ; bonifications d'intérêt pour la construction d'usines en dehors des villes* (p. 5038) ;

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales : *Dimension de la circonscription communale ; constructions scolaires ; allégement de la tutelle ; problème de la compétence des fonctionnaires locaux ; utilité du maintien de la communication pour avis aux agents de l'Etat des projets communaux ; son vote* [25 novembre 1970] (p. 5904).

Prend part au débat sur la question orale de M. Poncelet relative à l'application de la T.V.A. aux travaux d'équipement des collectivités locales ; *intérêt de la coopération intercommunale ; diminution de la T.V.A. sur les travaux effectués par des communes groupées, fusionnées ou syndiquées ; regroupement des communes en « syndicats de planification »* [11 décembre 1970] (p. 6511).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *programmes régionaux de développement économique* [17 juin 1971] (p. 3066) ; *modalités de la croissance ; équilibre économique ; réforme territoriale des zones 1 et 2 ; axe mer du Nord-Méditerranée ; attribution des aides industrielles* (p. 3067) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : SERVICES DU PREMIER MINISTRE : PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Ses observations sur le fait que l'urbanisation paraît l'emporter sur le développement industriel ; situation des populations rurales ; régionalisation des crédits ; aménagement de l'espace communal* [25 octobre 1971] (p. 4880) ; *modification de la carte des aides* (p. 4881) ; SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Aide à la famille ; hôpitaux ruraux* [4 novembre 1971] (p. 5301) ; *rôle du corps médical rural* (p. 5302) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur les plants de vignes rentrant dans la catégorie des « tolérés »* [16 novembre 1971] (p. 5760) ; *ses observations sur la pêche et la poire ; situation des arboriculteurs ; indemnité viagère de départ* (p. 5761) ;

— du projet de loi relatif à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde : *Ses observations sur la région des Boutières ; classement des communes de montagne ; création de parcs naturels, nationaux ou régionaux ; ses observations sur les opérations agro-sylvo-pastorales et touristiques* [18 novembre 1971] (p. 5935, 5936) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Dépenses de fonctionnement ; problème des incompatibilités* [26 avril 1972] (p. 1060, 1061) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Médiocrité des retraites acquises ; garantie d'un minimum décent pour tous les retraités* [17 mai 1972] (p. 1596) ;

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal : *Carrière et formation du personnel communal* [31 mai 1972] (p. 2028) ; *modernisation des collectivités locales ; situation des communes rurales* (p. 2029).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la récolte des pêches [21 juin 1972] (p. 2698).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Viticulture* [14 novembre 1972] (p 5175) ; *commercialisation des fruits ; organisation des arboriculteurs ; surveillance par le service de la répression des fraudes du secteur organisé alors qui néglige la surveillance des marchés locaux ; sa demande de prise en charge des frais d'insémination artificielle et des frais de contrôle laitier pour l'économie de montagne ; gîtes ruraux ; installation d'industries alimentaires et agricoles* (p. 5176).

CORNETTE (Maurice)

Député du Nord
(12e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970], (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière [24 juin 1971] (p. 3408) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Son rapport fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur : 1°) le projet de loi (n° 2207) modifiant la loi validée et modifiée du 2 novembre 1943 relative à l'organisation du contrôle des produits antiparasitaires à usage agricole ; 2°) la proposition de loi (n° 1469) relative à l'emploi des pesticides, insecticides et herbicides, n° 2219 [4 avril 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 2613), modifié par le Sénat, étendant le champ d'application de la loi validée et modifiée du 2 novembre 1943 relative à l'organisation du contrôle des produits antiparasitaires à usage agricole, n° 2679 [22 novembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Equipements industriels ou portuaires ; ses observations sur Dunkerque ; liaison autoroutière Dunkerque-Lille ; saturation de l'actuel avant-port de Dunkerque ; ses observations sur le corps des officiers de port* [13 novembre 1969] (p. 3686, 3687) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.-S.A. : *Problème de l'hydraulique ; cas du Nord ; dossiers de calamités agricoles ; exemple de la plaine littorale du Nord-Pas-de-Calais* [19 novembre 1969] (p 3993, 3994).

Prend part au débat sur la déclaration du gouvernement relative à la politique économique et financière : *Plan de redressement économique et financier ; caractère de notre économie : interdépendance des économies occidentales ; ses observations sur le secteur privé et le secteur public ; nécessité d'instaurer plus de participation directe des agents économiques publics et privés ; revision des facteurs qualitatifs d'improductivité ; danger de l'inflation importée ; nécessité de développer la communauté européenne* [13 mai 1970] (p. 1675, 1676).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : Article unique : *Ses observations sur les régions frontalières ; harmonisation des aides à l'industrialisation entre les Etats membres de la C.E.E. ; retrait des amendements de M. Lebas* [18 juin 1970] (p. 2815) ; *harmonisation des législations sociales et fiscales dans le cadre de la C.E.E. ; retrait de l'amendement de M. Lebas* (p. 2816).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Roucaute, Poudevigne, Brugnon, Bertrand Denis, Ansquer, relatives aux problèmes agricoles ; *organisation économique encore insuffisante (porcs et pommes de terre) ; incitation aux groupements de producteurs organisés ; cotation des marchés* [16 avril 1971] (p. 1208, 1209).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, du projet de

loi relatif à diverses opérations de construction et des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil : *Problème de l'adaptation du coût du logement et de ses charges aux revenus des ménages ; coût de la construction ; situation des jeunes foyers et des travailleurs étrangers ; rapport qualité-prix en matière de construction* [10 juin 1971] (p. 2674) ; *nécessité de préserver les sites naturels ou historiques* (p. 2675) ; PROJET DE LOI RELATIF AUX HABITATIONS A LOYER MODÉRÉ, MODIFIANT LE CODE DE L'URBANISME ET DE L'HABITATION, Art. 12 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 183 bis du Code de l'urbanisme à substituer aux mots : « ou accordé » les mots : « ou ne peut justifier de programmes agréés mais non encore financés correspondant à ce même nombre de logements ou n'a pas accordé »* [11 juin 1971] (p. 2766) ; *retrait de son amendement* (p. 2766) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article après les mots : « peut être antérieur » à insérer les mots : « de dix ans au plus »* (p. 2767) ; *retrait de son amendement* (p. 2767) ;

— du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière, Art. 9 : *Désire savoir si les titulaires du droit de préemption ne sont pas autorisés à prendre possession du bien qu'ils ont acquis avant d'en avoir réglé le prix ; durée du préavis auquel est tenu le titulaire du droit de préemption envers les propriétaires et les locataires* [12 juin 1971] (p. 2867) *possibilité du propriétaire de réaliser le bien inclus dans le périmètre d'une Z.A.D., vis-à-vis des titulaires du droit de préemption ; cas où les propriétaires sont tenus de procéder à l'acquisition* (p. 2868) ; Art. 9 de la loi du 26 juillet 1962 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé pour cet article par la phrase suivante : « Il est tenu d'informer les locataires occupant le bien objet de la demande »* (p. 2873) ; *cas où le propriétaire d'un bien demande au titulaire du droit de préemption de procéder à l'acquisition* (p. 2873) ; *son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par de nouvelles dispositions (information des locataires visés à l'alinéa précédent)* (p. 2873) ; *cas où le titulaire du droit de préemption décide de procéder à l'acquisition du bien* (p. 2873) ; *fixation de l'indemnisation* (p. 2874) ; *information des locataires* (p. 2874, 2875) ; *nouvelle rédaction de son amendement* (p. 2875) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Prix des productions animales ; nécessité de soutenir le marché ; urgence d'un plan global d'actions en faveur de la plaine littorale du Nord-Pas-de-Calais ; ressources des associations de wateringues ; revenu cadastral* [16 novembre 1971] (p. 5762, 5763).

Pose à M. le Premier ministre une question d'actualité relative à la cotation néerlandaise des fromages [2 juin 1972] (p. 2151).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant la loi validée et modifiée du 2 novembre 1943 relative à l'organisation du contrôle des produits antiparasitaires à usage agricole, en qualité de *Rapporteur ; le contrôle de l'usage des produits anti-parasitaires ; les procédures d'homologation ; l'apparition de produits nouveaux rendant nécessaire l'actualisation de la loi du 2 novembre 1943 ; la nécessité de concilier les impératifs économiques de productivité et la protection de la santé publique ; le renforcement des moyens du service de la protection des végétaux* [2 octobre 1972] (p. 3842) ; Article premier de la loi du 2 novembre 1943 : *Ses quatre amendements (extension de l'objet de l'article) ; adoption* (p. 3845) ; *ses deux amendements visant à disjoindre la notion de dispense d'homologation et celle de la publicité ; le renforcement du contrôle des produits anti-parasitaires par l'interdiction ou la limitation de certains usages de ces produits ; retrait du second amendement, devenu sans objet* (p. 3846) ; après l'Art. 2 de la loi précitée ; Art. 11 : *Son amendement de forme ; adoption* (p. 3848) ; Art. 3 du projet de loi : *son amendement tendant à la modification du Titre ; adoption* (p. 3849) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : modifications faites par le Sénat ; possibilité de retrait d'homologation ; validité des autorisations provisoires ; dangers d'une procédure d'autorisation provisoire non limitée dans le temps* [30 novembre 1972] (p. 5768) ; *intitulé du projet de loi* (p. 5769) ; Art. 3 de la loi du 2 novembre

1943 : *Son amendement tendant à préciser la notion d'innocuité* (p. 5770) ; *son amendement (retrait d'homologation)* (p. 5770), Art. 6 de la loi du 2 novembre 1943 : *son amendement (durée maximale d'autorisation provisoire)* (p. 5770).

Prend part à la discussion générale du projet de loi de finances pour 1973 : *Aspects psychologiques de la fiscalité ; enseignement à l'école de l'économie générale et de la fiscalité afin de modifier les comportements ; contrôle et contentieux des impôts ; rapports entre l'administration et les administrés ; réduction des inégalités entre salariés et non-salariés ; système du forfait ; exploitants agricoles : seuils d'exonération risquant d'entraîner des attitudes malthusiennes ; régime du « réel simplifié » ; centres comptables conventionnés* [24 octobre 1972] (p. 4313, 4314) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Organismes bénéficiaires de la taxe parafiscale sur la chicorée à café ; sa demande de relèvement d'au moins 50 % des seuils d'exonération des élevages porcins complémentaires d'exploitations de polyculture ; mesures fiscales nécessaires pour maintenir à la terre les exploitants jeunes, qualifiés et dynamiques ; sa question sur la fiscalité des producteurs-éleveurs ; votera ce budget* [15 novembre 1972] (p. 5602) ; EQUIPEMENT ET URBANISME : *Succès de la présentation, sous forme de budget de programme ; ports Dunkerque, Le Havre, Marseille-Fos, Rouen, Nantes, Saint-Nazaire, Bordeaux* [17 novembre 1972] (p. 5383) ; *retard pour les voies navigables ; diversification du trafic fluvial ; liaisons Rhin-Rhône, Seine-Est et Seine-Nord ; hétérogénéité de notre réseau fluvial ; problème des chaussées empruntant les berges et des dégradations mutuelles ; procédure de déclassement ; infrastructures routières ; rôle des constructeurs et des usagers pour la sécurité ; extension du réseau autoroutier ; aménagement des grands axes de circulation en rase campagne ; entretien et renforcement du réseau national ; franchissement du seuil de gêne sur 15.000 kilomètres de routes nationales, du seuil d'encombrement sur 3.700 kilomètres ; programme de renforcement coordonné ; sécurité, viabilité hivernale, signalisation verticale et horizontale, circulation en période de charge, points chauds* (p. 5384) ; *vote de son groupe pour ce budget* (p. 5385) ; TAXES PARAFISCALES : *Ses deux amendements de suppression de la ligne 53 et de la ligne 54 : « taxes sur la chicorée à café » car celles-ci ne bénéficient ni à la confédération nationale des planteurs de chicorée à café ni au syndicat national des sécheurs de chicorée à café qui ne bénéficient plus de l'agrément ; retrait* [18 novembre 1972] (p. 5479, 5480).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Maurice Faure, Pierre Villon, Fouchier, Bricout, Bertrand Denis relative aux problèmes de la viande ; *nécessité pour l'Office de la viande d'être libéral, interprofessionnel, efficace et de s'occuper de toutes les viandes* [1er décembre 1972] (p. 5832).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'organisation interprofessionnelle de la production de pommes de terre [15 décembre 1972] (p. 6259).

CORRÈZE (Roger)

Député du Loir-et-Cher
(2e circonscription)
App. U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212) ;

— membre de la Commission de la production et des échanges [3 avril 1969] (p. 851) ; [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2419 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2498 de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale [1er juillet 1972] (p. 3123) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orien-

tation du commerce n° 2750 [12 décembre 1972] (p. 6085) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel à la Société nationale industrielle aérospatiale et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation [20 décembre 1972] (p. 6416).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à compléter le titre Ier du Code de la route par des dispositions interdisant le transport des mineurs de moins de seize ans par des conducteurs de véhicules automobiles n'ayant pas obtenu l'accord de ceux ayant autorité sur ces mineurs, n° 749 [27 juin 1969].

Sa proposition de loi tendant à faire du 8 mai un jour férié, n° 1094 [22 avril 1790].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 1585 du Code général des impôts afin de créer, au bénéfice des communes, une taxe facultative sur les propriétés permettant l'exercice du droit de chasse, n° 1168 [27 mai 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1973) relatif à l'emploi de chef de musique de la garde républicaine de Paris et aux possibilités de maintien en service au-delà de la limite d'âge des musiciens de la garde républicaine de Paris, n° 2084 [30 novembre 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 13 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe 4 de cet article, après les mots : « conseil supérieur de la chasse » à insérer les mots : « de sa propre initiative ou sur la demande des agriculteurs susceptibles d'être sinistrés, demande approuvée du ou des maires des communes intéressées »* [24 octobre 1968] (p. 3540) ; *ses observations sur le classement de certaines espèces nuisibles dans un département ; retrait de son amendement* (p. 3540) ; *son amendement tendant au paragraphe V de cet article, après les mots : « par l'article 373 du Code rural » à insérer les mots : « ou de tout autre massif forestier privé ou domanial. »* (p. 3540) ; *ses observations sur le fait qu'il n'y a pas de plans de chasse ou de réserves cynégétiques dans toutes les forêts* (p. 3540) ; *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa du paragraphe VI de cet article* (p. 3540) ; *mise en place de clôtures destinées à s'opposer à la pénétration des sangliers et du gros gibier dans les propriétés* (p. 3540) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa du paragraphe 7 de cet article, après les mots : « laisser subsister » à insérer les mots : « pour celui-ci »* (p. 3541) ; *possibilité de laisser au conseil supérieur de la chasse la faculté d'exercer contre le responsable des dommages l'action fondée sur l'article 1382 du Code civil* (p. 3541) ; *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du paragraphe 7 de cet article* (p. 3541) ; *retrait de son amendement* (p. 3541) ; *son amendement tendant à supprimer le quatrième et dernier alinéa du paragraphe 7 de cet article* (p. 3541) ; *retrait de son amendement* (p. 3541) ;

— en quatrième lecture, du projet de loi tendant à modifier les articles 1952 à 1954 du Code civil sur la responsabilité des hôteliers, Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 1954 du Code civil* [14 octobre 1970] (p. 4261) ; *difficulté de faire la preuve que des objets ont été laissés dans une voiture puis dérobés ; distorsion du régime juridique du stationnement des véhicules selon que le lieu de stationnement est un hôtel ou un garage-parking* (p. 4261) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 1954 du Code civil, à substituer aux mots : « pas aux animaux vivants » les mots : « ni aux objets faisant partie du chargement de véhicules et laissés sur place, ni aux animaux vivants »* (p. 4262) ;

— du projet de loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif : *Insuffisance des crédits ; rapports du secrétariat d'Etat avec le ministère de l'Education nationale ; rôle des maîtres municipaux d'éducation physique* [22 juin 1971] (p. 3260) ; *équipement du milieu urbain ; utilisation des installations en hiver ; concours du génie et des ponts et chaussées ; implantation des centres de vacances ; lancement sur le plan national de concours*

de piscines économiques couvertes et de concours régionaux de gymnases (p. 3261) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter cet article (composition du comité chargé de répartir les crédits)* (p. 3269) ; *ses observations sur son amendement ; retrait de celui-ci* (p. 3269) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : SERVICES DU PREMIER MINISTRE : JEUNESSE, SPORTS et LOISIRS : *Exécution de la loi de programme* [6 novembre 1971] (p. 5483) ; *place du sport français sur le plan international ; distinction entre l'éducation physique et l'éducation sportive ; rôle de l'association sportive scolaire et universitaire ; possibilité de créer de grandes commissions sportives ou des offices municipaux omnisports au niveau de chaque municipalité ou dans le cadre cantonal* (p. 5484, 5485) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, Art. 1er : *Application des mesures envisagées* [19 mai 1972] (p. 1739, 1740) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973 : COMMERCE ET ARTISANAT : *Insuffisance des crédits ; formation professionnelle et technique ; demande le dépôt d'un projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat ; fiscalité* [26 octobre 1972] (p. 4417) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE - SECTION II. — JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Malaise du sport français ; mauvais résultats de Munich dus à la permanence d'une conception dépassée du sport en France ; nécessité de combler l'écart entre les prévisions de la loi de programme et les réalisations et de dégager des sommes du fonds d'action conjoncturelle ; équipements industrialisés ; crédits bien employés* [27 octobre 1972] (p. 4463, 4464) ; Titre III : *Son amendement réduisant les crédits de ce titre ; situation des inspecteurs départementaux* (p. 4480, 4481) ; *retrait* (p. 4481).

COUDERC (Pierre)
Député de la Lozère
(1re circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Est élu Vice-président de cette Commission [3 avril 1969] (p. 850), [3 avril 1970] (p. 786), [6 avril 1971] (p. 923), [5 avril 1972] (p. 804).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une contribution de solidarité au profit de certains régimes de protection sociale des travailleurs non salariés [19 décembre 1969] (p. 5106) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création et au fonctionnement des organismes privés dispensant un enseignement à distance ainsi qu'à la publicité et au démarchage faits par les établissements d'enseignement [18 juin 1971] (p. 3133) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à certaines conditions d'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant le titre 1er du Livre IV du Code de la santé publique, l'article L 404 du Code de la sécurité sociale et relative à l'organisation des professions médicales [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre de la Commission parlementaire consultative instituée par l'article 13 de la loi n° 72-553 du 3 juillet 1972 portant

statut de la Radiodiffusion-télévision française [12 octobre 1972] (p. 4125).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Economie des régions de montagne ; zones de rénovation rurale ; modalités d'attribution de l'indemnité viagère de départ ; cas de la Lozère ; opérations de remembrement ; rôle des S.A.F.E.R.* [19 novembre 1969] (p. 3972) ; *nécessité de développer le tourisme ; transport des élèves ; indemnités d'éloignement ; problème des bourses* (p. 3972) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 3 de la loi du 12 juillet 1966 : *Situation des médecins et des pharmaciens salariés d'établissements hospitaliers* [3 décembre 1969] (p. 4552) ;

— du projet de loi relatif aux avantages sociaux des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés, Art. L 613-7 du Code de la sécurité sociale : *Ses observations sur le fait que les affiliés au régime général continuent à bénéficier, pendant les deux mois qui suivent la cessation de travail, des prestations maladie et de la couverture de la sécurité sociale ; cas des médecins qui ne sont plus conventionnés* [4 juin 1970] (p. 2249) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT - CRÉDITS CONCERNANT L'ÉQUIPEMENT : *Importance des moyens de communication ; aménagement du réseau routier ; problèmes de la Lozère ; ses observations sur la route n° 9, Clermont-Ferrand-Béziers ; ses observations sur les nationales n°s 107 et 107 bis ; liaison Méditerranée-Massif central-Paris ; remise en état des routes* [4 novembre 1970] (p. 5097) ; *ses observations sur la ligne de chemin de fer qui dessert la ville de Mende ; désire savoir s'il ne serait pas possible d'avancer les dates d'affectation des autorisations de programme pour les opérations intéressant les routes nationales des régions de montagne* (p. 5098) ;

— du projet de loi portant approbation du VI^e^ Plan de développement économique et social : *Ses observations sur l'arrière-pays du Languedoc-Roussillon et de la partie basse du Massif central; problème du département de la Lozère ; ses observations sur la voie de chemin de fer Le Monastier-La Bastide* [17 juin 1971] (p. 3064) ; *relations Paris-Clermont-Ferrand ; construction de résidences secondaires ; expérience des zones de rénovation rurale* (p. 3065) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions, Art. 16 : *Son amendement (crédits spécifiques aux zones de rénovation rurale, de montagne, et des parcs nationaux)* [27 avril 1972] (p. 1147).

COUMAROS (Jean)

Député de la Moselle
(6^e^ circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Son avis présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 864) relatif à l'application de certains traités internationaux, n° 900 [20 novembre 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 869) autorisant l'approbation de l'accord instituant la conférence européenne de biologie moléculaire, signé à Genève le 13 février 1969, n° 914 [27 novembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1922) autorisant l'approbation de l'échange de lettres franco-espagnol du

2 août 1968, relatif à la suppression du délai de six ans opposable aux travailleurs espagnols occupés en France, en ce qui concerne les indemnités pour charges de famille et les soins de santé dont bénéficient leurs familles demeurées en Espagne, n° 2049 [5 novembre 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1925 relative à la réparation des dégâts causés aux cultures par les sangliers dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle : *Désire savoir à quel titre on impose une contribution aux réservataires de chasse en plaine* [14 octobre 1969] (p. 2641) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Nombre des vieux ; rupture familiale dans la société moderne ; nécessité d'éviter un fossé entre les jeunes et les vieux ; principes immuables de l'humanisme ; prix des journées ; discrimination entre hôpitaux et hospices* [21 novembre 1969] (p. 4206) ;

— du projet de loi relatif à l'application de certains traités internationaux en qualité de *Rapporteur pour avis : Mise en œuvre de la liberté d'établissement et des prestations de services à l'intérieur de la Communauté économique européenne ; rôle des parlements des six Etats membres ; liens entre les parlements nationaux et les institutions communautaires ; possibilité d'assurer une publicité plus grande aux activités du Parlement européen et d'informer davantage les parlements de l'évolution des problèmes communautaires ; absence de lien entre le Parlement européen et les parlements nationaux et la commission des communautés européennes ; action du Parlement européen en faveur de l'association avec les pays africains et malgache ; désir du Parlement européen de participer à l'investiture des membres de la Commission ; pouvoir de ratification en ce qui concerne la conclusion des accords internationaux ; extension de ces pouvoirs budgétaires ; extension de l'assiette électorale des parlements européens* [25 novembre 1969] (p. 4345, 4346) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord instituant la Conférence européenne de biologie moléculaire, signé à Genève le 13 février 1969, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur l'organisation européenne de biologie moléculaire ; son financement ; ses activités* [4 décembre 1969] (p. 4618, 4619) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES - SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Ses observations sur la rage ; exemple des départements touchés ; conséquences de la rage* [28 octobre 1970] (p. 4847) ; *problème de la vaccination* (p. 4848).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Feix, Marette, Carpentier, Ducray et Claudius-Petit relatives aux travailleurs immigrés : *Législation française en matière de sécurité sociale, de droit au travail et de naturalisation (article 245 du Code de sécurité sociale) ; problème des travailleurs étrangers en Lorraine et en Moselle ; intégration respectant la personnalité des travailleurs étrangers ; réactions de la population* [15 octobre 1971] (p. 4630, 4631).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Métier de médecin ; ses observations sur le « civisme médical » ; causes du déficit de la Sécurité sociale* [4 novembre 1971] (p. 5327) ; *nécessité pour le médecin de prescrire beaucoup de médicaments* (p. 5328) ; EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur le grec ; rôle d'Hippolyte Ducos ; impossibilité de dissocier le latin du grec* [9 novembre 1971] (p. 5577, 5578).

COUSTÉ (Pierre-Bernard)

Député du Rhône
(5e circonscription)
App. U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des Affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [16 octobre 1968] (p. 3338), [14 octobre 1970] (p. 4271).

Est nommé représentant à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [5 octobre 1972] (p. 3945).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à l'obligation de munir les véhicules de tourisme d'un dispositif antivol, n° **182** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à créer un ordre national des agents immobiliers, mandataires en fonds de commerce, administrateurs de biens et syndics, n° **183** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à permettre aux femmes assurées sociales de bénéficier de la retraite normale dès l'âge de 60 ans, n° **227** [25 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à l'extension aux employés de maison du bénéfice de la loi n° 46-2195 du 11 octobre 1946 sur l'organisation de la médecine du travail, n° **228** [25 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 1109 du Code rural, afin de permettre la création de régimes complémentaires de prévoyance, pour les travailleurs non salariés, n° **300** [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi relative à la création et au fonctionnement des écoles, cours et autres organismes privés dispensant un enseignement à domicile, n° **585** [20 décembre 1968].

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant à réviser les articles 39, 40, 44, 45 et 69 de la Constitution pour accorder aux membres du Conseil économique et social, l'initiative des lois et le droit d'amendement, n° **760** [16 septembre 1969].

Sa proposition de loi sur les groupes de sociétés et la protection des actionnaires et du personnel, n° **1055** [9 avril 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi n° 391, autorisant la ratification du traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes, du 27 janvier 1967, n° **1104** [24 avril 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 416, paragraphe 2, du Code de la sécurité sociale relatif aux bénéficiaires de la législation concernant les accidents du travail et maladies professionnelle, n° **1226** [10 juin 1970].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 145 du règlement, au nom de la Commission des affaires étrangères, sur la France et l'Organisation des Nations Unies : bilan de vingt-cinq années, n° **1256** [17 juin 1970].

Sa proposition de loi tendant à limiter l'émission de chèques sans provision et à rendre plus efficaces les sanctions prises contre leurs auteurs, n° **1287** [24 juin 1970].

Sa proposition de loi tendant à rendre obligatoire le dépistage de la phénylcétonurie, n° **1349** [30 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1360) autorisant l'adhésion de la France au protocole relatif au statut des réfugiés, signé à New York le 31 janvier 1967 par le président de l'Assemblée générale et par le secrétaire général des Nations unies n° **1369** [2 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1617-7) autorisant l'adhésion à la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ouverte à la signature le 7 mars 1966, n° **1639** [6 avril 1971].

Sa proposition de loi relative à l'emploi des handicapés physiques par les entreprises, n° **1654** [15 avril 1971].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la Commission des affaires étrangères, sur la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale des Nations unies, n° **1977** [2 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2036) autorisant la ratification du protocole additionnel à l'accord du 12 septembre 1963, créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie, du protocole financier, de l'accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et de l'acte final avec des annexes,

signés à Bruxelles le 23 novembre 1970, n° **2106** [7 décembre 1971].

Sa proposition de loi tendant à compléter et à modifier les dispositions de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, n° **2265** [26 avril 1972].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 29 du règlement et présenté à la commission des affaires étrangères sur l'activité de l'assemblée parlementaire des communautés européennes en 1971, n° **2289** [28 avril 1972].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 145 du règlement, au nom de la Commission des affaires étrangères, sur la vingt-sixième session de l'Assemblée générale des Nations unies, n° **2311** [17 mai 1972].

Sa proposition de loi tendant à encourager le développement d'activités d'intérêt général, n° **2316** [18 mai 1972].

Son rapport fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2211), autorisant la ratification des conventions internationales concernant le transport par chemin de fer des marchandises (C.I.M.) et des voyageurs et des bagages (C.I.V.), du protocole concernant les contributions aux dépenses de l'office central des transports internationaux par chemin de fer, du protocole additionnel et de l'acte final, ouverts à la signature à Berne le 7 février 1970, n° **2349** [24 mai 1972].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 37 de la loi du 13 juillet 1930 relative aux contrats d'assurance, n° **2378** [31 mai 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2361), adopté par le Sénat, autorisant la ratification de l'amendement à l'article 61 de la Charte des Nations unies, relatif à l'élargissement de la composition du Conseil économique et social, adopté le 20 décembre 1971 par l'Assemblée générale des Nations unies, n° **2439** [16 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2362), adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, ouverte à la signature à La Haye le 16 décembre 1970, n° **2440** [16 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2369) autorisant la ratification de deux protocoles portant amendement à la convention relative à l'aviation civile internationale du 14 décembre 1944, l'un signé à New York le 12 mars 1971 modifiant l'article 50 a, l'autre signé à Vienne le 7 juillet 1971 modifiant l'article 56, n° **2441** [16 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2408), autorisant l'approbation de la Convention entre la République française et la République italienne concernant le tunnel routier du Fréjus et du protocole relatif aux questions fiscales et douanières, signés à Paris, le 23 février 1972, n° **2443** [20 juin 1972].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 145 du règlement, au nom de la Commission des affaires étrangères sur la troisième conférence des Nations unies sur le commerce et de développement (Santiago du Chili, 13 avril - 21 mai 1972), n° **2449** [21 juin 1972].

Son rapport fait au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2409), autorisant la ratification de l'accord relatif à l'organisation internationale de télécommunications par satellites (Intelsat) et de l'accord d'exploitation relatif à l'organisation internationale de télécommunications par satellites (Intelsat), faits à Washington le 20 août 1971, n° **2463** [22 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2659) autorisant l'approbation de la charte sociale européenne, signée à Turin le 18 octobre 1961, sous l'égide du Conseil de l'Europe, n° **2743** [8 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2777), adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre la République française et la République togolaise et du protocole signés à Lomé le 24 novembre 1971, complété par un échange de lettres signé à Lomé les 25 et 26 novembre 1971, n° **2797** [19 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet

de loi (n° 2751) autorisant l'approbation de la Convention de coopération monétaire entre les Etats membres de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (B.E.A.C.) et la République française, signée à Brazzaville le 23 novembre 1972, n° **2798** [19 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2799), adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'Accord culturel et de coopération scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République péruvienne, signé à Paris le 29 mars 1972, n° **2800** [19 décembre 1972].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 54-G du Livre II du Code du travail afin de préciser les modalités de calcul des congés payés, n° **2836** [20 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Ses observations sur la fonction publique et les personnels de l'Etat ; cas des anciens combattants ; situation des personnes âgées et des petits exploitants agricoles ; problème des travailleurs sans emploi ; entreprises nationales ; aide à l'exportation ; majoration des cotisations d'impôt sur le revenu des personnes physiques ; majoration de la taxe différentielle sur les véhicules automobiles ; taxe spéciale sur les sociétés par actions ; intérêt de la suppression de la taxe sur les salaires ; problème du chômage ; ses observations sur la concertation qui est nécessaire à tous les stades de la production et de la commercialisation ; gestion des entreprises nationales* [18 juillet 1968] (p. 2328, 2329) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 11 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un troisième alinéa (plus-value à long terme réalisée à la suite de la perception d'indemnités d'assurances ou de l'expropriation d'immeubles figurant à l'actif faisant l'objet d'un sursis d'imposition si l'entreprise s'engage à réinvestir l'indemnité dans un délai de trois ans)* [19 juillet 1968] (p. 2374, 2375) ;

— du projet de loi sur l'aide à l'investissement, Art. 3 : *Ses observations sur les camions de 2 tonnes et demie à 13 tonnes ; situation des entreprises utilisatrices de main-d'œuvre* [25 septembre 1968] (p. 2899) ;

— générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1969 : *Utilité de la planification souple ; ses observations sur le déficit ; question de l'investissement public ; importance du sous-emploi ; sous-consommation ; accroissement de l'épargne de précaution ; ses observations sur les prix ; éventualité d'une réduction du taux de la T.V.A. pour promouvoir une consommation plus forte ; ses observations sur le secteur de la télévision en couleur ; déséquilibre de notre commerce extérieur ; marché intérieur de la France étant l'Europe ; possibilité de réduire la taxe sur les salaires au profit des exportateurs ; Etat ne devant pas gérer les entreprises industrielles et commerciales selon des méthodes administratives ; ses observations sur le monopole des tabacs en France, l'automobile, la régie Renault ; affaire Fiat-Citroën ; rapport Nora ; fiscalité des collectivités locales ; problème de la patente ; normalisation des échanges monétaires entre les six partenaires* [23 octobre 1968] (p. 3484 à 3486) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Croissance des crédits de fonctionnement et de crédits d'équipement ; nombre de créations de postes ; améliorations pédagogiques concernant les enseignements du premier et du second degré ; enseignement supérieur ; sa question de savoir ce que le Gouvernement pense faire pour mieux orienter les étudiants dans l'enseignement supérieur* [28 octobre 1968] (p. 3628, 3629) ; *démocratisation de l'enseignement ; système d'attribution des bourses ; objectifs du V^e Plan ; réorganisation générale du ministère ; problème de la recherche ; question de l'enseignement supérieur agricole ; rôle d'orientation dans l'enseignement secondaire ; importance de l'éducation artistique* (p. 3629, 3630) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal : *Ses observations sur la dévaluation ; problème des contrats de programme ; information du Gouvernement ; information des parlementaires et de la presse* [17 septembre 1969] (p. 2316).

Pose à M. le Ministre du Travail, de

l'Emploi et de la Population une question orale sans débat relative à la reconversion des cadres [24 octobre 1969] (p. 2922, 2923).

Prend part à la discussion :

— générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 : *Equilibres fondamentaux sur le marché intérieur ; absence d'organisation des consommateurs ; politique de concertation engagée par le Gouvernement ; contrats de programme ; autofinancement des entreprises ; encadrement du crédit ; augmentation du taux d'intérêt ; situation des entreprises nationales ; rapport Nora ; équilibre des importations et des exportations ; importance du climat de confiance ; contrôle des changes » « dividende fiscal » ; salaire fiscal ; problème monétaire européen* [28 octobre 1969] (p. 2988, 2989) ; *situation des réserves françaises* (p. 2989) ; *flexibilité des taux de change ; situation des entreprises importatrices après la réévaluation du deutsche Mark ; rationalisation des choix budgétaires* (p. 2989, 2990) ; *problème de l'information et de la formation des administrateurs ; emploi de la rationalisation des choix budgétaires ; croissance de la production industrielle et agrivole* (p. 2990) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970 : DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Lien entre la recherche et l'industrie ; application de la politique industrielle ; hommage rendu aux industries et aux commerçants français ; politique industrielle française devant s'insérer dans une politique économique européenne ; rôle de l'Etat ; problème des équipements collectifs au service de la croissance et de la formation des hommes ; axe mer du Nord-Méditerranée ; formation des artisans ; problème de la patente ; ses observations sur la recherche ; nécessité d'envisager de porter les crédits de la recherche à trois pour cent du produit national brut ; coopération scientifique en Europe ; ses observations sur l'Euratom ; construction d'une usine européenne d'enrichissement de l'uranium ; rationalisation des choix budgétaires* [6 novembre 1969] (p. 3446, 3447) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Information de la nation ; cas des médecins des hôpitaux ; problème d'appartenance au régime des salariés et au régime des non-salariés ; ses observations sur les décrets d'application* [2 décembre 1969] (p. 4490, 4491) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à réglementer les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce : *Création d'un ordre des agents immobiliers ; coopération avec les professionnels* [11 décembre 1969] (p. 4842) ; *protection du public* (p. 4842) ; Art. 2 : *Référence aux sociétés de caution mutuelle* (p. 4844) ; Art. 14 *bis* : *Fermeture d'un établissement* (p. 4848) ;

— du projet de loi portant création d'une contribution de solidarité au profit de certains régimes de protection sociale des travailleurs non salariés : *Solidarité de la nation en matière de protection sociale ; montant de la contribution* [11 décembre 1969] (p. 4853, 4854) ; Art. 33 de l'ordonnance du 23 septembre 1967 : *Ses observations sur le fait que les sociétés ne seront assujetties que lorsque leur chiffre d'affaires sera supérieur à un montant de 500.000 F* (p. 4856) ; *notion de solidarité sociale* (p. 4857).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Relations entre la Communauté européenne et les Etats-Unis ; construction européenne ; ses observations sur la caisse de la Communauté européenne ; nécessité de passer de l'union douanière à l'union économique et sociale ; contradiction entre l'attitude du Gouvernement britannique et celle de l'opinion publique anglaise ; coopération politique ; recherche nucléaire ; localisation du grand accélérateur ; orientation de la politique spatiale vers le lancement des satellites ; système mondial de télécommunications par satellites ; problème de l'élargissement de l'Europe ; craintes exprimées par les Etats-Unis à l'égard du Marché commun et dans le domaine commercial et économique ; rôle de la France et des Nations unies ; question de révision de la charte des Nations unies ; problème de l'admission de la Chine ; finances de l'O.N.U.* [28 avril 1970] (p. 1343 à 1345).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification du traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphéri-

que, y compris la Lune et les autres corps célestes, en qualité de *Rapporteur : Problèmes généraux concernant l'espace extra-atmosphérique ; traité de Moscou sur l'interdiction de certains essais nucléaires ; contenu du traité ; liberté de l'exploration et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique ; absence de souveraineté étatique sur cet espace ; nécessité de se conformer au droit international ; responsabilité internationale des Etats pour toutes les activités spatiales entreprises ; lancement d'un objet dans l'espace extra-atmosphérique ; problème de la réparation des dommages ; coopération et assistance mutuelles ; lacunes du traité ; droits et obligations des organismes intergouvernementaux ; ses observations sur « l'accord sur l'assistance aux astronautes » ; problème de la détermination du droit applicable pour déterminer le montant de l'indemnisation ; réglementation des utilisations pacifiques de l'espace ; définition de l'espace extra-atmosphérique* [5 mai 1970] (p. 1513 à 1515) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement espagnol relative au service national des doubles-nationaux, signée à Madrid le 9 avril 1969 : *Application de la convention du 6 mai 1963 élaborée par le Conseil de l'Europe ; nécessité de mettre un terme à des situations d'insoumission involontaire* [5 mai 1970] (p. 1516).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux conséquences de la grève des douaniers [5 juin 1970] (p. 2289, 2290).

Pose à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population une question orale avec débat relative à la formation professionnelle des adultes [5 juin 1970] (p. 2295) : *Conséquences des fermetures de centres sur le personnel de l'A.F.P.A. ; sort des 158 personnes licenciées ; son inquiétude de voir la formation dispensée par les centres publics de l'association nationale limitée par la formation donnée dans les entreprises ; rôle de l'association : formation directe, conseil pèdagogique et assistance technique auprès des autres organismes de formation ; participation des organisations syndicales, ouvrières et patronales, à la gestion de l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes* (p. 2297) ; *étude approfondie des méthodes de formation professionnelle utilisées au Japon* (p. 2300).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Solidarité européenne; risque de l'inflation ; élargissement de la Communauté à la Grande-Bretagne ; rationalisation des choix budgétaires ; conditions de discussion du Plan ; réforme des méthodes de travail* [17 juin 1970] (p. 2740).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'encadrement du crédit [26 juin 1970] (p. 3177, 3178).

Pose à M. le Ministre des Transports une question orale sans débat relative aux liaisons par autoroutes et turbotrains [9 octobre 1970] (p. 4229).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant l'adhésion de la France au protocole relatif au statut des réfugiés, signé à New York le 31 janvier 1967 par le président de l'assemblée générale et par le secrétaire des Nations unies, en qualité de *Rapporteur : Adaptation à la situation actuelle des réfugiés de la convention signée à Genève le 28 juillet 1951 ; rôle du haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés* [14 octobre 1970] (p. 4268) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EDUCATION NATIONALE : *Adaptation de nos enseignements à la vie économique ; recrutement des professeurs contractuels ; relations entre les organismes économiques régionaux ; problème de la formation technique et de la formation permanente ; crédits affectés aux C.E.T. et aux lycées techniques ; ses observations sur les instituts universitaires de technologie* [14 novembre 1970] (p. 5563) ; *question des œuvres universitaires ; conséquences des troubles universitaires* (p. 5564).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'Union économique et monétaire de l'Europe des Six [27 novembre 1970] (p. 6021, 6022).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la politique protectionniste des Etats-Unis [2 décembre 1970] (p. 6071).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Art. 6 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe I de cet article par deux nouveaux alinéas (composition du*

conseil dirigeant l'Agence nationale d'amélioration de l'habitat) [8 décembre 1970] (p. 6273) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Griotteray, tendant à faciliter la mise en œuvre de plans d'achat d'actions en faveur des cadres des entreprises : *Objectifs de la proposition de loi ; cas où le droit à la participation des plans d'achat d'actions serait ouvert à l'ensemble du personnel des entreprises ; ses observations sur le fait que le succès de ces plans est directement lié à une diffusion restreinte des actions au sein des entreprises ; situation des cadres dans une entreprise ; cas des entreprises non cotées en bourse* [10 décembre 1970] (p. 6419, 6420) ; Art. 208-1 de la loi du 24 juillet 1966 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « des membres du personnel salarié de la société ou de certains d'entre eux » les mots : « de certains membres du personnel salarié de la société »* (p. 6423) ; *possibilité de réserver le bénéfice des plans d'achat d'actions à ceux qui exercent une action directe sur l'expansion à long terme de l'entreprise ; retrait de son amendement* (p. 6423); *son amendement tendant, avant la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article, à insérer de nouvelles dispositions (détermination des bénéficiaires)* (p. 6423) ; *retrait de son amendement* (p. 6423) ; *son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « cinq ans » les mots : « trois ans »* (p. 6423) ; *attrait des plans d'achat d'actions* (p. 6423) ; *délai de conservation des titres* (p. 6423) ; *son amendement tendant, après le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article, à insérer de nouvelles dispositions (éventualité d'une obligation de rachat par l'entreprise)* (p. 6423) ; *cas des entreprises non cotées à la bourse de Paris ou en province* (p. 6423) ; Art. 208-3 de la loi du 24 juillet 1966 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « des membres du personnel salarié de la société ou de certains d'entre eux » les mots : « de ceux qui, au sein de la société, déterminent, par leur action personnelle et leurs responsabilités, l'expansion à long terme de l'entreprise »* (p. 6424) ; *retrait de son amendement* (p. 6424) ; *son amendement tendant à compléter cet article par les mots : « qui déterminent, par leur action personnelle et leurs responsabilités, l'expansion à long terme de l'entreprise »* (p 6424) ; *retrait de son amendement* (p. 6424) ; Art. 208-5 de la loi du 24 juillet 1966 : *son amendement tendant à la fin de cet article, à substituer au mot : « salariés » les mots : « bénéficiaires des plans d'achat de titres »* (p. 6425) ; Art. 208-6 de la loi du 24 juillet 1966 : *Son amendement tendant, dans les premier et deuxième alinéas de cet article, à substituer aux mots : « par décret » les mots : « par l'assemblée générale extraordinaire »* (p. 6425) ; *fixation des différents quotas et limites retenus pour l'application des plans* (p. 6425) ; *ses observations sur les paroles de M. Pleven* (p. 6425); *son amendement tendant à supprimer la seconde phrase du dernier alinéa de cet article* (p. 6426) ; Art. 208-7 de la loi du 24 juillet 1966 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « cinq ans » les mots : « dix ans »* (p. 6426) ; *allongement du délai maximum de la levée d'option* (p. 6426).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au taux de l'escompte [11 décembre 1970] (p. 6498).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur sa proposition de loi et celle de M. René Caille, tendant à l'extension aux employés de maison du bénéfice de la loi n° 46-2195 du 11 octobre 1946 sur l'organisation de la médecine du travail : *Examen médical avant l'embauche ; contrôle médical annuel ; visite médicale après toute interruption du travail ; organisation de la surveillance médicale ; champ d'application du texte* [16 décembre 1970] (p. 6561), Art. 1er : *Elargissement du champ d'application de la loi* (p. 6561) ;

— du projet de loi autorisant l'adhésion à la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ouverte à la signature le 7 mars 1966, en qualité de *Rapporteur : Condamnation de l'apartheid ; contrôle de l'application des dispositions de la convention* [15 avril 1971] (p. 1115) ; *réserves faites par la France ; problème du recours devant les tribunaux ; rôle du comité* (p. 1116) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la création et au fonction-

nement des organismes privés dispensant un enseignement à distance, ainsi qu'à la publicité et au démarchage faits par les établissements d'enseignement : *Association des organismes privés dispensant l'enseignement à domicile à la mission d'éducation et de promotion qui incombe à l'Etat* [15 avril 1971] (p. 1131).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat relative aux rentes viagères [23 avril 1971] (p. 1418, 1419, 1421, 1422).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'institution d'un versement à la charge de certains employeurs dans la région parisienne, Art. 1er : *Développement du secteur tertiaire à Paris ; assiette de la taxe* [25 mai 1971] (p. 2050).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux rapports entre l'administration et les entreprises [4 juin 1971] (p. 2388, 2389).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Union politique de l'Europe ; adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté économique européenne* [9 juin 1971] (p. 2619) ; *cohésion politique de l'Europe élargie ; problème de la défense de l'Europe ; avenir de l'union de l'Europe occidentale ; problème monétaire* (p. 2620).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Plein emploi* [16 juin 1971] (p. 2999) ; *équilibre de nos échanges extérieurs ; liaison mer du Nord - Méditerranée ; création d'un comité de la concurrence ; ses observations sur les jeunes; mensualisation des salaires ; coût des grèves en France ; situation des personnes âgées ; déficit de la Sécurité sociale ; problème de l'inflation* (p. 3000, 3001).

Pose à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population, une question orale sans débat relative au fonds social européen [25 juin 1971] (p. 3454, 3455).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la réunion du fonds monétaire international [15 octobre 1971] (p. 4617, 4618, 4619).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la crise boursière [29 octobre 1971] (p. 5115, 5116).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun ; problème de l'unité de compte de la Communauté* [3 novembre 1971] (p. 5242) ; *attitude protectionniste des Etats-Unis ; entrée de la Chine aux Nations unies* (p. 5243).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la réunion des ministres de la science [17 décembre 1971] (p. 6916).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la coopération militaire franco-britannique [5 mai 1972] (p. 1399, 1400).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Gosnat, de Préaumont, Achille-Fould, Delorme et Griotteray relatives à l'O.R.T.F. : *Publicité clandestine ; réforme de structures nécessaire ; propositions parlementaires relatives à l'aménagement du monopole* [10 mai 1972] (p. 1500, 1501).

Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. 3 : *Problème des pensions déjà liquidées ; leur revalorisation ; fonds national de solidarité ; assiette des cotisations ; régimes complémentaires ; régime de la caisse nationale des professions libérales* [17 mai 1972] (p. 1608, 1609).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux véhicules routiers utilitaires [26 mai 1972] (p. 1961, 1962).

Pose à le Ministre des Affaires étrangères une question orale avec débat relative aux entretiens de Moscou [9 juin 1972] (p. 2393).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française, Art. 1er : *Mission culturelle du service national de la radiodiffusion-télévision française* [16 juin 1972] (p. 2575) ; *ses observations sur la concurrence ; développement des centres régionaux* (p. 2576) ; Art. 2 : *Ses observations sur le monopole ; conséquences de l'évolution technique et de la concurrence* (p. 2582, 2583) ; Art. 3 : *Portée des dérogations au monopole* (p. 2601) ; *notion de précarité dans les dérogations* (p. 2605) ; Art. 14 : *Publicité télévisée* (p. 2620) ; *son amen-*

dement tendant à déterminer le pourcentage des recettes provenant de la publicité (p. 2620) ; *retrait de son amendement* (p. 2621) ; après l'art. 15 : *Création d'un haut conseil de l'audiovisuel* (p. 2622) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de l'accord relatif à l'organisation internationale de télécommunications par satellites (Intelsat) et de l'accord d'exploitation relatif à l'organisation internationale de télécommunications par satellites (Intelsat) faits à Washington le 30 août 1971, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur l'expérience Courier et les satellites Echo* [23 juin 1972] (p. 2817) ; *création d'une conférence européenne de télécommunications spatiales; importance de la Comsat ; objet et structure d'Intelsat ; répartition internationale des marchés* (p. 2818, 2819) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de l'amendement de l'article 61 de la charte des Nations unies, relatif à l'élargissement de la composition du Conseil économique et social, adopté le 20 décembre 1971 par l'assemblée générale des Nations unies, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur ce texte* [23 juin 1972] (p. 2819) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, ouverte à la signature, à La Haye, le 16 décembre 1970, en qualité de *Rapporteur : Pouvoirs et obligations des Etats* [23 juin 1972] (p. 2819, 2820) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de deux protocoles portant amendement à la convention relative à l'aviation civile internationale du 14 décembre 1944, l'un signé à New York le 12 mars 1971 modifiant l'article 50 *a*, l'autre signé à Vienne le 7 juillet 1971 modifiant l'article 56, en qualité de *Rapporteur : Augmentation du nombre des Etats membres du conseil de l'organisation de l'aviation civile internationale* [23 juin 1972] (p. 2820).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la protection des consommateurs [20 octobre 1972] (p. 4271).

Prend part à la discussion générale du projet de loi de finances pour 1973 : *Retraités ; rentes viagères ; habitat ; nécessité d'augmenter les moyens de l'Institut national de la consommation et de mettre un terme aux effets anti-économiques de la patente ; développement de nos exportations ; création de filiales à l'étranger* [24 octobre 1972] (p. 4323) ; EDUCATION NATIONALE : *Bourses ; chambres pour les étudiants ; formation continue ; sa question relative à la création de postes de chargés de mission de formation continue* [10 novembre 1972] (p. 5000) ; *réinsertion dans la vie active des femmes de trente-cinq à cinquante ans ; revalorisation des indices des professeurs des collèges d'enseignement techniques, des professeurs de collège d'enseignement général, des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale et des chefs d'établissement ; enseignement médical ; situation des chefs de clinique assistants des hôpitaux et des assistants en sciences fondamentales ou en biologie des hôpitaux ; enseignement civique* (p. 5001).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'effort spatial européen [27 octobre 1972] (p. 4467, 4468).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au conflit entre les médecins et les pouvoirs publics [3 novembre 1972] (p. 4639, 4640, 4641).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux spécialités pharmaceutiques [10 novembre 1972] (p. 5010, 5011).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la réglementation communautaire des véhicules utilitaires [17 novembre 1972] (p. 5378, 5379).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant l'approbation de la charte sociale européenne ; signée à Turin le 18 octobre 1961, sous l'égide du Conseil de l'Europe, en qualité de *Rapporteur : Travaux préparatoires de cette charte ; complément naturel de la convention européenne des droits de l'homme ; droit au travail et à des conditions de travail équitables ;* Art. 20 : *Fixant le minimum des obligations communes que les parties contractantes devront assumer* [12 décembre 1972] (p. 6078) ; Art. 22 ; *Réserves du Gouvernement français portant sur l'article 2 concernant les travailleurs employés à des occupations dangereuses ou insalubres et sur le paragraphe 2 de l'article 13* (p. 6079) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention fiscale entre la République française et la République togolaise et du protocole signés à Lomé le 24 novembre 1971, complétés par un échange de lettres signé à Lomé les 25 et 26 novembre 1971, en qualité de *Rapporteur suppléant : Application du schéma établi par l'O.C.D.E. pour*

ce genre d'accord ; comparaison avec l'avenant signé à Tamatave [19 décembre 1972] (p. 6339) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention de coopération monétaire entre les Etats membres de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (B.E.A.C.) et la République française, signée à Brazzaville le 23 novembre 1972, en qualité de *Rapporteur : Création d'une union monétaire entre les cinq Etats d'Afrique centrale ; structure de la nouvelle banque ; règles d'intervention de la Banque des Etats de l'Afrique ; fixation de la parité du franc C.F.A.* [19 décembre 1972] (p. 6340).

COUVE DE MURVILLE (Maurice)

Député de Paris
(6e circonscription)
U.D.R.

PREMIER MINISTRE
du 10 juillet 1968 au 20 juin 1969.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé Premier Ministre - Décret du 10 juillet 1968 [*J.O.* du 11 juillet 1968] (p. 6578).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation le 10 août 1968 de son mandat de député [*J.O.* du 13 août 1968] (p. 7892) [24 septembre 1968] (p. 2844).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Premier Ministre. — Décret du 20 juin 1969 [*J.O.* du 21 juin 1969] (p. 6288).

Dépôts :

Son projet de loi de finances rectificative pour 1968, n° 3 [12 juillet 1968].

Son projet de loi portant amnistie, n° 4 [12 juillet 1968].

Son projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, n° 5 [12 juillet 1968].

Son projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la Sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 58 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social, n° 6 [12 juillet 1968].

Son projet de loi relatif aux salaires des ouvriers et techniciens à statut ouvrier du Ministère des Armées, n° 7 [12 juillet 1968].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège signé à Paris, le 14 avril 1967, entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation africaine et malgache du café, n° 200 [22 juillet 1968].

Son projet de loi portant ratification du décret n° 68-705 du 31 juillet 1968 modifiant le décret n° 66-296 du 11 mai 1966 qui a fixé le régime douanier applicable à certains produits originaires et en provenance de Tunisie, n° 254 [24 septembre 1968].

Son projet de loi autorisant l'adhésion à la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, n° 255 [24 septembre 1968].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signée à Nouakchott le 15 novembre 1967, n° 256 [24 septembre 1968].

Son projet de loi tendant à instituer, au profits des petites exploitations de théâtre cinématographiques, une faculté d'option en matière de soutien financier, n° 257 [24 septembre 1968].

Son projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 portant réglementation provisoire des agences de presse, n° 258 [24 septembre 1968].

Son projet de loi sur l'allégement de certaines charges fiscales des entreprises, n° 259 [24 septembre 1968].

Son projet de loi sur l'aide à l'investissement, n° 260 [24 septembre 1968].

Son projet de loi modifiant les articles 2101 et 2104 du Code civil, n° 262 [24 septembre 1968].

Son projet de loi modifiant les articles 132, 133 et 136 du Code pénal, n° 263 [24 septembre 1969].

Son projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, n° 266 [24 septembre 1968].

Rapport en application de l'article 13 de la loi n° 60-1354 du 17 décembre 1960 sur l'activité de la bourse d'échange de logements (année 1967) [24 septembre 1968] (p. 2846).

Son projet de loi portant réforme de l'expertise douanière et modifiant diverses dispositions du Code des douanes, n° 271 [1er octobre 1968].

Son projet de loi relatif aux voies rapides et complétant le régime de la voirie nationale et locale, n° 272 [1er octobre 1968].

Son projet de loi relatif à la situation juridique des artistes du spectacle et des mannequins, n° 273 [1er octobre 1968].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention franco-italienne relative à l'alimentation en eau de la commune de Menton et du Protocole annexe, signés à Paris le 28 septembre 1967, n° 276 [1er octobre 1968].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention d'établissement et de navigation entre la France et l'Iran, signée à Téhéran le 24 juin 1964, n° 277 [1er octobre 1968].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de siège, signé à Paris le 14 mars 1967 entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation mondiale de la santé relatif aux privilèges et immunités du Centre international de recherche sur le cancer, n° 278 [1er octobre 1968].

Son projet de loi autorisant l'approbation de deux échanges de lettres du 28 septembre 1967 relatifs à une rectification du tracé de la frontière franco-italienne dans le secteur de Clavières et à la construction d'un bureau commun à contrôles nationaux juxtaposés, n° 279 [1er octobre 1968].

Son projet de loi sur les transports maritimes d'intérêt national, n° 282 [2 octobre 1968].

Son projet de loi modifiant certaines dispositions du Code électoral, n° 283 [2 octobre 1968].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Saint-Marin, relative à l'aide mutuelle judiciaire, en matière civile, commerciale et pénale, et à l'exequatur des jugements, en matière civile et commerciale, signée le 25 mai 1967, n° 284 [2 octobre 1968].

Son projet de loi modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, n° 285 [2 octobre 1968].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Gabon, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Libreville le 21 avril 1968, n° 286 [2 octobre 1968].

Son projet de loi relatif aux gîtes d'eaux chaudes et de vapeurs d'eau souterraines dans les départements d'outre-mer, n° 287 [2 octobre 1968].

Son rapport de gestion de l'Office national des forêts pour l'exercice 1967, en application de l'article premier, paragraphe 8, de la loi de finances rectificative pour 1964, n° 64-1278 [4 octobre 1968] (p. 3087).

Son projet de loi relatif à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, n° 338 [8 octobre 1968].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention consulaire et de son annexe, signées le 8 décembre 1966 entre la République française et l'Union des républiques socialistes soviétiques, n° 339 [8 octobre 1968].

Son projet de loi de finances pour 1969, n° 341 [9 octobre 1968].

Son projet de loi autorisant la codification des textes législatifs relatifs aux tribunaux administratifs, n° 365 [15 octobre 1968].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention du 7 septembre 1967 entre la Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas pour l'assistance mutuelle entre les administrations douanières respectives, n° 366 [15 octobre 1968].

Son projet de loi relatif aux changements d'arme ou de service d'officiers d'active du génie et des transmissions, n° 388 [18 octobre 1968].

Son projet de loi autorisant la ratification du traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes, du 27 janvier 1967, n° **391** [22 octobre 1968].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'arrangement international sur les céréales de 1967 comprenant la convention relative au commerce du blé et la convention relative à l'aide alimentaire signées le 27 novembre 1967, n° **392** [22 octobre 1968].

Rapport sur l'activité du Centre national d'études spatiales pour la période du 1er juillet 1967 au 1er juillet 1968 (en application de l'article 6 de la loi n° 61-1382 du 19 décembre 1961) [22 octobre 1968] (p. 3452) ;

Son projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1925 relative à la réparation des dégâts causés aux cultures par les sangliers dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° **397** [28 octobre 1968].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant modifiant les articles 4 et 5 de l'annexe IV de la Convention du 28 décembre 1858, additionnelle au traité de délimitation de la frontière du 2 décembre 1856 entre la France et l'Espagne, signé à Paris le 15 mars 1968, n° **398** [28 octobre 1968].

Compte rendu sur le programme d'équipement militaire, en application de la loi de programme n° 64-1270 du 23 décembre 1964 relative à certains équipements militaires [29 octobre 1968] (p. 3702).

Son projet de loi modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie, n° **400** [30 octobre 1968].

Son projet de loi relatif à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, n° **401** [30 octobre 1968].

Son projet de loi tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie, n° **402** [30 octobre 1968].

Son projet de loi relatif à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe, n° **425** [5 novembre 1968].

Son projet de loi définissant les conditions d'exercice de la responsabilité civile des collectivités locales dans certaines sociétés anonymes d'économie mixte, n° **426** [5 novembre 1968].

Son projet de loi de finances rectificative pour 1968, n° **459** [16 novembre 1968].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention entre la France et l'Irlande tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus, signée à Paris le 21 mars 1968, n° **462** [19 novembre 1968].

Son projet de loi replaçant le général d'armée Catroux dans la première section du cadre des officiers généraux de l'armée de terre et le maintenant sans limite d'âge dans cette position n° **473** [26 novembre 1968].

Son projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, n° **475** [26 novembre 1968].

Son projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, n° **476** [26 novembre 1968].

Son projet de loi relatif au personnel enseignant de l'Ecole polytechnique, n° **480** [27 novembre 1968].

Son projet de loi relatif au conseil supérieur de la fonction militaire, n° **486** [3 décembre 1968].

Son projet de loi modifiant certaines dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole, n° **488** [3 décembre 1968].

Son projet de loi relatif à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle, n° **489** [3 décembre 1968].

Son projet de loi modifiant et complétant le Code de l'urbanisme et de l'habitation en ce qui concerne le permis de construire, n° **508** [6 décembre 1968].

Son projet de loi portant règlement définitif du budget de 1967, n° **542** [16 décembre 1968].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus, signée à Londres le 22 mai 1968, n° **548** [17 décembre 1968].

Son projet de loi modifiant la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des

équipages de la flotte, n° 568 [19 décembre 1968].

Son projet de loi portant modification de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959, sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés, n° 570 [19 décembre 1968].

Son projet de loi instituant un régime d'allocations familiales des exploitants agricoles dans les départements d'outre-mer et modifiant les chapitres III-2 et IV-1 du titre II du Livre VII du Code rural, n° 571 [19 décembre 1968].

Son projet de loi relatif aux stations radioélectriques privées et aux appareils radioélectriques constituant ces stations, n° 616 [2 avril 1969].

Son projet de loi relatif à la rémunération du personnel communal, n° 618 [2 avril 1969].

Son projet de loi rendant applicables aux départements et territoires d'outre-mer les dispositions d'ordre pénal du décret modifié du 25 août 1937 portant réglementation des bons de caisse, n° 619 [2 avril 1969].

Son projet de loi mettant en harmonie l'article 1953 du Code civil avec la convention européenne du 17 décembre 1962 sur la responsabilité des hôteliers quant aux objets apportés par les voyageurs, n° 620 [2 avril 1969].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Congo, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Brazzaville, le 13 novembre 1967, n° 621 [2 avril 1969].

Son projet de loi modifiant la loi du 9 avril 1935 fixant le statut du personnel des cadres actifs de l'armée de l'air, n° 622 [2 avril 1969].

Son projet de loi autorisant la ratification des amendements aux articles 24 et 25 de la Constitution de l'organisation mondiale de la santé adoptés le 23 mai 1967, n° 623 [2 avril 1969].

Son projet de loi de finances rectificative pour 1969, n° 624 [2 avril 1969].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention sur la reconnaissance mutuelle des sociétés et personnes morales signée à Bruxelles le 29 février 1968, n° 625 [2 avril 1969].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord franco-suisse concernant la station d'épuration des eaux usées des régions de Bâle et de Saint-Louis-Huningue, n° 626 [2 avril 1969].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention portant loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels et la Convention portant loi uniforme sur la formation des contrats de vente internationale des objets mobiliers corporels, ouvertes à la signature à La Haye le 1er juillet 1964, n° 627 [2 avril 1969].

Son projet de loi autorisant l'approbation des Accords suivants signés le 17 octobre 1967 : avenant à la Convention générale sur la Sécurité sociale, signée le 12 octobre 1948 entre la France et la Tchécoslovaquie, avenant à l'Accord complémentaire à ladite convention relatif au régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs des mines et établissements assimilés, protocole relatif à l'allocation supplémentaire instituée par la loi française du 30 juin 1956 modifiée et protocole relatif au régime d'assurances sociales applicable aux étudiants tchécoslovaques en France et aux étudiants français en Tchécoslovaquie, n° 628 [2 avril 1969].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, en date du 18 avril 1961 et la ratification de la Convention de Vienne sur les relations consulaires, en date du 24 avril 1963, n° 631 [2 avril 1969].

Son projet de loi relatif aux avantages sociaux des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés, n° 632 [2 avril 1969].

Son projet de loi de finances rectificative pour 1969, n° 674 [29 avril 1969].

Son projet de loi étendant aux îles Wallis et Futuna, à la Nouvelle-Calédonie et dépendances, à la Polynésie française, à Saint-Pierre-et-Miquelon et au territoire français des Afars et des Issas les dispositions de l'article 445 du Code pénal, n° 675 [29 avril 1969].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire tendant à éliminer les doubles impositions et à établir les règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale, ensemble le protocole et les trois échanges

de lettres joints, signés à Alger le 2 octobre 1968, n° **679** [29 avril 1969].

Son projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, n° **685** [29 avril 1969].

Son rapport sur l'exécution du second plan d'équipement sportif et socio-éducatif au cours de l'année 1968, en application de la loi de programme n° 65-517 du 2 juillet 1965 relative à l'équipement sportif et socio-éducatif [29 avril 1969] (p. 1134).

Son projet de loi autorisant la ratification de l'Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la République unie de Tanzanie, la République de l'Ouganda et la République du Kenya, signé à Arusha le 26 juillet 1968, n° **714** [8 mai 1969].

Son projet de loi portant modification de diverses dispositions du Code rural en vue de l'unification de procédures de recouvrement des cotisations des régimes de protection sociale agricole, n° **717** [13 mai 1969].

Interventions :

En qualité de Premier Ministre :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale : *Ses observations sur les élections générales ; hommage rendu à M. Georges Pompidou ; ses futures responsabilités politiques; collaboration entre l'Assemblée Nationale et le Gouvernement ; importance de l'ordre public et de la sécurité des citoyens ; ses observations sur l'économie et les finances ; conséquences de la crise ; politique de l'expansion ; revision du plan ; concurrence internationale ; échéances tarifaires du 1er juillet dernier ; politique de crédit en faveur des activités productrices ; hausse des prix ; son refus de blocage des prix ; problème du sous-emploi ; création d'emplois nouveaux supposant des investissements accélérés ; session extraordinaire du Parlement en automne ; problèmes de l'agriculture ; rénovation des zones défavorisées ; éducation nationale ; organisation politique et administrative de la France ; question des rapports sociaux à l'intérieur des entreprises ; ses observations sur la rentrée scolaire et les examens ; création de rapports nouveaux entre étudiants et professeurs ; déconcentration des pouvoirs administratifs ; décentralisation en faveur des collectivités locales ; question du Sénat ; réforme de l'organisation régionale ; question des Coder ; accords de la rue de Grenelle ; exercice du droit syndical dans les entreprises ; dialogue à l'intérieur des entreprises entre la direction et les salariés ; grève à l'O.R.T.F. ; politique extérieure de la France* [17 juillet 1968] (p. 2258 à 2260) ; *cas des départements et territoires d'outre-mer ; rôle du F.I.D.O.M. ; problèmes de l'agriculture ; augmentation du S.M.A.G. ; fonctionnement du F.E.O.G.A. ; problème de la Bretagne ; enseignement professionnel ; débat sur l'éducation nationale ; politique européenne ; ses observations sur la concertation et l'information ; collaboration entre le Gouvernement et l'Assemblée Nationale* (p 2278 à 2280).

Ses observations sur la clôture de la session de droit : *Ses remerciements ; collaboration entre l'Assemblée et le Gouvernement* [25 juillet 1968] (p. 2617).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Importance de cette réforme ; conséquences de la crise ; accord entre l'Assemblée et le Gouvernement ; projet de loi donnant l'occasion du premier grand vote politique de la législature* [10 octobre 1968] (p. 3249) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969 : en seconde délibération : *Crise monétaire internationale ; cause de cette crise ; ses observations sur le mark ; mesures envisagées par le Gouvernement ; réforme du marché monétaire et du crédit ; taux du crédit hypothécaire ; taux des crédits, notamment celui de l'escompte ; solidarité des monnaies ; situation des finances publiques ; réduction du découvert financier ; réorganisation des entreprises nationalisées ; dépenses de fonctionnement* [19 novembre 1968] (p. 4728 à 4730) ; *ses remerciements à l'Assemblée Nationale après la discussion du projet de loi de finances pour 1969* (p. 4740).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, financière et monétaire : *Appel du général de Gaulle ; perspectives du redressement ; crise monétaire internationale ; situation du mark et du franc ; conférence de Bonn ; droits de tirages de la France sur le fonds monétaire ; protection*

de notre mounaie ; rétablissement de l'équilibre ; poursuite de la croissance de l'économie ; rétabitssement du contrôle des changes ; coûts de revient ; refus de la dévaluation ; suppression de la taxe sur les salaires ; ses observations sur les prix ; suppression de la taxe de circulation sur les viandes ; situation des collectivités locales ; ses observations sur les salaires ; pouvoir d'achat réel des travailleurs ; problèmes du crédit ; inflation ; ses observations sur le découvert ; annulation de la campagne de tir dans le Pacifique ; réduction des crédits pour le Concorde ; ses observations sur la T.V.A. ; plan de redressement adopté à la fin de 1959 [26 novembre 1968] (p. 4842 à 4845) ; *ses observations sur les paroles de M. Defferre* (p. 4845) ;

— sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Importance de ce débat ; participation des citoyens à la gestion de leurs affaires ; nécessité de réaliser des réformes profondes ; désir des Français de retrouver l'ordre ; réforme des institutions étant déjà engagée dans les entreprises ; régime parlementaire en France ; Sénat de la IIIe République ; Conseil de la République créé par la Constitution de 1946 ; ses observations sur la Constitution de 1958 ; composition de la deuxième Assemblée ; Conseil économique et social ; fonctions d'un Sénat transformé ; droit de décision et pouvoir politique résidant dans l'Assemblée Nationale ; réforme régionale ; participation des intéressés à la gestion de leurs affaires ; préfet de région ; évolution économique des temps modernes ; attributions des collectivités ; conseils régionaux ; procédure mise en œuvre par le Gouvernement ; application de l'article 11 de la Constitution* [13 décembre 1968] (p. 5465 à 5467].

COUVEINHES (René)

Député de l'Hérault
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe de l'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre titulaire du Conseil supérieur de l'aménagement rural [17 octobre 1968] (p. 3387), [19 novembre 1970] (p. 5805), [20 novembre 1970] (p. 5844) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi n° 1188 relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [5 juin 1970] (p. 2302).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [15 avril 1971] (p. 1112).

Est nommé représentant à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [5 octobre 1972] (p. 3945).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à faire bénéficier les associations d'inscrits maritimes d'un droit de priorité pour prendre à bail le droit de pêche dans les étangs privés du littoral méditerranéen, **n° 582** [20 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 582) tendant à faire bénéficier les associations d'inscrits maritimes d'un droit de priorité pour prendre à bail le droit de pêche dans les étangs privés du littoral méditerranéen, **n° 802** [2 octobre 1969].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant des mesure. en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer : *Cas des personnes qui n'ont pu bénéficier des mesures d'accueil et de reclassement en raison de certaines conditions d'âge ou de délais* [8 octobre 1969] (p. 2537) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur sa proposition de loi et celle de plusieurs de ses collègues, tendant à faire bénéficier les associations d'inscrits maritimes d'un

droit de priorité pour prendre à bail le droit de pêche dans les étangs privés du littoral méditerranéen, en qualité de *Rapporteur : Etendue du domaine public ; ses observations sur les étangs salés formés sur le bord de la Méditerranée par les cordons littoraux ; institution d'un droit de préférence pour l'affermage du droit de pêche en faveur des prud'homies* [9 octobre 1969] (p. 2570) ; Art. 1er : *Maintien du droit de priorité au profit des prud'homies de pêcheurs* (p. 2571) ; Art. 2 : *Ses observations sur les amendements du Gouvernement* (p. 2571) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problèmes de l'arboriculture ; ses observations sur la viticulture ; encadrement du crédit ; emprunt des caisses mutuelles* [19 novembre 1969] (p. 4010) ;

— du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré : *Conséquences de l'application de ce texte ; renforcement d'une augmentation de la campagne contre l'alcoolisme ; relativité du taux d'alcoolémie selon les sujets ; possibilité de n'adresser qu'un simple avertissement en cas de première infraction relevée à l'encontre du conducteur intempérant* [16 avril 1970] (p. 1112) ; Art. 1er : *son désir de ne voir appliqué qu'un simple avertissement aux conducteurs présentant un taux d'alcoolémie inférieur à 1,20 pour 1.000 ; sa crainte que le projet ne conduise les habitants de son département à absorber de la drogue plutôt que du vin* [21 avril 1970] (p. 1195) ;

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Ses observations sur la proposition de loi de M. Béqué ; problème posé par la grille prévue à l'article 40 ; effets du moratoire* [11 juin 1970] (p. 2512, 2513) ; Art. 67 : *souhaits des rapatriés ; rapports entre le Gouvernement et sa majorité ; montant de l'indemnisation ; ses observations sur le moratoire ; non-déduction de l'indemnisation de ce que les rapatriés ont reçu au titre de l'aide sociale* [12 juin 1970] (p. 2614); en deuxième lecture : *principe de la contribution nationale ; possibilité de sélectionner un certain nombre d'investissements d'utilité nationale et d'admettre que les revenus de ces investissements soient reversés aux rapatriés ; ses observations sur le VIe Plan ; création d'une « société d'investissements des rapatriés »* [29 juin 1970] (p. 3239, 3240) ; Titre : *Désire savoir si l'actuelle indemnisation ne représente qu'une avance ou si elle est le point final de la solidarité nationale* (p. 3271) ; *son vote sur le projet de loi* (p. 3272) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ - CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET L'ACTION RÉGIONALE : *Ses observations sur l'opération d'aménagement touristique du littoral Languedoc-Roussillon* [3 novembre 1970] (p. 5044) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Culture de la vigne* [7 novembre 1970] (p. 5364) ; *préférence communautaire ; problème de la complémentarité quantitative ; ses observations sur la culture fruitière ; exemple du Languedoc ; difficultés des arboriculteurs ; problème de la revision cadastrale ; ses observations sur les effets de la concurrence des pays tiers* (p. 5365, 5366) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière : Après l'Art. 25 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (constitution d'un centre hospitalier et universitaire unique dans le ressort d'une même académie)* [4 décembre 1970] (p. 6197).

Prend part au débat :

— sur les questions orales de MM. Roucaute, Poudevigne, Brugnon, Bertrand Denis, Ansquer relatives aux problèmes agricoles ; *situation préoccupante de la viticulture, problème de stockage* [16 avril 1971] (p. 1210) ;

— sur les questions orales de MM. Olivier Giscard d'Estaing, Douzans, Aubert, Rieubon, Bayou relatives aux problèmes des rapatriés ; *possibilité de retarder le délai de dépôt des demandes d'indemnisation ; accélération et réorganisation des procédures* [8 octobre 1971] (p. 4449).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Mode de calcul du rapport constant ; problème de l'âge de la retraite des anciens combattants de la guerre 1939-1945 ; titre à attribuer aux personnes contraintes au travail en pays ennemi ; revendications des anciens combattants d'Afrique du Nord* [22 octobre 1971] (p. 4827) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Situation des rapatriés d'outre-mer* [10 novembre 1971] (p.

5633); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A.: *Production fruitière ; application des décisions communautaires ; possibilité de demander au F.O.R.M.A. de prendre en charge les rémunérations des agents contrôleurs* [16 novembre 1971] (p. 5764) ; *revision cadastrale ; situation de la production viticole ; taux de la T.V.A. applicable aux vins ; politique des prix au sein de la Communauté européenne ; entrée des vins algériens dans la Communauté* (p. 5765) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, après l'Art. 10 : *Son sous-amendement tendant dans le texte de l'amendement du Gouvernement après la ligne : « à la vinification » à ajouter la ligne suivante : « au conditionnement des fruits et légumes »* [7 décembre 1971] (p. 6459) ; *exonération de la patente au profit des coopératives qui ont une activité comparable à celle des exploitants agricoles organisés* (p. 6447).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative au prix du vin [10 décembre 1971] (p. 6665, 6668, 6669).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE: *Veuves et ascendants ; soldats ayant servi en Afrique du Nord ; approuve la création d'un groupe d'étude sur ce problème* [2 novembre 1972] (p. 4577) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Ses remerciements pour les mesures en faveur des rapatriés ; avance de 5.000 francs aux rapatriés âgés de plus de soixante-cinq ans ; problème des retraites complémentaires et de l'accès aux prêts de migrants ; amnistie ; remise des frais de justice ; sort des personnes disparues à l'occasion des événements de 1962 ; problème de l'indemnisation totale des rapatriés ; rapatriement de leurs biens ; sa proposition de création d'une caisse autonome d'indemnisation alimentée par certaines taxes spécifiques qui pourraient frapper les opérations commerciales avec les pays d'outre-mer et qui émettrait des bons (grand emprunt de solidarité pour les rapatriés) ; problèmes relatifs aux tribunaux administratifs* (p. 4794, 4795) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Crédits d'aménagements régionaux* [14 novembre 1972] (p. 5164) ; *organisation de la production et protection de la production et du marché du vin ; amélioration de la réglementation européenne ; guerre du vin avec l'Italie ; discipline européenne de la viticulture ; charte de la viticulture ; lutte contre l'alcoolisme ; marché des fruits* (p. 5165).

CRESPIN (Roger)

Député de la Marne
(1re circonscription)
U.D.R.

En remplacement, le 8 février 1971, de M. Jean Taittinger, membre du Gouvernement [*J.O.* du 9 février 1971] (p. 1401) ; [2 avril 1971] (p. 835).

S'inscrit au groupe d'Union des Démocrates pour la République [*J.O.* du 10 février 1971] (p. 1453) [2 avril 1971] (p. 835).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [2 avril 1971] (p. 837) ;

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [4 avril 1972] (p. 789).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, EDUCATION NATIONALE: *Aménagement universitaire du bassin parisien ; exemple de l'académie de Reims ; effectifs dans les sciences ; diversification des filières traditionnelles par la création d'enseignements de troisième cycle ; développement de l'enseignement technique supérieur ; problème des universités de la couronne autour de Paris* [9 novembre 1971] (p. 5567) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, EDUCATION NATIONALE: *Effort accompli par la Ve République ; nouvelles universités de la couronne du bassin parisien ; développement de l'enseignement court industriel* [10 novembre 1972] (p. 4998) ; *instituts universitaires de technologie; enseignement spécialisé du second degré ; sections d'éducation spéciallsée ; problème des dérogations à l'obligation scolaire ; formation continue* (p. 4999).

CRESSARD (Jacques)

Député de l'Ille-et-Vilaine
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance [19 décembre 1969] (p. 5105) ;

— membre de la Commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier et sur leurs rapports avec le pouvoir politique [14 décembre 1971] (p. 6737) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du Code de l'administration communale et relatif à la formation et à la carrière du personnel communal [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création et organisation des régions [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 819) concernant l'octroi d'une allocation exceptionnelle à caractère familial, **n° 843** [22 octobre 1969].

Sa proposition de loi tendant à compléter le livre I du Code du travail par un article 29-u en vue de faire bénéficier les journalistes « pigistes » des dispositions prévues par la loi du 29 mars 1935 relative au statut professionnel des journalistes, **n° 2252** [26 avril 1972].

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Gaudin, Brugnon et Magaud relatives au financement privé des autoroutes : *Vignette* [3 octobre 1969] (p. 2484).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission spéciale sur la proposition de résolution tendant à modifier et à compléter le règlement de l'Assemblée Nationale : *Place du député dans la vie politique ; isolement des députés ; complexité des problèmes ; temps perdu en débats inutiles ; procédure du vote sans débat ; moyens d'information ; possibilité de permettre au gouvernement d'exposer sa position sur un problème d'actualité* [22 octobre 1969] (p. 2935) ;

— du projet de loi concernant l'octroi d'une allocation exceptionnelle à caractère familial, en qualité de *Rapporteur : Allocation exceptionnelle en faveur des familles de trois enfants qui n'ont pas été imposées sur le revenu des personnes physiques au titre de leurs revenus de l'année 1967 ; possibilité de faire intervenir une modulation en fonction des revenus dans la législation relative aux prestations familiales ; conditions d'attribution de l'allocation* [23 octobre 1969] (p. 2890) ; Art. 1er : *son amendement tendant à substituer aux 2e, 3e et 4e alinéas, l'alinéa suivant : « Le montant de cette allocation est de 100 francs pour trois enfants ; elle est majorée de 30 francs par enfant au-delà du troisième »* (p. 2892) ; *ne pas établir une différence entre les départements de la métropole et ceux d'outre-mer* (p. 2892) ; Article additionnel : *Ses observations sur l'amendement du gouvernement* (p. 2893).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Marcus, Mazeaud, Spénale, Barrot, Mme Vaillant-Couturier et M. Peyrefitte relatives à la drogue : *Responsabilités et devoirs des parents ; définition de la liberté* [24 octobre 1969] (p. 2946, 2947).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi

de finances pour 1970, JUSTICE : *Ses observations sur la proposition de loi tendant à abolir la peine de mort en France ; crise contemporaine de la justice française ; ses observations sur sa proposition* [5 novembre 1969] (p. 3390) ; EDUCATION DATIONALE : *Enseignement audio-visuel ; télévision scolaire ; rôle de la télévision ; importance de l'image ; jugement de cette image* [12 novembre 1969] (p. 3602, 3603) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Enseignement agricole ; diminution des crédits ; carte scolaire de l'enseignement public agricole ; enseignement privé agricole ; pédagogie des maisons familiales* [18 novembre 1969] (p. 3928, 3929) ; *lycées agricoles* (p. 3929) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE - OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Politique de régionalisation de l'O.R.T.F. : ses observations sur la radio ; information des première et deuxième chaînes ; rôle des bureaux régionaux ; leur autonomie ; ses observations sur la culture politique de l'Office à l'égard des émissions en langue régionale ; ses observations sur la taxe de redevance* [21 novembre 1969] (p. 4224) ;

— du projet de loi relatif à l'autorité parentale et portant réforme de différentes dispositions du Code civil concernant le droit de la famille : en qualité de *Rapporteur pour avis* : Art. 213 du Code civil : *Ses observations sur cet article* [8 avril 1970] (p. 852) ; Art. 375-3 du Code civil : *Son amendement tendant dans le quatrième alinéa du texte de cet article après le mot « sanitaire » à insérer le mot « d'éducation »* [9 avril 1970] (p. 886) ; *ses observations sur son amendement* (p. 886) ; Art. 375-2 du Code civil : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du premier alinéa de cet article : « Chaque fois qu'il est possible, le mineur doit être maintenu dans son milieu actuel. Dans ce cas, le juge désigne, soit une personne qualifiée... »* (p. 890) ; *augmentation du budget du ministère* (p. 890) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par un nouvel alinéa : « il peut avertir le chef de l'établissement fréquenté par l'enfant des mesures d'assistance éducative prises à l'égard de celui-ci »* (p. 890) ; *retrait de son amendement* (p. 891) ; Art. 375-7 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (droit de correspondance et de visite des parents)* (p. 891) ; *ses observations sur son amendement* (p. 891, 892); Art. 381 du Code civil : *Demandes de restitution de leurs droits par des parents ayant fait l'objet d'une déchéance de l'autorité parentale* (p. 898, 899) ;

— du projet de loi relatif au service national, Art. 3 : *Droit de vote des jeunes gens ; cas des jeunes filles qui accomplissent un service national avant l'âge de vingt et un ans* [9 juin 1970] (p. 2381) ;

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français, dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France, Art. 45 : *Concertation entre le gouvernement, la commission et l'Assemblée ; indemnisation des rapatriés les plus modestes* [12 juin 1970] (p. 2604) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : Art. unique : *Ses observations sur l'amendement de M. René Caille ; rôle de l'entreprise* [18 juin 1970] (p. 2814) ;

— des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre premier du livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux groupements fonciers agricoles; *Ses observations sur l'Europe agricole ; continuité de la politique agricole française ; obtention de l'I.V.D. ; bail rural à long terme; cas des jeunes agriculteurs ; ses observations sur les groupements fonciers agricoles ; concertation entre le Gouvernement et l'Assemblée* [26 juin 1970] (p. 3193) ;

— du projet de loi de programme relative aux équipements militaires de la période 1971-1975 ; *Ses observations sur la candidature de M. Krivine à la présidence de la République* [7 octobre 1970] (p. 4147) ;

— sur le projet de loi modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés : *Ses observations sur le manifeste P.S.U. des lycéens des Côtes-du-Nord ; endoctrinement des élèves* [27 avril 1971] (p. 1479) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi de MM. André-Georges Voisin et Lepage, tendant à interdire la fabrication de vins mousseux ordinaires à l'intérieur de l'aire géographique de l'appellation d'origine Vouvray : *Ses observations*

sur les paroles de M. Leroy-Beaulieu et de M. Gaudin [28 avril 1971] (p. 1525) ;

— du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes : *Exemple d'une ville en expansion ; ses observations sur l'indifférence à la réalité communale ; extension du projet de loi aux grandes cités ; possibilité d'appliquer aux quartiers des grandes villes le deuxième paragraphe de l'article 7 du projet de loi ; répartition géographique des actuels conseillers municipaux* [1er juin 1971] (p. 2264, 2265) ;

— du projet de loi sur la filiation. Art. 342-3 du Code civil : *Dignité et responsabilité de la femme* [6 octobre 1971] (p. 4333) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Problème des anciens combattants d'Afrique du Nord ; ses observations sur la proposition de loi tendant à la création d'une commission chargée de procéder à une étude sur la reconnaissance de la qualité de combattant à certains militaires ayant pris part aux opérations d'Afrique du Nord entre 1952 et 1962* [22 octobre 1971] (p. 4826) ; *possibilité d'accorder une carte spécifique aux anciens d'Afrique du Nord* (p. 4827) ; Titre III : *Situation des anciens combattants d'Afrique du Nord* (p. 4830) ; SANTÉ PUBLIQUE ET TRAVAIL - III - TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Causes de la séquestration de cadres et de dirigeants d'entreprise comme forme de l'action syndicale* [27 octobre 1971] (p. 4984) ; *rôle des syndicats* (p. 4985) ; Titre IV : *Amélioration des centres de formation professionnelle ; rôle des agences nationales de l'emploi ; exemple de l'agence des Côtes-du-Nord* (p. 5002) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Son vote ; problème de l'objectivité ; troisième chaîne de télévision ; problème du centre de redevances de Rennes* [8 novembre 1971] (p. 5502, 5503) ; *immeuble construit par le centre national des redevances* (p. 5506) ; INFORMATION : *Situation de la presse française ; prix du papier ; ses observations sur l'article 39 bis du code général des impôts ; possibilité de réunir une commission tripartite afin de définir une politique de l'information* [9 novembre 1971] (p. 5541).

Est entendu pour une mise au point au sujet du vote de Mme Ploux sur la demande de constitution d'une Commission d'enquête [10 décembre 1971] (p. 6659).

Son rappel au règlement : *Ses observations sur une procuration de vote donnée par M. Bernasconi* [24 mai 1972] (p. 1879).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal, Art. 504 du Code de l'administration communale : *Droits acquis* [31 mai 1972] (p. 2060) ;

— du projet de loi relatif à l'électorat et à l'éligibilité des étrangers en matière d'élection des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel, Art. 2 : *Connaissance des dialectes* [1er juin 1972] (p. 2088) ;

— du projet de loi sur la garantie de ressources des travailleurs âgés de soixante ans au moins et privés d'emploi : *Réformes sociales désirées par le gouvernement ; ses observations sur l'accord du 27 mars ; intervention des textes d'application ; contribution de l'Etat ; obligation de pointage périodique à laquelle sont soumis les chômeurs* [8 juin 1972] (p. 2354) ; *retraite à 60 ans* (p. 2355) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 7 : *Prélèvement automatique sur les comptes bancaires en matière pénale* [14 juin 1972] (p. 2477) ; *ses observations* (p. 2480) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction, Art. 3 : *Ses observations sur les organismes d'H.L.M. et les sociétés d'économie mixte* [27 juin 1972] (p. 2869) ;

— du projet de loi portant amnistie de certaines infractions : Art. premier : *Son amendement fixant au 1er juillet, puis au 14 juillet la date d'application de la loi* [17 octobre 1972] (p. 4193) ; Art. 3 et 4 : *Ses amendements devenus sans objet* (p. 4196) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ARTICLES DE RÉCAPITULATION : Art. 29 : *Exposé de son travail de député pendant le budget, qu'il votera* [18 novembre 1972] (p. 5521, 5522) ;

— du projet de loi garantissant aux travailleurs salariés une rémunération mensuelle minimale : *Ses observations sur les paroles de M. Ducoloné* [30 novembre 1972] (p. 5783).